15 aux 4853
1 jn "
95 jn "

Albert Lemoine

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXIIIe ANNÉE

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE

PARIS. — IMPRIMERIE J. CLAYE ET Cᵉ,
RUE SAINT-BENOÎT, 7.

THE GETTY CENTER
LIBRARY

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

DE L'ALLEMAGNE.

III.

LA RÉNOVATION PHILOSOPHIQUE ET RELIGIEUSE DEPUIS 1850. [1]

I. *System der Wissenschaft* (*Système de la Science*), par M. Rosenkranz; 1 vol. Koenigsberg, 1850. — II. *Meine Reform der Hegelschen Philosophie* (*Ma Réforme de la Philosophie de Hegel*), par le même; Koenigsberg, 1852. — III. *System der Ethik* (*Système de l'Éthique*), par M. Hermann Fichte; 1 vol. Leipzig, 1850. — IV. *System der speculativen Ethik* (*Système de l'Éthique spéculative*). par M. Chalybæus; 2 vol. Leipzig, 1850. — V. *Religiœse Reden und Betrachtungen für das deutsche Volk, von einem deutschen Philosophen* (*Discours et Méditations religieuses adressés à la nation allemande par un philosophe allemand*), 1 vol. Leipzig, 1850. — VI. *Christian Maerklin, ein Lebens und Charakterbild aus der Gegenwart* (*Christian Maerklin, Histoire d'une vie et d'un caractère de ce temps*), par M. David Frédéric Strauss; 1 vol. Mannheim, 1851.

Après la crise qu'elle vient de traverser, il est difficile que l'Allemagne s'intéresse très vivement à la philosophie. Cette science sublime et toutes les questions religieuses et sociales qui en dépendent ne trouvent plus aujourd'hui que des auditeurs indifférens ou effrayés. Voltaire, dans un de ses dialogues, s'écrie avec son intrépidité aventureuse : « Puisque vous croyez que le partage du brave homme est d'expliquer librement ses pensées, vous voulez donc qu'on puisse tout imprimer sur le gouvernement et sur la religion? — Qui garde le silence sur ces deux objets, qui n'ose regarder fixement ces deux pôles de la vie humaine n'est qu'un lâche. » On est tenté, à l'heure qu'il est, de modifier singulièrement ces paroles. Ce qui nous frappe au lendemain de ces révolutions où la philosophie a été compromise par tant d'excès, ce n'est pas la timidité de ceux qui se taisent, c'est le courage et la foi de ceux qui parlent. Comment poursuivre des travaux que tant de plumes

(1) Voyez, dans les livraisons du 1er février et du 15 avril 1853, *le Roman* et *la Poésie en Allemagne depuis* 1850.

indignes ont décrédités? Comment s'adresser encore à des hommes que le nom seul de philosophie effraie comme une menace? Ne vaut-il pas mieux servir silencieusement le culte de la raison et attendre pour parler une occasion plus favorable? Entretenons sans bruit le feu sacré; un jour viendra, soyons-en sûrs, où l'esprit humain redemandera ce qu'il rejette aujourd'hui; la recherche du vrai est immortelle. Ainsi raisonnent sans doute bien des esprits, et cette réserve se comprend aisément. S'il s'agissait de défendre les droits de la pensée contre ces hommes que toute lumière irrite, il n'y aurait, ajoutent-ils, aucun moyen de garder le silence; mais non, ce n'est pas à des ennemis systématiques, c'est à des intelligences justement alarmées que nous avons affaire. Soumettre à une étude persévérante les dogmes des sciences morales et les mille problèmes qui s'y rattachent, n'est-ce pas, dans une société à peine rassise, renouveler les secousses de la veille? L'ordre se rétablit, le bruit de la rue est apaisé, la démagogie est réduite à l'impuissance; pourquoi remettre en circulation les idées et les formules dont les passions hier encore faisaient un si terrible usage? — De telles craintes sont puériles et attestent une vue bien fausse de la situation présente. La meilleure façon de prouver que le désordre est vaincu, c'est de reprendre les nobles études qui sont la force et l'honneur des sociétés prospères. Le mal qu'une science menteuse a fait, la vraie science peut seule le guérir. Des prédicateurs sans mission avaient endoctriné les peuples; des philosophes indignes de ce titre avaient compromis ce qu'il y a de plus élevé dans le cœur et dans l'intelligence de l'homme; n'est-il pas toujours temps de défendre le drapeau de la raison et de rebâtir en quelque sorte une forteresse inexpugnable, où la vérité, gardée par des esprits convaincus, ne sera plus défigurée par les sophistes et portée au milieu des troubles civils comme une arme incendiaire? Quand le calme renaît, cette nécessité est plus impérieuse encore, et le silence n'a plus d'excuse. La restauration morale que nous avons déjà signalée dans le domaine de l'art ne serait qu'un résultat bien précaire, si l'on ne voyait pas le même mouvement transformer aussi les sciences philosophiques.

L'Allemagne a compris ainsi ses devoirs. Malgré le discrédit dont les *jeunes hégéliens* avaient frappé les spéculations de la pensée pure, elle est revenue avec réserve sans doute, mais avec les intentions les plus loyales, aux travaux qui ont toujours été la meilleure préoccupation de son esprit. On a même vu la force de la situation opérer naturellement entre les faux et les vrais philosophes une séparation décisive. Ceux qui cherchaient surtout dans les problèmes philosophiques un moyen de déchaîner les passions ont senti que le moment ne leur était pas propice. Les autres, animés seulement de l'amour du vrai, sentant d'ailleurs combien les désordres de ces derniers temps ont fait de ruines qu'il faut réparer et répandu de préjugés qu'il faut combattre, se sont mis patiemment à l'œuvre. Je ne dirai pas que de nouveaux systèmes aient été construits de toutes pièces : Kant, Fichte, Schelling, Hegel, n'ont pas eu de successeurs; mais la conscience publique a travaillé, et un groupe, sinon une école de sages et ingénieux écrivains a porté ses efforts sur tous les points menacés. Ici, ce sont des disciples de Fichte ou de Hegel qui modifient dans un sens plus pratique les doctrines de leurs maîtres et s'appliquent surtout à fermer toutes les brèches par où un esprit anti-social avait pénétré dans ces

grandes constructions; là, c'est l'école de Herbart, tenue jusqu'ici dans l'ombre par l'éclatante domination de Hegel, qui retrouve tout à coup une juvénile ardeur, et, profitant de la déroute des hégéliens, s'empare du premier rang; ailleurs enfin, et des différens groupes que je signale celui-là n'est pas le moins intéressant, ce sont de libres esprits qui ont secoué le joug des écoles, qui ont renoncé aux formules pédantesques, et qui, traitant dans le langage de tous les questions où nous sommes tous engagés, dissipent loyalement les vieilles ténèbres. On a souvent reproché aux métaphysiciens allemands de fuir devant la critique, comme les dieux d'Homère, devant la lance d'Ajax, s'enfuyaient dans les nuages. Les écrivains dont je parle, au risque de s'attirer le dédain des pédans, ont résolu de converser sur la philosophie et la morale dans un idiome intelligible. Soit intention mûrement réfléchie, soit simple désir d'être lus, ils ont pris le parti d'être clairs, et il ne paraît pas que cela leur ait mal réussi. La clarté, dit Vauvenargues, est la bonne foi des philosophes. La clarté est plus que cela, elle est leur sauvegarde à eux-mêmes, elle leur montre le droit chemin, et, s'ils s'égarent, c'est elle qui les ramène. Tout philosophe qui n'est pas en même temps un écrivain, comme Aristote et Platon, comme Descartes et Leibnitz, fût-il d'ailleurs un penseur énergique, on ne doit l'étudier qu'avec défiance. Les métaphysiciens allemands, depuis ces dernières années, aspirent à être des écrivains; quand il n'y aurait que cette seule réforme dans la littérature philosophique de nos voisins, elle mériterait d'être signalée.

Nous avons des résultats plus graves encore à mettre en lumière. A côté de ces réformes philosophiques, il se fait aussi une sorte de rénovation religieuse. Bien plus, ce double travail s'accomplit souvent par les mêmes mains. L'ardent Lessing, il y a un siècle, voyant la théologie rationaliste de son temps sacrifier à la fois et les mystères du christianisme et les spéculations sublimes de la raison, accourut subitement au secours de la religion afin de défendre la philosophie menacée. Quelque chose de semblable se reproduit sous nos yeux. Toute atteinte aux fondemens du christianisme est une atteinte à la philosophie elle-même. Ce qui était en lutte dans ces dernières années, c'était la matière et l'esprit, c'était le visible et l'invisible, c'était la théorie de l'*immanenee*, comme parlent nos voisins, et le dogme de la *transcendance;* c'était enfin le matérialisme le plus grossier qui fut jamais et la plus simple croyance à un monde supérieur qui éclaire le nôtre et le gouverne. Une fois les choses ainsi poussées à l'extrême, une réaction était inévitable; elle a éclaté presque sur tous les points. Il n'est pas de philosophe en ce moment qui ne considère le sentiment religieux comme le foyer de la vie spirituelle et qui ne cherche à l'affermir, à le rectifier parfois, à le diriger enfin selon ses vues, pour lui confier la défense de ses propres doctrines. De tels efforts méritent une scrupuleuse attention, il ne conviendrait pas d'approuver avec trop de confiance un mouvement intellectuel où tant d'intérêts si graves sont engagés; mais, quelles que doivent être nos conclusions, nous pouvons avouer avec quel sentiment de joie inespérée nous commençons l'étude de la rénovation philosophique et religieuse de l'Allemagne.

I.

Il y a vingt-cinq ans à peine, l'influence de Hegel était toute-puissante en Allemagne. Par l'exemple de sa vie, par la dignité morale de sa personne, l'illustre auteur de la *Phénoménologie de l'esprit* suppléait admirablement à tout ce qui manque à ces doctrines. Il croyait sincèrement, et bien des esprits solides étaient persuadés avec lui, qu'il avait concilié à jamais le christianisme et la philosophie. Son autorité était immense : on peut dire qu'il gouvernait, du haut de sa chaire de Berlin, les plus beaux domaines de la pensée. Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, considérait ce maître austère comme le fondateur d'une doctrine destinée à pacifier les intelligences et à réformer le siècle. Le ministre de l'instruction publique, M. le baron d'Altenstein, était son ami le plus dévoué. Dans toutes les universités du Nord, c'étaient ses disciples qui étaient chargés de l'enseignement supérieur, et tous alors, attentifs à la parole du chef, tous graves et enthousiastes, semblaient préparer, comme disait Hegel, le règne de l'esprit et couronner le christianisme allemand. Or, il y a deux ans, un des écrivains les plus recommandables de cette école, celui qui la représente seul aujourd'hui dans sa gravité première, celui qui en maintient ou en rectifie les principes avec le plus d'autorité, M. Charles Rosenkranz, écrivait ces paroles : « La philosophie de Hegel, dites-vous, exerce encore un grand empire? Une telle assertion a de quoi nous surprendre. Le fondateur de ce système est mort depuis vingt ans. Son Mécène, le ministre d'Altenstein, l'a suivi dans la tombe voilà plus de dix ans déjà. Depuis plus de dix années aussi, son plus imposant adversaire, Schelling, enseigne à Berlin sa philosophie positive. Notre école ne s'est pas seulement fractionnée en plusieurs partis, ces partis eux-mêmes sont dissous, et il n'en reste plus que des personnalités isolées, lesquelles ont si peu de rapport les unes avec les autres, qu'elles semblent toujours prêtes à donner le signal d'une guerre de tous contre tous. Les deux recueils, organes de l'ancienne école et de la nouvelle, sont morts et ensevelis. L'école de Herbart au contraire, gagne chaque jour du terrain, et, maîtresse qu'elle est des journaux de Leipzig, elle pousse contre nous toute la presse quotidienne avec une infatigable ardeur. Nous sommes, à les entendre, des ignorans, des spinozistes, des destructeurs de tout ordre moral. Les partisans de Krause et de Baader nous attaquent dans les mêmes termes; pour la presse catholique, notre philosophie est une œuvre anti-chrétienne, une œuvre satanique, et partout où l'ultramontanisme gouverne, il destitue les professeurs soupçonnés d'attachement au système de Hegel. Quant à ceux qui, comme Ulrici, Weisse, Hermann Fichte, Maurice Carrière, doivent tant aux idées de mon maître, ce sont pour nous des adversaires plus impitoyables que des théologiens comme Staudenmaier ou Sengler, comme Gunther ou Trebisch, comme Schaden ou Hofmann. »

L'ouvrage où M. Rosenkranz exhale cette plainte amère porte ce titre : *Ma Réforme de la Philosophie de Hegel*. Ce rapprochement est expressif : M. Rosenkranz lui-même a compris qu'une réforme de l'hégélianisme était indispensable. Son dévouement ne l'a pas aveuglé, il a vu les désordres inouïs

dont la philosophie hégélienne a été l'occasion ou le prétexte, et il a compris qu'il était urgent de justifier son maître. Je ne sais si M. Rosenkranz réussira; ce dont je suis bien certain, c'est que personne mieux que lui ne pouvait convenir à une telle entreprise. *Si Pergama dextra defendi possent...* Si le système de Hegel, devenu à tort ou à raison le foyer de l'athéisme et de la démagogie, doit reprendre un rang glorieux et utile parmi les grands travaux de l'esprit humain; si la génération présente, surmontant le dégoût qu'excitent les faux hégéliens, doit profiter encore de tout ce que le système du maître contient de vrai et de fécond, M. Rosenkranz était naturellement appelé au rôle qu'il s'attribue aujourd'hui. M. Rosenkranz est un esprit net et ingénieux; il joint à la science ce que la science ne donne pas toujours, un sentiment très vif de la réalité. La philosophie n'a jamais été sous sa plume l'art de combiner avec adresse de vides abstractions théologiques. Il aime les libres productions de l'intelligence, et il comprend à merveille le jeu de toutes les facultés humaines. On a de lui une *Histoire générale de la Poésie*, une *Histoire de la Poésie allemande au moyen âge*, et une excellente étude intitulée *Goethe et ses œuvres*, qui attestent la force et la souplesse de son talent. Cette souplesse habile et ce sentiment de la vie, il les a portés dans ses travaux métaphysiques. Je sais qu'il n'a jamais dédaigné l'exposition dogmatique des idées; il est manifeste cependant que l'histoire a pour lui un singulier attrait. Sa biographie de Hegel et ses doctes résumés de Schelling et de Kant ont acquis en Allemagne une légitime autorité. Avec toutes ces dispositions précieuses, on ne s'étonnera pas que M. Rosenkranz soit demeuré le défenseur dévoué des traditions de son maître. Porté par la droiture naturelle de son esprit à rectifier, même sans le savoir, les principes de la dialectique hégélienne, il ne lui a pas été difficile d'échapper aux naïves alarmes ou aux violences fiévreuses qui ont dissous cette grande école. Tandis que de nobles et tendres âmes comme M. Gœschel faisaient du système de Hegel un mysticisme chrétien et en venaient peu à peu à supprimer toute philosophie, tandis que des intelligences désordonnées comme celles des *jeunes hégéliens* prétendaient au contraire tirer de la doctrine du maître une apothéose insensée du genre humain d'où l'on redescendait vite à une démagogie abjecte, M. Rosenkranz demeurait fidèle à un spiritualisme sérieux. Au milieu des excitations de 1848, les esprits réputés les plus graves de l'école, M. Michelet (de Berlin) par exemple, avaient fini par suivre le drapeau des athées; M. Rosenkranz déploya dans le péril des qualités nouvelles, et on le vit occuper son poste avec une fidélité courageuse. Combien son rôle a grandi depuis ce jour-là! A l'époque où l'école hégélienne, déjà divisée, mais puissante encore, formait plusieurs partis comme une assemblée délibérante; à l'époque où il y avait la droite, la gauche, le centre, sans compter le centre gauche et le centre droit, dans cette chambre des députés que régissait la constitution de Hegel, M. Rosenkranz était le chef du juste-milieu. Depuis 1848, il n'est plus le *leader* d'un grand parti, il n'est plus le centre, il est à lui seul l'école de Hegel tout entière. Un des chefs des *jeunes hégéliens*, le démagogue Arnold Ruge, s'est vanté quelque part d'avoir opéré la dissolution complète de la philosophie hégélienne; il oubliait que M. Rosenkranz était là, esprit aussi ferme qu'élevé, aussi résolu que pénétrant, et il

se flattait, Dieu merci, d'une orgueilleuse illusion, s'il croyait que le dernier mot appartiendrait aux docteurs éhontés qui proclamaient au nom de Hegel la sauvage divinité du moi. Accablés par le mépris public, les *jeunes hégéliens* se renient les uns les autres, et voilà M. Rosenkranz qui rassemble en un corps de doctrines les principes modifiés de l'ancienne école; voilà le lévite fidèle qui essaie de relever les murailles du temple, le voilà qui chasse les sophistes et lave la pierre du parvis!

L'ouvrage dans lequel M. Rosenkranz s'est proposé de défendre et de rectifier, s'il y a lieu, la philosophie qu'il aime, est intitulé *Système de la Science*. Publié en 1850, ce livre a vivement excité l'attention, et la polémique dont il a été l'objet a obligé l'auteur à le compléter l'année dernière dans l'écrit que je signalais tout à l'heure. Le *Système de la Science* et le curieux manifeste qui porte ce titre, *Ma réforme de la Philosophie de Hegel*, tels sont les deux plaidoyers que M. Rosenkranz a publiés pour l'honneur de sa cause. Bien que M. Rosenkranz soit une intelligence résolue, il était impossible cependant que l'inspiration du livre ne révélât pas çà et là une tristesse trop justifiée : « Je ne nierai pas, s'écrie-t-il dans la préface de son livre, que le spectacle de ces deux dernières années ne m'ait causé maintes fois une affliction profonde. Un antagonisme terrible partage notre temps et se manifeste en d'incroyables luttes. Le ténébreux fantôme que je voyais, dans le domaine de la science comme dans celui de la réalité, diriger fixement vers nous ses lèvres pâles et ses vides paupières, me rappelait le disciple de Saïs qu'a chanté notre grand Schiller. Des jeunes gens, des hommes à l'âme puérile, téméraires plutôt que hardis, turbulens plutôt qu'empressés, animés d'un violent égoïsme au moment où ils croient faire acte de piété, s'élancent impétueusement pour soulever le voile qui cache les traits de la déesse. La foule applaudit comme à une action héroïque, et les applaudissemens les enivrent; mais quand ils ont accompli leur attentat, la déesse outragée les foudroie de son regard, et ils tombent évanouis. Certes de tels hommes sont trop orgueilleux pour être sincères; nous soupçonnons pourtant que dans le secret de leur conscience, ils doivent se dire comme le disciple de Schiller : « Malheur à celui qui marche à la vérité par la voie des impies! jamais la vérité ne réjouira son âme. » M. Rosenkranz signale surtout avec douleur ces ardeurs matérialistes comprimées aujourd'hui, mais dont les derniers troubles ont révélé la désastreuse action, et qui éclateront un jour ou l'autre. Il se demande si l'on peut espérer que le genre humain prenne encore intérêt à la science, si un temps ne viendra pas où le souverain bien pour l'homme sera de manger dans quelque phalanstère. « Mais laissons là, reprend-il, ces désolantes pensées! Il y a des heures où l'espèce humaine peut se croire en proie à une maladie mortelle; ce n'est là toutefois qu'une phase de l'humanité, et la France, l'Italie et l'Allemagne ne sont pas le monde entier. » Cette consolation du philosophe est singulièrement triste; nous n'avons pas assez de stoïcisme pour nous en contenter. Nous aimons mieux croire que l'amour de la vérité anime encore chez nous des milliers d'âmes généreuses, que le culte des jouissances grossières n'étouffera pas la foi spiritualiste. J'en atteste l'ouvrage même de M. Rosenkranz et le succès qui l'a couronné en Allemagne : non, la vieille Europe, Dieu merci, n'est pas encore obligée d'aban-

donner à des races plus jeunes la mission qu'elle a reçue; l'heure n'a pas encore sonné où il faudra la placer à son rang dans la nécropole de l'histoire.

Le *Système de la science* est un résumé des principes et des résultats de la philosophie hégélienne telle que l'entend M. Rosenkranz. Or ce qu'on avait e plus sévèrement condamné jusqu'ici dans le système de Hegel a disparu de cette exposition habile. Le système de Hegel, qu'il nous soit permis de le rappeler en peu de mots, présente surtout trois grandes évolutions mystérieuses qui donnent le secret du monde entier. L'infini existe avec ses propriétés merveilleuses, mais il n'existe d'abord qu'en puissance, comme on dit dans le langage de l'école; il n'a pas encore conscience de lui-même. Pour qu'il acquière cette conscience, il faut qu'il sorte de ses propres liens et se manifeste au dehors. Il se manifeste, et par cela seul voilà le fini qui est créé. Mais l'existence du fini mérite-t-elle vraiment ce nom, tant que le fini ne sait pas quels liens l'attachent indissolublement à cet infini dont il émane? Qu'il le sache donc; qu'il rentre dans le sein sacré de la vie, qu'il rapporte à cette puissance, divine sans doute, mais confuse et enveloppée, la conscience et la personnalité qui lui manquent : alors la raison infinie a terminé son œuvre, et le mystère du monde est achevé! Réduit à ces formules, le système de Hegel ressemble à quelque cosmogonie indienne. Ce sont là certainement d'étranges hallucinations. Cependant dans ce cadre fantastique, dans cette *construction* sans base et sans réalité, que de détails ingénieux et profonds! que de vues originales sur la marche et le développement de l'esprit! quel sentiment de la vie universelle! Ce Proclus du XIXe siècle, qui s'imaginait interpréter philosophiquement la religion du Christ et qui en sapait la base, est sorti du moins de ces abstractions chimériques pour prendre possession du monde réel, et il a éclairé d'une lumière inattendue l'histoire logique de l'intelligence humaine. M. Rosenkranz supprime le cadre de ce grand système, et n'en conserve que les détails. Ce passage de l'infini au fini et ce retour du fini à l'infini, ce dieu qui ne se connaît pas d'abord et qui n'atteint que dans l'esprit de l'homme la conscience claire et complète de son être, toute cette ontologie insensée a disparu. L'auteur admet sans doute les divisions générales adoptées par son maître, il place au premier rang la logique, c'est-à-dire l'étude de l'éternelle raison considérée en soi; il passe de là à la philosophie de la nature, et arrive enfin à la philosophie de l'esprit, où l'intelligence de l'homme, s'élevant à la notion absolue du beau, du vrai, du bien, semble posséder Dieu même; mais du moins, en reproduisant ces termes qui rappellent les trois évolutions gigantesques racontées par Hegel, il a grand soin de soutenir que l'esprit infini est un esprit personnel, que Dieu, possédant toutes les perfections, possède avant tout la perfection de la connaissance, que l'homme enfin, nature essentiellement dépendante, est séparé par un abîme de cet absolu qu'entrevoit et que poursuit éternellement sa raison.

Le défaut capital du programme tracé par M. Rosenkranz, c'est qu'il prétend embrasser la science entière, et qu'à côté d'une métaphysique et d'une psychologie il tente l'explication philosophique de toutes les puissances de la nature. C'était aussi l'ambition de Hegel; mais toutes les parties du système chez le philosophe de Berlin étaient liées ensemble par cette évolution de l'esprit infini que M. Rosenkranz a eu raison de ne pas emprunter à son

maître. Il ne reste donc chez le disciple que des fragmens juxtaposés. Comment passe-t-il de sa logique à la philosophie de la nature et de la philosophie de la nature à la philosophie de l'esprit? Il ne le dit pas, il ne peut le dire, et le lecteur ne saurait voir dans cet arrangement de son édifice qu'une fantaisie arbitraire. M. Rosenkranz, en un mot, a fait trop ou trop peu. Il devait modifier plus hardiment la construction de Hegel, ou bien, comme l'auteur de la *Phénoménologie de l'esprit*, il devait chercher la chaîne mystérieuse dont les anneaux embrassent le monde. Quand on se place d'emblée, comme Hegel, au sein de l'être infini, au lieu de s'élever régulièrement du connu à l'inconnu et de la psychologie à Dieu, on se condamne aux plus extravagantes hypothèses. M. Rosenkranz a repoussé les hypothèses, mais il n'a pas eu le courage de combattre en face les préjugés hautains de la philosophie allemande, et de revenir à la vraie, à la seule méthode, à cette méthode psychologique fondée il y a deux mille ans par Socrate, et agrandie au XVIIe siècle par le génie de Descartes. Il n'y a que deux méthodes en présence dans la philosophie moderne : cette méthode cartésienne qui a établi le spiritualisme sur ses bases immortelles, cette méthode qui a exercé une si noble influence sur notre grand siècle, qui a prêté un si précieux secours à la théologie chrétienne, que Fénelon, Malebranche, Bossuet lui-même, ont si magnifiquement appliquée, — et l'orgueilleuse méthode de Hegel, qui, après s'être flattée de conquérir à l'esprit de l'homme de plus sublimes domaines, l'a rabaissé en fin de compte au grossier délire de l'athéisme.

Un esprit très distingué, M. le docteur Wirth, dans un recueil qu'il publie à Stuttgart sous le titre d'*Études philosophiques*, a donné une critique approfondie de l'ouvrage de M. Rosenkranz, et il lui reproche hautement les nombreuses contradictions de son système. « M. Rosenkranz, dit-il, a l'intention manifeste de réformer le système de Hegel, mais il conserve encore bien des principes qui rendent sa tentative infructueuse. » M. Wirth devait aller plus loin et mieux préciser son reproche. Les erreurs de M. Rosenkranz sont toutes dans la méthode hégélienne; tant que les disciples du philosophe de Berlin n'auront pas renoncé à leur dédain de l'expérience, tant qu'ils auront la prétention de créer de toutes pièces une ontologie absolue pour embrasser de là le système entier du monde, les meilleures intentions ne produiront pas de résultats. Dans sa brochure intitulée *Ma Réforme de la Philosophie de Hegel*, M. Rosenkranz répond avec vivacité aux objections de M. Wirth; il repousse surtout l'accusation d'athéisme si souvent adressée à son maître; Hegel, assure-t-il, croyait à la personnalité de Dieu, et ce premier être sans conscience et sans volonté, cette substance infinie qui a besoin de se manifester dans ses contraires afin d'arriver à se connaître, ce germe de Dieu qui ne fleurira et ne portera ses fruits que sur le théâtre complet de l'univers, ce n'étaient pour Hegel que de simples abstractions nécessaires à l'infirmité de notre esprit. A la bonne heure! mais que l'athéisme fût ou non dans la pensée de Hegel (et je veux rester persuadé qu'il n'y était pas), il n'en est pas moins vrai qu'il est contenu dans le système général du philosophe, et que les *jeunes hégéliens* n'ont pas manqué de logique. Tous ces docteurs effrontés qui ont proclamé la divinité de l'homme n'ont rien compris, dites-vous, à la véritable pensée du maître; soit : — ils n'ont pas été fidèles à l'intention secrète de Hegel,

mais, cela est trop évident, ils ont été fidèles à sa méthode. Que cet avertissement vous éclaire. Témoin des désordres où cette logique infatuée a conduit toute une école, M. Rosenkranz serait inexcusable de s'arrêter à moitié chemin. Les hommes qu'il combat aujourd'hui, les faux disciples, les faux savans, les insulteurs de la déesse de Saïs, ont suivi docilement, non pas la pensée de Hegel, mais les procédés de sa dialectique; soyez fidèles, vous, à cette pensée que vous avez le courage de revendiquer, et pour cela renoncez désormais à sa méthode! « D'où viennent les argumens des athées? » disait Descartes dans la préface de ses *Méditations*. « De ce que l'on feint dans Dieu des affections humaines, ou de ce qu'on attribue à nos esprits tant de force et de sagesse que nous avons bien la prétention de vouloir déterminer et comprendre ce que Dieu peut et doit faire. » Il semble, en vérité, que ces paroles s'appliquent à la moderne philosophie allemande. Hegel prétend déterminer ce que Dieu peut et doit faire; il débute par une théodicée *à priori*, et cette théodicée a beau répugner à toutes les notions du sens intime, à toutes les inductions de l'expérience, il la proclame comme une vérité hors de doute, il en fait la base de tout son édifice; or, comme c'est la fantaisie métaphysique de Hegel qui s'est substituée à Dieu, les écoles qui se rattachent à lui finissent aussi, de déduction en déduction, par se substituer à l'essence suprême, et cette substitution dès lors n'est plus, comme chez Hegel, une témérité de méthode, c'est une impiété orgueilleuse et cynique : le grave Hegel est remplacé par MM. Feuerbach et Stirner. « De sorte, reprend Descartes, que tout ce qu'ils disent ne nous donnera aucune difficulté, pourvu seulement que nous nous ressouvenions que nous devons considérer nos esprits comme des choses finies et limitées, et Dieu comme un être infini et incompréhensible. » Voilà la vérité, voilà la solution du problème. Ce Dieu infini, incompréhensible, n'essayez plus de le connaître *à priori;* élevez-vous à lui par le double travail de l'observation psychologique et de la raison; en d'autres termes, renoncez à la méthode insensée par laquelle vous prétendez être plus qu'un homme, et reprenez courageusement la route qu'avait tracée Descartes. M. Rosenkranz est en de bonnes conditions pour cela; il proclame la personnalité de Dieu sans se soucier du dédain des *humanistes*, et la meilleure partie de son livre incontestablement, c'est la psychologie. La prétendue méthode ontologique n'a donné que trop de preuves de son impuissance ou de son délire; il est temps de revenir à l'étude de l'âme et de rentrer dans le domaine de la vie. Il s'en faut bien que le spiritualisme de Descartes ait produit tout ce qu'il renferme; portez-y vos richesses, déployez-y la hardiesse désormais contenue de l'esprit allemand; c'est le seul moyen de faire disparaître à jamais les fantômes sinistres qui vous obsèdent et de renouveler le champ de la science.

L'exemple est donné à M. Rosenkranz; il semble qu'on revienne de toutes parts à la philosophie de Kant. Kant ou Descartes, le point de départ est le même. On sait que l'illustre maître de Kœnigsberg, en étudiant les facultés de l'intelligence, avait cru découvrir que la raison ne pouvait nous assurer la connaissance du vrai. Comme un moule qui donne son empreinte à la matière, l'esprit impose sa forme et sa marque aux objets qu'il conçoit, et nos

idées, bien loin de représenter les choses, en sont une transfiguration continuelle. Ce scepticisme étrange, fondé sur les antinomies entre lesquelles Kant fait osciller notre raison, avait conduit peu à peu, — non pas, comme on pourrait le croire, par une réaction désespérée, mais par une déduction audacieuse et subtile, — à une doctrine absolument contraire. L'esprit transfigure les choses, disait Fichte d'après son maître, et, s'avançant d'un pas résolu dans cette voie, il concluait que le monde en effet, le monde moral comme le monde matériel, était la création de l'esprit de l'homme. Kant avait élevé autour du *moi* des barrières qu'il croyait infranchissables; Fichte, par une dialectique aventureuse, identifiait la raison de l'homme avec la raison impersonnelle dont la lumière le guide, et toutes les barrières de Kant s'évanouissaient. C'est donc le scepticisme de Kant qui a produit ce dogmatisme hautain où s'est réfugiée l'ardente métaphysique des Allemands, et pour vaincre cet idéalisme extravagant d'où la démagogie athée est sortie, c'est le scepticisme de Kant qu'il faut vaincre. Déjà un des adversaires les plus résolus de l'idéalisme, le contradicteur le plus redoutable de Hegel, le philosophe Herbart disait pour caractériser son propre système : « Je suis un kantiste réformé. » Le mot est spirituel et indique une intention profonde. Il faut en effet revenir à Kant, mais avec un ferme désir de le réformer; il faut ramener la science à l'étude psychologique, mais il faut triompher de cette critique de Kant, dont les interdictions et les doutes ont poussé l'imagination philosophique de l'Allemagne à tant de folles entreprises. Eh bien! presque tous les philosophes de l'Allemagne, tous ceux du moins qui attirent aujourd'hui l'attention, tous ceux qui cherchent à sortir d'une situation désastreuse, sont des *kantistes réformés*. Le mouvement dirigé par Herbart n'a pas produit d'ouvrages considérables. Depuis les travaux de MM. Hartenstein et Drobisch, c'est-à-dire depuis environ une quinzaine d'années, cette école n'a guère fait que protester dans l'ombre; elle reprend aujourd'hui une vie inespérée. Ce ne sont pas d'éclatans ouvrages qu'elle fait paraître; mais, — M. Rosenkranz nous le disait tout à l'heure, — elle a son centre à Leipzig, elle règne dans la capitale de la presse, et, maîtresse d'une grande partie des journaux, elle fait une rude guerre à l'idéalisme. La philosophie de Herbart (ce n'est pas le moment de l'apprécier) contient sans doute de graves erreurs et des bizarreries étranges; son originalité et sa force, c'est l'opposition si résolue qu'elle fait aux extravagances de l'idéalisme. Voilà surtout ce qu'on lui emprunte. On ne prononce guère le nom de Herbart, mais de fermes esprits issus de différentes écoles, des disciples de Fichte, de Schelling, de Hegel lui-même, ne craignent pas de déclarer comme lui qu'ils sont des kantistes réformés. Ainsi on est ramené invinciblement au point où Kant avait laissé la philosophie; c'est le vrai point. Les systèmes qui ont suivi ne sont que des excursions aventureuses, des excursions d'où on avait rapporté çà et là de riches trésors, mais qui conduisaient aux abîmes. La génération actuelle a compris qu'il importait de rentrer dans les grandes voies de la science. Kant, comme Descartes, avait pris pour point de départ l'étude de la raison; seulement son mâle et subtil génie avait soulevé une objection redoutable qui arrêtait tous les efforts de la pensée métaphysique : la chose urgente, à l'heure qu'il est, est de triom-

pher de cette objection. Et comment pourra-t-on échapper à ce cercle fatal? Par les mystiques élans de Fichte? par le panthéisme de Schelling et de Hegel? Non; par l'étude sévère de la réalité : toute la situation est là.

Parmi les écrivains qui travaillent à la solution du problème, il faut citer au premier rang M. Chalybæus, M. Hermann Fichte et M. Maurice Carrière; ils reviennent tous aux faits de l'expérience, à l'étude des sentimens humains, et sans trop se préoccuper de ces antinomies de Kant qui se dressaient naguère comme un épouvantail sur les pas des penseurs, ils s'attachent à l'examen de la réalité et de la vie. Le commencement de la philosophie, selon Herbart, c'étaient les faits de l'expérience, mais les faits de l'expérience contrôlés et rectifiés par la métaphysique. Il pensait ainsi réformer Kant, car il admettait avec le philosophe de Kœnigsberg que les facultés de l'homme ne donnaient pas une perception exacte et complète de la réalité; seulement, au lieu de croire, comme le critique de la raison, que la vérité fût interdite à notre esprit, il attribuait à une réflexion supérieure, qu'il appelait métaphysique, le droit et le pouvoir de redresser les fausses notions de l'expérience. Il s'en faut que cette théorie se distingue par la précision et la netteté; n'est-il pas manifeste cependant que cette place réservée à l'expérience est une indication féconde? C'était un des principes d'Herbart, qu'il fallait additionner tous les faits, toutes les notions acquises, avant de construire la science philosophique; il ajoutait même que la philosophie de la religion n'était pas encore possible, l'humanité n'ayant pas jusqu'ici une expérience suffisamment longue de ses destinées religieuses. Voilà certes une bizarrerie singulière, comme il y en a en si grand nombre dans l'incomplet système de Herbart. Cette opinion révèle pourtant le prix que ce penseur ingénieux attachait à la réalité et la crainte qu'il avait des excès de l'idéalisme. L'école qui se forme aujourd'hui éprouve les mêmes défiances et s'entoure des mêmes précautions : c'est là un excellent signe. M. Hermann Fichte, M. Chalybæus et M. Maurice Carrière consacrent toute leur attention à la vie religieuse et morale du genre humain.

M. Hermann Fichte est le fils du penseur célèbre qui, pour se soustraire aux antinomies du philosophe de Kœnigsberg, a fondé l'idéalisme le plus audacieux qui fut jamais. On n'échappe aux dangers de cet idéalisme que par la vigueur naturelle d'une conscience droite. Fichte était une nature austère. Soit qu'il prît son point d'appui, comme son maître Kant, dans un stoïcisme héroïque, soit que sur la fin de sa carrière il puisât sa force morale dans un mysticisme enthousiaste, l'auteur des *Discours à la nation allemande* a donné pendant toute sa vie l'exemple d'une âme droite et d'un grand caractère. Ces nobles traditions paternelles revivent aujourd'hui chez M. Hermann Fichte. Occupé d'abord de travaux philologiques, collaborateur habile de Boeckh et de Buttmann, M. Hermann Fichte a senti bientôt que sa vraie vocation le portait vers les études où s'était illustré son père. Il avait été tour à tour disciple de Schleiermacher et de Schelling; mais de secrètes prédilections, qui se comprennent aisément, le ramenaient toujours à ces fortes doctrines morales qui avaient été la préoccupation de l'illustre Fichte. Un des meilleurs travaux de M. Hermann Fichte, c'est la belle et complète biographie qu'il a consacrée à son père. Si son enseignement à Bonn ne se

distinguait pas par des allures très précises, on y remarquait néanmoins, comme une inspiration toujours présente, le plus vif sentiment de la dignité de l'homme. Cette inspiration s'est fortifiée depuis 1848, et M. Hermann Fichte prend aujourd'hui une des meilleures places dans ce groupe d'écrivains qui veulent relever la science avilie. L'ouvrage que M. Hermann Fichte a publié en 1850 est intitulé *Éthique*. Le premier volume, le seul qui ait paru, est une histoire de tous les systèmes de morale qui se sont produits depuis cent ans. C'est depuis cent ans en effet, c'est depuis le mouvement du XVIIIe siècle que l'esprit humain, révolté contre le christianisme, a été incessamment en travail d'une loi nouvelle. Jamais prétentions plus hautaines ne se sont déployées dans le domaine de l'esprit, jamais plus d'affirmations contraires n'ont tenu en suspens les intelligences déroutées. On n'avait pas encore résumé dans un tableau d'ensemble cette étonnante mêlée philosophique; M. Hermann Fichte a entrepris cette tâche, et il y a fait preuve d'une sagacité remarquable. Les métaphysiciens allemands depuis Kant, les psychologues anglais et écossais, les publicistes et les réformateurs de la France, depuis Montesquieu et Rousseau jusqu'aux écoles contemporaines, sont caractérisés par M. Hermann Fichte avec précision et vigueur. Ce n'est pas une histoire abstraite de la philosophie, c'est une histoire vivante; l'auteur se préoccupe surtout de l'application des doctrines. C'est ainsi qu'il peut réunir tant de doctrines contraires et composer une œuvre d'une vigoureuse unité. Sévère pour les théories dangereuses et pour les divagations incohérentes, M. Hermann Fichte ne perd jamais de vue l'inspiration pratique de son travail; il cherche avant toutes choses à extraire des systèmes des maîtres toutes les vérités durables. L'Allemagne s'est longtemps moquée de l'éclectisme, c'est-à-dire de l'esprit même du XIXe siècle, et elle a affecté de n'y voir qu'un syncrétisme sans idéal; elle y revient aujourd'hui, comprenant enfin que ces orgueilleux systèmes, composés tout d'une pièce, ne vaudront jamais les vérités lentement acquises et contrôlées en quelque sorte par la grande épreuve de la vie. Quelle lumière guidera M. Hermann Fichte dans cette confuse mêlée des opinions? Tout philosophe éclectique a besoin d'un principe supérieur; l'idée qui inspire M. Hermann Fichte est excellente; son but, il le déclare sans détour, c'est le perfectionnement moral du genre humain. Toute idée, toute doctrine qui peut contribuer à ce résultat doit être relevée avec honneur et séparée des erreurs qui la déparent. C'est ainsi qu'il revendique la belle conception du devoir si fortement établie par le philosophe de Kœnigsberg; c'est ainsi qu'avec une piété touchante et une impartialité respectueuse, il juge les sublimes écrits de son père, et maintient comme éternellement acquises tant de nobles théories sur la destination religieuse et scientifique de l'homme. Partout, dans tous les pays, dans toutes les écoles dignes de ce nom, chez M. Stahl et M. de Savigny comme chez Kant et Fichte, chez Baader et Krause comme chez Schleiermacher et Schopenhauer, chez Dugald-Stewart et Reid comme chez Montesquieu et Rousseau, il cherche et il est heureux de trouver des principes qui ont contribué à l'éducation morale des esprits. Quand l'intention seule est digne d'éloges, il signale la bonne volonté du penseur et soumet ses travaux à une critique résolue. C'est ainsi que les écrits de l'école mystique et piétiste, les écrits d'Adam Müller et de M. Stahl trouvent chez lui un juge à

la fois bienveillant et sévère. La France a souvent opposé les travaux psychologiques des Anglais et des Écossais aux ambitieuses témérités de la métaphysique allemande; M. Hermann Fichte ne craint pas de condamner le dédain de ses compatriotes à l'égard de l'école écossaise, et, suivant MM. Cousin et Jouffroy, il marque avec une véritable sympathie la place de cette sage école dans le développement du XIXe siècle.

Cette belle et féconde étude n'est que le préliminaire du système moral que nous promet M. Hermann Fichte. Ce système, on peut l'entrevoir déjà, il est écrit dans tous les jugemens de l'auteur. « Depuis un siècle, dit M. Fichte, on s'est attaché surtout à la conquête des droits de l'homme, et on a pensé que l'établissement de ces droits était le but de la science. Le but, c'est le perfectionnement moral de l'humanité, et les droits que l'homme réclame, les droits que lui ont assurés déjà les transformations de notre siècle, ne doivent être pour lui qu'un moyen de marcher plus sûrement à ce but. Ce n'est pas assez de dire : « Le droit est corrélatif au devoir; tout droit suppose nécessairement un devoir; » il faut établir surtout que les droits nouvellement acquis, la liberté civile, l'égalité devant la loi, en un mot toutes les garanties sociales, indiquent le début d'une période nouvelle dans ce travail de perfectionnement, qui est la suprême loi de l'humanité. Ce sont des instrumens meilleurs, ce sont des armes plus savantes qu'on lui donne; quel usage en fera-t-elle? Voilà ce que la philosophie morale doit lui dire. Tout système de morale sociale qui ne parle à l'homme que de ses droits et des devoirs corrélatifs à ces droits ne soupçonne même pas les conditions du problème. »

Il y a, ce me semble, une belle inspiration, une ardeur vraiment originale dans l'*Ethique* de M. Hermann Fichte. Une telle préface oblige singulièrement celui qui l'a écrite; espérons que l'auteur tiendra toutes ses promesses. Or, au moment où M. Fichte établissait ainsi la loi du perfectionnement spirituel, un autre écrivain du même groupe, M. Henri-Maurice Chalybæus, publiait un système complet de morale intitulé : *Système de l'Éthique spéculative, ou Philosophie de la famille, de l'état et de la vie religieuse.* M. Chalybæus s'était fait connaître, il y a déjà plusieurs années, par une opposition habile au panthéisme de Hegel; son *Histoire de la philosophie allemande depuis Kant* attestait une intelligence nette et résolue. Dans l'ouvrage qu'il donne aujourd'hui, il ne se contente pas de condamner des erreurs assez décriées déjà par les conséquences qu'elles ont produites, il met en face du panthéisme et de l'idéalisme absolu une doctrine toute pratique. « La science! disent les docteurs hégéliens, le système de la science! » La grande affaire de l'homme, à les entendre, ce serait le savoir universel; quant à l'art de bien vivre, leur philosophie ne s'en occupe guère. Il s'est formé dans l'école une sorte de quiétisme intellectuel, et l'orgueil ou la prétention de savoir y a détruit le juste sentiment de la vie. Ce quiétisme a eu dans l'Allemagne d'aujourd'hui les mêmes résultats que le mysticisme du moyen âge. Une fois qu'ils ont senti le besoin de vivre, et qu'ils sont redescendus sur la terre, les disciples, déshabitués de toute règle, ont embrassé la matière avec délire. Les écrivains dont je rassemble ici les noms sont bien décidés à faire ce que fit Socrate il y a plus de deux mille ans, lorsqu'il obligea la philosophie à sortir des nuages, et qu'il lui apprit à marcher au milieu des hommes. M. Chalybæus a hor-

reur du pédantisme : « Le but de la vie, dit-il, ce n'est pas la science, c'est la sagesse. » Ce que M. Hermann Fichte affirme des droits politiques, lesquels ne sont que l'instrument du devoir, M. Chalybæus l'affirme aussi de la science, chose inutile, chose dangereuse, si elle n'est l'instrument de la loi morale et la préparation d'une existence meilleure.

La science allemande, comme on voit, rentre ici complétement dans les grandes voies de l'école française. L'auteur commence par établir avec force le dogme de la liberté. Les vieilles objections contre le libre arbitre de l'homme ont été rajeunies de nos jours; le panthéisme et le matérialisme du XIXe siècle ont essayé de donner une forme nouvelle à ces sophismes séculaires : il faut poursuivre l'erreur sous tous ses déguisemens, il faut déchirer tous ses masques. De ce que la liberté n'a pas de place dans le monde qui nous porte et nous entoure, on a conclu que nous étions soumis nous-mêmes à cette nécessité qui règne sur l'univers matériel; la seule loi, dès lors, était de nous abandonner à nos instincts, comme la matière obéit aux lois physiques, et les fureurs révolutionnaires, avec leurs concupiscences sauvages, étaient tout naturellement justifiées. C'est vraiment la honte de l'esprit humain, qu'il faille toujours recommencer sur nouveaux frais cette démonstration de la liberté. La liberté n'est nulle part, dit le panthéiste, un mouvement fatal emporte le monde entier. — « Eh! pauvre sophiste, répond M. Chalybæus, ne vois-tu pas que si tu es homme, c'est précisément parce que, seul dans le monde créé, tu possèdes ce pouvoir de résister à la nécessité et de régler toi-même tes actions? Quoi! parce que la liberté n'est pas partout, tu ne sais pas la reconnaître? Eh! que dirais-tu du savant qui nierait l'existence de l'aimant, parce que l'aimant n'attire ni le plomb ni l'étain, mais seulement le fer? Que dirais-tu du physicien qui nierait la lumière, parce que la lumière ne traverse pas les corps opaques? Tu prononces de grands mots, l'unité de la science, l'unité du *cosmos*, et un écolier te ferait la leçon! » — Il est triste, encore une fois, qu'il faille établir sans cesse des vérités si simples; mais enfin la démonstration était nécessaire, et M. Chalybæus y a consacré d'excellentes pages. Cette démonstration de la liberté morale était d'autant plus urgente, que le hardi penseur, soutenu par son enthousiasme et ses intentions généreuses, va ouvrir à l'âme de vagues domaines où le dogme de la personnalité pourrait bien être mis en péril. Préoccupé avant tout de l'influence pratique, M. Chalybæus a bien soin de rattacher l'homme, dès le début de sa théorie, à la famille dont il est membre; le fond de la volonté, c'est l'amour, et la notion de la liberté morale est indissolublement liée à la notion de la solidarité humaine; mais cet amour, dans les pages imprudentes de M. Chalybæus, a parfois des ravissemens où il est dangereux de le suivre. L'esprit de l'homme, à l'entendre, n'est pas seulement le membre d'une communauté immense qui accomplit sous la main de Dieu ses destinées infinies; il n'a pas seulement des rapports nécessaires avec le genre humain, qui le soutient en quelque sorte, et avec ce Dieu partout présent qui l'appelle : il faut qu'il vive de la vie universelle, il faut que la nature, l'humanité et Dieu se reflètent sans cesse dans son microcosme, et qu'à chaque instant de la durée il porte toute l'éternité dans son cœur. A ces vagues et séduisantes formules, M. Chalybæus ne craint pas d'ajouter des paroles plus téméraires encore : « Le Saint-Esprit,

dit-il, habite en nous, et nous apprend que nous sommes une même substance avec Dieu. Nous ne nous perdons pas pour cela dans l'abîme de l'infini, nous ne nous confondons pas avec la Divinité; c'est notre conscience qui saisit la notion de l'*immanence* de Dieu en nous, et qui jouit dès ici-bas des célestes béatitudes. » M. Chalybæus, on le voit par ce passage, ne craint pas de se contredire. Après avoir recherché avec ardeur ce que Bossuet appelle si bien de *fausses sublimités*, il est obligé d'atténuer ces formules au point de ne plus laisser dans l'esprit aucune pensée intelligible. Ainsi est faite l'imagination philosophique des Allemands; ceux-là même qui se séparent le plus sincèrement du panthéisme ne peuvent renoncer aux séductions de l'abîme. Ce que l'Allemagne appelle la *transcendance*, c'est l'idée d'un Dieu extérieur et supérieur à l'homme, d'un Dieu personnel, d'un Dieu vivant, comme l'*immanence* représente l'idée du Dieu de Spinoza et de Hegel. Eh bien! la doctrine de la *transcendance* (j'emploie le terme consacré) est tellement antipathique au génie allemand, ce système est tellement décrié, ce mot même est si bien considéré comme une insulte, que M. Chalybæus est entraîné à revendiquer le système contraire. Il attaque expressément le panthéisme, et il arbore le drapeau de l'*immanence!* Rassurons-nous cependant : M. Chalybæus a établi avec force le dogme de la liberté morale, il croit à la personnalité de Dieu et à la conscience de l'homme; ces brillantes fusées de mysticisme sont un tribut payé aux vieilles erreurs dont l'Allemagne aura tant de peine à se débarrasser complétement.

Je ne suivrai pas l'auteur dans ses curieuses études sur la famille, l'état et la religion. Ces antiques problèmes de la morale sociale et religieuse son rajeunis chez M. Chalybæus par l'esprit le plus ingénieux et les plus charmantes richesses de détail. On ne traite ordinairement ces grands sujets que comme des vérités abstraites; M. Chalybæus se place au sein même de la vie; il fait l'éducation de l'homme avec une paternelle tendresse, il le conduit d'un âge à l'autre et lui ouvre à chaque période un domaine nouveau du royaume de l'amour. Toutefois, que M. Chalybæus me permette de le lui dire, malgré le désir qu'il a de fonder la science sur la réalité, son système est plus souvent un tableau d'imagination qu'un manuel de moralité pratique. Je ne lui objecterai pas qu'un Pascal serait saisi d'effroi en voyant sa confiance dans la bonté native de l'homme, et que Montaigne applaudirait à ses gracieux chapitres sur la musique et la danse : je lui dirai simplement qu'il a écrit en maints endroits le poème d'une humanité plus privilégiée que la nôtre. Le christianisme qu'il invoque sans cesse en de si nobles paroles, le christianisme qui est pour lui la solution de toutes les difficultés, la conclusion et la synthèse supérieure de tous les systèmes qui se sont disputé le cœur de l'homme, ce n'est pas encore, il faut qu'il le sache, le christianisme complet, ce n'est pas ce conseiller vigilant et austère qui connaît si bien les misères de notre nature. Si M. Chalybæus n'a voulu que nous montrer l'idéale figure du genre humain, comme semblerait l'indiquer le titre de son ouvrage, *Éthique spéculative*, il a réalisé son plan avec une rare élévation et une grâce attrayante. S'il a prétendu au contraire, comme cela résulte de maintes affirmations de son livre, subordonner la théorie à la pratique et la science à la sagesse, il n'a pas pris garde aux imprudences de ses

paroles. Nobles imprudences après tout, et qui s'expliquent assez par le désir de consoler les âmes affligées! Après tous les dévergondages de nos jours, après les efforts qu'a faits une sophistique éhontée pour déchaîner en nous la bête féroce, comment ne pas prendre plaisir à voir la vie morale du genre humain glorifiée avec confiance en d'idéales peintures?

Le mouvement signalé par les réformes de M. Rosenkranz, par les théories morales de MM. H. Fichte et Chalybæus, se développe de jour en jour avec une activité croissante. M. H. Fichte dirigeait autrefois un recueil philosophique qui avait disparu dans la tourmente de 1848; ce recueil vient de reparaître, et ses premiers numéros attestent le zèle du groupe sérieux que je rassemble ici. Ce n'est pas M. Fichte tout seul qui préside à l'entreprise; il s'est associé deux esprits fort distingués, M. Ulrici et M. Wirth. M. Ulrici est un de ces écrivains judicieux qui se sont mis naturellement en garde contre le danger des vides abstractions par l'étude de l'homme tout entier. Nous avons déjà dit, à propos de M. Rosenkranz, combien la pratique des travaux littéraires avait rendu de services à la philosophie; M. Ulrici a mené de front l'histoire de l'art et les recherches métaphysiques. En même temps qu'il attaquait les prétentions de l'idéalisme (*du Principe et de la Méthode de la philosophie hégélienne,* Halle 1841), il publiait un remarquable tableau de la poésie grecque, et des études sur Shakspeare qui étaient, sans contredit, avant l'important ouvrage de M. Gervinus, le meilleur travail que l'Allemagne possédât sur le grand poète anglais. M. le docteur Wirth, celui-là même que nous avons vu critiquer sévèrement le système de M. Rosenkranz et obtenir de lui d'intéressantes explications, s'est attaché dans tous ses écrits à revendiquer la personnalité de l'homme contre le panthéisme de Hegel. On s'aperçoit aisément que M. Wirth a étudié Leibnitz avec amour, et, en s'inspirant de ce mâle penseur, qui pourrait donner tant de leçons à l'Allemagne d'aujourd'hui, il a fourni une indication qui, je l'espère, ne demeurera pas stérile. Ces deux hommes étaient les collaborateurs naturels de M. H. Fichte; une même inspiration les anime. On ne saurait affirmer qu'ils soient d'accord sur tous les points; ce sont des esprits qui cherchent, mais ils cherchent du moins sur un terrain qui leur est commun à tous trois; ils proclament un Dieu personnel, un Dieu libre, un Dieu vivant, et ils veulent protéger contre les sophistes la dignité morale de l'homme.

L'entreprise de MM. H. Fichte, Ulrici et Wirth excite en ce moment une vive attention en Allemagne. Or, ce qu'on aime surtout dans ce recueil, c'est précisément ce que je suis obligé d'y blâmer, je veux dire une bienveillance excessive et disposée à tout admettre. Le recueil de M. Fichte, dans sa première période, était l'organe timide d'une école, mais cette école était assez bien définie; depuis que son ambition est devenue plus haute, il a perdu, par une contradiction étrange, la sévérité d'allures qui devrait être son premier devoir. Le danger des systèmes exclusifs, disent d'excellens esprits, a été clairement dévoilé, et l'infatuation philosophique a été poussée à ses dernières limites; n'est-ce pas un bon symptôme qu'une association d'intelligences libres et sincères cherchant la vérité dans toutes les routes de la science? Un penseur distingué que nous retrouverons tout à l'heure, M. Fortlage, disai tout récemment à ce propos : « Les écoles exclusives sont comme la cellule

d'une prison, où l'imagination s'exalte et tourne à la folie. En lisant le recueil de M. H. Fichte, nous sommes dans une capitale et nous allons d'un quartier à l'autre, étudiant l'activité humaine sous ses aspects multipliés. » Il y a, ce me semble, une singulière imprudence dans ces paroles. Sans doute, les bases d'une doctrine une fois bien établies, il est permis d'appeler à soi tous les esprits sérieux, quels que soient d'ailleurs les procédés particuliers de leurs méthodes. Prenez garde toutefois : si l'infatuation philosophique est un péril, il faut se défier aussi d'une complaisance banale. Les réformes sérieuses se font par des principes nettement arrêtés et vigoureusement défendus. Que veut M. Fichte? Quel but poursuivent MM. Wirth et Ulrici? Ils veulent, si je ne m'exagère pas leurs intentions, relever le drapeau de la vraie philosophie, établir les premiers principes, les principes sauveurs, la liberté de Dieu et la liberté de l'homme; ils veulent arracher l'Allemagne à l'obsession du panthéisme et faire rentrer dans le néant la bande noire des athées. Qu'ils le veuillent donc avec une fermeté plus résolue. Les préjugés sont encore bien puissans en Allemagne; il y a bien des écrivains qui craignent de passer pour des intelligences timides et rétrogrades, s'ils ne proclament pas l'*immanence* de Dieu dans le monde. Nous avons vu tout à l'heure M. Chalybæus associer aux doctrines les plus généreuses ces vieilles formules d'une école qu'il maudit. Combien d'âmes qui renient ainsi leur Dieu, et que le troisième chant du coq ne rappelle pas à elles-mêmes! Il faudrait un maître résolu, un Descartes, un Leibnitz, pour rallier ces disciples pusillanimes. Que des philosophes issus d'écoles différentes se réunissent sur le terrain de M. Hermann Fichte et mettent en commun leurs efforts, rien de mieux assurément; que M. Drobisch y défende le système de Herbart contre M. Trendelenburg, professeur à l'université de Berlin, il n'y a rien là qui nuise à l'unité de ce groupe; mais comment comprendre que M. Michelet (de Berlin) puisse, à côté de M. Hermann Fichte, à côté de M. Wirth, attaquer, comme une croyance puérile, le dogme d'un Dieu personnel et libre? « Nous parcourons, dit M. Fortlage, la grande ville de la science, et nous allons d'un quartier à l'autre pour y suivre le tableau varié de la vie. » Il est des quartiers où M. Fichte fera bien de ne pas nous conduire; sinon, au lieu de diriger un mouvement salutaire, il ne sera que le représentant d'un dilettantisme frivole, et cette réforme dont il comprend l'urgence, cette réforme qu'il est si digne de diriger, que l'Allemagne appelle du fond de sa détresse, ne devra plus compter sur ses travaux.

II.

Il y a une branche de la philosophie qui ne fleurit guère en France, c'est la philosophie religieuse. Depuis que Descartes a séparé le domaine de la raison du domaine de la foi, la philosophie proprement dite s'est presque toujours abstenue d'étudier les hautes questions théologiques. Ces hardiesses de la pensée n'ont été possibles chez nous qu'aux époques de foi positive et ardente, et les témérités des docteurs de la scholastique forment un singulier contraste avec la circonspection de la science moderne. Un jour viendra-t-il où l'ordre des vérités naturelles et l'ordre des vérités surnaturelles seront considérés comme les deux parties d'un même domaine? Verrons-nous

le temps où l'intelligence humaine, s'élevant de l'expérience à la spéculation la plus pure et des clartés de la raison aux mystères de la foi, pourra entrevoir dans son ensemble l'immensité du monde spirituel? Serons-nous un jour autorisés à dire avec Scot Érigène : « La vraie religion est la vraie philosophie; la vraie philosophie est la vraie religion? » Et nous sera-t-il permis de répéter sans péril ces audacieuses paroles de saint Thomas d'Aquin : « Tout ce qui est contraire aux principes naturels de la raison est contraire à la divine sagesse? » M. Joseph de Maistre, dans un de ces rapides éclairs qui sillonnent ses ouvrages, manifeste éloquemment cet espoir, quand il parle « de l'affinité naturelle de la religion et de la science, » et qu'il s'écrie : « Tout annonce je ne sais quelle grande unité vers laquelle nous marchons à grands pas. » C'est là sans doute une sublime espérance, et lors même qu'elle ne devrait pas se réaliser, elle restera toujours comme un idéal pour provoquer les efforts du genre humain. A supposer même que la jouissance de cette grande unité à la fois scientifique et religieuse fût réservée à une civilisation plus haute, il faudrait reconnaître que la sévère réforme accomplie par Descartes était indispensable à cette magnifique évolution de la pensée. Le moyen âge aspirait inutilement à ces splendeurs du monde invisible, parce qu'il méconnaissait la véritable méthode; il a eu une merveilleuse vision de ce futur édifice de la science, mais l'édifice qu'il construisait lui-même n'avait pas une base scientifique solidement établie, et tout s'écroula au premier choc. Cette base, Descartes l'a donnée : c'est la pensée, c'est l'esprit, c'est l'âme. L'œuvre de Descartes était incomplète assurément, car l'auteur du *Discours de la Méthode* s'était appliqué surtout à établir certains points essentiels, l'existence de Dieu, l'existence et la spiritualité de l'âme, et le genre humain, une fois en possession de ce qu'il doit aux génies supérieurs, aspire toujours à des conquêtes nouvelles. Sans vouloir enfermer les intelligences dans le système de Descartes, on peut se rappeler que cette philosophie est le commencement nécessaire et la condition des conquêtes durables. Les partisans du moyen âge lui ont reproché sa témérité, les métaphysiciens d'outre-Rhin blâment sa circonspection : eh bien! si le pressentiment de M. Joseph de Maistre vient à se réaliser, si la philosophie religieuse parvient à établir l'affinité naturelle de la raison et de la foi, le système qui aura le plus contribué à ce résultat, ce sera précisément celui qui a arraché l'esprit moderne aux séductions du mysticisme, qui l'a accoutumé à une mâle discipline et lui a ouvert les voies fécondes de sa virilité. La philosophie cartésienne et tout ce qu'elle a produit est peut-être une magnifique préface à cette œuvre de la métaphysique chrétienne, qui a été l'inutile ambition du moyen âge. Dans ces problèmes de haute spéculation religieuse comme dans les questions purement philosophiques, c'est toujours à l'école française qu'il faut revenir.

L'Allemagne a négligé cette méthode, elle a voulu jouir de la vérité avant de l'avoir conquise. Sur ce point, la science germanique, depuis Kant, offre de singuliers rapports avec le moyen âge. En même temps que les philosophes construisaient une sorte de scholastique, les théologiens les plus célèbres, Schleiermacher et ses disciples, rappelaient souvent, avec plus de science et moins de candeur, l'aventureuse audace des mystiques du XIVe siècle. De

là sans doute bien des erreurs, et par suite bien des découragemens. N'importe: c'est là une préoccupation sublime. On avait renoncé à ces nobles études depuis une vingtaine d'années; on y retourne aujourd'hui, et c'est encore un des heureux symptômes que je prends plaisir à consigner ici. M. Edgar Quinet n'a pas craint de dire : « Quand l'esprit allemand n'est pas dans la nue, il rampe. » Puisque ce sévère jugement est exact, — et les désordres de ces dernières années l'ont prouvé plus qu'il n'était besoin, — puisque l'esprit allemand, s'il ne se nourrit pas de spéculations sublimes, se perd bientôt dans l'athéisme, c'est bon signe de voir les questions théologiques étudiées de nouveau avec ferveur. Je ne parle pas ici des théologiens de profession, je parle surtout des écrivains laïques qui cherchent librement et au nom de la raison à contempler de plus près les mystérieuses vérités du christianisme.

Au premier rang de ce groupe, il faut placer un homme de cœur et d'imagination, demi-philosophe et demi-théologien, M. Maurice Carrière. M. Carrière est un de ces disciples de Hegel qui ont échappé de bonne heure au joug du maître. Il a emprunté au philosophe de Berlin la théorie du développement progressif des siècles; mais ce qu'il y a de fatal dans le tableau tracé par Hegel répugnait à cette âme naturellement religieuse : il croyait à la personnalité de Dieu, à la liberté de l'homme, et le christianisme lui apparaissait comme le programme de la vérité philosophique, programme interprété jusqu'ici d'une manière insuffisante et dont il faut déployer toutes les richesses. M. de Lamartine, dans son ode sur *les Révolutions*, a dit :

> Les siècles page à page épellent l'Évangile;
> Vous n'y lisiez qu'un mot, et vous en lirez mille.

Ces vers pourraient servir d'épigraphe aux ouvrages de M. Carrière. M. Carrière cite quelque part un écrivain allemand, M. Roth, qui s'est exprimé ainsi sur le christianisme : « Nous sommes trop accoutumés à ne considérer l'enseignement du Christ que comme un enseignement religieux; le christianisme est une religion et une philosophie. » C'est aussi là le résumé fidèle de sa pensée et le secret de ses efforts. M. Carrière est dévoué au christianisme, mais il y est dévoué comme un homme qui ne possède pas encore la vérité, comme un esprit généreux et inquiet qui aspire ardemment à des lumières plus vives.

De tous les travaux que M. Carrière avait publiés avant 1848, le plus recommandable est consacré à la grande crise philosophique et religieuse du XVIe siècle; il porte ce titre : *De la Philosophie au temps de la réforme et de ses rapports avec notre siècle.* L'auteur commence par établir que la religion est le plus haut développement des facultés humaines, que tout ce qu'il y a de grand ici-bas est sorti de son sein et tend à y retourner. L'esprit humain, émancipé de la longue et nécessaire tutelle du moyen âge, ne devait plus vivre d'une foi enfantine; il fallait qu'il s'attachât lui-même et librement à Dieu. Situation périlleuse, mais sublime! échappé au joug de l'autorité, il allait être tenté par les puissances mauvaises qui ne travaillent qu'à l'éloigner de Dieu, et la grande lutte morale commençait. Voilà ce qui donne aux

trois derniers siècles une si glorieuse valeur dans l'histoire de l'humanité. Jamais plus grands intérêts n'avaient été en jeu sur le théâtre du monde, et si, d'après le mot d'un ancien, la lutte d'un homme de cœur avec la destinée est le plus noble tableau qui puisse réjouir les dieux, jamais la Providence suprême n'avait assisté sur la terre à un pareil spectacle. Il y a une légende du XVe siècle, la légende de Faust, qui nous donne la figure exacte de l'humanité nouvelle : au milieu des exaltations et des découragemens de la science, l'homme est devenu la proie des séductions diaboliques. Or le plus profond poète du XIXe siècle s'est emparé de cette légende, et il a essayé de donner une solution au drame intérieur qu'elle retrace. « N'est-ce pas là, dit M. Carrière, le symbole de la mission de notre temps? La lutte engagée aux XVe et XVIe siècles, c'est nous qui devons la terminer; c'est nous qui devons trouver enfin ce christianisme viril, et nous y attacher, non plus comme le moyen-âge, avec l'aveugle amour de l'enfant, mais avec la liberté d'une intelligence qui se possède. » C'est avec ces hautes idées que M. Carrière étudie tous les penseurs de la renaissance et de la réforme. Les mystiques allemands qui précèdent Luther, les panthéistes italiens, les philosophes de la nature, sont à ses yeux des groupes d'esprits qui se partagent la grande étude du *cosmos* et marchent sans le savoir à une même conclusion, que notre siècle doit recueillir en l'épurant.

Après avoir étudié sous ce nouvel aspect l'histoire philosophique de la renaissance, M. Carrière s'est tourné vers notre siècle, vers l'Allemagne : il a publié en 1850 un livre intitulé : *Discours et méditations religieuses adressés à la nation allemande par un philosophe allemand.* A l'époque où l'Allemagne s'apprêtait à secouer le joug de la France, le grand patriote Fichte publiait ses *Discours à la nation allemande.* Ce n'est pas le patriotisme aujourd'hui qui est en péril, c'est le sentiment religieux; M. Carrière l'a compris, et il a écrit son livre. Certes, la rénovation morale dont nous rassemblons ici les titres doit inspirer de sérieuses espérances, lorsqu'on voit un ancien disciple de Hegel ouvrir son manifeste par ces nobles paroles : « Je veux parler au peuple de l'esprit du christianisme, afin qu'il sache ce qu'il croit, et que son propre cœur lui soit révélé. L'heure présente est sombre et pleine d'inquiétudes. Nous avons appris par de cruelles expériences ce que peuvent produire les soulèvemens du peuple, quand le peuple n'est pas guidé par une conscience vraiment religieuse, quand son âme n'est pas épurée par le sentiment de Dieu : nous avons vu cette barbarie sans frein, ces convoitises sauvages, ces vengeances, ces assassinats, ces désordres inouïs des actions et des paroles. La religion elle-même n'était-elle pas menacée de disparaître, obscurcie d'un côté par la superstition, étouffée de l'autre par une impiété sauvage? N'était-ce pas déjà une opinion universellement admise qu'un philosophe ne pouvait parler du Sauveur sans prononcer son oraison funèbre et sans le ranger (il s'agit des plus tolérans), sans le ranger auprès des grands morts dans le panthéon de l'histoire? Quant à moi, je sens que rien n'est mort, que rien ne mourra de ce qui a véritablement vécu, et je vois dans les luttes et les convulsions de notre temps les premières douleurs d'un enfantement nouveau, les premiers signes d'une régénération du christianisme. » Voilà de généreuses espérances. L'ouvrage de M. Carrière n'est lui-

même autre chose qu'un consolant symptôme. Ce qu'il prêche ne ressemble guère à une foi positive, et ce titre austère de religion ne saurait convenir à de confuses aspirations de la conscience. Le christianisme de M. Carrière est trop souvent un christianisme symbolique. L'auteur a beau mettre la distance de l'infini entre les plus grands génies, entre les plus glorieux bienfaiteurs du genre humain et celui qu'il n'hésite pas à nommer le Sauveur du monde : on ne sait pas cependant d'une façon précise comment il entend la divinité de Jésus-Christ. Malgré toutes les bonnes intentions de l'auteur, la réforme qu'il nous prêche ne serait-elle autre chose que le christianisme du docteur Strauss?

Je rencontre dès le début une déclaration très expressive. Tout en saluant dans le fils de Marie le fils et l'envoyé du Saint des Saints, M. Carrière craint de reconnaître un dogme nettement arrêté, et de construire un édifice circonscrit où les nobles esprits qu'il aime ne trouveraient pas une libre place. Écoutez-le : « Si le christianisme, comme font aujourd'hui certains custodes de la ville sainte, devait exclure les héros de l'esprit, les héros de la vie allemande, un Goethe, un Schiller, un Fichte, alors, en vérité, pareil au vieux chef germanique Radbot, je m'éloignerais des eaux du baptême, et j'aimerais mieux une place dans l'enfer avec ces nobles âmes qu'un trône dans le paradis des cafards. Si le christianisme, réduit aux préjugés vulgaires, nous présentait toujours le dualisme d'autrefois, — au-delà du monde une Divinité mystérieuse, et sur la terre des hommes qui ont l'espoir de gagner par leurs vertus une existence immortelle, — j'aimerais mieux en rester à la foi des brahmanes, et aspirer dans toutes les manifestations de la nature le souffle de la vie créatrice; j'aimerais mieux, avec les anciens Perses, adorer la lumière, invoquer chaque jour le soleil levant comme un compagnon d'armes dans ma lutte contre le péché et la folie, et attendre le médiateur, le prince de la paix, celui qui doit un jour terrasser le mal et en faire l'esclave du bien. J'aimerais mieux encore me faire initier aux mystères d'Éleusis, car là du moins je trouverais dans Cérès et Bacchus une transfiguration poétique du pain et du vin, puisque le siècle présent ne veut pas comprendre la consécration religieuse par laquelle le pain et le vin sont devenus la chair et le sang du Seigneur! » On comprend que de telles dispositions ne soient pas très favorables à la recherche du vrai christianisme. Cette dernière phrase surtout révèle les tendances hégéliennes que M. Carrière, à son insu, je n'en doute pas, porte dans ses investigations religieuses. Si c'était là l'unique inspiration de M. Carrière, son livre ne mériterait pas d'être discuté. Ce ne serait qu'une reproduction, après cent autres, des théories panthéistiques et des doctrines antichrétiennes de notre âge. L'originalité de M. Carrière, c'est qu'il croit et veut être chrétien. Il revient sans cesse à Jésus-Christ, à sa personne, à sa vie, à ses enseignemens sacrés. Il ne le révère pas, il nous l'a dit lui-même, comme le plus grand des morts qui dorment dans le panthéon de l'histoire, il l'adore comme le Dieu du genre humain. Il ne croit pas à un Christ abstrait, mais à un Christ vivant. Il ne croit pas à une infinité de Christs, comme le docteur Strauss, il croit au Christ historique, à celui qui est venu racheter l'homme, et qui est mort crucifié. Seulement, s'il n'admet qu'un Christ, il proclame plusieurs christianismes très différens les uns des

autres. — Jésus-Christ, dit M. Carrière, a confié une semence divine à la terre; cette semence, divine et infinie comme celui qui nous l'a donnée, doit nécessairement produire des fruits sans nombre. Chaque époque de l'humanité cueille un de ces fruits d'or sur l'arbre miraculeux. Parce que le genre humain, sous l'inspiration du médiateur, a réalisé à une certaine époque une certaine forme de christianisme, ce n'est pas à dire qu'il faille s'y emprisonner à tout jamais. Combien de formes nouvelles qui jailliront à leur tour! Or l'humanité moderne, continue l'ardent rêveur, travaille depuis plus de trois siècles à cette grande œuvre, et l'heure n'est pas loin où s'élèvera, à la place de l'étroite église d'autrefois, l'église universelle!

« Apprenez l'histoire, s'écrie-t-il, et ouvrez l'oreille à ses avertissemens. Voilà bientôt deux mille ans écoulés depuis la venue du Christ, et les mêmes signes qui se manifestèrent alors apparaissent de nouveau sur les flots du temps. Les dernières convulsions de la république romaine se sont reproduites dans les effroyables luttes de la révolution française. Les ombres de Marius, de Sylla, de Catilina, ont reparu dans les sanglantes figures de Danton, de Saint-Just, de Robespierre, et le siècle de César a recommencé avec le siècle de Napoléon. Depuis les Gracques, le monde païen n'a pas connu le repos jusqu'à la révélation du Christ; depuis Luther, le monde moderne n'a pas joui non plus d'une heure de paix; ce ne sont que déchiremens, guerres civiles par l'épée et par l'esprit, et pour que ce monde repose enfin, il faut, non plus, il est vrai, la révélation du Christ, mais l'intelligence et l'accomplissement de sa loi. La discorde est partout dans les doctrines religieuses. Depuis trois siècles, depuis le dernier concile, l'église catholique est plongée dans un sommeil profond; le schisme grec est engourdi ou déchiré par les hérésies; le protestantisme se dissout lui-même et s'écrie : « Tout est consommé! » Dans le domaine des sciences philosophiques, on est arrivé à une conviction, à la conviction de tout ce qui nous manque, à la conviction que le passé est impuissant à satisfaire les besoins de l'humanité. Les négations, si je puis ainsi parler, les négations flegmatiquement enragées de la science allemande ont été jusqu'aux extrêmes limites du nihilisme. Quant à l'idéalisme, voyez-le aussi étroit, aussi impuissant à produire quelque chose de durable que l'était naguère le matérialisme des encyclopédistes français. De là ce bourdonnement, ce tapage d'opinions, de théories et de systèmes qui assourdit l'Europe. Les rêves et les espérances, les croyances généreuses et les effroyables blasphèmes des siècles qu'a déjà traversés le genre humain, les hérésies chrétiennes et le panthéisme des Indiens, le dualisme des Perses et le monothéisme des Hébreux, tout cela reparaît de nouveau. L'idéalisme et le matérialisme sont là, en face l'un de l'autre, et tous demandent au ciel que l'heure du jugement dernier sonne enfin. Ce jugement dernier, ce sera l'étincelle de vie qui, pénétrant tous ces systèmes à la fois, les consumera, les purifiera et les fera tous ressusciter dans une doctrine plus haute, savoir dans la vérité chrétienne. C'est là une anarchie comme il n'y en eut jamais, anarchie si terrible, qu'elle amènera infailliblement une crise. Il y a partout dans le monde une aspiration, un effort immense, et cet effort du genre humain a été si infructueux jusqu'ici, qu'il appelle de toute nécessité le secours du Père universel, le secours de celui qui règne sur la terre comme au ciel. Ce secours a-t-il jamais

été refusé? Dieu a-t-il jamais négligé de gouverner l'histoire, chaque fois que le monde a tendu vers lui ses mains suppliantes, et qu'il lui a crié, par la voix de tous les peuples : « Montre-toi à nous, seigneur Dieu! »

Certes M. Maurice Carrière dépeint ici avec une poignante émotion la détresse de l'Allemagne. Le malheur, c'est qu'il prétend trouver lui-même cette transformation religieuse, et qu'il en cherche les bases dans les capricieux domaines de l'imagination. Les prophètes et les évangélistes de ce nouveau développement du christianisme, aux yeux de M. Carrière, ce sont les poètes, c'est Lessing, c'est Goethe, c'est Schiller. Ceux-là même qui ont été les plus hostiles à la pensée chrétienne se transforment pour lui en des réformateurs. Étrange religion, à coup sûr, que celle dont les livres saints ont été écrits par les plumes fantasques de Rachel de Varnhagen et de Bettina d'Arnim! M. Carrière se trompe, s'il croit servir ainsi la religion, dont il parle d'ailleurs avec une effusion éloquente. Il applique au christianisme les exemples de la société païenne. Il a vu Sophocle et Euripide, comme Aristote et Platon, décomposer à leur insu le polythéisme, et préparer les esprits aux divines clartés de la révélation; il croit aussi que le christianisme sera transfiguré par ces poètes allemands qui ont chanté depuis un siècle les angoisses et les aspirations d'une époque troublée. Dans ce cas, ce ne serait pas une transformation supérieure du christianisme, ce serait une religion toute nouvelle qu'il faudrait attendre. Les poètes que vous invoquez, interprètes fidèles et passionnés de leur temps, ont exprimé tour à tour des sentimens chrétiens et de vagues aspirations panthéistiques. Si vous vous attachez à ce qu'ils ont de chrétien, qu'est-il besoin d'une forme nouvelle? Si c'est le panthéisme de leurs œuvres qui vous séduit, pourquoi parler de christianisme? M. Carrière, qui défend si bien l'esprit du christianisme et les simples croyances de l'humanité contre les subtilités à outrance des écoles de son pays, se doit à lui-même de poser le problème avec netteté, et de se prononcer sans ambages. Toute la dialectique allemande a abouti au panthéisme; si les réformateurs nouveaux ne se proposaient pas d'autre tâche que de mettre le panthéisme en rapport avec la religion du Christ, ils tenteraient une œuvre impossible et rentreraient dans le cercle qu'ils veulent briser. Il ne s'agit pas de traiter avec les hégéliens, il faut rompre avec eux. Lorsque l'illustre Schleiermacher publia en 1799 ses *Discours sur la religion*, il avait affaire à un siècle sans croyances et à une théologie sèchement rationaliste. Son but était de réveiller partout l'idée de Dieu, de montrer ce Dieu partout présent, de nous attacher, si je puis parler ainsi, au sein maternel de l'infinie substance. Il écrivit ses *Discours* enthousiastes, et, entraîné par l'ardeur même de son zèle, il ne craignit pas de se jeter dans le panthéisme. La situation des esprits rendait cette erreur moins funeste : le sentiment religieux était mort, Schleiermacher le réveilla. Combien tout est changé aujourd'hui! Voilà plus de cinquante ans que le panthéisme règne, et il a produit comme conséquence dernière l'athéisme le plus éhonté qui fut jamais. M. Carrière a bien compris qu'il fallait ranimer le sentiment religieux, mais il n'a pas vu qu'il fallait procéder cette fois tout autrement que le mystique auteur des *Discours*. Encore une fois, c'est le panthéisme qu'il faut expulser de la science, le panthéisme généreux des rêveurs comme le panthéisme abject des démagogues. A cette condition seule, la réforme dont

vous parlez jettera des racines profondes, et l'on ne verra plus l'Allemagne tourner éternellement dans le cercle fatal qui va de la religion à l'athéisme.

Ce n'est pas comme M. Maurice Carrière dans des ouvrages dogmatiques, c'est dans des biographies que M. le docteur Strauss poursuit le développement de sa philosophie religieuse. Nous avons raconté ici les diverses transformations de M. Strauss depuis le scandale éclatant de sa *Vie de Jésus*. On sait combien le célèbre hégélien a redoublé d'efforts pour réparer les ruines qu'il a faites. Malgré l'influence funeste exercée par son livre, et bien que son nom représente encore pour la foule les plus violens désordres de l'exégèse allemande, M. Strauss ne ressemble en rien aux athées de la *jeune école hégélienne*. Ces négations flegmatiquement enragées dont parle M. Carrière, ce n'est pas lui qui s'en est rendu coupable. Alors même que sa dialectique menteuse lui défendait de croire à un Dieu personnel, son esprit seul était victime des bouleversemens de la science; son âme restait ouverte à maintes aspirations religieuses. Dans ses *Feuilles pacifiques*, dans ses *Discours* aux paysans de la Souabe, dans sa *Vie de Schubart*, on voyait une intelligence sincère qui se débattait contre ses propres entraves, et qui cherchait ardemment un point fixe au milieu des révolutions de la théologie. Cette âme inquiète avait-elle enfin trouvé le repos? Il s'en faut bien. Après avoir essayé de conserver au moins une vague idée du Christ, il avait paru se résigner simplement à défendre la noblesse morale de l'homme. Les principes de la dialectique hégélienne ne lui permettaient pas de faire respecter par les *humanistes* cette ombre même de christianisme à laquelle sa pensée s'attachait: il se borna dès lors à protéger contre les démagogues la dignité de notre nature, dût-il être obligé pour cela de demander un appui au monde antique et de retourner au paganisme des Hellènes. C'étaient là les conclusions de sa *Vie de Schubart*. Assurément de telles doctrines sont tristes. Ce qui est intéressant chez M. Strauss, c'est l'inquiétude de son âme, c'est la désolation sincère de cette conscience qui, même en repoussant comme un fantôme trompeur la notion d'un Dieu personnel, semble toujours, du fond de sa détresse, invoquer la foi qui lui manque. Le nouvel ouvrage de M. Strauss, la *Vie de Maerklin*, ne contient pas de plus précieuses consolations que la *Vie de Schubart;* mais on peut y étudier plus à nu les souffrances, les efforts, toutes les luttes intérieures de ces malheureuses intelligences emprisonnées dans les liens du sophisme. Le livre de M. Strauss est intitulé : *Christian Maerklin, histoire d'une vie et d'un caractère de ce siècle*. Ce titre est exact; ce n'est pas un personnage isolé, c'est toute une école, tout un groupe, c'est lui-même surtout que M. Strauss a peint avec franchise en traçant le portrait de son ami.

Christian Maerklin, fils d'un prélat protestant du Wurtemberg, avait étudié la théologie pour consacrer sa vie au service de son église. Vicaire, puis diacre, il avait apporté à ses fonctions, avec une âme généreuse et droite, une intelligence nourrie de toutes les subtilités de la science. Hegel s'était emparé de lui avant qu'il se dévouât à la prédication du Christ. Maerklin eut beau déployer tout le zèle, toute la charité évangélique dont son noble cœur était capable; il comprit bientôt qu'il ne pouvait plus se faire illusion à lui-même, et que, chargé d'enseigner le christianisme positif, il méconnaissait ses devoirs ou manquait à sa conscience. En vain s'efforça-t-il encore de se créer une sorte

de terrain neutre d'où il pouvait, sans se manquer à lui-même, tendre les mains aux fidèles; en vain sentait-il son cœur saigner au moment de rompre les liens qui l'attachaient à la communauté chrétienne : sa loyauté l'emporta, et le sacrifice fut accompli : Maerklin sortit des rangs de l'église. Mort à la fleur de l'âge il y a quelques années, Maerklin nous présente au complet, dans l'obscurité de sa vie, toutes les infortunes morales dont le protestantisme allemand est le théâtre. Jamais ces luttes n'ont déchiré une âme plus noble, jamais plus touchante victime n'a mieux exprimé le malheur de tous.

On devine avec quelle sympathie M. Strauss a dû traiter un tel sujet. Il nous raconte la première éducation de Maerklin; il suit le jeune écolier au couvent de Blaubeuren; il nous le montre dans cette austère retraite, au milieu de ses condisciples qui presque tous, plus tard, prirent une part si active à ce travail de dissolution religieuse dont nous avons vu les derniers résultats. C'était le démocrate Zimmermann, l'ardent historien de la guerre des paysans, qui a siégé au parlement de Francfort; c'était le *jeune hégélien* Vischer, auteur d'une *Esthétique* célèbre où les désolantes doctrines de son école sont appliquées avec un talent incontestable et une hardiesse sans vergogne; c'était Gustave Pfizer, que l'imagination a préservé au moins des désordres de la pensée : poète aimable qui a mêlé à la douceur souabe une gravité sereine, critique honnête, résolu, qui le premier a combattu au nom des vraies traditions germaniques les tendances d'Henri Heine et provoqué hardiment les redoutables invectives du railleur; c'était enfin M. le docteur Strauss lui-même. Au milieu de ce groupe d'élite, le jeune Maerklin s'était fait tout d'abord une place distincte par la sérénité de son intelligence et la parfaite droiture de son cœur. Comment ne pas être attristé en voyant ce noble esprit initié de si bonne heure à tous les sophismes d'une dialectique subtile et mensongère? Maerklin était destiné au sacerdoce, et déjà, avant d'avoir vécu, avant d'avoir étudié par lui-même la réalité des choses humaines, il avait parcouru avidement tout le domaine des abstractions sophistiques.

Quand il fut nommé diacre, c'est-à-dire second pasteur de la ville de Calw en 1835, Christian Maerklin ne tarda pas à sentir que son christianisme n'était pas celui qu'il était chargé d'enseigner et de répandre. Cette triste découverte n'eut pas lieu tout à coup. La petite ville de Calw, située dans une fertile vallée sur la lisière de la Forêt-Noire, est une cité industrielle. Il y avait là bien des misères à soulager; Maerklin s'y employa avec un admirable zèle, et l'exercice de la charité entretint longtemps ses illusions. Grave et pur, il se croyait très sincèrement chrétien, quoique le Christ ne fût pour lui qu'une grande et belle âme, mieux inspirée que Socrate et Platon. Le jour où son ami Strauss publia la *Vie de Jésus*, Maerklin n'était pas encore aussi engagé que le célèbre novateur dans les voies de la négation. Ce Christ qui n'était autre chose qu'un personnage mythique aux yeux du docteur Strauss, il le reconnaissait comme un être réel; — et bien que l'union du divin et de l'humain fût pour lui, d'après la théorie hégélienne, un fait éternel, un dogme supérieur et antérieur à Jésus, c'était le Christ cependant qui, par la sainteté de sa vie, avait réalisé cette union et conquis à l'humanité son glorieux patrimoine. C'était là, comme on voit, un christianisme hégélien, un christianisme où

toutes les rêveries panthéistiques de l'Allemagne pouvaient se donner carrière. Or, entre ces deux termes, la contradiction est absolue. Le système de Hegel une fois introduit dans le christianisme, il faut que le christianisme disparaisse. Maerklin ne tarda pas à en faire l'expérience. De vives luttes qu'il eut à soutenir contre les piétistes de Calw l'amenèrent peu à peu à voir plus clairement le fond de son âme; les conséquences des principes auxquels il était attaché se développèrent tout naturellement dans l'ardeur de la discussion, et, descendant la pente glissante sur laquelle il croyait pouvoir s'arrêter, il alla bientôt rejoindre l'auteur de la *Vie de Jésus*. De là à l'athéisme de M. Feuerbach la distance n'est pas longue. Le noble Maerklin se sentit en effet puissamment attiré par cette dialectique pernicieuse aux enseignemens de laquelle son intelligence n'était que trop préparée. Que faire dans une telle situation? M. Strauss décrit ici avec émotion les angoisses de ces jeunes théologiens chargés d'enseigner des dogmes auxquels ils ne croient pas. Ils hésitent à rompre leurs liens; ils n'ont pas le courage de sortir de l'église. Chez quelques-uns, sans doute cette hésitation tient à des motifs terrestres; mais combien il en est aussi qui sont retenus par les plus pures attaches! Maerklin avait une fortune suffisante; il n'avait pas besoin, comme tant d'autres confrères moins heureux, de songer à sa famille, à ses enfans, à la difficulté de se créer une carrière nouvelle : rien de tout cela ne l'eût effrayé; mais quoi! abandonner cette église qu'il aimait, ces pauvres qu'il avait assistés, ces humbles d'esprit qu'il avait réconfortés en leur parlant du Christ! Il ne pouvait s'y résoudre; il le fallut bien cependant. Le voile une fois déchiré, une clarté impitoyable révélait à Maerklin l'anéantissement complet de ce semblant de christianisme qui lui avait longtemps suffi. Il commençait d'ailleurs à être suspect. La droiture de sa conscience ne lui permit plus de prolonger davantage cette situation impossible. Entre le Christ et Hegel, Maerklin avait choisi, — sans bruit, sans scandale, après de secrets et douloureux débats avec lui-même; il ne lui restait plus qu'à déposer son ministère.

Dès que sa résolution fut prise, Maerklin poussa un cri de joie. Il avait obtenu une place de professeur au lycée de Heilbronn; ces fonctions nouvelles lui semblaient un affranchissement. Ce rôle de théologien qu'il ne pouvait plus garder qu'à force de subterfuges et de capitulations subtiles avec sa conscience, il le quittait enfin pour respirer, disait-il, avec les écrivains de la Grèce et de Rome l'air franc de la nature et de la vérité. Expliquer Homère et Sophocle, commenter Virgile et Tacite, quel bonheur pour ce panthéiste occupé depuis tant d'années à mettre d'accord les doutes de son âme et les obligations du sacerdoce! « Combien je me réjouis, écrivait-il, de partir pour Heilbronn! Que ma position sera franche! Me voilà délivré de ces liens qui m'enlaçaient. La théologie et l'église, qu'était-ce pour moi! Une vie entortillée, contraire à la vérité, contraire à la nature. J'aspire avec ardeur à la saine nourriture de l'histoire et des classiques de l'antiquité. Je veux être un païen de toutes les forces de mon cœur. Là au moins, tout est vrai, tout est naturel, tout est grand. » Maerklin se plongea donc avec amour dans l'étude de l'art et de la philosophie grecque. Une seule chose lui restait de son existence ecclésiastique, je veux dire cette charité qu'il avait pratiquée avec un

zèle si pieux et la pureté d'une vie irréprochable. Il écrivait un jour à un ami : « La science doit se transformer pour nous en religion; c'est elle qui doit élever et purifier nos âmes. Oh! quel plaisir j'aurais fait à mes ennemis de Calw, si j'eusse été un homme sans mœurs! Le jour où tous ceux qui partagent nos principes montreront une pure noblesse morale, ce jour-là seulement notre cause sera gagnée. Au contraire, tant que notre foi philosophique ne sera pas devenue une force réelle et féconde en vertus, elle n'aura aucune action à revendiquer sur le monde, et le vieux principe tiendra toujours le timon du navire. » On voit qu'il y a tout un abîme entre Maerklin et les *jeunes hégéliens*. Ce n'étaient pas là de vaines paroles; la vie de l'ancien diacre de Calw était toute consacrée à la pratique du bien, et chaque fois qu'il voyait un des panthéistes de son école se signaler par ses désordres, il en ressentait une affliction amère.

Le professeur de Heilbronn éprouva surtout bien des douleurs de ce genre pendant la tumultueuse période qui suivit les révolutions de 1848. M. Strauss, qui eut tant à souffrir lui-même des démagogues, nous donne sur le rôle de Maerklin à cette époque les détails les plus intéressans. Dès la fin de mars, Maerklin écrivait à un de ses amis : « En toute chose ici-bas, il y a au début une belle et virginale période; puis la débauche commence, et tout est perdu. Que les premières semaines ont été sublimes! A présent le ciel est couvert de ténèbres. Il est difficile, au milieu de tels désordres, de conserver sa foi en la grande idée qui devait être l'âme des mouvemens populaires. Si l'Europe est mûre pour la liberté civile, pour le développement des nationalités et la libre expansion des forces individuelles, c'est ce qu'un avenir prochain nous montrera. En Allemagne, ce grand bouleversement a trouvé le peuple par trop grossier, et, je le prévois, ce sera pour nous la cause de bien des malheurs. N'importe, advienne que pourra! Nous devons nous incliner devant la nécessité du mouvement historique. L'ancien ordre de choses était vermoulu; quiconque pense ne saurait le regretter. Il ne nous reste plus qu'à attendre l'avenir tranquillement, courageusement, toujours prêts à sacrifier notre bonheur et nos préférences personnelles. » Ces stoïques dispositions de Maerklin furent mises bientôt à de rudes épreuves. Candidat au parlement de Francfort, descendu dans l'arène au milieu des passions déchaînées, l'austère païen fut exposé dans sa personne et dans sa réputation aux plus odieuses fureurs de la populace. Heilbronn était le centre de la démagogie du Wurtemberg. M. Strauss nous peint avec une dramatique habileté ces scènes révolutionnaires où triomphaient la violence et l'ineptie. Il y avait là surtout un certain brasseur, — espèce de Robert Blum au petit pied, dit M. Strauss, qui représentait, à côté de Maerklin, la stupidité en face de l'intelligence et la passion brutale en face de la démocratie honnête. — Ce sont surtout les expériences de Maerklin qui offrent de curieuses leçons. Maerklin s'était déclaré sans détour en faveur de la monarchie constitutionnelle; c'était le moment où MM. Hecker et Struve agitaient le pays de Bade, c'était l'heure glorieuse où les corps francs du poète Herwegh venaient d'entrer en campagne; on devine quelles avanies furent infligées au candidat. Quelques semaines après, il écrivait à M. Strauss : « Je pressens que nous devrons traverser encore une révolution sanglante. Si le ciel nous accorde jamais

une existence politique, nous serons obligés de la payer cher. Les prince sont incorrigibles; le peuple est sauvage, il n'a que des instincts confus, et il en est d'autant plus fanatique. Je suis heureux de voir que tu penses comme moi sur tout cela. Tu es un aristocrate, nous le sommes tous. Chose singulière! voilà que ce mot désigne déjà un crime, un attentat à la majesté du peuple. Qu'est-ce donc que cela, être aristocrate? C'est vouloir que le peuple prenne part, selon la mesure de sa capacité, à l'exercice des droits politiques et à la conduite des affaires communes; c'est vouloir que l'influence appartienne à l'intelligence et à l'esprit, et non au nombre, à la masse, au corps de la nation. Voilà du moins notre aristocratie. Mais maintenant il faut que la science politique nous vienne des cabarets : au lieu d'un souverain qui nous maltraitait du moins avec convenance, nous avons des milliers de despotes brutaux qui veulent tout niveler, tout rabaisser à leur taille. » Maerklin assista aux événemens de 1848 et de 1849 avec cette tristesse résignée. Sa santé, naturellement faible, avait éprouvé de rudes échecs au milieu de tant d'émotions. Une rapide maladie l'emporta le 18 octobre 1849, à l'âge de quarante-deux ans et quelques mois.

Telle est cette *Vie de Maerklin*, où M. Strauss a peint en traits expressifs toute une phase de la pensée religieuse de l'Allemagne. Les conclusions répondent bien à la tristesse du récit. « Combien d'hommes, dit l'auteur, exercent par leurs enseignemens et leurs actes une influence profonde, sans que le souvenir de leur nom demeure attaché à ce qu'ils ont fait! Maerklin avait renoncé depuis longtemps à l'idée d'une existence ultérieure; cette existence, il la méritait cependant; c'est pour la lui assurer qu'un ami a écrit ce livre et a placé en quelque sorte sa statue sur son tombeau. » Ainsi, quand la mort a fermé nos paupières, nous ne pouvons prétendre qu'à cette double forme de l'existence : ou bien c'est une existence impersonnelle quand notre influence seule se perpétue et que notre nom périt, ou bien c'est une existence personnelle, quand une main amie a sculpté notre statue et attaché notre nom à nos œuvres. Voilà tout l'avenir que nous promet M. Strauss, et c'est à cela que se réduit notre immortalité! Le dernier mot de Maerklin et de son biographe, c'est l'orgueilleuse résignation de ces hommes qui ne croyaient plus au polythéisme, et que n'avait pas encore éclairés la lumière des idées chrétiennes. Chose étrange! le plus grand mérite de l'école hégélienne, c'est le sentiment qu'elle a eu du progrès continu des sociétés, de la marche incessante de l'esprit humain dans l'histoire, et, après tant de travaux et d'efforts, voilà qu'elle nous ramène au stoïcisme! Cependant il y a ici un phénomène qui me touche : M. Strauss a beau s'enfermer comme son ami dans l'impassible vertu des stoïciens, il lui est impossible de ne pas revenir sans cesse à ces discussions théologiques. La *jeune école hégélienne* a dit un jour par la bouche de M. Arnold Ruge : Le système de Hegel, en définitive, était une théologie; nous l'avons mis en pièces. — Eh bien! malgré la *jeune école hégélienne*, M. Strauss est et demeure un théologien. Les athées plus résolus lui en ont souvent fait le reproche; il poursuit néanmoins sa tâche, il prend plaisir à sonder sa plaie, à examiner son doute; il aime à raconter ses souffrances. Avec quelle tendresse il peint la charité évangélique de Maerklin avec quelle sympathie il expose ses combats intérieurs, surtout ses indéci-

sions et ses angoisses au moment de quitter la communauté chrétienne! En vain s'écrie-t-il avec son héros : Soyons païens de tout notre cœur! il est grave, il est ému, et son intelligence attristée ne peut se détourner de ces sublimes problèmes. Cette disposition nous suffit; nous n'en demandons pas plus pour absoudre le stoïcien. Si tristes que soient les conclusions de ce livre, la *Vie de Maerklin*, comme les *Deux Feuilles pacifiques*, comme les *Discours* théologiques aux paysans du Wurtemberg et la *Vie de Schubart* nous révèlent chez M. Strauss une âme préoccupée des questions vitales de l'homme, une âme généreuse et vaillante, qui est bien loin d'avoir dit son dernier mot.

Ce que je dis là de M. le docteur Strauss, on peut le dire des lettres allemandes en général. Ces problèmes religieux étudiés soit dans l'histoire, soit dans la philosophie, intéressent de nouveau les intelligences; n'est-ce pas un signe manifeste que l'Allemagne est rendue à elle-même? Encore une fois, je ne parle pas des théologiens de profession. Tandis que l'excellent recueil des *Studien und Critiken*, sous la direction de MM. Ullmann et Umbreit, maintient avec un zèle croissant l'école de Schleiermacher, les domaines plus spécialement littéraires et philosophiques s'enrichissent de sérieuses études. C'est un historien littéraire, M. Gelzer, qui écrit une biographie de Luther, remarquable avant tout par le sentiment qui l'anime; c'est M. Frédéric Hurter, qui consacre trois doctes volumes à l'empereur d'Autriche Ferdinand II, et à ses rapports avec la révolution religieuse; c'est M. Heimbürger qui met en lumière, grâce à des documens inédits, les travaux d'un théologien ignoré, Urbanus Rhegius, et peint dans ce bizarre personnage une des plus curieuses figures de la réforme. C'est un diplomate célèbre, M. le chevalier de Bünsen, qui, trouvant dans des manuscrits récemment découverts les renseignemens les plus inattendus sur la vie d'un saint de la primitive église, mêle un grave intérêt dogmatique aux piquantes révélations de l'histoire, et développe son système sur les relations de la raison et de la foi.

En face de ces recherches historiques, citons aussi l'édition complète des mystiques écrits de Baader, publiée par ses disciples avec un zèle tout filial, et un recueil de lettres de Schleiermacher dû aux soins de M. Gass. N'oublions pas de mentionner les leçons enthousiastes qu'un ancien disciple de Hegel, M. Goeschel, vient de faire à Berlin sur *la Divine Comédie*. M. Goeschel ne s'est jamais séparé du christianisme; la philosophie hégélienne, dans les libres interprétations de cet affectueux esprit, était une préparation à l'intelligence des dogmes révélés; on comprendra que le brillant songeur soit plus à son aise aujourd'hui qu'il expose la philosophie du christianisme d'après les *Cantiques* de Dante. Les leçons de M. Goeschel ont été un événement à Berlin, et le roi de Prusse les a honorées de sa présence. Il faut signaler enfin une *Histoire de la philosophie depuis Kant*, par M. Fortlage, histoire savante et bien composée, mais intéressante surtout par les conclusions. M. Fortlage proclame que le vrai, le seul progrès social, est dans la vie religieuse, et il propose, comme un idéal à notre XIXe siècle, cette institution des frères moraves, fondée il y a cent ans par l'enthousiaste comte Zinzendorf. M. Fortlage exprime une idée plus claire et plus pratique lorsqu'il conseille à la philosophie d'emprunter aux frères moraves le sentiment humble et pieux de la dépendance de l'homme, et de mettre fin au panthéisme.

On voit quel a été le travail philosophique et religieux de la pensée allemande pendant ces dernières années. De tels symptômes, si je ne m'abuse, sont la promesse d'une transformation féconde. Il n'y a pas là d'école, à proprement parler; il n'y a pas de grandes constructions métaphysiques : nos voisins sont disposés à traiter avec dédain un mouvement d'idées qui s'annonce avec si peu de fracas; mais ne doit-on pas préférer à une école altière et isolée cette ardeur presque unanime? Il y a des pays où ces deux mots, philosophie et religion, représentent encore deux idées qui se combattent; en Allemagne, on commence à comprendre quels indissolubles liens unissent toutes les sciences et toutes les vérités morales. La philosophie n'avait pas moins souffert que la religion des outrages de *la jeune école hégélienne,* et ce sont des philosophes que nous voyons maintenant relever de leurs mains le christianisme pour y mettre à l'abri leurs croyances insultées. Qu'importe que les réformes de M. Rosenkranz, les systèmes de M. Fichte et de M. Chalybæus, les tentatives religieuses de M. Maurice Carrière, les plaintives confessions et les mélancoliques souvenirs de M. le docteur Strauss offrent encore sur bien des points des lacunes regrettables? C'est l'esprit général qu'il faut voir, c'est cette protestation spontanée contre les désordres de la période qui vient de finir. L'Allemagne avait presque touché le fond de l'abîme; nulle part on n'avait vu de négations plus arrogantes, et, comme dit M. Carrière, plus flegmatiquement enragées. — Si elle renaît enfin de cette chute profonde, si elle restaure par la philosophie ce spiritualisme chrétien que la philosophie avait détruit chez elle, l'Europe entière profitera de ses travaux. Elle n'y réussira toutefois qu'en réglant son enthousiasme avec l'école française; notre Descartes est et restera le maître de la philosophie moderne. Dans la science comme dans la politique, on l'a dit plus d'une fois, l'union de l'Allemagne et de la France offrirait de sérieux avantages. Si l'esprit français apporte à cette alliance la netteté supérieure de son inspiration, l'Allemagne y apportera de quoi satisfaire son légitime orgueil; c'est à elle qu'il faudra demander la ferveur religieuse, le sentiment hardi des choses cachées, la préoccupation constante de l'infini, instincts sublimes, instincts périlleux aussi, qui, égarés par une méthode fatale, l'ont jetée violemment dans le panthéisme et de là dans les plus brutales folies, mais qui, réglés avec force et conduits par une route sûre, sauront lui gagner des trésors. Le mouvement dont j'ai signalé les indices n'est que l'aurore d'une période meilleure; puisse le jour grandir! puissent les semences fructifier au soleil! Il y a trente ans, un philosophe illustre, avec la vive ardeur et l'enthousiasme aventureux de la jeunesse, racontait à la France *comment les dogmes finissent;* aujourd'hui, après tant d'expériences douloureuses et tant d'avertissemens sinistres, il serait temps pour l'Allemagne de montrer au XIXe siècle comment les croyances se relèvent.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

BEAUMARCHAIS

SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS.

X.[1]

BEAUMARCHAIS CRÉANCIER D'UNE RÉPUBLIQUE ET ÉDITEUR DE VOLTAIRE.

I. — DÉBATS DE BEAUMARCHAIS AVEC LES ÉTATS-UNIS.

L'histoire des rapports de Beaumarchais avec les États-Unis ne serait pas complète, si on ne cherchait à éclaircir la dernière question qu'elle soulève. Il s'agit encore d'un procès, mais d'un procès de plusieurs millions, où Beaumarchais rencontre un adversaire plus redoutable que M. de La Blache, que Goëzman, que la Comédie-Française même, car cet adversaire est un gouvernement à la fois juge et partie dans la cause. Aussi la victoire sera-t-elle pour lui plus difficile, il mourra à la peine, et ses héritiers seuls verront le dénouement de cet inextricable débat. Nous touchons à l'époque où l'auteur du *Barbier* va nous ramener, par *le Mariage de Figaro*, en pleine littérature; mais, avant de le suivre sur le théâtre le plus connu de ses succès, il faut nous arrêter encore devant le plaideur et le spéculateur, montrer l'un aux prises avec la ténacité américaine, et l'autre au milieu des difficultés de l'opération de librairie la plus considérable de son temps.

Le traité d'alliance entre la France et les États-Unis avait été signé le 6 février 1778 à Versailles, et peu de temps après Silas Deane,

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 octobre, 1er et 15 novembre 1852, 1er janvier, 1er mars, 1er mai, 1er juin et 15 juillet 1853.

celui des trois commissaires américains qui, arrivé le premier à Paris, avait traité avec Beaumarchais au nom du congrès, fut rappelé à Philadelphie pour rendre compte de sa conduite et défendre les engagemens pris par lui contre les imputations de son collègue Arthur Lee. Ce dernier l'accusait, on s'en souvient, d'avoir, par un concert frauduleux avec Beaumarchais, et contrairement aux intentions du gouvernement français, transformé un don gratuit en une opération commerciale. Cette assertion, dont nous avons déjà démontré la fausseté, offrant l'avantage de dispenser l'Amérique de toute reconnaissance et de tout paiement envers Beaumarchais, le congrès était naturellement assez disposé à l'adopter. Silas Deane, accueilli d'abord aux États-Unis avec des préventions défavorables, eut à soutenir une lutte très vive contre les deux frères d'Arthur Lee, qui exerçaient une assez grande influence dans le congrès. Des débats scandaleux s'élevèrent non-seulement sur les engagemens contractés avec Beaumarchais, mais sur l'emploi des fonds fournis directement aux agens de l'Amérique par la cour de France. Cependant Silas Deane était muni des attestations les plus honorables du gouvernement français : le roi Louis XVI lui avait donné son portrait; M. de Vergennes avait écrit en sa faveur les lettres les plus flatteuses, et l'ancien premier-commis de M. de Vergennes, M. Gérard, qui arrivait en même temps à Philadelphie comme ministre plénipotentiaire de la cour de France, se montrait plein d'estime pour lui. M. Gérard avait reçu mission de n'intervenir qu'avec prudence dans les querelles de personnes; mais, voyant que celle-ci prenait les proportions d'une lutte entre l'influence française et le parti anglais, représenté au sein du congrès par les frères Lee, il prit vivement l'offensive contre ces derniers. « Les relations de M. Arthur Lee, écrit-il à M. de Vergennes, ne sont qu'un tissu absurde de mensonges et de sarcasmes qui ne peuvent que compromettre ceux qui ont le malheur d'être forcés d'avoir quelque correspondance avec lui. Souffrez, monseigneur, que je me félicite au moins de vous avoir débarrassé de ce fardeau (1). » Dans une autre dépêche, M. Gérard écrit au ministre : « Je me suis expliqué graduellement et à l'instant même où cela était indispensable pour empêcher que ce dangereux et méchant homme (Arthur Lee) ne remplaçât M. Franklin (2) et ne fût en même temps chargé de la négociation avec l'Espagne. Je ne puis vous dissimuler, monseigneur,

(1) A la suite de cette querelle, il fut décidé en effet qu'Arthur Lee à son tour serait rappelé.

(2) Arthur Lee travaillait de toutes ses forces à faire aussi rappeler Franklin pour rester seul chargé de représenter les États-Unis à la cour de France; mais le gouvernement français, qui le soupçonnait de liaisons secrètes avec l'Angleterre, et qui se défiait de lui, s'y opposait de son côté et demandait à garder Franklin, qui fut seul maintenu.

que je m'applaudis tous les jours davantage d'avoir pu contribuer à prévenir ce malheur. »

Quant aux accusations dirigées contre Silas Deane, M. Gérard les attribue à l'*esprit d'ostracisme*, « qui, dit-il, a déjà commencé à prévaloir contre les hommes qui ont rendu des services importans, lorsqu'ils ont cessé d'être nécessaires. » Malgré l'appui de M. Gérard, Silas Deane n'obtint en effet qu'une demi-victoire. Il fut déchargé de toute accusation, et on lui alloua pour ses dépenses personnelles 500 livres sterling par an pour le temps qu'avait duré sa mission en France; mais il ne fut fait aucune mention de ses services. On décida qu'il retournerait en Europe régler tous ses comptes, mais sans aucun titre officiel. « C'est l'ostracisme, écrit derechef M. Gérard à M. de Vergennes, c'est l'ostracisme le plus dur et le plus réfléchi. On ne pense pas à répondre aux lettres que vous avez écrites en sa faveur. »

De son côté, Silas Deane écrit à Beaumarchais : « J'ai été traité ici d'une façon à laquelle ni vous, ni mes amis, ni même mes ennemis ne s'attendaient. Cependant je ne doute pas que l'Amérique ne finisse par devenir plus équitable envers vous ainsi qu'envers moi. » Le congrès, en effet, commençait à ne plus avoir autant de confiance dans les rapports d'Arthur Lee. Il était d'ailleurs partagé entre le désir de ne point payer les anciennes fournitures et l'envie d'en recevoir de nouvelles. Or l'agent de Beaumarchais, Francy, déclarait que son patron n'enverrait plus rien, à moins qu'on ne reconnût sa créance pour le passé, et qu'un contrat bien en règle ne le garantît contre toute difficulté pour l'avenir. Le contrat qui devait satisfaire à cette dernière condition avait été passé le 6 avril 1778, entre les membres du comité du commerce et Francy agissant au nom de Beaumarchais. Seulement le congrès, toujours défiant, ordonna que le contrat serait envoyé à Paris et ne serait ratifié qu'après que la députation américaine aurait obtenu du ministre des affaires étrangères une réponse catégorique sur la question de savoir si Beaumarchais était bien réellement créancier du congrès pour les 5 millions de cargaisons déjà expédiées, ou si ces cargaisons, comme n'avait cessé de l'affirmer Arthur Lee, étaient un don gratuit de la part du gouvernement français. Une note fut présentée dans ce sens à M. de Vergennes le 10 septembre 1778, par les trois commissaires Franklin, Arthur Lee, qui n'était pas encore rappelé, et John Adams, qui venait d'être envoyé à Paris pour remplacer Silas Deane. Voici la réponse du ministre; elle est adressée à M. Gérard, représentant de la France aux États-Unis, qui était chargé de la transmettre au congrès.

« Les commissaires du congrès viennent de m'adresser un *office* qui renferme deux objets : le premier concerne l'apurement du compte de M. de Beau-

marchais sous le nom de la maison *Roderigue Hortalez et Ce*; le second, la ratification du contrat que le congrès ou plutôt le comité du commerce, sous son nom, a passé avec le sieur Théveneau de Francy, agent du sieur Caron de Beaumarchais. M. Franklin et ses collègues désirent connaître les articles qui leur ont été fournis par le roi et ceux que M. de Beaumarchais leur a fournis pour son compte particulier, et ils m'insinuent que le congrès est dans la persuasion que tout ou au moins une grande partie de ce qui lui a été envoyé est pour le compte de sa majesté. Je leur ai répondu que le *roi ne leur a rien fourni*, qu'il a simplement permis à M. de Beaumarchais de se pourvoir dans ses arsenaux, à la charge de remplacement; qu'au surplus j'interviendrais avec plaisir pour qu'ils ne fussent point pressés pour le remboursement des objets militaires. »

Quant au nouveau contrat passé entre Beaumarchais et le congrès, le ministre ajoutait qu'il n'avait point de conseil à donner sur la ratification de ce traité, n'étant point chargé de répondre des engagemens de la maison Roderigue Hortalez et Ce.

Dans cette réponse de M. de Vergennes, très nette en ce qui touche les droits de Beaumarchais comme créancier du congrès, il y avait deux choses : une réticence commandée par la politique, et qui consistait à passer sous silence la subvention pécuniaire secrètement accordée à Beaumarchais avant la rupture entre la France et l'Angleterre; mais il y avait aussi la vérité, qui perçait dans la dernière phrase du ministre relativement aux objets militaires. Cette phrase prouvait que, si Beaumarchais avait été subventionné, il ne l'avait pas été pour envoyer gratis des fournitures, mais pour les envoyer à crédit, en laissant aux débiteurs une assez grande latitude, spécialement pour les munitions de guerre. Or il est évident que Beaumarchais se conformait aux instructions ministérielles, car depuis deux ans, sauf deux cargaisons de 150,000 francs chacune dont il avait été obligé de s'emparer d'autorité, il n'avait pu obtenir un liard pour 5 millions de fournitures militaires ou autres; et lorsqu'il demandait des à-comptes, on lui répondait par la négation de sa créance, ou on ne lui répondait pas du tout.

En présence de la déclaration formelle du ministre, reproduite et fortifiée dans une note adressée au congrès par M. Gérard, dans laquelle il était dit que le *gouvernement français était complétement étranger aux opérations commerciales de Beaumarchais*, il fallut bien que le congrès s'exécutât enfin et reconnût l'auteur du *Barbier de Séville* comme un créancier réel. C'est alors seulement, en janvier 1779, qu'on lui envoya l'adresse si flatteuse que nous avons citée dans le chapitre précédent. En lisant ces mots : « le *congrès gémit* des contre-temps que vous avez soufferts pour le soutien de ses états, il va prendre les mesures les plus promptes pour l'acquittement de

la dette qu'il a contractée envers vous, » Beaumarchais se crut enfin à la veille de toucher de l'argent ou de recevoir du tabac : c'était encore une illusion. Au lieu de lui donner un à-compte au moins en nature, le congrès, prétextant le mauvais état de ses finances et le *danger de la navigation,* préféra lui envoyer, en octobre 1779, à valoir sur son compte général, 2,544,000 livres de lettres de change à trois ans de date, tirées sur Franklin. Il est certain que le congrès usait largement du droit que lui avait conféré M. de Vergennes, de n'être point *trop pressé* par Beaumarchais, puisque, sur une créance de 5 millions qui datait de trois ans, il envoyait un à-compte en lettres de change à trois ans de distance, lettres de change souscrites par une nation à peine reconnue comme telle, et qui par conséquent ne pouvaient guère passer pour de l'argent comptant.

Malgré les remerciemens si pompeux du congrès, il y avait dans sa conduite une arrière-pensée : il persistait au fond à ne pas prendre au sérieux la créance de Beaumarchais, et il ne désespérait pas de trouver quelque moyen de se débarrasser de lui. On est tout étonné quand on voit deux ans plus tard le ministre des finances, Robert Morris, parler à Franklin d'un biais pour ne pas payer les lettres de change, et Franklin lui démontrer que son plan est impraticable, parce que ces lettres de change sont maintenant en circulation. On n'est pas moins étonné lorsqu'on voit Franklin, — en réponse à une demande que lui adresse le chef du bureau des fonds aux affaires étrangères, M. Durival, pour le règlement des nombreux millions que son pays a reçus de la France et dont nous reparlerons tout à l'heure, — revenir sur une question qui semblait résolue, et trois ans après la déclaration de M. de Vergennes, deux ans après l'envoi de la lettre du congrès et des lettres de change, demander derechef au ministre, le 15 mai 1781, si les fournitures faites par Beaumarchais ne sont pas un don du roi de France. M. Durival lui répond très laconiquement sur ce point : *Quant aux objets fournis et avancés par M. de Beaumarchais, le ministre n'en a point connaissance.*

Cependant Beaumarchais, mécontent de se voir si mal payé par le congrès général, avait essayé de commercer avec les états particuliers de l'Amérique; il n'avait pas été plus heureux : deux cargaisons vendues par lui, l'une à l'état de Virginie, l'autre à l'état de la Caroline du sud, avaient été payées en papier-monnaie, et ce papier, avant qu'il eût pu s'en débarrasser, avait subi une dépréciation énorme (1). Tout cela n'était pas encourageant; aussi, dès 1780, il

(1) « Je suis bien mortifié, écrivait à ce sujet à Francy, en décembre 1779, Jefferson, alors gouverneur de l'état de Virginie, que la malheureuse dépréciation du papier-monnaie ait enveloppé dans la perte commune M. de Beaumarchais, qui a si bien mérité de nous. »

avait de son côté refusé de ratifier le traité conclu en son nom avec le congrès par Francy. Tirant le meilleur parti possible des lettres de change à trois ans de date, il ne spéculait plus avec les corps constitués, et se bornait à attendre que le congrès réglât définitivement son compte général.

En 1781, Silas Deane revint en France pour apurer tous les comptes qu'il avait laissés en suspens; celui de Beaumarchais fut fixé par lui le 6 avril à une somme de 3,600,000 livres, après déduction des à-comptes payés, et en y comprenant les intérêts à partir des premiers envois. Muni de ce titre, Beaumarchais réclama du congrès son remboursement. Pas de réponse pendant deux ans. En 1783, un nouvel agent des États-Unis, M. Barclay, arrive à Paris avec la qualité de consul-général et la mission de réviser les comptes arrêtés par Silas Deane. Beaumarchais refuse de soumettre son compte déjà réglé à un nouveau règlement; M. Barclay lui déclare que le congrès n'entendra et ne paiera rien, à moins que son compte n'ait été de nouveau débattu et examiné. Après un an de résistance, Beaumarchais cède. Le compte est révisé et réduit par M. Barclay; mais le gouvernement américain persiste à ne rien payer, et bientôt un incident qui s'élève à l'insu de Beaumarchais détermine le congrès à ajourner indéfiniment la créance de ce dernier; voici cet incident.

Les États-Unis ayant déjà reçu beaucoup d'argent du gouvernement français et demandant, en 1783, un nouveau prêt de six millions, il fut convenu qu'en leur prêtant ces six millions, on règlerait leur situation vis-à-vis de la France par une récapitulation exacte dans le contrat de toutes les sommes qu'ils avaient déjà reçues, soit à titre de prêt, soit à titre de don. Dans la première classe, à titre de sommes prêtées successivement, on énonça d'abord 18 millions, plus un emprunt de 10 millions en Hollande, garanti par le roi de France et dont il payait les intérêts; enfin les six millions, objet du dernier emprunt. Tout cela constitua une somme de *trente-quatre millions,* que les États-Unis s'engagèrent à rembourser à différentes époques, et qui, par parenthèse, ne furent pas très exactement soldés aux échéances. Enfin la générosité du roi fit entrer dans le contrat une seconde catégorie de sommes, dont il déclarait faire don aux États-Unis. Cette catégorie se composait : 1° de 3 millions *accordés,* disait le contrat, antérieurement au traité d'alliance de février 1778; 2° de 6 millions donnés en 1781. C'était donc 9 millions que le roi de France, indépendamment des sommes prêtées et des sommes énormes dépensées dans la guerre d'Amérique, déclarait abandonner gratuitement. Or, par une étourderie assez bizarre, Franklin, qui avait signé ce contrat le 25 février 1783, ne s'aperçut que trois ans plus tard, en 1786, lorsqu'il était déjà retourné en Amérique, qu'il y

avait une explication à demander sur les 3 millions indiqués comme ayant été *donnés* antérieurement à 1778. Il n'avait reçu du gouvernement que 2 millions, mais il avait reçu en 1777 un million en plus des fermiers généraux, pour lequel million les États-Unis avaient payé un à-compte en tabac de 153,229 livres. « Il est possible, écrit Franklin au banquier des États-Unis à Paris, que ce million fourni ostensiblement par les fermiers généraux ait été en réalité un don de la couronne; mais dans ce cas, comme l'observe M. Thompson, les fermiers généraux nous doivent les deux cargaisons de tabac qu'ils ont reçues à valoir sur cette somme. » Ce qui est assez naïf, c'est que Franklin n'ajoute pas qu'au cas où le million en question ne serait pas celui des fermiers généraux, les États-Unis doivent au contraire, depuis neuf ans, aux fermiers généraux la différence entre un million reçu en 1777 et un à-compte en tabac de 153,229 livres. Il faut dire qu'à cette époque les États-Unis, nation jeune et pauvre, étaient assez habitués à recevoir de toutes mains et plus disposés à accepter qu'à rendre (1). Le banquier des États-Unis, M. Grand, fut donc chargé de s'informer auprès de M. de Vergennes si, parmi les 3 millions que le roi déclarait avoir accordés gratuitement pour les États-Unis, figurait le million des fermiers généraux. Il lui fut répondu par M. Durival, au nom de M. de Vergennes, que le roi était étranger à l'avance faite par les fermiers généraux, mais que la somme en question était *un million délivré par le trésor royal le* 10 *juin* 1776. C'était précisément le million donné secrètement à Beaumarchais. Or quelle avait été la pensée du gouvernement en insérant dans le contrat du 25 février 1783 la mention de ce million à la suite des 8 millions donnés directement aux agens de l'Amérique? Était-ce une simple récapitulation de l'argent déboursé à titre gratuit en faveur des États-Unis, récapitulation faite pour le règlement des comptes du trésor et sans qu'on eût réfléchi aux inconvéniens qu'elle pourrait avoir par rapport à Beaumarchais? ou bien le gouvernement entendait-il par là que celui qui avait reçu ce million en rendrait compte aux États-Unis? Si cette dernière supposition était la vraie, il faudrait bien reconnaître que Beaumarchais, en demandant le paiement intégral de toutes ses cargaisons, sauf à rendre compte de son côté à qui de droit, aurait agi contrairement aux vues du gouvernement qui l'avait subven-

(1) Je lis à ce sujet dans une dépêche de notre chargé d'affaires à Philadelphie, M. de Marbois, à M. de Vergennes, en date du 24 août 1784, les lignes suivantes : « Je ne crois pas M. M... (le ministre des finances des États-Unis) susceptible d'aversion ou d'affection pour aucune puissance; mais j'ai lieu de croire que son avidité peut le rendre capable d'irrégularités très répréhensibles, et qu'à moins qu'il ne soit lié par les instructions du congrès général, il s'embarrassera toujours fort peu de remplir les obligations des États-Unis envers sa majesté. »

tionné; mais ce qui va suivre la réponse de M. Durival nous donne le droit d'affirmer plus que jamais que le gouvernement donateur n'avait point entendu que Beaumarchais serait comptable de ce million envers les États-Unis.

En effet, après avoir lu la lettre de M. Durival, qui indiquait ce million comme donné le 10 juin 1776 sans autre spécification, le banquier des États-Unis, M. Grand, écrit pour avoir communication du reçu et du nom de la personne qui a touché le million. Le chef du bureau des fonds consulte M. de Vergennes et répond par un premier refus. Le banquier insiste de nouveau, alléguant sa propre responsabilité. M. Durival adresse alors au ministre un rapport secret sur cette question *s'il y a lieu de fournir à M. Grand la copie qu'il demande du reçu de M. de Beaumarchais.* Après avoir établi que le reçu porte que M. de Beaumarchais en rendra compte à M. de Vergennes seul, le chef du bureau des fonds conclut ainsi : « *Il pourrait y avoir de l'inconvénient à fournir une arme contre M. de Beaumarchais* en produisant à M. Grand la copie qu'il demande de la reconnaissance du million délivré le 10 juin 1776. » En marge du rapport, il est écrit: *Référé le* 5 *septembre* 1786, et au-dessous, également en marge, se trouve la décision de M. de Vergennes, ainsi conçue : *Il ne peut pas y avoir lieu à donner la copie de la reconnaissance énoncée dans ce rapport.* Conformément à cette décision du ministre, le chef du bureau des fonds répond au banquier des États-Unis par la lettre suivante :

« Versailles, 10 septembre 1786.

« Le ministre persiste, monsieur, dans l'opinion que le reçu dont vous demandez copie n'a rien de commun avec les affaires dont vous êtes chargé, et que cette pièce est inutile dans le nouveau point de vue sous lequel vous l'envisagez. Il vous est bien facile, monsieur, de prouver que la somme en question n'a point été versée dans vos mains, puisque vous n'avez commencé à être chargé des affaires du congrès qu'en janvier 1777, tandis que le reçu dont il s'agit est daté du 10 juin 1776. J'ai l'honneur d'être, etc.

« DURIVAL. »

De ce refus du ministre, le congrès se crut suffisamment autorisé à conclure : 1° que c'était Beaumarchais qui avait reçu ce million, 2° que ce million devait être restitué par lui au congrès, 3° que le congrès ne devait rien payer jusqu'à ce que ce mystère eût été éclairci. Toutes ces conclusions n'étaient pas également justes, car il ne s'agissait plus ici, comme dans la déclaration du ministre, en 1778, d'une réticence commandée par la politique; le gouvernement français ne cachait plus, en 1786, qu'il avait assisté les colonies insurgées avant la rupture avec l'Angleterre, puisqu'il déclarait formellement qu'il avait donné dans ce but 3 millions avant le traité de

1778, et qu'il allait jusqu'à préciser la date du premier million délivré le 10 juin 1776. — S'il refusait de dévoiler aux États-Unis le nom de l'homme à qui avait été avancé ce million, ce n'était donc plus par des considérations de prudence politique, mais par un motif d'équité personnelle à l'égard de Beaumarchais, *pour ne pas fournir aux Américains une arme contre lui,* comme l'énonçait expressément M. Durival dans son rapport au ministre. — Par ce refus de communiquer aux États-Unis le reçu de Beaumarchais, le ministre leur disait, ce semble, implicitement : — J'ai classé ce premier million dans le contrat du 25 février 1783 parmi les millions donnés gratuitement par moi pour votre service; mais comme il n'a pas été donné à vous, comme l'homme à qui je l'ai donné s'est engagé par son reçu à rendre compte de son emploi à moi et non à vous, cet homme ne peut être comptable qu'envers moi. Si je vous demandais le remboursement de ce million, vous auriez le droit de le réclamer de votre côté à celui qui l'a reçu; mais, comme je ne vous demande rien, c'est à moi seul qu'il appartient de décider jusqu'à quel point cette avance gratuite d'un million faite par moi pour vous doit vous profiter, à vous ou à l'homme à qui je l'avais donné, pour concourir à une opération secrète qui vous a été très utile, mais qui jusqu'ici, par votre refus d'acquittement, paraît avoir été plus pénible que fructueuse pour lui.

Cette réticence en faveur de Beaumarchais était ici d'autant mieux justifiée, que cet incident se passait complétement à son insu, qu'il n'avait été appelé à faire valoir ses droits ou ses intérêts ni sur la mention faite dans le contrat du 25 février 1785 du million reçu par lui, contrat secret et qu'il ne connaissait pas, ni sur la demande en communication du reçu fait par le banquier des États-Unis en 1786 et refusée par le ministre.

Tandis que ces explications s'échangeaient entre M. de Vergennes et le banquier des États-Unis, Beaumarchais pressait en vain auprès du congrès la liquidation de son compte, ajournée depuis neuf ans, demandant au moins un arbitrage, proposant comme un de ses arbitres M. de Vergennes lui-même, et acceptant, de la part des Américains, tous les arbitres qu'il leur plairait de choisir, excepté Arthur Lee, son ennemi personnel. En 1787, à bout de patience, il écrivait au président du congrès, en date du 12 juin, une lettre inédite dont j'extrais le passage suivant :

« Que voulez-vous, monsieur, qu'on pense ici du cercle vicieux dans lequel il paraît qu'on s'enveloppe avec moi? Nous ne ferons aucun remboursement à M. de Beaumarchais que ses comptes ne soient réglés par nous, et nous ne règlerons point ses comptes pour n'avoir point de remboursement à lui faire!

—Un peuple devenu puissant et souverain peut bien regarder, dira-t-on, la gratitude comme une vertu de particulier au-dessous de sa politique; mais rien ne dispense un état d'être juste et surtout de payer ses dettes. J'ose espérer, monsieur, que, touché de l'importance de l'affaire et de la force de mes raisons, vous voudrez bien m'honorer d'une réponse officielle sur le parti auquel l'honorable congrès s'arrêtera, soit de me régler promptement et de solder son règlement, comme un souverain équitable, soit de choisir enfin des arbitres en Europe pour juger les points en débat, d'*assurances* et de *commission*, ainsi que M. Barclay eut l'honneur de vous le proposer lui-même en 1785, soit enfin de m'écrire sans détour que les souverains d'Amérique, oubliant mes services passés, me refusent toute justice : alors j'adopterai le parti le plus convenable à mes intérêts méprisés, à mon honneur blessé, sans sortir du profond respect avec lequel je suis, du congrès général et de vous, monsieur le président, le très-humble, etc.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Le congrès trouva cette lettre un peu hardie, et pour apprendre à vivre à son créancier, il confia précisément l'examen de sa créance au seul homme que Beaumarchais eût exclu de cet examen, à Arthur Lee. Le compte fut bientôt réglé : en un tour de main, Arthur Lee constata que le fournisseur, à qui le congrès avait envoyé en 1779 de si belles protestations de reconnaissance et dont la créance avait été réglée, en 1781, à 3,600,000 livres, non-seulement n'avait *rien* à réclamer des États-Unis, mais qu'il devait au contraire aux États-Unis *dix-huit cent mille francs*. Après quatre ans de protestations de la part de Beaumarchais, le congrès confia, en 1793, un nouvel examen de cette créance à l'un des hommes d'état les plus distingués de l'Amérique, M. Alexandre Hamilton, qui, réformant le compte fabuleux d'Arthur Lee, fit repasser Beaumarchais de l'état de débiteur de 1,800,000 fr. à l'état de créancier légitime du congrès, pour une somme de *deux millions deux cent quatre-vingt mille francs*. Il n'y avait, on le voit, que 4 millions de différence entre les calculs d'Arthur Lee et ceux d'Hamilton; mais en même temps Hamilton proposa qu'il fût sursis à tout paiement jusqu'à ce qu'on eût fait de nouvelles tentatives auprès du gouvernement français pour obtenir la communication du mystérieux reçu d'un million, refusée sept ans auparavant, estimant que, si le reçu était signé de Beaumarchais, il y avait lieu à déduire un million sur sa créance. Conformément aux instructions du congrès, le ministre des États-Unis auprès de la république française, Gouverneur Morris, par une lettre en date du 21 juin 1794, demanda cette communication à Buchot, alors ministre des affaires étrangères. Celui-ci, sans égards pour les déclarations officielles et pour les refus de ses prédécesseurs, voulant, dit-il, donner aux États-Unis la satisfaction qui leur avait été refusée par

les ministres de l'*ancien régime*, Buchot livra à un gouvernement étranger un titre contre un particulier qui, en vertu de ce titre même, n'était comptable qu'envers le gouvernement français.

Dès ce moment, la créance de Beaumarchais subit une nouvelle série de difficultés. Le congrès lui dit : — Par un contrat passé entre nous et le gouvernement français le 25 février 1783, le gouvernement déclare qu'il nous abandonne gratuitement neuf millions. Nous n'en avons reçu que huit, c'est vous qui avez reçu le neuvième! Prouvez-nous que ce million, reçu par vous le 10 juin 1776, n'est pas celui qui nous était destiné, sinon nous le retiendrons sur votre créance. — Beaumarchais répond au congrès : « Je demande qu'il me soit donné acte de la déclaration la plus précise que je fais, que jamais je n'ai reçu du roi Louis XVI, de ses ministres, ni de personne au monde, *ni un million, ni même un seul shilling pour vous être offerts en présent;* — que tout l'or que j'ai employé pour vous servir, en ami bien zélé, en loyal négociant, et au seul titre d'un commerce équitable, n'a été rassemblé par moi, tant en France qu'en d'autres états de l'Europe, qu'à titre d'association *d'emprunt ou de circulation;* — que tous mes créanciers, moins patiens envers moi que je n'ai dû l'être envers vous, ne m'ont pas laissé vingt années sans exiger leur compte et leur acquittement, et que s'il *m'en restait quelques-uns à solder, question qui vous est étrangère en qualité de débiteurs,* ce ne serait qu'une obligation de plus pour vous de me mettre en état de le faire en vous acquittant envers moi. Quant au contrat de 1783, dont vous m'apprenez l'existence et que j'ai toujours ignoré, je déclare que ce contrat, où je n'ai pas été appelé ni par vous, ni par les ministres de France, m'est absolument étranger, sous quelque point de vue qu'on l'envisage, par cela seul que je n'y ai point été appelé, ce qui était indispensable, si vous deviez, après douze ans, essayer de vous en faire un titre pour éluder ou éloigner mon paiement, après avoir épuisé tous les autres (1). »

Tel est le débat interminable dans lequel Beaumarchais consuma les dernières années de sa vie. Dans cette période de la lutte, sa destinée était fort assombrie. Il était proscrit, réfugié à Hambourg, il se croyait complétement ruiné en France; il ne voyait pour sa fille unique d'autre ressource d'avenir que cette créance américaine, et il s'y cramponnait avec l'énergie du désespoir. De son grenier à Hambourg, il adressait des volumes au congrès, aux ministres des États-Unis, même au *peuple américain tout entier*. Un de ces mémoires inédits, écrit d'une main lourde et fatiguée, m'a frappé par une péroraison où, à travers la pesanteur de la vieillesse, on retrouve quelque chose

(1) Extrait d'un *mémoire* inédit de Beaumarchais du 10 avril 1795.

de la verve toujours un peu incorrecte, mais colorée, du Beaumarchais d'autrefois.

« Américains (s'écrie le vieillard), je vous ai servis avec un zèle infatigable, je n'en ai reçu dans ma vie qu'amertume pour récompense, et je meurs votre créancier. Souffrez donc qu'en mourant je vous lègue ma fille à doter avec ce que vous me devez. Peut-être qu'après moi, par d'autres injustices dont je ne puis plus me défendre, il ne lui restera rien au monde, et peut-être la Providence a-t-elle voulu lui ménager, par vos retards d'acquittement, une ressource après ma mort contre une infortune complète. Adoptez-la comme une digne enfant de l'état! Sa mère aussi malheureuse et ma veuve, sa mère vous la conduira. Qu'elle soit regardée chez vous comme la fille d'un citoyen! Mais si après ces derniers efforts, si après tout ce qui vient d'être dit, contre toute apparence possible, je pouvais craindre encore que vous rejetiez ma demande; si je pouvais craindre qu'à moi ou à mes héritiers vous refusiez des arbitres, désespéré, ruiné, tant en Europe que par vous, et votre pays étant le seul où je puisse sans honte tendre la main aux habitans, que me resterait-il à faire, sinon à supplier le ciel de me rendre encore un moment de santé qui me permît le voyage d'Amérique? Arrivé au milieu de vous, la tête et le corps affaiblis, hors d'état de soutenir mes droits, faudrait-il donc alors que, mes preuves à la main, je me fisse porter sur une escabelle à l'entrée de vos assemblées nationales, et que, tendant à tous le bonnet de la liberté, dont aucun homme plus que moi n'a contribué à vous orner le chef, je vous criasse : Américains, faites l'aumône à votre ami, dont les services accumulés n'ont eu que cette récompense. *Date obolum Belisario!*

« PIERRE-AUGUSTIN CARON BEAUMARCHAIS.

« D'auprès d'Hambourg, ce 10 avril 1795. »

Le congrès resta sourd aux réclamations de son fournisseur; non-seulement il le laissa mourir sans avoir liquidé sa créance; mais pendant les trente-six ans qui suivirent sa mort, depuis 1799 jusqu'en 1835, tous les gouvernemens qui se succédèrent en France et tous les ambassadeurs de ces gouvernemens auprès des États-Unis appuyèrent en vain la demande des héritiers de Beaumarchais. Il y avait contre cette créance un parti-pris qui se transmettait religieusement d'une génération de législateurs à l'autre. Non-seulement on disait : Nous avons à déduire sur la créance, fixée en 1793, par M. Hamilton, à la somme de 2,400,000 livres, la somme de 1 million donnée *pour nous* à Beaumarchais le 10 juin 1776; mais on ajoutait : Comme les intérêts de ce million, dont on ne nous a pas rendu compte depuis 1776, absorbent l'excédant, nous sommes quittes envers les héritiers de Beaumarchais, et nous ne leur paierons rien. De leur côté, les héritiers de Beaumarchais répondaient au congrès : D'après le compte de notre auteur, vous deviez, en 1793, y compris les intérêts, non pas 2,400,000 livres, comme l'a réglé M. Hamilton, mais plus de 4 millions. Payez-nous au moins la somme fixée par votre propre rappor-

teur. — Quant au million que les États-Unis prétendaient déduire, le gouvernement français, s'appuyant sur les déclarations officielles faites au congrès, en 1778, par M. de Vergennes, intervenait vivement à l'appui des héritiers Beaumarchais, et la première dépêche adressée par le ministre Talleyrand sur cette question, le 28 germinal an XI, à notre ambassadeur auprès des États-Unis, nous dispensera de reproduire toutes les autres dépêches écrites successivement par d'autres ministres, toujours dans le même sens :

« On oppose, écrit Talleyrand, aux héritiers de M. de Beaumarchais un reçu donné par ce dernier le 10 juin 1776 pour 1 million à lui remis par ordre de M. de Vergennes, et l'on prétend imputer cette somme sur les fournitures faites par lui aux États-Unis. Comme le paiement et la destination de ce million tenaient à une mesure de service politique secret ordonnée par le roi et exécutée immédiatement, il ne paraît ni juste ni convenable de la confondre avec des opérations mercantiles, et postérieures en date, d'un particulier avec le congrès. Par conséquent, on ne peut tirer contre M. de Beaumarchais, en sa qualité de créancier personnel des États-Unis pour fournitures à eux faites, aucune induction de la pièce communiquée par l'ex-commissaire des relations extérieures Buchot au ministre américain.

« Je vous invite, citoyen ministre, à soutenir de votre influence les réclamations de la famille Beaumarchais, et à faire valoir les considérations de loyauté et d'honneur national qu'elle invoque. Un citoyen français qui hasardait pour le service des Américains sa fortune tout entière, et dont le zèle et l'activité leur ont été si essentiellement utiles pendant la guerre qui leur a valu leur liberté et leur rang parmi les nations, pourrait sans doute prétendre à quelque faveur : au moins doit-il toujours être écouté lorsqu'il ne demande que bonne foi et justice. Agréez, etc.

« TALLEYRAND. »

En 1816, le gouvernement des États-Unis fit demander par M. Gallatin au duc de Richelieu, alors ministre des affaires étrangères, si le gouvernement français consentirait à déclarer formellement que le million fourni le 10 juin 1776 à Beaumarchais *n'avait rien de commun avec les fournitures faites par ledit Beaumarchais aux États-Unis.* Le duc de Richelieu, se fondant sur la note officielle adressée au congrès par M. Gérard en 1778, n'hésita pas à faire la déclaration demandée. Cela n'était exact qu'*officiellement;* mais il semble que cette déclaration eût dû suffire pour terminer le débat, car enfin, en admettant que Beaumarchais eût tiré tout son argent des coffres de l'état, il y avait certainement quelque chose d'étrange et de peu digne dans l'attitude d'une nation, devenue puissante, qui, après avoir reçu d'un particulier à une époque d'extrême détresse les services les plus signalés, s'obstinait à dire à ce particulier ou à ses héritiers : « Qui vous a donné l'argent avec lequel vous m'avez

secourue si à propos et que vous me réclamez en vain depuis tant d'années? Je crois que vous avez reçu cet argent pour m'en faire cadeau. Votre gouvernement m'a adressé à ce sujet, entre 1778 et 1783, deux déclarations, dont l'une affirme positivement que je dois vous payer toutes vos fournitures, et dont l'autre me porte à penser qu'on a voulu me faire cadeau d'un million sur ces mêmes fournitures. Depuis cette époque, votre gouvernement déclare sans relâche qu'il n'a rien de commun avec vos opérations commerciales, et que je dois vous solder intégralement; mais, comme je soupçonne qu'il y a là-dessous un mystère de cabinet, j'aime mieux admettre que les secours que vous m'avez fournis devaient être gratuits, et que je ne dois les payer ni à votre gouvernement, qui n'en réclame pas le paiement, ni à vous, qui le réclamez avec son adhésion. »

Telle était évidemment la situation faite au gouvernement des États-Unis par la déclaration formelle du duc de Richelieu en 1816. Ce gouvernement n'en persista pas moins à repousser la créance, et malgré l'opinion favorable de plusieurs légistes éminens de l'Amérique, malgré la présence de la fille de Beaumarchais, qui en 1824 vint, accompagnée d'un de ses fils, solliciter en personne le congrès, à chaque reprise du débat il se trouva une majorité inflexible pour écarter la réclamation. En 1835 seulement, lorsque se présenta pour la seconde fois la fameuse affaire des 25 millions, et lorsque les procédés un peu violens du président Jackson nous eurent appris que le gouvernement américain était un créancier moins patient que nous, l'on songea à faire entrer la créance des héritiers Beaumarchais dans les compensations réclamées au nom de la France; mais cette créance fut singulièrement réduite. Depuis trente-six ans, la famille de l'auteur du *Barbier de Séville* réclamait au moins les 2,400,000 francs stipulés dans le rapport de M. Hamilton en 1793; on lui donna à choisir en 1835 entre *huit cent mille francs* ou rien : elle préféra 800,000 fr., et ce long et difficile procès entre Beaumarchais et les États-Unis fut enfin terminé, comme se terminent beaucoup de procès, par une *cote très mal taillée*.

Je me suis attaché à l'exposer avec une entière impartialité. Je pense avoir prouvé que l'accusation dirigée contre Beaumarchais en Amérique d'avoir trompé le gouvernement français en lui faisant croire qu'il envoyait gratis au congrès des fournitures dont il exigeait le paiement est complétement fausse. En admettant même que la chose fût possible, ce qui n'est pas, il est évident, et par les lettres de M. de Vergennes, et par celles de Beaumarchais, et par les explications demandées à diverses reprises au ministre de la part du congrès, que dès le commencement jusqu'à la fin de l'opération le ministre fut constamment au courant des prétentions de Beaumarchais, et que,

s'il les eût désapprouvées, rien ne lui eût été plus facile que de s'y opposer, même sans sortir du mystère que lui commandait la situation avant la rupture avec l'Angleterre, et à plus forte raison après cette rupture. J'ai dû néanmoins rétablir aussi, contrairement à l'opinion très sincère des héritiers de Beaumarchais et aux déclarations des divers ministres depuis 1778, toutes basées sur la première déclaration officielle de M. de Vergennes, j'ai dû rétablir la vérité quant au fait du fameux million, qui fut incontestablement donné par le gouvernement, non pas pour un service politique *secret, étranger aux fournitures américaines,* mais pour ces fournitures mêmes. — Maintenant je dois faire plus. En entreprenant cette étude sur un homme très calomnié, mais qui n'est certainement pas un héros ou un sage, en l'entreprenant surtout comme un moyen de pénétrer plus intimement dans les mœurs et dans l'esprit du XVIIIe siècle, je ne me suis nullement proposé d'être partout et toujours l'avocat de Beaumarchais. Je dirai donc, en sacrifiant à un devoir absolu de sincérité la crainte de froisser peut-être un peu les sentimens si respectables d'une famille qui a bien voulu me confier les papiers de son aïeul, je dirai que j'ai trouvé récemment, en dehors des papiers qui m'étaient confiés, des documens d'une authenticité incontestable qui prouvent non pas que la réclamation de Beaumarchais était mal fondée par rapport aux États-Unis (sous ce point de vue, elle me semble toujours parfaitement légitime), mais que sa créance prise en elle-même était peut-être moins intéressante que je ne le croyais d'abord, et voici pourquoi. Partant de l'idée qu'il n'avait reçu du gouvernement français qu'une subvention d'un million pour une opération des plus périlleuses, il me paraissait souverainement injuste que, cette subvention ayant eu pour résultat de l'entraîner dans une dépense de plus de 5 millions, Beaumarchais, après avoir été payé très mal et à peine de la moitié de ces 5 millions, eût tant de difficultés à vaincre pour obtenir le paiement du reste. J'avais peine à m'expliquer l'attitude de M. de Vergennes, car d'un côté le ministre semblait dire clairement que l'intention du gouvernement était de laisser à Beaumarchais, en même temps que les chances d'insuccès, les chances de bénéfice dans l'entreprise, et d'un autre côté il le soutenait à peine dans ses réclamations. Se contentant de *ne pas fournir d'armes contre lui,* il paraissait garder une sorte de neutralité entre le fournisseur qui sollicitait son paiement et les États-Unis, qui, malgré une première déclaration officielle du ministre, lui demandaient sans cesse, en refusant de payer : Est-il bien vrai que cette créance est sérieuse? Cette tiédeur de M. de Vergennes, comparée au zèle manifesté plus tard en faveur de la créance par tant d'autres ministres qui ne connaissaient pas bien le fond des choses, me semblait inexplicable. De

nouvelles recherches m'ont enfin donné le mot de cette énigme : c'est que M. de Vergennes avait fait à son agent la partie plus belle que je ne pensais. Non-seulement Beaumarchais avait reçu 1 million le 10 juin 1776; mais ce million de l'Espagne, que j'avais d'abord contesté comme douteux pour le moins, parce que je n'en avais trouvé nulle trace dans les papiers de l'auteur du *Barbier de Séville* (1), ce million avait été bien réellement fourni par M. d'Aranda. Toutefois, pour garantir le secret de l'opération, ce million avait fait un petit circuit : l'ambassadeur d'Espagne l'avait versé au trésor public de France; il en avait tiré une reconnaissance du caissier; il avait remis cette reconnaissance à M. de Vergennes, lequel l'avait transmise à Beaumarchais en échange du reçu que je cite textuellement d'après l'original.

« J'ai reçu de son excellence M. le comte de Vergennes la reconnaissance d'un million de livres tournois que M. Duvergier avait donnée à M. l'ambassadeur d'Espagne, avec laquelle reconnaissance je toucherai au trésor royal ladite somme d'un million tournois, de l'emploi de laquelle je rendrai compte à sadite excellence M. le comte de Vergennes.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

« A Versailles, le 11 août 1776. »

Ce million espagnol du 11 août, ajouté au million français du 10 juin, rend déjà la situation de Beaumarchais moins affligeante; mais ce n'est pas tout. J'avais trouvé dans les papiers de l'auteur du *Barbier de Séville* une lettre en date du 18 février 1777, de laquelle il résultait qu'il avait vainement demandé un nouveau secours d'un million, et, partant toujours de l'idée qu'il n'avait reçu qu'un million, je pensais que, ses cargaisons dépassant de beaucoup ce chiffre et les Américains ne lui envoyant rien, il avait dû se trouver fort embarrassé. Il l'était en effet; mais un premier refus ne le décourageait pas, et il revint à la charge, sans doute appuyé par M. de Maurepas, car j'ai constaté que dans cette même année 1777, après une demande infructueuse au mois de février, il reçut de M. de Vergennes, le 31 mai 1777, 400,000 liv., le 16 juin, 200,000 liv., le 3 juillet, 474,496 liv., ce qui fait un total de 1 million 74,496 livres, lequel, ajouté aux deux millions déjà donnés, permet évidemment à Beaumarchais de supporter avec plus de patience les difficultés qu'il éprouve à se faire payer du congrès. Il paraît de plus qu'à la fin de 1777 il avait fait en Amérique un envoi extraordinaire de fusils que le ministère devait lui rembourser à part, car en 1778 il réclame une nouvelle somme de 360,000 livres, et le rapport de M. de Vergennes au roi, en date du

(1) Voyez la livraison du 15 juillet.

8 avril 1778, pour être autorisé à lui délivrer cette nouvelle somme, est motivé ainsi :

« M. le comte de Maurepas ayant autorisé l'année dernière, de l'ordre de votre majesté, le sieur de Beaumarchais à faire un envoi de 15,000 fusils dans l'Amérique septentrionale, avec promesse d'en être remboursé, le sieur de Beaumarchais sollicite pour qu'il lui soit payé une somme de 360,000 livres, valeur desdits fusils, etc. »

Au bas de ce rapport, le roi écrit *bon*, et Beaumarchais touche les 360,000 livres en question. Seulement il paraît qu'on trouvait qu'il avait reçu assez d'argent pour toute cette affaire, et qu'on tenait à ce qu'il *jurât ses grands dieux* de n'en pas demander davantage; c'est ce qu'indique la forme assez bizarre de son dernier reçu des 360,000 livres, qui est rédigé ainsi :

« Je reconnais que sa majesté a bien voulu me rembourser de quinze mille louis que j'avais avancés pour des objets relatifs à son service. Je les reçois avec reconnaissance en cet instant où j'en ai le plus grand besoin; mais ces objets ayant cessé, *je m'engage d'honneur, et sous toutes les formes possibles*, à ne rien réclamer davantage du trésor royal, quelque face que prennent les affaires de mon commerce, assurant humblement sa majesté qu'à moins de nouveaux ordres de sa part, je n'engagerai pas un écu de plus dans mes affaires qui ait aucun rapport avec celles de sa majesté.

« CARON DE BEAUMARCHAIS.

« A Paris, ce 18 avril 1778. »

C'est en effet là le dernier reçu de Beaumarchais qui ait trait aux fournitures américaines. Toutes les sommes que nous venons de mentionner ont été incontestablement données pour concourir à ces fournitures. C'est ce qui résulte du rapport de M. Durival à M. de Vergennes, du 5 septembre 1786, à propos de la demande faite par le banquier des États-Unis. Tous les paiemens faits à Beaumarchais y sont récapitulés sur une feuille à part avec ce titre : *Paiemens ordonnés pour le service de l'Amérique*, mais ce rapport confirme en même temps la thèse générale que nous avons constamment soutenue, car si l'on y trouve la preuve que M. de Vergennes avait donné plus d'argent que nous ne le pensions d'abord, on y trouve aussi la démonstration que c'était au ministre seul, non aux Américains, que Beaumarchais devait rendre compte de l'argent reçu. Il reste également certain que la politique relativement à l'Angleterre suffisait pour faire en 1776 à M. de Vergennes une loi de vouloir que l'opération eût un caractère commercial, non pas *fictif*, mais réel, et que Beaumarchais, en lui donnant ce caractère, suivait les instructions du ministre. Si, dans les années 1777 et 1778, qui furent les années décisives pour les destinées de l'Amérique, les *insurgens* avaient

succombé, Beaumarchais aurait perdu, non-seulement l'argent qu'il avait su, par son habile insistance, se procurer de la France et de l'Espagne pour venir à leur secours, mais encore sa fortune personnelle; car il est incontestable qu'agissant tout à la fois, et dans l'espérance d'un bénéfice plus grand, et aussi (je ne crois pas qu'on puisse équitablement lui refuser ce mérite) sous l'influence d'un désir ardent d'associer son nom au succès de la cause américaine, il avait dépassé de beaucoup les 3 millions qu'il avait reçus. Il n'en est pas moins vrai qu'il avait reçu ces 3 millions, et que M. de Vergennes conservait le droit de lui en demander compte. Ce compte a-t-il été rendu et sous quelle forme? Le ministre aurait-il exigé de Beaumarchais un remboursement partiel ou total dans le cas où ce dernier aurait été payé intégralement par les Américains? Pourquoi dans le contrat de 1783 avec l'Amérique M. de Vergennes mentionnait-il un seul des trois millions donnés à Beaumarchais et ne parlait-il pas des deux autres? Pourquoi, après avoir mentionné ce million, refusait-il aux Américains de communiquer le nom de celui qui l'avait touché? Prit-il en considération que non-seulement Beaumarchais ne pouvait obtenir du congrès le paiement de ce qui restait dû sur ses fournitures, mais qu'il avait fait dans ses expéditions aux États-Unis des pertes considérables, que plusieurs de ses vaisseaux avaient été capturés par les Anglais, et que le seul état de Virginie, par la dépréciation du papier-monnaie, lui avait fait perdre une somme qu'il évaluait à trois millions? Ces pertes furent-elles considérées comme une sorte d'acquittement des trois millions reçus de la France et de l'Espagne? Toutes ces questions sont plus faciles à poser qu'à résoudre. Dans une affaire de ce genre, il y a toujours des points sur lesquels on en est réduit aux probabilités et aux conjectures.

En résumé et pour en finir sur cette mystérieuse opération, qui a fait échanger pendant cinquante ans, entre la France et l'Amérique, plus de cinquante dépêches dont pas une n'est exacte, Beaumarchais, indépendamment de ses réclamations contre les états particuliers de l'Union, réclamait en 1795 du congrès une somme de 4,141,171 liv., y compris les intérêts du compte réglé en 1781 par Silas Deane : après *quarante ans de débats,* ses héritiers ont touché *huit cent mille francs!* Ce qu'il a perdu représente donc au moins la subvention secrète de *trois millions* qu'il avait reçue. Ce résultat est moins inique en lui-même que si la subvention n'existait pas, mais il n'en fait pas plus d'honneur à la reconnaissance et à la générosité du gouvernement américain.

Ce n'est donc point dans ses rapports avec le congrès que Beaumarchais s'est enrichi, il y a perdu au contraire; mais lorsque le subside de la France et de l'Espagne lui eut permis de monter gran-

dement une maison de commerce, il suivit cette veine avec l'ardeur qu'il mettait dans ses procès ou dans ses comédies, et entama un grand nombre de spéculations diverses. Ces tentatives furent en général moins fructueuses qu'elles auraient pu l'être si Beaumarchais n'eût apporté dans sa carrière de spéculateur les qualités et les défauts de l'artiste; il aimait les entreprises difficiles, pourvu qu'elles fussent brillantes ou utiles, et il embrassait trop de choses à la fois. J'ai sous les yeux un tableau général de ses affaires depuis le 1er octobre 1776 jusqu'au 30 septembre 1783, c'est-à-dire pendant les sept années qui représentent plus particulièrement sa carrière commerciale. Ce tableau indique un mouvement de fonds de 21,044,191 livres en dépense et de 21,092,515 en recette; l'excédant de la recette sur la dépense n'est donc que de 48,327 livres. A la vérité, les dépenses portent sur diverses entreprises qui plus tard ne donneront plus que de la recette; mais le chiffre peu élevé de cet excédant de recette obtenu dans un espace de sept ans suffit, ce me semble, pour donner l'idée d'un négociant un peu audacieux, le plus actif d'ailleurs et le plus amusant des négocians. On a vu Beaumarchais jusqu'ici mêlant le commerce à la politique; on ne sera peut-être pas fâché de le considérer un instant à l'état de commerçant pur et simple, courant d'un port à l'autre, achetant ou construisant des vaisseaux, *bridant,* comme il dit, *ses divers capitaines, afin d'en tirer un peu de profit,* et discutant une expédition maritime avec l'aplomb d'un armateur consommé. Parmi les cinq cents lettres qui le représentent sous cet aspect, je n'en citerai qu'une. Il est à Bordeaux surveillant un de ses armemens, et il écrit à son agent Francy, revenu d'Amérique et resté à Paris :

« Bordeaux, ce 19 octobre 1782.

« Maintenant, mon Francy, je sais tout ce qui regarde mon armement; mais je ne saurais rien, si j'étais parti avant d'avoir vu. *La Ménagère* sera parfaitement gérée; Foligné (c'est le nom du capitaine), à quelques lubies près, est un excellent homme : son état-major est charmant, et son équipage a la meilleure volonté! Voilà pour un. *L'Aimable Eugénie,* au lieu d'être de 600 tonneaux de port, est à peine de 500. Son capitaine est un homme indocile, volontaire et peu soigneux. Sans me rien dire, on a mis 32 canons, 160 hommes et tout ce qu'ils entraînent, de façon qu'au retour ce navire, qui fait 9,000 livres de dépenses par mois et m'a coûté au moins 300,000 livres, ne peut donner que de la perte. Ils n'ont pris que 1,000 barils de farine faisant 125 tonneaux, 105 milliers de *poudre au roi* faisant à peine 50 tonneaux, ma cargaison, qui n'en fait pas tant, — et le navire est si fort au comble, qu'ils ont laissé à Nantes du feuillard que j'avais demandé pour *la Ménagère,* et pour lequel ils n'ont pas trouvé de place.

« Pour faire tenir la voile à ce navire, ils ont mis 76 milliers de briques

inutiles en lest, au lieu de prendre du charbon qui se fût bien vendu à Saint-Domingue. En outre ils ont 30 tonneaux de fer en lest, et leur arrimage est si mal fait, qu'il leur a fallu glisser d'ici 25 tonneaux de fer pour que le navire ne retombât pas sur sa quille avec saccade dans les forts temps; mais je remédie autant qu'il est en moi à tous ces maux par la nature des instructions que je donne à Levaigneur et au papa Foligné. Voilà pour deux.

« *L'Alexandre* marche comme un *panier percé*, c'est l'expression de Grégory (autre capitaine); mais il tient en cale beaucoup plus que l'*Eugénie;* il arrive demain de La Rochelle en rivière. Il n'a rien dans ses bois, mais ses agrès, voiles et mâtures sont très endommagés. Il s'est battu six heures (le croiriez-vous?) à la vue de quatre frégates françaises et d'un vaisseau de 64 qui n'ont pas fait le moindre mouvement pour le secourir. Quand il s'en est plaint à Rochefort, on lui a dit qu'il aurait dû faire des signaux. Le capitaine a répondu très bien que le bruit et le feu des canons était le meilleur signal qu'il eût pu faire. Il va rester à Souillac sans monter à Bordeaux, et j'espère qu'il partira avec les deux autres. Il ne marche pas assez pour l'envoyer seul nulle part. Nous ne le neutraliserons point, et je compte sur le fret du roi. Grégory lui-même a la tête assez chaude; il s'entendrait mal avec Baudin (autre capitaine), plus volontaire et despote que lui. Je vais les brider tous, de manière qu'ils obéiront et me donneront un peu de profit, car j'en espère fort peu, vu le dernier prix des denrées d'Europe aux îles, l'abaissement du fret et l'avilissement du prix des denrées des îles en Europe.

« Donc me voilà cloué jusqu'au départ à l'endroit où je ne devais rester que trois semaines. Rien ne se ferait, je le vois, et tout irait encore une fois au diable.

« Comment va votre frêle santé? comment va votre douce et très aimable belle-sœur? Votre projet de voyage dans les pays chauds n'est qu'une de ces idées de malade que la raison réprime. Du repos et du régime, voilà ce qu'il vous faut. Jasez de ma lettre avec ma femme, afin qu'elle soit au courant de tout. J'ai ici tous les états-majors et plus de mouvement qu'il n'en faut pour gaspiller tout mon temps. Je ne sais si je pourrai lui écrire aujourd'hui.

« Dites à Cantini (1) que j'ai reçu sa dernière lettre avec celles qu'elle contenait. Je le prie de m'envoyer un mot tous les courriers, soit que je lui écrive ou non.

« Je puis maintenant tout finir ici sous quinze jours; ainsi voilà le terme à peu près de mon voyage. Bonjour, mon Francy. »

Le jeune Francy aimait le luxe; il s'était enrichi par les intérêts que Beaumarchais lui donnait dans ses opérations, et quoiqu'il fût logé chez son patron, il se permettait d'avoir trois chevaux à lui. Beaumarchais avait aussi un certain penchant pour le faste; mais quelquefois les accusations du docteur Dubourg lui revenaient à l'esprit : il redoutait les envieux, se sentait pris par saccades d'une belle pas-

(1) C'était son caissier, dont il eut plus tard à se plaindre, et qui fut remplacé par le frère aîné de son ami Gudin.

sion pour la simplicité, et il écrivait alors à Francy, tout au travers d'une lettre de commerce, des sorties *ab irato* dans le genre de celle-ci, qui est également datée de Bordeaux :

« Bordeaux, ce 26 octobre 1782.

« ..... Ce que je désapprouve, c'est que vous nourrissiez trois chevaux à Paris dans votre état : ce luxe est une inconséquence et plus qu'une inutilité. Vous faites tous crier après moi, après vous, après nous enfin. Et, dans le temps où je voudrais réformer une partie de mes dépenses, j'ai le chagrin d'entendre dire qu'on jette tout par les fenêtres autour de moi.

« Certes je ne dois compte, pas plus que vous, de ma conduite à personne, cependant il y a ce qu'on appelle décence d'état, et quand on l'enfreint, on a tous les sots, les envieux, les parens, les ennemis, les grands, les petits contre soi. Par cela seul que vous êtes chez moi, je m'afflige qu'on puisse me dire que tout ce qui m'approche est d'un luxe effréné. Que diable avez-vous besoin de ce train? Eh! vivez simplement, et chassez les inutilités. Vous m'exposez à ne plus savoir comment je vis pour mes écuries : je suis volé de toutes parts, et cela naît du désordre, dont ils profitent. Dix chevaux et trois cochers qui s'entendent pour piller! Je vous le demande en grâce, nous sommes tous hors de nos places, mon ami (1). Je vais ordonner qu'on vende deux jumens à moi; j'en ai assez, trop même de cinq, et vous, ne soyez pas la cause que je ne puisse mettre de l'ordre dans mon domestique. Dès qu'il y a confusion, il y a volerie. Ce que je vous mande est juste et raisonnable : je veux vivre désormais dans la plus grande simplicité. Quand vous saurez de quelle hauteur partent les observations critiques qui donnent lieu à mes confidences, vous trouverez que je ne puis trop me précautionner contre la méchanceté, vous ne voudriez pas me faire du mal, et tout cela m'en fait. C'est mon cœur qui vous parle, comme un ami le fait à son ami. »

Malgré les adoucissemens de la forme, ces observations déplurent sans doute à Francy, qui était fier, un peu capricieux en sa qualité de malade, et qui entretenait ses trois chevaux à ses frais; car, dans la lettre qui suit celle que nous venons de citer, Beaumarchais, si guerroyant au dehors, mais qui aimait avant tout la paix dans son intérieur, lui répond amicalement : « Personne ne m'entend ni ne veut m'entendre. Eh bien! faites à votre fantaisie, n'en parlons plus, et portez-vous bien; c'est le principal. »

La santé de ce jeune homme, atteint d'une maladie de poitrine, déclinait de jour en jour. Il était allé passer quelque temps à Dunkerque chez des amis. L'auteur du *Barbier,* au milieu de tous ses travaux, trouve le temps de se transformer pour *son Francy* en médecin, et il lui écrit cette lettre qui me semble empreinte d'un caractère de bonté touchante en raison même des artifices délicats que

(1) Ceci est du Beaumarchais à la fois plein de bon sens et de délicatesse.

Beaumarchais emploie pour décider son jeune ami à suivre un traitement rigoureux.

« Paris, ce 26 août 1783.

« Mon pauvre Francy, vous n'êtes qu'une bête de dire que je vous oublie; mais comme vous êtes une bête malade, je vous pardonne. Si vous vous occupez de votre santé autant que je le fais, vous vous rétablirez assez promptement. Il faut seulement, mon ami, que vous n'ayez nulle pitié de vous-même, et que vous fassiez rigoureusement ce que je vais vous prescrire.

« J'ai eu deux conférences très graves avec M. Seiffert, votre médecin. Il n'a pas approuvé la saignée du pied, quoiqu'il ne vous l'ait pas écrit : il a craint de faire travailler votre esprit, et il a tourné autour du pot sur cet objet; mais moi, avec qui il faut toujours parler net, voici ce que j'ai appris de lui pour résultat de sa théorie et de la belle expérience qu'il vient d'en faire sur Mme de Saint-Alban, qui était à la mort, — par conséquent bien autrement malade que vous, ayant la fièvre, l'extinction de voix, le marasme, crachant ses poumons, enfin désespérée et abandonnée de tout le monde. Écoutez-le raisonner : « L'âcreté de l'humeur qui se jette sur une partie affaiblie par accident, ou faible par nature, forme enfin un ulcère où se porte toute l'acrimonie du sang; mais alors le crachement et tous les accidens provenant de la partie affligée ne sont eux-mêmes qu'un mal local, et tous les remèdes qu'on leur porte pallient, adoucissent ce local, sans détruire le premier vice. Quelques efforts qu'on fasse, si la compassion pour le malade empêche d'aller au fait sur le principe du mal, il ne fait que durer plus long-temps, mais il reste incurable. Je ne connais donc (dit M. Seiffert) qu'un seul moyen, qui est de détourner l'humeur du cours entier qu'elle a pris sur une partie faible, et de la porter à l'extérieur, d'autorité, et même avec violence. En conséquence, notre médecin, sans égard pour tous les galans, parens, complaisans, etc., de notre jolie petite Saint-Alban, vous lui a flanqué deux vésicatoires aux deux bras. Ils ne rendaient pas assez, selon lui, il lui en a flanqué un sur les épaules, et si l'humeur n'eût pas abondamment donné, il allait lui en mettre un sur la poitrine. — *Bourreau!* lui criait-on; il allait son train. Enfin, mon ami, elle a moins toussé, moins craché, elle a dormi. a retrouvé l'appétit, et lorsqu'on s'apprêtait à la pleurer, il a fallu rire avec elle de son emplâtre universel, qui lui a sauvé la vie. Elle a souffert, mais quelle différence de sort! Depuis six semaines, elle se porte au mieux : elle a repris sa chair, ses couleurs, sa voix pour parler et chanter. Voilà ce que j'ai sous les yeux. Seiffert vous condamne donc, et *moi aussi*, à revenir vous faire emplâtrer de vésicatoires, ou bien prenez sur vous de le faire où vous êtes; mais soyez sûr qu'après bien des raisonnemens nous convenons tous qu'il faut s'y soumettre, et que la santé future en dépend. Tout le reste est de la graine d'ignorant. « Je le ferais, dit Seiffert, sur moi-même tout à l'heure, si mon mal de poitrine ne s'était pas terminé. » Eh! vite aux vésicatoires, mon ami! Criez, si cela vous soulage, ou revenez, et nous vous promettons de n'avoir nulle pitié de vos répugnances.

« Je ne puis trop remercier vos amis et les miens de tous les soins qu'ils

prennent de vous; mais si vous manquez tous de résolution pour notre terrible régime, revenez à nous, car il n'y a pas de temps à perdre. Souffrons quelques jours pour sauver l'édifice entier, et n'attendons pas que le danger soit plus pressant : c'est le vœu et l'ardent désir de votre ami.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

La sollicitude de Beaumarchais ne put sauver le jeune Francy, il mourut peu de temps après avoir reçu cette lettre, et son testament, que j'ai sous les yeux, contient un article qui, rapproché du passage déjà cité du testament de Julie, est un titre de plus en faveur de l'homme ainsi jugé par ses amis mourans. Après avoir distribué à sa famille la fortune assez considérable qu'il avait gagnée au service de son patron, Francy termine par ces lignes : « Je nomme, pour exécuter mon testament, M. Caron de Beaumarchais, mon ami; les *obligations que je lui ai ne me permettent de lui faire aucun legs*, bien persuadé qu'il se portera à me rendre ce dernier service. » Il me semble qu'il y a quelque chose de flatteur pour Beaumarchais dans cette manière de motiver l'absence de legs en sa faveur et ce dernier service qu'on attend de lui.

Pour compléter le tableau de la vie de Beaumarchais à cette époque, il faudrait le montrer après la désastreuse bataille navale où le comte de Grasse perdit en 1782 la plus magnifique de nos flottes, s'enflammant d'un beau zèle au milieu de la consternation générale, envoyant dans tous les cafés de Paris des hommes qui crient : *Souscription! souscription!* et qui proposent de remplacer ainsi les vaisseaux perdus, écrivant à toutes les chambres de commerce du royaume, leur adressant à chacune 100 louis et les pressant d'adopter son idée. Bientôt cette idée se répand comme une traînée de poudre : chaque ville, chaque corporation offre un vaisseau, et le désastre éprouvé par notre marine est réparé avec une rapidité merveilleuse. Beaumarchais court lui-même dans toutes nos villes maritimes pour activer et échauffer ce mouvement patriotique. M. de Vergennes lui écrit : « Comme ministre je n'ai pas le droit d'approuver, mais comme citoyen j'applaudis de tout mon cœur au sentiment énergique que vous communiquez à vos compatriotes..... Quelque succès que puisse avoir votre démarche, elle n'en fait pas moins d'honneur à votre zèle, et c'est avec bien de la satisfaction que je vous en fais mon compliment. » L'amiral d'Estaing, qui s'est rendu avec Beaumarchais à Bordeaux, enchanté de la coopération de l'auteur du *Barbier de Séville,* lui écrit de son côté dans son style toujours un peu facétieux : « Lorsque le cerveau de feu Jupiter accoucha de la belligérante Minerve, il lui fallut certainement une accoucheuse comme vous. » Et Beaumarchais, continuant la métaphore, répond à l'amiral : « Votre sage-femme, comme vous m'appelez, n'eût fait

faire à son Jupiter qu'une fausse-couche au lieu d'une Minerve, si, en dévorant tout ce qui n'allait pas au but, elle n'eût mis beaucoup d'onction et d'indulgence pour tout ce qui peut y servir. » A travers ces élans patriotiques, on aurait à montrer Beaumarchais se livrant aux spéculations commerciales les plus diverses : — établissement d'une caisse d'escompte, association avec les frères Périer pour la fondation de la pompe à feu de Chaillot, etc.; — mais cela nous entraînerait trop loin : de toutes ses affaires de commerce qui datent de cette époque, une seule, par son importance littéraire et historique et par les divers incidens qui s'y rattachent, nous semble mériter une attention particulière : c'est à celle-là que nous nous arrêterons.

II. — BEAUMARCHAIS ÉDITEUR DE VOLTAIRE.

Il fallait un homme aussi aventureux que Beaumarchais pour oser entreprendre en 1779 d'imprimer et de publier les *Œuvres Complètes* de Voltaire. Comme opération de librairie, c'était la plus forte qui eût été tentée jusque-là. L'*Encyclopédie* n'a que trente-trois volumes, et il s'agissait ici de produire presque en même temps une édition en soixante-dix volumes in-8° et une édition in-12 à meilleur marché en quatre-vingt-douze volumes. Ce n'est pas précisément le nombre des volumes qui rendait cette opération effrayante pour tout autre que pour l'auteur du *Barbier*. Il y avait une difficulté bien plus grave encore : la moitié à peu près des ouvrages de Voltaire était prohibée en France. Ces ouvrages prohibés n'en circulaient pas moins assez librement; mais de temps en temps le gouvernement se croyait tenu de faire acte de rigorisme : on brûlait des éditions, et ceux-là même qui souvent achetaient et lisaient ces ouvrages avec le plus d'avidité envoyaient pour l'exemple en prison les marchands qui les vendaient. C'est un des caractères essentiels des sociétés qui menacent ruine que ce désaccord choquant entre ce qui est défendu par la loi et ce qui est non-seulement toléré, mais approuvé et recherché par les mœurs.

Une édition complète des ouvrages de Voltaire ne pouvait donc s'imprimer en France, mais elle avait besoin de pouvoir y pénétrer avec quelque sécurité; un coup de rigueur eût été mortel à une entreprise aussi vaste. D'un autre côté, vu l'importance et le fracas de l'opération, comment espérer qu'elle ne soulèverait pas beaucoup de clameurs et que le gouvernement, même dans l'hypothèse où il serait favorable, n'aurait pas la main forcée? C'était une chance que nul libraire n'osait courir. Panckoucke, qui avait acheté des héritiers de Voltaire ses manuscrits inédits, et qui se proposait d'abord de faire cette édition générale, trouva l'entreprise trop dan-

gereuse et vint l'offrir à Beaumarchais. Si j'en crois le manuscrit inédit de Gudin, l'impératrice Catherine de Russie aurait fait proposer à Panckouke d'imprimer à Saint-Pétersbourg même la collection des œuvres de Voltaire :

« Beaumarchais, dit Gudin, jaloux de l'honneur de son pays, ne fut pas plus tôt informé des démarches que faisaient les agens de l'impératrice, qu'il courut à Versailles remontrer au comte de Maurepas quelle honte ce serait pour la France de laisser imprimer chez les Russes les ouvrages de l'homme qui avait le plus illustré la littérature française. Ce ministre en fut vivement frappé; mais, placé entre les deux grands corps du clergé et du parlement, il appréhendait leur opposition et les clameurs de ces esprits timides qui, *trop semblables aux oiseaux de la nuit* (c'est toujours Gudin qui parle), *s'effarouchent à l'éclat du jour*. Après quelques momens de silence et de réflexion, M. de Maurepas dit à Beaumarchais : « Je ne connais qu'un seul homme qui osât courir les chances d'une telle entreprise. — Et qui, monsieur le comte? — Vous. — Oui, sans doute, monsieur le comte, je l'oserais; mais quand j'aurai exposé tous mes capitaux, le clergé se pourvoira au parlement, l'édition sera arrêtée, l'éditeur et les imprimeurs flétris, la honte de la France complétée, et rendue plus ostensible. » M. de Maurepas promit la protection du roi pour une entreprise qui aurait l'assentiment de tous les bons esprits et qui intéressait la gloire de son règne. »

Je ne suis pas bien sûr que M. de Maurepas se soit exprimé ainsi, et il me paraît que Gudin lui prête un peu son philosophique langage; mais ce qui est certain, c'est que le vieux ministre, aussi voltairien que Voltaire, accorda à l'opération son patronage secret, et que jusqu'à la fin elle se poursuivit, comme on le verra, avec la complicité permanente du directeur général des postes (1).

Ce serait nous écarter trop de notre sujet que de discuter ici la question tant de fois rebattue de l'influence des ouvrages de Voltaire; nous sommes de ceux qui pensent que les *vérités vraies*, en religion,

(1) M. de Maurepas n'avait pas toujours été favorable à Voltaire. A l'époque de son premier ministère sous Louis XV, quand le ministre et le poète étaient jeunes tous deux, il y avait eu entre eux non pas une hostilité de principes, attendu qu'ils n'étaient pas plus austères l'un que l'autre, mais une querelle à l'occasion de la candidature de Voltaire à l'Académie en remplacement du cardinal de Fleury. Louis XV, jugeant que l'éloge du cardinal ne convenait pas précisément à Voltaire, s'était opposé à sa candidature, et le poète insistant auprès de M. de Maurepas, ce dernier, dans la vivacité du débat, lui aurait dit : « Je vous écraserai. » Ce mot fut reproduit dans la notice de Condorcet sur Voltaire, ajoutée à l'édition de Beaumarchais après la mort de M. de Maurepas; mais Beaumarchais, tout en permettant à Condorcet de reproduire ce mot très connu, crut devoir, par reconnaissance pour la protection que M. de Maurepas avait accordée à son édition, y ajouter une note de son chef, dans laquelle il déclare que M. de Maurepas, consulté par lui, a toujours nié le mot que Voltaire lui attribuait, et qu'il se flattait au contraire d'être pour beaucoup dans la permission accordée à Voltaire de revenir à Paris à la fin de sa vie.

en morale ou en politique, ont assez de force pour résister par elles-mêmes aux assauts de l'esprit de licence et d'erreur. Cette lutte éternelle entre la vérité et l'erreur est non-seulement la loi du monde moral, mais en quelque sorte le creuset où la vérité s'éprouve, et d'où elle se dégage épurée et rajeunie. Ce n'est donc pas la vérité qui a péri sous les coups de Voltaire. Toute la partie de ses ouvrages où il n'a été que l'écho des travers et des vices de son temps est déjà à peu près morte et enterrée; il n'en est pas moins vrai que ceux qui le maudissent de nos jours comme une personnification de Satan reproduisent chaque matin, surtout quand ils croient en avoir besoin pour eux-mêmes, un assez bon nombre d'idées justes qu'il a contribué plus que personne à mettre en circulation. La collection de ses œuvres ressemble à cette statue dont il est question dans la *Vision de Babouc,* qui était composée « de tous les métaux, des terres et des pierres les plus précieuses et les plus viles. » Aussi le temps a-t-il rongé et détruit une partie de la statue. Il n'est pas aujourd'hui beaucoup de personnes qui, à moins d'y être forcées, lisent les quatre-vingt-douze volumes de l'édition de Beaumarchais. Quant à lui, il se crut obligé de recueillir avec une dévotion scrupuleuse tout ce qui, durant plus de soixante-cinq ans, était sorti de la plume intarissable de Voltaire. Pour donner plus de solennité à cette opération, qui était alors un événement, il fonda, sous le titre pompeux de *Société philosophique, littéraire et typographique,* une société qui se composait de *lui tout seul* (« la société, *qui est moi,* » dit-il dans une de ses lettres intimes), et en même temps, pour n'effaroucher la jalousie de personne, il s'intitula modestement *correspondant général* de cette société idéale. Il acheta *cent soixante mille francs* au libraire Panckouke des manuscrits inédits qui ne contenaient guère qu'un morceau véritablement intéressant, les fragmens de la *Vie de Voltaire* écrits par lui-même. Il dépêcha un agent en Angleterre pour faire l'acquisition, moyennant 150,000 livres, des caractères d'imprimerie les plus estimés de l'époque, ceux de Baskerville; il en expédia un autre en Hollande pour y étudier la fabrication du papier; il acheta trois papeteries dans les Vosges, et enfin il s'occupa de chercher hors de France et sur la frontière quelque terrain neutre où il pût fonder avec sécurité un vaste établissement de typographie.

Le margrave de Bade possédait à Kehl un vieux fort, aujourd'hui démoli, dont il ne tirait aucun parti; Beaumarchais lui demanda l'autorisation de s'établir dans ce fort, en payant, bien entendu, et d'y réunir beaucoup d'ouvriers qui dépenseraient dans son margraviat tout l'argent qu'ils gagneraient à imprimer Voltaire. La proposition était séduisante; mais il se présentait des difficultés. Beaumarchais, homme de précaution, demandait que le prince s'engageât par écrit,

en cas de procès, à permettre que la société eût recours contre lui sur les biens qu'il possédait en Alsace; le margrave s'y refusa, et Beaumarchais renonça à sa prétention. Le margrave, à son tour, exigeait de Beaumarchais une petite concession qui n'était rien moins que le droit de supprimer tout ce qui, dans les ouvrages de Voltaire, serait par trop offensant pour la religion et les mœurs, promettant d'ailleurs de n'user de ce droit qu'avec une extrême modération. Gudin prétend malignement que ce qui inquiétait surtout le margrave, c'était de passer pour complice des insolences de l'auteur de *Candide* à l'égard de l'illustre famille de Thunder-ten-Tronck en particulier et des petits princes de la Germanie en général. Quoi qu'il en soit, après bien des débats, Beaumarchais envoie son ultimatum au margrave sous la forme d'une *lettre ostensible* que son agent de Kehl est chargé de communiquer à son altesse. Cette lettre me semble assez curieuse par son effronterie. Pour apprécier l'originalité des passages un peu impertinens qu'elle contient, il faut se figurer l'agent de Beaumarchais lisant avec un grand sérieux ce document *officiel* au margrave de Bade :

« Paris, ce 25 février 1780.

« La requête, monsieur, que vous nous avez envoyée, comme étant présentée en notre nom à son altesse monseigneur le margrave de Bade, a été lue et approuvée par toute la société.

« Les objections dont vous nous avez rendu compte sont de deux sortes. La première, qui regarde les biens de S. A. en Alsace, nous paraît absolument levée par votre réponse, que nous approuvons tous. La deuxième, qui regarde la mutilation des œuvres de l'homme célèbre, n'est pas en notre pouvoir, quand elle serait dans notre volonté. Vous auriez pu vous rappeler qu'une des conditions de la vente qu'on nous a faite de ces manuscrits est que nous ne nous donnerons aucune liberté sur les ouvrages du grand homme. C'est lui tout entier que l'Europe attend, et si nous lui ôtions les cheveux noirs, ou blancs, selon l'opinion de chaque moraliste, il resterait chauve, et nous ruinés.

« La France, Genève, la Suisse, la Hollande, fourmillent des œuvres qu'on voudrait que nous retranchassions de cette édition. Il faudrait peut-être en effet qu'on s'y obstinât, si nous les imprimions séparément, comme on les donne partout; mais s'il se trouve dans soixante volumes d'œuvres complètes quelques passages ou même quelques morceaux entiers qui, en faisant le charme des uns, choquent l'austérité des autres, il est impossible à des éditeurs d'œuvres complètes de les en distraire.

« Je n'entends pas bien quel principe porterait un gouvernement à une telle rigueur. S'il détruisait par là ce qui lui déplaît, et si l'autorité de chaque administration avait une influence universelle, il y aurait une conséquence rigoureuse dans ces sortes de prohibitions; mais, comme en parcourant le monde, on change de mœurs, de goûts et d'opinions avec les derniers chevaux de chaque frontière, l'homme qui écrit pour tous, ou la compagnie qui

promet un célèbre auteur complet, ne peuvent se soumettre à aucune de ces restrictions particulières.

« Montaigne, qui s'imprime partout avec privilége, s'est bien donné d'autres libertés. Son chapitre de *la Boiteuse*, celui où il a inséré un vers portant un gros mot bien obscène et mis exprès par lui, pour être à son tour, dit-il, un livre de boudoir, n'ont jamais été retranchés de ses œuvres; l'éditeur qui voudrait aujourd'hui les soustraire serait déshonoré comme un sot, et personne n'achèterait son édition. Il doit en être ainsi de tous les grands hommes. Vous avez fort bien dit que toutes ces défenses, portant sur les blasphèmes et les écrits contre les mœurs, ont une latitude trop étendue pour qu'on s'y oblige sans spécification; cela ouvre trop de voies à la persécution. M. de Voltaire, le premier homme de notre siècle, avait ses opinions à lui. Il les exprimait avec toute la liberté philosophique et le goût exquis dont il a toujours été le modèle. Quel blasphème peut-il se trouver dans tout cela? Il a dit son sentiment sur tous les gouvernemens, sur toutes les sectes, et son grand système étant la tolérance universelle, on ne peut rien ôter à ce grand homme, qu'on n'affaiblisse tout son ensemble. Les contes de La Fontaine, avec des estampes, ont été imprimés à Paris avec *privilége du roi*, parce qu'il y a longtemps qu'on sent qu'il est absurde de défendre ce qui est dans les mains de tout le monde et ce qui fait les délices des gens de goût.

« La société pense donc que, quelque bien qui résultât pour elle de l'emplacement de Kehl, son premier bien est la sécurité dans ses travaux, et qu'elle doit préférer le prince assez philosophe pour attirer dans ses états le plus magnifique établissement de littérature, dont tout l'avantage est pour son pays, à l'administration assez rigoureuse pour balancer de si grands avantages par des considérations classiques ou de controverse. Nous pourrions être arrêtés au milieu d'une dépense de plusieurs millions, parce qu'un philosophe a badiné légèrement sur ce qu'on appelle *Cantique des Cantiques*, morceau par lui-même si étrange qu'on n'a jamais osé le faire lire à des yeux pudibonds et le faire entendre à des oreilles un peu chastes! Que deviendrait la philosophie? que deviendraient nos fortunes? Et combien les Anglais, les Hollandais, les Suisses, les Genevois et même les contrefacteurs français riraient de nous, en profitant de nos dépouilles, d'avoir été nous établir dans des états où l'on nous fait de si dures conditions, pendant qu'on nous offre, à quelques pas plus loin, toute la liberté dont on est bien sûr qu'une société formée sur d'aussi nobles principes n'abusera jamais!

« Remerciez donc, monsieur, toutes les personnes qui vous ont montré de la bienveillance; rendez grâce à son altesse, de la part de la société, pour la bonne volonté qu'elle a daigné vous témoigner; mais cet établissement est trop considérable pour que des obstacles de la nature de ceux qu'on nous oppose nous permettent de le fonder dans des états où on leur donne autant d'importance.

« Vous avez offert de n'imprimer les œuvres d'aucun auteur vivant, *benè sit;* de ne vous jamais prévaloir sur les terres du prince en Alsace, *benè sit;* de ne pas ajouter un mot aux œuvres du grand homme qui puisse choquer les opinions ou les mœurs très austères de notre siècle timoré, *benè sit;* mais nous ne châtrerons point notre auteur, de crainte que tous les lecteurs de

l'Europe qui le désirent tout entier ne disent à leur tour, en le voyant ainsi mutilé : *Ah! che schiagura d'aver lo senza.....* Et quels sots pédans étaient ses tristes éditeurs!

« Nous vous saluons tous, et moi qui me rends l'organe de la *Société philosophique*, je suis avec tous les sentimens que vous me connaissez, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Le margrave de Bade, voyant qu'il fallait absolument choisir entre des scrupules de moralité et les avantages de sa location de Kehl, apprenant d'ailleurs qu'un autre prince allemand, celui de Neuwied, paraissait disposé à s'arranger avec Beaumarchais, se résigna à faire capituler la morale et à laisser imprimer Voltaire sans mutilation. La vérité m'oblige à ajouter un fait qui n'est pas connu : c'est que Beaumarchais, assez semblable en cela à son patron Voltaire, tout en ne cédant rien aux scrupules moraux d'un petit prince allemand, ne manquait pas de complaisance quand la question de vertu n'était pas en jeu. Ainsi le même homme qui refusait d'abandonner au margrave de Bade la paraphrase du *Cantique des Cantiques* consentait, pour plaire à Catherine II, à cartonner la correspondance de l'impératrice avec Voltaire, qui par conséquent a subi des suppressions, et à s'imposer pour cela un supplément de dépenses dont je le vois solliciter en vain le remboursement dans une lettre au prince de Nassau, en date du 6 octobre 1790 :

« Je vous avais prié, mon prince, de savoir de sa majesté l'impératrice si elle avait donné quelque ordre au sujet du dédommagement équitable que l'on m'a garanti en son nom, lorsque j'ai promis à MM. de Montmorin et Grimm de mettre des cartons à tous les exemplaires de toutes les éditions de Voltaire aux endroits où sa majesté a paru le désirer. Je vous avais donné une lettre où ces détails étaient bien exprimés, où je marquais comme un fait avéré que nous avions été obligés de réimprimer 412,000 pages pour mettre toutes nos éditions dans l'état où elle les voulait; que cette dépense, jointe au remuage et travaux de reliure de cette immense collection, nous avait coûté plus de 15,000 livres. Depuis plus de deux ans, on ne m'a pas répondu un mot à ce sujet. »

Surveiller la fabrication, l'impression et la publication de ces 162 volumes (pour les deux éditions) tirés à 15,000 exemplaires, les introduire en fraude, à la vérité avec la connivence du pouvoir, mais sous le coup d'un danger permanent de prohibition, c'était une entreprise singulièrement laborieuse pour un homme déjà écrasé par tant d'autres occupations. Beaumarchais semble quelquefois plier sous le fardeau. « Me voilà, s'écrie-t-il, *obligé d'épeler sur la papeterie, l'imprimerie et la librairie.* » Cependant il apprend assez vite ce nouveau métier, et ce n'est pas une des parties les moins intéres-

santes de sa correspondance que celle où il discute de Paris avec son agent de Kehl tous les détails de cette immense opération. Cet agent, nommé Le Tellier, était un jeune homme très intelligent, qui avait beaucoup contribué à monter la tête à Beaumarchais et à le décider à entreprendre cette édition en se faisant fort de le débarrasser des soucis de l'exécution matérielle, mais il avait l'esprit un peu chimérique : il voulait rattacher à l'édition de Voltaire toutes sortes d'entreprises; il était de plus très susceptible et très impérieux avec ses subordonnés. Beaumarchais le dirige, le contient, l'adoucit, et se montre, dans l'abandon de ces lettres intimes, non-seulement plein de raison et souvent très spirituel, mais plein de douceur, de bonté, dominé en tout par un sentiment de loyauté commerciale dont il est impossible de ne pas être frappé.

« Paris, ce 10 mars 1780.

« Quand je vous écris, mon cher, c'est absolument comme si je vous parlais. Mon style est teint de la couleur de mon esprit, et vous devez me répondre comme lorsque nous conversons. Je ne vous ai point fait de reproches de négligence, mais peut-être de trop embrasser, et c'est la crainte de mal étreindre qui me ramène sans cesse à ces réflexions. . . . . .

« Tout ce que nous entreprenons se charge de vues pénibles, et nous ne marchons pas assez simplement pour aller au but dans les temps donnés. Comment voulez-vous, par exemple, que nous promettions pour les premiers mois de 1782 une édition qui n'a encore ni feu ni lieu en mars 1780, dont les moulins à papier sont à faire, les caractères à fondre, les presses à monter et l'établissement à former ?

« Voilà déjà un an de perdu, à peine nous reconnaissons-nous. Votre échantillon de papier numéro 3 est si médiocre, que c'est se moquer d'en vendre les exemplaires à 6 francs le volume. En se passant ainsi la médiocrité sur tous les points, à mesure que les obstacles se présentent, vous n'offrirez qu'une édition très inférieure au public mécontent, et j'avoue que cette frayeur qui me saisit au milieu des promesses que je fais à tout le monde et de l'espoir d'une belle chose qui m'avait échauffé le cœur, cette frayeur du médiocre, dis-je, empoisonne ma vie. Voilà du papier plus qu'inférieur pour l'in-8°; voilà des caractères qui, non lissés sur ce maigre papier, n'auront aucune grâce, et les libraires, offensés de notre éloignement à nous servir d'eux, vont nous accabler de sarcasmes et de reproches publics. J'avoue que je ne les soutiendrais pas... Je ne sais pas ainsi m'arranger avec moi-même et me contenter de moins à mesure que je vois la difficulté de donner plus. Ce n'est pas là ce que j'ai cru, et le comble du ridicule serait, je l'avoue, d'avoir embrassé une branche honorable, si elle était belle, pour être rangé dans la classe des vils imposteurs et spéculateurs en éditions, tels que je vois traiter et traite moi-même tous ceux qui trompent le public en cette partie. Si vous m'avez entraîné par ma confiance en vos lumières et ressources en ce genre de travaux, ne me laissez pas du moins tomber au-dessous de mes engagemens envers le public : vous auriez empoisonné une carrière qui n'avait nul

besoin de livres pour être honorable, et je serais désolé que le seul fruit de l'amitié que vous m'avez inspirée devînt aussi amer pour moi. . . . . .

« Échauffé par les facilités que vous m'avez montrées à faire une belle chose, honorable aux lettres et à moi-même, je me suis laissé engager sans connaître rien aux détails qui pouvaient accélérer, ou retarder, ou même anéantir le succès que vous vous promettiez. Tout le monde s'accorde à dire que vous n'aurez pas fini dans quatre ans, et quand je prends la parole pour combattre cette opinion, on rit et on dit : *Vous verrez, vous verrez.*

« Faire attendre est un mal, mais faire attendre pour donner du médiocre est cent fois pis. Je crains que vous ne vous flattiez, et ces mélanges de papiers médiocres me paraissent du plus mauvais augure.

« Je vous montre mon anxiété, parce qu'au milieu des occupations les plus graves et les plus tyranniques pour mon temps, cette affaire ajoute au mal qui m'enveloppe. Son exécution me paraît pénible, au point que je tremble pour les prédictions fâcheuses qu'on nous fait de toutes parts. Vous vous flattez que vos papiers s'embelliront en les manipulant, et moi, je vois que nous allons montrer la corde, dès le prospectus, en donnant pour modèle votre numéro 3 à 6 francs le volume.

« Après vous avoir dit tout ce que je crains, je reviens à l'encouragement. Ne vous passez rien sur la médiocrité, car c'est là où l'on vous attend; et sans tourner autour de petites espérances incertaines, prenez un parti net sur chaque chose, de façon que vous sachiez absolument à quoi vous en tenir, car la médiocrité est un mal auquel je ne consentirai jamais. . . . . »

Plusieurs lettres portent particulièrement sur le caractère intraitable de ce Le Tellier; les ouvriers qu'il emploie le nomment le *tyran de Kehl,* ils sont souvent mécontens et reviennent en France; de toutes parts, on se plaint de lui, et Beaumarchais s'évertue à lui enseigner comment on doit conduire les hommes.

« Paris, ce 21 mai 1781.

« ..... Les gens de Kehl, lui écrit-il, me paraissent bien enflammés contre vous. Il n'en faut pas plus quelquefois pour traverser la meilleure entreprise. Je crois que vous avez toujours rigoureusement raison; mais, de l'optique où je vous regarde, il me semble que la raideur de vos argumens et la fierté de votre maintien éloignent souvent de vous ceux qu'un peu plus de douceur vous conserverait. — Quelque opinion que j'aie de votre zèle et de vos talens, comme vous ne pouvez tout faire, l'art de vous conserver des adjoints pour aider à la besogne me paraît souvent vous manquer. Figurez-vous que je n'ai pas reçu une seule lettre, depuis que vous vous mêlez du Voltaire, qui ne m'apporte un reproche sur vous, soit qu'elle vienne de Paris, ou de Londres, ou des Deux-Ponts, ou de Kehl! Enfin, de quelque endroit que ce soit, je suis perpétuellement attaqué. Il est impossible de n'en pas conclure qu'avec la meilleure intention du monde vous vous isolez par je ne sais quoi de dédaigneux qui offense les hommes ordinaires, lesquels jugent toujours de l'homme par l'écorce. Vous me direz que ce n'est pas votre faute si vous êtes aussi mal entouré; mais je vous répondrai que la masse du

peuple et des ouvriers est la même partout, que partout on fait des établissemens avec des instrumens qui ne valent pas mieux que ceux que vous employez, et qu'en général tous les reproches qu'on fait de vous ont pour principe un air de supériorité dédaigneuse qui désoblige tout le monde. Cette inflexible hauteur est ce qui vient de perdre M. Necker (1). Un homme a beau avoir les plus grands talens : dès qu'il vend sa supériorité trop cher à ceux qui lui sont subordonnés, il s'en fait autant d'ennemis, et tout va au diable sans qu'il y ait de la faute de personne..... Ce que vous devez conclure de tout ceci, c'est que, modéré, conciliant et circonspect, je puis au moins vous servir d'exemple sur la manière dont on traite avec les hommes, et qu'il serait fort à désirer que chacun pût dire de vous ce que je suis déterminé à vous mettre toujours dans le cas de dire de votre serviteur et ami

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Il fallut trois ans à Beaumarchais pour organiser une entreprise montée sur un plan aussi vaste. Indépendamment des difficultés matérielles, il était nécessaire de faire un triage entre les nombreux ouvrages imprimés ou manuscrits attribués à Voltaire et dont plusieurs n'étaient pas de lui, d'élaguer ou de fondre ensemble les morceaux faisant double emploi (2), de recueillir la correspondance de l'auteur et de faire un choix parmi ses lettres (3). Cette direction littéraire de l'entreprise, comprenant à la fois la révision des manuscrits et des épreuves, la rédaction des commentaires et des notes, fut confiée à Condorcet, qui, au dire de La Harpe, s'en acquitta assez mal; il semble en effet que les commentaires de Condorcet ne sont pas merveilleux. Quant à Beaumarchais, il n'intervint dans cette partie du travail qu'avec une modestie et une réserve qu'on n'attendrait pas d'un éditeur-propriétaire et écrivain lui-même, pouvant avoir pour son compte des prétentions littéraires et se lais-

(1) Ce ministre venait d'être éloigné des affaires une première fois.

(2) Dans la préface du premier volume de l'édition de Kehl, les éditeurs déclarent qu'ils ont supprimé un *très petit nombre* de morceaux, restés, disent-ils, trop imparfaits pour que le respect dû à la mémoire de Voltaire permît de les publier. Il est certain qu'ils n'ont guère abusé de cette permission. En imprimant par exemple sous la rubrique de *philosophie* plusieurs rapsodies sans sel et sans goût, où le vieillard de Ferney, tombé dans une sorte de radotage païen, travestit et insulte de la manière la plus grossière le Christ et les martyrs, Beaumarchais n'a pas fait de tort au christianisme, mais il a grandement nui à Voltaire.

(3) Les lettres de Voltaire entraînèrent Beaumarchais plus loin qu'il ne pensait. Il avait d'abord le projet de faire entrer toute l'édition en soixante volumes in-8°; c'était le chiffre qu'il avait annoncé. La *Correspondance* exigea dix volumes de plus. Quelques souscripteurs s'en plaignirent; mais en général ce supplément fut bien accueilli. L'on peut affirmer aujourd'hui que dans cette volumineuse collection, la *Correspondance* est une des parties qui ont le moins vieilli et qui se lisent avec le plus d'intérêt autant à cause du talent charmant de Voltaire dans le genre épistolaire qu'à cause des renseignemens curieux que ces lettres nous fournissent sur l'homme lui-même et sur son siècle.

ser induire à parler souvent de lui à propos de Voltaire. Les notes de Beaumarchais sont très rares dans cette édition de Kehl; elles ne portent en général que sur des faits, mais elles sont parfois assez originales (1).

C'est seulement en 1783 (quoique le prospectus datât de 1780) que les premiers volumes de l'édition de Voltaire commencèrent à paraître. — Beaumarchais ne négligeait rien pour affriander les souscripteurs; non content de faire tout le bruit possible dans les gazettes étrangères (2), il inventa un procédé souvent imité depuis sous diverses formes : il offrit des primes en médailles et en loterie. Un fonds de 200,000 francs fut consacré par lui à former quatre cents lots en argent en faveur des quatre mille premiers souscripteurs, et quoique ce chiffre de souscripteurs n'ait jamais été atteint, la loterie annoncée fut exactement tirée aux époques fixées. Les deux éditions ne purent être terminées qu'en sept ans. Cette lenteur s'explique et par les nombreuses tribulations personnelles que Beaumarchais eut à subir durant cette période et par divers obstacles inhérens à l'opération elle-même. Il avait compté sur la protection du premier ministre, auprès duquel il jouissait d'une faveur marquée; mais M. de Maurepas mourut en novembre 1781, et l'éditeur de Voltaire perdit en lui un appui contre les attaques du clergé et du parlement. Le premier de ces deux corps se plaignit plusieurs fois au roi de la tolérance que témoignait le ministère en faveur des ouvrages d'un adversaire de l'église; le second ne poussa pas, je crois, le zèle jusqu'à une poursuite en forme. On fit cependant circuler une brochure très violente, intitulée *Dénonciation au Parlement de la Souscription pour les Œuvres de Voltaire,* avec cette épigraphe : *ululate et clamate.* Beaumarchais répondit à cette brochure dans les journaux étrangers en plaisantant sur l'épigraphe, et il n'en continua pas moins sa publication. La vérité est qu'à cette époque il ne se trouvait plus dans les âmes des gouvernans assez de convictions en aucun genre pour les pousser à une attaque sérieuse et suivie contre une entreprise dans laquelle Beaumarchais avait l'opinion pour complice. L'éditeur de

(1) C'est ainsi par exemple qu'en publiant les lettres de Voltaire où ce dernier s'occupe de lui sans le connaître, et le défend contre les odieuses rumeurs qui circulaient à l'époque de son procès contre Goëzman, Beaumarchais ne peut résister au désir de dire son mot à ce sujet. Voltaire écrivait à M. d'Argental : « Un homme vif, passionné, impétueux comme Beaumarchais, peut donner un soufflet à sa femme et même deux soufflets à ses deux femmes, mais il ne les empoisonne pas. » L'éditeur ajoute en note : « Je certifie que ce Beaumarchais-là, battu quelquefois par des femmes comme la plupart de ceux qui les ont bien aimées, n'a jamais eu le tort honteux de lever la main sur aucune. (*Note du correspondant général de la Société littéraire-typographique.*) »

(2) L'édition, étant légalement interdite, ne pouvait être annoncée dans les journaux français.

Voltaire eut seulement à combattre des tracasseries accidentelles, et il ne cessa de trouver des auxiliaires au sein du pouvoir lui-même. Il avait perdu M. de Maurepas, mais il avait conquis M. de Calonne et surtout le frère du ministre, l'abbé de Calonne, auquel il donnait de très bons dîners, et qui en revanche lui prêtait main-forte pour faciliter l'introduction et la circulation du *Voltaire*.

« J'ai l'honneur de vous adresser, monsieur l'abbé, lui écrit Beaumarchais en septembre 1786, une nouvelle lettre que nous recevons de Kehl, avec la copie d'une lettre de M. le garde des sceaux aux fermiers généraux, et celle d'une lettre des fermiers à leur directeur de Strasbourg, lequel, étant en ce moment à Paris, *peut prendre les ordres ou arrangemens nécessaires à l'introduction du Voltaire*. Sitôt que vous aurez quelque chose à m'apprendre à cet égard, ne me le laissez pas ignorer; j'ai la *preuve en main que c'est d'accord avec les ministres du roi* que j'ai commencé cette grande et ruineuse entreprise (1), qui me tient plus de deux millions en dehors, avec le risque affreux de les perdre. Il s'agissait alors de l'honneur de la nation et de l'émulation de plusieurs arts qui nous mettaient dans la dépendance de l'étranger. Aujourd'hui c'est une persécution qui n'a pas d'exemple, quoiqu'on m'eût bien promis qu'il n'y en aurait jamais. Vous connaissez ma tendre et vive reconnaissance.

« BEAUMARCHAIS. »

La persécution ne fut ni bien durable, ni bien sévère, à en juger par la lettre suivante, qui, en nous donnant la date exacte de la publication du dernier volume des *Œuvres complètes* de Voltaire, constate en même temps la connivence du gouvernement durant toute l'opération. Elle est adressée par Beaumarchais au directeur général des postes, M. d'Ogny :

« Paris, le 1er septembre 1790.

« Monsieur,

« Je ne pourrai plus vous offrir que de stériles remercîmens pour tous les bons offices que vous nous avez rendus dans les temps les plus difficiles. Ce volume de la *Vie de Voltaire*, que j'ai l'honneur de vous adresser, est le complément de notre ouvrage.

« Mais, monsieur, je n'oublierai jamais que, sans votre obligeante assistance, nous serions restés en chemin, et que, morts à la peine, nous n'aurions pu donner à l'Europe impatiente la collection des œuvres du grand homme. Cette audacieuse entreprise me coûte plus d'un million de perte en capitaux et intérêts; mais grâce à vous, monsieur, j'ai tenu mes paroles données, et c'est une consolation pour moi. Quelques accessoires arriérés occupent encore nos presses. Tout ce qui en sortira vous sera présenté, monsieur, comme un léger tribut de ma reconnaissance.

« Je vous salue, vous honore et vous aime,

« BEAUMARCHAIS. »

(1) En quoi consistait cette preuve? Je ne l'ai pas retrouvée dans les papiers de Beaumarchais.

Cette lettre et plusieurs autres prouvent aussi que de toutes les spéculations de Beaumarchais, l'édition de Voltaire fut une des plus malheureuses. Comptant sur un succès d'enthousiasme, il avait tiré à 15,000 exemplaires, et il eut à peine 2,000 souscripteurs. Soit que l'édition antérieure à la sienne, celle de Genève, par Cramer, bien que très incomplète, lui eût nui, soit que la lenteur de l'opération eût refroidi le public, soit que le fanatisme pour Voltaire fût déjà un peu tombé, soit enfin que l'état d'agitation dans lequel entra bientôt la France rendît les lecteurs moins disposés à une acquisition aussi coûteuse, toujours est-il que Beaumarchais se trouva en perte des frais énormes qu'il avait faits, et qu'après la dissolution de son établissement de Kehl, où il imprima encore une édition de Rousseau et quelques autres ouvrages, il lui resta pour tout bénéfice de son métier d'éditeur des masses de papier imprimé qu'il dut entasser dans sa maison du faubourg Saint-Antoine, et qui lui attirèrent plus tard des visites peu amicales du peuple souverain, persuadé que l'auteur du *Barbier de Séville* accaparait du blé ou des fusils, et tout étonné de ne trouver que des alimens ou des armes d'une nature purement spirituelle.

Le désagrément d'une spéculation manquée se reflète dans la correspondance de Beaumarchais au sujet de l'édition de Voltaire : il n'est pas toujours de bonne humeur, et comme c'est à lui que s'adressent de tous les points de la France des souscripteurs souvent peu polis ou injustes dans leurs réclamations, il entretient avec eux une correspondance *commerciale* qui parfois ne laisse pas d'être piquante. Voici, par exemple, un libraire de Versailles, M. Blaizot, qui lui transmet un billet écrit par un de ses cliens et ainsi conçu :

« Plusieurs personnes ont quinze nouveaux volumes de la suite de Voltaire, et on m'assure même que cette édition est complétée par Beaumarchais. Si cela est vrai, je vous prie, monsieur Blaizot, de me procurer la suite de ma souscription, l'argent est tout prêt. « H... »

Beaumarchais, qui était sans doute mal disposé en ce moment, trouve le billet de M. H. incivil, et répond par le billet suivant :

« Monsieur Blaizot, dites à H... qu'il aura ses quinze volumes quand la cessation des proscriptions permettra qu'on les livre à tout le monde. Si j'ai donné à quelques Français la préférence dangereuse de leur faire arriver de Kehl ces quinze volumes avant le temps, c'est qu'ils l'ont demandée d'un ton qui convenait à Beaumarchais. Je ne connais pas H..., mais à son style je juge que H... est l'initiale de *Huron*.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Ailleurs, ce sont des négocians de Bordeaux qui se souviennent

très tard qu'ils ont souscrit à la première livraison du *Voltaire*, et qui la réclament impérieusement. Réponse de Beaumarchais :

« MM. Betman et Desclaux, négocians à Bordeaux, sont de drôles de souscripteurs : c'est en avril 1791 qu'ils se réveillent en sursaut pour demander la première livraison des œuvres du grand homme, souscrites il y a douze ans, commencées il y a plus de sept ans, et achevées il y a plus de deux ans. Si cet ouvrage eût été relié en sucre ou en café, il y a longtemps que l'œuvre entière serait enlevée; n'importe, elle leur est due. . . . . »

Plus loin, c'est M. Laustin, qui se dit *président des traites foraines à Rethel-Mazarin en Champagne*, et qui traite Beaumarchais du haut en bas en lui demandant toutes sortes d'explications, bien qu'il ne soit qu'un souscripteur de troisième main. Réponse de l'éditeur de Voltaire :

« Paris, ce 4 août 1789.

« Il n'y a peut-être que vous, monsieur le président, qui ne sachiez pas ce que nous avons appris à l'Europe entière, il y a près d'un an, par la voie des gazettes étrangères, les françaises nous étant alors fermées : savoir que toutes les éditions du *Voltaire* sont achevées et en pleine livraison au dernier volume près, contenant sa vie et la table des matières qui sera distribuée à part.

« Il n'y a peut-être que vous, monsieur, qui ignoriez aussi que les deux loteries gratuites composant ensemble un présent de 200,000 francs fait par nous à nos souscripteurs ont été tirées publiquement à leurs époques, il y a plus de trois ans; que pour l'édition in-8°, tous les numéros portant un 4 à l'unité, et pour la deuxième édition in-12 tous ceux portant un 6 ont gagné des lots constatés en argent ou en exemplaires et qui sont payés à mesure qu'on se présente pour les recevoir.

« Il n'y a peut-être que vous enfin qui ne sachiez pas même qu'il reste à livrer aux souscripteurs de l'in-12 vingt-quatre volumes et non pas treize. On peut bien ignorer ces choses à Rethel-Mazarin en Champagne, quand on n'y lit pas les papiers publics; mais ce qu'on doit savoir en tout pays, monsieur, c'est qu'avant de donner des leçons d'équité aux autres, on ferait bien d'examiner si l'on n'a pas besoin soi-même de quelques leçons de prudence, de discrétion et de politesse, car ce n'est pas assez d'être président des traites foraines à Rethel-Mazarin en Champagne, il faut être honnête avant tout : c'est une chose convenue.

« Mais puisque, malgré vos *judicieux* mécontentemens, vous voulez bien me faire encore la grâce de vous dire mon serviteur avec les *sentimens les plus parfaits*, permettez-moi, pour n'être point en demeure avec vous, de vous assurer que je suis avec la reconnaissance la plus exquise de vos leçons,

« Monsieur le *président des traites foraines*, etc., votre très humble, etc.,

« CARON DE BEAUMARCHAIS,

« *Soldat citoyen de la garde bourgeoise de Paris.* »

Tel est le genre de conversation que Beaumarchais entretient avec

les souscripteurs impolis. « Jugez, monsieur, écrit-il à un autre, quelle figure fait une sortie comme la vôtre à travers une affaire aussi ruineuse que compliquée, et dont tous les engagemens ont été remplis avec une fidélité scrupuleuse. » Nous devons sans doute à quelque vivacité analogue de Beaumarchais éditeur, réclamant un quatrain inédit de Voltaire, ce billet assez bien tourné d'un littérateur du temps, Cailhava. Ce billet n'est pas daté, mais il s'applique évidemment à l'édition de Voltaire :

« Ma foi, mon confrère en Thalie, je vous l'ai déjà dit et je vous le répète, vous êtes un homme universel. Quand vous faites des drames, ils sont attendrissans; quand vous faites des comédies, elles sont plaisantes. Êtes-vous musicien? vous enchantez; plaideur? vous gagnez tous vos procès; armateur? vous battez les ennemis, vous vous enrichissez, vous discutez vos droits avec les souverains; amant? *vous êtes toujours le même;* enfin devenez-vous éditeur? vous l'êtes; oh! mais vous l'êtes comme tous les éditeurs ensemble, témoin la fin de votre billet. Je vous envoie le quatrain objet du traité, et suis, mon confrère en Thalie, votre très humble, etc.,

« CAILHAVA. »

Beaumarchais était bien en effet un homme universel, car c'est au milieu des tracas de sa vie d'agent politique, d'armateur, d'éditeur, de spéculateur en tous genres, c'est en suffisant à toutes les obligations qu'entraîne l'existence la plus répandue, qu'il trouvait encore le temps de consacrer une partie de ses soirées à légitimer le titre un peu suranné de *confrère en Thalie* que lui donne Cailhava. « Ce qui le caractérisait particulièrement, dit Gudin, c'est la faculté de changer d'occupation inopinément et de porter une attention aussi forte, aussi entière sur le nouvel objet qui survenait que celle qu'il avait eue pour l'objet qu'il quittait. » Beaumarchais appelait cela *fermer le tiroir d'une affaire.* Essayons de l'imiter en ce point; *fermons ici le tiroir* de l'édition de Voltaire et des spéculations en général, pour ouvrir celui des relations de société et des affaires de théâtre, à propos de cette comédie que tout le monde connaît, et qui est à elle seule un des grands événemens du XVIIIe siècle.

LOUIS DE LOMÉNIE.

BOLINGBROKE

SA VIE ET SON TEMPS.

DEUXIÈME PARTIE.[1]

VIII.

Voici donc Saint-John enfin ministre. L'histoire commence véritablement pour lui, et nous allons le mieux connaître. Jusqu'ici nous n'avons vu qu'à peine sa figure apparaître sur la scène, on sait de lui peu de chose encore, et nous avons prolongé un récit qui ressemblait peu à une biographie; mais peut-être la sienne, sans ce récit, eût-elle été moins bien comprise, et fallait-il montrer avec un peu de détail dans quel monde il devait se mouvoir, pour donner de la clarté et de l'intérêt au drame où il figurera désormais en principal acteur.

On raconte qu'il prétendait à quelque ressemblance avec Alcibiade, et des écrivains ministériels, le servant selon son goût, ont essayé par occasion de faire de Harley un Périclès. Le parallèle était encore plus hasardé, et Saint-John n'y aurait pas souscrit. Lui-même, peut-on se le figurer, quand il buvait avec Swift et Prior, semblable au jeune homme *couronné de violettes* qui vient avec tant de grâce et de passion troubler le banquet de Socrate, et la fameuse Gumley représente-t-elle à l'imagination l'éloquente Diotime? Swift a raison de dire que de ses deux modèles, Alcibiade et Pétrone, c'est

(1) Voyez la livraison du 1er août.

au second que Saint-John aimait encore le mieux ressembler. C'est dans les *Mémoires de Grammont* qu'il faudrait chercher des caractères et des exemples propres à nous donner une juste idée de ce côté de notre personnage; on ne sait plus même aujourd'hui comment redire dans une histoire ce qu'expriment parfois avec une vivacité naïve les mémoires du XVIIe siècle. Bornons-nous à quelques citations, sans oser y comprendre des vers qu'on lit dans Swift et qui caractérisent les goûts de celui que Swift appelle lui-même un *roué achevé, a thorough rake.* « Quand milord Bolingbroke fut fait secrétaire d'état, dit Voltaire, les filles de Londres qui faisaient alors la bonne compagnie se disaient l'une à l'autre : « Betty, Bolingbroke est ministre. Huit mille guinées de rente, tout pour nous! » Dans ses lettres diplomatiques à Matthew Prior, Bolingbroke lui-même parle d'un agent secret de la France, *le gros abbé Gautier,* qui lui avait promis son portrait : « Assure-le bien, ajoute-t-il, que je le placerai parmi les Jenny et les Molly, et que je le préférerai à elles toutes. » Mais c'en est assez sur une partie de son histoire que l'histoire doit oublier. Ce n'est pas que ses goûts ardens et frivoles, ce n'est pas que quelques souvenirs des temps et des idées de Hamilton et de Saint-Évremond n'aient pu influer sur sa politique comme sur sa philosophie. Ce que les Anglais recherchaient tant alors, l'esprit, *wit,* était regardé comme incompatible avec le puritanisme, et une certaine licence d'imagination et de pensée était requise pour n'être pas un sot, quand on était du bel air, suivît-on le parti de la haute église. La littérature, peu sévère jusque-là, commençait à peine à s'épurer; mais elle était très goûtée et ne déparait ni un courtisan ni un homme d'état. Harley savait bien le grec, et Saint-John, à défaut de grec, se piquait d'être bon latiniste. Tous deux s'entourèrent de poètes et d'écrivains, et leur demandèrent plus que de les divertir et de les louer : ils leur demandèrent de les servir, se laissant conseiller par eux en même temps que par eux ils se faisaient défendre. Saint-John surtout eut fort à cœur de faire coopérer la presse et le gouvernement, et il entendit à merveille l'art d'employer l'une à l'avantage de l'autre.

Dans les pays libres, les affaires, en même temps qu'elles se font sur leur véritable terrain, dans les conseils, les assemblées, les camps, les congrès, sont comme répétées sur un autre théâtre, celui que la presse dresse devant le public. La pièce se joue deux fois, ou plutôt il y a la réalité et puis la représentation; mais celle-ci à son tour réagit sur celle-là par les idées et les passions qu'elle donne au public, et elle devient quelquefois ainsi la première des affaires de l'état. Saint-John ne l'ignorait pas plus que Harley. Le mouvement d'opinion qui avait facilité leur retour au pouvoir était l'ouvrage

de la chaire et de la presse beaucoup plus que de la tribune. Quoique justement confiant dans sa puissance oratoire, Saint-John ne négligea donc pas d'autres secours. Il arma sa politique de pamphlets et de journaux, et nul ministère peut-être n'avait encore été plus discuté et mieux défendu. Rien qu'en analysant les innombrables publications qui parurent de la fin de 1710 à l'avénement de George Ier, on retrouverait toute la série des événemens, toute la suite des affaires, et ce morceau d'histoire littéraire serait un fragment tout fait de l'histoire du gouvernement; ce serait le drame écrit, doublure du drame joué.

Au commencement du XVIIe siècle, la liberté de la presse existait effectivement en Angleterre, non pas cette liberté complète, légalement garantie, que nous y voyons régner aujourd'hui et qui étonne encore ceux-là même qui s'y croient les plus accoutumés, mais une liberté de fait, suffisante pour la discussion des affaires publiques. Depuis 1693, toute nécessité d'une autorisation préalable pour imprimer, toute censure avait cessé d'exister. Les juges s'obstinaient bien à prétendre qu'une critique dirigée contre le ministère l'était contre le gouvernement, conséquemment contre la reine, et constituait un libelle dans le sens de la loi, et c'étaient les juges qui en décidaient, non les jurés, réduits au droit de constater le fait de publication ou l'exactitude des extraits; mais cette jurisprudence redoutable était rarement appliquée, parce que les poursuites étaient peu fréquentes, les formes de l'instruction criminelle et l'absence d'un ministère public ayant de tout temps rendu difficiles en Angleterre certaines oppressions par la voie judiciaire. Ce qui était bien plus à craindre, c'est l'intervention des chambres de parlement. Elles s'arrogeaient le droit non-seulement, ce qui se fût compris, de condamner et de punir les écrivains qui attaquaient leurs priviléges ou l'honneur de leurs membres, mais de flétrir et d'expulser ceux de ces membres qui avaient abusé de la presse, de déclarer séditieuses les publications qui leur semblaient telles, d'ordonner qu'elles fussent brûlées, et d'en mettre les auteurs à la disposition du pouvoir royal. Mais enfin ces coups d'autorité ne revenaient que de loin en loin. D'ailleurs, au temps passé, un fait général dont nous n'avons plus l'idée était singulièrement favorable à la liberté réelle : c'était l'imperfection de la police. Rien n'était plus facile alors, et particulièrement à Londres, que de dissimuler le nom d'un auteur et souvent d'un imprimeur. Les écrits politiques étaient pour la plupart anonymes ou pseudonymes, et la découverte de leur véritable origine n'était point facile à la justice. Tous les partis ayant besoin, chacun à leur tour, de la protection du secret, respectaient le voile dont se couvraient leurs adversaires. D'autres moyens de dissimula-

tion propres à rendre vaine l'action judiciaire étaient communément employés. On ne désignait point par leurs noms ceux que l'on attaquait; les blancs, les initiales, les trois étoiles, les noms altérés ou contrefaits, les sobriquets épigrammatiques, les fictions, qui transportaient dans un cadre imaginaire les personnages et les actes du monde réel, toutes les ressources de l'allégorie satirique, toutes les rubriques de l'art des Aristophanes, servaient à garantir la licence et l'impunité. Les journaux proprement dits, les gazettes, se livraient à peine à la discussion politique; mais des pamphlets sérieux et quelquefois d'un vrai mérite paraissaient en grand nombre. On commençait à créer des recueils périodiques; enfin des multitudes de pièces détachées en prose et en vers, familières, mordantes, bouffonnes, injurieuses, cyniques, se vendaient sur la voie publique, et du nom de la rue où elles étaient imprimées on les appelait des *Grub-streets*. On menaça plus d'une fois ces sortes de publications de mesures répressives ou fiscales; mais ce ne fut qu'au mois d'avril 1712 qu'un acte qui frappa d'une taxe d'un *penny* par demi-feuille tous les journaux et pamphlets vint restreindre les publications à bon marché, quoiqu'il ne les supprimât pas. On peut donc dire que la liberté politique de la presse existait de fait sous la reine Anne, sauf une seule restriction importante et qui paraît étrange aujourd'hui, quoique en droit elle subsiste encore : il était défendu de rendre compte des débats des deux chambres, et la défense était observée.

Les Anglais appellent encore le temps de la reine Anne leur âge d'Auguste. Nous serions assez de l'avis de lord Brougham, qui place un peu plus tôt leur véritable âge d'Auguste, *true Augustan age*. Cependant, à quelque époque que ce nom soit donné, il paraît bien ambitieux quand on pense à Horace et à Virgile, et qu'il faut les comparer à Pope, à Prior, à Gay, à Congrève; mais on devient plus tolérant au souvenir des prosateurs excellens qui ont alors fixé la forme de la langue anglaise, Shaftesbury, Swift, Addison, Bolingbroke. Quel que soit au reste leur mérite, la plupart, sortant du paisible monde des lettres, consacrèrent leur plume à la politique. On pourrait presque dire que les plus éminens se firent journalistes; c'est du moins en relisant leurs œuvres qu'on verrait retracée avec le plus de relief et de vérité l'orageuse administration de Harley et de Saint-John. Ce serait un tableau littéraire et politique très intéressant à reproduire dans son ensemble; nous ne pouvons ici que l'esquisser légèrement,

Lord Somers était souvent intervenu, sans se nommer, dans les controverses des vingt dernières années, et les ouvrages qu'on lui attribue se reconnaissent à la droiture de sens et à la fermeté d'esprit. Il écrit du ton de l'homme d'état; mais les infirmités précédaient pour lui la vieillesse, et il allait peu à peu se retirer de la

scène. Parmi les écrivains qui se partageaient l'attention publique, nous distinguerons De Foe, Steele, Addison et Swift.

On connaît De Foe par *Robinson Crusoe,* comme Swift par *Gulliver;* en France du moins, on ne sait guère que cela. Ni l'un ni l'autre en 1710 n'avait acquis encore son principal titre à la renommée littéraire, et cependant le premier était déjà en possession d'une célébrité que le second allait atteindre bientôt et dépasser. De Foe est l'auteur de nombreux récits où, comme dans *Robinson*, la fiction est merveilleusement revêtue des apparences de la réalité : son talent, c'est le naturel; mais De Foe est aussi un écrivain politique, et c'est comme tel qu'il a publié plus des neuf dixièmes des deux cent dix ouvrages qu'on met sur son compte. Né presbytérien, fils d'un boucher de Londres, élevé dans le petit commerce de cette ville, malheureux et ruiné par les divers trafics qu'il avait essayés, soldat volontaire dans l'armée de Monmouth, whig bourgeois, libéral de boutique, il commença à écrire à vingt ans contre Jacques II. La révolution le transporta de joie; mais il resta obscur et misérable avec tous ses pamphlets, feuilles légères, vers de circonstance, jusqu'au jour où il publia son *Véritable Anglais* (*True born Englishman,* 1701), dont on vendit quatre-vingt mille exemplaires. C'était une défense de Guillaume III, qui en fut touché, voulut voir l'auteur, le prit en gré, et lui fit espérer sa protection. De Foe redoubla d'ardeur et de fécondité. Il écrivit sur toutes les questions, sur tous les événemens, et il écrivit avec force, avec clarté, avec bon sens, d'un style bien anglais, mais peu élégant, peu élevé, et qui n'est pas toujours correct. Il n'affecte ni la délicatesse ni la profondeur; il n'a ni grande politique ni grande littérature, mais une verve intarissable, de la logique, de la franchise et du courage. Dévoué au roi et aux principes de la révolution, il les défend avec opiniâtreté, et il y croit assez pour ne pas soupçonner aisément que l'esprit de l'un et de l'autre cesse d'animer le pouvoir, ce qui fait qu'il se méprend parfois, et défend le gouvernement en lui prêtant ses opinions, parce que le gouvernement devrait les avoir. La grande et irritante question de la conformité occasionnelle le passionna plus qu'aucune autre. Dissident lui-même et chrétien fidèle, il la traite en vingt écrits du point de vue de la tolérance, et la *haute volée* ecclésiastique n'a pas d'ennemi plus acharné. Un de ses pamphlets, *le Moyen le plus court pour en finir avec les dissidens* (1703), émut vivement le public. C'était une exposition des doctrines d'absolutisme ecclésiastique d'après Sacheverell et ses patrons, où, poussant avec ironie leurs principes à l'extrême, il trompa d'abord ses lecteurs, et même un peu l'université d'Oxford. Cependant, comme tout le monde n'était pas dupe, on rechercha l'auteur, car l'ouvrage était anonyme, et quand on découvrit

son nom, il y eut clameur contre lui. La chambre des communes ordonna que l'ouvrage fût brûlé, et De Foe, activement poursuivi par les soins de lord Nottingham, fut saisi, traduit aux assises d'Old Bailey, condamné au pilori et à la prison pour le temps qu'il plairait à la reine (1703). Il composa une hymne au pilori, ode ou satire piquante, fière, indignée. Enfermé à Newgate, il ne cessa pas d'occuper le public. C'est là qu'il conçut l'idée de *la Revue,* recueil périodique qu'il composait à lui seul et qui parut pendant neuf ans, sans que l'auteur interrompît pour cela le cours de ses publications détachées. La seconde année de sa détention, il reçut un message de Harley; celui-ci, qui avait remplacé lord Nottingham, demandait au prisonnier ce qu'il pouvait faire pour lui. Comme on sait, il ne pratiquait pas pour son compte l'intolérance religieuse, et laissant son parti poursuivre les dissidens en masse, il les protégeait en détail. Le ministère d'ailleurs était modéré. La reine cependant ne se laissa pas d'abord attendrir : elle refusa à De Foe sa grâce en envoyant un secours à sa femme; mais Godolphin s'étant joint à Harley, tous deux obtinrent la liberté de l'écrivain vers la fin de 1704. Celui-ci fut même, quelque temps après, employé par le gouvernement. Il ne cessa pas d'imprimer; seulement ses obligations nouvelles commencèrent à mettre un peu de gêne dans sa polémique. Fidèle à sa reconnaissance pour la reine dont il voulait ignorer les préjugés, pour Harley dont il palliait les torts, il continua de soutenir les mêmes principes, de combattre les mêmes ennemis, en ayant soin d'épargner le gouvernement. Il ne déserta ni la cause de la tolérance, ni celle de la révolution, ni la gloire de Marlborough; mais, avec des principes whigs, il ne s'enrôla pas dans le parti whig, et grâce à quelques distinctions, à quelques réticences, il écrivit à sa mode et fit la guerre pour son compte. Son talent se soutint sans s'élever. Il y a beaucoup de remplissage dans ses œuvres, une facilité remarquable, de la fécondité sans éclat, de la chaleur sans éloquence, rien de supérieur, rien d'exquis, mais une certaine égalité d'intelligence, de raisonnement et d'entrain, qui se retrouve en toutes circonstances et sur tous les sujets. Au moment de la formation du second ministère de Harley, le rédacteur de *la Revue* se trouvait engagé dans la lutte la plus vive contre la haute église. Le procès de Sacheverell avait exalté les passions; la multitude insultait ses adversaires. De Foe, menacé de toutes les manières, avait fait tête à l'orage et dénoncé comme un complot factieux les desseins des tories. Or, l'artisan du complot était son protecteur, peut-être son corrupteur, Harley. L'embarras dut être grand pour De Foe. En attaquant ce qu'il n'aimait pas, l'église, le torisme, les Stuarts, les catholiques, il était habitué à avoir pour soi le gouvernement, et même comme on disait alors, la cour. Il aimait cette posi-

tion, et le moment de la quitter n'était pas celui où il voyait le gouvernement et la cour représentés par l'homme qui l'avait tiré de prison. Après tout, le pouvoir n'est jamais tout à fait une faction; il a des intérêts permanens, identiques à ceux de l'état, et le prudent Harley en particulier ne demandait pas mieux que de se poser en arbitre entre son parti et ses adversaires. Cette tactique allait à l'esprit et sans doute aux intérêts de notre écrivain. On le devina, car il parut avec un grand succès un pamphlet, intitulé *Fautes des deux parts,* qu'on attribua d'abord à Harley, puis à De Foe. Il n'était ni de l'un ni de l'autre; mais il pouvait à tous deux leur servir de programme. De Foe, avant de se prononcer sur la politique, chercha un terrain neutre. Les fonds avaient baissé; le monde financier était pour le ministère whig. Soutenir le crédit public est toujours œuvre de bon citoyen. De Foe écrivit pour dissiper les alarmes qui le déprimaient, et trouva moyen de seconder ainsi les nouveaux ministres sans dire aucun mal de leurs prédécesseurs. Deux écrits qu'il donna sur ce sujet étaient faits avec assez d'intelligence pour qu'on les ait crus de Harley lui-même, et qu'ils aient été imprimés sous son nom. Ainsi commença la nouvelle phase de la vie de De Foe comme pamphlétaire. Nous le verrons suivre avec sa verve accoutumée le cours de cette incohérente polémique, se ménager, se compromettre, attaquer dans ses doctrines le parti des ministres, en exceptant les ministres, s'obstiner à ne voir qu'un côté de la politique de Harley, tory pour les whigs, whig pour les tories, et sans abandonner ses opinions ni même ses passions, déserter ou combattre ceux qui les partagent, pour aider ou justifier leurs adversaires. On n'oserait affirmer que l'intérêt privé, la lassitude d'une position précaire, la crainte de nouveaux dangers personnels n'aient été pour rien dans un manége si compliqué; pourquoi n'y pas voir aussi un besoin de bon citoyen, d'honnête bourgeois qui répugne à donner tort au gouvernement de la révolution, et cède à la séduction naturelle d'un certain rôle d'impartialité? On aime aisément à signaler toutes les fautes, à éviter tous les excès, et on finit par encourir toutes les inimitiés. De Foe eut dans la presse le sort de Harley dans le gouvernement. C'est dire qu'il ne fut jamais le journaliste de Bolingbroke.

Avec *la Revue,* deux recueils périodiques se partageaient l'attention générale; *l'Observateur,* par Tutchin, écrit en dialogues, où ne manque pas l'injure personnelle, et *le Babillard* (*the Tattler*), par Richard Steele, plus modéré, mais dont l'esprit est le même. Tous deux étaient inspirés par la politique whig, et Steele avait la fidélité et la violence d'un homme de parti. Sous le ministère de Godolphin, il avait été choisi pour diriger *la Gazette de la cour,* le journal officiel du temps, et on l'avait en même temps pourvu d'une place de

commissaire du timbre. A la chute de ses patrons, il renonça à *la Gazette* et garda sa place; il donna tous ses soins au *Tattler*, fondé depuis un an, et qui paraissait tous les deux jours. Ce recueil, premier essai d'un genre nouveau, eut le plus grand succès, et il est resté dans la littérature anglaise. J'ignore si on le lit, mais on le cite encore. C'est bien plutôt un journal de mœurs qu'un pamphlet politique, une de ces sortes d'ouvrages que Johnson place entre la comédie et les caractères, entre Molière et La Bruyère. La politique ne s'y rencontre guère que par voie d'allusion et plutôt sous la forme de la satire générale. Steele commença le *Tattler* sous le nom d'Isaac Bickerstaff, pseudonyme déjà mis à la mode par Swift dans ses *Prédictions pour l'année* 1708, et qui devint tout à fait populaire. Des portraits crayonnés avec gaieté, avec malice, de l'esprit, non du plus fin, non du moins piquant, un style de bonne qualité, une certaine fermeté de manière qui n'évite pas toujours la lourdeur, caractérisent Steele et son œuvre. Il la soutint avec beaucoup de fécondité, quelquefois aidé par Swift lui-même, plus souvent par l'habile écrivain dont l'amitié illustre sa vie. Addison enrichit le *Tattler* de plusieurs articles remarquables, et se découvrit ainsi le talent dont il devait laisser un impérissable monument. Addison n'avait encore rien publié d'éminent, et cependant la dignité et la modération de son caractère, la solidité de ses principes, la supériorité de sa conversation l'avaient, du rang littéraire le plus modeste, élevé à une position respectée et placé fort au-dessus de ses égaux. C'était un whig décidé et sage; il avait rempli en Irlande les fonctions de principal secrétaire auprès de lord Wharton, il avait quitté les affaires avec son parti, et dans les prochaines élections si fort disputées, il fut sans conteste envoyé à ce parlement où il ne parlait pas. Il imposait à Swift, qui le ménageait. Il soutenait et contenait Steele, dont il estimait la constance et l'énergie. Addison est plus qu'un journaliste. *Le Spectateur*, qu'il fonda quand *le Babillard* eut cessé de paraître, durera autant que la langue anglaise. Il écrivit rarement sur la politique; mais, quand il le fit, on reconnut la main d'un maître : c'est du moins l'avis de Johnson, qui détestait ses principes. Sous la direction d'Addison, Steele se jeta bientôt dans la mêlée, en vrai soldat. Il est hardi, il est âcre, sa main est pesante et n'est pas toujours adroite. Supérieur à De Foe pour la culture intellectuelle, pour l'élévation des habitudes de l'esprit, il ne l'égale pas peut-être pour le naturel et le raisonnement; mais son talent est plus littéraire et n'est pas moins passionné. Sa haine était puissante et elle appelait la haine; celle d'une majorité appuyée d'une cour et d'un clergé ne lui fit pas défaut, et elle le poursuivit à outrance. Au temps où nous sommes cependant, il conservait encore une certaine retenue. C'était

la condition tacite à laquelle, par la médiation d'Addison et de Swift, il avait gardé sa place. Mais attendons-nous à le voir bientôt briser son dernier lien avec le gouvernement.

Tandis que le *Tattler* en effet se maintenait encore sur la réserve, Arthur Maynwering publiait *le Mélange* (*the Medley*), recueil auquel contribua Steele, et plus tard Oldmixon et Ridpath. L'esprit d'opposition s'y montra dans une polémique plus ouverte, et le gouvernement, comme on le voit, avait besoin d'être défendu. Il avait bien pour gazette le *Post-Boy* (*le Postillon*), auquel répondait le *Flying Post* (*le Courrier*), mais on y trouvait plus de faits que d'idées. *La Répétition* (*the Rehearsal*), fondée par Charles Leslie, n'était qu'un recueil de dialogues injurieux, dans le genre de *l'Observateur,* et plaidait violemment la cause de l'intolérance religieuse. C'eût été un défenseur compromettant pour un ministère, et d'ailleurs ce journal ne s'était pas soutenu. On songea donc à en créer un nouveau, et le 3 août 1710 l'*Examiner* parut. C'est Saint-John qui en eut la pensée. On assure que c'est la première fois qu'un journal de discussion politique se publia sous les auspices du gouvernement, et les libertés que celui-ci prit dès son début contribuèrent à la liberté de tous. La discussion devint plus franche, plus directe; beaucoup de détours et de ménagemens en usage furent abandonnés. Saint-John, qui contribua à la rédaction des premiers numéros, plaça tout de suite l'*Examiner* sur un pied de vive polémique. Une lettre à l'éditeur, où il attaque rudement la duchesse de Marlborough pour avoir travaillé contre la formation du ministère, provoqua les réponses d'Addison et de lord Cowper. Ce dernier écrivit à Isaac Bickerstaff, le rédacteur du *Tattler,* une lettre que nous pouvons lire encore, et il est curieux de voir comment, sous le masque de l'anonyme, un chancelier sortant de charge et un secrétaire d'état en exercice dirigent l'un contre l'autre l'arme de la presse. Saint-John abandonna bientôt la plume aux rédacteurs ordinaires, Matthew Prior, le poète, secrétaire d'ambassade à Ryswick, et le docteur Atterbury, théologien absolutiste, prédicateur habile, destiné à l'épiscopat. Tous deux étaient dans l'intimité de Saint-John, mais il est douteux que l'*Examiner* eût produit une sensation durable, si un combattant beaucoup plus redoutable n'en eût fait son instrument de guerre.

Jonathan Swift avait alors quarante-trois ans. D'une famille anglaise, il était né en Irlande, où il tenait le modeste vicariat de Larascore, dans le diocèse de Meath. Sa réputation n'était pas encore très étendue, quoique ses talens fussent fort appréciés des connaisseurs. Le fameux *Conte du Tonneau*, qu'il n'avoua jamais, avait paru sans nom d'auteur. Une sorte de plaisanterie sérieuse, le mélange d'ironie, de critique et de fantaisie qui plaît tant aux Anglais, la vivacité

des traits, la vigueur et la rapidité du style avaient recommandé à tous les bons juges cette singulière production si profondément empreinte du goût national. Comme Rabelais, l'auteur attaque, avec une liberté qui tourne à la bouffonnerie et effleure le cynisme, toutes les querelles théologiques, même toutes les dissidences religieuses; ses traits à travers les sectes atteignent les croyances, et Voltaire a pu le prendre pour un des siens. Le vrai paraît être que Swift, grand partisan de l'épiscopat, entendait conclure en faveur d'une foi légale, d'une église établie, liée étroitement à l'état, qui lui emprunte et lui prête de la puissance. Cette pensée ne fut pas clairement aperçue; la liberté du ton parut de la licence et scandalisa les âmes scrupuleuses, notamment la reine Anne, qui, malgré tant de sympathies politiques, ne voulut jamais faire de Swift un évêque, et se laissa longtemps prier pour lui donner un bon bénéfice.

Or Swift arrivait d'Irlande chargé de suivre à Londres quelques réclamations du clergé de ce pays, lorsque le ministère de Harley se forma. Jusque-là, sa politique avait été assez incertaine. Élevé parmi les whigs, lié avec Somers, à qui le *Conte du Tonneau* est dédié, avec Halifax, surtout avec Addison, il s'était, dans ses divers voyages à Londres, montré disposé à leur confier l'avenir de sa fortune. Il avait dans leur commerce conçu des espérances qui ne s'étaient pas réalisées. Leur gouverneur en Irlande, lord Wharton, l'avait mal accueilli. A Londres, lord Godolphin, encore ministre, le reçut avec sa froideur accoutumée, et Swift dévoua Godolphin et Wharton aux dieux infernaux, c'est-à-dire à la vengeance dont le talent dispose. Ulcéré et vain, il alla trouver le nouveau ministre et se présenta comme une victime de la dernière administration. Harley était accueillant et le plus grand prometteur du monde. Il recherchait les gens de lettres, non moins que Saint-John, leur pair en même temps que leur patron. Le cabinet annonçait pour l'église une politique qui allait à Swift, fort ecclésiastique s'il n'était fort chrétien. Swift prit son parti et se donna aux tories.

Il est aisé de savoir comment. Nous avons les éphémérides de cette partie de sa vie dans le *Journal à Stella*. On sait que cet homme singulier nourrissait un sentiment indéfinissable, et sur la nature duquel les doctes disputent encore, pour une jeune personne, Hester Johnson, qu'il avait emmenée avec une de ses compagnes en Irlande, et elles habitaient son presbytère en son absence seulement. Par parenthèse, il contracta également, en séjournant à Londres, un goût non moins énigmatique pour Esther Vanhomrigh, qui se prit de passion pour son génie. Partagé entre ces deux femmes, il les rendit toutes deux assez malheureuses. Pendant un temps, elles s'ignorèrent l'une l'autre; mais enfin il épousa la première, et la seconde en

mourut, suivie bientôt de sa rivale au tombeau. C'est bien le roman le plus étrange, si rien devait étonner de la part des hommes qui prennent leur imagination pour leur sensibilité. Quoi qu'il en soit, il nommait poétiquement l'une Stella, l'autre Vanessa, et pendant deux années il raconta les moindres incidens de sa vie de Londres à Stella, dans une correspondance presque quotidienne où il n'économisait pas les détails, sans compter deux relations par lui rédigées, l'une de la formation du cabinet de 1710, l'autre de son administration et de sa fin, plus un jugement sur sa conduite, sans compter de nombreux écrits où tantôt il expose, tantôt il discute, tantôt il se moque. On pourrait chercher la chronique secrète du gouvernement de 1710 à 1714 dans le *Journal à Stella,* qui n'offre pas cependant un intérêt continu; on y trouve bien du bavardage et d'innombrables petits faits de la vie usuelle qu'une excessive personnalité pouvait seule redire à une excessive affection. Les révélations curieuses, les anecdotes instructives, les traits de mœurs et de caractères sont assez clair-semés dans ces singuliers mémoires, et la lecture n'en est pas constamment amusante : c'est pourtant un précieux document historique.

Là, nous apprendrons que dès ses premiers numéros l'*Examiner* prit contre le parti du ministère tombé une vigoureuse offensive. La vivacité provocante de la rédaction fit du bruit, elle dépassait la mesure ordinaire de l'apologie officielle; mais, dans l'état des esprits, elle réussit. Cependant alors, pas plus qu'aujourd'hui, un ministre ne pouvait se faire journaliste. Après deux mois d'expérience, il fallut chercher un principal rédacteur. Swift commençait à se faire distinguer de Harley. Quoiqu'il vécût encore dans l'intimité des écrivains whigs, d'Addison, de Steele, de Rowe, il voyait sans cesse le ministre; il s'était lié intimement avec Érasme Lewis, son secrétaire. Déjà depuis deux mois, il avait publié deux satires, — deux vengeances : c'étaient un portrait du comte de Wharton, sanglant spécimen de la hardiesse injurieuse de son talent; puis une pièce de vers énigmatique, *la Verge de Sid Hamet,* c'est-à-dire la baguette de Sidney Godolphin, baguette magique dont il vantait ironiquement les miracles. Les premiers pas étaient donc faits. Le 31 octobre et le 1er novembre, Swift dînait avec Addison, et le 2 parut le quatorzième numéro de l'*Examiner;* l'article était de Swift. Il y exposait en termes encore modérés la situation et les chances du ministère, et commençait sa polémique contre le parti de la guerre, *multis utile bellum* (Lucain). C'était un jeudi; il était invité à dîner pour le lendemain chez Harley, qui l'engagea encore pour le dimanche. Dans l'intervalle, le samedi, il dîna encore avec Addison et Steele à Kensington; mais il fut invité pour le 11 chez Saint-John. Les attentions de ce nouveau protecteur le charmèrent : « Ne voilà-t-il pas qui est bizarre?

dit-il dans son journal; le père est un homme de plaisir qui court le mail (1), fréquente le café de Saint-James et les *maisons à chocolat,* et le jeune fils est principal secrétaire d'état; il m'a dit que M. Harley ne pouvait rien garder avec moi, tant j'avais l'art de le captiver. J'ai bien vu que c'était un compliment; je le lui ai dit, et c'était vrai. Pourtant c'est un peu fort de voir ces grands hommes me traiter comme un de leurs maîtres, et vos pantins en Irlande me regardaient à peine! » C'est que Swift était devenu le rédacteur en chef de l'*Examiner,* et il continua pendant sept ou huit mois à l'écrire presque tout entier. Ce recueil hebdomadaire prit dans ses mains une véritable importance. Un style excellent y relevait une forte discussion. On y trouvait avant lui plus de l'esprit que les Anglais appellent *wit;* on y trouva sous lui plus de l'esprit que les Anglais appellent *humour.* C'est la différence des traits piquans aux idées originales. Le docteur fit une franche guerre à ceux qui avaient été un peu ses amis, à Steele surtout qu'il finit par accabler; le seul qu'il ménagea, Addison, répondit par quelques feuilles d'un *Examiner whig* que le docteur Jonhson proclame supérieur, mais qui ne parut que cinq fois. « Swift se félicita, dit Johnson, de voir mourir celui qu'il n'aurait pu tuer. » Mais Addison se plaisait peu dans le combat, et l'irascible Jonathan resta à peu près maître du champ de bataille. « Le présent ministère a une difficile tâche, écrivait-il à Stella (20 novembre, v. s.), et il a besoin de moi. Autant que j'en puis juger, ils ont en vue le véritable intérêt du public; ainsi je suis content de les seconder de tout mon pouvoir. » Ce pouvoir était réel. Son talent véhément et sarcastique, qui se permettait tout, animé par une vanité colère, se déploya avec une licence et un succès qui le rendirent indispensable à sa cause et au cabinet. Tantôt grave, tantôt comique, mais prenant fort au sérieux son rôle et son influence, il devint le commensal habituel et le confident des ministres directeurs, et il se crut leur directeur à son tour. Il est probable que sa conversation originale leur fut aussi agréable que sa plume leur était utile; il dînait chez eux deux ou trois fois par semaine, mais surtout le samedi en petit comité chez Harley, avec Saint-John, Harcourt et lord Rivers : il les soignait, il les défendait, il les amusait; mais, indépendant d'esprit, il se tenait pour fier et pour exigeant; il leur parlait parfois avec rudesse et les querellait sur de petites choses, quand surtout elles touchaient à sa dignité ou à ses manies. Il est un des exemples les plus remarquables du caractère et de la position de l'homme de lettres dans les états libres, lorsqu'il se jette dans la politique, en restant exclusivement

(1) C'était l'emplacement d'un ancien jeu de mail, *Mall,* et une promenade qui longe le parc de Saint-James.

écrivain. Il devient très important aux yeux de son parti, plus encore auprès du gouvernement qu'il sert; mais cette importance, il en abuse, parce qu'il l'exagère; il la défend, parce qu'on la conteste; il obtient des ménagemens, même des caresses, sans être toujours considéré de ceux qui le flattent; il régente plus qu'il n'influe, gourmande sans persuader, sert en grondant, pense dominer en causant, agir en écrivant, se plaint de n'être pas assez écouté, et menace incessamment d'abandonner ceux qui se perdraient, dit-il, s'il ne les sauvait tous les jours.

« Le docteur n'est pas seulement notre favori, disait le garde du grand sceau Harcourt, il est notre gouverneur. » Il était surtout le lien entre les deux principaux ministres, et dès lors ce lien n'était pas inutile. On voit dans ses lettres que Swift aimait au fond le chancelier de l'échiquier plus que le secrétaire d'état; l'un avait plus de douceur et de liant dans le commerce, l'autre plus de verve et de piquant; là plus d'égalité, ici plus de vivacité; l'un blessa quelquefois Swift en lui offrant trop naïvement de l'argent et trop facilement des espérances qu'il ne réalisait jamais; l'autre, à la fois plus grand seigneur et plus homme de lettres, ne le contrariait qu'en le forçant à boire trop de vin de champagne, et en l'obligeant à des séances de table au-dessus de sa santé et de sa condition. Swift, qui trouvait Harley un peu trop whig et Saint-John un peu trop tory, les tempérait l'un par l'autre et leur faisait à tous deux du bien. Il finit par soupçonner que l'un avait plus de sagesse et l'autre plus de génie, puis il s'aperçut que leur différence de nature tournait à l'incompatibilité d'humeurs, et il désespéra enfin de les unir et de les sauver; mais dans les premiers mois il ne trouvait que profit et plaisir dans leur commerce. On ne pouvait se passer de lui. Il devait à ses rapports avec le gouvernement de vivre dans une société charmante. « Les ministres, écrivait-il, sont de bons et braves enfans pleins de cœur; je les traite comme des chiens, parce que je m'attends à en être traité de même. Ils ne m'appellent que Jonathan, et j'ai dit que je croyais qu'ils me laisseraient Jonathan comme ils m'avaient trouvé, n'ayant jamais vu un ministre faire quelque chose pour ceux dont il fait les compagnons de ses plaisirs; mais je m'en moque.» « Le diable soit du secrétaire (d'état) ! dit-il une autre fois : quand je suis venu le voir ce matin (31 octobre 1711), il avait du monde; mais il m'a dit de venir dîner chez Prior aujourd'hui, et que nous ferions toutes nos affaires dans l'après-dîner. A deux heures, Prior me prévient par un mot qu'il a un autre engagement. Le secrétaire et moi, nous allons dîner chez le brigadier Britton; nous restons à table jusqu'à huit heures, nous devenons gais; adieu les affaires. Nous nous quittons sans fixer un moment pour nous retrouver. C'est le défaut de tous les

ministres actuels : ils me tourmentent à mort pour avoir mon assistance, font reposer là-dessus tout le poids de leurs affaires, et puis ils laissent échapper toutes les occasions. »

IX.

La situation des choses n'était pourtant pas des plus simples. Il fallait satisfaire et contenir à la fois tout un parti. « Harley, disait Swift, est comme un isthme entre les whigs et les tories violens. » En écrasant de puissans adversaires, on devait éviter de s'en faire de nouveaux ; défendre la monarchie de 1688, ménager ses ennemis, maintenir la maison de Hanovre en s'appuyant sur des jacobites ; exciter et contenter la passion de la paix, en poussant la guerre avec une vigueur suffisante ; essayer enfin d'anéantir les amis de Marlborough, sans attaquer Marlborough, et de lui laisser son commandement en annulant son influence. Et toute cette tâche si compliquée devait être menée à bien par un ministère dont le chef apparent était un homme d'un esprit étroit, de formes rudes, sans pénétration, sans dextérité, car tel était Rochester. Mais Harley avait éminemment tout ce qui lui manquait, et cependant on doute que Harley eût réussi, même pour un temps, si Bolingbroke n'avait été ministre des affaires étrangères.

Saint-John, tombé du pouvoir, disait avec une certaine ingénuité : « J'ai bien peur que nous ne soyons arrivés à la cour (au ministère) avec les dispositions qui animent tous les partis, que le principal ressort de nos actions n'ait été le désir d'avoir dans nos mains le gouvernement de l'état, que nos principales vues n'aient eu pour objet la conservation de ce pouvoir, de grands emplois pour nous, de grands moyens de récompenser ceux qui avaient servi à notre élévation et de frapper ceux qui s'y étaient opposés ; » mais il ajoute : « Il est vrai cependant qu'à ces considérations d'intérêt privé et d'intérêt de parti, il s'en mêlait d'autres qui avaient pour objet le bien public, ou du moins ce que nous regardions comme le bien public. »

Nous dirons, d'après lui, comment on pourrait concevoir la politique générale dont il devint le principal instrument.

Celle de Guillaume III avait été une politique personnelle. Elle subordonnait le roi d'Angleterre au stathouder des Provinces-Unies, ou plutôt la grande pensée d'une nouvelle union d'états réformés, Angleterre, Hollande, Écosse, Irlande, union dont il aurait été le fondateur et le chef, d'une sorte de république protestante, rivale de la monarchie absolue et catholique de Louis XIV, dominait cet ambitieux esprit, et les forces, les partis, les institutions de son nouveau royaume, n'étaient pour lui que des moyens plus ou moins efficaces

et pliables dans ses mains pour réaliser ses grands desseins. Cette politique personnelle était guerrière. Les opinions et les passions des whigs s'y étaient accommodées, et le mouvement imprimé aux affaires par l'extension de la dette et la circulation des effets publics, par cette sorte d'activité commerciale que la guerre développe, avait rattaché à ce système tout ce qui spécule dans les grandes villes, tout le monde financier, *moneyed interest*, lié dès longtemps aux opinions des whigs. Tel n'était pas le monde foncier, l'intérêt territorial, *landed interest,* c'est-à-dire le fond permanent de la nationalité anglaise. Par leurs idées, leurs goûts et leurs calculs, les propriétaires des champs, surtout la classe moyenne des provinces, ne cherchaient ni les nouveautés, ni les aventures. Une politique conservatrice et pacifique était leur politique naturelle. Ils avaient pu accidentellement, par entraînement ou par nécessité, consentir à la révolution, acquiescer à la guerre; mais pousser l'une ou l'autre à outrance n'était pas de leur goût. Une réaction contraire s'était dès longtemps manifestée parmi eux. Or là était, aux yeux de Saint-John, l'intérêt continu et général de la société, le véritable esprit anglais, fidèle aux traditions de la monarchie et de l'église. C'est dans ce milieu qu'il fallait replacer le gouvernement, c'est sur ce point d'appui qu'il fallait le poser. Suivre ou plutôt conduire le mouvement qui ramenait ainsi l'Angleterre à elle-même, telle devait être la politique du cabinet de 1710; et si dans cette direction il se rencontrait, chose inévitable, avec le parti des rois exilés, si, comme on devait s'y attendre, les intérêts et les principes jacobites servaient cette politique ainsi qu'ils en étaient servis, il ne fallait pas repousser cette sorte d'auxiliaires, il ne fallait ni s'effrayer, ni se formaliser puérilement de leur secours. Tout au contraire, le moyen devait être accepté en faveur du but; le mouvement donné devait être suivi à tous risques; rien ne devait être exclu de ce qui pouvait rasseoir sur ses véritables bases le gouvernement national.

C'est quelques années plus tard que Saint-John donnait de sa conduite une explication systématique qui ressemble à ce qu'on vient de lire. Au moment de l'action, il pouvait bien appeler en aide à ses combinaisons de parti et d'ambition quelques idées générales, c'est un besoin de tous les temps pour les esprits distingués : on aime à trouver la maxime de ses actions; mais il est probable que les circonstances, les engagemens parlementaires, l'état de la cour, les caractères, les goûts, les antipathies, les doutes qui planaient encore sur la succession au trône, la possibilité d'une contre-révolution entrevue ou cherchée, l'intérêt de la défense, le besoin du succès, le désir d'une revanche, mille causes particulières enfin contribuèrent encore plus puissamment à déterminer et le langage et la marche du

cabinet, dont Rochester, Harley et Saint-John pouvaient, à divers titres, être regardés comme les chefs.

Tous les yeux étaient fixés sur les élections. Elles furent moins défavorables aux whigs qu'on ne devait s'y attendre. Les deux partis revinrent en force à peu près égale. C'était, dit-on, le vœu secret de Harley. Il n'aimait pas les majorités qu'il faut suivre sans regarder derrière soi. La servitude des partis compromet ceux qui la subissent, et il cherchait à s'y soustraire en les opposant les uns aux autres. Plus habile à les jouer qu'à les maîtriser, il aurait voulu contenir les animosités des vainqueurs, et surtout contre Marlborough. Du moins désirait-il rester étranger à tout ce qui serait tenté contre lui. « Pour ce qui regarde le grand homme, écrivait Saint-John, sa position future dépendra de lui-même. Les choses avaient été portées si loin, que nous ne reviendrons jamais à un pareil esclavage. Il faut qu'il abandonne ceux qui l'ont fait agir jusqu'à présent. Il est sage sans doute, et j'ose dire que c'est en dépit de son propre jugement qu'il s'est laissé entraîner dans les mesures violentes de cette faction; mais je ne répondrais pas qu'il ne se laissât entraîner encore. » En lui annonçant la formation du ministère, la reine avait prévenu le général en chef qu'il ne devait pas compter sur les remerciemens accoutumés du parlement. Du premier coup d'œil, l'homme d'état avait jugé sa situation. Dans une lettre très remarquable qu'il écrit à la duchesse, il annonce une patience à toute épreuve tant qu'il pourra servir, et il compte sur ses services pour prévenir ou grandir sa retraite. « Je sais bien, dit-il, qu'il faudra souffrir deux ou trois mois. » Contrarié même dans son commandement, il se résigna, ne voulant pas être accusé de quitter son armée par dépit politique et de préférer le pouvoir à la gloire. Fort du cordial appui du prince Eugène et de la confiance des Hollandais, il espérait encore s'imposer au nom de la grande alliance et du droit de la victoire. A son retour en Angleterre, il dissimula tout ressentiment; il évita les hommages du public, reçut les ministres avec courtoisie, et quand on le sondait pour l'attirer aux tories, qu'on essayait de le placer entre une rupture avec les whigs et le danger d'une accusation parlementaire, il répondait avec un calme impénétrable qu'il n'était d'aucun parti et ne servait que la reine et l'état. Anne entendit de lui le même langage. Dans une audience qu'il eut d'elle le 17 janvier 1711, il lui porta une lettre où la duchesse exprimait sa douleur d'être séparée de sa maîtresse. Il essaya d'obtenir que le moment où elle quitterait la cour fût ajourné. La reine ne répondit qu'en demandant qu'elle lui renvoyât la clé d'or. Lady Marlborough la lui renvoya le lendemain avec sa démission de tous ses emplois, hors le gouvernement du parc de Windsor qu'elle avait pour un certain nombre d'années. La du-

chesse de Somerset lui succéda comme maîtresse de la garde-robe (*groom of the stole*), et la garde de la cassette privée fut confiée à la fidèle Abigaïl.

Docile aux passions de son parti, Saint-John mit sous les yeux de la chambre l'état des affaires d'Espagne et les mesures ordonnées par la reine pour y relever l'honneur de ses armes. Après une campagne assez brillante, Stanhope avait été surpris par Vendôme à Brihuega et forcé de capituler avec son corps d'armée. La victoire de Villaviciosa, remportée deux jours après sur les troupes impériales, était venue réveiller le souvenir de la bataille d'Almanza, gagnée sur lord Galway par le maréchal de Berwick. Galway ou plutôt le comte de Ruvigny, Français réfugié, et Stanhope étaient whigs. On eut l'idée de s'enquérir du système de guerre suivi en Espagne; on trouva qu'il avait été prescrit ou accepté par le dernier ministère, et comme il n'avait pas réussi, le parlement décida, contre l'autorité de Marlborough, que ce système était mauvais, remercia publiquement le comte de Peterborough, qui l'avait combattu, et blâma lord Galway, qui l'avait proposé, lord Sunderland, qui l'avait approuvé.

La réaction marchait à grands pas sous les auspices d'un parti vindicatif. Déjà le ministère ne la contentait plus. Harley surtout était accusé de faiblesse ou d'arrière-pensée. Dans la majorité parlementaire, ces propriétaires de campagne, *squires*, hobereaux, gentillâtres, qui ont de l'indépendance et de la probité, mais nul discernement, nulle modération, et qui, s'ils tiennent aux conditions de la tranquillité publique, comprennent peu celles de la grandeur de l'état. toléraient impatiemment les ménagemens du cabinet pour lord Marlborough. Celui-ci, dont la souplesse égalait l'orgueil, renouvelait ses professions de désintéressement, désavouant tout, consentant à tout, fatiguant les whigs par son impartialité affectée, et parmi ses ennemis désarmant les sages, tandis qu'il enhardissait les violens. La reine avait grande envie d'être avec les derniers. Quand il lui disait qu'il était sans ambition, elle regrettait, disait-elle, de ne pouvoir le mettre à la porte en lui riant au nez. Les réunions parlementaires songeaient à chercher dans la gestion du général quelque motif d'accusation; mais les ministres, peu sûrs encore de la paix, ne croyaient prudent ni pour l'Angleterre ni pour eux de disgracier un chef toujours victorieux. Un gouvernement sensé ne se sépare pas volontiers d'une pareille gloire. On craignait au contraire que Marlborough dégoûté ne quittât son commandement, et Saint-John, qui avait avec lui de bons rapports, cherchait dans de secrets pourparlers les moyens de le séparer des whigs. Swift lui-même, si prompt à ressentir toutes les animosités de parti, ne croyait pas le moment venu d'éclater contre Marlborough. Dans l'*Examiner*, dont

il ne s'avouait pas l'auteur, il relevait bien en toute occasion ce que coûtaient à l'état et les triomphes et le triomphateur. Il opposait le compte de la reconnaissance romaine envers un général vainqueur au compte de l'ingratitude britannique, et il calculait que les frais de la première s'élevaient à 994 livres sterling, tandis qu'à la fin de 1710 Marlborough avait coûté à la seconde la modeste somme de 540,000. Dans le numéro 28, du 8 février 1711 v. s., il donna comme traduite du latin une prétendue lettre à Crassus après la conquête de la Mésopotamie, satire sanglante où chaque mot déchire celui dont elle proclame l'habileté et la gloire. Cependant Swift nous raconte que lord Rivers se plaignait devant lui que l'*Examiner* traitât trop poliment Marlborough, et il épuisait son éloquence pour persuader aux extrêmes tories d'être plus modérés ou plus patiens. Saint-John, qui les caressait beaucoup, ne pouvait non plus en cela se résoudre à leur complaire; mais leur mécontentement ne retombait pas sur lui : c'est Harley qu'ils accusaient, et la reine même, qui ne voyait guère dans la politique que les questions de personnes, commençait à se défier d'un zèle qui n'épousait pas ses antipathies. Avec l'autorité du ministère, celle de Harley aurait fini peut-être par s'ébranler, si un incident imprévu n'était venu la raffermir.

Un Français du pays des Cévennes, l'abbé de la Bourlie, frère du comte de Guiscard, lieutenant-général, avait compromis son nom et son état dans tous les dérèglemens de jeunesse qui commencent la vie des aventuriers. On disait même qu'il avait enlevé des religieuses, extorqué de l'argent par la torture, empoisonné une maîtresse qui le gênait, mérité enfin d'être pendu en effigie dans la capitale du Rouergue. Puis, reprenant son épée de gentilhomme, il s'était jeté parmi les révoltés du haut Languedoc, les appelant à la liberté civile et religieuse par des harangues imitées du Catilina de Salluste; c'est du moins ce qu'on lit dans ses mémoires. Cette entreprise ayant échoué, il s'était fait, sous le nom de marquis Antoine de Guiscard, accueillir à la cour de Savoie, encourager par le prince Eugène, et vers 1706 il était venu en Angleterre. Là il s'était adressé à Saint-John, alors secrétaire de la guerre, qui aimait les Français et ne haïssait pas les aventuriers, quand ils étaient hommes de plaisir. Une sorte d'intimité s'établit entre eux, et la vertu n'en fut pas le lien. Guiscard avait des besoins et des projets. Il pressa les ministres, et on lui donna à commander des régimens de protestans réfugiés qui formaient un corps de débarquement réuni à Torbay pour tenter une expédition sur notre littoral. Au moment de partir, on reconnut un peu tard que ses plans ne reposaient sur rien de sérieux, et comme lord Galway, qui guerroyait en Espagne, demandait du renfort, une partie du corps expéditionnaire fut dirigée sur le Portugal. A la ba-

taille d'Almanza (25 avril 1707,) Guiscard commandait un régiment de dragons qui fut taillé en pièces; puis il revint en Angleterre sans emploi et sans solde. Il commençait à être estimé ce qu'il valait. Il sollicitait une pension; c'était sous le précédent ministère, et, peu recommandé par sa liaison avec Saint-John, sa demande était restée sans effet. Quand il vit au pouvoir son ancien ami, il conçut plus d'espérance; mais tous deux s'étaient, dit-on, récemment querellés pour une femme. Faiblement appuyé, Guiscard obtint cependant une pension de 500 livres sterling, réduite aussitôt à 400, et mal assurée faute d'affectation sur aucun fonds déterminé. Dans son mécontentement, il songea à faire sa paix avec la France, ce qui n'était guère possible qu'en trahissant l'Angleterre. Il adressa à Paris des lettres dirigées par le Portugal qui revinrent dans les mains du gouvernement. On n'a jamais bien su ce qu'elles contenaient, probablement des avis en l'air et de fausses révélations. On le fit surveiller, entourer par des gens qui, en jouant avec lui, en buvant avec lui, pénétrèrent dans sa confidence. On sut qu'il avait voulu faire passer une lettre dans la correspondance commerciale d'un marchand de la Cité. Elle fut saisie; elle contenait des preuves de trahison flagrante, et le lendemain d'un jour où il avait été reçu par la reine pour lui demander l'augmentation et le paiement exact de sa pension, il fut, en vertu d'un mandat signé, selon l'usage, par le secrétaire d'état, qui n'était autre que Saint-John lui-même, arrêté dans le parc de Saint-James sous prévention de haute trahison. Les messagers de la reine le conduisirent à Cockpit (1), donnant les signes d'un violent désespoir (19 mars 1711). Dans la chambre où il fut retenu, il trouva moyen de se saisir d'un canif sans être vu de ses gardiens. Conduit bientôt devant un comité du conseil privé où siégeaient les principaux ministres, il montra d'abord une assurance effrontée; mais lorsqu'il vit qu'on lui représentait sa lettre, il demanda à parler en particulier au secrétaire d'état qui l'interrogeait. Saint-John lui répondit que cela était impossible; que, prévenu d'un crime, il devait s'expliquer devant tout le monde. Comme il s'obstinait, on sonna pour le faire emmener. « Voilà qui est dur, dit-il. Quoi! pas un mot! » Saint-John était assez loin de lui et hors de sa portée. Guiscard s'approcha de la table, et, se précipitant sur Harley, il s'écria : « Alors voilà pour toi. » Et il le frappa avec une grande force de deux coups de canif. La lame se brisa contre les os de la poitrine. Cependant Harley tomba. « Le misérable l'a tué! » s'écria Saint-John, et il tira son épée. Le duc de Newcastle en fit autant, et tous deux se jetèrent sur le meurtrier. Les gardes accoururent et le frappèrent à leur tour

(1) Près de White-Hall; c'était l'office du conseil privé.

pour s'emparer de lui, car il se débattait vigoureusement. Enfin on parvint à le dompter. Il poussait des cris de fureur et disait au duc d'Ormond, toujours en français : « Mylord, que ne m'expédiez-vous tout de suite? — Ce n'est pas l'affaire des honnêtes gens, lui répondit Ormond dans la même langue; c'est l'affaire d'un autre. »

Guiscard était grièvement atteint, il languit quelques jours, et après avoir plusieurs fois vu les ministres, à qui il ne dit rien que de vague et d'obscur, il mourut, mais, à ce qu'on prétendit, d'une blessure reçue par derrière dans sa lutte contre les officiers de police. Une loi fut rendue pour les exempter de toute poursuite, et l'on eut soin de bien établir que ce n'était pas le coup d'épée de Saint-John qui l'avait tué. Le mystère de toute cette aventure occupa beaucoup le vulgaire, qui croit toujours avec peine aux crimes fortuits et extravagans, et l'on essaya de découvrir quelque manœuvre de gouvernement dans les complots désespérés et le brusque attentat d'un forcené qui manquait de sens. Cependant ce qui domina dans le monde, ce fut un vif intérêt pour Harley. Au premier moment de sa blessure, qui pouvait être mortelle, il avait montré beaucoup de calme et de générosité. On reconnut bientôt qu'elle n'était pas dangereuse; mais il s'en était fallu de bien peu que le cœur ne fût percé. Harley resta malade quelque temps; toute la ville s'occupa de lui; on dit même qu'il prolongea les soins que son état réclamait, pour ajouter à l'effet de l'événement. Après sa guérison, il fut complimenté par les deux chambres, qui prirent cette occasion de recommander à la reine de se préserver des attentats des papistes, précaution très opportune après le crime d'un abbé défroqué, camisard d'occasion, mécréant par principe, renégat de toutes les croyances.

Le chancelier de l'échiquier n'était pas tout à fait rétabli, lorsqu'un second événement vint élever sa fortune au niveau de sa popularité, renouvelée par un péril récent. Rochester mourut à l'improviste (mai 1711). Délivré d'un chef inhabile et importun, Harley fut nommé lord trésorier et promu à la pairie avec le titre de comte d'Oxford et Mortimer. Le duc de Buckingham, cher à la haute église, malgré son libertinage d'esprit, fut président du conseil, et l'on donna peu après la charge de lord du sceau privé, vacante par la mort du modéré duc de Newcastle, à Robinson, évêque de Bristol, nomination singulière, qui devait, disait-on, rattacher à jamais le clergé au chef du cabinet. L'exemple ne s'est pas reproduit : il n'est pas d'usage que les évêques soient ministres. « Il est impossible, écrivait dans les premiers momens le secrétaire d'état à lord Raby, qui avait remplacé lord Townshend à La Haye, il est impossible de vous exprimer la fermeté et la magnanimité que M. Harley a montrées dans cette étrange circonstance. Moi qui l'ai toujours admiré,

jamais je ne l'ai admiré autant; un coup si soudain, une blessure si aiguë, la confusion qui s'ensuivit, ne purent changer sa contenance ni altérer sa voix. Vous serez étonné si je vous dis que les whigs de la chambre des communes, dans une occasion faite pour exciter l'indignation de tout homme qui prétend aux sentimens ordinaires d'humanité, ont eu l'air indifférent. Et quand l'affaire est venue à la chambre des lords, ils ont quitté leurs siéges, et ne pouvant pendre M. Harley, ils ont résolu de ne montrer aucun ressentiment contre Guiscard pour l'avoir poignardé. » C'est cependant de ce moment que les nuances qui distinguaient les deux ministres devinrent des ombrages, et les ombrages des ressentimens. Au moment de cette blessure, Harley était en perte d'influence. Or cette blessure, elle pouvait être destinée à Saint-John, ses amis du moins affectaient de le dire. Pourquoi avait-elle profité à la fortune de Harley? On avait parlé un moment d'une triple promotion à la pairie, dans laquelle tous deux auraient été compris avec Harcourt. Pourquoi une seule avait-elle eu lieu? En restant à la chambre des communes, Saint-John, plus mécontent qu'affaibli, plus maître de son action, demeurait seul en contact journalier avec le gros du parti : il était le ministre parlementaire; mais Harley attirait à lui cette sorte de suprématie attachée au gouvernement des finances et à la distribution des faveurs et des emplois. Or Saint-John était jaloux : c'est un trait constant de son caractère. « M. Harley depuis son rétablissement, écrivit-il au comte d'Orrery, n'a pas du tout paru au conseil, ni à la trésorerie, et très rarement à la chambre des communes. Nous qui passons pour être de son intimité, nous avons peu d'occasion de le voir et aucune de causer librement avec lui. Comme il est l'unique canal par lequel passe le bon plaisir de la reine, tout reste et tout doit rester dans une stagnation complète, jusqu'à ce qu'il lui plaise de se montrer et de rendre aux eaux leur courant. » Oxford aurait pu répondre que, s'il se réservait tous les priviléges de sa place, Saint-John cherchait à lui dérober tantôt le mérite de ses actes, tantôt la réalité de la direction. Par exemple, il avait soutenu ou insinué, contre les aveux de Guiscard mourant, que le coup de canif lui était destiné; n'était-ce pas pour s'attirer une popularité à laquelle il n'avait aucun droit? Quant au pouvoir effectif, que devait penser le lord trésorier, lorsque le 4 juin, trois jours après avoir prêté serment en sa nouvelle qualité, il avait la surprise de recevoir la demande de 28,000 livres sterling pour envoi d'armes et de marchandises au Canada? Cette dépense se rattachait à une expédition projetée sur cette partie du nord de l'Amérique, et Oxford a écrit que sa résistance à faire les fonds demandés irrita vivement Saint-John, qui lui apporta pour la vaincre un ordre exprès de la reine.

Il céda, mais, à l'en croire, il y avait là quelque opération illicite dans laquelle on a prétendu que mistress Masham était intéressée. L'expédition avait été concertée avec elle et conseillée à la reine par Saint-John, pour donner un commandement au brigadier Hill, frère de la favorite. Le secrétaire d'état s'était occupé avec un zèle tout particulier de ce projet, qu'il regardait comme son œuvre et qui eut l'issue la plus malheureuse (octobre 1711). Le revers fut très sensible au cabinet dont c'était la première entreprise, et qui, affrontant les reproches qu'il adressait aux précédens ministres, l'avait ordonnée, sans l'aveu du parlement. Saint-John, d'abord très mortifié, s'en consola dans l'intérêt de la paix. Quant à la spéculation qui lui est reprochée, on n'en sait rien que l'affirmation d'Oxford, qui impute au chancelier Harcourt d'avoir dit qu'un gouvernement ne vaudrait pas la peine d'être servi, s'il ne permettait de tels profits à ses serviteurs.

Comme Saint-John ne négligeait aucun moyen de se créer une clientèle propre et même un parti, il forma vers ce temps un club choisi, qui, sous l'apparence d'une réunion inspirée par le goût de l'esprit et des lettres, pouvait devenir une coterie dévouée. Les clubs étaient déjà fort à la mode. Le *Beefsteak-Club,* qui existe encore, avait été fondé en l'honneur du vin et de la bonne chère. *Kit-cat-Club,* quoiqu'il portât le nom d'un pâtissier célèbre par ses pâtés de mouton, était devenu, depuis 1699 que lord Somers l'avait fondé avec Prior et Congrève, une association politique animée de l'esprit des whigs. Le club du Cellier (*the Cellar*) appartenait à la même opinion. Bolingbroke se moque quelque part *des beaux esprits du Kit-cat et des sages du Cellar.* On parlait avec scandale d'une société mystérieuse qui, sous le nom odieusement équivoque de *Club de la tête de veau* (*Calve's head Club*), passait pour célébrer d'une manière peu monarchique le jour de la décapitation de Charles Ier. Enfin un véritable club politique, ou plutôt une réunion parlementaire où siégeait un tiers de la chambre des communes, s'était formé sous le nom de *Club d'octobre,* pour représenter et soutenir les principes les plus purs de la haute église. Dans cette société d'ultra-tories, qui se réunissait à la taverne de la Cloche, près de Westminster, abondaient ces *squires* si souvent décrits dans les romans anglais, ces gentilshommes de campagne (*country gentlemen*), grands amateurs de la bière nouvelle brassée *en octobre,* défenseurs de l'intérêt territorial, des doctrines de loyauté et presque d'absolutisme, sectateurs intolérans de l'orthodoxie anglicane. Là le ministère trouvait un appui, un aiguillon, un embarras. La prudence de lord Oxford y était souvent taxée de lâcheté ou de perfidie, et Saint-John, accueilli comme un jeune homme qui n'aurait demandé qu'à bien faire, allait

y dîner quelquefois avec William Bromley, et s'y ménageait une faveur bienveillante qui ne fit que s'accroître avec le temps. Son ardeur convenait au tempérament de l'assemblée. Les tavernes principales étaient chacune le lieu de réunion habituelle de quelque société particulière formée par une communauté d'opinion ou de goût. Londres était en outre rempli, à cette époque, de maisons à café et à chocolat (*coffee houses, chocolate houses*), très fréquentées du monde politique et littéraire. Ces cafés, qu'on imita bientôt sur le continent, étaient des lieux de conversation et de jeu, où les hommes connus, influens, vivaient pour ainsi dire en public. On y donnait les nouvelles, on y discutait les questions, on y écrivait des lettres et des articles; les orateurs et les auteurs s'y rencontraient avec les journalistes et les critiques. Là se traitaient des affaires de toutes sortes. Voltaire, qui, seize ans après, visita ces établissemens, en a décrit un semblable dans sa comédie de *l'Écossaise,* et tels furent les antécédens des clubs si nombreux qui aujourd'hui sont à Londres une des conditions de la vie sociale.

Le club que fonda Saint-John était plus choisi (juin 1711). Il devait éviter *l'extravagance du Kit-cat, l'ivrognerie du Beefsteak,* et prendre le titre de club des frères (*Brothers' Club*). C'est le nom que les membres se donnèrent entre eux, et leurs femmes mêmes, parmi lesquelles il y avait des duchesses, furent quelquefois appelées *sœurs.* La réunion, très recherchée, très élégante, au moins pour l'esprit, n'était que de douze en commençant, et ne devait jamais beaucoup s'étendre. « Elle a pour but, dit Swift, la conversation et l'amitié, et l'on n'y admettra que des hommes d'esprit et d'influence. » C'est là qu'auprès des ducs d'Ormond et de Shrewsbury, de Masham à cause de sa femme, et de Hill à cause de sa sœur, siégeaient, avec Swift et Prior, Arbuthnot, l'ami de Pope et le médecin de la reine, et sir William Wyndham, l'ami de Saint-John et son émule pour la grâce des manières, le goût du plaisir et le talent de la parole. Cette société intime, qui se réunissait tous les jeudis, qui faisait le fonds du salon de Saint-John et de celui de mistress Masham, ne fut pas sans action sur les affaires, et servit pendant un temps à tenir unis autour d'un centre commun des hommes qui auraient pu se partager entre les deux chefs du cabinet. Oxford y fut, dès l'origine, représenté par son fils, lord Harley; mais l'esprit de Saint-John y dominait. Toutefois, à côté de la politique, il y avait dans cette réunion, au moins pour certains membres, quelque arrière-pensée d'une fondation qui aurait pu ressembler à l'Académie française, et c'est de là que sortit le *Scriblerus' Club,* que Swift, Pope, Gay, Arbuthnot, ont rendu célèbre dans l'histoire de la littérature de leur pays.

Une rupture était impossible entre les ministres tant que la ques-

tion de la guerre ou de la paix n'était pas résolue. Il y avait entre eux un secret qui les unissait plus que ne les divisaient leurs caractères, c'était leur participation commune aux menées d'une diplomatie occulte qui sera bientôt expliquée. L'un ne pouvait éclater contre l'autre, qu'il ne sût à quoi s'en tenir sur le succès de leur périlleuse entreprise, et, sans mutuelle confiance, ils marchaient avec un accord apparent qui ne trompait pas la malveillance clairvoyante de l'opposition, mais qui suffisait pour rendre vains tous ses efforts. Swift, qui avait la confiance de tous deux, s'appliquait à éclaircir les malentendus, à prévenir les dissidences. Tous deux se disputaient sa conversation et son amitié. C'était à qui, lorsqu'on allait à Windsor, le mènerait avec lui, et il trouvait ces voyages charmans, quoiqu'il y constatât d'ordinaire que la reine ne le connaissait pas, et que leur protection avait peu avancé ses affaires auprès d'elle. Il se lia dans ce temps davantage avec Saint-John, qui, plus inquiet et plus irritable, avait besoin de paroles calmantes et de sages conseils. Oxford comptait sur le temps pour tout arranger. Il ne s'alarmait pas aisément, et lorsque Swift cherchait à éveiller sa sollicitude pour quelque affaire, même pour les siennes, il lui fermait la bouche avec ces paroles françaises : « Laissez faire à don Antoine. » Saint-John, quoiqu'il contînt ses impressions propres, ne dissimulait pas qu'il eût autrement conduit les choses, s'il avait été le maître; mais il ne l'était point : la reine ne le trouvait point assez animé contre les Marlborough. Mistress Masham n'avait de vraies conférences politiques qu'avec Oxford, au point qu'on se croyait obligé, pour détourner la médisance, de faire remarquer qu'elle n'était pas jolie. Saint-John cherchait à s'assurer de plus en plus le zèle de ceux que négligeait son chef. Il emmenait Swift à la campagne de Buckleberry, terre en Berkshire, qu'il tenait de sa femme, et s'y faisait admirer du docteur pour son aisance avec les gens de province et sa transformation en propriétaire rural. Swift prenait goût à voir se développer devant lui cette nature riche et flexible d'un gentilhomme propre à tout, et on lit, à quelques pages de distance, dans son journal, les lignes suivantes : « Lord Radnor et moi, nous nous promenions dans le mail ce soir, et M. le secrétaire nous rencontra, fit un tour ou deux, puis il s'échappa, et nous avons cru tous les deux que c'était pour aller ramasser quelque femme. » — « Je suis allé de bonne heure aujourd'hui chez le secrétaire, mais il était sorti pour faire ses dévotions et recevoir le sacrement. Bien des roués en font autant. Ce n'est point affaire de piété, mais de fonctions, pour se conformer à l'acte du parlement. » — « Je regarde Saint-John comme le plus grand jeune homme que j'aie connu. Esprit, capacité, beauté, promptitude à saisir, beaucoup d'instruction et un goût excellent; le meilleur orateur

de la chambre des communes, une conversation admirable, un bon naturel, de bonnes manières; généreux et méprisant l'argent. Son unique défaut est de prendre avec ses amis un ton plaintif, comme s'il était accablé du fardeau des affaires, ce qui a certain air d'affectation, et il tâche trop de mêler l'élégant gentilhomme et l'homme de plaisir avec l'homme d'affaires. Que peut-il y avoir en lui de vérité et de sincérité? Je ne sais. Il n'a que trente-deux ans, et il a été plus d'un an secrétaire d'état. »

Nous accorderons à Swift que, par le talent de l'orateur et la sagacité du diplomate, Saint-John était à la hauteur de ses fonctions. Ce n'est pas l'habileté qui manquait à sa politique, c'est plutôt sa politique qui aurait compromis son habileté. Rien pour les affaires ne vaut un bon jugement dans une âme honnête. Il y avait dans la conduite d'un ministre, tory par calcul et par goût plus que par principes, homme de parti par ses passions plus que par ses doctrines, obligé par position de défendre un établissement révolutionnaire en s'aidant des ennemis de la révolution, engagé d'honneur à la cause de la succession protestante, sans la résolution de rompre à jamais avec la succession opposée, appelé à faire la guerre en désirant la paix, à rechercher la paix sans faiblir devant l'ennemi, sans trahir des alliés, condamné à se garder de la majorité qui le soutenait, du général qui servait sa diplomatie, du chef même du ministère qui l'avait adoptée; il y avait, dis-je, dans une telle situation une fausseté et une complication qui défiait toute la dextérité du plus adroit, toute la prudence du plus sage, tout le courage du plus intrépide.

X.

Cependant il avait eu le mérite et le bonheur de s'attacher, dans toute cette confusion, à une idée simple, celle de la paix. Il croyait sincèrement que la paix était un grand bien, et que la paix était possible. Consciencieux sur ce point, lui qui ne l'était guère dans le reste, il se soutint par là, et crut que ce seul succès répondrait à tout. Si l'on ne juge ni ses motifs, ni ses moyens, on reconnaîtra que là était toute la moralité et toute la puissance de sa politique.

Dès l'année 1706, la France avait désiré la paix. Elle avait essayé de plusieurs médiateurs. Encore saignante du coup reçu à Ramillies, elle offrait des conditions modestes, l'abandon pour le duc d'Anjou des royaumes d'Espagne et des Indes, ou de toutes possessions en Italie, la concession à la Hollande d'une frontière protégée par cette ligne de places fortes qu'on appelait la Barrière; mais l'Angleterre et la Hollande suspectaient ou calomniaient la sincérité de

la France. Ses offres ou plutôt ses demandes furent repoussées. « Le succès de leurs armes, dit Torcy, les avait aveuglés au point de rejeter la paix que Louis XIV demandait aux conditions même les plus dures. »

Lorsqu'on négocie les armes à la main, on ne renonce pas en traitant à combattre ses ennemis, à leur nuire du moins et à les diviser si l'on peut. On est donc toujours exposé au reproche de mauvaise foi, surtout si l'adversaire est fier et jaloux. Lorsqu'en 1709 Louis XIV demanda à traiter, qu'il envoya presqu'à tout risque Torcy, son ministre, à La Haye, il était réduit à la dernière extrémité; une paix glorieuse, trop glorieuse pour la grande alliance, semblait facile. Le vieux roi consentait à abandonner son petit-fils, à traiter sans lui, il ne refusait que de lui faire la guerre. On voulut l'y réduire. C'était un affront gratuit, qui révolta tout ce qu'il y avait de grand dans son âme. Il résista noblement, et, pour la première fois de sa vie, il en appela aux sentimens de son peuple. Ce beau mouvement devait avoir sa récompense. Le grand-pensionnaire Heinsius, tout rempli de l'esprit de Guillaume III, son maître et son ami; Marlborough, avide de gloire, de richesse et de puissance; Townshend, whig hardi et décidé, qui négociait en homme de parti peut-être plus qu'en homme d'état, avaient découragé, trompé le plénipotentiaire français pour humilier son maître. Ils haïssaient assez Louis XIV pour le soupçonner de perfidie contre l'évidence. Ils avaient assez éprouvé la fortune pour compter sur elle et s'assurer qu'ils en pouvaient abuser. Ces passions du patriotisme leur permettaient de céder à des passions moins désintéressées, et de s'obstiner dans une guerre qui faisait leur puissance et le désespoir de leurs adversaires. Il arrive souvent que, par entêtement d'amour-propre ou par routine de l'esprit, on persiste dans la politique où l'on est engagé sans regarder si l'on est suivi et si elle n'a pas cessé d'être conforme à l'intérêt de ceux mêmes dont elle a d'abord servi la fortune.

Tout en faisant d'énergiques efforts pour se défendre, Louis XIV ne s'arrêta pas dans la voie des concessions. Il les poussait jusqu'aux dernières limites, vers la fin de 1709, lorsque Townshend, voulant fixer aux négociations une limite qu'on ne pût franchir, prit sur lui de conclure avec les états-généraux le fameux traité de la Barrière. La Grande-Bretagne et la Hollande y prenaient sous leur commune et mutuelle garantie la succession protestante dans la maison de Hanovre et le maintien dans les Pays-Bas d'une ligne de forteresses qui cessaient ainsi de pouvoir être l'objet d'aucune transaction. Ce traité, qui créait un nouvel obstacle à la paix, devint en Angleterre l'objet des critiques de la presse, et une preuve souvent invoquée qu'il y avait un parti de la guerre pour la guerre. Ce parti ne put

cependant empêcher de s'ouvrir les conférences de Gertruydenberg. De La Haye, où tout leur était rapporté, Marlborough et Eugène, toujours unis dans la diplomatie comme dans les batailles, maintinrent inexorablement les conditions odieuses que Louis XIV ne pouvait accepter, et rendirent vaines toutes négociations, nourrissant peut-être l'espoir insolent d'aller dicter la paix dans les murs de Paris; mais la Providence réservait cette humiliation à un autre orgueil que celui de Louis XIV.

Cependant la cause de la paix avait plus gagné par les événemens de Londres que par toutes les négociations du continent. Un jour du mois de janvier 1711, le marquis de Torcy apprit que l'abbé Gautier, venant d'Angleterre, descendrait sous peu de jours à la maison de l'Oratoire de la rue Saint-Honoré, et dès le soir de son arrivée, le ministre le vit entrer dans son cabinet, à Versailles. « Voulez-vous la paix? » fut le premier mot du nouveau-venu. « Interroger alors un ministre de sa majesté s'il souhaitait la paix, dit humblement Torcy dans ses mémoires, c'était demander à un malade attaqué d'une longue et dangereuse maladie, s'il en veut guérir. » L'abbé Gautier, ancien aumônier de l'ambassade de France à Londres, y était resté depuis la guerre, disant la messe chez le ministre d'Autriche, étudiant le pays, écrivant quelquefois au gouvernement français. Il avait des relations avec le comte de Jersey, mari d'une femme catholique, parent de Saint-John, ami des nouveaux ministres. Ceux-ci l'avaient vu en grand secret, et c'est de leur part qu'il venait annoncer à Torcy que le cabinet de la Grande-Bretagne voulait la paix. Sans instruction écrite, il ne demandait à rapporter qu'une lettre de compliment pour lord Jersey. Il obtint à peu près ce qu'il voulut, partit, revint et repartit avec un mémoire dressé par ordre du roi, contenant des bases de négociations pour la paix générale.

C'était précisément l'époque de la mort de l'empereur Joseph Ier, qui laissait ses états autrichiens à son frère Charles, déjà candidat à la couronne d'Espagne, maintenant candidat à l'empire. Quelques mois après, l'archiduc était empereur, et l'Europe était exposée, s'il triomphait dans la Péninsule, à voir réunir sous le sceptre d'un seul homme plus d'états qu'elle n'avait craint d'en voir partagés entre les deux branches de la maison de Bourbon. L'équilibre des puissances et du monde était donc menacé d'un autre côté, et la guerre avait une raison de moins. En faisant connaître au parlement l'intention de la reine de continuer son appui à la maison d'Autriche, les ministres exprimèrent l'espérance de *terminer heureusement la guerre par une sûre et honorable paix,* et ils laissèrent entrevoir la pensée que la mort de l'empereur supprimait le grand obstacle à l'avénement de Philippe V comme roi de l'Espagne et des Indes. Les deux chambres

parurent s'associer à leurs espérances, et ils transmirent à La Haye les propositions encore secrètes du roi de France. Le successeur de Townshend, lord Raby, parut d'abord surpris et défiant. Il croyait, comme les Hollandais, que Louis XIV ne voulait qu'amuser et diviser les alliés. Saint-John lui répondit de manière à lui faire sentir que l'affaire était sérieuse, l'engageant à venir prendre langue à Londres, et l'assurant que la reine ne tarderait pas à lui donner la pairie. Les yeux du diplomate s'ouvrirent, et, devenu bientôt comte de Strafford, il comprit de mieux en mieux la politique de Saint-John; il distingua son rôle confidentiel de son rôle officiel, reconnut qu'il était là pour lutter contre Heinsius et Marlborough, et que ses adversaires n'étaient pas les ennemis. Sur la réponse des Hollandais, on résolut de demander au cabinet de Versailles de nouveaux éclaircissemens. On ne se contenta pas cette fois de dépêcher l'abbé Gautier. On envoya, sous un nom supposé, le fidèle Prior, qui passa plusieurs fois le détroit, et dont les voyages ne purent rester aussi secrets que les négociations dont il était chargé. Pour détourner l'attention du public, Swift imagina d'imprimer une relation supposée du voyage de Prior à Paris. Ce récit était donné comme la traduction d'une lettre d'un habitant de Boulogne, que Prior aurait pris pour valet de chambre secrétaire, en passant dans cette ville, où Torcy serait venu l'attendre sous le nom de M. de La Bastide. Ce serviteur, Du Beaudrier en son nom, les avait ensuite accompagnés à Paris et à Versailles. Dans cette relation, semée de détails assez bien trouvés pour la rendre vraisemblable, où même Louis XIV et Mme de Maintenon jouent leur personnage, quelques bribes de conversations saisies au vol par le curieux secrétaire donnent à croire que l'agent anglais s'est montré exigeant, impérieux, que la France a un vif besoin et un désir sincère de la paix, et qu'enfin les affaires de la Grande-Bretagne sont admirablement bien faites. Ce récit, dont la fiction trompa tout le monde, fut enlevé par la crédulité publique, et Swift raconte que, le jour même où l'ouvrage parut, Prior, chez qui il dînait, lui dit en le lui montrant d'un air chagrin : « Voilà bien notre liberté anglaise ! » Le docteur fit semblant de lire quelques pages, témoigna son approbation, et dit qu'il était jaloux du coquin qui avait eu cette idée, et que, si elle lui était venue en tête, il aurait certainement écrit tout cela. La brochure est spirituelle, et à quelques bévues près, inévitables quand on imagine un pays étranger, elle était assez propre à faire l'illusion de la réalité.

De son côté, Daniel De Foe, tout en repoussant la qualité de ministériel, tout en défendant avec fidélité la mémoire de son maître Guillaume III et le traité de partage dans le passé, écrivait pour la paix et ne manquait pas de raisons pour expliquer comment, depuis

l'avénement de l'archiduc à l'empire, la question espagnole avait changé de face. Ainsi les esprits étaient préparés à tolérer les négociations et à les deviner sans les connaître. Entamées à l'insu des alliés, révélées seulement aux Hollandais par une demi-confidence, propres à devenir les préliminaires d'une paix séparée, elles ne pouvaient être avouées par le cabinet, et elles restèrent clandestines plutôt qu'ignorées. Prior n'était venu chercher en France que des explications et des réponses. Il n'avait aucun pouvoir pour traiter. Louis XIV jugea utile de transporter la négociation à Londres, et l'on y vit arriver le 18 août un Français, député de Rouen au conseil de commerce, et qui se nommait Mesnager, plénipotentiaire occulte, accompagné de l'abbé Gautier et, dit-on, de l'abbé Dubois, qui aurait ainsi préludé à sa future politique de l'alliance anglaise. On eut grand besoin de cacher leur voyage, et ils entrèrent aussitôt en pourparlers. Les conférences se tenaient en maison tierce; elles n'étaient point officielles. Lord Oxford, le duc de Shrewsbury et les deux secrétaires d'état Dartmouth et Saint-John y assistaient. Prior servait souvent d'intermédiaire. Quand on fut d'accord sur les points principaux, il fallut conclure. Les ministres anglais étaient sans pouvoirs. Saint-John écrivit en hâte à la reine, qui envoya de Windsor un ordre non contre-signé par un ministre, non scellé du grand sceau, et en vertu de cet acte informe les deux secrétaires d'état signèrent les bases préliminaires d'un traité éventuel. Tout cela était irrégulier et hasardeux. Contrairement aux traités, on négociait en dehors et à l'insu des alliés. Contrairement aux lois, on négociait avec un gouvernement qui donnait asile aux Stuarts. On se mettait à la discrétion de Louis XIV, avec lequel on entrait en connivence secrète; car si l'on soutenait que lui seul était engagé, Mesnager déclarait que la France ne l'était par ces préliminaires que dans le cas de la conclusion d'une paix générale. Elle demeurait donc maîtresse, si elle divulguait ces transactions, de porter le trouble et la division dans la grande alliance. Saint-John seul avait tout bravé pour atteindre son but. Oxford lui-même s'était ménagé, et Shrewsbury, prévoyant et scrupuleux, n'avait pas caché ses hésitations et sa réserve. On ne pouvait cependant prolonger le mystère. Il fallut donner communication des préliminaires convenus au comte Gallas, ministre de l'empire, qui les fit insérer dans un journal. La reine lui interdit de paraître à la cour; mais les nouvelles conventions, ainsi rendues publiques, ne satisfirent pas l'opinion. On y voyait bien que Louis XIV reconnaissait la succession protestante, qu'il garantissait que les deux couronnes de France et d'Espagne ne seraient jamais réunies sur la même tête, qu'il promettait la démolition des ouvrages militaires et maritimes de Dunkerque; mais tout se bornait en faveur des

alliés à une assurance générale de leur donner satisfaction. Aucune puissance allemande, la Hollande elle-même, ne trouvait ses intérêts expressément garantis. Le gouvernement s'occupa donc de refroidir, d'indisposer même la nation anglaise contre ses alliés, pour qu'elle fermât l'oreille à leurs plaintes. La presse ministérielle eut fort à faire. C'est alors que Swift composa, sous les yeux du secrétaire d'état, son pamphlet intitulé : *La Conduite des alliés et du dernier ministère* (27 novembre 1711). C'est un de ses meilleurs écrits politiques, et il agit fortement sur l'opinion. Il s'en vendit en peu de temps dix-sept mille exemplaires. Les suites ruineuses d'une longue guerre, la duperie funeste d'en supporter les frais et les dangers pour d'égoïstes alliés, sont des sujets qu'on rend aisément populaires. Arbuthnot, inspiré par Swift, les traita sous une forme comique, avec beaucoup de verve et de succès, dans son *Histoire de John Bull.* C'est une parodie où la ligue entre l'Angleterre et la Hollande contre les Bourbons est travestie en un procès intenté par *Bull* (taureau) et *Frog* (grenouille), pour disputer l'héritage de lord *Strutt* (lord glorieux) à Louis et Philippe *Baboon* (babouins), et cette plaisanterie, fort accommodée au goût national, conclut à cette moralité : « La chicane est un fossé sans fond. »

XI.

Cependant le ministère si bien défendu ne se sentait pas encore vainqueur.

En ouvrant le parlement (6 décembre 1711), la reine fut obligée de faire des déclarations de fidélité à tous ses engagemens, et ne put que lancer un trait contre ceux *qui prenaient plaisir à la guerre.* On avait de grandes inquiétudes sur l'adresse des lords. Dans cette chambre dominait Marlborough. Il n'avait pas caché à la reine sa désapprobation, mais sans l'ébranler le moins du monde. A lui, à ses partisans, s'unissaient dans cette question quelques anciens amis de la haute église qui ne trouvaient pas qu'on eût préparé à l'Angleterre une paix digne de ses victoires. A leur tête figurait lord Nottingham, esprit inconséquent et disparate, fervent ennemi des dissidens, mais que son zèle religieux attachait à la maison de Hanovre, et qui, en vrai protestant, tenait les Bourbons pour ennemis. Il se formait un nouveau parti que les ministres appelaient le parti des capricieux, *whimsicals,* et qu'on désigna sous le nom de tories hanovriens. Cette défection se manifestait toutes les fois qu'elle trouvait compromis les intérêts de la princesse Sophie et de son fils l'électeur. Elle s'appuyait à la cour sur le duc et la duchesse de Somerset. Le duc était grand-écuyer. Après avoir, par suite d'une

querelle avec Godolphin, contribué à la formation du ministère, il avait désapprouvé toutes ses mesures. On lui savait les opinions d'un whig modéré. Son crédit était grand au palais, parce que sa femme était l'amie de la reine. Quoiqu'il cessât depuis longtemps d'assister au conseil, il y voulut reparaître dans l'été de 1711 à Windsor; mais Saint-John refusa d'y siéger avec lui, et le duc fut obligé d'aller à une course de chevaux. On comprend qu'il n'en était pas devenu plus ami du cabinet. On le prétendait réconcilié avec Godolphin. Comme lui, toute la défection s'entendait avec l'opposition, et lord Wharton disait : « C'est pourtant *Dismal* (le sinistre, surnom de Nottingham dont la figure était sombre), c'est *Dismal* qui au bout du compte sauvera l'Angleterre. » Nottingham, en effet, proposa de représenter à la reine, par un amendement à l'adresse des lords, qu'aucune paix ne serait honorable et sûre, si l'Espagne et les Indes étaient laissées à des princes de la maison de Bourbon; l'amendement fut adopté. En recevant l'adresse, la reine répondit qu'elle serait bien fâchée que l'on pût penser qu'elle ne fît pas son possible pour reprendre l'Espagne et les Indes à la maison de Bourbon. Le mensonge était flagrant, car en acceptant les préliminaires signés par la France, on avait, au moins tacitement, renoncé à lui imposer cette condition. La chambre des communes, où dominait Saint-John, et qui entrait d'elle-même dans l'esprit des négociations, rejeta le même amendement à 232 voix contre 106.

Peu après, la nouvelle coalition se manifesta par une mesure qui ne fut pas à l'honneur des whigs. Jaloux de montrer qu'il n'avait point abandonné sa foi et de se conserver la faveur de l'église, lord Nottingham reprit le bill contre la conformité occasionnelle, en le mitigeant dans le fond et dans les termes, et, pour le récompenser sans doute de son opposition nouvelle, les whigs, sacrifiant les principes, ne firent aucune résistance. Lord Oxford demeura sourd aux réclamations plaintives de ses anciens coreligionnaires, et le bill, à travers les sarcasmes et les récriminations de Daniel De Foe, fut, par l'accord calculé des deux chambres, inscrit au nombre des lois de l'état. Il n'en devait être effacé que la cinquième année du prochain règne (1719).

Un nouvelle adresse sur la paix, où le concert avec la Hollande et les alliés était expressément recommandé, passa sur une motion de lord Nottingham. Les agens de l'électeur de Hanovre, qui se croyait trahi, excitaient la défiance de la nation. Les états-généraux ajournaient par tous moyens l'ouverture des conférences. Marlborough, s'il retournait sur le continent, pouvait, par quelque opération hardie, par quelque succès décisif, changer l'aspect des affaires, et bouleverser les négociations. Une malencontreuse victoire rendait impos-

sibles ou nulles toutes les concessions faites ou promises à la France. On hésitait pourtant à attaquer un général dont la popularité altérée n'était pas détruite. Retranché au sein de la chambre des lords, il s'y croyait inviolable. Le ministère, entamé par Nottingham près de la haute église, à la cour par Somerset, se sentait ébranlé. Une rupture avait éclaté entre la duchesse de Somerset et mistress Masham, et la reine n'avait pas abandonné sa grande-maîtresse. En vain Swift multipliait-il les écrits en prose et en vers, et s'épuisait-il en moqueries sur les cheveux rouges de la duchesse. Les feuilles à deux sous, connues sous le nom de papiers de *Grub-street,* renaissaient incessamment sous la plume du caustique docteur; mais, si elles divertissaient le public, elles ne le convertissaient pas. Les épigrammes et les pointes contre *Dismal,* qui n'était whig que parce qu'il était *not-in-game* (parce qu'il n'était pas de la partie), contre *Carrots* (*les carottes*), qui sont *in summer set* (plantées en été), contre *Avaro, Harpy, Hocus, le général Crassus* et tous les surnoms de Marlborough, amusaient plus l'écrivain qu'elles ne servaient la cause. La situation devenait inquiétante. « Les ministres, dit Swift, ont jadis tant prêché à la reine le danger de se laisser gouverner comme elle faisait sous l'ancien ministère, qu'aujourd'hui elle ne suit que trop leurs maximes à cet égard; elle est jalouse de ceux qui l'ont délivrée du joug. » Saint-John était en froid avec elle, il croyait lui avoir déplu en faisant attaquer les Somerset. Il ne se trouvait pas suffisamment soutenu. Le faible Dartmouth commençait à dire que la reine pouvait bien avoir son parti pris et donné parole aux whigs. Des amis conseillaient aux ministres d'offrir leur démission. Aux avertissemens, aux présages, lord Oxford répondait: « Tout ira bien; » mais on l'accusait d'imprévoyance : il n'avait pas assez pris soin de prévenir les scissions, de garder ou de regagner les amitiés chancelantes. Que faisait-il de tout ce *patronage* (la distribution des emplois et des faveurs), dont il ne laissait aucune part à ses collègues? Il s'était occupé de sa santé, altérée pendant assez longtemps, surtout du mariage projeté de son fils avec l'héritière des ducs de Newcastle, et Saint-John lui a reproché plus tard de n'avoir eu d'autre rêve que de faire entrer ce duché vacant dans sa famille. On se plaignait de la négligence de lord Oxford; mais au fond il hésitait peut-être, il se ménageait du moins. S'il n'eût été au pouvoir, il aurait certainement marché avec les tories hanovriens. C'était là sa véritable opinion. Le jour de l'amendement de lord Nottingham, il n'avait pas même paru à la chambre. Le *Journal* de Swift *à Stella,* dans un extrait de quelque étendue, décrira au vrai cette situation :

« 8 décembre 1711 (v. s.). — J'ai vu ce matin le secrétaire (Saint-John) et nous avons causé à fond des affaires. Il espérait qu'aujourd'hui, lorsque le

rapport sur l'amendement serait fait, la chambre des lords contredirait son comité, et qu'ainsi l'affaire aurait bonne issue, sauf un petit accroc à la réputation du lord trésorier. J'ai dîné avec le docteur Cockburn, et il est venu après dîner un membre écossais qui nous a dit que l'amendement avait passé contre la cour à la chambre des lords, à près de 2 voix contre 1. Je suis immédiatement allé chez Mme Masham, et, rencontrant le docteur Arbuthnot, le médecin favori de la reine, nous sommes entrés ensemble. Elle ne faisait que d'arriver, ayant assisté au dîner de la reine, et pour prendre le sien. Elle n'avait rien entendu dire de notre échec. Il paraît que le lord trésorier a poussé la négligence jusqu'à rester avec la reine pendant que la question se décidait à la chambre. J'ai dit aussitôt à Mme Masham qu'ou bien elle et le lord trésorier s'étaient réunis à la reine pour nous trahir, ou que tous deux ils étaient trahis par elle. Elle m'a protesté solennellement que la première supposition était fausse, et je l'ai cru, mais elle m'a donné quelques indices du changement de la reine; car hier, quand la reine sortait de la chambre, où elle était venue entendre le débat, le duc de Shrewsbury, lord chambellan, lui a demandé si c'était lui ou le grand-chambellan Lindsay (1) qui devait la conduire à sa sortie. « — Aucun de vous deux, » a-t-elle répondu brièvement, et elle a donné la main au duc de Somerset, qui était plus violent que personne dans la chambre pour la clause contre la paix. Elle m'a cité encore un ou deux exemples du même genre, qui me donnent la conviction que la reine est de mauvaise foi ou du moins fort incertaine. M. Masham nous a priés de rester, parce que le lord trésorier devait venir, et nous avons pris la résolution de tomber sur lui, à propos de sa négligence à s'assurer la majorité. Il est arrivé, et s'est montré de bonne humeur, suivant son usage; mais j'ai trouvé que sa contenance était fort abattue. Je me suis moqué de lui et lui ai demandé sa baguette; il me l'a donnée, et je lui ai dit que, s'il voulait me la laisser une semaine, je remettrais tout en ordre. Il m'a demandé comment. « — Je chasserais immédiatement lord Marlborough, ai-je dit, ses « deux filles, le duc et la duchesse de Somerset, et lord Cholmondley, » et j'ai ajouté qu'il n'avait pas, je crois, un ami qui ne fût de mon opinion. Arbuthnot lui a demandé comment il en était venu à n'avoir pas de majorité assurée; il n'a rien pu répondre, si ce n'est qu'il ne pouvait empêcher les gens de mentir et de manquer de parole. Pauvre réponse pour un grand ministre. Puis il a laissé échapper ce mot de l'Écriture : « Les cœurs des rois « sont impénétrables. » Je lui ai dit alors que c'était précisément ce que je craignais, et que j'apprenais de lui la plus mauvaise nouvelle qu'il me pût donner. J'ai cependant voulu savoir en quoi il plaçait sa confiance. Il a hésité un peu, puis il m'a dit de n'avoir pas peur, et que tout irait bien. Nous voulions lui faire manger quelque chose sur place, mais il a voulu rentrer, il était six heures passées; il m'a emmené avec lui, et nous avons trouvé chez lui son fils et M. le secrétaire (Saint-John). Il a fait faire à son fils une liste de tous ceux de la chambre des communes qui ont des places et qui cependant ont voté contre la cour, comme s'ils devaient être destitués; mais j'ai grand doute qu'il soit capable d'en venir à bout. Le lord garde du sceau

(1) On sait que les titres de grand-chambellan et de lord chambellan désignent des offices différens. Le premier est héréditaire, le second est politique.

est arrivé au bout d'une heure, et ils sont allés à leurs affaires. Je suis sorti et retourné chez Mme Masham; mais elle avait du monde, et je n'ai pas voulu rester.

« Voilà une longue gazette, et d'un jour qui peut produire de grands changemens et exposer l'Angleterre à sa ruine. Les whigs sont tout triomphans. Ils prédisaient l'événement, mais nous pensions que c'était une vanterie. Bien plus, ils annoncent que le parlement sera dissous avant Noël, et cela pourrait bien être. Tout est l'ouvrage de votre d..... duchesse de Somerset. Je les ai avertis il y a neuf mois, et cent fois depuis. Le secrétaire s'en est toujours méfié. J'ai dit au lord trésorier que j'aurais sur lui un avantage, car il y perdrait sa tête, et je ne serais que pendu; ainsi mon corps serait tout entier dans son tombeau.

« Le 9. — J'étais ce matin avec le secrétaire : nous sommes tous les deux d'avis que la reine est de mauvaise foi. Je lui ai dit ce que j'avais appris, et il l'a confirmé par d'autres circonstances. Je suis ensuite allé chez mon ami Lewis, qui avait envoyé chez moi. Il ne parle que de se retirer dans son bien du pays de Galles; il m'a donné ses raisons de croire que tout est arrangé entre la reine et les whigs; il entend dire que lord Somers sera trésorier, et croit que, plutôt que de renvoyer la duchesse de Somerset, elle dissoudra le parlement, et en aura un whig; il suffira de manœuvrer les élections. Les affaires sont maintenant dans la crise, et un jour ou deux en décideront. Je l'ai prié de demander au lord trésorier, aussitôt qu'il croira le changement résolu, de m'envoyer à l'étranger comme secrétaire de légation, ici ou là, quelque part où je puisse rester jusqu'à ce que les nouveaux ministres me révoquent, et alors je serai malade cinq ou six mois, jusqu'à ce que la bourrasque soit passée. J'espère qu'il me l'accordera, car je ne me soucierais pas de rester à la discrétion de mes ennemis tout le temps que leur colère sera encore fraîche. J'ai dîné aujourd'hui avec le secrétaire. Il affecte la gaieté, et semble espérer que tout marchera comme il faut. Je l'ai pris à part après le dîner, je lui ai rappelé comment je l'avais servi, que je n'avais pas réclamé de récompense, mais que je croyais pouvoir lui demander sûreté pour ma personne, et je lui ai dit alors mon désir d'être envoyé à l'étranger avant le changement. Il m'a embrassé et m'a juré qu'il prendrait soin de moi autant que de lui-même, etc.; mais il m'a dit d'avoir bon courage, car, dans deux ou trois jours, la sagesse de mylord trésorier apparaîtrait plus grande que jamais; il avait à dessein souffert tout ce qui est arrivé, et pris ses mesures pour faire tourner le tout à notre avantage. J'ai répondu : « Dieu le veuille! » Mais je n'en ai pas cru une syllabe, et autant que j'en puis juger, la partie est perdue...

« 11 décembre. — Je suis allé entre deux et trois voir Mme Masham. Tandis que j'étais là, elle a passé dans sa chambre à coucher pour essayer un jupon. Le lord trésorier est venu pour la voir, et me trouvant dans la première pièce, il s'est mis à se moquer de moi et m'a dit : « Vous auriez mieux fait de me tenir compagnie qu'à un pauvre garçon comme Lewis, qui n'a pas l'âme d'un poulet ni le cœur d'une mouche. » Il est entré alors chez Mme Masham, et en revenant, il lui a demandé de me permettre de le suivre pour aller dîner chez lui. Il m'a demandé à moi si je n'avais pas peur d'être vu avec lui. Je lui ai répondu que de ma vie le lord trésorier n'avait eu de valeur

pour moi, et qu'ainsi j'aurais toujours la même estime pour M. Harley ou pour lord Oxford. Il semblait parler avec confiance, comme s'il s'était assuré que tout dût tourner à notre avantage. Je n'ai pu m'empêcher de lui faire entendre qu'il n'était pas sûr de la reine, et que ces coquins affamés de lords n'auraient jamais osé voter contre la cour, si lord Somerset ne leur avait garanti que cela ferait plaisir à la reine. Il est convenu que c'était vrai, et que Somerset avait tenu ce langage.

« 13. — J'ai vu ce matin le secrétaire. Il a nécessairement la prétention de parler comme si tout devait aller bien. « Le croirez-vous, m'a-t-il dit, si tout ce monde-là est renvoyé? — Oui, ai-je répondu, si je vois expulsés le duc et la duchesse de Somerset. » Il m'a juré de renoncer à sa place, s'ils ne l'étaient pas...

« 15. — Je suis allé aux informations à la secrétairerie d'état pour savoir de M. Lewis comment allaient les affaires. J'ai trouvé là M. Prior, qui m'a dit qu'il croyait tout perdu, etc., et son opinion est que le ministère entier quittera la semaine prochaine. Lewis pense qu'il ne partira pas avant le printemps, époque de la fin de la session. Tous deux désespèrent tout à fait... A quatre heures, je suis allé chez Masham. Il est venu et m'a glissé à l'oreille qu'il tenait de bonne source que tout irait bien, et je les ai trouvés tous les deux fort satisfaits. La compagnie est allée à l'Opéra, et ils m'ont demandé de venir souper. Je suis venu à dix heures; le lord trésorier était là, et il est resté avec nous jusqu'après minuit, et il était plus content que je ne l'ai vu depuis dix jours. Mme Masham m'a dit qu'il avait été fort abattu il y a quelques jours, et il n'a pu effectivement me le dissimuler. Arbuthnot espère fort que la reine ne nous a pas trahis, mais qu'elle a été seulement effrayée et flattée; mais je ne puis être de cette opinion...

« 16. — J'ai pris courage aujourd'hui, et je suis allé à la cour avec une contenance de satisfaction. Il y avait grande foule, les deux partis étant venus pour s'observer l'un l'autre. J'ai évité le salut de lord Halifax jusqu'à ce qu'il m'y ait forcé; mais nous ne nous sommes point parlé. Je n'ai pu faire moins de quatre-vingts saluts, dont vingt environ peuvent avoir été pour des whigs. Le duc de Somerset est parti pour Petworth, et j'apprends que la duchesse est partie aussi, ce qui me donne une grande joie. Le prince Eugène, qui était attendu ici il y a quelques jours, ne viendra pas du tout, nous dit-on maintenant. Les whigs avaient le projet d'aller au-devant de lui avec quarante mille cavaliers...

« 17.... — Nous sommes encore en suspens, et je crois qu'il nous reste peu d'espérance. La duchesse de Somerset n'est pas allée à Petworth; mais seulement le duc, ce qui est un pauvre sacrifice. Je crois que la reine a le dessein arrêté de changer son ministère.

« 18 ..... — On a imprimé en *grub street* (en parodie populaire) un discours de lord Nottingham, et il a été assez oison pour s'en plaindre à la chambre des lords, qui a fait saisir l'imprimeur en conséquence. J'ai entendu dire à la cour que Walpole, un grand membre whig, a dit que *moi et mon absurde club* nous avions écrit cela à une de nos réunions, et que c'était moi qui le paierais. Il apprendra qu'il a menti, et je lui ferai connaître par une main tierce mon opinion sur son compte. Il doit être secrétaire d'état, si le ministère change; mais il a eu dernièrement un fait de corruption prouvé contre

lui au parlement, du temps qu'il était secrétaire de la guerre. Il est un des principaux orateurs whigs. »

Cette situation est exprimée avec beaucoup de force dans ce fragment de lettre de Saint-John à lord Strafford :

« 15 décembre 1711. — Vous avez raison, nous sommes les plus mauvais hommes politiques et les meilleurs hommes de parti qu'il y ait sous le soleil. Ceux qui s'opposent aux mesures de la reine savent aussi bien que nous, qui les soutenons, que la guerre est devenue impraticable, que le but auquel ils prétendent viser est chimérique, et qu'ils ruinent leur pays en poursuivant ce plan vain et fastueux qui nous a éblouis tant d'années; mais ils en courent le risque, et ils sacrifieraient bien davantage, si plus grand sacrifice est possible, pour regagner un pouvoir que rien que la détresse nationale ne peut ramener ou du moins assurer dans leurs mains. La vraie, la réelle, la naturelle force de la Bretagne appartient à d'autres. Leur puissance à eux est fondée sur une force accidentelle que la nécessité publique a créée, et qu'entretiennent les avantages gagnés par des gens adroits condamnés à n'en plus recueillir de pareils, si la guerre finit. Maintenant que j'ai la plume à la main, je ne puis m'empêcher de vous dire que, dans ma sincère conviction, c'est ici la plus grave conjoncture où prince se soit vu, depuis le temps où l'aïeul de votre excellence fut attaqué par la faction qui commença par lui la tragédie qu'elle ne devait pas finir, même en frappant son maître. Ce roi scella l'ordre de sa propre exécution, lorsqu'il livra son serviteur, et votre maîtresse n'a aucun moyen de se garantir elle-même que de déployer son pouvoir pour protéger les ministres qui l'ont délivrée d'un esclavage domestique, et qui vont l'affranchir d'une oppression étrangère. Je ne vous tromperai jamais, mon cher lord; je ne le voudrais pas, fût-ce de la plus pardonnable, de la plus agréable manière, en vous célant des dangers réels et en vous donnant de fausses espérances. Vous pouvez donc vous fier à moi, quand je vous dis que je crois tout en sûreté et la reine décidée. La seule difficulté qui la tourmente, c'est, outre un peu de lenteur naturelle, l'habitude qu'elle a prise de la duchesse de Somerset, et la crainte de ne pas trouver quelqu'un qui lui plaise pour remplir une place si rapprochée de sa personne. »

Ceux qui ont vécu dans l'intérieur du gouvernement jugeront de la vérité de ces divers tableaux. Craintes, soupçons, découragemens, forfanterie, crédulité, défiance, ressentimens, pronostics, précautions, enfin faussetés ou exagérations de toute sorte, tel est le monde politique. La situation était critique et le pas difficile à franchir; mais le mal n'était pas si avancé que se le faisait l'imagination inquiète du docteur, et tout n'était pas non plus si bien prévu ni si sagement préparé que le lui promettait le confiant ministre. Swift eut encore à subir des confidences désespérantes de lord Dartmouth, de Lewis, à qui Oxford disait toujours : *Bah! bah! tout ira bien;* mais il reprit courage, quand Abigaïl Masham lui annonça qu'il y aurait une promotion de pairs dans laquelle son mari serait compris; on lui donna

même un moment l'espoir que les Somerset quitteraient la cour, ce qui ne se trouva vrai que du duc. Le 30, le docteur alla au palais pour les visites de nouvelle année. « J'étais dans la chambre à coucher, causant avec lord Rochester, lorsqu'il se trouva face à face avec lady Burlington, qui lui demanda qui j'étais, et lady Sunderland, et elles se mirent à chuchoter à mon sujet. Je priai lord Rochester de dire à lady Sunderland que je la soupçonnais de n'avoir pas plus d'amour pour moi que je n'en avais pour elle; mais il ne voulut pas se charger du message. La duchesse de Shrewsbury vint à moi en courant, et elle étendit son éventail pour nous cacher à la compagnie, et nous nous communiquâmes notre joie du changement des affaires; mais nous soupirâmes en pensant que la famille Somerset n'était pas dehors... Le duc de Marlborough était là; mais presque personne n'a fait attention à lui. »

En effet, le jour même, en conseil, la reine avait destitué le duc de Marlborough de tous ses emplois. Il avait été plus facile d'obtenir d'elle ce coup d'autorité que la disgrâce de lady Somerset. Elle le détestait, et, toute politique à part, elle était pour le ministère qui la délivrait des importuns. On avait longtemps hésité à frapper si haut; on avait résisté aux murmures des impatiens. Nous avons dit ce qu'étaient les membres du *Club d'octobre,* la fleur du torisme, les *ultra* du parti; intolérans, vindicatifs, persécuteurs, ils appuyaient le ministère en se défiant de lui, en se plaignant de sa mollesse, en réclamant des destitutions, en gourmandant surtout la suspecte modération de lord Oxford. Saint-John leur allait mieux, et Swift avait été souvent employé à leur faire entendre raison. A des gens qui ne voyaient jamais chez leurs adversaires que rébellion, trahison, concussion, il suffisait de lâcher la bride. Dès ses débuts, le parlement avait été sur le point de s'attaquer à la mémoire de Guillaume III. Il fut question de rechercher et de reprendre toutes les libéralités qu'il avait accordées. La haine ne s'était pas même arrêtée devant la réputation d'intégrité de lord Godolphin.

Naturellement les partisans de la paix n'avaient à la bouche que le mot d'économie. L'excès des dépenses sous le dernier trésorier fut un thème exploité même par Saint-John, qui, en provoquant un examen financier, savait bien qu'il servait les haines des chercheurs de malversations. A son discours vif et menaçant, Walpole avait répondu avec force, avec indignation, mais sans pouvoir empêcher la formation d'un hostile comité d'enquête. Les rapports de ce comité furent remplis de ces conclusions vagues et sévères qui, en matière de deniers publics, ont un effet certain sur l'opinion. Rien ne porta plus de préjudice aux whigs. Godolphin, sans être directement accusé, fut laissé sous le coup d'une inculpation générale de profusion et de

désordre. La vérification de ses comptes lui avait été favorable, on n'en parla pas; mais on insista sur trois irrégularités relevées dans la gestion de Marlborough, moins bien défendu que Godolphin par sa réputation. Il établit, dans une lettre rendue publique, que les gratifications qu'il avait prélevées sur les fonds destinés à l'approvisionnement des troupes ou à la solde des auxiliaires étaient accordées à ses devanciers ou autorisées par la reine. C'est alors que, sans même attendre la décision parlementaire, cette princesse en son conseil déclara qu'une information étant commencée contre lui, elle jugeait à propos de lui retirer tous ses emplois. Pour soutenir un coup si hardi, il fallait briser la majorité de la chambre haute; on créa douze nouveaux pairs. Je ne sais si cet exercice inusité de la prérogative s'est jamais renouvelé, et la chambre ainsi frappée ne se soumit qu'en murmurant. La mesure ne fut approuvée de personne. On ne la défendit qu'à raison de la nécessité absolue, et comme pour en donner une preuve, on fit voter la chambre par manière d'essai sur un ajournement qui passa juste à douze voix de majorité. En apprenant ce résultat, Saint-John dit insolemment dans une des salles de Westminster : « Si les douze ne suffisent pas, on leur en donnera une autre douzaine. » Cependant il a grand soin, dans son mémoire apologétique, de présenter cette mesure, *que la nécessité ne saurait qu'à peine excuser,* comme un expédient tout personnel dont lord Oxford avait eu besoin pour remédier à son discrédit dans la chambre des pairs.

XII.

A la nouvelle de la disgrâce de Marlborough, tout s'émut sur le continent : les alliés se sentirent abandonnés; le prince Eugène accourut en Angleterre pour défendre les intérêts de l'Allemagne et ceux de son compagnon d'armes. L'inaltérable union de ces deux capitaines, cette union qui nous fut si fatale, est un fait bien rare dans l'histoire des hommes de guerre. Eugène fut reçu avec de grands honneurs, mais espionné avec grande vigilance, et la reine lui accorda une audience en présence de Saint-John, à qui, prétextant sa santé, elle le renvoya pour la conversation. Tous les conseils d'Eugène furent éludés; fêté par les whigs, ménagé par les tories, insulté par les jacobites, il partit sans avoir pu se faire écouter. On prétendit même, dans le monde ministériel, et l'on insinua à la reine qu'il avait avec Marlborough comploté un coup de main pour s'emparer du gouvernement, et la presse répandit cette absurde imputation, par voie d'allusion, dans le public. On cita de lui, avec plus de vérité, quelques mots heureux. La reine lui disait qu'il était le plus

grand homme qui commandât les armées. « Si cela est, répondit-il, c'est à votre majesté que je le dois.» On lui montrait un libelle contre Marlborough, où il était dit que ce général avait peut-être une fois eu du bonheur. « C'est le plus grand éloge qu'on puisse faire de lui, observa le prince, puisqu'il a réussi toujours. »

Le déchaînement n'en était pas moindre contre Marlborough. L'envie profitait de ses vices contre sa gloire; ses amis, ses lieutenans, étaient chassés de leurs emplois, ses deux filles quittaient la cour; quant à lui, il fut censuré par la chambre des communes pour perceptions illégales; l'orateur porta cette résolution à la reine, qui ordonna au procureur-général de poursuivre la répétition des sommes indûment perçues. La vengeance s'étendit jusqu'à Robert Walpole, secrétaire de la guerre pendant les campagnes de 1708 et de 1709. Sous un prétexte de malversation, il fut envoyé à la Tour, expulsé du parlement, et comme le bourg de Lyme-Regis le réélut, son élection fut cassée. Quoi que l'histoire ait dit de la cupidité de Marlborough, il ne paraît pas qu'il eût rien fait de plus que profiter d'abus consacrés ou tolérés par les mœurs administratives de l'époque, et quant à Walpole, sa condamnation a communément été regardée comme une vengeance de parti. Il avait fait donner sur une fourniture de fourrage cinq cents livres à trois personnes, dont l'une était Robert Mann, son agent, le père du correspondant de son fils Horace. Cette pratique assurément peu louable était commune, et rien n'indique que celui qui passe pour avoir acheté tant de monde se soit jamais vendu.

Après Marlborough, après Walpole, le nom qui venait des premiers dans la haine du *Club d'octobre* était celui de Townshend. Le traité de la Barrière, regardé comme un obstacle à la paix, fut blâmé par délibération de la chambre, et lord Townshend déclaré, pour l'avoir signé sans autorisation, ennemi de la reine et du royaume. Cependant on paraissait encore agir en commun avec la Hollande. Le duc d'Ormond, nommé capitaine-général en remplacement de Marlborough, était allé prendre le commandement de l'armée de Flandre, et du consentement des états-généraux, inquiets et malveillans, les conférences d'Utrecht s'étaient ouvertes au milieu de janvier 1712. On y devait traiter de la paix générale. Saint-John avait donc atteint son but. L'effort avait été laborieux, les moyens dangereux et violens; mais enfin le parti de la guerre avait perdu beaucoup de terrain, et c'est à l'active volonté, à l'infatigable application du secrétaire d'état qu'en revenait tout l'honneur. Ses dépêches sont encore citées comme de bons modèles de correspondance diplomatique.

Les représentans de l'Angleterre, de la France et de la Hollande parurent seuls à Utrecht. Ceux de la première étaient l'évêque de Bristol, lord du sceau privé, et le comte de Strafford. Ceux de la se-

conde, le maréchal d'Uxelles, l'abbé de Polignac et Mesnager, commencèrent par faire leurs propositions. Elles parurent insuffisantes, et cependant ils les présentaient comme les conditions auxquelles la reine Anne serait reconnue. La maladresse, pour ne pas dire plus, était insigne. Elle embarrassa les négociations, blessa l'Angleterre, compromit son gouvernement. On répandit qu'un accord secret entre les deux cours avait pu seul encourager une si insolente prétention. Sur la motion de lord Halifax, la chambre des pairs fit une adresse très vive, et le ministère fut obligé de ne point contredire *la juste indignation* qu'elle éprouvait pour l'honneur de la reine. Celle-ci ne put se dispenser d'en faire ses remercîmens. Ce début avait glacé le courage des plénipotentiaires. Il fallut que le secrétaire d'état le réchauffât du sien. Ce fut souvent son rôle dans tout le cours de cette affaire. En la commençant, il savait que l'intrépidité et l'opiniâtreté étaient les conditions du succès. Sans cesse obligé de ranimer l'énergie de lord Oxford ou de se passer de lui, il marcha résolument jusqu'au terme, bravant le danger, surmontant les obstacles, et les scrupules comme des obstacles. Il reconnut bientôt qu'en satisfaisant aux convenances diplomatiques par son concert apparent avec les alliés, il devait ouvrir ou plutôt continuer avec la France une négociation séparée. Tandis qu'à Utrecht des difficultés s'élevaient, qui arrêtaient même les envoyés anglais, Saint-John s'en expliquait avec Torcy, tantôt l'engageant à céder, tantôt lui promettant de tout aplanir, imputant tous les retards aux efforts de la faction expirante de la guerre, se faisant fort de la réduire ou de la jouer. Ainsi, pendant qu'on négociait sans conclure en Hollande, Londres et Paris traitaient par correspondance, et les plénipotentiaires français ne produisaient à Utrecht aucun plan qui n'eût été préalablement communiqué à l'Angleterre. La duplicité de cette conduite allait être singulièrement aggravée par les hostilités qui reprenaient au printemps. Il était difficile et périlleux de s'entendre en se faisant la guerre, genre de débat qu'on ne peut soutenir par argumens communiqués. Le prince Eugène, à la tête des troupes allemandes et hollandaises, s'apprêtait à rentrer en campagne, et le duc d'Ormond ne pouvait se dispenser de l'y suivre avec l'armée anglaise et les auxiliaires à sa solde. Les traités obligeaient tous les contractans à une active coopération. Qu'arriverait-il cependant de la négociation, si la fortune des armes venait à changer la position respective des parties belligérantes, et surtout empirer la condition de la France? Comment l'Angleterre retirerait-elle les concessions déjà promises, ou y amènerait-elle ses alliés? Le parti de la paix était condamné à craindre la victoire.

Un jour, à la chambre des communes, un membre du nom de Hampden se récria sur la mollesse avec laquelle la guerre était con-

duite : « Elle est aussi vaine que les négociations, dit-il; nous sommes amusés au dedans par les ministres, joués au dehors par les ennemis. » Saint-John ne put se contenir, et il avoua avec émotion qu'il se sentait blessé par des insinuations qui portaient jusqu'à sa majesté. Pour de moindres offenses, des membres avaient été envoyés à la Tour; mais il espérait, si l'orateur avait cherché cet honneur, que la chambre serait d'un autre avis. Saint-John dut être éloquent sur ce thème, et nous n'avons de son discours que ces paroles de procès-verbal, auxquelles sir Richard Onslow fit une réponse célèbre. Il qualifia cet emploi du nom de la reine de violation des priviléges du parlement (22 mai 1712).

Il n'était que trop vrai cependant que la reine était personnellement engagée dans le double jeu auquel se condamnait son gouvernement. L'Angleterre ne faisait plus la guerre qu'en apparence. Ce fut la reine elle-même qui, sans avoir prévenu Saint-John (il le raconte ainsi), proposa en conseil de donner au duc d'Ormond l'ordre de rester inactif les armes à la main. Au premier moment, le secrétaire d'état, inquiet, voulut hasarder un doute; mais elle fit un certain mouvement d'éventail qu'il connaissait pour le signe d'une résolution prise, et il se soumit. Les instructions générales données au duc lui prescrivaient de poursuivre la guerre avec vigueur, et l'instruction particulière que Saint-John écrivit, par le commandement de la reine, lui interdit d'entreprendre aucun siége ou de risquer aucune bataille sans une expresse autorisation. Le même jour, cette résolution, secrète pour les alliés, était communiquée à la France, et par elle à Villars, qui commandait son armée. Ormond était un homme léger, mais brave, et qui prétendait au caractère chevaleresque. Son gouvernement le mettait, il faut en convenir, dans une situation peu digne de sa loyauté. Pressé d'agir par Eugène, qui voulait attaquer Le Quesnoy, Ormond refusa sous divers prétextes. Villars, qui avait les mêmes instructions, croyant à une suspension d'armes de fait, se gardait négligemment. Eugène apercevait des occasions favorables; il les voulait saisir, et il en était toujours empêché par les objections ou les lenteurs du général anglais. Les alliés soupçonnaient qu'ils étaient trahis. Ormond colorait comme il pouvait sa conduite. Il avoue dans ses lettres à Saint-John qu'il est souvent bien embarrassé, et que ce jeu ne pourra durer longtemps. Il parvint ainsi à entraver quelques opérations importantes; mais il ne put refuser aux alliés des détachemens d'auxiliaires. Villars se plaignit; Ormond s'excusa, alléguant la fausseté de sa position et promettant de ne s'associer comme partie principale à aucune offensive. C'était déjà trop pour le prince Eugène et pour les états-généraux, et quand leurs plaintes furent portées à Utrecht, l'évêque de Bristol,

sans donner là-dessus aucune explication, déclara que la reine d'Angleterre, lasse de voir la Hollande n'entrer de concert avec elle dans aucun plan de pacification, se croyait en droit de prendre séparément ses mesures et libre de tout engagement (2 juin 1712).

Pendant ce temps, on avait eu connaissance à Londres des instructions données au duc d'Ormond. Halifax à la chambre des lords, Pulteney à celle des communes, crièrent à la trahison. « J'espère, dit Saint-John, n'être jamais taxé de trahison pour avoir agi dans le plus grand intérêt de la Grande-Bretagne. Je me glorifie de ma faible part dans cette négociation, et à quelque censure que je puisse m'exposer pour cette cause, la pure satisfaction d'avoir agi dans cette vue serait une récompense et une consolation suffisante pour tout le reste de ma vie. » L'esprit pacifique avait fait d'assez grands progrès pour que ce mot de paix fût une réponse à tout, et un vote de confiance dans les deux chambres vint donner au gouvernement tout pouvoir d'aller de l'avant. La première chose à faire était maintenant d'arriver à une suspension d'armes que Saint-John n'aurait osé consentir, si quelques points fondamentaux n'avaient été préalablement réglés. Le premier de ces points était la renonciation du roi d'Espagne à la couronne de France pour lui et ses descendans, car on ne songeait plus à le détrôner. La question, même ainsi réduite, était d'une grande difficulté. « L'aîné de la race est l'héritier nécessaire de la royauté, disait Torcy, c'est la loi de la monarchie, et nous sommes persuadés en France que Dieu seul peut l'abolir. » — « Nous voulons bien croire, répondait en français Saint-John, que vous êtes persuadés en France que Dieu peut seul abolir la loi sur laquelle le droit de votre succession est fondé; mais vous nous permettrez d'être persuadés dans la Grande-Bretagne qu'un prince peut se départir de son droit par une cession volontaire, et que celui en faveur de qui cette renonciation se fait peut être justement soutenu dans ses prétentions par les puissances qui deviennent les garantes du traité. » Cette renonciation, péremptoirement exigée, avait enfin été obtenue de Philippe V, et cette épineuse question semblait à peu près aussi bien réglée qu'elle peut l'être là où l'on ne consulte pas ceux qui ont seuls caractère pour la régler définitivement, c'est-à-dire les peuples.

C'est de ce moment que la reine s'était déclarée affranchie de toute obligation envers ses alliés. Elle n'avait plus pour conclure l'armistice qu'à obtenir une garantie des engagemens pris avec elle. Elle l'obtint par la promesse d'ouvrir à ses troupes les portes de Dunkerque, et, une fois maîtresse de ce point, elle vint en personne communiquer au parlement les conditions générales auxquelles elle espérait la paix (6 juin 1712). C'était le fruit des efforts persévérans

de son ministre; il n'avait pas été moins actif à se préparer une majorité qui osât braver le mécontentement public, car les fonds baissèrent, chose étrange, à l'annonce d'une paix. Il est vrai que bien des espérances populaires étaient déçues, et l'orgueil national mal satisfait. L'adresse de remerciemens n'en fut pas moins aux communes votée par acclamation, et, malgré l'opposition de Godolphin et de Cowper, les pairs ne purent résister à l'exemple. Seulement une protestation très forte contre le rejet d'un amendement de Cowper ne fut rayée du registre qu'à la majorité de 90 voix contre 64. Ce fut là le vote décisif. Le 31 juin, la reine prorogea le parlement par un discours habilement fait, où elle l'engageait au-delà des termes des adresses qu'il avait votées. On crut reconnaître dans ce discours la touche de Saint-John, et l'on observa que tant qu'il fut ministre, les harangues royales, auxquelles il employait la plume même de Swift à défaut de la sienne, furent remarquables par une rédaction supérieure.

L'impulsion était donnée, et désormais irrésistible. Quelle que fût la paix, elle serait accueillie, et l'on souscrirait aux stipulations jugées inacceptables peu de mois auparavant. Dès lors on marcha d'un pas rapide au dénoûment. Une suspension d'armes fut consentie entre la France et l'Angleterre; le duc d'Ormond signifia aux confédérés qu'il cessait toute coopération, et le brigadier Hill entra dans Dunkerque. Le prince Eugène, qui avait pris Le Quesnoy, tenait la campagne; mais Villars gagnait sur le comte d'Albemarle la bataille de Denain, et Saint-John était créé pair, baron Saint-John de Lidyard-Tregoze dans le Wiltshire, et vicomte Bolingbroke. C'est le nom qui a passé à la postérité. Par ces titres, il réunissait les honneurs des deux branches de sa famille, l'une royaliste, l'autre parlementaire au temps de Charles Ier, et sa prétention était de concilier ces deux esprits dans sa personne et dans sa conduite. Comme il n'avait pas d'enfans, il fut décrété que ses honneurs seraient reversibles à son décès sur la tête de son père, qui vivait encore, et sur celle des enfans de son père.

Ce père, sir Henry Saint-John, était un personnage original, d'une réputation équivoque, et qui dans sa jeunesse avait eu besoin de lettres d'abolition pour avoir tué dans un souper un des convives. Quand son fils fut nommé vicomte : « Ah ! lui dit-il, Harry, j'ai toujours dit que vous seriez pendu ; mais à présent je crois que vous serez décapité. » Cette pairie, à laquelle se joignit la lieutenance du comté d'Essex, semblait cependant élever selon ses vœux la fortune de Saint-John; mais à son ancien dévouement pour le comte d'Oxford avait succédé la défiance, puis le mépris, puis l'aversion. Il le trouvait incapable, irrésolu et inactif, si ce n'est pour l'intrigue, et d'une

fausseté qui rendait avec lui les rapports insupportables. Il se croyait envié de son supérieur officiel, — et persuadé qu'à lui seul était dû le succès de leur commune administration, puisqu'il était le véritable auteur de la paix, il songeait à lui disputer le premier rang. Du sein de l'assemblée, où son éloquence était sans rivale, il se jugeait déjà aussi puissant et certainement plus redoutable qu'un premier ministre cantonné dans l'autre chambre, où ne prévalait pas son esprit. « Il siérait mal à l'amitié que je professe pour vous, écrivait-il le 23 juillet à lord Strafford, de ne pas vous confier naturellement ce qui se passe dans mon cœur, et de ne pas vous avouer ce que je n'avouerais à nul autre : c'est que ma promotion a été pour moi une mortification. Dans la chambre des communes, je puis dire que j'étais à la tête des affaires, et j'aurais continué à m'y maintenir avec ou sans la cour. Il n'y avait donc rien qui pût flatter mon ambition à me faire sortir de là, si l'on ne me donnait le titre qui a été pendant beaucoup d'années dans ma famille, et qui n'a fait retour à la couronne qu'il y a un an, par la mort du dernier aîné de ma maison... Me créer pair n'était pas une faveur, quand on a été forcé d'en créer tant d'autres pour avoir la majorité, et comme *Elle* a eu besoin de mes services dans la chambre des communes pendant la session, elle ne pouvait moins faire que de me créer vicomte. Sans cela, j'aurais été précédé par des gens que je n'étais pas né pour suivre... Je vous avoue que de ma vie je n'ai été aussi indigné, et le seul motif qui m'ait empêché de me porter à des extrémités est ce qui aurait dû engager quelqu'un à en mieux user avec moi. Je savais que la moindre rupture entre moi et le lord trésorier donnerait du courage à nos ennemis communs. » Ici perce le regret de n'avoir pas au moins obtenu un titre égal à celui d'Oxford, d'autant que Powlet Saint-John était mort au mois d'octobre précédent comte de Bolingbroke. On semblait donc avoir eu l'intention de mettre entre le trésorier et le secrétaire d'état une inégalité que la reine marqua davantage encore en donnant au premier seul l'ordre de la Jarretière. On peut dire que de cette époque, il y eut rupture entre les deux chefs du même parti, les deux membres du même cabinet, et telle fut leur mutuelle inimitié, qu'ils y sacrifièrent désormais l'un et l'autre non-seulement le bien de l'état, mais le succès de leurs propres opérations, et jusqu'à l'intérêt de leur fortune et de leur sûreté. Cette division fut la ruine de leur parti, qui n'a pas mis moins de soixante ans à s'en relever.

Il fallait cependant conclure la paix générale; elle n'existait encore qu'en projet. L'Angleterre en avait posé les bases, et par la suspension d'armes, elle avait de son chef pris le rôle de médiatrice. Le procédé n'était ni courtois ni loyal. Abandonner en pleine guerre ses alliés, c'était porter à la fois le trouble dans les négociations et dans

les opérations de la campagne. Les pièces de l'échiquier étaient déplacées. On avait vu, par ce revirement subit, Ormond se concerter avec Villars et gêner ou desservir Eugène; on avait vu les auxiliaires à la solde des Anglais les déserter pour suivre le drapeau de la coalition. La médiation dont l'Angleterre s'emparait de vive force n'était acceptée de personne, et les conditions annoncées semblaient peu propres à la rendre désirable. La France devait reconnaître formellement la succession protestante dans la maison de Hanovre et forcer le prétendant à quitter son territoire. Philippe V était accepté pour roi des Espagnes et des Indes moyennant renonciation solennelle de sa part à tous droits à la couronne de France, et de la part des ducs de Berry et d'Orléans à tous droits à la couronne d'Espagne. L'Angleterre garderait Gibraltar et le Port-Mahon. Dunkerque devait être démoli. Un traité de commerce serait conclu. La Hollande aurait les frontières et les agrandissemens convenables. Le duc de Savoie prendrait la Sicile, et ses états deviendraient un royaume. Les Pays-Bas, Naples, la Sardaigne, une partie de la Toscane et de la Lombardie, passeraient à l'empereur. Des accroissemens de territoire étaient indiqués pour les électeurs de Bavière et de Cologne. En soi, ces conditions étaient assez équitables : de la part de l'Angleterre, elles pouvaient passer pour modérées. Jamais, je crois, en de telles circonstances Guillaume III n'eût consenti à laisser un Bourbon à Madrid. Après Oudenarde et Malplaquet, on pouvait croire que l'ascendant de Marlborough, et certainement une victoire de plus, eût réduit la France à de bien autres sacrifices. L'orgueil britannique avait pu espérer et Louis XIV redouter bien davantage. Il sortait de la lutte vaincu, médiocrement affaibli, point humilié. C'était peu pour la haine trop implacable d'une nation rivale, trop légitime d'une nation protestante, contre un roi conquérant et persécuteur. Cependant la paix ainsi faite était encore avantageuse, et une politique très généreuse pouvait s'en contenter; mais l'électeur de Hanovre professait qu'il ne se séparerait pas de l'empereur, mais l'empereur se disait lésé dans le partage, mais la probité des Hollandais déclarait qu'elle n'accepterait pas un traité refusé de leurs alliés. N'importe, toute résistance venait trop tard. Le cabinet anglais ne pouvait plus s'arrêter; la trève allait expirer. Il ne restait plus qu'à en finir séparément avec la France, l'Espagne et la Savoie, et Bolingbroke partit pour Paris.

CHARLES DE RÉMUSAT.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

SYLVIE

SOUVENIRS DU VALOIS.

I. — NUIT PERDUE.

Je sortais d'un théâtre où tous les soirs je paraissais aux avant-scènes en grande tenue de soupirant. Quelquefois tout était plein, quelquefois tout était vide. Peu m'importait d'arrêter mes regards sur un parterre peuplé seulement d'une trentaine d'amateurs forcés, sur des loges garnies de bonnets ou de toilettes surannées, — ou bien de faire partie d'une salle animée et frémissante couronnée à tous ses étages de toilettes fleuries, de bijoux étincelans et de visages radieux. Indifférent au spectacle de la salle, celui du théâtre ne m'arrêtait guère, — excepté lorsqu'à la seconde ou à la troisième scène d'un maussade chef-d'œuvre d'alors, une apparition bien connue illuminait l'espace vide, rendant la vie d'un souffle et d'un mot à ces vaines figures qui m'entouraient.

Je me sentais vivre en elle, et elle vivait pour moi seul. Son sourire me remplissait d'une béatitude infinie; la vibration de sa voix si douce et cependant fortement timbrée me faisait tressaillir de joie et d'amour. Elle avait pour moi toutes les perfections, elle répondait à tous mes enthousiasmes, à tous mes caprices, — belle comme le jour aux feux de la rampe qui l'éclairait d'en bas, pâle comme la nuit, quand la rampe baissée la laissait éclairée d'en haut sous les rayons du lustre et la montrait plus naturelle, brillant dans l'ombre de sa seule beauté, comme les Heures divines qui se découpent, avec une étoile au front, sur les fonds bruns des fresques d'Herculanum!

Depuis un an, je n'avais pas encore songé à m'informer de ce qu'elle pouvait être d'ailleurs; je craignais de troubler le miroir magique qui me renvoyait son image, — et tout au plus avais-je prêté l'oreille à quelques propos concernant non plus l'actrice, mais la femme. Je m'en informais aussi peu que des bruits qui ont pu courir sur la princesse d'Élide ou sur la reine de Trébizonde, — un de mes oncles qui avait vécu dans les avant-dernières années du XVIIIe siècle, comme il fallait y vivre pour le bien connaître, m'ayant prévenu de bonne heure que les actrices n'étaient pas des femmes, et que la nature avait oublié de leur faire un cœur. Il parlait de celles de ce temps-là sans doute; mais il m'avait raconté tant d'histoires de ses illusions, de ses déceptions, et montré tant de portraits sur ivoire, médaillons charmans qu'il utilisait depuis à parer des tabatières, tant de billets jaunis, tant de faveurs fanées, en m'en faisant l'histoire et le compte définitif, que je m'étais habitué à penser mal de toutes sans tenir compte de l'ordre des temps.

Nous vivions alors dans une époque étrange, comme celles qui d'ordinaire succèdent aux révolutions ou aux abaissemens des grands règnes. Ce n'était plus la galanterie héroïque comme sous la fronde, le vice élégant et paré comme sous la régence, le scepticisme et les folles orgies du directoire; c'était un mélange d'activité, d'hésitation et de paresse, d'utopies brillantes, d'aspirations philosophiques ou religieuses, d'enthousiasmes vagues, mêlés de certains instincts de renaissance; d'ennuis des discordes passées, d'espoirs incertains, — quelque chose comme l'époque de Pérégrinus et d'Apulée. L'homme matériel aspirait au bouquet de roses qui devait le régénérer par les mains de la belle Isis; la déesse éternellement jeune et pure nous apparaissait dans les nuits, et nous faisait honte de nos heures de jour perdues. L'ambition n'était cependant pas de notre âge, et l'avide curée qui se faisait alors des positions et des honneurs nous éloignait des sphères d'activité possibles. Il ne nous restait pour asile que cette tour d'ivoire des poètes, où nous montions toujours plus haut pour nous isoler de la foule. A ces points élevés où nous guidaient nos maîtres, nous respirions enfin l'air pur des solitudes, nous buvions l'oubli dans la coupe d'or des légendes, nous étions ivres de poésie et d'amour. Amour, hélas! des formes vagues, des teintes roses et bleues, des fantômes métaphysiques! Vue de près, la femme réelle révoltait notre ingénuité; il fallait qu'elle nous apparût reine ou déesse, et surtout n'en pas approcher.

Quelques-uns d'entre nous néanmoins prisaient peu ces paradoxes platoniques, et à travers nos rêves renouvelés d'Alexandrie agitaient parfois la torche des dieux souterrains, qui éclaire l'ombre un instant de ses traînées d'étincelles. — C'est ainsi que, sortant du théâtre avec

l'amère tristesse que laisse un songe évanoui, j'allais volontiers me joindre à la société d'un cercle où l'on soupait en grand nombre, et où toute mélancolie cédait devant la verve intarissable de quelques esprits éclatans, vifs, orageux, sublimes parfois, — tels qu'il s'en est trouvé toujours dans les époques de rénovation ou de décadence, et dont les discussions se haussaient à ce point, que les plus timides d'entre nous allaient voir parfois aux fenêtres si les Huns, les Turcomans ou les Cosaques n'arrivaient pas enfin pour couper court à ces argumens de rhéteurs et de sophistes.

« Buvons, aimons, c'est la sagesse ! » Telle était la seule opinion des plus jeunes. Un de ceux-là me dit : « Voici bien longtemps que je te rencontre dans le même théâtre, et chaque fois que j'y vais. Pour *laquelle* y viens-tu ? »

Pour laquelle ?... Il ne me semblait pas que l'on pût aller là pour une *autre*. Cependant j'avouai un nom. — « Eh bien ! dit mon ami avec indulgence, tu vois là-bas l'homme heureux qui vient de la reconduire, et qui, fidèle aux lois de notre cercle, n'ira la retrouver peut-être qu'après la nuit. »

Sans trop d'émotion, je tournai les yeux vers le personnage indiqué. C'était un jeune homme correctement vêtu, d'une figure pâle et nerveuse, ayant des manières convenables et des yeux empreints de mélancolie et de douceur. Il jetait de l'or sur une table de whist et le perdait avec indifférence. — Que m'importe, dis-je, lui ou tout autre ? Il fallait qu'il y en eût un, et celui-là me paraît digne d'avoir été choisi. — Et toi ? — Moi ? C'est une image que je poursuis, rien de plus.

En sortant, je passai par la salle de lecture, et machinalement je regardai un journal. C'était, je crois, pour y voir le cours de la Bourse. Dans les débris de mon opulence se trouvait une somme assez forte en titres étrangers. Le bruit avait couru que, négligés longtemps, ils allaient être reconnus. — C'est ce qui venait d'avoir lieu à la suite d'un changement de ministère. Les fonds se trouvaient déjà cotés très haut ; je redevenais riche.

Une seule pensée résulta de ce changement de situation, celle que la femme aimée si longtemps était à moi si je voulais. — Je touchais du doigt mon idéal. N'était-ce pas une illusion encore, une faute d'impression railleuse ? Mais les autres feuilles parlaient de même. — La somme gagnée se dressa devant moi comme la statue d'or de Moloch. « Que dirait maintenant, pensai-je, le jeune homme de tout à l'heure, si j'allais prendre sa place près de la femme qu'il a laissée seule ?.. » Je frémis de cette pensée, et mon orgueil se révolta.

Non ! ce n'est pas ainsi, ce n'est pas à mon âge que l'on tue l'amour avec de l'or : je ne serai pas un corrupteur. D'ailleurs ceci

est une idée d'un autre temps. Qui me dit aussi que cette femme soit vénale? — Mon regard parcourait vaguement le journal que je tenais encore, et j'y lus ces deux lignes : « *Fête du Bouquet provincial.* — Demain, les archers de Senlis doivent rendre le bouquet à ceux de Loisy. » Ces mots, fort simples, réveillèrent en moi toute une nouvelle série d'impressions : c'était un souvenir de la province depuis longtemps oubliée, un écho lointain des fêtes naïves de la jeunesse. — Le cor et le tambour résonnaient au loin dans les hameaux et dans les bois; les jeunes filles tressaient des guirlandes et assortissaient, en chantant, des bouquets ornés de rubans. — Un lourd chariot, traîné par des bœufs, recevait ces présens sur son passage, et nous, enfans de ces contrées, nous formions le cortége avec nos arcs et nos flèches, nous décorant du titre de chevaliers, — sans savoir alors que nous ne faisions que répéter d'âge en âge une fête druidique survivant aux monarchies et aux religions nouvelles.

II. — ADRIENNE.

Je regagnai mon lit et je ne pus y trouver le repos. Plongé dans une demi-somnolence, toute ma jeunesse repassait en mes souvenirs. Cet état, où l'esprit résiste encore aux bizarres combinaisons du songe, permet souvent de voir se presser en quelques minutes les tableaux les plus saillans d'une longue période de la vie.

Je me représentais un château du temps de Henri IV avec ses toits pointus couverts d'ardoises et sa face rougeâtre aux encoignures dentelées de pierres jaunies, une grande place verte encadrée d'ormes et de tilleuls, dont le soleil couchant perçait le feuillage de ses traits enflammés. Des jeunes filles dansaient en rond sur la pelouse en chantant de vieux airs transmis par leurs mères, et d'un français si naturellement pur, que l'on se sentait bien exister dans ce vieux pays du Valois, où, pendant plus de mille ans, a battu le cœur de la France.

J'étais le seul garçon dans cette ronde, où j'avais amené ma compagne toute jeune encore, Sylvie, une petite fille du hameau voisin, si vive et si fraîche, avec ses yeux noirs, son profil régulier et sa peau légèrement hâlée!... Je n'aimais qu'elle, je ne voyais qu'elle, — jusque-là! A peine avais-je remarqué, dans la ronde où nous dansions, une blonde, grande et belle, qu'on appelait Adrienne. Tout d'un coup, suivant les règles de la danse, Adrienne se trouva placée seule avec moi au milieu du cercle. Nos tailles étaient pareilles. On nous dit de nous embrasser, et la danse et le chœur tournaient plus vivement que jamais. En lui donnant ce baiser, je ne pus m'empêcher de lui presser la main. Les longs anneaux roulés de ses cheveux d'or effleuraient mes joues. De ce moment, un trouble inconnu s'empara de moi. — La belle

devait chanter pour avoir le droit de rentrer dans la danse. On s'assit autour d'elle, et aussitôt, d'une voix fraîche et pénétrante, légèrement voilée, comme celles des filles de ce pays brumeux, elle chanta une de ces anciennes romances pleines de mélancolie et d'amour, qui racontent toujours les malheurs d'une princesse enfermée dans sa tour par la volonté d'un père qui la punit d'avoir aimé. La mélodie se terminait à chaque stance par ces trilles chevrotans que font valoir si bien les voix jeunes, quand elles imitent par un frisson modulé la voix tremblante des aïeules.

A mesure qu'elle chantait, l'ombre descendait des grands arbres, et le clair de lune naissant tombait sur elle seule, isolée de notre cercle attentif. — Elle se tut, et personne n'osa rompre le silence. La pelouse était couverte de faibles vapeurs condensées, qui déroulaient leurs blancs flocons sur les pointes des herbes. Nous pensions être en paradis. — Je me levai enfin, courant au parterre du château, où se trouvaient des lauriers, plantés dans de grands vases de faïence peints en camaïeu. Je rapportai deux branches, qui furent tressées en couronne et nouées d'un ruban. Je posai sur la tête d'Adrienne cet ornement, dont les feuilles lustrées éclataient sur ses cheveux blonds aux rayons pâles de la lune. Elle ressemblait à la Béatrice de Dante qui sourit au poète errant sur la lisière des saintes demeures.

Adrienne se leva. Développant sa taille élancée, elle nous fit un salut gracieux, et rentra en courant dans le château. — C'était, nous dit-on, la petite-fille de l'un des descendans d'une famille alliée aux anciens rois de France; le sang des Valois coulait dans ses veines. Pour ce jour de fête, on lui avait permis de se mêler à nos jeux; nous ne devions plus la revoir, car le lendemain elle repartait pour un couvent où elle était pensionnaire.

Quand je revins près de Sylvie, je m'aperçus qu'elle pleurait. La couronne donnée par mes mains à la belle chanteuse était le sujet de ses larmes. Je lui offris d'en aller cueillir une autre, mais elle dit qu'elle n'y tenait nullement, ne la méritant pas. Je voulus en vain me défendre, elle ne me dit plus un seul mot pendant que je la reconduisais chez ses parens.

Rappelé moi-même à Paris pour y reprendre mes études, j'emportai cette double image d'une amitié tendre tristement rompue,— puis d'un amour impossible et vague, source de pensées douloureuses que la philosophie de collége était impuissante à calmer.

La figure d'Adrienne resta seule triomphante, — mirage de la gloire et de la beauté, adoucissant ou partageant les heures des sévères études. Aux vacances de l'année suivante, j'appris que cette belle à peine entrevue était consacrée par sa famille à la vie religieuse.

III. — RÉSOLUTION.

Tout m'était expliqué par ce souvenir à demi rêvé. Cet amour vague et sans espoir, conçu pour une femme de théâtre, qui tous les soirs me prenait à l'heure du spectacle, pour ne me quitter qu'à l'heure du sommeil, avait son germe dans le souvenir d'Adrienne, fleur de la nuit éclose à la pâle clarté de la lune, fantôme rose et blond glissant sur l'herbe verte à demi baignée de blanches vapeurs. — La ressemblance d'une figure oubliée depuis des années se dessinait désormais avec une netteté singulière; c'était un crayon estompé par le temps qui se faisait peinture, comme ces vieux croquis de maîtres admirés dans un musée, dont on retrouve ailleurs l'original éblouissant.

Aimer une religieuse sous la forme d'une actrice!... et si c'était la même! — Il y a de quoi devenir fou! C'est un entraînement fatal où l'inconnu vous attire comme le feu follet fuyant sur les joncs d'une eau morte... Reprenons pied sur le réel.

Et Sylvie que j'aimais tant, pourquoi l'ai-je oubliée depuis trois ans?... C'était une bien jolie fille, et la plus belle de Loisy!

Elle existe, elle, bonne et pure de cœur sans doute. Je revois sa fenêtre où le pampre s'enlace au rosier, la cage de fauvettes suspendue à gauche; j'entends le bruit de ses fuseaux sonores et sa chanson favorite :

La belle était assise
Près du ruisseau coulant...

Elle m'attend encore... Qui l'aurait épousée? elle est si pauvre!

Dans son village et dans ceux qui l'entourent, de bons paysans en blouse, aux mains rudes, à la face amaigrie, au teint hâlé! Elle m'aimait seul, moi le petit Parisien, quand j'allais voir près de Loisy mon pauvre oncle, mort aujourd'hui. Depuis trois ans, je dissipe en seigneur le bien modeste qu'il m'a laissé et qui pouvait suffire à ma vie. Avec Sylvie, je l'aurais conservé. Le hasard m'en rend une partie. Il est temps encore.

A cette heure, que fait-elle? Elle dort... Non, elle ne dort pas; c'est aujourd'hui la fête de l'arc, la seule de l'année où l'on danse toute la nuit. — Elle est à la fête...

Quelle heure est-il?

Je n'avais pas de montre.

Au milieu de toutes les splendeurs de bric-à-brac qu'il était d'usage de réunir à cette époque pour restaurer dans sa couleur locale un appartement d'autrefois, brillait d'un éclat rafraîchi une de ces pendules d'écaille de la renaissance, dont le dôme doré surmonté

de la figure du Temps est supporté par des cariatides du style Médicis, reposant à leur tour sur des chevaux à demi cabrés. La Diane historique, accoudée sur son cerf, est en bas-relief sous le cadran, où s'étalent sur un fond niellé les chiffres émaillés des heures. Le mouvement, excellent sans doute, n'avait pas été remonté depuis deux siècles. — Ce n'était pas pour savoir l'heure que j'avais acheté cette pendule en Touraine.

Je descendis chez le concierge. Son coucou marquait une heure du matin. — En quatre heures, me dis-je, je puis arriver au bal de Loisy. Il y avait encore sur la place du Palais-Royal cinq ou six fiacres stationnant pour les habitués des cercles et des maisons de jeu : — A Loisy! dis-je au plus apparent. — Où cela est-il? — Près de Senlis, à huit lieues. — Je vais vous conduire à la poste, dit le cocher, moins préoccupé que moi.

Quelle triste route, la nuit, que cette route de Flandres, qui ne devient belle qu'en atteignant la zone des forêts! Toujours ces deux files d'arbres monotones qui grimacent des formes vagues; au-delà, des carrés de verdure et de terres remuées, bornés à gauche par les collines bleuâtres de Montmorency, d'Écouen, de Luzarches. Voici Gonesse, le bourg vulgaire plein des souvenirs de la ligue et de la fronde...

Plus loin que Louvres est un chemin bordé de pommiers dont j'ai vu bien des fois les fleurs éclater dans la nuit comme des étoiles de la terre : c'était le plus court pour gagner les hameaux. — Pendant que la voiture monte les côtes, recomposons les souvenirs du temps où j'y venais si souvent.

IV. — UN VOYAGE A CYTHÈRE.

Quelques années s'étaient écoulées : l'époque où j'avais rencontré Adrienne devant le château n'était plus déjà qu'un souvenir d'enfance. Je me retrouvai à Loisy au moment de la fête patronale. J'allai de nouveau me joindre aux chevaliers de l'arc, prenant place dans la compagnie dont j'avais fait partie déjà. Des jeunes gens appartenant aux vieilles familles qui possèdent encore là plusieurs de ces châteaux perdus dans les forêts, qui ont plus souffert du temps que des révolutions, avaient organisé la fête. De Chantilly, de Compiègne et de Senlis accouraient de joyeuses cavalcades qui prenaient place dans le cortége rustique des compagnies de l'arc. Après la longue promenade à travers les villages et les bourgs, après la messe à l'église, les luttes d'adresse et la distribution des prix, les vainqueurs avaient été conviés à un repas qui se donnait dans une île ombragée de peupliers et de tilleuls, au milieu de l'un des étangs alimentés par la

Nonette et la Thève. Des barques pavoisées nous conduisirent à l'île, — dont le choix avait été déterminé par l'existence d'un temple ovale à colonnes qui devait servir de salle pour le festin. — Là comme à Ermenonville, le pays est semé de ces édifices légers de la fin du XVIIIe siècle, où des millionnaires philosophes se sont inspirés dans leurs plans du goût dominant d'alors. Je crois bien que ce temple avait dû être primitivement dédié à Uranie. Trois colonnes avaient succombé emportant dans leur chute une partie de l'architrave; mais on avait déblayé l'intérieur de la salle, suspendu des guirlandes entre les colonnes, on avait rajeuni cette ruine moderne, — qui appartenait au paganisme de Boufflers ou de Chaulieu plutôt qu'à celui d'Horace.

La traversée du lac avait été imaginée peut-être pour rappeler le *Voyage à Cythère* de Vatteau. Nos costumes modernes dérangeaient seuls l'illusion. L'immense bouquet de la fête, enlevé du char qui le portait, avait été placé sur une grande barque; le cortége des jeunes filles vêtues de blanc qui l'accompagnent selon l'usage avait pris place sur les bancs, et cette gracieuse *théorie* renouvelée des jours antiques se reflétait dans les eaux calmes de l'étang qui la séparait du bord de l'île si vermeil aux rayons du soir avec ses halliers d'épine, sa colonnade et ses clairs feuillages. Toutes les barques abordèrent en peu de temps. La corbeille portée en cérémonie occupa le centre de la table, et chacun prit place, les plus favorisés auprès des jeunes filles : il suffisait pour cela d'être connu de leurs parens. Ce fut la cause qui fit que je me retrouvai près de Sylvie. Son frère m'avait déjà rejoint dans la fête, il me fit la guerre de n'avoir pas depuis longtemps rendu visite à sa famille. Je m'excusai sur mes études, qui me retenaient à Paris, et l'assurai que j'étais venu dans cette intention. « Non, c'est moi qu'il a oubliée, dit Sylvie. Nous sommes des gens de village, et Paris est si au-dessus! » Je voulus l'embrasser pour lui fermer la bouche; mais elle me boudait encore, et il fallut que son frère intervînt pour qu'elle m'offrît sa joue d'un air indifférent. Je n'eus aucune joie de ce baiser dont bien d'autres obtenaient la faveur, car dans ce pays patriarcal où l'on salue tout homme qui passe, un baiser n'est autre chose qu'une politesse entre bonnes gens.

Une surprise avait été arrangée par les ordonnateurs de la fête. A la fin du repas, on vit s'envoler du fond de la vaste corbeille un cygne sauvage, jusque-là captif sous les fleurs, qui de ses fortes ailes, soulevant des lacis de guirlandes et de couronnes, finit par les disperser de tous côtés. Pendant qu'il s'élançait joyeux vers les dernières lueurs du soleil, nous rattrapions au hasard les couronnes, dont chacun parait aussitôt le front de sa voisine. J'eus le bonheur de saisir une des plus belles, et Sylvie souriante se laissa embrasser

cette fois plus tendrement que l'autre. Je compris que j'effaçais ainsi le souvenir d'un autre temps. Je l'admirai cette fois sans partage, elle était devenue si belle! Ce n'était plus cette petite fille de village que j'avais dédaignée pour une plus grande et plus faite aux grâces du monde. Tout en elle avait gagné : le charme de ses yeux noirs, si séduisans dès son enfance, était devenu irrésistible; sous l'orbite arquée de ses sourcils, son sourire, éclairant tout à coup des traits réguliers et placides, avait quelque chose d'athénien. J'admirais cette physionomie digne de l'art antique au milieu des minois chiffonnés de ses compagnes. Ses mains délicatement allongées, ses bras qui avaient blanchi en s'arrondissant, sa taille dégagée, la faisaient tout autre que je ne l'avais vue. Je ne pus m'empêcher de lui dire combien je la trouvais différente d'elle-même, espérant couvrir ainsi mon ancienne et rapide infidélité.

Tout me favorisait d'ailleurs, l'amitié de son frère, l'impression charmante de cette fête, l'heure du soir et le lieu même où, par une fantaisie pleine de goût, on avait reproduit une image des galantes solennités d'autrefois. Tant que nous pouvions, nous échappions à la danse pour causer de nos souvenirs d'enfance et pour admirer en rêvant à deux les reflets du ciel sur les ombrages et sur les eaux. Il fallut que le frère de Sylvie nous arrachât à cette contemplation en disant qu'il était temps de retourner au village assez éloigné qu'habitaient ses parens.

V. — LE VILLAGE.

C'était à Loisy, dans l'ancienne maison du garde. Je les conduisis jusque-là, puis je retournai à Montagny, où je demeurais chez mon oncle. En quittant le chemin pour traverser un petit bois qui sépare Loisy de Saint-S...., je ne tardai pas à m'engager dans une *sente* profonde qui longe la forêt d'Ermenonville; je m'attendais ensuite à rencontrer les murs d'un couvent qu'il fallait suivre pendant un quart de lieue. La lune se cachait de temps à autre sous les nuages, éclairant à peine les roches de grès sombre et les bruyères qui se multipliaient sous mes pas. A droite et à gauche, des lisières de forêts sans routes tracées, et toujours devant moi ces roches druidiques de la contrée qui gardent le souvenir des fils d'Armen exterminés par les Romains! Du haut de ces entassemens sublimes, je voyais les étangs lointains se découper comme des miroirs sur la plaine brumeuse, sans pouvoir distinguer celui même où s'était passé la fête.

L'air était tiède et embaumé; je résolus de ne pas aller plus loin et d'attendre le matin, en me couchant sur des touffes de bruyères.

— En me réveillant, je reconnus peu à peu les points voisins du lieu où je m'étais égaré dans la nuit. A ma gauche, je vis se dessiner la longue ligne des murs du couvent de Saint-S...., puis de l'autre côté de la vallée, la butte aux Gens-d'Armes, avec les ruines ébréchées de l'antique résidence carlovingienne. Près de là, au-dessus des touffes de bois, les hautes masures de l'abbaye de Thiers découpaient sur l'horizon leurs pans de muraille percés de trèfles et d'ogives. Au-delà, le manoir gothique de Pontarmé, entouré d'eau comme autrefois, refléta bientôt les premiers feux du jour, tandis qu'on voyait se dresser au midi le haut donjon de la Tournelle et les quatre tours de Bertrand-Fosse sur les premiers coteaux de Montméliant.

Cette nuit m'avait été douce, et je ne songeais qu'à Sylvie; cependant l'aspect du couvent me donna un instant l'idée que c'était celui peut-être qu'habitait Adrienne. Le tintement de la cloche du matin était encore dans mon oreille et m'avait sans doute réveillé. J'eus un instant l'idée de jeter un coup d'œil par-dessus les murs en gravissant la plus haute pointe des rochers; mais en y réfléchissant, je m'en gardai comme d'une profanation. Le jour en grandissant chassa de ma pensée ce vain souvenir et n'y laissa plus que les traits rosés de Sylvie. « Allons la réveiller, » me dis-je, et je repris le chemin de Loisy.

Voici le village au bout de la sente qui côtoie la forêt : vingt chaumières dont la vigne et les roses grimpantes festonnent les murs. Des fileuses matinales, coiffées de mouchoirs rouges, travaillent réunies devant une ferme. Sylvie n'est point avec elles. C'est presque une demoiselle depuis qu'elle exécute de fines dentelles, tandis que ses parens sont restés de bons villageois. — Je suis monté à sa chambre sans étonner personne; déjà levée depuis longtemps, elle agitait les fuseaux de sa dentelle, qui claquaient avec un doux bruit sur le carreau vert que soutenaient ses genoux. « Vous voilà, paresseux, dit-elle avec son sourire divin, je suis sûre que vous sortez seulement de votre lit! » Je lui racontai ma nuit passée sans sommeil, mes courses égarées à travers les bois et les roches. Elle voulut bien me plaindre un instant. « Si vous n'êtes pas fatigué, je vais vous faire courir encore. Nous irons voir ma grand'tante à Othys. » J'avais à peine répondu, qu'elle se leva joyeusement, arrangea ses cheveux devant un miroir et se coiffa d'un chapeau de paille rustique. L'innocence et la joie éclataient dans ses yeux. Nous partîmes en suivant les bords de la Thève à travers les prés semés de marguerites et de boutons d'or, puis le long des bois de Saint-Laurent, franchissant parfois les ruisseaux et les halliers pour abréger la route. Les merles sifflaient dans les arbres, et les mésanges s'échappaient joyeusement des buissons frôlés par notre marche.

Parfois nous rencontrions sous nos pas les pervenches si chères à Rousseau, ouvrant leurs corolles bleues parmi ces longs rameaux de feuilles accouplées, lianes modestes qui arrêtaient les pieds furtifs de ma compagne. Indifférente aux souvenirs du philosophe genevois, elle cherchait çà et là les fraises parfumées, et moi, je lui parlais de *la Nouvelle Héloïse,* dont je récitais par cœur quelques passages. « Est-ce que c'est joli? dit-elle. — C'est sublime. — Est-ce mieux qu'Auguste Lafontaine? — C'est plus tendre. — Oh! bien, dit-elle, il faut que je lise cela. Je dirai à mon frère de me l'apporter la première fois qu'il ira à Senlis. » Et je continuais à réciter des fragmens de l'*Héloïse* pendant que Sylvie cueillait des fraises.

VI. — OTHYS.

Au sortir du bois, nous rencontrâmes de grandes touffes de digitale pourprée; elle en fit un énorme bouquet en me disant : « C'est pour ma tante; elle sera si heureuse d'avoir ces belles fleurs dans sa chambre. » Nous n'avions plus qu'un bout de plaine à traverser pour gagner Othys. Le clocher du village pointait sur les coteaux bleuâtres qui vont de Montméliant à Dammartin. La Thève bruissait de nouveau parmi les grès et les cailloux, s'amincissant au voisinage de sa source, où elle se repose dans les prés, formant un petit lac au milieu des glaïeuls et des iris. Bientôt nous gagnâmes les premières maisons. La tante de Sylvie habitait une petite chaumière bâtie en pierres de grès inégales que revêtaient des treillages de houblon et de vigne-vierge; elle vivait seule de quelques carrés de terre que les gens du village cultivaient pour elle depuis la mort de son mari. Sa nièce arrivant, c'était le feu dans la maison. « Bonjour, la tante! Voici vos enfans! dit Sylvie; nous avons bien faim! » Elle l'embrassa tendrement, lui mit dans les bras la botte de fleurs, puis songea enfin à me présenter, en disant : « C'est mon amoureux! »

J'embrassai à mon tour la tante, qui dit : « Il est gentil... C'est donc un blond!... — Il a de jolis cheveux fins, dit Sylvie. — Cela ne dure pas, dit la tante; mais vous avez du temps devant vous, et toi qui es brune, cela t'assortit bien. — Il faut le faire déjeuner, la tante, dit Sylvie, » et elle alla cherchant dans les armoires, dans la huche, trouvant du lait, du pain bis, du sucre, étalant sans trop de soin sur la table les assiettes et les plats de faïence émaillés de larges fleurs et de coqs au vif plumage. Une jatte en porcelaine de Creil, pleine de lait, où nageaient les fraises, devint le centre du service, et après avoir dépouillé le jardin de quelques poignées de cerises et de groseilles, elle disposa deux vases de fleurs aux deux bouts de la nappe. Mais la tante avait dit ces belles paroles : « Tout cela, ce n'est que

du dessert. Il faut me laisser faire à présent. » Et elle avait décroché la poêle et jeté un fagot dans la haute cheminée. « Je ne veux pas que tu touches à cela ! dit-elle à Sylvie, qui voulait l'aider; abîmer tes jolis doigts qui font de la dentelle plus belle qu'à Chantilly ! tu m'en as donné, et je m'y connais. — Ah ! oui, la tante !... Dites donc, si vous en avez, des morceaux de l'ancienne, cela me fera des modèles. — Eh bien ! va voir là-haut, dit la tante ; il y en a peut-être dans ma commode. — Donnez-moi les clés, reprit Sylvie. — Bah! dit la tante, les tiroirs sont ouverts. — Ce n'est pas vrai, il y en a un qui est toujours fermé. » Et pendant que la bonne femme nettoyait la poêle après l'avoir passée au feu, Sylvie dénouait des pendans de sa ceinture une petite clé d'un acier ouvragé qu'elle me fit voir avec triomphe.

Je la suivis, montant rapidement l'escalier de bois qui conduisait à la chambre. — O jeunesse, ô vieillesse saintes ! — qui donc eût songé à ternir la pureté d'un premier amour dans ce sanctuaire des souvenirs fidèles? Le portrait d'un jeune homme du bon vieux temps souriait avec ses yeux noirs et sa bouche rose, dans un ovale, au cadre doré suspendu à la tête du lit rustique. Il portait l'uniforme des gardes-chasse de la maison de Condé; son attitude à demi martiale, sa figure rose et bienveillante, son front pur sous ses cheveux poudrés, relevaient ce pastel, médiocre peut-être, des grâces de la jeunesse et de la simplicité. Quelque artiste modeste invité aux chasses princières s'était appliqué à le pourtraire de son mieux, ainsi que sa jeune épouse, qu'on voyait dans un autre médaillon, attrayante, maligne, élancée dans son corsage ouvert à échelle de rubans, agaçant de sa mine retroussée un oiseau posé sur son doigt. C'était pourtant la même bonne vieille qui cuisinait en ce moment, courbée sur le feu de l'âtre. Cela me fit penser aux fées des Funambules qui cachent, sous leur masque ridé, un visage attrayant, qu'elles révèlent au dénoûment, lorsqu'apparaît le temple de l'Amour et son soleil tournant qui rayonne de feux magiques. « O bonne tante, m'écriai-je, que vous étiez jolie ! — Et moi donc ? » dit Sylvie, qui était parvenue à ouvrir le fameux tiroir. Elle y avait trouvé une grande robe en taffetas flambé, qui criait du froissement de ses plis. « Je veux essayer si cela m'ira, dit-elle. Ah ! je vais avoir l'air d'une vieille fée ! »

« La fée des légendes éternellement jeune !..... » dis-je en moi-même. — Et déjà Sylvie avait dégrafé sa robe d'indienne et la laissait tomber à ses pieds. La robe étoffée de la vieille tante s'ajusta parfaitement sur la taille mince de Sylvie, qui me dit de l'agrafer. « Oh ! les manches plates, que c'est ridicule ! » dit-elle. Et cependant les sabots garnis de dentelles découvraient admirablement ses bras nus, la gorge s'encadrait dans le pur corsage aux tulles jaunis, aux

rubans passés, qui n'avait serré que bien peu les charmes évanouis de la tante. « Mais finissez-en ! Vous ne savez donc pas agrafer une robe ? » me disait Sylvie. Elle avait l'air de l'accordée de village de Greuze. « Il faudrait de la poudre, dis-je. — Nous allons en trouver. » Elle fureta de nouveau dans les tiroirs. O que de richesses ! que cela sentait bon, comme cela brillait, comme cela chatoyait de vives couleurs et de modeste clinquant : deux éventails de nacre un peu cassés, des boîtes de pâte à sujets chinois, un collier d'ambre et mille fanfreluches, parmi lesquelles éclataient deux petits souliers de droguet blanc avec des boucles incrustées de diamans d'Irlande ! « Oh ! je veux les mettre, dit Sylvie, si je trouve les bas brodés ! »

Un instant après, nous déroulions des bas de soie rose tendre à coins verts; mais la voix de la tante, accompagnée du frémissement de la poêle, nous rappela soudain à la réalité. « Descendez vite ! » dit Sylvie; et quoi que je pusse dire, elle ne me permit pas de l'aider à se chausser. Cependant la tante venait de verser dans un plat le contenu de la poêle, une tranche de lard frite avec des œufs. La voix de Sylvie me rappela bientôt. « Habillez-vous vite ! » dit-elle, et entièrement vêtue elle-même, elle me montra les habits de noces du garde-chasse réunis sur la commode. En un instant, je me transformai en marié de l'autre siècle. Sylvie m'attendait sur l'escalier, et nous descendîmes tous deux en nous tenant par la main. La tante poussa un cri en se retournant. « O mes enfans ! » dit-elle, et elle se mit à pleurer, puis sourit à travers ses larmes. — C'était l'image de sa jeunesse, — cruelle et charmante apparition ! Nous nous assîmes auprès d'elle, attendris et presque graves; puis la gaieté nous revint bientôt, car, le premier moment passé, la bonne vieille ne songea plus qu'à se rappeler les fêtes pompeuses de sa noce. Elle retrouva même dans sa mémoire les chants alternés, d'usage alors, qui se répondaient d'un bout à l'autre de la table nuptiale et le naïf épithalame qui accompagnait les mariés rentrant après la danse. Nous répétions ces strophes si simplement rhythmées, avec les hiatus et les assonnances du temps, amoureuses et fleuries comme le cantique de l'Ecclésiaste; — nous étions l'époux et l'épouse pour tout un beau matin d'été.

VII. — CHAALYS.

Il est quatre heures du matin ; la route plonge dans un pli de terrain ; elle remonte. La voiture va passer à Orry, puis à La Chapelle. A gauche, il y a une route qui longe le bois d'Hallatte. C'est par là qu'un soir le frère de Sylvie m'a conduit dans sa carriole à une solennité du pays. C'était, je crois, le soir de la Saint-Barthélemy.

A travers les bois, par des routes peu frayées, son petit cheval volait comme au sabbat. Nous rattrapâmes le pavé à Mont-Lévêque, et quelques minutes plus tard nous nous arrêtions à la maison du garde, à l'ancienne abbaye de Chaâlys. — Chaâlys, encore un souvenir!

Cette vieille retraite des empereurs n'offre plus à l'admiration que les ruines de son cloître aux arcades byzantines, dont la dernière rangée se découpe encore sur les étangs, — reste oublié des fondations pieuses comprises parmi ces domaines qu'on appelait autrefois les métairies de Charlemagne. La religion, dans ce pays isolé du mouvement des routes et des villes, a conservé des traces particulières du long séjour qu'y ont fait les cardinaux de la maison d'Este à l'époque des Médicis : ses attributs et ses usages ont encore quelque chose de galant et de poétique, et l'on respire un parfum de la renaissance sous les arcs des chapelles à fines nervures, décorées par les artistes de l'Italie. Les figures des saints et des anges se profilent en rose sur les voûtes peintes d'un bleu tendre, avec des airs d'allégorie païenne qui font songer aux sentimentalités de Pétrarque et au mysticisme fabuleux de Francesco Colonna.

Nous étions des intrus, le frère de Sylvie et moi, dans la fête particulière qui avait lieu cette nuit-là. Une personne de très illustre naissance, qui possédait alors ce domaine, avait eu l'idée d'inviter quelques familles du pays à une sorte de représentation allégorique où devaient figurer quelques pensionnaires d'un couvent voisin. Ce n'était pas une réminiscence des tragédies de Saint-Cyr, cela remontait aux premiers essais lyriques importés en France du temps des Valois. Ce que je vis jouer était comme un mystère des anciens temps. Les costumes, composés de longues robes, n'étaient variés que par les couleurs de l'azur, de l'hyacinthe ou de l'aurore. La scène se passait entre les anges, sur les débris du monde détruit. Chaque voix chantait une des splendeurs de ce globe éteint, et l'ange de la mort définissait les causes de sa destruction. Un esprit montait de l'abîme, tenant en main l'épée flamboyante, et convoquait les autres à venir admirer la gloire du Christ, vainqueur des enfers. Cet esprit, c'était Adrienne transfigurée par son costume, comme elle l'était déjà par sa vocation. Le nimbe de carton doré qui ceignait sa tête angélique nous paraissait bien naturellement un cercle de lumière; sa voix avait gagné en force et en étendue, et les fioritures infinies du chant italien brodaient de leurs gazouillemens d'oiseau les phrases sévères d'un récitatif pompeux.

En me retraçant ces détails, j'en suis à me demander s'ils sont réels, ou bien si je les ai rêvés. Le frère de Sylvie était un peu gris ce soir-là. Nous nous étions arrêtés quelques instans dans la maison du garde, — où, ce qui m'a frappé beaucoup, il y avait un cygne éployé

sur la porte, puis au dedans de hautes armoires en noyer sculpté, une grande horloge dans sa gaîne, et des trophées d'arcs et de flèches d'honneur au-dessus d'une carte de tir rouge et verte. Un nain bizarre, coiffé d'un bonnet chinois, tenant d'une main une bouteille, et de l'autre une bague, semblait inviter les tireurs à viser juste. Ce nain, je le crois bien, était en tôle découpée. Mais l'apparition d'Adrienne est-elle aussi vraie que ces détails et que l'existence incontestable de l'abbaye de Chaâlys? Pourtant c'est bien le fils du garde qui nous avait introduits dans la salle où avait lieu la représentation; nous étions près de la porte, derrière une nombreuse compagnie assise et gravement émue. C'était le jour de la Saint-Barthélemy, — singulièrement lié aux souvenirs des Médicis, dont les armes accolées à celles de la maison d'Este décoraient ces vieilles murailles... Ce souvenir est une obsession peut-être! — Heureusement voici la voiture qui s'arrête sur la route du Plessys; j'échappe au monde des rêveries, et je n'ai plus qu'un quart d'heure de marche pour gagner Loisy par des routes bien peu frayées.

VIII. — LE BAL DE LOISY.

Je suis entré au bal de Loisy à cette heure mélancolique et douce encore où les lumières pâlissent et tremblent aux approches du jour. Les tilleuls, assombris par en bas, prenaient à leurs cimes une teinte bleuâtre. La flûte champêtre ne luttait plus si vivement avec les trilles du rossignol. Tout le monde était pâle, et dans les groupes dégarnis j'eus peine à rencontrer des figures connues. Enfin j'aperçus la grande Lise, une amie de Sylvie. Elle m'embrassa. « Il y a longtemps qu'on ne t'a vu, Parisien! dit-elle. — Oh! oui, longtemps. — Et tu arrives à cette heure-ci? — Par la poste. — Et pas trop vite! — Je voulais voir Sylvie; est-elle encore au bal? — Elle ne sort jamais qu'au matin, elle aime tant à danser. »

En un instant, j'étais à ses côtés. Sa figure était fatiguée; cependant son œil noir brillait toujours du sourire athénien d'autrefois. Un jeune homme se tenait près d'elle. Elle lui fit signe qu'elle renonçait à la contredanse suivante. Il se retira en saluant.

Le jour commençait à se faire. Nous sortîmes du bal, nous tenant par la main. Les fleurs de la chevelure de Sylvie se penchaient dans ses cheveux dénoués; le bouquet de son corsage s'effeuillait aussi sur les dentelles fripées, savant ouvrage de sa main. Je lui offris de l'accompagner chez elle. Il faisait grand jour, mais le temps était sombre. La Thève bruissait à notre gauche, laissant à ses coudes des remous d'eau stagnante où s'épanouissaient les nénuphars jaunes et blancs, où éclatait comme des pâquerettes la frêle broderie des

étoiles d'eau. Les plaines étaient couvertes de javelles et de meules de foin, dont l'odeur me portait à la tête sans m'enivrer, comme faisait autrefois la fraîche senteur des bois et des halliers d'épines fleuries.

Nous n'eûmes pas l'idée de les traverser de nouveau. — Sylvie, lui dis-je, vous ne m'aimez plus! — Elle soupira. — Mon ami, me dit-elle, il faut se faire une raison; les choses ne vont pas comme nous voulons dans la vie. Vous m'avez parlé autrefois de *la Nouvelle Héloïse,* je l'ai lue, et j'ai frémi en tombant d'abord sur cette phrase : « Toute jeune fille qui lira ce livre est perdue. » Cependant j'ai passé outre, me fiant sur ma raison. Vous souvenez-vous du jour où nous avons revêtu les habits de noces de la tante?... Les gravures du livre présentaient aussi les amoureux sous de vieux costumes du temps passé, de sorte que pour moi vous étiez Saint-Preux, et je me retrouvais dans Julie. Ah! que n'êtes-vous revenu alors! Mais vous étiez, disait-on, en Italie. Vous en avez vu là de bien plus jolies que moi! — Aucune, Sylvie, qui ait votre regard et les traits purs de votre visage. Vous êtes une nymphe antique qui vous ignorez. D'ailleurs les bois de cette contrée sont aussi beaux que ceux de la campagne romaine. Il y a là-bas des masses de granit non moins sublimes, et une cascade qui tombe du haut des rochers comme celle de Terni. Je n'ai rien vu là-bas que je puisse regretter ici. — Et à Paris? dit-elle. — A Paris.... »

Je secouai la tête sans répondre.

Tout à coup je pensai à l'image vaine qui m'avait égaré si longtemps.

— Sylvie, dis-je, arrêtons-nous ici, le voulez-vous?

Je me jetai à ses pieds; je confessai en pleurant à chaudes larmes mes irrésolutions, mes caprices; j'évoquai le spectre funeste qui traversait ma vie.

— Sauvez-moi! ajoutai-je, je reviens à vous pour toujours.

Elle tourna vers moi ses regards attendris...

En ce moment, notre entretien fut interrompu par de violens éclats de rire. C'était le frère de Sylvie qui nous rejoignait avec cette bonne gaieté rustique, suite obligée d'une nuit de fête, que des rafraîchissemens nombreux avaient développée outre mesure. Il appelait le galant du bal, perdu au loin dans les buissons d'épine, et qui ne tarda pas à nous rejoindre. Ce garçon n'était guère plus solide sur ses pieds que son compagnon, il paraissait plus embarrassé encore de la présence d'un Parisien que de celle de Sylvie. Sa figure candide, sa déférence mêlée d'embarras, m'empêchaient de lui en vouloir d'avoir été le danseur pour lequel on était resté si tard à la fête. Je le jugeais peu dangereux.

— Il faut rentrer à la maison, dit Sylvie à son frère. A tantôt! me dit-elle en me tendant la joue.

L'amoureux ne s'offensa pas.

IX. — ERMENONVILLE.

Je n'avais nulle envie de dormir. J'allai à Montagny pour revoir la maison de mon oncle. Une grande tristesse me gagna dès que j'en entrevis la façade jaune et les contrevents verts. Tout semblait dans le même état qu'autrefois; seulement il fallut aller chez le fermier pour avoir la clé de la porte. Une fois les volets ouverts, je revis avec attendrissement les vieux meubles conservés dans le même état et qu'on frottait de temps en temps, la haute armoire de noyer, deux tableaux flamands qu'on disait l'ouvrage d'un ancien peintre, notre aïeul; de grandes estampes d'après Boucher, et toute une série encadrée de gravures de l'*Émile* et de *la Nouvelle Héloïse*, par Moreau; sur la table, un chien empaillé que j'avais connu vivant, ancien compagnon de mes courses dans les bois, le dernier carlin peut-être, car il appartenait à cette race perdue.

— Quant au perroquet, me dit le fermier, il vit toujours; je l'ai retiré chez moi.

Le jardin présentait un magnifique tableau de végétation sauvage. J'y reconnus, dans un angle, un jardin d'enfant que j'avais tracé jadis. J'entrai tout frémissant dans le cabinet, où se voyait encore la petite bibliothèque pleine de livres choisis, vieux amis de celui qui n'était plus, et sur le bureau quelques débris antiques trouvés dans son jardin, des vases, des médailles romaines, collection locale qui le rendait heureux.

— Allons voir le perroquet, dis-je au fermier. — Le perroquet demandait à déjeuner comme en ses plus beaux jours, et me regarda de cet œil rond, bordé d'une peau chargée de rides, qui fait penser au regard expérimenté des vieillards.

Plein des idées tristes de ce retour tardif en des lieux si aimés, je sentis le besoin de revoir Sylvie, seule figure vivante et jeune encore qui me rattachât à ce pays. Je repris la route de Loisy. C'était au milieu du jour; tout le monde dormait fatigué de la fête. Il me vint à l'idée de me distraire par une promenade à Ermenonville, distant d'une lieue par le chemin de la forêt. Il faisait un beau temps d'été. Je pris plaisir d'abord à la fraîcheur de cette route qui semble l'allée d'un parc. Les grands chênes d'un vert uniforme n'étaient variés que par les troncs blancs des bouleaux au feuillage frissonnant. Les oiseaux se taisaient, et j'entendais seulement le bruit que fait le pivert en frappant les arbres pour y creuser son nid. Un instant, je risquai

de me perdre, car les poteaux dont les palettes annoncent diverses routes n'offrent plus, par endroits, que des caractères effacés. Enfin, laissant le *Désert* à gauche, j'arrivai au rond-point de la danse, où subsiste encore le banc des vieillards. Tous les souvenirs de l'antiquité philosophique, ressuscités par l'ancien possesseur du domaine, me revenaient en foule devant cette réalisation pittoresque de l'*Anacharsis* et de l'*Émile*.

Lorsque je vis briller les eaux du lac à travers les branches des saules et des coudriers, je reconnus tout à fait un lieu où mon oncle, dans ses promenades, m'avait conduit bien des fois : c'est le *Temple de la philosophie*, que son fondateur n'a pas eu le bonheur de terminer. Il a la forme du temple de la Sibylle Tiburtine, et, debout encore, sous l'abri d'un bouquet de pins, il étale tous ces grands noms de la pensée qui commencent par Montaigne et Descartes, et qui s'arrêtent à Rousseau. Cet édifice inachevé n'est déjà plus qu'une ruine, le lierre le festonne avec grâce, la ronce envahit les marches disjointes. Là, tout enfant, j'ai vu des fêtes où les jeunes filles vêtues de blanc venaient recevoir des prix d'étude et de sagesse. Où sont les buissons de roses qui entouraient la colline? L'églantier et le frambroisier en cachent les derniers plants, qui retournent à l'état sauvage. — Quant aux lauriers, les a-t-on coupés, comme le dit la chanson des jeunes filles qui ne veulent plus aller au bois? Non, ces arbustes de la douce Italie ont péri sous notre ciel brumeux. Heureusement le troëne de Virgile fleurit encore, comme pour appuyer la parole du maître inscrite au-dessus de la porte : *Rerum cognoscere causas !* — Oui, ce temple tombe comme tant d'autres, les hommes oublieux ou fatigués se détourneront de ses abords, la nature indifférente reprendra le terrain que l'art lui disputait; mais la soif de connaître restera éternelle, mobile de toute force et de toute activité!

Voici les peupliers de l'île, et la tombe de Rousseau, vide de ses cendres. O sage! tu nous avais donné le lait des forts, et nous étions trop faibles pour qu'il pût nous profiter. Nous avons oublié tes leçons que savaient nos pères, et nous avons perdu le sens de ta parole, dernier écho des sagesses antiques. Pourtant ne désespérons pas, et comme tu fis à ton suprême instant, tournons nos yeux vers le soleil!

J'ai revu le château, les eaux paisibles qui le bordent, la cascade qui gémit dans les roches, et cette chaussée réunissant les deux parties du village, dont quatre colombiers marquent les angles, la pelouse qui s'étend au-delà comme une savane, dominée par des côteaux ombreux; la tour de Gabrielle se reflète de loin sur les eaux d'un lac factice étoilé de fleurs éphémères; l'écume bouillonne, l'insecte bruït.... Il faut échapper à l'air perfide qui s'exhale en gagnant les grès poudreux du désert et les landes où la bruyère rose relève le

vert des fougères. Que tout cela est solitaire et triste! le regard enchanté de Sylvie, ses courses folles, ses cris joyeux, donnaient autrefois tant de charme aux lieux que je viens de parcourir! C'était encore un enfant sauvage, ses pieds étaient nus, sa peau hâlée, malgré son chapeau de paille, dont le large ruban flottait pêle-mêle avec ses tresses de cheveux noirs. Nous allions boire du lait à la ferme suisse, et l'on me disait : « Qu'elle est jolie, ton amoureuse, petit Parisien! » Oh! ce n'est pas alors qu'un paysan aurait dansé avec elle! Elle ne dansait qu'avec moi, une fois par an, à la fête de l'arc.

X. — LE GRAND FRISÉ.

J'ai repris le chemin de Loisy; tout le monde était réveillé. Sylvie avait une toilette de demoiselle, presque dans le goût de la ville. Elle me fit monter à sa chambre avec toute l'ingénuité d'autrefois. Son œil étincelait toujours dans un sourire plein de charme, mais l'arc prononcé de ses sourcils lui donnait par instans un air sérieux. La chambre était décorée avec simplicité, pourtant les meubles étaient modernes, une glace à bordure dorée avait remplacé l'antique trumeau, où se voyait un berger d'idylle offrant un nid à une bergère bleue et rose. Le lit à colonnes chastement drapé de vieille perse à ramage était remplacé par une couchette de noyer garnie du rideau à flèche; à la fenêtre, dans la cage où jadis étaient les fauvettes, il y avait des canaris. J'étais pressé de sortir de cette chambre où je ne trouvais rien du passé. « Vous ne travaillerez pas à votre dentelle aujourd'hui?... dis-je à Sylvie. — Oh! je ne fais plus de dentelle, on n'en demande plus dans le pays; même à Chantilly, la fabrique est fermée. — Que faites-vous donc? » Elle alla chercher dans un coin de la chambre un instrument en fer qui ressemblait à une longue pince. « Qu'est-ce que c'est que cela? — C'est ce qu'on appelle la mécanique; c'est pour maintenir la peau des gants afin de les coudre. — Ah! vous êtes gantière, Sylvie? — Oui, nous travaillons ici pour Dammartin, cela donne beaucoup dans ce moment; mais je ne fais rien aujourd'hui; allons où vous voudrez. » Je tournais les yeux vers la route d'Othys : elle secoua la tête; je compris que la vieille tante n'existait plus. Sylvie appela un petit garçon et lui fit seller un âne. « Je suis encore fatiguée d'hier, dit-elle, mais la promenade me fera du bien; allons à Chaâlis. » Et nous voilà traversant la forêt, suivis du petit garçon armé d'une branche. Bientôt Sylvie voulut s'arrêter, et je l'embrassai en l'engageant à s'asseoir. La conversation entre nous ne pouvait plus être bien intime. Il fallut lui raconter ma vie à Paris, mes voyages... « Comment peut-on aller si loin? dit-elle. — Je m'en étonne en vous revoyant. — Oh! cela se dit! — Et

convenez que vous étiez moins jolie autrefois. — Je n'en sais rien. — Vous souvenez-vous du temps où nous étions enfans! et vous la plus grande? — Et vous le plus sage! — Oh! Sylvie! — On nous mettait sur l'âne chacun dans un panier. — Et nous ne nous disions pas *vous*... Te rappelles-tu que tu m'apprenais à pêcher des écrevisses sous les ponts de la Thève et de la Nonette? — Et toi, te souviens-tu de ton frère de lait qui t'a un jour retiré *de l'ieau*. — Le *grand frisé!* c'est lui qui m'avait dit qu'on pouvait la passer... *l'ieau!* »

Je me hâtai de changer la conversation. Ce souvenir m'avait vivement rappelé l'époque où je venais dans le pays, vêtu d'un petit habit à l'anglaise qui faisait rire les paysans. Sylvie seule me trouvait bien mis; mais je n'osais lui rappeler cette opinion d'un temps si ancien. Je ne sais pourquoi ma pensée se porta sur les habits de noces que nous avions revêtus chez la vieille tante à Othys. Je demandai ce qu'ils étaient devenus. « Ah! la bonne tante, dit Sylvie, elle m'avait prêté sa robe pour aller danser au carnaval à Dammartin, il y a de cela deux ans. L'année d'après, elle est morte, la pauvre tante! »

Elle soupirait et pleurait si bien, que je ne pus lui demander par quelle circonstance elle était allée à un bal masqué; mais, grâce à ses talens d'ouvrière, je comprenais assez que Sylvie n'était plus une paysanne. Ses parens seuls étaient restés dans leur condition, et elle vivait au milieu d'eux comme une fée industrieuse, répandant l'abondance autour d'elle.

XI. — RETOUR.

La vue se découvrait au sortir du bois. Nous étions arrivés au bord des étangs de Chaâlys. Les galeries du cloître, la chapelle aux ogives élancées, la tour féodale et le petit château qui abrita les amours de Henri IV et de Gabrielle se teignaient des rougeurs du soir sur le vert sombre de la forêt. — C'est un paysage de Walter Scott, n'est-ce pas? disait Sylvie. — Et qui vous a parlé de Walter Scott? lui dis-je. Vous avez donc bien lu depuis trois ans! Moi, je tâche d'oublier les livres, et ce qui me charme, c'est de revoir avec vous cette vieille abbaye, où, tout petits enfans, nous nous cachions dans les ruines. Vous souvenez-vous, Sylvie, de la peur que vous aviez quand le gardien nous racontait l'histoire des moines rouges? — Oh! ne m'en parlez pas. — Alors chantez-moi la chanson de la belle fille enlevée au jardin de son père, sous le rosier blanc. — On ne chante plus cela. — Seriez-vous devenue musicienne? — Un peu. — Sylvie, Sylvie, je suis sûr que vous chantez des airs d'opéra! — Pourquoi vous plaindre? — Parce que j'aimais les vieux airs, et que vous ne saurez plus les chanter.

Sylvie modula quelques sons d'un grand air d'opéra moderne.... Elle *phrasait!*

Nous avions tourné les étangs voisins. Voici la verte pelouse, entourée de tilleuls et d'ormeaux, où nous avons dansé souvent! J'eus l'amour-propre de définir les vieux murs carlovingiens et de déchiffrer les armoiries de la maison d'Este. — Et vous! comme vous avez lu plus que moi! dit Sylvie. Vous êtes donc un savant?

J'étais piqué de son ton de reproche. J'avais jusque-là cherché l'endroit convenable pour renouveler le moment d'expansion du matin; mais que lui dire avec l'accompagnement d'un âne et d'un petit garçon très éveillé qui prenait plaisir à se rapprocher toujours pour entendre parler un Parisien? Alors j'eus le malheur de raconter l'apparition de Chaâlys, restée dans mes souvenirs. Je menai Sylvie dans la salle même du château où j'avais entendu chanter Adrienne. — Oh! que je vous entende! lui dis-je; que votre voix chérie résonne sous ces voûtes et en chasse l'esprit qui me tourmente, fût-il divin ou bien fatal! — Elle répéta les paroles et le chant après moi :

Anges, descendez promptement
Au fond du purgatoire!...

— C'est bien triste! me dit-elle.

— C'est sublime... Je crois que c'est du Porpora, avec des vers traduits au XVIe siècle.

— Je ne sais pas, répondit Sylvie.

Nous sommes revenus par la vallée, en suivant le chemin de Charlepont, que les paysans, peu étymologistes de leur nature, s'obstinent à appeler *Châllepont.* Sylvie, fatiguée de l'âne, s'appuyait sur mon bras. La route était déserte; j'essayai de parler des choses que j'avais dans le cœur, mais, je ne sais pourquoi, je ne trouvais que des expressions vulgaires, ou bien tout à coup quelque phrase pompeuse de roman, — que Sylvie pouvait avoir lue. Je m'arrêtais alors avec un goût tout classique, et elle s'étonnait parfois de ces effusions interrompues. Arrivés aux murs de Saint-S..., il fallait prendre garde à notre marche. On traverse des prairies humides où serpentent les ruisseaux. — Qu'est devenue la religieuse? dis-je tout à coup.

— Ah! vous êtes terrible avec votre religieuse... Eh bien!... eh bien! cela a mal tourné.

Sylvie ne voulut pas m'en dire un mot de plus.

Les femmes sentent-elles vraiment que telle ou telle parole passe sur les lèvres sans sortir du cœur? On ne le croirait pas, à les voir si facilement abusées, à se rendre compte des choix qu'elles font le plus souvent : il y a des hommes qui jouent si bien la comédie de l'amour! Je n'ai jamais pu m'y faire, quoique sachant que certaines

acceptent sciemment d'être trompées. D'ailleurs un amour qui remonte à l'enfance est quelque chose de sacré... Sylvie, que j'avais vue grandir, était pour moi comme une sœur. Je ne pouvais tenter une séduction... Une tout autre idée vint traverser mon esprit. — A cette heure-ci, me dis-je, je serais au théâtre... Qu'est-ce qu'Aurélie (c'était le nom de l'actrice) doit donc jouer ce soir? Évidemment le rôle de la princesse dans le drame nouveau. Oh! le troisième acte, qu'elle y est touchante!... Et dans la scène d'amour du second! avec ce jeune premier tout ridé...

— Vous êtes dans vos réflexions? dit Sylvie, et elle se mit à chanter :

A Dammartin l'y a trois belles filles :
L'y en a z'une plus belle que le jour...

— Ah! méchante! m'écriai-je, vous voyez bien que vous en savez encore des vieilles chansons.

— Si vous veniez plus souvent ici, j'en retrouverais, dit-elle, mais il faut songer au solide. Vous avez vos affaires de Paris, j'ai mon travail; ne rentrons pas trop tard : il faut que demain je sois levée avec le soleil.

XII. — LE PÈRE DODU.

J'allais répondre, j'allais tomber à ses pieds, j'allais offrir la maison de mon oncle, qu'il m'était possible encore de racheter, car nous étions plusieurs héritiers, et cette petite propriété était restée indivise; mais en ce moment nous arrivions à Loisy. On nous attendait pour souper. La soupe à l'oignon répandait au loin son parfum patriarcal. Il y avait des voisins invités pour ce lendemain de fête. Je reconnus tout de suite un vieux bûcheron, le père Dodu, qui racontait jadis aux veillées des histoires si comiques ou si terribles. Tour à tour berger, messager, garde-chasse, pêcheur, braconnier même, le père Dodu fabriquait à ses momens perdus des coucous et des tourne-broches. Pendant longtemps, il s'était consacré à promener les Anglais dans Ermenonville, en les conduisant aux lieux de méditation de Rousseau et en leur racontant ses derniers momens. C'était lui qui avait été le petit garçon que le philosophe employait à classer ses herbes, et à qui il donna l'ordre de cueillir les ciguës dont il exprima le suc dans sa tasse de café au lait. L'aubergiste de *la Croix d'Or* lui contestait ce détail; de là des haines prolongées. On avait longtemps reproché au père Dodu la possession de quelques secrets bien innocens, comme de guérir les vaches avec un verset dit à rebours et le signe de croix figuré du pied gauche, mais il avait

de bonne heure renoncé à ces superstitions, — grâce au souvenir, disait-il, des conversations de Jean-Jacques.

— Te voilà! petit Parisien, me dit le père Dodu. Tu viens pour débaucher nos filles? — Moi, père Dodu? — Tu les emmènes dans les bois pendant que le loup n'y est pas? — Père Dodu, c'est vous qui êtes le loup. — Je l'ai été tant que j'ai trouvé des brebis; à présent je ne rencontre plus que des chèvres, et qu'elles savent bien se défendre! Mais vous autres, vous êtes des malins à Paris. Jean-Jacques avait bien raison de dire : « L'homme se corrompt dans l'air empoisonné des villes. » — Père Dodu, vous savez trop bien que l'homme se corrompt partout.

Le père Dodu se mit à entonner un air à boire; on voulut en vain l'arrêter à un certain couplet scabreux que tout le monde savait par cœur. Sylvie ne voulut pas chanter, malgré nos prières, disant qu'on ne chantait plus à table. J'avais remarqué déjà que l'amoureux de la veille était assis à sa gauche. Il y avait je ne sais quoi dans sa figure ronde, dans ses cheveux ébouriffés, qui ne m'était pas inconnu. Il se leva et vint derrière ma chaise en disant : « Tu ne me reconnais donc pas, Parisien? » Une bonne femme, qui venait de rentrer au dessert après nous avoir servis, me dit à l'oreille : « Vous ne reconnaissez pas votre frère de lait? » Sans cet avertissement, j'allais être ridicule. « Ah! c'est toi, *grand frisé!* dis-je, c'est toi, le même qui m'a retiré de *l'ieau!* » Sylvie riait aux éclats de cette reconnaissance. « Sans compter, disait ce garçon en m'embrassant, que tu avais une belle montre en argent, et qu'en revenant tu étais bien plus inquiet de ta montre que de toi-même, parce qu'elle ne marchait plus; tu disais : « La *bête* est *nayée,* ça ne fait plus tic-tac; qu'est-ce que mon oncle va dire?... »

— Une bête dans une montre! dit le père Dodu, voilà ce qu'on leur fait croire à Paris, aux enfans!

Sylvie avait sommeil, je jugeai que j'étais perdu dans son esprit. Elle remonta à sa chambre, et pendant que je l'embrassais, elle me dit : « A demain, venez nous voir! »

Le père Dodu était resté à table avec Sylvain et mon frère de lait; nous causâmes longtemps autour d'un flacon de *ratafiat* de Louvres. « Les hommes sont égaux, dit le père Dodu entre deux couplets, je bois avec un pâtissier comme je ferais avec un prince. — Où est le pâtissier? dis-je. — Regarde à côté de toi! un jeune homme qui a l'ambition de s'établir. »

Mon frère de lait parut embarrassé. J'avais tout compris. — C'est une fatalité qui m'était réservée d'avoir un frère de lait dans un pays illustré par Rousseau, — qui voulait supprimer les nourrices! — Le père Dodu m'apprit qu'il était fort question du mariage de Sylvie

avec le *grand frisé,* qui voulait aller former un établissement de pâtisserie à Dammartin. Je n'en demandai pas plus. La voiture de Nanteuil-le-Haudoin me ramena le lendemain à Paris.

XIII. — AURÉLIE.

A Paris! — La voiture met cinq heures. Je n'étais pressé que d'arriver pour le soir. Vers huit heures, j'étais assis dans ma stalle accoutumée; Aurélie répandit son inspiration et son charme sur des vers faiblement inspirés de Schiller, que l'on devait à un talent de l'époque. Dans la scène du jardin, elle devint sublime. Pendant le quatrième acte, où elle ne paraissait pas, j'allai acheter un bouquet chez Mme Prévost. J'y insérai une lettre fort tendre signée : *Un inconnu.* Je me dis : Voilà quelque chose de fixé pour l'avenir, — et le lendemain j'étais sur la route d'Allemagne.

Qu'allais-je y faire? Essayer de remettre de l'ordre dans mes sentimens. — Si j'écrivais un roman, jamais je ne pourrais faire accepter l'histoire d'un cœur épris de deux amours simultanés. Sylvie m'échappait par ma faute; mais la revoir un jour avait suffi pour relever mon âme : je la plaçais désormais comme une statue souriante dans le temple de la Sagesse. Son regard m'avait arrêté au bord de l'abîme. — Je repoussais avec plus de force encore l'idée d'aller me présenter à Aurélie, pour lutter un instant avec tant d'amoureux vulgaires qui brillaient un instant près d'elle et retombaient brisés. — Nous verrons quelque jour, me dis-je, si cette femme a un cœur.

Un jour, je lus dans un journal qu'Aurélie était malade. Je lui écrivis des montagnes de Salzbourg. La lettre était si empreinte de mysticisme germanique, que je n'en devais pas attendre un grand succès, mais aussi je ne demandais pas de réponse. Je comptais un peu sur le hasard et sur — l'*inconnu.*

Des mois se passent. A travers mes courses et mes loisirs; j'avais entrepris de fixer dans une action poétique les amours du peintre Colonna pour la belle Laura, que ses parens firent religieuse, et qu'il aima jusqu'à la mort. Quelque chose dans ce sujet se rapportait à mes préoccupations constantes. Le dernier vers du drame écrit, je ne ne songeai plus qu'à revenir en France.

Que dire maintenant qui ne soit l'histoire de tant d'autres? J'ai passé par tous les cercles de ces lieux d'épreuves qu'on appelle théâtres. « J'ai mangé du tambour et bu de la cymbale, » comme dit la phrase dénuée de sens apparent des initiés d'Éleusis. — Elle signifie sans doute qu'il faut au besoin passer les bornes du non sens et de l'absurdité : la raison pour moi, c'était de conquérir et de fixer mon idéal.

Aurélie avait accepté le rôle principal dans le drame que je rapportais d'Allemagne. Je n'oublierai jamais le jour où elle me permit de lui lire la pièce. Les scènes d'amour étaient préparées à son intention. Je crois bien que je les dis avec âme, mais surtout avec enthousiasme. Dans la conversation qui suivit, je me révélai comme l'*inconnu* des deux lettres. Elle me dit : — Vous êtes bien fou; mais revenez me voir... Je n'ai jamais pu trouver quelqu'un qui sût m'aimer.

O femme! tu cherches l'amour... Et moi, donc?

Les jours suivans, j'écrivis les lettres les plus tendres, les plus belles que sans doute elle eût jamais reçues. J'en recevais d'elle qui étaient pleines de raison. Un instant elle fut touchée, m'appela près d'elle, et m'avoua qu'il lui était difficile de rompre un attachement plus ancien. — Si c'est bien *pour moi* que vous m'aimez, dit-elle, vous comprendrez que je ne puis être qu'à un seul.

Deux mois plus tard, je reçus une lettre pleine d'effusion. Je courus chez elle. — Quelqu'un me donna dans l'intervalle un détail précieux. Le beau jeune homme que j'avais rencontré une nuit au cercle venait de prendre un engagement dans les spahis.

L'été suivant, il y avait des courses à Chantilly. La troupe du théâtre où jouait Aurélie donnait là une représentation. Une fois dans le pays, la troupe était pour trois jours aux ordres du régisseur. — Je m'étais fait l'ami de ce brave homme, ancien Dorante des comédies de Marivaux, longtemps jeune premier de drame, et dont le dernier succès avait été le rôle d'amoureux dans la pièce imitée de Schiller, où mon binocle me l'avait montré si ridé. De près, il paraissait plus jeune, et, resté maigre, il produisait encore de l'effet dans les provinces. Il avait du feu. J'accompagnais la troupe en qualité de *seigneur poète;* je persuadai au régisseur d'aller donner des représentations à Senlis et à Dammartin. Il penchait d'abord pour Compiègne; mais Aurélie fut de mon avis. Le lendemain, pendant que l'on allait traiter avec les propriétaires des salles et les autorités, je louai des chevaux, et nous prîmes la route des étangs de Commelle pour aller déjeuner au château de la reine Blanche. Aurélie, en amazone, avec ses cheveux blonds flottans, traversait la forêt comme une reine d'autrefois, et les paysans s'arrêtaient éblouis. — Mme de F... était la seule qu'ils eussent vue si imposante et si gracieuse dans ses saluts. — Après le déjeuner, nous descendîmes dans des villages rappelant ceux de la Suisse, où l'eau de la Nonette fait mouvoir des scieries. Ces aspects chers à mes souvenirs l'intéressaient sans l'arrêter. J'avais projeté de conduire Aurélie au château, près d'Orry, sur la même place verte où pour la première fois j'avais vu Adrienne. — Nulle émotion ne parut en elle. Alors je lui racontai tout; je lui

dis la source de cet amour entrevu dans les nuits, rêvé plus tard, réalisé en elle. Elle m'écoutait sérieusement et me dit : — Vous ne m'aimez pas! Vous attendez que je vous dise : La comédienne est la même que la religieuse; vous cherchez un drame, voilà tout, et le dénoûment vous échappe. Allez, je ne vous crois plus!

Cette parole fut un éclair. Ces enthousiasmes bizarres que j'avais ressentis si longtemps, ces rêves, ces pleurs, ces désespoirs et ces tendresses,... ce n'était donc pas l'amour? Mais où donc est-il?

Aurélie joua le soir à Senlis. Je crus m'apercevoir qu'elle avait un faible pour le régisseur, — le jeune premier ridé. Cet homme était d'un caractère excellent et lui avait rendu des services.

Aurélie m'a dit un jour : — Celui qui m'aime, le voilà!

XIV. — DERNIER FEUILLET.

Telles sont les chimères qui charment et égarent au matin de la vie. J'ai essayé de les fixer sans beaucoup d'ordre, mais bien des cœurs me comprendront. Les illusions tombent l'une après l'autre, comme les écorces d'un fruit, et le fruit, c'est l'expérience. Sa saveur est amère; elle a pourtant quelque chose d'âcre qui fortifie, — qu'on me pardonne ce style vieilli. Rousseau dit que le spectacle de la nature console de tout. Je cherche parfois à retrouver mes bosquets de Clarens perdus au nord de Paris, dans les brumes. Tout cela est bien changé!

Ermenonville! pays où fleurissait encore l'idylle antique, — traduite une seconde fois d'après Gessner! tu as perdu ta seule étoile, qui chatoyait pour moi d'un double éclat. Tour à tour bleue et rose comme l'astre trompeur d'Aldebaran, c'était Adrienne ou Sylvie, — c'étaient les deux moitiés d'un seul amour. L'une était l'idéal sublime, l'autre la douce réalité. Que me font maintenant tes ombrages et tes lacs, et même ton désert? Othys, Montagny, Loisy, pauvres hameaux voisins, Chaâlys, — que l'on restaure, — vous n'avez rien gardé de tout ce passé! Quelquefois j'ai besoin de revoir ces lieux de solitude et de rêverie. J'y relève tristement en moi-même les traces fugitives d'une époque où le naturel était affecté; je souris parfois en lisant sur le flanc des granits certains vers de Roucher, qui m'avaient paru sublimes, — ou des maximes de bienfaisance au-dessus d'une fontaine ou d'une grotte consacrée à Pan. Les étangs, creusés à si grands frais, étalent en vain leur eau morte que le cygne dédaigne. Il n'est plus, le temps où les chasses de Condé passaient avec leurs amazones fières, où les cors se répondaient de loin, multipliés par les échos!... Pour se rendre à Ermenonville, on ne trouve

plus aujourd'hui de route directe. Quelquefois j'y vais par Creil et Senlis, d'autres fois par Dammartin.

A Dammartin, l'on n'arrive jamais que le soir. Je vais coucher alors à *l'Image Saint-Jean*. On me donne d'ordinaire une chambre assez propre tendue en vieille tapisserie avec un trumeau au-dessus de la glace. Cette chambre est un dernier retour vers le bric-à-brac, auquel j'ai depuis longtemps renoncé. On y dort chaudement sous l'édredon, qui est d'usage dans ce pays. Le matin, quand j'ouvre la fenêtre, encadrée de vigne et de roses, je découvre avec ravissement un horizon vert de dix lieues, où les peupliers s'alignent comme des armées. Quelques villages s'abritent çà et là sous leurs clochers aigus, construits, comme on dit là, en pointes d'ossemens. On distingue d'abord Othys, — puis Ève, puis Ver; on distinguerait Ermenonville à travers le bois, s'il avait un clocher, — mais dans ce lieu philosophique on a bien négligé l'église. Après avoir rempli mes poumons de l'air si pur qu'on respire sur ces plateaux, je descends gaiement et je vais faire un tour chez le pâtissier. « Te voilà, grand frisé! — Te voilà, petit Parisien! » Nous nous donnons les coups de poings amicaux de l'enfance, puis je gravis un certain escalier où les joyeux cris de deux enfans accueillent ma venue. Le sourire athénien de Sylvie illumine ses traits charmés. Je me dis : « Là était le bonheur peut-être; cependant... »

Je l'appelle quelquefois Lolotte, et elle me trouve un peu de ressemblance avec Werther, moins les pistolets, qui ne sont plus de mode. Pendant que le *grand frisé* s'occupe du déjeuner, nous allons promener les enfans dans les allées de tilleuls qui ceignent les débris des vieilles tours de brique du château. Tandis que ces petits s'exercent, au tir des compagnons de l'arc, à ficher dans la paille les flèches paternelles, nous lisons quelques poésies ou quelques pages de ces livres si courts qu'on ne fait plus guère.

J'oubliais de dire que le jour où la troupe dont faisait partie Aurélie a donné une représentation à Dammartin, j'ai conduit Sylvie au spectacle, et je lui ai demandé si elle ne trouvait pas que l'actrice ressemblait à une personne qu'elle avait connue déjà. — A qui donc? — Vous souvenez-vous d'Adrienne?

Elle partit d'un grand éclat de rire en disant : « Quelle idée ! » Puis, comme se le reprochant, elle reprit en soupirant : « Pauvre Adrienne! elle est morte au couvent de Saint-S..., vers 1832. »

GÉRARD DE NERVAL.

DU

MOUVEMENT INTELLECTUEL

PARMI LES POPULATIONS OUVRIÈRES.

LES OUVRIERS DU MIDI DANS LES CÉVENNES ET L'INDUSTRIE DE LA SOIE.[1]

On pourra bientôt se rendre en un jour, à travers la France entière, des froides régions que baigne la Mer du Nord aux tièdes rivages de la Méditerranée. On aura quitté la veille des champs où croissent le pommier et le houblon à côté du chêne druidique, et on se trouvera le lendemain au milieu des grenadiers, des oliviers et des ravissans arbustes du jardin des Hespérides. L'aspect des populations n'aura pas moins changé que l'aspect de la nature. Entre les hommes du midi et ceux du nord de la France, il existe des différences essentielles et de visibles contrastes à côté de traits communs qu'expliquent les progrès généraux de la civilisation et le mouvement si rapide de la nation française vers l'unité. Ces variétés sont beaucoup plus frappantes dans les couches inférieures de la population, condamnées à l'isolement de la vie locale, que dans les rangs élevés, où les relations embrassent une plus grande sphère et où le degré d'instruction est à peu près le même en tous lieux. C'est au sein des classes ouvrières que se conservent le plus fidèlement l'esprit du sol et le caractère traditionnel des races. L'existence matérielle, la vie

(1) Voyez les livraisons des 1er juin, 1er septembre, 15 octobre 1851, — 15 février, 1er août 1852, — 15 janvier 1853.

morale, le mouvement intellectuel, tout diffère dans ces classes de province à province. Ainsi l'Alsace et le Forez ne nous ont pas offert des spectacles pareils à ceux de la Flandre ou de la Normandie. Le tableau du midi de la France est empreint de couleurs encore plus singulières et plus inattendues. Ici règnent, puissantes et respectées, des influences absolument inconnues dans le reste du pays. De plus, tandis que les classes ouvrières du nord sont associées à un mouvement industriel déjà ancien et qui se continue, celles du midi dépendent presque partout de fabrications nouvellement acclimatées, ou dont l'essor est récent. Aussi le caractère originel de ces dernières populations n'a-t-il pu être que faiblement entamé encore par les usages que tend à propager la vie manufacturière.

On ne connaît d'ailleurs que fort imparfaitement l'état industriel de nos provinces méridionales, soit parce qu'elles sont éloignées de la capitale et que les moyens de communication y sont assez rares et souvent difficiles, soit parce que le régime du travail s'y présente dans des conditions auxquelles on n'est pas accoutumé. Au lieu d'avoir, comme la Flandre, pour l'écoulement de ses produits des canaux rayonnant en tous sens, la vieille Gaule narbonnaise ne possède que le canal des Deux-Mers, monument admirable sans contredit, mais débouché commercial insuffisant. En fait de chemins de fer, hormis le réseau du Gard, si hardiment conçu, et le tronçon des Bouches-du-Rhône, on en est encore à des projets dont l'exécution est à peine commencée. Bien que quatre ou cinq villes jouissent, sous le ciel brillant du midi, d'une notoriété industrielle plus ou moins éclatante, on n'y aperçoit point d'agglomérations de fabriques comparables à celles de la Flandre ou de l'Alsace. La dissémination des forces manufacturières est, au contraire, un des traits saillans du tableau.

C'est au milieu de ces conditions, souvent défavorables, que l'industrie a cependant étendu son domaine. Ses moyens se sont développés surtout depuis que la conquête de l'Algérie est venue donner une importance nouvelle au bassin de la Méditerranée. On a vu éclater parfois dans les fabriques méridionales cette initiative hardie, cet esprit d'entreprise infatigable qui élargit les horizons et marque les grandes destinées. A côté de ces progrès de la production matérielle, il y a là aussi tous les signes d'un curieux mouvement intellectuel et moral. La diversité qu'on observe dans le domaine du travail se retrouve dans les mœurs et dans les tendances des populations. Les différences de religion, d'idiomes, concourent, avec la dissémination de l'activité industrielle, pour créer une foule de petits centres distincts ayant chacun sa vie propre et sa physionomie originale. Une première difficulté dans l'étude des populations ouvrières du midi,

c'est le classement, l'ordre à établir parmi tant d'intérêts et de questions qui se rattachent à de récens progrès. Heureusement notre division est tracée par la nature même du pays que nous avons à parcourir. Le Rhône scinde en deux portions inégales nos provinces du sud. — Les contrées de la rive gauche, pressées entre les Alpes et le fleuve impétueux qui semble couler sans toucher ses rives, sont le siége d'industries spéciales, dont quelques-unes n'existent nulle part ailleurs, du moins dans de telles proportions, et dont d'autres unissent, d'une façon singulière, le travail agricole au travail purement industriel. Là, le caractère provençal présente à l'observation sa vivacité pétulante et sa proverbiale naïveté. — Les provinces de la rive droite du Rhône sont comprises entre les montagnes de l'Aveyron et du Limousin et la muraille pyrénéenne, entre les rivages de la Méditerranée et les côtes de la Gascogne. Ces régions renferment des fabrications extrêmement diverses, et pourtant on éprouve d'abord quelque peine à en apprécier la richesse industrielle. De belles cultures y frappent seules les regards; on y voit des districts immenses, toute la riche vallée de la Garonne, par exemple, qui sont exclusivement agricoles. C'est dans le Languedoc, dans le bas Languedoc principalement, qu'au milieu des vignes luxuriantes, des oliviers et des mûriers de l'Hérault et du Gard, on rencontre enfin l'industrie manufacturière. Quelques cités plus ou moins actives, les villages et les hameaux des montagnes, sont les siéges préférés du travail industriel, qui se réfugie parfois aussi au fond de vallées solitaires et sur les bords de torrens inconnus. Pour continuer parmi les populations méridionales les recherches commencées dans la France de l'est et du nord, nous nous placerons d'abord sur la rive droite du Rhône. Les industries de Nîmes, des Monts-Garrigues et des Cévennes nous occuperont successivement dans cette première étude.

I. — NIMES, LES GARRIGUES ET LES CÉVENNES. — INDUSTRIES LOCALES.

La chaîne des Cévennes, qui compte à peu près 400 kilomètres de longueur et traverse huit ou dix départemens, s'en va toucher aux Vosges du côté du nord et se relie par le sud au gigantesque rideau des Pyrénées. Elle se divise en quelques larges massifs d'une hauteur fort inégale, ayant chacun son nom particulier. La partie de ces montagnes située dans le nord du département du Gard et dans le sud du département de l'Ardèche porte le nom de *Cévennes propres;* là même commence un autre réseau, celui des Monts-Garrigues, qui, après s'être inclinés vers Nîmes, débordent sur les départemens de l'Aveyron et de l'Hérault. Cette région, où la nature a multiplié les sites pittoresques, où des collines et des vallons d'une

fertilité inouie sont dominés par des plateaux d'une attristante aridité, est le siége du premier groupe d'ouvriers languedociens. La masse de la population y est employée soit à des travaux exclusivement manufacturiers, soit à la production et aux premières préparations de la soie. Nîmes sur la lisière du sud, Alais et Viviers vers le nord, Le Vigan au centre, Ganges du côté de l'ouest, et vingt autres localités moins importantes, disséminées çà et là, y partagent leur activité entre ces deux branches du travail industriel.

Nîmes, qui, entre toutes les autres villes de ce district, représente avec un éclat incomparable la production manufacturière, est bâtie sur le revers de sept collines conservant le nom général de Garrigues, et dont les sommets la dominent au nord-ouest, tandis que la vallée du Vistre s'étend à perte de vue à l'est et au midi. Cette ville en renferme pour ainsi dire trois entre ses murailles. La vieille cité romaine, dont les magnifiques vestiges rappellent tant de grandeurs évanouies, excite dans l'âme une admiration mêlée de tristesse. La ville industrielle, qui avait déjà un rang distingué dans la fabrication française aux XVe et XVIe siècles (1), un moment abattue par la révocation de l'édit de Nantes, reprend bientôt un remarquable essor; mais sa prospérité s'éteint de nouveau sous la terreur, reparaît avec le consulat et l'empire, fléchit en 1815, se relève ensuite pendant la restauration, et jette son plus grand éclat de 1834 à 1847. Quant à la troisième section de la cité, que nous appellerons, à défaut d'un autre mot, la ville aristocratique, elle renferme, avec quelques représentans de l'ancienne noblesse, cette partie de la bourgeoisie adonnée aux professions libérales, qui tient à rester complétement en dehors de l'industrie.

Sur une population de 53,000 âmes, le travail industriel fait vivre à Nîmes environ 25,000 individus, sans parler des familles qu'il occupe dans les campagnes. La fabrique met en œuvre toutes les matières textiles, sauf le lin et le chanvre; la soie, la laine et le coton, purs ou mélangés, entrent dans ses châles brochés ou imprimés, dans ses tapis, ses articles de bonneterie, ses foulards, fichus et cravates.

L'industrie des châles, qui reste encore à l'heure qu'il est la plus importante des productions nîmoises, décline cependant depuis plusieurs années, par suite de circonstances diverses. Au moment où elle souffrait déjà de difficultés intérieures inhérentes à la mobilité des goûts publics ou provenant de la rivalité de quelques autres cités françaises, elle s'est vu ravir à peu près complétement ses dé-

(1) Au XVIe siècle, Nîmes avait obtenu des lettres-patentes et statuts royaux qui lui accordaient, comme à Paris, Tours et Lyon, *le privilége d'exercer le commerce, art et fabrique du drap d'or, d'argent, de soie et autres étoffes mélangées.*

bouchés extérieurs. Les fabricans de Vienne en Autriche, ceux de Paisley et de Glasgow dans le royaume-uni, qui ont l'avantage soit d'acheter les laines à plus bas prix, soit de posséder de plus puissans moyens de fabrication et de plus grandes ressources commerciales, lui ont enlevé les riches marchés de l'Amérique du Nord, et ceux de la Hollande et de la Belgique. Ni le goût et la fécondité artistiques de nos fabricans et de nos dessinateurs, ni les expédiens de fabrication toujours nuisibles d'ailleurs à la qualité des marchandises, ni l'expérience des ouvriers, dont quelques-uns, du reste, avaient été embauchés par la concurrence étrangère, ne purent triompher du malaise qui suivit ce grand échec. Les deux tiers au moins des tisseurs de châles travaillant à leur domicile furent contraints de vendre leurs métiers et de s'enrôler au service d'autres fabrications.

La belle industrie des tapis récemment installée à Nîmes, où elle jouit d'une merveilleuse prospérité, put heureusement recueillir un grand nombre de ces travailleurs dépossédés de leur besogne habituelle. Embrassant tous les genres, la tapisserie de cette ville a rapidement conquis la faveur du commerce, qui étale assez souvent ses articles sous les noms les plus anciennement connus (1). Elle semble appelée à une fortune croissante, si, en élargissant ses moyens de production, elle parvient, par l'abaissement de ses prix, à propager l'usage des tapis, encore extrêmement restreint dans nos habitudes domestiques. Les ouvriers qu'elle emploie, et qui travaillent tantôt chez eux et tantôt en atelier, se trouvent dans des conditions économiques des plus favorables.

La troisième branche de l'industrie nîmoise, la bonneterie, a su combiner l'ancien métier à mailles avec la mécanique Jacquart, de manière à créer des genres nouveaux imitant la dentelle avec des dessins chinés, qui ont procuré au travail un utile aliment. On a ainsi remplacé une fabrication jadis florissante, celle des bas de soie aujourd'hui tout à fait déchue. Ce qui faisait la fortune de cet article, outre l'usage universel et quotidien du bas de soie parmi les classes aisées, c'était l'exportation dans les deux Amériques; mais les fabricans nîmois, quoique placés dans un pays qui produit les plus belles soies du monde, quoique trouvant dans les Cévennes

(1) Nîmes confectionne les moquettes de toutes qualités, les étoffes de luxe pour meubles et tentures, les tapis écossais, jaspés ou sergés, les tapis veloutés et à chenilles, qui permettent l'emploi des fils de toutes couleurs, à la différence des moquettes, et présentent un tissu plus fini et des dessins mieux modelés. Ces derniers tapis cherchent à reproduire l'aspect des ouvrages des Gobelins, sans prétendre, bien entendu, à les égaler. Tandis qu'un ouvrier fabrique à Nîmes 2 mètres de tapis par jour, aux Gobelins on en fait quelques centimètres seulement, et les pièces coûtant aux Gobelins 25 ou 30,000 francs descendent à 1,000 francs dans le département du Gard.

la main-d'œuvre à bon marché, ont eu le malheur, faute d'efforts persévérans, de se laisser encore ici supplanter par l'Angleterre. La ganterie de soie, que la mode avait jadis délaissée et qu'elle semble vouloir reprendre, s'est mieux entendue à améliorer sa fabrication. D'installation beaucoup plus récente à Nîmes que la confection des bas, cette industrie forme, soit dans la ville même, soit dans les montagnes voisines, un élément de travail assez notable (1). Les ouvriers bonnetiers de Nîmes, quelquefois réunis en atelier, travaillent le plus souvent chez eux en famille; leur besogne monotone est plus ennuyeuse que fatigante, aussi est-elle une des moins rétribuées du pays.

Les tissus en soie pure ou mélangée, derniers restes de la vieille fabrication locale, considérablement modifiée depuis le XVIe siècle, ne comprennent plus aujourd'hui que des foulards et fichus imprimés, des cravates en gros de Naples ou en taffetas noir, quelques rares étoffes pour robes, et enfin un genre spécial de tissus unis, à carreaux, ou lamés en or, en argent, en cuivre. Ces tissus, qui sont destinés à l'Algérie et à la côte d'Afrique, méritent, à cause de leur destination, une mention spéciale; ils se fabriquaient à Nîmes, mais en très-petite quantité, sous le nom de mouchoirs du Levant, même avant la conquête de l'Algérie. Remarquablement améliorés depuis quelques années, ils éclipsent tout à fait les produits similaires, autrefois célèbres, de Tunis et de Tripoli. Il y a là de riches écharpes rayées et mêlées de fils d'or ou d'argent, des turbans de 5 ou 6 mètres de long, des robes communes à couleurs bizarrement mêlées et qu'on noue tout simplement sur la hanche (2). En dehors de ses relations avec les Arabes, Nîmes ne conserve plus guère qu'en Espagne et en Italie quelques débris de ce commerce extérieur, jadis si profitable à ses fabricans de châles et à ses fabricans de bas : l'intérieur forme le principal marché de ses produits. Toulouse, Bordeaux et Bayonne, dans le midi de la France, sont des centres d'importantes affaires qui

(1) On peut évaluer la production annuelle à 90,000 douzaines de gants de soie et 35,000 de gants de filet, etc.

(2) Quelquefois on met du cuivre dans certains tissus communs. Quand on a commencé à employer ce métal, les consommateurs africains l'ont pris pour de l'or et ont été dupes de leur erreur. Aujourd'hui ces fraudes criminelles ne sont plus possibles, et les prix sont fixés en raison de la matière; mais le commerce des tissus en Algérie, de quelque lieu que soient tirés ces articles, est encore exposé à des pratiques frauduleuses, provenant surtout de l'initiative des Juifs arabes, par les mains desquels passe tout le négoce local. Ces marchands, qui ont dans les cités et les bourgades de l'Afrique des boutiques où s'entassent pêle-mêle les objets les plus disparates, où le client n'entre jamais et achète par la fenêtre, viennent en France deux fois par année pour leurs approvisionnemens. Le plus grand nombre est sans cesse à la piste de nouveaux moyens de tromperie que doit repousser la loyauté comme l'intérêt de nos fabricans.

contribuent puissamment à entretenir le mouvement de ses métiers.

Dans les autres cités manufacturières du groupe des Cévennes et des Garrigues, les ouvriers de l'industrie textile ne pratiquent que la bonneterie, à l'exception de la petite ville de Sommières, où se confectionnent ces étoffes grossières appelées *limousines*, destinées aux manteaux des rouliers. Les bonnetiers du Vigan, dans le Gard, et de Ganges, dans l'Hérault, qui ont considérablement accru leurs opérations depuis quelques années, sont renommés pour le bon marché de leurs produits. Au besoin cependant, on y sait attaquer aussi les articles de luxe, surtout à Ganges, où les broderies et les dessins à jour s'exécutent avec une finesse merveilleuse.

Sur un des points de la même contrée, les ouvriers des grandes usines d'Alais et ceux des houillères de la Grand'Combe accomplissent une tâche d'un ordre tout différent. Le chemin de fer qui conduit chez eux, et qui n'a qu'une seule voie, part de Nîmes et monte d'abord pendant 10 kilomètres à travers un pays aride et triste; mais ensuite, à mesure qu'on descend vers le village de Ners, où se réunissent les deux torrens qui portent le nom de Gardon, le *Gardon d'Alais* et le *Gardon d'Anduze*, la campagne prend un aspect de plus en plus frais et vivant. Des mûriers alignés symétriquement dans les champs charment les yeux par l'éclat de leur feuillage. La ville d'Alais est assise entre des coteaux chargés d'arbres jusqu'au faîte, au sein d'un vallon qui ressemble à une corbeille de verdure. — Une ligne de quais magnifiques, dont la base, durant l'été, est à peine baignée par des eaux rares et inoffensives, garantit la cité contre les débordemens périodiques et terribles du Gardon. Singulière circonstance! au milieu de ces collines boisées, l'industrie manque d'eau pour entretenir des moteurs hydrauliques. Dans les hauts-fourneaux et les forges d'Alais, on n'a pour ressource qu'un réservoir alimenté par une pompe aboutissant au Gardon, et tous les appareils sont exclusivement mus par la vapeur. Établies dans un site enchanteur, dont les aspects doux et calmes sembleraient mieux convenir aux loisirs champêtres qu'aux travaux d'une bruyante industrie, ces usines possèdent l'avantage trop rare en France d'avoir à peu de distance le minerai et la houille. L'extraction du minerai est une besogne facile dont se chargent volontiers les ouvriers de la localité. Les travailleurs employés autour des brasiers intérieurs ont une tâche beaucoup plus rude, que les enfans de ces molles vallées abandonnent à des ouvriers étrangers, pour la plupart Belges ou Piémontais. L'industrie métallurgique, avec les sept ou huit cents individus qu'elle emploie, n'en occasionne pas moins un mouvement d'affaires dont profite toute la population du pays. Il faut en dire autant, à plus forte raison, des mines de la Grand'Combe, situées à 13 kilomètres d'Alais. Ces mines

emploient environ trois mille individus, dont le travail ressemble à celui des charbonniers de la Loire (1).

C'est pour le transport des minéraux et des métaux qu'ont été construits les chemins de fer du Gard; mais ces voies de communication rendent en même temps d'immenses services à une industrie bien plus importante pour ces contrées que la métallurgie : je veux parler de la seconde branche de travail du groupe des Cévennes, — la production de la soie. Agricole dans son principe, parce qu'elle exige la culture du mûrier, dont les feuilles sont le seul aliment des vers à soie, l'industrie séricicole donne lieu, pour l'*éducation* même de ces précieux insectes, à un travail d'un genre spécial, qui devient tout à fait manufacturier aussitôt que l'*éducation* est finie.

On sait que les vers à soie, dont il a été compté jusqu'à trente familles, vivent à peine cinquante jours, et que, durant cette courte existence, ils passent rapidement à travers les plus merveilleuses métamorphoses. L'insecte sort d'un œuf extrêmement petit, dont il brise la coquille quand vient la douce température du printemps. L'éclosion des œufs, qu'on a soin d'exposer à un même degré de chaleur, afin d'obtenir des résultats simultanés, n'a guère lieu que le matin, de trois à neuf heures. Le ver se développe très rapidement, mais avec une organisation fort imparfaite, sans artères, sans veines, privé du sens de la vue, réclamant des soins constans et minutieux de la part des mains qui l'élèvent, et n'ayant d'autre instinct que celui de reconnaître la feuille du mûrier et de distinguer les feuilles desséchées des feuilles nouvellement cueillies. Il change plusieurs fois de peau et de museau; ces renouvellemens périodiques, marqués par des signes singuliers et qu'on appelle *mues,* sont autant de crises très souvent mortelles. Les phénomènes se succèdent avec une rapidité croissante à mesure qu'approche le moment où l'appareil soyeux que le ver recèle dans ses flancs va distiller la matière gommeuse qu'il contient. La formation du cocon, qu'il est possible d'observer pendant un certain temps, jusqu'à ce que le rideau s'épaississe au point de cacher entièrement la chenille, prend à peu près quatre jours, qui sont pour l'insecte quatre jours d'un travail presque continu. Renversé sur le flanc, le ver déroule un fil d'une longueur de 800 à 1500 mètres, dont une partie seulement, les deux tiers environ, sont plus tard susceptibles d'être dévidés. Si l'existence de la chenille s'arrêtait au milieu de sa couche soyeuse, l'espèce serait

(1) La Grand'Combe avait fourni le premier exemple des fusions entre compagnies diverses, fusions qui viennent d'être assujetties par un décret à l'autorisation du gouvernement. Ces alliances peuvent sans doute avoir leurs dangers; cependant, il est juste de le dire, elles ont donné le signal d'une très utile réforme dans l'exploitation des houillères en France.

anéantie, car le ver, sous sa première forme, est incapable de laisser une lignée. C'est le papillon, s'échappant de la chrysalide mystérieuse au bout d'une quinzaine de jours, vers l'heure où le soleil se lève, qui est chargé de la conservation de la race ; mais on ne laisse arriver qu'un petit nombre de vers à cette métamorphose, qui briserait le fil de soie, et on étouffe les chrysalides au moyen d'une forte chaleur. De même que tous les papillons nocturnes à la classe desquels ils appartiennent, les papillons issus du ver à soie ne sont pourvus d'aucun organe destiné à la nutrition, et par conséquent ils ne sauraient vivre longtemps. Aussitôt que la femelle a déposé ses œufs, dont le nombre varie de trois cents à sept cents, et qui écloront à leur tour l'année suivante, la génération éclose se dessèche et dépérit en deux ou trois jours.

De notables progrès ont été accomplis, depuis une vingtaine d'années, dans l'*éducation* des vers à soie, soit pour la disposition même du local destiné à l'éclosion des œufs, c'est-à-dire des magnaneries, soit pour la nourriture et l'hygiène des chenilles. Dans la pratique ordinaire livrée à l'esprit de routine, on néglige trop souvent les précautions qui sont le mieux indiquées par la science : aussi la déperdition est-elle considérable. Un habile et soigneux éducateur d'Alais nous donnait naguère, sur les lieux mêmes, les chiffres suivans, comme résultant de ses longues observations : une once de graines ou d'œufs de vers à soie produit, en moyenne, 40 kilog. de cocons et 3 kilog. de soie, tandis qu'on aurait dû obtenir 100 kilog. de cocons et 7 kilog. 1/2 de soie. Dans les magnaneries mal soignées, le déchet est bien plus grand ; on y voit régner plus cruellement les maladies qui déciment les insectes, et dont la plus terrible, connue sous le nom de *muscardine*, a causé récemment tant de dommages à nos *éducateurs*. Ces périls attachés à l'*éducation* des vers, cette incertitude des récoltes, rendent très aléatoire le sort des ouvriers employés à la production de la soie, aussi bien pour la partie agricole que pour la partie manufacturière.

La première opération véritablement industrielle consiste à enlever les fils soyeux enroulés autour de la chrysalide (1). A son état naturel, la soie n'est pas, comme le coton ou la laine, composée d'une multitude de filamens plus ou moins longs. Elle est produite à l'état de fil par le ver lui-même ; mais pour dévider ces fils, dont la ténuité est extrême, il faut recourir à l'industrie appelée improprement *filature de la soie*, et aujourd'hui pratiquée en grand dans des ateliers mécaniques. On ne pourrait pas tirer la soie d'un cocon pris isolé-

(1) La chrysalide, qui, dans certaines contrées, sert à la nourriture des animaux et même quelquefois, en Chine, à celle des hommes, n'est employée chez nous que comme engrais, après avoir été mélangée avec diverses matières.

ment, il faut au moins joindre deux fils ensemble. Les femmes qui sont généralement chargées de ce travail délicat en saisissent le plus souvent trois, quatre ou même davantage, jusqu'à dix ou douze, suivant la grosseur qu'on veut obtenir. Les cocons sont plongés dans des bassines remplies d'eau chaude, où on les bat quelques instans avec un petit balai de bruyère, pour décoller les filamens et les enrouler ensuite sur des dévidoirs. Cette tâche n'est pas très rude; mais comme, avec les procédés suivis jusqu'à une époque récente où d'heureux essais ont été faits pour la conservation des cocons, le plus beau fil était celui qu'on laissait le moins longtemps sur les chrysalides, on a pris l'habitude de pousser le dévidage avec la plus grande activité, et de prolonger la durée du travail quotidien jusqu'à quinze et seize heures. La saison de la filature n'occupe ainsi que trois ou quatre mois; les nouveaux procédés permettront d'en étendre la durée, et de resserrer la tâche quotidienne des fileuses dans des limites plus rationnelles.

Au sortir de la filature, la soie n'est pas encore en état d'être livrée aux fabrications qui l'emploient; elle doit passer dans des ateliers d'un autre genre appelés *ouvraisons* ou *moulinages*, où les fils sont *bobinés*, tordus et mis en écheveaux. La difficulté principale de cette opération consiste à éviter la rupture des fils et à les rattacher adroitement quand ils viennent à se briser. A la différence des filatures de soie, les moulinages demeurent en activité toute l'année. Bien qu'on n'y ait pas les mêmes motifs que dans les premiers établissemens pour précipiter l'ouvrage, le travail effectif y est aussi long. Pour s'écarter ainsi du terme légal de douze heures, on allègue la nécessité de lutter contre la concurrence extérieure. A nos yeux, les producteurs de soie devraient demander les moyens d'amoindrir le prix de revient de cette riche matière à la bonne organisation des magnaneries, à la simplification des procédés de la filature et du moulinage, qui, même après les notables améliorations réalisées depuis quarante années, sont loin des perfectionnemens de nos autres industries textiles (1).

L'*éducation* des vers à soie et la *filature* occupent dans le Gard, dans les arrondissemens d'Uzès, du Vigan, et principalement dans celui d'Alais, un nombre de bras plus considérable qu'en aucun autre district du midi de la France. Les *ouvraisons* sont au contraire plus multipliées dans l'Ardèche, aux environs de Viviers (2). Partout dans

(1) Le système de moulinage adopté par les Anglais est plus simple que le nôtre, et il en résulte que les fils moulinés coûtent moins cher en Angleterre qu'en France.

(2) Après le Gard, placé en première ligne sur l'échelle de nos départemens sérifères, viennent la Drôme, l'Ardèche, Vaucluse, l'Hérault, l'Isère, etc. Aucun pays ne produit de meilleures soies que la France, mais elles reviennent à un prix plus élevé qu'en beaucoup d'autres lieux. Notre production ne suffit pas d'ailleurs aux besoins de nos fabriques; nous tirons le supplément qui nous est nécessaire de la Sardaigne principalement, et puis des autres états de l'Italie, de la Suisse, de l'Espagne, de la Turquie, etc.

les Cévennes et dans les Garrigues, la population est tenue en haleine jour et nuit, durant l'été, autour des débiles insectes de qui dépend sa propre existence. La production de la soie prête du reste des couleurs singulières à la vie morale des travailleurs qu'elle occupe, comme on en jugera par le tableau de cette vie même, comparée à celle des ouvriers de fabrique.

II. — MOEURS ET CARACTÈRE DES OUVRIERS CÉVENOLS.

On connaît le mouvement industriel dont les centres principaux sont situés dans les Cévennes et les Monts-Garrigues; tous les ouvriers de cette région de la France vivent dans une bien plus fréquente communication que ceux du nord avec la nature extérieure. Grâce au climat, ils prennent une plus large part de grand air et de soleil; cependant il se produit dans la région des Cévennes une différence essentielle, sous ce rapport, entre ceux qui manient des métiers dans les villes, soit à leur domicile, soit en atelier, et ceux que le genre de leur travail ou leur demeure isolée dans la campagne associe, en une certaine mesure, à la destinée des cultivateurs. Les variétés de caractères qui découlent de la diversité des situations matérielles sont fidèlement représentées, — d'un côté, par les ouvriers de Nîmes, — de l'autre, par les travailleurs occupés à la production de la soie.

Les premiers toutefois n'ont pas plus que les autres de goût pour une existence murée dans leur maison; ils y échappent le plus qu'ils peuvent. On les voit, durant la semaine, prendre leurs repas en plein vent, et le soir après le travail se promener quelque temps dans la ville pour jouir d'un ciel presque toujours sans nuages. Leur penchant se manifeste bien plus encore le dimanche, alors que tous les métiers ont cessé de battre. La population laborieuse émigre ce jour-là pour s'en aller sur les collines qui dominent la cité, et où un assez grand nombre de familles ont un pied à terre, une sorte de petite maison de campagne qu'on appelle *mazet*. Rarement prises en location, ces modestes villas sont en général un patrimoine héréditaire. Comme le terrain rocailleux des Garrigues, sauf en quelques rares cantons où la vigne vient assez bien, n'a presque aucune valeur, la possession d'un *mazet* ne représente pas un capital de plus de 150 à 400 fr. Les ouvriers qui n'en possèdent point se réunissent à des parens ou à des voisins plus favorisés de la fortune. Ces chalets languedociens n'étant jamais à plus d'un ou deux kilomètres de la cité, on peut y porter aisément les plus jeunes enfans, et on ne laisse personne derrière soi. Chaque domaine se compose de quelques mètres de terre et d'un pavillon étroit bâti à une des extrémités de l'enclos; une table et quelques siéges grossiers forment à peu près tout l'ameublement de ces cases, qui n'ont pas besoin de cheminées. A force de peines, on

est parvenu à faire pousser sur un sol ingrat quelques oliviers ou mûriers, quelques ceps de vigne, quelques fleurs dont un soleil ardent a bientôt desséché la tige. Disposés en amphithéâtre au-dessus de la ville, les *mazets* prêtent un aspect animé à des lieux naturellement nus et tristes. Une fois arrivés, les hommes prennent quelque soin de leur jardin; puis on s'assied, on se couche sous l'ombre rare de grêles arbustes, ou bien on va sur la route la plus voisine jouer à un jeu qui est une véritable passion dans ce pays, le jeu de boules. On vous dit avec fierté qu'il faut venir à Nîmes, venir sur les Garrigues, pour rencontrer les premiers joueurs de boules du monde entier. Il y a là des renommées dont l'horizon est borné sans doute, dont le souvenir doit vite s'effacer, mais qui n'en flattent pas moins l'orgueil de ceux qui les possèdent. Les femmes s'occupent pendant ce temps de soins intérieurs dans la petite maison où la famille doit dîner; puis, quand s'élève la brise rafraîchissante du soir, on redescend vers la ville en chantant. Rien, au premier coup d'œil, ne révèle le charme de ces excursions sur des collines brûlantes; bientôt pourtant on s'aperçoit que dans ces asiles solitaires les ouvriers se sentent plus chez eux qu'à la ville, qu'ils s'y épanouissent avec plus de liberté. Durant la semaine, le *mazet* est une espérance pour les familles qui l'aperçoivent de loin sur le coteau, et le dimanche venu, il leur offre un moyen de diversion à la vie quotidienne. N'est-ce rien, en effet, que de savoir où diriger ses pas? Si les Garrigues manquent de frais ombrages, on y jouit d'une belle perspective : on a la ville à ses pieds, et les regards peuvent se promener au loin sur le tapis verdoyant des plaines du Vistre.

Des distractions d'un genre différent exercent encore un puissant empire sur la population nîmoise, je veux parler de ces spectacles à ciel ouvert qui se donnent dans les arènes des Antonins, et qui se composent de luttes d'hommes ou de courses de taureaux. L'antique amphithéâtre où se rassemble la foule prête une incroyable grandeur à des scènes assez vulgaires. Un autre goût plus calme, celui du chant, n'est pas ici moins général; il est favorisé par des dispositions naturelles très communes dans ces contrées, où s'annonce déjà l'Italie. Les ouvriers nîmois, qui aiment à former des chœurs, ont eu de tout temps des sociétés chantantes. Toutes les chansons familières à la population laborieuse sont composées dans ce patois languedocien dont les dialectes, quoique émanés d'une même source primitive, sont extrêmement nombreux et varient d'une ville à l'autre. A Nîmes, par exemple, le patois a le caractère, les désinences, les articles et les diminutifs de la langue italienne, tandis qu'à Montpellier, dans le département voisin, il penche vers l'espagnol. Une grande partie des chansons nîmoises ont été composées par des ouvriers; celles même

qui paraissent venir d'hommes appartenant à une classe plus instruite ne vivent guère que dans les souvenirs populaires. Précieux élémens pour l'étude du caractère local, ces rapsodies sont très difficiles à réunir, parce que les individus qui les savent par cœur sont incapables de les écrire. L'amour en forme le sujet le plus commun, et on y rencontre souvent la véritable inspiration poétique. Ce qui distingue les compositions de ce genre, c'est la tendresse, mais la tendresse liée à la mélancolie et à la passion. Quelques morceaux littéralement traduits donneront une idée de ces épanchemens de la pensée populaire. Un amant s'adresse ainsi à sa maîtresse :

« Je t'aime... — comme le rossignol des champs — aime à chanter sur la mousse — en voyant le soleil couchant. — Je t'aime comme une paquerette — aime le gazon velouté; — comme une rose épanouie, — quand le vent la fait balancer. — Je voudrais être la chansonnette — qui te fait chanter tout le jour, — et la tourterelle blanchette — qui te fait soupirer d'amour. — Je voudrais, quand tu pleures en silence, — te consoler en cachette; — je voudrais emporter ta souffrance — et tes larmes dans un baiser. »

Une autre chanson, intitulée *la Fileuse,* représente une jeune fille qui a quitté ses montagnes pour venir travailler à la ville, filant assise sur un banc de pierre au moment où le soleil *regardait sournoisement* (*espinchounava*) à travers le brouillard du matin :

« Et tout en filant elle chantait, — et tout en chantant elle disait : — Que tu es heureuse, hirondelle!... — Si comme toi j'avais des ailes, — je sais bien où je volerais. »

Et la fileuse laisse voler son imagination au-delà des montagnes qui s'élèvent à l'horizon lointain, vers une chaumière *bien vieille dont les murs sont couverts de lierre, et où les petits lézards gris vont durant l'hiver boire le soleil* (*van beouré lou sourel*) :

« C'est là que j'irais voir — le narcisse au bord du fossé, — et puis pour me mirer, — l'eau limpide comme un verre... — C'est là qu'au temps de la moisson, — Joseph, vers la fin d'un jour, — me parla de son amour; — moi j'étais toute troublée... — Alors je trouvai la vie — belle comme un jour de mai; — le soleil brillait davantage, — la rose était plus jolie... — Le bonheur ne dure guère, — le mien fut bientôt fini... »

La jeune fille raconte qu'elle vit mourir sa mère et partir son amant, enlevé pour le service militaire :

« Et moi, loin de mon pays, — je laisse envoler ma pensée — vers mon amant à l'armée, — vers ma mère au paradis. »

Après l'amour, la plaisanterie nous semble être pour les chansonniers du bas Languedoc la source la plus féconde où ils vont puiser. Les chansons dans le genre plaisant emploient fréquemment, il est

vrai, des traits assez vulgaires; il y règne toutefois une gaieté franche qui charme par son abandon. Il faut aussi faire une part aux chants de circonstance, aux chants politiques; malheureusement ces derniers forment par leur ton violent un triste contraste avec les autres compositions patoises. On s'y adresse dans un vil langage à des passions brutales, à des ressentimens qu'on peut qualifier de féroces. En 1815, par exemple, les boulevarts de la cité nîmoise retentissaient, chaque soir, de chansons abominables qui étaient de véritables appels au meurtre, appels trop bien écoutés. A la même époque, l'empereur Napoléon fut en butte à de stupides invectives dans les chansons du jour, qui le comparaient au diable ou l'accusaient d'avoir voulu faire mourir toute la nation. En 1830, nouveau flux de chansons patoises dirigées alors contre les Bourbons détrônés; on se borna même parfois à retourner purement et simplement contre eux les attaques dirigées en 1815 contre l'empereur. Le roi Louis-Philippe n'échappa pas non plus, en 1848, à ces grossières invectives qui n'épargnent aucun drapeau. Quoique la tendance à prodiguer ainsi l'injure aux pouvoirs renversés soit trop générale, les chants politiques se distinguent ici par un caractère de passion particulier aux populations méridionales de la France. Des chansons aussi irritantes devaient nuire aux anciens chants du pays et en dénaturer les allures traditionnelles. Dans les momens de crise, les modulations douces et régulières cèdèrent la place à de véritables vociférations. Après la révolution de février, des fragmens politiques en langue française firent invasion parmi les ouvriers nîmois, et alors le soir, dans les rues, on hurlait plutôt qu'on ne chantait.

L'ancienne inspiration indigène éprouve encore, même aujourd'hui, quelque peine à retrouver son empire sur les habitudes publiques (1); elle convient cependant mieux qu'aucune autre aux mœurs d'un pays où le vice de l'ivrognerie, qui fait dégénérer les chants en clameurs, est à peu près inconnu. A Nîmes, le vin est à bas prix, et comme nul n'en est privé dans la vie ordinaire, il est fort rare qu'on mette son plaisir à en abuser. Un grand manufacturier du Languedoc, qui occupe environ 1,500 individus, nous disait qu'en quinze ans il n'avait pas vu plus de trois ou quatre exemples d'ivresse. Quand l'ivrognerie apparaît à l'état d'habitude, on peut être sûr que des ouvriers étrangers à ces régions sont venus suppléer, dans quel-

(1) Outre les chansons, le patois du bas Languedoc, bien que moins riche en littérature que celui du haut Languedoc, si heureusement ravivé de nos jours par le poète Jasmin, possède cependant une foule d'autres compositions, depuis la fable jusqu'à des fragmens de poèmes épiques. Peu à peu ces legs d'un autre temps s'effacent des souvenirs populaires; il faut, pour les apprécier, avoir une connaissance parfaite de l'idiome local.

ques ateliers d'un genre spécial, comme les usines d'Alais, les travailleurs du pays. Les ouvriers de Nîmes, de même que ceux de Lyon, délaissent volontiers le cabaret pour le café, où ils dépensent peut-être davantage, mais où ils ne se livrent pas à d'abrutissans excès. Bien qu'ils soient faciles à entraîner par saccades, on peut dire d'eux, en les prenant en masse, qu'ils sont assez sobres et assez économes. L'économie est une vertu que pratiquent volontiers à Nîmes toutes les classes sociales. Dans les rangs populaires, les bonnetiers principalement, malgré la modicité de leur gain, donnent l'exemple de la modération et de la prévoyance.

Le goût de la parure est cependant un trait caractéristique de la population de Nîmes. Les filles employées par la fabrique placent presque tout leur salaire en articles de toilette. Quant aux hommes, ils poussent parfois à l'excès la pensée de se distinguer entre eux au moyen de leurs vêtemens. L'ouvrier de l'industrie ne veut pas être confondu avec le journalier qu'il place fort au-dessous de lui; laissant au manœuvre l'humble veste, il prend le paletot ou la redingote. Dans le cercle même de l'industrie manufacturière, on remarque ces mêmes tendances. Les bonnetiers, par exemple, se croient d'un ordre plus élevé que les autres agens de la fabrique, qu'on englobe communément sous le nom de *taffetassiers*. Ils sont fiers de leur état; ils vous disent avec orgueil qu'avant 1789, ils avaient le droit de porter l'épée, et, sur la foi d'une tradition dont l'origine est un peu obscure, ils ajoutent que Louis XIV a mis ses royales mains sur un métier de bonneterie. Dans ces souvenirs qui les flattent, dans ces intentions qui les dirigent, comment ne pas voir une idée profondément enracinée de hiérarchie, de classification sociale? Les doctrines qui, sortant du cercle de l'égalité civile et même de celui de l'égalité politique, visaient naguère si bruyamment à une égalité absolue des conditions, se brisaient aussi bien ici contre les faits inhérens à la vie des masses que contre la raison froidement interrogée.

Les sentimens de fierté que les ouvriers nîmois manifestent les uns envers les autres ne les éloignent pas absolument de certaines habitudes humiliantes qu'on ne remarque pas chez les ouvriers de Lyon. A Nîmes, par exemple, et dans tout le Gard, on sollicite volontiers l'aumône. En arrivant du département des Bouches-du-Rhône, où la mendicité est interdite, on se voit arrêté, dès qu'on a franchi le pont de Beaucaire, par des mendians nombreux, dont quelques-uns ont quitté les ateliers dans des momens de crise et se sont fait de la mendicité une profession nouvelle.

Autre différence avec les ouvriers de l'agglomération lyonnaise : profondément attachés à leurs traditions, les ouvriers nîmois ne sont pas portés à la rêverie. Doués d'une imagination ardente, ils n'éprouvent

pas cependant le besoin de s'abandonner à des contemplations chimériques; leur intelligence vive, mais non téméraire, ne s'intéresse qu'à ce qu'elle comprend bien. On est à Nîmes plus criard, plus pétulant qu'à Lyon; mais l'humeur locale, naturellement gaie et plaisante, préfère aux déclamations les farces et les saillies.

L'adresse ne manque pas d'ailleurs aux ouvriers nîmois dans leur travail journalier. A une remarquable habileté de mains ils joignent le désir d'améliorer les appareils qu'ils emploient. Quelques-uns d'entre eux ont apporté divers perfectionnemens au métier Jacquart; mais ne leur demandez pas cette âpreté dans le travail, cette infatigable patience que possèdent d'autres régions, l'Alsace par exemple. L'état moral proprement dit, sans offrir le spectacle d'une dépravation éhontée, n'y saurait non plus être représenté sous des couleurs très favorables. Les fautes précoces y sont assez fréquentes parmi les filles des ateliers. Ce n'est pas qu'on rencontre à Nîmes, comme dans certaines autres cités manufacturières, cette désolante habitude qui entraîne une partie des ouvrières sur la voie publique le soir après leur journée. Non, ici la débauche est prude et le libertinage ombrageux; mais si le mal est moins visible, il est tout aussi réel.

La seconde branche de la famille laborieuse du groupe des Cévennes, celle qui est vouée à la production de la soie, est plus sincèrement, plus profondément morale que la population groupée à Nîmes ou dans les environs. Le frein de l'opinion, au milieu de cercles étroits où chacun se connaît et où rien ne s'oublie, exerce une puissance extrême sur les esprits. Les fautes sont rares, et s'il se produit quelques scandales, des unions régulières viennent presque toujours les couvrir.

Les ouvriers de cette deuxième catégorie se rattachent de tous côtés à la vie agricole ou pastorale; la campagne n'est plus pour eux seulement un objet de distraction. S'il y a dans Nîmes une population manufacturière qui aime les champs, ici les masses, lors même qu'elles s'adonnent à des occupations vraiment industrielles, conservent tous les caractères d'une population agricole. Les magnaneries empruntent à l'agriculture des travailleurs que les occupations rurales retiennent bien plus longtemps que la rapide *éducation* du ver à soie. Les femmes qui peuplent les manufactures de soie sont le plus souvent aussi distraites des campagnes. Le personnel même des ateliers de moulinage, qui forme la partie la plus industrielle de cette population, est par ses relations mêmes constamment ramené au souvenir de la vie champêtre.

Les ouvriers de la soie sont pris pour la plupart sur les lieux de la production ou à une très petite distance. Dans les filatures seulement, comme la population locale ne suffirait pas toujours aux exigences d'un travail précipité, on recrute des bras dans les monta-

gnes du nord du Languedoc. Les filles de cette région aride et pauvre descendent par essaims vers les basses Cévennes pour se louer temporairement. C'est ainsi à peu près que, dans les plaines de la Beauce, au temps de la moisson, des bandes d'ouvriers supplémentaires viennent de la Normandie, de la Champagne ou de la Sologne, aider les riches fermiers de l'Ile de France. A part cet élément mobile, les travailleurs de la soie sont très sédentaires; ils aiment le sol qui les nourrit et dont ils possèdent souvent quelques parcelles à titre de propriété. Ils ont des habitudes laborieuses, et pourvu qu'il ne s'agisse pas d'une besogne exigeant un grand déploiement de force corporelle, ils consentent sans peine à se mettre à l'œuvre de grand matin et à y rester fort avant dans la soirée. Point de large aisance parmi les familles séricicoles, mais aussi point de misère, sauf les années où la récolte des cocons vient à manquer complétement. On a fort peu d'argent, c'est vrai; qu'importe cependant, si grâce à la douceur ordinaire de la température, on peut se passer de beaucoup d'objets dont la privation constituerait ailleurs, dans le nord de la France par exemple, une extrême misère? Les habitations, bâties sur le penchant des coteaux ou au fond de vertes vallées, plaisent par leur situation comme par la propreté avec laquelle on les entretient. Le travail des magnaneries inculque naturellement à ceux qui en sont chargés des idées d'ordre, car toute négligence est cruellement punie par la perte rapide d'insectes délicats qui emportent en mourant l'espoir du travailleur.

Ces habitudes se retrouvent dans l'organisation même des familles cévenoles et prêtent une rare énergie à l'autorité paternelle. Dans ces districts écartés du monde, la déférence que les enfans doivent à ceux qui les ont élevés n'a été que faiblement entamée par le contact des influences extérieures. J'ai vu un exemple frappant de cette hiérarchie domestique, véritable tradition de l'âge patriarcal. Une famille composée du père et de la mère parvenus à un âge avancé, et de six ou sept fils, dont plusieurs étaient mariés, vivait réunie sous un même toit. Quoique chacun des fils eût son état particulier, nul ne travaillait pour son compte; le gain individuel revenait au père de famille, qui nourrissait et entretenait toute sa lignée. Fidèles à l'exemple paternel, les enfans se montraient ambitieux du travail, et la tribu jouissait d'une aisance qui, dans ces contrées, passait pour de la fortune. Le rôle le plus digne cependant d'attirer l'attention, c'était celui de la mère de famille. C'est à son influence toujours présente et toujours inaperçue, à sa bienveillance inaltérable, naturellement pacifiante, qu'on était redevable en réalité du maintien de l'harmonie dans cette petite nation.

Au sein de leurs solitudes, où les entraves conventionnelles de la

vie sont à peu près inconnues, les travailleurs de la soie jouissent d'une liberté qui se reflète dans leur attitude extérieure. Leurs allures sont dégourdies et remuantes, leur physionomie ouverte et gaie. Ces ouvriers des montagnes aiment les chants comme les Nîmois, et ils égaient volontiers leurs travaux par de continuels refrains. Doués d'un caractère sympathique, ils accueillent les étrangers avec bienveillance et se complaisent dans de longues causeries. On remarque chez les Cévenols une sorte de sentimentalité primitive unie à des facultés aimantes très vives, dont un écrivain du dernier siècle, né dans ce pays, Florian, a été l'interprète assez fidèle. Combien il y a loin cependant des chansons patoises que nous avons citées, qui sont connues jusque dans ce district, aux accens de Florian, qui ne célébraient guère que le plaisir! Un trait poétique de la population cévenole, c'est la lutte presque toujours victorieuse des intérêts religieux contre les passions sensuelles. Cette population aime les fêtes, les jeux, les divertissemens de tous genres, mais elle reste frugale et économe dans son existence ordinaire, plus frugale et plus économe encore qu'à Nîmes. En outre, malgré la mobilité de ses instincts, elle conserve dans les actes sérieux un profond respect de la parole donnée.

III. — ÉTAT INTELLECTUEL ET INSTITUTIONS DES OUVRIERS NÎMOIS ET CÉVENOLS.

Au point de vue intellectuel, le développement des ouvriers séricicoles est plus étendu que ne le ferait croire l'état de l'instruction parmi eux. Leur travail même sollicite presque toujours leur intelligence par quelque côté et l'empêche de tomber dans l'engourdissement. Les merveilleux phénomènes qui s'accomplissent, par exemple, dans l'*éducation* des vers à soie, on l'a dit avant nous, portent l'esprit à la réflexion. Aussi la population de ce pays n'est-elle pas une population abrutie, même quand elle manque de ces études élémentaires que le patois contrarie sans cesse, et qui restent dans les Cévennes plus rares que dans la cité nîmoise.

On n'aurait pas, sous ce rapport, une idée exacte de la physionomie du groupe des Cévennes et des Garrigues, si on ignorait que le mouvement intellectuel n'y a guère dépendu jusqu'à ce jour des progrès de l'instruction. A Nîmes comme à Alais, comme à Uzès, dans les villes comme dans les campagnes, l'activité morale est dominée par des passions religieuses sorties toutes vivantes des souvenirs du passé. C'est de cette source que découlent les signes les plus originaux du caractère local. Ces animosités qui se sont mêlées à tous les événemens de l'histoire contemporaine, à tous les mouvemens matériels des populations, jettent de vives lumières sur l'esprit politique des classes ouvrières dans ce pays.

Quoique le culte réformé soit largement assis dans les Cévennes, les catholiques y sont beaucoup plus nombreux que les protestans. A Nîmes, ils forment les deux tiers de la population, et, dans les autres villes du même groupe, la supériorité numérique leur appartient encore en une proportion plus considérable. Si certaines communes champêtres, celles du district de L'Avaunage, par exemple, situé entre Anduze et la route de Montpellier, ne comptent guère que des protestans, il y en a beaucoup plus qui sont demeurées tout entières fidèles à la vieille foi catholique. Que les deux cultes soient rapprochés l'un de l'autre ou qu'ils règnent exclusivement dans une commune, une même hostilité les divise, une hostilité profonde, qui passe, à tout moment, du domaine religieux dans le champ des questions temporelles. Vaste foyer de ces animosités, Nîmes est le lieu où on peut le mieux en saisir le véritable aspect.

La majorité des ouvriers nîmois, notamment tous les *taffetassiers*, sont catholiques, tandis que les chefs de l'industrie et du commerce, les capitalistes en un mot, appartiennent en général à la religion réformée. Longtemps exclus de toutes les fonctions publiques, de toutes les professions dites libérales, les protestans n'avaient eu pour refuge que les carrières industrielles; plus ils s'élançaient dans cette arène, plus les catholiques étaient portés à s'en éloigner. Qu'arriva-t-il cependant? Les premiers, recueillant les fruits de leurs efforts, s'enrichissaient par la fabrication et le négoce; les autres, murés dans des voies très honorables, mais encombrées, et où de trop minces bénéfices ne permettaient pas l'épargne, s'appauvrissaient au contraire à chaque partage de succession. Quand une même famille s'est divisée en deux branches, l'une restée dans le giron de la croyance de ses pères, l'autre enrôlée sous l'étendard des doctrines nouvelles, on remarque presque toujours d'un côté une gêne progressive et de l'autre une richesse croissante.

Cette différence dans l'exercice de l'activité individuelle, et les résultats qui en étaient la suite, ne pouvaient qu'aigrir et développer les divisions existantes. Étrange contraste dans presque toute cette région, les croyances sont assez peu profondes parmi les masses, les habitudes religieuses assez faibles; pourtant les haines de culte à culte restent vivaces et implacables. Ce n'est pas le clergé catholique qui souffle l'irritation dans les esprits : exemplaire dans ses mœurs, charitable dans ses actes, il est dirigé par un prélat qui n'a jamais cherché qu'à pacifier les cœurs. Si quelques ministres protestans se laissaient aller, il y a quelque temps encore, à des opinions exaltées, il n'en serait pas moins également injuste d'attribuer aux enseignemens du temple la cause des animosités religieuses. La population puise son intolérance en elle-même; sa passion couve sous les cendres toujours brûlantes du passé. Nulle part on n'a mieux gardé la

mémoire du fameux édit d'Henri IV, de cet édit de transition, intervenu au lendemain d'une longue lutte, qui ne fut jamais complétement exécuté, et qui demandait, après Richelieu, dans l'intérêt de l'unité nationale, une réforme et non une révocation. Le vieil esprit des camisards n'est pas éteint dans ces contrées; mais les volontaires n'y manqueraient pas non plus dans des momens de crise, s'il fallait recomposer les bandes des *cadets de la croix*. Les odieux et plus récens exploits des Servan et des Truphemy ont encore ravivé le souvenir des anciennes luttes où furent commis de part et d'autre, sous le masque religieux, tant d'actes abominables qui avaient leur source dans le plus mauvais côté du cœur humain.

Silencieux et enveloppés en temps ordinaire, les sentimens qui découlent de cette douloureuse histoire engendrent une réciproque et continuelle défiance. On dirait que les maisons mêmes se regardent d'un air soupçonneux. Comme une tribu qui a été persécutée, les protestans semblent écouter si un nouveau cri d'alarme ne retentit pas dans le lointain. Les catholiques aiment à se compter. Fiers d'être la souche antique, d'avoir pour eux la tradition ininterrompue de longs siècles, ils semblent ne se résigner que péniblement au principe de la liberté de conscience. Si, malgré cette profonde séparation, les nécessités sociales entraînent, soit parmi les classes ouvrières, soit dans des rangs plus élevés, des rapports journaliers entre les hommes des deux cultes, des incidens sérieux ou futiles n'en viennent pas moins démontrer à tout moment que ces relations n'ont créé aucun lien solide entre les individus. On est prompt à se décréditer de part et d'autre, surtout si le discrédit doit rejaillir sur le culte. On accueille avec la plus étrange crédulité, on propage avec le plus grand empresement les bruits qui peuvent nuire à la religion opposée. Des histoires scandaleuses circulent ainsi en se grossissant de bouche en bouche, et quand on veut remonter à l'origine de ces récits, on s'aperçoit qu'une simple supposition est arrivée peu à peu à une affirmation catégorique. Il suffit encore que, dans un culte, on ait pris une initiative quelconque, pour que dans l'autre on adopte immédiatement le parti contraire. L'antagonisme descend parfois jusqu'à des puérilités auxquelles on attache un intérêt immense (1).

En dehors de l'agitation morale que ces divisions entretiennent, il n'y a point parmi les ouvriers nîmois de mouvement intellectuel bien sérieux. Dans quelque situation qu'on prenne l'homme, son esprit, délicat ou grossier, a toujours besoin d'avoir un aliment : il faut que l'âme se retrouve quelque part. Ainsi, durant les entraînemens de ces

(1) Ces divisions se retrouvent jusque dans la maison de force et de correction de Nîmes, établie dans l'ancienne citadelle, et qui reçoit des détenus de l'Algérie, de la Corse et de cinq départements du midi. Quatre cultes y sont d'ailleurs en plein exercice : on y comptait naguère 837 détenus catholiques, 145 musulmans, 126 protestans et 30 israélites.

dernières années, les masses laborieuses, sur divers points de la France, égarèrent un moment leur activité intellectuelle dans les folles rêveries du socialisme. Ces préoccupations étranges n'aboutissaient à rien moins qu'à les séparer des autres classes sociales; sur le sol nîmois, au contraire, les idées qui remuent véritablement les intelligences sont communes à tous les individus d'un même culte, quelle que soit du reste leur position. Que la préoccupation religieuse revête ici telle ou telle forme suivant les circonstances, c'est elle, c'est toujours elle qui domine. Les dissentimens politiques mêmes dont la réalité est incontestable projettent leurs plus profondes racines sur le terrain de la religion. Quand, sous le gouvernement de juillet, le haut commerce, la grande industrie dirigeaient les affaires locales, voyait-on dans ce fait la prépondérance des intérêts économiques? Non, c'était plutôt l'influence protestante qui se sentait triompher. Lorsque, grâce au nouveau mode électoral, grâce aux votes des ouvriers, l'influence contraire a été assez puissante pour annuler l'élément le plus riche de la cité, pour exclure en masse les protestans du conseil municipal, est-ce une opinion politique qui s'applaudit du succès? Aucunement; c'est encore une pensée religieuse. S'il était permis de supposer tous les individus embrassés dans le cercle d'un même parti, tous les fronts rangés sous un même drapeau, on n'en verrait pas moins l'animosité religieuse, conservant sa place dans les cœurs, créer bientôt, pour s'épancher au dehors, des contestations purement arbitraires.

En raison de ces tendances si énergiques et passées à l'état d'instinct, on ne s'étonnera pas que la vie publique des ouvriers nîmois ne ressemble nullement à la vie des ouvriers d'autres grandes villes manufacturières. D'abord on n'a jamais vu dans les Garrigues ces tiraillemens continuels entre patrons et ouvriers qui rendent les relations quotidiennes inquiètes et désagréables, et dégénèrent souvent en désordres extérieurs. Les coalitions y sont un fait inconnu; on ne s'y concerte pas pour les questions de salaires. Un poète nîmois a pu dire avec raison que sa ville

N'arme jamais son bras pour demander du pain.

Sous le coup de la révolution de février, à la nouvelle des événemens de Paris, une forte émotion s'empara de la population industrielle de Nîmes; mais en dépit des influences politiques qui cherchaient alors à réunir en un même faisceau les travailleurs enrôlés au service des fabriques, les ouvriers nîmois ne se laissèrent pas entraîner à l'agitation au nom de ce qu'on leur présentait comme leur intérêt collectif. Ce qui parut inquiétant, ce fut l'attitude des catholiques et des protestans les uns à l'égard des autres. Il suffisait de l'ardente influence des événemens pour réchauffer tout d'abord les

répugnances anciennes. Cependant, comme les passions religieuses n'étaient point directement en jeu, la paix ne fut pas troublée. L'interruption à peu près complète du travail, qui ne laissait aux familles laborieuses d'autres ressources que des ateliers communaux fournissant à peine le pain nécessaire pour vivre (1), n'occasionna point les manifestations menaçantes qui répandirent tant d'effroi dans d'autres cités. Au mois de juin 1848, le contre-coup de la collision insensée dont Paris était le théâtre fut plus vif à Nîmes que celui de la révolution de février. Les intérêts politiques avaient eu le temps de se préparer à la lutte et de profiter des difficultés économiques pour ramener le souvenir des masses vers les anciennes querelles. Aussi l'ordre public ne tint qu'à un fil; mais il fut aisé de voir que c'était encore le vase des passions religieuses qui était près de déborder.

Plus tard, le socialisme, à l'aide de ses publications et de ses émissaires, tâcha, ici comme partout, de s'emparer des sentimens populaires. Sur un sol accoutumé à des émotions très nettement déterminées, il ne trouvait pas les intelligences prêtes à se passionner pour ses axiômes solennels, mais nuageux. Il s'était flatté d'ailleurs de dominer les haines religieuses, non par un égal respect, mais par un profond dédain pour toutes les croyances, et il s'était mis ainsi en désaccord avec les tendances locales. L'indifférence en matière de religion qu'il semait dans quelques esprits, l'envie qu'il éveillait chez d'autres dans l'ordre des intérêts temporels, étaient loin de remplacer les forces vives que lui aliénaient son attitude impie et son étalage d'incrédulité. Toutefois, quand on parle à l'homme, même en termes vagues, de son bonheur actuel, quand on lui promet des jouissances, on est toujours sûr de troubler au moins la surface des âmes. Tel fut l'effet des prédications socialistes dans les Garrigues et dans les Cévennes; seulement on y eut, au mois de décembre 1851, la mesure réelle des conquêtes de la doctrine nouvelle, et l'on vit à quoi s'y réduisent les influences politiques abandonnées à elles-mêmes. Les ouvriers de Nîmes ne bougèrent pas, ne se sentant pas inquiétés dans la partie intime de leur existence par les événemens accomplis. Sur des appels transmis de la ville et accompagnés de bruits controuvés, plusieurs communes rurales s'agitèrent et prirent les armes. On se mit en route pour marcher sur le chef-lieu du département du Gard; puis, au premier avis défavorable, on se débanda, et chacun rentra chez soi. Est-ce donc qu'on s'était compté? Est-ce donc que les fils dégénérés des camisards avaient eu peur d'un échec? A d'autres époques, de semblables motifs n'avaient pas engourdi les bras et fait

(1) Ces ateliers coûtèrent 400,000 francs à la caisse municipale pour des travaux qui n'en valaient pas 4,000.

déserter la lutte, c'est qu'alors le sentiment religieux était véritablement enflammé. Cette fois, au contraire, l'émotion avait sa source dans des instincts beaucoup moins profonds et beaucoup moins ardens. Une levée de boucliers, opérée sous l'influence de la politique, s'affaissait promptement sur elle-même. Dans cette contrée, en effet, la vie publique n'a aucun ressort, pour peu que l'idée religieuse ne vienne point s'associer aux préoccupations matérielles : c'est un trait du caractère des populations nîmoises et cévenoles que l'examen des institutions locales destinées aux classes ouvrières fera mieux encore ressortir.

Dans tout le groupe des Cévennes et des Garrigues, dans l'importante cité même qui en forme le chef-lieu industriel, il n'a surgi qu'un très petit nombre de ces institutions qui, destinées à protéger les masses laborieuses, se distinguent par un caractère à la fois économique et chrétien, charitable et social. On ne rencontre point ici de ces créations dont nous avons vu tant d'exemples en Alsace, et à l'aide desquelles des chefs d'établissemens, des associations particulières ou des municipalités cherchent soit à étendre l'instruction, soit à stimuler l'esprit de prévoyance parmi les classes ouvrières, soit à prêter aux familles dans certaines circonstances une assistance immédiate. A défaut d'une initiative prise en dehors de leur sein, les travailleurs cévenols n'ont fait aucun effort pour se constituer eux-mêmes des moyens collectifs de soulagement. On ne les a pas vus, comme dans le nord de la France, comme dans des cités rapprochées du midi, Lyon et Saint-Étienne, tenter quelques essais plus ou moins aventureux, mais toujours très significatifs, en fait d'associations destinées à faciliter la vie quotidienne. A Nîmes, trois ou quatre sociétés de secours mutuels fondées à une autre époque n'avaient trouvé dans la fabrique qu'un accueil froid et décourageant.

Si les manufacturiers du Gard ne se sont pas montrés empressés de suivre les exemples du dehors, ce n'est pas leur indifférence seulement qu'il faut accuser. Sous l'empire de passions religieuses qui créent tant de résistances et de haines, il n'y a guère de place pour les institutions de patronage ou pour un rapprochement des situations et des intérêts particuliers. Un climat doux et agréable, des habitudes généralement sobres, limitent singulièrement aussi les besoins matériels. Les rares élémens qui ont pu se développer malgré ces obstacles particuliers n'en méritent pas moins d'attirer l'attention. Quel qu'en soit l'objet, ces fondations sont pures de tout contact avec les idées d'association excessive telles qu'elles étaient naguère formulées par les sectes socialistes, et qui avaient capté en plus d'un endroit les esprits aveuglés des masses. On n'a même aperçu nulle part dans ces régions après 1848, pas plus parmi les ouvriers des villes que

parmi ceux des campagnes, ces tendances vers les exploitations collectives appelées *sociétés d'ouvriers* ou *sociétés de patrons et d'ouvriers* qu'ont poursuivies peut-être trop d'anathèmes à la suite de trop d'éloges. L'individualisme, qui forme le fond du caractère local, se révèle au contraire constamment dans les institutions de la cité nîmoise. En séparant la ville en deux camps, les luttes religieuses ont accoutumé chaque homme à ne connaître d'autre signe de ralliement que le drapeau de son culte.

La tradition favorisait trop ce penchant des âmes pour que des efforts soutenus se produisissent en vue de combattre ce qu'il avait d'excessif et de périlleux. Vous trouvez à Nîmes, bien que portant toujours le cachet de la différence des cultes, les maisons habituelles de secours et de refuge. On y a fondé en outre plusieurs établissemens destinés à la population catholique, et où des sœurs de diverses corporations religieuses se livrent aux soins des malades ou à l'éducation des orphelines pauvres avec un infatigable dévouement. Citons une création singulière qui avait devancé de plusieurs siècles notre loi sur l'assistance judiciaire : on l'appelle *l'avocaterie des pauvres*. En l'année 1482, un habitant de Nîmes légua ses biens pour assurer la défense gratuite des pauvres devant tous les tribunaux de la ville. Était-ce là l'expression réfléchie d'un sentiment de justice sociale? On doit y voir plutôt, ce me semble, la conception d'une imagination méridionale, comme il s'en produit de temps en temps des exemples de l'autre côté des Alpes. En fait, *l'avocaterie des pauvres* n'aboutit guère qu'à des consultations gratuites en matière de procédure.

L'instruction populaire est dotée par la cité nîmoise d'une subvention d'à peu près 43,000 fr., répartie entre les écoles gratuites des deux cultes. Les classes catholiques sont tenues par les frères de la doctrine chrétienne, qui possèdent dans la ville quatre maisons recevant 1,600 élèves. Exclusivement fréquentées par les jeunes garçons protestans, les écoles d'enseignement mutuel en renferment 700. Les classes gratuites pour les filles comptent une population totale de 2,300 élèves. La direction des établissemens catholiques est confiée à la vigilante sollicitude de la congrégation de Saint-Vincent de Paul ou de celle de Saint-Maur. Dans un pays où les préoccupations religieuses exercent tant d'empire, l'instruction populaire devait, plus qu'en tout autre lieu, revenir exclusivement à des corps religieux, qui portent d'ailleurs dans l'accomplissement de cette mission sociale de si remarquables qualités. Quelques institutions sont alimentées à la fois par des libéralités privées et par des subventions municipales. Il n'existe de classes d'adultes que pour les catholiques, et comme ceux-ci composent la masse de la population, c'est parmi eux seule-

ment que le besoin s'en fait sentir. L'enseignement du chant rentre dans le programme des écoles primaires, soit chez les frères, soit chez les instituteurs protestans. Un cours public de chant est en outre destiné aux adultes, surtout aux jeunes gens sortis des classes élémentaires et qui ont montré des dispositions spéciales. Il faut mentionner, parmi les maisons d'enseignement, l'école de fabrication et l'école de dessin instituées par la municipalité, et dont nous avons eu déjà l'occasion de parler (1). Qu'on y prenne garde : ces derniers établissemens, l'école de fabrication surtout, se distinguent essentiellement des autres créations locales. Nées de l'industrie, elles se rattachent à l'esprit du nord de la France, aussi sont-elles très peu fréquentées par les ouvriers mêmes.

Ce n'est point assez d'ailleurs de répandre gratuitement l'instruction et les secours; il y aurait ici mieux à faire encore, à resserrer par exemple les liens qu'en dépit des dissidences les plus enracinées, la nature des choses tend toujours à établir entre les diverses classes sociales. Les sociétés de secours mutuels, qui avaient jadis éveillé si peu de sympathies sur le sol nîmois, figurent néanmoins au premier rang des institutions qui peuvent intéresser les populations laborieuses au maintien de l'ordre public; elles ont d'ailleurs l'avantage d'appartenir au domaine du travail, sans avoir été compromises dans les luttes antérieures. Prudemment combinées et sagement conduites, elles parviendraient aujourd'hui, nous le croyons fermement, à l'aide des facilités accordées par la loi actuelle, à triompher des obstacles légués par le passé. On devrait, dans l'administration municipale et dans le sein de la fabrique de Nîmes, s'occuper de cette question avec l'ardeur réfléchie et soutenue sans laquelle les meilleurs projets demeurent stériles. Que dans les associations mutuelles on tienne compte de la différence des cultes, ce sera longtemps sans doute une nécessité; mais la conformité de religion ne devrait être demandée qu'aux associés participans et non aux membres honoraires; autrement, on exclurait le concours d'à peu près tous les chefs de fabrique, et le but serait manqué : on n'aurait point rapproché les uns des autres les divers élémens de la communauté industrielle, on n'aurait point assuré aux faibles le patronage des forts. C'est par une telle coopération seulement que des idées de paix pourront, sans porter atteinte à la foi religieuse, commencer à pénétrer dans un pays si profondément divisé.

A côté de ces institutions destinées à diminuer les mauvaises chances qui menacent les classes laborieuses, il est un objet qui importe infiniment encore à la masse de la population nîmoise : c'est le progrès

(1) Livraison du 1er juin 1851, *De l'Enseignement industriel en France.*

de la fabrication locale. Dans l'état de concurrence qui se maintient entre les industries des Cévennes et celles d'autres localités françaises ou étrangères, les constans efforts des manufacturiers pour perfectionner leurs procédés, élargir la base de leurs opérations et s'ouvrir de nouveaux débouchés, sont ici, plus encore qu'ailleurs, absolument indispensables, si l'on veut assurer le travail et les biens moraux et matériels qui en découlent. Dans l'industrie séricicole, par exemple, tout procédé nouveau qui augmente la production profite immédiatement aux nombreux travailleurs cévenols. Des améliorations du même genre peuvent seules exercer une salutaire influence au sein de l'agglomération nîmoise. Quand on songe à l'esprit d'invention et au bon goût qui distinguent la manufacture de Nîmes, quand on se rappelle que ce furent des ouvriers de ce pays qui, après la révocation de l'édit de Nantes, allèrent créer le tissage de la soie en Angleterre et en Allemagne, on se demande comment cette ville ne prend pas une plus large part dans le mouvement industriel de la France; on s'étonne qu'après avoir touché à tant d'articles, elle en ait laissé dépérir un si grand nombre. Rien de plus commun que de voir faire dans cette région du midi des essais merveilleux; mais après des résultats éclatans, on s'arrête subitement sur la route. On dirait que la fabrication ne brille que par éclairs soudains et rapides comme un feu d'artifice. Ces soubresauts continuels, ces efforts passagers et ces promptes défaillances, il faut les attribuer quelquefois à la situation géographique, mais plus souvent au fait même des hommes. Nîmes est trop éloignée du commerce parisien, ce vaste centre de la consommation intérieure. Les articles que les maisons de gros ou les grandes maisons de détail peuvent trouver à Lyon, elles ne s'inquiètent pas d'aller les chercher dans le département du Gard. La puissante fabrique lyonnaise semble placée sur la route du midi pour arrêter les affaires au passage. De plus la cité des Cévennes a le malheur de manquer d'eau durant l'été pour alimenter ses fabriques (1). Le courage industriel, qui serait si nécessaire en pareilles circonstances, est d'ailleurs paralysé chez nos manufacturiers du bas Languedoc par cet esprit d'individualisme régnant à tous les degrés de l'échelle sociale, par le désir qu'ont tous les chefs d'établissement de se retirer des affaires le plus tôt qu'ils peuvent. Ce

(1) Depuis de longues années, on s'occupe des moyens de suppléer à l'insuffisance de la belle, mais avare source locale appelée *la Fontaine*, et de satisfaire ainsi à un des plus pressans besoins de la cité. Parmi divers projets qui ont été mis en avant, la restauration du vieil aqueduc romain jusqu'aux sources d'Eure, situées près d'Uzès, semble offrir le plus d'avantages. Après des lenteurs incroyables et des ajournemens sans fin, l'aide du gouvernement, récemment et formellement promise au conseil municipal lors du passage à Nîmes du chef de l'état, stimulera peut-être les efforts locaux.

n'est pas là le caractère des manufacturiers de la Grande-Bretagne, de ces fabricans de châles, de ces fabricans de bas de soie, qui nous ont dépossédés d'une partie de nos débouchés extérieurs. Ici, le chef ne se retire presque jamais, ou bien, quand il se retire, il reste l'associé de ses successeurs; le plus souvent il se survit à lui-même dans ses enfans, en sorte que les efforts commencés ne sont point interrompus. L'habitude contraire occasionne, dans nos fabriques du Gard, une pénurie de capitaux qui suffirait pour paralyser les grandes entreprises et frapper d'incertitude la situation des ouvriers. Le manufacturier qui prend sa retraite réalise ses bénéfices et enlève ses fonds des affaires; à défaut de commanditaires qui s'associent à sa fortune, celui qui le remplace sur la brèche ne réussit à se procurer des ressources que par des emprunts, par le mode ruineux des engagemens personnels. Quand on sait en outre que la fabrique nîmoise est divisée en une multitude de mains, on comprend combien il lui devient difficile de produire en grand et de lutter avec la concurrence intérieure ou extérieure. C'est par suite de cet éparpillement des forces productives qu'elle a négligé de se tenir au courant des goûts publics chez les étrangers et qu'elle s'est laissée devancer par ses rivales du dehors en fait de perfectionnemens mécaniques.

Enfin, s'il est vrai de dire, en prenant la France dans son ensemble, que nous savons mieux fabriquer que vendre, que nous possédons le génie industriel à un plus haut degré que le génie commercial, ce reproche ne s'applique nulle part plus justement qu'à Nîmes. Pourquoi les manufacturiers de cette ville n'envoient-ils pas leurs enfans apprendre le négoce dans les pays du nord, en Angleterre surtout? Ils seraient étonnés eux-mêmes, au bout de quelques années, des changemens qui en résulteraient dans l'état de leur fabrique. Ils se plaignent volontiers, et parfois avec raison, que l'industrie n'éveille pas les sympathies de la cité, qu'on n'y fait rien ou à peu près rien pour aider à son développement, qu'on semble même regarder ses succès avec des yeux jaloux : ce ne sont pas là des motifs pour s'abandonner au découragement. On devrait au contraire chercher plus activement à créer des germes pour l'avenir. En un mot, dans la France du nord et de l'est, les institutions qui naissent du développement de la classe ouvrière ont surtout pour but de garantir la vie matérielle et d'améliorer la vie morale. Dans le midi, c'est l'instinct du commerce qu'elles devraient provoquer à côté de l'instinct du travail et de l'étude; ce n'est pas seulement vers le perfectionnement, c'est aussi vers l'écoulement des produits qu'elles devraient diriger la sollicitude des populations. La vie industrielle n'attend pour s'affermir qu'une meilleure impulsion donnée à l'activité commerciale.

A. Audiganne.

LE

ROMAN BIBLIQUE

EN AMÉRIQUE.

I. — *The Wide, Wide World*, par Élizabeth Wetherell, 1852.
II. — *Queechy*, du même auteur; London, G. Routledge; Paris, Stassin et Xavier, 1853.

Presque tous les voyageurs ont noté, mais insuffisamment selon nous, la place que tient la Bible dans la vie américaine. Pour montrer dans toute sa puissance, dans toute son intensité croissante, l'influence biblique telle qu'elle s'exerce aux États-Unis, c'est trop peu des rapides aperçus que comporte un récit de voyage. Un cadre plus vaste ou plus souple permet seul de suivre cette influence dans ses directions si variées, tantôt réglant la vie privée, tantôt dominant la vie publique. Mieux que toute autre forme peut-être, celle du roman se prête à cette curieuse étude, et c'est un romancier en effet qui a entrepris, dans deux récits également remarquables, de signaler ce grand trait du caractère national. Mistress Wetherell, qui, en deux ou trois ans, s'est fait une réputation littéraire, était doublement préparée pour cette tâche, par un vif sentiment religieux d'abord, puis par un talent d'observation qui sait ne négliger aucun détail du tableau le plus complexe, et qui, dominant chez elle la passion même, garantit la sévère fidélité de ses portraits.

Déjà, dans le roman de mistress Beecher Stowe, ce sentiment biblique éclatait : il se retrouve encore plus marqué, encore plus sérieusement affirmé dans le commentaire apologétique qu'elle vient de

publier à l'appui de son premier livre, si solennellement débattu dans la presse et au congrès; mais, ni dans *la Case de l'oncle Tom*, ni dans *la Clé de la Case*, la donnée religieuse ne domine comme dans les deux romans de mistress Wetherell, où la Bible, citée à chaque instant, commentée par tous les personnages, devient peu à peu, si ce mot est permis, *l'héroïne* de ces deux récits. Mistress Stowe, au besoin, descend dans l'arène inférieure où les intérêts humains se débattent entre eux sans intervention d'en haut. Elle prend à partie les mœurs ou la loi, très fréquemment, de par la philosophie et la raison, sans recourir aux anathèmes des patriarches ou des prophètes inspirés, — quitte à les invoquer à leur tour et à faire donner sur la fin du combat, pour décider la victoire, leurs phalanges drapées de blanc. Mistress Wetherell est plus exclusive, et sans se refuser, çà et là, le bénéfice de quelques causticités purement mondaines, on voit qu'elle mesure tout, pèse tout, juge tout d'après la suprême autorité du Livre par excellence. Que ce soit là sa force ou sa faiblesse, qu'on doive l'en critiquer ou l'en féliciter, nous ne prendrons pas sur nous de le décider, la conscience et les lumières de chacun devant servir de règle à cet égard; nous chercherons seulement à nous expliquer cette tendance, qui serait chez nous réputée assez singulière, et qui paraît toute simple en Amérique.

La Bible est là ce qu'elle n'est pas ailleurs, une tradition historique, et la plus ancienne de toutes. Ce furent des persécutions religieuses, — la religion et la politique s'étant singulièrement amalgamées, — qui poussèrent sur ces rives lointaines les premiers colons anglais. Ils y arrivèrent imbus de ces doctrines austères qui n'avaient pu se plier aux nécessités gouvernementales, et qui, de l'examen libre accordé à la conscience, déduisaient irrésistiblement le droit de *self-government* dans l'ordre des intérêts politiques. Reportez-vous au temps du Covenant, alors que la république s'appelait le « Seigneur Jésus, » et Charles Ier « l'Antechrist, » alors que le clergé écossais, sommant tous les liges de seize à soixante ans de se présenter en armes, les invitait « à se tourner vers Dieu par le jeûne et la prière, » et déclarait que *Juda* (le presbytérianisme écossais) ne pouvait longtemps demeurer en liberté, si « *Israël* était emmené captif, » c'est-à-dire si la prélature et le papisme venaient à prévaloir en Angleterre. A cette époque déjà, que de malheureux avaient fui, de l'autre côté de l'Atlantique, l'oppression royale exercée contre eux *sous les deux espèces*, au spirituel et au temporel! Descendez ensuite le cours des temps jusqu'à la restauration des Stuarts, et vous verrez derechef les sectaires indépendans ne trouver de refuge pour leurs opinions, de sûreté pour leurs personnes, que sur ces rives lointaines, où les reléguait une politique plutôt embarrassée d'eux que

redoutant leurs attaques. De manière ou d'autre, ces exilés politiques, sociniens, anabaptistes, indépendans, quakers, etc., durent se croire et se crurent en effet les martyrs de leurs doctrines religieuses. Ils souffraient pour la cause de Dieu, et Dieu se manifestait à eux par la Bible. Déjà, comme protestans, ce livre leur était devenu sacré. Que n'était-il pas pour eux après tant de sacrifices!

Ce dépôt de la foi biblique qu'ils emportaient ainsi dans l'exil, rien ne devait en altérer à leurs yeux la valeur. Emporté dans un tourbillon de luttes continuelles, de labeurs gigantesques, de développemens inouïs, le peuple américain n'a presque pas ressenti le contre-coup des révolutions intellectuelles qui ont agi d'une manière si remarquable sur la marche des idées en Europe. Jusqu'à ces derniers temps, où la philosophie allemande a trouvé dans Emerson un interprète, un vulgarisateur aimé, l'Amérique s'est tenue à l'écart de ces examens plus ou moins utiles, plus ou moins dangereux, comme on voudra. Contente d'avoir établi pour chacun de ses citoyens le droit absolu d'adorer Dieu à sa guise, elle a pris d'autant moins d'intérêt à la révolte de la raison contre l'autorité religieuse, que cette autorité ne pouvait être aux yeux de personne, en ce pays de liberté, ni usurpatrice de biens temporels, ni complice de certaines persécutions, ni surtout appelée à corroborer, par toute son influence sur les esprits, le despotisme de l'autorité politique. Si la Bible eût été invoquée, dans les années qui précédèrent l'émancipation des États-Unis, par un clergé salarié, pour justifier le droit absolu de la métropole à taxer les colonies, il est probable que nous ne la verrions pas si respectée aujourd'hui, et si en revanche le catholicisme français, au lieu d'unir étroitement les intérêts du trône à ceux de l'autel, eût élargi l'interprétation des Écritures de manière à y laisser place au courant des idées démocratiques, il est possible que les penseurs du XVIIIe siècle eussent attaqué avec moins d'irrévérence les traditions de la foi chrétienne.

Sans insister sur ces hypothèses d'une application très délicate, constatons les faits. Les textes de la révélation chrétienne sont en grand honneur chez les républicains protestans d'Amérique, où tout le monde lit la Bible. En France, nous ne croyons rien avancer de trop hardi, si nous disons que, sur dix mille catholiques rassemblés au hasard, la chance serait heureuse d'en trouver *un* qui eût ce livre entre les mains, et *deux* qui en eussent fait l'objet d'une étude suivie à un autre point de vue que celui de la curiosité littéraire. Chez nous, pour les enfans, le catéchisme supplée la Bible; plus tard, c'est l'*Imitation de Jésus-Christ*. Peut-être y aurait-il un parallèle curieux à établir, malgré leur inégalité originelle, entre ces deux sources de réflexions et de consolations; peut-être cette com-

paraison ramènerait-elle sous nos yeux la grande question des races humaines et de leurs instincts si tranchés; mais où n'irions-nous pas sur cette voie sans terme? Bornons-nous donc à laisser pressentir une conclusion à laquelle nous serions peut-être amenés : — c'est que par nature nous préférons la moelle qui nourrit les forts au miel extatique dont les faibles se contentent, et que, sans méconnaître la beauté de l'abnégation humaine, de l'absorption en Dieu, de l'amour universel, de l'humilité qui s'abdique et se renie, nous redouterions et l'énervement des individus et l'abâtardissement des sociétés, si les uns ou les autres étaient saturés de ces doctrines ascétiques. Admirables pour la rêverie du solitaire, elles sont, selon nous, beaucoup moins que la morale biblique, à l'usage d'un individu qui lutte contre la fortune, ou d'une communauté politique qui cherche la pondération de ses forces diverses, les conditions vraies de son existence et de son bien-être. Pour le pionnier hardi, perdu, lui et sa famille, dans le sein de vastes forêts, obligé de compter avec tous les instincts, toutes les passions, tous les dangers, il faut une lecture plus appropriée à ces besoins divers : au lieu de paroles d'éternel amour et d'éternel repos, il faut ces récits variés où l'enthousiasme du soldat brille à côté de la résignation des martyrs, où le clairon résonne, où l'hymne triomphale éclate sur la plaine ensanglantée, où la prudence du législateur se manifeste à côté de la poésie la plus haute; il faut à sa compagne, harassée par les soins matériels de la vie, ces graves enseignemens qui rehaussent à ses yeux sa tâche infime. Elle trouverait des trésors de patience inerte dans le livre de Thomas A'Kempis ou de Jean Gerson; elle puise la force, la fierté, la résignation énergique et active dans cette vaste et multiple épopée où a passé le souffle vivifiant du grand ouvrier.

Les femmes américaines paraissent être de cet avis. Beaucoup d'entre elles vivent et meurent « la Bible à la main (1). » Ce livre est familier aux plus mondaines, car leur enfance a été comme imprégnée de ses leçons; pour celles qui restent auprès du foyer, c'est la lecture de chaque matin et de chaque soir, le texte des enseignemens maternels, des prédications domestiques. A défaut de ministre, une ménagère américaine distribue autour d'elle, en même temps que la nourriture du corps, celle de l'âme, certaine de ne pas errer dans le dogme tant qu'elle reste fidèle au texte sacré. Inquiète d'elle-même, découragée, froissée dans quelqu'une de ces susceptibilités féminines qui sont de tous les pays et de toutes les conditions, c'est la Bible qui la rassure, qui la ranime, qui la console. Mistress We-

(1) « ..... La Bible, repartit Saint-Clare, la Bible était le livre que ma mère lisait le plus souvent. Elle a vécu, elle est morte ce livre à la main. » (*La Case de l'oncle Tom*, chap. XVI.)

therell l'affirme du moins, et nous l'en croyons, car elle nous fait comprendre et apprécier par ses récits essentiellement exacts, d'une fidélité stricte, minutieuse, incontestable, l'influence prestigieuse de la Bible sur l'imagination, sur la raison, sur la volonté des personnages féminins qu'elle met en scène.

Voyez par exemple quelle place tient la Bible dans le premier des deux romans de mistress Wetherell. Cette jeune fille, ou pour mieux dire cette enfant qu'on vient d'enlever à sa mère, à sa mère atteinte d'un mal mortel, suivons-la dans ce *wide, wide world* (1), ce « vaste monde » où elle semble devoir se perdre, chétif atôme, parmi ces étrangers qui se sont chargés à regret de la prendre avec eux, et de la déposer à un endroit désigné, où elle doit trouver une sœur de son père entre les mains de laquelle on la laissera. Pénétrons-nous de cette terreur nerveuse qui saisit la petite Ellen Montgomery en face de ces froids visages, de ces physionomies indifférentes et dédaigneuses dont elle est tout à coup entourée, elle qui vient de quitter, baignée de larmes, les tendres étreintes de sa mère, et de subir les angoisses d'une inévitable séparation. A la pauvre brebis dépouillée de sa chaude toison, Dieu cette fois ne mesure pas le vent. Ce vent du dehors souffle rude et glacial sur son cœur qui frissonne. Les larmes qui s'en échappent, on y prend à peine garde, comme à un ennui de plus, un désagrément de la mission acceptée. Le capitaine Dunscombe remplit rigoureusement la consigne qu'il a bien voulu recevoir de son collègue, le capitaine Montgomery. Sa femme, hautaine et sèche créature, dissimule à peine le mécontentement que lui cause cette gênante corvée. Leur enfant, gourmande, moqueuse, insolente, encouragée par les dédains qu'on témoigne à la petite étrangère, ne se gêne guère pour railler sa mise hors de saison, son embarras, sa tristesse : elle rougit d'une compagne qui n'a pas de gants aux mains, et qui porte une capote blanche à la fin d'octobre. Qu'arriverait-il si les *misses* Mac-Arthur, embarquées sur le même paquebot, allaient croire à quelque lien de parenté entre elle et cette petite personne si peu fashionable? — Voilà ce qu'elle pense, ce qu'elle dit même tout bas, et ce qu'Ellen entend de reste, après l'avoir deviné à moitié.

Aux blessures de la sensibilité viennent s'ajouter les souffrances de l'amour-propre; les consolations qui font défaut sont remplacées par l'insulte et le mépris. Aussi la nature se voile devant les yeux d'Ellen, refoulée en elle-même, et dont le cœur se serre :

(1) *Wide, wide world*, locution consacrée, idiotisme intraduisible. Il exprime cette idée d'immensité que le monde présente à l'individu faible et sans secours qui doit y frayer sa route.

— hier encore, idole d'un cœur ardent; aujourd'hui, seule, à peine protégée, fardeau que chacun se rejette! C'est alors, c'est à cette heure de souffrance et d'abandon, que la religion s'offre à elle, doux recours, solide étai des âmes blessées et chancelantes. Un étranger, vêtu de noir, qui a paru plusieurs fois devant elle sur le pont où elle a voulu rester lorsque ses compagnons de voyage descendaient pour déjeuner, — et qui a scruté sa pâleur, ses larmes dérobées, son triste regard perdu sur les flots mobiles, — finit par l'aborder avec quelques amicales paroles : ses bienveillantes questions commandent la confiance, ses paroles austères inspirent le respect. « Savez-vous, dit-il à l'enfant, d'où vient la souffrance et quel tendre Père nous l'envoie, bien à regret? Êtes-vous un de ses enfans, Ellen? — Non, monsieur, répond-elle les yeux baissés. — Et qu'en savez-vous? — Je sais que je n'aime pas le Sauveur. — Vous ne l'aimez pas?... — Je ne l'aime pas comme il veut être aimé, par-dessus toute chose... car j'aime maman bien mieux que lui. » Ainsi débute cet entretien du sage ministre et de l'enfant qui pleure. Certes le moment est mal choisi pour persuader à Ellen que le Dieu qui lui retire sa mère, il faut le préférer à cette mère elle-même, et cependant ce premier pas dans la voie sainte, le ministre l'obtient d'une jeune âme qu'aigrissait le chagrin, mais qui s'épanouit et se fond sous la bénigne influence d'une parole amie.

D'ailleurs la Bible est là, dernier présent de la mère absente. Avec l'aide de ce talisman précieux, le ministre se fait obéir d'Ellen en lui prescrivant l'oubli complet des étranges procédés auxquels elle est en butte, le renoncement à toute rancune, la sincère application du grand principe évangélique : rendre le bien pour le mal.

Ellen en aura besoin. Les épreuves du premier jour ne sont rien auprès de celles qui l'attendent plus loin. Née dans les villes, élevée au sein de ces mille petits comforts qui, superflus à la rigueur, constituent néanmoins le *nécessaire* des gens d'un certain rang, elle va faire l'apprentissage, chez sa tante Fortune, d'une vie toute nouvelle.

Le début n'est pas encourageant. Laissée par les Dunscombe à la porte d'une hôtellerie de petite ville, la pauvre enfant, debout à côté de sa malle, voit disparaître, avec le *stage-coach* qui repart, tout ce qui lui restait de protecteurs. Personne ne vient à elle, personne ne se trouve là pour la recevoir. Sa tante Fortune l'attend de pied ferme, à quelque cinq ou six lieues de là, sans se préoccuper autrement de ce que fera sa nièce pour arriver. Vous reconnaîtrez là ce trait du génie américain, constaté aux gares des *rail-ways* par M. Ampère, dans cette *Promenade en Amérique* qu'on a pu lire ici-même, — rare insouciance d'autrui qui met toute créature, en ce beau pays, sous sa propre sauve-garde. Ellen, sur la voie publique, ne sait à qui s'en

prendre, et sauf un pauvre diable qui balaie le devant de l'auberge, personne ne lui accorde même un regard de curiosité. Que le balayeur rentre au logis, et tout espoir de renseignemens paraît perdu. C'est donc à lui qu'en désespoir de cause la petite voyageuse s'adresse, pour savoir si miss Emerson n'est pas en ville. Le balayeur ne connaît pas miss Emerson, du moins sous son nom de famille. Par bonheur, il appelle l'aubergiste, qui devine de qui veut parler Ellen. Pour le moment, voilà rattaché le fil à demi rompu de cette destinée en dérive. Ellen arrivera chez sa tante; elle y arrivera grâce à un obligeant voisin qui la prend sur sa charrette à bœufs, et l'y installe tant bien que mal au moyen d'une chaise que la maîtresse de l'auberge veut bien prêter à la nièce de miss Emerson. Mépriserait-on ces détails? On aurait tort, à notre avis, et dans tous les cas il faudrait dès à présent se tenir pour dit que les romans de mistress Wetherell doivent une bonne partie de leur mérite à ces scènes de mœurs prises sur le fait. Pour les goûter, il faut se placer à un certain point de vue, celui qui convient à une peinture flamande, où pas un détail ne sera omis, ni du jardin, ni du grenier, ni de la cuisine. Introduit par elle dans cette ferme américaine, vous respirerez l'atmosphère qu'on y respire. Vous y grelotterez dans les chambres sans cheminées ou devant les cheminées sans feu. Vous pesterez contre les portes mal closes, les murailles nues, les boiseries sans peintures, les tables boiteuses, les meubles absens. Vous assisterez (soyez-en averti par avance) aux intéressantes opérations moyennant lesquelles la ménagère économe se joue du haut prix des épiceries. — Vous verrez battre le beurre et fabriquer le savon, mettre au four la pâtisserie, préparer les conserves, fumer le jambon; mais, pour le moment, nous pouvons faire connaissance avec Van Brunt, le conducteur du chariot où voyage Ellen. Ce personnage, qui, au premier abord, semble fort secondaire, jouera plus tard un des rôles principaux. En attendant, il chemine paisiblement, son grand fouet en main, côtoyant ses bœufs à la paresseuse allure. De rares habitations sont éparses sur les côtés de la route presque déserte. Les arbres n'ont plus de feuilles; les vertes collines ont revêtu les teintes brunes de l'automne qui finit. De temps en temps le grand fouet claque sur la tête des bœufs, jamais il n'arrive jusqu'à leur peau.

« A quoi bon les blesser? remarqua tout haut Van Brunt... Ce sont des entêtés qui n'en font qu'à leur tête. » Ellen était tout à fait de cet avis.

Après un long silence, et quand il eut bien et dûment examiné, sur son trône roulant, la petite reine dont il était, pour le moment, le premier ministre :

« Ainsi donc, dit Van Brunt, vous êtes la nièce de miss Fortune?

— Oui, répondit Ellen.

— Eh bien! reprit son guide, essayant d'arriver à un compliment quelconque, j'aimerais assez que vous fussiez la mienne. »

On verra plus tard quelle secrète pensée se tapit au fond de ce vœu bizarre, auquel vraiment Ellen ne pouvait s'associer. Aussi le voyage continue-t-il sans beaucoup d'autres dialogues. La nuit tombe, les étoiles émaillent le ciel : la fraîcheur du soir, la fatigue, ont engourdi la jeune fille; mais lorsque Van Brunt lui annonce qu'ils sont arrivés, une sensation poignante lui traverse le cœur; elle s'éveille en sursaut, et, par un mouvement involontaire, étend les mains devant elle comme pour percer les épaisses ténèbres qui lui cachent l'habitation. Van Brunt l'enlève dans ses bras robustes et la dépose sur le sol :

« Nous voici rendus..., et un peu tard. Vous devez être lasse... Allez droit devant vous, à cette petite porte que vous voyez.

— Mais... je ne vois rien, remarqua timidement Ellen.

— Venez donc, je vais vous montrer... Eh! prenez garde, vous allez vous heurter à la barrière.... Par ici!... Allez droit à cette porte, là-bas, au bout du petit chemin... ouvrez, et vous verrez de quel côté tourner... Ne frappez pas... Tirez tout bonnement le loquet, et entrez!... »

« Puis il s'en retourna vers ses bœufs...

« Ellen finit par distinguer sur le ciel le profil massif de la maison, et sur la terre une ligne blanchâtre tracée par le sentier qu'on lui indiquait. Ses pas indécis la conduisirent en avant jusqu'à ce que son pied se heurta au degré qui précédait le seuil. Ses mains tremblantes trouvèrent le loquet et le soulevèrent : elle entra. L'obscurité était complète. A droite cependant, une fenêtre laissait filtrer quelques minces rayons de lumière. Elle se dirigea de ce côté, découvrit à tâtons un autre loquet plus difficile que le premier, mais dont elle vint cependant à bout. Elle poussa la porte pesante et se trouva dans une cuisine de bonnes dimensions, d'aspect assez gai. Un excellent feu flambait dans l'énorme cheminée; à sa lueur les murs et le plafond, blanchis à la chaux, paraissaient jaunes. Il jetait assez de clarté pour qu'on pût se dispenser de flambeaux : aussi n'en avait-on pas allumé. La table était mise pour le souper, et avec sa nappe d'un blanc de neige, sa garniture brillante de propreté, elle offrait certainement l'idée du bien-être. La seule personne assise près de la cheminée était une femme très âgée, dont Ellen ne voyait que le dos, et qui, tout occupée de son tricot, ne tourna seulement pas la tête. Ellen avait fait un ou deux pas dans la pièce, hors d'état de parler ou d'avancer... « Serait-ce ma tante Fortune? pensait-elle... Elle ne peut être si vieille que cela? »

« La minute d'après, une porte s'ouvrit sur la droite, et sur le premier degré d'un escalier qui, de la cuisine, descendait en quelque cellier, parut une seconde figure. C'était une femme qui entra, rejetant du pied derrière elle la porte qui venait de lui livrer passage. A la vérité ses mains étaient occupées, car elle portait dans l'une un couteau et une lampe, dans l'autre une assiettée de beurre. A la vue d'Ellen, elle s'arrêta tout court.

« — Qu'est ceci? dit-elle. Et pourquoi donc, enfant, laissez-vous la porte ouverte?

« Puis, assiette et lampe à la main, elle alla droit à la porte qu'elle poussa vigoureusement.

« — Qui êtes-vous? que voulez-vous? reprit-elle ensuite.

« — Je suis Ellen Montgomery, madame, dit Ellen intimidée.

« — *Comment?* s'écria la dame avec une expression de surprise assez marquée.

« — Est-ce que vous ne m'attendiez pas, madame? demanda Ellen. Papa cependant a dû vous écrire.

« — Ah! voilà Ellen Montgomery,... dit miss Fortune, apparemment réduite à tirer de ce qu'elle voyait cette conclusion logique.

« — Oui, madame, répondit Ellen.

« Miss Fortune alla droit à la table, et mit en place le beurre d'abord, la lampe ensuite, sans se trop hâter.

« — Vous dites que votre père devait m'annoncer votre arrivée?

« — C'est du moins ce qu'il avait dit.

« — Eh bien! il ne l'a pas fait.... Je n'ai pas eu le moindre mot de lui.... Comme cela lui ressemble!... Je n'ai pas encore vu Morgan Montgomery remplir une seule de ses promesses...

« Le rouge monta au visage d'Ellen, qui sentit son cœur se gonfler. Elle resta debout, immobile.

« — Et comment êtes-vous arrivée ce soir ici?

« — Dans la charrette de M. Van Brunt.

« — Ah!... il est donc de retour, M. Van Brunt? — Et comme elle entendait un bruit au dehors, miss Fortune s'élança vers la porte, disant à Ellen, au moment où elle ouvrait : — Asseyez-vous, enfant, et posez vos affaires.

« Ellen obéit avec grand plaisir à la première partie de cet ordre; mais elle ne se trouvait pas encore assez *chez elle* pour se mettre tout à fait à l'aise : elle n'ôta que son chapeau.

« — Eh bien! monsieur Van Brunt, disait miss Fortune à la cantonade, m'avez-vous rapporté un baril de farine?

« — Non, miss Fortune, répondit la voix de l'honnête conducteur, je vous ai apporté mieux que cela.

« — Où l'avez-vous trouvée? reprit miss Fortune d'un ton passablement bref.

« — Là haut, chez les Forbes.

« — Et ce que vous amenez là?

« — C'est une malle. Où faut-il qu'elle aille?

« — Une malle?... En haut, sans aucun doute;... mais je ne sais pas encore comment elle s'y prendra pour y monter.

« — Oh! je m'en charge, madame, si seulement vous voulez bien ouvrir la porte.

« — Vraiment?... avec vos souliers?... impossible, absolument impossible, s'écria miss Fortune, manifestant toute l'indignation d'une ménagère soigneuse.

« — Eh bien! alors... sans mes souliers, dit Van Brunt, qui sembla étouffer

à demi un éclat de rire, et dont Ellen entendit tomber à terre la lourde chaussure... Place maintenant, madame!... livrez-moi passage.

« Miss Fortune vint prendre la lampe, et, ouvrant une autre porte, conduisit, à travers la cuisine, vers un escalier intérieur qu'Ellen ne voyait pas, M. Van Brunt et son fardeau. Au bout d'une ou deux minutes, ils rentrèrent tous deux, et l'homme aux bœufs se dirigea vers la porte.

« — On va servir le souper, monsieur Van Brunt, dit la maîtresse du logis.

« — Il faut que je m'en aille, madame.... il est si tard.... J'ai besoin chez moi. — Puis il ferma la porte derrière lui.

« — Qui vous a donc tant retardés? demanda miss Fortune à Ellen..... »

On ne goûterait pas complétement le sel tout américain de cette scène si caractéristique, si nous n'anticipions un peu sur celles qui suivent. Il faut savoir que Van Brunt, cet honnête fermier, n'est ni plus ni moins que le *prétendu* de miss Fortune, et qu'il finit par l'épouser à quelque temps de là, décidé peut-être à prendre une femme si revêche par la perspective d'être l'oncle d'Ellen, qu'il a prise dès l'abord, et sans qu'elle puisse s'en douter, en affection singulière. Mais revenons à l'installation de la jeune fille, à cet accueil si peu encourageant au premier abord. Il tient ce qu'il a promis. Une fois Ellen mise en possession d'une chambre parfaitement propre, où le soleil entre le matin par deux grandes fenêtres sans rideaux, et meublée aussi succinctement que possible, sans miroir d'aucune espèce, de deux chaises et d'une console en bois de sapin montée sur trois longs pieds à peine équarris, — miss Fortune croit avoir rempli tous les devoirs de l'hospitalité. Le lit, des plus simples, est un *cot-bed,* une caisse de bois blanc, élémentaire dans sa forme, et on l'a garni d'un lourd couvre-pied en étoffe blanche et bleue tressée à la ferme. La couverture est chaude, les draps sont en coton. Aucune sorte de toilette ni de *lavabo*. En s'éveillant le lendemain de son arrivée, Ellen, avertie par certaines émanations culinaires que l'heure du déjeuner ne saurait se faire attendre longtemps, descend auprès de sa tante, qu'elle trouve absorbée dans la confection d'un ragoût matinal dans lequel vont figurer d'épaisses tranches de porc. A peine si le sifflement de la poêle à frire permet à la pauvre enfant de souhaiter le bonjour à miss Fortune, qui la regarde sans lever la tête, penchée sur son œuvre qui s'achève. De là grand embarras pour notre jeune citadine. — J'attendrai, pense-t-elle, que ce tapage soit fini. Comment crier tout haut que j'ai besoin d'un pot à l'eau et d'une serviette? — L'opération terminée en apparence, les tranches de porc mises en bon ordre sur un plat, il ne reste plus qu'un peu de graisse liquide au fond de la poêle, et, dans sa naïveté, l'enfant suppose que ce reste-là va tomber dans l'auge aux pourceaux : une telle prodigalité n'est pas à l'usage de miss Fortune.

« ... Elle courut dans un office ouvert non loin de là, et revint apportant un bol de crème qu'elle versa tout entier sur la graisse fumante; puis elle courut encore chercher dans le même office une petite boîte ronde en étain, dont la partie supérieure était à jours comme une passoire; elle l'agita doucement au-dessus de la crême qu'elle recouvrit ainsi d'une pluie de fine farine. Le tout replacé sur le feu se remit à frémir, et à la grande surprise d'Ellen, se transforma presque aussitôt en une épaisse et forte écume que miss Fortune fit tomber adroitement sur ses escalopes de porc. Alors seulement, voyant qu'il n'y avait plus une minute à perdre, Ellen osa formuler à voix bien basse son humble requête; miss Fortune n'y répondant pas tout d'abord, il lui fallut la réitérer.

« — Voudriez-vous bien, madame, m'indiquer l'endroit où je puis faire ma toilette?

« — Certainement, dit miss Fortune, qui se redressa tout à coup; il faudra descendre à l'*auget.* »

Comme on pourrait bien ignorer le sens de ce mot sacramentel, il est bon de dire que les meuniers appellent ainsi l'extrémité inférieure de la *trémie;* or la trémie elle-même est une grande auge large du haut, étroite du bas, par laquelle descend, dirigée sur un point quelconque, l'eau venue d'un fonds supérieur. Chez miss Fortune, l'auget déversait les eaux d'un ruisseau voisin dans une sorte de cuisine souterraine destinée à toute sorte d'opérations fort étrangères les unes aux autres. Cette eau y tombait de quinze à seize pouces de haut dans une rigole en pierre destinée à la recevoir. Tel était ce cabinet de toilette où Ellen, sans autre auxiliaire qu'un essuie-main, devait parfaire ses ablutions matinales. Nous laissons à nos petites-maîtresses parisiennes le soin de commenter ce passage. Il nous suffit de montrer jusqu'où mistress Wetherell pousse le scrupule de la vérité absolue, et combien elle sait au besoin se montrer rigoureuse pour ses compatriotes, dont l'amour-propre, paraît-il, ne s'est pas trop révolté contre de si terribles leçons.

Le romancier poursuit ainsi, fibre à fibre, la dissection du ménage de miss Fortune et de ce caractère dont l'analogue existe à peine chez nous. Cette femme, sans cesse à l'œuvre, fonctionnant avec la régularité d'un chronomètre, complétement étrangère à toutes les choses du cœur, armée en guerre contre toutes les délicatesses physiques et morales, méconnaissant même les *vrais* devoirs qu'inspire l'hospitalité corroborée par les liens du sang, jusqu'au point d'ouvrir et de lire la première les lettres adressées à sa fille par la pauvre mistress Montgomery, qui se meurt loin d'elle, — cette femme a quelque chose d'abrupt, de péremptoire, de grossier, qui met en déroute nos idées civilisées. Remarquez bien qu'elle n'est ni foncièrement méchante, ni, à quelque degré que ce puisse être, suspecte d'une indé-

licatesse réfléchie, d'un calcul improbe. Non, elle n'a pour nous repousser ainsi que sa nature obtuse, sa rudesse impérieuse, son antipathie aveugle contre tout ce qui est en travers de sa voie, à quelque règne, à quelque genre ou sous-genre qu'appartienne l'obstacle. Sa juxtaposition avec ce pauvre oiseau du bon Dieu que le hasard pousse sous son toit et à qui elle fait un destin si dur, le contraste de l'autorité brutale qu'elle fait peser sur Ellen avec la bonhomie protectrice de l'honnête Van Brunt, nous la rendent haïssable au même degré que si, forçant les couleurs, mistress Wetherell lui eût donné ou la féroce avarice du père Grandet, ou l'hypocrisie mielleuse du Pecksniff de Charles Dickens.

Et avec quels menus traits de caractère on arrive à ce résultat final! Ellen, s'égarant dans les prairies qui entourent la maison, est entrée jusqu'à mi-jambe dans un invisible fossé; ses beaux bas blancs sont couverts de boue quand elle rentre. Miss Fortune ne la sermonne pas avec autant de rigueur qu'on pourrait s'y attendre; mais elle se fait immédiatement ouvrir la malle de l'enfant, prend tous ses bas, choisis avec amour par mistress Montgomery, et les jette dans un grand chaudron plein d'une décoction brune et mal odorante; ils sortent de là teints en bleu d'ardoise, au grand désespoir d'Ellen. Ce désespoir vous touche-t-il? Fort peu, sans doute; mais, dans le roman, il serre le cœur. Nous en dirons autant d'un autre épisode où la pauvre Ellen, lasse d'oisiveté, — car sa tante, durant les premiers jours, loin de réclamer d'elle aucun service, lui adresse à peine la parole, — demande d'elle-même à reprendre ses études :

« — Libre à vous, lui dit miss Fortune. — A quelle école puis-je aller? — Celle qui vous plaira. — Mais encore, quelles sont celles des environs? — Vous avez à La Croix celle du capitaine Conklin; à Thirlewall, celle de miss Emerson. — Cette miss Emerson est-elle de vos parentes? — Non. — Il me semble que je dois de préférence aller chez une femme... M'autorisez-vous à prendre ses leçons? — Oui. — Puis-je commencer dès lundi? — Oui. — Je préparerai donc mes livres... Mais comment irai-je? — Je n'en sais rien. — Thirlewall est à deux milles d'ici; aller et revenir le même jour serait trop fort pour moi, du moins M. Van Brunt me l'a dit. — C'est votre affaire. — Tante Fortune, dites-moi vous-même comment vous voulez que je fasse? Comment me rendre chaque jour à cette école? — Je suis désolée de n'avoir pas de voiture à vous offrir. M. Van Brunt pourrait vous conduire dans la charrette. — La charrette?... mais cela lui prendrait toute la journée. — Naturellement. — Alors il m'est donc impossible de suivre mes études... Pourquoi me dire que vous y consentez? — Pas de réponse; un simple sourire empreint de quelque mépris, car Ellen avait des larmes dans la voix. — Ah! reprit-elle, si j'avais un poney!... — Et qui soignerait le poney?... qui vous suivrait pour vous ramasser, si le poney vous jetait à terre? répondit miss Fortune foulant vigoureusement aux pieds les espérances qu'elle semblait avoir laissé naître tout exprès. Puis,

après quelques paroles ironiques, elle s'empara des plaintes de l'enfant inoccupée : — Soyez tranquille, reprit-elle; si la besogne vous fait faute, je ne vous en laisserai pas manquer. Pendant que je vais en bas, préparez-moi ces assiettes et ces verres que je vais laver tout à l'heure... »

Mais la Bible, direz-vous? nous voici bien loin de la Bible. Pas le moins du monde; la Bible ne quitte pas Ellen. Quand le désespoir gagne cette enfant poussée à bout, on le conçoit, par la dureté de sa tante, c'est dans sa petite Bible qu'elle trouve une consolation, dans sa Bible et dans l'amitié d'une jeune fille qui, fort à propos, l'a rencontrée un jour où des pensées fatales l'assiégeaient de toute parts. Alice Humphreys a un frère, beau jeune homme voué au service divin, qui, trouvant Ellen installée chez lui, se prend d'amitié pour cette « petite sœur. » Puis, comme il arrive souvent en pareille occurrence, à mesure qu'Ellen grandit, cette amitié devient de l'amour. Il y a des nuances originales dans ce progrès d'un attachement des deux côtés également pur, et la Bible intervient ici de nouveau, interprète de sentimens qui s'ignorent encore. Ne joue-t-elle pas un rôle à peu près semblable dans les amours bien autrement tristes de Kitty Bell et de Chatterton? Ceux d'Ellen Montgomery et de John Humphreys sont destinés à une meilleure issue; mais après combien de peines sérieuses la pauvre fille n'en vient-elle pas à ce port de salut qu'on appelle le mariage! Les raconter en détail serait impossible et inutile. Ce n'est point par le fond des événemens que subsistent les romans de mistress Wetherell. Tout leur mérite est dans l'invention de chaque incident, la mise en œuvre des plus menus faits de la vie la plus humble et la plus terre-à-terre. Nous en avons indiqué plusieurs. On peut bien par ceux-là juger des autres.

Ce qu'il faut admirer après tout, ce n'est pas tant le talent qu'on déploie à cet examen microscopique de l'existence vulgaire que l'intérêt toujours croissant dont ce travail est l'objet. Le moindre individu, s'il est peint et regardé à la loupe, devient sympathique à la foule, qui se reconnaît dans cette reproduction strictement fidèle. Jadis les rois seuls occupaient les planches du drame ou les pages de la fiction; si les bergers s'y montraient parfois, on sait à quelles conditions et grâce à quelles bizarres métamorphoses. Aujourd'hui le roi est à la porte, et le berger trône : il trône en blouse, les bras nus, vêtu de toile bise et sans la moindre houlette, armé du fouet comme Van Brunt ou, comme le *Champi*, du fléau berrichon. Il faut savoir s'accommoder de cette pacifique révolution, sans l'épouser toutefois dans ses exagérations puériles, sans substituer systématiquement, par exemple, l'étude du manant au culte des héros. C'est ce que semble avoir compris mistress Wetherell dans son second roman, *Queechy*.

En y réservant une large place aux plus modestes réalités de la vie, on sent en effet qu'elle a voulu peindre aussi la société américaine dans tout ce qu'elle a de plus aristocratique, et comme cette aristocratie ne lui suffisait pas encore, elle a donné le beau rôle à un *nobleman* anglais de la plus haute naissance, auquel, pour surcroît de distinction, elle départ 40,000 liv. sterl., c'est-à-dire un million de revenus.

Queechy est le nom d'un domaine où nous sommes transportés dès les premières scènes du roman. M. Carleton, *nobleman* anglais, dans une tournée qu'il fait aux États-Unis, est amené par un jeune officier américain, à la suite d'une partie de chasse, chez le grand-oncle de ce compagnon de plaisir. Ils y reçoivent une cordiale hospitalité, bien que le vieillard qui la leur offre soit depuis longtemps dans une position de fortune très embarrassée. Le petit domaine de Queechy, pour l'exploitation duquel il s'est associé un homme d'affaires fort peu scrupuleux, est déjà hypothéqué pour tout ce qu'il peut valoir, et le moment approche où le malheureux propriétaire, M. Ringgan, menacé d'éviction, ne saura où abriter sa tête blanchie. Avec lui est sa petite-fille Elfleda Ringgan, pauvre orpheline dont il est le seul protecteur, et dont l'avenir incertain trouble, par ses menaçantes perspectives, les derniers jours de cet excellent homme. Lorsque cette situation, si émouvante déjà, vient se compliquer encore, lorsqu'un brutal créancier vient sommer le vieillard et l'enfant de quitter leur humble demeure, une main inconnue leur vient tout à coup en aide. C'est celle de l'opulent et généreux Carleton; mais sa tardive intervention n'a pas tous les effets qu'il en pouvait espérer. Dans ses dernières luttes contre l'infortune, le cœur du bon vieillard s'est brisé. A peine libéré de ses plus pressans embarras, il meurt presque subitement, laissant Elfleda aux mains d'une vieille sœur infirme, qui se sent hors d'état d'accepter utilement une si délicate tutelle. Ici Carleton intervient encore. Voyageant avec sa mère, il peut placer Elfleda sous la protection de cette dame, et il demeure convenu qu'ils conduiront tous deux l'orpheline chez un oncle à elle, le fils du défunt propriétaire de Queechy. M. Rossitur, cet oncle, riche négociant de New-York, est en ce moment à Paris, où il mène la vie prodigue et fastueuse de l'Américain en voyage. Durant la traversée, et surtout durant le séjour qu'ils font à Paris, Elfleda, — c'est encore une enfant,— a laissé prendre à son jeune protecteur une grande influence, une grande autorité sur son esprit. Il ne lui est pas en vain apparu, dans ses premiers jours de malheur, comme un envoyé du ciel; il ne lui a pas en vain, depuis lors, prodigué les soins les plus dévoués et les plus délicats. Bref, à quatorze ans, miss Fleda,—c'est ainsi qu'on abrége son nom,—n'est pas plus stoïque que ne le serait à sa place

mainte femme faite et parfaite; Carleton, de son côté, qui se trompe peut-être sur la nature du sentiment auquel il a déjà obéi, admire chez la jeune Américaine une droiture de cœur, une fermeté de caractère qui s'allient en elle à la sensibilité la plus exquise. Au surplus, ils sont l'un pour l'autre un sujet d'étonnement. Carleton ne s'explique pas le rapide développement moral que Fleda doit à la lecture assidue de la Bible. Fleda ne peut comprendre que, sans le secours de ce livre divin, Carleton soit aussi près de la perfection chrétienne, lui qui croit à peine en Jésus-Christ. Cette absence de principes religieux chez l'homme pour lequel, sans bien s'en rendre compte, elle éprouve un sentiment de préférence presque passionnée, la déconcerte, la trouble, la désespère quelquefois. Elle lui jette alors des regards empreints de la surprise douloureuse qu'un ange doit éprouver à la première vue de quelqu'une de nos terrestres défaillances. Parfois, piqué au jeu, le jeune homme essaie de porter le doute dans l'esprit ingénu de sa protégée; mais elle est invincible sous l'armure qu'elle s'est donnée, et l'unique résultat de leurs controverses, un peu longuement racontées, il faut en convenir, est au contraire de faire réfléchir Guy Carleton sur l'emploi futile de sa vie, de son intelligence, de sa richesse.

De là finalement une résolution subite. Sans dire à personne, pas même à sa mère, le secret du parti qu'il va prendre, Carleton se décide à quitter Paris. Elfie elle-même, — Elfie est encore un diminutif d'Elfleda, — ignorera-t-elle l'influence qu'elle a exercée sur cet esprit jusque-là si entier, si dédaigneux, si porté au mépris des autres et de lui-même? Il le faudrait peut-être par prudence; mais où vîtes-vous prudence pareille chez un amoureux sans le savoir. Carleton va donc prendre congé de sa petite amie, de sa *fée,* comme il l'appelle en souriant. Elle peut à peine supporter ce coup inattendu. Cependant, lorsqu'elle entrevoit chez le préféré de son cœur la ferme résolution de se donner ici-bas une mission selon l'esprit de Dieu, elle se ranime, et le courage lui revient :

« — Monsieur Carleton..., lui dit-elle tout à coup, changeant de couleur.

« — Parlez, Elfie!

« Le sang abandonna de nouveau ses joues : — Monsieur Carleton, vous fâcherez-vous de quelque chose que je voudrais vous dire?

« — Me connaissez-vous assez peu pour m'adresser une pareille question? lui demanda-t-il à son tour avec douceur.

«—J'ai une demande à vous adresser... Et vous ne sauriez le trouver mauvais.

« — Qu'est-ce donc? dit-il, cherchant à deviner le sujet de cette timide requête; — mais n'importe. Je ferai ce que vous désirez.

« Les yeux de la jeune fille étincelèrent. Cependant elle éprouvait à poursuivre une certaine difficulté.

« — Je le ferai, vous dis-je, quoi que ce puisse être, répéta-t-il plus attentif que jamais.

« — M'attendrez-vous ici quelques instans, monsieur Carleton?

« — Je vous donne une demi-heure.

« Elle s'élança radieuse à travers ses larmes; mais sa physionomie était redevenue mélancolique et son attitude presque gênée lorsqu'elle reparut quelques instans après, un livre à la main. Il y avait à la fois dans cette physionomie si mobile un mélange bizarre de timidité, de zèle ardent, de modestie, tandis qu'elle s'avançait vers M. Carleton, et lui mettait dans les mains ce petit volume, — qui était sa propre Bible.

« — Lisez-la, lui dit-elle en même temps d'une voix contenue et sans oser lever les yeux sur lui.

« Il vit de quel livre il s'agissait, et, prenant la douce main qui le lui avait remis, il la baisa deux ou trois fois avec respect. Une princesse n'eût pas obtenu mieux.

«—Vous avez déjà ma promesse, Elfie, reprit-il ensuite. Inutile de la répéter.

« Alors elle leva les yeux et lui jeta un regard si reconnaissant, si tendre, si plein de bonheur, que jamais ce regard ne fut oublié de lui. Un moment après, ce rapide éclair avait disparu, et, au même endroit où il l'avait laissée, la jeune fille écoutait le bruit de ses pas, de plus en plus faible, à mesure qu'il descendait les degrés. Elle entendit le dernier de tous, et s'affaissa sur ses genoux, toute en larmes. »

Ces amans selon la Bible seront peut-être taxés d'un peu de froideur, si nous ajoutons que six années vont se passer sans qu'ils aient l'air de se préoccuper le moins du monde de la destinée l'un de l'autre. Voilà cependant à quoi nous sommes réduits, et tandis que Guy Carleton, au sein de ses vastes domaines, y remplit tous les devoirs d'un propriétaire évangélique, il nous faut suivre Elfleda Ringgan, qui retourne en Amérique après quelques mois passés encore à Paris, où elle a perfectionné son éducation de salons.

Peu après son retour à New-York, sa destinée subit un changement nouveau. Son oncle, M. Rossitur, s'est engagé dans de vastes spéculations avec cet esprit aventureux qui caractérise au plus haut degré les citoyens de la libre Amérique. Téméraire d'une part, trompé de l'autre, il se trouve un beau jour complétement ruiné, mis en faillite, et obligé d'abandonner à ses créanciers jusqu'au splendide mobilier qu'il avait rapporté de France. M. Rossitur a trois enfans, deux fils et une fille, Charlton, Hugh et Marion. Charlton est au service et peut se suffire. Marion, après s'être mariée en Europe, y est demeurée. Ce brusque retour de la fortune n'atteint donc, avec M. et mistress Rossitur, que leur fils cadet; mais la pauvre orpheline dont ils étaient devenus les seuls appuis, noblement reconnaissante, n'abandonnera pas dans le malheur ceux dont elle a partagé l'opulence.

Le plus proche parent de M. Rossitur, un vieux médecin excentrique, espèce de *bourru bienfaisant,* voyant ce malheureux sans ressources, lui propose de quitter New-York et d'aller tenter fortune sur un domaine dont ce médecin est devenu le propriétaire. Toute autre chance lui étant enlevée, il faut bien que M. Rossitur se décide à courir celle-ci, bien qu'il ne se sente ni trop d'aptitude pour l'exploitation agricole, ni trop de goût pour la vie des champs. Il se décide donc, et, avec quelques avances obtenues de çà, de là, va prendre possession de ce domaine, qui est justement celui ou Fleda Ringgan a passé son enfance, ce Queechy bien-aimé, dont le souvenir l'avait suivie, même au sein du tourbillon parisien.

C'est à ce moment que la figure de la jeune fille grandit tout à coup. Son oncle, poursuivi par le regret du bien-être qu'il a si follement compromis, découragé par le mauvais succès de ses premiers efforts, mécontent de tout parce qu'il l'est de lui-même, mal vu de ses nouveaux voisins par cela même qu'il est à contre-cœur au milieu d'eux, n'a rien de ce qu'il faudrait pour la lutte à laquelle le sort l'a condamné. Mistress Rossitur, trop longtemps amollie par les habitudes du luxe, n'a pour lui venir en aide qu'une bonne volonté stérile, un zèle mal dirigé. Tout le fardeau retombe donc sur Fleda, qui l'accepte sans un murmure, et le porte vaillamment. Ici le détail abonde, mais dans une situation pareille et avec une donnée aussi simple, c'est le détail seul qui peut préciser les sacrifices, faire mesurer l'abnégation, passionner les lecteurs pour cet humble héroïsme d'une jeune fille douée des plus belles qualités morales, habituée aux élégances de la vie, préparée aux plus douces jouissances du développement intellectuel sous toutes ses formes, et qui devient du jour au lendemain le *factotum* d'une pauvre ferme, l'intendant d'un cultivateur ruiné, la cheville ouvrière d'un ménage aux abois. Les obstacles qu'elle rencontre, les secours qu'elle trouve, les combinaisons par lesquelles elle supplée à tout ce qui fait défaut, la gaieté qu'elle affecte, les découragemens qu'elle cache, les injustices qu'elle subit, l'influence dominante que cependant elle acquiert par degrés, et la reconnaissance qu'elle impose sans le vouloir, forment un tableau d'une vérité attachante et d'une incontestable moralité. En même temps, ce tableau nous fait connaître, mieux qu'aucun livre purement didactique, les mœurs rurales des états américains. Dans telle petite scène purement épisodique, — celle, par exemple, où M. Rossitur, fort embarrassé dès le début, est amené par les conseils de sa bien avisée pupille à implorer l'aide d'un riche paysan quelque peu apparenté à sa famille, — resplendit sous son vrai jour cette indépendance que nous ne pouvons nous empêcher d'envier aux compatriotes de Washington. Au milieu du champ à demi labouré, le pied sur le

soc de la charrue, entouré de subalternes qui tous reconnaissent une autorité de droit en même temps qu'une supériorité de fait, l'honnête fermier Plumfield reçoit sans la moindre morgue, mais sans le moindre abaissement, l'hommage forcé que vient lui rendre M. Rossitur, qui, hier encore, fier de ses gros revenus, aurait à peine cru possible de le reconnaître pour son parent. Aujourd'hui ces dédains ne sont plus de mise, et tout décidé qu'il est, — on le voit de reste, — à garer de tout échec sa dignité un peu compromise, le citadin est contraint de confesser l'embarras qu'il éprouve de demander secours, et de l'accepter, qui pis est, bien que ce secours lui soit quelque peu marchandé.

De même, lorsque, plus tard, deux pécores de soubrettes, emmenées de New-York par mistress Rossitur, quittent la maison de plus en plus appauvrie, de moins en moins tenable, il faut bien que l'orgueil de l'ancien riche se plie à de grands sacrifices. A Queechy, personne ne sert volontiers; les plus pauvres font leurs conditions, et n'acceptent pas indistinctement, en échange de quelques dollars, le rôle qu'on veut bien leur assigner. Les voyages de Fleda à la recherche d'une cuisinière constituent une épopée bourgeoise du plus singulier caractère. Qu'on nous permette d'insister sur cet épisode dont plus d'une lectrice et même plus d'un lecteur comprendra l'intérêt.

Fleda s'est d'abord rappelé une sorte de gouvernante qu'avait feu son grand-père, et avec qui elle pense pouvoir établir de meilleurs rapports qu'avec toute autre. Elle se fait indiquer la demeure où s'est retirée cette duègne en disponibilité. Miss Cynthia Gall, voilà son nom. Elle va la trouver dans une pauvre maisonnette d'où semble à jamais exclu tout comfort : cheminée froide, toit délabré, carreaux de vitre à grand'peine réparés et recollés, ou remplacés par quelques lambeaux de papier. Pas une pauvre fleur, pas un arbuste d'agrément autour de cette masure; au dedans, miss Cynthia, toujours revêche et pincée, toujours sur ses ergots, toujours occupée à faire valoir son importante personnalité! Après un entretien amical, mille souvenirs évoqués, des précautions oratoires sans fin, Fleda croit enfin pouvoir aborder le sujet essentiel de la conférence :

« — Vous ne devineriez jamais ce qui m'amène, ma bonne Cynthy.

« — Qui sait? dit Cynthy jetant vers le feu qu'elle avait allumé à grand' peine un de ses regards les plus ambigus... Je suppose que vous avez affaire de moi.

« — Je suis venue savoir si vous ne voudriez pas venir demeurer chez ma tante mistress Rossitur. Nous sommes seules, et il nous faudrait bien quelqu'un pour nous aider. J'ai tout d'abord pensé à vous naturellement.

« Cynthy gardait le plus complet silence. Elle était assise devant le feu, ses jambes étendues de toute leur longueur dans la direction du foyer, ses bras

croisés sur sa poitrine, ne quittant pas du regard les bûches qui fumaient à qui mieux mieux; toutefois aux deux coins de sa bouche se dessinait déjà la menace d'un sourire qui déplut à Fleda.

« — Qu'en dites-vous, Cynthy?

« — Je crois que vous feriez mieux de vous adresser à quelque autre, répondit enfin miss Gall avec une sorte de sécheresse condescendante et un sourire qui en disait long.

« — Pourquoi? reprit Fleda. J'aimerais bien mieux une ancienne amie qu'une personne étrangère.

« — C'est vous qui êtes chargée du ménage? demanda Cynthy avec une certaine brusquerie.

« — Oh! je fais un peu toute chose,... même la cuisine, et la ménagère aussi, quand cela se trouve... Mais si vous venez, Cynthy, vous serez la femme de charge.

« — Je pense que mistress Rossitur n'a pas grand'chose à démêler avec les personnes qui l'aident,... n'est-ce pas? demanda Cynthy après une pause durant laquelle les coins de sa bouche n'avaient pas bougé. Ce ton de susceptibilité indépendante jeta quelques lueurs dans l'esprit de Fleda.

« — Ma tante n'est pas assez forte pour faire beaucoup par elle-même;... il lui faut quelqu'un qui la dispense de presque tous les soins intérieurs. Vous aurez le champ libre, allez, Cynthy.

« — Votre tante a-t-elle deux tables distinctes?... Je le présume; mais enfin cela est-il ainsi?

« — Oui... Mon oncle ne veut avoir avec lui que sa famille.

« — Eh bien!... je vois que je ne conviendrais pas, dit miss Gall après une autre pause, et se baissant tout à coup comme pour ramasser quelques brindilles éparses devant le foyer; mais Fleda put voir le rouge qui lui était monté au visage et le sourire nettement dessiné où venait se peindre le plaisir de la vengeance immédiate qu'elle venait de se procurer par son refus. Il ne lui en fallut pas davantage pour rester convaincue que miss Gall, en effet, « ne conviendrait pas. » Toutefois elle était peinée en même temps de voir la joie méchante avec laquelle, sans aucune nécessité, son ancienne gouvernante la désappointait ainsi. »

La jeune ménagère ne se décourage pourtant pas, et, sur de nouvelles indications, se rend chez les Finns. — Il serait possible qu'une des *demoiselles* de la maison voulût entrer chez mistress Rossitur. Mistress Finn, installée dans sa cuisine et le balai à la main, donne audience à Fleda. Quand elle apprend ce dont il s'agit : « — Eh bien! dit-elle, on pourrait voir. Je vous donnerais bien Hannah,... mais nous en avons besoin chez nous... D'ailleurs elle est un peu maladive, et il vous faut une personne solide. Nous avons encore Lucy..., mais il faudrait que ce fût son idée. Elle ne fait rien que selon son idée... »

Fleda insistant pour savoir à quoi s'en tenir là-dessus, et Lucy étant allée travailler au dehors, mistress Finn engage la nièce de

M. Rossitur à venir *passer la soirée* chez elle. Lucy ne manquera pas de s'y trouver, et on pourra la pressentir. Fleda déclinerait volontiers cette invitation aussi peu attrayante qu'inattendue; mais la nécessité la presse, et nous assistons à une scène passablement étrangère à nos mœurs, qui n'admettent guère qu'on aille prendre le thé avec la personne dont on se propose de faire sa domestique. On prend soin de placer Fleda tout auprès de Lucy Finn, cette cuisinière en perspective dont il s'agit de fixer l'humeur capricieuse et d'apprivoiser la volonté fantasque; mais un certain embarras, très naturel à notre sens, arrête sur les lèvres de miss Ringgan les ouvertures qu'elle devait faire. Lucy, de son côté, garde le plus complet silence. Une causerie générale s'établit, aussi intéressante qu'on peut la supposer dans des circonstances pareilles; bientôt elle prend un tour plus direct, plus personnel :

« — Votre oncle se déplaît-il au fermage? demanda une des personnes présentes.

« Fleda éluda cette question délicate en disant que c'était pour M. Rossitur une besogne toute nouvelle.

« — Eh! que faisait-il donc? à quoi s'occupait-il jusqu'à cette heure? reprit la questionneuse.

« Fleda expliqua qu'il n'exerçait aucune profession déterminée, et, après le temps nécessaire pour qu'une notion pareille eût pénétré dans les intelligences dont elle était entourée, elle tressaillit à la voix de Lucy s'élevant tout à coup près d'elle.

« — Il est un peu curieux, n'est-ce pas vrai? qu'un homme ait vécu jusqu'à l'âge de quarante ou cinquante ans sans rien connaître à la terre qui lui fournit son pain de chaque jour!

« — Eh! qui vous fait penser que M. Rossitur en soit là? demanda miss Thornton, non sans quelque vivacité.

« — Lucy ne parlait de personne en particulier, objecta la tante Syra.

« — Je parlais... je parlais de l'*homme*,... j'en parlais d'une manière abstraite, reprit la voisine de Fleda.

« — Abstraite?... Qu'est-ce qu'abstraite? demanda miss Anastasia (la maîtresse du logis), — et cette question exprimait assez de dédain.

« — Où allez-vous chercher ces mots difficiles, Lucy? reprit mistress Douglass.

« — Je ne sais, madame... Ils me viennent tout seuls... par habitude, à ce que je pense... Je ne cherchais vraiment pas à être obscure.

« — Un mot ou un autre, quand on y est habitué, cela revient bien au même, n'est-il pas vrai? dit la première interlocutrice.

« — Encore une fois, que veut dire abstraite? demanda miss Anastasia.

« — Si vous tenez à le savoir, prenez un dictionnaire, lui répondit sa sœur.

« — Je ne tiens pas à le savoir... je tiens à vous le faire dire.

« — Où prenez-vous le temps d'apprendre ces choses, ma chère Lucy? re-

commença mistress Douglas... N'avez-vous pas bien d'autres chiens à fouetter?

« — Sans doute, madame; mais il y a des momens où on est plus en train de travailler, d'autres au contraire où on est moins disponible. Et quand je me sens abattue ou mélancolique, eh bien! je me retire dans ma chambre pour y contempler les étoiles ou me livrer à la composition. »

Un nouveau tour est donné à la causerie. Chacun à son tour place Fleda sur la sellette, et chacune de ses réponses, même les plus insignifiantes, est commentée avec une remarquable avidité. On la met au pied du mur pour savoir si elle préfère le séjour de New-York à celui de Queechy. Ici, miss Lucy reprend la parole :

« — J'aimerais à parcourir plus d'un pays, dit-elle tout à coup, paraissant pour la première fois destiner ses précieuses remarques à l'attention spéciale de Fleda. Rien ne rend les gens aussi comme il faut. J'ai déjà remarqué ceci en plusieurs rencontres.

« Malgré tout ce que cette profession de foi pouvait avoir d'encourageant, Fleda ne se sentit pas en état de demander à Lucy si elle ne voudrait pas expérimenter par elle-même, chez les Rossitur, la justesse de son observation. Une nouvelle surprise lui était réservée. La première question que lui adressa Lucy fut pour savoir — si elle n'avait jamais *étudié les mathématiques*.

« — Non, répondit Fleda. Et vous?

« — Oh! moi... certainement. Nous étions ici quelques-unes qui voulions les apprendre, et il y a longtemps que nous avons mis cette étude en train. C'est, pour le développement de la pensée, la plus excell...

« Ici l'entretien fut brusquement interrompu par mistress Barns, la directrice des travaux, qui, voyant rentrer la troisième sœur :

« — J'espère, Hannah, s'écria-t-elle, que vous n'avez pas fait le pain avec ces mains noires que je vous vois.

« — En vérité, madame, répondit la jeune fille, je les ai d'abord bien lavées, puis j'ai fait le pain, et *ceci* même n'a pu les nettoyer comme il faut.

« — Est-ce que vous regardez les étoiles, vous aussi, Hannah? demanda mistress Douglass, dont la question souleva un murmure moqueur et des rires étouffés... »

Fleda comprend bien qu'une servante si familière avec les sciences exactes ne lui serait pas une auxiliaire très utile, aussi se tient-elle pour battue encore une fois. Après quelques autres mésaventures, et à grand'peine vraiment, elle se procure une servante forte et laborieuse, la seule dans le pays qui lui paraisse en état de la seconder; mais si Barby, — c'est le nom de ce trésor, — est une vaillante fille, remplie de ressources, ne s'embarrassant de rien, sobre, économe, infatigable, elle a peu l'habitude du monde, et dès le lendemain de son entrée en fonctions, ses façons familières mettent Fleda dans de fort graves embarras. En effet, lorsqu'elle a mis la nouvelle venue au courant de ses devoirs, la jeune ménagère croit pouvoir se reposer un peu de ses fatigues. Elle est dans le salon, avec sa tante, occu-

pée à feuilleter un des volumes de la petite bibliothèque échappée à la faillite de M. Rossitur, lorsque la porte, brusquement poussée, livre passage à la tête de Barby Elster.

« — Où est le savon mou? »

« Le livre de Fleda lui tomba des mains, et son cœur bondit d'épouvante à cette brusque apostrophe, car son oncle était assis auprès de la croisée. Mistress Rossitur releva la tête, confondue en apparence par cette question à brûle-pourpoint.

« — Voyons, reprit Barby, où met-on le savon mou?

« — Le savon mou? répondit enfin mistress Rossitur,... mais je ne sais vraiment si nous en avons. Fleda, savez-vous cela, vous?

« — Je cherchais à me rappeler, chère tante... Je ne crois pas que nous en ayons.

« — Où le tient-on? recommença Barby.

« — Il n'y en a pas, à ce que je crois, répondit mistress Rossitur.

« — Alors, dites-moi où vous le *mettiez*.

« — Nulle part... Il n'y en a jamais eu ici.

« — Vous n'avez jamais eu de savon mou!... s'écria miss Elster d'un ton qui en disait bien plus long que ses paroles, puis elle disparut, tirant la porte aussi brusquement qu'elle l'avait poussée.

« — Qu'est-ce que tout cela signifie? s'écria M. Rossitur, se levant comme poussé par un ressort et se dirigeant vers la porte de la cuisine. Fleda se jeta au-devant de lui.

« — Mais rien... rien absolument, oncle Rolf... Cette pauvre fille n'en sait pas plus long... voilà tout.

« — Eh bien! il faut lui donner une leçon... Laissez-moi passer, Fleda.

« — Mais, cher oncle, un moment...Veuillez m'écouter... Je vous en prie, ne la grondez pas... Ces gens-ci n'ont aucune idée de certaines convenances... Tenez, laissez-moi lui parler, ajouta Fleda posant ses mains sur les deux bras de son oncle... je me charge de la faire marcher. »

« La colère de M. Rossitur était excitée au plus haut point, et il eût impitoyablement renversé tout obstacle moins doux que celui qui se plaçait entre lui et l'impertinente cuisinière... Si ces mains elles-mêmes l'eussent repoussé un peu plus rudement, si ce regard eût été moins humblement suppliant, Fleda eût certainement échoué; mais devant une résistance si bien ménagée, il s'arrêta, grondant d'abord, souriant ensuite :

« —Vous... faire marcher cette créature?

« — Oui, reprit Fleda, riant cette fois et employant toute sa force à repousser son oncle vers le siége d'où il s'était levé... Oui, oncle Rolf, tout ceci ne vous regarde pas. Vous avez, ma foi, bien autre chose à faire... Si quelque chose ici va mal, c'est contre moi qu'il faut vous fâcher... Je serai le fil conducteur du paratonnerre, et je ferai tomber la foudre jusque dans la cuisine, à l'endroit même où elle peut faire le plus de ravages... Voyez-vous, oncle Rolf, nous avons dans l'autre pièce une arme excellente, mais qu'il faut savoir manier... et les précautions qu'il y faut mettre sont d'autant plus indispensables, qu'à défaut de celle-ci, notre arsenal serait complétement vide...

« — Allons, petite folle, dit son oncle, qui riait maintenant et de son inquiétude, et des plaisanteries qu'elle employait à la déguiser... arrangez-vous comme vous voudrez... Que votre nouvelle acquisition ne se trouve pas trop souvent en travers de ma route, et je vous promets de ne pas gêner la sienne... Mais prenez garde que cette arme ne me parte pas brusquement au nez comme elle vient de le faire... Je ne suis pas homme à le supporter. »

« Ainsi apaisé, M. Rossitur reprit sa lecture. Fleda laissa la sienne interrompue pour aller retrouver Barby. »

Ce sont là, si l'on veut, des scènes bien humblement vraies, mais elles le sont, et la vérité, quand elle porte avec elle sa garantie, se recommande toujours à l'attention. Ce personnage de Rossitur est pris sur nature. On le retrouve dans une autre scène éminemment américaine. Son fils Charlton, profitant d'un congé de quelques semaines, est venu chasser à Queechy. Il ne connaît que très superficiellement la position gênée de ses parens. Il ne se doute pas qu'en ce moment-là même ils sont talonnés de près par la misère. Avec la légèreté de son âge et l'insouciance de sa profession, il s'étonne, il s'indigne presque de voir Fleda raccommoder elle-même ses souliers endommagés, ou d'apprendre qu'elle se lève tous les matins à l'aurore pour récolter et envoyer vendre les fruits, les fleurs, et les légumes du petit jardin qu'elle a elle-même planté et ensemencé. Tout cela lui semble incompréhensible et choquant. Il ne peut s'habituer à l'absence du journal, et ne s'explique pas qu'on n'y soit pas abonné. L'humeur le gagne peu à peu, et, malgré les instances de Fleda, qui le supplie de ne pas sonder imprudemment ce qu'elle appelle «les secrets de la famille,» Charlton, un beau matin, à l'issue du déjeuner, entame la fatale question, à propos d'une scierie dont Fleda vient de parler.

« — Cette petite usine, dit Charlton, rend-elle ce qu'elle coûte de travail? Cette fois il s'adressait directement à son père.

« — Qu'entendez-vous par là? On ne la fait pas fonctionner pour le seul plaisir des yeux, répondit M. Rossitur aussi sèchement, pour le moins, qu'il avait été questionné.

« — Je demande seulement si les profits compensent le temps que ce moulin fait perdre à mon frère Hugh.

« — Si votre frère juge qu'il n'en est pas ainsi, rien ne le force à continuer.

« — Je ne perds pas mon temps au moulin, dit Hugh avec empressement... Je ne sais comment je l'emploierais sans cela.

« — Et sans le moulin, ajouta mistress Rossitur, je ne sais trop ce qui arriverait de nous.

« Ceci donnait à Charlton la désastreuse occasion qu'il attendait.

« — Est-ce que vous avez été désappointé dans vos espérances de fermage, mon père? demanda-t-il.

« — Et les espérances de votre compagnie, où en sont-elles? repartit M. Rossitur. »

Sur quoi, Charlton, bien averti qu'il n'obtiendra pas d'autre réponse à ses indiscrètes questions, entame avec Fleda une longue discussion à propos de la guerre du Mexique. Notons, en passant, que les quakers détestent la guerre, et que mistress Wetherell, qui appartient à cette secte, se fait ici leur organe. Fleda suppute les frais de la campagne qui naguère aboutit à l'occupation de Mexico par les troupes des États-Unis, et demande à son cousin si, pour la moitié de cette somme (100,000,000 de dollars), le Mexique n'eût pas *vendu* le territoire qu'on lui a *pris*. L'achat substitué à la conquête, morale de peuple riche; mais elle n'est de mise que vis-à-vis d'un peuple pauvre. Qu'on aille donc marchander le Canada aux Anglais!

Revenons au roman. Charlton a présenté à sa famille un sien ami, M. Thorn, qui s'éprend pour Fleda d'un très vif attachement. Inutile de dire qu'il n'est nullement payé de retour. Le souvenir de Carleton ne laisse aucune chance à personne, à M. Thorn bien moins qu'à tout autre, car ce *gentleman* est un assez triste échantillon de la jeunesse américaine, qui serait, à la juger d'après lui, égoïste, sceptique, aussi maladroite dans ses flatteries que malavisée et peu mesurée dans ses tentatives d'épigrammes. A défaut d'autres séductions, Thorn possède un talisman mystérieux dont il fait usage, à la dernière extrémité, pour dompter la résistance de Fleda. Entraîné par des embarras pécuniaires à une criminelle folie, M. Rossitur a placé, au bas d'un billet souscrit par lui, l'aval du père de M. Thorn, dont il a contrefait la signature. A l'échéance, le billet a été payé par le prétendu garant, qui n'a pas voulu perdre un ancien ami. Toutefois, et par une contradiction assez invraisemblable, cet homme si généreux a laissé connaître à son fils un secret dont dépend l'honneur de l'homme qu'il voulait sauver : — il lui a même confié le billet fatal, la preuve matérielle du faux, ce qui donne à ce jeune homme la tentation d'en abuser pour placer Fleda dans ce terrible dilemme, ou de devenir sa femme, ou, se refusant à ce sacrifice, de vouer au déshonneur le malheureux dont elle est en quelque sorte la fille adoptive.

A ce moment, Carleton, longtemps éloigné de la scène, y a finalement reparu, toujours calme, impassible, suivant de l'œil Fleda, lui parlant à peine, et cuirassé contre les malignes insinuations dont on le poursuit au sujet de cette jeune fille. De temps en temps, une parole affectueuse, une attention délicate, un splendide bouquet, et voilà tout ce qu'il fournit d'alimens à la flamme cachée dont elle brûle pour lui; mais si telle est sa réserve, celle de la prudente enfant ne lui cède en rien. Elle le voit, sans jamais se démentir, en butte aux coquetteries de deux jeunes et brillantes cousines auprès desquelles elle est venue passer quelque temps. Leur mère, qui ne

serait pas fâchée de voir l'une ou l'autre des deux charmantes sœurs conquérir un si riche parti, et dont la pénétration n'a pas méconnu la rivalité inavouée de Fleda, déploie, sans que la jeune fille en paraisse émue, toutes les ressources de la malignité féminine pour élever des barrières entre elle et son silencieux adorateur. Tous deux, unis dans la Bible, échappent à ces piéges et déjouent ces calculs.

Thorn insiste cependant, et ses menaces indirectes arrivent jusqu'à Rossitur, qui prend la fuite. Une promesse ambiguë de son persécuteur, trop favorablement interprétée par Fleda, la décide à courir après son oncle qu'elle ramène chez lui; mais cette fausse démarche n'aboutit qu'à la mettre de plus en plus sous la dépendance de Thorn. Maintenant Rossitur ne peut plus échapper aux poursuites dont il est l'objet, et c'est elle qui l'a irrévocablement compromis. Elle sera responsable de tout ce que peut amener une situation si violente. Aussi commence-t-elle à désespérer, et la Bible seule soutient ce caractère si fortement éprouvé.

Cependant, — il en est grand temps, — Carleton se décide à la questionner. Il lui arrache le secret des soucis qui la dévorent, et de ce moment il se donne pour mission de les faire cesser. L'entrevue où il obtient de son rival malheureux la remise du billet souscrit par M. Rossitur est, quoique un peu trop détaillée, une scène bien faite. Sans nous interdire quelques suppressions, nous croyons pouvoir la donner comme montrant sous un nouveau jour le talent de mistress Wetherell. A son arrivée chez Thorn, Carleton est conduit dans une des pièces les plus reculées de l'appartement, et la porte est refermée derrière lui.

« — Ceci ne vous contrariera pas, j'espère, dit M. Thorn en donnant un tour de clé.

« — Certainement non, répliqua froidement M. Carleton, qui ôta la clef de la serrure et la mit dans sa poche. L'affaire qui m'appelle n'a pas besoin de témoins.

« — D'autant moins qu'elle vous touche de plus près, n'est-ce pas? dit Thorn avec un accent railleur.

« — En quoi, s'il vous plaît, monsieur? demanda M. Carleton avec un tact parfait.

« Cette réserve piqua son antagoniste, mais le contraignit à s'observer davantage.

« — Je vais vous l'apprendre, répondit-il enfin, s'élançant au bout de la pièce, où il ouvrit à grand bruit un ou deux meubles. — Voilà, dit-il, revenant ensuite et plaçant devant son hôte une paire de pistolets d'apparence très-peu pacifique. — Prenez une de ces armes et mettez-vous en place. Il n'est rien de tel que d'aller droit au but.

« Thorn était plus animé qu'il ne voulait le paraître. M. Carleton le regardait avec attention et demeura immobile, examinant le pistolet qui lui avait été remis. Cette arme était chargée.

« — Vous me prenez un peu à court, dit-il avec calme. Je ne comprends pas trop bien ce que ceci veut dire.

« — Eh bien! je le comprends, moi, et cela suffit. Placez-vous, monsieur. Vous m'avez échappé une fois,... mais cela n'arrivera pas une seconde, ajouta-t-il avec une emphase effrayante.

« — Prétendez-vous dire que le souvenir d'un si ancien démêlé...

« — Non, monsieur, non, pas d'équivoque... L'offense que vous me fîtes alors, je la méprise comme celui dont elle émana; mais vous vous êtes plus récemment heurté à moi.

« — Veuillez me dire comment, dit M. Carleton, abaissant son pistolet vers la table et s'appuyant sur cette arme.

« — Que me demandez-vous là?... Vous le savez on ne peut mieux, reprit Thorn, dont les lèvres commençaient à écumer. Si vous prétendez le contraire, vous mentez impudemment... Allons, monsieur, voulez-vous vous mettre en place?

« — S'il est décrété qu'il faut me battre, répliqua Guy du ton le plus insouciant, naturellement je n'y puis que faire... Mais comme j'ai à traiter avec vous une affaire qui sera mieux discutée avant tout duel., permettez-moi de réclamer d'abord pour elle toute votre attention.

« — Non, dit Thorn... Je ne veux rien écouter de vous... Je vous connais. Je n'écouterai pas une seule parole... Cette affaire, on y verra plus tard... En place, vous dis-je.

« — Je ne veux pas me servir de pistolets, dit froidement M. Carleton, jetant sur la table celui qu'il tenait en main... Cela fait trop de bruit.

« — Eh! qu'importe le bruit? s'écria Thorn... Ce n'est pas le bruit qui vous fera du mal, et les portes sont closes.

« — A la bonne heure, mais les oreilles ne le sont pas.

« Ni son accent, ni son attitude, ni son regard n'avaient rien perdu de leur parfaite sérénité. Elle commençait à agir sur Thorn.

« — A votre aise donc, au nom du diable! dit-il, jetant aussi son pistolet et courant chercher d'autres armes... Voici des épées, si vous les préférez... Ce n'est pas mon goût... J'aime mieux ce qui est plus tôt fini... Enfin les voici... Vous pouvez choisir.

« Guy les examina pendant quelques minutes avec le plus grand soin, et, les couchant toutes deux sur la table, posa sur elles sa main robuste.

« — Je ne choisirai, monsieur Thorn, qu'après vous avoir parlé de ce qui m'amène. C'est au nom d'autrui que je suis venu chez vous. Je manquerais à ma mission, si je me laissais détourner par vous des communications que j'ai à vous faire. C'est par là qu'il faut commencer.

« Thorn étudia d'un regard irrité les symptômes que pouvaient lui révéler les yeux et l'attitude de son antagoniste. Il vit bien qu'il n'avait pas deux partis à prendre.

« — Allons.... parlez.... et finissons-en; mais je sais d'avance tout ce que vous m'allez dire. »

Le débat s'engage entre eux pour savoir l'usage que Thorn veut faire du faux commis par Rossitur, et le jeune Américain se montre

inflexible. Il ressaisit une fois encore son pistolet, que Carleton lui enlève des mains sans perdre un instant son beau sang-froid, alors même que Thorn se permet les allusions les plus blessantes pour Fleda et pour le jeune protecteur qu'elle a choisi. Tout au contraire, Carleton s'empare de ces allusions pour lui faire remarquer qu'en poussant à toute rigueur les poursuites qu'il a le droit d'exercer contre Rossitur, c'est en définitive à la nièce de ce malheureux, à la jeune fille dont il se dit épris, qu'il va porter le plus grave préjudice. Et comme Thorn ne se rend pas encore, il le menace de divulguer partout où son nom peut être connu les causes, honteuses pour lui, de l'acharnement qu'il déploie contre la famille Rossitur. Cette perspective exaspère Thorn, qui se jette sur ses armes; mais elles lui sont une fois encore arrachées des mains.

« — Arrière! lui dit Carleton... Je vous ai promis de courir ces chances, mais quand le moment serait venu. Terminons d'abord notre affaire.

« — Que voulez-vous terminer? reprit Thorn en fureur... Vous ne sortirez peut-être pas vivant de cette chambre... Vous vous raillez sans doute.

« — Non, monsieur; — ma vie n'est pas en vos mains, et je veux, avant de la risquer, avoir le cœur net de l'affaire qui m'amène. Si je ne la règle pas avec vous, j'irai trouver votre père, monsieur Thorn..., votre père qui en est l'arbitre le plus naturel.

« — Il faudrait pour cela quitter cette chambre, dit Thorn avec dérision.

« — Cela dépend de moi, répliqua son adversaire, à moins qu'on ne m'en empêche par des moyens qui, je l'espère, ne sont pas à votre usage. »

Thorn garde d'abord le silence, et bientôt, à bout de raisons, en est réduit à se rejeter sur le tort pécuniaire que M. Rossitur lui a causé. Carleton l'attendait là, et offre le remboursement intégral de la somme payée par M. Thorn le père, moyennant la remise immédiate du billet faux. Thorn, qui a hâte d'en venir aux mains avec son rival, croit entrevoir dans cette proposition un moyen de finir promptement la discussion dans le cercle de laquelle on l'a retenu malgré tous ses efforts.

« — Au surplus, dit-il ensuite avec un rire à demi réprimé, c'est tout bonnement de la folie... car, à moins que mes yeux ne me jouent quelque tour inattendu, ce papier me rentrera d'ici à cinq minutes... Il y a chance pour tout ici-bas.

« Et il alla de nouveau fouiller son secrétaire, d'où il rapporta l'endossement fatal. M. Carleton vérifia lentement et avec soin l'identité de cet effet, et remit à son adversaire un billet de pareille somme, tiré sur une des plus grandes maisons de New-York.

« — Il n'y a chance pour rien, monsieur, dit-il ensuite, approchant d'un flambeau le document accusateur.

« — Que voulez-vous dire?

« — Qu'il y a au-dessus de nous un Régulateur suprême, lequel, entre

autres choses, dispose de notre vie comme il l'entend... Et maintenant, monsieur, je vais vous donner, contre la mienne, ces chances dont vous m'avez paru si altéré.

« — A la bonne heure! en place! dit Thorn, prenant son pistolet. Armez-vous... Allez au bout de la table... et ne faites pas attention au bruit.

« — Je resterai où je suis, dit M. Carleton, croisant paisiblement ses bras sur sa poitrine. Placez-vous où il vous plaira.

« — Mais vous n'êtes pas armé! s'écria Thorn avec impatience. Pourquoi ne vous apprêtez-vous pas?... qu'attendez-vous donc?

« — Pardon, monsieur Thorn, reprit l'autre avec un sourire; je n'ai que faire de vos armes... Je n'ai aucune envie de vous nuire, aucun mauvais vouloir contre vous... Vous êtes libre, en revanche, de disposer de moi comme vous l'entendrez.

« — Mais votre promesse? dit Thorn avec désespoir.

« — Je la tiens, monsieur.

« Thorn laissa retomber ses mains armées; ses regards étaient effrayans. Il y eut un silence de quelques minutes.

« — Eh bien? dit M. Carleton, levant les yeux et souriant.

« — Eh bien! monsieur, je ne puis que ce que vous voulez, répondit Thorn d'une voix rauque, et jetant çà et là des regards rapides.

« — Je vous l'ai dit, monsieur, disposez de moi. Je n'ai aucune raison d'exercer les moindres représailles.

« Il y eut un moment de silence, pendant lequel la physionomie de Thorn faisait pitié à voir dans les ténèbres qui la couvraient encore; il ne bougeait pas.

« — Je ne suis pas venu ici comme votre ennemi, monsieur Thorn, lui dit enfin Carleton se rapprochant de lui. Maintenant encore je ne le suis nullement. Si vous m'en croyez, vous renoncerez à ce qui vous reste de haine contre moi, et, pour me le prouver, vous prendrez la main que je vous offre. »

Il faut, convenons-en, que le préjugé national soit bien affaibli, et que l'amour-propre tant reproché aux Américains soit de bien bonne composition, pour que la supériorité si pleinement accordée au *gentleman* anglais sur le *citizen* de New-York n'ait fait aucun tort au succès du livre que nous venons d'analyser. Et qui sait? Peut-être au contraire une des conditions de ce succès a-t-elle été, pour toute une classe de lecteurs, l'histoire de cette bonne petite ménagère *yankee* qui devient, en épousant Carleton, la belle-sœur de lady Peterborough et l'égale des plus altières châtelaines des trois royaumes. Le culte de la hiérarchie et l'amour des distinctions nobiliaires s'amalgament, on le sait, d'une façon très remarquable avec le sentiment de l'égalité politique chez cette race à part dont les inconséquences n'empêchent pas la grandeur, et qui pourrait d'ailleurs, si nous la critiquions pour si peu, nous en reprocher bien d'autres.

Serait-ce par hasard une de ces anomalies que l'enthousiasme

biblique uni aux tendances de la plus franche démocratie, tel que nous le voyons à chaque instant dans les livres de mistress Wetherell? Nous ne l'admettrions pas volontiers, comme on a pu le voir déjà. Autant le sentiment religieux, exploité ou compris de certaine manière, — on devine aisément laquelle, — est antipathique aux notions de la liberté humaine, autant il atténue chez les hommes le sentiment de leur valeur propre et s'efforce de les rendre indifférens à toutes les humiliations qui dérivent de l'asservissement politique, autant la véritable interprétation des livres où on cherche l'inspiration d'en haut nous paraît propre à moraliser l'homme en l'éclairant sur ses devoirs aussi bien que sur ses droits. Pour un peuple libre, quel est le grand problème à résoudre? C'est de remplacer par l'autorité morale de la loi le despotisme d'une volonté arbitraire, de substituer à d'ignobles entraves des liens respectables et sacrés. Or, comment opérer, mieux que par la mise en honneur des vrais préceptes religieux, cette substitution sans laquelle les révolutions risquent de demeurer stériles? Quelle loi sera plus vénérable que celle dont les siècles ont respecté la teneur, dont toutes les fluctuations de la pensée humaine ont laissé subsister les fortes assises, et qui, mise en pratique comme elle l'est par la race anglo-saxonne, lui donne cette énergique patience, cette ardeur contenue et continue, cette cohérence, cette force de prosélytisme qu'elle déploie aux yeux de l'univers étonné?

La Bible, dans ses applications à la vie privée, — et c'est surtout ainsi que nous pouvons l'envisager en appréciant les fictions de mistress Wetherell, — la Bible est un code à la fois doux et sévère. Il ne conduit pas à ces renoncemens extatiques du monachisme si chers aux natures rêveuses, et dont elles savent se faire d'idéales voluptés. Il n'autorise pas ces tendances quelquefois sublimes, plus souvent raffinées en égoïsme, qui retranchent l'homme de la grande famille humaine et le dérobent à toutes les souffrances du cœur, à toutes les responsabilités du travail. Vous n'y trouverez en germe ni l'ascétisme paresseux, ni les pénitences inutiles des bonzes d'Orient, mais la grandeur du dévouement, l'impérieux devoir de la charité active, le dédain de toute hiérarchie selon les hommes, la ferme croyance en une égalité de nature qui implique l'égalité des droits. Voulez-vous un exemple de cette tendance dans le roman biblique? Prenez l'entretien de Fleda et de Carleton, lorsque ce dernier, noble entre les nobles, riche entre les riches, demande la main de cette pauvre petite Cendrillon américaine. Croyez-vous qu'elle s'excusera de sa pauvreté? Croyez-vous qu'elle aura quelques scrupules sur la différence de leurs conditions? Croyez-vous qu'elle sera pénétrée de l'honneur qu'elle reçoit, de la condescendance qu'on lui témoigne?

En vérité non, car, à travers ses larmes de joie, elle relit la petite Bible jadis donnée à Carleton, et que celui-ci vient de lui rendre pour lui prouver que ce talisman ne l'a jamais quitté. « Je ne la reprendrai, lui dit-il, qu'avec celle de qui je la tiens. » Et Fleda, surprise sans doute, émue, tremblante, mais nullement éblouie, nullement confuse, pour toute réponse laisse retomber le saint livre dans la main de son fiancé.

La rapide popularité, le prompt succès des romans de mistress Wetherell ne sont pas dus à des qualités purement littéraires. C'est par le fond même de sa pensée, non par la forme dont elle la revêt, qu'elle se montre supérieure. Pour ne la comparer qu'à ses contemporaines écrivant dans le même idiome, nous ne lui reconnaissons qu'à un degré secondaire la vigueur toute virile de Currer Bell, le profond coup d'œil de miss Austen, la grâce de lady Fullerton, l'amertume plaintive de mistress Gaskell, l'élégance aristocratique de mistress Norton. Mistress Beecher Stowe est bien autrement communicative, bien autrement apostolique, et réchauffe ses pages d'une passion bien autrement *enfiévrante*, pour nous servir du néologisme de Beaumarchais. Cependant la quakeresse américaine se distingue par une qualité dominante, la vérité, qui sert d'excuse à l'extrême diffusion de son pinceau et de passeport à la longueur de ses homélies dialoguées. Ses livres sont des trésors d'observations qu'on peut quelquefois accuser de vulgarité, mais dont l'exactitude est incontestable. La société américaine y est daguerréotypée à tous ses degrés, société curieuse à étudier ainsi, dans le menu détail de l'existence individuelle, et qu'on y voit dominée par deux influences souveraines, l'argent et la Bible; l'argent, mobile premier de toute activité mondaine; la Bible, règle première des lois que la conscience impose à la volonté. Si l'une de ces influences ne balançait pas l'autre, on se demande vraiment ce qui arriverait de ce peuple si remuant, si confiant en lui-même, si impatient de tout frein et de tout obstacle, si accessible aux impressions du fanatisme religieux. La Bible seule le conduirait peut-être aux extravagances des sectaires les plus insensés et à leurs hostilités irréconciliables; le *money-making* seul, à l'abrutissement sensuel où tombent les peuples riches à qui manque tout ressort moral. Les deux influences se modèrent l'une par l'autre, et de l'équilibre qui s'établit ainsi résulte ce vaste élan, cette ardeur sans pareille, cette force d'action qui transforme le Nouveau-Monde en attendant qu'elle réagisse sur l'ancien.

E.-D. Forgues.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 août 1853.

Si les apparences ne sont point trompeuses, si de ce tourbillon d'incidens contradictoires et d'efforts confus il ne sort rien qui vienne encore déconcerter les prévisions, l'Europe peut se croire sur le point d'être déchargée d'un grand poids; elle semble toucher au terme des incertitudes et des perplexités de ces derniers mois au sujet de la crise d'Orient, et ce terme, ce sera la paix. Il y a deux mois comme aujourd'hui, on croyait sans doute à la paix : on y croyait, parce qu'on la voulait; on la voyait même, il faut le dire, là où la Russie ne semblait pas prendre un grand souci de la mettre; mais en définitive, entre des prétentions aussi nettement avouées que celles du tsar et une résistance aussi légitime, aussi fermement appuyée que celle de la Porte Ottomane, le difficile était de savoir comment on parviendrait à trouver un moyen de conciliation : on était dans un labyrinthe dont on n'apercevait pas l'issue. Aujourd'hui c'est cette issue qui commence à se dévoiler. La Russie a poursuivi son invasion dans les principautés moldo-valaques avec toutes les apparences d'une conquête réelle, au point même de rompre le dernier lien de ces provinces avec le sultan. La Turquie a continué ses armemens, les flottes de l'Angleterre et de la France sont restées à Besika, et pendant ce temps la diplomatie a fait son œuvre, elle a renoué les fils rompus des négociations. C'est dans une conférence diplomatique tenue à Vienne, et où étaient représentées les quatre grandes puissances occidentales, qu'a été préparé un projet de transaction destiné à mettre un terme à ces tristes complications. Le plan de la conférence de Vienne a dû être immédiatement soumis au tsar et au sultan. Il n'y avait plus que deux choses à savoir, d'abord si la transaction serait acceptée par la Russie et par la Turquie, ensuite quels sont les termes mêmes de cet arrangement. Quant à l'acceptation, il s'est déjà confirmé qu'elle avait eu lieu, et elle ne pouvait guère être douteuse. Quelque intérêt propre que l'Autriche et la Prusse aient à dé-

fendre dans cette affaire, leur coopération au projet de Vienne garantissait d'avance évidemment qu'il ne serait proposé à l'empereur Nicolas rien que de très acceptable pour lui, et d'un autre côté la France et l'Angleterre étaient assez engagées en faveur de la Turquie pour que le divan dût se rendre aux conséquences de leur intervention pacificatrice. Quant à l'arrangement en lui-même, dont la diplomatie n'a point révélé le secret, les circonstances disent ce qu'il peut être : il ne peut avoir pour but que de concilier quelque déclaration nouvelle en faveur de l'indépendance de l'empire ottoman avec une certaine satisfaction donnée aux prétentions récemment émises par la Russie. Il y a seulement une différence, c'est qu'une déclaration de plus ou de moins sur l'intégrité de la Turquie ne résout malheureusement rien en présence de la force invincible des choses, tandis que le résultat le plus clair, le plus réel, le plus effectif de cette crise, c'est la satisfaction nouvelle que recevra la Russie, même sous une forme et dans une mesure moins décisives que ce qui était d'abord dans ses prétentions.

Cela ne veut point dire que la conférence de Vienne n'ait pas répondu au vœu public en facilitant une transaction, en travaillant au maintien de la paix; cela veut dire qu'il n'y a plus à se méprendre, et qu'il est encore moins possible de s'endormir sur un aussi laborieux et aussi fragile succès. Ce serait sans doute la plus étrange illusion de croire que le prestige du droit, que l'alliance de la France et de l'Angleterre, que l'accord plus unanime des puissances de l'Occident dans un intérêt européen, que rien de tout cela ait eu pour effet de modifier en quoi que ce soit la politique russe. Obtenir, en fin de compte, ce qui était à peu près offert dès les premiers jours, c'est peu de chose pour le tsar, dira-t-on ; — oui, sans doute, mais ce peu de chose est l'attestation nouvelle de sa politique en ce qui regarde l'Orient. Il y a un autre résultat encore, c'est que pendant cinq mois la Russie a tenu les gouvernemens et les peuples en suspens; pendant cinq mois, elle a troublé tous les intérêts de ses *ultimatums* et de ses appareils militaires, elle s'est fait une arme de tous les fanatismes religieux et de tous les instincts d'ambition nationale habilement surexcités; elle a attaché un prix singulier à prouver que nul appui ne pouvait soustraire la Turquie aux démonstrations de sa puissance, et au milieu de cette crise créée par elle, entretenue et prolongée par elle pendant cinq mois, elle a été en quelque sorte l'arbitre de la paix publique sur le continent : c'était assez pour une fois, et quoi qu'on en dise, c'est déjà trop pour l'Occident. Maintenant l'Europe aura donc la paix, — c'est à quoi elle aspire, parce que la paix est un bien universel, parce qu'elle est dans l'intérêt de la civilisation et de la tranquillité intérieure de tous les pays, parce que sans elle cet immense travail de commerce et d'industrie qui se poursuit partout deviendrait une occasion d'effrayantes catastrophes, parce que c'est une nécessité pour l'Angleterre d'avoir ses approvisionnemens libres dans la Mer-Noire; mais cela même suffit pour jeter une lumière de plus sur la nature du spectacle qui vient de s'offrir au monde, pour montrer ce qu'il y a de profondément distinct entre l'intérêt européen et la politique russe, — l'Europe prenant la paix pour but, pour objet de ses constans efforts, faisant même des sacrifices pour y arriver, — la Russie marchant droit aux conséquences extrêmes d'une politique traditionnelle d'agrandissement. La mora-

lité de cette crise en un mot, c'est d'éclairer d'un jour nouveau cette question orientale qui préoccupe depuis si longtemps les esprits et qui n'est point finie, qui reste au contraire comme un aliment de complications sans cesse renaissantes, jusqu'au moment où il faudra que l'Europe se sonde pour prendre un parti.

Quelque certaine que soit devenue pour le moment une solution pacifique, il est évident, en effet, que la question d'Orient ne fait qu'entrer dans une phase nouvelle, ou sinon complétement nouvelle, du moins plus nette, plus tranchée, plus débarrassée d'élémens étrangers, et à ce point de vue, la dernière crise a une bien autre portée que la crise de 1840. De quoi s'agissait-il donc à cette époque? Il s'agissait de savoir si un vassal du grand-seigneur aurait quelques territoires, quelques villes de plus ou de moins sous sa dépendance; s'il les aurait à titre viager ou à titre héréditaire. La politique française eût-elle réussi, les événemens ont bien prouvé que ce n'était point une combinaison menaçante pour l'avenir de l'empire ottoman, parce qu'elle tenait au génie d'un homme, génie lui-même assez douteux. Quant à s'en prendre à la France comme à l'ennemie de l'intégrité de la Turquie, il est surabondamment démontré que, si cela était habile de la part de la Russie, il y avait de la part de l'Angleterre une puérilité d'antagonisme peu digne d'un tel peuple. On pourrait dire aujourd'hui que c'était une question détournée de son sens, complétement obscurcie par des considérations étrangères. La véritable question d'Orient, c'est celle dont la crise présente vient de mettre à nu le caractère, et ce caractère permanent, profond, c'est d'être une lutte, — au point de vue religieux, entre l'église grecque orientale et le catholicisme occidental, — au point de vue politique, entre l'Europe et la Russie. C'est là toute la question sous son double aspect, telle que les récens événemens l'ont posée et la laissent encore, telle qu'elle ressort des faits, des traditions de l'histoire, de toutes les données de la politique moderne. Si quelque chose peut rendre cette vérité palpable, c'est l'exposé substantiel et instructif qu'un homme compétent, M. César Famin, vient de consacrer aux affaires orientales sous le titre d'*Histoire de la rivalité et du protectorat des églises chrétiennes en Orient*. Ce ne sont point des déclamations ou des conjectures, ce sont des documens qui montrent l'enchaînement de ces deux ordres de faits, — les faits religieux et les faits politiques : d'un côté, la lutte des églises sur cet illustre et séculaire champ de bataille des lieux saints; de l'autre, le travail obstiné de la Russie. Quels sont donc les grands traits de cette histoire? La vigueur primitive de l'islamisme va en s'épuisant, la décadence de l'empire ottoman, une fois commencée, se précipite; la lutte religieuse des églises, inaugurée au berceau même du christianisme, se poursuit de siècle en siècle, et se résout en défaites successives pour l'église latine, en progrès croissans pour l'église grecque; l'influence politique occidentale se retire, soit par l'oubli des traditions, soit par suite des commotions du continent, et tandis que ces faits se développent, survient la Russie, qui se fraie un chemin vers la Mer-Noire et le Bosphore par la guerre ou par les traités, par la diplomatie ou par la force, pour finir par prétendre résumer en elle la prépondérance religieuse et la prépondérance politique, — toutes les deux également menaçantes pour l'Europe.

Quand nous parlons de la marche ascendante de l'église grecque et de ses

ambitions nouvelles, ce n'est point un fait imprévu; bien des esprits s'en préoccupent depuis longtemps déjà, et pour ceux qui attachent quelque prix à ces symptômes, il y avait assurément un singulier intérêt dans des pages que publiait cette *Revue* même il y a quelques années, et qui émanaient d'un des hommes les plus remarquables de la Russie (1). L'auteur n'arrivait à rien moins qu'à annoncer la future absorption de l'église romaine dans l'église grecque, et, en parlant du voyage de l'empereur Nicolas à Rome en 1846, il signalait comme un fait providentiel le retour de « l'empereur orthodoxe » au berceau des apôtres après plusieurs siècles d'absence. C'est le dernier mot de cette marche ascendante dont nous parlons. C'est ce qui fait que la question des lieux saints, tout obscure qu'elle soit, n'est point pour cela une question secondaire. S'il ne s'agissait que de quelques sanctuaires et de quelques pauvres religieux se disputant les lieux où se sont accomplis les mystères du christianisme naissant, il est bien des esprits forts en politique qui n'y attacheraient qu'une médiocre importance; mais en réalité, sous une forme religieuse, c'est l'image de la grande querelle qui divise aujourd'hui le monde. Cette histoire des lieux saints, telle que l'écrit M. Famin avec un zèle d'exactitude et de critique des plus attentifs, est même tout un drame curieux où se retrouvent tous les élémens de ce qui est devenu la question d'Orient. Que voit-on en effet? Pendant des siècles, les Latins et les Grecs se disputent la possession et la garde de ce qu'on nomme les lieux saints de Jérusalem. Les Latins soutiennent la lutte le mieux qu'ils peuvent, ils ont pour eux l'incontestable antériorité de la possession, le droit confirmé par des actes nombreux; les Grecs ont pour eux l'obstination, la ruse, souvent la violence; chaque sanctuaire devient un champ de bataille. Entre les deux se tient le pouvoir turc, qui crée le plus étrange système d'équilibre et rançonne les uns et les autres en leur accordant ou en leur retirant successivement des privilèges toujours payés à prix d'argent. C'est de la nécessité de garantir le droit des Latins qu'est né le protectorat religieux de la France, formellement reconnu par les sultans et définitivement consacré dans la dernière capitulation de 1740. Tant que l'influence de la France s'est fait sentir, les Latins ont pu lutter sans un désavantage trop marqué; l'intervention des agens diplomatiques français arrivait à temps pour les rétablir dans leurs droits. A mesure que l'influence de la France est devenue inefficace, ils ont perdu du terrain sans pouvoir le regagner, si bien que, de défaite en défaite, ils se sont trouvés successivement dépossédés de la plupart des sanctuaires sur lesquels ils avaient un droit reconnu. Lorsque récemment cette question s'est réveillée, à quoi prétendait le gouvernement français? Il ne demandait même pas l'exécution complète des stipulations du dernier siècle, qui fixaient le nombre des sanctuaires dévolus aux catholiques; ses réclamations, accueillies d'ailleurs en partie, étaient infiniment plus modérées. Mais alors l'église grecque, héritière des pertes de l'église latine, avait eu le temps d'asseoir son ascendant, et derrière elle apparaissait la Russie, dont le protectorat, sous prétexte de couvrir la religion grecque, ne tendait à rien moins qu'à se substi-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er janvier 1846, *la Papauté romaine au point de vue de Saint-Pétersbourg*.

tuer à la souveraineté du sultan. C'est ainsi que sous une forme religieuse, comme nous le disions, cette affaire des lieux saints n'est qu'une image de la querelle qui vient d'agiter l'Europe. Les Anglais à l'origine ont traité légèrement les réclamations de la France au sujet des sanctuaires de Jérusalem, ils se sont réveillés le lendemain en face de la question d'Orient dans sa redoutable gravité; ils n'avaient point aperçu que le protectorat français n'avait rien d'exclusivement propre à notre pays, qu'il ne faisait que représenter en Orient l'influence occidentale dans son expression traditionnelle la plus élevée.

Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que de toutes les nations que les événemens ont amenées à étendre leur action protectrice sur les chrétiens d'Orient, c'est la dernière venue qui tend à pousser à son degré le plus extrême l'interprétation de ce droit de protection. A quoi cela tient-il? C'est qu'au fond, il faut le dire, ce n'est plus ici une considération religieuse, c'est une considération politique; c'est le développement même de la Russie qui suit son cours et marche au même but par des voies diverses depuis un siècle, et c'est là l'autre face de la question orientale. Sans vouloir méconnaître les qualités du peuple russe et du chef qui sert si bien ses aspirations, il est permis de croire que la religion est pour la Russie un grand levier politique, un puissant instrument de grandeur nationale. Constantinople est la métropole de la foi grecque, Sainte-Sophie attend le retour de l'empereur orthodoxe, soit; mais Constantinople tient aussi les clés de la Méditerranée et de la Mer-Noire. Les chrétiens grecs orientaux ont besoin d'une protection efficace, soit encore; mais ces chrétiens sont au nombre de onze millions, répandus dans les provinces fertiles d'un vaste empire que la Russie est occupée à démembrer et à ébranler depuis cent ans périodiquement, sinon pour le remplacer d'une manière définitive, tout au moins pour l'asservir à son influence, ainsi que le confessait M. de Nesselrode dans sa note de 1830. Il y aurait d'ailleurs une question à se poser, c'est celle de savoir si ces traités mêmes qu'invoque la Russie justifient ses prétentions actuelles. Nous ne savons quelle est la portée réelle de l'arrangement qui vient d'être conclu. Ce qui n'est point douteux, c'est que le traité de Kainardgi ne peut évidemment contenir le germe d'un protectorat aussi étendu que celui auquel l'empereur Nicolas aspire, et auquel il ne renonce pas sans doute, quel que soit le résultat des négociations récentes. Il y a peu de temps encore, le cabinet de Saint-Pétersbourg rappelait, pour la justification de sa politique, que lors de la constitution de la Grèce, l'ambassadeur français, au nom de son gouvernement, avait fait au chef du jeune royaume hellénique l'abandon du droit de protection de la France sur les chrétiens de cette portion de l'empire ottoman : d'où il concluait que la protection de la France s'étendait dès lors aux sujets mêmes du sultan. C'était tomber dans une erreur singulière, ainsi que le constate M. Famin. Ce n'était nullement comme sujets du sultan que les chrétiens de la Grèce étaient protégés, mais bien comme *dépendant de la France;* c'est le titre qui leur avait été donné lorsqu'à une époque antérieure Venise avait cédé aux rois de France son droit de protection sur les chrétiens de cette partie de la Turquie. Que reste-t-il donc en écartant les prétextes et les subterfuges de l'ambition russe? Il reste ce fait malheureusement trop certain, c'est qu'au point de vue

religieux comme au point de vue politique, — et à vrai dire les deux se confondent ici, — il y a entre la Russie et l'Europe un antagonisme permanent dont l'Orient est le champ de bataille.

Telles sont quelques-unes des lumières utiles contenues dans le livre de M. César Famin, qui montre la question d'Orient sous son double aspect en racontant la singulière et confuse histoire des lieux saints et l'histoire diplomatique des diverses puissances de l'Europe dans leurs rapports avec l'empire ottoman. Cette histoire diplomatique, elle se résume presque dans un fait, l'agrandissement de la Russie en Orient. Il fut cependant un temps où le nom de la France était environné d'un souverain prestige dans ces contrées. C'est à l'abri de son pavillon que les vaisseaux de la plupart des nations européennes se hasardaient dans les mers du Levant, et l'influence de la France était d'autant plus grande qu'elle était désintéressée; les pèlerins comme les marchands trouvaient en elle un appui; une sorte de protectorat universel lui était décerné. Aujourd'hui encore, par un reste de ces traditions anciennes, la religion chrétienne n'a point cessé d'être aux yeux des musulmans la religion des *Francs*, comme pour prouver à quel point le nom de notre pays est demeuré le symbole de la civilisation. Ainsi que nous le disions, l'ascendant de la France n'avait rien d'exclusif, c'était l'expression la plus élevée de l'influence occidentale couvrant de son abri la religion, le commerce de toutes les nations. Comment cette influence a-t-elle cessé de s'exercer? C'est là l'œuvre des règnes corrompus du XVIIIe siècle et des révolutions qui sont survenues. C'est sous Louis XV d'abord que la politique française en Orient a commencé de décliner. Pendant la révolution, bien qu'on eût la fantaisie de protéger encore les chrétiens de la Terre-Sainte, quelle autorité pouvaient avoir pour défendre un intérêt religieux ceux qui abolissaient Dieu? Puis, avec des gouvernemens meilleurs sont venues les rivalités nationales déguisées sous les dissidences religieuses, les luttes de prépondérance politique, les jalousies puériles souvent. Les diversions intérieures ont absorbé ou détourné l'attention, et au bout de cette carrière de bouleversemens et d'antagonismes stériles, lorsque la force des choses est venue poser cette redoutable question d'Orient, il s'est trouvé que l'Europe était divisée et affaiblie, tandis que la Russie grandissait et marchait droit à son but. Telle est encore la situation où nous sommes. Ce qu'on peut demander aujourd'hui, ce n'est point sans doute que l'Europe se jette dans quelque lutte hasardeuse pour tenter de refaire en Orient un ensemble de choses et d'influences qui n'est plus; elle a un but plus simple et plus immédiat à se proposer : en travaillant à sauvegarder la paix comme elle le fait, elle a désormais à prévoir les questions inévitables, à s'efforcer de prévenir les catastrophes, à chercher dans son passé, dans son histoire, dans toutes les causes qui ont amené la situation actuelle, les moyens de maintenir sans faiblesse cet intérêt supérieur qui n'est celui d'aucun pays en particulier, mais qui est ce qu'on peut appeler un intérêt européen, celui de l'Angleterre comme celui de la France, celui de la Prusse comme celui de l'Autriche et du reste de l'Occident. C'est là le fruit qu'on peut retirer d'une histoire de l'Orient et de ses crises contemporaines.

Les différends suscités entre la Russie et la Turquie, et qui sont devenus si promptement, si légitimement l'affaire de l'Europe, sont donc l'événement

caractéristique de ces derniers mois; la solution pacifique de ce grand débat est l'événement de ces derniers jours. On ne saurait se le dissimuler, c'est un poids de moins sur la situation intérieure de tous les pays, dont la vie sans doute va reprendre son cours. Quant aux faits intérieurs en France, ils sont encore en petit nombre; ils se réduisent à quelques actes du gouvernement, tels que l'organisation d'une vaste inspection générale du pays confiée à des conseillers d'état, à des bruits, à des préparatifs de fête, à des procès de sociétés secrètes un peu de toute couleur, où on voit des conspirateurs qui ne sont pas fort dangereux, à ce qu'il semble. Nous n'avons pas le dessein, on le comprend, de nous arrêter sur ces procès, qui viennent d'être jugés. N'y a-t-il pas seulement parfois des épisodes assez curieux? n'y rencontre-t-on pas d'une manière ou d'autre des personnages qui font une étrange figure? Voici, par exemple, un des héros de la dernière période révolutionnaire, M. Proudhon, que l'amour de la famille induit à écrire des placets monarchiques à M. le comte de Chambord. Qu'en faut-il conclure? C'est qu'évidemment, si le célèbre inventeur de l'anarchie écrit d'une main ses pamphlets socialistes, il a une plume de rechange pour rédiger les exposés de services et en demander la récompense. C'est déjà quelque chose, en cumulant ces sortes de travaux, de ne point se tromper et de ne pas confondre les couleurs. Élevons-nous au-dessus de ces incidens que quelque révélation imprévue jette parfois à la curiosité publique, comme pour aider à déchiffrer le caractère moral de notre temps. Il y avait récemment une cérémonie qui, sans avoir un intérêt politique, se rattache toujours néanmoins par quelque côté à l'ensemble des choses propres à fixer un moment l'attention : c'est la distribution des prix du grand concours. C'est une fête presque intime pour les familles, mais ces solennités ont en même temps un autre sens plus général; il y a une sorte d'intérêt émouvant et élevé à contempler cette arène d'où vont sortir tant de jeunes gens qui seront hommes demain, qui auront à remplir laborieusement leur destinée, qui joueront peut-être un rôle sur la scène du monde. Alors on se prend à méditer dans un recueillement religieux sur ce qu'il y a de grave dans la mission de l'enseignement public, sur les devoirs qu'elle impose à ceux qui en sont chargés. Former des hommes, tel est le but; mais parmi les chemins divers qui s'offrent pour y arriver, quel est le meilleur et le plus sûr? Là est toujours la question. Peut-être a-t-on souvent trop de foi aux méthodes, aux combinaisons nouvelles d'études. A nos yeux, il y a une influence permanente du maître, une direction morale, une sorte de création de tous les instans très supérieure à ces réformes mêmes, dont il était encore question l'autre jour à la Sorbonne. M. le ministre de l'instruction publique n'a point voulu laisser à d'autres le soin de rendre justice à ces réformes, qui ont en effet leur importance, et qui ont si profondément modifié l'éducation publique en France. Quels en seront les résultats? La prévoyance de M. le ministre de l'instruction publique sait apercevoir dès aujourd'hui tout ce qu'ils ont de fécond. En un an, c'est beaucoup que de se croire déjà assuré du succès, quand il s'agit de tout un système nouveau d'enseignement; mais le temps confirmera sans doute ces prévisions, et le monument n'en sera pas moins réel pour s'être élevé plus lentement. Peut-être M. le ministre de l'instruction publique a-t-il un peu cédé au penchant des réformateurs en

traitant avec quelque sévérité les systèmes anciens d'enseignement. Après tout, ces systèmes ne sont pas les seuls coupables, et s'ils ont fait des générations ambitieuses et impuissantes, ils en ont fait aussi de grandes et d'illustres, même dans ce siècle. Quoi qu'il en soit, le grand-maître de l'université ouvrait l'autre jour la carrière à une jeunesse nouvelle, et c'est sans doute pour mieux l'initier d'avance à la vie publique qu'il l'entretenait de la politique extérieure. Pauvres jeunes gens! ils auront en effet à les résoudre, ces terribles questions, celles-là et bien d'autres encore d'où dépend l'avenir de notre pays et de l'Europe. Cela nous faisait souvenir d'un discours qu'un homme dont nous parlions il y a quelque temps, Jouffroy, prononçait à pareil jour, devant des enfans réunis pour la même solennité. Il leur parlait avec un accent de sévérité émue et mélancolique, il leur montrait au sortir du collége la vie rude, le devoir difficile, le but lointain et le bonheur presque nulle part, si ce n'est dans un autre monde. « Vous pourriez me dire comment on imagine la vie, ajoutait-il, je peux vous dire comment elle est. » Étranges paroles peut-être dans une distribution des prix! Mais enfin n'ont-elles point leur à-propos dans des temps comme le nôtre, où chaque génération qui vient court au-devant des déceptions? La génération même qui s'élève aujourd'hui et qui entre à peine dans la vie n'a-t-elle pas sa laborieuse tâche à remplir, des obstacles de tout genre à surmonter, presque des impossibilités à vaincre? N'a-t-elle pas à raffermir en elle le sentiment moral, le culte des idées saines? Ne voit-elle pas s'ouvrir une carrière où elle a à se refaire elle-même sa destinée, où elle a à multiplier les efforts dans la politique comme dans les lettres?

Quoi qu'il arrive en effet, dans un pays comme la France, la vie intellectuelle occupe toujours une grande place, la première peut-être; il est même des momens où c'est la moitié de la vie politique. A quoi servent les productions de l'esprit, si ce n'est à montrer les tendances qui se succèdent, les influences qui déclinent, les goûts qui se réveillent, en un mot l'ensemble d'une époque dans son mouvement le plus intime et le plus secret? Aussi bien cette vie littéraire est comme une galerie où mille apparitions passent et s'enfuient rapidement; les figures d'hier ne sont plus celles de demain, les œuvres qui ont eu un jour de retentissement vont souvent mourir dans le silence et dans l'oubli. Combien y a-t-il de noms et d'ouvrages qui restent? Le tout est de saisir cette vie étrange dans sa confusion, de démêler les symptômes féconds, de flétrir les corruptions de l'esprit, de résister aux engouemens, de marquer d'un trait l'œuvre durable et sincère. C'est la tâche de la critique de notre temps, tâche qui n'est point sans difficultés au milieu des déviations intellectuelles et des défaillances du goût. M. Edmond Texier est un de ceux qui se sont faits les libres et ingénieux observateurs de tout ce mouvement dans ses *Critiques et Récits littéraires*. Ce n'est point une critique dogmatique, jugeant souverainement dans les scrupuleuses balances de l'art. C'est de l'observation, comme nous le disions, — une observation qui cherche partout un aliment, qui ne choisit pas, mais qui caractérise rapidement le spectacle, l'événement, le succès littéraire, la renommée du jour. Il en résulte qu'on se retrouve dans son livre au milieu d'un monde assez mêlé. Ses fragmens d'ailleurs sont moins des portraits des écrivains dont le nom vient sous sa plume que des esquisses fugitives et souvent spirituelles. C'est ainsi que se

succèdent, dans les *Récits littéraires* de M. Texier, des pages arrachées aux journaux sur les incidens de la vie intellectuelle de chaque jour. Ce qu'il y aurait à noter dans ces pages, c'est la netteté, le bon sens, le goût du style simple et clair. Parfois l'esquisse littéraire y devient tout un petit chapitre de fine morale et même, par exception, de politique. *Olibrius* est assurément une amusante peinture des facéties socialistes. On peut se demander seulement à quel titre se retrouve dans les *Critiques littéraires* le récit du voyage du président de la république dans le midi de la France en 1852. Comme cela ne paraît point être une œuvre d'enthousiasme, et que, d'un autre côté, ce n'est point à coup sûr une œuvre littéraire, il ne reste guère d'autre motif que celui de compléter un livre; mais ce n'est point là une raison absolument suffisante. Quoi qu'il en soit, les *Critiques et Récits littéraires* sont comme une galerie ouverte par M. Texier. Ce qui trouverait merveilleusement sa place dans cette galerie, ce sont des livres comme *les Nuits italiennes* de M. Méry ou *les Femmes* de M. Alphonse Karr.

Ce n'est pas que nous comparions entièrement les deux ouvrages et les deux écrivains. M. Méry semble, depuis quelque temps, possédé du besoin de rassembler pour les laisser à la postérité toutes les pages qu'il a jetées à tous les vents. Il est seulement à craindre qu'elles n'aillent à toutes les adresses, hormis à la véritable. M. Méry a publié *les Nuits de Londres,* il publie *les Nuits italiennes;* il pourrait aussi bien peut-être publier les nuits du talent, si tant est qu'il y ait eu jamais un talent bien réel dans ce prétentieux cliquetis de mots, dans toute cette affectation d'esprit, dans toute cette quintessence alambiquée de verve marseillaise, assez froide au fond sous son exubérance factice. Quant aux *Femmes* de M. Alphonse Karr, c'est une œuvre spirituelle et mordante qui ne brille pas sans doute par la révérence pour le sujet, ni même toujours par une exquise délicatesse; mais il y a souvent des traits d'une observation juste et pénétrante sur les mœurs contemporaines et sur la position faite à la femme dans notre société. M. Karr semble surtout s'être proposé un but bizarre, celui de corriger les femmes de leurs caprices de mode. Peut-être est-ce un point sur lequel il insiste un peu longuement, et il entre même dans des détails de toilette qui trouvent ici singulièrement leur place. En un mot, il se pourrait que M. Karr fût un moraliste piquant et sagace, enveloppant son observation d'une forme humoristique qui n'est pas toujours paradoxale, mais trop occupé de modes et du détail extérieur des mœurs pour pénétrer bien avant dans ce monde mystérieux de l'âme d'une femme, le plus étrange de tous les problèmes peut-être, — si le cœur de l'homme n'existait pas.

Certes, si des productions de l'esprit peuvent différer entre elles, ce sont bien ces livres dont nous parlons avec ces deux œuvres étrangères, l'une allemande, l'autre flamande, — les *Scènes villagoises de la Forêt-Noire* et *la Guerre des paysans,* — qu'une traduction vient de naturaliser dans notre langue. Les esquisses de M. Auerbach et le roman de M. Conscience sont le fruit de cette inspiration contemporaine qui va chercher un aliment dans le spectacle des mœurs populaires, de la vie des paysans, et s'efforce de reproduire dans sa rude simplicité ce monde si étrangement défiguré par les pastorales du XVIIIe siècle. C'est là ce que les deux ouvrages ont de commun, tout

le reste diffère, et la scène et le caractère, et la nature de l'action et la pensée première elle-même. Ce qui fait le mérite des récits de M. Auerbach, c'est d'être une peinture fidèle des conditions populaires. Ce n'est pas le turbulent ouvrier des villes qu'il peint, c'est l'habitant du pauvre village perdu dans la Forêt-Noire, le bûcheron, le laboureur, le maître d'école lui-même, le malheureux qui émigre, et qui, dans sa patrie nouvelle, songe au lieu natal. Tous ces personnages vivent d'une vie réelle, à commencer par ce brave Tolpatsch, à la large figure et aux yeux bleus, gauche et amoureux, timide et assez lourd, bonne nature au fond. Il se fait soldat pour se façonner aux belles manières et plaire à sa maîtresse, mais il perd sa maîtresse et il se trouve enrôlé; le désespoir le fait émigrer en Amérique, où il n'oublie pas chaque année de célébrer la fête de Nordstesten, son village. Il y a dans l'une des scènes de M. Auerbach, — *la Pipe de guerre*, — un mot qui nous a frappés. L'auteur, dans un coin du tableau, montre les batailles de l'empire, le passage des armées gigantesques dans la Forêt-Noire : « Le plus souvent, ajoute-t-il, tout ce magnifique spectacle ne coûtait pas autre chose au fortuné paysan que sa maison, sa ferme et même aussi pourtant quelquefois sa vie. » Ce serait là la meilleure épigraphe de *la Guerre des paysans*. Quel est donc le sujet choisi par M. Conscience? C'est l'invasion du pays flamand par les armées françaises de la république. Si M. Auerbach peint les paysans dans leur vie simple et rude de tous les jours, à peine entrecoupée d'incidens, M. Conscience les peint dans la lutte, s'armant pour leur foi, pour leurs coutumes, pour leur nationalité, pour leurs femmes; il les montre emportant dans leur fuite leurs vieillards, leurs enfans et leurs blessés, et à travers ce triste tableau apparaissent d'héroïques figures de jeunes filles, comme Genoveva. M. Conscience, comme on sait, s'est fait en Belgique le promoteur d'une réaction flamande principalement dirigée contre la France, et il est même souvent allé assez loin dans cette voie, ainsi qu'il arrive à tous ceux qui s'absorbent dans un sentiment trop local; mais après tout, ce sentiment patriotique n'est-il pas un peu naturel ici? On raconte souvent le côté éclatant des guerres, et ce sont les vainqueurs qui se plaisent dans ces récits; on n'en montre point le côté lugubre et douloureux, celui que les vaincus seuls pourraient dévoiler : tout un peuple conquis et violenté dans ses plus chers instincts, les foyers dévastés, les villages livrés aux flammes. C'est ainsi par malheur que les invasions de la république ont laissé plus d'un germe de haine dans bien des pays et plus d'un embarras à la politique de la France. C'est le fruit de cet esprit de conquête tel qu'il est sorti, enflammé et armé, de la révolution pour se répandre sur l'Europe pendant vingt ans, et finir en nous laissant une situation territoriale diminuée.

Aussi bien, quand les révolutions commencent pour un pays, on ne sait pas où elles doivent conduire, ni comment elles finiront. L'Espagne, dans son histoire contemporaine, en a fait l'expérience. Est-ce donc que la révolution règne encore au-delà des Pyrénées, ou qu'elle menace de se réveiller? Non, certainement; mais la situation actuelle de la Péninsule n'est que la conséquence de toutes les péripéties par lesquelles elle est passée depuis vingt ans. Du reste, il faut le dire, cette situation offre un singulier caractère d'incertitude. Quelle est la tendance qui domine réellement? Quelle est la poli-

tique qui gouverne l'Espagne? Il serait assez difficile de rien préciser à ce sujet. Ce n'est point une politique de réaction absolue, puisqu'il n'est plus question des projets de réformes constitutionnelles qui avaient été présentés il y a quelques mois, et qui ont été, on s'en souvient, l'élément le plus considérable des crises du commencement de l'année; mais ce n'est point non plus évidemment une politique s'inspirant de la stricte légalité constitutionnelle, puisqu'on ne parle pas de la convocation des chambres. Les incidens mêmes qui se produisent ne caractérisent pas fort nettement le sens général de cette situation. Récemment, en effet, une nouvelle crise ministérielle avait lieu à Madrid, le ministre de *fomento* ou des travaux publics, M. Claudio Moyano, se retirait et était remplacé par M. Esteban Collantes; mais la raison de cette démission, quelque importante qu'elle fût, ne touchait pas peut-être aux points les plus essentiels de la politique. M. Claudio Moyano était d'avis que le gouvernement ne devait point valider les concessions de chemins de fer faites jusqu'ici sans le concours des cortès; le reste du cabinet a été d'une opinion opposée. En principe, il est évident que M. Moyano avait raison; d'un autre côté, il faut considérer la perturbation qui allait en résulter dans toutes les entreprises de ce genre et le retard qui pouvait s'ensuivre dans l'exécution des chemins de fer espagnols. C'est cette considération sans doute qui a dirigé le gouvernement. Quoi qu'il en soit, c'est une question vidée aujourd'hui. Si elle avait d'ailleurs un caractère des plus sérieux, nous le répétons, elle n'était point, il s'en faut, toute la politique. Il reste pour le cabinet espagnol des questions plus graves à résoudre; il lui reste à prendre un parti sur la convocation des chambres, sur l'opportunité des réformes constitutionnelles, même sur le rappel du général Narvaez. C'est là ce qui constitue aujourd'hui la politique au-delà des Pyrénées, et c'est sur ces points que le cabinet de Madrid ne saurait tarder davantage, il nous semble, à prendre une décision qui mette un terme à toutes les incertitudes et montre sous son vrai jour la situation du pays. Il le peut d'autant mieux en ce moment, que les passions se taisent, qu'aucun symptôme sérieux d'agitation ne se manifeste, et que l'Espagne ne demande qu'à entrer dans la voie de toutes les améliorations matérielles, à l'abri d'un régime à la fois libéral et protecteur, et surtout empreint d'un caractère certain et durable.

Si l'Espagne n'est point pour elle-même exempte d'embarras, elle a enfanté tout un monde au-delà des mers où malheureusement les agitations sont loin de s'apaiser avec le temps. Il semble au contraire que chaque effort de ces états hispano-américains doive être suivi de convulsions nouvelles. Qu'on observe les régions de la Plata : depuis moins de deux ans, la République Argentine a vu tomber Rosas et se succéder deux ou trois révolutions. D'abord, au mois de juin 1852, c'est un coup d'état accompli par le général Urquiza; un peu plus tard, le 11 septembre, c'était une révolution opérée à Buenos-Ayres pour renverser Urquiza. A la fin de l'année, on s'en souvient, survenait un nouveau mouvement tenté dans la campagne de Buenos-Ayres contre le gouvernement issu de la révolution de septembre et en faveur d'Urquiza. Il y a plus de six mois déjà, et la guerre civile n'a cessé de sévir dans ces contrées. Le malheur de la lutte actuelle, c'est qu'elle se complique de tous les élémens anciens des révolutions de ce pays, passions anarchiques, chimères d'un libéralisme outré et inapplicable, antagonisme de la ville de Bue-

nos-Ayres et des provinces. Quel est le coupable de cette situation violente? Les libéraux de Buenos-Ayres accusent Urquiza et ses prétentions dictatoriales, et ils sont à leur tour accusés par celui qui a conservé jusqu'ici le titre de directeur provisoire de la confédération. La plus grande erreur des hommes qui en ce moment encore gouvernent la ville de Buenos-Ayres, c'est certainement de n'avoir pas voulu reconnaître qu'après une révolution comme celle qui venait de renverser Rosas, celui qui en était l'instrument devait, par la force des choses, avoir une grande place dans les combinaisons nouvelles de la politique.

Ils ont engagé la lutte et ils ont été vaincus d'abord, puis ils ont ressaisi un moment la victoire, et ils en viennent aujourd'hui à être assiégés par une armée d'Urquiza. Buenos-Ayres subit à son tour le sort qu'a eu Montevideo pendant près de dix ans; mais il est infiniment probable que le siége ne se continuera pas aussi longtemps cette fois. Depuis quelque temps, on a essayé de négocier un arrangement entre Urquiza et les chefs du gouvernement de Buenos-Ayres; mais ces tentatives ont été sans succès. Une commission nommée par les deux parties a échoué, ou du moins le général Urquiza n'a point ratifié un traité signé par elle. Une médiation du ministre du Brésil et du chargé d'affaires de la Bolivie n'a abouti à rien. Il n'est point jusqu'au chef de la station navale française, M. le contre-amiral de Suin, qui s'est entremis un peu imprudemment peut-être au milieu de ces passions ardentes, et qui a retiré ses bons offices après avoir mécontenté un peu tout le monde. Au bout de tout cela, un armistice, qui avait été d'abord signé, a été dénoncé, et les hostilités ont recommencé plus animées que jamais. Maintenant, la question est de savoir à qui restera la victoire dans cette étrange lutte. D'un côté, Urquiza assiége la ville, il l'a mise en état de blocus, il la cerne de toutes parts; de l'autre, une assez grande résolution semble dominer chez les défenseurs de Buenos-Ayres enfermés dans leurs murs. Chaque jour, ce sont de nouveaux combats entre les assiégeans et les assiégés. Tandis que ces faits se développaient cependant, le congrès général réuni à Santa-Fé pour travailler à l'organisation de la république votait une constitution. C'était le 1er mai que cette constitution a vu le jour; elle est assurément fort libérale dans ses dispositions; elle contient les clauses les plus favorables au développement des immigrations, elle proclame d'une manière définitive le principe de la liberté de la navigation des fleuves. Quant à son caractère intérieur, elle constitue la république sous le régime fédéral, en maintenant l'indépendance des provinces et en organisant un gouvernement supérieur de la confédération. Urquiza a déjà fait proclamer cette constitution; il s'occupait même, assure-t-on, de faire élire dans la campagne une salle des représentans de la province de Buenos-Ayres pour la faire sanctionner; la question est de savoir si la ville, qui a toujours refusé d'envoyer des députés au congrès de Santa-Fé, acceptera la constitution du 1er mai. Ce n'est pas qu'il y ait des objections sérieuses et fondées, mais il y a la passion, et dans ces malheureux pays c'est la passion qui gouverne, au hasard de faire prédominer des antagonismes vulgaires sur les immenses intérêts que la paix verrait aussitôt se développer et grandir.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.

DALILA

PERSONNAGES PRINCIPAUX.

ANDRÉ ROSWEIN, compositeur et poète.
LE CHEVALIER CARNIOLI, riche mélomane.
SERTORIUS, violoncelliste et professeur de contrepoint.
MARTHE, sa fille.
LEONORA, PRINCESSE FALCONIERI.

PERSONNAGES SUBALTERNES.

MARIETTA, suivante.
GIULIA, MARQUISE NARNI.
LADY WILSON.
LE PRINCE KALISCH.
LE MARQUIS DE SORA.
MATTEO, domestique.

(LA SCÈNE SE PASSE A NAPLES.)

I.

CHEZ SERTORIUS.

Maisonnette très simple et d'une apparence à demi rustique, sur une colline, aux environs de Naples, en vue de la mer. Une vigne encadre les fenêtres. Un petit jardin planté d'orangers et de jasmins sépare la maison du chemin, qui serpente au pied de la colline.

Dans la chambre de Sertorius, un piano chargé de cahiers de musique. Sur un vieux canapé, un violoncelle dans sa boîte. Quelques poteries antiques pleines de fleurs. Intérieur fort simple et un peu encombré, mais attestant les goûts distingués d'un artiste et les soins délicats d'une femme.

Une vieille domestique achève de desservir une petite table que Sertorius et sa fille viennent de quitter. Sertorius est assis dans un grand fauteuil près de la fenêtre, les mains croisées sur son ventre et les yeux mi-clos : il regarde vaguement à l'horizon la mer qui se teint des couleurs du soir. Marthe, accoudée sur l'espagnolette, travaille à un ouvrage de femme; de temps à autre, elle se penche par dessus la tête de son père et jette un coup d'œil inquiet sur le chemin dans la direction de Naples.

SERTORIUS.

Tu ne dis rien, ma fille?

MARTHE.

Non. J'ai peur de vous troubler; vous avez l'air si heureux! L'enfant qui dort dans son berceau n'a pas l'air plus heureux que vous, mon père.

SERTORIUS.

J'aime ta comparaison, petite. S'il y a en effet deux images qui présentent également la vie humaine sous une face heureuse et touchante, c'est, d'une part, un enfant innocent qui repose sous l'œil de sa mère, et, de l'autre, un vieillard honnête qui digère paisiblement au coucher du soleil.

MARTHE sourit, l'embrasse doucement, et se penchant au dehors :

La belle soirée, et le ravissant tableau !

SERTORIUS.

N'est-ce pas, ma fille?... Plus je vais et plus je m'applaudis de mon acquisition. Je ne changerais pas cette chaumière modeste contre les plus splendides palais du Bosphore... Je dois dire que je vénère profondément le Romain qui eut la pensée d'élever en ce site délicieux un temple à la Fortune. On suppose que ce fut Lucullus, et l'idée lui en vint, selon toute apparence, par une soirée comme celle-ci... Il me semble que j'assiste à cette scène de noble gratitude... Oui, sur une de ces terrasses dont nous voyons les ruines de marbre à deux pas, couché dans la pourpre de Tyr et couronné de roses de Pœstum, le vainqueur du Parthe achevait sans doute un de ces repas célèbres où il savait allier le faste à la délicatesse; aspirant doucement, comme moi-même en cet instant, l'haleine parfumée de cette belle terre napolitaine, il suivait de l'œil sur le golfe vermeil, et du rêve jusque sur les mers fabuleuses, les blanches voiles des trirèmes; le chant lointain des pêcheurs de corail, mêlé aux soupirs de la vague dormante, berçait son extase enchantée... Tout à coup, levant vers l'azur de ce ciel sans égal son regard humide d'une divine volupté : « Je voue, s'écria-t-il, je voue un temple à la Fortune ! » Ainsi, ma fille, n'en doute pas, ainsi eut lieu cette dédicace. Et remarque, mon enfant, je te prie, que vingt siècles écoulés ont encore fécondé ces merveilles depuis le jour où elles charmaient ce délicat épicurien. Combien de souvenirs, combien d'ombres illustres qu'il ne put connaître, peuplent aujourd'hui ce coin radieux du monde, du cap Misène au Vésuve, du tombeau du Pausilippe à la villa de Sorrente ! Je serais donc, à plus d'un titre, pire qu'un païen, si je ne vouais à ma façon mon temple à la Fortune, c'est-à-dire, ma fille, si je ne découvrais mon front pour remercier le Dieu de bonté qui me fait ces loisirs ! (Il ôte sa toque; après un moment de méditation, il se recouvre et dit :) Il faut avouer, Marthe, que le ciel m'a comblé de ses faveurs.

MARTHE, distraite.

Certainement.

SERTORIUS.

Me voici arrivé à la vieillesse, c'est-à-dire à un âge où ce grand bienfait de la vie semble perdre pour la plupart des hommes quelque

chose de sa valeur; eh bien! moi, jamais je ne l'ai goûté avec plus de plénitude.

MARTHE.

Il y a peu d'hommes qui vous ressemblent, mon père bien-aimé.

SERTORIUS.

Il y en a très peu, tu dis vrai. Ainsi n'est-il pas en quelque sorte prodigieux que j'aie conservé à soixante ans la santé d'un athlète? Au surplus, je ne sais, ma fille, si tu l'as remarqué, mais j'ai été doué véritablement d'une constitution extraordinaire. Il semble que la nature, par une grâce spéciale, ait violé en ma personne ses lois les plus constantes, logeant dans l'enveloppe grossière d'un Hercule le génie d'un Athénien... J'entends par ce mot génie, Marthe, tu ne t'y trompes pas, j'entends uniquement ce goût naturel du beau qui distinguait les moindres citoyens de la ville de Périclès. Je n'ai pas à cet égard de prétentions plus élevées.

MARTHE.

Moi, j'en ai. Je suis la fille d'un grand artiste, et je m'en vante.

SERTORIUS.

Si tu ne veux pas me faire une peine sensible, ma fille, n'accolle jamais au nom de ton père ce titre banal d'artiste; tu sais combien je le méprise. Toutefois, puisque tu en parles, je ne le nierai point : le dieu de l'harmonie, pour parler comme un ancien, avait semblé présider à ma naissance... Oui, j'ai vu un temps où, sans être taxé de présomption, je pouvais espérer pour ce pauvre nom de Sertorius, voué maintenant à l'obscurité et au dédain...

MARTHE.

Au dédain, mon père! vous ne le pensez pas. N'ai-je pas entendu dire vingt fois au chevalier Carnioli qu'il vous considère comme le plus fort violoncelliste et le premier compositeur de notre temps?

SERTORIUS.

Bah!... dit-il cela, ce Carnioli? C'est une espèce de fou, et qui pis est un homme sans mœurs; néanmoins il se connaît à la musique, j'en conviens... Le plus fort violoncelliste... non... c'est une erreur... il faut qu'il n'ait pas entendu Batta... Mais où diantre m'a-t-il entendu moi-même? car, depuis vingt ans, je ne pense pas être sorti une seule fois, si ce n'est dans notre tête-à-tête, ma fille, de mon humble rôle de professeur... Oh! si fait cependant; je me souviens qu'un jour, cédant aux importunités de cet enragé, je lui esquissai sur mon violoncelle le thème d'un motet de ma composition... Ah! il se le rappelle donc?

MARTHE.

Il se le rappelle si bien, qu'il a passé, depuis ce temps-là, plus d'une nuit à la belle étoile, dans l'espoir de vous entendre malgré

vous. Il prend une veste et un bonnet de pêcheur, et vient se planter sous l'ombre de ce jasmin, comme un amoureux d'Espagne. Nous l'avons fort bien reconnu, Gertrude et moi.

SERTORIUS, souriant.

Ah! le traître! Comment diable! pour un simple motet, le voilà qui bat la campagne! Parbleu! je serais curieux de savoir ce qu'il eût dit ou fait, si je lui avais joué seulement huit mesures de mon chant du *Calvaire!*

MARTHE.

Et quand l'entendrai-je, moi, ce fameux chant du *Calvaire?*

SERTORIUS.

Le soir de ton mariage, mon enfant, comme je te l'ai promis. Tu es dès à présent capable de l'apprécier; mais je préfère le réserver pour cette solennité. Ah! ce sera un beau moment, petite! Ou je me trompe fort, ou tu verseras bien des larmes.

MARTHE.

Et si je ne me marie pas, je ne l'entendrai pas?

SERTORIUS.

Pourquoi ne te marierais-tu pas? Quelle singulière hypothèse! Que te manque-t-il donc? D'abord tu es gracieuse et jolie, quoique un peu grave pour une jeune fille... Tu es même, selon moi, une beauté... En second lieu, quoique jamais, Dieu merci, tu n'aies eu ni ne doives avoir l'impudeur de te produire en public, ce qui est de la part d'une femme le dernier degré du cynisme, — tu possèdes en musique des talens hors ligne dont tout homme de goût te tiendra compte. Quant aux qualités morales, tu apporteras au foyer de ton époux, j'en puis répondre, tout le trésor des saintes vertus domestiques. — Joins à ces considérations de premier ordre mes trois cents écus de rente, le revenu annuel de mes leçons, et enfin cette maisonnette que je compte abandonner à ton jeune ménage...

MARTHE.

Mon père!...

SERTORIUS.

En te priant, bien entendu, de m'y garder une petite place,... car sans toi, ma fille, je ne jouirais de rien au monde... Tu es le soleil qui éclaire tout;... tu fais le chant dans ma vie!... Mais enfin, avec tout cela, je te demande un peu, de bonne foi, ce qui te manque pour te marier?

MARTHE, souriante et embarrassée.

Mais, mon père, vous me jugez avec trop de complaisance... Vous serez trop difficile,... trop ambitieux pour moi?...

SERTORIUS.

Ambitieux, grand Dieu! Et quelle ambition puis-je avoir en ce

monde, si ce n'est celle de te voir heureuse? Va, ma fille, qu'un jeune homme te plaise, le premier venu, et je lui ouvre mes deux bras sans marchander.

MARTHE, levant les yeux avec une attention particulière.

Le premier venu?

SERTORIUS.

Le premier venu; telle est ma confiance en ton goût et en ton jugement. Ton choix me répondra des qualités personnelles de mon gendre. Quant à sa profession et à sa condition sociale, peu m'importe; riche ou pauvre, prince ou berger, tout m'est égal, dis-je, — pour peu, bien entendu, qu'il n'appartienne ni de près ni de loin à la caste détestable des artistes... Choisis donc librement, mon enfant... Et puisque nous en sommes là, voyons, n'aurais-tu pas quelque confidence à me faire? Je l'écouterais avec plaisir, ma fille.

MARTHE.

Aucune. Je n'y pense pas. Ainsi il est inutile d'en parler.

SERTORIUS.

Non?... Et ce petit Crocelli, ce jeune bureaucrate que nous voyons le jeudi chez Mme Santa-Fede, et qui me fait si assidûment ma partie d'échecs — en cravate blanche,— tu crois donc, Marthe, qu'il aime sérieusement ce jeu-là?

MARTHE.

Je l'espère.

SERTORIUS.

Ah! fort bien! — Du reste, je ne savais rien de particulier sur son compte, si ce n'est qu'il passe pour laborieux et qu'il ne porte point de moustaches, ce qui indique chez un jeune homme une dose de bon sens plus qu'ordinaire.

MARTHE.

Je n'ai pas remarqué. — Voyez donc, mon père, cet effet de soleil couchant sur la mer!

SERTORIUS.

Glorieux spectacle!... (Après une pause.) Un poète dirait que le divin Phœbus,

Pour descendre aux balcons de leurs palais humides,
Fait un escalier d'or aux blondes Néréides!

Ce sont ma foi des vers... Gronde-moi, ma fille, gronde ton vieux fou de père! — Toutefois ils sont viables... je les donnerai à Roswein pour son opéra... Peuh! il les trouvera trop classiques, ce jeune homme!

MARTHE.

A propos, mon père, n'est-il pas étrange que nous n'ayons pas vu M. Roswein depuis plus de quinze jours?

SERTORIUS.

Nullement, mon enfant. Il doit être dans le feu de ses répétitions. Poète et compositeur tout à la fois, ce n'est pas une mince besogne!... Pauvre André! voilà une rude épreuve pour sa santé de demoiselle!

MARTHE.

Vous n'avez pas entendu dire qu'il fût malade?

SERTORIUS.

Du tout,... au contraire. Le chevalier Carnioli, qui faillit m'écraser hier sur le quai, me cria du haut de son char : Bonjour, maître... André va bien... Puis il ajouta quelques paroles que je n'entendis pas... c'est un tourbillon que ce Carnioli... Mais qu'as-tu donc, ma fille? tu sembles troublée... inquiète?

MARTHE, prenant un journal sur la table.

Vous n'avez pas lu ce journal, mon père? il annonce pour ce soir l'opéra de M. Roswein...

SERTORIUS, vivement.

Pour ce soir?... c'est impossible, Marthe!

MARTHE.

Voyez... cela m'a préoccupée tout le jour.

SERTORIUS, lisant.

« Théâtre Saint-Charles. Ce soir, 15 mai, première représentation de *la Prise de Grenade,* opéra en trois actes, attribué pour les paroles et pour la musique au jeune maestro dalmate André Roswein. La présence de la cour ajoutera à l'éclat de cette fête impatiemment attendue par le monde entier des dilettanti. On sait que le maestro, déjà connu à Naples par plusieurs compositions transcendantes, est l'élève favori du savant Sertorius. » — 15 mai... c'est ce soir en effet... voilà ce qu'ajoutait Carnioli... Allons! c'est bien! (Il rend le journal à sa fille d'une main tremblante.)

MARTHE.

Il est à peine croyable, mon père, que M. André ne vous ait pas même envoyé un billet pour cette représentation?

SERTORIUS, avec amertume.

Pourquoi donc? est-ce que tu n'as pas entendu? la cour y sera! qu'a-t-il besoin de nous?... (Il reprend le journal.) Ah! le savant Sertorius!... Oui, cela fait bien dans une réclame!... mon élève favori!... sans doute! — et reconnaissant!... cela va sans dire!

MARTHE.

C'est une erreur de ce journal, mon père... Un tel excès de négligence vis-à-vis de vous, qui l'avez fait ce qu'il est, serait trop surprenant, trop indigne!

SERTORIUS.

Surprenant? pas du tout. Indigne, c'est différent! (Avec une émotion croissante.) Oui, que cet enfant, que j'ai enrichi en peu d'années de

toute la science d'une longue vie, dont j'ai fécondé le génie au feu le plus ardent de mon âme, à qui j'ai versé pour ainsi dire dans les veines le meilleur sang de mon cœur, que cet enfant, dès sa première heure de triomphe, dédaigne son vieux maître, le père de son esprit! et le laisse à la porte comme un valet à sa livrée... oui, cela est indigne!... Pardon, ma fille, tu m'as vu supporter en riant bien des ingratitudes... mais celle-ci ne me serait pas plus sensible quand la main d'un fils m'en aurait porté le coup... oui, la main d'un fils! c'est la pure vérité!

MARTHE, l'embrassant.

Mon père, un peu de patience seulement, et tout s'expliquera pour le mieux, vous verrez.

SERTORIUS.

Tout est expliqué, ma fille. Ce n'est pas d'aujourd'hui que je connais cette espèce. (Il se lève et marche avec agitation.) Si les sept péchés capitaux ont besoin d'un blason, je me charge de le leur fournir : une plume et un pinceau, un ébauchoir et un archet! — Il semble véritablement, Marthe, qu'une sorte de malédiction pèse sur ce nom d'artiste dont s'affuble aujourd'hui tout ce qui défriche ou pille, à un titre quelconque, le champ de l'idéal... Voilà ce Roswein : si jamais visage humain porta l'empreinte d'une âme élevée, simple et loyale, c'est le doux et sévère visage de ce jeune homme. Eh bien! tu le vois, il n'a pas fait deux pas dans sa fatale carrière, qu'il se retourne et nous montre le front d'un traître; il faut bon gré mal gré qu'à la première page de sa vie d'artiste il inscrive une lâche action... il faut que l'enfant gagne ses éperons! — Ah! ma fille, il y a eu, tu le sais, dans ma vie un moment terrible : celui où tout près de recueillir dans l'applaudissement public le fruit de mes veilles enthousiastes, je sentis tout à coup mes doigts et mon cerveau même comme frappés de paralysie; cette timidité maladive, pétrifiante, qui me suivit partout où j'essayai, sous quelque forme que ce fût, de répandre au dehors les flots harmonieux qui bouillonnaient dans ma tête, ce mal bizarre et ridicule me plongea d'abord dans les derniers abîmes du désespoir... Mais combien de fois depuis j'ai remercié Dieu de sa rigueur paternelle! combien je le bénis surtout aujourd'hui, dans la paix de ma conscience et dans la dignité de ma vieillesse! (Marthe lui a pris le bras et marche près de lui; après un silence, il reprend :) Quelle heure est-il donc, mon enfant?

MARTHE.

Voici l'angelus qui sonne aux Camaldules.

SERTORIUS.

L'angelus... déjà! — Allons! il ne peut venir maintenant... tout est dit... pour aujourd'hui et pour toujours, c'est un ingrat! (André Roswein entre sur ces mots et se jette dans les bras de Sertorius.)

SERTORIUS, ANDRÉ, MARTHE.

ANDRÉ, l'embrassant avec force.

Que vous ai-je fait, voyons? comment ai-je mérité cela? qui est-ce qui est injuste? qui est-ce qui est ingrat? — Ah! Dieu! quel homme!

SERTORIUS.

Allons! la paix! la paix! ne m'étouffe pas, mon garçon... je suis bien aise de te voir, mon ami... je suis enchanté de te voir, j'en conviens. C'est ce journal, cet imbécile de journal qui annonçait ton opéra pour ce soir...

ANDRÉ.

Mais il a raison.

SERTORIUS.

Eh bien! mon enfant, tu m'avoueras, en ce cas-là, que j'avais quelque droit d'attendre aujourd'hui un petit message de ta part, et que, voyant approcher la nuit, j'étais fondé en quelque sorte à désespérer...

ANDRÉ.

Certainement, cher maître, j'aurais pu vous envoyer votre loge ce matin; mais je tenais à vous l'apporter moi-même et à vous embrasser une dernière fois avant la bataille... A ma première minute de liberté, je suis accouru.

SERTORIUS.

Bien, très bien, André, n'en parlons plus... J'ai eu tort... Ah! çà, c'est donc pour ce soir, sérieusement?

ANDRÉ.

Très sérieusement.

SERTORIUS, se frottant les mains, avec jovialité.

Diantre! oh! oh!... Mais, dis-moi donc, jeune homme... sais-tu que c'est fort grave cela?... Et tu ris, je crois?... Il rit, Marthe, ma parole d'honneur! Ces jeunes gens riraient à la bouche du canon!... Mais, voyons, André, sois franc, quelle est ton impression réelle à l'approche de cette crise? Quel effet ressens-tu intérieurement? Le cœur bat-il un peu la chamade, hein, garçon?

ANDRÉ.

Je suis dans un état singulier. Je m'entends parler et marcher, comme si je marchais et parlais sous une voûte d'une sonorité particulière. Quoique j'aie passé mes trois dernières nuits à refaire mon ouverture, il me semble que de ma vie je n'aurai besoin de dormir. Je me sens la légèreté d'un oiseau, et je ne sais pas pourquoi je ne m'envole pas, car j'ai une belle peur.

SERTORIUS.

Povero! — Mais tu es satisfait cependant, eh? L'exécution est suffisante? Parle-nous-en donc un peu... Ton ténor, ta prima donna, ton orchestre, ça va-t-il un peu, tout ça?

ANDRÉ.

L'orchestre, supérieurement. Ce n'est pas moi qui le conduis, au reste. Le ténor, c'est Chiari, vous savez... Il y a des choses qu'il ne dit pas mal... par exemple, le chant de Boabdil, à la fin du trois... Quant à la prima donna, c'est une sotte, — et musicienne comme un Anglais, avec cela... mais elle a un superbe contralto, et en la serinant, elle marche.

SERTORIUS.

Entends-tu cela, Marthe? Il fait marcher les prime donne à présent... Ah! çà, comment t'y prends-tu, jeune homme? car cela ne passe pas généralement pour une petite affaire... Quant à moi, lorsque j'essayai dans mon temps de me lancer au théâtre, je ne pus jamais me rompre aux façons de ces créatures-là : elles ont un aplomb infernal! — Je me souviens que dès que j'en rencontrais une dans un couloir (tu sais que les théâtres sont pleins de couloirs), je me collais contre la muraille comme une planche. Ah! les gaillardes! — Or çà, que voulais-je donc te demander encore?... Ah! — que pensent-ils de ton œuvre, ces gens de théâtre?

ANDRÉ.

Rien. Ils me le diront à minuit. — Ah! cher maître, si vous aviez voulu me faire la grâce d'entendre une seule répétition, je serais plus tranquille; car en vérité c'est vous que je redoute bien plus que le public.

SERTORIUS.

Mon ami, j'ai eu pour me refuser à ton désir plusieurs raisons excellentes. D'abord mon appréciation, portant sur l'ensemble de l'œuvre, sera plus sûre, plus complète, et te sera plus profitable. Ensuite j'ai pu en toute conscience déclarer à droite et à gauche que je ne connaissais pas une seule note de ton opéra, de sorte que personne n'aura le droit d'associer mon nom au tien, et de dire, je suppose : Sertorius par-ci... Sertorius par-là, ce qui aurait pu te blesser et entamer ta couronne.

ANDRÉ.

Ma couronne! que Dieu vous entende! car, si je tombe, je suis mort!

SERTORIUS.

Allons, Roswein, point de cela! point de faiblesse, mon enfant! que diable! on tombe et on se relève. D'ailleurs, quoi! mets les choses au pire : t'arrivera-t-il jamais rien qui approche de ce que j'ai éprouvé, moi qui te parle?... Figure-toi donc, André, cette immense salle de l'ancien opéra de Vienne remplie jusqu'au comble, et au premier rang la cour impériale d'Autriche, qui vaut bien, je crois, ta petite cour de Naples : j'arrive, mon violoncelle à la main; un silence imposant se fait dans l'assemblée; je m'assieds; je place mon archet...

puis je prétends préluder... Oh! Dieu puissant! mes doigts sont de fer... mon bras est inerte! On murmure dans l'assistance... c'était naturel... Je veux parler, et je demeure la bouche béante, immobile, glacé, stupide, pareil à la femme de Loth! Les huées éclatent, et l'on m'emporte évanoui! — Voilà, mon garçon, ce qu'on peut appeler une chute, et cependant, tu le vois, je n'en suis pas mort, bien que le seul souvenir de cet instant me fasse perler la sueur à la racine des cheveux.

MARTHE.

Est-ce pour le rassurer, mon père, que vous lui contez cela?

SERTORIUS, riant.

Sans doute: c'est pour l'aguerrir!... Allons! (Il le secoue.) courage, grand homme!... Et à quelle heure commence-t-on?

ANDRÉ.

A neuf heures. Vous avez encore une heure et demie. Tenez, pendant que j'y songe, voici votre loge: il y a une place pour Gertrude.

SERTORIUS.

Ah! tu as pensé à la vieille Gertrude? Entends-tu, Marthe? il a pensé à la vieille Gertrude... Tu dis à neuf heures, mon ami?

ANDRÉ.

Oui, maître. Je suis venu dans une voiture à trois places dont je vous prie de disposer... car, moi, je dois attendre ici le chevalier Carnioli qui est allé porter un billet dans les environs, — chez la princesse... je ne sais comment, et qui m'a promis de me prendre en revenant.

SERTORIUS.

Ah!... à propos, comment supporte-t-il cette circonstance, ton Carnioli?

ANDRÉ.

Oh! convulsivement: il rit aux éclats, et rugit comme un tigre; il danse, il chante, il interpelle les passans, il invoque le ciel, il menace le public... C'est un drame, une comédie et un ballet tout à la fois... Il a passé ces trois nuits dans ma chambre à copier les parties et à me faire du café, m'appelant tantôt son âme et sa vie, tantôt misérable faquin, suivant le style mélangé que vous lui connaissez... Ah! le terrible protecteur!... mais il a beau faire, je ne puis oublier que, sans lui, je garderais encore, à l'heure qu'il est, des chèvres dans mes montagnes.

SERTORIUS.

Cela est vrai. Tu lui dois beaucoup. Il a tiré le bloc de la carrière. Il s'entend d'ailleurs à la musique, on ne peut le nier, et de plus il use noblement de sa fortune. Pourquoi faut-il qu'aux vertus de Mécène il unisse les mœurs d'un lansquenet?... Ai-je rêvé qu'il était nommé ambassadeur à Madrid?

ANDRÉ.

Non, vous ne l'avez pas rêvé. Il doit même partir cette nuit, dès que mon sort sera décidé.

SERTORIUS, préoccupé.

Ah ! il va en Espagne... Diantre ! mais je ne sais pas trop comment la rigide Espagne... Au reste, ça la regarde.

MARTHE.

Mon père, est-ce que vous n'allez pas vous habiller un peu ?

SERTORIUS.

Un peu? Tu pourrais dire beaucoup, Marthe, car, de par le ciel, je compte déployer à cette occasion tout le luxe de l'Orient... Mon jabot de malines est-il en état, ma fille?... oui?... eh bien ! va t'apprêter, va te faire belle, ma chère petite. Pour moi, il ne me faudra que deux minutes, et je désire parler à Roswein en particulier. (Marthe sort.)

SERTORIUS, ROSWEIN.

SERTORIUS, avec gravité.

Mon enfant, lorsqu'un élève sort de mes mains, je crois de mon devoir de lui donner quelques conseils que j'adapte, autant qu'il est en moi, à son caractère, à ses talens et à son avenir présumé. Toutefois, et bien que cette leçon suprême soit à mes yeux le couronnement essentiel de ma tâche, je ne l'impose à personne. Je te demande donc, André, s'il te convient de m'écouter, et si tu veux bien encore, pour un instant, me reconnaître vis-à-vis de toi l'autorité d'un maître, d'un vieillard et d'un ami.

ANDRÉ.

L'autorité d'un père, d'un père chéri et respecté, maître Sertorius, et non pour un instant, mais pour toute ma vie.

SERTORIUS.

Je te remercie, jeune homme; mais, sans t'offenser, c'est plus que je ne demande, et ma rude expérience me force d'ajouter : c'est plus que je n'attends. Au surplus, il n'importe. Hem ! assieds-toi, je te prie. Hem ! hem ! (Il lui donne un siége, et se pose en face de lui dans son fauteuil.) — André Roswein, parmi les différentes ramifications de l'art sublime qui a fait depuis sept années l'objet de nos études, tu as choisi, pour y tailler ton chef-d'œuvre, la branche dramatique. — Je ne te le reproche pas : il faut qu'un jeune homme sacrifie à la mode dans une certaine mesure; mais si tu parviens, comme tes rares talens me donnent tout lieu de l'espérer, à te faire accepter du public sous cette forme populaire, il m'est doux de penser que tu profiteras de ta renommée pour remettre en honneur les fortes et viriles compositions de nos pères. — J'entends par-là d'abord la musique sacrée, qui

semble renvoyer à Dieu le plus beau de ses dons; j'entends l'*oratorio*, cette épopée de l'harmonie; j'entends même la sonate et le *concerto da camera,* autrement dit la musique de chambre, œuvres sévères, nobles récréations du génie, auxquelles la futilité moderne a substitué la fantaisie, l'air varié et la romance, — ces productions de l'impuissance et ces délices des niais. — Défends-toi, comme du péché, des flons flons de la rue et de la musiquette de salon. — Ne flatte le goût de la multitude que pour le redresser peu à peu. Tâche d'amener la foule dans le sanctuaire; mais surtout n'en sors jamais. — Respecte l'école et les anciens. — Écris hardiment sur ton drapeau ces deux grands mots ou plutôt ces deux grands principes qui font la risée et la terreur de l'ignorance : — Le contre-point et la fugue ! C'est comme si tu y écrivais en toutes lettres : — Palestrina, Pergolèse, Bach, Haydn, ces noms de cent coudées. (Il s'anime.) Le contre-point et la fugue pour toujours ! Et écoute, André : tout homme qui se prétend musicien et qui dédaigne ces deux bases éternelles de l'art, dis-lui de ma part, de la part de Sertorius, qu'il n'est qu'un ménétrier de carrefour... qu'il n'est qu'un bâtard! et pis qu'un bâtard, — car il ne connaît ni son père ni sa mère ! c'est un poète qui fait fi de sa langue maternelle ! c'est un prêtre qui renie la sainte Bible et les saints Évangiles !... (Il s'arrête, et reprend d'une voix calme et basse.) Je terminerai ici, mon ami, la partie en quelque sorte professionnelle de cette instruction. Ce n'est, comme tu le vois, et ce ne pouvait être qu'un bref résumé de l'esprit général qui a dominé mon enseignement. — As-tu quelque objection à m'adresser, mon enfant ?

ANDRÉ.

Aucune, maître. Je vous promets de demeurer fidèle, suivant ma force, à la dignité de mon art et aux pures traditions que vous m'avez transmises.

SERTORIUS.

C'est bien. — Maintenant, mon cher André, le maître a parlé : c'est le tour de l'ami et du vieillard. (Il se recueille un instant et reprend :) André Roswein, le ciel t'a doué avec une munificence que j'ai souvent admirée : il t'a fait musicien et poète, il t'a donné la lyre et la harpe; il a exhaussé ton jeune front pour y placer deux couronnes... Songe, mon fils, que l'ingratitude se mesure au bienfait. Tu n'as qu'une façon de t'acquitter envers Dieu : il t'a prêté le génie, — rends-lui la vertu; — il t'a fait grand : sois honnête ! — Et si ce n'est pas assez que ta conscience te le commande, j'ajoute, André, que ton avenir et ta gloire sont à ce prix. Oui, si tu ne veux pas, comme tant d'autres, disparaître de la sphère des arts après une nuit d'éclat, si tu ne veux pas que le souffle te manque au milieu de ta carrière, si tu te soucies de porter jusqu'au sommet ton noble fardeau, — règle ton

cœur et ta vie; ceins tes reins en brave, et préserve avec soin ta virile jeunesse. Un corps énervé ne recèle plus qu'un génie fourbu. — Ne pense pas, jeune homme, trouver une inspiration sincère et durable dans les émotions du désordre, dans la fougue des sens et dans l'excitation maladive des passions : le délire n'est point la force. — La contemplation austère et sereine des merveilles de Dieu et des misères de l'homme, — le reflet de l'œuvre divine dans une intelligence élevée, voilà l'éternel et l'unique foyer où s'allume l'inspiration d'un poète digne de ce nom. — Souviens-toi que les anciens, nos maîtres, appelaient du même nom la vertu et la force, l'ordre et la beauté! Souviens-toi que, dans leurs profondes allégories, ils faisaient les vestales gardiennes du feu sacré, — les Muses chastes, — et Vénus idiote! — C'est assez te dire que je n'ignore pas quels dangers t'attendent, quelles tentations assiégent la vie fiévreuse de l'artiste, quels philtres se glissent dans sa veine sans cesse enflammée... Mais, André, lorsque Dieu t'a ouvert dans l'âme ces deux larges sources de jouissances plus qu'humaines : le sentiment du beau et la puissance créatrice, — si tu n'as pas la force de repousser la coupe des ivresses vulgaires, tu es un lâche, et tu es perdu. — Que la mort ou la folie t'enlève, comme tant d'autres, à la conscience amère de ta précoce décrépitude, — ou que tu ailles grossir la foule envieuse et ridicule des soupirans de coulisse, des vagabonds d'atelier et des grands hommes de tabagie, — peu importe, — tu es perdu! — Je te le répète, André : règle ton cœur et règle ta vie; tout est là. Dans tes nuits de défaillance, évoque à ton aide les ombres des vaillans et des forts, évoque ces illustres bénédictins de notre art, les seuls peut-être qui aient heurté du front les voûtes de l'idéal, Palestrina, notre Moïse, — Beethoven, notre Homère, — Mozart, notre Molière et notre Shakspeare à la fois... Ceux-là n'étaient pas seulement de grands hommes... ils étaient des saints!... (Avec émotion.) — Et si j'ose me nommer après ces colosses, songe aussi quelquefois, mon ami, à ton vieux maître : du sein de la gloire qui t'attend sans doute, retourne quelquefois ton regard vers mon obscurité. (Sa voix se trouble.) Nous allons nous quitter, mon ami; nous allons rompre la chaîne de nos études communes et de nos enthousiasmes partagés;... c'est un déchirement pour mon cœur, je ne te le cache pas... Jamais je n'ai semé sur un sol plus heureux... jamais moisson plus féconde ne paya les soins de l'humble laboureur... Je te remercie, André, des joies que tu m'as données, et je prie Dieu qu'il t'en récompense!... Et maintenant, (Il se lève, très ému.) maintenant, adieu, mon enfant, adieu, mon disciple bien-aimé... Embrasse-moi!

ANDRÉ, se jetant dans ses bras.

Mon père! (Il pleure.)

SERTORIUS.

Oui, tu es bon, je le sais... mais tu es faible aussi, prends garde à cela. (La porte s'ouvre. Marthe reparaît en toilette de fête, une lumière à la main.)

MARTHE.

Encore ici, mon père... et huit heures passées, y pensez-vous?

SERTORIUS.

Ne me gronde pas, ma chérie. Quelques minutes vont me suffire. Mais que je te voie donc, mon enfant... (Il prend le flambeau des mains de Marthe et la contemple.) Oh! oh! diantre! Eh! signor maestro, — l'homme au chef-d'œuvre, regardez donc un peu par ici, s'il vous plaît.

MARTHE, soufflant la lumière et riant.

Votre barbe n'est pas faite, mon père.

SERTORIUS.

Est-ce une raison pour humilier ce jeune homme, Marthe? Tu lui donnes à croire que tu dédaignes son jugement... Qu'est-ce que vous avez donc eu ensemble?... Je remarque parfois qu'elle te traite de Turc à Maure, mon garçon... Au reste, ce sont vos affaires... (Se touchant le menton.) Dis-moi, fillette, il me semble, à moi, que cette barbe pourrait fort bien aller.

MARTHE.

Oh! mon père!

SERTORIUS.

Au fait, la cour y sera; je ne veux point passer pour un démagogue : je vais me raser. (Il sort.)

ROSWEIN, MARTHE.

La chambre est à demi éclairée par les dernières lueurs du crépuscule. Marthe va s'asseoir sur le bord de la fenêtre; elle regarde au dehors, le coude appuyé sur la balustrade et la tête dans sa main. — Roswein marche à travers la chambre en mettant ses gants.

ROSWEIN, à demi-voix, avec ennui.

Allons!

MARTHE.

Qu'y a-t-il?

ROSWEIN.

Rien... un bouton de mon gant.

MARTHE.

Est-il parti? Attendez. (Elle se lève et va prendre une aiguille dans sa corbeille.) Approchez-vous du jour.

ROSWEIN.

Non, je vous en prie.

MARTHE.

Venez donc. Un gant sans bouton est horrible. Il vous faut une tenue sans reproche ce soir. (Elle lui prend la main.) Ah! si vous tremblez, je pique. — Vous avez mal aux nerfs, eh?

ROSWEIN.

Je suis un peu agité, oui... Quelle ravissante coiffure vous avez!... Ces larges tresses blondes qui encadrent vos joues et couronnent votre front vous donnent l'air d'une jeune reine de vos légendes du Nord.

MARTHE.

Mille fois trop poli. — Allez, c'est fait.

ROSWEIN.

Je vous remercie. — (Après une pause, il ajoute d'une voix émue:) Vous et votre père, vous êtes ce qu'il y a de meilleur au monde!

MARTHE, sèchement.

Vous me rappelez le seigneur Carnioli, à qui je venais de rendre le même service, et qui me dit que j'étais une divinité. (Roswein hausse légèrement les épaules, et fait quelques pas: Marthe revient s'asseoir sur la fenêtre.)

ROSWEIN, se rapprochant d'elle et s'appuyant sur l'espagnolette.

N'était-ce pas l'angélus qui sonnait aux Camaldules pendant que je montais à votre ermitage?

MARTHE.

Oui.

ROSWEIN.

Toutes ces cloches de village se ressemblent... Ces sons me parlaient au cœur... Ils me parlaient de mon enfance et de ma patrie... En quinze ans à peine, quel changement dans ma vie et dans ma pensée!

MARTHE, avec indifférence.

Il y a quinze ans, à cette heure où nous sommes, qu'est-ce que vous faisiez?

ROSWEIN.

Je rassemblais mes chèvres sur la lisière des bois, et je reprenais à leur suite le chemin de la vallée... Les premiers tintemens de l'angélus à la petite église de San Jacob nous donnaient chaque soir le signal de la retraite... Je me souviens que je m'arrêtais sur chaque pointe de rocher pour voir s'allumer derrière moi les feux des bûcherons sous les noires arcades des sapins; — à mes pieds, dans la brume, les fanaux des pêcheurs, — les étoiles sur ma tête. La nuit tombante emplissait l'air de parfums et de rosée. De temps à autre, la voix sauvage de la mer Illyrienne s'élevant comme par bouffées répondait aux graves murmures descendus des forêts... Quelles scènes grandes et tranquilles! De quelle allégresse elles me pénétraient!... Je ne pouvais m'en détacher... Je demeurais souvent une partie de la nuit accoudé sur ma fenêtre, perdu dans je ne sais quelle extase attendrie, versant des larmes avec des prières... Puis je passais, sans en avoir conscience, de cette douce veille au doux sommeil, comme un enfant passe d'un songe à un songe... J'étais heureux!

MARTHE.

Sérieusement, Roswein, et poésie à part, voudriez-vous de ce bonheur-là aujourd'hui?

ROSWEIN.

Oui, Marthe... oui, si je devais retrouver avec ma misère et mon obscurité la paix... la paix divine de mes premières années!

MARTHE.

La paix est dans le cœur.

ROSWEIN.

Elle n'est pas dans le mien. Ni dans mon cœur, ni dans mon esprit. Jamais!

MARTHE, froidement.

Que voulez-vous que je vous dise, mon ami? Tant pis. (Elle se détourne.)

ROSWEIN.

J'ai failli être prêtre, — saviez-vous cela?.. Le vieux curé de San Jacob m'avait pris en affection. Il me donnait des souliers et m'apprenait le latin. Il voulait me mettre en état de lui succéder un jour... Il vit encore... Je suis tenté quelquefois d'aller le retrouver... Ce pauvre presbytère, avec sa cour pleine de mousse, son tilleul et sa fontaine, m'apparaît comme un asile enchanté... Pourquoi pas? Je ferais un assez bon prêtre de campagne... Rien ne me manquerait — que la foi!

MARTHE, vivement.

S'il vous plaît de déraisonner en ma présence, signor Roswein, que ce soit sur d'autres sujets, je vous prie.

ROSWEIN.

Ah! de la colère, je crois! de la colère, vous! Il y a donc du sang dans les veines du marbre!.. la mer de glace a donc ses tempêtes!

MARTHE, se levant.

Vous désirez être seul apparemment?

ROSWEIN.

Je vous ai offensée... je vous ai offensée... pardon! C'est la première fois de ma vie, ce sera la dernière... Marthe, je sens bien qu'il faut que je vous quitte... Ce rôle doit vous coûter... ce masque de froideur et de dureté que vous portez pour moi seul, je suis sûr qu'il vous pèse... Je vous en délivre... Vous ne me verrez plus. Jamais je ne repasserai le seuil de cette chère maison, je vous le promets... J'aurais dû vous comprendre plus tôt... Je vous comprenais,... mais le courage me manquait... Maintenant ma résolution est prise, comptez-y... Seulement, ne nous quittons pas sur un mot de colère, je vous en supplie... Votre main,... votre main en signe de bon souvenir, de souvenir fraternel. (Marthe, qui s'est rassise lentement, lui tend la main; Roswein la porte à ses lèvres, en disant à voix basse :) Adieu! adieu! — (Marthe détourne la tête, tandis que le jeune homme rentre dans la partie la moins éclairée de la chambre.)

MARTHE, après un moment.

Et mon père, André?

ROSWEIN.

Pauvre vieillard!... au moins qu'il ne me croie pas ingrat, Marthe, je vous en prie. Dites-lui tout plutôt. Dites-lui la vérité.

MARTHE.

La vérité... Il faut donc que je la devine, André?

ROSWEIN.

Dites-lui que je vous aimais et que vous ne m'aimiez pas, et tout sera dit.

MARTHE, d'une voix basse.

Je ne vous aimais pas... non... je ne pouvais vous aimer. D'autres sentimens me séparaient de vous à jamais.

ROSWEIN.

D'autres sentimens!... Allons!... c'est le dernier coup... J'espérais que vous n'aimeriez qu'au ciel.

MARTHE.

Je ne pouvais vous aimer, André, et c'est un bonheur, laissez-moi vous le dire, un bonheur pour nous deux, — pour vous surtout. L'existence qui vous est réservée ne veut point d'entraves... elle ne veut point de racines prématurées... Votre avenir se fût trouvé à la gêne dans l'humble rêve de votre jeunesse. Je me serais reproché toujours d'avoir enchaîné dans l'ombre d'un ménage votre belle vie d'artiste!

ROSWEIN.

La vie d'artiste m'est odieuse!... Depuis que je la connais, mon amour pour vous a grandi de toute la haine qu'elle m'inspire! Désormais je n'ai plus contre elle ni soutien ni refuge... Elle fera de moi ce qu'elle voudra... soit! mais de grâce au moins ne me la vantez pas.

MARTHE.

Qu'a donc cette vie de si terrible? Je ne puis vous comprendre.

ROSWEIN.

Ah! votre père me comprendrait... Cette belle vie d'artiste, il sait assez, lui, qu'elle ne réside pas sur ces hauteurs idéales où vous la voyez tout entière, comme je l'y voyais moi-même autrefois, — dans des nuages d'or et sous des pluies de fleurs! Il sait dans quels tristes abîmes elle se traîne, entre ces fugitives apothéoses! Ce n'est pas sans raison, Marthe, croyez-moi, qu'il écrase de son mépris tout ce qui hante ces régions malsaines de l'atelier et de la taverne, de la coulisse et du boudoir, — cette tourbe vaniteuse d'âmes flétries, d'imaginations surmenées et de cœurs malades, que dévorent, au bruit des rires éclatans et des pleurs étouffés, la passion sans règle et la pensée sans frein!... Un Érèbe plein de flammes et de ténèbres! un monde hors du vrai, un monde hors la loi, qui révolte — et qui entraîne! Votre

père le sait! Il sait quelles ivresses courent dans l'atmosphère d'orgie qu'on y respire... quels monstres enfante ce brûlant chaos, et combien le meilleur d'entre nous a peine à s'en défendre!

MARTHE.

Vous vous en défendrez, André. Je vous connais.

ROSWEIN.

Vous me connaissez, Marthe... oui... depuis tant d'années que ma vie a été comme la sœur de la vôtre, vous devez me connaître... et vous pensez que j'étais né pour le bien, n'est-il pas vrai?

MARTHE.

Vous ou personne.

ROSWEIN, avec force.

Oui... vous me rendez justice... Dieu sait que j'aimais le bien comme j'aime la face radieuse de ce firmament!... Aussi de quels amers dégoûts ce monde m'abreuve!... Et cependant il me trouble... il m'imprègne malgré moi de ses poisons... Il mêle aux nobles tourmens de l'art et du travail je ne sais quelles fièvres importunes... quelles insomnies perverses! il m'attache au flanc je ne sais quels lambeaux de la tunique du centaure!... Ah! ceux de nous qui ont près d'eux une mère, une sœur, une famille, — quelqu'un qui leur rappelle Dieu,... ceux-là sont heureux! ils ont le remède à côté du mal... ils peuvent chaque jour retremper leur âme, leur talent, leur honneur, à la source du devoir et de l'éternelle vérité! — Pour moi, je suis seul... cette vie factice m'enveloppe et me possède sans relâche... Je ne m'en reposais qu'en vous, chère Marthe, dans le présent comme dans l'avenir... Que de fois votre doux fantôme est venu bénir mes heures éprouvées... m'apportant le courage — ou du moins le remords!... Cette paix que je cherche, je ne la trouvais que dans vos yeux... cette force qui me manque, elle passait dans mon cœur dès que je touchais votre main... même en songe... Oh! Dieu! vivre là, entre votre père et vous, dans la sérénité sainte et recueillie de votre foyer de famille, sous le charme de votre présence... sous l'inspiration de votre beauté... sous la garde de votre vertu!... vivre là, mourir là!... Ah! pourquoi la pensée m'en est-elle jamais venue?

MARTHE.

Cette pensée... soyez juste, André... ai-je rien épargné pour l'éloigner de votre esprit?

ROSWEIN.

Rien... Près de vous, je ne pouvais m'abuser... votre accueil, votre langage, votre silence même — depuis un an, — tout me disait que vous ne m'aimiez pas... mais à peine vous avais-je quittée, j'oubliais tout... je me rattachais aux plus légères ombres d'espérance... je me rappelais un regard moins sévère, une parole plus tendre, échappée

à votre pitié, et je vivais là-dessus... — Depuis quelques mois surtout, vous voyant moins souvent, je me faisais de plus faciles illusions... je cherchais à me persuader que votre devoir filial pouvait comprimer vos secrets sentimens, que l'horreur de votre père pour ce nom d'artiste était le seul obstacle qui nous séparât...

MARTHE, baissant les yeux.

Eût-il été le seul, il eût suffi.

ROSWEIN.

Ah! je l'aurais vaincu.

MARTHE.

Jamais, André.

ROSWEIN.

Cette nuit même peut-être... C'était un projet ardemment caressé dans ma tête depuis longtemps,... une chimère dont je me repaissais encore il n'y a pas une heure, en venant ici... et que votre premier regard a fait évanouir... Aussi, maintenant, que mon opéra tombe ou qu'il aille aux nues, je vous jure que je m'en soucie peu.

MARTHE, lentement.

Comment?... Pourquoi?... Pensiez-vous que votre succès dût changer les idées de mon père?

ROSWEIN.

Je l'espérais à peine;... cependant, malgré lui, il m'eût estimé plus haut... Vous savez comme moi, Marthe, à quel point ces succès du théâtre, qui ont été l'ambition de sa jeunesse, l'émeuvent et l'exaltent!... Je me serais armé contre lui de son unique faiblesse... Si j'avais réussi, je me faisais une fête de venir cette nuit le surprendre dans sa retraite,... au moment même où il m'aurait cru sans doute plus oublieux que jamais,... je serais accouru;... oui, je lui aurais offert à genoux ma jeune gloire, toute palpitante... Il eût oublié l'artiste,... il m'eût ouvert ses bras,... il m'eût appelé son fils!... il m'eût tout accordé...

MARTHE, d'une voix étouffée.

Essayez.

ROSWEIN.

Marthe! que me dites-vous?

MARTHE.

Silence! Voici mon père.

ROSWEIN.

Bonté du ciel!

MARTHE, ROSWEIN, SERTORIUS, entrant. (Il est fort paré, il tient un flambeau de chaque main et s'avance comme une châsse.)

SERTORIUS.

Or çà, que chacun ici me considère à loisir... Eh bien! où sont-ils

donc, ces enfans? — Roswein! — (L'apercevant.) Ah! ah! tu as l'air tout effaré, mon garçon? Tu ne m'avais jamais vu si beau, eh! — J'offre à tes regards en ce moment, mon ami, le costume d'ensemble que je portais dans cette fameuse soirée où je restai court devant mon auguste auditoire... Boucles d'or, jabot de malines, habit tabac d'Espagne et gilet à ramages, — avec des oiseaux sur les poches... Ah! çà, comment me trouves-tu, Marthe, en définitive? car vous ne me dites rien, tous deux... Est-ce que je suis ridicule, voyons?

MARTHE.

Vous êtes très bien, mon père.

ROSWEIN, gaiement.

Vous êtes charmant et majestueux... Il faut que je vous embrasse!

SERTORIUS.

Qu'est-ce qu'il a donc?... Est-ce que tu veux dévorer mon jabot?... Laisse-moi tranquille. — Admire-moi de loin, si tu veux, et même je t'y engage : tu peux ici te donner une idée exacte de ce qu'était la tenue d'un artiste dans mon temps, jeune homme : — la sévérité mariée discrètement à l'élégance.

ROSWEIN.

Il vous manque de la poudre.

SERTORIUS.

Il ne me manque rien, gamin! — Partons, ma fille, allons siffler ce jeune insolent.

MARTHE.

Partons! Une poignée de main, Roswein, et bon courage! (A demi-voix :) A bientôt!

SERTORIUS, lui serrant les deux mains.

Allons! du calme, du calme. — Fume, si tu veux, en attendant Carnioli : je te permets, vu la gravité de la circonstance, d'empoisonner mon domicile. (Arrivé près de la porte, il se retourne.) Ah! çà, si tu as composé de la musique de guinguette, du fredon d'opéra comique, il vaudrait mieux me le déclarer tout de suite que d'exposer ton vieux maître de sa personne au plus sanglant des affronts, mon garçon?

MARTHE.

Il n'y a pas de fredon; vous verrez, mon père. Venez. (Ils sortent.)

ROSWEIN, seul.

Est-ce vrai? est-ce possible?... Elle m'aimait,... elle m'aime? Je suis donc sauvé! Plus de fièvre, plus de vertiges, plus de combats, plus d'enfer! Dieu me reprend! Mon Dieu! je vous remercie, je vous bénis du fond de l'âme! (Il s'approche de la fenêtre, au bruit de la voiture qui emporte Sertorius et Marthe; il la suit de l'œil à travers les ténèbres croissantes.) Elle m'aime! Splendeur

du ciel, il me semble que je vous vois pour la première fois! Pure clarté des étoiles, chants des vagues, brises italiennes, je vous retrouve, vous m'inondez le cœur! (Il fait quelques pas dans la chambre.) Son époux! ô chaste vision de mes nuits troublées, tu n'es plus un songe!... (Il regarde autour de lui.) J'aime cette chambre, ces objets familiers,... ces meubles que sa main touche à chaque moment,... cet air même qu'agite le froissement de sa robe... J'enfermerai ma vie dans ce sanctuaire!... Quelle joie que le travail près d'elle!... Quand je venais sous cette fenêtre, le soir, avec Carnioli, je la voyais là, tantôt penchée sur son aiguille de fée, gracieuse et immobile comme la statue de la vertu domestique, tantôt relevant sa tête, pour mieux écouter son père, sa tête pensive et grave comme celle d'une muse... Il me semblait que j'avais sous les yeux quelque tableau d'un monde supérieur,... d'une vie meilleure que celle des hommes... Et je prendrai ma place entre ces deux créatures de Dieu!... — Elle m'aime!... quel repos profond s'est fait en moi tout à coup. J'avais le cerveau plein de désordre et d'orages... Le souffle d'un ange a passé sur mon front!... J'éprouve une paix immense,... bienheureuse. (Après un moment.) Tout m'est égal maintenant... (En allumant un cigare.) Si je tombe ce soir à Saint-Charles, ce sera une contrariété sans doute, très vive même; mais je retrouverai cette occasion perdue... J'ai cent opéras qui me chantent dans la tête!... ce sera un délai, rien de plus... (Il s'assied dans le grand fauteuil de Sertorius.) Ouf! je suis brisé! Je voudrais qu'on me laissât là tranquille toute la soirée... (Il regarde le ciel, rêve et murmure des phrases entrecoupées.) Non, jamais je ne la tromperai, jamais je ne ferai couler une larme de ses yeux,... jamais... Acres séductions, spectres ardens,... magiciennes fardées,... je vous défie,... l'ombre de ses ailes vous chassera. — Que je suis las!

UNE VOIX au dehors.

Roswein! *Andrea mio!* (En récitatif.) *è venuto, il terribil' istante!*

ROSWEIN.

Qui m'appelle?

LA VOIX.

Descends donc, animal!

ROSWEIN.

C'est Carnioli. — Chevalier, je ne conduis pas l'orchestre, vous savez?... Je suis inutile là-bas... Laissez-moi ici, je vous en prie.

CARNIOLI, du dehors.

Poltron! descendras-tu? (En récitatif.) *S'il figlio m'abandónna, io son perduto!*

ROSWEIN.

Mon bon chevalier!... Ouf! Diable d'homme!... Allons!...

SUR LA ROUTE DE POUZZOLES A NAPLES.

ROSWEIN, LE CHEVALIER CARNIOLI. (Ils sont dans une voiture légère que Carnioli conduit lui-même à toute bride.)

CARNIOLI.

Bref, pour appeler la chose par son nom mortel, tu veux te marier?

ROSWEIN.

Je veux me marier.

CARNIOLI.

Bien. Tu prétends épouser la blonde fille de ce vieux fou de génie, de meinherr Sertorius?

ROSWEIN.

Précisément, excellence.

CARNIOLI.

Très bien. — Et tu t'imagines que je le souffrirai?

ROSWEIN.

Mais que vous importe?

CARNIOLI.

Ce qu'il m'importe, misérable? J'aimerais mieux te verser la tête la première sur ce tas de pavés! (A un passant.) Gare donc, imbécile!... Hop là!

ROSWEIN.

Est-ce que vous aimez cette jeune fille, par hasard?

CARNIOLI.

Je me soucie bien de ta jeune fille, nigaud! Je me soucie de ton talent, qui est mon œuvre, qui est mon bonheur et ma gloire, et que tu n'étoufferas pas, moi vivant, sous le couvercle d'un pot-au-feu de ménage. Te marier, triple idiot! ignores-tu donc que le mariage est une de ces lois féroces de la nature qui absorbent l'individu pour conserver l'espèce?

ROSWEIN.

Votre excellence me donne-t-elle cette plaisanterie pour un argument?

CARNIOLI.

Ne m'appelle pas excellence et obéis-moi, drôle! Je te dis que ton génie est mon bien, et que je te défends de le placer sous cet ignoble éteignoir du mariage.

ROSWEIN.

Pouvez-vous me faire la grâce de me dire pourquoi le mariage est un éteignoir, chevalier?

CARNIOLI.

Pourquoi?... Parce que l'opium fait dormir,... parce que l'eau éteint le feu,... parce que cela est fatal, entends-tu? Parce qu'il y a dans cet état de torpeur végétative et d'engourdissement béat qu'on

appelle le bonheur d'être époux et le bonheur d'être père... il y a, dis-je, une vertu pétrifiante qui vous enduit peu à peu les lobes intellectuels et qui vous cristallise le cerveau comme l'intérieur d'une ruche à miel... Un artiste marié est un artiste fini. Il est époux, il est père, il est citoyen,... tout ce que tu voudras;... mais le poète est mort!... Tiens, regarde Rossini, ce grand Rossini!... il s'est marié;... qu'est-ce qu'il fait maintenant? — Il pêche à la ligne... C'est pourquoi je te dis ceci : puisque tu aimes cette fille, fais-en ta maîtresse, si tu veux;... mais ta femme,... je te le défends!

ROSWEIN.

C'est votre morale? Ce n'est pas la mienne.

CARNIOLI.

Qu'est-ce que tu me chantes avec ta morale? Depuis quand la morale est-elle une muse?... Que je déteste, ô ciel! cette mode nauséabonde qu'ils ont maintenant de mettre l'honnêteté, le mariage, le bon Dieu et le Code civil en vers, en prose et en musique! Qu'ils m'agacent, Seigneur, avec leurs cantiques dialogués et leur lyrisme matrimonial! Est-ce qu'on ne fera pas taire une bonne fois tous ces petits rhapsodes de sacristie?... Ah çà! voyons, qu'est-ce que tu as de commun avec la morale, toi? Es-tu marguillier? es-tu quaker? es-tu de la société biblique? Bah!... Es-tu chrétien seulement? Non, tu ne l'es pas. Tu doutes de Dieu, de la madone et des saints, infâme mécréant! Tu es un artiste, tu es un poète, tu es un païen... Ta morale, c'est l'art; ton Dieu, c'est l'art, et l'art, c'est le diable! Ton élément, c'est le feu... Tant pis si cela te gêne, mais tu péris si tu en sors!

ROSWEIN.

J'en sortirai, je vous l'ai dit, chevalier. Que j'aie l'âme trop faible ou trop délicate,... peu importe!... mais je ne suis pas fait pour la vie d'artiste. Vous seriez le premier à me donner la main pour me retirer de ce tourbillon, si vous saviez ce que j'y souffre.

CARNIOLI.

Mais, sang du Christ, tu te plains de ce que la fiancée est trop belle, mon garçon! C'est l'excès même de ta sensibilité qui te monte au-dessus du vulgaire. Tu as la fièvre, dis-tu? tant mieux! tu as les nerfs à fleur de peau,... tu es écorché vif, tant mieux! tu pleures la nuit ta foi perdue et tes amours trahis, tant mieux encore!... Les ténèbres dans la tête et l'incendie dans le cœur, la tentation effrénée, l'entraînement et le remords, des transports et des désespoirs inconnus de la foule,... voilà votre lot! voilà votre talent! voilà votre pain de vie!... Chacune de tes larmes est un poème, est-ce que tu ne sens pas cela?... chacun de tes cris est un opéra en germe. Quand tu souffres, dis-toi : Bravo! c'est de la gloire qui me pousse... Tiens, si l'art est en décadence aujourd'hui, sais-tu pourquoi? C'est parce

que vous n'êtes plus assez malheureux, faquins sublimes que vous êtes!... parce que vous ne mourez plus de faim dans un grenier comme autrefois, dans les beaux temps des arts, parce qu'on vous paie trop cher et qu'on vous nourrit trop bien...

ROSWEIN.

Il faut nous crever les yeux et nous mettre en cage, ce sera plus simple.

CARNIOLI.

Là! là! voyons, mon André; voyons, mon cher cœur,... j'ai été un peu vif, j'en conviens,... car cette épouvantable idée de mariage m'a mis hors de moi; mais tu sais que je t'aime comme mon enfant, comme la prunelle même de mes yeux...

ROSWEIN.

Si vous m'aimez, chevalier, pour Dieu, laissez-moi être heureux à ma façon!

CARNIOLI, exaspéré de plus belle.

A ta façon!... à la façon d'un bonnet de nuit! à la façon d'une courge! à la façon de cet âne de bourgeois qui passe... en redingote bleu clair! (Le bourgeois, qui est accompagné de sa famille, se retourne surpris. Carnioli l'interpelle directement.) Oui, monsieur, vous êtes un âne, vous, votre femme et vos quatre enfans!... Il rit, cette bête-là! Tiens, regarde-le; voilà comme tu seras!

ROSWEIN, riant.

C'est ce que je demande.

CARNIOLI.

Plat coquin que tu es!... Je m'emporte, c'est vrai;... j'ai tort... Ne t'offense pas de mes injures;... elles partent d'un cœur qui t'adore, tu le sais... Raisonnons de sang-froid, mon fils, je ne demande pas mieux... Tu veux être heureux, dis-tu? Si tu devais l'être dans cette vie que tu rêves, je t'aime assez, — oui, je t'aime assez, le diable m'enlève! pour sacrifier mon bonheur au tien;... mais quelle créature au monde peut être heureuse hors de sa voie, hors de sa destinée?... Regarde là-bas ce noble vaisseau,... tu peux l'apercevoir encore,... à la pointe d'Ischia;... il s'en va, les ailes déployées, gagner le libre océan pour y courir sa carrière magnifique, tantôt sous le soleil, tantôt sous la foudre, un jour déchiré par l'écueil, le lendemain abordant des rives fortunées... Eh bien! suppose qu'une force quelconque le précipite tout à coup dans un étang à canards, dans un vil marécage communal, et l'y condamne à croupir éternellement comme une épave fossile;... suppose cela et suppose-lui une âme, à ce vaisseau... Sera-t-il heureux? Le crois-tu?

ROSWEIN.

Qu'est-ce que cela me fait? Moi, je le serai.

CARNIOLI.

Tu ne le seras pas, traître, je t'en défie! Tu auras tout juste le bonheur de ces mauvais moines qu'une fausse vocation a jetés dans le cloître et qui meurent de consomption en mordant les barreaux de leur cellule!

ROSWEIN.

Bah! des phrases!

CARNIOLI.

Des phrases, maraud impertinent!... Mais c'est dit, je ne veux point me fâcher contre toi dans cette glorieuse soirée, quand même tu m'insulterais avec une grossièreté inouïe... Non, mon ami, ce ne sont point des phrases... Ta prétendue vocation pour le calme de la vie de famille n'est qu'une bluette de circonstance... Tu es en ce moment épuisé de travail, d'émotions et d'inquiétudes; tu éprouves un de ces dégoûts passagers qui vous font rêver la campagne le lendemain d'une orgie ou la veille d'une bataille... Pas autre chose, crois-moi... Ne te prépare point d'amers regrets;... ne te plonge pas à la fleur de ton âge dans ces froids limbes de l'hymen... Comment, diable! y as-tu réfléchi?... Tu prétends ployer dans une boîte à marmotte l'imagination d'un poète,... cloîtrer dans la prison d'un nain les passions d'un géant,... et tu te flattes de goûter le repos d'un bourgeois, parce que tu en habiteras la carapace!... Crois-tu donc, en comprimant les forces expansives de ton sang et de ton esprit, crois-tu les anéantir? Non! elles te dévoreront sur place!... Tu seras, — passe-moi la comparaison, — comme une locomotive déraillée que sa propre vapeur consume stérilement au fond d'un tunnel;... tu sentiras tes ailes coupées s'étendre douloureusement vers l'espace, comme ces mutilés qui souffrent encore aux membres qu'ils n'ont plus!... Tu parles des misères de la vie d'artiste : elles sont fécondes du moins! Oses-tu les comparer à ces tortures d'autant plus poignantes qu'on les sent inutiles?.... Et d'ailleurs la connais-tu, la vie d'artiste?... Tu prends à peine ton essor;... tu n'en as éprouvé jusqu'ici que les ennuis... Attends donc avant de la juger qu'elle t'ait donné tout ce qu'elle promet à un génie comme le tien, et alors, quand tu auras de l'or comme un Juif, des femmes... comme un Turc, de la gloire comme un dieu,... alors je te permettrai d'épouser les onze mille vierges, si le cœur t'en dit... — Ah! malheureux! si tu savais en quels termes me parlait de toi, il n'y a pas vingt minutes, la plus belle femme de l'Italie!

ROSWEIN.

Qui cela? votre princesse?

CARNIOLI.

Ce n'est pas ma princesse, singe irrespectueux. C'est la veuve la

plus noble et la plus vertueuse comme la mieux tournée de ce globe. La princesse Leonora Falconieri... qui est alliée aux Colonna de Rome, aux Doria de Gênes, aux Zustiniani de Venise, et à la maison d'Este par-dessus le marché... Entends-tu, rapin?... Mais au reste, tu l'as vue à ce bal où je t'ai conduit lundi dernier chez l'ambassadeur d'Espagne.

ROSWEIN.

Est-ce cette dame avec qui vous avez valsé?... Une trentaine d'années... un peu grande... des cheveux noirs comme les ailes du corbeau... un teint d'orage... et des épaules antiques qui ondoient comme un marbre liquide quand elle les replace dans sa robe?

CARNIOLI.

Ah! parfait! tu as remarqué cela, et tu veux te marier, mon petit ami? Pardieu! tu les verras plus d'une fois entre ta femme et toi, ces épaules-là, je t'en réponds!... Eh bien! cette magnifique personne me parlait de toi tout à l'heure.

ROSWEIN.

Et elle vous disait?

CARNIOLI.

Elle me disait, écoute bien ceci... une femme hautaine dont on n'approche qu'à genoux!... elle me disait : Mon cher ambassadeur, est-ce que vous ne me présenterez pas un jour cet éminent jeune homme?

ROSWEIN, riant.

C'est tout!

CARNIOLI.

Et qu'est-ce qu'il te faut de plus, bandit sans vergogne? Ne voudrais-tu pas qu'elle débutât par venir loger dans ton garni?

ROSWEIN.

Parlons de choses sérieuses, chevalier, car nous arrivons. — Ce serait une vive contrariété pour moi que de ne pas vous avoir à mon mariage... Est-ce que vous partez toujours demain pour Madrid?

CARNIOLI.

Je te brûlerai la cervelle avant de partir!... Non, ma parole, tu es fou!... Si encore je te voyais épouser quelque torche italienne!... ce serait de la vie au moins... Mais non, la fille de Sertorius... une fille rose! une espèce de Hollandaise qui cultivera des tulipes dans ton cœur — et qui te fera flegmatiquement des légions d'enfans, comme on fait des bulles de savon!

ROSWEIN.

Je l'espère bien. Quand vous reviendrez d'Espagne, chevalier, ils vous tireront les moustaches. Cela vous réjouira. — Bah! vous les aimerez!

CARNIOLI.

Je leur tordrai le cou! (Ils arrivent devant le péristyle du théâtre Saint-Charles; deux laquais en livrée prennent les rênes : Carnioli saute à terre.) Ah çà, Roswein, jure-moi de ne pas donner de suites à cette fantaisie de goîtreux, ou je vais de ce pas te préparer une cabale effroyable, quand cela devrait me coûter cent mille écus!

ROSWEIN.

A votre aise, excellence.

CARNIOLI.

Ingrat! va-nu-pieds!... Eh bien! est-ce que tu n'entres pas?

ROSWEIN.

Ma foi! non, Je n'ai que faire là-dedans, moi... je vais me promener sur la place et fumer des cigares jusqu'à ce que mort s'ensuive.

CARNIOLI, tirant son porte-cigares.

Tiens, en voilà, des cigares... comme tu n'en as jamais fumé, truand! Mais c'est égal, va... ton opéra est flambé, tu peux être tranquille! (Il entre au théâtre.)

La salle du théâtre Saint-Charles. Mouvement, animation, éclat d'une première représentation. La toile se baisse sur la fin du deuxième acte, au milieu d'acclamations enthousiastes.

Dans la loge de la princesse Falconieri : la loge s'encombre de visites pendant l'entr'acte.

LEONORA PRINCESSE FALCONIERI, GIULIA MARQUISE NARNI, toutes deux assises sur le devant. — LADY WILSON. — LE PRINCE KALISCH. — LE MARQUIS DE SORA. FEMMES ET JEUNES GENS.

LEONORA.

Mais c'est un rêve du ciel que cette musique!

LE MARQUIS DE SORA.

Vous savez que le poème est également l'œuvre du jeune maestro?

VOIX DIVERSES.

Le Tasse... Mercadante... Metastase... Rossini! Début de géant!

LA MARQUISE NARNI.

Très beau, si l'on veut, mais trop savant pour moi.

LE PRINCE KALISCH.

Et pour moi. Poûh!

LEONORA.

Vous, prince Kalisch, je vous soupçonne d'apprécier principalement, en fait de musique, le son martial du tambour... Ciel! vous voilà plus rouge qu'une fraise des Alpes, chère marquise... vous n'êtes pas indisposée?

LA MARQUISE, sèchement.

Non. — Vous connaissez sans doute particulièrement l'auteur de ce charivari flamand, ma belle?

LEONORA.

Je le connais si peu particulièrement, ma belle, que j'ai entendu ce soir son nom pour la première fois, et c'est de votre bouche... Il est même bizarre, quand j'y songe, que le chevalier Carnioli ne m'ait jamais parlé de ce Roswein, puisque c'est lui qui l'a inventé, à ce qu'on dit.

LA MARQUISE.

Le chevalier avait à vous entretenir apparemment de quelque objet plus intéressant, ma toute belle.

LEONORA.

Apparemment, ma mignonne. — Prince Kalisch, est-il vrai que vous ayez eu, dans le Caucase, les deux oreilles emportées par un boulet de canon?... Cela m'expliquerait, jusqu'à un certain point, votre goût musical.

LE PRINCE KALISCH.

Ce sont des histoires composées à plaisir, princesse. Il ne m'est jamais rien arrivé de pareil, je vous le jure.

LEONORA.

Ah! si vous me le jurez!... Comment, Giulia, est-ce que vous nous quittez?

LA MARQUISE.

Oui, cette musique batave m'est insupportable. Un acte de plus me tuerait... Prince Kalisch, pouvez-vous m'offrir votre bras jusqu'à ma voiture?

LEONORA.

Certainement, et même jusqu'en Sibérie, n'est-ce pas, prince Charmant!... Adieu, chère enfant bien-aimée.

LA MARQUISE.

Adieu, ma belle chérie. (La marquise se drape et sort, suivie du prince Kalisch.)

LEONORA.

On ne saurait jouir d'une plus belle paire de favoris que ce prince Kalisch.

LE MARQUIS DE SORA.

Vous l'avez ce soir fortement endommagé, madame.

LEONORA.

Mon Dieu, c'est uniquement par amitié pour ma petite Narni!... mais il paraît qu'il n'y a pas moyen...

CARNIOLI, paraissant à l'entrée de la loge.

Eh bien! mon cygne dalmate, qu'en pense-t-on par ici? (Tous battent des mains, et crient : bravo! bravo!)

LE MARQUIS DE SORA.

C'est un succès de rage... Vous êtes heureux, j'espère?

CARNIOLI.

Heureux, mon ami? Je suis exaspéré!.. Mon cygne est une poule

mouillée, un oison!... Mais quel génie, hein?... Le fat! j'ai failli l'étrangler de mes mains tout à l'heure.

LEONORA.

Bah!... Et à quel propos?

CARNIOLI.

Ne m'en parlez pas, je vous en prie... Un poète!... un niais! mais quel génie, hein?... Est-ce du génie cela, voyons, princesse?

LEONORA.

Mais cela y ressemble beaucoup... Et où est-il donc, votre astre? On l'appelle à tout rompre... pourquoi ne paraît-il pas?

CARNIOLI.

Peuh! est-ce que je sais? Il vague par les rues comme un insensé. Tous les machinistes courent après lui; c'est comique. — Petit misérable, va!... Ah ça! qu'est devenue la marquise Giulia? Je croyais l'avoir aperçue à côté de vous?

LEONORA.

Elle vient de s'en aller.

CARNIOLI.

Ah! *barbara!* elle est donc malade?

LEONORA.

Non. Elle trouve cela trop savant, et elle est partie avec le prince Kalisch, qui ne lui offre pas le même inconvénient... Mais, dites-moi, chevalier, où avez-vous déniché votre prodige? Qu'est-ce qu'il y a de vrai dans tout ce qu'on raconte?

CARNIOLI, exalté.

Je ne sais ce qu'on raconte, mais voici la vérité. J'avais été chargé d'une mission en Turquie, il y a une douzaine d'années, pour les lieux saints... J'eus la fantaisie de revenir par terre en côtoyant l'Adriatique,... une inspiration! — Je traversai la Dalmatie de part en part,... un pays superbe, plus beau que celui-ci, — le climat de l'île de Calypso, et un peuple taillé comme les bas-reliefs de Ninive; mais, par malheur, une musique de Hottentots... Ils n'ont qu'un instrument par là, figurez-vous, et cet instrument n'a qu'une corde, notez bien... Ils appellent cela une *guzla*. — Quand on en joue, c'est comme si on éternuait dans un chaudron... Voilà où ils en sont... La serinette est de la civilisation auprès de ça. — D'abord j'essayai d'en rire; je suis un voyageur assez accommodant... j'ai mangé du fromage en Suisse... Mais, ma foi! entendre la même note... sur la même corde,... du même instrument, pendant cent quatre-vingts lieues de poste, c'était trop fort! Je tombai dès le second jour de ce régime dans une mélancolie qui dégénéra bientôt en marasme... et le moment arriva où la plus lointaine vibration de cette guimbarde

nationale m'arrachait des sanglots plaintifs... Les postillons me prenaient pour un orphelin... d'un certain âge...

LEONORA.

Il est bête, ce Carnioli!

CARNIOLI.

J'en étais là, princesse, quand un soir, — c'était quelques lieues avant Fiume, dans un petit village frais et coquet, assis sous l'ombrage des tilleuls, entre les montagnes et la mer, comme une jeune nymphe qui se baigne les pieds,... — je relayais en me bouchant les oreilles... Tout à coup je crois saisir dans l'air les échos d'une harpe, d'un piano,... je ne sais quoi,... des sons humains au moins... Je me précipite hors de ma voiture,... c'était un violon,... un simple violon tourmenté par une main ignorante, mais inspirée,... une harmonie sauvage, fantasque, admirable,... des traits inouïs courant comme des farfadets sur un océan de tierces, de quintes, d'accords éoliens... Je me demande si l'âme de Paganini revient dans cette bourgade... J'interroge un vieillard biblique, à longue barbe blanche, qui prenait le frais sur le seuil de sa porte... Il me montre du doigt une espèce d'œil-de-bœuf,... un trou pratiqué dans l'argile de sa grange, — et là j'aperçois un petit bonhomme en haillons, — attelé à un violon de quatre sous, dont il s'escrimait avec l'ardeur frénétique d'un écureuil qui fait tourner sa roue...

LEONORA.

Pauvre innocent!

CARNIOLI.

Le curé du hameau passait par là... Je le presse de questions... L'enfant n'avait plus ni père ni mère... On le nourrissait par charité dans cette ferme, où il était employé à garder des chèvres.

LEONORA.

Apollon parmi les bergers.

CARNIOLI.

Tout juste; ce brave curé lui avait appris tout ce qu'il savait lui-même, un peu de latin et de musique. Il me parla des progrès surprenans de son élève avec une sorte d'épouvante : il n'était pas loin de le croire possédé. — Sur ces entrefaites, Apollon était descendu de son grenier, et pour m'achever, il me chanta, en s'accompagnant de sa pochette, — devinez quoi? — La cinquième églogue de Virgile, la mort de Daphnis... *Cur non, Mopse, boni*... Un opéra en latin!... Je n'y tins pas,... je lui sautai au cou. Mais tu as du génie, galopin, lui dis-je;... viens avec moi, et dans quinze ans tu seras un grand homme, je t'en donne ma parole d'honneur!...

LEONORA.

Et il vous suivit, comme cela?

CARNIOLI.

Il hésitait, s'il vous plaît... Tantôt il me saluait jusqu'à terre en riant aux éclats, tantôt il secouait la tête d'un air pensif, en répétant à demi voix : Non, non,... Sylvia,... Sylvia!... Au nom de Sylvia, je supposai naturellement une amourette arcadienne éclose avant le temps dans ce cœur de poète... Eh bien! qu'est-ce que c'est que ta Sylvia? lui dis-je; je l'adopte,... je l'emmène;... je l'élèverai avec toi, et tu l'épouseras... Va me la chercher. Là-dessus, il disparut d'un bond, et revint la minute d'après portant dans ses bras une petite chèvre blanche et noire; c'était Sylvia.

LADY WILSON.

Oh! très gracieux.

CARNIOLI.

Je la marchandai aussitôt. Le vieillard biblique, son maître, qui par parenthèse manquait tout à fait de délicatesse, en demandait le poids en or... Pendant mes négociations avec ce vénérable escroc, je voyais se former peu à peu autour de ma voiture des groupes menaçans, — ameutés, je crois, par ce brave curé, — qui, au fond, n'était pas non plus une fameuse pièce... Furieux de perdre son phénomène, d'autant plus qu'il lui servait la messe tous les matins...

LEONORA.

Pauvre bonhomme! il aimait cet enfant, tout bêtement!

CARNIOLI.

Si vous voulez... En tout cas, ce n'était pas une raison pour déchaîner contre moi les superstitions les moins orthodoxes du pays... Grâce à ses bons soins, en effet, le mot de vampire commençait à circuler dans la foule... Bref, voyant l'état des choses, je me hâtai de conclure mon marché avec la barbe blanche, qui définitivement reçut de sa chèvre le prix d'un bœuf, — et je me sauvai au galop avec ma proie, non pas sans avoir recueilli préalablement, sous la forme d'une grêle de pierres, les bénédictions de ce peuple pasteur... Princesse, voilà l'histoire.

LEONORA.

C'est un roman. — Eh bien! vous avez tenu parole à l'enfant : le voilà un grand homme.

CARNIOLI.

Je m'en flatte.

LEONORA.

Comment est-il fait de sa personne, ce ci-devant sauvage?

CARNIOLI.

Il est fait d'un habit noir et d'une paire de gants paille, comme vous et moi.

LADY WILSON.

Et Sylvia, chevalier? Je m'intéresse à cette bête. Croyez-vous que le maestro voulût la vendre?

CARNIOLI.

Sylvia, milady, mourut de nostalgie pendant la route... et ce qu'il y eut de plaisant, c'est que j'arrosai sa tombe de mes larmes... Imaginez-vous que pour plaire à mon jeune Dalmate, j'eus l'attention de faire inhumer sa favorite sous les bosquets d'un joli parc que j'ai aux environs de Mantoue. J'avais mené le deuil moi-même avec toute la componction désirable. Toutefois j'eus peine à tenir ma gravité, quand, l'opération terminée, je vis mon drôle se placer solennellement, son violon à la main, sur le tertre tumulaire; mais là, ma foi! il exécuta une élégie en *la* mineur d'une expression si déchirante, que bon gré mal gré mon envie de rire se fondit en eau... Et mon grand flandrin de Joseph, qui avait fait l'office de fossoyeur, pleurait comme une vigne de son côté... J'augmentai ses gages de cinquante écus à cette occasion... C'est ce même Joseph, — le croiriez-vous, mesdames? ce sensible Joseph qui a été depuis condamné aux galères pour avoir assommé son père... en combat singulier,... ce qui prouve une fois de plus que l'art et la nature, cela fait deux...

LEONORA.

Que vous êtes bavard ce soir, Carnioli! Est-ce que vous êtes gris?

CARNIOLI.

Non, princesse, je suis ivre. (On entend frapper trois coups sur le théâtre.) Ah! on va commencer le troisième acte... Mesdames, en rentrant dans vos loges, fermez vos portes tout doucement, — et ne remuez pas vos tabourets, je vous en conjure par tout ce que vous avez de sacré,... tant sur la terre que dans le ciel... Vous allez entendre au lever du rideau le chœur des jeunes Grenadines... (Chantant plaintivement.) La, la, la la la... — Des adieux à l'Alhambra, vous comprenez?... Et ensuite le ballet triomphal des jeunes Espagnoles. (Vivement.) Tradéri, tradéri, tradéri... Mais ce que je vous recommande surtout, c'est le chant de Boabdil à la fin tout à fait... *O patria, dolc' è crudel mio tesoro!*... Là, il faut se prosterner et adorer en silence,... ou l'on est classé pour le reste de ses jours parmi les madrépores... (Tout en parlant, il salue les femmes, et serre la main aux jeunes gens qui sortent de la loge.) Au reste, le public se comporte très bien... Je suis content de lui... S'il avait sifflé, j'incendiais la salle... j'y étais décidé... Vous n'avez pas de commissions pour Madrid, mesdames!... Hélas! oui! je pars demain,... cette nuit même... (Il chantonne.) *O patria, dolc' è crudel mio tesoro!*... Je vous recommande cela, milady. (La loge se vide peu à peu; Carnioli reste seul avec Leonora.)

LEONORA, CARNIOLI.

LEONORA, promenant sa lorgnette dans la salle.

Pourquoi, Carnioli, ne m'aviez-vous jamais soufflé mot de ce jeune homme?

CARNIOLI, lorgnant de son côté.

Je voulais vous en faire la surprise complète, ma princesse.

LEONORA.

Vous êtes singulier. — Il a bien du talent!

CARNIOLI.

Il en est injecté des pieds à la tête, — le lâche ingrat!

LEONORA.

Est-ce qu'il est ingrat?

CARNIOLI.

Parbleu!... Chut! de grâce, écoutez-moi cela! (Le rideau se lève, l'orchestre joue; Carnioli bat la mesure du pouce et de l'index; le chœur des jeunes Grenadines est couvert d'applaudissemens.) Suave mélancolie!... Et vous, vous ne dites rien?... Une larme! vous pleurez! Merci du ciel! vous avez une belle âme, princesse! je vais décidément vous confier mes douleurs... Nous perdrons le ballet, mais peu importe... Cette soirée triomphale a été cruellement empoisonnée pour moi, ma chère princesse... Le glorieux édifice de ma vie s'écroule, si vous ne venez à mon aide... C'est en sortant de chez vous que j'ai appris cette effroyable nouvelle, qui a changé subitement mon allégresse en deuil, mes lauriers en cyprès... Mon poète me porte un coup d'une perversité atroce... le traître veut se marier!

LEONORA.

Et où est le mal?

CARNIOLI.

Où est le mal, princesse?... Cela n'est pas sérieux! vous vous riez de votre serviteur... Ah! ah!... où est le mal — est délicieux!

LEONORA.

Non, vraiment, je ne comprends pas.

CARNIOLI, riant.

Allons donc! Et qu'est-ce que vous voulez qu'il fasse quand il sera marié?... du jardinage?... Ce qu'il faut au poète, c'est l'air libre et le désordre des élémens! Si nous laissons cette organisation fougueuse s'ensevelir dans la léthargie du bonheur domestique, ne voyez-vous pas qu'elle tombe fatalement au rang de ces génies privés, de ces talens bourgeois, qui dévident entre leurs repas des opéras de famille et des romans d'éducation!... Vous allez me citer Byron, qui se maria et qui n'en devint que plus enragé? Sans doute, parce qu'il eut la chance énorme d'être très malheureux en ménage. S'il ne l'eût pas été, si sa femme avait su le prendre, je vous déclare qu'il aurait passé

sa vie à chasser le renard et à drainer ses terres! Le monde ignorerait son nom!

LEONORA.

Et qui vous dit que votre jeune homme sera heureux?

CARNIOLI.

Qui me le dit? Il épouse une sainte, ma pauvre princesse! Il n'y en a qu'une sur la terre pour le quart d'heure, et il faut que cet animal-là l'épouse! C'est à se briser la tête contre les murailles, vous m'avouerez!

LEONORA.

Quelle est donc cette rare personne?

CARNIOLI.

Marthe Sertorius, la fille de ce vieux musicien allemand qui est votre voisin de campagne... Tenez, vous pouvez la voir là-bas, dans la loge en face, une fille blonde, diaphane, des yeux bleus... On la regarde beaucoup.

LEONORA, lorgnant.

Elle est drôlement fagotée, pauvre fille!

CARNIOLI.

Possible... mais le physique est bien.

LEONORA.

Et il l'aime fort?

CARNIOLI.

A deux genoux!

LEONORA.

Eh bien! que voulez-vous que j'y fasse?

CARNIOLI, riant.

Princesse, ce lien funeste que je n'ai pu briser, ni par menaces ni par prières, un seul de vos regards suffirait à le réduire en cendres.

LEONORA.

Vous perdez la tête, Carnioli?

CARNIOLI.

Pourquoi? parce que j'ose vous supplier de rendre à l'univers civilisé en général, et à moi en particulier, un service immense — qui vous coûterait à peine un sourire..., un sourire, princesse, l'ombre d'une apparence, une fanfreluche de coquetterie, un rien... Vous voyez la position : c'est un grand homme qui se noie; pour le conserver à lui-même, à son art, à son siècle, je sacrifierais sans marchander un de mes bras tout à l'heure... Ne pouvez-vous sacrifier un sourire? Voilà la question.

LEONORA.

Vous êtes absurde. Voilà la réponse.

CARNIOLI.

Eh bien! je suis fâché de vous le dire, mais vous n'aimez pas la musique!

LEONORA.

Pas à ce point-là, j'en conviens.

CARNIOLI.

Vous ne l'aimez pas! On aime comme un criminel ou l'on n'aime point... Silence! écoutez bien cela... la cavatine d'Isabelle... *La croce trionfa*... (Battant vivement une marche.) Ratapantapan... pam... pam... (Bravos dans la salle : Roswein ! Roswein !) Vous avez entendu? Et penser que cette aurore superbe n'aura point de midi! Quoi! divine princesse, cette idée ne vous fend pas le cœur!... Voyons, vous m'avez fait l'honneur de m'inviter à souper chez vous ce soir..., permettez-moi de vous amener mon jeune lauréat, c'est tout ce que je vous demande... Vous lui direz deux mots de politesse, et la petite Sertorius ne sera plus de ce monde!... Je ne vois pas en vertu de quoi vous me refuseriez une chose si parfaitement simple et convenable.

LEONORA, riant.

Comment! vous venez me conter que ce garçon est éperdûment amoureux de cette fille, et sur deux mots de politesse que je lui dirais, vous vous figurez qu'il la planterait là?

CARNIOLI.

Mais c'est un artiste, ma chère princesse! Vous ne connaissez pas cette race puissante et débile, séduisante et perfide!... Des imaginations plus ardentes et plus mobiles que la flamme!... Des cœurs vaniteux, faibles, passionnés et sensuels!... Un attrait irrésistible vers tout ce qui brille, vers tout ce qui caresse l'orgueil, vers tout ce qui flatte l'aristocratie naturelle et voluptueuse de leurs instincts!... L'or, le luxe, la soie, le velours, les fleurs, les mains blanches et l'hermine parfumée des duchesses! voilà ce qui les fascine, voilà ce qui les damne, ces pauvres enfans!... Que le mien ait une fois l'œil ouvert sur ces horizons-là, je le tiens. — Ah! çà, je vais vous le présenter, eh? (Il se lève.)

LEONORA.

Est-ce que je veux tremper dans vos manigances diaboliques?... Vous êtes ridicule.

CARNIOLI.

Allons! soit, j'y renonce. (Il se rasseoit, et lorgne en parlant avec distraction.) Aussi bien, je crois que vous avez raison, ce serait peine perdue... J'ai déjà essayé, chemin faisant, de vous mettre en avant, — discrètement, comme cela, — et pour dire la vérité, cela ne m'a pas réussi.

LEONORA.

J'aime à croire que vous plaisantez?

CARNIOLI.

Non, princesse. Je vous en adresse toutes mes excuses; mais, me trouvant à bout d'argumens et ne sachant plus à quel saint me vouer

pour détourner ce malheureux de sa ruine, j'ai tenté de l'éblouir en lui présentant, — vaguement, bien entendu, — dans un chaste nuage, le prestige de votre haute sympathie.

LEONORA.

Mais cela n'a pas de nom!

CARNIOLI.

C'est abominable!... Je vous en demande pardon à mains jointes. Mais vous me connaissez, dès que l'art est en jeu, je n'ai plus rien de sacré... Cela m'est échappé au vol de la conversation. Au surplus, je n'ai pas insisté...

LEONORA.

C'est heureux.

CARNIOLI.

Surtout quand j'ai vu le peu de cas qu'il faisait de mon insinuation. J'en ai été mortifié... L'enfant a le cœur plus engagé et la tête plus solide que je ne l'aurais cru.

LEONORA.

Enfin que lui avez-vous dit? Jusqu'où m'avez-vous compromise vis-à-vis de ce monsieur? je veux le savoir.

CARNIOLI.

Bon! compromise! voilà de l'exagération, princesse! Je lui ai laissé entendre tout uniment que vous m'aviez parlé de lui avec une nuance d'intérêt, — que vous aviez daigné m'exprimer le désir de le voir un instant... de l'entendre sur le piano, et deux ou trois babioles dans le même genre.

LEONORA.

Bien obligée, en vérité... et il a répondu comme autrefois: Sylvia! Sylvia!

CARNIOLI.

Sylvia *for ever!* mon Dieu oui!

LEONORA.

Bref, vous m'avez exposée en effigie aux dédains de ce petit jeune homme?

CARNIOLI.

Ah! — n'allez-vous pas vous piquer d'une misère pareille? (Leonora hausse les épaules et se retourne vers la salle.) Ah! diantre! Boabdil va chanter son grand air... Attention, je vous en supplie, c'est le diamant de l'ouvrage. (Boabdil chante son air, qui est accueilli par des transports frénétiques; toute la salle se lève et trépigne d'enthousiasme.) Si vous voulez, princesse, contempler une expression de visage véritablement surhumaine, regardez la fiancée du poète: elle est admirablement belle et heureuse, elle nage dans sa gloire et dans son amour; c'est un archange en extase devant le Seigneur!

LEONORA, lorgnant.

Elle doit être poitrinaire, cette fille-là. (L'opéra s'achève : on appelle le maestro avec fureur.) Ah çà, est-ce qu'il ne va pas paraître, à la fin?

CARNIOLI, se levant et se penchant hors de la loge.

Le voilà. Bravo! bravo, mon fils! (Roswein s'avance sur le théâtre en saluant. Les bravos éclatent avec plus de force; une pluie de bouquets tombe sur la scène; les femmes, debout dans leurs loges, applaudissent en agitant leurs mouchoirs. On rappelle Roswein à plusieurs reprises.) Voyez, princesse, je vous en prie, quels regards il échange avec la Sertoria... Le ciel va les foudroyer bien certainement... c'est plus de bonheur que la terre n'en comporte!... C'est égal, il faut avouer qu'ils sont gentils tous deux... Ma foi! après tout, qu'ils s'aiment, qu'ils s'épousent... il y aurait effectivement quelque chose de monstrueux à troubler la pure félicité de ces deux âmes charmantes!—Vous ne lui jetez pas votre bouquet?

LEONORA.

Si ça peut vous être agréable. (Elle lance son bouquet sur le théâtre; sensation dans la salle; murmures d'étonnement; tous les regards se dirigent vers Leonora, qui se renverse brusquement dans son fauteuil en éclatant de rire.)

CARNIOLI.

Qu'est-ce qui arrive donc?

LEONORA, riant.

Oh! Dieu! mon Dieu! Carnioli! mon mouchoir qui est parti avec le bouquet!

CARNIOLI.

C'est une inadvertance.

LEONORA.

J'avais enveloppé la queue de mon bouquet dans mon mouchoir... vous comprenez?

CARNIOLI.

Je comprends très bien. (La toile se baisse.)

LEONORA, se levant.

Oh! sauvons-nous. (Elle rit.) Oh! mon Dieu! quelle aventure! un mouchoir magnifique, s'il vous plaît. (Prenant le bras de Carnioli, elle sort.) Est-ce qu'il rapporte, votre poète? (Elle rit aux éclats.)

SUR LA ROUTE DE POUZZOLES.

La même nuit. Clair de lune.

ROSWEIN, marchant lentement.

... Étrange regard!... Je l'avais déjà remarqué à ce bal... un incendie dans la nuit! sa noire prunelle roule dans ses profondeurs de chaudes effluves et des parcelles d'or, comme une mer sombre incrustée d'étoiles...—Quelles pensées mystérieuses s'agitent dans cette

tête hautaine, sous ce front pâle et ennuyé?... Bah! qui plongerait dans l'abîme de cette poétique mélancolie n'y trouverait que le vide et le néant! — Les préoccupations banales d'une femme, la routine mondaine! le souvenir d'une valse ou la conception d'une coiffure!... Notre imagination, avide d'idéal, édifie tous les jours sur de vaines apparences ces prétendus types romanesques, qui se dissipent, dès qu'on les touche, en élémens vulgaires! — Rien de plus semblable sous le soleil qu'une femme — et une femme! — Elles sont rares celles dont l'âme ne dément pas les rêves doux ou profonds qu'a fait naître leur beauté... (Avec émotion.) Chère Marthe!... chère vérité!... (Il marche quelque temps en silence.) Une distraction... c'est évident... elle a été la première à en rire... et cependant, au moment où son bouquet quittait sa main, je la regardais : son œil s'est ouvert soudain comme un nuage qui lance la foudre... elle m'a couvert de flammes!... (Avec colère.) Ah! que m'importe!... (Il fait quelques pas.) Ce misérable chiffon de dentelle me brûle la poitrine!... (Il tire de son sein le mouchoir de Leonora et le jette.) Va-t'-en! (Un souffle de vent le ramène à ses pieds; il le relève et s'arrête appuyé contre un arbre du chemin.) Ce sont les parfums mortels de l'Orient... elle l'a trempé dans le poison comme un poignard indien! Que me veut cette femme? elle a su ce qu'elle faisait, j'en suis certain!... Que me veut-elle? quel divertissement barbare s'est-elle proposé? jusqu'où l'eût-elle conduit?... Ah! pourquoi supposer le mal?... Une rêveuse enthousiaste peut-être, toute grande dame qu'elle est! une pauvre âme éprise de chimères, qui berce dans des songes d'enfant ses loisirs éternels!... Ce monde m'est étranger... que de fois j'ai souhaité de pénétrer dans le sanctuaire d'une de ces oisivetés olympiennes,... d'étudier sur un de ces cœurs blasonnés un idiome inconnu de la langue des passions!... Prestige invincible dont nous éblouissent ces fières patriciennes! Il semble que leur beauté, plus pure et plus exquise, se soit peu à peu divinisée dans les raffinemens de leur luxe héréditaire... il semble que leurs corps superbes soient pétris d'une substance immortelle... et que le seul contact de leur main vous doive saisir de cette volupté terrible, qui pétrifiait les bergers antiques visités par les déesses amoureuses!... Illusion ridicule!... une heure... un instant me suffirait pour éteindre cette dernière curiosité de ma jeunesse... je serais plus tranquille ensuite, ne laissant derrière moi aucune séduction vivante, aucune sensation debout... cet idéal vu de près tomberait en poussière comme tous les autres... — Elle demeure près d'ici... oui, un instant me suffirait... je pourrais, sans trahir ma parole... Ah! honte sur moi! lâche cœur, je te briserais plutôt de ma main! sang maudit, je te répandrais plutôt hors de mes veines! (Il s'éloigne à pas précipités.)

UN BOUDOIR DE LA VILLA FALCONIERI.

Intérieur d'une somptueuse élégance.

LEONORA, plongée dans les coussins d'un divan, LE CHEVALIER CARNIOLI, debout, jouant avec une chaise.

CARNIOLI.

Ainsi je puis espérer de vous voir à Madrid vers le milieu de juin?

LEONORA.

Oui.

CARNIOLI.

Votre conversation est celle d'une personne qui s'ennuie, princesse. — Si pour rompre le cours de vos idées nous soupions, qu'en pensez-vous?

LEONORA.

Non.

CARNIOLI.

Voulez-vous que je m'en aille?

LEONORA.

Non.

CARNIOLI, touchant le clavier d'un piano.

Voulez-vous que je vous joue le chant de Boabdil?

LEONORA.

Non.

CARNIOLI.

Voulez-vous que je vous dise ce que vous voulez?

LEONORA.

Dites.

CARNIOLI.

Vous voulez voir le signor André Roswein.

LEONORA, tranquillement.

Vous êtes un insolent, Carnioli; mais cela m'est bien égal. Je me soucie de vous, mon ami, et du monde entier comme d'une pièce de cinq francs.

CARNIOLI.

Du monde entier, excepté du petit André Roswein.

LEONORA.

Bien entendu.

CARNIOLI.

Un peu de patience. Il va venir, allez.

LEONORA, avec la même nonchalance.

S'il avait cette incroyable effronterie, osez-vous me dire en face que je le recevrais?

CARNIOLI.

Permettez, princesse : vous le recevriez mal, vous le passeriez au

laminoir de vos plus écrasans mépris, et vous le renverriez tout écloppé à sa demoiselle : cela n'est pas douteux;... mais enfin vous vous en donneriez l'émotion. On n'a pas tous les jours un poète à se mettre sous la dent.

LEONORA.

Dites tout de suite que je lui ai jeté mon mouchoir volontairement, et n'en parlons plus.

CARNIOLI.

Je ne dis pas cela.

LEONORA, se dressant sur le divan, avec violence.

Vous le pensez! Est-ce que je ne vois pas clairement que vous le pensez? Soyez franc une fois en votre vie! Vous avez cru que j'obéissais servilement, comme une esclave de harem, aux odieuses suggestions dont vous m'aviez circonvenue toute la soirée!... Vous êtes un misérable!... Ah! certes, j'en suis fâchée pour ce jeune homme, qui est bien innocent de toutes vos manœuvres;... mais s'il vient, malheur à lui! Je le ferai souffleter par un valet!... J'écraserai sur sa joue vos indignes soupçons!

MATTEO, entrant.

Un jeune homme est là qui insiste pour qu'on remette cette carte à madame la princesse. (Leonora prend la carte, y jette les yeux et se met à rire.)

LEONORA.

Sortez, Matteo; je vous rappellerai. (Matteo sort. — A Carnioli.) C'est lui. Que me conseillez-vous?

CARNIOLI, très grave.

Princesse, il est dangereux de rire avec vous : je viens de vous entendre qualifier avec une étrange sévérité quelques plaisanteries dont le goût pouvait être équivoque, mais dont l'intention assurément ne l'était pas. Il est humiliant pour moi d'avoir à vous apprendre que mon idolâtrie artistique ne va point jusqu'à immoler sur les autels de mon fétiche les sentimens les plus inviolables de l'amitié et de l'honneur. — Pour ne pas m'exposer deux fois à de telles méprises, je ferai une réponse sérieuse à une question qui, je pense, ne l'est guère : il ne faut point, madame, recevoir ce jeune homme.

LEONORA.

Pourquoi?

CARNIOLI.

Parce que ce serait un scandale. Cela crève les yeux.

LEONORA.

Ne vouliez-vous pas vous-même tantôt que je l'invitasse à souper?

CARNIOLI.

Sans doute; mais autre chose est, madame, de recevoir un homme à titre d'invité ou en qualité de galant castillan qui s'aventure dans

les maisons sur la foi d'un bouquet et d'un mouchoir tombés à ses pieds. La distraction que vous avez eue cesserait d'en être une aux yeux du monde, si vous alliez justifier en quelque sorte la manière avantageuse dont ce garçon semble l'avoir interprétée.

LEONORA.

Ne m'avez-vous pas suppliée, dans l'intérêt de l'art et de l'univers civilisé, de me mettre en frais de coquetterie vis-à-vis du jeune maestro?

CARNIOLI.

Je vous ai demandé quelques légères amorces de coquetterie, soit, mais non pas un coup de filet comme celui-là!

LEONORA.

Il fallait vous expliquer, mon ami.

CARNIOLI.

Je m'explique, princesse. Il en est temps encore. Perdre son mouchoir n'est rien; mais accueillir chez soi, au beau milieu de la nuit, celui qui l'a trouvé, cela devient quelque chose. — J'ajoute que ce serait trop présumer de ma belle humeur que de me croire disposé à égayer de ma présence une entrevue de ce genre-là.

LEONORA.

A quelle heure partez-vous pour l'Espagne?

CARNIOLI.

Dès que vous m'aurez donné à souper, ou que vous m'aurez mis à la porte.

LEONORA.

Eh bien! partez.

CARNIOLI. (Il prend son chapeau, salue profondément Leonora, et se dirige vers la porte. Au moment de sortir, il murmure en riant dans sa barbe :)

Allons, je n'ai pas mal joué cela! (Il sort.)

LEONORA.

Matteo! (Matteo rentre.) Faites entrer ce monsieur. — Ah! Matteo, veillez à ce que je vous ai dit. (Matteo sort.)

LEONORA, seule un instant. Elle se soulève, jette un regard dans une glace placée derrière elle, et se rasseoit. Elle demeure pensive, la tête dans sa main. — ROSWEIN entre ses traits sont altérés.

LEONORA, d'une voix onctueuse.

Monsieur Roswein,... (Elle le regarde un moment.) j'ai entendu dire que vous alliez vous marier... Vous venez apparemment m'inviter à votre noce?

ROSWEIN, troublé.

Ma démarche, madame, je le sais...

LEONORA.

Votre démarche, monsieur, m'honore beaucoup. Comment ne se-

rais-je pas flattée jusqu'au fond de l'âme des sentimens de considération particulière pour ma personne qui vous l'ont évidemment inspirée? Il est vrai qu'à la rigueur je pourrais me plaindre de l'heure que vous avez choisie pour effectuer votre politesse; mais ce n'est là qu'une vétille, et l'on ne regarde pas aux formalités quand on est une paire d'amis comme nous sommes, vous et moi, monsieur Roswein, n'est-il pas vrai?... (Changeant de ton.) Eh bien! est-ce que vous vous trouvez mal, monsieur? Vous êtes d'une pâleur effrayante.

ROSWEIN, d'une voix faible.

Je me retire... J'étais venu simplement pour vous remettre... ce mouchoir... qui, m'a-t-on dit, vous appartient...

LEONORA, prenant le mouchoir et se levant.

Mais vous vous trouvez mal, cela est certain... Je vais sonner. (Elle se lève.)

ROSWEIN.

Non... de grâce!... Je me retire. (Il se dirige vers la porte d'un pas chancelant.)

LEONORA, avec le même ton de sécheresse et de froide réserve.

Vous allez tomber... Asseyez-vous jusqu'à ce que vous soyez mieux. Je vous laisse, vous serez plus libre. (Elle soulève une portière et entr'ouvre une porte latérale; puis elle se retourne, et voyant Roswein qui s'appuie d'une main tremblante sur un meuble:) Mon Dieu! mais c'est un enfant tout à fait... Asseyez-vous donc!... et ne vous brouillez pas la cervelle plus longtemps... C'est une affaire terminée. (Elle revient et ajoute avec une vivacité impérieuse:) Voyons! Asseyez-vous! (Roswein tombe sur un fauteuil, le front dans sa main. Leonora hausse les épaules et se rejette sur le divan.) Vous êtes, à ce que je vois, monsieur André, un de ces nécromanciens à cœur tendre qui s'évanouissent devant l'apparition qu'ils ont évoquée?

ROSWEIN, d'une voix basse.

C'est la fatigue,... madame,... une fatigue excessive... Veuillez m'excuser.

LEONORA.

En de telles entreprises, ce n'est pas la défaillance qui a besoin d'excuses. — Causons de votre opéra. — Allez-vous le publier bientôt?

ROSWEIN.

Oui, madame.

LEONORA.

Ne comptez-vous pas arranger pour une voix seule le motif du chœur des Grenadines?

ROSWEIN.

Oui, madame, c'est mon intention.

LEONORA.

J'en serai bien aise pour ma part.

ROSWEIN.

Vous chantez, madame?

LEONORA.

Oui, mais pas de duos. — Pianotez-moi quelque chose pour achever de vous remettre. Avez-vous de la voix?... Oui,... une voix de compositeur... Allons, je vous écoute.

Roswein se met au piano. Après quelques préludes, il chante une mélodie d'un rhythme lent et religieux, soutenue par un accompagnement qui s'anime et s'exalte peu à peu. Leonora se lève pendant la sérénade et s'approche doucement d'une haute fenêtre à balcon qui est ouverte au niveau du parquet, et qui laisse voir, noyés dans une clarté boréale, les escaliers, les bosquets et les statues d'un parc italien. Elle se tient immobile, le coude appuyé sur une de ses mains, tandis que l'autre coupe le pur ovale de son visage d'une gracieuse et sévère étreinte. Par intervalle, elle se détourne pour jeter un coup d'œil rapide sur Roswein. Quand le jeune homme cesse de chanter, Leonora demeure plongée dans sa contemplation. Sa silhouette élégante se dessine, dans le cadre de la fenêtre, sur la blancheur du ciel et sur les arabesques à jour du balcon. Roswein la regarde en silence.

LEONORA, se retournant brusquement.

Eh bien?

ROSWEIN.

Madame?

LEONORA.

C'est fini!... Ah! c'est bien. Vous voilà avec un visage présentable. Vous pouvez partir maintenant; votre fiancée ne s'apercevra de rien. — Allez, mon enfant.

ROSWEIN, suppliant.

Vous me pardonnez, madame?

LEONORA.

Permettez, monsieur Roswein : pas de méprise, s'il vous plaît. Vous êtes tombé malade chez moi, et je vous ai traité en malade; mais ne m'en demandez pas davantage! Ce serait véritablement un peu trop méconnaître, pour un poète, les ressorts les plus élémentaires du cœur d'une femme. (Elle se rassied en riant.) Car enfin, c'est inouï! vous n'êtes pas même amoureux de moi!... Cette banale excuse dont se couvrent généralement les témérités du genre de la vôtre, et la seule dont une femme soit disposée à se payer plus ou moins, vous ne pouvez pas même l'invoquer! Vous venez chez moi, parce que cela vous convient, uniquement! parce que c'est une fantaisie que vous avez!... Vous entrez dans ma chambre comme dans un bal public,... comme dans une loge de comédienne; vous dérobez une heure de vos loisirs à votre maîtresse, et vous me faites la grâce de m'en favoriser!... En bonne conscience, monsieur André, ces sortes de gentillesses s'adressant à une femme qui n'y est pas accoutumée... (Elle rit.) Au reste, tenez, je vous pardonne de grand cœur. Travaillez bien, monsieur Roswein : voilà le principal. Donnez-nous dans un an un bel opéra comme *la Prise de Grenade,* et soyez sûr que j'irai vous

applaudir de toutes mes forces, en ayant soin seulement de mieux tenir mon mouchoir, afin de ne plus vous déranger de vos occupations. Je vous salue, monsieur. (Roswein s'incline et s'en va; quand il est près de la porte, Leonora reprend avec plus de douceur.) Vous ne m'en voulez pas?

ROSWEIN.

Je n'en veux qu'à moi, madame... La leçon toutefois est amère, elle est sans pitié;... du moins, qu'elle soit complète : ne me laissez pas croire, madame, je vous en prie, qu'il ne m'ait manqué qu'un peu d'audace pour acheter votre pardon et votre meilleur souvenir;... que moins de respect eût obtenu plus de merci;... que quelques mots d'amour m'eussent servi près de vous mieux que mon silence et ma confusion.

LEONORA.

Vous êtes un jeune homme très prudent, monsieur André: vous tâtez l'eau, comme on dit. Vous ne refuseriez pas absolument de me dire quelques mots d'amour, si je vous en priais bien fort, n'est-ce pas? mais encore voudriez-vous être bien assuré, par devant notaire probablement, qu'on vous en tiendrait compte, et que vous n'en seriez pas pour vos avances... Par malheur, je ne puis rien vous garantir de bien positif à cet égard (riant), attendu que je suis une femme un peu singulière, et que je me décide quelquefois d'inspiration.

ROSWEIN.

Je n'ai point de paroles d'amour à vous dire, madame;... vous l'avez compris, et vous m'en savez gré... Je ne vous aime pas... Vous m'êtes apparue... J'ai suivi, comme dans un rêve sacrilége, la trace lumineuse de vos regards,... et je suis venu m'éveiller à vos pieds... sur les marches du temple où règne votre beauté! Voilà mon crime : ne le jugez pas, je vous en supplie, selon les lois d'un monde que je connais mal, je l'avoue... Vous avez châtié l'homme qui ne sait pas vivre... Maintenant ne voudrez-vous pas pardonner au poète,... à celui qui vous a fait sourire,... qui vous a fait pleurer!... S'il n'était pas un fou, il n'aurait pas cette douce puissance... Même quand elle s'égare, madame, même quand elle vous offense, daignez absoudre cette folie qui vous donne vos fêtes préférées, — cette ivresse qui vous verse vos plaisirs!... Daignez me comprendre,... je vous en prie... Nous sommes tous, comme le sculpteur grec, douloureusement épris de l'œuvre de nos mains... Ce monde de la fiction, ce monde supérieur dont la vision fugitive au milieu des nimbes d'un théâtre vous exalte un moment, il nous possède,... il nous tente,... il nous ravit toujours;... nous en poursuivons la chimère dans un rêve sans fin... Nous voulons habiter ces nuages... et aimer ces ombres!... Mon excuse, madame, si j'en ai une, la voilà :... c'est ce monde magique dont j'ai vu,... dont j'ai cru voir dans vos yeux le prestige surhu-

main;... c'est ce monde dont je suis venu chercher près de vous,... dans la splendeur sacrée de votre palais,... fût-ce pour un instant,... fût-ce au prix du remords et de la honte,... l'éblouissante réalité!

LEONORA, simplement.

Et l'avez-vous trouvée?

ROSWEIN.

Oui!... oui,... quand vous étiez là, il n'y a qu'un moment, près de cette fenêtre, laissant peut-être vous-même surprendre votre pensée aux songes des nuits d'été, n'ai-je pas vu de mes yeux le demi-jour diaphane d'une aurore immortelle baigner le balcon de Juliette?... N'ai-je pas senti frissonner à mes côtés la robe blanche de la pâle Desdémone?... Oui, madame, j'ai vu s'animer dans le rayonnement de votre présence tous les fantômes charmans qui peuplent la rêverie humaine;... j'ai vécu un instant de leur vie surnaturelle;... j'ai respiré l'air qu'ils respirent;... j'ai désaltéré ma lèvre vivante à la coupe divine de l'idéal,... et c'est votre main qui me l'a présentée... Vous ne l'avez pas voulu, et cependant je vous remercie!...

LEONORA.

Vous parlez comme un livre... Mais en définitive, quel est le fond de tout cela?... Une bonne raison vaut mieux que cent mauvaises... M'aimez-vous?

ROSWEIN, essayant de sourire.

Je vous ai dit que non, madame.

LEONORA, impérieuse.

Répondez-moi donc, monsieur! Il me semble qu'une pareille question, quand je la fais, mérite une réponse!

ROSWEIN, très ému.

Madame,... il y a si peu de temps que j'ai dit à une autre que je l'aimais! (Il se frappe le front avec angoisse.)

LEONORA, d'une voix lente, avec une amère ironie.

Monsieur Roswein, j'ai grande envie de vous mortifier un peu... Vous êtes un poète;... l'amour est votre science en quelque sorte officielle... Je suis tentée de vous prouver qu'une pauvre femme,... dont le métier n'est pas de soutenir thèse sur la matière,... peut cependant à l'occasion,... simplement parce qu'elle est femme et parce qu'elle a une âme,... s'y connaître mieux que vous... Ainsi vous êtes amoureux, dites-vous?... de qui? je l'ignore, — et vous aussi, je crois;... mais enfin vous êtes amoureux,... et vous tremblez,... vous avez peur;... peur de la souffrance,... du remords,... de la honte,... que sais-je? peur de tout!... Eh bien! moi, monsieur, si j'avais aimé jamais,... si une passion véritable était jamais entrée non dans ma tête, comme un vain rêve de poète,... mais dans mon cœur et dans le sang de mes veines,... je vous atteste que je

n'aurais eu peur de rien !... J'aurais été coupable peut-être;... mais certainement je n'aurais pas été lâche !

ROSWEIN.

Madame !

LEONORA.

J'aurais bravement regardé le spectre les yeux dans les yeux;... j'aurais senti dès la première vue que je lui appartenais tout entière,... et je me serais abandonnée sans faiblesse,... sans hypocrites réserves... à sa mortelle étreinte ! (Elle se lève, s'avance vers lui d'un pas, et poursuit d'une voix sombre et ardente.) J'aurais fait plus, monsieur Roswein... Il m'eût fallu un nom respecté, un honneur sans tache, une illustre destinée à déchirer, à sacrifier en même temps que ma vie et mon âme sous les pieds de celui que j'aurais aimé... Il m'eût fallu quelque occasion solennelle pour rehausser l'éclat,... le scandale d'une honte qui m'eût été chère... J'aurais voulu jeter mon gant publiquement,... en plein théâtre,... à l'estime du monde, afin de ne plus laisser rien d'entier, rien de possible dans ma vie que mon amour...

ROSWEIN.

Madame !... par le ciel !... je vous en conjure,... ne jouez pas avec ma raison ! (On entend le bruit d'une voiture qui s'arrête sous les fenêtres.)

LEONORA, baissant la voix avec une expression de tendresse douloureuse.

Et si j'avais été dédaignée, Roswein,... ce qui n'eût pas manqué,... car de tels amours, il y en a rarement deux sur terre à la même heure, eh bien ! j'aurais trouvé... oui, j'aurais trouvé un étrange plaisir dans l'excès même de mon humiliation... Je serais allée seule... seule à jamais... dans quelque coin ignoré du monde, heureuse et souriante comme vous me voyez, m'ensevelir dans mes flammes... et mourir de ma blessure !... (Sa voix est à peine distincte.) Adieu... et maintenant faites des sonnets sur l'amour... vous saurez au moins de quoi vous parlez... (Elle se dirige vers la porte; Roswein tombe sur le divan, la regardant d'un œil égaré; elle revient tout à coup sur ses pas, saisit vivement de ses deux mains la tête du jeune homme, et lui baise le front.) Adieu ! (Elle sort à la hâte.)

DANS LA CHAMBRE DE SERTORIUS. MÊME NUIT.

Une petite table, servie pour le souper, au milieu de la chambre. — La fenêtre est ouverte.

SERTORIUS, MARTHE, assis devant la table en vis-à-vis.

SERTORIUS. (Le bout de sa serviette est passé dans son gilet.)

Eh bien ! petite, la faim ne vient donc pas?

MARTHE.

Je mange, mon père, vous voyez.

SERTORIUS.

Des miettes de pain sec, arrosées d'eau claire... Tu me désoles, mon enfant... Tu ne souffres pas?

MARTHE.

Oh! pas du tout, mon père. (Elle boit un verre d'eau.)

SERTORIUS.

Comment! ce petit aileron doré ne te sourit pas, ma chérie? Il faut donc que je le prenne... Ah! je vois ce que c'est! tu es encore à Grenade, — en plein Alhambra, — dans la cour des Lions? Oui... ton oreille distraite et tes regards perdus me le disent assez : ton âme voyage encore au gré des brises harmonieuses, sous les arcades mauresques et sur la cime aérienne des palmiers... C'est un tort, mon enfant. Nous ne sommes pas de purs esprits. L'âme, malgré sa suprématie incontestable, ne doit pas empiéter sur les droits de l'humble matière. Il faut nous appliquer, quoi qu'il en coûte, à maintenir entre ces deux élémens de notre être l'équilibre que commandent également l'hygiène et la morale... J'ai ceci d'excellent, moi, que les plus vives impressions de ma vie intellectuelle ne sauraient entraver le jeu régulier de mes facultés physiques : je serais assis à la table des neuf Muses, que je n'en perdrais pas un coup de dent!... Au reste, il est rare, je le sais, que la machine humaine fonctionne dans la jeunesse avec cette parfaite pondération; il faut toujours qu'elle penche d'un côté ou de l'autre. — Encore de l'eau! tu vas te noyer!

MARTHE.

Cette nuit est brûlante. On étouffe.

SERTORIUS.

Où prends-tu qu'on étouffe? Ah! tu es à Grenade, — je l'oubliais! — Admire, ma fille, la puissance du poète! Qu'est-ce qu'un théâtre? Un sale plancher, entouré de paravens badigeonnés, sur lequel s'agitent, à la triste lueur d'une rampe infecte, quelques femmes sans mœurs et quelques jeunes gens sans beauté... Eh bien! un poète vient qui exhale un souffle de sa poitrine sur ce tréteau et sur ces marionnettes, — et soudain nous voilà, devant cette scène vulgaire, devant ce groupe ignoble, ravis en extase, comme si un pan du ciel s'était entr'ouvert sous nos yeux!... Le tréteau se fait nuage... le gaz fumeux répand un jour d'apothéose sur des palais fantastiques... les marionnettes grandissent à la taille des Génies, — et parlent entre elles je ne sais quel langage surhumain! Ah! si jamais un homme peut sentir son cœur se gonfler d'un juste orgueil, c'est quand il opère, d'un coup de baguette, à la face d'une foule captivée, une de ces sublimes transfigurations, — c'est quand il apparaît lui-même, semblable à un dieu, dans l'auréole de ce monde radieux qu'il a tiré du néant!... — Ce jeune Roswein est heureux! Au surplus il le mérite... Je bois

à sa santé ce verre de lacryma christi... cette larme du soleil! Je me promets d'aller demain lui souhaiter le bonjour au saut du lit : je suis curieux de savoir quel accueil il me fera; penses-tu qu'il soit homme à me mépriser désormais, Marthe?

MARTHE, se levant et s'approchant de la fenêtre.

Ce serait bien prompt.

SERTORIUS.

Il aurait tort, car, si je ne me trompe, nous avons lui et moi un talent du même ordre; seulement le sien est plus en dehors et le mien plus en dedans : voilà la seule différence que j'y verrais. — Son chant de Boabdil est taillé sur le même patron que mon chant du Calvaire, cela est très remarquable, ma fille.

MARTHE.

Il est naturel que votre élève ait pris votre manière.

SERTORIUS.

Ce n'est pas ma manière, à proprement parler, Marthe... (Il boit.) C'est la grande manière. — J'ai été bien aise de voir que le public y revienne peu à peu. — Ma foi! j'ai passé une soirée fort agréable!.. si j'en excepte ce malheureux pas de six, qui s'en ira tout droit aux orgues de Barbarie, l'enfant a fait un vrai *capo d'opera*... Encore une fois je bois à lui, à son génie, à sa fortune... (Il boit.) Je n'ajoute point à ses amours, Marthe... ah! ah! pardonne-moi cette plaisanterie, ma fille... mais je craindrais d'engager ma conscience, vu que les amours d'artistes ne sont pas en général dignes des encouragemens d'un père de famille. (Il se lève.) Que considères-tu donc si attentivement par la fenêtre, petite? (Il s'approche de la fenêtre.) Quel beau clair de lune! on y voit comme en plein jour.

MARTHE.

On dirait qu'il y a de la neige là-bas sur les ruines.

SERTORIUS.

C'est, ma foi, vrai! si nous étions en Allemagne, je jurerais que c'est de la neige!

MARTHE.

Ne regrettez-vous jamais l'Allemagne, mon père?

SERTORIUS, sérieux tout à coup.

Jamais.

MARTHE.

On dit cependant que l'attrait de la terre natale devient irrésistible pour le cœur d'un vieillard... et quant à moi, je vous y suivrais avec joie... l'Allemagne, c'est le pays dont je rêve.

SERTORIUS.

Enfant! enfant gâté! L'univers entier rêve l'Italie... elle rêve l'Allemagne!... Ah! tu es bien femme de ce côté-là, ma fille!

MARTHE.

C'est ma patrie. — Si longtemps que j'aie vécu sous ce beau ciel italien, je m'y sens toujours exilée... mon visage même me rappelle que j'y suis étrangère... mes yeux cherchent sans cesse un nuage dans cet éternel azur!... Je n'étais point née pour l'éclat de cette vie en plein soleil... Cette agitation, ce langage turbulent, ces passions bruyantes et factices du midi m'importunent... J'aspire à l'ombre et au silence... Je serais heureuse d'enfermer ma vie près de la vôtre dans une vieille maison flamande à vitraux d'église,... dans un de ces intérieurs austères et paisibles qu'on voit dans les tableaux, et qu'animent quelques bonnes figures de voisins allemands à demi éclairées par la douce lueur du foyer... J'aimerais ces longues soirées d'hiver qu'on passe sous le manteau d'une antique cheminée, continuant le travail et la causerie de la veille, tandis que la neige s'amasse au dehors sur les toits gothiques,... et que la bise murmure à la porte les légendes de Noël... Voilà mon Allemagne.

SERTORIUS.

Je te remercie bien... c'est la Russie, ton Allemagne!

MARTHE.

Vous m'avez pourtant promis, mon père, de m'y conduire un jour.

SERTORIUS, grave.

Oui, nous irons, ma fille, nous irons accomplir un triste et pieux pèlerinage...

MARTHE.

Et nous n'y resterons pas?

SERTORIUS, vivement.

Non... oh! non... grand Dieu! tu ressembles trop à ta mère!... (Il fait quelques pas.) Je n'ai pas oublié le jour où je quittai à la hâte ma sombre patrie, emportant dans mes bras tout ce qui me restait au monde... une pauvre enfant vêtue de noir qui souriait à mes larmes!

MARTHE.

Vous allez me gronder, mon père chéri;... mais il y a une pensée qui me tourmente, et je veux vous la dire une fois, pour n'en plus parler jamais... Je ne mourrais pas tranquille, si vous ne me promettiez que je reposerai sous le même gazon que ma pauvre mère.

SERTORIUS.

Tais-toi! deviens-tu folle? tais-toi!

MARTHE.

Je suis pleine de vie et de force, mon père... je le sens... ne craignez rien... ce n'est qu'une faiblesse de mon esprit;... mais puisque j'ai eu le courage de vous la confier, ôtez-m'en le souci,... faites-moi la promesse que je vous demande.

SERTORIUS.

Tais-toi donc, malheureuse enfant!

MARTHE.

Mon père, promettez-le-moi.

SERTORIUS.

Je vous le promets. — Mais c'est mal, ma fille.... Je n'aime point ces accès romanesques d'une sensibilité inutile. Je suis mécontent.

MARTHE, l'arrêtant par la main et riant.

Non!... c'est fini... Vous me pardonnez? Dites-moi que vous me pardonnez.

SERTORIUS.

Oui. (Il marche.)

MARTHE.

Vous ne le dites pas de bon cœur.

SERTORIUS.

Si fait.

MARTHE, riant toujours.

Prouvez-le... Jouez-moi le chant du Calvaire... je vous promets de pleurer.

SERTORIUS.

Impossible... petite!... J'en ai fait le vœu... le jour de ton mariage, pas une minute avant! (Marthe se retourne vivement au bruit d'une voiture qui passe sous la fenêtre; elle se penche au dehors, pousse un cri terrible, et s'affaisse sur le parquet.)

SERTORIUS, accourant.

Ciel! qu'as-tu donc! (En la soutenant d'une main, il regarde sur la route et distingue dans une calèche découverte emportée par des chevaux de poste Roswein assis près de Leonora; le vieillard se frappe violemment le front, et crie:) Misérable! il m'a pris mon enfant! il m'emporte mon enfant! Oh! misérable!... oh! Dieu bon! Dieu juste! Dieu vengeur!... Gertrude!... à moi! à moi! ma pauvre Gertrude! (Il enlève dans ses bras sa fille évanouie.)

II.

DEUX ANS PLUS TARD.

Villa Falconieri. Un riche boudoir d'artiste. Piano, étagères, bibliothèque, divan. Porte au fond, porte à gauche. — Deux fenêtres s'ouvrant sur un balcon.

Il est huit heures du soir en automne; Marietta entre dans le boudoir et va prendre sur une console deux vases antiques qu'elle emporte. Au moment de sortir, elle s'arrête, effrayée, entendant du bruit sur le balcon. — Un homme pousse du dehors une des fenêtres entr'ouvertes.

MARIETTA, jetant un cri.

Ah!... au voleur!

CARNIOLI, entrant.

Paix, Marietta. C'est moi.

MARIETTA.

Son excellence!

CARNIOLI, tranquillement.

Mon excellence. (Il brosse de la main les pans de son habit.)

MARIETTA.

Par la fenêtre!

CARNIOLI.

Par la fenêtre. Ta maîtresse, à ce qu'il paraît, m'a consigné à sa porte. Précaution fantasque vis-à-vis d'un homme qui revient d'Espagne! Je ne fais autre chose depuis deux ans, Marietta, que d'escalader des balcons — comme un lierre. Tu dois me trouver maigri. Approche, mon enfant. (Il la regarde fixement.) Ah! çà, en deux mots, comment cela va-t-il?

MARIETTA.

Votre excellence a trop de bonté. Comme vous voyez.

CARNIOLI.

T'imagines-tu que je reviens d'Espagne pour m'informer de ta santé, toi? Je te demande comment cela va dans la maison. Tu sais ou je t'apprends que je porte un intérêt particulier au jeune et célèbre maestro qui est depuis deux ans l'hôte et le commensal de ta belle maîtresse.

MARIETTA.

C'est un bon jeune homme, excellence.

CARNIOLI.

Soit. Mais ce bon jeune homme, qui me doit tout, sans aucune exception, a cessé de m'écrire depuis plus d'un an. Peu m'importerait sa négligence, si je pouvais l'attribuer à ses occupations artistiques; mais on n'annonce de lui aucune œuvre nouvelle. J'ai su par Donati, l'impresario de Saint-Charles, qu'il n'avait pas encore livré une seule scène de son second opéra, *Torquato Tasso*, bien qu'il en ait reçu le prix à l'avance. Cela m'étonne et m'inquiète. Je viens expressément pour connaître la raison de cette déraison. — Te voilà au courant. Maintenant, Marietta, admire ceci. (Il tire de sa poche une poignée de pièces d'or qu'il empile sur le coin de la table.) Ces vingt-cinq pistoles que je te prie d'accepter ne sont nullement un moyen détourné de capter ta confiance et de t'éloigner de ton devoir : je sais que tu es fidèle à ta maîtresse. Ce sont quelques curiosités espagnoles que je t'ai collectionnées, connaissant ton goût. Voilà tout. — Tu ris? allons, tant mieux! — A propos, tu es toujours bien ici?... Je suis un peu commère, tu sais.

MARIETTA.

Très bien, monseigneur. Cependant il y a une place que je rêve, et si monseigneur voulait m'aider à l'obtenir...

CARNIOLI.

Quelle place, Marietta?

MARIETTA.

Une place d'institutrice dans quelque famille anglaise.

CARNIOLI.

Bon! et à quoi cela te mènerait-il?

MARIETTA.

Monseigneur, j'épouserais le fils.

CARNIOLI.

Tu as emprunté à ta maîtresse, Marietta, une manière de plaisanter qui donne le frisson. — Au reste, j'y songerai, je te le promets : je n'aime pas les Anglais; je ne serai pas fâché que tu en épouses un... Venons à mes affaires... et d'abord où sont-ils en ce moment?

MARIETTA.

Ils achèvent de dîner.

CARNIOLI.

Bien. Et ceci est l'appartement du maestro, n'est-ce pas?

MARIETTA.

Oui, monseigneur.

CARNIOLI.

Et d'où vient que je t'y trouve, toi, entre chien et loup? Cela n'est pas dans l'ordre. Il n'y a point de détail insignifiant, quand on étudie une situation. Chasserais-tu par hasard sur les terres de ta maîtresse, fine mouche?

MARIETTA.

Ah! fi! monseigneur connaît mes principes.

CARNIOLI.

Oui, Marietta, je les connais : tu n'en as pas.

MARIETTA.

Je suis une honnête fille, Dieu merci, excellence.

CARNIOLI.

Et moi, je suis un honnête homme, Marietta : ainsi embrassons-nous. (Il l'embrasse légèrement, et poursuit.) Réponds-moi... que venais-tu faire ici?

MARIETTA.

Je venais par ordre de madame, pendant que le maestro n'y est pas, chercher ces deux vases qui seront d'un bon effet, dit-elle, dans la niche du grand escalier. Hier je suis venue enlever un guéridon que madame a eu la fantaisie de mettre dans son salon d'été. Avant-hier je décrochais un tableau...

CARNIOLI.

C'est un déménagement donc?

MARIETTA.

Ma foi! excellence, je ne sais pas ce que c'est.

CARNIOLI.

Tu mens, Marietta, suivant ta funeste habitude. Tu sais ce que

c'est. C'est la fin. Ta maîtresse démolit aujourd'hui d'une pantoufle distraite l'édifice qu'élevaient hier ses mains amoureuses... Le temple est inutile où l'idole n'est plus... Et que dit le maestro de ce procédé?

MARIETTA.

Je doute qu'il s'en aperçoive, excellence. Son esprit est ailleurs.

CARNIOLI, vivement.

Ah! ah! bravo! Il travaille, Marietta?

MARIETTA.

Il fume, excellence. Il passe des jours entiers, la tête en bas et les jambes en l'air, à fumer en regardant le ciel.

CARNIOLI.

Le lâche paresseux!... Oui, c'est là ce que j'avais présumé... Il est à Capoue! il se prélasse dans la mollesse! il s'assoupit dans la volupté! il engraisse!...

MARIETTA.

Quant à cela, non, excellence.

CARNIOLI.

Il n'engraisse pas, Marietta? c'est déjà quelque chose. Mais comment ta maîtresse ne le pousse-t-elle pas au travail? Y a-t-il du bon sens à laisser en jachères, pendant deux siècles de jeunesse, une intelligence de cette force?... Elle aimait pourtant la musique autrefois!..

MARIETTA.

Elle l'aime toujours, excellence; elle en fait même assez souvent, depuis quelque temps, avec le signor Paolo Maria, un jeune ténor beau comme le jour, qui vient de débuter avec beaucoup d'éclat dans l'opéra du maestro.

CARNIOLI.

Ah! et le maestro les accompagne au piano, cela va sans dire? Il a la confiance enfantine et l'orgueil naïf du génie... Il ne supposera jamais qu'on le trompe, encore moins qu'on lui préfère un histrion. Et cependant le vent souffle de là, eh?

MARIETTA.

Je ne sais, excellence : on ne sait jamais ce que pense madame.

CARNIOLI.

Le sot! L'occasion est belle pourtant de se mettre martel en tête! Si la jalousie lui mordait le cœur, cela lui donnerait du ton, il travaillerait!... (Il feuillette rapidement quelques cahiers de papier à musique répandus sur le piano et sur la table.) Rien!... Comment, pas une ligne, pas une note en vingt mois!... N'y a-t-il pas vingt mois qu'ils sont revenus de leur voyage?

MARIETTA.

Oui, monseigneur; mais sur ces vingt mois vous devez d'abord en rabattre six, car il n'en a pas fallu moins au maestro pour se rétablir de son coup d'épée.

CARNIOLI, tremblant de colère.

Son coup d'épée! quel coup d'épée? Enfer! qui a osé le frapper? Je jure par mon Dieu que j'aurai le sang et la vie de celui qui a fait cela! — Dis-moi son nom.

MARIETTA.

Pas si haut, monseigneur! — C'est le marquis de Sora.

CARNIOLI.

Eh bien! Sora est un homme mort, aussi vrai que j'existe.— Vite, conte-moi tout, Marietta.

MARIETTA.

Comment votre excellence a-t-elle ignoré cette aventure?... L'installation du signor Roswein chez madame fit beaucoup de jaloux à Naples... Le marquis de Sora en particulier tint de méchans propos, — et fort injustes, excellence, car le maestro n'avait consenti à venir loger au palais qu'à la condition, — monseigneur va rire, — de payer tous les ans à madame la princesse une grosse somme que madame donne aux pauvres.

CARNIOLI.

Ne voulait-il pas me payer pension à moi-même dès qu'il a pu gagner un sou, l'absurde imbécile!... (Changeant de ton.) Mon pauvre André!... Continue. — La vérité devait être connue à Naples; pourquoi l'enfant n'a-t-il pas méprisé ces calomnies?

MARIETTA.

Il s'y serait décidé, je crois, si madame... (Elle hésite.)

CARNIOLI.

Si madame?... Tempêtes du ciel! achève.

MARIETTA.

Mon Dieu! excellence, madame lui conseillait de ne pas se battre; mais peut-être s'y prit-elle mal. — Si vous étiez militaire de votre métier, lui dit-elle, à la bonne heure....; mais vous êtes un poète... Naturellement les poètes n'ont pas grand goût pour la bataille... Ainsi, dès qu'il n'y a pas nécessité absolue, tenez-vous tranquille.

CARNIOLI, à demi-voix.

Vipère!

MARIETTA.

Là-dessus, le maestro prit son chapeau et s'en alla brusquement. Deux heures après, on nous le rapportait avec une lame d'épée rompue dans la poitrine.

CARNIOLI, sombre.

Et ta maîtresse, que fit-elle?

MARIETTA.

Pour être juste, madame la princesse fut admirable, monseigneur.

Elle passa dix nuits debout au chevet du blessé, les mains dans le sang et dans les drogues, comme une vraie religieuse d'hôpital.

CARNIOLI.

Parbleu! du roman..., du drame..., du sang! la bonne aubaine!... — Et combien y a-t-il que ce malheur est arrivé?

MARIETTA.

Dix-huit mois, excellence.

CARNIOLI.

Mais il est bien remis, n'est-ce pas?

MARIETTA.

Depuis un an, monseigneur, il mange et il boit comme tout le monde.

CARNIOLI.

Eh! s'il mange et boit, il peut travailler, quand le diable y serait! Ah! j'en reviens à ce que je disais : son bonheur l'engourdit... Tu hoches la tête... Est-ce qu'il a des chagrins, Marietta? — Parle!

MARIETTA.

Il aime madame.

CARNIOLI, soucieux.

Tu n'y entends rien : s'il avait des chagrins, il travaillerait. J'ai mon système là-dessus. Je te dis qu'il est trop heureux.

MARIETTA.

Il n'en a pas la mine.

CARNIOLI.

Quelle mine a-t-il donc? Parle net. Tu me fais griller à petit feu, méchante bestiole! — Tu m'as donc trompé? Il souffre encore de sa blessure?

MARIETTA.

Il n'est plus question de sa blessure. Et cependant il a la mine d'un homme qui se meurt.

CARNIOLI.

— Sang du diable! et de quel mal?

MARIETTA.

C'est un jeune homme à qui il faudrait une vie tranquille.

CARNIOLI.

Idiote! Une vie tranquille convient aux bergers et non aux artistes. — Qui se meurt! Bon! pour quelques soucis d'amour, n'est-ce pas? Voilà mes pécores qui s'imaginent qu'elles tiennent la vie d'un homme au bout de leurs caprices! Quand on ne meurt que de ce mal-là, on meurt de vieillesse, entends-tu? Je suis mort dix fois d'amour, moi, et je me porte bien.

MARIETTA.

Le jeune homme n'est pas fait de la même pâte que votre excellence.

CARNIOLI.

Tu es une créature stupide ! tais-toi !...

MARIETTA, prêtant l'oreille.

Excellence, ils viennent, sauvez-vous. (On entend des éclats de rire dans l'escalier.)

CARNIOLI.

C'est sa voix ! Ah ! il paraît qu'il se meurt assez gaiement, dis-moi ?

MARIETTA.

Cela ne va pas durer.

CARNIOLI.

Pas un mot, toi, tu entends? (Il se retire sur le balcon. Marietta sort par la gauche.)

ROSWEIN, LEONORA. (Ils entrent par le fond. Un laquais apporte des bougies et sort aussitôt.)

LEONORA, riant.

Comment ! dans un couvent de moines, Carnioli !

ROSWEIN, riant.

De capucins, s'il vous plaît !

LEONORA.

Bah ! contez-moi donc cela. (Elle se jette sur un fauteuil.) Ce bon chevalier !

ROSWEIN, riant toujours.

S'il m'avait soupçonné, il me tuait. — Au reste, c'était un tour infâme;... mais j'étais très jeune, et je ne réfléchissais guère aux conséquences des choses... Nous étions alors à Rome, où je l'avais précédé de quelques semaines. Il me traita un jour si brutalement, que je jurai de me venger... Je lui écrivis, avec l'assistance d'un ami, une lettre datée d'un prétendu couvent de Santa-Eufrasia, mont Esquilin, rue Saint-Onufre, lequel n'était autre que ce fameux couvent de capucins. Cette lettre lui assignait un rendez-vous pour la nuit dans le jardin de l'établissement : on lui indiquait, avec des détails minutieux, les moyens d'escalader les murs avec sécurité, et une fois dans la place, il devait recevoir d'une jeune novice, qui passait pour n'être point sans beauté, la confidence d'un secret important. Cette vive épître était signée de deux initiales, et suivie d'un post-scriptum où l'on se recommandait à la discrétion et à l'honneur d'un gentilhomme.

LEONORA.

Et il y fut pris? Carnioli !

ROSWEIN.

D'autant plus aisément qu'il se reprochait, comme une tache dans sa vie, de n'avoir jamais eu de ces aventures de couvent, qui, disait-il, sont l'idéal du genre. Je connaissais son faible. — Le soir, en dînant...

LEONORA.

Fumez donc.

ROSWEIN, allumant un cigare.

En dînant, il me laissa voir une gaieté plus qu'ordinaire. Quant à moi, je me sentais assez mal à l'aise. André, me dit-il tout à coup, comme je m'y étais attendu, tu es à Rome depuis quelque temps... Connaîtrais-tu par hasard ici près, dans nos environs, le couvent de Santa-Eufrasia? — Je me mis à réfléchir — Santa-Eufrasia? ici près? c'est apparemment ce couvent qui est rue Saint-Onufre, mont Esquilin. — C'est cela même, mon ami, reprit Carnioli. Quartier isolé. Fort bien... Tu sauras, mon garçon, que je suis au comble de mes vœux. Je suis mandé dans ce couvent pour y donner mon avis sur un cas de conscience des plus épineux. — Et il se frottait les mains. En le voyant si gaillard, le cœur me manqua, car au fond je l'aimais, et je lui dis avec une étourderie qui eût dû cent fois lui ouvrir les yeux : Croyez-moi, chevalier, n'y allez pas; ces moines n'entendent pas toujours raillerie... Comment! des moines, reprit Carnioli... Parbleu! la naïveté est trop forte! Je vais donc voir des moines, à ton compte!... Et il me fit lire, en se rengorgeant, la lettre que j'avais eu l'honneur de lui écrire.

LEONORA, riant.

Oh! là là!

ROSWEIN.

Je le félicitai de mon mieux; puis, comme la soirée s'avançait, et que le rendez-vous était pour onze heures, il me quitta plein d'allégresse, après s'être muni d'une échelle de soie et s'être couvert d'aromates... Dès qu'il fut parti, je tombai dans des angoisses mortelles... Une heure s'écoula, et j'allais courir à sa recherche, n'en pouvant plus d'inquiétude et de repentir, quand je l'entendis monter l'escalier à pas lents; je me précipitai sur ma porte pendant qu'il traversait le vestibule; il me sembla qu'il marchait un peu courbé, et qu'il évitait mon regard; je ne l'en tins pas quitte. — Eh bien! chevalier, lui dis-je, la signora? — Charmante, mon ami, charmante!... répondit-il en passant rapidement devant moi, charmante!... (Léonora rit.) Arrivé au bout du couloir, il se retourna et reprit : A propos, André, es-tu bien sûr que ce soit le couvent de Santa-Eufrasia, cet édifice qui est rue Saint-Onufre? — Mais vous me l'avez dit, chevalier... Est-ce que vous n'avez pas trouvé?... — Si fait, mon ami, si fait, parbleu! charmante! charmante! — Et il s'enfonça dans sa chambre à la hâte. (Il rit.)

LEONORA, riant.

Oh! Seigneur! Mais est-ce possible? Carnioli! avec tout son esprit! Au reste, un homme d'esprit, quand il se fourvoie, s'en met jusque-là : c'est la règle... Et qu'est-ce qui lui était arrivé?

ROSWEIN.

Je ne l'ai jamais su exactement. C'était une corde que nous n'étions

pressés d'attaquer ni l'un ni l'autre... Seulement, quelques jours après, comme on discutait, dans un atelier, sur l'existence de cette chimère adorée du rapin, qu'on appelle la femme à la barbe, il prit un air sérieux, et nous affirma sur l'honneur qu'il l'avait connue, et que même il lui avait fait la cour...

LEONORA, riant.

C'est probable, myope comme il l'est... Mais enfin l'avait-on battu?

ROSWEIN.

Je le crains, car, à dater de cette soirée néfaste, il ne sortit plus qu'armé d'un poignard, prétendant qu'il avait à Rome des ennemis secrets, qu'il en était certain; et quand nous venions à rencontrer des moines sur notre route, il ne manquait jamais de murmurer entre ses dents : — Vile engeance! Fourbes hypocrites! Farceurs de bas aloi! Brutes!... D'où je conclus... Voulez-vous une cigarette?

LEONORA.

Grande comme ça, invisible.

ROSWEIN, continuant.

Que les capucins n'avaient pas pris sa démarche en bonne part. (Ils rient tous deux.) Cher Carnioli!... j'en ris... mais c'est un de mes remords...

LEONORA.

Par exemple, vous êtes bien bon! Rien de moins intéressant sur la terre qu'un fat étrillé... (Elle allume sa cigarette.) Avez-vous eu de ses nouvelles depuis peu?

ROSWEIN.

Je ne lui répondais pas; il ne m'écrit plus. — Ah! je suis un fier ingrat! Il y a longtemps qu'on me l'a dit!... (Il s'assombrit.)

LEONORA.

Voilà les diables bleus qui arrivent; gare!

ROSWEIN.

Non. (Il fait quelques pas; puis, s'arrêtant devant elle :) Vous êtes belle ce soir, Leonora?

LEONORA, fumant.

Toujours.

ROSWEIN.

C'est vrai. Mais vous êtes en toilette de cérémonie, il me semble... Est-ce que vous allez sortir?

LEONORA.

Non.

ROSWEIN.

Tant mieux. Je vous en remercie. Nos soirées en tête-à-tête sont si rares maintenant.

LEONORA.

Si c'est un reproche, il est plaisant. Ne m'avez-vous pas engagée

vous-même à revoir un peu le monde, puisque le monde voulait encore de moi?

ROSWEIN.

Je ne vous reproche rien. Seulement nous sommes un peu loin, qu'en dites-vous, de cette solitude à deux, où vous aviez résolu d'enfermer votre vie, ne concevant plus d'autre fête ni d'autre gloire sous le ciel que d'aimer votre amant, et de recueillir la première sur ses lèvres la chanson fraîche éclose?

LEONORA.

Mais, mon ami, faites-en, des chansons, je les recueillerai; vous n'en faites pas!

ROSWEIN.

La vérité est que je vous ennuie.

LEONORA.

Bah! quelle idée! Pourquoi m'ennuieriez-vous? N'êtes-vous pas très aimable?

ROSWEIN.

Non, je ne le suis pas, je le sais. Quand je vous vois, quand je respire près de vous, ma vie est suspendue, et mon esprit captif. Votre présence me plonge dans la douce langueur des enchantemens et des rêves... Je suis heureux, — mais je ne suis pas aimable... Ah! du moins je vous aime bien véritablement... Si j'ose encore quelquefois élever vers Dieu une pensée,... une prière, c'est qu'au fond même de ma faute et dans l'abîme où je suis descendu,... il peut voir un dévouement digne d'un martyr, une tendresse digne du ciel! Non, vous ne saurez jamais, Leonora, tout ce qu'il y a eu d'amour pour vous dans ce pauvre cœur tourmenté... ou si vous le savez un jour, — car on dit qu'il se fait de soudaines lumières dans l'esprit sur les choses qui ne sont plus,... il sera trop tard pour me serrer la main, et me dire : merci!

LEONORA.

Allons, nous y voilà : Frère, il faut mourir.

ROSWEIN.

J'ai tort. Pardon. Je me sens mieux ce soir, je me sens très bien... Je vais travailler. — Laissez-moi baiser votre main, ô reine des muses! — Mettez-vous là... que je vous voie bien... (il dérange un peu le fauteuil de Leonora; la regardant :) Vous avez la beauté pure et terrible d'une bacchante au repos.

LEONORA.

Est-ce un compliment?

ROSWEIN.

Vous avez dormi longtemps, Leonora, n'est-il pas vrai, dans un des palais ensevelis de Pompéi, et vous vous êtes éveillée sur votre

lit d'ivoire, toute pâle encore de l'orgie romaine interrompue par le volcan?

LEONORA.

Oui.

ROSWEIN, se mettant au piano.

Où en suis-je donc? A Sorrente... Le Tasse, seul... il rêve, en *si bémol* mineur... *Amor senza nome*... C'est fini, cela... Puis l'orage... La princesse entre avec sa suite... *Ah! che vedo!*... Il lui offre une chaise... Queue d'orage dans l'orchestre,... chœur en sourdine, et la voix du Tasse brochant sur le tout... Bon! — Puisque vous daignez me tenir compagnie, je fais serment d'achever mon acte ce soir. (Il frappe des accords.)

LEONORA.

Mais, mon ami, ne vous ai-je pas dit que j'allais sortir?

ROSWEIN, se retournant brusquement.

Comment? Vous venez de me dire tout le contraire!

LEONORA.

C'est donc par distraction, car j'ai pris dès longtemps, pour ce soir, un sérieux engagement auquel je ne puis manquer.

ROSWEIN, se levant.

Ah! c'est odieux!

LEONORA.

Qu'est-ce que c'est que ce ton-là? Est-ce à moi que vous parlez? Qu'est-ce qui est odieux?

ROSWEIN.

Vous me tuez à coups d'épingle, Leonora; mais vous me tuez aussi sûrement que si vous me mettiez un couteau dans le cœur.

LEONORA, avec le même accent tranquille.

Mon ami, vous êtes insupportable. Je vous dis cela entre nous... Je prononce par inadvertance un non au lieu d'un oui; je fais un pas à droite au lieu de le faire à gauche... une mouche vous effleure la peau, et vous criez : Au meurtre! Franchement, c'est pousser un peu loin la sensibilité poétique. Certes, je ne me pique point de ces dévouemens de martyr que le ciel, à vous en croire, regarde d'un œil de complaisance; mais mon amitié, convenez-en, doit être faite, en sa petite manière, d'un métal assez solide, si deux années remplies de ces exigences et de ces irritations puériles n'ont pu en altérer la trempe.

ROSWEIN.

Puisque je souffre de ces misères, puisque vous le savez, et puisque vous m'aimez, pourquoi ne pas me les épargner? Voilà ce que je ne comprends pas. Vous avez de grandes qualités, Leonora, mais vous manquez de bonté... Au reste, je n'ai jamais prétendu gêner votre liberté... Où allez-vous donc ce soir?

LEONORA.

Venez avec moi, si vous voulez.

ROSWEIN.

Non, je n'aime pas le monde. D'ailleurs je ne le puis pas. Il faut que je travaille. Donati m'a payé d'avance ce malheureux *Torquato*, et il n'y a pas encore deux scènes de faites... C'est un poids horrible que j'ai sur l'esprit... Ah! j'ai eu grand tort d'accepter ce marché... L'argent gâte tout... Les muses sont fières, et ne veulent pas de chaînes, fussent-elles d'or... Mais où donc allez-vous?

LEONORA.

Je vais passer quelques instans d'abord au concert de Paolo Maria.

ROSWEIN.

Ah! — Et ensuite?

LEONORA.

C'est tout; mais j'y tiens, parce que je lui ai promis, à ce garçon.

ROSWEIN.

Et voilà ce sérieux engagement que vous ne pouviez me sacrifier?.. C'est une dérision outrageante, Leonora!

LEONORA.

Ah! mon Dieu! que d'affaires! — Eh bien! je n'irai pas; je n'irai pas, calmez-vous. (Elle prend un livre.) Je vais lire. Travaillez. (Roswein lui baise les cheveux.) Vous avez quinze ans, mon ami. — Allez au piano, voyons!

ROSWEIN, au piano.

Le Tasse à la princesse... *Quando l'aurora nascente*... La situation est poétique, il me semble...

LEONORA.

Étonnamment.

ROSWEIN. (Il essaie plusieurs chants. — S'interrompant tout à coup, et portant la main à sa poitrine, à demi-voix.)

Aïe!... qu'est-ce que j'ai donc là! (Il reprend. — Après avoir arrêté une mélodie qu'il répète deux ou trois fois, il se retourne vers Leonora.) Vous avez entendu?... Est-ce bon, cela?

LEONORA.

Pas trop.

ROSWEIN.

Vous avez de l'humeur, Leonora.

LEONORA.

Pas l'ombre. Vous me demandez mon avis; je vous le donne; mais il faudrait toujours vous flatter pour vous plaire.

ROSWEIN.

Il faudrait, dès que j'ai une lueur de courage, ne pas l'éteindre d'un revers de main, voilà tout.

LEONORA.

Si vous le trouvez joli et neuf, ce chant, gardez-le.

ROSWEIN.

Non. Il ne vaut rien, vous avez raison. (Il frappe violemment du poing sur le clavier et se lève.)

LEONORA.

Vous y renoncez? Vous faites bien; vous n'êtes pas en verve ce soir.

ROSWEIN, s'exaltant.

Ni ce soir ni jamais. — Mon talent est mort; toutes les cordes de mon cerveau sont flétries, desséchées, comme si la flamme y avait passé. Vous ne me l'apprenez pas,... mes nuits sans sommeil le savent assez!... Mais est-ce à vous de me le reprocher?... à vous qui avez usé dans des luttes stériles, dans de misérables agitations, dans de mesquines douleurs, toute la force de mon esprit?... Oh! Dieu, en si peu de temps un tel changement! Hier encore les meilleurs dons du ciel, la riante poésie et la féconde jeunesse chantant tous leurs hymnes à l'espérance;... aujourd'hui le vide, le silence et le froid de la tombe... voilà mon âme!... Ah! s'il est, comme on le dit, des créatures de Dieu que leur faute ait déshéritées d'une splendeur et d'une puissance divines, — je sais ce qu'elles souffrent dans leur dégradation! J'ai le secret des amertumes qui rongent éternellement leur pensée... Que ne pouvez-vous un seul instant, vous aussi, connaître ces angoisses!... du moins vous ne les insulteriez pas!... Mais vous les connaîtrez, Leonora;... oui,... le jour où le premier souffle de la vieillesse vous jettera bas de votre trône, désarmée à jamais de votre pouvoir, déchue pour toujours de votre beauté... ce jour-là... je serai vengé!

LEONORA.

Délicieux intérieur!

ROSWEIN.

Laissez-moi. Allez à ce concert, et dites à ce jeune homme, à ce chanteur, qu'il peut se dispenser de venir mendier plus longtemps à ma porte,... que je n'ai rien à lui donner, que ma tête est désormais aussi pauvre,... aussi nulle que la sienne! (Il se laisse tomber sur un divan.)

LEONORA.

Pensez-vous m'affliger beaucoup? Vous figurez-vous par hasard que je sois éprise de ce garçon?

ROSWEIN.

On le dit à Naples.

LEONORA.

C'est parfaitement vrai. Je l'adore.

ROSWEIN.

Ah! de grâce, Leonora, une minute de repos!... Je ne suis plus de force à supporter cela... Je ne vous demande qu'un peu de charité. Aimez qui vous voudrez. Dites un mot, et je m'en irai, si vous n'avez pas la patience d'attendre qu'on m'emporte.

LEONORA.

Comme c'est gai, ceci! — Je vous dirai, Roswein, qu'il n'y a pas plus de courage que de bon goût à prendre ainsi à tout propos des attitudes d'agonisant et à faire étalage de votre suaire devant les dames, — surtout quand vous n'avez d'autre maladie, à ma connaissance, qu'un rhume de cerveau.

ROSWEIN, jetant aux pieds de Leonora un mouchoir qu'il a porté à sa bouche et qui est tout de sang.

Tenez!

LEONORA.

Tous les artistes crachent le sang.

ROSWEIN.

Vous êtes une malheureuse! (Il éclate en sanglots et cache sa tête dans ses mains.)

LEONORA.

Je n'aime pas les hommes qui pleurent. Bonsoir. (Elle se lève et sort.)

ROSWEIN, CARNIOLI se montrant hors du balcon dès que Leonora est sortie.

CARNIOLI.

André!

ROSWEIN, se levant.

Carnioli!

CARNIOLI, lui prenant le bras.

Viens-t'en.

ROSWEIN.

Comment? pourquoi?... Où voulez-vous que j'aille?

CARNIOLI.

Sortons d'ici, te dis-je! Je ne veux pas que tu restes une minute de plus dans cet enfer.

ROSWEIN.

Qui m'y a jeté, Carnioli?

CARNIOLI, frappant du pied.

C'est moi, mille diables! Ne me le répète pas; je me le suis dit assez. (Il le regarde.) Tu es bien changé, mon pauvre enfant... (Il l'embrasse.) Allons, viens!

ROSWEIN.

Je ne puis. — Ah! Carnioli, pourquoi m'avez-vous précipité dans ces abîmes!

CARNIOLI.

Encore! Je m'en repens, te dis-je! Que te faut-il de plus? Pourquoi m'as-tu envoyé recevoir une volée de coups de bâton chez les capucins, toi? Il me semble que chacun a ses torts en ce monde... Moi, du moins, je croyais te rendre service,... oui, sur mon âme, je le croyais sincèrement!... En thèse générale, j'avais raison; mais

ton tempérament individuel a déjoué mes calculs... Pouvais-je prévoir, bon Dieu! que tu prendrais avec un sérieux tragique la moindre aventure galante qui tenterait ta fantaisie? Avais-je l'idée d'un amoureux de ton espèce? Était-il vraisemblable qu'un homme de ton mérite fût d'humeur à jouer entre les mains de la première femelle venue le rôle d'un pantin au bout d'un fil? Non; il m'a fallu, pour le croire, assister de ma personne à cette scène burlesque et lugubre où je t'ai vu exécuter docilement tous les exercices d'un jeune acrobate sous le fouet d'une coquette impitoyable. Sang de mes veines! à quoi te sert donc cette cravache que voilà? (Il prend une cravache suspendue au mur, en cingle deux coups sur les meubles et la jette sur le parquet.) Viens-t'en!

ROSWEIN.

Non, Carnioli, je suis entré dans un chemin mauvais, mais j'y veux marcher droit. Ma vie est scellée pour jamais dans cet amour qui fut ma faute : mon propre mépris m'étoufferait, si je n'avais pas le cœur de rester fidèle à ma trahison. Que m'importe la souffrance! Je ne souffre pas assez,... mon crime ne sera jamais aussi cruel pour moi qu'il le fut pour d'autres... (Vivement.) Ne me parlez pas d'eux,... je ne sais ce qu'ils sont devenus,... je ne veux pas le savoir... Mais ce ne sera pas du moins un entraînement passager, un futile caprice qui m'aura fait commettre cette lâche action que vous savez : ce sera une grande et irréparable passion dont j'épuiserai le calice jusqu'à la lie,... jusqu'à la mort!... C'est le seul devoir qui me reste,... je le garde : c'est la seule vertu qui me sauve de l'extrême désespoir... Laissez-la-moi!

CARNIOLI.

Penses-tu m'abuser avec ce jargon mystique? espères-tu t'abuser toi-même? Qu'ont de commun le devoir et la vertu avec la vie abjecte que tu mènes ici? Ose dire la vérité! cette femme, qui te tient sous son talon, qui te roule et te déchire en riant dans la poussière et dans la fange de ses pas, tu l'aimes!

ROSWEIN.

Eh bien! oui, je l'aime! Je ne pourrais vivre loin d'elle : il n'y a pas au monde un sentiment, un spectacle, un triomphe dont je puisse jouir, si elle ne le partage, si sa présence ne l'éclaire. Où elle n'est pas, il n'y a ni cieux, ni soleil... Le jour se lève dans ses yeux,... mon cœur n'est plus que l'écho de son cœur,... ma vie n'est plus que l'ombre de la sienne... Je l'aime! vous l'avez dit.

CARNIOLI.

Misérable enfant! as-tu perdu l'honneur avec le reste? Attendras-tu qu'elle te jette hors de chez elle par les épaules? Ne comprends-tu pas que ta place n'est plus chez cette femme, dès que tu n'y es plus aimé?

ROSWEIN.

Vous la connaissez mal, Carnioli : c'est une âme orageuse et troublée, mais loyale. Quand elle ne m'aimera plus, elle me le dira. Ne lui ai-je pas offert cent fois de la quitter? Pourquoi me retient-elle, si elle ne m'aime pas?

CARNIOLI.

Pourquoi? — Sur ma parole, c'est une naïveté qui ferait rire un mort!... Pourquoi le tigre a-t-il les mœurs du tigre? — Pourquoi joue-t-il avec sa victime avant de lui donner le coup de dent suprême? Dis-moi cela, mon garçon?... Et n'est-ce rien d'ailleurs que de s'entendre répéter tout le long des jours, en langage poétique, qu'on est belle et qu'on est adorée? Et n'est-ce rien encore pour ces palais blasés que la saveur raffinée d'un amour en partie double? N'est-ce rien pour ces consciences mortes que le plaisir de tromper? N'y a-t-il pas un égal divertissement pour l'esprit et pour le cœur dans les âcres émotions et dans la stratégie savante de la trahison? Je te dis qu'elle aime ce Paolo Maria, et je suis prêt à le jurer, si tu le veux.

ROSWEIN.

Encore une fois, Carnioli, vous la connaissez mal : elle serait capable d'un crime peut-être, mais non d'une basse infamie.

CARNIOLI.

Mon ami, elle est capable de tout, comme toute femme qui n'a d'autre principe de conduite que la passion. L'as-tu jamais vue mettre le pied dans une église? Non. Eh bien! méfie-toi également des femmes qui ne sortent pas des églises et de celles qui n'y entrent jamais : ce sont deux espèces venimeuses. — Hors du cercle chrétien, André, je connais des hommes honnêtes, mais pas une honnête femme. Outre que les passions d'un homme ne sont pas soumises à des règles aussi sévères, elles sont moins violentes, elles s'affaiblissent d'ailleurs en se dispersant : l'honneur humain peut suffire à les dompter. Mais les passions d'une femme, à la fois plus fougueuses et plus exclusives, veulent le frein religieux. — Il n'y a que Dieu contre ce torrent. — Ta maîtresse est un esprit fort; il ne m'en faut pas davantage. Je vais te conter son histoire : elle a eu des amans, elle en a et elle en aura. C'est à quoi se réduit dans la pratique toute la philosophie du sexe : toute femme qui n'est pas au Christ est à Vénus.

ROSWEIN.

Je ne m'en irai pas, Carnioli : ainsi vous perdez vos peines et vos calomnies.

CARNIOLI, s'accoudant sur le dossier d'un fauteuil, et parlant sur le ton d'une ironie amère, mais contenue.

Mes calomnies, jeune homme!... Ah! je vois ce que c'est... Après

t'avoir enlevé par un coup de main de courtisane, il fallait raffermir ton estime ébranlée... C'est la manie de ces femmes que de vouloir être estimées... Il fallait aussi bien t'édifier sur le passé pour mieux t'aveugler sur le présent et sur l'avenir... Alors on s'est drapé dans sa robe d'innocence,... on a pris à tes pieds des poses virginales,... l'oiseau de proie a modulé des soupirs de colombe. La lionne a bêlé! et tandis que tu palpitais sous sa griffe, elle t'a persuadé que tu étais son vainqueur. Tu as demandé pardon au ciel d'avoir mis à mal une si pure victime, et tu as juré de consacrer ta vie à réparer cet énorme forfait!

ROSWEIN.

Assez!

CARNIOLI.

Tu vois que je la connais. — Par un juste retour, après t'avoir apitoyé sur son sort, cette généreuse personne se sera, je n'en doute pas, attendrie sur le tien. — Enfant que vous êtes, t'aura-t-elle dit pendant que sa blanche main rivait ta chaîne, fuyez! Mon amour est fatal! J'ai fait vœu de ne jamais aimer! Tout ce que j'aime souffre et meurt. — Et alors elle t'a parlé de son mari, qu'elle aimait et qui est mort, — de ses fleurs préférées, qui sont mortes; que sais-je? de son épagneul favori qui est mort, et après cette énumération funèbre, elle t'a engagé de plus belle, en t'enlaçant de ses bras magnifiques, à fuir la malédiction qui pesait sur ta tête... Ah! ce sont de douces heures dans la vie, je ne le nie pas!... Et lorsque enfin elle a eu bien solidement doublé et triplé sur tes yeux le bandeau classique, lorsqu'elle t'a vu convaincu bien à fond que tu étais son premier amant et que tu serais le dernier, elle en a pris bravement un sixième!

ROSWEIN.

Vous mentez!

CARNIOLI.

Tu ne crois pas au sixième? eh! morbleu! tu croiras du moins au quatrième,... car c'était moi!

ROSWEIN, violemment, lui saisissant le bras.

Tu mens! (Leonora se précipite dans la chambre.)

LES MÊMES, LEONORA.

LEONORA, prenant les deux mains de Roswein.

Merci, André, merci, mon amour!... Mais il ne fallait pas lui répondre! il n'y a pas de termes de mépris qui ne glissent sur son front. — Monsieur Carnioli, je n'ai rien à vous dire. Sortez de chez moi.

CARNIOLI, grave.

Madame, je suis très fâché de vous voir. Je n'aime pas les scènes

de ce genre-ci; mais enfin vous voilà. Eh bien! si jamais vous avez su ce qu'il en coûte de perdre ses plus chères illusions, ne prolongez pas l'agonie de ce jeune homme : puisque j'ai été forcé de lui briser le cœur pour vous en arracher, rendez-lui le service du coup de grâce; attestez que j'ai dit la vérité.

LEONORA.

J'atteste que vous mentez.

CARNIOLI.

Princesse, je ne sais véritablement pas où vous voulez en venir : vous avez la tête forte, j'en conviens; mais vous n'ignorez pas que je vous tiens dans ma main, et que j'ai la main ferme. Je me demande par quelle issue vous espérez m'échapper; cela me passe.

LEONORA.

Comment! le misérable ne veut pas sortir!... André, il vous a reproché, je crois, de ne pas savoir manier cette cravache... donnez-la-moi donc!

CARNIOLI, hors de lui.

Ah! mille serpens à sonnettes! elle veut que nous nous coupions la gorge l'enfant et moi! voilà son plan! j'aurais dû le deviner dès qu'elle est entrée... Pas un mot, pas un geste, André, ou tu t'en repentiras le reste de tes jours!... J'ai chez moi un paquet de ses lettres; dans vingt minutes, je te le rapporte!

ROSWEIN.

Leonora, que dit-il donc?

LEONORA.

Il ment.

CARNIOLI.

Attends-moi vingt minutes, si tu es un homme. (Il sort.)

ROSWEIN, LEONORA. (Dès que Carnioli est sorti, Leonora s'affaisse sur ses genoux, la tête dans ses mains, et éclate en sanglots.)

ROSWEIN.

Leonora!... pourquoi ces larmes?... je ne le crois pas!

LEONORA, d'une voix étouffée.

Tuez-moi! tuez-moi avant qu'il ne revienne!

ROSWEIN.

Ciel puissant! c'est donc vrai! (Leonora sanglote sans répondre; ses cheveux inondent ses épaules.) Oh! Dieu juste! (Il marche à travers la chambre. Moment de silence. Revenant près d'elle, il reprend d'une voix sourde :) Pourquoi m'avez-vous trompé? A quoi bon? Ne vous aurais-je pas tout pardonné?

LEONORA, toujours prosternée sur le parquet et sanglotant.

Et m'auriez-vous aimée?... aimée de cette pure tendresse, — de ce

noble amour d'enfant dont j'étais si indigne, André, — mais par lequel j'étais si heureuse!... Hélas! que de fois l'aveu de mon infamie a failli s'échapper malgré moi d'un cœur qui débordait!... car c'était un bonheur bien troublé que le mien, André... je vous avais trompé!... l'amertume de cette pensée se mêlait à toutes mes joies... elle empoisonnait ma vie... mes paroles... mon humeur... c'était la source unique de ces mauvais caprices dont je vous torturais, pauvre enfant!... Que de fois j'ai fléchi sous le fardeau! que de fois j'ai été près de vous dire : Ne touchez pas mon front... il souille vos lèvres!... et puis le courage me manquait... je ne pouvais... je ne pouvais!... (Elle pleure.) Je vous aimais... vous me croirez peut-être maintenant que tout est fini, Roswein... je vous ai bien aimé!

ROSWEIN.

Je ne vous crois pas.

LEONORA.

Non... je ne puis m'en plaindre... j'ai tué la confiance... tout est fini, je le sais bien... (Elle se lève et tombe épuisée sur le divan.) Je ne vous demande rien... rien... Ah! je serais la première à vous mépriser, si vous restiez;... mais ne me jugez pas du moins plus sévèrement que je ne le mérite,... je vous en supplie... Ne croyez pas à tout ce qu'a dit Carnioli,... à tout ce qu'il vous dira... Je ne vaux rien, mais il vaut moins que moi... J'ai été sa maîtresse,... voilà ce qu'il y a de vrai,... et c'est assez pour la honte de toute ma vie;... mais tout le reste est faux, et il le sait bien,... ces lettres même dont il se vante, ces lettres vous le prouveront!

ROSWEIN.

Je ne vous crois pas. Taisez-vous.

LEONORA, suppliante.

Ah! pourquoi me traiter si durement, Roswein!... Quand je serais, comme il vous l'a dit, une créature, une courtisane, tout ce qu'il y a de plus vil,... ne vous ai-je pas aimé — et aimé fidèlement? Qu'aurait pu faire de plus pour vous le cœur le plus pur!... Je suis sous vos pieds... épargnez-moi... (Elle pleure.) Si vous aviez la patience de m'entendre, je vous dirais ma vie tout entière;... mais vous ne me croiriez pas encore,... et cependant la dernière des femmes a encore ses momens de sincérité et de vertu,... et vous voyez bien du moins que je suis dans un de ces momens-là, André!... Oui... il n'y a qu'une faute dans ma vie... c'est Carnioli!... Jusque-là j'étais au niveau des plus irréprochables sinon des meilleures;... ce monde au milieu duquel j'avais été abandonnée toute jeune... presque enfant... ne m'avait même pas effleurée de sa corruption;... j'en aimais avec ardeur le mouvement, les plaisirs, la vie factice et brillante;... il me prodiguait aussi des adulations qui m'enivraient;... ma pensée s'absorbait tout entière

dans l'espoir — ou dans le souvenir de ses fêtes — et de mes frivoles triomphes. Ce fut toute la passion de ma jeunesse!... vous pouvez me croire, André; je n'attends, je ne veux plus rien de vous qu'un peu de justice et de pitié... Ah! si je vous avais rencontré alors,... j'aurais pu vous aimer en repos, grand Dieu!... Enfin... les années étaient venues,... mon esprit était las de tant de futilité,... mon cœur s'agitait dans le vide,... j'étais seule... malheureuse;... j'aurais donné, pour m'appuyer sur une main amie, mon nom, ma richesse, mon sang!... je fis plus... Je me donnai!...

ROSWEIN.

A Carnioli!... Tout autre,... je l'aurais compris, peut-être... Mais Carnioli!... Étrange début pour une honnête femme!

LEONORA, amèrement.

Oui,... n'est-ce pas?... Je le pensai comme vous, quand je le pus connaître, quand, sous ces formes chevaleresques, sous ce langage enthousiaste, qui m'avaient séduite,... je ne trouvai que l'égoïsme glacé d'un fat,... la sécheresse et la décrépitude d'une âme de libertin vulgaire... Ah! c'est lui qui me reproche de vous avoir trompé,... d'avoir surpris votre amour,... de m'être faite meilleure que je n'étais... Lui! il est hardi!... Mais il avait de l'esprit du moins, et Dieu sait comme il en usa! Certes il n'a pas tenu à lui que je ne sois devenue telle qu'il me dépeignait à vos yeux tout à l'heure, telle qu'il me croit peut-être,... car je n'épargnais aucun soin pour soustraire à son insolente ironie tous les songes de jeunesse et de vertu... que ses leçons,... que son contact flétrissant avaient refoulés,... mais non étouffés au fond de mon cœur!... Je vous gardais, André, quoi qu'il en puisse dire, cet humble, ce pur trésor de mon âme... Mon âme! comment l'aurait-il souillée? Il ne l'a pas connue. C'est vous qui me l'avez révélée, je ne la dois qu'à vous; elle s'est éveillée sous votre souffle... Allez, mon ami, elle vous survivra pour vous venger!... (Elle cache sa tête dans les carreaux du divan; Roswein, debout, la regarde en silence. Elle se lève tout à coup et va à lui.) Partez!... qu'il ne vous retrouve pas ici,... que je n'aie pas à rougir devant lui... Encore cette grâce,... partez! (Elle lui prend une main, qu'elle baise en s'inclinant, et poursuit d'une voix entrecoupée de larmes:) Je ne vous aimais pas, André, puisque vous ne voulez point me croire,... je vous respectais,... je vous adorais... Cela est bien vrai,... vous étiez pour moi plus qu'un amant bien-aimé,... vous étiez ma religion,... ma prière,... mon lien avec le ciel... Vous osiez me parler de Dieu!... je n'osais vous répondre,... mais je comprenais... Tout ce que j'avais de bon et d'honnête,... tout ce qui me consolait de moi-même,... vous emportez tout!... tout va s'éteindre avec le cher regard de vos yeux... André! mon André! adieu!... (Elle tombe à genoux, lui baisant les mains.) Merci de m'avoir aimée!...

ROSWEIN.

Leonora, vous êtes plus coupable que des paroles ne peuvent le dire, si vous dépensez tant de larmes et de sermens pour tromper un être aussi confiant que moi. — Relevez-vous : je vous aime.

LEONORA, se relevant, et le regardant avec anxiété.

Non... André!... si c'est une raillerie,... si cette joie entrée en mon cœur doit en sortir,... je vous jure que le châtiment sera plus grand que la faute.

ROSWEIN.

Je ne raille point. Je t'aime. (Il la serre dans ses bras et la porte défaillante sur le divan.

LEONORA, ouvrant les yeux et le regardant.

Il y a des anges!... Mais que suis-je, moi? que suis-je,... mon Dieu! (Elle cache son visage.)

ROSWEIN.

N'y pensez plus. Oubliez comme j'oublie. La souffrance vous a rachetée. (Il se lève.) Mais je ne veux pas que cet homme rentre ici. Je vais le prévenir. Je vais à Naples. — Vous êtes brisée. Allez prendre du repos. Dormez en paix. A demain.

LEONORA, se levant et l'interrogeant des yeux.

André... je ne vous reverrai plus?

ROSWEIN.

Demain, au point du jour, si vous n'êtes point trop lasse,... nous irons comme autrefois, comme au printemps de notre amour, courir sur les rochers, fouiller les ruines et moissonner dans la rosée. Me croyez-vous?

LEONORA.

Je vous crois, je vous crois. (Elle lui baise les mains, André la conduit jusqu'à la porte de gauche.) A bientôt!... (Elle lui envoie un baiser de la main, et sort.)

ROSWEIN, seul.

Oui,... ce sont des accens de vérité,... ou la lumière même du jour n'est que mensonge et ténèbres! — Que va-t-il dire, lui? Il va encore charger ses accusations... Mais j'ai un mot à lui répondre : Celui qui a le cœur de pousser dans les bras d'un autre la femme qu'il a aimée, — celui qui, pour servir ses desseins, fait de la beauté de sa maîtresse une enseigne et un piége, celui-là peut prétendre à tout dans le monde, — hormis à la confiance d'un honnête homme. Il y a un quart d'heure à peine qu'il est parti;... en me hâtant, je le trouverai encore à Naples,... ou du moins je le rencontrerai sur le chemin.... (Carnioli ouvre la porte du fond.) Lui!... Déjà!

CARNIOLI.

Déjà. Ah! tu es seul? tant mieux! — Je ne suis pas allé à Naples,

j'y ai envoyé Beppo, que j'avais laissé devant la grille avec mon cheval. Dans un instant il sera ici avec les lettres, et tu pourras te convaincre, mon ami...

ROSWEIN.

C'est inutile. Elle m'a tout avoué.

CARNIOLI.

Ah!... Je m'en doutais. — Or ça, fais ton paquet, et partons.

ROSWEIN.

Non.

CARNIOLI, vivement, le regardant.

Non?... Eh bien! je suis fâché de te le dire, mon garçon, mais tu es...

ROSWEIN.

Un lâche, c'est entendu. Écoutez, Carnioli : vous avez été, à votre façon, mon bienfaiteur. Je m'en suis souvenu jusqu'ici; mais en voilà assez, croyez-moi. Un mot de plus dépasserait tout ce que la reconnaissance humaine peut supporter.

CARNIOLI. (Il se promène un moment en silence, le front soucieux; puis il reprend d'une voix brève et agitée :)

Mon cher, — tu seras cause que je terminerai mes jours dans un couvent, toi, vois-tu! — J'ai trop aimé la musique, tu as trop aimé une femme... Nous expions tous deux. — Chaque homme reçoit une certaine dose de sensibilité, une certaine faculté d'aimer et de se dévouer qu'une loi supérieure lui ordonne apparemment de répandre autour de lui dans des proportions réglées, — en attribuant une part au donateur, une autre à la famille, une autre à la patrie, à ce qu'on nomme le devoir enfin, — et réservant le surplus pour les distractions et pour les loisirs de la vie. Nous avons tous deux violé cette loi, nous avons concentré toute notre puissance d'affection sur un seul objet, et ce qu'il y a de pis, sur un objet de luxe : moi sur la musique, toi sur une femme. Nous sommes maudits à cause de cela, mon garçon. — Ma passion, à moi, est frappée au cœur par les ressorts mêmes qu'elle avait tendus. Je perds l'œuvre de ma vie par les combinaisons que j'avais méditées pour la sauvegarder — à la secrète rougeur de mon front, et, pour tout achever, je vois une main que j'ai emplie de bienfaits prête à se lever contre mon visage. Cela est dur! — Toi, tu assistes, comme un témoin désespéré, mais impuissant, à la ruine de ton corps, de ton âme et de ton génie! Cela n'est pas gai non plus. — Il y a un Dieu, Roswein, positivement.

ROSWEIN.

Je le sais.

CARNIOLI, dont l'agitation augmente.

Ah! cette femme!... Comment ai-je pu oublier qu'il a suffi en tout temps d'un de ces fragiles écueils pour briser toute force humaine?

Un enfant le sait!... Omphale, Circé, Dalila! ces noms de magiciennes qui flamboient comme des phares dans la tradition du monde, comment ne m'ont-ils pas éclairé?... Mais ce qui peut être sauvé encore de ton naufrage, je le sauverai!... oui, — à tout prix! S'il te reste un lambeau de cœur dans la poitrine, je te tirerai de ce harem, — quand je devrais, comme Ulysse, te mettre devant les yeux un miroir d'acier, — quand tu devrais en sentir le reflet jusque dans la moelle de tes os!... Aussi bien il le faut... Seulement j'aurais voulu t'y préparer... Il n'est plus temps. Écoute.

ROSWEIN.

Non... Laissez-moi!

CARNIOLI.

Ah! pour une fois en ma vie que je parle sérieusement, tu daigneras m'écouter!... — Je ne suis pas venu d'Espagne directement. Une affaire d'intérêt m'appelait en Sicile, et avant de toucher à Naples, je suis allé passer une semaine dans une villa que j'ai entre Palerme et Monreale. — Je ne savais que faire de mes soirées, et je les employais à courir la campagne, qui est fort belle par là, — un coin de l'Éden oublié par le déluge... Jamais personne, je m'en vante, ne fut moins que moi enclin à la mélancolie... Et cependant je ne saurais dire par quelle bizarrerie j'éprouvais, durant ces promenades solitaires, la pesanteur d'une âme repliée sur elle-même, — et le vague abattement d'un esprit qui se nourrit, comme un fiévreux, de sa propre substance... Était-ce fatigue du voyage, était-ce pressentiment?... Quoi qu'il en soit, un soir, — c'était jeudi dernier... (Il hésite.) Donne-moi un verre d'eau. (Roswein lui verse de l'eau, Carnioli boit une gorgée, pose le verre près de lui, s'asseoit et poursuit:) Au déclin du jour, je traversais un étroit vallon que de hautes collines préservent des vents de la mer, et qui est renommé dans le pays pour la salubrité de l'air qu'on y respire. Parmi les ignobles masures éparses dans ce vallon, je remarquai une petite habitation d'une propreté britannique..., une espèce de cottage; — ces Anglais se fourrent partout! — Comme je m'en approchais, poussé par une curiosité banale, — j'entendis tout à coup s'élever du fond d'un verger attenant à la maisonnette les sons graves et veloutés d'un violoncelle.

ROSWEIN.

Carnioli!

CARNIOLI.

Je reconnus l'archet... je reconnus la main!

ROSWEIN.

De grâce, Carnioli!

CARNIOLI.

Crois-tu que ce récit m'amuse? — Un homme de moyen âge, à

face carrée et à favoris roux, se tenait sur le seuil du logis. Il vint à moi, croyant lire sur mes traits l'expression d'une souffrance subite... Je l'interrogeai... Il avait dans sa ferme depuis un an deux hôtes — qu'il me nomma... Ma raison me disait de fuir ce lieu... Mais le violoncelle chantait toujours, et ma passion musicale, se joignant à un sentiment que je ne pourrais définir, m'attirait jusqu'au fond de cet abîme d'amertume, — sur le bord duquel le hasard m'avait amené.

ROSWEIN.

Le hasard, Carnioli?

CARNIOLI. (Sa voix devient plus brève.)

Comme tu voudras... J'entrai dans le verger... Je me glissai sans bruit derrière les arbres, et je pus voir un groupe de trois personnes que le feuillage d'un figuier protégeait contre les rayons du soleil couchant... Une d'elles m'était inconnue... mais je compris que c'était un médecin...

ROSWEIN.

Oh! Dieu!

CARNIOLI.

Quant aux deux autres, je les connaissais, et tu les connais. — Le vieillard seul me parut changé... Les traits de la jeune fille me semblèrent à peine altérés, et cependant son attitude, le fauteuil garni d'oreillers où elle était à demi couchée, l'éclat singulier de son regard, tout m'annonçait que le médecin venait pour elle... Comme j'arrivais,... il n'y a pas un détail de cette scène qui ne me restât présent, quand je vivrais dix mille ans!.. (Il frappe le parquet du pied.) son père déposa son archet, et lui demanda comment elle se trouvait... Mieux, dit-elle, en souriant, de mieux en mieux; mais l'Allemagne seule me guérira tout à fait... Puis elle ferma les yeux, et murmura quelques mots indistincts... Je ne pus entendre que ton nom...

ROSWEIN.

Par pitié, Carnioli!

CARNIOLI.

Mon enfant, dit alors le vieillard, confie-moi tout... Ce secret que tu t'obstines à garder, il double ton mal... Confie-moi tout, je t'en prie; je te promets de ne pas le maudire... Il t'a trompée, n'est-ce pas? — Elle rouvrit les yeux : — Non, non, reprit-elle,... je me suis trompée moi-même, moi seule... Il n'y a d'autre coupable que moi; aimez-le toujours. — Puis, dès que sa paupière se refermait, comme si le délire la reprenait subitement, elle changeait de langage,... elle t'accusait,... elle répétait tes paroles d'amour,... elle priait son père,... elle priait Dieu de te pardonner.

ROSWEIN.

Oh! malheur! Carnioli, si vous m'avez aimé jamais!...

CARNIOLI. (Sa voix s'altère.)

Pendant ce temps-là, les doigts du vieillard posés sur les cordes du violoncelle en tiraient par saccade des sons,... des plaintes, qui m'entraient dans l'âme... La jeune fille se réveilla et dit : Mon père, j'ai deux grâces à vous demander... Souriez-moi d'abord; — il essaya de sourire! — Merci, reprit-elle, et maintenant jouez-moi *le Chant du Calvaire*... — Non, non, dit le bonhomme avec l'accent d'une gaieté poignante, le jour de ton mariage, fillette... L'enfant sourit en le regardant fixement : il baissa les yeux sans répliquer. D'un geste plein de douleur, il secoua ses cheveux blancs sur son front plus pâle que le marbre, et prit son archet... J'entendis alors *le Chant du Calvaire... Le Chant du Calvaire,* oui! (Sa voix s'étrangle.) Pendant qu'il jouait, je voyais de grosses larmes tomber une à une sur ses pauvres mains amaigries et tremblantes... Il pleurait! Le bois et le cuivre pleuraient!... Le médecin détournait les yeux,... et moi!... L'enfant seule ne pleurait pas... Elle n'avait plus de larmes!... (Il se lève vivement ému et fait quelques pas.)

ROSWEIN.

Assez! assez! O Dieu miséricordieux! Dieu! (Il tombe sur un siége.)

CARNIOLI, brusque.

C'est fini. Calme-toi. — Je sortis. J'attendis le médecin à la porte. Je lui demandai s'il restait quelque espérance. Il me montra le ciel. Mais, lui dis-je, si celui qu'elle aime lui était rendu?... Alors, répondit-il, quoiqu'il soit bien tard,... peut-être!

ROSWEIN, se lèvant.

Partons. Partons vite!

CARNIOLI.

Partons.

ROSWEIN.

Carnioli, je vous jure que je vais vous suivre; mais il faut que je revoie une fois encore celle que je quitte à jamais. Il le faut. Je ne lui parlerai pas. Elle ne me verra pas. Je jetterai un dernier regard sur son visage, et je vous suivrai.

CARNIOLI.

Tu faiblis déjà?...

ROSWEIN.

Non. Accompagnez-moi, venez. Je ne l'éveillerai pas.

CARNIOLI.

Viens donc, et finissons.

Ils sortent par la porte de gauche, traversent une galerie, et arrivent dans la pièce qui précède la chambre à coucher de la princesse; une lampe d'albâtre éclaire à demi cette antichambre. Marietta sommeille dans un fauteuil. A l'entrée des deux hommes, elle se lève effrayée.

ROSWEIN, à demi-voix, à Marietta.

Elle dort?

MARIETTA.

Oui. Parlez bas.

ROSWEIN.

Je reviens. Attendez-moi là. (Il se dirige vers la chambre.)

MARIETTA, l'arrêtant.

Madame la princesse a recommandé qu'on ne la troublât sous aucun prétexte. Elle était souffrante.

ROSWEIN.

Laisse. Je ne l'éveillerai pas. Je veux la voir seulement.

MARIETTA.

Monsieur, pardon; mais je serais chassée.

ROSWEIN.

Elle ne me verra pas. Retire-toi. Pourquoi trembles-tu, sotte?

MARIETTA.

Monsieur, n'entrez pas, je vous en supplie.

CARNIOLI, d'une voix éclatante.

Elle n'y est pas! Je parie ma tête qu'elle n'y est pas! — Ah! voilà pour couronner l'œuvre! (Il rit.) — Tu peux entrer, va: tu ne réveilleras personne.

ROSWEIN, repoussant Marietta éperdue.

Ote-toi! (Il ouvre violemment la porte: la chambre est vide; se frappant le front:) Elle me trompait donc! Elle mentait encore! Non! quand un ange de Dieu me l'eût dit, je ne l'aurais pas cru! (Apercevant une lettre sur la table.) Ah! une lettre d'elle! (Il l'ouvre et lit.) « Mon cher maestro, je quitte quand il me plaît; mais on ne me quitte pas. Adieu. Leonora. » — (Il reste un instant immobile, appuyant fortement une main sur sa poitrine.)

CARNIOLI.

Eh bien! il faut la remercier. Tu en auras l'esprit plus libre. Viens-t'en.

ROSWEIN, saisissant le bras de Marietta.

Écoute, toi, et réponds-moi avec vérité, ou ne te tiens pas une heure de plus à portée de ma main; car, sur ma vie, tu paierais pour tous: — elle est partie avec ce chanteur, n'est-ce pas?

MARIETTA, à Carnioli.

Au secours, monseigneur.

CARNIOLI.

Réponds-lui.

MARIETTA.

Avec le chanteur,... oui.

ROSWEIN.

Où sont-ils?

MARIETTA.

A Gaëte.

ROSWEIN.

A Gaëte! — Suivez-moi, chevalier. Beppo doit être revenu. Nous trouverons vos chevaux à la grille.

CARNIOLI.

Mais que vas-tu faire?

ROSWEIN.

Vous verrez bien. Venez.

CARNIOLI.

Est-ce que je veux m'embarquer dans ton algarade? tu es fou!

ROSWEIN.

Ne venez donc pas. Bonsoir. (Il s'en va.)

CARNIOLI.

Arrête, mort-dieu! je te suis... Je serai destitué,... mais cela m'est égal!

ROSWEIN.

Passons chez moi. Il nous faut des armes. (Ils sortent.)

Minuit. — Une rampe escarpée sur le chemin de Gaëte. — A droite, des collines chargées de bois et plongées dans l'ombre. A gauche, la mer, plus lumineuse, battant le pied d'une falaise, que la route gravit en tournant.

ROSWEIN, CARNIOLI, tous deux à cheval, montant la rampe au galop.

CARNIOLI.

Cette route est déserte comme le Sahara. La Marietta nous a trompés. Du train que nous marchons, nous les aurions rejoints nécessairement, s'ils suivaient cette direction... Peut-être aussi vont-ils par mer... Retournons, crois-moi.

ROSWEIN.

Retourne si tu veux. — Hop! hop là!

CARNIOLI.

Pense à la Sicile, André,... pense au chant du Calvaire.

ROSWEIN.

Je le chante, le chant du Calvaire!

CARNIOLI.

Pas si vite, que diantre! — Voilà une horrible nuit... Il y a des momens où ma raison me quitte... Si je croyais à l'enfer, je croirais y être!... Nous perdons notre temps, te dis-je.

ROSWEIN.

Avançons! Je vois un point sombre là haut... n'est-ce pas une voiture?

CARNIOLI.

Le ciel nous en préserve ! — Moi, je ne vois rien... La nuit est noire comme la face du diable... Je vais d'une minute à l'autre tomber à la mer avec mon cheval, — et j'en rirai, — tant je suis gai !

ROSWEIN.

J'ai entendu le bruit d'un fouet, j'en suis certain. Hop là ! (Il presse son cheval écumant.) Ah ! saints du ciel ! que va-t-il se passer ?

CARNIOLI.

Donne-moi tes pistolets, André ! tu n'es pas maître de toi !... Je veux bien te servir de témoin contre ce jeune homme... mais si tu prétends me faire assister au meurtre d'une femme... corps du Sauveur ! je n'en suis plus !

ROSWEIN.

Une femme ! est-ce que c'est une femme ?... et puis que m'importe ?... Comment ! on fera ce qu'elle a fait... on fera litière sous ses pieds de tout ce qu'il y a de sacré et d'inviolable, on fera vingt fois le jour de la parole un mensonge, du sourire et des larmes une comédie, — de l'âme d'un homme un hochet, — du nom même du ciel une lâche trahison,... et on en sera quitte pour dire : Je suis une femme !... Non, de par Dieu ! — Ah ! les vois-tu, maintenant !... Arrête là bas ! (On aperçoit une voiture qui gravit la côte.)

CARNIOLI.

Donne-moi tes pistolets, malheureux enfant !... Je te jure que je te les rendrai pour tout combat digne de toi.

ROSWEIN.

Halte-là, postillon !... Arrête ou je te brûle !

Il saute à bas de cheval. Carnioli l'imite aussitôt. Tous deux s'approchent en courant de la voiture, qui est arrêtée.

CARNIOLI.

C'est une méprise !... André, prends garde !... Cette voiture n'est pas la sienne !

ROSWEIN.

Nous allons voir.

Ils arrivent près de la voiture. Roswein ouvre violemment la portière ; il aperçoit le vieux Sertorius assis près d'une bière couverte d'un drap blanc et semée de fleurs. — Il recule en poussant un cri terrible. — Carnioli l'éloigne de la main et se place devant lui comme pour lui cacher ce spectacle.

SERTORIUS, d'une voix sourde et tremblante.

Qu'y a-t-il ?... Que voulez-vous, messieurs ? — Je l'emporte en Allemagne, elle l'a désiré. — C'est ma fille, messieurs,... (Sa voix se brise.) ma fille unique,... mon unique enfant ! — Que voulez-vous de moi ?

CARNIOLI.

Monsieur, n'ayez aucune crainte.

SERTORIUS.

Je ne crains rien... Vous êtes des voleurs,... des bandits;... vous n'êtes pas des artistes. Je ne crains que les artistes, messieurs. C'est un artiste qui a tué ma fille. Un de vous en aurait eu pitié,... un tigre l'eût épargnée!...

CARNIOLI.

Passez en paix, monsieur! passez en paix.

SERTORIUS.

Merci, messieurs, merci. — Je l'emporte en Allemagne, elle l'a désiré.

CARNIOLI.

Oui, monsieur, allez en paix. Que Dieu vous soit en aide! (Il ferme la portière. La voiture se remet en marche et disparaît peu à peu dans l'obscurité. Carnioli se retourne.) André,... où es-tu, mon André? (Il aperçoit le jeune homme assis sur le bord de la falaise; il court à lui.) Souffres-tu, mon enfant?... Comme tu es pâle!... Donne-moi ton pouls... Ah! miséricorde!...

ROSWEIN.

Écoutez!

On entend un bruit de chants et de musique sur la mer : une barque pavoisée de feux apparaît, doublant la pointe de la falaise. Les sons deviennent plus distincts; la voix de Leonora s'élève, chantant les adieux à Grenade. Roswein pousse un gémissement étouffé et s'affaisse sur le rocher.

CARNIOLI, se dressant sur le bord de la falaise, sans quitter la main de Roswein, et criant d'une voix tonnante :

Le cygne dalmate expire, et tu chantes, canaglia! (La barque s'éloigne. Carnioli tombe sur ses genoux et pose sa main sur le cœur du jeune homme.) Plus rien!... Pauvre enfant!... pauvre enfant!... (Il l'embrasse et sanglotte.) Ah! prie pour moi! (Les chants s'éteignent dans le lointain.)

OCTAVE FEUILLET.

BOLINGBROKE

SA VIE ET SON TEMPS.

TROISIÈME PARTIE. [1]

XIII.

Bolingbroke arriva le 17 août 1712 à Paris, accompagné de Prior et de l'abbé Gautier, et descendit chez Mme de Croissy, mère du marquis de Torcy, qui vint en poste le joindre de Fontainebleau, où était le roi. On tomba bientôt d'accord sur les points importans, et l'on décida que la convention définitive serait précédée d'une nouvelle suspension d'armes par mer et par terre. Deux jours après, Bolingbroke fut conduit à Fontainebleau. Il y logea dans un appartement disposé pour le maréchal de Boufflers, et dès le lendemain, le dimanche 21, à neuf heures du matin, il eut une audience du roi. On remarqua la bonne grâce avec laquelle il s'acquitta de sa commission. La facilité de son élocution dans notre langue fut admirée, et tout confirma la haute opinion que la réputation de ses talens et son obstination pour la paix avaient donnée de lui à la cour de France. Louis XIV s'exprima, comme il savait le faire, avec naturel, avec dignité, mais en *parlant extrêmement vite*. Il témoigna pour la reine d'Angleterre les sentimens de bienveillance et d'affection que la France assurément lui devait; puis il entendit la lecture des articles qu'il approuva et la convention pour une suspension d'armes de quatre mois, laquelle fut signée dans la soirée. Les courtisans s'em-

(1) Voyez les livraisons du 1er et du 15 août dernier.

pressèrent de faire fête à l'homme qui fixait tous les yeux. Il soupa chez le duc de Noailles, neveu de Mme de Maintenon, avec tout ce qu'il y avait de plus considérable, et le 24 août, il prit congé du roi, qui lui fit présent d'un diamant d'une valeur de cent mille francs.

Dans le cabinet du roi, il fut convenu que l'Angleterre paierait, à titre de douaire, une somme annuelle de soixante mille livres sterling à la veuve de Jacques II, et que son fils, désigné désormais sous le nom de chevalier de Saint-George, sortirait de France. Dès le mois de juin, on avait annoncé qu'il se rendrait en Lorraine. Cependant il était encore venu au mois d'août à Fontainebleau, et n'en partit qu'à la nouvelle du débarquement de Bolingbroke à Calais. Il dut alors quitter la petite cour de Saint-Germain et se retirer incognito au château de Livry, ce qui ne l'empêcha point d'aller à l'Opéra, dans une loge du roi destinée à Bolingbroke. Quand celui-ci parut au théâtre, ce fut un grand embarras; mais il fut conduit dans une autre loge par les soins du duc de Trèmes, premier gentilhomme de la chambre, et en le voyant, tous les spectateurs se levèrent pour lui faire honneur. Il laissa aux comédiens des marques de sa générosité, surtout au Cid et à Chimène. Dans le monde, il ne manqua pas à sa réputation de galanterie. On remarqua qu'il parut touché des charmes de Mme de Parabère; il fit connaissance et resta en commerce de lettres avec Mme de Ferriol, la sœur du cardinal de Tencin et la mère de d'Argental. Là probablement est l'origine de ses relations avec Voltaire. En attendant qu'il le connût, il rapporta de France ce jugement qu'on appréciera comme on le voudra et qu'il jette en passant dans une lettre à Prior : « Nos compatriotes ne sont pas beaucoup meilleurs politiques que les Français ne sont poètes. »

Quoique satisfaite de la paix, la reine trouva mauvais que Bolingbroke n'eût pas quitté le spectacle dès que le prétendant assistait à la représentation. En tout, on jugea que Bolingbroke avait eu en France plutôt l'attitude d'un allié que d'un négociateur. Il paraît que sur sa route les populations l'avaient accueilli avec trop de sympathie. On raconta qu'il avait vu secrètement la reine douairière, et que le prétendant, prenant le titre de duc de Gloucester, ne s'éloignait de Paris que jusqu'à Reims. Les gazettes de Hollande ne négligèrent rien de tout ce qui pouvait rendre la paix suspecte aux yeux des Anglais; mais la suspension d'armes avait été publiée dans les deux royaumes, et toute paix est dans les premiers momens populaire. Bolingbroke, à son retour, fut donc passablement reçu. Quoique la guerre ne fût terminée que de fait, on envoya un ambassadeur en France, et ce fut le duc de Shrewsbury. La mort de Godolphin vint porter un dernier coup à la position de Marlborough, qui passa la mer pour se retirer à Aix-la-Chapelle. Cependant les

difficultés ne tardèrent pas à naître. Aux villes cédées en compensation de la démolition du port de Dunkerque, Louis XIV voulait qu'on ajoutât Tournai, et cette demande semblait exorbitante. L'électeur de Hanovre refusait d'adhérer aux stipulations qui le concernaient, prétextant que la reine était jeune, que sa mère était vivante, qu'il ne pouvait ni prendre la qualité d'héritier de la couronne d'Angleterre, ni comme prince allemand se séparer de l'empereur et des Hollandais. On pouvait se passer de l'un, et Saint-John ne négligea aucune occasion de le lui faire sentir. Quant aux autres, leur concours était indispensable. Ils se firent prier; mais ils obtinrent presque tout ce qu'ils voulurent, même un nouveau traité de Barrière. Les questions de commerce furent très-longues à résoudre. Il y eut de grandes contestations pour Terre-Neuve et la pêche de la morue. Dans les premiers mois de 1713, Bolingbroke crut plus d'une fois que tout allait se rompre. « Nous sommes en ce moment, écrivait-il à Prior le 22 janvier, dans la crise de notre maladie. Nous mourrons tout d'un coup, ou tout d'un coup nous serons guéris. » Mais il ne se découragea pas; il résista, il céda; il mêlait les argumens aux supplications et quelquefois les menaces; il dit à Prior, qu'il avait laissé à Paris, et son négociateur de prédilection : « Que M. de Torcy se rappelle son voyage à La Haye, et qu'il compare les plans de 1709 et de 1712. » Et une autre fois : « Dites-lui que s'il ne s'accorde pas avec la reine, je cours risque d'être un réfugié... Par le ciel! les Français en usent comme des colporteurs, et ce qui est encore pis, comme des procureurs. » Enfin, quand tout fut terminé : « La paix est conclue, et je remercie votre amitié du compliment qu'elle m'en fait. J'ai acquis quelque expérience, et c'est tout ce que j'en attends, outre le bien public. J'ai appris qu'on ne doit jamais désespérer, et que la persévérance compense beaucoup de défauts dans les mesures et dans la conduite. J'ai appris aussi qu'en Angleterre du moins faire peu vaut mieux que faire beaucoup, et que ne rien faire vaut mieux que l'un et l'autre. » Ceci était à l'adresse du comte d'Oxford.

Le vendredi saint, 3 avril, v. s., Bolingbroke vit enfin arriver d'Utrecht son frère, George Saint-John, annonçant que les traités avaient été signés le mardi précédent par les ministres de toutes les puissances, excepté l'empereur, et le secrétaire d'état s'empressa de porter à Whitehall cette grande nouvelle; puis il rentra chez lui, car il avait du monde à dîner, et il entretint ses convives de l'événement de la journée. Nous savons exactement qui dînait chez lui ce jour-là. Ce n'était pas moins que Joseph Addison. Swift, qui malgré des refroidissemens passagers voyait sans cesse l'homme dont il préférait la conversation à toute autre, avait demandé à Bolingbroke de l'inviter. On ne refusait rien quand il s'agissait d'Addison. Swift s'atten-

dait cependant à un dîner très guindé; de part et d'autre, on se piqua de politesse, mais enfin on s'anima (il le fallait bien, on resta jusqu'à minuit à table), et alors on se tint amicalement un langage de parti. Addison présenta ses objections contre la paix, et Bolingbroke y répondit avec complaisance; puis le fidèle whig proposa la santé de lord Somers, et l'adhésion fut unanime. Swift le pria seulement de ne pas prononcer le nom de lord Wharton, parce qu'il ne pourrait le suivre jusque-là. C'était, comme on sait, l'objet de son aversion particulière : il avait, dans l'*Examiner*, comparé Wharton en Irlande à Verrès en Sicile. Il dit même tout nettement à Bolingbroke qu'Addison n'aimait pas lord Wharton plus que lui. Il y eut encore probablement un autre sujet d'entretien qui, après la paix, devait occuper l'esprit d'une compagnie aussi lettrée. On annonçait pour le vendredi suivant la représentation à Drury-Lane de la tragédie de *Caton*, qui était fort attendue, et Swift, à qui autrefois Addison en avait montré des fragmens, alla trois jours après entendre une répétition, de compagnie avec l'évêque de Clogher, celui-ci caché dans la galerie, tandis que le docteur se tint sur le théâtre, non loin de la célèbre Oldfield, qui jouait la fille de Caton. La tragédie réussit de manière éclatante. Elle était dans un genre nouveau, tout entière consacrée à peindre l'amour de la patrie et de la liberté. Les whigs voulurent tirer de là un succès politique. On fait quelquefois une épigramme du nom d'une vertu, et le mot de patriotisme peut, selon les temps, devenir une leçon ou un reproche. Pope, qui n'était pourtant pas de l'opposition, présenta dans le prologue la nouvelle tragédie comme seule digne, par les sentimens qu'elle exprimait, d'être entendue par des Anglais, et Steele, dans le *Guardian*, en parla comme d'une grande leçon de vertu publique. Lord Wharton lui-même, qui ne brillait point par l'austérité des mœurs, applaudit bruyamment aux plus beaux traits de morale dont la pièce est remplie, et sir Gilbert Leathcote, gouverneur de la banque d'Angleterre, était venu à la tête de ses commis, les politiques les plus résolus des tavernes de la Cité, pour assurer à la force des mains la gloire du poète de leur opinion. Tant d'effort n'était pas nécessaire; l'*Examiner*, comme le *Guardian*, constata un grand succès. Personne n'eut la gaucherie de protester. Les tories applaudirent sans hésiter, et Bolingbroke, donnant l'exemple, battait des mains au milieu des amis qu'il avait amenés avec lui. Toutefois, pour tempérer un peu l'enthousiasme politique de l'assemblée, il fit venir dans un entr'acte Booth, qui s'était distingué dans le rôle de Caton, et il lui donna publiquement une bourse de cinquante guinées, pour s'être montré si bon défenseur de la cause de la liberté contre un dictateur perpétuel. Tout le monde alors se rappela que Marlborough avait osé briguer le commandement général à

vie, et que cette ambition incroyable passait pour n'avoir échoué que par la fermeté de lord Cowper. Quant à l'aimable, à l'heureux Addison, quelques mois après, il était réélu au parlement avec la facilité qu'il rencontrait en tout. « Je crois, disait Swift, que s'il avait l'idée d'être élu roi, il serait bien difficile de le refuser. »

XIV.

Mais revenons à la paix d'Utrecht. Quatre jours après qu'on eut appris qu'elle était signée, la reine tint un conseil où elle déclara Simon Harcourt pair et lord chancelier de la Grande-Bretagne, et proposa de ratifier les traités. Lord Cholmondeley et sir Richard Temple demandèrent seuls qu'on prît un peu de temps pour les examiner. Ils y perdirent, l'un sa place de trésorier de la maison royale, l'autre le commandement d'un régiment de dragons, et deux jours après la reine ouvrit en personne le parlement. Elle annonça la paix, et les deux chambres votèrent des adresses de félicitation, où cependant l'approbation des traités était réservée. En effet, lorsque le traité de commerce fut soumis à la chambre, les critiques commencèrent à se faire entendre. Cette convention, universellement condamnée à l'époque où elle fut faite, honorerait aujourd'hui ses auteurs. Elle était conçue dans la pensée que le commerce international était d'autant plus prospère qu'il était plus facile, et qu'en particulier celui de la France n'était pas la ruine de l'Angleterre. Les préjugés opposés à cette double pensée étaient en pleine vigueur, et un acte rendu sous Charles II avait décidé en principe que les importations françaises épuisaient le trésor de la nation. Bolingbroke, supérieur à de telles erreurs, s'était laissé guider par les conseils d'un ancien négociant très riche, maintenant un des lords commissaires du bureau du commerce, Arthur Moore, qui était en ces matières son négociateur de confiance, comme Prior en matière politique. Sa propre correspondance atteste d'ailleurs une parfaite intelligence des questions qu'il traite; mais le public n'en était pas là. Il s'éleva une polémique très vive. De Foe, qui était lui-même fort éclairé sur les intérêts du commerce, soutint le traité dans *la Revue;* il publia une brochure spéciale; on lui attribua un pamphlet ministériel, *Mercator ou le Commerce restauré,* qui n'était pas de lui, et auquel les whigs répondirent par *le Marchand anglais.* Addison lui-même entra en lice, et imprima son petit écrit prohibitioniste. Quand la question vint au parlement, elle était perdue d'avance.

L'article 9 du traité stipulait que dans les deux mois une loi de douanes accorderait à la France le traitement des nations les plus favorisées. Cette clause, contraire aux engagemens de l'Angleterre avec

le Portugal, choquait les intérêts ou les préjugés du commerce. La clameur de la Cité vint retentir jusque dans le parlement. Le bill pour l'exécution du traité fut rejeté le 18 juin 1713 à neuf voix de majorité.

Cet avertissement aurait dû faire réfléchir sérieusement les ministres; il présageait un mouvement grave dans l'opinion; ce n'était qu'un symptôme de la défiance qui planait sur leur tête. La nation avait pu sacrifier aux avantages de la paix l'arrogant espoir d'en dicter arbitrairement les conditions; mais l'intérêt de la succession protestante lui tenait au cœur. La santé de la reine déclinait, et la question pouvait se poser d'un jour à l'autre. Les relations du torisme avec le jacobitisme et des ministres avec l'un et l'autre, le caractère d'Oxford et de Bolingbroke, dont l'un passait pour le plus faux des hommes et l'autre pour le plus audacieux, la faveur marquée qu'avait montrée au second le grand monarque ennemi de Guillaume III et des huguenots, la faiblesse et les penchans connus de la reine, le bruit accrédité de quelques intrigues occultes, de quelques rapprochemens suspects, enfin et surtout je ne sais quelle couleur générale répandue sur tous les actes du cabinet, et qui n'était pas celle du patriotisme, tout excitait, tout envenimait les soupçons du public. Si le prétendant avait fait imprimer une protestation assez peu connue contre le traité d'Utrecht, l'électeur de Hanovre ne l'avait pas approuvé davantage, et protestait par son abstention même. Des adresses où l'esprit jacobite se montrait ouvertement avaient été présentées à la reine par des Écossais et insérées dans les journaux du gouvernement. Les deux chambres y répondaient bien en demandant que l'on pressât le duc de Lorraine et toutes les puissances amies d'interdire leurs états au prétendant; mais ces manifestations de loyauté étaient reçues froidement, la reine semblait n'y voir que des témoignages de défiance, et quand elle prorogea le parlement avant de le dissoudre, elle eut soin de recommander l'union, ce qui, dans la langue du pouvoir, veut dire la complaisance. Elle se plaignit qu'il y eût des gens qui n'étaient jamais contens du gouvernement, et que le parlement n'entendît pas bien les matières de commerce. On a observé que c'est à partir seulement du règne de George Ier qu'une sorte de mauvaise humeur a disparu des discours de la couronne. La sévérité de Guillaume III laissait percer dans son ferme langage le ressentiment de ce qu'il regardait comme les injustices ou les préjugés de son parti. Le ton aigre ou plaintif de la reine Anne avait tous les inconvéniens de l'indiscrétion sans le mérite de la franchise.

On arrivait ainsi aux élections générales (août 1713) après une année où la politique ministérielle avait eu son triomphe. C'est souvent un moment critique pour un cabinet. Une grande affaire à

conduire, un grand but à atteindre peut donner de la force au gouvernement. Sa tâche alors le soutient, dès qu'elle ne l'accable pas. Il en est plus actif, plus uni, mieux servi; son parti se discipline et se subordonne à ses vues. Tout cela change quand la cause est gagnée. C'est alors que les mécontentemens amassés pendant le travail éclatent; les vanités et les ambitions se mettent à l'aise; les partis deviennent exigeans et ingrats. Si surtout un des ministres s'attribue tout l'honneur du succès dont profite le premier ministre, la division n'est pas loin, et celle du parti devance celle de ses chefs. Telle était la situation où touchait le gouvernement. Le public, sans bien connaître l'état intérieur du cabinet, sentait cependant qu'une crise approchait. Il régnait beaucoup d'obscurité dans tous les esprits. La santé de la reine était incertaine comme ses résolutions, les intentions de lord Oxford aussi douteuses que son caractère, jusque-là qu'un de ses apologistes convient qu'il courait sur son compte onze opinions différentes. L'ambition de Bolingbroke était chose moins mystérieuse, mais tendait-elle à un changement de ministère ou de dynastie? On l'ignorait. Les nominations n'étaient pas rassurantes. Bromley, sir William Wyndham, qui passaient pour jacobites, étaient devenus, l'un secrétaire d'état à la place de lord Dartmouth, l'autre chancelier de l'échiquier. Sacheverell, dont l'interdiction expirait, était, après avoir prêché devant la chambre des communes, nommé recteur de Saint-André dans Holborn; Atterbury, bon prédicateur et pamphlétaire meilleur, obtenait l'évêché de Rochester. Le pauvre Swift n'avait pu devenir évêque, ni même doyen de Windsor : les préventions de la reine étaient invincibles. Elle objectait toujours qu'il passait pour l'auteur du *Conte du Tonneau*, qu'elle n'était pas sûre qu'il fût chrétien, et quand elle paraissait s'adoucir, lady Somerset intervenait et lui demandait à genoux de ne point faire un prélat de celui qui, dans la prophétie de Windsor, l'avait appelée *carotte*. Enfin le duc d'Ormond, qui avait repris la lieutenance de l'Irlande, le fit nommer doyen de Saint-Patrick à Dublin, bénéfice estimé à 700 livres sterling de revenu.

Dans ces circonstances, l'opinion publique ne pouvait être pleinement rassurée sur un point, le danger de la succession protestante. Quiconque paraissait croire à ce danger était de l'opposition, et le ministère le traitait en ennemi, ce qui augmentait les craintes, au lieu de les calmer. Plus d'un grand seigneur tory n'était tombé en disgrâce que pour avoir exprimé des inquiétudes que le gouvernement justifiait en le disgraciant. Il propageait la défiance en la tenant pour hostile, et ses meilleurs amis étaient ceux qui ne croyaient point aux dangers de la succession protestante. Or qui était moins touché de ces dangers que les jacobites? Rien donc de plus équivoque que la

situation du ministère, et ce qui semble montrer qu'il n'était pas innocent de certaines arrière-pensées, c'est qu'il acceptait cette situation et ne faisait rien pour en conjurer les périls. Les élections durent cependant les lui révéler. Les whigs revinrent plus forts qu'ils ne l'espéraient; mais une opinion surtout, celle des tories hanovriens, parut en grand progrès.

Avec de la sincérité et de l'accord entre eux, les ministres auraient pu encore traverser la crise; malheureusement la sincérité leur était impossible, soit qu'ils fussent engagés dans un véritable complot en faveur des Stuarts, soit que la complication de leurs intrigues les condamnât à des évasions et à des réticences aussi dangereuses que la trahison, soit enfin qu'incertains dans leurs prévisions, prêts pour toutes les hypothèses, ils voulussent ne se fermer aucune issue et se ranger du côté des événemens. Il faudra bien tout à l'heure nous expliquer sur cette question encore controversée; mais ce qui n'est pas une question, c'est que la vérité n'était ni dans leur caractère, ni dans leur politique, ni dans leur position. Quant à la désunion, elle était arrivée à l'inimitié. Bolingbroke ne pouvait plus supporter l'empire, encore que mollement exercé, de son rival. Ses lettres à lord Strafford, à lord Anglesea, au chancelier d'Irlande, à Prior enfin, sont remplies de ses plaintes. Il se présente comme abandonné, comme trahi, comme entouré de piéges. Les whigs relèvent la tête, la reine est insultée; avec une majorité immense, le gouvernement succombe, parce qu'il est déserté par ses amis, parce qu'il se déserte lui-même. Personnellement il n'est attaqué et menacé que pour avoir supplié de changer de conduite celui qui a laissé les choses en venir là. Il paraît qu'en effet les défauts du comte d'Oxford s'étaient, selon l'usage, accrus et divulgués dans le pouvoir. Il fatiguait ses collègues, son parti, la reine elle-même. Indécis, menteur, indolent, il n'avait plus que l'activité nécessaire pour dissimuler ses négligences, ses perfidies et ses fautes. Plus brillant, plus décidé, plus entraînant, Bolingbroke portait plus de loyauté dans les détails, et ne trompait que dans de plus grandes choses. Il disait qu'il fallait un peu de ruse dans les affaires, comme il faut un peu d'alliage dans les monnaies d'or ou d'argent, mais que la monnaie devient fausse, si l'on dépasse la dose. Son succès dans l'importante affaire de la paix l'avait confirmé dans son imprudence naturelle. Il entreprit donc résolument de supplanter le premier ministre. Celui-ci, quoi que l'on racontât de ses relations avec le prétendant, jugeait la situation avec plus de vérité. Par timidité ou par sagesse, il se compromettait moins, c'est son caractère plutôt que sa conduite qui inspirait les soupçons. Essentiellement propre à louvoyer entre tous les vents, il apercevait l'écueil. Il n'avait entièrement rompu aucun

de ses liens avec les diverses opinions, et attestant par momens ses souvenirs de famille ou d'éducation, il n'était regardé par personne, et surtout par les non-conformistes, comme un irréconciliable ennemi; mais il était profondément décrié et manquait de l'énergie nécessaire pour se relever. Une nature différente et plus encore peut-être la passion de le combattre en toutes choses emportaient Bolingbroke aux extrémités qu'Oxford semblait éviter. Tandis que celui-ci cherchait sous main à s'entendre avec Marlborough, celui-là poussait la fortune du duc d'Ormond, lui obtenait de nouveaux titres, et projetait avec lui une réorganisation de l'armée qui eût achevé de détruire l'influence du vainqueur de Blenheim, et qui manqua parce que le lord trésorier, peut-être à dessein, négligea de faire les fonds nécessaires à la dépense. Partout il y avait conflit, deux esprits, deux intrigues, deux plans. Bolingbroke avait raison d'écrire, quelques années plus tard, que dès l'automne de 1713 il n'y avait plus de gouvernement.

Ce sont là de ces momens où la presse prend ses ébats. Elle ne connaît plus ni discipline, ni tactique, et ses imprudences, à défaut de ses perfidies, aggravent le mal et propagent la confusion. Le parti jacobite ne pouvait manquer cette occasion de jeter dans le public l'alarme de ses espérances. Un docteur Higden publia une *Démonstration du droit héréditaire de la couronne*, qui se répandit sous la protection de Bromley, et causa un tel scandale, qu'il fallut que son collègue Bolingbroke en fît poursuivre l'éditeur. De Foe, que ses publications inconsistantes avaient brouillé avec tous les partis, et qui, tout à la fois ministériel et hanovrien, ne parvenait à se donner un air d'indépendance qu'en passant d'un extrême à l'autre, fit spécialement pour les provinces du nord une dénonciation contre les émissaires jacobites, intitulée *Précaution opportune*. — Irrité des promesses dont on trompait le peuple, il pensa les décréditer en les poussant à l'extrême, et publia trois pamphlets ironiques où il décrivait toutes les conséquences d'une restauration. L'ironie lui avait déjà mal réussi, et le pauvre De Foe n'avait plus une de ces réputations intactes de fidélité politique qui permette d'employer, sans se rendre suspect, l'artifice hasardeux de la contre-vérité. Tandis que ses trois écrits faisaient crier les catholiques à la perfidie, des esprits malveillans ou grossiers s'indignaient dans le parti contraire, et un écrivain whig, William Benson, portait plainte contre l'auteur en justice, car on sait que la plainte pour un délit public est ouverte à tous en Angleterre. De Foe fut cité, saisi, obligé à donner caution, enfin livré à toutes les tracasseries préalables d'un procès criminel. En vain s'épuisait-il à protester, aux magistrats et au public, de la loyauté de ses intentions, à expliquer comment il avait exprès dit le contraire de sa

pensée; on ne le croyait pas, on avait contre lui d'anciens griefs; on trouvait au moins sa ruse irrespectueuse ou dangereuse. «Moi, jacobite! s'écriait-il; il serait aussi aisé de me prouver que je suis mahométan. » Lord Oxford, qui pouvait reconnaître dans un auteur pris à son propre piége l'inconvénient d'avoir plusieurs langages, vint en aide à De Foe, essaya sans succès d'arrêter la poursuite en déclarant le délit imaginaire, et reconnut bientôt que le seul moyen de le sauver était de lui faire grâce. Les lettres de pardon, délivrées sous le contre-seing de Bolingbroke, enregistrèrent l'acte de soumission de l'impétrant, reconnurent que ses paroles avaient déçu ses intentions, et que c'était ironiquement qu'il avait dit que le prétendant octroierait à ses sujets le privilége de porter des sabots et les délivrerait de la peine d'élire des parlemens.

Un débat plus sérieux par ses conséquences s'était élevé entre Steele et Swift. Il n'y avait plus trace entre eux de leur ancienne liaison. Ces deux esprits de genres fort différens, mais âcres et violens, se combattaient à outrance. Steele, qui au *Tattler* avait fait succéder un recueil analogue *The Guardian* (12 mars 1713, v. s.), se plaignait dans le numéro 128 des retards apportés à la démolition de Dunkerque (7 août), et comme ce sujet était de ceux qui excitaient le plus les ombrages populaires, étant sur le point de se porter candidat aux élections de Stockbridge, il soutint son journal par une brochure intitulée : *Considérations sur l'importance de Dunkerque.* Swift répondit par ses *Considérations sur l'importance du Guardian.* Déjà attaqué dans ce recueil, il avait des ressentimens à satisfaire. Absent depuis quelques mois par lassitude des divisions ministérielles, rappelé par les deux rivaux qu'il s'efforçait de réunir et de sauver, inquiet et irrité, il épancha toute sa bile dans deux ou trois publications, et en blessant Steele, qui répliqua rudement, il attaqua tout le parti qui le soutenait. Élu membre du parlement, Steele avait renoncé à cet emploi dans l'administration du timbre que Swift prétendait lui avoir fait conserver, et, sous l'inspiration de ses amis, il avait publié un pamphlet intitulé *la Crise.* C'étaient des réflexions sur la vacance éventuelle du trône. L'ouvrage avait été revu par Addison. Une réponse très vive avait paru, écrite par Swift sous les yeux de Bolingbroke : *l'Esprit public des Whigs.* Comme elle contenait quelque passage offensant pour des pairs écossais, lord Wharton, si souvent victime des traits envenimés de l'implacable écrivain, lord Wharton, toujours prompt et hardi aux motions provocantes, dénonça au début de la session le pamphlet de Swift. Le lord trésorier répondit sans hésiter qu'il détestait l'ouvrage et en ignorait l'auteur, puis il écrivit à Swift un billet d'une écriture contrefaite pour le charger de remettre à l'auteur ou à l'éditeur menacé de poursuites

cent livres sterling; après quoi, par un artifice de procédure, il s'arrangea pour rendre non recevables en justice les témoins qui auraient pu trahir l'anonyme, et promit par proclamation royale, à qui ferait connaître le coupable, trois cents livres sterling de récompense. Cette comédie amusait Oxford et Swift, et ne trompait personne. La contrepartie fut jouée dans la chambre des communes. Dès le premier jour, Steele, ayant pris la parole, fut accueilli par ce cri : *Tattler! tattler!* (babillard! babillard!) Chacune de ses phrases suscitait ces murmures blessans, ces interruptions moqueuses, que les majorités n'épargnent pas aux écrivains de l'opposition. « Ce n'est pas si aisé de parler à la chambre, » lui criait-on de toutes parts. Comme la reine avait dans son discours recommandé au parlement la suppression des libelles séditieux, on appliqua cette qualification à l'écrit de Steele, et l'on demanda son expulsion. Forcé de se défendre comme un accusé, il quitta sa place, comparut devant la chambre assisté par Addison, et il parla avec force et avec talent. Une discussion très animée suivit, où Walpole, rétorquant l'accusation contre les écrivains jacobites que protégeait le ministère et caressait la cour, déploya cette violence éloquente qui ne lui manqua jamais dans l'opposition; mais 245 voix contre 152 ordonnèrent l'expulsion de Steele. Son crime était d'avoir dit que la succession protestante était en péril sous la présente administration. La motion fut donc faite dans les deux chambres de déclarer que la succession protestante n'était pas en danger sous le gouvernement de sa majesté. Quelquefois les assemblées répugnent à affirmer ce dont elles ne souffrent pas la négation. La motion eut peine à passer. Elle passa cependant; mais à la chambre des lords, là où Bolingbroke se défendait lui-même avec ce talent dont on parle encore, la majorité ne fut que de 12 voix, juste autant que le ministère avait nommé de nouveaux pairs. C'était une majorité apostée. C'est dans cette discussion que lord Anglesea, qui jusque-là avait appuyé les ministres, dit « qu'après avoir, sur leur parole, cru à une paix avantageuse et glorieuse, maintenant qu'il avait entendu leurs réponses, il demandait pardon à Dieu, à son pays, à sa conscience, ajoutant que s'il reconnaissait qu'il y eût eu perfidie, il poursuivrait un mauvais ministre du cabinet de la reine à la Tour, et de la Tour à l'échafaud. »

La chambre des lords, qui n'osait, en termes généraux, déclarer sa défiance envers le gouvernement, la témoignait par mille résolutions particulières. Ainsi elle s'interposa avec instance en faveur des Catalans, victimes de la paix d'Utrecht. Dès l'année 1705, l'Angleterre avait engagé ces populations à se soulever en faveur de l'archiduc Charles, avec promesse d'assurer à la paix la reconnaissance de leurs libertés. Ces hommes si jaloux de leurs priviléges avaient pris les

armes, et l'honneur de l'Angleterre était engagé dans leur cause. Cependant, malgré un article du traité, Philippe V ne leur avait pas donné satisfaction. La race de Louis XIV ne pouvait être ni reconnaissante de leur conduite, ni touchée de leurs droits, et Bolingbroke, qui, dans ses dépêches officielles, les appelait *une petite nation turbulente,* avait réduit à quelques vaines réclamations la protection que leur devait la reine. C'était un des points les plus vulnérables de la conduite ministérielle. La foi britannique avait souffert une triste atteinte, et la question ne pouvait s'élever sans émouvoir la chambre et embarrasser le cabinet. Saisissant les dispositions de l'assemblée, lord Halifax fit voter une adresse à la reine, pour demander que le prétendant fût expulsé de Lorraine, et qu'une récompense fût promise à qui le livrerait à la justice, s'il débarquait dans un des trois royaumes; mais diverses mesures dans le même sens ayant divisé la chambre en nombre égal, le ministère un peu raffermi obtint du parlement entier une adresse portant approbation générale des traités de paix. Les lords de l'opposition, d'accord avec l'envoyé du Hanovre, songèrent alors à réclamer la présence de l'électeur comme duc de Cambridge. La reine y répugnait avec une opiniâtreté suspecte, son conseil se partagea sur la question. La majorité, guidée par Bolingbroke, fut pour elle; le lord trésorier se trouva en minorité, lui quatrième. Anne écrivit aussitôt à sa tante, l'électrice douairière Sophie, et à son cousin, pour motiver son refus, en s'engageant expressément pour la succession hanovrienne, et Oxford, qui voulait prendre ses sûretés, adressa pour son compte au prince une lettre remplie d'habiles conseils et d'un dévouement calculé. Sans doute il savait dès lors, il entrevoyait du moins qu'un plan d'administration conçu par Bolingbroke avait été soumis en haut lieu, et que son rival, secondé par lady Masham, pressé par la crainte de voir s'aggraver jusqu'au péril les infirmités de la reine, n'attendrait pas longtemps pour agir. La mort de la princesse Sophie, qui survint, ne fit que rendre la situation plus critique (28 mai 1714).

Pour hâter le dénouement, on posait des questions décisives. Sir William Wyndham, qui maintenant dirigeait les débats de la chambre des communes, se concerta avec Bolingbroke et l'évêque de Rochester pour proposer le bill qui fut appelé l'acte du schisme. Cette loi interdisait de tenir école ou de remplir les fonctions de précepteur à quiconque n'aurait pas souscrit une déclaration de conformité à la foi épiscopale et obtenu une permission de l'évêque diocésain, en prouvant qu'il avait reçu le sacrement dans l'année. Cet acte odieux, qu'un plus odieux machiavélisme pouvait seul arracher à l'indifférence philosophique de Bolingbroke, avait pour but d'abattre ces dissidens, mortels ennemis d'une seconde restauration, et d'embarrasser

Oxford, qui passait pour les protéger encore. Celui-ci s'en tira en n'ayant pas d'avis. Tantôt il n'avait pas assez étudié la mesure, tantôt il s'absentait à l'heure où elle était discutée. Pour Bolingbroke, il osa dire que le bill était de la dernière importance, puisqu'il intéressait la sécurité de l'église, le meilleur et le plus ferme appui de la monarchie, et qu'il devait être soutenu par les honnêtes gens. « La vérité nous appartient, s'écria en parlant du culte anglican le déiste sceptique que devait invoquer Voltaire, et tout doit tendre à la vérité. » C'est la pure formule de la persécution religieuse. Il s'attira les justes railleries de lord Wharton, qui se dit agréablement surpris de voir les hommes de plaisir devenus les patrons de l'église. Après quelques amendemens singulièrement aristocratiques qui l'adoucirent en faveur surtout des précepteurs des fils de lords, le bill passa pour n'être jamais exécuté.

En attendant, la confiance des jacobites s'exalta; leur imprudence n'eut plus de bornes. Des allusions furent faites en pleine chambre à la possibilité d'une restauration. Des deux côtés, on semblait s'attendre à un conflit entre deux prétendans. Le parlement, dont la majorité malgré ses divisions n'hésitait pas entre la maison de Brunswick et les Stuarts, vota des adresses et des lois pour prévenir et punir toute tentative de rébellion en faveur de la royauté déchue; le gouvernement ne put se dispenser d'agir ; la reine consentit à la proclamation demandée par la chambre haute, et promit 5,000 livres sterling de récompense à quiconque s'emparerait de la personne du prétendant, s'il paraissait sur le territoire. On s'apprêtait à voter une adresse de remerciemens, quand Bolingbroke entra dans la chambre. Pris au dépourvu par une de ces motions qui embarrassaient toujours le ministère, il dit un peu à l'aventure que la meilleure mesure de défense pour la succession protestante serait une loi qui qualifierait de haute trahison tout enrôlement au service du prétendant. On le prit au mot; un bill en ce sens fut proposé. On nomma le ministre lui-même président du comité de la chambre où la rédaction fut discutée, et il donna sans préméditation un nouveau gage à la cause hanovrienne.

C'étaient là des nécessités de situation qu'il fallait longuement expliquer aux amis du continent. La proclamation contre le prétendant fut une de ces mesures dont chacun des deux principaux ministres se disculpa soigneusement auprès du cabinet de Versailles, en se l'imputant réciproquement comme un piége que l'un avait tendu à l'autre pour le forcer à se trahir. Chacun prétendit qu'il n'aurait pu s'y opposer sans se perdre, du moins l'abbé Gautier l'écrivit à Torcy le 27 juin, le tenant du comte d'Oxford; le 8 juillet, le tenant de lord Bolingbroke. « La proclamation ne changera rien, » répéta ce der-

nier à l'envoyé de France d'Iberville, et le plus probable, c'est qu'il espérait qu'elle brouillerait Oxford avec les jacobites, et qu'Oxford comptait qu'elle le raccommoderait avec les Hanovriens. Il y eut dans cette affaire un assaut de ruses digne du théâtre.

La reine, qui jouait de mauvaise humeur sa part de cette comédie, eut encore la force de venir elle-même au parlement annoncer la prorogation, mais sans un mot rassurant et positif sur l'avenir de la royauté; elle ne sut encore que reprocher aux chambres leurs divisions et les engager à imiter, dans leur respect pour sa prérogative, son respect pour les droits de son peuple.

XV.

Anne était malade; la goutte et d'autres accidens lui laissaient peu de forces et de repos; une étrange habitude avait contribué à altérer sa santé. Lors de la signature des conventions de Fontainebleau, Louis XIV lui envoya, avec six magnifiques habillemens, deux mille cinq cents bouteilles de vin de Champagne, et ce présent était malheureusement trop bien adressé. On sait quel goût grossier déparait alors les mœurs anglaises. Les orgies de Bolingbroke ont été célèbres, et Oxford, dont on loue la vie régulière, passe pour l'avoir abrégée par l'usage immodéré du vin. Le prince de Danemark, homme du Nord, adonné aux habitudes analogues de son pays, les avait communiquées à sa femme, qui même, assure-t-on, n'excluait pas les liqueurs spiritueuses. Un écrivain de notre temps l'excuse par un besoin trop légitime d'échapper aux ennuis attachés à la royauté (1). Toujours est-il que dans les dernières années de sa vie elle était souffrante et abattue, et sa mélancolie semblait l'avoir ramenée à d'anciens regrets, ou plutôt à d'anciens repentirs. Avant de régner, peu ménagée par Guillaume III, elle s'était reproché son adhésion à la révolution de 1688. Elle avait renoué quelques relations avec son père exilé. Du moins, aussitôt que le roi Jacques eut fermé les yeux, la reine Marie de Modène écrivit à sa belle-fille qu'il était mort en lui pardonnant, et en priant Dieu de la convertir *et de la confirmer dans la résolution de réparer envers son fils le tort qui lui avait été fait à lui-même.* Cette lettre se rapporte même à des protestations antérieures qui furent d'abord oubliées sur le trône, mais que l'âge et le chagrin purent rappeler à la mémoire d'une veuve sans enfans, sans famille, combattue entre ses préjugés politiques et ses préjugés religieux. Quoiqu'une lettre assez pressante écrite en 1711 par le chevalier de Saint-George à sa tante fût restée

(1) Leigh Hunt, *Men, Women and Books*, t. Ier, 1847.

sans réponse, les historiens s'accordent à croire que, dans ses derniers jours, Anne nourrissait quelque projet arrivé à maturité, et s'excitait, par la pensée de sa faiblesse même, à l'accomplir. Méditait-elle toute une révolution, ou donnait-elle seulement cours à ses ressentimens en projetant le renvoi de lord Oxford? Il était visible du moins qu'il allait être frappé. Lui-même s'était rapproché des whigs. Il avait envoyé son frère en Hanovre, noué quelques relations avec lord Cowper, et, dit-on, secrètement averti lord Marlborough, qui vint à Ostende. L'impossibilité de retenir ensemble dans le même cabinet Oxford et Bolingbroke était devenue évidente. Swift, qui avait été le témoin et le lien de leur ancienne amitié, s'enfuyait de désespoir à la campagne. Jusqu'au mois de mai 1714, il avait tout fait pour rétablir le bon accord. Il voyait presque tout le conseil, Harcourt, Atterbury, lady Masham et bientôt Ormond se séparer de lord Oxford. Il voyait ce dernier, insouciant ou préoccupé, négliger de satisfaire à leurs plaintes, de dissiper leurs ombrages, et, dans la vue peut-être d'un prochain changement de règne, refuser ou ajourner les mesures qu'ils réclamaient. « Dès que la reine est malade, disait Oxford, on abandonne tout; est-elle rétablie, on veut agir comme si elle était immortelle. » Il semblait se préparer pour un autre avenir que ses collègues, et cet avenir n'était pas celui que rêvait la reine. Swift, qui n'a jamais voulu voir ou convenir que la succession protestante fût, sans qu'on l'avouât, le sujet de la division, avait tenté un dernier essai de réconciliation. Il fit rencontrer Oxford et Bolingbroke chez lord Masham. La dernière fois qu'il les y réunit, seul avec eux, il leur parla très librement et leur déclara qu'il allait partir, puisque tout était perdu. Bolingbroke lui dit tout bas qu'il avait raison, et Oxford finit la conversation en promettant que tout irait bien; mais bientôt lady Masham signifia au premier ministre qu'il ne devait plus compter sur elle, et qu'elle ne se chargerait plus de ses commissions pour la reine.

Swift était parti pour Oxford; de là il se retira chez un de ses amis en Berkshire, décidé à ne plus retourner à Londres. « Je serai bien aise d'avoir de vos nouvelles, écrivait-il à miss van Homrigh le 8 juin 1714, non comme habitante de Londres, mais comme amie; car je ne donnerais pas trois sous pour des nouvelles, et je n'en ai pas entendu une syllabe depuis que je suis ici. Le prétendant ou le duc de Cambridge pourraient être débarqués tous deux, que je n'en serais pas mieux informé; mais quand ce lieu serait dix fois pire qu'il n'est, rien ne me fera retourner à la ville tant que les choses y seront dans la situation où je les ai laissées. »

Cependant il avait à Londres de nombreux correspondans, et bientôt il fut tenu au courant de la marche des affaires par des lettres

presque quotidiennes dont nous donnerons pour tout récit des extraits textuels.

Du docteur Arbuthnot au docteur Swift. Kensington, 26 juin, v. s., 1714. — « J'ai tâché avec grand soin de vivre dans l'ignorance; mais je voulais en même temps jouir du jardin de Kensington, et là tel ou tel mécontent affairé vient se mettre en travers de mon chemin, me commence quelque histoire fâcheuse, et avant d'aller souper, j'ai la tête aussi troublée de soucis que si j'étais l'homme le plus au courant. Je vous donnerai un peu votre part d'ennui en vous disant que le Dragon (1) est dur à mourir. Il donne maintenant des coups de pied et des coups de poing autour de lui comme un beau diable. Vous savez que le manége parlementaire est son fort; mais point d'espérances d'arrangement entre les deux champions. Le Dragon a dit hier soir à lady Masham et à moi qu'il avait beaucoup de peine à empêcher ses amis, qui sont très nombreux, de tout mettre en pièces. »

De Barber (imprimeur de Swift), 6 juillet. « J'ai, par grand bonheur, trouvé lord Bolingbroke hier; je venais de recevoir votre lettre à la minute. Je l'ai attaqué pour le vin, et il a sur-le-champ commandé pour vous deux douzaines de bouteilles de vin rouge de France et une douzaine de vin blanc d'Aaziana sec... Mylord m'a chargé de vous dire ce matin qu'il vous écrira, et de vous informer, grand philosophe que vous êtes, que vous avez gagné le point, que les affaires publiques sont menées avec le même zèle et la même expéditive célérité qu'au temps où vous étiez ici, même qu'il y a eu progrès sous quelques rapports, que la même bonne intelligence continue, qu'il espère que le monde profitera de votre retraite, que jamais on n'eût plus qu'aujourd'hui besoin de votre inimitable plume, et d'autres choses que je ne me rappelle pas. »

D'Érasme Lewis (secrétaire de lord Dartmouth), 6 juillet. — « Les deux ladies (Somerset et Masham) paraissent avoir résolu la chute du Dragon et nourrir la chimérique pensée qu'il n'y aura pas de *monsieur le premier*, mais que tout le pouvoir résidera dans l'une et profitera à l'autre. L'homme de Mercure (2) les berce de cette pensée avec beaucoup d'adresse et de raison, car il sera naturellement *monsieur le premier* en vertu du petit sceau. Il a une trop mauvaise réputation pour être le grand porte-enseigne. Il prend donc un autre moyen, et je crois un très habile : c'est de garder sa position actuelle, à laquelle le pouvoir peut être attaché tout entier aussi convenablement qu'à la baguette... *Mercurialis* se plaint de ce que le Dragon l'a traité d'une manière sauvage; il l'accuse d'être avec les démocrates et de ne l'avoir pas obligé dans la moindre chose depuis qu'il a la baguette. *Le temps nous éclairera* (3). »

De Charles Ford (ami de Swift), 6 juillet. — « *Le Colonel* (Oxford) et ses amis tiennent la partie pour perdue, et je crois que la semaine prochaine nous verrons lord Bolingbroke à la tête des affaires. L'évêque de Rochester aura

(1) Sobriquet demi-ironique donné dans la société de Swift à lord Oxford, à la fois parce qu'il était très doux de caractère, et qu'il était chargé de la garde du trésor.

(2) Ou *Mercurialis*, surnom de Bolingbroke à cause de son éloquence.

(3) En français.

le sceau privé. On parle de plusieurs autres changemens... J'imagine que l'on répand ces bruits pour attirer tous ceux qui pourraient être opposés au nouveau système. Je puis difficilement croire que personne soit expulsé du cabinet, excepté le trésorier et le sceau privé (lord Dartmouth).»

D'Arbuthnot à Swift, 10 juillet. — « Nous sommes en politique dans une étrange condition, telle qu'on ne saurait dire pour qui l'on est. Cela vaudrait vraiment la peine que vous fussiez ici seulement vingt-quatre heures, pour voir la bizarrerie de la scène. Je suis sûr que vous en goûteriez mieux la vie des champs. Le Dragon tient très ferme et d'une mortelle étreinte la précieuse petite machine (la baguette). S'il avait pris la moitié autant de peine pour d'autres affaires qu'il s'en est dernièrement donné contre l'*Esquire* (William Bromley), il aurait pu être un dragon au lieu d'un Dagon. S'il fallait faire ou souffrir autant que lui, j'aimerais autant m'enrôler sur les galères. *Hæc inter nos.* »

De lord Bolingbroke à Swift, 13 juillet. — « Je n'ai jamais ri, mon cher doyen, de votre départ de la ville : au contraire j'ai trouvé que votre résolution de vous éloigner, à l'époque où vous l'avez prise, était très sage; mais je confesse que j'ai ri de tout mon cœur quand j'ai appris que vous prétendiez trouver dans le village de Letcombe tout ce que votre cœur désirait. En un mot, je vous ai jugé absolument comme vous me dites dans votre lettre que je dois vous juger. Si mes grooms n'avaient pas vécu d'une vie plus heureuse que je n'ai fait pendant ces longs derniers temps, je suis sûr qu'ils planteraient là mon service. Veuillez appliquer cette réflexion. Oui, j'aurais voulu être avec vous, avec Pope et Parnell, *quibus neque animi candidiores.* Dans un temps bien court peut-être, je puis avoir le loisir d'être heureux. Je persiste dans les opinions et les résolutions où vous m'avez laissé. Je me maintiendrai ou tomberai avec elles. Adieu. »

De Charles Ford à Swift, 15 juillet. — « On nous dit maintenant que nous n'aurons aucun changement, et que le duc de Shrewsbury pacifiera tout comme il faut. Je suis sûr que vous ne le croirez pas plus que moi, mais le Dragon a été plus gai que de coutume pendant trois ou quatre jours, et les gens en concluent que les brèches seront réparées. J'incline plutôt à l'opinion de ceux qui disent qu'il doit être fait duc et avoir une pension. »

De Lewis à Swift, 17 juillet. — « Je ne rencontre ni homme ni femme qui ait de bonnes raisons pour prétendre décider qui l'emportera. Notre ami femelle (lady Masham) a dit chez elle au Dragon, jeudi matin, ces propres mots : « Vous n'avez jamais rendu aucun service à la reine, et vous n'êtes capable de lui en rendre aucun. » Il n'a rien répondu; mais il a soupé avec elle et *Mercurialis*, le soir, chez elle-même. Il n'en médite pas moins de se venger. Il parle clairement et distinctement à tout le monde. Ceux qui se rangent sous sa bannière appellent la dame *dix mille fois chienne et fille de cuisine.* Ceux qui le haïssent parlent de même de lui. Et je regrette de toute mon âme qu'elle donne ainsi libre cours à sa colère, car elle est capable de véritable amitié et a beaucoup de qualités sociales et domestiques. Le grand procureur qui vous a fait l'offre ignoble d'un bénéfice en Yorkshire (lord Harcourt) a eu une longue conférence avec le Dragon mardi, l'a embrassé en partant et l'a chargé de ses malédictions le soir. »

De Charles Ford à Swift, 20 juillet. — « Une réconciliation est impossible, et

je ne puis deviner pour quelle raison l'affaire tarde autant, à moins que ce ne soit pour gagner quelques lords qui tiennent fort au Dragon, et d'autres qui ont de l'aversion pour le Capitaine (Bolingbroke). Le duc de Shrewsbury se déclare contre lui dans ses conversations particulières. C'est, je suppose, contre tout ministre principal, car on sait qu'il n'a pas de tendresse pour le Colonel (Oxford). »

De Lewis à Swift, 22 juillet. — « Vendredi dernier, le lord chancelier est allé à la campagne avec le dessein d'y rester jusqu'au 10 août; mais mardi il a été rappelé par un exprès de lord Bolingbroke. Mardi prochain, la reine va à Windsor. Les changemens quelconques que nous devons avoir paraîtront probablement avant son départ. »

De Charles Ford à Swift, 22 juillet. — « La reine va à Windsor mardi prochain, et l'on s'attend que tout sera réglé auparavant..... Les amis du Capitaine se croient sûrs de leur affaire, et ceux du Colonel sont tellement du même avis, qu'ils ne boivent à sa santé que pendant qu'il est encore en vie. Cependant on pense qu'il tombera fort doucement, avec une pension de 4,000 livres sterling par an et un duché. La plupart des tories français sont contens du changement, et les capricieux (tories hanovriens) prétendent aujourd'hui que tout leur mécontentement venait de ce qu'on favorisait trop les whigs! Bref, nous nous promettons de très heureux jours tant que le règne durera, et si l'*incertaine craintive nature* (la reine) ne vient pas nous désappointer, nous avons une très belle perspective. Le Dragon et son antagoniste se rencontrent chaque jour dans le cabinet; ils mangent souvent et boivent et se promènent ensemble, comme s'il n'y avait aucun désaccord, et quand ils se quittent, j'entends qu'ils se donnent des noms tels que d'autres que des ministres d'état ne pourraient l'endurer sans se couper la gorge. »

24 juillet. — « Nous nous attendions que la grande affaire se serait faite hier, et maintenant tout le monde s'accorde à dire que c'est pour ce soir. »

D'Arbuthnot à Swift, 24 juillet. — « La chute du Dragon ne provient pas entièrement de son ancien ami, mais de l'auguste personne que j'ai reconnue à quelques petits signes pour profondément offensée. En tout, le Dragon a été si mal traité, et il lui faudrait servir à de telles conditions dans l'avenir, s'il devait servir encore, que je jure bien que je ne conseillerais pas à un Turc, à un Juif, à un païen d'accepter situation pareille. »

De Lewis à Swift, 27 juillet. — « Vous jugez bien : ce n'est pas d'être mis dehors, c'est la manière qui m'enrage. La reine a dit à tous les lords ses raisons pour se séparer de lui, savoir qu'il négligeait toutes les affaires, qu'il était rarement compréhensible, que, lorsqu'il exposait ses idées, elle ne pouvait se fier à la vérité de ce qu'il disait, qu'il ne s'était jamais rendu auprès d'elle à l'heure convenue, qu'il était venu souvent ivre, que dernièrement, pour couronner tout, il s'était conduit envers elle avec de mauvaises manières, inconvenance, manque de respect. *Pudet hæc opprobria nobis*, etc. — Je suis hors de moi, quand je pense à tout cela et à l'orgueil du vainqueur. »

Du comte d'Oxford à Swift, 27 juillet. — « Si je disais à mon cher ami quel prix je mets à son amitié si peu méritée, j'aurais l'air de me défier de lui et de moi-même. Quoique je n'aie plus eu d'autorité depuis le 25 juillet 1713 (1),

(1) Ce jour-là, Oxford, malade, avait adressé par écrit à Bolingbroke son plan d'administration, qui n'avait jamais été exécuté.

je crois maintenant pouvoir, comme simple particulier, me permettre de renouveler votre congé, à la condition que votre absence me vaudra votre présence, car demain matin je serai un simple particulier. Dès que j'aurai réglé ici mes affaires domestiques, j'irai à Wimple; de là, seul dans le Herefordshire. Si nos tête-à-tête ne vous ont pas ennuyé, accourez pour tout ce temps-là vers quelqu'un qui vous aime; je crois que dans la masse des âmes les nôtres ont été faites pour être l'une auprès de l'autre. Je vous envoie une imitation de Dryden, qui m'est venue en allant à Kensington (chez la reine). « Servir avec amour et répandre son sang est approuvé là-haut; mais ici-bas « les exemples montrent qu'il est fatal d'être bon. »

De Lady Masham à Swift, 29 juillet. — « Mon bon ami, j'avoue que cela n'a pas l'air très aimable à moi de passer tout ce temps sans vous remercier de votre sincère et aimable lettre, mais j'avais résolu d'attendre que je pusse vous dire que la reine avait assez pris l'avantage sur le Dragon pour lui retirer son pouvoir des mains. Il a été pour elle et pour tous ses amis l'homme le plus ingrat qui soit jamais venu au monde. Je ne puis avoir en ce moment tout le temps de vous écrire, parce que ma chère maîtresse n'est pas bien, et je pense que je puis mettre son mal à la charge du trésorier, qui depuis trois semaines entières l'a tourmentée, vexée sans interruption, et elle n'a pu se débarrasser de lui que mardi dernier (27 juillet)... Nous abandonnerez-vous et irez-vous en Irlande? Non, c'est impossible; votre bonté est toujours la même, votre charité et votre compassion pour cette pauvre lady, qui a été barbarement traitée, ne vous permettent pas de vous éloigner. Je sais que vous aimez à secourir les malheureux, et il ne peut y avoir un plus grand objet de pitié que cette excellente lady. Je vous en prie, cher ami, restez ici..... »

Voici maintenant ce qui s'était passé. Le 9 (20) juin, Oxford, poussé à bout, adressa à la reine un compte-rendu de son administration. Dans ce mémoire, qui est curieux par la simplicité, et qui n'est pas d'un grand ministre (mais peut-être il fallait se mettre à la mesure de la reine Anne), il lui rappelle les travaux et les succès de sa gestion financière, et revendique une forte part dans la conclusion de la paix. Il accuse Bolingbroke d'avoir voulu, dès le mois de février 1711, se faire un parti dans la chambre, et il ajoute que c'est à la même époque que le secrétaire d'état l'a invité à dîner pour la dernière fois. Il lui reproche son irritation lors de sa promotion à la pairie, sa négligence de certaines mesures pendant tout le temps que lui, Harley, avait été malade, et il montre combien il serait injuste de reporter sur lui-même la responsabilité de tous les manquemens du secrétaire d'état. On aperçoit bien que, sans l'accuser, il s'en prend à lady Masham, et en effet, n'ayant plus à la ménager, il venait de mettre opposition à une gratification annuelle de 1,500 livres sterling qu'elle avait obtenue.

La reine avait sa résolution prise; elle ne fit aucune réponse, et, comme elle était souffrante, elle ne tint point de conseil. On doit

soupçonner que l'ancien escalier dérobé de lady Masham ne fut pas fermé pour Bolingbroke. Le 20 juillet, la reine le manda avec le chancelier, et sept jours après elle reçut Oxford, qui la trouva entourée de ses ennemis, Bolingbroke, Harcourt, lady Masham. Il y eut une scène très vive qui dura jusqu'à deux heures du matin. Oxford ne ménagea personne; il montra le ridicule et le péril du plan de ses adversaires, prédit qu'il serait vengé et qu'il les verrait, réduits à leur abjection primitive, payer leur dette à la justice nationale. La reine parut fort troublée, mais nullement touchée, et elle lui reprit la baguette blanche, signe du titre de lord trésorier.

Les amis d'Oxford, et parmi eux Swift lui-même, ont attribué sa disgrâce à son attachement pour la succession protestante. Il faut supposer en effet un grief bien sérieux dans l'esprit de la reine, à moins qu'on ne veuille tout ramener à quelque vengeance de lady Masham. Comment s'expliquer la défection de tous ceux qu'il avait faits ministres, si ces derniers ne l'avaient cru séparé de la reine et d'eux sur un point fondamental? Le duc de Shrewsbury seul reste difficile à comprendre; il passa du côté de Bolingbroke probablement pour rester du côté de la reine, mais il avait ses desseins. Pour Bolingbroke, il triomphait; on le croyait premier ministre. Ormond, Atterbury, Wyndham, Bromley, Moore, semblaient prêts à le suivre. Buckingham, Strafford, le comte de Mar, secrétaire d'état pour l'Écosse, devaient s'unir à lui. Tous ces noms semblent des preuves parlantes d'un complot jacobite, et l'on ne peut guère supposer que l'exclusion perpétuelle des Stuarts fût la pensée fondamentale de la nouvelle coalition. Cependant il semble que rien entre eux n'était décidément convenu. Très peu de jours après le renvoi d'Oxford, lord Lansdowne, se trouvant en voiture seul avec Wyndham, lui dit que, maintenant que le pouvoir était entièrement dans leurs mains, ils pouvaient aisément ménager une restauration. — « Chassez cette idée de votre tête, répondit sir William, cela ne se fera jamais. Jacques est un homme impraticable, jamais on ne le pourra réduire. » C'était apparemment une allusion à l'obstination religieuse du prétendant. En effet, loin de faire une cour exclusive aux jacobites, Bolingbroke, fidèle à l'usage de tous ceux qui arrivent au pouvoir par une opinion extrême, recherchait déjà les chefs de l'opinion contraire; il réunissait à dîner, dans sa maison de Golden-Square, Walpole, Stanhope, Pulteney, les principaux orateurs whigs, et cherchait ces rapprochemens forcés toujours faciles aux opinions franchement opposées, parce qu'ils ne tirent pas à conséquence. On parla même un moment d'un ministère de coalition, et un ancien négociant, John Drummond, un des confidens de Bolingbroke, eut ordre de se tenir prêt à partir pour le Hanovre, où il devait aller traiter avec l'électeur. Le soir du

samedi 31 juillet, il attendit à Kensington, pour recevoir ses dernières instructions, Bolingbroke, qui ne vint pas. Tout indique donc que ce dernier avait, comme on dit, fait son thème en plusieurs façons; mais, quel que fût son plan préféré, il allait s'évanouir dans la région fantastique où s'envolent les rêves des ambitieux. La scène de la rupture avait profondément ébranlé la reine. Elle se trouva mal le 29 juillet, et son état parut aussitôt désespéré. En ce moment critique, tous les partis furent sur pied. Les whigs s'y étaient préparés dès longtemps. Ils étaient organisés, prêts à soutenir la loi par la force, si la force attentait à la loi. Le général Stanhope devait s'emparer de la Tour de Londres, et Marlborough passer le détroit. Les jacobites s'échauffaient dans leurs espérances; mais, bercés d'illusions, ils avaient compté sur la reine, sur une conspiration de cour, et la cour était éperdue, la reine mourante, le ministère dissous. Le gouvernement était pris au dépourvu en pleine crise ministérielle. Oxford n'était plus chef du cabinet, mais Bolingbroke ne l'était pas encore. Il comptait sur lord Shrewsbury, mais Shrewsbury était un esprit élevé et clairvoyant. Son ambition était supérieure à son courage; il avait pu manquer de franchise et de constance, mais il aimait le bien public et savait le discerner dans les circonstances décisives. Ni sa timidité ni sa conscience ne s'accommodait d'une politique aventureuse. Réservé, dissimulé même, il sut prendre son parti sans le dire, et n'oublia pas qu'il avait participé à la révolution de 1688. Il prévint donc secrètement les ducs d'Argyll et de Somerset, et au moment où un conseil privé, composé des grands officiers et des ministres, s'assemblait à Kensington, les deux lords whigs y parurent sans avoir été convoqués; Shrewsbury les remercia et les invita à prendre séance. Sur les déclarations des médecins que le danger de la reine était pressant, ils proposèrent de pourvoir aux fonctions de lord trésorier, et de prononcer à la reine le nom de Shrewsbury. Le coup fut terrible; Bolingbroke pâlit, mais ni lui ni personne n'osa faire d'objection, et lui-même ne put refuser d'aller avec les deux autres secrétaires d'état, Bromley et le comte de Mar, auprès du lit de la reine lui proposer la nomination du duc de Shrewsbury pour lord trésorier. Elle répondit d'une voix faible qu'on ne pouvait lui recommander personne qui lui convînt mieux, et, en lui remettant la baguette, elle lui dit : « Usez-en pour le bien de mon peuple; » puis elle retomba épuisée, si même elle ne l'était trop déjà pour avoir prononcé ces paroles.

Le conseil privé se compose, comme on sait, des hommes les plus considérables des deux chambres, de ceux qui remplissent ou qui ont rempli de grandes charges; mais ceux-là seuls y assistent qui sont spécialement appelés. Sur la proposition d'Argyll et de Somerset, Shrewsbury le convoqua tout entier. Non-seulement lord Oxford,

mais lord Somers et tous les chefs du parti whig y reparurent, et la puissante coalition qui avait fait la révolution fut en un instant reconstituée. A peine la reine eut-elle expiré (1er août 1714) — en prononçant, dit-on, quelque plainte en souvenir de son frère, la régence était établie, l'électeur de Hanovre était appelé, une escadre allait à sa rencontre, toutes les troupes avaient des ordres, toutes les mesures étaient prises, et George Ier était proclamé au milieu de la joie publique. L'acte de proclamation portait la signature de tous les ministres. Bolingbroke avait donné la sienne, quoique Atterbury lui offrît de proclamer Jacques III à Charing-Cross, demandant à ouvrir lui-même la marche en costume épiscopal; mais Bolingbroke n'osa, et le prélat dit avec une exclamation peu orthodoxe : « Voilà la meilleure cause qu'il y ait en Europe perdue faute de hardiesse. » Cette hardiesse eût été une folle témérité. Tout ceci fut une surprise, mais une surprise écrasante. « Le comte d'Oxford a été congédié mardi, écrivait Bolingbroke à Swift, la reine est morte dimanche. Qu'est-ce que ce monde? et comme la fortune se moque de nous! » — « Milord Bolingbroke est pénétré de douleur, écrivait d'Iberville, le chargé d'affaires de France; il m'a assuré que ses mesures étaient si bien prises, qu'en six semaines de temps on aurait mis les choses en tel état qu'il n'y aurait eu rien à craindre de ce qui vient d'arriver. » C'est ce jour-là que Bolingbroke eut besoin de se confirmer dans sa devise : *Nil admirari.*

S'il faut en croire De Foe, qui peut être récusé comme l'historiographe dévoué du comte d'Oxford, dans son *Histoire secrète de la Baguette blanche,* Bolingbroke s'écarta beaucoup du sang-froid stoïque que lui commandait sa devise. En voyant le duc de Shrewsbury lui enlever la première place, il se serait écrié : « Que le souffle de l'enfer et la rage d'un million de diables soient sur la maudite baguette (jetant son sac (1) sur le plancher)! C'est lui (Oxford) qui nous a déçus et qui a rompu toutes nos mesures. — Nous enlever la baguette! aurait dit l'évêque de Rochester. Par Lucifer, je ne pouvais croire qu'elle l'osât. Que pouvons-nous faire sans cela? Nous n'avons plus qu'une ressource, la France et l'héritier légitime. Voilà ce qu'il faut et ce qui sera, par Dieu! » On ne sait ce qu'a pu dire Atterbury; mais, quoique frappé par l'événement, Bolingbroke ne mesura pas d'abord toute la profondeur de sa chute. Il adressa une lettre assez convenable au nouveau roi, et le même jour, 3 août, il écrivait à Swift : « Comme la prospérité divise, peut-être l'adversité pourra-t-elle nous unir à un certain degré. Les tories semblent réso-

(1) Le sac tenait alors lieu de portefeuille. Voyez les sacs de procès dans *les Plaideurs*. Ils sont encore en usage au barreau anglais.

lus à n'être pas écrasés, et cela suffit pour empêcher qu'on ne le soit... J'ai tout perdu par la mort de la reine, excepté mon énergie d'esprit, et je vous proteste que je la sens s'accroître en moi. Les whigs sont un tas de jacobites, voilà quel sera le cri dans un mois, si vous voulez. » — On voit dans la réponse sérieuse et réfléchie du docteur qu'il ne partageait pas ces espérances et ne lui laissait d'autre rôle que celui de chef du parti de l'église. « Nous avons certainement plus de têtes et de bras que nos adversaires, mais il faut reconnaître qu'ils ont de plus fortes épaules et de plus fermes cœurs. Je soupçonne seulement que nos amis, j'entends le vulgaire du parti, sont devenus *trimmers* pour le moins, et que le cri *commerce et laine* (1), opposé au cri *Sacheverell et l'église,* a fort refroidi leur zèle. » Sans aucun doute, au premier moment, une partie des tories espérèrent qu'ils trouveraient leur place dans le nouvel établissement, et beaucoup durent se prévaloir de ne l'avoir pas directement attaqué. Pour Bolingbroke, il vit bientôt qu'il n'était qu'au début de ses épreuves.

Ce ne fut pas la moins dure assurément que l'obligation de remplir son office de secrétaire d'état sous les ordres du conseil de régence. Conformément à l'acte de 1705, ce conseil se composait de dix-huit lords de justice désignés d'avance par l'électeur de Hanovre dans un instrument secret confié en triple expédition aux mains de trois dépositaires, et la plupart de ces membres se trouvèrent être pris parmi les plus grands adversaires de Bolingbroke. Addison était secrétaire du conseil; mais comme Bolingbroke conservait, jusqu'à ce que le roi se fût prononcé, le titre et les sceaux de secrétaire d'état, il en remplit les fonctions apparentes pendant un mois sous les ordres d'un conseil qui agissait, disait-il, comme aurait pu le faire le saint-office. On lui infligeait l'humiliation d'attendre chaque jour à la porte de la salle où délibérait la régence, sans être admis aux délibérations, et pour donner ensuite à quelques actes la forme officielle qu'il pouvait seul leur donner. Il était obligé de remettre dans les mains d'Addison toutes les dépêches qui lui étaient adressées. Enfin, au bout d'un mois, un ordre vint du Hanovre, qui le remplaçait par lord Townshend, et l'ordre fut exécuté sans ménagement. (31 août v. s.) « La manière dont j'ai été congédié, écrivait-il, m'a bien affecté au moins deux minutes. » Il partit pour la campagne. Là, il reçut avis de revenir à Londres pour assister à la remise des sceaux de son office. Comme ses papiers les plus importans avaient été mis en sûreté par son secrétaire, il s'excusa, mais demanda l'honneur de baiser la main du roi. Il fut dédaigneusement refusé.

(1) Les préjugés économiques froissés par les stipulations commerciales de la paix d'Utrecht avaient modifié les dispositions des tories.

XVI.

Bientôt des pensées plus sérieuses encore que des ressentimens ou des regrets durent agiter son esprit : le pouvoir passait aux mains de ses ennemis. L'accusation de trahison avait été le thème habituel de l'opposition. N'eût-il nourri aucun dessein contre les lois et ses sermens, il ne pouvait ignorer quelles apparences suspectes s'élevaient contre lui, et l'usage des partis n'était pas alors de dédaigner les simples apparences ni d'épargner les vaincus. Il avait vu Oxford, fier de sa récente disgrâce, s'empresser d'aller avec une sérénité affectée à la rencontre du nouveau roi; lui-même il avait cru de sa prudence ou de son devoir d'assister au couronnement. Mais la presse commençait à gronder; celle qui le défendait, qui du moins attaquait ses adversaires, n'était pas la moins violente. Elle irritait la haine et provoquait les vengeances; elle appelait le péril, au lieu de le conjurer. Un libelle, du moins le gouvernement le désignait ainsi, avait été publié sous le titre d'*Avis anglais aux francs tenanciers de l'Angleterre*. On l'attribuait à la plume de son ami l'évêque de Rochester, et cet écrit semblait dicté par la haine contre le nouveau roi et sa maison.

Bolingbroke assure que dans les premiers momens il n'y avait pas de jacobites, que du moins il ne s'en montrait pas; mais il convient que bientôt la masse des tories tourna les yeux vers le prétendant, et que même, au commencement de l'année suivante, il reconnut à quelques signes l'existence d'un projet d'entreprise en faveur de sa cause. Seulement il impute ce retour d'une opinion d'abord découragée aux mesures violentes du gouvernement, et il accuse les whigs d'avoir créé le complot en le supposant, d'avoir suscité des jacobites en traitant comme tels tous leurs ennemis. Cependant, de son aveu même, quelques-uns de ses amis se jetèrent dès l'abord dans une vive opposition, et l'on peut douter qu'une partie des tories ne fût pas un peu dès la veille ce que, selon lui, ils devinrent le lendemain. Il est vrai que bien que George Ier eût annoncé l'intention de ne point se montrer exclusif dans le choix de ses serviteurs, une fois en Angleterre (18 septembre 1714), la force du courant l'emporta, et son avénement fut le triomphe du parti whig, destiné à gouverner au moins pendant deux règnes. Le parti opposé n'avait que trop préparé cette réaction, ses fautes et ses revers le condamnaient à la subir. Il avait montré à ses adversaires comment on abuse de la victoire. On devine d'avance quels furent les nouveaux ministres : les noms de Cowper, Somers, Sunderland, Wharton, Nottingham, Townshend, Stanhope, se présentent sur-le-champ à l'esprit. Il n'y eut point de lord trésorier; la trésorerie fut mise en commission sous la présidence de Ha-

lifax, qui s'étonna de n'être pas premier ministre. Marlborough reprit son titre de commandant général, et reçut toute sorte d'honneurs; mais, soit par la défiance des whigs, soit par le conseil de sa femme, il ne rentra point dans le gouvernement. C'est Townshend, premier secrétaire d'état, qui passait pour le chef de l'administration. Walpole, son beau-frère, payeur général, et Pulteney, secrétaire de la guerre, n'étaient pas dans le cabinet; cependant avec Stanhope ils conduisaient les affaires de la chambre des communes. Bolingbroke dit que c'est Walpole qui ne répondit de la nouvelle chambre qu'autant qu'on laisserait aux whigs leur pleine liberté d'action, c'est-à-dire les droits d'un parti triomphant. En effet, les nouvelles élections leur donnaient la majorité (janvier 1715). Avant même que le parlement se réunît, des recherches menaçantes avaient commencé; les scellés avaient été mis sur les papiers de Strafford, et Prior était rappelé de Paris. Dès le début de la session (17 mars), l'adresse des pairs exprima l'espoir que le règne nouveau rétablirait (*recover*) la réputation du royaume dans les contrées étrangères, à peu près comme à l'avénement de la reine Anne l'adresse des communes parlait de réparer (*retrieve*) l'honneur de la nation. Ces représailles sont inévitables; elles n'arrêtent et n'éclairent personne. A cette proposition d'une sentence générale contre la diplomatie de tout un règne, Bolingbroke demanda que le mot *maintiendrait* remplaçât le mot *rétablirait*. Il défendit la mémoire de la feue reine, et son discours fut digne de lui. C'est le dernier qu'il ait prononcé; malheureusement pas plus que les autres il n'a été conservé. Lord Shrewsbury appuya en vain l'amendement. Le chancelier Cowper insista pour que l'adresse contînt une censure de la paix d'Utrecht et de ceux qui l'avaient conseillée, et le chancelier, soutenu par Nottingham et Wharton, fut écouté. Aux communes, Walpole proposa une adresse plus explicitement sévère, la commenta en termes plus sévères encore, et malgré Wyndham, Bromley, Shippen, combattus par Stanhope et Pulteney, le vote de censure obtint 244 voix contre 138.

C'étaient là de sombres présages. On savait que des recherches s'opéraient dans les dépôts des correspondances officielles. L'opposition, dans ses débats antérieurs, avait qualifié la conduite du dernier ministère en termes violens qu'elle pouvait avoir à cœur de justifier. Au mois d'avril précédent, lord Anglesea, qui n'était pourtant qu'un tory hanovrien, avait prononcé le mot sinistre d'échafaud, et l'on chantait dans les rues des couplets qui se lisent dans l'histoire et dont voici le sens : « Oh! les coquins de faiseurs de paix, Bob (Oxford), Harry (Bolingbroke), Arthur (Moore), Matt (Prior), qui ont perdu notre commerce, trahi nos amis, et tout cela pour servir une fille de chambre (lady Masham)! — Marlborough le grand a défait nos ennemis; puissent-ils être encore assommés par lui! Puissent le

laquais être écorché (Moore, fils d'un valet de pied) et le garçon de cabaret fouetté (Prior, fils d'un maître de taverne), mais Bob et Harry pendus! »

Enfin, de quelque manière que l'on juge leur conduite, difficilement *Bob* et *Harry* pouvaient se croire irréprochables et attendre l'épreuve d'une enquête en parfaite sécurité de conscience. C'était payer un peu cher les santés que, dans un autre temps, la marquise de Croissy, ayant à souper Prior auprès d'elle, portait gaiement « à Harry et à Robin! au sorcier et à son démon familier! » Dans ce commun péril, la conduite des deux anciens ministres ne fut pas la même. Oxford témoigna une grande indifférence, nulle affectation dans sa manière de vivre. Il allait à la campagne, il revenait à la ville, sans paraître ni rien fuir ni rien braver, attentif seulement à rappeler ce qu'il avait fait pour la succession protestante. Bolingbroke manifesta d'abord beaucoup d'assurance. Il semblait au-dessus de la crainte comme des regrets. Il disait que pour lui l'adversité n'était pas le malheur. Il se montrait partout. Son langage au parlement avait été vif et hardi; il semblait défier l'accusation. A ceux qui s'alarmaient, il disait que tant qu'elle n'était pas votée, tant qu'il n'y avait pas d'*impeachment* décrété, sa liberté ne courait aucun risque. Tout à coup il apprend que Prior, débarqué à Douvres, a promis de tout révéler, et il se décide à fuir. C'est du moins le jour où cet ancien confident, après avoir été reçu par le roi, dîna chez lord Townshend avec Stanhope et ses amis, que Bolingbroke quitta Londres secrètement. Le vendredi 25 mars, il s'était montré au spectacle à Drury-Lane; il avait, comme cela se pratiquait, demandé une autre pièce pour le lendemain, et souscrit pour un opéra nouveau dont on annonçait la représentation : le soir même, sous le déguisement d'un domestique de Lavigne, courrier du cabinet français, il gagna Douvres, où le mauvais temps le retint toute une journée. Enfin, après avoir excité plus d'un soupçon, malgré sa perruque noire, sa redingote boutonnée jusqu'au menton et les portemanteaux dont il chargeait ses épaules, il s'embarqua le dimanche 27, et atteignit Calais à six heures du soir. Le gouverneur de la ville le vint trouver sur-le-champ et l'emmena chez lui. Le même jour, il courut à Londres une lettre de lui que les journaux répétèrent, et dans laquelle il écrivait à lord Lansdowne qu'il avait décidé son prompt départ sur l'avis de personnes initiées au secret des affaires, qu'il y avait dessein formé de le poursuivre jusqu'à l'échafaud. S'il eût pu attendre un loyal examen des deux chambres, qui l'avaient préjudiciellement condamné sans l'entendre, il n'aurait reculé devant aucune épreuve, car il pouvait défier ses plus cruels ennemis de produire contre lui le moindre indice de correspondance criminelle. Il n'était coupable que d'avoir servi trop fidèlement sa royale maî-

tresse; mais il savait que son sang devait être le ciment d'une nouvelle alliance.

On a prétendu que l'avis de s'éloigner lui avait été secrètement donné par le duc de Marlborough. Il a depuis allégué, pour motiver sa fuite, l'impossibilité où la manière de procéder contre lui le mettait de se défendre; sa répugnance à chercher son salut dans la protection des tories hanovriens, qui commençaient à revenir sur leurs pas (il dit qu'il aurait mieux aimé le tenir des whigs eux-mêmes); enfin l'horreur qu'il éprouvait à voir sa situation assimilée à celle de lord Oxford. « Rien peut-être ne contribua tant à me déterminer que ce sentiment. Un principe d'honneur ne m'aurait pas permis de séparer sa cause de la mienne : extrémité pire que la mort même. »

La haine de Bolingbroke pour Oxford ne s'est en effet jamais démentie. Il écrivait à Swift : « Je ne me pardonnerai jamais d'avoir été si longtemps la dupe d'un orgueil si réel et d'une humilité si gauche, d'une telle apparence d'amitié familière avec un cœur si vide de toute affection, d'un tel penchant naturel à s'emparer des affaires et du pouvoir, et d'une incapacité si parfaite pour conduire les unes, avec une disposition de tyran à abuser de l'autre. Mais assez sur lui : je ne peux l'accuser d'être un coquin sans me convaincre moi-même d'être un sot. »

La haine donne de mauvais conseils, si elle détermina le départ de Bolingbroke. Cette fuite fit scandale. Le danger était réel pourtant; mais le public aime à voir les hommes d'état persécutés poser devant lui dans une attitude intrépide. La retraite de celui-ci parut une faiblesse et un aveu : elle pèse encore sur sa mémoire, et elle a en partie décidé l'histoire à le déclarer coupable.

Douze jours après qu'il avait disparu, Stanhope mit sous les yeux de la chambre des communes les nombreuses pièces relatives aux négociations de la paix d'Utrecht et de la suspension d'armes qui l'avait précédée. Un comité secret de vingt et un membres fut nommé au scrutin pour en prendre connaissance, véritable commission d'accusation dont Walpole était président, et qui procéda avec une activité passionnée. Prior fut un des principaux témoins; mais, s'il avait promis de tout dire, il ne fit pas de révélations graves, soit qu'il n'eût en effet rien à révéler, soit qu'il n'eût promis de parler que pour acquérir une faveur utile à la défense de son protecteur et de son ami. Il se compromit même au point de se faire arrêter. Néanmoins Walpole, le 9 juin, présenta le rapport du comité. C'était une œuvre habile et passablement concluante. On demanda sans succès l'ajournement de l'examen à douze jours, et Walpole, en son nom, proposa l'accusation de Bolingbroke pour haute trahison. Sa fuite avait découragé tous ses amis. Deux voix s'élevèrent à peine pour le défendre

faiblement; la motion passa sans division. « Vous avez accusé l'écolier, j'accuse le maître, » dit lord Coningsby, et l'*impeachment* fut également prononcé contre le comte d'Oxford. Toutefois il sembla que le comité avait fait une différence entre les deux ministres, et les hommes les plus considérables, Walpole, Stanhope, laissèrent à d'autres l'initiative de cette seconde accusation. Oxford parut le lendemain à la chambre des pairs; mais il vit que tout le monde l'évitait, et il se retira. Il reparut le jour où les vingt-deux articles d'accusation y furent portés. Il se défendit en alléguant, en insinuant du moins que plusieurs des actes incriminés n'avaient été que l'exécution d'exprès commandemens de la reine. Il parla avec simplicité et modération, et il inspira de l'intérêt. Le reproche de mauvaise foi envers les alliés, envers les chambres, envers le public, ne pouvait être écarté; mais il rendit au moins douteux que la mauvaise foi fût arrivée jusqu'à la trahison. Il usa largement de la faculté de nier qu'il eût connu ou conseillé certains actes de la volonté royale, et sa défense montre qu'une assez grande incertitude régnait encore dans les esprits sur la juste étendue de la responsabilité ministérielle. Walpole dit spirituellement que cette défense pouvait s'écrire en deux lignes : « La reine a tout fait, et c'était une pieuse et sage princesse. » Comme l'assemblée avait paru touchée, une minorité assez forte essaya de détourner ou d'ajourner le coup, mais en vain : Oxford fut envoyé à la Tour de Londres.

L'accusation contre le duc d'Ormond souffrit plus de difficulté; elle fut demandée le 21 juin par Stanhope. Le duc avait beaucoup d'amis; si sa conduite à la tête de l'armée de Flandre était peu conforme aux vertus militaires, il n'avait fait qu'obéir à son gouvernement. Son caractère aimable et généreux le rendait populaire; mais après qu'il eut étalé beaucoup de confiance et de faste, bravé ses ennemis par des rapports publics avec l'opposition jacobite, l'emprisonnement d'Oxford l'intimida. Sa dignité n'était pas de la fermeté. Il songea aussi à la retraite, et étant allé voir le captif à la Tour de Londres, il lui conseilla de chercher un moyen d'évasion. Oxford refusa avec ce calme sans éclat qui ne l'abandonna jamais, et tous deux, en souvenir des célèbres adieux du prince d'Orange et du comte d'Egmont, se dirent en se quittant : « Adieu, comte sans tête! — Adieu, duc sans duché! » Et Ormond passa en France. Aussi la motion contre lui fut-elle adoptée, mais à 234 voix contre 187. Comme il était fugitif ainsi que Bolingbroke, l'*impeachment* contre tous deux fut changé en *attainder*, c'est-à-dire qu'au lieu d'une accusation portée par la chambre des communes devant celle des lords, un bill, passé par les deux chambres presque sans opposition, les déclara *attaint* ou hors la loi : peine de mort, mort civile, amende,

confiscation, perte de titres, déchéance de la race, ou, comme on dit, *corruption du sang,* telles étaient les conséquences de ces sortes de lois de proscription.

Lord Oxford ne parut pas d'abord gagner beaucoup à s'être montré plus confiant dans la justice de son pays. On l'oublia deux ans à la Tour de Londres. Lui-même ne réclama pas, soit qu'il cédât à son indolence naturelle, soit qu'il comptât sur le temps pour calmer les passions, médiocrement animées contre lui. Enfin le 22 mai 1717 il adressa une pétition pour demander jugement. Le 24 juin, la chambre des pairs siégeait dans Westminster-Hall, et les débats allaient commencer sur le premier article d'accusation, quand lord Harcourt, l'ancien chancelier, fit remarquer que la poursuite était à la fois pour haute trahison et pour de simples délits, et qu'au lieu d'examiner un à un tous les chefs d'accusation, ce qui serait infini, il vaudrait mieux vider immédiatement la question de haute trahison, puisque la condamnation sur ce point finirait tout; en cas d'acquittement, il resterait à juger un procès plus simple qui devait faire cesser la détention préventive d'un pair du royaume. Or le crime de haute trahison ne pouvait être suffisamment prouvé. Cette motion était donc toute dans l'intérêt de l'accusé. A cette époque, Townshend et Walpole étaient sortis des affaires. Dans leur opposition nouvelle, ils se croyaient obligés de ménager les tories. Walpole, qui s'était toujours montré moins acharné contre Oxford, avait cessé de paraître au comité d'accusation. La motion de Harcourt passa malgré la résistance de Sunderland, alors chef du ministère. Cette nouvelle manière de procéder déplut à la chambre basse : elle vit dans cette prétention de régler l'ordre de l'accusation une violation de ses priviléges, et comme elle était assez refroidie sur le fond de l'affaire, elle s'échauffa sur la forme, au point de faire défaut le jour indiqué pour rouvrir le débat. La cour des pairs attendit un quart d'heure, et, ne voyant point d'accusateur paraître, elle rendit une sentence d'acquittement qui fut accueillie par les applaudissemens de la multitude. Dans un temps calme, toute absolution prononcée contre le gré du pouvoir est populaire. Oxford d'ailleurs s'était fait grand honneur par sa patience et sa modération. On ignorait que du fond de sa prison il eût écrit au prétendant pour lui offrir ses services. Lui-même peut-être n'attachait pas grande importance à cette démarche, qui rentrait dans ses habitudes de négociation universelle. Quand il fut libre, le roi lui interdit de venir à la cour; mais il avait de nombreux amis, son commerce était plein d'agrémens : il vécut encore six ans dans une heureuse tranquillité, jouissant des plaisirs de la société et des trésors d'une magnifique bibliothèque. Elle contenait, dit-on, plus de cent mille volumes; elle fut dispersée après sa mort, mais sa précieuse collection de plus de sept mille manuscrits (*Har-*

leian library) est encore une des richesses les plus renommées du Musée Britannique. Cette fin de vie, sa modestie, sa douceur, son courage sans faste dans de grandes épreuves, lui méritèrent un retour de faveur publique, et ont en partie effacé les taches que la flexibilité sans conscience et l'égoïsme versatile de son caractère politique auraient pu laisser sur sa mémoire. D'Oxford et de Bolingbroke, c'est Oxford après tout qui a choisi la meilleure part.

XVII.

Bolingbroke, une fois en France, ne tarda pas à former de publiques relations avec le prétendant, et bientôt à devenir le ministre de ce roi sans royaume. Rien n'a contribué davantage à convaincre les contemporains et les historiens que, du temps même où il participait au gouvernement de son pays, il préparait ou souhaitait le retour des Stuarts, conspirait avec eux au moins par la pensée, et méritait moralement la condamnation qui a détruit sa fortune, châtié son ambition, flétri son nom. Sous ce rapport, la notoriété historique s'élève encore contre lui; des écrivains très éclairés, parmi lesquels il suffit de citer lord Brougham, lord Mahon, sir James Mackintosh, M. Hallam, n'hésitent pas en jurés à prononcer : coupable. Cependant ils ne sont d'accord ni sur l'étendue de la culpabilité ni sur la nature des preuves, et ils laissent encore percer des doutes dans le cours de leurs recherches, tout en se montrant assez affirmatifs dans leur jugement général. Il est impossible de se taire sur cette question difficile et controversée; il est impossible de la traiter dans tous ses détails : ce serait le sujet d'un ouvrage. Les quatre dernières années du règne de la reine Anne sont regardées comme un problème historique, et ce problème comprend l'examen de la paix d'Utrecht, laquelle se lie à la politique générale de l'Europe depuis plus d'un siècle. Enfin le rôle biographique, anecdotique, si l'on veut, de chaque personnage connu dans tous les événemens de cette époque constitue pour chacun d'eux un problème particulier qu'il est souvent impossible de résoudre et toujours difficile d'éclaircir. Sans pouvoir éviter de toucher à ces divers sujets, nous ne dirons que l'indispensable pour mettre dans son jour la conduite du seul Bolingbroke.

Il a lui-même et plus d'une fois essayé de l'expliquer. Dans sa *Lettre à sir William Wyndham,* écrite en 1717 et publiée après sa mort dans une *Dissertation sur l'état des partis à l'avénement du roi George Ier*, composée en 1738 pour Frédéric, prince de Galles; enfin dans la huitième de ses *Lettres sur l'étude et l'usage de l'Histoire*, et qui est une défense habilement élaborée du traité d'Utrecht, il s'est attaché à prouver ce qu'il affirme positivement : c'est que,

malgré toutes anecdotes contraires, il n'y a jamais eu ni dessein formé d'écarter la succession protestante pendant les quatre dernières années de la reine Anne, ni parti organisé pour accomplir ce dessein à l'époque de la mort de cette princesse. Swift, dans tous ses écrits, dans toutes ses lettres, longtemps même après les événemens, répète cent fois la même chose, et nie d'une manière si absolue l'existence d'un pareil dessein parmi toutes les personnes attachées au gouvernement, qu'il a fini par inspirer à M. Hallam des doutes sur sa propre innocence. La preuve en effet qu'il donne avec le plus de confiance du néant d'un pareil complot, c'est qu'il n'en a rien su. La naïveté est grande assurément. Un historien judicieux, très attaché et plus que Swift aux principes de la révolution de 1688, Somerville, suivi en cela par le seul biographe de Bolingbroke, M. Cooke, a établi avec soin, non qu'il n'y avait point de parti jacobite, non que les vœux secrets de la reine n'étaient point pour ce parti, mais que le gouvernement n'a jamais donné les mains aux projets ni de la reine, ni des Stuarts, ni de leurs adhérens, et que la succession protestante n'a jamais été sérieusement en danger. Un écrivain français, qui connaît à merveille toute cette époque de l'histoire d'Angleterre, M. Grimblot, a tâché de démontrer par des documens nouveaux que lord Bolingbroke et même la reine n'avaient jamais songé sérieusement à une restauration, et à de très précieuses preuves, très ingénieusement discutées, il ne craint pas d'en ajouter une : c'est le *caractère ouvert et généreux* de Bolingbroke. Nous croyons malheureusement que le seul moyen de disculper les hommes d'état de cette époque de l'accusation de trahison, c'est d'insister sur la fausseté de leur caractère. Pour qu'ils n'aient pas trahi la maison de Hanovre, il faut qu'ils aient trompé les Stuarts, et leur fidélité n'est justifiée que s'ils démontrent leur duplicité.

On dit en effet pour leur défense que telle était la force et l'unité du parti whig, que le ministère de 1710 ne pouvait se soutenir, s'il ne réunissait toutes les fractions du parti tory. Or, si les tories n'étaient pas tous jacobites, les jacobites étaient tories, et comment rallier ceux-ci, à moins de leur donner des espérances? Pense-t-on que, pour avoir reconnu une certaine analogie entre les vues du cabinet et leurs théories de gouvernement, ils se seraient empressés de lui prêter un gratuit appui? Se donnaient-ils à si bon marché? Est-ce l'usage des amis d'une dynastie détrônée que de soutenir une monarchie nouvelle, parce qu'elle est encore une monarchie, et de l'aider surtout à faire triompher une politique qui, en rentrant dans leurs idées, doit leur paraître d'autant plus propre à la sauver, par conséquent à perdre sans retour la dynastie opposée? Leur penchant au contraire ne les porterait-il pas à s'allier au parti de l'autre extrémité, et à devenir républicains avec toute monarchie qui n'est

pas la leur? En arrivant au pouvoir, il fallait donc qu'Oxford et Bolingbroke tentassent l'une de ces deux choses, diviser le parti whig ou gagner le parti jacobite. Sans aucun doute, la première était plus dans le génie de Harley; il aurait aimé à s'entendre avec Somerset, avec Newcastle, avec lord Cowper et même avec lord Somers, et vers la fin de son ministère, c'est à cette politique qu'il s'efforça de revenir pour lutter contre lady Masham et Bolingbroke. Cependant, s'il ne l'abandonna jamais au fond du cœur, il ne réussit jamais à la pratiquer, et, surtout au début, il dut apercevoir qu'essayée seulement, elle le conduirait rapidement à sa perte. Un seul parti lui restait donc à prendre, tromper les jacobites pour les avoir, et il s'y employa avec cette hardiesse de fausseté qui le caractérise. Quand l'abbé Gautier fut pour la première fois envoyé en France, il vit de sa part le maréchal de Berwick, le frère naturel du prétendant et l'homme le plus considérable et le plus éclairé du parti des Stuarts. Il lui proposa un véritable complot entre la cour de Saint-Germain et la cour de Saint-James, et un des premiers fruits de cette proposition fut un ordre envoyé de France aux jacobites de l'Angleterre d'appuyer le ministère au parlement et aux élections. Berwick raconte dans ses mémoires toute la négociation. Il dit qu'elle dura trois ans au moins, qu'Oxford se borna toujours à des assurances de dévouement et à de vagues promesses, et il conclut que l'artificieux ministre ne voulut jamais qu'acheter leur appui au prix d'une espérance. Berwick avait raison.

Voilà donc le système de défense. Il fallait l'appui des jacobites; on ne pouvait l'obtenir qu'en les trompant, les tromper que par des promesses, leur promettre qu'une restauration. De là avec eux tous les préliminaires, et au dehors toutes les apparences d'une conspiration. Or, cette conspiration, le parti contraire, qui avait intérêt à y croire, qui l'aurait supposée s'il ne l'avait soupçonnée, devait la dénoncer au premier signe, l'exagérer et l'envenimer encore, et par là en persuader de plus en plus la réalité à ceux qui n'espéraient qu'en elle. C'est ainsi qu'on explique les illusions des jacobites, les préjugés des whigs, l'erreur du public, du parlement, du roi George et des historiens.

Ce plaidoyer peut faire acquitter Oxford. Il serait impossible de soutenir qu'à aucun moment de sa vie, sous l'empire des nécessités changeantes d'une politique de mensonge, il n'ait fait entrer dans ses plans l'hypothèse d'une restauration : il a pu s'y résigner, s'y préparer même par momens; mais ce ne fut jamais son hypothèse de choix, jamais son projet habituel, s'il eut d'autres projets que de se maintenir et de gagner le pouvoir comme les ouvriers gagnent leur pain de chaque jour. Sa vraie pensée, sa vraie cause, c'était la succession protestante.

Bolingbroke, au moins pendant longtemps, obtint pour lui-même la bienveillance des jacobites par des services plutôt que par des promesses. Plus jacobite que Harley dans sa conduite publique, il le fut moins peut-être dans ses relations secrètes, ou il sut les tenir mieux cachées. Il avait plus de respect pour ses paroles; il ne savait pas mentir à tout venant, à tout risque, ni se jeter et se démener dans ces dédales de contradictions et d'artifices où certains esprits vivent à l'aise. Il aimait mieux se populariser parmi les membres du *Club d'octobre* en les délivrant ou en les vengeant de leurs ennemis, en demandant la destitution des whigs les plus modérés, en persécutant les non-conformistes, en s'exposant à tout pour hâter la paix avec le roi protecteur des Stuarts. Cette politique, nous en convenons volontiers, était plus digne, elle était même plus prudente, car souvent les actions engagent moins que les paroles; mais elle ne pouvait avoir qu'un temps : un jour devait venir où elle obligerait de tout abandonner ou de franchir le pas qui la séparait du crime d'état.

Il faut remarquer que les idées de fidélité, de loyauté politique, n'étaient pas alors placées aussi haut ni aussi solidement établies qu'elles le sont aujourd'hui : je parle de l'Angleterre. Le principe de l'obligation envers l'état et sa constitution actuelle peut se rattacher sans doute à des principes de morale universelle; mais il tient aussi à des conventions sociales qui sont de leur nature variables. Aux époques où les événemens les exposent à des variations fréquentes, où toutes ces choses, loi, constitution, dynastie, sont sujettes au changement, dans les temps révolutionnaires en un mot, le devoir politique, moins distinct, est moins stable et moins inflexible. Il faut plus de lumières pour discerner où est le droit, où est le bien public, où est le possible et le juste, et la conscience n'est engagée que dans la mesure de l'intelligence. Une certaine indulgence est donc naturelle à de pareilles époques et même légitime dans l'appréciation morale des actions politiques, il faut oser le reconnaître, quoique nos yeux soient blessés des conséquences dégradantes où ce relâchement peut conduire. Ce n'est pas avec le rigorisme aveugle des temps où l'autorité est tenue pour sacrée, parce qu'elle semble immuable, qu'il faut juger l'Angleterre après 1640 ou même après 1688. De nobles intérêts, de justes causes, la religion, la liberté, la royauté, l'hérédité, la loi, les droits des peuples, ceux des rois, le bonheur public, la grandeur nationale, tout avait été à la fois mis en jeu, tout avait été divisé, et entre toutes ces choses graves ou sacrées, il avait fallu souvent faire un choix. Quand la mort avait enlevé à Guillaume III la fille des Stuarts qui partageait sa couronne, il était devenu roi pour son compte, et aux yeux des casuistes de l'hérédité monarchique, aucun mélange de droit de succession n'avait plus tempéré ce qu'ils appelaient usurpation. Lorsqu'il avait à son

tour disparu, le retour du sceptre dans les mains d'Anne Stuart avait semblé une quasi-restauration. Jacques II n'était plus roi pour personne, et son fils était assez jeune pour qu'on pût regarder Anne comme une régente légitime. A l'aide de cette fiction, les jacobites avaient décidé que son gouvernement était de ceux qu'on pouvait servir, mais à une condition, c'est que son règne fût l'heureuse transition qui ramenât dans sa patrie la branche proscrite de la maison royale. Même, sans être jacobite, on pouvait préférer cette manière de pourvoir à la vacance inévitable du trône. Autrement, pour le remplir, il fallait aller chercher dans une famille étrangère une vieille femme inconnue ou plutôt un prince allemand qui ne parlait pas même anglais. Une seule chose recommandait ce prince : il était protestant. Ainsi du côté de Jacques Stuart la nationalité, du côté de George de Brunswick la religion; on pouvait hésiter dans le choix. Quand l'acte dit d'établissement eut été rendu, la question fut décidée, et, je n'en doute pas, décidée dans le vrai sens de l'opinion nationale, dans le véritable intérêt de la liberté britannique; mais enfin, même après l'acte d'établissement, qu'est-ce donc qui séparait l'Angleterre des Stuarts? Une seule loi fondée sur un seul motif, la religion. Que Jacques embrassât la réforme, le motif disparaissait; que la loi fût rapportée, l'obstacle était levé. On conçoit donc que, sans une perversité bien audacieuse, des esprits livrés aux passions et aux doutes qu'engendrent les temps de parti accueillissent l'idée de ramener les Stuarts au protestantisme et au pouvoir, ou même de préparer l'abrogation d'une loi que pouvait détruire le parlement qui l'avait faite, si seulement des garanties raisonnables étaient données à la religion nationale. On conçoit encore mieux qu'une princesse d'un esprit faible et inquiet, qui croyait avoir perdu tous ses enfans pour s'être réunie aux vainqueurs du roi son père, préférât sa famille à des collatéraux éloignés, et, sans songer à céder son trône, rêvât d'y faire monter son frère après elle. Sans sa dévotion protestante, Anne n'aurait pas hésité. Avec sa dévotion protestante, elle était combattue, incertaine; mais ses désirs n'étaient pas équivoques, et sa foi même pouvait lui faire espérer la conversion de l'héritier qu'aurait choisi son cœur. Charles Leslie, ministre anglican, écrivain passionné, avait même été envoyé à Bar pour convertir le chevalier de Saint-George, et dans l'été de 1714, il annonçait au moins de sa part de grandes dispositions à la tolérance religieuse, et il s'en montrait satisfait.

Si vous ajoutez à tous ces motifs l'empire moins innocent des intérêts et des passions, l'ardeur du combat, le ressentiment, la crainte, les angoisses de la prévoyance, le désir de passer du côté des événemens, et puis enfin cette impudence de déloyauté que produit l'expérience des révolutions, étonnez-vous qu'Oxford et Bolingbroke aient intrigué avec les Stuarts, lorsqu'il y a des indices historiques

que Marlborough, que même Godolphin, n'ont pas négligé de faire parvenir à la cour du prétendant les protestations d'un dévouement éventuel. Bolingbroke avoue avec une certaine sincérité que les deux partis, whig et tory, étaient devenus des factions. L'ambition, la peur, la nécessité, la vengeance, les conduisaient chacun à tout sacrifier à leur victoire. Les whigs, selon lui, condamnaient leur pays à une guerre éternelle dans l'intérêt de leur domination. N'a-t-il pu dans son parti se trouver des hommes prêts à négliger l'honneur de leur pays pour obtenir une paix qui assurât leur pouvoir, et si ce pouvoir devait tomber par l'avénement de la maison de Hanovre, ces hommes n'ont-ils pu méditer de lui fermer les avenues du trône? De part et d'autre, n'en était-on pas arrivé à considérer comme solidaires, comme identiques, le bien public et le bien du parti?

Ces réflexions enlèveraient à l'acte pour lequel fut condamné Bolingbroke les proportions du crime. Je manquerais pourtant à mes convictions, si je le présentais comme un de ces actes indifférens que les partis seuls incriminent, et qui ne sont jugés que par le succès. A mon avis, Bolingbroke, jugé comme ministre, était coupable.

Il faut distinguer deux questions : y a-t-il eu trahison dans les négociations pour la paix? et la paix faite, y a-t-il eu trahison envers la succession protestante?

Pour innocenter Bolingbroke négociateur, on cite une anecdote. Un jour il vit, au temps de leurs conférences, l'abbé Gautier laisser sur sa table, en sortant de chez lui, une lettre à son adresse cachetée aux armes d'Angleterre. Il en devina sur-le-champ l'origine, rappela Gautier, l'interrogea sévèrement, obtint un aveu, et lui signifia que, s'il était reconnu pour l'intermédiaire d'une telle correspondance, il quitterait le royaume dans les vingt-quatre heures. Nous admettons le fait; mais si Bolingbroke, à cette époque, eût servi les Stuarts, il l'eût fait d'une manière tacite, par une sorte de sous-entendu entre les Français et lui; jamais il ne se serait compromis par une infraction matérielle de la loi de l'état. Il était trop avisé pour correspondre avec les Stuarts. Nous ajouterons que rien ne prouve d'ailleurs qu'en négociant la paix, leur intérêt l'ait jamais conduit. C'était à la vérité les servir indirectement que de ménager Louis XIV et de mettre un terme à une guerre qui grandissait le nouveau gouvernement de l'Angleterre; mais les ministres avaient pour faire la paix des motifs plus généraux et des motifs plus personnels. Le temps de la politique pacifique vient naturellement après la victoire, et leur tort n'est pas de l'avoir adoptée, mais de ne s'être pas scrupuleusement demandé à quelles conditions cette politique était bonne, et d'avoir dès lors poursuivi la paix pour elle-même, quelle qu'elle fût, quoi qu'elle coûtât. Leur premier abandon a été celui de toute loyauté

avec tout le monde. Ainsi ils commencent par déclarer aux Hollandais que la paix n'est acceptable que demandée par l'ennemi, et au même moment ils font faire à la France une offre clandestine. Depuis au moins l'année 1703, il était admis en principe que le premier objet de la guerre était l'exclusion des Bourbons du gouvernement de l'Espagne et des Indes. Le parlement en avait renouvelé la déclaration à la fin de 1711. On pouvait revenir là-dessus ouvertement, en montrant, par exemple, aux alliés qu'à la manière dont tournait la guerre dans la Péninsule, il y avait des raisons pour ne pas rester inflexible sur ce point. Au lieu de donner ces raisons et de changer franchement cette base de la politique, on eut l'air de la maintenir, on continua le même langage avec le parlement, avec la Hollande, avec l'Autriche; mais on n'en fit pas moins signer à la France des préliminaires de paix où le titre de Philippe V était accordé. Puis, sous prétexte que cette signature n'engageait que la France, qui pensait, de son côté, avoir obtenu une concession définitive, on donna pour instruction aux plénipotentiaires de tenir à l'expulsion des Bourbons d'Espagne, ce qui était tromper les alliés par l'apparence d'une fermeté qu'on n'avait pas et les maintenir dans une voie où l'on ne pouvait plus les appuyer. La même duplicité présida à toute la diplomatie et bientôt à la conduite des opérations militaires. On feint la guerre et l'on pratique la paix; on élude, on évente la victoire; on se cache de ses alliés et l'on se concerte avec ses ennemis; on décourage les premiers dans leur insistance, on encourage les seconds dans leur résistance.

Cette attitude, cette tactique est à peu près sans exemple dans l'histoire de la diplomatie. Enfin que faut-il penser du traité en lui-même tel qu'il sortit de cette longue et singulière élaboration? On ne saurait complétement répondre à cette question sans considérer l'état entier de l'Europe. Nous nous bornerons à une appréciation très générale. Il nous en coûterait de reprocher, même par hypothèse, au ministère anglais de 1710 de n'avoir pas réalisé le vœu qu'il prête à Marlborough d'aller dicter la paix dans les murs de Paris, ou le désir attribué au prince Eugène d'entrer la torche en main dans le palais de Versailles. Nous sommes dispensé de nous associer à ces rêves insolens de la victoire; mais nous concevons cependant la question qu'en 1715, dans un souper de Paris, les ducs de La Feuillade et de Mortemart adressaient à lord Bolingbroke : « Vous auriez pu nous écraser dans ce temps-là (1709); pourquoi ne l'avez-vous pas fait? » Il répondit, c'est lui qui le raconte : « Parce que dans ce temps-là nous avons cessé de craindre votre puissance. » Cette réponse, qui est équivoque, si elle n'est impertinente, n'a au fond nul sens dans la bouche d'un ministre qui a cru la cessation de

la guerre si nécessaire à son pays. Bolingbroke, qui ne défend pas absolument les conditions du traité d'Utrecht, s'attache, dans ses écrits, à prouver que soit en 1706, soit en 1709, il eût été facile à l'Angleterre de conclure une paix beaucoup plus avantageuse, et il établit cette opinion avec beaucoup d'art et de très heureux développemens. Quand cette sorte d'apologie parut avec les *Lettres sur l'Histoire* dans les œuvres complètes de Bolingbroke, en 1754, le vieux lord Walpole de Wolterton, le frère du ministre, *l'oncle Horace*, tant moqué par le neveu Horace dans ses amusantes lettres, diplomate capable, qui avait été attaché à l'ambassade de lord Townshend à La Haye, entra dans une grande indignation, et il entreprit de réfuter méthodiquement Bolingbroke, de *démasquer*, ce sont ses termes, *ce pervers imposteur*. Il écrivit onze lettres, qui ne parurent qu'après sa mort. Le style est médiocrement littéraire, mais les raisonnemens sont clairs et les faits précis. Il prouve très bien qu'il y avait d'assez bonnes raisons pour ne pas faire la paix de 1706 à 1709. Cependant on peut tenir pour accordé que, soit une politique systématiquement guerrière, soit une défiance aveugle de la sincérité de la France, nous ont épargné la terrible paix que l'Angleterre pouvait exiger alors. Mais indépendamment de l'argument *ad hominem* de lord Walpole, qui observe qu'en 1706 Harley, alors ami inséparable de Bolingbroke, était secrétaire d'état, pourquoi, si la paix à de meilleures conditions était faisable en 1706 ou 1709, ne l'était-elle plus en 1710? Les dernières victoires de Marlborough avaient-elles empiré la condition de l'Angleterre? Le traité d'Utrecht n'est assurément pas un traité désavantageux pour elle. A la distance des événemens, on peut, avec M. Macaulay, l'approuver encore dans son ensemble. Cependant voici comment il a été jugé par deux autorités irrécusables : l'une est Bolingbroke, l'autre Torcy. Le premier dit dans sa huitième lettre : « Je ne serais pas surpris si vous pensiez que la paix d'Utrecht ne répondait pas aux succès de la guerre et aux efforts qu'elle nous avait coûtés. Je le trouve moi-même, et j'ai toujours avoué, même quand elle se faisait ou qu'elle était faite, que tel était mon avis. Ayant fait une folie heureuse, nous devions en tirer un parti plus avantageux. » Le second, dans ses mémoires, parlant le langage d'un bon Français et d'un bon ministre, dit que la paix d'Utrecht fut « une paix heureuse et solide, avantageuse à la France par la restitution des principales places qu'elle avait perdues pendant le cours de la guerre, par la conservation de celles que le roi offrait trois ans auparavant; glorieuse par le maintien d'un prince de la famille royale sur le trône d'Espagne; nécessaire par la perte fatale que le royaume fit, deux ans après, du plus grand des rois qui jusqu'alors eût porté la couronne. » Assurément tel n'était pas le dénoûment que devait nous faire craindre le

long et sanglant drame de la guerre de la succession. Pour justifier d'une manière relative ce qu'il ne défend pas en soi, Bolingbroke donne pour raisons qu'il fallait bien conclure la paix d'une façon quelconque, et que la résistance de la Hollande et de l'empire, en divisant dans les négociations la grande alliance, forçait chaque puissance à se contenter de conditions inférieures à celles que toutes réunies elles auraient pu obtenir. C'est là répondre à la question par la question; cette division même était son ouvrage; c'est la paix absolument voulue et cherchée séparément par l'Angleterre, qui avait d'avance affaibli et désarmé les négociateurs, et ce que Bolingbroke accuse, c'est ce qu'il a fait. Nous sommes donc forcé de conclure que dans cette grande affaire, ni l'intérêt, ni la dignité, ni la loyauté de l'Angleterre n'ont été assez pris à cœur par son gouvernement, et que le ministère auteur de la paix d'Utrecht méritait du parlement une censure qui pouvait aller jusqu'à l'accusation politique.

Mais que cette accusation dût donner lieu à un procès et ce procès à une condamnation, on en peut douter. Sans contredit, l'article 8 de la grande alliance avait été outrageusement violé (1) : on avait traité sans les alliés, contre les alliés, et de cette première violation avaient découlé tous les artifices employés pour forcer ou dérober leur consentement, pour éluder ou paralyser leur résistance, toutes les omissions et toutes les faiblesses qui laissèrent sans garanties suffisantes les grands intérêts qui avaient mis aux Anglais les armes à la main. Toutefois, à ces griefs constatés on pouvait opposer qu'ils incriminaient une politique encouragée par une opinion publique puissante, par la majorité des communes, et formellement approuvée dans ses actes et dans ses résultats par décision de deux parlemens. Il n'y a rien d'assuré, rien de définitivement jugé dans le régime constitutionnel, si l'approbation explicite des chambres ne met pas la politique qu'elles sanctionnent à l'abri, non des reviremens de l'opinion et des appréciations d'une majorité nouvelle, mais des poursuites, ou tout au moins des rigueurs judiciaires. — Cet argument de Wyndham nous paraît très fort, et il aurait pu suffire pour préserver les ministres de la reine Anne, non du blâme, mais de la peine. Pour qu'il cessât d'être valable, il aurait fallu qu'il fût infirmé par la découverte postérieure aux votes parlementaires d'un cas formel de trahison. Or c'est ce que n'alléguèrent point les accusateurs. Dans les articles portés devant la cour des pairs, il n'est question que de forfaiture politique.

Cependant une arrière-pensée était dans tous les esprits, celle d'une conspiration au moins tacite du ministère avec les Stuarts.

(1) Texte de cet article : *Neutri partium fas sit, bello semel incepto, de pace cum hoste tractare, nisi conjunctim et communicatis consiliis cum altera parte.*

Si la paix n'en contenait aucune preuve, pouvait-on dire la même chose de la conduite de Bolingbroke après la paix? C'est la seconde question.

Que non-seulement les accusateurs de Bolingbroke, mais ses amis sur le continent, ceux qu'on pourrait appeler ses complices, n'hésitent pas à lui prêter l'intention de trahir la cause de la succession protestante, c'était de son temps l'opinion commune. Lord Chesterfield, qui avait alors vingt ans, et qui se trouvait sur le continent à la mort de la reine Anne, écrivait à un Français de ses amis : «Quand je vois combien les choses étaient déjà avancées en faveur du prétendant et du papisme, et que nous étions à deux doigts de l'esclavage, je compte absolument pour le plus grand bonheur qui soit jamais arrivé à l'Angleterre la mort de cette femme, qui, si elle eût vécu encore trois mois, allait sans doute établir sa religion et par conséquent la tyrannie, et nous aurait laissé, après sa mort, pour roi, un bâtard, tout aussi sot qu'elle, et qui, comme elle, aurait été mené par le nez par une bande de scélérats. La déclaration du prétendant et mille autres choses sont des preuves convaincantes du dessein qu'avaient ces conjurés du ministère de le faire entrer (1).» Dans sa proclamation du 29 août 1714, le prétendant avait en effet parlé des *bonnes intentions de sa sœur envers lui*. C'était, disait-il, la confiance qu'elle lui inspirait qui avait motivé son inaction. Le prétendant se trompait-il ou voulait-il tromper? Chesterfield calomniait-il la reine et ses ministres? Il faut pour le savoir se bien représenter la situation et la conduite de Bolingbroke.

Si la paix d'Utrecht ne réussissait pas pleinement dans l'opinion publique, si, comme il est arrivé, elle devenait un sujet de reproche contre le ministère, elle le mettait dans la nécessité de se jeter avec plus d'abandon dans les bras du parti qui en approuvait la conclusion. Or ce parti, c'était l'église absolutiste, les tories passionnés, les jacobites, les catholiques, enfin le parti français : il fallait, c'était au moins une nécessité ministérielle, soit par les actes parlementaires, soit par le choix des hommes, s'éloigner de plus en plus de la révolution de 1688, de la succession protestante, de la maison de Hanovre. C'était forcément se rapprocher de la restauration et des Stuarts. Oxford hésita, puis recula. Bolingbroke, conduit, je le veux, par l'instinct de sa conservation et par sa haine contre lord Oxford, continua à marcher résolument dans cette voie. On n'a point la preuve qu'il ait jamais avoué ou promis en termes formels son entier concours à un projet actuel de restauration. Parmi les agens des Stuarts, si l'un, Lockart, l'affirme, un autre, Carte, le nie. Bolingbroke se défiait, sans aucun doute, de la famille exilée, et il lais-

(1) Lettre (en français) à M. Jouneau, de Paris, 7 décembre 1714.

sait entre elle et lui subsister la barrière du protestantisme. Tant que cet obstacle n'était pas abattu, il ne prenait pas, à ce qu'il semble, d'engagement définitif. Ou il espérait que l'exemple de Henri IV payant le trône d'une abjuration déciderait ses arrière-petits-fils, ou il se ménageait jusqu'au dernier moment une objection insurmontable, un moyen de tout rompre au besoin. Mais s'il ne voulait pas positivement la restauration, que faisait-il? Sa politique ne marchait-elle pas vers un point où elle ne pourrait plus avoir d'autre issue? Il n'est pas douteux que la reine ne fût de plus en plus amenée par ses scrupules, ses regrets et ses antipathies, à désirer, pour son frère, la couronne après elle. Lui-même, lorsqu'elle mourut, l'affirma dans sa proclamation. L'héritier protestant avait été journellement repoussé plus avant dans le sein du parti whig. Chaque jour, Bolingbroke s'était éloigné de lui davantage, à mesure qu'Oxford s'en rapprochait. Tout le monde savait que les jours de la reine étaient comptés, et Bolingbroke travaillait à se rendre, comme on dit, impossible avec la royauté hanovrienne. Lorsque enfin Oxford aurait rompu avec lui, lorsque, avec toute sa clientèle, il serait allé grossir l'opposition, déjà si forte, lorsque sa retraite serait venue donner contre le ministère un nouvel aliment aux défiances nationales, quel asile devait rester à Bolingbroke? Faut-il le supposer absolument sans prévoyance, livré aux caprices et aux imprudences d'une mauvaise humeur aveugle et puérile? On sait qu'il prétendait avoir un plan; la mort soudaine de la reine a déconcerté, dit-il, toutes ses mesures. Or la première de ces mesures était la réorganisation de l'armée, une réorganisation telle que l'armée échappât à l'influence de Marlborough pour passer sous l'autorité du duc d'Ormond, jacobite déclaré, et qui le prouva les armes à la main. Qu'allait donc devenir Bolingbroke, entouré de jacobites tels qu'Ormond, Wyndham, Bromley, Mar, Atterbury, brouillé sans retour avec les whigs, avec les hanovriens, avec les amis d'Oxford, incompatible avec le nouveau souverain, avec son parti, avec le mouvement d'opinion qui suivrait son avénement, s'il ne méditait pas, au moins comme un recours possible, l'appel d'un autre candidat à la couronne et une révolution dans le gouvernement? Bolingbroke était, dans certaines hypothèses, décidé à servir les Stuarts, ou il n'était qu'un étourdi. Ce ne sont pas ses ennemis seulement, intéressés, comme De Foe, à le calomnier, ce sont ses amis, c'est Gautier, d'Iberville, Torcy, les confidens des Stuarts, qui ont dit qu'il était pour eux, parce qu'ils l'ont vu jouer un jeu à n'avoir pas d'autre chance de salut. Qu'il les trompât dans une certaine mesure, qu'il se tînt libre de tout engagement irrévocable, qu'il voulût rester jusqu'au dernier moment maître de se décider suivant les circonstances, je le crois volontiers; mais je ne doute pas que la trahison

envers la succession hanovrienne n'entrât au besoin dans ses calculs et ne fût au nombre des expédiens qu'il se réservait. J'ajoute qu'il se conduisait absolument comme si cet expédient eût été son but. A l'entendre, nul homme sérieux, avant la mort de la reine, n'y pensait sérieusement; c'est le gouvernement de George Ier qui aurait provoqué les complots jacobites en se plaçant dans un parti exclusif; s'il eût été plus conciliant, tout le monde s'y serait rallié : sa politique est responsable des ennemis qu'elle lui a faits. Lui-même, Bolingbroke, n'était devenu le conseiller des Stuarts que pour avoir été persécuté. On laisse à penser si le jacobite du lendemain était bien loin de l'être la veille, et si les hommes qui s'étaient retranchés dans les positions les plus hostiles au parti hanovrien ont bonne grâce à se plaindre que ce parti ne leur ait pas tendu les bras. C'est, il est vrai, une grave question que celle de savoir si George Ier devait se faire exclusivement whig. Elle fut ouvertement discutée dans le temps même et décidée en connaissance de cause. Nous avons encore des pamphlets, écrits avec beaucoup de sens politique, où les deux opinions sont exposées. Il en est un où le système de transaction, de coalition, suivi, autant que possible, par Guillaume III, est accusé de toutes les difficultés du règne de George Ier (*The first Steps of the Ministry after the Revolution*, 1714). Dans un autre, Robert Walpole, qu'on en dit l'auteur et à qui Bolingbroke impute le système de partialité qui prévalut, établit que la conduite du nouveau roi n'a été ni violente, ni tyrannique, et défend le système en le représentant suivant l'esprit de sa politique propre, qui fut en général intolérante en principe, exclusive pour les personnes et modérée dans les actes (*A secret History of one year*, 1714). Mais, quoi qu'on pense des premiers ministères de George Ier, et bien que la conciliation semble la règle naturelle d'une dynastie qui s'établit, ce qui arriva était à peu près inévitable. Les haines étaient trop vives, les griefs trop récens, les défiances trop profondes, les séparations trop absolues, pour qu'un rapprochement des partis fût praticable au début d'un règne, et Bolingbroke surtout, après avoir poussé les choses à l'extrême dans un sens, n'avait nul droit de s'indigner qu'on se jetât dans l'extrémité opposée. Sur ce point encore, il se plaint du résultat de ses fautes. Enfin ces fautes mêmes se sont-elles élevées jusqu'au crime d'état? Selon nous, il a abordé la pensée du crime d'état, si le crime d'état était nécessaire à sa fortune. Plus certainement encore, sa conduite a été telle qu'elle devenait absurde, s'il ne conspirait pas contre l'ordre établi. Ainsi condamné par les plus fortes apparences, il a fui à la première accusation, et, après sa fuite, un de ses premiers actes a été de commettre publiquement le crime dont il était soupçonné. Nous pouvons trouver trop rigoureux, nous

ne pouvons trouver injuste le jugement porté contre Bolingbroke par l'Angleterre et confirmé par l'histoire.

Enfin, sous un dernier point de vue, le procès d'Oxford et de Bolingbroke est un acte mémorable, et qui marque une date dans l'histoire constitutionnelle de la Grande-Bretagne. Auparavant, sans doute, l'idée de la responsabilité ministérielle était connue. Il est impossible que des ministres siégent dans les assemblées sans qu'une certaine approbation de leurs collègues, même une certaine influence sur les délibérations, leur soit nécessaire pour exercer d'une manière facile et durable l'autorité qui leur est confiée, et de là l'obligation d'être toujours prêts à justifier leur politique et leurs actes. En cela consiste la vraie responsabilité, la plus usuelle, la plus pratique responsabilité. Cependant le principe n'en est peut-être définitivement établi que par ses applications juridiques. Or, antérieurement à 1715, on avait bien accusé et poursuivi des ministres, mais c'était lorsque l'opinion ou la passion les supposait coupables d'une action personnelle, d'une participation directe aux volontés royales que l'on n'osait ou ne pouvait attaquer. Cette distinction, et quelquefois ce subterfuge, était plutôt un expédient du mécontentement, de l'inimitié, ou, si l'on veut, de la justice nationale, qu'une règle posée, et, comme on dit, une fiction légale. La volonté du prince, son ordre exprès, demeurant une excuse qu'on pouvait alléguer, tout au moins une circonstance atténuante, et particulièrement en ce qui touche la guerre et la paix, il restait une certaine obscurité sur l'étendue et le caractère de la prérogative royale. Aucun précédent n'avait encore décidé en principe que les limites de la prérogative et de la responsabilité étaient les mêmes, et que tout ce que le roi voulait, les ministres l'avaient conseillé. Les accusations, assez mal inspirées d'ailleurs, que la paix de Ryswick avait attirées aux ministres de Guillaume III supposaient bien ce principe admis, si elles ne le consacraient pas formellement, mais d'ailleurs elles avaient échoué. Les poursuites dirigées contre les auteurs du traité d'Utrecht ont établi d'une manière irrévocable que le droit de paix et de guerre, selon qu'il en est bien ou mal usé, tombe sous le contrôle, tant moral que juridique, du parlement. Et ainsi se trouve confirmé et réglé ce que disait Torcy avec un certain étonnement : « La vue de l'avenir doit toujours être présente dans un pays sujet aux révolutions. La nation anglaise se persuade qu'elle ne doit point imputer à ses rois ce qu'elle regarde comme fautes essentielles dans le gouvernement, mais qu'elles sont uniquement l'effet des mauvais conseils; que ceux qui les ont donnés sont les seuls coupables; qu'ils doivent par conséquent porter la peine due à leur malversation. »

CHARLES DE RÉMUSAT.

SECTES RELIGIEUSES

AU XIXE SIÈCLE.

LES IRVINGIENS ET LES SAINTS DU DERNIER JOUR.

I. *The Mormons or Latter-Day Saints, a contemporary history*, London, 1852. — II. *A Narrative of Events affecting the position and the prospects of the whole Christian Church. — A few Words about Irvingism*, London, 1848. — III. Publications diverses sur la secte des Mormons, Philadelphie, 1852.

Les églises protestantes ont vu depuis un quart de siècle se produire dans leur sein un mouvement qui mérite l'attention la plus sérieuse. La tendance à l'autonomie, qui est le propre de ces églises, a engendré en Angleterre et en Écosse des conséquences dont il est encore difficile de prévoir la portée; mais c'est aux États-Unis surtout que les manifestations les plus singulières se sont récemment multipliées : c'est à deux sectes américaines, — celles des Irvingiens et des Mormons, — que revient l'honneur plus ou moins enviable d'avoir formulé avec le plus d'audace les doctrines qui découlent de la nouvelle interprétation du protestantisme. L'histoire de ces deux sectes a donc sa place, comme un chapitre de quelque importance, dans l'histoire des idées religieuses au XIXe siècle. Nous essaierons de la retracer, ou du moins d'en rapprocher ici les principaux élémens, d'après les documens les plus dignes de foi.

Un lien qu'on a trop peu remarqué unit le mouvement religieux de l'Amérique du Nord à celui de l'Angleterre et de l'Écosse. Ce lien est le principe de l'indépendance de l'église vis-à-vis de l'état, pratiqué avec mesure dans le royaume-uni, sans restriction au-delà de l'Atlantique. La liberté religieuse est presque toujours dans un rapport assez étroit avec le milieu politique où elle se développe. C'est ainsi qu'en Angleterre, où le gouvernement est entre les mains de l'aristocratie, l'église a adopté un régime tout aristocra-

tique. L'autorité du monarque est dans l'ordre spirituel encore plus nominale que dans l'ordre temporel, et le pouvoir appartient en réalité aux évêques et aux grands dignitaires : telle est l'origine de cette liberté, de cette vie intérieure qui, sortie de l'église d'Angleterre, se développe dans l'église d'Écosse et atteint ses dernières limites aux États-Unis. En Écosse, l'église presbytérienne (*kirk of Scotland*) présente comme en Angleterre une hiérarchie aristocratique; seulement l'aristocratie est, dans l'église comme dans le pays, un peu plus mitigée : elle ne constitue plus une caste et tire son origine de l'élection. L'autorité appartient aux synodes composés des députés des presbytères, et ces députés ont des ministres qui ont été librement choisis par les congrégations. Le presbytérianisme écossais renferme donc déjà en germe les élémens du républicanisme religieux, et de la séparation qu'il admet entre l'église et l'autorité temporelle on a été conduit naturellement à poser en principe que l'état ne doit s'immiscer dans aucune question d'organisation religieuse.

Ce furent ces idées que les presbytériens persécutés portèrent au-delà des mers, dans la Nouvelle-Angleterre. Elles furent encore développées et fortifiées par les sectes dissidentes qui se multiplièrent, au XVIIe et au XVIIIe siècles, dans le sein du protestantisme anglican. Le fondateur des quakers, George Fox, adopta, comme principe fondamental de son église, que l'autorité civile ne devait exercer aucun droit sur la croyance religieuse. A la suite des quakers, les indépendans, les congrégationalistes, les universalistes, les baptistes, une partie des méthodistes, proclamèrent ce même principe de la séparation des églises et de l'état. La liberté religieuse, qui n'existait que d'une manière incomplète dans la Grande-Bretagne, où les dissidens étaient simplement tolérés et où la suprématie restait à l'église anglicane, devint, comme la liberté politique, complète aux États-Unis.

Peuplé d'abord presque exclusivement de dissidens appartenant aux communions les plus diverses, ce pays nouveau consacra dans sa constitution ce qu'on pourrait appeler l'*autonomie* des cultes. La religion fut abandonnée à la conscience privée, ses manifestations furent réglées par des conventions et des associations particulières. Quand des hommes d'une même foi se trouvent en nombre suffisant pour fonder une église, ils peuvent se réunir librement, se choisir un pasteur, qu'ils font souvent même consacrer par des ministres d'une secte différente de la leur. Avec l'aide de quelques théologiens, ils se formulent une profession de foi, puis s'agrègent, comme ils l'entendent, à d'autres communautés religieuses déjà existantes. Cette indépendance des églises devient en Amérique de plus en plus absolue. Les liens hiérarchiques qui subsistaient dans les sectes primitives se relâchent ou disparaissent dans les nouvelles. Ainsi, tandis que les anciens indépendans donnaient à leurs synodes l'autorité législative, les congrégationalistes n'en ont plus fait que des comités consultatifs, regardant chaque église comme un corps organisé et muni de tout ce qui est nécessaire pour remplir sa mission.

Tel est le mouvement dont les dernières conséquences se produisent aujourd'hui sous une forme si étrange dans les petites communautés dont il nous reste à retracer l'histoire. L'esprit de séparatisme montre ainsi sa puissance. Son action ne se borne pas aux États-Unis; elle se fait sentir en Écosse

même, d'où la première impulsion donnée aux sectes américaines était partie. Elle y a fait naître depuis douze ans un grand schisme, et nombre de pasteurs ont renoncé aux avantages d'une position dans le sein de l'église établie, afin d'être plus libres dans leur foi. La tendance des méthodistes français, suisses, etc., les pousse également à s'organiser en communautés distinctes des églises reconnues et salariées par l'état. Il y a là, en dépit de fâcheuses exagérations, le signe d'une vie religieuse qu'il faut étudier avec attention, si l'on veut saisir dans sa vraie direction le travail de l'esprit moderne au sein du christianisme.

I.

Quelques mots suffiront pour montrer comment l'histoire des Mormons et des Irvingiens se rattache à l'histoire même du protestantisme. Dès l'origine du mouvement religieux provoqué par la réforme, on voit naître deux tendances distinctes, — la tendance rationaliste, — la tendance mystique. La première, qui a commencé avec Zwingli, a été représentée par le socinianisme, puis par les unitaires de l'Angleterre et des États-Unis; elle est venue aboutir en Allemagne au rationalisme de l'école exégétique et hégélienne. Ce protestantisme rationaliste, qui compte aussi quelques adeptes chez les calvinistes hollandais et français, est demeuré plutôt à l'état de doctrine scientifique que de religion. A certaines époques, il a fortement travaillé les esprits et joui d'une faveur assez générale, mais il n'a jamais beaucoup pénétré dans le culte. Voulant des intelligences éclairées, des personnes versées dans les connaissances historiques, il ne parle pas à l'imagination du vulgaire et n'échauffe pas l'enthousiasme; renfermé dans le cercle des savans et des penseurs, il ne peut donc guère aspirer à une grande popularité. En Angleterre, où le protestantisme rationaliste a pris une forme plus religieuse qu'ailleurs, et s'est constitué, sous le nom d'*unitarisme*, à l'état d'église, il ne compte pas un grand nombre d'adhérens avoués et ne fait que peu de prosélytes. C'est certainement aux États-Unis que l'unitarisme a le plus de fidèles. A Boston, ceux-ci forment la cinquième partie de la population, et ils appartiennent à la classe la plus riche et la plus éclairée. Ce sont eux qui se sont mis à la tête de l'instruction des classes inférieures : quelques-uns de leurs ministres, Channing, Sparks, Dewey, ont acquis une grande réputation de science et de vertu; mais en dehors du Massachusetts on ne retrouve plus, à beaucoup près, autant d'unitaires. Les quakers unitaires, qui existent en Angleterre et aux États-Unis, ne voient pas davantage grossir leurs rangs, et parmi les nombreuses sociétés de missions évangéliques, il n'en est aucune qui appartienne à la catégorie des protestans rationalistes. Les progrès de ceux-ci sont aussi lents que ceux de l'instruction et des lumières, sur lesquels ils s'appuient exclusivement.

Il en est tout autrement du protestantisme mystique. Nous entendons par là celui qui accorde la préférence à l'inspiration et aux lumières de la grâce sur celles de la raison et de la science. Le protestantisme mystique, ainsi défini, fait de la théologie une intuition et non une étude purement historique et philosophique. C'est cette tendance mystique, développée à des

degrés divers et dirigée dans des sens différens, qui a fait naître la grande majorité des sectes protestantes, depuis les méthodistes et les piétistes jusqu'aux récens *spiritualistes*. Elle est en effet le véritable fondement de la religion évangélique, puisque celle-ci repose tout entière sur la lecture et la méditation de l'Écriture sainte. On cherche à s'inspirer des sentimens divins qui y sont répandus, et cette inspiration est tenue pour si puissante et si formelle, qu'on en fait un guide spirituel bien supérieur à tous les autres. C'est au nom de l'Écriture sainte que la réforme a été faite. La Bible, distribuée à profusion, est placée entre les mains de tous, sans notes et sans commentaires, parce que l'on suppose à son texte une véritable puissance d'illumination. Ce n'est pas dominé par une pure curiosité scientifique et un simple intérêt historique que le protestant doit lire l'Écriture, comme avaient fini par le faire dans ces derniers temps les exégètes allemands : c'est pour se nourrir du sens moral et religieux qui s'y trouve renfermé, et que l'esprit de Dieu communique aux simples comme aux savans qui le cherchent. Ainsi recommandée, la lecture de la Bible provoque l'inspiration individuelle, et de cette façon, l'Esprit saint envoyé par Jésus-Christ aux apôtres continue à nous fortifier, à nous consoler dans notre foi et nos espérances.

Dans la Bible cependant, les mystiques font un choix; ils passent rapidement sur les livres de l'Ancien Testament ou du Nouveau qui ont un caractère purement narratif, et s'attachent de préférence aux écrits prophétiques. Les livres dont le sens est le plus obscur et les figures les plus bizarres leur fournissent un texte inépuisable d'enseignemens et d'interprétations. Isaïe, Ézéchiel, Daniel, sont expliqués dans les sens les plus divers, les plus contradictoires, et cependant l'interprète protestant fait chaque fois ressortir la clarté et l'évidence de son explication. L'Apocalypse, qui reproduit avec des couleurs plus fortes les images et le style des prophètes, est avant tout l'objet de la prédilection des mystiques. Là les ténèbres de la pensée permettent de proposer à loisir toutes les interprétations. Les prophètes hébreux sont assurément fort peu compréhensibles; mais dans l'ensemble de leurs œuvres, dans leurs passages principaux, on s'accorde à reconnaître l'annonce des grands événemens qui ont précédé ou accompagné la venue du Messie et la dispersion du peuple juif. L'Apocalypse au contraire, qui appartient à la religion nouvelle, l'Apocalypse, que l'apôtre bien-aimé du Sauveur a écrite peu de temps avant de remonter à lui, n'a point encore reçu, à ce qu'il semble, sa réalisation. Que nous indiquent le drame mystérieux qui s'y trouve décrit, et les bizarres, mais sublimes scènes dont saint Jean a été témoin en esprit? C'est là une question que s'adressent presque tous les protestans.

La doctrine la plus claire qui ressorte de l'Apocalypse est celle du *millenium*. L'apôtre distingue deux résurrections. Après que l'ange du Seigneur aura saisi le grand dragon et l'aura jeté pour mille ans dans l'abîme, le Christ règnera durant ce laps de temps avec ses saints : c'est la première résurrection. Quand ces mille ans seront accomplis, Satan sera délivré de sa prison, et il sévira avec fureur sur les nations jusqu'au moment où aura lieu la fin du monde. Dieu fera descendre le feu du ciel, l'univers sera consumé, la seconde résurrection aura lieu; puis un ciel nouveau et une terre nouvelle apparaîtront. Ce sera la nouvelle Jérusalem où Dieu habitera avec ses élus.

Ce fait du règne des mille ans du Christ qui doit précéder la fin du monde est donné dans l'Apocalypse d'une manière trop explicite pour que celui qui croit réellement à son inspiration puisse conserver le moindre doute. Le protestant mystique réfléchit avec inquiétude sur ce chiffre mystérieux et sacramentel, et s'efforce de saisir la liaison qui rattache cette prophétie assez claire à tout le reste du livre. C'est ce qui explique la prodigieuse quantité de traités et de commentaires sur l'Apocalypse qui ont paru chez les réformés et notamment en Angleterre. La plupart de ces livres sont lus et goûtés, et quelques-uns, comme le prouvent des exemples contemporains, arrivent à leur troisième, à leur quatrième édition. Chez les méthodistes de la Suisse et de la Hollande, je veux dire ici les calvinistes zélés et anti-rationalistes auxquels on a étendu cette appellation, ces mêmes ouvrages n'ont pas moins de succès. Dans certaines familles pieuses, ils forment la lecture du soir. Il y a déjà longtemps qu'il en est ainsi, et l'on n'a point oublié que le grand Newton a quitté quelque temps la poursuite de ses admirables découvertes pour expliquer à sa façon l'Apocalypse.

Le millénarisme, qui avait compté de nombreux partisans chez les disciples de saint Jean et qui en a conservé à toutes les époques chez les catholiques, est devenu ainsi par excellence l'enfant d'adoption du protestantisme. Toutefois cette croyance ne fut longtemps pour les réformés qu'un dogme accessoire, qui ne portait aucune atteinte à la constitution de la religion et n'agissait pas directement sur le symbole et sur le culte. Il n'en fut plus de même le jour où certains protestans se persuadèrent que la fin du monde était proche, et que le *millenium* ou règne de mille ans allait s'accomplir. Comme l'Apocalypse nous annonce formellement un nouveau ciel et une nouvelle terre, comme tout dénote qu'à la fin des temps la loi que le Christ nous a donnée sera changée et qu'une constitution religieuse nouvelle lui succédera, ces protestans admirent qu'une partie des dogmes reconnus aujourd'hui serait modifiée, que de nouveaux rites viendraient remplacer les anciens, en un mot qu'il allait y avoir une phase religieuse analogue à celle qui s'opéra quand le christianisme détrôna le mosaïsme, ou lorsque le mosaïsme fut substitué à la religion patriarcale. De même que l'époque où Dieu avait un peuple d'élection a eu un terme, quoique Jéhovah eût annoncé à Israël une alliance éternelle, le christianisme finira à son tour, bien que la plupart des chrétiens, tombant dans la même erreur que les Juifs, s'imaginent que la seconde alliance doive toujours durer.

Ces idées conduisirent à constituer en quelque sorte le *millenium*, à le faire choisir pour point de départ d'une autre religion, donnée comme celle de l'église que Jésus-Christ doit gouverner en personne jusqu'à la fin du monde. L'introducteur de cette religion fut un Suédois, Emmanuel Svedenborg, né en 1688. Ce théosophe, doué de connaissances prodigieusement étendues, avait commencé par être un homme éminent dans la science, et la noblesse lui avait été conférée comme récompense de ses travaux; mais vers la fin de sa vie, il se livra exclusivement à des théories religieuses dont le millénarisme constituait le fond. Cette doctrine n'était plus seulement pour lui une opinion, c'était une religion à peu près distincte du christianisme. Il reconnaissait les trois phases ou époques religieuses dont il vient d'être ques-

tion, — le christianisme, le mosaïsme, la religion de Noé et des patriarches. Il les faisait même précéder d'une autre, l'époque adamique ou de la religion d'Adam, différente, selon lui, de la religion de Noé, ce qui, joint à la phase nouvelle qu'il annonçait, faisait en tout cinq époques. Les réformateurs religieux de nos jours ont beaucoup affectionné ces grandes divisions de l'histoire religieuse et morale de l'humanité. Saint-Simon et Fourier ont eu les leurs, et dans une foule d'écrits socialistes le progrès de l'humanité est ainsi classifié par colonnes synoptiques.

Svedenborg s'imaginait être en rapport journalier avec le monde invisible, le monde des anges et des esprits; il conversait avec eux, et dans des hallucinations qui n'avaient altéré en rien son intelligence, quoiqu'elles eussent faussé ses idées, il s'imaginait voyager dans l'univers intellectuel ou suprasensible; il en donnait minutieusement la carte et la description. Ces hallucinations devinrent contagieuses, absolument comme les *manifestations spirituelles* qui font aujourd'hui tant de bruit, c'est le mot, aux États-Unis. Une nouvelle secte prit naissance, celle des *nouveaux jérusalémites*. Non-seulement en Suède, mais en Hollande, en Angleterre et en général dans toutes les contrées protestantes, parfois même dans certains cantons catholiques, elle rencontra d'assez nombreux prosélytes; elle se répandit surtout dans les villes manufacturières anglaises, dont la population ignorante était facilement séduite par les rêveries du théosophe suédois. Manchester devint le grand centre du svedenborgisme, qui se transporta ensuite en Amérique. Il n'y opéra pas de nombreuses conversions; cependant il éleva plusieurs chapelles, et y recrute encore aujourd'hui des adhérens. Si l'église de la nouvelle Jérusalem ne parvint pas directement à son but, elle fit au moins pénétrer ses principes dans une foule de têtes américaines, et donna de la sorte naissance à d'autre sectes qui avaient au fond les mêmes tendances, les mêmes idées qu'elle. Par exemple, c'est du sein des svedenborgiens que sortent en réalité les *new-lights* ou *nouvelles lumières*, dont les croyances forment avec le protestantisme un contraste assez frappant, pour qu'on doive les regarder comme les adhérens d'une religion nouvelle. Ce fut en 1803 que la doctrine des *new-lights* germa dans le cerveau de cinq ministres qui avaient abandonné l'église presbytérienne, et s'étaient constitués en une congrégation distincte qu'on désigna d'abord sous le nom de *Springfield-presbytery*. Les événemens extraordinaires dont la révolution française avait été le commencement les avaient persuadés que la fin du monde n'était pas éloignée; aussi prêchaient-ils l'avénement du *millenium*, condamnant toutes les croyances, toutes les professions de foi, tous les catéchismes, et puisant dans leurs seules inspirations les principes destinés à constituer la foi nouvelle. Toutefois ils prenaient encore la Bible pour point de départ, la Bible, il est vrai, étrangement expliquée. La secte des *spiritualistes* n'a fait plus tard que donner une forme théologique à des rêveries superstitieuses dont l'influence sur la société américaine remontait à une date déjà ancienne. Ces théories sur l'existence des âmes qui reviennent faire des révélations aux vivans avaient joui toujours aux États-Unis de quelque faveur. Nous avons connu des méthodistes qui les tenaient pour avérées et respectables, sans adopter néanmoins toutes les idées du théosophe suédois. Or on sait que ce fut chez des méthodistes,

dans la famille Fox, établie à Hydesville, état de New-York, que les *manifestations spirituelles* ont commencé sous la forme de *cognemens* (*rappings*). Les hallucinations auxquelles ces bruits sont vraisemblablement dus, quand la fraude ne vient point au secours des esprits, se produisaient fréquemment chez les nouveaux jérusalémites. Le *spiritualisme* des Américains se rattache assez étroitement, on le voit, à leur *millénarisme*.

Du *spiritualisme* et du *millénarisme* aux nouvelles sectes américaines il n'y a plus qu'un pas à franchir. C'est sous l'influence en effet du millénarisme que l'idée d'une rénovation religieuse, qui doit précéder la fin du monde, s'est depuis plusieurs années emparée d'une foule de têtes. On rencontre en Amérique bon nombre de ministres qui, sans admettre une reconstruction complète de la religion, croient cependant que le temps est marqué pour une phase nouvelle : ce sont principalement des congrégationalistes et des universalistes. Plusieurs se sont déjà composé une théologie à leur usage, dans laquelle ils ont fait entrer les idées philosophiques modernes. On sait qu'en Amérique il suffit que la majorité des membres d'une communauté religieuse adopte des principes nouveaux pour que la minorité, tout adhérente qu'elle soit à la doctrine primitive, se voie dépossédée de sa chapelle; les exclus doivent aller chercher ailleurs une église plus orthodoxe. L'Écriture, s'est-on dit, n'a pas encore donné toutes les lumières qu'elle est appelée à fournir; c'est une source qui est fort loin d'être tarie. Nous sommes en avant de Luther et de Calvin pour son intelligence, de même que ces réformateurs étaient en avant de saint Bonaventure et de saint Thomas (1). Ces idées ont conduit à des dogmes en quelques sorte nouveaux, à des principes qui sont en complet désaccord avec le vieux protestantisme. Ces chrétiens progressistes, qui se rapprochent au reste beaucoup des *latitudinaires*, admettent que tous les hommes peuvent être sauvés, quelle que soit leur croyance. Ils ont renoncé au dogme redoutable de l'éternité des peines, et y ont substitué une sorte d'épuration graduelle de l'âme dans l'autre vie. — Nous mourons, disent-ils, chargés de souillures que nous ont laissées les fautes commises ici-bas, et, suivant le nombre et l'énormité de ces fautes, plus ou moins de temps nous est nécessaire pour les expier, pour nous en laver, et arriver ainsi à la béatitude éternelle. — Voilà presque la substitution du purgatoire à l'enfer chez des protestans dont une des idées primitives les plus enracinées était la négation du purgatoire!

Le socialisme, qui s'est infiltré non-seulement en Allemagne et en France, mais en Angleterre et aux États-Unis, est venu en quelque sorte se greffer sur ce mouvement religieux. Comme il annonce une régénération sociale complète, une nouvelle ère pour la politique et les croyances en progrès sur le christianisme, il offre par là un point de contact tout naturel avec les doctrines mystiques dont Svedenborg a été le père. Le millénarisme sert merveilleusement son utopie, et l'Apocalypse lui fournit des prophéties, une sorte d'Évangile à son usage. On trouve en effet déjà de bonne heure chez les millénaires la plupart des théories qui ont reparu dans les diverses écoles socia-

(1) Voyez à ce sujet le discours du pasteur Robinson, cité par M. Ch. Lyell dans sa *Seconde Visite aux États-Unis*.

listes; presque tous s'accordent à faire de la *nouvelle Jérusalem* une société civile et religieuse en progrès notable sur la nôtre. La misère y sera abolie, et la concorde la plus parfaite régnera entre tous les citoyens; il n'y aura plus de vices, car les vices ne trouveront plus ni mobiles ni complices (1). Ces croyances christiano-socialistes ont pris tellement faveur, qu'on les trouve rattachées, par certains spiritualistes, à leurs étranges idées sur les manifestations des esprits ici-bas. Le *spiritualisme*, sorti des jongleries ou des hallucinations de la famille Fox, tend à se constituer en religion, et voilà pourquoi il s'efforce de s'approprier les opinions aujourd'hui en crédit, et de les convertir en articles de son symbole.

Le journal socialiste des États-Unis, rédigé par les amis de M. Considérant, montre une prédilection marquée pour la doctrine des *spiritualistes*, — la secte à laquelle nous devons la *danse des tables*. A Mountain-Cor, en Virginie, où les spiritualistes ont pour chef un certain personnage qui se prétend inspiré par saint Paul, ils travaillent activement à la rédaction d'un nouveau Pentateuque, que les esprits de l'autre monde leur dictent en cognant sur des tables ou même en leur parlant à l'oreille. Il paraît que ce Pentateuque sera l'exposé de doctrines socialistes empruntées à Saint-Simon, à Auguste Comte et à Fourier. La banque de M. Proudhon, dont la chute s'est si peu fait attendre, a été reprise avec avantage par les mêmes spiritualistes à Chicago, dans l'Illinois. Au lieu d'un conseil d'administration composé de notables de l'opinion radicale, c'est un comité mi-partie de vivans et de morts. Les morts sont les âmes, qui manifestent leur présence par des bruits et des coups (*rappings, knockings*), et qui s'occupent encore dans l'autre vie d'affaires commerciales. Les âmes des anciens Scandinaves se livraient dans le ciel à des chasses et à des combats; le paradis des Américains ne pouvait être qu'une bourse ou une banque!

On voit maintenant par quelle gradation s'est opéré le développement du protestantisme mystique. Parti de l'Apocalypse, il donne l'éveil aux théories de Svedenborg. Pénétrant aux États-Unis, il y crée les sectes *millénaires* et *spiritualistes*. Il en vient enfin à s'allier avec le socialisme. Que peut-il sortir de cette union? C'est l'histoire des Irvingiens et des Mormons qui va nous répondre.

II.

Il y a déjà plus de vingt ans que certains ministres écossais annoncèrent une rénovation complète de l'église du Christ, et prédirent que le temps n'était pas éloigné où l'Esprit saint enverrait de nouveau ses dons aux fidèles. L'idée d'une restauration du christianisme primitif était liée pour eux à celle de l'approche de la fin du monde. Durant les derniers mois de 1827, on fit circuler dans la Grande-Bretagne un écrit soi-disant émané des douze apôtres du Saint-Esprit, et qui était adressé à tous les patriarches, archevêques, évêques et autorités quelconques de l'ordre spirituel, aussi bien qu'aux empe-

(1) Un des plus célèbres millénaires, Towers, dans son *Illustration des Prophéties*, publiée en 1796, est un de ceux qui ont poussé le plus loin ces idées. On dirait, en parcourant son livre, avoir sous les yeux la *Théorie des Quatre Mouvemens*.

reurs, rois, princes, souverains, et en général aux dépositaires du pouvoir parmi les nations baptisées. On y annonçait formellement que de nouveaux apôtres avaient reçu la mission d'appeler le monde chrétien à la pénitence et de préparer les voies du Seigneur, car son sanctuaire allait être bâti. Ces opinions singulières attirèrent contre les ministres qui s'en firent les propagateurs et les adhérens une sorte de persécution. Ces ministres, qui étaient pour la plupart Écossais, se virent repoussés de l'église nationale et contraints d'aller constituer une église à part. Le plus notable de ces pasteurs exclus par leurs confrères les presbytériens était un certain Édouard Irving, ministre de l'église écossaise à Londres. Cet ecclésiastique dissident devint un des plus zélés et des plus fougueux apôtres du néo-protestantisme. Il exposa la croyance à une rénovation chrétienne et à la fin prochaine de l'univers avec tant de chaleur, il s'éleva, du haut de la chaire ou dans ses écrits, si ouvertement contre ce qu'il appelait la corruption du siècle, qu'il finit par devenir l'âme de la nouvelle secte. Il fut regardé, par ceux qui s'étaient laissés persuader, comme l'envoyé du Seigneur, comme un évangéliste et un prophète, et en cette qualité il demeura jusqu'à sa mort, arrivée le 8 décembre 1834, le chef ou, suivant l'expression de ses disciples, l'*ange* de la nouvelle église.

Les Irvingiens, tel est le nom sous lequel ces sectaires ne tardèrent pas à être connus en Angleterre, étaient en général des chrétiens fort sincères, d'une tournure d'esprit faible et mystique, depuis longtemps tourmentés sur le vrai moyen de faire leur salut. Irving parait, comme ses disciples, avoir souvent adressé à Dieu de fréquentes prières, afin d'obtenir les lumières du Saint-Esprit et le retour de ses dons miraculeux, dont l'église était depuis longtemps déshéritée. En cela, il ne faisait que se conformer aux exhortations que plusieurs pasteurs anglicans et presbytériens adressaient depuis quelque temps à leurs ouailles. Un de ces pasteurs, M. Haldane Stewart, avait notamment publié un livre où il engageait tous les fidèles à réunir leurs prières en vue d'obtenir une nouvelle communication de l'Esprit saint, et ce livre, ainsi que plusieurs sermons éloquens, prêchés dans le même sens par M. Hugh M'Neile, avait produit une grande sensation. Suivant les Irvingiens, Dieu exauça ces prières ferventes et réitérées. Des grâces miraculeuses se répandirent sur les membres de la nouvelle église et réveillèrent ainsi l'esprit et la sainteté du christianisme primitif, qui s'étaient depuis longtemps perdus. Les nouveaux apôtres du Saint-Esprit et leurs disciples rentrèrent en possession des grâces extraordinaires qui avaient marqué la mission des apôtres du Christ. Cela veut dire que le don des langues, celui de prophétie, celui de guérir les malades et en général d'opérer des miracles furent accordés aux Irvingiens. Ceux-ci sont à cet égard pleinement convaincus, et ils citent, comme témoins oculaires, des faits qu'ils opposent à la critique incrédule.

Dans leur organisation, les Irvingiens s'efforcent de reproduire les formes et la hiérarchie de la première société chrétienne, car ils représentent les *saints* qui composent le royaume de Jésus-Christ pendant le *millenium*. Ce royaume, gouverné par le Sauveur comme grand-prêtre, est administré par trois sortes de pasteurs auxquels le Fils de Dieu délègue sa puissance : les *évêques* ou *anges*, les *prêtres* ou *anciens*, les *diacres*. Chacun de ces ordres

spirituels a le quadruple caractère *apostolique, prophétique, évangélique* et *pastoral*. L'*ange* gouverne chaque église particulière, et il est assisté par les *anciens* et les *diacres;* mais le gouvernement de l'église universelle appartient à Dieu, autrement dit aux apôtres appelés par l'Esprit saint, et qui relèvent directement du Seigneur. Ce sont ces apôtres du Saint-Esprit qui désignent les prophètes, les évangélistes et les pasteurs choisis dans l'ordre des anges ou *inspecteurs*.

Les Irvingiens justifient cette hiérarchie en s'appuyant sur les Actes des Apôtres, les Epîtres, l'Apocalypse, et même sur les prophètes de l'Ancien Testament. Ce n'est, disent-ils, que par une usurpation que l'un des anges ou évêques, celui de Rome, s'est emparé de l'autorité. Les fonctions de prophètes ont été depuis longtemps abandonnées, elles sont tombées en désuétude, parce que les chrétiens ont négligé l'imposition des mains et l'invocation du Saint-Esprit, par le moyen desquelles les apôtres communiquaient ce don merveilleux. Ils faisaient, disent-ils, l'*acte de foi,* et le prophète donnait son oracle conformément à cet acte. Les Irvingiens ont transporté cette pratique dans leur église. Il faut, selon eux, la plus grande prudence dans l'exercice du don de prophétie, car l'esprit du mal imite souvent la voix du Consolateur. Tantôt c'est l'Esprit saint qui parle par la bouche même du prophète et qui lui dicte les mots qu'il emploie, tantôt il ne fait qu'illuminer son intelligence, et il le laisse lui-même choisir ses expressions.

Dans leur liturgie, dans le costume qu'il ont adopté pour leurs prêtres, les Irvingiens s'efforcent aussi de revenir à la primitive église; ils ne s'appuient que sur des passages positifs du Nouveau Testament. Leurs dogmes n'offrent rien de bien exclusif. Les Irvingiens admettent parmi eux des chrétiens de toutes les communions, et se défendent avec force de l'idée de constituer une secte à part. Ils attachent peu d'importance aux symboles, aux professions de foi, aux décrets et canons des conciles, aux bulles des papes et des patriarches : tout cela est impuissant à leurs yeux pour entretenir la perfection dans l'église et encore plus la sainteté dans l'âme. Il n'y avait pas, disent-ils, de législation dogmatique au temps des apôtres, et les fidèles n'en étaient pas moins religieux.

Les disciples d'Irving n'attachent d'importance qu'aux formes liturgiques, aux sacremens destinés à nourrir l'âme de pensées saintes et à rappeler au chrétien sa mission; tels sont la prière de tous les jours, l'office du matin et du soir, car ils se rendent deux fois par jour au temple, — le baptême et la communion. Sur ce dernier sacrement, ils se rapprochent beaucoup plus des catholiques que toutes les sectes protestantes. L'eucharistie a, disent-ils, un caractère double, quoique indivisible : c'est à la fois le sacrifice du corps et du sang du Christ et l'action de le recevoir comme nourriture. Ils n'admettent cependant pas, dans l'acception véritable du mot, la présence réelle. Sans doute, les deux espèces deviennent réellement le corps et le sang du Sauveur, mais en tant qu'elles sont agréées comme sacrifice par Dieu, d'une manière suprà-sensible. La substance matérielle du pain et du vin n'a pas disparu.

Les Irvingiens ont recruté et recrutent encore de nombreux partisans en Angleterre, en Écosse et en Allemagne. Ils en comptent aussi en Amérique, et ils ont aujourd'hui des missionnaires à Paris. Leurs assemblées religieuses

rappellent à beaucoup d'égards celles des quakers et des méthodistes. L'inspiration y joue un grand rôle. Tout à coup, au milieu de l'office, un des prophètes se sent sollicité par l'Esprit saint. « Voilà, dit-il à haute voix, le *fiancé* (*bridegroom*) qui vient, » c'est là leur expression favorite, et il se met à prophétiser. D'autres fois, un fidèle parle des langues étrangères, et le miracle de la Pentecôte se renouvelle assez fréquemment. Souvent aussi ce sont des scènes moins édifiantes. C'est, par exemple, un possédé qu'on exorcise. Dernièrement, dans un village de la Poméranie, à Klein-Schweisen, à la fête de Pâques, tandis que les sectaires, au nombre de quarante, se trouvaient réunis dans l'oratoire et se livraient à des chants et à des prières, l'un d'eux s'écria qu'il se sentait possédé du diable, et supplia les assistans de l'en délivrer au plus vite. Ses coreligionnaires, saisis d'horreur, se munirent aussitôt de bâtons et se mirent à frapper le prétendu possédé à coups redoublés. Le malheureux endura cette bastonnade avec un courage vraiment stoïque, et lorsqu'au bout d'une demi-heure, les coups des exorcistes commencèrent à porter sur la partie supérieure de la poitrine et sur celle du dos qui y correspond : « Tout va bien, leur dit-il, le démon chassé par vos coups n'a cessé de monter, et il se trouve déjà dans mon gosier; vous n'avez qu'à me serrer le cou, et il s'échappera immanquablement par ma bouche. » C'est ce qu'on fit, et le malheureux rendit..... l'esprit. Ses coreligionnaires, sans s'émouvoir, portèrent le cadavre dans une chambre voisine, puis ils reprirent leurs chants et leurs prières.

C'est surtout par la crainte de la fin du monde que l'*irvingisme* fait des progrès. Les grands événemens qui se sont accomplis depuis le commencement de notre révolution s'offrent à l'esprit de beaucoup de gens comme les signes précurseurs de la fin toujours ajournée de l'univers. Cette idée travaille encore de nos jours bien des têtes, précisément celles qui sont le plus tournées au mysticisme et dont la foi est la plus vive. Elle a été très répandue chez les jansénistes depuis la fin du siècle dernier jusqu'au commencement de celui-ci, comme on peut en juger en parcourant leurs écrits, et notamment ceux d'Asfeld, de Duguet et du président Agier. La Babylone dont il est question dans l'Apocalypse n'est pas seulement Rome, disent les Irvingiens. Cette ville n'est qu'une des rues de la *Cité de confusion*. Le christianisme actuel est la grande Babylone. Le mystère de fornication et d'iniquité est arrivé aujourd'hui à un degré que n'avait jamais atteint la Rome papale avant la réformation; mais cet état de choses ne tardera pas à cesser l'église de Rome comme celle d'Angleterre aura sa fin, et Jésus-Christ reprendra lui-même la direction de son église. La Bible seule est insuffisante à gouverner nos cœurs, il faut que l'esprit saint nous éclaire et nous conduise. Les nouveaux *saints* ne craignent ni la persécution, ni les accusations d'hérésie; ils justifient hautement leur désaccord avec l'église protestante, comme le fit l'année dernière dans sa défense M. John Canfield Sterling devant l'église épiscopale d'Amérique. Leur langage, leur hardiesse et leurs convictions, nous pouvons dire aussi, pour beaucoup, leur sévère moralité, leur donnent une certaine conformité de physionomie avec les premiers chrétiens.

Le mormonisme a avec la doctrine irvingienne une assez grande ressemblance de principes et même quelque analogie d'organisation, quoique les

disciples d'Irving n'entendent avoir rien de commun avec ceux de Joseph Smith, qu'ils tiennent pour des envoyés du démon. C'est également sur l'idée de la fin prochaine du monde qu'est fondée la nouvelle église des Mormons. De même que les Irvingiens, les disciples de Smith s'appellent entre eux les *saints*, seulement ils ajoutent à ce nom les mots *du dernier jour* (*latter day saints*), car c'est en vue de cette grande catastrophe, qu'ils tiennent pour n'être pas éloignée, qu'ils se sont séparés du reste de la chrétienté, choisissant un genre de vie qui pût leur assurer une sentence favorable quand Dieu fera le jugement solennel de ses créatures. Pour atteindre à un état de sainteté qui fasse d'eux un peuple élu, les Mormons s'efforcent de revenir à la constitution des âges apostoliques. C'est précisément, comme on l'a vu, ce que font les Irvingiens. Toutefois les Mormons vont plus loin qu'eux. L'Évangile n'est pas le seul livre qu'ils prennent pour loi et fondement de leur organisation: ils entendent se régler sur l'Ancien Testament et renouveler à leur profit la théocratie biblique. Le fondateur de la secte mormonienne, Joseph Smith, exploita d'abord ces craintes de la fin du monde qui agitent de temps en temps les peuples chrétiens, et ont surtout beaucoup d'influence sur les esprits crédules de l'Amérique. Chaque tremblement de terre dont il était question dans les journaux, chaque nouvelle comète découverte, chaque chute de météore observée, chaque bruit de guerre qui circulait, chaque naissance monstrueuse d'hommes ou d'animaux, chaque événement tant soit peu extraordinaire en un mot était représenté par le prophète comme un signe certain de la fin prochaine de l'univers. Il assaisonnait ses prédictions de citations de la Bible, de formules éjaculatoires, de paroles d'un caractère inspiré qui produisaient beaucoup d'effet chez les hommes simples, qui ne manquent pas dans l'état d'Ohio où il résidait. Les têtes se montèrent en sa faveur, et il ne tarda pas à grouper autour de lui des disciples ardens, qui le 1er juin 1830 tinrent dans la ville de Fayette, sous la présidence de Joseph Smith, leur premier concile.

C'est de cette époque que date réellement l'existence du mormonisme; mais la vocation de leur prophète et les idées qu'il suggéra à ses dupes remontaient plus haut. Dès son enfance, Joseph Smith avait reçu communication des lumières de l'esprit saint, et il nous a raconté fort au long l'histoire, en partie vraie et en partie supposée, mais encore plus supposée que vraie, de sa vocation. Joseph Smith fut tourmenté de bonne heure par des préoccupations religieuses et des réflexions sur les choses célestes. Quoique n'ayant reçu qu'une instruction très imparfaite et n'ayant été presque exclusivement occupé par son père qu'à des travaux agricoles, la tournure de son esprit était sérieuse et réfléchie : il adressait sans cesse à Dieu de ferventes prières, afin de savoir quelles étaient les véritables conditions du salut. S'étant retiré un jour dans un petit bois, non loin de la ferme paternelle, il vit tout à coup comme un feu s'échapper du ciel et illuminer tout l'horizon. Cette flamme mystérieuse s'avançant incessamment, le jeune Joseph s'attendait à voir le feuillage s'allumer, et il allait se retirer, quand il se sentit soudain environné lui-même et pénétré dans tout son être d'une sensation indéfinissable. Ses yeux furent alors détachés des objets environnans, et il fut ravi dans une vision céleste. Deux personnages dont les traits étaient absolument les mêmes

s'offrirent à lui et lui annoncèrent que ses péchés lui étaient remis. Joseph Smith n'aurait pu, sans cette intervention miraculeuse, prétendre au titre d'*inspiré*, car il avoue lui-même qu'il avait été d'abord cruellement tenté par les puissances des ténèbres, et bien qu'il dise avoir vigoureusement résisté, on entrevoit que l'absolution divine venait là fort à propos pour le mettre en état de paraître devant Dieu. Les deux inconnus étaient, à ce qu'il semble, soit deux anges, soit les deux premières personnes de la sainte Trinité. Smith apprit de la bouche de ces êtres célestes que toutes les religions de la terre étaient entachées d'erreur, et que Dieu n'en reconnaissait aucune pour son église et son royaume. Promesse lui fut faite que la véritable doctrine ne tarderait pas à lui être révélée; puis la vision s'évanouit, et en revenant à lui-même, il se trouva dans un état de calme et de paix indescriptible.

On pourrait croire que le jeune inspiré attendit dans la prière et les bonnes œuvres l'heureux moment où la promesse qui lui était faite recevrait son exécution. Il n'en fut rien cependant. La seule chose qui paraît l'avoir frappé, c'est le pardon qu'il avait obtenu. Ce pardon lui permit de commettre de nouveaux péchés, de se livrer aux joies de ce monde et aux folies de la jeunesse. Smith comptait certainement sur la rémission de ses nouvelles fautes, et il n'avait pas tort. Le 21 septembre 1823 au soir, le Seigneur vint visiter Smith dans sa propre demeure. Sa maison parut tout enflammée, et, ravi encore en extase, il vit un ange qui lui annonçait que ses péchés lui étaient pardonnés et que ses prières avaient été exaucées. Comment Smith reconnut-il que le visiteur était un ange? Très certainement ce fut par sa ressemblance avec ceux que nous décrivent les Écritures : un vêtement parfaitement blanc et sans coutures, un regard où brillaient à la fois l'énergie et la douceur. Le messager divin lui apportait la joyeuse nouvelle du prochain rétablissement de l'alliance faite jadis avec Israël. Le Messie devait bientôt commencer son règne ici-bas, règne de paix et de félicité universelle. Il ne restait plus qu'à se préparer à ce grand événement. Nouveau Noé, Smith avait été choisi pour recevoir les confidences du Très-Haut. L'Évangile éternel, l'Évangile complété devait être prêché à toutes les nations, et un peuple nouveau allait être préparé par la foi et la vérité au règne de Dieu sur la terre. Là ne se bornèrent pas les étonnantes révélations de l'ange du Seigneur. Smith apprit que les Indiens d'Amérique étaient des descendans d'une des tribus d'Israël, qu'au temps où ils avaient émigré dans le Nouveau-Monde, ils formaient encore un peuple éclairé, possédant la connaissance du vrai Dieu et obtenant journellement les effets de sa grâce et de ses bénédictions. Chez eux avaient existé des prophètes et des écrivains inspirés qui avaient reçu l'ordre de consigner par écrit l'histoire des événemens les plus importans, et ces annales s'étaient transmises de génération en génération jusqu'au moment où les enfans d'Israël étaient tombés dans une extrême perversité. La majeure partie de la nation périt; mais le livre saint, qui renfermait un grand nombre de révélations relatives à la fin des temps, avait été déposé en lieu sûr, pour être ainsi soustrait aux mains de ceux qui voulaient le détruire. — Voilà comment finit la vision, qui fut accompagnée pour Smith de circonstances intérieures semblables à celles qui avaient marqué la première. Elle se renouvela encore dans la nuit, l'ange ajoutant chaque fois quelque chose à ses instructions.

Enfin, le lendemain matin, comme Joseph Smith sortait pour se rendre à son travail accoutumé, le messager divin se trouva là devant lui pour lui enseigner le lieu mystérieux du dépôt. C'était sur la grande route qui conduit de Palmyre à Canandigua, dans le comté d'Ontario, état de New-York, au voisinage du petit village de Manchester, qu'habitait la famille de Smith. A main droite, sur le côté occidental d'une haute colline, était pratiquée une excavation au fond de laquelle se trouvait un petit caveau formé de quatre pierres polies, scellées par une cinquième. C'est là que Smith, conduit par l'ange, put contempler le précieux dépôt fait il y avait trente siècles. En ce moment il fut illuminé des lumières du Saint-Esprit, les cieux s'ouvrirent, la gloire du Seigneur brilla à ses côtés et s'arrêta sur sa tête. L'ange lui dit : « Regarde, » et le prince des ténèbres passa devant lui, suivi de son nombreux cortége. « Tout cela t'est montré, reprit le messager divin, le bien et le mal, le saint et l'impur, la gloire de Dieu et le pouvoir des ténèbres, afin que tu puisses désormais distinguer les deux puissances et n'être jamais ni vaincu ni influencé par la mauvaise; mais tu ne peux pas encore obtenir le livre que tu aperçois, le commandement de Dieu est formel : c'est par la prière et l'exacte observance de ses lois que l'on peut seulement acquérir les choses saintes. Elles sont destinées non point à devenir un moyen de richesse et de puissance, mais uniquement à glorifier son nom. »

Quatre ans s'écoulèrent avant que Smith fût jugé digne d'entrer en possession des annales sacrées, quoique recevant fréquemment des instructions de l'ange, qui était vraiment devenu son génie familier. Le matin du 22 septembre 1827, le précieux trésor lui fut enfin délivré. L'ange du Seigneur lui remit des feuilles de métal qui avaient l'apparence de l'or, et qui étaient reliées à la manière d'un volume. Ces plaques étaient attachées ensemble par trois anneaux qui les traversaient toutes. L'épaisseur des feuilles était légère, et sur une partie d'entre elles on voyait apposé un sceau mystérieux. Les caractères que portaient ces plaques métalliques avaient un aspect étrange, ils étaient disposés en colonnes. Smith nous a appris que c'étaient des lettres égyptiennes. A en juger par le spécimen qui nous en est parvenu, on peut croire que Champollion et ses disciples n'eussent pas été précisément du même avis. Telle fut aussi l'opinion d'un savant de New-York, M. Charles Anthon, auquel un des nouveaux convertis, Martin Harris, apporta une copie des caractères déterrés à la colline de Cumorah. Toutefois la science humaine ne saurait avoir rien de commun avec la révélation, et l'ange ayant dit à J. Smith que c'était de l'égyptien, cela a suffi aux Mormons. D'ailleurs l'objection que pourraient élever les égyptologues contre l'authenticité des plaques tombe d'elle-même, puisque Smith ajouta que ces caractères n'étaient pas de l'égyptien pur, mais de l'égyptien réformé; c'est ce qui se lit dans le livre même. Or, comme nous ne savons pas en quoi a consisté la réforme que les descendans d'Israël ont fait subir à la langue des pharaons, on peut très bien admettre qu'elle a été assez profonde pour que le nouvel égyptien ne ressemblât plus du tout à l'ancien. Ces plaques portaient en outre la trace de la plus haute antiquité. Leur authenticité étant donc désormais hors de conteste, il ne restait plus qu'une seule chose à faire, c'était de les interpréter. L'entreprise eût été certainement des plus difficiles, si ceux

qui les avaient enterrées n'avaient pas paré à la difficulté en déposant à côté deux pierres transparentes comme du cristal, montées à la manière d'une lorgnette, et qui n'étaient autres que l'*urim* et le *thummim* placés jadis sur le pectoral du grand-prêtre hébreu. Ces gemmes, qui ont tant exercé la sagacité des érudits, servaient à consulter la volonté du Seigneur, et permettaient de lire dans l'avenir. Tel était aussi l'usage qu'en devaient faire les descendans américains des Israélites. Il n'y avait donc plus besoin de philologue pour déchiffrer les caractères égyptiens réformés; il suffisait de braquer la lorgnette magique sur les plaques en question, et le sens vous en était révélé. Grâce à ces lunettes merveilleuses, Smith traduisit tout le contenu des plaques, et il écrivit de la sorte le *Livre de Mormon ou Histoire sacrée des peuples aborigènes de l'Amérique*, dont l'un des apôtres de la secte, M. John Taylor, a donné une version en français.

Le *Livre de Mormon* renferme plusieurs parties distinctes portant chacune le nom du patriarche américain qui en est l'auteur : *Nephi, Jacob, Enos, Alma, Hélaman, Mormon* enfin, dont le nom a été étendu à tout le livre, et qui est censé avoir composé la dernière partie. C'est ce patriarche qui nous apprend que les caractères sont de l'égyptien réformé, langue que ces Israélites ont préférée à l'hébreu, parce que les lettres hébraïques eussent occupé trop de place, et que les plaques n'étaient point d'une largeur suffisante. Voilà qui nous donne à penser que les mots de l'égyptien réformé ont, comme les mots turcs du *Bourgeois-Gentilhomme*, la propriété de dire toute une phrase en quelques syllabes. Après le *Livre de Mormon* vient une sorte de *post-scriptum* dont l'auteur est un ange du Seigneur du nom de Moroni, qui avait été lui-même un ancien prophète parmi les descendans de la tribu de Joseph sur le continent américain. C'est Moroni qui a scellé les annales en les accompagnant d'une exhortation à ses frères.

Le *Livre de Mormon* est une contrefaçon évidente de la Bible, une sorte de pastiche de la Genèse, des Livres des Rois, des Épîtres des Apôtres et de l'Apocalypse. Non-seulement on y rencontre des imitations fort transparentes, mais jusqu'à de véritables emprunts. On ne saurait dire cependant que ce livre, pour des personnes naïves et habituées à la lecture de l'Écriture sainte, soit dépourvu de toute espèce d'intérêt. Pour celles au contraire qui sont moins faciles et plus éclairées, les anachronismes, les invraisemblances, l'étrange discordance des noms, enlèvent au livre toute autorité. Les prophéties placées dans la bouche de personnages antérieurs au Christ, sur sa venue et sur l'établissement du christianisme, celles de Jésus lui-même, que l'on suppose s'être rendu en Amérique après sa résurrection, et avoir annoncé son Évangile aux descendans d'Israël, sont assez transparentes pour qu'on s'aperçoive aisément de la supposition; mais n'en était-il pas de même des oracles des sibylles inventés par les premiers chrétiens? Et cependant que de fidèles s'y sont laissés prendre, des pères de l'église compris!

Trois peuples figurent dans le *Livre de Mormon :* le peuple de *Jared*, dont les ancêtres sont venus en Amérique après la confusion des langues; le peuple de *Zarahemla*, qui a quitté Jérusalem au temps de la captivité de Sédécias; enfin les descendans de *Lehi*, qui ont aussi abandonné la ville sainte sous le même roi, mais au commencement de son règne. Ces trois peuples occupent

dans le livre de Smith une place fort inégale : le premier, qui a péri, a laissé des plaques mystérieuses dont le contenu constitue le *Livre d'Éther;* le second n'est guère mentionné qu'en passant; le troisième fait le sujet véritable de la Bible nouvelle. Il se divise en *Néphites* et en *Lamanites*. Les Nephites sont bons, les Lamanites méchans. Les premiers se laissent corrompre à leur tour, et disparaissent en punition de leur faute. Les Lamanites seuls restent maîtres de l'Amérique. Ce sont les Indiens ou *Peaux-Rouges*.

Comment un homme aussi peu lettré que semble l'avoir été Smith a-t-il pu composer un pareil livre? C'est ce qu'on ne saurait suffisamment expliquer. Il y a toujours dans l'origine des religions je ne sais quoi de mystérieux, d'obscur, qui empêche qu'on puisse rendre compte de bien des faits extraordinaires, et qui sert singulièrement la foi des fidèles. On prétend, et la chose paraît vraisemblable, que Smith n'est pas l'auteur de son livre. C'est un roman qui fut jadis composé par un révérend Salomon Spaulding, dont l'imagination fut éveillée par la découverte d'antiquités américaines aux environs de New-Salem, où il habitait. Cela se passait vers 1812. Il prêta son manuscrit à ses voisins, qui donnèrent à ce roman le nom de *Bible d'or* (*Golden Bible*). L'auteur, par un artifice bien souvent renouvelé, supposait que ce livre était l'œuvre d'un des derniers descendans d'une race éteinte, et l'avait intitulé pour ce motif : *Manuscrit trouvé* (*Manuscript found*). Le roman fut remis à un imprimeur de Pittsbourg, en Pensylvanie, du nom de Patterson. Celui-ci, qui trouvait sans doute le livre bizarre et jugeait qu'il était nécessaire d'avertir le public de la fiction, voulait une préface et un nouveau titre. Spaulding les refusa, et le manuscrit resta pendant longtemps oublié dans l'imprimerie de Patterson, où un certain Sidney Rigdom vint enfin le copier; mais comment la copie passa-t-elle ensuite entre les mains de Smith? C'est ce que nous ne savons pas parfaitement. Il n'y eut là du reste rien de bien inexplicable : Rigdom, qui paraît avoir été aussi simple qu'ignorant, devint un des premiers disciples du nouveau prophète. Il en fut donc la dupe ou le complice. Toujours est-il que la femme, l'associé, plusieurs amis et le frère de Salomon Spaulding ont affirmé sous serment l'identité des principales parties du *Livre de Mormon* avec le *Manuscrit trouvé*. Quant à l'auteur, mort en 1816, il ne pouvait plus, bien entendu, déposer contre son plagiaire le prophète. Smith a dû faire subir au roman de l'innocent ministre un remaniement approprié à ses projets, et c'est ici que se montre son génie de faussaire. Les fautes grammaticales, les anachronismes, abondent dans le *Livre de Mormon;* mais, nous le répétons parce qu'on nous semble avoir un peu trop déprécié la nouvelle Bible, toutes ces fautes disparaissent au milieu du récit, dont le fond captive l'attention. Le livre peut n'être pas entièrement approprié à notre esprit et à nos idées; il l'est certainement au goût de plusieurs Américains. D'ailleurs, si les écrits de Smith ne sont pas tous d'une grande valeur littéraire, les Mormons ont heureusement rencontré un théologien qui a prêté à leur cause le secours de sa dialectique et de son érudition : c'est Orson Pratt, l'avocat par excellence de la nouvelle révélation. Cet apôtre, qui a organisé à Liverpool une agence d'émigration mormonienne, est un des amis du successeur de Smith, Brigham Young. C'est lui qui s'est chargé du soin d'abattre toutes les objections qui se sont dressées en foule

sur la nouvelle voie qu'avait ouverte Smith, et qui menaçaient de lui barrer le passage. Orson Pratt est, comme tous les ministres protestans, extrêmement versé dans la connaissance de la Bible, et il excelle à y découvrir les textes qui peuvent justifier ses idées.

Il serait trop long ici d'inscrire *in extenso* le *credo* mormon (1). Cependant nous devons en extraire ce qui est de nature à compléter le tableau que nous venons de donner de la religion nouvelle. Nous passerons ce qui est purement et simplement emprunté à la foi chrétienne, à laquelle les Mormons ont la prétention de se rattacher.

« Nous croyons qu'il n'y a qu'un seul vrai système de doctrines et de culte religieux, révélé du ciel aux hommes, par lequel ils puissent être dirigés et gouvernés, et obtenir la vie éternelle; — que ce seul vrai système a été révélé au commencement du monde par le Créateur et le Père du genre humain, en se manifestant lui-même à ses enfans et en conversant avec eux, en leur envoyant des anges, et leur donnant des visions et l'esprit de révélation et de prophétie; — que cet unique plan de salut a été souvent perverti et perdu de vue par l'homme, à tel point qu'il devint nécessaire que le Père du ciel et de la terre le révélât de nouveau par les mêmes voies qu'au commencement. De là la nécessité de diverses dispensations et manifestations de la miséricorde divine envers les hommes à différentes époques et en divers pays (Noé, Abraham, Moïse, Jean-Baptiste). — Nous croyons que Jésus-Christ le Messie, après sa résurrection, les administra en personne aux Juifs en Palestine, aux restes de la tribu de Joseph en Amérique, aux dix tribus perdues d'Israël dans les pays du Nord, aux esprits en prison, ou à ceux qui étaient morts sans l'Évangile, et que l'Évangile et le royaume de Dieu furent établis par ce moyen dans les différentes parties de la terre; — que les gentils aussi eurent part à ce plan de salut après Jésus-Christ, non par son ministère personnel parmi eux, mais au moyen de ses apôtres et par le Saint-Esprit, qui le révélait et rendait témoignage à leurs esprits qu'il était ressuscité des morts comme roi et sauveur des hommes; — que cet unique plan de salut a été corrompu, altéré par les Juifs et les gentils, au point que ses vrais principes et son pouvoir ont été perdus de vue depuis de longs siècles, et qu'ils ne sont nulle part compris et possédés dans leur plénitude parmi les hommes. De là cette anarchie universelle, ces guerres sans fin qui ont désolé la terre et fourvoyé l'esprit humain. »

Telle est, réduite à quelques points essentiels, la révélation mormonienne. Nous avons raconté une partie de l'histoire de son prophète. A partir du moment où la nouvelle révélation trouve des adeptes, ce n'est plus la vie de Smith, ce sont les progrès de toute une secte que nous avons à suivre.

III.

La propre famille de Joseph Smith fut une des premières à se ranger sous sa bannière. Peu de temps après le concile de Fayette, le nombre des adhé-

(1) Ce *credo* a été inséré dans *l'Etoile du Déséret, organe de l'église de Jésus-Christ et des Saints du dernier jour*, publiée à Paris en décembre 1851 et les mois suivans, par John Taylor.

rens s'élevait à trente. Smith commença à donner le baptême par immersion, et fit, pour faciliter l'administration de ce sacrement, construire une digue dans un cours d'eau des environs de la ville de Fayette. La populace, qui voyait d'assez mauvais œil le nouveau prophète, et qui n'attend pas d'ordinaire les tribunaux pour exécuter les arrêts de ce qu'elle appelle la justice, fit irruption sur la digue, poussant des cris et des menaces contre Smith et les siens, le traitant d'imposteur et d'escroc. Le prophète ne se laissa pas intimider par ce premier symptôme de persécution. Il fit devant tout le monde une humble confession de sa vie passée, dont il ne dissimula ni les torts ni les désordres; mais il ajouta avec fermeté, avec une apparence de profonde conviction, que le Seigneur lui avait remis ses péchés. C'était le Seigneur qui, dans ses insondables desseins, l'avait choisi, tout faible et tout peccable qu'il était, pour être l'instrument de sa gloire. « Je suis, ajouta-t-il, sans lettres, sans instruction; mais saint Pierre n'était-il pas aussi ignorant que moi? Saint Jean et les autres apôtres que le Christ appela à lui ne sortaient-ils pas d'une condition aussi humble que la mienne? Dieu ne peut-il pas faire une seconde fois ce qu'il a fait une première? » Cette allocution produisit son effet; elle fortifia la foi du petit nombre de ses disciples, et ferma la bouche à quelques-uns de ses adversaires. Quant aux autres, leur haine ne fit que s'échauffer davantage. Ils méditèrent contre J. Smith des projets de vengeance. Le nouvel envoyé de Dieu sentit que son éloquence pourrait bien n'avoir pas deux fois raison; aussi abandonna-t-il avec sa famille Palmyre et Fayette, et alla-t-il se fixer à Kirtland, petite ville située, comme Fayette, dans l'état d'Ohio.

La persécution fit naître chez les Mormons l'idée d'émigration. On songea dès lors parmi eux à aller choisir dans le *Far-West* quelque territoire où ils pourraient en sécurité pratiquer leur nouvelle foi. Ils envoyèrent à la découverte l'un d'eux, nommé Olivier Cowdery, qui ne tarda pas à revenir en faisant un rapport si favorable sur la beauté, la fertilité du comté de Jackson, dans le Missouri, que Smith se détermina à aller examiner cette nouvelle terre promise. En compagnie de quelques-uns de ses plus zélés apôtres, il se rendit, non sans peine, après un voyage de plus d'un mois, dans le Missouri. Le nouveau prophète approuva le choix qu'avait fait Cowdery, et il prit la résolution irrévocable de fixer dans le Missouri la *Nouvelle-Sion*. Aussi, dès le premier dimanche après son arrivée, avait-il commencé à convertir au milieu du désert une troupe d'Indiens et de pionniers attirés par la vue de ces hommes inconnus arrivés depuis peu. Il rallia au mormonisme quelques-uns de ses auditeurs, puis prépara tout pour l'établissement de sa prochaine colonie. Il commit à Martin Harris, l'un des *anges* de Dieu, c'est-à-dire un des évêques de la nouvelle église, le soin du petit troupeau. Après avoir choisi l'emplacement du nouveau temple et en avoir fait solennellement la consécration, il reprit le chemin de Kirtland. Il retrouva là les *saints* restés au bercail, mais dont le nombre n'avait pas grossi en son absence. Poursuivant avec une ardeur infatigable son apostolat, Smith courut alors une partie des États-Unis, prêchant à droite et à gauche sa nouvelle doctrine. Le nombre des convertis s'augmentait de jour en jour, mais à ce succès se mêlaient pour le prophète certaines amertumes. Il voyait poindre dans sa nouvelle

église les divisions, les schismes. Déjà, à son retour du Missouri, un dissentiment s'était élevé entre lui et un de ses disciples les plus ardens, Sidney Rigdom. Ce disciple ambitieux aspirait à l'autorité suprême dans la communauté, et le prophète n'avait pu apaiser le dissentiment qu'en lui donnant la charge fort importante de caissier de la banque mormonique; car J. Smith, qui, en sa qualité d'Américain, entendait fort bien les affaires commerciales, avait fondé à Kirtland, pour faire aller sa communauté, un comptoir, un entrepôt de marchandises et un moulin. Toutefois Rigdom n'était pas le seul qui fût pris de ces tentations de Lucifer. Un autre, nommé E. Maclellan, qui avait trouvé assez facile le procédé de révélation dont Smith faisait usage, et qui avait plus d'instruction que Rigdom, voulut se mettre à parler au nom du ciel. Un troisième, nommé Ezra Booth, dénonça le prophète comme un imposteur et un homme pervers, et mit en danger sa réputation et ses jours. Enfin des obstacles d'autre sorte entravèrent momentanément l'exécution des projets du théosophe. Il était temps de quitter l'Ohio, qui menaçait de devenir une terre de malédiction, et autant pour échapper à ses persécuteurs que pour aller savoir ce qu'était devenu le troupeau de Martin Harris, laissé dans le Missouri, J. Smith partit pour Louisville, toujours menacé sur sa route par ses ennemis, et obligé de recourir à la protection du capitaine du *steamer* sur lequel il s'était embarqué.

Smith arriva à la Nouvelle-Sion le 26 avril 1832, et eut la satisfaction, peut-être fort inattendue, de trouver dans l'état le plus florissant le champ qu'il avait semé à la hâte. Le grain avait levé au centuple. Il fut reçu avec enthousiasme par les *saints*, qui attendaient avec impatience son arrivée et qui le proclamèrent leur prophète, leur seigneur, le grand-prêtre de la nouvelle église. En son absence, et conformément à un ordre que Dieu avait donné par sa bouche à son départ, une imprimerie avait été montée, et un journal mensuel créé en faveur de la foi mormonique par W. W. Phelps. Il avait pour titre *l'Étoile du soir et du matin* (*Evening and morning Star*). Smith forma aussitôt le projet de fonder un journal hebdomadaire, qui prit le titre de *l'Avertisseur du haut Missouri* (*Upper Missouri Advertiser*). Ces journaux inondèrent le pays et les territoires ou états voisins des déclamations inspirées de Smith et de ses apôtres. Grâce à cet actif moyen de publicité, le nombre des Mormons ne tarda pas à s'élever à deux ou trois mille, la plupart habitans du Missouri.

Tout prospérait donc dans la Nouvelle-Sion, et ce n'était plus là que la présence du prophète devenait le plus nécessaire. On avait laissé le mormonisme dans une position assez critique au milieu des populations de l'Ohio. Smith dut donc retourner à Kirtland pour veiller à son moulin, à son entrepôt, à sa ferme, dont il avait plus que jamais besoin pour faire face aux nécessités inséparables d'une colonie naissante. Le départ du prophète faillit devenir funeste à la communauté qu'il croyait si définitivement constituée dans le Missouri. Les nouveaux sectaires étaient vus de très mauvais œil par les habitans de cet état. Des gens d'assez médiocre réputation qui s'étaient agrégés à eux n'avaient fait qu'accroître les préventions à leur égard. Mille accusations circulaient sur leur compte. On répétait qu'ils ne reconnaissaient pas la propriété, et qu'ils admettaient non-seulement la communauté des biens mais encore celle des

femmes. Les journaux mormons avaient beau démentir ces accusations, elles n'en prenaient pas moins de plus en plus crédit. Et puis le caractère de peuple élu que s'attribuaient les sectaires leur donnait ce même orgueil, cette même aversion des infidèles, qui faisaient détester les Juifs des autres nations. On redoutait d'autant plus les Mormons, qu'ils ne cachaient pas leur espoir d'être un jour maîtres de tout le Missouri. Des germes de dissension et de schisme venaient encore compliquer leur position. Enfin, en juin 1833, un des journaux mormons ayant prêché l'émancipation complète des hommes de couleur, la secte ameuta encore contre elle les partisans très nombreux de l'esclavage. La presse anti-mormonienne signala Smith comme un faux prophète, et fit tout un corps d'accusations des reproches et des calomnies dont les Mormons étaient l'objet. Un *meeting* de plus de 3,000 personnes prit la résolution unanime de chasser les sectaires du territoire du Missouri, et sur différens points du comté de Jackson de pareilles propositions reçurent une adhésion publique. On signifia à M. Phelps, le rédacteur du journal *l'Étoile du soir et du matin*, à l'évêque, M. Partridge, et aux principales autorités de la colonie, une adresse fort peu rassurante pour eux. Il s'agissait de leur interdire de s'accroître dans le pays, de leur faire donner caution de leur futur départ du canton qu'ils s'étaient choisi pour patrie, de fermer sur-le-champ leur imprimerie, leurs boutiques et tous leurs magasins. Les Mormons demandèrent un délai pour répondre à une adresse si insolente et si impérative. Il fallait avoir le temps d'écrire à Joseph Smith, dans l'Ohio. Les anti-mormoniens ne voulurent rien entendre. La populace du Missouri s'empara de Phelps, de Partridge et d'un autre *saint*. Le premier parvint à se soustraire à la fureur du *mob;* mais les deux autres furent moins heureux. Suivant la méthode de Lynch (*Lynchian method*), ils furent dépouillés de leur vêtement, goudronnés, enduits de plumes et renvoyés dans cet état ridicule. Le lieutenant-gouverneur du Missouri, Lilburn W. Boggs, prêta la main à toutes ces violences, et dans certaines églises les Mormons furent signalés du haut de la chaire comme des ennemis du genre humain qu'il fallait à tout prix détruire. Une troupe armée, qui avait arboré le drapeau rouge en signe de vengeance, annonça les intentions les plus sanguinaires dans le cas où les sectaires n'abandonneraient pas le pays. Toute résistance était impossible. Il fallut capituler, et les Mormons prirent l'engagement de se retirer du Missouri en deux caravanes, à trois mois d'intervalle; la publication de leur journal cessa : à ces conditions, on respecta leur vie.

Dans cette position critique, les *saints* expédièrent en toute hâte un des leurs, Cowdery, à Kirtland, auprès du prophète. Un conclave solennel fut tenu. On y décida que *l'Étoile du soir et du matin* serait continuée à Kirtland, et qu'on créerait en outre un nouveau journal. Puis la résolution fut prise d'en appeler au nom de la justice à la protection du gouverneur de l'état du Missouri, M. Dunklin; mais le prophète ne se hasarda pas à faire le voyage fort dangereux de la nouvelle Jérusalem, qui venait de rencontrer son Titus, et suivi de quelques-uns de ses disciples, il alla recruter des fidèles au Canada. L'appel fait au gouverneur Dunklin fut néanmoins écouté. Ce magistrat blâma ouvertement les violences que l'on voulait faire aux Mormons, et menaça leurs ennemis de les traduire devant les tribunaux. Le manifeste du

gouverneur du Missouri rendit quelque confiance aux sectaires, et au lieu de continuer leurs préparatifs de départ, ils songèrent à organiser une troupe pour se défendre; mais la menace des tribunaux ne produit, comme on sait, pas grand effet aux États-Unis : les citoyens y ont peu de respect pour les juges qu'ils font eux-mêmes. Les exhortations de M. Dunklin n'eurent donc d'autre résultat que de faire donner le sac par les anti-mormoniens à la Nouvelle-Sion, ou, comme on appelait généralement cette ville, à *Independence*. Une lutte assez chaude s'engagea. La milice, commandée par le lieutenant-gouverneur Boggs, vint prêter main-forte aux anti-mormoniens. L'exaspération devint générale, et la colonie de J. Smith fut définitivement obligée de vider son territoire au plus vite. La fuite des Mormons rappela un peu celle des Israélites au milieu du désert. Ils emportèrent avec eux tous les biens, tous les meubles, toutes les provisions qu'ils purent réunir, et ils allèrent çà et là chercher un refuge, les uns, et c'était le plus grand nombre, dans le comté de Clay, les autres dans celui de Van-Buren, plusieurs dans celui de Lafayette; mais, moins heureux que les premiers, les fugitifs de ces deux dernières catégories furent repoussés bientôt de leurs asiles.

Les malheurs des Mormons excitèrent dans les parties du Missouri qui étaient restées étrangères à l'effervescence de la population du comté de Jackson une sympathie universelle. L'attorney-général du Missouri écrivit que, si la nouvelle communauté voulait rentrer dans la possession de ses biens, il lui enverrait des forces pour l'appuyer. Il lui proposa même des armes dans le cas où elle voudrait s'organiser en milice. Cependant le prophète, de retour à Kirtland après son excursion en Canada, écrivait à son troupeau dispersé que les maux qui le frappaient étaient une punition envoyée par le ciel pour leurs fautes, leurs discordes, leur manque de soumission à ses décrets. Il engageait les Mormons à acheter dans le comté de Clay des terres qu'ils cultiveraient en attendant qu'ils pussent rentrer dans Sion, que Dieu avait formellement désignée comme l'héritage de ses saints. Les Mormons suivirent les conseils de leur chef, et jetèrent dans le comté de Clay les fondemens de deux villes, Far-West et Adam-on-Diahman; mais ses prédictions sur leur retour à Independence ne se réalisèrent pas, et Dieu ne vint point en personne, comme il leur avait été annoncé, les faire rentrer dans la terre de promission.

J. Smith se décida à partir pour la nouvelle colonie du comté de Clay, afin d'en animer les travaux par sa présence. Il organisa une caravane le 5 mai 1834, et prit le chemin de l'Illinois. Rien n'offrait un coup d'œil plus étrange que la petite armée mormonienne qui allait rejoindre ses frères du désert. Les jeunes gens étaient armés; suivaient les anciens et les différens membres du sacerdoce; derrière eux était une longue suite de chariots remplis d'ustensiles et d'instrumens de toute espèce. On marchait à petites journées. Tous les soirs, on dressait les tentes, et au son de la trompette on s'agenouillait devant le Seigneur. Le matin, la prière se faisait de même, puis l'on reprenait sa marche à travers des contrées encore à peine peuplées. Cette singulière expédition attirait les regards de tous ceux qui la rencontraient; mais les Mormons, qui avaient tant de fois bu à la coupe de la persécution, se gardaient bien de se faire connaître. Arrivés au bord de l'Illinois, ils le tra-

versèrent en bac et allèrent camper à deux journées plus loin, sur l'emplacement d'un ancien cimetière indien. C'était là une belle occasion pour le prophète de rappeler l'histoire merveilleuse du peuple primitif de l'Amérique qu'il avait lue sur les lames de métal. Il fit creuser la terre à un pied environ de profondeur, et l'on découvrit un squelette entre les côtes duquel une flèche était engagée. Alors se renouvela le miracle accompli jadis en Égypte par le solitaire Macaire. Le crâne d'un ancien Égyptien avait appris à l'anachorète chrétien l'histoire de l'homme à la tête duquel il avait appartenu; Joseph Smith sut de même toute celle du guerrier dont on venait de découvrir les ossemens : c'était un nommé Zelph, tué dans un grand combat entre les Lamanites et les Néphites, et qui servait sous le célèbre prophète Omandagus. Cette petite comédie produisit son effet; elle fortifia la foi des fidèles, peut-être un peu ébranlée par un si long voyage. La caravane poursuivit sa route, passa le Mississipi malgré les menaces de la population qu'elle rencontra, et qui voulait l'empêcher de se rendre de l'Illinois dans le Missouri. Les Mormons n'avaient à leur disposition qu'un seul bateau, et au lieu où ils traversèrent le Mississipi, ce fleuve n'a pas moins d'un mille et demi de large. Deux jours furent donc employés pour accomplir ce difficile passage. Les saints croyaient toucher au terme de leurs fatigues; ils se trouvaient enfin dans le voisinage du pays d'où ils avaient été chassés. Une députation fut envoyée dans le comté de Jackson afin de traiter de l'achat de toutes les terres qu'on avait contraint les Mormons d'abandonner à Independence; mais à peine la nouvelle se fut-elle répandue du retour de la secte maudite, que l'agitation gagna les habitans du Missouri. Un nommé Campbell jura de tuer le prophète et de donner sa chair à manger aux oiseaux de proie. Cet enragé courut au-devant des Mormons. Comme il voulait passer le Missouri, son bateau coula, et il fut noyé, lui et ses compagnons. On pense bien quel parti tira Joseph Smith de la fin inattendue de Campbell. Cette mort fut l'occasion d'une nouvelle révélation que Dieu lui envoya pour consoler les *saints*.

Les Mormons n'étaient cependant pas arrivés au terme de leurs épreuves. Le choléra avait éclaté parmi eux. Le prophète tenta vainement de guérir les malades par l'imposition des mains; le fléau allait son train, et J. Smith dut reconnaître que, quand le grand Jehovah a décrété la destruction, nul ne doit se mettre en travers de ses volontés. La seule consolation qu'il procura aux Mormons, ce fut de leur annoncer que leurs ennemis auraient encore plus à souffrir qu'eux de la maladie, ce qui se réalisa.

Le prophète arriva enfin parmi les colons du comté de Clay; mais il ne fit qu'un court séjour dans leurs cités naissantes. Il y laissa la petite troupe qu'il avait amenée à travers tant d'épreuves et reprit le chemin de Kirtland. Malgré les persécutions, les attaques incessantes dont les Mormons étaient l'objet, leur nombre augmentait de jour en jour. Tout l'état de Missouri se passionnait pour ou contre eux. Pendant ce temps, J. Smith tâchait d'activer dans l'Ohio ses opérations commerciales; mais il paraît qu'elles ne furent pas toujours prospères, puisque dans l'automne de 1837 sa banque fut obligée de suspendre ses paiemens, et tout le district de Kirtland se trouva inondé de son papier sans valeur. Le prophète n'avait plus qu'une ressource : Dieu. Une

révélation vint lui commander de retourner dans le Missouri et d'aller s'y établir définitivement.

La fuite était le grand moyen de Smith, et ses *hégires* se comptent par dizaines. Il décampa nuitamment, en vrai banqueroutier, et alla tomber, quand on ne l'attendait pas, au milieu du comté de Clay, où il trouva son église dans le plus fâcheux état. L'anarchie, le schisme, y levaient insolemment la tête. Le théosophe se vit dans la nécessité de frapper de grands coups et de se séparer de ses plus anciens et de ses plus fidèles serviteurs. Il dénonça comme des traîtres et Martin Harris, l'évêque de la première église du Missouri, et Sidney Rigdom, qui était presque son égal dans le pontificat, et Olivier Cowdery, qu'on avait vu plusieurs fois lui servir d'ambassadeur, et qui était de plus l'un des trois témoins de l'authenticité des plaques. La populace du pays, plus hostile que jamais aux Mormons, profita de cette désunion pour attaquer les *saints* en diverses occasions et essayer de les expulser une seconde fois. Ces tentatives aboutirent à une attaque en règle à la fin d'octobre 1838, dirigée par la milice du pays et commandée par le brigadier général Doniphan. Les autorités avaient définitivement pris parti contre les sectaires. Après divers pourparlers, on surprit les Mormons à Haun's Mill, et on en massacra impitoyablement un grand nombre. La nouvelle église devint alors toute militante. Ses membres ne s'occupèrent plus guère que des moyens de se défendre d'abord, et ensuite d'aller chercher un refuge dans l'Illinois. Le major-général Clarke, qui commandait les troupes du pays, annonçait tout haut le projet de leur entière extermination. Le prophète tomba avec son frère Hyrum au pouvoir de ses ennemis, ainsi que trois autres des principaux Mormons. Les *saints du dernier jour* s'étaient défendus et avaient combattu à la fois pour leurs propriétés et pour leur vie. On les accusait de trahison comme s'étant insurgés contre l'état de Missouri; de meurtre, parce que dans un des engagemens ils avaient tué quelques-uns des assaillans; de félonie, parce qu'à la suite de ces luttes à main armée, il y avait eu des biens pillés et saccagés. Joseph et Hyrum Smith parvinrent, non sans peine, à se faire acquitter, après six mois de détention et de souffrances. Pendant ce temps, les habitans du Missouri obligeaient les Mormons, désormais sans défense, de quitter leur établissement, et dans l'hiver fort rude de 1838 à 1839, toute la colonie fut inexorablement chassée sans avoir le temps de traiter de la vente de ses fermes. Obligés de s'enfuir dans les prairies et dans les forêts, les infortunés gagnèrent par petites troupes et dans le plus affreux dénûment l'état d'Illinois, où heureusement les attendait l'accueil hospitalier des habitans américains et indiens. Des souscriptions furent ouvertes en leur faveur; on leur procura des fermes, des moulins, des magasins. La société des *saints du dernier jour* entra dans une période de prospérité qui fut marquée comme toujours par de nombreuses conversions. C'est au milieu de son église régénérée que J. Smith, sorti de prison, vint tout à coup faire son apparition au printemps de 1839. Il réchauffa par son éloquence l'enthousiasme des sectaires et appela de tous les points des États-Unis vers l'Illinois ceux qui avaient embrassé sa religion, les invitant à venir apporter à la nouvelle Jérusalem le secours de leurs bras et de leur argent.

Le grand développement que prit dans l'illinois la secte mormonique in-

spira à ses adhérens une confiance qui servit la cause des *latter day saints*. Ils organisèrent des missions en Angleterre, et en 1843, le nombre des convertis dans la Grande-Bretagne s'élevait déjà à dix mille. L'année suivante, l'un des apôtres, Lorenzo Snow, présentait à la reine Victoria et au prince Albert un exemplaire du *Livre de Mormon*. Une partie des nouveaux convertis alla joindre ses coreligionnaires et grossir la population, déjà assez considérable, de leur colonie. La construction d'une magnifique église, dont au reste les journaux mormons, qui avaient reparu de plus belle, exagérèrent beaucoup la grandeur et la somptuosité, fut poussée activement. Joseph Smith, qui avait appris en outre par tout ce qui s'était passé combien sa communauté avait besoin d'une force armée, organisa un corps de troupes dont il se fit le lieutenant-général. Il passa plusieurs fois en revue, avec apparat et en présence d'étrangers, cette légion de *saints* dans laquelle toute sa famille avait reçu des grades.

Le chiffre des Mormons s'élevait alors environ à cent cinquante mille. J. Smith présidait avec une incroyable activité à l'administration de la colonie, quittant les armes pour examiner les opérations commerciales de la communauté, qui étaient son grand moyen de ressource, ou les cultures, qui prospéraient à vue d'œil, puis abandonnant parfois ses frères pour aller porter chez les sauvages indiens de l'Illinois ce qu'il appelait la parole de vie. Malheureusement cette ère de grandeur ne fut pas de bien longue durée. L'aversion que les sectaires avaient soulevée contre eux dans les comtés de Jackson et de Clay ne tarda pas à se déclarer aussi dans l'état d'Illinois. La puissance des Mormons inspirait d'ailleurs de légitimes appréhensions. Leurs prétentions à se gouverner par eux-mêmes et à décliner l'autorité de l'état fut une première occasion d'hostilité. Leur prospérité commençait à faire un grand bruit dans toute l'Amérique. Joseph Smith ne manquait aucune occasion de se mettre en évidence. Il ouvrit une correspondance avec plusieurs hommes d'état éminens de l'Union, et finit même par poser en 1844 sa candidature à la présidence de la république. Loin de le fortifier dans la position qu'il avait prise, cet accroissement de renommée ne l'exposa que davantage aux attaques de ses ennemis. Peu de temps avant la candidature de J. Smith à la présidence, un guet-apens avait déjà été dressé contre lui. Des habitans du Missouri avaient profité de sa présence à Dixon, sur la frontière de cet état et de celui d'Illinois, pour l'enlever par surprise. Plus tard, l'ancien lieutenant-gouverneur Boggs, qui poursuivait les Mormons de sa haine implacable, fit demander officiellement à l'état d'Illinois l'extradition du prophète, afin qu'il pût être jugé devant un jury du Missouri sous les chefs d'accusation dirigés depuis longtemps contre lui. Comme pour ajouter à tout le merveilleux de cette histoire, une prophétie réalisée d'une manière éclatante vint déjouer les projets perfides de Boggs. Le conseiller J. Arlington Bennett prit la défense des Mormons et engagea les citoyens de l'Illinois à ne point souffrir l'extradition de Smith; il annonça formellement que les persécutions dirigées contre la nouvelle secte tourneraient bientôt contre leur but, que J. Smith serait mis à mort, mais que cette mort ne ferait qu'accroître le nombre de ses partisans, et que, repoussés de tous côtés, on verrait ceux-ci aller un jour s'établir au-delà des Montagnes-Rocheuses, où ils formeraient un état puissant.

Les dangers auxquels la société des *saints du dernier jour* était exposée de la part de ses ennemis du dehors n'étaient peut-être pas les plus redoutables. Les divisions intestines la travaillaient plus que jamais : les schismes et les hérésies sont la plaie de toutes les religions naissantes, et nulle n'en était moins exempte que celle des Mormons. Un certain Higbee, qui paraît avoir été du reste un aventurier d'assez triste espèce, était devenu un ennemi acharné du prophète, dont il avait pourtant embrassé la foi. Accusé par celui-ci d'avoir séduit plusieurs femmes et chassé en conséquence de Nauvoo, la capitale des sectaires, Higbee attisa tous les ressentimens contre J. Smith. Un docteur Foster, membre aussi de la nouvelle église, retourna contre son chef les accusations dont Higbee avait été l'objet. Il accusait l'homme de Dieu d'avoir voulu faire de sa femme à lui son *épouse spirituelle*. Il fonda, sous le titre de *Expositor*, un journal à Nauvoo même, uniquement dirigé contre J. Smith. Celui-ci, en sa qualité de maire de Nauvoo, et assisté des aldermen et des principaux magistrats, tous Mormons, condamna le journaliste imprudent, ordonna la destruction de son imprimerie et la suppression de son journal. On en brûla tous les numéros. Foster et Law, son complice, furent obligés de fuir et allèrent se réfugier dans la ville de Carthage, où ils déposèrent leurs plaintes.

L'aventure de Foster et celle de Higbee ne faisaient que confirmer davantage la population de l'Illinois dans l'opinion peu favorable qu'elle avait des nouveaux sectaires. Le reproche de polygamie et de mauvaises mœurs, qu'on leur faisait depuis bien longtemps, trouvait là une très claire justification. Les autorités de Carthage prirent donc la défense des persécutés, et Foster et Law ayant déposé une plainte en règle contre J. Smith, son frère Hyrum et seize autres personnes qui avaient pris part à son abus d'autorité contre les rédacteurs de l'*Expositor*, on intima l'ordre au maire de Nauvoo et à ses coaccusés d'avoir à se présenter devant le tribunal de Carthage. Les Mormons, qui se sentaient plus puissans que jamais et qui avaient fortifié leur ville, refusèrent d'obtempérer à la sommation des autorités du comté, et déclarèrent leur intention de combattre jusqu'à la dernière extrémité plutôt que de livrer leur prophète.

Lorsque la conduite des habitans de Nauvoo fut connue dans l'Illinois, elle produisit une agitation générale. Les uns soutenaient les sectaires; les autres, et c'est le plus grand nombre, se prononçaient énergiquement contre eux. Une lutte pareille à celle dont le Missouri avait été le théâtre était à craindre. Le gouverneur de l'état, M. Ford, craignant l'effusion du sang, obtint que les deux frères Smith se rendraient volontairement devant la cour du comté, et il donna sa propre parole, il engagea l'honneur de l'état qu'il ne serait rien fait d'illégal contre les Mormons et leur chef. A cette condition, Nauvoo devait abandonner son attitude hostile, et la légion qu'elle entretenait pour sa défense devait accepter le commandement d'un officier de l'état.

La patience, la parfaite modération dont J. Smith faisait preuve dans toutes ces conjonctures sont vraiment remarquables. Jamais il n'avait mieux paru convaincu de la divinité de sa mission que depuis qu'il était en butte de tous côtés, au dedans et au dehors, à des attaques contre sa vie et sa réputation. Des visions, des apparitions d'anges venaient fortifier son courage et lui

inspirer une énergie qu'il savait allier avec la résignation et la douceur. « Je vais, dit-il à ses frères de Nauvoo, en les quittant pour se rendre à Carthage, comme un agneau à la boucherie; mais je suis calme comme un matin d'été, j'ai conscience de n'avoir offensé personne, et je mourrai innocent. » J. Smith n'avait qu'un trop juste pressentiment de ce qui l'attendait à Carthage, en dépit des garanties données par le gouverneur. A peine fut-il écroué dans la prison de cette ville avec Hyrum, son frère, que la populace, n'attendant pas l'issue du procès dirigé contre lui, fit retentir les rues de menaces et de cris de vengeance. La milice, au lieu de maintenir l'ordre, fit cause commune avec les agitateurs. Les Mormons, naturellement fort inquiets sur le sort de leurs apôtres, exigèrent qu'une garde fût placée à la prison. Le matin du 16 juin 1844, le gouverneur était venu visiter les détenus et les avait assurés de sa protection contre les violences dont ils étaient incessamment menacés. Bientôt le bruit se répandit dans la ville qu'on voulait acquitter les Mormons et que le gouverneur était de connivence avec eux. Une bande de misérables s'écria que, puisque la loi ne pouvait pas les atteindre, ce serait la poudre et les balles qui s'en chargeraient. Le lendemain, à sept heures du soir, une troupe d'environ deux cents hommes, qui s'étaient noirci le visage afin de n'être pas reconnus, força l'entrée de la prison et pénétra dans la chambre où se trouvaient ceux à qui ils en voulaient. Les Smith étaient alors en consultation avec deux de leurs amis. Les furieux tirèrent. Hyrum tomba le premier en s'écriant : « Je suis un homme mort. » Joseph essaya de sauter par la fenêtre, mais il fut atteint avant d'y réussir, et expira en prononçant ces mots : « O Seigneur! mon Dieu! » Enfin l'un des deux autres Mormons, John Taylor, fut grièvement blessé, mais il guérit heureusement de ses blessures.

Ce guet-apens produisit un effet déplorable: il consterna tous ceux qui, opposés à la doctrine des Mormons, blâmaient cependant toute violence exercée à leur égard; il fit de Joseph Smith un martyr, et tous ses détracteurs se turent devant son cadavre; l'enthousiame, le fanatisme de la nouvelle église n'en gagnèrent que plus de terrain. Mille légendes commencèrent à circuler sur le compte du prophète. Comme ses assassins n'avaient pas été découverts, que son corps n'avait point été d'abord retrouvé, l'imagination des sectaires se donna libre carrière. On compara Smith à Moïse et à Jésus-Christ, dont le corps avait de même disparu. Les Mormons réunirent leur légion et se tinrent en armes, tant pour leur défense (car ils ignoraient à quelle autre extrémité on pouvait se porter contre eux) que pour assister aux funérailles des deux martyrs. Ces funérailles furent célébrées avec la plus grande pompe, et furent conduites par le plus jeune frère du prophète, Samuel H. Smith, qui ne survécut que peu de semaines à la mort de ses aînés. Le gouverneur Ford redoutait la vengeance des Mormons : il chercha à les calmer par une adresse où il laissait cependant entendre qu'il repousserait avec énergie toute agression de leur part; mais, loin de songer à des représailles, les Mormons témoignèrent les dispositions les plus pacifiques. Ils consentirent même à rendre leurs armes à la condition qu'on opérerait le désarmement de leurs adversaires, et protestèrent de leur soumission aux lois.

La secte, en perdant son chef, allait passer par une nouvelle crise. Les

fidèles sentaient qu'ils avaient besoin d'éloigner tout obstacle du dehors, afin de vider les difficultés intérieures. Il s'agissait de remplacer J. Smith, et une rivalité terrible s'était établie entre Sidney Rigdom et Brigham Young, l'un des douze apôtres (1). Rigdom avait eu une révélation qui ordonnait aux saints d'abandonner Nauvoo et d'aller s'établir en Pensylvanie. Cet ordre du ciel était en contradiction formelle avec tout ce qu'avait dit Joseph Smith de son vivant. Rigdom fut sommé de comparaître devant le tribunal des douze apôtres, parmi lesquels, outre Brigham Young, figuraient Heber C. Kimball, Parley P. Pratt, Orson Hyde, Willard Richards, John Taylor et Orson Pratt. Rigdom fut condamné devant ce premier concile. Ainsi, chose remarquable, se trouvèrent successivement évincés de la société mormonienne ceux qui en avaient été les véritables fondateurs, les premiers compagnons de J. Smith, Rigdom, Cowdery, Martin Harris.

Les *saints du dernier jour* ne restèrent guère que deux années à Nauvoo, sous le gouvernement de Brigham Young, devenu l'héritier de Smith. Malgré les adhérens que la secte ne cessait de recruter dans les différens états de l'Union, et qui venaient chaque jour accroître la population de la colonie dans l'Illinois, les attaques, les accusations contre les *saints* se succédaient sans interruption. Leur grand publiciste Phelps, dans son journal intitulé *Times and Seasons*, les défendait de son mieux. Le temple qu'ils avaient construit était surtout le thème de ses amplifications complaisantes. Il s'élevait comme par enchantement; l'argent abondait pour faire face aux dépenses de sa construction, et tout promettait un édifice plus splendide qu'aucun de ceux qu'avaient érigés les religions anciennes. Les Mormons n'appelaient plus Nauvoo que la *Cité sainte*, la *Cité de Joseph;* mais ces mots leur portaient malheur, et la *Cité sainte* se voyait assaillie par des cohortes prêtes à recommencer contre la nouvelle Jérusalem l'œuvre de destruction accomplie sous Vespasien contre l'ancienne. Une fois, la populace anti-mormonienne vint incendier les maisons et les greniers possédés par les sectaires dans le sud du comté de Handcock; une autre fois, on alla mettre un siége en règle devant Nauvoo. Ces attaques furent si réitérées, que la nouvelle église prit le parti d'abandonner son territoire et d'aller chercher encore ailleurs sa terre promise.

C'est ici que commence véritablement l'exode des nouveaux Israélites. Le peuple élu, car les Mormons formaient déjà tout un peuple, après avoir subi les horreurs d'un siége où il fut bombardé pendant trois jours, laissant le sol couvert de cadavres, s'enfuit à grand'peine, en septembre 1846, dans la direction de la vallée du grand Lac-Salé, où il fonda son établissement définitif. Qui guida les Mormons dans le choix de ce territoire si fort éloigné de leurs anciennes demeures? Il semble qu'ils aient marché un peu à l'aventure. Leur voyage fut plutôt une succession d'émigrations, une vie nomade qu'une expédition proprement dite. Des éclaireurs avaient été en avant; ils avaient traversé les Montagnes-Rocheuses, avaient vécu avec les Indiens, poussant devant eux les troupeaux qui fournissaient à leur alimentation, et dressant leurs tentes à chaque station; une longue file de chariots portait leurs ba-

(1) La hiérarchie mormonienne, on le verra plus loin, comprend, outre un *prophète*, douze *apôtres*, soixante-dix *conseillers* et plusieurs *anciens* ou *prêtres*.

gages et les grains dont ils avaient besoin pour leurs semailles. Une fois établis dans le territoire d'Utah, ou, comme ils l'appellent, dans celui de Déséret, sans rivaux, sans voisins, unis par la nécessité de vivre, éclairés par l'expérience de longues souffrances, les Mormons se soumirent à une organisation qui en fit bientôt, non plus une secte, mais une nation.

IV.

La société mormonienne est en grande partie modelée sur l'ancien peuple d'Israël : les sectaires ont emprunté à la Bible, à l'Ancien Testament leurs notions théologiques et leurs doctrines politiques. Peuple de Dieu, ils se croient gouvernés par Dieu directement, et se le donnent comme chef immédiat; dès lors ils ont été entraînés, à l'instar des Hébreux, mais plus encore qu'eux, à se représenter Dieu comme un roi tout humain qui a nos passions, nos idées et même notre figure. Joseph Smith, dans un de ses écrits, nous dit que Dieu est une intelligence matérielle organisée, qui possède un corps et des parties; il a, selon lui, la forme humaine, et appartient en réalité à notre espèce, quoique infiniment supérieur à nous en perfection; de là la négation de ce que l'on appelle l'ubiquité de la Divinité. Jehova n'est pas à la fois présent partout : c'est là une vieille erreur qui date des premiers temps du christianisme. Saint Épiphane a parlé de certains hérétiques qui soutenaient que Dieu avait une figure humaine d'après laquelle l'homme avait été créé, et ce qu'il y a de particulier, c'est que ces *anthropomorphistes* conservaient aussi, comme les Mormons, beaucoup des prescriptions juives, s'inspirant exclusivement, ainsi qu'eux, de la lettre matérielle de l'Ancien Testament.

La constitution mormonique repose sur le code qui a pour titre : *Le Livre de la Doctrine et des Alliances de l'église de Jésus-Christ, des Saints du dernier jour* (*the Book of Doctrine and Covenants*), seconde composition de J. Smith, sorte de Coran qui lui fut, comme à Mahomet, révélé par un ange. Si Smith n'a pas été aidé dans la rédaction de ce second ouvrage par Orson Pratt, il avait certainement beaucoup gagné comme écrivain depuis sa traduction des *lames d'or*. Les Mormons sont actuellement gouvernés par un prophète ou président qui est le représentant de Jésus-Christ sur la terre, un véritable pape. Les Irvingiens, les saints-simoniens, ont aussi eu le leur. L'autocratie est, comme on le voit, la forme primitive de presque toutes les religions. Au-dessous du prophète sont douze apôtres, puis un conseil dit des soixante-dix, et un certain nombre d'anciens, de prêtres, d'enseignans et de diacres. C'est l'apôtre qui ordonne les différens membres de cette hiérarchie sacerdotale; il administre le pain et le vin, qui sont les emblèmes de la chair et du sang du Christ; il confirme ceux qui ont été baptisés, en leur donnant par l'imposition des mains le second baptême, celui du feu et du Saint-Esprit; il préside les assemblées, et en son absence est remplacé par les anciens. Le prêtre prêche, enseigne, explique, exhorte; au défaut de l'apôtre, il administre le baptême et le sacrement; il visite les membres de l'église dans leur demeure, se mêle à leurs prières qu'il dirige au besoin, et peut aussi ordonner des prêtres, des enseignans et des diacres. L'enseignant assiste le prêtre; il prêche la parole sainte, mais ne peut ni baptiser, ni donner l'eucharistie. Les anciens

sont nommés par les autres anciens ; ils composent l'administration de l'église et se réunissent de temps en temps en conférences et en synodes. Il existe deux ordres de prêtrise, celui de Melchisédech et celui d'Aaron. C'est au premier qu'appartient la supériorité, parce que Melchisédech était le grand-prêtre de Dieu, l'homme qui avait été commis par le Christ. Le sacerdoce aaronique ne tenait au contraire que les clés du ministère des anges. La prêtrise de Melchisédech a autorité sur toutes les choses saintes, et le ministre de cet ordre peut officier dans toutes les églises. Les prêtres d'Aaron, qui sont gouvernés par des évêques, n'administrent que le baptême de repentance; ceux de Melchisédech ont vraiment les clés du royaume des cieux.

Dans les rites comme dans la hiérarchie, les Mormons cherchent à se rapprocher des premiers chrétiens; ils baptisent par immersion, et le baptême ne doit être administré qu'aux personnes qui croient et se repentent, conformément aux paroles de saint Marc. Celui qui baptise doit être appelé et autorisé par Jésus-Christ; il se plonge avec le catéchumène dans l'eau baptismale, en appelant celui-ci à haute voix par son nom. Cette cérémonie du baptême par immersion est un emblème frappant de la purification de l'âme; sur des imaginations vives et impressionnables, elle exerce une action vraiment puissante. C'est par là qu'il faut expliquer les progrès considérables qu'une autre secte, celle des baptistes, qui administre de la sorte le baptême, ne cesse de faire en Amérique, et surtout dans les classes inférieures, chez les noirs et les pionniers du *Far-West*. En Californie, la première église protestante qui ait été construite est une église baptiste, et ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'une des branches des baptistes, les *general-baptists*, qui ont substitué le baptême par aspersion au baptême par immersion, ont beaucoup moins de succès que les *particular-baptists*, qui tiennent pour l'immersion. On peut même dire que c'est ce mode d'administration du baptême qui constitue la différence essentielle entre les sectaires baptistes et les autres protestans. Ils n'ont guère d'unité de dogme, et un de leurs premiers apôtres, Jean Smith, qui prêchait en Angleterre vers le commencement du XVIIe siècle, faisait surtout consister dans le baptême par immersion sa nouvelle doctrine.

Quand on étudie la statistique des églises baptistes, on est frappé de leur accroissement considérable. En Amérique, il y avait déjà en 1793 — 956 églises de *particular-baptists*, 20 de *general-baptists*, 12 de *baptistes-sabbataires*, et quelques autres congrégations avec des nuances différentes. Aujourd'hui le nombre en a plus que doublé. Dans le seul état de Virginie, où ils n'étaient, en 1771, que 1,335 membres, on en comptait 31,052 en 1810, et, il y a quelques années, près de 50,000. Les baptistes ont envoyé des missionnaires jusque dans les Indes, et l'un d'eux, W. Carey, a été un orientaliste fort distingué. En Angleterre, ils demeurent encore fort nombreux, et leurs chapelles se multiplient tous les jours. Cette influence qu'exerce le baptême par immersion, principalement sur l'esprit des noirs, n'a point échappé aux méthodistes, dont le zèle ne le cède guère du reste à leurs rivaux les *rebaptisans*, et beaucoup ont pris le parti d'administrer le baptême par immersion, que les nègres s'entêtent à tenir pour le plus efficace. Les négresses surtout ont un goût particulier pour le sacrement ainsi donné. On en a vu souvent qui se faisaient

baptiser à chaque nouvelle mission. Il est vrai que les robes blanches dont on les habille, et les souliers à boucles d'argent dont on les chausse le jour de leur baptême, entretiennent singulièrement leur ferveur de néophyte. Les rigides méthodistes sont contraints de recourir à ces moyens pour faire des prosélytes; on en a vu même, poussant plus loin l'indulgence, permettre aux nègres, — dont ils mettaient un peu trop par leurs discours la patience à l'épreuve, — des rondes et des mouvemens cadencés autour de la chaire, ce qui finissait par dégénérer en gambades exécutées au chant des psaumes.

Le baptême par immersion n'est, on le voit, qu'un emprunt fait par les Mormons à des sectes plus anciennes : l'imposition des mains a, chez les Mormons comme chez les Irvingiens, un tout autre caractère. Les deux sectes se fondent sur les Actes des Apôtres pour établir que le don du Saint-Esprit es perpétué parmi les *saints* à l'aide de cette cérémonie. Le droit d'imposer le mains appartient aux apôtres ou aux anciens, leurs délégués, et le don du Saint-Esprit ne doit être communiqué qu'à ceux qui croient, se repentent et sont baptisés dans la nouvelle église de Jésus-Christ. Cette imposition des mains constitue le baptême de l'esprit, de même que l'immersion, le baptême de l'eau. Ceux auxquels ces deux baptêmes ont été administrés ont leurs péchés pardonnés, et deviennent les enfans, les héritiers présomptifs du royaume de Dieu.

L'argumentation par laquelle John Taylor, qui est, après Orson Pratt, le théologien mormon le plus exercé, soutient la continuation des manifestations de l'Esprit saint dans l'homme, est une des plus serrées et des plus logiques qui soient sorties de la chaire des *saints du dernier jour*. On dirait que John Taylor a emprunté une partie de ses raisonnemens à son prédécesseur Irving, qui le premier a défendu en Angleterre la même cause avec adresse. Le don des langues, celui de prophétie, celui même des miracles, sont les effets de l'inspiration du Saint-Esprit, et les Mormons, à l'instar des Irvingiens, en allèguent des preuves journalières. Je ne parle pas seulement de Smith, qui a prophétisé l'étonnant succès de son église et son établissement dans le *Far-West*, mais des autres apôtres, des autres saints, dont la vertu prophétique se décèle en une foule de circonstances particulières. Cet esprit de prophétie finit souvent par dégénérer en contagion, comme on en peut juger dans ces assemblées étranges si fréquentes aux États-Unis, et qui sont connues sous le nom de *general camp meetings*. Là on voit des hommes appartenant aux sectes les plus diverses, méthodistes d'abord, puis quakers, presbytériens, unitaires même, s'imaginer être possédés par l'Esprit saint, et, sous l'influence de cette idée délirante, danser, sauter, grogner, japper, et finir par tomber à la renverse, en proie à de véritables accès d'épilepsie. Ces protestans, qui sont si révoltés de l'encens et des génuflexions de l'église romaine, empruntés au paganisme, ne se font aucun scrupule de renouveler les folies des galles et des corybantes. Ces prédications en plein air sont un grand moyen de prosélytisme dans le Kentucky, l'Ohio et la Virginie. Là, on voit sans cesse au milieu des clairières les *field-methodists* dresser leurs tréteaux, comme le font certains moines à Naples, et, à part leurs gambades, il faut reconnaître qu'ils donnent souvent de très bonnes paroles à la population.

La nouvelle secte revendique avec l'esprit de prophétie le don des miracles.

Ici encore elle s'appuie sur la tendance singulière des populations d'un pays où la croyance au merveilleux est partout répandue. Nous n'insisterons pas sur ces traits bien connus de la physionomie des Mormons; c'est sur les causes plus profondes de leur succès, sur leur situation actuelle et leur avenir que notre attention doit se porter.

Il est incontestable que les Mormons ont fait et font encore beaucoup de prosélytes, non-seulement chez les pionniers des nouveaux territoires de l'Union, mais encore en Angleterre et dans diverses parties du nord de l'Europe. Tout récemment, 1,300 nouveaux convertis sont partis du Danemark et des duchés pour les bords du grand Lac-Salé et la nouvelle Jérusalem. Il s'est même rencontré au Havre quelques gens crédules qui, avant de s'embarquer pour l'Amérique, se sont fait baptiser *mormoniquement*. En Océanie, le mormonisme fait aussi de grandes conquêtes. Les missionnaires rencontrent là des populations vierges de toute incrédulité et d'une innocence intellectuelle vraiment primitive. Elles sont indifféremment préparées à admettre que le grand *Atoua* s'appelle Jésus-Christ ou n'est autre que Joseph Smith. Leur conversion à telle ou telle religion dépend en réalité de la vitesse de tel ou tel steamer, de tel ou tel baleinier. On s'empare de leur foi comme de leur terre, par droit de premier occupant. On peut donc prédire aux Mormons un grand succès dans la Polynésie, s'ils sont en mesure de prévenir l'arrivée des missionnaires catholiques ou méthodistes, et le zèle que déploient leurs apôtres rend la chose fort possible. Leurs missions ont depuis longtemps commencé. Brigham Young, Orson Pratt et Heber Kimball, trois des fondateurs du mormonisme, sont venus évangéliser eux-mêmes la Grande-Bretagne, et en 1843 ils avaient déjà gagné à leur religion plus de vingt milles personnes. John Taylor s'est rendu en France, mais son apostolat a été moins heureux.

La cause principale du succès de la nouvelle religion n'est pas tant néanmoins dans les efforts de ses missionnaires que dans l'ignorance des émigrans auxquels ils s'adressent. On sait que l'Angleterre, l'Irlande, l'Allemagne, versent chaque année dans le Nouveau-Monde une foule d'indigens de leurs villes et la portion la plus simple, la plus grossière de leur population rurale. Pour ces gens-là, les anachronismes du livre de Joseph Smith et l'absurdité de l'égyptien réformé ne sauraient être des objections. Ils appartiennent d'ailleurs à une race qui s'est toujours fait remarquer par sa tendance mystique ou théosophique, comme on voudra. C'est chez eux que les nouveaux prophètes recrutent principalement leurs dupes, et cela non-seulement dans le peuple, mais chez les classes prétendues éclairées.

Une autre cause de succès pour la secte mormonique, particulière aux États-Unis, tient à l'extrême orgueil national de leurs habitans. Les Américains ont des annales fort courtes, qui ne remontent pas très haut, mais qui n'en sont ni moins intéressantes ni moins belles. Cela ne leur suffit point. Ils voudraient posséder une histoire ancienne, et les Peaux-Rouges ne leur ayant pas laissé de mémoires sur leurs émigrations, ils font les plus énergiques efforts pour tirer des antiquités américaines des indications historiques. L'idée favorite de bon nombre de savans américains, c'est que les Indiens viennent de l'Orient, de la Palestine. Il a été écrit plusieurs livres dans ce sens. Josiah Priest, dans

ses *American Antiquities and discoveries in the West* (1835), fait arriver dans le Nouveau-Monde des tribus d'Israël, et l'Arsareth mentionné dans le livre d'Esdras est, selon lui, l'Amérique. M. George Jones, dans une *Histoire de l'ancienne Amérique* publiée en 1843, identifie les Peaux-Rouges aux Tyriens et aux Juifs, et reprend toutes les rêveries des missionnaires espagnols sur l'introduction du christianisme en Amérique par saint Thomas. Ces antiquaires sont encore les plus réservés. Il en est d'autres, comme M. William Pidgeon, qui en ont découvert beaucoup plus long, grâce au dernier des Indiens-Élans (*Elks*), De-coo-Dah, qui a confié à M. Pidgeon toutes les traditions de sa contrée, et lui a raconté les aventures des *Mound-Builders*. Une monnaie romaine découverte sur les bords de la rivière d'Espères, dans le Missouri, et une monnaie persane trouvée sur les bords de l'Ohio prouvent d'ailleurs d'une manière irréfragable que les Égyptiens sont venus dans le Nouveau-Monde, où ils ont laissé des momies! Ce sont des antiquaires de cette force qui ont sans doute inspiré à M. Spaulding son étrange roman, mis au jour par J. Smith, et le succès des ouvrages dont je viens de parler explique et justifie celui du *Livre de Mormon*. L'ancien monde avait sa Bible, pourquoi le nouveau n'aurait-il pas la sienne? D'ailleurs les Indiens étant définitivement venus de l'Égypte, ils avaient tous les droits à obtenir un second Moïse.

Le choix de la nouvelle patrie adoptée par les Mormons, et dans laquelle leur société a pris un si rapide et si étonnant accroissement, paraît être un des élémens principaux de leur prospérité. Le Déséret comprend la vallée du grand Lac-Salé. Cette vallée s'étend, à moitié chemin, entre le vaste territoire du Mississipi et la Californie. Elle occupe une large dépression appelée le *Grand-Bassin*, qui forme comme une oasis au milieu de l'aride solitude des Montagnes-Rocheuses. Il était impossible de mieux tomber, tant pour la sécurité de la communauté naissante que pour l'avenir de ses relations. La vallée du Grand-Bassin n'est dans la dépendance d'aucun autre canton. Nulle rivière ne va porter au dehors le tribut de ses eaux; la chaîne de montagnes qui l'entoure lui forme un rempart naturel. Tandis qu'aucune végétation ne vient reposer l'œil de l'émigrant qui se rend en Californie après avoir quitté la *Blue-River*, de magnifiques arbres ombragent la ville des Mormons, et lui ont valu le surnom de *Diamant-du-Désert*. Ce ne fut que dans l'été de 1847 que les Mormons atteignirent la vallée du grand Lac-Salé, et trois ans après (1850), c'était déjà un pays cultivé, qui fournissait en grande partie à la subsistance de ses habitans. Ce fait montre quelle est la fertilité du sol, et quelque activité, quelque intelligence agricole que l'on prête d'ailleurs aux colons, il faut reconnaître qu'ils ont dû être grandement servis par la libéralité de la nature en ce pays.

Tout donne à penser que la Californie est appelée aux plus belles destinées. La découverte providentielle des gisemens aurifères y a réuni une population nombreuse, et ces aventuriers deviendront la souche d'une nation riche et puissante. Un sol vierge, un climat tempéré, de vastes cours d'eau, une magnifique position par rapport à l'Océan Pacifique, feront peut-être passer un jour dans ces contrées la prospérité et la civilisation de notre Europe, qui n'occupera plus que le second rang. En même temps que l'état de

Déseret domine ce pays de l'avenir, il se lie par les affluens du Mississipi et du Missouri, qui n'en sont pas très éloignés, à l'Union, et par suite à l'ancien monde.

Le danger que court peut-être la société mormonienne tient à son annexion aux États-Unis. Déjà, depuis 1849, le pays des Mormons est reconnu comme territoire, mais il aspire à devenir un état. Une fois entré dans la grande fédération américaine, il subira l'influence des autres populations. Le gouvernement, qui aujourd'hui est au fond une théocratie ayant à sa tête Brigham Young, devra se modifier et se mettre à l'unisson de l'organisation républicaine des autres provinces. Cette droiture, cette loyauté que les voyageurs ont admirée chez les nouveaux sectaires, ce sentiment d'ordre et de discipline, qui anime la colonie depuis son arrivée au bord du Lac-Salé, ne peuvent que perdre au contact des autres hommes. L'esprit de séparatisme, favorisé par le territoire qu'ils se sont choisi, leur inspire cette force, cette rigidité de principes par laquelle ils veulent se distinguer des gentils. Leur qualité de peuple élu, sur laquelle repose leur religion, ne saurait s'accorder avec des relations trop fréquentes entre eux et les disciples des vieilles croyances. Il y a certainement une assez frappante ressemblance entre les Mormons et les anciens Israélites. Institutions et territoires sont analogues. Les États-Unis ont été véritablement leur Égypte, et le grand Lac-Salé rappelle tout à fait la Mer-Morte. Pour ajouter à l'analogie, les Mormons ont baptisé du nom de Jourdain la rivière qui en sort. Or la nationalité juive, le mosaïsme primitif, recurent une atteinte mortelle le jour où l'extension du commerce et les conquêtes des monarques assyriens firent sortir les Hébreux de la terre promise, où ils restaient auparavant confinés. Plus ce peuple se répandit sur la terre, plus l'esprit du Pentateuque s'affaiblit parmi eux pour faire place à des idées et à des croyances étrangères. Les Mormons, une fois entrés dans l'Union, seront donc entraînés à modifier les dogmes que leur a imposés J. Smith, et de deux choses l'une : ou ils se rapprocheront des sectes chrétiennes déjà existantes, dont ils ne constitueront plus qu'une variété, ou ils amalgameront à leurs doctrines actuelles les idées nouvelles qui courent les têtes aux États-Unis, sans avoir pris encore une forme religieuse.

Certainement le plus grand obstacle apparent qui s'oppose à ce que les Mormons puissent entrer dans le mouvement de notre civilisation européenne est leur tolérance en matière de polygamie. Les Mormons prétendent, il est vrai, qu'on les calomnie sur ce point; mais les témoignages du capitaine Stansbury (1) et du lieutenant Gunnison (2) sont formels à cet égard. Ces deux officiers, qui ont visité le territoire d'Utah et qui d'ailleurs se montrent très favorables aux Mormons, ne peuvent laisser aucun doute. Chez ces sectaires, lorsqu'un homme déjà marié désire prendre une seconde femme, il

(1) *Exploration and Survey of the valley of the great Salt Lake of Utah*, by Howard Stansbury; Philadelphie 1852, in-8° (publié par ordre du sénat des États-Unis). Cet ouvrage nous a fourni sur les Mormons divers renseignemens.

(2) *The Mormons or Latter-Day Saints in the valley of the great Salt Lake*, by lieut. J.-W. Gunnison; Philadelphie 1852, in-12.

faut qu'il obtienne d'abord, comme chez nous, le consentement de l'épouse qu'il a en vue et celui de ses parens ou tuteurs, après quoi il doit faire approuver son union par le *voyant,* et la femme lui est alors *scellée* sous la sanction solennelle de l'église. La seconde épouse entre alors dans la maison de son mari absolument sur le même pied que la première; elle jouit d'autant de respect et de considération. Ce second mariage peut prendre même le caractère d'un véritable sacerdoce, et dans ce cas il est considéré comme infiniment plus sacré et plus obligatoire que l'union matrimoniale ne l'est dans le monde des gentils. Cela tient à ce que la foi mormonique met le salut futur de la femme dans une dépendance étroite de celui de l'homme. Aucune femme, disent les *saints*, ne peut atteindre à la gloire céleste sans le mari, ni celui-ci arriver à la plénitude de la perfection dans le monde à venir sans au moins une femme. Plus est donc grand le nombre des épouses qu'un homme peut prendre, plus il fera d'élues, et plus élevé sera son siége dans le paradis. Ces idées expliquent pourquoi la polygamie est désignée chez les Mormons sous le nom de *système de la femme spirituelle.* Il est digne de remarque que la polygamie fut aussi prêchée par les premiers anabaptistes. Ces excentricités morales ont été chez eux de peu de durée: elles n'ont point empêché leurs disciples et leurs successeurs d'être des gens de mœurs simples et pures. Il en pourra fort bien être de même des Mormons. Le *système de la femme spirituelle* ne constitue pas une partie assez essentielle de leur *credo* pour qu'ils ne le laissent pas tomber en désuétude, lorsque la politique l'ordonnera. N'est-ce pas ce qui est arrivé pour les Juifs, chez lesquels la loi talmudique a aboli la polygamie, afin de les mettre à l'unisson des peuples chrétiens? Et en effet des informations datées du 15 juin dernier nous apprennent qu'un schisme s'est opéré chez les Mormons d'Utah. Un grand nombre de ces Mormons qui ont pris la désignation de *gladdonistes,* du nom de leur chef, repoussent la pluralité des femmes.

Ce qui fait avant tout la force des Mormons, c'est leur énergie colonisatrice; cette énergie a toujours sauvé leur société près de périr et assure maintenant leur triomphe. Ce sont eux qui les premiers ont exploité les gîtes aurifères, exploitation qui a été une des premières sources de leur prospérité. Ils frappèrent des monnaies d'or à leur titre, portant d'un côté l'œil de Jehovah surmonté d'une espèce de mitre avec cette inscription : *Holiness to the Lord,* et de l'autre deux mains jointes en signe d'amitié, puis la date et la valeur de la pièce. Cependant les *saints du dernier jour* ont compris de bonne heure que ce n'était pas dans l'abondance de ce métal que consistait la véritable richesse: ils se sont tournés avant tout vers la culture et l'industrie, et les progrès qu'ils y ont faits sont vraiment extraordinaires. La propreté, l'élégance de leurs maisons, chacune entourée d'un jardin et pourvue de tous les ustensiles et de tous les bestiaux nécessaires, frappent le voyageur qui tombe dans l'oasis de Déséret. Il y a deux ans, la ville comptait plus de six mille âmes et sept mille aux environs, tant au nord, du côté de la rivière Weber, qu'au sud, vers le lac d'Utah ou Salé, dont les rives sont à environ neuf milles de la ville. Le reste de la population est distribué dans tout le territoire. Les Mormons sont déjà parvenus à y introduire plusieurs de nos arbres fruitiers, les pommiers et les pêchers. Les vête-

mens des habitans sont propres et bien tenus. Les enfans surtout se distinguent par un caractère de fraîcheur et de santé; leurs parens en prennent un grand soin. Les enfans sont en effet l'avenir de la colonie et de la religion, et c'est peut-être afin de multiplier le nombre de ces rejetons de la société des *saints* que les sectaires se permettent la polygamie.

Toute colonisation demande une grande persévérance. Voilà pourquoi nous sommes aujourd'hui, nous autres Français, de si mauvais colons. Voilà aussi pourquoi la race germanique est la race colonisante par excellence. La patience dans le travail est la vertu distinctive des Allemands, et il est à noter que les meilleurs colons qu'ait la France viennent précisément de contrées d'origine germanique : ce sont les Alsaciens et les Francs-Comtois. L'entreprise de Joseph Smith n'avait rien de bien original en Amérique : c'est la persévérance qui l'a fécondée. Coloniser par un mobile religieux, répéter le procédé de Moïse et promettre une nouvelle terre de Canaan est une idée qui s'était déjà présentée plusieurs fois aux compatriotes du théosophe de Kirtland. On connaît la tentative de la célèbre Jemimah Wilkinson. Cette quakeresse se fit passer à Philadelphie pour une incarnation de Jésus-Christ. Elle avait auprès d'elle deux autres femmes assez naïves pour croire à sa mission, qu'elle donnait comme les deux *témoins* dont il est parlé au chapitre XI de l'Apocalypse. Chassée de la société des quakers, elle proposa à ses partisans (elle en avait recruté un bon nombre) d'aller s'établir dans une terre nouvelle aux environs du lac *Seneca* et du lac *Crooked*. Une compagnie de New-York, qui avait acheté aux Indiens des terres dans ce canton, lui en céda une certaine étendue, où les disciples du Christ féminin vinrent s'établir; mais le *Friends-Settlement* n'eut pas de longues destinées. Jemimah, qui, sous le nom de *l'Amie*, gouvernait la colonie, et, comme Joseph Smith, recevait ses inspirations du ciel, dut abandonner la nouvelle Jérusalem.

Si Joseph Smith et ses adhérens eussent montré moins de persévérance, moins de ténacité dans leurs projets, le prophète n'eût été qu'une pâle copie de Jemimah Wilkinson; il eût purement et simplement grossi d'un nom la liste des fanatiques et des imposteurs qui font tous les jours des dupes aux États-Unis, et trouvent encore des disciples, même après qu'ils sont démasqués. C'est la persistance des *saints du dernier jour* à réédifier chaque fois leur église renversée par la persécution, qui les distingue d'autres sectes moins vigoureusement trempées. Cette persistance est la grande condition de vitalité qu'apporte avec elle la communauté établie à Déseret. — Il lui reste aujourd'hui à choisir entre deux destinées, celle d'une petite église qui grossirait le nombre des mille associations du même genre sorties du sein du protestantisme, ou celle d'une société nouvelle qui s'éleverait à l'existence d'un état indépendant entre le Mexique et la fédération américaine. Quelque choix que fassent les Mormons, c'est à leur esprit de persévérance qu'ils devront, dans l'une ou dans l'autre voie, demander le succès.

ALFRED MAURY.

LES TOMBEAUX

DE CORNETO.

Les personnes qui préfèrent à toutes choses les agrémens d'un dîner au Café de Paris, et la promenade sur le boulevard, ne devraient jamais voyager. Elles trouveront pis partout. En aucun lieu du monde, elles ne pourront échanger quelques pièces de monnaie contre des plaisirs aussi bien arrangés et aussi dépouillés de tout inconvénient. A la vérité, quels sont ces plaisirs? Ceux que peuvent goûter les âmes les plus vulgaires, ceux qui se fondent sur la vanité et sur les penchans les plus communs. C'est la connaissance de cette grande vérité qui vaut à Paris et à ses environs la présence de vingt mille Anglais, et c'est l'ignorance de cette même vérité qui fait tant de voyageurs mécontens et donnant au diable de grand cœur le caprice qui les a poussés — en Italie par exemple.

Il faudrait, avant de monter en malle-poste, rendre justice à son âme et se demander fort sérieusement si l'on ne préfère pas à tout un déjeuner servi par des garçons bien vêtus et répondant à des impatiences *de bon ton* exactement comme ceux du Café de Paris.

Parmi ces voyageurs qui n'ont pas fait bien exactement leur examen de conscience, un des plus plaisans est peut-être celui que je rencontrai, il y a quelque temps, à Corneto, où il était allé visiter la nécropole de l'ancienne ville de Tarquinies, celle-là précisément qui fut la patrie des deux Tarquins, rois de Rome. On voit qu'il ne s'agit pas de choses d'hier. En effet, la curiosité qui depuis quelques années seulement attire les voyageurs à Corneto et à Civita-Vecchia a pour objet des tombeaux qui remontent à deux mille ans au moins, et peut-être à quatre mille; rien ne saurait arrêter les conjectures.

Seulement il me semble suffisamment prouvé que la curiosité romaine n'a eu aucune connaissance de ces tombeaux, qui, en effet,

sont soigneusement cachés sous trois pieds de terre. Mon voyageur parisien s'attendait apparemment à trouver de jolies petites statues dorées et posées sous de belles glaces, dans des armoires de palissandre. Au lieu de cela, un guide vêtu en paysan lui offrit de descendre dans des tombeaux terreux à peine fermés par des portes grossières, qui s'ouvrent sous l'effort de grosses clés d'un pied de long, et, pour arriver à ces portes, il faut passer par des fossés rapides et glissans, où il est très facile de se casser le cou, surtout lorsqu'il a plu. Jamais je ne vis d'homme aussi furieux que mon voyageur et aussi plaisant dans sa colère contre l'Italie. — Monsieur, répétait-il souvent, je puis vous le jurer, depuis Marseille je n'ai pas dîné ! Et tout cela pour voir de pareilles horreurs !

Les voyageurs qui d'avance ont pris leur parti sur ces petits inconvéniens viennent de Rome à Corneto rechercher des produits de l'art qui déjà auraient été des antiquités du temps des Tarquins, si alors ils eussent été connus; mais très probablement ces tombeaux n'ont été dépouillés pour la première fois que dans le bas-empire. Oubliés depuis, ils ne furent découverts de nouveau que vers 1814, et cela par un accident arrivé à une charrue. Un fermier de M. le prince de Canino labourait son champ près de Canino, gros bourg qui a donné son titre à M. Lucien Bonaparte, frère de l'empereur Napoléon. Ce joli bourg est situé dans les terres, à cinq ou six lieues de Corneto et de la mer, près de la Fiora, et à peu près au centre de l'ancienne Étrurie. Le bœuf du paysan qui labourait tomba dans un trou de douze ou quinze pieds de profondeur; on reconnut bientôt qu'il était dans une sorte de cave assez spacieuse, et il fallut pratiquer une rampe jusqu'au fond de cette cave pour en retirer le bœuf. Les paysans s'aperçurent que les parois intérieures de la cave étaient revêtues des couleurs les plus brillantes.

Aussitôt leur imagination italienne conclut de l'éclat singulier de ces couleurs qu'elles avaient été appliquées depuis peu, et comme ils étaient bien sûrs que de mémoire d'homme personne n'avait travaillé dans leur champ, ils crurent fermement que quelque magicien était venu construire chez eux ce palais souterrain. Ils y avaient trouvé huit ou dix vases d'une belle couleur orange, ornés de peintures représentant en noir des hommes et des chevaux. Ces paysans n'ignoraient pas tout à fait le prix des vases antiques; ils portèrent ceux-ci à Rome, et comme l'exagération n'est pas ce qui manque au caractère italien, ils demandèrent 1,400 francs de leurs vases au premier marchand d'antiquités chez lequel ils entrèrent, et leur étonnement fut grand de se voir prendre au mot; mais ils n'eurent pas la prudence de se taire. A peine de retour au pays, ils se vantèrent de leur bonne fortune, et M. le prince de Canino, propriétaire du champ, leur intenta un procès en restitution.

Je ne sais si le prince gagna ce procès, mais il se mit à faire des fouilles et trouva des vases qu'il vendit 700,000 francs. Les principales découvertes eurent lieu sur les bords de la Fiora, petit fleuve en miniature qui sépare l'État Romain de la Toscane, et qui, après avoir coulé dans un lit de rochers calcaires, va se jeter à la mer sous Montalto. On trouva surtout beaucoup de vases et de bronzes dans une colline factice nommée *la Cucumella* par les gens du pays, et dans l'espace situé entre la Cucumella et la Fiora. En 1835, on fouilla dans la ville même de l'ancienne *Vulci*, sur la rive droite de la Fiora, et on y trouva, entre autres objets précieux, une magnifique statue de bronze qui fut achetée par le roi de Bavière.

Mais pour en revenir aux 700,000 francs reçus par le prince en échange de ses vases, ce furent l'Angleterre et l'Allemagne qui payèrent avec plaisir cette somme énorme; la France n'y participa que pour 5,000 francs, tant le goût des arts est encore incertain chez nous lorsqu'il n'est pas fortifié par la mode. Or comment les pauvres vases de Corneto auraient-ils été à la mode? Ils n'étaient protégés par personne. Un savant étranger m'a appris que le numéro du *Moniteur* du 28 juillet 1830, le dernier *Moniteur* du règne de Charles X, imprimé au milieu de la bataille et qui, comme de raison, n'en dit mot, contient une longue lettre qui explique assez bien ce que c'est que les vases de Corneto, comme quoi il y en a de tout noirs, d'autres qui présentent des figures noires sur un fond orange, d'autres enfin qui ont des figures oranges sur un fond noir. J'ai scandalisé le savant étranger en lui disant qu'on ne lit jamais dans *le Moniteur* que les ordonnances qui nomment les ministres; que, quant aux articles littéraires, on leur trouve je ne sais quoi d'officiel et d'illisible. J'ai ajouté que les antiquités ne seront jamais à la mode en France, par la raison que certains charlatans trop connus s'en sont emparés comme de leur domaine. En France, pays du charlatanisme et de la camaraderie, personne ne veut être dupe des charlatans trop connus.

Il y a une raison plus invincible pour que les antiquités ne soient jamais véritablement à la mode à Paris : il faut une certaine attention pour les comprendre. Cette attention profonde qui nous manque fait le grand mérite des Anglais et l'unique mérite des Allemands : ces peuples-là, pour se venger de notre esprit et se consoler de ce que depuis dix ans leurs théâtres *nationaux* ne jouent que des pièces de M. Scribe, nous appellent *légers*.

Je ne serai point injuste envers ces messieurs; je ne leur disputerai point leur goût véritable pour les antiquités. Le roi de Bavière, après avoir fait acheter des vases de Corneto et de Canino pour plusieurs centaines de mille francs, est venu lui-même visiter les six tombeaux ouverts à Corneto. Il a voulu se les faire expliquer dans le

plus grand détail par le célèbre chevalier Manzi, qui a écrit de très bonnes dissertations sur l'origine de ces tombeaux, et par le savant M. Acolti de Corneto. Le roi est descendu dans tous les tombeaux, et comme le contact de l'air altère promptement les couleurs brillantes dont leurs parois intérieures sont revêtues, sa majesté a fait venir de Rome M. Ruspi, peintre fort distingué et surtout fort consciencieux; elle lui a ordonné de s'établir pour quinze jours dans cette nécropole et de faire des copies exactes des quatre côtés et du plafond de chacun de ces tombeaux.

Vingt-deux de ces tableaux, de la grandeur des originaux, sont exposés dans deux salles du musée de Munich et offrent la réunion de la couleur la plus brillante, si ce n'est la plus vraie, et du dessin le plus sublime. La manière dont les torses sont dessinés rappelle ce qu'il y a de plus beau dans les figures du Parthénon; mais ce qui est fort singulier, les mains ont à peine la forme humaine.

Nous avons eu occasion, il y a trois ans, de voir M. Ruspi travailler à de nouvelles copies de ces peintures singulières : elles représentent en général des cérémonies funèbres ou des combats; les figures ont de deux à quatre pieds de proportion. Nous nous sommes assuré que M. Ruspi n'ajoutait rien au dessin vraiment sublime et aux brillantes couleurs des originaux. Jamais, par exemple, il n'a voulu corriger les mains, qui ressemblent tout à fait à des pattes de renoncules. Mais nous apprenons que depuis trois ans les couleurs de ces fresques ont bien changé. Un chien *lupo* placé au pied d'une des tables, dans un des tableaux représentant une cérémonie funèbre, et dont on admirait la vérité et l'esprit, a disparu entièrement.

Les vases de Corneto n'ont été un peu connus à Paris que par la vente du cabinet de M. Durand, l'homme de ces derniers temps qui a le mieux connu la valeur vénale des objets d'art. M. Durand racontait que dès 1792 il avait parcouru la côte d'Étrurie, de Pise jusqu'à Civita-Vecchia et Cervetri, trouvant dans chaque village huit ou dix vases à vendre; mais jamais il ne put savoir des paysans comment ils s'étaient procuré ces vases. Il est vrai que cette ignorance était compensée par la modicité de leurs prétentions. M. Durand obtenait pour 2 écus pièce (11 francs) des vases qui valaient 2 louis à Rome et 6 louis à Londres.

Vers 1802, des Anglais, amis du célèbre John Forsyth, qui étaient venus à Civita-Vecchia pour la chasse du sanglier, ayant été conduits tout à fait sur le bord de la mer, vers Montalto, trouvèrent les soldats chargés de garder les tours placées le long du rivage qui, pour se désennuyer, tiraient à la cible avec leurs fusils de munition sur de beaux vases peints de deux pieds de haut. Ces vases, quoique atteints déjà de plusieurs balles, furent payés fort cher par les Anglais. Plusieurs hasards du même genre ont mis les vases en grand hon-

neur parmi les paysans des environs de Canino, Montalto, Corneto, Civita-Vecchia et Cervetri.

M. Donato Bucci, amateur passionné, ancien négociant en draps, commerce qu'il a abandonné pour celui des vases, a acquis des possesseurs du terrain le droit de fouiller dans de vastes localités. Comme les tombeaux étrusques sont de petites caves soigneusement recouvertes de trois ou quatre pieds de terre, rien ne paraît à l'extérieur; il faut aller à la découverte. A cet effet, M. Bucci fit creuser tout au travers de la plaine des fossés fort étroits, de six pieds de profondeur, et qui avaient quelquefois quatre ou cinq cents pas de long. Si, sur cent tombeaux que l'on rencontre, on en trouve un seul qui n'ait pas été dévalisé anciennement, la spéculation est excellente. Les ouvriers que l'on emploie et qui viennent d'Aquila, dans le royaume de Naples, sont payés à raison de 23 *bajocchi* (25 sous) par jour; ils sont d'une probité parfaite et remettent fidèlement à la personne qui les fait travailler les pierres gravées, les *as* romains et autres médailles que l'on trouve, en assez grande quantité, dans cette antique patrie de la civilisation, maintenant inculte et presque déserte. Ces ouvriers d'Aquila reconnaissent au premier coup de bêche la terre qui n'a pas été ouverte depuis huit ou dix siècles. Il paraît que vers l'an 800 ou 1000, les tombeaux de Corneto ont été visités par deux genres de curieux : les uns cherchaient des métaux et laissaient les vases, ou quelquefois les brisaient de colère, apparemment; d'autres avaient pour but la recherche des vases.

Mais je m'aperçois qu'il est temps de décrire les tombeaux où l'on trouve les vases peints et les vases noirs. Un tombeau étrusque est une petite chambre de douze à quinze pieds de long, sur huit ou dix de large, haute de huit pieds et revêtue ordinairement de peintures à fresque, fort bien conservées et fort brillantes au moment où l'on ouvre le tombeau. Ces tombeaux, tous également recouverts de quelques pieds de terre, sont pour la plupart creusés dans le *nenfro*, pierre tendre du pays.

Dans des niches creusées ou construites tout autour du tombeau, comme les étagères d'une armoire, sont déposés les corps, dans des caisses basses de *nenfro*. Quelquefois, au lieu de squelettes, on ne trouve que des débris d'os brûlés. Il paraît que le tombeau terminé, on comblait le trou où il avait été construit; du moins aujourd'hui, rien absolument n'indique à l'extérieur l'existence d'un tombeau. En général, trois ou quatre pieds de terre recouvrent la partie supérieure, et pour parvenir à la très petite porte, il faut descendre à douze et même quinze pieds au-dessous du niveau général du plateau élevé où se trouve la nécropole de Tarquinies.

Je me hâte d'ajouter qu'il y a des tombeaux, peut-être d'une autre époque, qui sont annoncés par un monticule en terre de quinze à

vingt pieds d'élévation. On trouve dans les pentes très adoucies de la suite de collines désertes qui avoisinent la côte, de Montalto à Cervetri, des cassures de rocher de quinze à vingt pieds de haut. On a souvent creusé des tombeaux dans ces rochers, en général fort tendres; mais je ne les crois pas de la même époque ou peut-être du même peuple que les tombeaux de Corneto, qui consistent dans une petite cave recouverte de trois pieds de terre.

Je pars de cette idée : — les Romains cherchaient à montrer leurs tombeaux, les Étrusques à les cacher. Un tombeau, chez les Romains, était une affaire de gloire mondaine; chez les Étrusques, c'était peut-être l'accomplissement d'un rite prescrit par une religion sombre et jalouse de son empire. Sans ajouter foi à toutes les imaginations dénuées de preuves du célèbre Niebuhr, il reste suffisamment prouvé que vers le temps de la fondation de Rome, l'Étrurie était gouvernée par des prêtres fort jaloux de la petite partie d'autorité qu'ils ne pouvaient se dispenser de laisser aux chefs civils de la nation (les *lucumons*). Les prêtres étrusques, par exemple, retardèrent beaucoup trop la guerre indispensable que les lucumons voulaient faire à Rome envahissante. Les Romains plaçaient leurs tombeaux le long des grands chemins; un tombeau romain vise toujours à être un édifice remarquable; on y mettait une inscription indiquant les choses louables qu'avait faites pour l'utilité de sa patrie le personnage qui y était déposé. Probablement les prêtres étrusques n'admettaient point cette idée mondaine et basse d'utilité ; il fallait obéir aux dieux avant tout.

La plupart des voyageurs ont vu dans les salles du Vatican, et j'ose le dire avec une sorte de respect, le tombeau de cet ancien Scipion, qui fut consul, censeur, et qui mérita bien de sa patrie. L'inscription qui nous apprend ces choses est tracée en lettres irrégulières et mal formées; l'orthographe est antérieure à celle de Cicéron, ce qui n'empêche pas un jeune savant français de prétendre que cette inscription a été renouvelée dans les temps du bas-empire; il est vrai que ce jeune savant, qui sera de l'Institut, n'a jamais vu le Vatican. On voit, par l'exemple de ce tombeau de Scipion et par celui de cent autres moins connus, qu'un tombeau romain fut toujours, même dans les temps les plus voisins de la fondation de la ville, un monument élevé à la gloire toute mondaine d'un personnage plus ou moins marquant par ses exploits ou par ses dignités.

En général, on ne trouve point de tombeaux étrusques au midi du Tibre et point de tombeaux romains au nord de ce fleuve. Un tombeau romain est ordinairement un édifice isolé, haut de vingt, trente ou même soixante pieds, et placé sur le côté d'une voie consulaire, dans une situation apparente. Un Étrusque croyait, au contraire, ne

pouvoir trop cacher le tombeau d'un être qui lui fut cher. Cette coutume lui venait-elle de l'Égypte?

Le cimetière antique de Tarquinies est celui que les étrangers visitent le plus ordinairement, par la raison que l'on peut y aller de Rome en neuf heures. Cette nécropole est à un mille de Corneto, jolie petite ville remarquable par des édifices remplis de caractère et située elle-même à dix-neuf lieues de Rome. La nécropole de Tarquinies était vingt fois grande comme la ville, ce qui est fort naturel, quand on bâtit des cimetières éternels. C'est dans cette nécropole que MM. Bucci et Manzi de Civita-Vecchia ont pratiqué des fouilles étendues. Ce cimetière a une lieue et demie de long sur trois quarts de lieue de large.

A l'exception de quelques petits monticules, rien ne paraît à l'extérieur; on ne voit qu'une plaine nue, garnie de broussailles et presque de niveau avec le coteau sur lequel Corneto est bâtie; on domine la mer, qui n'est qu'à une petite lieue de distance. L'amour de la culture, qui commence à renaître dans les environs de Rome, a profité, pour planter des oliviers, des longs fossés creusés pour aller à la recherche des tombeaux. La magnifique route due à la munificence du pape Grégoire XVI, et qui de Rome conduit à Pise, en suivant toujours le bord de la mer, passe à dix minutes de la nécropole de Tarquinies et tout près de la petite nécropole de Montalto, où M. Manzi vient de découvrir un vase peint estimé quatre-vingts louis. Les ouvriers d'Aquila, en approchant de la petite porte du tombeau qui contenait ce magnifique vase, trouvèrent des morceaux de charbon et deux cercles de roues en fer; ils en conclurent que le personnage placé dans ce tombeau était un guerrier célèbre, et qu'on avait brûlé son char de guerre à la porte de son tombeau.

Les vases se trouvent, dans ces petites chambres souterraines, placés dans toute sorte de positions, tantôt sur les étagères ou plutôt dans les niches creusées le long des murs, tantôt suspendus à des clous fixés à ces murs. M. Donato Bucci avait dans ses magasins, à Civita-Vecchia, des coupes qui, après avoir été suspendues à des clous pendant une longue suite de siècles, ont fini par y adhérer, et ont emporté, fixée à une de leurs anses, une partie du clou oxydé auquel elles étaient attachées.

Une société d'amateurs des arts écrit de Rome à Civita-Vecchia; on lui procure une permission de fouiller dans une des nécropoles environnantes; on engage pour elle une compagnie de neuf ouvriers d'Aquila, qui, à 25 sous par tête, coûte 11 francs 5 sous par jour, et en dix journées, c'est-à-dire pour 112 francs 50 centimes, on peut voir exécuter sous ses yeux une fort jolie fouille. On trouve là le même genre de plaisir qu'à la chasse. Il est fort rare qu'en dix jours

on ne découvre pas pour une centaine de francs de vases. Si l'on rencontre un tombeau non encore exploré, on trouve des siéges et des flambeaux de bronze, souvent des pendans d'oreilles, des diadèmes et des bracelets élastiques fort légers, mais admirablement travaillés, et de l'or le plus pur. En général, un tombeau non encore exploré vaut 5 ou 600 francs.

Don Alessandro Torlonia, qui a consacré une partie de son immense fortune à protéger les arts, a fait faire des fouilles l'année dernière dans différentes parties de son duché de Ceri. Ses ouvriers ont trouvé dans un seul tombeau des bracelets et des bagues qui, après tant de siècles, avaient encore conservé une élasticité parfaite. Un seul de ces bracelets, qui pouvait ainsi s'adapter également à tous les bras, et qui s'est trouvé d'un or beaucoup plus pur que celui des napoléons, pesait quatre-vingt-quatre napoléons d'or.

J'ai remarqué que, lorsqu'on va visiter une fouille, après avoir admiré la forme élégante des vases, des trépieds d'airain et autres objets découverts, la curiosité humaine se trahit constamment par une dernière discussion; on se demande toujours : Dans quel temps ces tombeaux ont-ils été construits?

On vient d'élever à Paris, dans la rue d'Anjou Saint-Honoré, une jolie petite église gothique. La postérité croira-t-elle que cette construction est du XIIe siècle? A Rome, l'extrême civilisation du siècle d'Auguste et le dégoût de la guerre amenèrent le dégoût des choses utiles, bientôt même on cessa d'aimer le beau; tous les arts cherchèrent à surprendre par quelque chose de nouveau, par quelque chose de bizarre. La bonne compagnie fut travaillée par une sorte de maladie semblable à notre goût pour l'architecture de la renaissance et pour les meubles du moyen âge. Quelques seigneurs romains eurent la fantaisie de se placer dans des tombeaux étrusques. J'ai vu dans un de ces tombeaux une peinture évidemment romaine. Dans un autre, on m'a montré les croix du christianisme. En conclurons-nous que ces tombeaux ont été bâtis sous Constantin et ses successeurs?

Pour être admis dans le corps d'ailleurs si respectable des archéologues, il faut savoir par cœur Diodore de Sicile, Pline et une douzaine d'autres historiens; de plus, il faut avoir abjuré tout respect pour la logique. Cet art importun est l'ennemi acharné de tous les systèmes; or comment un livre d'archéologie peut-il attirer l'attention du monde, même légèrement, sans le secours d'un système un peu singulier? Je connais onze systèmes sur l'origine des vases peints et des tombeaux étrusques cachés sous terre. Le plus absurde est, ce me semble, celui qui suppose que tout cela a été fait sous Constantin et ses successeurs. Le système que j'adopterais volontiers et que je proposerais au lecteur, tout en convenant qu'il est malheureusement

dénué de preuves suffisantes, est celui qui m'a été enseigné par le vénérable père Maurice, lequel, pendant dix ans, a dirigé de nombreuses et importantes fouilles. Cet homme vénérable, d'une amabilité parfaite et qui connaît tous les historiens de l'antiquité, comme nous Français nous connaissons Voltaire, pense que les tombeaux que nous déterrons appartiennent à un peuple fort antérieur aux Etrusques, peut-être contemporain des premiers Égyptiens, et que comme aujourd'hui notre religion nous enseigne à placer des crucifix auprès de la dernière demeure des personnes qui nous ont été chères, de même chez ce peuple primitif on plaçait des vases ou au moins des coupes dans le tombeau de ceux qu'on voulait honorer.

Un M. Dempstev, savant archéologue de Florence, a publié, il y a plusieurs années, en dix volumes in-folio, l'histoire des systèmes inventés de son temps. Je connais six ou huit volumes in-8° allemands, dont chacun prétend résoudre définitivement la question qui nous occupe. Plusieurs de ces ouvrages sont écrits avec beaucoup de science; tous se moquent fort de la logique et admettent comme preuve irréfragable de belles phrases pompeuses, ou bien, comme Niebuhr, prouvent une certaine chose, ajoutent une supposition à la chose prouvée, et, deux pages après, partent de la supposition comme d'un fait incontestable; c'est ainsi que l'on est un grand homme au-delà du Rhin. Tout ce que l'on peut accorder à ces messieurs, qui se moquent de notre légèreté, c'est qu'ils savent par cœur quinze historiens ou poètes anciens. Ce n'est pas peu; une tête qui contient cela peut-elle contenir autre chose?

Je n'ai retenu que deux faits suffisamment prouvés de tous ces ouvrages allemands.

Les vases découverts dans les tombeaux de Tarquinies, situés à neuf heures de Rome, n'ont pas été connus des Romains et leur sont antérieurs. Pline fut un homme exact, genre de mérite fort rare dans l'antiquité; comme tous les Romains, il était avant tout citoyen de sa république, et a cherché dans son histoire naturelle à exalter son pays. Comme tout bon Romain, il était fort jaloux des arts et de l'élégance de la Grèce : aurait-il négligé de parler des figures admirablement dessinées et des vases que l'on trouvait enfouis sous terre, à neuf heures de Rome?

Cicéron, si je ne me trompe, raconte que des vétérans appartenant à une légion de César, ayant obtenu des terres dans le voisinage de Capoue, trouvèrent, en cultivant ces terres, des vases antiques; mais le peu que Cicéron dit de ces vases ne se rapporte nullement à l'espèce de ceux que l'on trouve dans les tombeaux de Tarquinies. Je pense que ces tombeaux seront fort connus dans une dizaine d'années.

HENRI BEYLE.

Mars 1837.

MÉMOIRES

D'UNE FAMILLE HUGUENOTE

Memoirs of a huguenot Family, etc., translated by Anna Maury; New-York, 1853.

Je viens de lire ce petit volume avec un vif intérêt. C'est le récit de la vie d'un homme obscur, et qui n'a pris qu'une bien petite part aux événemens de la fin du XVIIe siècle : cependant cette biographie a son importance historique; elle permet d'entrevoir les mœurs et les opinions de la société moyenne en France, à une époque où cette classe ne faisait guère parler d'elle, et où les gens de cour et d'église semblaient avoir le privilége exclusif de s'adresser à la postérité. L'auteur de ces *Mémoires* (ou plutôt de la partie la plus considérable du recueil), Jacques Fontaine, donne des détails curieux sur les persécutions qui précédèrent et suivirent la révocation de l'édit de Nantes, sur l'exil des protestans et leur établissement en pays étranger. Il est inutile de remarquer qu'on ne doit pas s'attendre à trouver dans ce livre des appréciations politiques profondes, ni même ingénieuses; il n'y faut chercher ni modération, ni vues exactes : livre d'émigré, c'est tout dire. Cependant, malgré sa passion et ses préjugés, le narrateur surprend la sympathie tout d'abord; c'est un de ces hommes singuliers, tout d'une pièce, qui furent peut-être insupportables dans leur temps, mais auxquels on s'attache involontairement après leur mort. Tel était le fameux Agrippa d'Aubigné, si difficile à vivre pour ses contemporains, si aimable pour nous qui lisons ses mémoires; tel

était l'auteur du livre dont j'ai à rendre compte. Ministre de l'Évangile par profession, fabricant de draps ou négociant par nécessité, soldat par occasion et surtout par inclination, Jacques Fontaine est un mélange de contrastes qui, sous la plume de Walter Scott, ferait la fortune d'un roman. Malheureusement notre auteur, comme la plupart des hommes d'action, n'est pas fort habile dans l'art de raconter. On regrette qu'il passe si rapidement sur maints détails qui nous intéresseraient vivement aujourd'hui; mais il va toujours droit au but avec une concision lacédémonienne, si ce n'est quand parfois il trouve l'occasion de faire un sermon; alors il se plaît à faire voir qu'il n'a pas oublié son métier de prédicateur. Observons toutefois que nous n'avons qu'une traduction anglaise de ces *Mémoires;* selon toute apparence le style de l'auteur a conservé dans sa langue natale quelque chose de l'originalité de son caractère, et voilà ce qu'une traduction n'a pu reproduire. Je fais des vœux pour qu'on publie un jour la version première de Jacques Fontaine dans cette belle langue du XVIIe siècle, non moins admirable dans les mémoires des gens du monde que dans les livres des grands écrivains.

Jacques Fontaine commence l'histoire de sa famille par celle de son arrière-grand-père, lequel était un gentilhomme du Maine, prenait le *de* dans les actes qu'il signait, et avait été gendarme dans une compagnie d'ordonnance sous François Ier. Cette situation n'était pas quelque chose de considérable, tant s'en faut; cependant, riches ou pauvres, tous les gentilshommes commençaient ainsi leur carrière au XVIe siècle. Le gendarme des ordonnances quitta le service pour embrasser la religion réformée dès son apparition en France, et vécut quelque temps au Mans, dans la retraite, d'un petit patrimoine qu'il possédait. Là, en 1563, durant les premières guerres civiles, ou pendant une de ces trêves mal observées qui suspendaient à peine les hostilités entre les deux partis, il fut assassiné avec sa femme, dans sa maison, par une bande de fanatiques, ou plutôt de brigands qui prenaient un drapeau religieux pour piller avec impunité. Ses fils se sauvèrent comme ils purent, et gagnèrent La Rochelle, qui était alors la capitale et la citadelle des réformés. Le grand-père de Jacques Fontaine, arrivant en cette ville à demi nu, dépourvu de toutes ressources, fut heureux d'être recueilli par un cordonnier qui l'adopta et lui apprit à tailler le cuir. Il y réussit, à ce qu'il paraît, et gagna même une petite fortune à faire des souliers. C'était un fort bel homme. Il se maria deux fois, — la seconde fois, étant déjà sur le retour, mais encore vert, et portant bien une barbe grisonnante qui lui couvrait la poitrine. Cela n'empêcha pas que sa seconde femme ne voulût l'empoisonner; on ne dit pas pour quels motifs. En France, dès ce temps-là, on s'intéressait fort aux grands coupables, et les

bonnes âmes de La Rochelle remuèrent ciel et terre pour empêcher Mme Fontaine d'être pendue. Le roi Henri IV se trouvant de fortune en ces parages, on lui remit des placets pour obtenir la grâce de cette femme légère. Avant de rien décider, le roi se fit montrer le mari, qui probablement sollicitait comme les autres. On lui présenta un grand gaillard haut de six pieds, d'apparence plus propre à manier une lance qu'un tranchet. « Elle n'a pas d'excuse, s'écria le roi, qui avait aussi une barbe grise. Ventre saint-gris! empoisonner le plus bel homme de mon royaume! qu'on la pende! » Ainsi fut fait.

La pauvre femme incomprise à qui ce malheur arriva n'avait pas donné d'héritier au cordonnier son époux, et le père de Jacques Fontaine était le dernier enfant du premier mariage. Déjà la famille était en voie de prospérité, car ce fils, au lieu de faire des chaussures, fut ministre de l'Évangile, et s'acquit une certaine réputation d'éloquence par ses prédications. Il avait fait plusieurs voyages à Londres, et même y avait pris femme. A cette époque, les relations de l'Angleterre avec la province de Saintonge étaient assez étroites. Un commerce actif et la contrebande des grains et des eaux-de-vie favorisaient les communications et les intrigues des réformés avec leurs coreligionnaires de la Grande-Bretagne. C'est de ce pays qu'ils tiraient des secours et des munitions pendant les guerres civiles; ce fut sur l'espoir tant de fois déçu d'une grande expédition anglaise que les Rochelois soutinrent ce long siége qui détruisit leur commerce et leur importance politique.

Jacques Fontaine naquit en 1658. Il fut élevé comme devait l'être l'arrière-petit-fils d'un martyr et le fils d'un ministre ardent et passionné pour sa croyance. Doué d'une constitution robuste et d'une force morale peu commune, il semblait destiné par la nature à la carrière des armes, mais un accident l'ayant rendu boiteux, tout enfant, on le fit étudier pour en faire un jour un pasteur. La mission des ministres protestans commençait à devenir pénible et même périlleuse. Des tracasseries continuelles préludaient à la persécution, et chaque jour la partialité des agens du gouvernement mettait à l'épreuve la constance des prédicateurs évangéliques. Jacques Fontaine était d'un caractère à se distinguer dans ces temps malheureux, et l'éducation dure de son enfance ne fit que développer sa résolution et son énergie. On en peut juger par cette petite anecdote qu'il rapporte de ses premières années. « M. Arnauld (c'était le maître d'école qui lui apprit à lire) suivait à la lettre le précepte de Salomon qui recommande de ne pas épargner les étrivières à la jeunesse. D'ailleurs c'était toujours en particulier qu'il administrait le fouet à ses élèves, car il avait dans son école des filles aussi bien que des garçons. Nous autres garçons, parlant un jour de la sévérité de notre maître, nous cherchions à

supputer de combien de coups de verges se composait une fessée. Personne ne pouvant résoudre le problème, je m'offris pour en avoir le cœur net à la première occasion. Elle ne tarda pas à se présenter. Pendant les préparatifs de l'exécution, je criais et je pleurais à l'ordinaire; mais au premier coup de verges je me tus, reconnaissant qu'il était impossible de crier et de compter en même temps. Un peu surpris de mon silence, M. Arnauld me regarda en face pour voir ce que j'avais, et, ne me trouvant rien d'extraordinaire, il me donna un second coup plus fort que le premier. Je ne dis mot pas plus que la première fois, comptant mentalement, tout préoccupé de mon addition et de ne pas laisser voir ce que je faisais. Mon maître, encore plus surpris, frappe de toute sa force sans pouvoir me faire oublier mon occupation, mais pourtant je ne pus m'empêcher de crier, et très haut : *trois !* — Ah ! petit drôle, tu comptes? dit M. Arnauld. Eh bien ! compte, compte, compte ! et les coups se succédèrent si rapidement, que je crains fort de m'être embrouillé dans mon calcul. »

Le fouet avait une place considérable dans toutes les éducations de ce temps, et Jacques Fontaine aurait été sans doute bien embarrassé pour donner le chiffre exact des corrections qui lui furent infligées. Jamais Spartiate ne reçut plus galamment les étrivières devant la statue de Diane Orthie. Il avait un camarade, un *copin,* comme nous disions au collége, avec lequel il partageait tout. Il voulut partager avec lui jusqu'au fouet. Lorsqu'un des deux amis avait mérité une correction, l'autre aussitôt, de propos délibéré, commettait quelque faute pour s'associer au châtiment, si bien que le maître, averti bientôt de ce dévouement si contraire à la discipline, fut obligé de transiger avec Nisus et Euryale, et de tenir un registre spécial où il marquait leurs mauvais points, pour ne les fouetter qu'ensemble, et lorsque leurs comptes respectifs se balançaient à peu près exactement.

Malgré l'excellence de cette vieille méthode selon laquelle furent élevés nos pères, Jacques Fontaine demeura longtemps un fort mauvais écolier. Il ne fit de progrès dans ses études qu'assez tard et lorsqu'il fut confié aux soins d'un professeur fort avancé pour son temps. Celui-ci, piquant avec adresse l'amour-propre de cet enfant opiniâtre et audacieux, en fit un bon humaniste et lui apprit plus de latin qu'il ne lui en fallait pour argumenter sur la théologie contre tout venant.

Au moment où Jacques Fontaine se disposait à embrasser le ministère évangélique, une crise décisive allait éclater. Depuis assez longtemps déjà, le protestantisme n'était plus que toléré dans le royaume, si l'on peut appeler tolérance le régime d'exception qui pesait sur les religionnaires. Louis XIV voyait en eux, non-seulement des héré-

tiques qui troublaient l'ordre et la paix de l'église, mais, ce qui était peut-être non moins grave à ses yeux, des rebelles toujours prêts à secouer le joug et à réclamer l'assistance des ennemis de sa maison. A son apparition en France, la réforme, qui avait trouvé comparativement beaucoup plus de prosélytes dans les châteaux que dans les chaumières, ressemblait un peu à une révolte de la haute noblesse contre l'autorité royale. Bientôt les grands seigneurs huguenots, mauvais théologiens, embarrassés d'ailleurs pour soutenir une guerre difficile, avaient appelé des ministres dans leurs conseils pour leur fournir des argumens, rédiger leurs manifestes et leur recruter des soldats. De là un élément démocratique tout nouveau et parfois quelque peu embarrassant. Les ministres devinrent des espèces de tribuns du peuple, sortis de ses rangs, interprètes de ses plaintes et de ses passions. Les synodes provinciaux, où les ministres dominaient par leur éloquence et leur caractère sacerdotal, étaient plus dangereux et plus irritans pour les rois que les grandes compagnies telles que les parlemens; il était plus difficile de les gagner ou de les intimider, car si l'on écartait un pasteur populaire, cent autres se présentaient pour lui succéder. Lorsque l'abjuration de Henri IV et la politique de ses successeurs eurent enlevé à la cause protestante la plupart des grands noms qui l'avaient soutenue d'abord, la tendance républicaine des synodes n'en devint que plus manifeste et plus intolérable pour la royauté. A cette époque, l'issue d'une lutte entre le souverain et les sectaires ne pouvait être douteuse. D'ailleurs la réforme n'avait pour elle ni le nombre ni la force morale; l'enthousiasme et l'ardeur de ses débuts commençaient à lui faire défaut. La grande majorité du peuple haïssait les religionnaires. L'orgueil des chefs était insupportable, l'austérité de toute la secte semblait un masque odieux ou ridicule à une nation gaie, railleuse, amie du plaisir. On se souvenait des irruptions et des surprises qui avaient livré quantité de villes à une poignée d'hérétiques. Partout des églises profanées, des tombes violées, rappelaient les exploits des protestans. On ne pouvait surtout leur pardonner un crime, dont à la vérité les catholiques s'étaient rendus coupables à leur tour, celui d'avoir appelé les étrangers en France, et de les avoir mêlés à nos querelles nationales.

Leurs malheurs, il faut le dire, n'excitèrent que peu de sympathie. Les catholiques fervens applaudissaient aux rigueurs, les indifférens ne voyaient dans les religionnaires que des fous entêtés. Pour obtenir des conversions, toutes les manœuvres étaient permises, et c'était à qui s'ingénierait pour forcer les sectaires à l'abjuration. On leur payait l'apostasie, on leur faisait payer l'attachement à leur croyance. Leurs contributions étaient doublées, on faisait peser sur eux la lourde charge des logemens militaires. Ce dernier moyen de persuasion, qui

ruinait en peu de temps toute une famille, fut inventé, dit-on, par M. de Louvois, alors ministre de la guerre, et le succès en fut si merveilleux, qu'on attribua à son département la direction des conversions ou des *dragonades*. « Les pères seront hypocrites, disait Mme de Maintenon, mais les enfans seront catholiques. » Et pour beaucoup de gens de bonne foi, ce résultat justifiait les contraintes les plus odieuses. M. Pierre Clément, dans son excellent livre sur le gouvernement de Louis XIV de 1683 à 1689, explique fort bien comment les ministres du roi le trompèrent indignement sur la sincérité de ces conversions et sur les moyens employés pour parvenir à l'extirpation de l'hérésie. Chaque fois que la vérité se fit jour jusqu'au prince, il défendit les violences, et les malheureux réformés obtinrent un instant de répit; mais bientôt, abusé de nouveau par de faux rapports, il laissait les persécutions suivre leur cours, et ces alternatives de sévérité et de clémence furent encore plus funestes aux protestans que ne l'aurait été un système de rigueur franchement maintenu. Passant tour à tour de l'espérance au découragement, ils ne savaient à quel parti se résoudre. Ils épuisaient leurs ressources dans une résistance inutile, et lorsque enfin, à bout de patience, ils ne virent plus que l'émigration pour remède à leurs maux, la plupart, réduits au dernier dénûment, ne pouvaient faire les frais du voyage, ou bien arrivaient en mendians sur la terre étrangère.

Pendant les premières persécutions, favorisées, mais non encore avouées par le gouvernement, Fontaine se fit remarquer par sa fermeté et son adresse à se tirer des mauvais pas où l'entraînait son zèle enthousiaste. Mis en prison pour avoir prêché, bien qu'il n'eût pas encore reçu l'ordination, il se défendit fort bien, railla très agréablement le ministère public, et finit par être acquitté devant le parlement de Bordeaux. On voit par ses *Mémoires* que cette compagnie était en général fort peu disposée à la rigueur contre les réformés et n'obéissait qu'à contre-cœur aux ordres de la cour; mais les ministres inférieurs de la justice voyaient dans la persécution des hérétiques une bonne occasion de les rançonner, et malgré les injonctions très précises du premier président, Jacques Fontaine ne sortit du guichet que débarrassé de tout son argent.

Il se remit à prêcher de plus belle, et comme l'humeur s'aigrit vite dans de pareilles luttes, ce n'était plus par un appel aux lois qu'il voulait défendre sa croyance; le moment était venu, disait-il, de la soutenir à coups de fusil. Heureusement ses exhortations à la guerre civile ne produisirent aucun effet. Les dragons de *mons* de Louvois étaient redoutables et redoutés, et la Saintonge n'a pas, comme les Cévennes, des rochers et des précipices pour lasser et détruire des soldats réguliers dans une guerre d'escarmouches incessantes. D'ail-

leurs tel était alors en France le respect de la nation pour son roi, que beaucoup de protestans zélés, longtemps inébranlables dans leur croyance, se firent scrupule de résister à la volonté du souverain dès qu'il l'eut manifestée. « Plusieurs personnes, dit Fontaine, qui avaient supporté sans broncher les épreuves de la persécution et qui s'étaient laissé dépouiller de tous leurs biens sans succomber à la tentation, y cédèrent à la fin, vaincues par les argumens de faux amis qui leur représentaient que Dieu commande d'honorer les rois et de leur obéir, si bien que c'était manquer à son devoir envers le Seigneur que de refuser obéissance aux décrets monstrueux du roi. C'est ainsi qu'ils devinrent d'idolâtres renégats, et se mirent à adorer ce qu'ils savaient n'être qu'un morceau de pain. »

Parmi cette loyauté et cette timidité générales, Fontaine courait le pays armé jusqu'aux dents et déguisé, prêchant dans les solitudes, gourmandant les indécis, échauffant les braves, et mourant d'envie de rencontrer au coin d'un bois quelques-uns de ces soldats qui faisaient l'*œuvre du démon* en Saintonge. A sa confiance dans le Seigneur, Fontaine joignait, comme Cromwell l'exigeait de ses soldats, quelques précautions temporelles. Il était excellent cavalier; il montait un barbe fin coureur, et dès son enfance il s'était exercé à abattre un blanc en tirant au galop; enfin il connaissait tous les bois, tous les sentiers de la province. « Je savais bien, dit-il, que pas un seul des dragons ne pourrait m'atteindre à la course, et j'étais décidé, s'ils me poursuivaient, à fuir en Parthe. J'aurais attendu que le mieux monté eût dépassé ses camarades pour me retourner et lui casser la tête; puis, piquant des deux, j'aurais rechargé pour en faire de même à un autre. » D'après quelques expressions obscures, peut-être à dessein, je serais porté à croire que cette manœuvre ou quelque autre semblable n'aurait pas été inutile au digne ecclésiastique, et il adresse des louanges au Seigneur pour certaines grâces occultes qu'il en aurait reçues, lesquelles peut-être ont coûté cher aux dragons de Louis le Grand.

Mais avec un barbe et une paire de pistolets on ne fait pas une révolution ni même une révolte. Bientôt, n'ayant plus d'autre ressource que la fuite, il fit marché avec un capitaine anglais qui, pour cent francs par tête, transportait dans son pays les protestans qui voulaient émigrer. De par le roi, la fuite était interdite à ces malheureux, et tandis que les dragons les traquaient dans les bois, des vaisseaux croisaient le long des côtes pour arrêter les fugitifs. Fontaine décrit avec une certaine verve les péripéties de cet embarquement hasardeux. Neuf femmes et deux hommes s'étaient jetés avec lui dans une petite barque qui devait accoster le vaisseau anglais à quelque distance au large. Pour que leur manœuvre ne parût pas suspecte à une frégate française qui croisait le long de la côte, ils passèrent

plusieurs heures à portée de la voix de ce bâtiment, dont le capitaine pouvait avoir envie de les visiter. Les douze protestans étaient couchés au fond de la barque, cachés sous des voiles et des filets de pêche. La nuit et le vent les favorisèrent, et ils purent gagner le vaisseau anglais.

A peine débarqué sur le sol britannique, Fontaine entra chez un boulanger pour acheter du pain. Frappé du bon marché, il emploie aussitôt le peu d'argent qu'il avait apporté à faire une spéculation sur les farines, charge un bâtiment, fait vendre ses farines en France, et malgré les droits de commission et les tours de bâton de ses associés, il réalise un très honnête bénéfice. C'était un assez brillant début pour un pauvre ecclésiastique.

Si Fontaine avait l'instinct du commerce, il croyait que tout n'est pas matière à spéculations, et que l'argent n'est pas le bien le plus désirable en ce monde. Parmi les neuf compagnes de son aventureuse évasion, il y avait une demoiselle Boursiquot qu'il voyait d'un œil fort doux; sous les voiles et les filets où ils avaient passé de longues heures, l'amour leur avait tenu compagnie, et ils avaient échangé une promesse de mariage écrite, engagement autorisé par les lois de ce temps. Cette demoiselle, fort jolie à ce qu'il paraît, attira tout d'abord l'attention d'un Anglais très riche, qui voulut l'épouser. Mlle Boursiquot ne savait pas un mot d'anglais, l'Anglais pas un mot de français; il s'adressa bravement en latin à Fontaine, et le pria de faire la proposition à Mlle Boursiquot, offrant à son interprète une sœur à lui avec une belle dot en dédommagement. Les deux émigrés soutinrent noblement cette épreuve, envoyèrent promener l'Anglais et sa sœur, et se marièrent riches d'amour, mais sans un sou vaillant.

Peu de temps après, nouvelle tentation du malin. Le mariage romanesque de ces deux jeunes gens avait fait une certaine sensation et leur avait procuré des protecteurs. On offrit à Fontaine une prébende de trente livres sterling par an, situation assez bonne alors, même pour tout autre qu'un émigré; mais, pour l'obtenir, il fallait confesser le symbole de l'église d'Angleterre, et Fontaine fut pris de scrupules. « Je ne trouvais rien à redire à la liturgie de cette église, dit-il : je l'avais étudiée à fond, et j'adoptais de grand cœur les trente-neuf articles; mais le gouvernement de l'église et le point capital de l'épiscopat me parurent avoir un peu trop de ressemblance avec le papisme. De plus, j'appris que l'église anglicane persécutait cruellement ses frères calvinistes à cause de cette question de l'épiscopat. On me dit encore que tous les pauvres gens qui, peu de jours avant notre arrivée, avaient été exécutés à cause de la rébellion du duc de Monmouth (et dont les têtes et les membres, exposés aux portes des villes et des carrefours, donnaient le spectacle d'étaux de boucher)

n'étaient coupables d'aucun crime, sinon de professer la croyance des presbytériens. » Il n'en fallut pas davantage pour le décider. Échappé aux dragons, il était prêt à braver les jurés de Jeffreys; il se reconnut aussitôt pour presbytérien et refusa le bénéfice qu'on lui offrait. D'ailleurs Jeffreys, qui en voulait surtout aux presbytériens riches, laissa en repos les pauvres réfugiés français.

Pour vivre et faire vivre sa femme, qui bientôt lui donna un nombre très respectable d'enfans, Fontaine se fit tout à la fois épicier, mercier, chapelier; puis il s'avisa de fabriquer du drap. Telle était alors l'ignorance des arts industriels en Angleterre, que notre brave ministre se fit une petite fortune en inventant ou plutôt en important un procédé très grossier pour débarrasser le drap des longs poils qui restent à sa surface après le tissage. Aujourd'hui on connaît vingt machines plus ingénieuses les unes que les autres pour tondre les draps. Fontaine brûlait tout bonnement les longs poils avec une torche de paille dont la flamme passait assez rapidement pour ne pas roussir l'étoffe. Il avait tout d'abord trouvé le tour de main qu'il fallait pour réussir dans cette opération délicate. Pour le temps, c'était une découverte assez importante, qui naturalisait une industrie en Angleterre. On sait que ce n'est pas la seule qu'elle ait gagnée à la révocation de l'édit de Nantes.

La révolution de 1688, en émancipant les presbytériens, rendit Fontaine à ses travaux spirituels, sans pourtant l'arracher entièrement à ses spéculations industrielles et commerciales. Nommé ministre d'une communauté de réfugiés établis à Dublin, il ne tarda pas à se brouiller avec ses ouailles, qu'il paraît avoir menées un peu militairement. Il les quitta pour aller prêcher l'Évangile et fonder un établissement de pêcheries dans le nord de l'Irlande, en pays de catholiques ou plutôt de sauvages. Là avec sa femme, ses enfans et quelques domestiques, la plupart français, il pêchait et prêchait, toujours sur le qui-vive, au milieu de paysans qui le haïssaient doublement en sa qualité d'étranger et d'hérétique. Le gouvernement anglais favorisait autant qu'il lui était possible alors ces établissemens dans la partie septentrionale de l'Irlande; c'étaient comme autant de petites colonies protestantes intéressées à y maintenir l'autorité du nouveau prince. Fontaine, ayant remarqué que la baie où il avait fixé sa demeure recevait d'assez fréquentes visites des corsaires français, s'adressa au duc d'Ormond, lord-lieutenant d'Irlande, et lui proposa d'élever un fort qui défendrait ses pêcheries et toute la baie. Surpris de voir un ministre disserter doctement sur l'art de la guerre, le duc lui répondit un peu sèchement : « Priez Dieu pour nous, monsieur; nous saurons bien vous défendre. » Fontaine se mordit les lèvres, et rempocha son projet de fort; mais quelques mois plus tard il écrivait au duc : « Milord, je me suis acquitté fidèlement

de mon devoir de prier pour vous; mais votre grâce a oublié sa promesse, car elle ne m'a pas défendu, et il a bien fallu que j'en prisse le soin moi-même. » Un corsaire français avait débarqué auprès des pêcheries et avait voulu piller la maison de Fontaine : il avait trouvé à qui parler. Le brave ministre n'avait que deux ou trois domestiques en état de combattre; mais sa maison était un arsenal. Mme Fontaine et les enfans chargeaient les fusils, et le saint homme canardait vigoureusement les corsaires, qui, désespérant d'en venir à bout, furent obligés de lever le siége après huit heures de combat. Ils laissaient trois morts sur la place et emportaient bon nombre de blessés. Pendant cette bataille, deux cents paysans irlandais, rassemblés en amateurs sur les falaises voisines, regardaient tranquillement les prouesses de leur pasteur et jugeaient les coups.

Ce siége si galamment soutenu fit grand bruit en Irlande et attira les faveurs du gouvernement sur l'émigré français qui payait de son sang sa dette d'hospitalité. Le duc d'Ormond adopta les idées de Fontaine et fit bâtir un fort auprès de ses pêcheries; mais ces précautions ne firent qu'irriter les corsaires. Bien servis par leurs espions irlandais catholiques, ils surprirent la petite garnison et s'emparèrent du fort sans coup férir. La maison du pasteur se défendit mieux, mais comment résister au nombre? Après avoir épuisé ses munitions, grièvement blessé et entouré de flammes, Fontaine capitula avec les pirates et ouvrit ses portes. Ils le traitèrent fort mal, et il put dire avec Cicéron : *Beneficium latronis non occidere.* Durement rançonné, pillé et incendié, Fontaine déjà vieux paraît avoir renoncé dès lors aux aventures. Il termine ses *Mémoires* domicilié à Dublin, où il subsistait d'une pension du gouvernement. Ses fils étaient établis. Un d'eux, qui avait servi comme officier dans l'armée de milord Peterborough, en Catalogne, alla s'établir en Amérique, emportant une copie des *Mémoires* dont nous venons de rendre compte. C'est celle qui vient d'être publiée à New-York, traduite, je crois, par une des petites-nièces de l'auteur.

Le reste du volume contient le journal assez insignifiant du fils de Fontaine qui passa en Amérique, et quelques lettres de différens membres de sa famille qui paraissent avoir oublié assez vite leur origine française. On remarque une lettre d'un colonel William Fontaine, de l'armée de Washington, qui vient de voir les troupes de lord Cornwallis, prisonnières de guerre, défiler devant les milices américaines et leurs auxiliaires français. « Croyez, dit-il à son correspondant, que ces derniers ne ressemblent pas du tout à ces mangeurs de grenouilles et de mauvais légumes dont on nous apprenait à nous moquer. Je n'ai jamais vu de plus belles troupes. »

PROSPER MÉRIMÉE.

DE

LA PERSPECTIVE AÉRIENNE

Τηλοθεν, ἐκ Σολυμων ὀρεων.
De loin, de dessus les montagnes de Solyme.
HOMÈRE.

La perspective proprement dite est une science tout à fait mathématique, qui n'admet aucune contradiction, qui n'a rien à voir avec la *folle du logis*, l'imagination, et dont les démonstrations, on pourrait même dire les axiomes, n'ont jamais soulevé aucune réclamation ni rencontré aucune dissidence d'opinions. Ainsi un objet rapproché de nous *paraît plus gros* en proportion de sa proximité. Une maison voisine nous cache un grand édifice plus éloigné. La lune, qui n'est en diamètre que le tiers ou le quart de la terre, nous cache, dans les éclipses, le soleil entier, qui est cent douze fois plus étendu dans chaque dimension que notre terre, parce que la lune est quatre cents fois plus près de nous que le soleil, et compense par son voisinage ce qui lui manque en grosseur.

C'est encore un effet de perspective qui nous fait croire que les arbres d'une longue avenue vont en se rapprochant à mesure qu'ils sont plus loin du promeneur. Lorsque du sommet des Alpes, des Pyrénées ou des montagnes de la France centrale, on aperçoit des troupeaux de bœufs sur les versans éloignés, on peut à peine se figurer, à cause de leur petitesse apparente, que ce soient même des troupeaux de moutons. A cette distance, les hautes forêts de sapins se confondent avec les humbles pâturages qui s'étendent à leurs pieds, et les aigles qui planent entre ces hautes cimes semblent à peine égaler en grosseur nos pigeons ou nos hirondelles domestiques.

Ainsi donc tout le monde est d'accord que, dans un paysage, dans un tableau, un buisson vu de près doit être représenté de la même grandeur qu'un arbre éloigné, qu'un chien trois fois plus éloigné qu'un chat doit être de même dimension sur la toile que son confrère en domesticité, enfin qu'un canal vu de face, pour paraître d'une largeur uniforme, doit être dessiné bien plus étroit vers le fond du paysage que sur le premier plan.

Ce n'est pas qu'on ne trouve encore quelques tableaux ou dessins dont les auteurs ont violé sans aucun scrupule toutes ces règles mathématiques. C'est surtout dans le raccourci des membres du corps vus de face ou de profil, ou entre les deux positions, que se commettent les plus grandes fautes contre la perspective. L'histoire de la peinture cite le Corrége comme un des plus habiles, des plus heureux et des plus hardis *metteurs en œuvre* des ressources de la perspective pour grouper et *faire fuir* des figures représentées dans des poses exceptionnelles.

Le présent sujet n'est-il pas un peu trop sérieux pour permettre de citer une requête de Piron à « MM. les dessinateurs, graveurs, peintres, décorateurs, etc.? » Il les supplie très humblement, quand un bœuf et un mouton sont tout près l'un de l'autre, de vouloir bien faire le mouton plus petit que le bœuf, et de même, quand un coq est dans une basse cour, d'avoir la charité de ne pas faire la tête du coq dépassant le faîte de la maison, de ne pas faire des oiseaux arrivant à leur nid dix ou douze fois plus gros que le nid qui doit les recevoir, enfin mille autres prescriptions du sens commun oubliées par les artistes presque autant que par les autres hommes.

Tout le monde connaît ces cadres garnis de fils tendus de droite à gauche et de haut en bas, et formant comme un treillis de carreaux à jour, au travers desquels les artistes regardent quelquefois les paysages, les groupes ou les modèles, mais surtout les objets compliqués qu'ils veulent reproduire. Le tableau étant divisé en autant de compartimens que le cadre placé entre l'artiste et les objets qu'il veut dessiner, la place et la grandeur relative de tous ces objets se trouvent marquées d'avance et ne laissent rien à faire à l'estime souvent trompeuse des sens.

Rien encore de mieux que les épreuves photographiques pour la perspective rigoureuse, du moins quand le tableau est à une distance suffisante; et puisque l'occasion s'en présente, je dirai à tous ceux qui font poser un être humain pour le photographier sur plaque daguerrienne, sur papier, sur verre gélatiné, collodionné ou autrement, que leur usage général de mettre le nez du modèle en saillie, la recommandation qu'ils font à celui-ci de regarder la boîte de l'instrument, produisent naturellement une proximité plus grande du nez, et par suite une exagération peu agréable de ses dimensions. Un honnête bourgeois, pourvu du reste d'un nez très proéminent, d'un front bas, de joues minces et fuyantes, semble, suivant l'expression d'un auteur ancien, n'être que l'*accessoire* de son nez.

Les personnes qui peignent le paysage se servent quelquefois de grosses boules de verre étamées en dedans au mercure et au bismuth, comme ces espèces de grosses perles représentant des fruits mêlés aux fleurs artificielles des bouquets qui se vendent devant l'église de Saint-Étienne-du-Mont, aux jours de la fête de Sainte-Geneviève. Les maisons, les arbres, les nuages, le bleu du ciel s'y mirent et s'y reflètent en petit de manière à désespérer l'art le plus raffiné. Quand assis auprès d'un pareil globe, à une fenêtre donnant sur un des boulevards de Paris ou sur le tournant d'une grande rue bien fréquentée, on contemple le tableau mobile et fidèle de cette foule active d'hommes, de voitures, de chevaux qui s'y peignent aussi fidèlement que passagèrement, on a peine à détacher les yeux de ce tableau animé qui par-

ticipe de la vie, qui fait le charme principal des représentations théâtrales: eh bien! si de près on y cherche sa propre figure, le nez en occupe la moitié, les parties voisines sont démesurément rapetissées, tandis que les épaules et les bras sont eux-mêmes peu en rapport avec la tête. Ainsi, là comme devant la boîte daguerrienne, *il ne faut pas que le nez avance plus que le front;* autrement, gare la perspective et le *défigurement!* Mais en faisant prendre au modèle une pose où le front et le nez soient à la même distance de l'appareil photographique, ces deux parties sont en vraie grandeur, les yeux ne sont pas rapetissés, pas plus que les joues; la bouche et le menton sont devenus un peu plus délicats que dans la nature, et en y joignant l'attention de ne pas poser les mains en avant pour ne pas leur donner une énorme dimension, on aura tout ce que l'on peut faire de mieux avec la photographie, d'après les lois de la perspective. Cependant, je le déclare, tant que l'on s'obstinera à produire de près, comme on le fait, les portraits daguerriens, on aura toujours des images sensiblement déformées : l'optique et la logique infaillible de la perspective ne peuvent être en défaut. Je vais faire se récrier toute la classe des photographes en affirmant qu'il n'y a de fidèle portrait que celui qui est pris ou qui serait pris à dix mètres du modèle; mais qu'y faire? c'est la vérité, la vérité mathématique, *incontredisable.*

Les boules convexes étamées dont nous venons de parler reproduisent le paysage avec tout son éclat naturel, toutes ses couleurs, tout son orgueil de riches teintes de bleu, de vert, de blanc, de jaune pâle, pour le ciel, les arbres, les nuages, le sol. Les dessinateurs qui ne veulent reproduire les objets que par le blanc et le noir emploient, au lieu de miroirs étamés, un miroir de même forme, mais taillé dans un verre noir qui détruit la couleur des objets et les ramène en partie à la lumière et à l'ombre. On fait cas surtout des miroirs d'obsidienne, espèce de verre d'un brun noirâtre que la nature produit dans ses fourneaux volcaniques et notamment en Islande, et qui rendent le paysage, comme nous l'avons dit, blanc et noir, sans laisser subsister les couleurs primitives des objets. Dans toutes ces représentations, on recherche la fidélité de la perspective, et le dessinateur qui les reproduit ne fait que les copier sans avoir besoin de se rappeler, ou sans avoir même jamais appris les règles de la perspective ordinaire, désignée encore sous le nom de perspective linéaire.

La perspective aérienne est bien autre chose. Il n'est point de peintre qui ne vous dise qu'entre une figure et un fond même très rapproché il y a *perspective aérienne,* que c'est d'après cette perspective que la figure se détache du fond qu'elle touche presque, et que si la perspective linéaire est impuissante à montrer une différence entre un objet et un fond très voisin, il y a cependant entre eux *de l'air,* qui fait que l'objet est saillant et ne se confond pas avec le mur sur lequel il est presque collé.

Il y a *de l'air!* à la bonne heure; mais il y en a peu. Les physiciens, et M. Arago en tête, qui ont *mesuré* que 100 ou 200 mètres d'air (à moins qu'on ne soit dans un temps de brouillard) n'éteignent pas sensiblement les rayons de lumière, ont de la peine à attribuer quelque effet à 1 mètre, un 1/2 mètre d'air, ou même moins encore. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait là aucun effet produit. La saillie de la figure sur le fond est indubitable, mais l'air n'y est pour rien. Dans le vide de la machine pneumatique, comme au fond d'une eau

bien transparente, en un mot là où il n'y a point d'air, les effets attribués à l'air dans la perspective dite aérienne s'observent tout à fait de la même manière que dans l'air libre et pur.

Avant d'aller plus loin, remarquons que toutes les parties de nos connaissances qui s'appuient sur la double base de deux sciences différentes sont toujours celles qui sont en retard. Chaque esprit d'un ordre supérieur s'attache à une branche bien définie et la fait avancer. Rarement deux branches sont assez bien connues d'un même individu pour que les notions de l'une servent à l'avancement de l'autre. C'est principalement pourtant à de telles alliances que sont dus les progrès des arts de nos jours. La mécanique, en empruntant à la physique la force élastique de la vapeur, a fait les locomotives; en lui empruntant l'électricité, elle a fait les télégraphes électriques. Quels emprunts l'art de guérir n'a-t-il pas faits à la chimie dans les médicamens, sans compter les agens qui suppriment la douleur! Il y a plus de quatre cents ans aujourd'hui que l'art de la guerre a amené sur les champs de bataille un agent physico-chimique explosif, tandis que cette semaine même les grands sceaux de l'état pour le règne de Napoléon III, avec l'aigle et les attributs les plus délicats, ont été faits de toutes pièces par la galvanoplastie électrique, qui a formé avec un bain liquide les plaques solides de cuivre et d'argent qui portent ces empreintes artistiques corrigées et recorrigées plusieurs fois.

C'est donc au nom de l'optique, bien plus qu'au nom des arts du dessin, que nous nous hasarderons à donner une théorie des effets artistiques très réels que l'on attribue à la cause très imaginaire de l'interposition de l'air, dite perspective aérienne. Mais n'y a-t-il donc pas de véritable perspective aérienne? C'est une question que nous n'avons fait qu'indiquer en parlant du stéréoscope (1); nous voudrions nous y arrêter aujourd'hui.

Lorsque du sommet d'une éminence on regarde une chaîne d'autres hauteurs fort éloignées de celle où l'observateur est placé, l'imparfaite transparence de l'air, qui est bleu, éteint toute autre couleur envoyée par les objets distans, et ces sommets lointains sont fortement *bleuis* par l'interposition de l'air. C'est surtout sous le beau ciel de Naples ou sous celui de Rome, qui n'a point d'égal au monde pour la perfection des observations astronomiques, que les lointains deviennent très bleus, comme l'atmosphère elle-même. Lorsque les conquêtes d'Italie eurent amené à Paris les tableaux de Raphaël, on s'étonnait de l'azur intense de ses ciels, et avec la confiance qu'inspire une longue habitude de sa propre infaillibilité, plus d'un maître de l'art français inclinait plutôt à douter du bleu du ciel d'Italie qu'à douter de l'universalité de la teinte bleu-pâle du ciel de Paris. Mais redisons ici que si plusieurs kilomètres d'air interposé donnent une partie de leur teinte aux rayons qui les traversent, quelques dizaines de mètres ne font absolument aucun effet. Dans plusieurs des tableaux de Claude Lorrain, dans plusieurs des fabriques dont le Poussin a enrichi ses compositions, on voit des effets de vraie perspective aérienne pour les lointains, mais jamais rien de pareil pour les objets rapprochés du premier plan.

(1) Voyez la livraison du 15 juillet.

Au sommet des montagnes, au-dessus de l'humidité qui, mêlée à l'air, pâlit de sa teinte blanche le bleu foncé de l'air pur, ce bleu atteint une intensité considérable. De Saussure, M. de Humboldt et M. Arago ont construit des appareils optiques donnant des bleus gradués et qui peuvent servir à mesurer la force de la teinte de l'air en chaque contrée, en chaque saison et pour toutes les hauteurs de montagnes. On connaît cette boutade poétique de lord Byron qui voulait employer le cyanomètre de M. de Humboldt à mesurer la teinte d'une lady *bas-bleu!*

Lorsque, dans les pâturages alpestres de la Suisse, un ours vient inquiéter les troupeaux, le taureau qui est à leur tête se met à la recherche de l'ours, et souvent il réussit à le pousser contre la paroi escarpée d'un roc. Alors, faisant effort de ses pieds qu'il arcboute et de son corps qui pèse sur l'ours, il l'étouffe entre le rocher et lui; mais il ne quitte point la partie après la mort de son adversaire, il le tient plusieurs jours pressé contre le mur naturel, il l'écrase à la lettre et le réduit à la forme d'une planche sans saillie. Il s'acharne tellement à jouir de son triomphe, qu'on est obligé d'aller le chercher et de l'arracher de sa position. Or un artiste de mes amis, grand partisan de la perspective aérienne comprise à l'ordinaire, avait peint cette scène pastorale au naturel. Le taureau, l'ours aplati et le rocher semblaient ne faire qu'un seul corps. Eh bien! lui dis-je, voilà qui est très beau! mais j'espère que vous ne prétendrez pas qu'il *y ait de l'air* entre vos personnages et le fond auquel ils sont presque incorporés! — Certes, il y en a, — fut sa réponse. Il m'est du reste arrivé plus d'une fois de traiter cette question bien moins paisiblement avec des paysagistes montagnards ou des peintres au milieu de leurs chevalets. Alors la dissidence théorique de nos opinions arrivait jusqu'à une violente dispute, et la pleine conviction de chacun dans sa manière de voir se traduisait, de part et d'autre, non-seulement par une obstination invincible à persister dans sa théorie, mais encore par une intolérance offensive qui ne voulait pas permettre à un antagoniste de persévérer dans une opinion différente.

Posons les faits et voyons l'explication qu'on en peut donner; ensuite nous établirons les règles qu'on en doit tirer pour les divers cas qui peuvent se présenter dans chaque espèce de composition.

Évidemment nous distinguons parfaitement un objet sur un fond même très rapproché : un serpent qui rampe montant sur une roche en pente, un tableau attaché à un mur, une mouche sur un papier blanc. Or je dis que pour distinguer, pour faire la différence de ces objets, il n'est point besoin de faire intervenir la présence de l'air. L'organe seul de la vue suffit pour cela.

En effet, quand deux objets sont l'un à côté de l'autre, on les aperçoit du même coup d'œil tous les deux également bien; l'organe qui s'adapte tacitement à la distance de ces objets, les deux yeux qui se fixent vers le même point, — tout étant le même pour l'un et pour l'autre objet, — nous font sentir qu'ils sont à la même distance. Mais pour peu que l'un des deux objets soit plus éloigné, l'œil sera obligé de subir la modification habituelle pour passer de la vision d'un objet à celle d'un autre objet plus voisin ou plus éloigné; nous aurons ainsi le sentiment de la différence de la distance. Bien plus, si l'on fixe son attention sur un des objets, ce qui fera que l'œil s'ajustera pour le voir au mieux, l'autre objet, qui est à une autre distance, semblera confus,

parce que l'œil ou les yeux ne seront pas ajustés convenablement pour lui, et cette confusion fera sentir la différence de distance. Tout écrivain qui tient une plume à la main peut faire l'expérience que voici. Tenez le bec de votre plume entre le papier qui porte l'écriture et votre œil, à peu près à moitié de la distance. Vous expérimenterez le plus simplement du monde que quand votre regard et votre attention se portent sur la plume, l'écriture paraît confuse et ne se lit pas, tandis que si l'on veut lire l'écriture sur le papier, la pointe de la plume paraît confuse et émoussée.

Si donc un objet est placé devant un autre qui lui serve de fond, quelque petite que soit leur distance (à moins qu'ils ne soient tous les deux hors de la bonne portée de la vue), répétons que ces deux objets ne se peindront pas dans nos yeux avec la même netteté, et qu'il y aura une différence entre la sensation de l'un et de l'autre, différence de sensation qui nous les fera tout naturellement *distinguer* sans avoir recours à l'idée de l'air interposé. Cette idée de l'air interposé doit donc se traduire dans le langage précis de la science par l'idée d'une différence de distance accusée par une différence d'impression sur l'organe. On sera donc averti très simplement que l'objet est plus près que le fond, et par suite il se *détachera* de ce fond. De plus, si l'objet est isolé, les parties les plus éloignées seront distinctes des plus voisines. Elles *fuiront*, elles *tourneront*, suivant des expressions consacrées; le corps prendra du relief, l'organe sentira la nature dans tous ses détails. A la distance où l'on écrit, il ne faut pas avoir une vue exceptionnellement bonne pour distinguer une feuille de papier posée sur une autre, même du côté où aucune ombre, aucune différence de teinte n'est observable.

Par quels termes rendre plus claire cette théorie? L'œil, par le plus ou moins de netteté, perçoit les distances et les juge, comme le tact les fait sentir au moyen du bras qui s'allonge plus ou moins pour obtenir la sensation d'un objet plus ou moins voisin. Une fois la perception de la distance admise, on fera la différence entre l'objet et le fond sur lequel il est projeté. Cet objet saillira donc en avant de ce fond; rien ne semble plus clair. En un mot, l'expression des artistes : il y a *de l'air* entre l'objet et le fond, quelque rapproché qu'il soit, doit s'entendre par cette autre expression logique : il y a de *la distance* entre l'objet et le fond. Voyons maintenant les applications de ces principes d'optique.

1° Une miniature est placée devant nous à la distance la plus convenable. Nous la voyons des deux yeux, nous distinguons tout le fini de la peinture. Tout le monde sentira qu'il y a là une grande invraisemblance, puisque tous les points de la peinture sont à la même distance de l'œil ou des yeux, et que pour représenter quelque chose de naturel, ces distances devraient différer. Que fait l'artiste pour sauver cet inévitable inconvénient? Il ombre les parties fuyantes; il fait, par une diminution de lumière, que l'œil perçoive moins bien ces parties fuyantes, comme il les aurait en effet moins bien perçues à cause de la confusion due à la distance. Seulement, ce n'est pas tout à fait la même chose. Ce qui dans la nature aurait paru confus, mais clair, est rendu dans la miniature par une ombre qui diminue la perception sans produire la confusion, puisque tout est à la même distance de l'œil. Il y a enfin pour la miniature une autre invraisemblance, c'est que les deux yeux ne devraient pas voir exactement les mêmes parties de la figure, que l'œil droit pénètre

plus du côté gauche de la figure et l'œil gauche du côté droit : d'où ce principe qu'il faut être borgne pour bien voir une miniature. Pourtant, tel passionné amateur qu'on soit d'une belle miniature de Fragonard, on se contente de fermer un œil.

2° Passons à un tableau vu à petite distance, comme un portrait, un tableau de chevalet, ne comprenant qu'un seul plan. Le même artifice et la même invraisemblance y subsisteront, quoique avec moins d'inconvéniens, à cause de la distance plus grande que celle où l'on voit la miniature. Ainsi les fuyans dont la sensation est moins nette seront rendus par les ombres, qui diminuent aussi, *mais autrement*, la sensation. Les parties antérieures du tableau devront être touchées confusément, mais très claires; confusément, parce que l'œil, en se fixant sur la partie principale du tableau, ne doit point percevoir nettement les parties antérieures qui sont trop près de lui, et cependant ces parties, par cela seul qu'elles sont plus voisines de l'œil, doivent être tout à fait claires. Le plan principal du tableau doit être bien éclairé et peint avec une extrême netteté, puisque l'œil est censé s'y arrêter et le discerner au mieux. Enfin, ce qui fera le fond du tableau sera peint un peu obscur et surtout un peu confus, à peu près comme le devant, mais cependant un peu moins, à cause de la distance qui varie comparativement moins; car, par exemple, la variation d'un mètre sur une distance de trois mètres, qui sera, je suppose, la distance des objets antérieurs du tableau au spectateur, sera bien plus considérable que la même variation d'un mètre sur la distance des objets du fond du tableau, supposés à dix mètres du spectateur. Dans le premier cas, la variation est de un mètre pour trois, c'est-à-dire un tiers, et dans le second cas, c'est un mètre pour dix, ou un dixième.

3° Portons nos yeux sur un beau paysage de Berghem avec des objets antérieurs comme repoussoirs, avec un plan principal au-delà de ces premiers objets, enfin avec un fond terminé par un horizon lointain. Nous y reconnaîtrons l'application de notre théorie tout entière.

Les objets situés en avant, les repoussoirs mal vus par l'œil, qui doit être censé fixé sur le plan principal du tableau, sont peints *confus*, et de plus, clairs et grands, car ils sont vus de près. Les objets du plan principal du tableau sont moyennement éclairés, mais surtout ils sont reproduits très nettement, puisqu'ils sont à la vraie portée de l'œil. Plus loin, la confusion recommence, puisque l'œil, qui s'est ajusté pour la perception des objets du plan principal, ne l'est pas pour ces objets plus lointains. De plus, ils seront moins clairs et rapetissés par la position. Enfin les grands lointains du fond seront bleuis fortement par la distance, si le ciel est pur; et s'il est vaporeux, ces lointains seront éteints dans un gris blanchâtre qui laissera voir l'air interposé, en pâlissant les objets situés derrière cette partie d'atmosphère nébuleuse ou brumeuse.

Remarquons que, relativement aux objets qui sont au-delà du plan principal, plusieurs peintres ont pris le rapetissement sensible qui commence alors pour une plus grande netteté, et qu'au lieu de peindre là les objets un peu diminués, un peu moins brillans, et beaucoup moins distincts, ils les ont faits distincts et petits plutôt que de les faire seulement amoindris en dimensions.

Tels sont les principes d'optique applicables en général à la composition artistique. Ils ne sont nullement l'art, mais l'art ne peut pas les heurter sans s'écarter de la nature. Aller contre ces principes, c'est faire quelque chose de

mauvais, mais la stricte observance des lois de la perspective ne constituerait pas à elle seule une bonne peinture, comme en littérature un écrivain qui ne fait pas de faute de langue n'est pas pour cela un écrivain de génie.

Examinons cependant quelques cas remarquables, quelques *tours de force* à grand effet, et surtout à effet *du premier moment*.

1° Une figure bien caractérisée est éclairée par une lumière artificielle, par un jour tombant d'une ouverture unique, comme dans quelques têtes ou tableaux de l'école espagnole. L'effet est prodigieux, mais le bizarre n'est pas le beau, encore moins le grandiose.

2° Dans presque tous les tableaux de Rembrandt, dans les belles gravures anglaises qui les premières furent apportées sur le continent, la partie principale seule du tableau où l'on veut appeler l'attention du spectateur est en plein jour. Tout le reste est sacrifié par des ombres qui sont loin d'être légitimées par aucun accident de lumière. Le premier effet est magique. L'œil, qui, en se fixant sur la scène principale, n'aurait pas fait attention au reste, est ici servi à souhait, puisque les parties accessoires sont éteintes outre mesure; mais dès que l'attention se porte à côté de la scène principale, l'œil y reconnaît tout de suite un contre-sens effroyable, et le premier effet magique fait place au plus faux de tous les effets.

3° Et pour conclusion :

Une école hardie, déterminée à faire de l'art à tout prix, même aux dépens de la nature, admet en principe, comme dans les exemples précédens, qu'il ne faut montrer à l'œil que ce qu'on veut qu'il voie, dût-il en résulter les effets les plus bizarres. Dans ce système, on ne peint, pour ainsi dire, que ce qui doit produire l'effet artistique cherché. Nous avons en littérature une école tout à fait semblable, qui, passant sous silence toutes les transitions naturelles d'un sujet, tous les remplissages qu'exigeait l'école d'Homère, de Virgile, de Racine et même de Châteaubriand, ne traite de chaque sujet que les parties en relation avec le but qu'elle a en vue. On ne peut nier que souvent on n'obtienne ainsi des effets étonnans. Cela revient à peu près à ne réciter dans une tragédie de Racine que les morceaux transcendans. Mais dans un ouvrage de longue haleine, ce *trop épicé* résultant du rapprochement de tout ce que le sujet peut offrir de saillant fatigue le goût à la longue, comme tout ce qui n'est pas naturel. Trop de beautés accumulées se nuisent réciproquement. L'admiration est de toutes les sensations celle qui fatigue le plus vite celui de qui on l'exige; tout le monde sait que les romans écrits en feuilletons et dont chaque partie doit être en soi-même un petit tout dramatique perdent beaucoup à une lecture suivie. Ce n'est donc pas une voie tout à fait sûre que de faire de l'effet dans une œuvre artistique ou littéraire en supprimant tout ce qui ne peut concourir directement et immédiatement au but principal. Il semble qu'il y ait pour les artistes de cette école, outre la perspective linéaire et la perspective dite aérienne, une troisième perspective, la perspective de l'imagination. Là-dessus il y aurait bien des choses à dire ou à répéter. Je les abandonne volontiers à de plus compétens que mo i, carle propre des sciences exactes, c'est précisément de ne s'attacher qu'aux vérités placées hors du domaine de l'imagination.

BABINET, de l'Institut.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 août 1853.

On est si fort accoutumé à voir sans cesse de nouvelles péripéties sortir de l'affaire d'Orient, que malgré tout il semble toujours subsister quelque doute sur le dénoûment réel de cette crise. Au moment même où la diplomatie touche péniblement à son but, on en est peut-être encore à se demander si c'est bien cette fois la vraie, la bonne solution. Ce n'est pas même, bien entendu, de la solution définitive qu'on se préoccupe beaucoup : celle-là, il faut la recommander à Dieu et au temps, ces deux grands maîtres des choses humaines; elle viendra quand elle pourra et dans la mesure de ce qu'on aura fait pour la préparer, pour la rendre bonne ou mauvaise; — non, c'est à la solution du moment qu'il s'attache une sorte de doute inquiet, à la plus urgente, à celle qui peut conjurer aujourd'hui une conflagration universelle et gigantesque. C'est au point de vue de cette solution actuelle qu'il semble toujours que rien n'est fait tant qu'il reste quelque chose à faire. Tant que quelque acte patent et décisif ne vient point montrer les difficultés aplanies, le fatal génie des conflits désarmé, les relations de la Russie et de la Porte replacées dans leurs conditions normales, on croit à la paix sans doute, mais on y croit sans trop d'illusions peut-être, avec un reste de méfiance et un sentiment d'attente pour ainsi dire. Si la conférence de Vienne, représentant une sorte de haute médiation de l'Europe, s'arrête aux termes d'un arrangement qui concilie tout, on attend impatiemment l'acceptation des gouvernemens intéressés; si l'adhésion de la Russie est connue, on attend encore ce qui viendra de Constantinople; si enfin on est d'accord sur le fond des choses, sur ce qui faisait le principe même de la querelle, l'impatience publique se rejette vers quelque autre point resté douteux, par exemple la manière dont l'armée russe évacuera les principautés du Danube. L'opinion européenne assiste ainsi à l'apaisement de ce triste différend en parcourant l'échelle de toutes les impressions. C'est le plus sensible témoignage de l'importance de cette question orientale, qui est venue peser comme un cauchemar sur l'Oc-

cident, et c'est aussi l'effet de l'ébranlement imprimé à l'esprit public en ces quelques mois, durant lesquels la situation du monde est restée à la merci des incidens et des prétentions de la politique russe. On ne se remet pas si promptement d'une telle secousse, au point de s'endormir en toute sécurité au premier symptôme favorable : il faut que les dernières obscurités de cette question s'évanouissent.

Une des plus récentes lumières jetées sur la crise soulevée en Orient est la discussion qui a eu lieu dans le parlement anglais à la fin de la session. Ce n'est pas que la conversation engagée dans le parlement britannique ait été un véritable débat, ni même qu'ell ait révélé rien de nouveau ou de particulier; c'est plutôt une explication donnée par lord John Russell, un simple résumé de l'état de la question au moment où il parlait. En traçant une sorte de généalogie de la dernière crise orientale et des négociations qui ont abouti à la note de Vienne, lord John Russell semble avoir eu pour but de constater plusieurs points principaux, — d'abord que ces complications étaient en voie d'arrangement pacifique, en outre que l'Angleterre et la France n'avaient cessé et ne cessaient d'avoir une même politique au sujet de l'Orient, et enfin qu'on ne souscrirait à aucun arrangement qui n'impliquerait pas ou ne mentionnerait pas l'évacuation des principautés moldo-valaques par les troupes russes. Depuis, le gouvernement français a fait connaître que la note de Vienne, qui avait déjà reçu l'adhésion de la Russie, était également acceptée par la Porte, sauf quelques modifications peu importantes. Or maintenant, quelle est au fond cette note de Vienne, et quelles sont les modifications demandées par le divan? Rien n'est connu encore avec précision, on le conçoit. Il semble cependant que la note préparée à Vienne porte, de la part de la Turquie, un témoignage de considération pour les réclamations adressées par le prince Menchikof et pour l'intérêt exprimé par le tsar en faveur des chrétiens grecs. La Porte assurerait un caractère de perpétuité aux droits et immunités de l'église grecque; elle se déclarerait toujours prête à observer les traités de Kaïnardgi et d'Andrinople, et garantirait aux chrétiens grecs le bénéfice des avantages ou priviléges qui pourraient être accordés aux autres communions chrétiennes; elle confirmerait de nouveau les derniers firmans relatifs aux lieux-saints, et s'engagerait à donner des ordres pour la construction de l'église, du couvent et de l'hospice russes à Jérusalem. D'un autre côté, la Porte réclamerait, dit-on, qu'il fût bien spécifié que les traités de Kaïnardgi et d'Andrinople ne doivent être entendus que d'une manière générale, sans impliquer en aucun cas un droit particulier de protection pour la Russie, et que les chrétiens grecs, dans leur assimilation avec les autres communions, ne peuvent revendiquer d'autres bénéfices que ceux dont jouiraient les chrétiens sujets ottomans, et non ceux qui résulteraient de capitulations existantes en faveur de chrétiens sujets étrangers. C'est la version qui s'accrédite aujourd'hui, et qui ne peut manquer de recevoir de prochains éclaircircissemens. Voilà donc où en est venue cette question compliquée : les notes diplomatiques courent les routes de l'Europe, la Russie a accepté définitivement le projet élaboré à Vienne, la Porte ottomane accepte ce projet avec quelques modifications de rédaction, le continent attend le dernier mot de toute cette crise; dans l'ensemble, la

pensée d'un arrangement pacifique a évidemment prévalu, ne laissant place qu'à des discussions de détails qui peuvent bien tenir encore en suspens, mais qui ne semblent pas faites pour changer le dénouement. Dans l'un des plateaux de la balance on a mis la paix, dans l'autre tous ces élémens confus qui composent la question orientale; c'est la paix qui l'emporte. C'est une victoire sans doute, et on n'a point tort d'en faire honneur à la modération des gouvernemens. Il ne faut point cependant s'y méprendre : ce n'est point dans la manière de régler l'affaire d'Orient que consiste cette victoire, c'est dans le maintien de la paix, — la paix étant aujourd'hui une condition presque indispensable d'existence pour les sociétés occidentales. Une fois de plus l'Europe est parvenue à empêcher la guerre de venir trancher les différends qui l'agitent et de l'emporter dans un tourbillon où on ne sait plus quel gouvernement resterait debout, quelle société soutiendrait victorieusement le choc. Quant à la question en elle-même, il n'est point douteux que la Russie ait atteint plus qu'à demi son but. Il faudrait une singulière puissance d'illusion pour imaginer que la Russie a pu voir une défaite pour elle dans la note soumise à son acceptation. Elle a accepté cette note, parce que si elle ne lui donnait pas pour le moment d'une manière absolue ce qu'elle demandait, elle le lui donnait à coup sûr en partie, et dans tous les cas laissait sa politique intacte pour l'avenir. Or c'est cette politique qui est la grande affaire; les derniers incidens ne sont qu'un symptôme.

Si on observe les effets de cette crise, qui est aujourd'hui sur le point de se dénouer pacifiquement, il est facile d'en apercevoir quelques-uns, — les plus saillans. Les complications survenues en Orient ont eu d'abord pour résultat de rapprocher l'Angleterre et la France, et de confondre leur action en les montrant associées dans une même pensée de préservation. Non-seulement elles ont rapproché l'Angleterre et la France, elles ont encore fini par contraindre les quatre principaux cabinets du continent à s'unir pour faire face à la Russie, pour sauvegarder un grand intérêt européen sans se départir de cet autre intérêt non moins grave, — la paix générale, — qui a pris facilement la première place. Ne serait-ce point aujourd'hui pour tous les gouvernemens une œuvre intelligente et prévoyante d'accepter cette situation nouvelle comme le point de départ d'une politique commune à l'égard de l'Orient? La paix qui se conclut au lendemain des difficultés de ces derniers mois servirait de peu, si elle ne servait pas à éclairer l'Europe sur les intérêts de prépondérance ou même de simple sécurité, si l'on veut, qui se trouvent engagés dans les conflits périodiques suscités par l'ambition croissante d'un peuple. Mais il y a dans cette question un côté qui n'est pas moins curieux, c'est le mouvement qu'elle a eu pour effet de provoquer en Orient même, parmi toutes ces populations grecques dont le nom et les droits étaient invoqués par la Russie, — mouvement que nous indiquions récemment, qui continue, qui continuera après la crise, et qui trouve son expression dans une multitude de publications : *Quelques Mots sur la question d'Orient*, — *l'Église orthodoxe*, — *l'Orient chrétien et l'Europe*, etc. C'est d'Athènes et de Corfou que viennent quelques-unes de ces publications, précieux témoignage d'ailleurs, dans leur imperfection même, des aspirations, du travail, des tendances de ces races. Quel est l'esprit de ces brochures? Elles sont en général d'accord sur bien des

points, d'abord sur l'impossibilité de maintenir la domination turque, parce que la race musulmane est en déclin depuis trois siècles, depuis qu'elle a cessé de conquérir, tandis que la race grecque, malgré les oppressions dont elle a souffert, s'est maintenue, s'est relevée et est plus vivace que jamais. Elles font l'apologie de la religion et de la nationalité grecques, et elles sont malheureusement aussi en grande partie d'accord sur un autre point, — l'incrimination de la politique européenne. L'une d'elles même accuse l'Europe de se mettre avec les Turcs en 1853, comme elle les laissait en 1453 prendre possession de Constantinople, — par haine du schisme grec ou de l'église orthodoxe, puisque ainsi se nomme l'église grecque. Il y a sans doute beaucoup de vrai dans les peintures qu'on fait des misères de la domination turque, de la stérilité qu'elle produit partout où elle s'établit; c'est un spectacle criant que celui d'une population de douze millions de chrétiens courbée sous le joug de deux ou trois millions de musulmans. Il n'en est pas moins vrai, d'un autre côté, que la race grecque a donné le plus rare exemple de vitalité en entretenant dans l'oppression le dépôt de ses croyances religieuses et de sa nationalité, et qu'elle forme aujourd'hui la portion la plus intelligente, la plus active, la plus industrieuse de la population des états du sultan; mais au bout de tout cela, le difficile est toujours d'arriver à un résultat pratique.

Pense-t-on qu'il soit très aisé de créer un empire grec ou une confédération de royaumes grecs en couronnant l'œuvre par l'institution de Constantinople comme ville libre, ainsi qu'on le propose? Le plus clair, c'est que l'empire ottoman n'existerait plus, et qu'on aurait frayé un peu plus vite la route à la Russie, sans que les chrétiens orientaux fussent beaucoup plus libres. Non, ce n'est point par un goût prononcé pour le fanatisme musulman que l'Europe soutient l'empire turc actuel; c'est parce qu'elle ne peut pas faire autrement pour sa propre sécurité, et qu'en le soutenant, elle acquiert le droit de le contraindre à faire la part de la civilisation, à améliorer la condition des peuples qui lui sont soumis, à laisser pénétrer l'esprit moderne dans ses institutions, dans ses mœurs, dans sa politique. Ce n'est là, dira-t-on, pour la domination ottomane qu'une autre manière de mourir. Cela est bien possible; mais dans tous les cas, ce ne serait pas aux populations grecques de s'en plaindre, puisque alors elles seraient arrivées lentement, progressivement à la possession de la vie politique et civile, et l'Europe se trouverait avoir mieux servi leurs intérêts qu'on ne le lui demande par d'autres moyens. Quant à la proposition merveilleuse faite à toutes les communions chrétiennes de détruire immédiatement la suprématie turque pour aller se réconcilier et s'embrasser au saint-sépulcre, soit; mais à une condition, c'est que nous n'y serons pas conduits par la Russie, régnant sur près de cent millions d'hommes, et désormais en mesure de dicter impérieusement ses volontés à l'Occident. Quoi qu'il en soit, ce mouvement d'idées et d'aspirations développé chez les populations qui forment l'empire ottoman n'en est pas moins aujourd'hui un des élémens principaux de la question d'Orient; la crise actuelle ne l'a point créé, elle n'a fait que l'exciter en lui offrant un nouvel aliment; elle le laisse survivant encore après elle, comme elle laisse l'Europe lassée de cette série de complications, et mieux instruite aussi sans doute, mieux éclairée sur ses intérêts pour l'avenir.

La paix semble donc assurée aujourd'hui, tous les signes l'attestent, malgré les inquiétudes passagères que peut faire naître parfois la lenteur du dénoûment définitif et officiel. Le premier effet de cette certitude, c'est de ramener chaque pays à ses préoccupations ordinaires, à ses conditions normales. Pendant quelques mois, tous les esprits étaient tendus vers un point unique, tous les regards se tournaient alternativement du côté de Constantinople, de Saint-Pétersbourg, ou, en dernier lieu, de Vienne : maintenant que le résultat est pressenti d'avance, c'est à peine si on fait attention à quelques engagemens, non prévus par la diplomatie, qui semblent avoir eu lieu entre les avant-postes russes et les avant-postes turcs; et si l'émotion n'est plus là, elle ne sera point, à coup sûr, dans la politique intérieure, depuis longtemps débarrassée, comme on sait, de toute cause d'excitation superflue.

La politique intérieure, elle est justement aujourd'hui dans l'absence de toute préoccupation purement politique; la saison et la circonstance aidant, elle est dans les fêtes, dans les voyages. C'était le 15 août dernier que revenait, pour la seconde fois depuis le régime nouveau, la fête de Napoléon, et elle était célébrée comme se célèbrent toutes les fêtes auxquelles la foule ne manque jamais, plus fidèle aux feux d'artifice qu'aux gouvernemens. Divertissemens, joûtes, illuminations, c'est l'accompagnement habituel de ces sortes de solennités; c'était cette fois dans des proportions particulières de magnificence et de splendeur. Nous ne parlons pas des distributions de faveurs officielles, des revues, des réceptions, qui offraient, dit-on, au chef de l'état l'occasion de renouveler au corps diplomatique l'assurance du maintien de la paix. Par sa destination même, par les emblèmes partout multipliés, par tout ce qui servait à le caractériser, ce jour venait marquer une fois de plus les transformations politiques accomplies dans la vie de la France. En y songeant un peu, combien cette fête résumait de changemens, de bouleversemens, d'évolutions successives, de 1815 à l'empire de 1853, des gouvernemens qui se sont succédé pendant trente ans au gouvernement actuel! Nous ne parlons pas de la république; déjà, dès ce moment, la transition était plus qu'à demi accomplie par le fait même des dangers où une anarchie imprévue plongeait la France. Voilà ce qui est désormais prouvé et ce que rappelait le 15 août : c'est que la république en France contient nécessairement un empire. A côté de ces fêtes d'un jour, nous parlions des voyages, qui sont aussi un des traits politiques du moment; en effet, le voyage de l'empereur et de l'impératrice à Dieppe n'a-t-il point ce caractère? C'est une excursion où se manifeste, à coup sûr, plus d'un signe curieux à observer, et le moins singulier n'est pas la délibération en vertu de laquelle le conseil municipal a offert en don à l'empereur l'hôtel-de-ville de Dieppe. Rien n'était plus naturel certainement de la part du conseil municipal dieppois que d'exprimer son enthousiasme pour le chef de l'état; seulement l'enthousiasme ne lui faisait-il pas oublier un peu de se demander s'il disposait en parfaite compétence? Qu'eût donc fait l'empereur de l'hôtel-de-ville de Dieppe, et qu'eût fait le conseil municipal de Dieppe sans son hôtel-de-ville? Il en est résulté que l'empereur a cru devoir refuser le don qui lui était offert, en se fondant sur ce que la liste civile ne pouvait pas multiplier à ce point les résidences impériales.

La certitude de la paix ramène, disions-nous, les esprits à leurs préoccu-

pations ordinaires dans les diverses régions de l'activité publique. Durant ces derniers mois, la menace incessante de conflits possibles avait dû finir nécessairement par avoir son action sur un certain nombre d'intérêts matériels; elle pesait sur les spéculations financières, sur les entreprises commerciales, sur les combinaisons de l'industrie. Chaque péripétie nouvelle se traduisait en oscillations successives dans toutes les valeurs publiques. Il n'y aurait point eu un grand malheur, si cela n'eût fait qu'amortir cette ardeur factice, cette fièvre de spéculation qui joue avec tous les ressorts de la fortune nationale jusqu'à les rompre parfois. Voici cependant qu'aujourd'hui toute cette fièvre industrielle semble renaître d'elle-même et se rallumer plus vive que jamais à la faveur des présages pacifiques. Il y a sans doute les entreprises utiles, les travaux sérieux, et telles sont en première ligne les concessions nouvelles faites par le gouvernement pour compléter le réseau des chemins de fer français : chemins de Tours au Mans, de Nantes à Saint-Nazaire, de Besançon à Belfort, de Paris à Mulhouse, de Nancy à Gray, etc. Ces nouvelles concessions, qui embrassent une étendue de 888 kilomètres, sont faites à des compagnies déjà existantes, celles de Strasbourg, d'Orléans, de Dijon à Besançon, et en réalité la dépense qui en résultera, distribuée en huit années, sera suffisamment couverte par l'accroissement des recettes de ces compagnies. Ce sont là d'ailleurs des entreprises nationales qui ont pour effet d'ajouter aux moyens et aux ressources de la France, en complétant ses voies de communication ferrées. Mais en vérité n'y a-t-il donc que cela aujourd'hui dans le monde industriel et financier? Comptez au contraire les projets qui se succèdent, les plans merveilleux qui se multiplient, les combinaisons de tout genre qui ont grand soin de commencer par attirer les curieux! Faut-il des applications nouvelles du système de crédit foncier? Faut-il des sociétés pour prendre l'entreprise des eaux en France? Faut-il des compagnies pour créer subitement de nouveaux quartiers dans Paris? Quoi encore? Tout cela se trouvera sans nul doute, tout cela fera du bruit, se constituera sous une forme quelconque, sera patroné par des noms connus, prôné par des voix intéressées, poussé hardiment par des maîtres dans l'art de travailler au succès d'une affaire. Et ce qui est pis, c'est la prétention étrange d'organiser ces entreprises de manière à les rendre accessibles à ceux qui ont peu, de les démocratiser en un mot, comme on dit. — Oui, ce n'est point assez que la fièvre du jeu se soit emparée de certaines classes douteuses, qu'il s'élève dans certaines régions de ces fortunes capricieuses et subites dues au hasard d'une spéculation audacieuse. Le beau idéal, ce sera quand l'ouvrier jouera à la Bourse, quand le paysan se fera actionnaire, quand le pauvre diable qui aura fait quelques économies ira les porter à quelque caisse voisine toujours plus ouverte pour recevoir que pour rendre, quand les uns et les autres iront risquer dans des jeux scabreux qu'ils ne connaissent pas le peu de bien qu'ils auront recueilli ou lentement amassé. Et quand ils seraient heureux, quand ils gagneraient comme tant d'autres, ils perdraient en même temps quelque chose de bien plus précieux, car ils arriveraient à mépriser le travail, qui est l'instrument des lentes et honnêtes fortunes, pour se dévouer au hasard, qui en crée de subites dont personne ne s'avise d'aller rechercher les sources. Que veut dire cela? C'est qu'il y a de notre temps un

mouvement industriel juste et légitime qui est dans l'ordre de la civilisation, parce qu'il est le fruit du travail, parce qu'il n'exclut ni la conscience ni la rectitude, parce que même, quand il n'arrive pas au succès, il reste sérieux et honnête, et il y en a un autre dont la spéculation est le premier but, dont le jeu est l'aliment, et qui en réalité n'est que la corruption du premier. Les projets, les plans, les combinaisons ne sont pour lui que des moyens de tenter la fortune sous toutes les formes. C'est contre cette ardeur fiévreuse et factice que la sévérité morale serait nécessaire; elle serait nécessaire surtout dans un temps d'industrie et de commerce, pour épurer et assainir cet ensemble d'intérêts et d'entreprises dont le mouvement forme le progrès matériel de notre siècle.

Un des infaillibles moyens de préparer une voie où l'instinct moral s'équilibrera plus justement avec l'instinct de tous les progrès et de toutes les facilités qu'on peut demander à la vie matérielle, ce sera toujours l'éducation publique. C'est ce qui fait qu'il s'attache une si souveraine importance à tout ce qui touche à l'instruction publique, à sa direction, aux réformes qui peuvent en modifier l'organisation ou le sens. On comprend qu'on tient par là dans sa main l'instrument par lequel les générations se transforment, et la vie intellectuelle prend un nouveau cours. Bien des choses d'ailleurs sont nécessaires pour que cet instrument atteigne complétement son but : il n'y a pas seulement des questions de méthodes et de programmes, il y a tout ce qui constitue en quelque sorte le régime intérieur de l'éducation publique, il y a les rapports du maître avec l'élève, il y a ces mille conditions pratiques de l'enseignement qui concourent toutes au même objet. Aux réformes qu'il a déjà réalisées dans ces matières si délicates, le gouvernement vient d'en ajouter une qui certes a son intérêt et son prix sous l'apparence d'une mesure secondaire : il vient, par un décret récent, de transformer entièrement la situation des maîtres d'étude dans les lycées. On sait ce que sont le plus souvent aujourd'hui ces sortes de maîtres. N'ayant point de place dans la hiérarchie universitaire, dépourvus de tout caractère sérieux et par suite de toute autorité, ils se trouvent pour ainsi dire pris entre les autres professeurs, qui ne les estiment point comme leurs égaux, et les élèves, qui ne les respectent pas. Ce sont des espèces d'agens vulgaires préposés à une certaine discipline extérieure qu'ils sont fort impuissans à maintenir. Et cependant c'est peut-être là le maître dont le choix est le plus digne d'attention, parce qu'il est en rapport presque permanent avec l'enfant, parce qu'en dehors des cours il peut exercer une influence de tous les instans. Cette influence n'existe point aujourd'hui, et c'est là justement ce qu'il y a d'anormal. En s'exerçant, elle peut être bonne ou funeste, et c'est ce qui doit dicter des choix plus prudens. M. le ministre de l'instruction publique a supprimé les maîtres d'étude, pour les remplacer par des maîtres répétiteurs qui sont eux-mêmes des auxiliaires du professorat ordinaire et des aspirans aux fonctions plus élevées de l'enseignement. Non-seulement les nouveaux maîtres ont leur mission habituelle de discipline, mais ils ont encore leur part dans l'enseignement en coopérant au service des répétitions, des conférences, en suppléant parfois aussi les professeurs. La condition des maîtres d'étude se trouve évidemment relevée par cette mesure pleine de sollicitude. On a bien

raison du reste quand on s'occupe de tout ce qui touche à l'éducation publique et qu'on recherche les moyens de la rendre meilleure. Une bonne éducation est comme une bonne mère : quand elle a laissé quelque chose de sain et de viril dans une âme, les orages peuvent venir; il peut y avoir des oublis et des abandons, mais l'empreinte primitive finit par reparaître, et l'intelligence, comme le cœur, se retrouve bientôt avec cette sûreté d'instinct due aux influences bienfaisantes du premier âge.

Cet ordre d'idées et de préoccupations, nous aurions pu le retrouver encore ces derniers jours à l'Académie, quoique sous des formes assez différentes et plus générales. Ne s'agissait-il point en effet de cette autre éducation morale plus libre donnée par des ouvrages de choix, par des exemples de vertu, et que l'Institut est chargé d'encourager par des récompenses particulières? Tous les ans, l'Académie se réunit à cette époque pour décerner ses prix : prix d'éloquence, prix Montyon, prix aux œuvres les plus remarquables sur l'histoire ou la littérature. Par malheur, tous les étés ne semblent pas également favorables à l'éloquence académique : il y a pour elle des saisons stériles, si bien que l'éloquence académique n'a point eu cette fois ses couronnes; mais tous les ans l'Académie peut distribuer ses prix aux ouvrages les plus utiles aux mœurs comme aux actes de vertu, et alors se pose cette autre question de savoir ce que c'est que l'ouvrage le plus utile aux mœurs et ce que c'est qu'un acte de vertu : question qui n'est point peut-être aussi facile à résoudre qu'on le pense, et que l'Académie tranche de son mieux, — en faisant prononcer ses jugemens par une de ces paroles supérieures et sûres qui marquent d'un trait ineffaçable tout ce qu'elles touchent. Voici bien longtemps que M. Villemain fait au nom de l'Académie ces résumés périodiques, et chaque année il semble y mettre un intérêt et un éclat nouveaux. Nul ne triomphe avec plus d'aisance de la difficulté qu'il y a à réunir des choses si différentes, à passer d'une œuvre d'histoire à un travail de philosophie, d'une étude d'économie politique à un livre de poésie, de l'antiquité à notre temps, en recueillant et fixant à chaque pas les lumières qui naissent du contraste des siècles, de la diversité des événemens, de la mobilité du spectacle humain. Ne reste-t-il pas toujours cependant cette question : — l'ouvrage le plus utile aux mœurs est-il une étude psycologique des facultés de l'âme, un essai sur les doctrines politiques d'un autre siècle, un résumé d'histoire littéraire depuis le moyen âge, un tableau de la littérature française dans les pays étrangers depuis le XVIIe siècle? — Cela n'ôte rien assurément au mérite de ces divers travaux; mais l'Académie ne pense pas sans doute avoir bien strictement observé son programme. Par une bizarrerie singulière, l'œuvre qui eût semblé au premier abord se rapprocher le plus, en un certain sens élevé et moral, du but proposé est celle qui a eu à essuyer les plus vives critiques : c'est une œuvre de poésie qu'on connaît, le recueil des *Poèmes évangéliques* de M. de Laprade. Pour tout dire, l'Académie a eu des scrupules, non point des scrupules d'orthodoxie religieuse, ce dont elle se défend bien, mais des scrupules d'orthodoxie littéraire. Quoi donc! le contraire n'eût-il pas semblé plus vrai? On pourrait concevoir que le respect pour les livres sacrés arrêtât a poésie et l'art, de peur qu'une inspiration trop profane ne vînt se mêler à cette inspiration sainte; mais, si ce scrupule est écarté, comment trouver

surprenant que la poésie s'inspire de toutes les merveilles de l'histoire évangélique? Reste toujours sans doute la question de l'exécution; au fond, cela ne veut dire qu'une chose : c'est qu'il y a des poètes, comme on en a vu beaucoup, traduisant les psaumes et la Bible en vers assez ridicules, tandis qu'il y a des poètes, comme M. de Laprade, qui, avec une inspiration honnête et pure, savent puiser dans ces sources mystérieuses et profondes une poésie que tout le monde peut goûter sans péril, et même sans risquer son orthodoxie littéraire, parce qu'au respect de la chose sainte vient s'allier un art plein d'abondance et d'éclat.

C'était M. Viennet cette fois qui avait la mission de raconter les actes de vertu couronnés par l'Académie, et l'auteur des *Fables* s'en est tiré en faisant contre les détracteurs des prix de vertu une vive sortie qui ne convaincra peut-être personne, mais qui n'en est pas moins spirituelle et mordante, et qui allait d'ailleurs atteindre bien d'autres que ceux qui n'ont pas une foi entière à l'efficacité des couronnes académiques pour enfanter la vertu. Si M. Viennet n'avait en vue que d'opposer ces dévouemens obscurs, ces vies simples et pleines de bien pratique dont il était l'historien, au vice insolent, aux fortunes scandaleuses, aux héros de la Bourse, aux coureurs d'emplois de tous les régimes, certes rien n'était plus juste; mais cela ne veut point dire que l'institution de récompenses pécuniaires soit la preuve d'une grande estime accordée par un peuple à la vertu. La principale raison, non pas essentiellement contre les distributions secourables faites par l'Académie, mais contre le titre un peu fastueux donné à ces récompenses, c'est qu'en réalité ce ne sont point des prix de vertu, car autrement cette prime offerte à l'accomplissement du devoir serait faite pour détruire la plus simple idée du bien. Et puis, si c'était réellement un concours ouvert aux actions vertueuses, il faudrait en conclure que la vertu n'a qu'une forme, celle du domestique fidèle à son maître, du pauvre paysan qui adopte des enfans pour les arracher au dénûment, puisque l'Académie ne couronne que ce genre d'actions : de telle sorte qu'après avoir laissé tomber l'humiliant aveu que la vertu n'est pas du côté du sexe masculin dans le dernier concours académique, M. Viennet serait conduit encore à confesser qu'elle n'appartient qu'à une classe qui n'est point la sienne. M. Viennet propose, il est vrai, de décerner des prix à des actes plus élevés : il veut des récompenses pour les vertus civiques. Malheureusement il pourrait étendre ce cercle sans que le nombre des lauréats fût immense. Cependant qui sera le juge du concours? Quand l'Académie réunirait tous les fonds qu'elle possède, elle ne parviendrait point à égaler ce que peut gagner en un moment un joueur de bourse; ceux qui ont besoin de ce stimulant seront donc peu sensibles aux offres de l'Académie, et ceux qui sont habitués à puiser ailleurs la règle de leurs convictions ont encore moins besoin de ses encouragemens. Cela n'a point empêché M. Viennet de raconter avec émotion les actes de vertu couronnés par l'Académie, après avoir défendu vivement la pensée même de ces prix. Par une rencontre singulière, M. Viennet ne s'est point borné, dans ces derniers temps, à son discours académique: il vient de publier des vers sous le titre de *Mélanges de poésie*, et nous devons ajouter qu'ils respirent le plus honorable parfum classique. Ce sont des vers de 1825, un poème sur *les Nègres*, un autre sur *Parga*,

des dithyrambes sur Missolonghi et sur le général Foy, hélas! et même des dialogues des morts entre François Ier et Louis XI, Charles VI et George III, sans compter *Napoléon jugé par ses pairs*. Le malheur des vers de M. Viennet, entre plusieurs autres inconvéniens qu'on pourrait citer, c'est d'avoir un air un peu étranger dans ce pauvre monde littéraire si bouleversé et si transformé depuis que le digne académicien chantait Parga et les nègres, ou faisait dialoguer Napoléon avec Thémistocle ou Fontanes sur le mode lyrique et dithyrambique.

L'inspiration littéraire en effet a subi bien des métamorphoses depuis trente ans; elle a traversé tous les domaines, — le drame, la poésie, le roman. Où est-elle aujourd'hui encore? Quels signes de vie donnent les talens contemporains qui se sont manifestés dans ces divers genres? *Les Maîtres Sonneurs* sont la dernière œuvre de l'auteur d'*Indiana* : c'est encore une histoire de paysans qui vous transporte au milieu des bûcherons et des muletiers du Berry et du Bourbonnais; mais en réalité les paysans de Mme Sand sont-ils toujours des paysans? N'y a-t-il pas dans leurs amours une certaine métaphysique qui revient assez fâcheusement de temps à autre, et se manifeste par des subtilités peu naturelles? N'y a-t-il pas quelque chose d'étrange dans un paysan dominé par l'idée fixe de la musique et prétendant reproduire sur sa cornemuse les souvenirs de son enfance, les vallées pleines de murmures, les matinées printanières? Notez qu'il y a une certaine fille du nom de Brulette et d'une fine oreille à coup sûr, qui prétend reconnaître toutes ces choses. Dans la donnée première, pas plus que dans le drame des passions ou la combinaison des caractères, *les Maîtres Sonneurs* n'offrent rien de bien nouveau et de bien saisissant. Quant au style, il faudrait être un peu plus Berrichon pour en apprécier les mérites, puisque c'est dans cette langue que le roman est écrit. Il y a cependant une réflexion indépendante de tout ceci, que suggère le livre nouveau de Mme Sand : ce qui manque le plus certainement dans *les Maîtres Sonneurs*, c'est le relief, c'est cette empreinte particulière qu'une imagination vigoureuse laisse toujours sur son œuvre, même quand elle se trompe. Or pour un tel talent, qui a créé *André*, *Valentine*, *Mauprat*, *la Mare au Diable*, le pire de tout, c'est d'en venir à ce point : — d'écrire moins pour exciter l'attention par le relief ou la grâce originale de l'invention que pour offrir un aliment aux curiosités oisives. Ce n'est point là, il nous semble, le genre de succès auquel peut se borner l'auteur des *Lettres d'un Voyageur*. Et tandis que nous parlons de ces choses vivantes de la littérature et de l'art, voici cependant un jeune homme qui s'en va de ce monde avant l'heure, et qu'une mort précoce a enlevé en quelques jours. M. Charles Reynaud avait les dons de la fortune, et il avait aussi ceux du talent. Il aimait les lettres avec toute la ferveur d'un esprit jeune et facile. Récemment encore, on peut s'en souvenir, il publiait des *Épîtres et Pastorales*, poésies pleines d'ardeur et de sentiment, où partout se reflétait l'image de son pays natal. C'était donc une vie heureuse et un talent distingué qui promettait plus d'une œuvre gracieuse, plus d'un récit ingénieux, comme celui qu'on a pu lire ici sur *un Hiver en Corse*, lorsque la mort est venue le surprendre au détour de toutes ses espérances et de ses récens succès. C'est ainsi que la mort se fait cruellement sa place même

dans l'histoire des choses littéraires, moins agitée pourtant que l'histoire des choses politiques contemporaines.

Revenons à cette histoire politique, qui n'embrasse pas seulement notre pays, mais qui s'étend à tous les peuples. L'Angleterre est assurément au premier rang de ces peuples. L'Angleterre, comme la France, a eu pour principale affaire, dans ces derniers temps, la préoccupation de la crise orientale. C'est lorsque cette crise semblait entrer dans une voie décidément pacifique, que le parlement a été prorogé; le 20 de ce mois, il s'est séparé après avoir entendu le discours d'usage, prononcé au nom de la reine. Du reste, rien de bien particulier ne caractérise ce discours, si ce n'est que d'un côté il constate le concert politique qui existe entre l'Angleterre et la France au sujet des affaires d'Orient, et de l'autre il exprime une sorte de juste orgueil de voir l'état florissant des revenus publics, l'accroissement incessant du commerce, le progrès de l'aisance et du bien-être dans les classes laborieuses, résultats éclatans qui viennent à l'appui de la politique de l'Angleterre. La fin de la session laisse donc le cabinet anglais en possession à peu près incontestée du pouvoir. Ce n'est point qu'il ne soit permis de croire à certaines divergences entre les membres du ministère, à l'occasion même des crises extérieures qui viennent de se produire. Lord Aberdeen, homme de 1815, particulièrement en rapport avec les cours de l'Europe, est évidemment plus pacifique que lord Palmerston, qui eût peut-être consenti à quelque action plus décisive contre la Russie; mais à travers tout c'est la nécessité qui maintient l'union du ministère. Les whigs, qui seraient portés à suivre de préférence la politique plus belliqueuse de lord Palmerston, craindraient aujourd'hui de dissoudre la coalition sur laquelle repose le cabinet actuel. Quant au pays en lui-même, bien que très pacifique d'intérêts comme de croyances, il eût appuyé aisément une politique plus décidée peut-être; mais en définitive le fond de l'opinion est d'abord pour le maintien du ministère, ou, en d'autres termes, de la situation actuelle, ce qui s'explique facilement par la prospérité surprenante dont jouit l'Angleterre. C'est là pour le cabinet une force qui en vaut bien une autre.

Les dernières crises, du reste, ont produit en Angleterre un spectacle singulier qu'il n'est point inutile d'observer. Que n'a-t-on point dit sur l'impossibilité de diriger une grande affaire de politique extérieure au milieu des discussions incessantes du régime constitutionnel! Eh bien! voilà une occasion qui s'est offerte, et certes il ne s'en offrira pas de plus grave : le parlement était réuni; il suivait naturellement les incidens successifs de ces complications, il interrogeait le gouvernement; cependant, dès que le cabinet refusait de répondre dans un intérêt public, les interpellations cessaient aussitôt. Il y a des journaux français qui ont eu la fantaisie de se moquer quelque peu de l'Angleterre, parce qu'en Angleterre, disaient-ils, on ne savait rien du gouvernement, tandis que la France avait *le Moniteur*. Ils auraient dû, avec un peu plus de bon sens, admirer cette ferme contenance d'un peuple libre qui s'impose à lui-même de ne point troubler son gouvernement dans la poursuite d'un intérêt de premier ordre. C'est ainsi, comme on le remarquait récemment, que l'Angleterre est arrivée à demeurer inébranlable au milieu des révolutions qui ont bouleversé l'Europe, et à rester constitutionnelle et libre

au milieu des réactions que les révolutions ont enfantées. Au moment où on niait la vitalité du régime parlementaire, elle a offert le spectacle de ce régime dans toute sa puissance et dans toute sa force contenue. Un des dangers pour le gouvernement constitutionnel anglais, c'était la dissolution presque complète des partis qui se produisait dans ces dernières années. Le ministère actuel est venu justement pour arrêter cette dissolution, pour essayer de créer, par une coalition de forces diverses, une politique nouvelle, et ce n'est pas là le moindre trait du patriotisme britannique d'appuyer le ministère dans cette œuvre. L'Angleterre fait des coalitions conservatrices comme nous avons fait des coalitions destructives.

Voici maintenant un autre pays constitutionnel tout occupé d'un incident d'une nature différente. Depuis quelques mois, on le sait, le mariage du prince royal de Belgique, du duc de Brabant, avec une archiduchesse d'Autriche, était décidé. Ce mariage vient de s'accomplir au milieu des fêtes et des pompes de tout genre. La jeune archiduchesse s'est retrouvée dans sa patrie nouvelle au milieu des souvenirs de Marie-Thérèse. C'est là évidemment un fait qui vient ajouter un élément de stabilité de plus à la royauté belge, d'autant plus qu'il s'appuie sur les démonstrations monarchiques les plus vives et les plus complètes de la part du pays. Est-ce bien l'heure de se demander si un tel événement entraîne un changement de politique pour la Belgique? C'est, à ce qu'il paraît, l'avis de l'auteur d'une brochure intitulée *la Belgique et le mariage autrichien*. Afin sans doute que le déguisement soit complet, l'auteur signe de ces mots : *Un Belge*. En vérité, il y a quelque mauvais goût à venir doctoralement poser ces questions dans une circonstance semblable. Quoi donc! la Belgique, monarchie jeune encore parmi les monarchies européennes, a trouvé l'occasion d'une alliance avec l'une des plus anciennes maisons royales; cette alliance, elle l'a due à la sagesse de son chef, à l'habileté avec laquelle il a su diriger ses destinées, et il faut en conclure aussitôt que la Belgique est autrichienne! Il y a pour ce pays une politique plus sage, qui consiste à n'être ni autrichien ni français, mais à être lui-même avant toute chose, consultant ses intérêts et y trouvant la règle de ses alliances naturelles. Il suffit, il nous semble, que la Belgique suive cette voie pour que, même après le mariage qui vient de s'accomplir, elle reste avec la France dans des rapports qui se fondent sur les intérêts des deux pays. C'est ce qui fait que les fâcheux présages du *Belge*, auteur de la brochure dont nous parlions, ne nous semblent pas peser d'un grand poids dans la balance.

Le mariage du duc de Brabant n'est pas le seul qui s'accomplisse en ce moment même; celui de l'empereur d'Autriche avec une jeune princesse de Bavière vient d'être également décidé, et, par une circonstance singulière, c'est peut-être celui-ci qui a la moins grande importance politique. Si du reste, à part le mariage du jeune empereur, l'Autriche, comme les autres pays, a été absorbée dans ces derniers temps par les préoccupations de la question d'Orient, sa politique, sur un autre point, vient de subir des modifications sensibles. La situation de la Lombardie a reçu des adoucissemens particuliers; l'état de siége a été tempéré; en un mot, le gouvernement autrichien s'est relâché un peu de la rigueur compressive dont il avait jusqu'ici

fait usage. Il y a quelques mois déjà, le comte de Rechberg avait été chargé par l'empereur de diviser la Lombardie et de préparer les élémens d'une organisation plus régulière à donner aux provinces italiennes. C'est à la suite de cette mission qu'ont été prises les résolutions récentes. Sans doute, l'état de siége existe toujours, il continue surtout à être appliqué en matière politique; mais il est restreint à ce genre de crimes et de délits. De plus, le gouvernement général lombardo-vénitien est divisé en deux sections, l'une civile, l'autre militaire, sans cesser d'être sous la direction supérieure du maréchal Radetzky. Au fond, le but que poursuit le gouvernement autrichien, c'est l'assimilation lente et progressive des provinces italiennes au reste de l'empire. L'assimilation matérielle, administrative, il est toujours facile sans doute à un gouvernement fort de l'accomplir; mais l'assimilation morale est une œuvre un peu plus difficile, quand on se trouve en présence d'un sentiment national aussi vif et aussi profond que le sentiment national italien, et dans tous les cas ce n'est point certainement par la rigueur et l'abus de la compression que le succès peut être considéré comme possible. Pendant que la politique autrichienne semblait ainsi s'adoucir sur un point de l'Italie, des bruits de conspiration couraient à Rome, et de nombreuses arrestations venaient confirmer ces bruits. Les conjurés, à ce qu'il semble, avaient débarqué clandestinement entre Civita-Vecchia et Fiumicino, et avaient réussi à s'introduire dans Rome. Divers papiers auraient été découverts; un comité de salut public était constitué, un ministère était formé. Voilà malheureusement quels fermens d'incendie couvent sans cesse dans une portion de l'Italie et surtout à Rome. Les artisans de ces désordres et de ces conspirations ne s'aperçoivent pas qu'ils ne font que rendre la situation plus dure, la sévérité du gouvernement plus inflexible, toute réforme plus impossible, et les destinées italiennes plus difficiles à s'accomplir.

Tandis que l'Europe suit le cours de ses affaires, ou soutient comme elle peut le poids de ses complications, il y a un fait singulier qui grandit chaque jour et qui tend de plus en plus à prendre place dans la politique générale; ce fait, c'est l'ambition avouée des États-Unis de s'immiscer dans les questions qui s'agitent en Europe. Cette politique américaine, on l'a vue plus ou moins se dessiner dans diverses circonstances; on a pu entendre retentir au-delà de l'Atlantique toutes les déclamations en faveur des opprimés de l'ancien monde. Une circonstance récente vient de fournir encore à cette pensée l'occasion de se produire dans des conditions, certes assez remarquables, qui prouvent que, si les États-Unis entendent faire reconnaître leurs droits comme grande puissance, c'est en respectant aussi peu que possible les droits des autres.

Comme on sait, depuis l'avénement du général Franklin Pierce au pouvoir, M. Soulé, l'un des chefs principaux du parti démocrate américain, a été nommé ministre à Madrid. C'était déjà une mesure étrange, car le nouveau ministre des États-Unis s'était signalé par les plus violentes sorties contre l'Espagne au sujet de Cuba; mais ce n'est pas tout encore. Il y a peu de temps, M. Soulé était sur le point de partir pour l'Europe, et avant son départ il était l'objet d'une ovation singulière; celui qui était à la tête de

cette ovation était un exilé de Cuba. Or que répondait M. Soulé au discours qui lui était adressé? Il répondait par les plus ardentes protestations en faveur de tous les opprimés de l'ancien continent, en y ajoutant qu'il était du devoir d'un citoyen et d'un ministre américain de leur venir en aide. Quant à Cuba même, les allusions étaient assez transparentes. Voici donc le représentant des États-Unis transformé en une sorte d'agent de propagande américaine en Europe! Maintenant la question est de savoir comment l'Espagne entendra qu'on pratique chez elle cette propagande, et surtout à l'égard de Cuba. Les manifestations de M. Soulé pourront devenir pour lui un singulier embarras à Madrid; quand le gouvernement espagnol refuserait de le recevoir, comme on le lui conseillait ces derniers jours, comment ne serait-il pas approuvé par les autres cabinets agissant dans un sentiment de solidarité élevée? Si les instructions données à M. Soulé étaient conformes aux paroles qu'il a prononcées à New-York, il faudrait évidemment s'attendre à des complications nouvelles. Ces complications fussent-elles écartées d'ailleurs, on voit quelles perspectives ouvre l'ambition de la politique américaine.

Chose étrange! les États-Unis ont la grande prétention d'écarter l'Europe du règlement des graves questions qui peuvent s'élever sur le continent américain. Ils considèrent comme une usurpation, non-seulement une occupation territoriale, mais encore le moindre acte d'influence. On peut se souvenir de toutes les discussions qui ont eu lieu, il y a quelques mois, à ce sujet dans le sénat de Washington. C'est cependant avec ce sentiment si étrangement développé et si exclusif de leurs propres droits et de leurs prérogatives que les États-Unis prétendent intervenir dans les affaires de l'ancien monde. C'est ainsi que l'Europe se trouve aujourd'hui entre ces deux menaces redoutables, — l'une venant de la Russie, l'autre venant du côté de l'Atlantique.

CH. DE MAZADE.

LES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FONCIER.

On s'occupe beaucoup de crédit foncier depuis quelques jours, à propos d'une affaire lancée avec un luxe d'annonces tout à fait exceptionnel. L'emphase des réclames a eu son effet ordinaire : elle a fait naître le désir de savoir le vrai des choses. Comme nous avons suivi avec une sympathie sincère les tentatives faites pour naturaliser en France les banques foncières, nous nous croyons en mesure de répondre à la légitime curiosité du public.

Si l'on prenait la peine de relire une étude dans laquelle nous avons exposé théoriquement les diverses combinaisons essayées jusqu'à ce jour dans l'intérêt des propriétaires obérés (1), on verrait que l'essence du crédit foncier est de faciliter les emprunts sur biens-fonds, en garantissant les trois choses que les prêteurs doivent rechercher naturellement, la solidité du gage, le paiement régulier de l'intérêt, la possibilité de rentrer à volonté dans le capital dont on s'est dessaisi. Ces conditions peuvent être réalisées de deux manières. Des compagnies de propriétaires désirant emprunter livrent successivement à chacun de ceux qui entrent dans l'association, non pas de l'argent, mais un papier garanti collectivement, que l'emprunteur négocie lui-même, à ses risques et périls, pour se procurer l'argent dont il a besoin. — Ou bien ce sont des sociétés de capitalistes spéculateurs qui lancent à la Bourse des titres hypothécaires, de même que l'état émettrait des titres de rentes, et réalisent ainsi les écus dont ils font l'avance à leurs cliens. Dans le premier système, les titres, arrivant au jour le jour sur la place, y prennent naturellement le niveau des autres valeurs; les emprunteurs, acceptant d'avance les chances de gain ou de perte, obtiennent l'argent à bon marché quand il abonde, le paient cher quand il est rare, ce qui est dans l'ordre, et de cette manière il n'y a pas d'obstacle à ce que les prêts se multiplient indéfiniment. Dans le second système, l'emprunteur touche exactement la somme pour laquelle il s'engage, sans courir aucune chance; mais alors les prêts sont limités, n'ayant lieu qu'autant que les intermédiaires trouvent un bénéfice dans les négociations dont ils prennent la responsabilité.

En déclarant que la première combinaison est la plus rationnelle et la plus féconde, nous avons fait pressentir qu'elle ne prévaudrait probablement pas chez nous. L'honorable classe des propriétaires n'y brille pas par son esprit d'initiative. Aurait-elle fourni des hommes assez zélés pour organiser, sans bénéfice personnel, une entreprise d'intérêt général, pour agir auprès du pouvoir, provoquer une intelligente publicité, diriger sagement les émissions des lettres de gage et en soutenir au besoin les cours? Parmi les emprunteurs, ignorant pour la plupart les plus vulgaires notions du crédit, en eût-on trouvé beaucoup qui consentissent à recevoir du papier pour solde de leurs borde-

(1) Voir la *Revue des Deux Mondes*, livraison du 1er mars 1852.

reaux? Ce papier, arrivant sur la place sans ensemble et sans appui, y aurait-il conservé quelque prestige aux yeux des gens du parquet et de la coulisse? Tout cela est fort douteux. D'ailleurs, bien qu'il soit de mode en France de déclamer contre les jeux de bourse, une opération nouvelle n'est chaleureusement accueillie qu'autant qu'elle donne occasion de jouer. Il faut que l'affaire soit ou paraisse une belle affaire pour ceux qui la dirigent. La foule ne cherche jamais à se rendre compte de ce que vaut une conception par elle-même: elle la juge par l'habileté attribuée à ceux qui la patronnent. Une liste de noms bien connus dans le monde financier est la principale garantie du succès, du moins jusqu'au jour où les dividendes mesurent exactement la valeur de l'entreprise. Cette inertie du public français est déplorable sans doute, mais il en faut prendre son parti.

Le crédit foncier s'est donc naturalisé chez nous, au moyen d'un groupe de capitalistes formant le trait d'union entre les prêteurs et les emprunteurs. Ce ne fut pas sans tâtonnemens qu'on parvint à régulariser ce système. Il avait d'abord paru naturel de diviser la France en circonscriptions, et de laisser aux hommes éminens de chaque ressort le soin d'adapter aux besoins de leurs localités le mécanisme des banques territoriales. Paris donna l'exemple. En vertu d'un décret de 28 mars 1852, une société représentée par trente et une personnes, et devant fournir un fonds de garantie de 25 millions de francs, fut autorisée à prêter aux propriétaires d'immeubles dans les sept départemens du ressort de la cour d'appel de Paris, et à faire des émissions successives d'obligations foncières pour réaliser les fonds destinés aux prêts. Dans l'annuité à servir par le débiteur, l'intérêt de l'argent limité à 5 pour 100 au maximum, les frais d'administration et l'amortissement devaient être calculés de manière à ce que la durée de l'opération n'excédât pas cinquante ans, conditions en vertu desquelles on devait élever à 5 fr. 45 centimes pour 100 francs de capital la redevance annuelle de l'emprunteur. D'autres tentatives étaient faites dans le reste de la France. A Marseille, une société destinée à desservir trois départemens (Bouches-du-Rhône, Var et Basses-Alpes), fut autorisée par décret du 12 septembre 1852. Une autre compagnie, comprenant dans son ressort les départemens de la Nièvre, du Cher et de l'Allier, prit naissance en octobre 1852. L'expérience en était à ce point lorsqu'elle eut à subir tout à coup une transformation radicale.

Aux termes d'une convention passée le 18 novembre et divulguée seulement le 10 décembre 1852, peu de jours avant l'élection pour l'empire, le privilége de la société parisienne fut étendu à la France entière, à l'exception des six départemens au service desquels étaient destinées les sociétés de Marseille et de Nevers. Il est probable que des tentatives de fusion eurent lieu, mais que les prétentions locales élevèrent des difficultés insurmontables. Quant à l'établissement qui se trouvait appelé à desservir quatre-vingts départemens sur quatre-vingt-six, il reçut le titre de *Crédit foncier de France*, et s'engagea à distribuer entre les départemens de son domaine, au prorata de leurs dettes hypothécaires, un prêt de 200 millions, à raison d'une annuité de 5 pour 100 (1) devant éteindre la dette en cinquante années. Après

(1) Toutefois, en vertu d'une combinaison financière qui sera expliquée plus loin, les

l'épuisement des 200 premiers millions, la société continuera son office aux mêmes conditions, dût-elle abandonner un quart sur la part qui lui est allouée à titre de frais et bénéfices. Une succursale de la banque métropolitaine a dû être installée dans chaque ressort de cour impériale avant le 1er juillet de l'année courante. Enfin, pour lancer l'entreprise, le gouvernement lui a attribué la totalité du fonds de 10 millions consacré par le décret du 22 janvier 1852 à l'établissement du crédit foncier : cette subvention doit être touchée proportionnellement à l'importance des prêts effectués.

Muni de ce privilége, le *Crédit foncier de France* se constitua immédiatement. Son capital de garantie fut porté à 60 millions de francs, divisés en 120,000 actions. Toutefois on limita le premier appel de fonds à la moitié de ces chiffres. On avisa en même temps aux moyens de réaliser la somme qu'on avait pris l'engagement de prêter. Cette somme de 200 millions fut représentée par 200,000 *obligations foncières* de 1,000 francs, portant 3 pour 100 d'intérêt, remboursables en cinquante ans au taux de 1,200 francs à mesure qu'elles seraient désignées par le sort, donnant enfin chance à quatre tirages par an de lots montant ensemble à 1,200,000 francs pour les deux premières années et à 800,000 francs pour les années suivantes.

Grâce au concours empressé des grands capitalistes, le plus éclatant succès couronna d'abord toutes ces combinaisons. Les 20,000 actions de la société primitive montèrent jusqu'à 1,300 francs. Les promesses d'obligations, cotées dès le premier jour avec 50 fr. de prime, touchèrent le cours de 1,130 fr. Disons-le franchement : cette première impulsion dépassait la mesure. Mais les valeurs de bourse sont comme le pendule qui, lancé avec plus ou moins de force, en revient toujours à ses oscillations naturelles. Le nombre des actions primitives ayant été triplé en raison de l'accroissement du capital, cette circonstance justifia aux yeux du public l'affaissement de la prime. Depuis cette époque jusqu'au jour où les affaires d'Orient sont venues déprécier toutes les valeurs de bourse, les cours flottaient entre 820 et 880 francs. Les obligations se tenaient entre 1,075 et 1,090 francs. Entraînés dans la déroute générale, les titres divers du crédit foncier subirent une baisse très forte. La reprise ne leur a pas fait regagner, à beaucoup près, ce qu'ils ont perdu, et voici qu'un appel de fonds considérable au profit des petites agences de Marseille et de Nevers suscite à la société principale une rivalité assez inopportune dans l'état actuel de la place.

Malgré les réclames triomphantes, on ne saurait nier qu'il n'y ait en ce moment, dans le monde de la Bourse, quelque indécision à l'égard du crédit foncier. Les spéculateurs de profession se sont attiédis sur un genre d'entreprise dont ils n'apprécient pas exactement le mécanisme et les ressources : disposition fâcheuse, car les impressions superficielles des gens de bourse, propagées dans les causeries intimes, forment en définitive l'opinion de cette classe prépondérante qui alimente les entreprises financières par le placement de ses économies.

personnes qui désireraient racheter leur dette dans le cours des quinze premières années, auraient avantage à emprunter suivant les conditions de la société primitive, c'est-à-dire moyennant 5 fr. 45 cent. par annuité.

En cette circonstance, c'est rendre service à tout le monde que d'exposer les faits sans préventions comme sans complaisance. Nous allons donc nous placer tour à tour au point de vue des différens intérêts engagés, c'est-à-dire des actionnaires fondateurs, des preneurs d'obligations qui prêtent l'argent, des propriétaires obérés qui l'empruntent, et enfin du pays qui s'est flatté, au moyen du crédit foncier, de relever la propriété affaissée sous le poids de ses dettes hypothécaires.

Commençons par l'établissement normal dont le siége est à Paris.

Les actionnaires fondateurs du *Crédit foncier de France* ne sont pas dans la situation des capitalistes qui commanditent une spéculation industrielle. Un chemin de fer qui n'est pas fréquenté, une usine dont les produits se placent mal, une banque d'escompte qui éprouve des sinistres, dévorent les versemens qui les alimentent. Les fonds de garantie avancés par les actionnaires du crédit foncier n'ont à subir aucune chance de perte : pour qu'ils fussent entamés, il faudrait de ces épouvantables cataclysmes qu'il n'est pas permis de prévoir. Ces fonds, placés sans aucun doute, fournissent leur intérêt naturel, premier élément du dividende auquel ils ont droit. La seconde chance de gain doit résulter du boni croissant sur les frais d'administration, à mesure que l'affaire se développera. La compagnie s'applique 60 centimes par 100 francs placés, jusqu'au chiffre de 200 millions. Au-delà de cette limite, les frais pourraient être abaissés à 45 centimes, si cette remise était nécessaire pour augmenter l'intérêt alloué aux acheteurs d'obligations. Supposez 600 millions d'affaires (ce serait un échec, si ce chiffre n'était pas atteint), les frais administratifs fourniraient au minimum 3 millions, le double à peu près de ce que dépense la Banque de France, dont le service est beaucoup plus compliqué, beaucoup plus minutieux que ne le sera jamais celui du crédit foncier. Lorsque le prélèvement pour frais administratifs produira 3 millions, il y aura au moins sur cet article 1,800,000 fr. de bénéfice à répartir en dividendes (1). Il semblerait enfin que la subvention de 10 millions à encaisser proportionnellement à l'importance des prêts effectués dût procurer un supplément de bénéfices; mais les calculs de la société ne sont pas en concordance avec les nôtres. Il en résulte, au contraire, que cette subvention tout entière, capital et intérêts, sera complétement absorbée par les nécessités de la première opération. Même dans cette hypothèse, et en admettant que le contingent des actionnaires dût se réduire à l'intérêt du fonds de garantie et au boni sur les frais d'administration, le dividende atteindra un chiffre très satisfaisant pour les détenteurs d'actions.

Le second intérêt à prendre en considération est celui des propriétaires emprunteurs. On a fait sonner bien haut l'avantage de ces prêts qui éteignent 100 francs de dettes au moyen de cinquante annuités de cinq francs; mais il y a au fond de cette offre un inconvénient sur lequel il est bon d'ouvrir les yeux. On sait que la société s'engage à rembourser au taux de

(1) Suivant M. Josseau, les frais d'administration ressortent en Allemagne à 25 cent. par 100 francs; mais il y a dix-huit administrations dont les prêts réunis s'élèvent à peine à 600 millions de francs. Il est évident qu'une seule compagnie opérant sur la même somme réduirait beaucoup ses frais généraux.

1,200 francs chacune de ces obligations qu'elle vend 1,000 francs. Or cette différence de 200 francs retombe en perte sur le débiteur qui désire se libérer avant que la créance ait été réduite par le jeu de l'amortissement. Par exemple, un propriétaire emprunte 1,000 francs à éteindre en cinquante ans, moyennant l'annuité de 5 pour 100; deux ans plus tard, il y a nécessité de libérer l'immeuble, soit que l'emprunteur ait besoin de réaliser complétement son capital, soit qu'il y ait lieu à licitation après décès. Eh bien! indépendamment de 100 francs qui ont déjà été versés pour deux annuités, il reste à payer pour le principal 1,199 francs 37 centimes; en définitive, cet argent si libéralement promis à 5 pour 100 aura coûté 15 pour 100. C'est seulement à partir de la seizième année que la plus-value de 200 francs se trouve amortie, et dès lors la somme que le débiteur doit payer pour se libérer va en s'amoindrissant d'année en année. Cette combinaison n'est-elle pas bizarre et regrettable? Le crédit foncier, dont la mission est de relever, de moraliser la propriété, devrait offrir une prime aux débiteurs laborieux et économes qui font effort pour s'affranchir au plus tôt; c'est au contraire une perte dont ils sont menacés. La société a si bien senti cette anomalie, qu'elle a institué deux tarifs de prêts et deux modes de libération. Les personnes qui consentent à payer par annuité 5 francs 45 centimes conservent le droit d'éteindre leur dette à court terme, sans être exposées à restituer plus qu'elles n'ont reçu. On peut encore rapprocher la libération en augmentant la puissance de l'amortissement; on s'acquitte, par exemple, en payant 5 francs 82 centimes pendant quarante ans, ou 6 francs 52 centimes pendant trente ans, 8 francs 07 centimes pendant vingt ans. Au surplus, quel que soit le mode qu'on adopte, le mécanisme du crédit foncier est incontestablement favorable aux propriétaires, et ce ne sont pas seulement ceux dont on admet les demandes qui profitent de l'institution; la propriété tout entière y trouvera du soulagement. L'expérience est à peine commencée, et déjà, assure-t-on, les capitaux offerts par l'entremise des notaires ont tendance à la baisse.

Jusqu'ici, le *Crédit foncier de France* s'annonce comme une affaire avantageuse pour les actionnaires fondateurs et pour les propriétaires qui sont admis à emprunter. C'est beaucoup; mais cela suffit-il? Pour prix du privilége qui lui a été accordé, il a une importante mission à remplir. Il doit au pays d'opérer sur une très large échelle la transformation de la dette hypothécaire. Le mode d'emprunt qu'il a adopté est-il assez attrayant pour déterminer cette grande révolution dans les habitudes des capitalistes? Là est le nœud de la question. Nous avons quelques doutes que nous allons justifier en examinant l'institution nouvelle au point de vue des intérêts généraux du pays.

Le *Crédit foncier de France* a dans son ressort une population de 34 millions d'âmes, avec une dette foncière de 12 milliards 1/2. Depuis une année environ qu'il fonctionne, les ouvertures qui lui ont été faites pour des emprunts représentent un total de 180 millions; mais il ne faut tenir compte que des demandes régulières, appuyées des pièces requises par les statuts: celles-ci atteignaient en ces derniers jours le chiffre de 6,339 et s'élevaient à la somme de 121,730,935 francs; la moyenne par demande est d'environ 17,000 francs. Les prêts autorisés jusqu'à ce jour ne dépassent pas le nombre de 431, pour une somme totale de 29,568,200 francs. La moyenne des allo-

cations s'élève donc à 68,600 francs, chiffre montrant que l'utilité de l'entreprise n'a guère été sentie jusqu'à présent que par la grande propriété.

Sous l'impulsion de M. Wolowski, l'apôtre du crédit foncier en France, l'administration centrale fonctionne aussi activement que le permet la nouveauté de l'expérience. Les succursales sont à peu près organisées dans les quatre-vingts départemens dont se compose le domaine de la société. Chaque semaine, le conseil d'administration s'assemble et autorise de nouveaux prêts. L'hostilité qu'on avait quelque raison de craindre de la part des notaires ne s'est pas manifestée ouvertement : au contraire, ceux d'entre eux qui sont intelligens commencent à sentir que le crédit foncier, en leur donnant autant d'actes à faire, les décharge de la responsabilité qu'ils encouraient en procurant à leurs cliens des placemens hypothécaires. Bref, à en juger par l'allure que l'opération a prise, il faudrait environ deux ans encore pour distribuer les 200 millions que la société a promis de prêter. Sur ces 200 millions, 40 seulement sont réalisés. Dans l'état actuel de la place, où tant d'affaires se disputent les capitaux, deux ans suffiront-ils pour obtenir des porteurs d'obligations les 160 millions dont ils sont encore redevables?

Le *Crédit foncier de France* a eu le tort, selon nous, de ne pas mesurer la grandeur de sa mission et le poids de sa tâche. Il a eu la Bourse en vue, quand il fallait regarder le pays dans ses profondeurs. Il a imaginé une de ces combinaisons financières, efficaces quand il s'agit d'enlever lestement une petite somme, mais insuffisantes en présence d'une opération à longs termes, ayant pour but de remuer une masse énorme de créances.

En émettant des obligations foncières à intérêt de 3 pour 100, on a beaucoup trop compté sur le prestige des chances aléatoires attachées à ces titres. On a cru ingénieux de combiner les remboursemens avec accroissement de capital comme pour les obligations de chemins de fer, avec les espèces de loteries mises à la mode par les emprunts de la ville de Paris. On a pensé peut-être que quatre tirages par an équivaudraient à un système d'incessantes réclames. Calcul trompeur, à notre avis. Ces sortes d'amorces n'ont d'effet que dans un rayon assez restreint : elles échauffent quelques esprits aventureux; elles attirent momentanément une partie des valeurs flottantes vouées à la spéculation; mais elles n'ébranlent pas ces grandes masses de capitaux, ces réserves de famille qui cherchent des placemens normaux et durables.

En finances, d'ailleurs, les chances aléatoires se ramènent à des valeurs positives que les gens d'affaires doivent savoir apprécier. La chance d'être remboursé dans le cours d'un demi-siècle avec une plus-value de 20 pour 100 correspond à un accroissement d'intérêt de 40 centimes par 100 francs. En second lieu, 800,000 francs de lots entre 200,000 joueurs équivalent à une mise individuelle de 40 centimes par 100 francs. Le produit effectif d'une obligation foncière de 1,000 francs peut donc être calculé ainsi :

Intérêt du principal à 3 pour 100.	30 francs.
Plus-value de remboursement.	4
Participation aux tirages de lots.	4
Total.	38 francs.

Or, comme le titre s'est vendu à la Bourse au-dessus du pair, ce genre de

placement produit en définitive moins de 3 pour 100 d'intérêt fixe, plus deux billets de loterie, dont l'un doit sortir, suivant la moyenne probable, dans vingt-cinq ans, et dont l'autre ne sortira probablement jamais. Ces conditions sont-elles assez attrayantes pour déterminer sur une large échelle la conversion de la dette hypothécaire? Le doute est permis.

Le grand inconvénient de ces emprunts aléatoires, qui s'adressent, non pas à l'intérêt bien entendu, mais à la cupidité irréfléchie, c'est qu'il suffit, pour les éclipser, d'une autre combinaison présentée d'une manière plus spécieuse et annoncée avec plus de retentissement. Ce danger, auquel le *Crédit foncier de France* s'est exposé, vient de se manifester par l'annonce d'une affaire qui remplit depuis quelques jours la quatrième page des journaux quotidiens.

Les sociétés de *Crédit foncier de Marseille et de Nevers* ont concédé à M. Mirès le droit d'émettre en leurs noms un emprunt de 48 millions, divisé en 480,000 titres de 100 francs au porteur, procurant un intérêt fixe de 3 fr. 65 centimes par an, plus un intérêt aléatoire de 75 centimes, c'est-à-dire que 100 lots, d'une valeur totale de 360,000 francs, doivent être distribués chaque année aux cent souscripteurs désignés par le sort. Les versemens doivent être faits par quart et en quatre années; seulement, comme une commission de 10 pour 100 est allouée à M. Mirès pour ses frais et peines, le souscripteur doit verser la première année 35 francs au lieu de 25, ce qui porte à 110 fr. l'action, qui ne sera remboursée qu'à 100 francs, suivant son taux nominal.

Rien de plus séduisant que cette annonce, sauf un léger oubli. On a omis de faire connaître au public ce que sont les sociétés de Marseille et de Nevers, la date de leur existence légale, leur personnel administratif, leur régime financier, les besoins et les ressources du domaine livré à leur exploitation. On ne dit pas, du moins dans les annonces de journaux, si les tirages de lots et les paiemens d'intérêts se feront à Marseille, à Nevers ou à Paris; on ne dit pas comment sont garantis les fonds versés pendant les quatre années qui précéderont la délivrance des lettres de gage. Que des personnes qui se présentent pour emprunter 48 millions, et qui les trouvent, oublient de dire leurs noms et leurs adresses, n'est-ce pas un trait digne de l'âge d'or?

Pour réparer autant que possible cette inadvertance, nous nous sommes mis en quête de renseignemens. Nous avons découvert que la société du *Crédit foncier de Marseille* est formée au capital de 3 millions, divisé en six mille actions de 500 francs chacune. Une première série de deux mille actions, la seule qui ait été émise jusqu'à présent, a été immédiatement partagée entre 158 actionnaires fondateurs. Le fonds de garantie n'est donc provisoirement que de 1 million, dont la moitié seulement a été versée. Les clauses reproduisent presque littéralement la première rédaction des statuts de la société parisienne, lorsque son ressort était limité à sept départemens. Le maximum des prêts est de 300,000 francs. L'annuité à payer pendant cinquante ans par l'emprunteur est de 6 pour 100. La direction est confiée à M. Delpuget, juge au tribunal de commerce. Les opérations doivent s'étendre à trois départemens. Depuis que la société est en exercice, il lui a été adressé des demandes d'emprunt pour environ 6 millions : il n'est pas à notre connaissance qu'aucune allocation ait été accordée jusqu'à ce jour. — Quant au *Crédit foncier*

de Nevers, son fonds nominal n'est que de 2 millions, divisé en 4,000 actions de 500 francs chacune. Cent seize actionnaires-fondateurs ont émis une première série de 1,200 actions, soit 600,000 francs, dont la moitié seulement devait être versée aux termes des statuts. Bien que l'article 29 du même acte portât que « 10 centimes par 100 francs pour lots et primes, s'il y a lieu, » seront compris dans l'annuité, les lots ont été élevés à 75 centimes. Les opérations ont commencé le 15 avril dernier. 281 demandes, formant un ensemble de 4,825,400 francs, ont été reçues; 35 seulement ont été accueillies. Elles s'élèvent en sommes à 1,295,700 francs, soit en moyenne 37,020 francs.

On nous dira peut-être qu'il est inutile aux capitalistes de connaître avec précision la constitution et le bilan des banques foncières, que ces établissemens, opérant dans des limites étroitement tracées par la loi et sous l'inspection d'un commissaire de gouvernement, ne peuvent en aucune façon compromettre le capital qui leur est confié. Il faut s'entendre à ce sujet.

Lorsque le prêt a été effectué conformément aux prescriptions légales, le titre hypothécaire mobilisé sous le nom de *lettre de gage* constitue assurément la valeur la plus sûre qu'il soit possible de créer: la sécurité qu'elle inspire est la raison de la faveur comparative dont elle jouit; mais, dans le système adopté chez nous, lorsque les prêts se font par l'intermédiaire d'une société qui emprunte pour replacer les fonds avec bénéfice, il y a un moment de transition où le prêt n'est pas *gagé*, où les avances faites par les bailleurs de fonds n'ont d'autre garantie que la solvabilité personnelle des banquiers emprunteurs. Jusqu'au jour où la compagnie a effectué des placemens hypothécaires, les fonds disponibles qu'elle a empruntés, et pour lesquels elle paie intérêt, doivent être utilisés. Si elle ne retrouvait pas un intérêt égal à celui qu'elle paie, elle subirait une perte; si elle se chargeait à l'avance d'une masse de capitaux hors de proportion avec ses besoins, elle s'exposerait à de graves embarras.

Il est regrettable, à ce point de vue, que les *Crédits fonciers de Marseille et de Nevers* aient négligé de produire leur état de situation et la perspective de leurs affaires. Les fondateurs de ces sociétés n'ont probablement pas demandé 48 millions en quatre ans sans avoir étudié les besoins de leurs localités. Toutefois, à en juger par les expériences faites à Paris, la somme nous semble beaucoup trop forte. En prenant pour mesure relative des valeurs immobilières l'impôt foncier et celui des portes et fenêtres, les six départemens composant le domaine des sociétés de Marseille et de Nevers représentent en importance la vingtième partie du territoire. Or, faire un appel de 48 millions, c'est demander autant que si la société de Paris avait demandé 960 millions! Douze millions par an (c'est ce que l'on compte placer à Nevers et à Marseille) correspondent à 240 millions de placemens annuels faits par le *Crédit foncier de France*. Eh bien! après cinq ou six mois d'exercice, à ne compter que depuis sa transformation, il n'a encore appelé que 40 millions, dont il lui reste une dizaine en disponibilité.

La France n'en est encore qu'aux premiers tâtonnemens en matière de crédit foncier : les illusions sont donc bien excusables. On conçoit que les fondateurs d'une société provinciale, voyant leurs départemens grevés de 3 ou 400 mil-

lions d'hypothèques (1), considèrent comme très facile d'y placer 6 millions par année; mais, indépendamment de la routine et de l'inertie, combien d'empêchemens qu'on ne pouvait prévoir! Les uns, par fausse honte, préfèrent l'emprunt mystérieux fait chez le notaire; d'autres craignent de s'engager avec un créancier qui n'accorde pas de répit; le plus grand nombre n'a pas de pièces régulières à produire. Les premiers travaux du *Crédit foncier de France* ont révélé un fait à peine croyable : c'est que dans nos campagnes un nombre considérable de familles possèdent la terre sans titres valables, et sous la sauvegarde de la notoriété publique. L'abus a causé de tels embarras, que des notaires sollicitent, comme une mesure d'ordre public, un renouvellement général des titres de propriété, en forçant chacun à se mettre en règle pour l'avenir.

Ces difficultés expliquent pourquoi le *Crédit foncier de France*, malgré l'avantage qu'il aurait à multiplier ses placemens, n'a pu distribuer qu'une trentaine de millions. Nous ne savons pas si les banques foncières de Marseille et de Nevers rencontreront les mêmes résistances. Ce qui est certain, c'est que si, ne trouvant pas à placer chacune leurs 6 millions par an, elles restaient nanties de fonds sans emploi, elles auraient d'autant plus de peine à les faire valoir provisoirement, qu'elles empruntent à un taux plus fort. Elles se vantent, dans leurs réclames, de donner plus que la rente sur l'état et les caisses d'épargne; mais, qu'on le remarque bien, ce n'est pas seulement 4 fr. 40 c. qu'elles auraient à recouvrer. Les souscripteurs devant participer aux chances complètes de la loterie avant même qu'ils aient complété leurs versemens, la société supportera une redevance équivalant à un intérêt de 6 francs 65 cent. pour la première année, de 5 francs 10 cent. la seconde, et de 4 francs 65 cent. la troisième.

C'est sans doute pour éviter de se charger d'une masse de fonds, et aussi pour se mettre à la portée des petites bourses, qu'on a réparti sur quatre années le versement de la modique somme de 100 francs; mais ce mode d'emprunt a l'inconvénient de reculer la délivrance des lettres de gage. Pendant quatre ans, le créancier n'aura qu'une simple promesse; son prêt ne sera pas gagé hypothécairement; la garantie principale restera suspendue. Le *Crédit foncier de France* a aussi distribué des promesses; mais, en vertu d'une décision récemment prise, on a la faculté de compléter les versemens, afin de régulariser immédiatement les titres. Remarquons d'ailleurs que la société parisienne, qui a émis des titres provisoires seulement pour 40 millions, a dans ses coffres un fonds social de 15 millions en espèces réalisées : la garantie est ici surabondante.

Quant aux revenus offerts aux capitalistes, une polémique assez aigre s'est engagée à la Bourse et dans les journaux entre les partisans des diverses sociétés. Ceux qui tiennent pour Nevers et Marseille font valoir la supériorité de l'intérêt fixe, qui est de 3 francs 65 cent. par an; mais on objecte qu'il faut payer en surcharge la prime de commission, qui est de 10 francs, et qu'ainsi

(1) Les inscriptions hypothécaires dans les trois départemens du ressort de la société nivernaise s'élèvent à 345,399,280 francs. Pour les trois départemens de la société marseillaise, elles sont de 374,108,680 francs.

on ne tirera en réalité que 3 francs 31 cent. 4/5; l'intérêt fixe ne sera même que de 2 francs 61 centimes la première année, et de 3 francs 04 centimes la seconde. Au cours actuel des *obligations foncières* (1,035, avec déduction de 5 francs pour l'intérêt échu, soit 1,030), le revenu fixe correspond à 2 francs 91 cent. 1/3. Ce n'est pas tout : le *Crédit foncier de France* rembourse ses actionnaires, non pas au pair, comme l'entreprise rivale, mais avec une plus-value de 20 pour 100; ce qui est non pas une chance fugitive et illusoire comme celle des loteries, mais un revenu certain, quoique différé, équivalant à un intérêt de 40 centimes pour 100 francs. La *rente positive*, au cours du jour, est donc d'un côté de 3 francs 31 cent. 4/5, et d'autre côté de 3 francs 31 cent. 1/4. La différence est imperceptible.

Reste l'amorce dont le bon public se montre si friand, le billet de loterie. Marseille et Nevers se vantent d'élever les lots dans la proportion de 75 centimes par 100 francs de capital. La grande société de Paris n'accorde aux chances aléatoires que 60 centimes les deux premières années, et 40 centimes pour le reste de la période d'amortissement; mais, dit-on de ce côté, en fait de loterie, ce qui enflamme le public, c'est l'importance des lots, c'est la douce espérance de se réveiller riche un beau matin. Pour les deux petites sociétés, le plus gros lot est de 50,000 francs, et sur vingt-cinq gagnans vingt n'ont que 1,000 fr. Avec le *Crédit foncier de France*, le gros lot est de 100,000 fr.; les moindres lots sont de 5,000 francs. Et puis la compagnie parisienne s'engage à distribuer toujours le même nombre de lots entre les porteurs d'obligations non remboursées : c'est-à-dire que les chances de gain augmenteront à mesure que le nombre des prétendans diminuera, de sorte qu'au dernier tirage, 4,000 personnes seulement auront 800,000 francs de lots en perspective. En sera-t-il de même dans les tirages de Marseille et de Nevers? On ne s'est pas expliqué à ce sujet.

En reproduisant ces commentaires des joueurs, nous sommes des échos passifs; nous ne nous prononçons pas sur les avantages des divers systèmes. Nous ne dissimulerons pas néanmoins que ces calculs si compliqués, ce ballottage de chances, cette subtilité à chatouiller les instincts cupides et la passion du jeu, fléaux de notre temps, nous confirment dans la répugnance que nous avons pour les loteries appliquées à de grandes et sérieuses affaires.

En résumé, il est probable que les *Crédits fonciers de Marseille et de Nevers* trouveront leurs 48 millions, parce que leur emprunt, extrêmement morcelé, est présenté de manière à affriander un public nouveau, celui des caisses d'épargne.

Le *Crédit foncier de France*, de son côté, a déjà réalisé 40 millions par l'appel d'un premier cinquième. Un nombre assez grand de souscripteurs, désirant se mettre en règle en échangeant les billets-promesses contre des titres hypothécaires, offrent d'effectuer le versement complémentaire de 800 francs. A ceux-ci, on délivrera, s'ils le désirent, des coupons de 100 fr. portant intérêt de 3 pour 100 et payables au porteur (1). Au moyen de ces

(1) Quand une obligation sera remboursable, chacune des coupures de 100 francs sera liquidée à 120 francs. Pour les tirages de loterie, le gain entier sera attribué à une seule des coupures. Avant le tirage général, le hasard désignera la série gagnante. Supposons

paiemens volontaires, la compagnie pourra retarder les appels de fonds obligatoires : circonstance très heureuse en raison de l'état de la place et de la diversion que viennent faire les sociétés provinciales. Espérons donc que le pays n'attendra pas trop longtemps les 200 millions qui lui ont été promis avec tant d'emphase.

Deux cents millions ! Ce serait un gros chiffre pour une opération ordinaire; relativement aux immenses besoins de la propriété, ce n'est rien. Dans les quatre-vingts départemens entre lesquels cette somme doit être répartie, les inscriptions hypothécaires s'élèvent à 12,482,000,000 francs, sans compter les emprunts sans gages, sans compter les besoins que suscitent au jour le jour les incessantes transformations de la propriété. Cette avance de 200 millions ne représente pas plus de 1 franc 60 centimes pour 100 francs d'hypothèques inscrites. Quand ce premier effort sera accompli, il faudra lancer de nouvelles séries d'obligations pour continuer l'œuvre. Croit-on qu'on lèvera indéfiniment des centaines de millions en offrant un faible intérêt, avec des billets de loterie pour appoints? Ce serait se faire une étrange illusion.

Encore une fois, les capitaux qui se livrent aux aventures sont très limités et très inconstans. Les gens qui ont vidé leur bourse avec le plus d'entrain dans les emprunts aléatoires deviennent les plus ardens à dénigrer le système, quand cinq ou six tirages ne leur ont pas apporté un gros lot. Le crédit foncier est une affaire à part : il ne doit pas compter sur l'argent déjà consacré aux actions industrielles, ni sur les économies qui s'accumulent au jour le jour; les jeux de bourse leur offrent actuellement des tentations trop irrésistibles, et les sommes qu'on en pourrait détacher au profit de la propriété immobilière seraient insignifiantes en présence de la plus grosse dette qui soit au monde. La vraie mission du crédit foncier est de convertir la dette hypothécaire en déterminant les anciens créanciers à échanger les contrats nominatifs dont ils sont détenteurs contre des obligations impersonnelles et garanties par une hypothèque collective sur tous les biens grevés.

Comme solidité, les obligations foncières procurent un placement incomparable. Elles sont les titres d'une hypothèque réelle; elles n'ont pas à craindre, comme les rentes sur l'état, ces retranchemens qu'on appelle des conversions; elles ne portent pas, comme la plupart des actions industrielles, la tache de ces monopoles commerciaux contre lesquels l'opinion publique pourrait tôt ou tard réagir : elles possèdent un mode d'amortissement incessant, infaillible, puisque la société les reprend toujours au pair des mains de ses débiteurs. Que leur manque-t-il donc pour devenir le meilleur des placemens? De procurer un intérêt qui n'amoindrisse pas trop les revenus auxquels les rentiers hypothécaires sont accoutumés. Il faudrait, en un mot, que les obligations foncières, dégagées de toutes les chances illusoires, offrissent aux porteurs un revenu fixe de 4 pour 100. A ce cours, et avec tous les autres avantages qu'elles réunissent, elles se négocieraient assez rapidement, assez

le numéro 5 sorti de l'urne où sont les dix numéros de série, toutes les coupures portant le numéro 5 et appartenant aux obligations favorisées par le sort gagnent la totalité du lot au détriment des neuf autres.

abondamment pour que la conversion de la dette hypothécaire s'exécutât rapidement et sur une vaste échelle.

Nous allons plus loin. Pourquoi ne réaliserait-on pas dès à présent une telle amélioration? Tout le monde y gagnerait, les prêteurs, les emprunteurs, le pays tout entier. Si nous ne nous trompons pas, le *Crédit foncier de France* supporte pour intérêts, primes, amortissement et frais de gestion, une redevance de 5 francs 10 centimes par 100 francs qu'il emprunte, l'excédant de 10 centimes étant compensé par la subvention. Eh bien! en élevant à 4 pour 100 l'intérêt annuel, 64 centimes suffiraient pour l'amortissement; l'extension des affaires permettrait en même temps de réduire les frais d'administration, de sorte que les résultats se rapprocheraient beaucoup de ce qui existe aujourd'hui.

Certes, nous n'avons pas la prétention de donner des conseils à une société qui réunit dans son comité directeur quelques-uns des hommes les plus clairvoyans du monde financier; nous ne faisons que traduire les vœux que nous avons entendu énoncer plus d'une fois. Le moyen de s'assurer des véritables dispositions du public serait d'émettre une nouvelle série d'obligations à 4 pour 100, en laissant aux porteurs des séries précédentes la faculté de changer les titres anciens contre les nouveaux. Pour ceux qui tiennent aux remboursemens avec plus-value et aux tirages de loteries, on combinerait les chances aléatoires de manière à réserver leurs droits. Violerait-on l'esprit et la lettre du contrat passé entre la société et les porteurs d'obligations, en réduisant la somme consacrée aux lots, si le nombre des numéros participant aux tirages était réduit proportionnellement? Nous ne le croyons pas. Quant aux coupures de 100 francs, un excellent moyen d'en développer la circulation serait d'en faire payer la rente dans toutes les succursales. Si en même temps une publicité incessante, ingénieuse, parlant divers langages pour pénétrer partout, faisait comprendre dans les salons et dans les chaumières le mécanisme du crédit foncier et les garanties vraiment exceptionnelles que présentent les lettres de gage, on accoutumerait le public à voir dans ces nouvelles valeurs un placement normal et solide, sur lequel on peut asseoir avec sécurité l'avenir d'une famille. Les petites coupures, ramassant les économies stagnantes, remplaceraient en beaucoup de cas les caisses d'épargne, et, nous en sommes convaincu, la conversion de l'ancienne dette hypothécaire s'opérerait si rapidement, que le *Crédit foncier de France* pourrait bientôt distribuer à ses actionnaires un dividende de 8 à 10 pour 100, même en abaissant beaucoup, si cela devenait nécessaire, la prime qu'il se réserve pour ses frais et bénéfices.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant de ce qui se fera en matière de crédit foncier, car il ne s'agit point ici d'une vulgaire entreprise intéressant seulement un groupe de spéculateurs, mais d'une affaire d'utilité générale dont la réussite ou l'avortement ne sera pas sans influence sur les destinées du pays.

André Cochut.

V. de Mars.

PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

LE MEXIQUE.

TRAVERSÉE DE LA HAVANE A VERA-CRUZ. — VERA-CRUZ. — DÉPART POUR MEXICO. — LES BANDITS. — LE MARDI-GRAS DANS UN RANCHO. — ARRIVÉE A MEXICO. — LA VILLE ANCIENNE ET LA VILLE MODERNE. — CLIMAT, POPULATION. — CONDITION ET SUPERSTITION DES INDIENS. — ITURBIDE. — ABSENCE DE SÉCURITÉ. — UN COUCHER DE SOLEIL A MEXICO. — L'ALAMEDA. — SCÈNES DE L'ANCIENNE VIE AZTÈQUE. — CATHÉDRALE. — CALENDRIER MEXICAIN. — ARCHITECTURE MEXICAINE. — COUVENS, MOINES. — CONCERT. — ROMAN CALIFORNIEN. — ÉDUCATION DES FEMMES. — COLLÉGE SAINT-JEAN-DE-LATRAN. — ÉCOLE DE DESSIN. — SÉANCE DES CHAMBRES. — ÉTAT POLITIQUE DU PAYS.

17 janvier 1852, en mer.

Jusqu'ici j'ai toujours usé des bâtimens à vapeur, et j'avais presque oublié qu'il existât d'autre moyen de franchir les mers. La navigation à la voile semble aujourd'hui quelque chose de primitif et d'imparfait, et on n'y a recours qu'en cas d'extrême nécessité. La certitude d'être arrivé à peu près à jour fixe est un si grand avantage, et il est si incommode, au contraire, de ne pas savoir combien de temps on restera en mer! Cependant la voile a aussi son mérite; elle est plus pittoresque; je suis bien aise de faire connnaissance avec elle. Il y a certainement un charme, ignoré sur le bateau à vapeur, dans l'absence du bruit que font la machine et les roues, et de la trépidation qu'elles impriment au bâtiment. La vapeur est une force violente, elle marche à travers les obstacles contre *vent et marée*, heurtant la lame, fendant la vague, allant droit au but, comme un homme au caractère fort et dur brise tout ce qui résiste. La voile tourne les obstacles ou leur cède

à demi pour les vaincre, et, s'appuyant même sur le vent contraire, avance par des manœuvres habilement concertées. C'est comme une puissance intelligente et insouciante qui conduit, au lieu d'entraîner. Il y a plaisir à sentir notre corvette onduler avec le mouvement de la mer, et obéir à l'impulsion du vent. Ces efforts concourent harmonieusement, au lieu de se contrarier, comme il arrive quand la vapeur et le vent sollicitent en sens contraires le bâtiment qui, à la faveur de la première, doit lutter contre le second. De plus, notre petit navire, avec ses huit ou dix passagers, ne ressemble guère à ces réceptacles immenses d'une foule ou plutôt d'une cohue qui se trouve emprisonnée pendant quelques jours dans la même geôle flottante. Tout le monde se connaît, tout le monde s'est parlé. Nous sommes presque des compagnons de chambrée. L'aspect du pont est différent de celui que présente le pont d'un bâtiment à vapeur. On y voit rôder un vilain petit chien de bord et quelques matous; les poules qui gloussent, les pigeons qui roucoulent, donnent à notre habitation un certain air rustique; on dirait presque la basse-cour d'une ferme, n'était que les pauvres canards sont un peu tristes de marcher sur des planches sèches; une grande chèvre erre d'un air bête et ennuyé sur ce sol mouvant où elle ne trouve pas de rochers.

Tantôt lisant, tantôt sommeillant à demi, je vois s'éloigner les cimes montagneuses de Cuba, ou bien mon œil tombe et s'arrête, avec cette complaisance que donne l'oisiveté pour tout ce qui peut la distraire, sur les objets dont je suis environné, sur un chat par exemple qui s'est établi dans un pli de voile, où il fait sa toilette avec beaucoup de tranquillité. Ce premier jour de traversée se passe à regarder les ondulations de la mer, bleue auprès de nous, argentée à l'horizon, à faire connaissance avec nos compagnons de route, avec l'équipage où se trouvent deux matelots chinois, avec le capitaine, grand Espagnol, grave, simple, et, nous dit-on, très prudent. On s'établit, on s'arrange à bord pour le temps qu'on doit y passer. L'événement d'une journée en mer, c'est le coucher du soleil; celui d'aujourd'hui a été magnifique; en s'abaissant et s'élevant, la voile le cachait et le montrait tour à tour. La nuit venue, étendu au pied du grand mât, j'ai contemplé longtemps les étoiles qui semblaient osciller autour de lui; l'air était doux, doux aussi le ciel et l'océan.

18 janvier.

Le temps est toujours beau; le vent a augmenté; souvent des poissons volans s'élèvent un peu au-dessus des flots, se soutiennent quelques instans, puis viennent effleurer la surface de la mer, et alors ricochent pour ainsi dire, c'est-à-dire se relèvent pour aller tomber un peu plus loin.

Aujourd'hui comme hier, admirable coucher de soleil; mais jamais deux de ces merveilleux spectacles gratuits ne se ressemblent. Ce soir, on a vu d'abord comme une coupole d'or resplendir à l'occident, puis la coupole a été remplacée par des amas de nuages rouges, figurant une montagne embrasée sur laquelle deux grands lions semblaient dormir.

19 janvier.

La nuit, tout semble plongé dans le sommeil; on dirait que la corvette marche par enchantement. Dans la blancheur de l'écume, je distingue la vive clarté des étoiles phosphorescentes qui jaillissent et fuient des deux côtés du navire, je m'endors en écoutant l'eau glisser le long de ses flancs avec un bruit pareil au gazouillement d'un ruisseau.

20 janvier.

Calme plat : je comprends maintenant l'énergie de cette expression. La mer est de plomb fondu; elle en a la couleur et semble en avoir la densité. Le bâtiment ne marche point; il n'est pas pour cela immobile, mais il oscille comme au hasard, s'incline tantôt d'un côté tantôt de l'autre, et bat lourdement les airs de ses voiles détendues, qui retombent sur elles-mêmes de leur propre poids; on dirait un oiseau blessé agitant ses ailes demi-brisées sur ses flancs malades. C'est un supplice de se sentir ballotté et secoué sans se voir avancer. Rien n'est plus irritant qu'un tel calme, rien n'est plus harassant qu'un tel repos.

21 janvier.

Nous avons recommencé à marcher, et on entrevoit les montagnes du Mexique. Elles ont des formes plus frappantes que les montagnes de Cuba, ce qui tient à leur origine volcanique. C'est à une semblable origine que l'horizon de Naples et l'horizon de Rome doivent en grande partie leur beauté. Nous entrons dans l'atmosphère brûlante et malsaine de la *terre-chaude*. Ce soir, l'air est étouffant et l'on n'ose pas rester sur le pont, car il y a tant d'humidité que tout ce que l'on touche est ruisselant.

22 janvier.

Nous voici à quinze lieues de Vera-Cruz; nous pouvons y être demain; si le *norte* (vent du nord) soufflait, nous n'y serions peut-être que dans trois semaines, car lorsque le *norte* s'élève avec quelque violence, ce qui est très ordinaire à cette époque de l'année, il est impossible de débarquer à Vera-Cruz, dont la rade est la plus mauvaise du monde, en supposant qu'on puisse appeler rade un lieu exposé de telle sorte que par le vent du nord il faut s'en éloigner, à la lettre, sans perdre une minute, car une minute de retard suffit pour que le bâtiment soit entraîné sur des écueils. On recommande aux voya-

geurs de se hâter de débarquer leurs effets, autrement il se pourrait qu'on ne leur donnât pas le temps de les prendre avec eux, et qu'à peine mis à terre, ils vissent le bâtiment s'éloigner avec leur bagage et aller prendre le large jusqu'à ce que le *norte* eût cessé de souffler. Ce terrible *norte* est l'élément dramatique de la traversée. Menacé d'être condamné, au moment de toucher le port, à le fuir pour courir devant la tempête pendant plusieurs jours ou plusieurs semaines, le voyageur est dans des transes perpétuelles, et à chaque léger changement dans l'atmosphère ou dans le ciel il croit voir ce vent fatal fondre sur lui pour l'écarter du rivage qu'il est près d'atteindre. Cette fois le *norte*, bien que souvent annoncé, nous a été épargné, et nous arrivons au pied du château de Saint-Jean-d'Ulloa, qui nous rappelle doublement le souvenir de la France. Il a été pris vaillamment par nos soldats, et il avait été construit par un Français nommé Grandpierre. Ce château-fort n'a défendu Vera-Cruz ni contre les Français ni contre les Américains des États-Unis. Je ne sais vraiment à quoi il sert, et je suis assez de l'avis de notre capitaine, lequel disait qu'on ferait bien de jeter ce fort inutile par terre, ou plutôt dans l'eau, pour en faire un môle qui rendrait tenable la rade de Vera-Cruz. En ce moment sont étalées devant nous les carcasses d'une vingtaine de bâtimens jetés tous à la côte le même jour par ce fameux coup de vent dont on parlait tant à La Havane avant notre départ, et dont nous voyons aujourd'hui les tristes effets. Et il n'y a pas à éviter cette chance, car alors on s'expose à des chances encore plus fâcheuses. Comme le dit M. de Humboldt, pour arriver à Vera-Cruz il faut choisir entre la saison des tempêtes et la saison de la fièvre jaune : les tempêtes valent mieux, surtout quand, comme nous, on ne les rencontre point; mais c'est vraiment avoir du bonheur, et je ne m'y attendais guère à cette époque de l'année, après avoir lu dans Volney ce formidable renseignement : « Les marins citent cette mer pour être la plus féconde de toutes celles de la zone torride en orages, en tonnerres, en trombes, en *tornados* ou tourbillons, en calmes étouffans et en ouragans. »

Vera-Cruz, 24 février.

Enfin nous voilà au Mexique. Malgré ce qu'on nous avait prédit à La Havane, Vera-Cruz n'est point en révolution. La représentation de la comédie révolutionnaire ou contre-révolutionnaire qu'on nous avait annoncée est retardée, peut-être de quelques semaines seulement. Il y a relâche; mais ce serait avoir du malheur que de passer un mois au Mexique sans y voir une révolution!

Restent la fièvre jaune et les brigands. On sait que Vera-Cruz est la terre classique de la fièvre jaune, comme la Basse-Égypte est la patrie de la peste. Heureusement pour nous, cette saison est celle où

le fléau exerce le moins de ravage. Néanmoins il est toujours prudent de s'arrêter ici le moins possible. A vingt-cinq lieues de la mer, on n'est plus exposé aux atteintes de la maladie; à deux lieues de la ville, le danger est déjà beaucoup moindre; la ville même est le lieu du monde où cette maladie, qui porte, comme à La Havane, le nom lugubre de vomissement noir (*vomito negro*), attaque le plus fréquemment les étrangers. Quelquefois elle les frappe au passage comme une balle invisible. On a vu des voyageurs, venus de l'intérieur, traverser Vera-Cruz en chaise à porteur, s'embarquer sur un navire qui partait à l'heure même, et, touchés au vol pour ainsi dire, aller mourir en mer. Aussi avons-nous retenu nos places pour demain dans la diligence de Mexico; en même temps nous les avons arrêtées pour l'Europe sur le bateau à vapeur qui partira d'ici le 7 avril, et j'ai écrit au Collége de France que j'ouvrirai mon cours le 10 mai, bien que je parte pour Mexico et que je me trouve à environ deux mille lieues de ma chaire.

Quant aux brigands, depuis qu'ils sont devenus rares en Italie et en Espagne, c'est ici que les touristes doivent venir les chercher. On exagère quand on dit que la diligence est toujours arrêtée entre Vera-Cruz et Mexico; elle ne l'est que très souvent. A en croire une épigramme dont l'auteur est du pays, on doit, quand on voyage au Mexique, commencer par faire son testament. Cette précaution n'est point nécessaire. Il est rare que les bandits assassinent les voyageurs qui ne se défendent point : ils se contentent en général de les voler. Aussi a-t-on soin de n'emporter que ce qui est nécessaire, de ne pas prendre avec soi beaucoup d'argent; mais il faut avoir une cinquantaine de francs pour ne point être arrêté les mains vides, ce qui mettrait les voleurs de très mauvaise humeur et pourrait attirer aux voyageurs des traitemens fâcheux. Ceux qui n'ont pas pris cette précaution s'en sont mal trouvés. Il y a quelques années, on lut affiché dans les rues de Mexico l'avis suivant : « *Le général des bandes*, ayant été informé que les voyageurs se dispensent d'emporter une somme raisonnable avec eux, les prévient que ceux qui ne seraient pas trouvés porteurs de douze piastres seront bâtonnés. » Quelquefois aussi les bandits vous dépouillent et vous attachent à un arbre, ou se portent à des violences encore plus grandes. Il est donc sage d'avoir sa petite contribution toute prête, à moins que plusieurs voyageurs qui se connaissent ne s'entendent pour être bien armés, auquel cas on est rarement attaqué; mais un ou deux voyageurs qui seuls ont des armes n'imposent point à ces troupes en général nombreuses, et font courir le plus grand risque à leurs compagnons de voyage. Il faut que tout le monde soit armé, ou que personne ne le soit. Les escortes, dit-on, chevauchent en avant ou en arrière, à une

assez grande distance pour ne rien empêcher, et arrivent au grand galop tout juste pour voir les voleurs s'enfuir après avoir fait leur coup. Cependant il est bon d'avoir une escorte, car ceux qui la composent s'entendent souvent avec les brigands : ils leur font comprendre qu'il ne faut pas toujours arrêter les voyageurs qu'ils sont censés protéger, sans quoi on ne se ferait plus escorter, et quand on les refuse, ils avertissent les voleurs que cette fois il n'y a rien à ménager.

Vera-Cruz, quand on y arrive par mer, n'a point le triste aspect que lui prêtait mon imagination qui l'associait à ce terrible *vomito*, lequel, avec le *norte* toujours en perspective pendant la traversée et les brigands aux aguets sur la route de Mexico, fait le fond de toutes les conversations qu'on peut avoir avec ceux qui sont allés au Mexique. Vera-Cruz est une ville régulièrement bâtie. Les rues sont assez larges, bordées souvent d'arcades; la propreté y est entretenue par de petits vautours noirs qu'on y rencontre à chaque pas, et qui rendent ici les mêmes services qu'en Égypte, en faisant disparaître les immondices. Leurs pattes sont garnies de plumes et ils trottinent dans les rues comme un homme qui aurait des manchettes aux jambes. Ils se perchent sur le toit des maisons, vivant en paix, ce me semble, avec tous les oiseaux, car j'ai vu des hirondelles voleter familièrement et sans crainte autour d'eux. Ils n'aiment que la corruption : il y a des gens qui ont le même goût que ces vautours.

C'est ici que Cortez toucha pour la première fois la terre du Mexique. A quelques lieues du point où est aujourd'hui Vera-Cruz, il jeta les fondemens d'une ville qu'il nomma *la Ville riche de la Croix*, résumant dans cette dénomination expressive les deux sentimens qui poussaient ses compagnons aux aventures : la soif de l'or et l'enthousiasme religieux. En changeant un peu de place, la cité actuelle n'a gardé que la partie la plus noble de son nom.

Au sortir de Vera-Cruz, on trouve des sables entremêlés de marécages dont l'aspect est triste et fiévreux autant que possible. Pour traverser ces sables la voiture est mise sur un chemin de fer, ce que l'on reconnaît à ce qu'on avance plus lentement; puis on reprend la route, et huit mules vous emportent au grand galop, avec mille secousses, à travers de grandes prairies qui font penser à la *campagne* de Rome et à la *prairie* des États-Unis. La nuit était étouffante et humide; tout à coup, au milieu de la solitude, les sons de la guitare se sont fait entendre; — nous nous sommes arrêtés devant un *rancho* : on appelle ainsi les demeures des Indiens. Les *ranchos* sont formés de roseaux juxtaposés, ce qui les fait ressembler assez à des cages à poulets. Devant le *rancho*, on dansait en l'honneur du carnaval qui allait finir. J'avais un peu oublié le mardi-gras; c'était lui que je re-

trouvais ainsi dans une forêt du Mexique. Somme toute, cette danse du *rancho* était plus curieuse que le bal de l'Opéra.

26 janvier.

Pendant la nuit, nous avons commencé à nous élever; l'air est devenu plus léger. Je vois l'Orizaba resplendir aux feux du soleil levant. Sa forme volcanique et son sommet neigeux rappellent un peu l'Etna; mais il est presque deux fois plus élevé. C'est le Vésuve en hiver perché sur le Mont-Blanc.

La route monte à travers un fouillis de végétation d'un aspect tout nouveau pour moi. Je remarque des arbres couverts de belles fleurs rouges que j'ai vues en Europe dans les serres chaudes, et qui brillent ici au soleil. De loin en loin se présentent des habitations indiennes avec leurs murs à claire-voie; sur la route, des hommes à pied et à cheval passent enveloppés dans leur *sarapé* rayé, et ayant par-dessus leur pantalon un second pantalon plus large et ouvrant sur les côtés. D'autres portent des fardeaux sur la tête; hommes et femmes, la plupart du temps, courent ainsi chargés. On dit même qu'ils ont besoin d'un fardeau pour bien courir, et que, quand ils accompagnent une voiture remplie de bagages, ils ont coutume de prendre une malle et de la mettre sur leurs épaules pour se tenir en haleine. Quelquefois une pauvre Indienne, outre le fardeau retenu par une courroie qui lui serre le front, porte sur son dos, enveloppé dans un linge, son enfant, dont on voit les petits pieds passer. C'est la première fois que je me trouve en Amérique au milieu d'une population réellement différente, par l'aspect extérieur, des populations européennes, que je vois des costumes et des habitations qui ne ressemblent pas aux nôtres. Il est si difficile aujourd'hui de se dépayser; il faut aller si loin pour sortir de chez soi!

A travers cet amusement de la surprise et de la nouveauté, nous arrivons à Jalapa, dont les environs sont ravissans, et qui n'a qu'un inconvénient, c'est d'être la patrie du jalap. Ce nom médicinal gâte un peu pour mon imagination le charme des vallons remplis d'orangers et du frais paysage au milieu duquel la ville est placée. Après Jalapa la nature s'agrandit et devient plus sévère. Les montagnes ressemblent à celles de l'Andalousie, seulement elles sont moins arides; à une montée, nous avions à nos pieds une vaste étendue de pays, enceintrée de pentes magnifiques, sur lesquelles glissait dans le lointain une cascade à peine visible. Au bord de la route croissaient des cactus et des aloès (1). Au sommet était une forêt d'arbres toujours verts. A mesure qu'on s'élève, près de la végétation tropi-

(1) J'appelle ainsi l'*agave americana*, qui porte au Mexique le nom de *maguey*, pour éviter en français le pédantisme d'un nom latin ou d'un nom mexicain.

cale vient se placer la végétation des zones tempérées et même boréales. On voit en même temps des yuccas et des sapins. Du reste, le bois que nous avons traversé ne rappelait en rien l'aspect des régions septentrionales de l'Europe. Le feuillage des arbres semblait d'un vert moins sombre et d'un effet plus gracieux. Cependant, en approchant de Perrote, la température permet de songer au nord. Étrange contraste propre à un pays élevé qui est situé sous les tropiques! hier nous étouffions dans les environs marécageux de Vera-Cruz, aujourd'hui nous grelottons sur un plateau des Alpes. Nous dormons ou plutôt nous couchons quelques heures à Perrote.

A trois heures du matin, nous remontons dans la diligence tout transis et ne nous apercevant point que nous sommes sous la zone torride; mais quel lever de soleil! quelle scène extraordinaire! Les grands pics neigeux à l'horizon; plus près, des montagnes de formes diverses s'éclairant successivement de toutes les teintes de l'aurore, depuis l'azur sombre jusqu'au lilas clair et au rose tendre. Quelques maisons dans cette vaste solitude, quelques aloès sur un terrain aride, forment les premiers plans de ce paysage grandiose, si différent des frais vallons de Jalapa. La route offre un changement de décoration perpétuel, sauf les sommets volcaniques qui dominent toujours de leurs masses imposantes le mobile horizon. Puis de nouveau une chaleur brûlante s'est fait sentir. Je n'ai plus vu que la poussière dont les tourbillons nous entouraient, et je n'ai plus senti que les affreux cahotemens de la voiture jusqu'à Puebla.

Ces cahotemens sont au-delà de tout ce qu'on peut dire. Chacun se souvient de quelque secousse extraordinaire, quand par accident un cocher coupe mal un ruisseau profond et vous jette sur vos voisins ou contre les parois de la voiture. Eh bien! sauf de rares exceptions, c'est ce qui se renouvelle continuellement de Vera-Cruz à Mexico. J'admirais la solidité de ces voitures, construites aux États-Unis, et un peu la solidité de ma propre personne. Tantôt le chemin, à peine tracé, va au travers des pierres et des rochers, tantôt on rencontre quelques restes de l'ancienne route espagnole, et alors on n'en saute que mieux. C'est ainsi qu'on atteint la seconde ville du Mexique, Puebla de los Angeles (la cité des anges), ainsi nommée parce que des anges ont, dit-on, bâti sa cathédrale. Comme en revenant je compte m'arrêter à Puebla, je remets à l'époque de mon retour ce que j'ai à dire de cette curieuse ville et de la grande pyramide de Cholula, qui est à deux lieues de Puebla.

Les Indiens que je vois sur la route ne sont pas beaux; ils sont gros, courts, et ont un certain air de *soprani*. Les *Peaux-rouges* sont mieux taillés, leurs traits sont plus fiers et plus mâles. La peau des Indiens du Mexique est d'un jaune terreux peu agréable. Cette

couleur pain d'épice m'a paru générale, sauf quelque diversité de teintes plus ou moins foncées. J'ai laissé Paris très effrayé de la république rouge, je trouve ici la république jaune.

1er mars.

Nous sommes partis ce matin de Puebla pour Mexico, où nous arriverons avant la nuit. Dans la diligence, il y a des Espagnols du Mexique et un Espagnol d'Europe. Celui-ci vante sans cesse son pays, on le laisse dire; mais s'il met pied à terre, on profite de ce moment pour dire du mal de l'Espagne. Un Français établi au Mexique, qui a fait des affaires aux États-Unis, commence par dire des *Yankees* tout le mal possible : *son insolentes, malos;* puis, en parlant de bateaux à vapeur, de chemins de fer, de l'activité industrielle et commerciale des Américains, il arrive à un enthousiasme sans bornes et dit : « Ils font de merveilleux progrès, c'est un grand peuple. »

Après avoir traversé un bois de pins appelé le Piñal, célèbre dans l'histoire des bandits mexicains, on arrive à un point d'où le plateau de Mexico se développe devant le regard. C'est un des plus étonnans spectacles qui soit dans l'univers. Les grands sommets neigeux qui dominent tout, les montagnes amoncelées à leur base, les lacs au pied de ces montagnes, des arbres tropicaux et des arbres toujours verts, la neige vue à travers les aloès, composent un ensemble beaucoup plus singulier que la nature des tropiques avec la majestueuse et riante monotonie de ses palmiers, de ses cocotiers, de ses bananiers. Cette végétation n'a point, au premier coup d'œil, l'air exotique de la végétation de Cuba. Voilà des arbres analogues aux arbres de l'Europe tempérée, aux ormes, aux frênes, aux peupliers; seulement ce ne sont ni des ormes, ni des frênes, ni des peupliers; c'est un aspect étranger, mais non pas étrange, un inconnu qui rappelle le connu, qui en diffère et qui lui ressemble.

En approchant de la capitale du Mexique, on passe entre les deux lacs de Chalco et de Tezcuco. On les appelle *laguna,* et ils ont en effet un air de lagune. Sur les bords, des troupes de cigognes blanches se pressent comme un troupeau de brebis. La plaine qui entoure Mexico a formé le fond d'un grand lac. Les deux qui subsistent aujourd'hui sont un faible reste de l'immense nappe d'eau qui baignait autrefois le pied de ces hautes montagnes.

Enfin nous entrons à Mexico. C'est une sensation singulière de rencontrer ainsi à deux mille lieues de l'Europe, à sept mille pieds au-dessus du niveau de la mer, une ville de cent cinquante mille âmes, une capitale dont l'aspect est européen, — de retrouver au bout du monde des souvenirs historiques, et quels souvenirs ! ceux du fait le plus extraordinaire peut-être qui ait été accompli par l'audace humaine.

L'aspect de Mexico ne frappe pas d'abord autant qu'on s'y attendait. La ville a une physionomie moins caractérisée, moins marquée du vieux type espagnol que Puebla; mais quand on a parcouru les longues et larges rues qui traversent Mexico dans toute son étendue, en voyant sur sa route s'élever les dômes colorés des couvens et des églises, on commence à ressentir le charme de cette singulière et lointaine cité, à laquelle on arrive du climat brûlant de Vera-Cruz en montant de zone en zone l'échelle des végétations successives, et qui, à la hauteur de l'hospice du mont Saint-Bernard, jouit d'un ciel délicieusement tempéré. Ce soir, la nuit est admirable; les vastes rues de Mexico sont blanchies par la lune; la grande place paraît immense. De deux côtés, elle est bordée de portiques; en face de moi, la cathédrale s'élève derrière une rangée d'arbres, sur l'emplacement de l'ancien temple mexicain; le palais du président et des deux chambres se prolonge à ma droite comme une longue bande blanche. Malheureusement tous ces édifices, y compris la cathédrale et le palais, ne sont pas assez élevés pour l'étendue de la place, l'une des plus spacieuses et des plus régulières qu'il y ait au monde. Ce qui en fait le charme à cette heure, c'est la grandeur de l'espace céleste que le regard embrasse, c'est cette coupole d'un bleu si pur et si doux, qui semble s'appuyer de toutes parts sur un carré de marbre blanc, et au sommet de laquelle la lune est suspendue comme une lampe d'albâtre à une tente d'azur. Dès neuf heures du soir, la place est vide, les rues sont désertes. Peu de piétons les traversent; quelques voitures roulent dans l'éloignement et rappellent qu'on est dans une capitale, capitale endormie et muette, qui semble se recueillir dans les souvenirs de son passé et se préparer aux soucis de son avenir, car sur cette place ont défilé vainqueurs ces hommes entreprenans du nord, qui en savent maintenant le chemin et qui y reviendront.

2 mars.

Après avoir entrevu hier Mexico aux approches du soir et au clair de lune, j'ai erré aujourd'hui dans les rues et les faubourgs. Au sein de cette ville espagnole, comparativement ancienne, je retrouve la régularité à laquelle m'avaient accoutumé les cités neuves des États-Unis. Presque toutes les rues se coupent à angle droit, comme les rues de New-York ou de Philadelphie. Chose étrange, cette symétrie, caractère des villes qu'on bâtit aujourd'hui de toutes pièces dans l'Amérique du Nord, parce qu'on n'est gêné par aucun débris du passé, comme on aligne les sillons d'un champ nouvellement défriché, cette symétrie est ici un legs de l'ancienne civilisation aztèque (1)!

(1) *Aztèques* était le nom que se donnaient les populations qui occupaient Mexico et gouvernaient une partie du Mexique à l'arrivée de Cortez.

Cortez, après avoir détruit la ville de Montezuma (1), fit construire la sienne sur le même plan. Les quartiers de la ville actuelle correspondent aux quatre quartiers de l'ancienne capitale et de plusieurs autres villes aztèques. Celle-ci était construite avec la plus exacte symétrie et divisée en carrés et en parallélogrammes. Cette disposition, qui est évidente sur un plan de la ville aztèque dont on possède un fragment, me paraît avoir été assez générale au Mexique avant la conquête. J'ai vu deux autres plans d'anciennes villes qui offrent la même régularité : elle est encore sensible dans l'aspect de la ville de Cholula.

Le Mexico primitif était traversé par des canaux comme Venise, ou plutôt comme les villes de Hollande, car il y avait en général un chemin latéral entre le canal et les maisons. Quoi qu'il en soit, Cervantes a pu, dans une de ses nouvelles, comparer Venise à Mexico. Aujourd'hui on a d'abord de la peine à s'expliquer cette comparaison. Les canaux ne sont visibles que dans un quartier de la ville, partout ailleurs ils ont disparu aux regards, mais ils existent encore sous le sol pavé des rues qui les ont remplacés et qui marquent la direction des canaux. Un changement pareil attend probablement Venise elle-même. Un jour, ses canaux seront comblés, et les voitures rouleront où glissent maintenant les gondoles; partout l'extraordinaire, le singulier, tendent à disparaître; l'uniformité et la monotonie s'emparent du monde. Quelquefois les anciens canaux, aujourd'hui transformés en égouts, se révèlent par l'odeur qu'ils exhalent. Çà et là, dans les faubourgs de la ville, je vois des amas d'ordures et des eaux stagnantes et croupissantes. Rien ne montre mieux combien l'air de Mexico est salubre. Partout ailleurs ces cloaques produiraient mille maux; mais à huit mille pieds au-dessus de la mer, à une hauteur qui est celle de la moyenne région des Alpes, la pureté de l'atmosphère est telle que les maladies si fréquentes dans les parties basses du pays sont ici entièrement inconnues. Seulement la situation de Mexico est contraire aux poitrines délicates, qui peuvent difficilement respirer dans une atmosphère si rare. L'été, cette atmosphère est troublée par des orages presque journaliers. A cela près, le climat de Mexico est très sain; il est aussi très agréable, parce qu'il n'atteint jamais les extrémités du chaud et du froid, et forme sous ce rapport un parfait contraste avec les brusques changemens de climat des États-Unis. Son plus grand inconvénient, c'est que, durant plusieurs mois, au lieu des pluies continues ordinaires dans les pays tropicaux, il

(1) Le véritable nom de ce prince était Motenczuma. J'ai suivi l'usage établi. Je ne vois pas quel agrément donne à une phrase française l'introduction d'un nom bizarre et inaccoutumé. Je dirais volontiers *Montézume,* et je regrette le temps où Bossuet appelait M. de Fuentes *le valeureux comte de Fontaines.*

tombe ici tous les jours une averse dans l'après-midi. A l'époque de l'année où nous sommes, il n'y a rien de pareil; cependant chaque soir on s'aperçoit d'un certain trouble qui n'est pas suffisant pour altérer la sérénité du temps, mais semble toujours la menacer.

La pureté de l'air, ici comme en Égypte, est accompagnée d'une extrême sécheresse. Les cigares se cassent comme nos chapeaux de paille se cassaient sur le Nil. On ne sait ce qu'est l'humidité; cette extrême sécheresse et les orages quotidiens de l'été fatiguent les organisations délicates et surtout les personnes nerveuses. Ces dernières ne peuvent vivre à Mexico.

Ce qui est particulier à Mexico et ne se trouve nulle part aux États-Unis, c'est qu'au bout de chacune de ces rues larges et droites, on aperçoit une montagne, comme dans certaines petites villes des Alpes ou des Pyrénées; mais ici le spectacle frappe davantage, parce qu'on est dans une plaine et dans une ville de cent cinquante mille âmes. Imaginez qu'au bout de la rue du Faubourg-Saint-Honoré ou de la rue du Bac on aperçoive un sommet bleuâtre s'élevant à dix mille pieds : on avouera que ces rues gagneraient à la perspective.

Les faubourgs sont tristes et ont l'air assez misérable. On ne s'y doit risquer vers le soir qu'avec précaution. Il arrive parfois qu'aux portes de la ville un cavalier qui passe à vingt pas de vous, vous lance subtilement le *lazo :* c'est une corde enroulée au pommeau de la selle et avec laquelle il vous atteint comme un bœuf ou un cheval sauvage, vous entraîne et vous assassine un peu plus loin tout à son aise. Un voyageur anglais raconte qu'il n'a échappé qu'à grand'-peine à ce danger. Le *lazo* est, comme on voit, une arme qui peut être mortelle, et cela est si vrai, que pour avoir le droit d'en être muni on a besoin d'un port d'armes.

Mexico est une grande ville espagnole qui a l'air plus imposant, plus majestueux, plus *capitale* qu'aucune cité d'Espagne, sans en excepter Madrid. Surmonté de ses nombreux clochers et environné d'une vaste plaine terminée par des montagnes, Mexico rappelle un peu Rome. Ses grandes rues droites, larges, régulières, lui donnent une apparence assez voisine de celle qu'offre Berlin. Il a aussi quelque chose de Naples et de Turin, avec un caractère qui lui est propre. Mexico fait penser à plusieurs villes d'Europe, et diffère cependant de chacune de ces villes. Il rappelle tout et ne ressemble à rien.

Quand on va dans la rue des *Plateros* (1) et dans le quartier marchand, dont elle forme le centre, on a le plaisir d'entendre parler français dans presque tous les magasins. Les Français sont assez nombreux à Mexico. Ils y font le commerce d'orfévrerie ou de modes;

(1) La rue des Orfévres, mot à mot des argentiers.

ils sont bottiers, cuisiniers, coiffeurs, gagnent beaucoup d'argent en peu de temps, et selon leur habitude, quand ils ont fait fortune, quittent le pays pour retourner chez eux. Il y a aussi bon nombre de négocians anglais; en général, ils s'établissent sur un grand pied. J'ai rencontré également des négocians allemands, surtout des Hambourgeois.

Les Indiens forment la masse de la population dans l'intérieur du pays, ils en composent la presque totalité. Les Indiens sont les paysans du Mexique. L'esclavage des noirs est aboli depuis la proclamation de l'indépendance; mais on emploie les Indiens, sous le nom de *péons* ou d'engagés, à faire ce que faisaient les nègres. Ils s'engagent en effet pour un an; mais au bout de ce temps, il se trouve souvent qu'ils ont contracté une dette envers leurs patrons. Ils ne peuvent recouvrer leur liberté jusqu'à ce que cette dette soit payée. Cette situation est à quelques égards pire que l'esclavage, car le maître n'a pas les mêmes raisons de soigner son engagé que le propriétaire de soigner son esclave. S'ils sont malades, point d'infirmerie, de médecin; ils meurent quelquefois sur le bord d'un chemin sans que personne en prenne souci.

La condition des Indiens est en général assez misérable. L'autorité a conservé envers eux des habitudes un peu espagnoles. Le clergé, à la voix de Las Casas, se déclara leur protecteur après la conquête, des inquisiteurs même prirent leur parti avec chaleur; mais aujourd'hui j'entends dire que les curés font peu pour les instruire ou les moraliser, et même rançonnent leurs paroissiens sans miséricorde. Les pauvres Indiens peuvent dire avec le poète mexicain Galvan : « Je suis un Indien, c'est-à-dire un ver qui se tapit dans l'herbe. Toute main l'évite et tout pied le meurtrit. » Les Indiens sont d'un naturel habituellement doux et tranquille, mais dans l'occasion capables de courage et même de férocité. Ceux qui vivent dans des lieux écartés conservent certaines superstitions dont l'origine se rattache à l'ancienne religion de leurs pères. On peut lire dans le curieux *Voyage* de Th. Gage, écrit au XVIIe siècle, comment ce dominicain découvrit au fond des forêts, dans une grotte obscure, une idole en bois, et comment, l'ayant apportée dans sa chaire, il la détruisit à coups de hache, à la grande indignation de quelques-uns de ses paroissiens, qui, pour venger leur dieu, tentèrent même de faire à Gage un mauvais parti. Encore aujourd'hui, certains Indiens honorent les idoles que le temps a épargnées, et qu'ils appellent *les vieux saints* (*los santos antiguos*). A Mexico même, quand il y a quatre-vingts ans on eut déterré la statue d'une affreuse divinité dont je parlerai bientôt, on observa chaque matin qu'elle avait été couronnée de fleurs pendant la nuit.

L'hôtel que nous habitons a été le palais d'Iturbide. Singulière destinée! après avoir combattu les insurgés pendant plusieurs années, Iturbide embrassa leur cause et en décida le triomphe. Élu empereur, il entra en lutte avec les chambres et s'en débarrassa par un coup d'état; puis, vaincu à son tour par le parti républicain, il fut banni du Mexique et se réfugia en Italie. Les dissensions perpétuelles de la patrie qu'il avait délivrée et asservie le rappelèrent dans cette patrie. Il y revint, on ne sait pas bien dans quel dessein, car étant descendu à terre, il fut arrêté et fusillé immédiatement. Il n'en est pas moins considéré aujourd'hui comme le vrai fondateur de la république mexicaine. A Puebla, une rue porte son nom, et à Mexico son sabre est placé dans la salle des représentans. Le palais qu'il a habité est très beau, et quand l'hôtel qui l'occupe sera terminé, ce sera un magnifique hôtel. On y est assez bien, et la cuisine n'y est pas espagnole. Les chambres sont disposées autour de deux grandes cours, dont l'une est entourée d'un portique soutenu par de légères colonnes. Les ornemens ciselés sur les murs du palais sont d'un goût singulier, mais qui n'est pas sans charme. L'architecture européenne a le droit d'être un peu bizarre à Mexico.

J'ai eu le plaisir de retrouver, dans le ministre de France au Mexique, M. Levasseur, ancien aide de camp du général Lafayette, que j'avais vu autrefois à Lagrange. Son accueil m'a rappelé la cordiale hospitalité toujours offerte dans le château féodal du libérateur de l'Amérique, et rendue si douce par la respectable et charmante famille qui l'habitait. M. Levasseur m'a mené faire une promenade en voiture dans les allées qui sont aux portes de la ville. Les grands volcans qu'on aperçoit de ce lieu donnent à l'horizon un caractère de sublimité incomparable. Ici on sent la vérité de cette exclamation de M. Carpio, poète indigène, quand, s'adressant au Mexique dans le poème qu'il a consacré à célébrer sa patrie, il lui dit : « Que tu as de magnifiques horizons! »

Che magnificos tienes horizontes!

Les horizons sont en effet la grande beauté du Mexique. Partout le paysage est bordé par d'admirables sommets. Le plateau de Mexico, qu'embrasse un dédoublement de la Cordillère, est placé au centre d'un cercle de montagnes. Quand le soleil dore les cimes neigeuses qui pyramident au-dessus des nuages, on a aux portes de la ville et sous le ciel le plus doux le spectacle des plus grands tableaux que présente la nature des Alpes.

Vers le soir, la promenade est fréquentée par les voitures et les cavaliers; des tourbillons de poussière rendent la condition de piéton peu agréable. Les voitures m'ont semblé assez lourdes; elles sont

en général fermées et sont loin de l'élégance originale des *volantes* de La Havane. Parmi les promeneurs à cheval, il en est qui portent le costume mexicain : le chapeau à vastes bords, le large pantalon à boutons de métal et ouvert à la partie inférieure sur le côté, les étriers énormes. Ils ont parfois un air de brigand très pittoresque, et cette apparence n'est pas toujours trompeuse. Un Français se promenait ici avant la nuit; un cavalier, après s'être assuré qu'en ce moment personne n'était en vue, fondit sur lui et lui mit la pointe d'un sabre sur la poitrine. Le Français avait des pistolets à l'arçon de sa selle; on ne se promène guère sans armes. Il en dirigea un contre le brigand, qui fit volte-face, se coucha sur son cheval et s'enfuit. Notre compatriote, de qui je tiens le fait, porta plainte à un personnage élevé. Celui-ci lui dit tout d'abord : « Ce ne peut être qu un tel; lui seul est capable d'une pareille impudence. — Eh bien! qu'on l'arrête et qu'on me confronte avec lui; qu'on le juge. — Oh! non, il ne serait pas condamné. C'est un homme dangereux. Pourquoi ne l'avez-vous pas tué? »

En effet le seul moyen d'avoir justice en ce pays, c'est de se faire justice soi-même. Seulement il faut avoir soin de tuer son homme du coup; si on se contente de le blesser, il se venge tôt ou tard, et de plus, si l'on est étranger, on s'expose à être condamné pour voies de fait contre un citoyen du Mexique. On m'a assuré qu'un Français avait été en prison trois mois pour avoir donné un coup de bâton à un Indien qui se précipitait sur lui un couteau à la main. Telle est la justice au Mexique. Un voleur de profession disait : On n'est jamais condamné quand on a 25 piastres à donner. Aussi les vols et les meurtres abondent à Mexico. L'autre jour, un particulier a été assassiné en plein jour, chez lui, par des bandits, à deux pas du palais où réside le président et où s'assemblent les deux chambres. Hier, un médecin distingué et très aimé dans le pays est allé, à cheval, visiter un malade aux portes de la ville; il avait engagé sa femme à l'accompagner en voiture et à faire de cette petite course une promenade. Il a été tué sous les yeux de sa femme et de ses enfans. Les voleurs ont été arrêtés. Comme cette mort avait mis la ville dans la consternation, on se flatte cette fois que par extraordinaire les meurtriers seront condamnés et exécutés (1). Voilà où en est la sûreté publique à Mexico. Aussi les soldats à cheval qui sont en faction au milieu du *paseo* me semblent placés là moins pour faire la police des voitures que pour garder les promeneurs.

Je ne résiste pas à la tentation d'essayer de décrire un de ces ad-

(1) C'était une illusion. Depuis mon retour en Europe, j'ai appris par les journaux qu'ils avaient été mis en liberté.

mirables couchers de soleil dont je jouis presque tous les soirs, en suivant, à l'heure de la promenade, une grande allée qui est aux portes de Mexico.

Le ciel est parfaitement pur, non pas de ce bleu foncé qu'on admire en Italie, mais d'un bleu délicat d'une extrême suavité. Les grands vallons élèvent sous ce ciel leurs sommets d'une étincelante blancheur qui devient graduellement une blancheur dorée. A gauche sont des montagnes d'un ton gris cendré très doux; à droite, d'autres montagnes d'un bleu mat; le ciel prend ces teintes vertes, fleur de pêcher, si rares dans nos climats, mais fréquentes sous les tropiques, et qu'a si bien décrites Bernardin de Saint-Pierre. Les cônes neigeux semblent reposer sur une pyramide violette qui s'éclaire et s'empourpre aux splendeurs du couchant. Pendant que je contemple ces métamorphoses de la lumière, j'écoute la cloche d'un couvent et le cri égaré d'un petit oiseau. La plaine est parfaitement uniforme de ton, simple et sévère : c'est la campagne de Rome, bordée par des cimes qui ressemblent à ce qu'on imagine de l'Himalaya. Mais, nouvel incident survenu dans le magique spectacle, voici que la base de la montagne est devenue d'un gris tirant sur le bleu; les sommets sont roses. Puis ce rose, au moment de son plus vif éclat, pâlit soudainement; les nuages ont conservé le leur et semblent un reflet céleste des cimes terrestres qui se décolorent. Le Popocatepetl résiste plus longtemps; enfin il blêmit, et son cratère neigeux n'offre plus qu'un blanc mat remplacé bientôt par la teinte presque livide que prennent en Suisse les glaciers quand le soleil a disparu. L'aspect de cette neige terne, après l'éblouissement que produisent les derniers jeux de la lumière, est profondément triste : c'est un brusque passage de ce que la vie a de plus brillant à ce que la mort a de plus sombre.

Près de ce lieu si imposant, je trouve un souvenir assez grotesque de la France. Dans une petite île entourée d'une eau croupissante est un misérable bouchon sur lequel le propriétaire, qui ne peut être qu'un compatriote et qui doit être un philosophe, a mis pompeusement pour enseigne : *la isla de Jean-Jacques Rousseau* (l'île de Jean-Jacques Rousseau). — L'eau des fossés est couverte d'une végétation si serrée, que l'on a peine à la distinguer de la verdure du sol. Hier j'ai manqué y mettre le pied comme sur un terrain solide. Cela fait comprendre l'existence des *chinampas*, ou prairies flottantes, sur le lac de Chalco, dont parlent les historiens de la conquête, que M. de Humboldt a encore vues, et qu'on me dit ne plus exister.

Dans l'intérieur de Mexico est une autre promenade nommée l'*Alameda*. Toutes les villes en Espagne ont leur *alameda*. Ce nom si gracieux, et qu'on serait tenté de prendre pour un nom arabe, a ce-

pendant une origine latine, et veut dire un lieu planté d'ormes. Ce ne sont pas des ormes qui font la parure des *alamedas* des tropiques : à La Havane c'étaient des palmiers, ici ce sont des arbres au feuillage délicat dont je ne sais pas le nom, mais que je suis bien sûr de n'avoir pas vus en Europe. Ces arbres sont toujours verts, et cependant leurs feuilles se renouvellent, mais graduellement et insensiblement, de sorte que les rameaux ne se dépouillent jamais de leur verdure. Tous les jours, je vais de grand matin à l'*Alameda*, je m'assieds sous ces beaux arbres; je regarde et j'écoute l'eau jaillir d'une fontaine à la forme singulière, aux ornemens capricieux, qui date du XVIe siècle, et vers laquelle viennent converger les allées. Ces allées sont pavées comme dans l'*Alameda* de Séville. C'est un lieu très agréable. Le matin, il est très solitaire. J'y retourne à cinq heures du soir, à l'heure de la promenade. On ne fait guère que le traverser pour aller aux grandes allées. Il y a deux siècles, on y étalait le luxe de cette époque. L'Anglais Gage, dont le voyage offre une peinture curieuse de ce qu'était alors le Mexique, nous montre à l'*Alameda* les gentilshommes accompagnés d'une suite nombreuse, leur voiture conduite par six esclaves nègres vêtus d'une livrée brillante chargée de galons d'or et d'argent, avec des bas de soie sur leur jambe noire, des rosettes à leurs souliers et l'épée au côté. Aujourd'hui ce luxe bizarre a disparu, mais il n'y a plus d'esclaves.

La douceur et la pureté de l'air sont pour beaucoup dans le charme des promenades de Mexico. Nulle part on ne sent l'existence si égale et si légère. Au sein d'une grande ville, on respire comme dans une haute vallée de la Suisse, et l'on sait que cette oasis aérienne s'élève au milieu d'un pays brûlant. Le calme délicieux qu'on éprouve dans cette région a quelque chose de la sérénité de l'Olympe.

Dimanche, 14 mars.

J'ai eu aujourd'hui le spectacle de l'ancienne existence aztèque. Après avoir suivi une longue chaussée presque déserte, je me suis trouvé à l'extrémité de la promenade appelée *las Vigas*. Là, j'ai aperçu tout à coup, sur le canal qui réunit la ville au lac de Chalco, des barques remplies d'Indiens et d'Indiennes qui portaient la plupart sur leurs cheveux noirs des fleurs rouges, parmi lesquelles figurait l'œillet mexicain, qu'on employait autrefois à parer les morts. Sur les bateaux, l'on dansait et l'on jouait de la harpe. Il en est ainsi tous les dimanches. C'est probablement un souvenir de quelque vieille solennité nationale dont l'origine est oubliée. Le canal sur lequel a lieu cette promenade traditionnelle longe une allée où, à la même heure, se rassemble le beau monde. La foule civilisée a bien aussi sa physionomie un peu sauvage : à côté des calèches élégantes et des *coches* qui voiturent les bourgeois de Mexico, galopent des hommes

au visage et au costume de bandits; mais cependant le contraste est grand entre le Longchamp mexicain et ce canal couvert de barques portant l'antique population du pays, avec son costume, ses fleurs, ses danses au son de la harpe et ses chansons. On assure que ces Indiens déplorent encore aujourd'hui dans leurs chants la chute de l'empire de Montezuma. Les femmes portent, sous le manteau bleu dans lequel elles sont enveloppées, des robes très peu montantes, de sorte qu'au moindre mouvement qu'elles font, on aperçoit une grande partie de leur brune personne.

Dans le quartier de Mexico où les anciens canaux existent encore, on voit, certains jours de la semaine, les fleurs et les fruits qui doivent se vendre au marché arriver de grand matin sur des bateaux plats, recouverts de nattes, et conduits par des Indiens ou des Indiennes. Ce gracieux spectacle est plus frappant peut-être que celui que je décrivais tout à l'heure, car ce n'est pas à un divertissement, conservé par hasard, des temps anciens qu'on assiste : on se trouve transporté au sein de la vie quotidienne des Aztèques. Les choses se passaient exactement ainsi avant la conquête : on a devant les yeux un petit coin du tableau qui frappa les regards de Cortez et de ses compagnons. Le marché aux fruits offre un aspect du même genre. C'est le premier marché aux fruits du monde, car nulle part autant qu'à Mexico on ne peut trouver réunies les productions des diverses zones : où voit-on, par exemple, des cerises à côté des ananas et des bananes? Il faut être pour cela dans un pays où se trouvent toutes les températures, et par suite toutes les végétations.

Comme je traverse la grande place, le tambour bat aux champs, le poste en faction au palais sort musique en tête : c'est qu'on porte à un malade le saint-sacrement dans une voiture attelée de deux mules blanches. Tout le monde se découvre, s'arrête et fléchit le genou d'aussi loin qu'on peut entendre la clochette. Ces hommes épars sur cette immense place, agenouillés, inclinés, recueillis, forment un tableau grave et imposant. En Espagne, j'ai vu quelque chose d'analogue, mais d'un effet moins sérieux. J'étais au théâtre. Tout à coup les acteurs se turent, les spectateurs se levèrent et tournèrent le dos à la scène. C'est qu'on avait entendu la clochette qui annonçait le passage du saint-sacrement, qu'on appelle *sa majesté*, majesté devant laquelle s'humilia l'orgueil de Philippe II le jour où, ayant rencontré le pieux cortége, il descendit de sa voiture, y fit monter le prêtre qui portait l'hostie consacrée, et suivit à pied.

Les seuls monumens dignes de ce nom qui décorent la grande place de Mexico sont la cathédrale et le *Sagrario* (1). L'intérieur de la ca-

(1) C'est le lieu où l'on baptise et où l'on marie.

thédrale est peu remarquable. Le sol est en planches; des figures de moines et de religieuses en bois peint rappellent les collections de Curtius à Paris ou celle de Mme Tussaud à Londres. Au-dessus du tabernacle, des anges couleur de chair soutiennent une madone dans les nuages. Au dehors, on retrouve l'architecture espagnole surchargée des deux derniers siècles; les ornemens de la façade du *Sagrario* sont particulièrement tourmentés et fouillés. L'architecture mexicaine, c'est le goût espagnol outré par le génie sauvage.

Sur l'emplacement où s'élève la cathédrale était le grand *téocalli* ou temple mexicain. Autour d'une pyramide surmontée d'une chapelle se groupaient soixante-dix-huit édifices, sanctuaires, habitations des prêtres, etc. Dans le mur de la cathédrale, on a encastré le fameux calendrier mexicain, trouvé près de là, avec la statue de la déesse de la Mort, et la pierre dite *des sacrifices*. Le premier de ces monumens paraît n'être qu'un fragment d'un morceau plus considérable et ne présenter que la moitié de l'année. Tel qu'il est, son poids est évalué à près de cinquante mille livres.

Un antiquaire mexicain, Gama, a consacré à l'examen de cette pierre une savante dissertation, à laquelle je renvoie ceux des lecteurs qui désireraient faire une connaissance plus particulière avec ce curieux monument astronomique (1). J'en dirai seulement quelques mots. Au milieu est le soleil, la grande divinité des Mexicains, représenté par une tête vue de face et tirant la langue. A l'entour sont figurés les vingt mois solaires de dix-huit jours chacun dont se composait l'année mexicaine de trois cent soixante-cinq jours, en y comprenant cinq jours complémentaires. C'était exactement l'année des Égyptiens avec les jours épagomènes, et comme l'année véritable est plus longue de près de six heures, il fallait pour ce calendrier comme pour tous les autres une correction qui au bout d'un certain temps compensât ce que chaque année mexicaine perdait sur l'année véritable. Une correction de ce genre a été le problème à résoudre dans la formation de tous les calendriers. On sait comment il a été résolu dans le nôtre par les années bissextiles, qui intercalent tous les quatre ans un jour de plus après le 28 février, et suppriment ce jour complémentaire dans la dernière année de trois siècles sur quatre. Les Égyptiens remédiaient à la différence de l'année de trois cent soixante-cinq jours et de l'année vraie par leur période de quatorze cent soixante ans, au bout de laquelle les deux années se retrouvaient d'accord. Les Mexicains n'attendaient pas si longtemps. Au bout de cinquante-deux ans, ils ajoutaient alternativement douze et treize

(1) *Descripcion historica y cronologica de las dos Piedras que... se hallanron el año de* 1790, por Antonio y Leon de Gama.

jours, ce qui faisait vingt-cinq jours au bout de cent quatre ans, et ce temps écoulé, l'année de trois cent soixante-cinq jours se trouvait ramenée à l'année vraie. Ces cent quatre ans formaient le grand cycle mexicain. Alors, comme si le monde avait recommencé une nouvelle existence, ils renouvelaient tous les objets de leur culte et même les meubles et les ustensiles destinés à des usages privés; ils rallumaient le feu sacré dans leurs temples. — Tel était le système du calendrier mexicain. Gama l'appelle le plus parfait de tous les calendriers; on voit du moins qu'il était ingénieux et prouvait chez le peuple qui l'avait imaginé une civilisation assez avancée.

Je reviens à la description de la pierre astronomique de Mexico. Autour du soleil sont indiqués par leurs symboles les quatre autres soleils qui, dans les idées mexicaines, avaient précédé le nôtre et étaient morts avant lui. La mort de chacun de ces soleils avait été accompagnée de la destruction de l'espèce humaine. La première fois les hommes avaient été dévorés par des tigres à la suite d'une disette; la seconde fois, de grands vents avaient renversé les maisons, et les hommes, enlevés par ces vents impétueux, avaient été changés en singes; la troisième fois, ils avaient été attaqués par le feu et transformés en oiseaux; la quatrième enfin, submergés par un déluge et changés en poissons. Le soleil actuel devait mourir aussi, et avec lui le genre humain disparaître dans un incendie. Aussi, à la fin de chaque cycle de cent quatre ans, on craignait que la destruction de l'univers ne s'accomplît, et on recommençait le cycle suivant avec de grandes marques de joie, après que chacun avait fait couler un peu de son sang en l'honneur des dieux, et ce qui est plus fâcheux, après avoir immolé des victimes humaines. On trouve dans la plupart des cosmogonies, particulièrement dans celle des anciens Scandinaves, l'idée de ces époques successives séparées par des destructions et des renouvellemens que produisent l'eau et le feu. Il ne faut pas en conclure à un rapport historique entre les peuples qui ont eu ces idées, et voir, comme on l'a fait, dans un personnage merveilleux de la tradition mexicaine nommé Votan, le Woden ou Odin des peuples germaniques. Ces analogies peuvent avoir leur raison d'être dans l'unité de l'esprit humain, naturellement porté à expliquer par des suppositions semblables les origines qu'il ignore. La similitude des erreurs est une loi de notre nature aussi bien que leur variété. Peut-être dans cette croyance à des rénovations périodiques du monde se cache un souvenir traditionnel d'anciennes catastrophes géologiques. Les révolutions du globe terrestre, les phases de la vie organique à sa surface, semblent, d'après les opinions le plus généralement admises aujourd'hui dans la science, avoir pour causes de grands cataclysmes produits par les soulèvemens volcaniques et qui

sont accompagnés de déplacemens dans le lit des mers, ce qui ressemble assez aux périodes séparées par des incendies et des déluges telles qu'on les trouve chez les Mexicains, chez les anciens Scandinaves, chez divers peuples de l'Orient, et telles que nous les ont transmises plusieurs philosophes et plusieurs poètes de l'antiquité (1).

Le style de décoration qui prévaut dans l'intérieur de la cathédrale se trouve dans toutes les autres églises de Mexico. Partout sont des *retables*, c'est-à-dire des peintures séparées les unes des autres par des cadres sculptés, par des figures en demi-relief et en ronde bosse, mélange singulier qui frappe l'œil dans toutes les églises espagnoles des deux mondes. Le cadre est un objet d'art comme le tableau, et souvent tient autant de place que lui; quelquefois l'accessoire est devenu le principal : il en résulte un ensemble qui souvent n'est pas d'un goût très pur, mais presque toujours d'une grande richesse et d'un grand effet. Quelquefois les peintures expriment un vif sentiment de ferveur; en général elles sont peu remarquables et souvent tout à fait mauvaises. Des crèches, d'un goût puéril, ressemblent à des jouets d'enfant. J'ai vu un grand Christ dont la tunique était semée de roses qui simulaient des gouttes de sang : mélange du gracieux et du sombre qui peignait assez bien le double génie de la dévotion espagnole.

Les cloîtres abondent à Mexico; on dit qu'il y existe cinquante-huit églises et trente-six couvens. L'enceinte de San-Francisco renferme plusieurs églises et plusieurs cloîtres entourés d'un grand mur qui donne à l'ensemble l'air d'une forteresse. Il semble que la tradition du grand *téocalli* mexicain, qui comprenait soixante-dix-huit édifices consacrés au culte des Aztèques, se soit conservé sur une moindre échelle dans cet entassement d'édifices religieux chrétiens. Comme la *Nouvelle-France* du Canada est en réalité pour nous la vieille France, la *Nouvelle-Espagne* est vraiment la vieille Espagne, l'Espagne avec des moines et avec tous les abus de la vie monacale dégénérée. Les moines de Mexico sont loin de mener une vie édifiante. Un légat du pape est en ce moment dans cette ville; il y a été envoyé pour tâcher d'introduire dans les couvens une réforme dont ils ont grand besoin. On dit qu'il désespère de réussir. Le pape actuel voudrait faire ici ce qu'il a tenté à Rome : réduire le nombre des couvens en agglomérant les religieux d'un même ordre dispersés dans plusieurs maisons, dont

(1) Gama, mais cette opinion lui est, je crois, particulière, a cru remarquer, au pourtour de la pierre de Mexico, huit trous dans lesquels il suppose qu'étaient plantés des gnomons entre lesquels on tendait, selon lui, des fils dont l'ombre projetée sur la pierre pouvait indiquer les équinoxes et les solstices. Quoi qu'il en soit, ce monument est trop curieux pour que je n'aie pas cru devoir en dire quelques mots, propres du moins à en faire apprécier l'importance.

chacune possède des fondations qu'a rendues démesurées la diminution graduelle de ceux pour qui on les avait instituées. Les moines de Mexico, malgré toutes les révolutions, sont encore trop riches; le meilleur emploi qu'ils fassent de leur argent est de le prêter à 6 pour 100, ce qui est d'une véritable utilité dans un pays où le taux ordinaire du prêt est beaucoup plus élevé, mais ce qui est peu en harmonie avec leur vocation et avec les doctrines de l'église catholique, si peu favorable au placement à intérêt, dans lequel elle a toujours eu beaucoup de peine à ne pas voir une usure déguisée.

Pendant le carême, les spectacles sont fermés à Mexico; mais nous allons avoir un concert au grand théâtre. Je verrai du moins la salle et le public. La salle est loin d'avoir le brillant aspect de celle de La Havane; le carême empêche qu'elle soit remplie. On fume au parterre. De temps à autre, j'entends un petit bruit sec : c'est le frottement d'une allumette destinée à allumer un cigare. En Hollande, on fume dans les couloirs du théâtre, et à Séville des prêtres savouraient devant moi la cigarette dans la sacristie de la cathédale; mais fumer en plein parterre, c'est ce que je n'ai vu qu'à Mexico. On nous annonce une chanteuse qui vient de Californie. Le concert n'aura lieu que lorsque les robes de Mme *** seront arrivées; elles se trouvent maintenant entre Vera-Cruz et Mexico, et il faut bien qu'elles arrivent, car elles sont annoncées sur l'affiche. Les toilettes successives de Mme *** y figurent aussi bien que les morceaux qu'elle doit chanter.

En attendant, on raconte son histoire. Mme *** est Française. Les parens d'un jeune homme qui l'aimait imaginèrent d'envoyer leur fils en Californie pour le guérir de son amour. Il y avait consenti et attendait à Bordeaux le moment de s'embarquer. Sur ces entrefaites, Mme *** était venue chanter sur le théâtre de Bordeaux; le vent se trouvant contraire, le jeune homme alla un matin voir Mme ***. Le résultat fut que le soir, au lieu de paraître sur le théâtre, elle était avec lui embarquée pour la Californie. Le bateau à vapeur envoyé à leur poursuite arriva tout juste pour voir cingler vers la pleine mer le navire qui les emportait. Voilà un petit roman californien assez agréable, et qui, comme tout roman bien conduit, s'est terminé par un mariage.

Les autres plaisirs de Mexico sont le jeu et les combats de coqs. Je n'ai pas cherché à être témoin de ce cruel passe-temps, que les Mexicains aiment avec passion. Quant au jeu, je n'ai nulle envie de perdre mon argent au *monte*, ne voulant point avoir recours à la ressource dont parfois ont usé, m'assure-t-on, des jeunes gens de Mexico qui, se trouvant à sec, sortaient d'un salon et allaient arrêter un passant dans la rue, puis rentraient et continuaient leur partie avec les sommes qu'ils s'étaient ainsi procurées.

Il y a ici, comme en Espagne, des combats de taureaux dans lesquels les Mexicains montrent une audace qu'ils n'ont pas constamment trouvée devant l'ennemi. Il y a diverses sortes de courage : tel homme qui a l'une n'a pas toujours l'autre. En ce moment, on ne nous offrait d'autre divertissement que le combat d'un ours et d'un taureau. Il faut le désœuvrement du voyageur pour aller chercher un pareil spectacle. Cependant je dois avouer qu'il a été assez curieux par le dénouement inattendu qu'il a présenté. Comme l'ours avait tué, il y a quelques jours, deux ou trois imprudens qui s'étaient trop approchés du poteau auquel il était enchaîné, on l'a enfermé avec son ennemi dans une enceinte formée par de grandes poutres plantées verticalement, à travers lesquelles on n'apercevait que difficilement ce qui se passait. Néanmoins les spectateurs en voyaient assez pour être indignés de la couardise de l'ours, qui faisait le tour du champ clos en rasant les poutres; les coups qu'on lui donnait à travers cette muraille à jour ne pouvaient le décider à combattre. Le taureau, de temps en temps, semblait vouloir fondre tête baissée sur son lâche ennemi; puis, le voyant si humble, il dédaignait de le frapper. Enfin l'ours a perdu patience, il a jeté ses deux fortes pattes autour du col du taureau, qui dès ce moment est resté immobile, tirant la langue, entièrement maîtrisé par cette rude étreinte. La nuit est arrivée avant que rien eût été changé à la situation respective des deux combattans; mais tous les connaisseurs assuraient, en s'en allant, que l'ours certainement étoufferait le taureau.

Une autre curiosité a rassemblé la foule dans la même enceinte, l'enlèvement non d'un aérostat à gaz, mais d'une montgolfière soutenue par la dilatation de l'air échauffé. C'est l'enfance du ballon, et il faut aller à Mexico pour trouver, au milieu du dix-neuvième siècle, cette forme antédiluvienne d'un voyage aérien.

J'ai peu de chose à dire des mœurs mexicaines. Il faudrait vivre plus longtemps dans ce pays pour avoir une opinion fondée à cet égard. La vie de Mexico a été peinte dans le très agréable livre de Mme Calderon. Les scènes de l'intérieur, l'existence aventureuse qu'on mène dans les portions à peine civilisées du pays, ont été dans cette *Revue* l'objet d'une série de tableaux et de récits attachans qu'on m'assure ici ne pas manquer de fidélité. L'auteur de ces récits vient de finir tristement sa vie dans les flammes qui ont consumé le bateau à vapeur *l'Amazone,* sur lequel il s'était embarqué pour aller en Californie (1).

J'entends dire que les Mexicains ne sont pas très sociables, qu'ils

(1) M. Gabriel Ferry de Bellemare. Voyez ses études sur le Mexique dans la *Revue des Deux Mondes,* — du 15 avril 1846 au 15 septembre 1849.

se mêlent peu aux étrangers, quoique les négocians européens épousent souvent des Mexicaines; qu'ils acceptent avec empressement les invitations qu'on leur fait, sans être très empressés de les rendre. Ce que je sais, c'est que M. Levasseur m'a mis en relations avec des hommes fort distingués et fort aimables. J'aurai l'occasion de parler bientôt de M. Ramirez et de M. Lacunza. J'ai vu aussi chez notre ministre M. Carpio, sénateur et, ce qui vaut mieux, poète mexicain, qui a chanté le Mexique, dont les vers ont de l'élévation, de l'ampleur et cette majestueuse harmonie de la poésie espagnole qu'on ne saurait égaler dans aucune langue vivante. M. Olagibel, avocat distingué et membre de la chambre des représentans, a été pour moi d'une obligeance rare. Sa bibliothèque, qui serait remarquable partout, et où se trouvaient deux Murillos, a été mise par lui à ma disposition de la manière la plus complète; j'étais même autorisé à m'y établir et à y travailler en son absence. Entouré de livres sur le pays, des meilleures éditions des classiques anciens et de tous les chefs-d'œuvre des littératures modernes, je me sentais à la fois au Mexique et en Europe. Il en était de même durant mes agréables et instructives conversations avec M. Olagibel. Tout le monde n'est pas aussi européen à Mexico. Un homme instruit du reste et très considéré m'a demandé un jour si le vin de Champagne ne venait pas de la campagne de Rome.

Les femmes mènent une vie tout orientale; la promenade, le bain, la sieste, l'amour, occupent leurs momens. Le luxe est poussé ici très loin; la façon d'une robe coûte, m'assure-t-on, de 200 à 250 fr. Il est vrai que tout est très cher à Mexico. Si les Mexicaines sont en général peu cultivées, je ne m'en étonne pas après avoir vu une maison d'éducation, tenue au reste d'une manière remarquable en tout ce qui ne concerne point l'instruction des jeunes personnes. Cet établissement, situé dans une espèce de palais, porte le nom de Saint-Ignace. Je l'ai visité avec M. Lacunza, l'un de ces hommes distingués dont je parlais tout à l'heure, qu'on est étonné de trouver dans un pays si mal gouverné. L'établissement renferme cent cinquante jeunes filles et femmes de tout âge; on y entre à neuf ans, et on peut y finir ses jours. Les habitantes du lieu sont divisées en groupes de huit personnes ayant leur ménage à part et un dortoir commun. Les lits m'ont paru d'une assez grande élégance. Chaque groupe vit sous la direction d'une *nana*, présidente nommée par la rectrice (*rectora*), qui elle-même est nommée par la *junta*. C'est ce qu'on appelle en anglais le *board* et en français le *comité*. La *junta* se compose de deux représentans des provinces basques et de quatre représentans du Mexique. Nommés primitivement par leurs concitoyens, ils ont depuis ce temps désigné leurs successeurs, ce qui n'est, pour des rai-

sons diverses, nullement dans l'esprit d'un *board* anglais ou américain ni d'un comité français. On m'a montré les portraits des trois fondateurs de l'établissement et on m'a raconté leur histoire. Ayant entendu une petite fille prononcer des paroles grossières, ils conçurent le projet de l'institution, et à l'aide de souscriptions formèrent une fondation considérable. Les jeunes personnes ont une tenue parfaite; elles apprennent à coudre, à broder, à lire, à écrire, à compter, un peu de musique. J'ai demandé ce qu'elles étudiaient et lisaient, une fois sorties de l'enfance; on m'a répondu qu'elles ne lisaient et n'étudiaient point. Quelle différence de cette éducation à celle des petites filles de l'école de Philadelphie, qui connaissaient si bien l'histoire de leur pays et même les hommes et les partis du temps présent!

J'ai vu aussi avec M. Lacunza le collége de Saint-Jean de Latran. Ce collége, ainsi que deux autres, délivre des diplômes qui permettent d'exercer la profession d'avocat. On donne les diplômes au bout de huit ans d'étude dans l'établissement, *sans examens* définitifs; mais chaque année on est examiné avant d'être admis à passer dans la classe supérieure. Ce privilége est menacé, car on va demander l'instruction libre : le droit possédé par les trois colléges de donner ces diplômes n'est qu'un usage et n'est fondé sur aucune loi.

Au collége de Saint-Jean de Latran est adjointe une classe d'enfans parmi lesquels j'ai eu un certain plaisir à voir toutes les couleurs confondues, même la couleur noire. C'est ce que je n'aurais, il faut le dire, trouvé nulle part aux États-Unis. Dans le collége de Saint-Jean de Latran, les études nécessaires sont le latin, la philosophie, le droit. Les études libres sont le français, l'anglais, l'escrime, la gymnastique, le dessin et l'art du menuisier (*carpinteria*); l'étude principale est celle du droit, dont la base est le droit romain, tel qu'il se trouve dans les *Siete partidas* d'Alphonse X, rédigées de nouveau (*recopiladas*) sous Charles III et complétées par les décrets des présidens. Il y a dans le collége deux bibliothèques, l'une dont les étudians ont le libre usage, l'autre qu'on ne peut consulter que sur une permission de M. Lacunza. Il ne doit pas l'accorder trop facilement, car j'y ai vu les romans de Pigault-Lebrun et *Faublas* à côté de la philosophie et du droit romain.

J'ai visité ensuite l'école de dessin, qui semble établie sur un assez grand pied, mais peu remplie. On y enseigne la peinture, la gravure, la sculpture. L'état envoie de jeunes artistes à Rome. Ce qui manque ici aussi bien qu'aux États-Unis, ce sont des modèles. Je n'ai pas vu un tableau de grand maître, sauf un Murillo douteux. Un élève de Tenerani a scuplté l'Hercule mexicain, dont le nom impossible à retenir, comme tous les noms aztèques, commence par *tet* et finit par *tol*. Destiné à la mort, Montezuma voulut lui faire grâce; mais il

demanda à mourir en gladiateur, ce qui était une sorte d'immolation religieuse et volontaire. J'ai eu beaucoup de plaisir à causer avec un peintre homme d'esprit et avec l'auteur de la statue. Je sympathise fort dans son admiration pour Tenerani, que j'ai eu à Rome le chagrin de voir trop immolé à Thorwaldsen, à la mode parmi les Anglais parce qu'il était Scandinave.

Enfin, pour terminer cette journée sérieuse, employée à la manière d'une journée aux États-Unis, j'ai vu un pénitencier qui m'a paru assez bien tenu; mais ce qui là était un des intérêts principaux du voyage, l'organisation des établissemens d'utilité publique, est ici un intérêt assez secondaire. Ce qu'il faut venir voir au Mexique, ce sont les grands tableaux de la nature, dont j'ai cherché à esquisser quelques traits, et les antiquités; mais avant d'aller étudier celles-ci au musée de Mexico, j'ai voulu visiter le sénat et la chambre des représentans.

La salle où se rassemblent les sénateurs est une bonbonnière, que j'ai trouvée à peu près vide. Dans la salle des représentans, on discutait, et il y avait quelques personnes dans la galerie publique. Au-dessus de la tête du président est une image de Notre-Dame de Guadalupe, et devant lui, sur le bureau, un crucifix. Il y a deux tribunes, l'une à gauche et l'autre à droite, apparemment pour que les orateurs aient moins de chemin à faire et leur épargner la fatigue de traverser la salle. Voilà du républicanisme bien méridional, cela seul ferait douter que les Mexicains soient très propres à cette forme de gouvernement; ce qui paraît évident, c'est que jusqu'ici elle n'a produit que des alternatives d'anarchie et de despotisme, ce qui est la pire des conditions pour un peuple. C'est aujourd'hui le tour de l'anarchie, l'année prochaine ce sera celui du despotisme; puis l'anarchie reviendra.

Rien ne peut approcher de la désorganisation de cette société. Les Mexicains ont adopté une constitution modelée sur celle des États-Unis, ce qui était très déraisonnable, car rien ne se ressemble moins que les citoyens des États-Unis et les habitans du Mexique. La masse de la population est indienne, et la population d'origine espagnole n'a nullement cette énergie, cette activité, cette habitude de compter sur soi-même, sans laquelle la république n'est pas possible. De plus, chaque état est à peu près indépendant, de sorte qu'il n'y a nulle autorité dans le gouvernement, nulle union dans le pays. Deux généraux viennent de déclarer de leur chef la franchise de deux ports situés dans les provinces où ils commandent. Le journal qui relate ce fait y ajoute une réflexion trop vraie : « Rien n'est dans son centre, tout est détraqué (*desquisiado*), et notre existence politique est un phénomène effrayant. » Là où personne n'obéit, l'impôt rentre mal ou est gaspillé par l'administration. Ce qu'il y a de certain, c'est que les

finances mexicaines ne sont pas florissantes. Le président Arista, dans son dernier discours aux chambres, a prononcé ces propres paroles : *L'état du trésor est véritablement misérable.*—Cela n'est point déguisé, et le président confirme la vérité de son assertion en établissant un déficit égal à la cinquième partie du revenu, et en déclarant qu'une partie des fonctionnaires n'est plus payée. Personne ici n'a le sentiment qu'un tel état de choses puisse durer. La crise financière précipitera la dislocation inévitable de l'état. On m'assure que le gouvernement mexicain a vécu jusqu'ici sur les 15 millions de dollars que les États-Unis ont donnés au Mexique en indemnité des provinces qu'ils lui avaient prises. Cette somme a été soldée par quartiers; les derniers sont échus tout récemment, et le Mexique est ruiné depuis qu'il n'a plus à dépenser l'argent de ses vainqueurs. Il lui faudrait une seconde invasion pour rétablir ses finances; mais cette fois les États-Unis prendraient tout et ne paieraient rien.

Le Mexique semble un condamné à mort qui a obtenu un répit d'une durée indéterminée; le répit ne saurait être bien long. Cette conviction est dans tous les esprits, et j'ai lieu d'être certain qu'un personnage très haut placé a exprimé dans la conversation le désir que la France ou l'Angleterre voulût bien s'emparer du Mexique, afin que son pays échappe aux États-Unis. Si les États-Unis ont d'ici à quelque temps autre chose à faire, que deviendra jusque-là ce beau et malheureux pays, le plus beau, le plus riche en productions de tous genres qui soit au monde, le seul qui réunisse les métaux précieux aux productions végétales des climats tropicaux et des climats tempérés? Cependant on sent qu'il va mourir, parce qu'il ne peut pas vivre. Après avoir vu aux États-Unis un peuple naître et grandir, je vois ici une nation se dissoudre et s'éteindre. Ce qui est bien frappant et bien propre à faire réfléchir, c'est qu'une agonie mortelle ne supprime pas chez un peuple les apparences de la vie. A voir cette grande ville avec son luxe, ses magasins, ses promenades remplies d'une foule insouciante et parée, il semble qu'on soit au sein d'une société régulière et durable. Et cependant on sait, à n'en pouvoir douter, que cette société, minée par la base, repose sur le vide et finira par s'y abîmer. Singulier et effrayant spectacle! Il en était ainsi dans l'empire romain la veille de son renversement par les Barbares, quand Ausone s'amusait à décrire en vers coquets le luxe et la sécurité de l'opulence romaine aux bords de la Moselle, à quelques pas des Barbares qui allaient venir; quand cet empire, comme disait Salvien, *mourait en riant.* Les peuples qui laissent se briser dans leur sein les ressorts de la vie morale et de la société sont pareils à ces arbres, creux au dedans, qui ont à l'extérieur tous les semblans de la durée, et qui, un petit vent venant à souffler, tombent tout à coup.

J.-J. Ampère.

JEAN-JACQUES ROUSSEAU

SA VIE ET SES OUVRAGES.

VII.[1]

SÉJOUR DE ROUSSEAU A L'ERMITAGE. — AMOUR POUR Mme D'HOUDETOT. — ROUSSEAU AVEC Mme D'ÉPINAY.

La Nouvelle Héloïse fut commencée à l'Ermitage; mais Rousseau n'eut pas le temps de l'y finir : il quitta brusquement la retraite que Mme d'Épinay lui avait donnée, rompit avec elle, avec Grimm, avec Diderot, et alla s'établir à Montmorency, chez M. le duc de Luxembourg, changeant ainsi tout à coup d'amis, passant d'un milieu dans un autre, des philosophes chez les grands seigneurs, pour les quitter et les maudire bientôt tous, égaré par les noirs accès de sa maladie.

Il y a dans le récit du séjour de Rousseau à l'Ermitage trois points principaux : 1° l'amour de Rousseau pour Mme d'Houdetot; 2° le départ de l'Ermitage et la rupture avec Mme d'Épinay; 3° la rupture avec Grimm et avec Diderot.

C'est à La Chevrette, chez Mme d'Épinay, que Rousseau rencontra Mme d'Houdetot. Elle était bienveillante et aimable. Voyant Rousseau timide et embarrassé dans le monde, elle causa avec lui : cela le charma. Mme d'Houdetot, étant à Eaubonne et sachant Rousseau à l'Ermitage, vint l'y voir. « Cette visite, dit Rousseau, eut un peu l'air d'un début de roman. Elle s'égara dans la route, son carrosse s'embourba dans le fond du vallon. Elle voulut descendre et faire le reste du trajet à pied. Sa mignonne chaussure fut bientôt percée; elle en-

(1) Voyez les premiers chapitres de cette série dans les livraisons des 1er janvier, 15 février, 1er mai, 1er août, 15 novembre 1852, et 15 juin 1853.

fonçait dans la crotte; ses gens eurent toutes les peines du monde à la dégager, et enfin elle arriva à l'Ermitage en bottes, et perçant l'air d'éclats de rire auxquels je mêlai les miens en la voyant arriver. Il fallut changer de tout, Thérèse y pourvut, et je l'engageai d'oublier sa dignité pour faire une collation rustique dont elle se trouva fort bien. Il était tard, elle resta peu; mais l'entrevue fut si gaie, qu'elle y prit goût et parut disposée à revenir. Elle n'exécuta pourtant ce projet que l'année suivante. A cette seconde visite, elle était à cheval et en homme. Quoique je n'aime guère ces sortes de mascarades, je fus pris à l'air romanesque de celle-là, et pour cette fois ce fut de l'amour. Comme il fut le premier et l'unique en toute ma vie..., qu'il me soit permis d'entrer dans quelques détails sur cet article (1). »

Avant de noter quelques-uns de ces détails, qu'il me soit permis à mon tour de faire une remarque. Rousseau dit que sa passion pour Mme d'Houdetot fut son premier et son unique amour. N'a-t-il donc pas aimé Mme de Warens? N'a-t-il pas aimé à Lyon, en 1741, Mlle Serre? N'y a-t-il pas même dans sa correspondance une lettre d'amour adressée à Mlle Serre? Un des commentateurs de Rousseau trouve cette lettre très passionnée, je la trouve banale et vulgaire : « Votre charmante image me suit partout, dit-il; je ne puis m'en défaire, même en m'y livrant (2); elle me poursuit jusque pendant mon sommeil; elle agite mon cœur et mes esprits; elle consume mon tempérament (3). » Quel style! Otez je ne sais quelle grossièreté qui est trop souvent la marque de l'amour dans Rousseau, quelle banalité! Et comme je comprends bien que Rousseau, se mettant à aimer Mme d'Houdetot, ait oublié cette lettre de 1741, dont moi-même je n'aurais pas parlé, si, en la lisant, je n'y avais trouvé une preuve de plus du singulier phénomène qui caractérise le talent de Jean-Jacques Rousseau, ce talent qui, longtemps ignoré de l'auteur lui-même, éclata tout à coup et brilla pendant plus de vingt ans, puis sembla peu à peu s'ensevelir dans la souffrance et l'égarement de la maladie (4). La lettre à Mlle Serre précède l'éruption du génie de Rousseau.

(1) *Confessions*, livre IXe.

(2) Phrase singulière, et que je ne puis expliquer que par cette autre-ci de Julie à Saint-Preux : « Je crains que tu n'outrages ta Julie à force de l'aimer. » (Deuxième partie, lettre XVe.)

(3) *Correspondance*, p. 182.

(4) Rousseau, dans son second Dialogue, dit, en parlant de son discours sur *les lettres et les arts* en 1749 : « De la vive effervescence qui se fit alors dans son âme (Rousseau, dans ses Dialogues, parle de lui-même à la troisième personne) sortirent les étincelles de génie qu'on a vu briller dans ses écrits durant deux ans de délire et de fièvre, mais dont aucun vestige n'avait paru jusqu'alors, et qui vraisemblablement n'auraient plus brillé dans la suite, si, cet accès passé, il eût voulu continuer d'écrire. » Deuxième Dialogue, t. IV, édit. Furne, p. 79.)

Mme d'Houdetot, qui inspira à Rousseau une passion si ardente, était-elle belle ou était-elle jolie? Ni l'un, ni l'autre. Rousseau dit lui-même qu'elle n'était pas belle : « Son visage était marqué de petite vérole, son teint manquait de finesse, elle avait la vue basse et les yeux un peu ronds; mais elle avait l'air jeune avec tout cela, et sa physionomie, à la fois vive et douce, était caressante. Elle avait l'esprit très naturel et très agréable; la gaieté, l'étourderie et la naïveté s'y mariaient heureusement; elle abondait en saillies charmantes qu'elle ne recherchait point, et qui partaient quelquefois malgré elle. Pour son caractère, il était angélique, la douceur d'âme en faisait le fond (1). » Voilà un portrait qui se sent de l'amour que Rousseau a eu pour Mme d'Houdetot. J'ai voulu, pour mieux connaître Mme d'Houdetot, consulter les témoignages des femmes de son temps, de son monde, et particulièrement celui de Mme d'Épinay, sa belle-sœur. Mme d'Épinay dit partout beaucoup de bien de Mme d'Houdetot. Il y a plus : Mlle d'Ette, cette commensale malicieuse de Mme d'Épinay, qui médisait tant qu'elle pouvait des personnes qui la recevaient, et qui peignait d'une manière si piquante tous les vices ou tous les défauts dont elle profitait, Mlle d'Ette, la préceptrice et l'espionne du mal dans toute cette société riche, spirituelle et frivole, Mlle d'Ette est elle-même favorable à Mme d'Houdetot. « Vous savez, dit Mlle d'Ette, que la comtesse d'Houdetot est devenue très aimable; son esprit s'est formé. Elle est bien un peu étourdie, mais elle est si naturellement honnête, que c'est un agrément de plus pour une femme aussi jeune. Il ne tiendrait qu'à nous de la croire coquette; mais Émilie (Mme d'Épinay) nous assure qu'il n'en est rien (2). » Voyons maintenant ce que Mme d'Épinay dit elle-même de Mme d'Houdetot : « La comtesse d'Houdetot est venue hier me dire adieu. Que c'est une jolie âme, naïve, sensible et honnête! Elle est ivre de joie du départ de son mari, et vraiment elle est si intéressante, que tout le monde en est heureux pour elle (3)... » Et ailleurs : « ... La comtesse d'Houdetot est venue hier souper avec nous. Le marquis de Saint-Lambert était avec elle; il venait m'apprendre son départ pour l'armée. Mme d'Houdetot en est désespérée; elle ne s'attendait pas à cette séparation. Elle ne se possède pas, et laisse voir sa douleur avec une franchise au fond très estimable, mais cependant embarrassante pour ceux qui s'intéressent à elle... Mon Dieu! que j'ai d'impatience de voir dix ans de plus sur la tête de cette femme! Si elle pouvait acquérir un peu de modération, ce serait un ange. »

(1) *Confessions*, livre IXe.
(2) *Mémoires de Mme d'Épinay*, t. Ier, p. 205.
(3) *Ibid.*, t. II, p. 384.

Voilà certes un portrait où il n'y a pas de malveillance, et il y en a même si peu, que Mme d'Épinay ne parle pas de la figure de Mme d'Houdetot. Ce n'était pas en effet par la figure qu'elle plaisait, Rousseau nous l'a déjà dit : c'était par sa grâce et par son amabilité (1). Il y a encore aujourd'hui dans le monde des personnes qui ont vu Mme d'Houdetot à Eaubonne avec M. de Saint-Lambert et avec M. d'Houdetot, avec son amant et avec son mari. J'ai recueilli çà et là leurs témoignages (2), et je les rassemble comme ils sont restés dans ma mémoire, sans chercher à les grouper, n'ayant d'autre intention que d'achever le portrait de Mme d'Houdetot, et de faire mieux connaître celle qui inspira à Rousseau une passion d'autant plus vive, qu'il ne parvint jamais à la faire partager et qu'il en fit seul les frais, ce qui s'arrangeait du reste fort bien avec son genre de passion ou d'imagination.

Ce qui faisait vraiment le charme de Mme d'Houdetot, c'est qu'elle avait, comme le dit si bien Mme d'Épinay, une *jolie âme*, c'est-à-dire une âme gracieuse et naïve, honnête, comme le dit encore Mme d'Épinay, non pas de cette honnêteté qui fait aimer ou suivre le devoir, mais de cette honnêteté qui consiste à ne déguiser aucun de ses sentimens, de cette honnêteté qui faisait que Mme d'Houdetot était ivre de joie du départ de son mari et désespérée du départ de son amant. A ce genre d'honnêteté, ôtez la naïveté qu'y mettait Mme d'Houdetot; ôtez l'excuse que faisaient la facilité des mœurs du siècle, les usages singuliers du monde, l'insouciance des maris ou l'embarras même qu'ils avaient d'aimer leurs femmes; ôtez ces excuses, et cette honnêteté touchera à l'effronterie du vice. Il n'en était rien, et si je ne

(1) Dans ses *Anecdotes pour servir de suite aux Mémoires de Mme d'Epinay*, Mme la vicomtesse d'Allard, qui, plus jeune que Mme d'Houdetot, avait pourtant beaucoup vécu dans sa société, dit « que ce sera une consolation pour les femmes laides d'apprendre que Mme d'Houdetot, qui l'était beaucoup, a dû à son esprit et surtout à son charmant caractère d'être si parfaitement et si constamment aimée; elle avait non-seulement la vue basse et les yeux ronds, comme le dit Rousseau, mais elle était extrêmement louche, ce qui empêchait que son âme ne se peignît dans sa physionomie; son front était très bas, son nez gros; la petite vérole avait laissé une teinte jaune dans tous ses creux, et les pores étaient marqués de brun : cela donnait un air sale à son teint, qui, je crois, était beau avant cette maladie. » Je crois bien que ce portrait, fait par une jeune femme qui se souvient d'une vieille, sans pitié et sans prévoyance, ne représente pas Mme d'Houdetot telle qu'elle était dans sa jeunesse et telle que Rousseau la vit à l'Ermitage : Mme d'Allard exagère un peu la laideur de Mme d'Houdetot pour mieux faire ressortir son esprit et son charmant caractère; car c'est là ce dont Mme d'Allard, comme tous ceux qui avaient vécu dans la société de Mme d'Houdetot, avait gardé le plus de souvenir.

(2) Parmi ces témoignages, celui qui m'a été le plus utile et qui m'est le plus cher est celui de M. Hochet, mon bon et affectueux parent, un de ces hommes d'esprit que les affaires enlèvent aux lettres, qui honorent les affaires par leur intelligence et par leurs succès, mais qui se retournent toujours avec amour vers les lettres, et font de l'étude le délassement de leurs travaux et l'ornement de leur bonheur.

craignais de tomber dans le paradoxe, je dirais volontiers que la morale alors était plus corrompue que les mœurs, ce qui arrive souvent, tandis qu'il y a des temps au contraire où les mœurs sont plus corrompues que la morale. Au XVIIe siècle et sous Louis XIV, la morale était chrétienne et les mœurs étaient souvent païennes. Au XVIIIe siècle, vers 1750, l'idée de la loi était effacée dans les âmes; mais le libertinage des principes était plus grand que le libertinage de la conduite. Dans cette singulière et aimable société du XVIIIe siècle, les devoirs étaient transposés et intervertis plutôt que détruits. Mme d'Houdetot resta toujours fidèle à M. de Saint-Lambert, et M. d'Houdetot, qui, au moment où il épousa Mme d'Houdetot, aimait éperdûment une dame qu'il ne pouvait épouser, resta fidèle aussi à cette affection. La personne qu'aimait M. d'Houdetot ne mourut qu'en 1793, c'est-à-dire quarante-huit ans après le mariage de M. d'Houdetot, et pendant tout ce temps il l'aima constamment, de même que, pendant tout ce temps aussi, Mme d'Houdetot aima Saint-Lambert, de telle sorte que M. d'Houdetot disait fort spirituellement : « Nous avions, Mme d'Houdetot et moi, la vocation de la fidélité; seulement il y a eu un malentendu. »

M. d'Houdetot, sa femme et M. de Saint-Lambert sont morts tous trois dans un âge très avancé. Ceux qui les ont vus dans leur retraite d'Eaubonne remarquaient que l'amant avait souvent de l'humeur et grondait beaucoup dans sa vieillesse, tandis que le mari était plein d'attentions pour sa femme, si bien qu'à voir les soins de l'un et les boutades de l'autre, un étranger se serait trompé, et aurait pris l'amant pour le mari.

Mme d'Houdetot avait l'esprit simple et délicat, juste et vif, sans empressement de se montrer. Toujours entourée d'hommes de lettres et d'hommes du monde, la conversation, chez elle, était spirituelle et intéressante; elle n'y prenait part qu'avec réserve et à propos, pour la ranimer ou pour la résumer, et elle le faisait toujours par un mot juste et fin qui, lorsqu'il venait comme conclusion, ne laissait plus rien à dire. Ceux qui l'ont vue, même dans sa vieillesse, ont gardé le souvenir de quelques-uns de ces mots doux et justes dont elle avait le secret. — Un jour, me disait M. Hochet, on causait chez elle des femmes, de leurs qualités, de leurs défauts, et comme c'était sous le directoire, le temps faisait qu'on médisait plus qu'on ne louait. Mme d'Houdetot finit la conversation, qu'elle n'avait pas contrariée, en nous disant : « Sans les femmes, la vie de l'homme serait sans assistance au commencement, sans plaisir au milieu, et sans consolation à la fin. » C'était là son genre d'esprit, élégant et même réfléchi par habitude de la bonne compagnie, et pourtant toujours naturel.

Elle faisait de jolis vers qu'elle disait à ses amis, mais qu'elle n'a

jamais voulu faire imprimer, fuyant la célébrité littéraire, quoique entourée d'auteurs. Ces vers lui arrivaient naturellement pour exprimer les émotions de sa vie, qui fut douce et heureuse, ce qui laisse croire qu'il y a toujours dans notre destinée un peu de notre âme et de notre caractère. Ses chagrins étaient les départs de Saint-Lambert pour l'armée; de là ces vers souvent cités, mais vraiment charmans :

L'amant que j'adore,
Prêt à me quitter,
D'un moment encore
Voudrait profiter.
Félicité vaine
Qu'on ne peut saisir,
Trop près de la peine
Pour être un plaisir!

Quand vint la révolution, les dangers du temps n'empêchèrent pas Mme d'Houdetot de songer à ses amis. Elle vint d'Eaubonne au Val, près Saint-Germain-en-Laye, voir Mmes la duchesse de Poix et la comtesse de Noailles, qui s'y étaient réfugiées et y vivaient fort solitaires. Elle resta trois jours au Val, avec une insouciance du péril que ne partageaient pas ses hôtesses, et qui tenait à une sorte de difficulté qu'avait son âme de croire au mal et au malheur. En partant, elle leur donna ces vers, qui n'ont point encore été publiés :

Malgré tant de malheurs, dans une paix profonde
Je passe encore ici les momens les plus doux;
Je puis auprès de vous oublier tout le monde :
Ce qu'il a de meilleur, je le retrouve en vous.
Ces grâces, ces vertus, dont vous êtes l'exemple,
Je les ai vu s'évanouir;
Mais votre retraite est un temple
Où je viens encore en jouir.
Telle une colonne superbe,
Monument des jours de splendeur,
Ne peut nous dérober sous l'herbe
Le souvenir de sa grandeur.
Dans votre asile solitaire,
Heureuses de nous rassembler,
Cherchons au moins à nous distraire,
Ne pouvant plus nous consoler.

La vieillesse elle-même, quoique Mme d'Houdetot en ressentît les inconvéniens, ne la corrigea point de cet optimisme, ou plutôt de cette disposition au bonheur qu'elle prenait dans la douceur de son âme. Voici comme elle parle de la vieillesse dans des vers fort spirituels, qui sont les derniers que je citerai :

Oh! le bon temps que la vieillesse!
Ce qui fut plaisir est tristesse,

Ce qui fut rond devient pointu;
L'esprit même est *cogne-fétu* (1).
On entend mal, on ne voit guère;
On a cent moyens de déplaire.
Ce qui charma nous semble laid;
On voit le monde comme il est.
Qui nous cherchait nous abandonne:
Le bon sens, la froide vertu
Chez nous n'attirent plus personne.
On se plaint d'avoir trop vécu.
Mais dans ma retraite profonde,
Qu'un seul ami me reste au monde:
Je croirai n'avoir rien perdu.

Rassemblez tous les traits que je viens d'indiquer, faites-en un ensemble, et animez-le par la jeunesse : voilà Mme d'Houdetot telle que Jean-Jacques Rousseau l'a aimée.

Il y a deux récits de l'amour de Rousseau pour Mme d'Houdetot : le récit des *Confessions* et le récit des *Mémoires de Mme d'Épinay*. Ces deux récits ne s'éloignent pas beaucoup l'un de l'autre dans le commencement. Voyons d'abord le récit de Rousseau : c'est le roman.

Saint-Lambert était parti pour l'armée, et Mme d'Houdetot était seule et triste. Elle aimait à parler de son affection pour Saint-Lambert; elle en parla à Rousseau. A ce moment, Rousseau faisait *la Nouvelle Héloïse*, et, comme il le dit lui-même, « il était ivre d'amour sans objet. » Voyant Mme d'Houdetot et l'entendant parler d'amour, quoique pour un autre, elle devint peu à peu l'objet de ses chimères amoureuses. Il vit sa Julie en Mme d'Houdetot, et il vit Mme d'Houdetot telle qu'il rêvait Julie. Mme d'Houdetot prêta une figure et un corps à Julie; Julie prêta sa beauté imaginaire à cette figure et à ce corps. « Elle me parlait de Saint-Lambert en amante passionnée. Force contagieuse de l'amour! en l'écoutant, en me sentant près d'elle, j'étais saisi d'un frémissement délicieux que je n'avais jamais éprouvé auprès de personne. Elle parlait, et je me sentais ému; je croyais ne faire que m'intéresser à ses sentimens, quand j'en prenais de semblables; j'avalais à longs traits la coupe empoisonnée dont je ne sentais encore que la douceur. Enfin, sans que je m'en aperçusse et sans qu'elle s'en aperçût, elle m'inspira pour elle-même tout ce qu'elle exprimait pour son amant. Hélas! ce fut bien tard, ce fut bien cruellement brûler d'une passion non moins vive que malheureuse pour une femme dont le cœur était plein d'un autre amour. Malgré les mouvemens extraordinaires que j'avais éprouvés auprès d'elle, je ne m'aperçus pas d'abord de ce qui m'était arrivé. Ce ne fut qu'après son départ que, voulant penser à Julie, je fus frappé de

(1) Agité sans rien faire.

ne pouvoir plus penser qu'à Mme d'Houdetot; alors mes yeux se dessillèrent (1)... »

Il fut d'abord effrayé. Il appela, dit-il, à son aide, pour triompher de son amour, ses mœurs, ses sentimens, ses principes, la honte, l'infidélité, le crime, l'abus d'un dépôt confié par l'amitié, « le ridicule enfin de brûler à son âge de la passion la plus extravagante pour un objet dont le cœur préoccupé ne pouvait lui rendre aucun retour ni lui laisser aucun espoir. » Tout fut inutile : bientôt même sa conscience se rassura par un sophisme, comme se rassurent en général les consciences complaisantes : que craindre d'un amour qui n'est point partagé? où est le danger? « Quel scrupule, pensai-je, puis-je me faire d'une folie nuisible à moi seul? Suis-je donc un jeune cavalier fort à craindre pour Mme d'Houdetot? Ne dirait-on pas, à mes présomptueux remords, que ma galanterie, mon air, ma parure vont la séduire? Eh! pauvre Jean-Jacques, aime à ton aise en sûreté de conscience, et ne crains pas que tes soupirs nuisent à Saint-Lambert! » Ainsi rassuré, il s'abandonna à son amour. Cependant, comme l'amour excite le caractère plus qu'il ne le corrige, quoique aimant, il fut défiant, inquiet, ombrageux, comme il était de sa nature de l'être. Si par hasard Mme d'Houdetot, à qui il avait avoué sa passion, voulait se moquer de lui! si elle ne pensait qu'à se divertir d'un barbon amoureux et de ses douceurs surannées! si elle en avait fait confidence à Saint-Lambert et s'ils s'entendaient tous les deux pour lui faire tourner la tête et le persifler! — Là-dessus, voilà sa tête qui se monte, ses soupçons éclatent. Mme d'Houdetot voulut d'abord en rire. « Ce furent alors de ma part, dit Rousseau, des transports de rage; elle changea de ton. J'exigeai des preuves qu'elle ne se moquait pas de moi; elle vit qu'il n'y avait nul autre moyen de me rassurer... Elle ne me refusa rien de ce que la plus tendre amitié pouvait accorder, elle ne m'accorda rien qui pût la rendre infidèle, et j'eus l'humiliation de voir que l'embrasement dont ses légères faveurs allumaient mes sens n'en porta jamais aux siens la moindre étincelle. »

J'ai quelque répugnance à citer ce passage : il y a en effet dans tous les amours de Rousseau, soit les siens, soit ceux de ses héros, un coin d'histoire naturelle qui me rebute; mais j'avais besoin de le citer pour plusieurs raisons. 1° Il est impossible de se tenir plus près de la vérité et de faire en même temps plus de roman que ne le fait Rousseau dans cette scène. Quand Rousseau laissa éclater ses soupçons, il fit sur Mme d'Houdetot l'effet d'un malade ou d'un maniaque; mais comme aucun romancier ne fait volontiers de son héros un malade, comme tout auteur de mémoires et de confessions s'érige toujours

(1) *Confessions*, livre IXe.

en personnage héroïque ou intéressant, Rousseau n'a pas manqué de se donner des transports de rage. La rage sied en amour, et, de nos jours surtout, la passion recourt de bonne grâce à la frénésie, que beaucoup de gens confondent avec l'énergie. Était-ce en effet dans Rousseau rage de n'être point aimé? Cela m'attendrirait. Non, c'était crainte d'être moqué; c'était orgueil, ce qui est beaucoup moins intéressant. Quoi qu'il en soit, Mme d'Houdetot eut peur de cette frénésie, ou plutôt elle en eut pitié, et Rousseau ne s'y trompa pas, car il avoue qu'il en abusa, et qu'il se fit rassurer par des marques de tendre amitié, ne pouvant pas avoir plus. Mme d'Houdetot, avec le caractère doux que nous lui avons vu, craignant les orages et les secousses, prit le parti d'apaiser et de soigner ce maniaque amoureux. Elle ne le trompa point, elle ne trompa point davantage Saint-Lambert; mais elle accorda à Rousseau ce qu'il fallait pour que s'entretînt cette passion occupée d'elle-même, qui s'employait à la fois à peindre Julie et à transfigurer Mme d'Houdetot, et qui, par une singularité propre à Rousseau, échauffait sa tête, son imagination, ses sens même, sans jamais prendre l'âme, ce qui rendait cet amour éloquent et peu dangereux. C'est peut-être ce que Mme d'Houdetot avait compris, et ce qui la rendait indulgente.

« J'ai tort, continue Rousseau voulant peindre l'ardeur de son amour, j'ai tort de dire que l'amour que je ressentais n'était point partagé; il l'était en quelque sorte. Il était égal des deux côtés, quoiqu'il ne fût pas réciproque. Nous étions ivres d'amour l'un et l'autre, elle pour son amant, moi pour elle. Nos soupirs, nos délicieuses larmes se confondaient. Tendres confidens l'un de l'autre, nos sentimens avaient tant de rapports, qu'il était impossible qu'ils ne se mêlassent pas en quelque chose. Et toutefois, au milieu de cette dangereuse ivresse, jamais elle ne s'est oubliée un moment; et moi je proteste, je jure que si, quelquefois égaré par mes sens, j'ai tenté de la rendre infidèle, jamais je ne l'ai véritablement désiré. » Me permettra-t-on ici de rappeler un souvenir de mes entretiens à la Sorbonne avec les jeunes gens de nos écoles, parce que ce souvenir se rapporte exactement à l'émotion que je ressens encore aujourd'hui en transcrivant ces paroles? Je lisais ce passage devant mon jeune auditoire, passant çà et là quelques notes et quelques phrases, quand m'interrompant : « Je ne veux pas aller plus loin, dis-je à mes auditeurs, non par pruderie, mais parce que je sens dans toute cette scène je ne sais quoi de faux et de grotesque que dissimule mal la déclamation. Que me parlez-vous de l'ivresse de Mme d'Houdetot et de ses dangers, puisque cette ivresse n'était pas pour vous, puisqu'elle était pour Saint-Lambert absent, puisqu'elle n'avait que des souvenirs et point d'émotions? Cessez donc de calomnier en quelque sorte Mme d'Hou-

detot en nous vantant sa sagesse et sa force, comme s'il y avait eu pour elle du mérite à être sage où elle n'était point tentée, du mérite à être forte où il n'y avait pas de périls! Mais vous, philosophe, quel rôle aviez-vous dans ces tête-à-tête? Vous avez déjà joué le malade pour vous faire traiter tendrement en ami, ou tout au moins vous avez continué à paraître défiant quand déjà au fond vous ne l'étiez plus, afin d'obtenir des preuves que Mme d'Houdetot ne se moquait pas de vous. Et maintenant que faites-vous? Vous faites pire : vous la poussez vers les plus tendres souvenirs, vers les plus amoureuses pensées, espérant que ses souvenirs deviendront des émotions, et que vous en profiterez. Quoi! vous n'avez devant vous qu'un marbre qu'un autre seul peut animer, vous le savez, et pourtant vous essayez d'échauffer ce marbre, vous essayez d'en faire une femme! Et quelle femme ce serait, si elle allait ressentir vos suggestions! » Mes jeunes gens pensaient comme moi, et je n'en étais pas étonné. Ils sentaient avec l'âme qu'on a à leur âge et que gardent toujours les honnêtes gens, ils sentaient que cet amour moitié romanesque et moitié brutal de Rousseau ne méritait pas le nom d'amour. Triste condition en effet de l'amour tel que l'a peint Rousseau : il veut en faire une passion au lieu d'un plaisir. Mais cette passion que Rousseau ressent pour Mme d'Houdetot, passion non partagée et qui semble fort à son aise pour être toute platonique, comme il la rend grossière en dépeignant l'agitation de ses sens! C'est l'amour platonique de Priape. Voyez en effet ce qu'il dit de ses courses de Montmorency à Eaubonne, où demeurait Mme d'Houdetot, de ses palpitations, de ses mouvemens convulsifs, de ses éblouissemens (1) en chemin à l'idée du baiser qui l'attendait à son arrivée; et le grotesque ou le dégoût étant, grâce à Dieu, la punition ordinaire de la grossièreté, voici de quelle manière étrange Rousseau finit la description de cet amour pour Mme d'Houdetot qu'il a voulu rendre intéressant : « Cet état et surtout sa durée, pendant trois mois d'irritation continuelle et de privation, me jeta dans un épuisement dont je n'ai pu me tirer de plusieurs années, et finit par me donner une descente que j'emporterai ou qui m'em-

(1) « Un éblouissement m'aveuglait, mes genoux tremblans ne pouvaient me soutenir; j'étais forcé de m'arrêter, de m'asseoir; toute ma machine était dans un désordre inconcevable; j'étais prêt à m'évanouir. Instruit du danger, je tâchais en partant de me distraire et de penser à autre chose. Je n'avais pas fait vingt pas, que les mêmes souvenirs et tous les accidens qui en étaient la suite revenaient m'assaillir, sans qu'il me fût possible de m'en délivrer..... J'arrivais à Eaubonne faible, épuisé, rendu, me soutenant à peine. A l'instant que je la voyais, tout était réparé; je ne sentais plus auprès d'elle que l'importunité d'une vigueur inépuisable et toujours inutile (*).» C'est la clinique de l'amour peut-être, mais ce n'est pas l'amour.

(*) *Confessions*, livre IXe.

portera au tombeau. Telle a été la seule jouissance amoureuse de l'homme du tempérament le plus combustible, mais le plus timide en aucun temps que peut-être la nature ait jamais produit (1). »

Que dire de cet amour qui finit par une hernie et de l'homme qui le raconte et qui croit nous toucher par ce détail d'hôpital? Il y a de tout dans l'amour de Rousseau, de l'enthousiaste et du séducteur, du satyre et du malade : il n'y manque que l'amour vrai, simple, et par conséquent décent. Comment de plus, dans ces étranges confidences, ne pas remarquer la folie de cette incroyable vanité qui fut la grande maladie de Rousseau et qui est devenue la maladie épidémique de notre siècle, de cette vanité qui fait que chaque homme veut avoir tout et être tout, changeant de prétentions selon les goûts mobiles du temps, et, dans chaque prétention, visant à l'excès, qui semble la perfection? « Si un mortel, dit Pindare, jouit d'un bonheur sans mélange, si ses richesses sont suffisantes et s'il y joint la gloire, qu'il n'aspire pas à devenir dieu! » Conseil bien simple en apparence et le plus difficile à suivre, si nous consultons l'expérience. C'était, au temps de Pindare, un grand bien qu'une vie paisible, riche et glorieuse, et ce l'est encore, je pense; mais quoi? si j'ai la paix, la fortune et la gloire, pourquoi n'aurais-je pas les autres biens de l'humanité? Si j'ai le génie, pourquoi n'aurais-je pas le pouvoir? Si j'ai le pouvoir, pourquoi n'aurais-je pas le plaisir? Et si j'ai le plaisir, pourquoi n'aurais-je pas, pour le trouver et le sentir plus vite et mieux que les autres, une inépuisable sensibilité? Que dis-je? être sensible, c'est trop peu au siècle où tout le monde veut l'être; il faut être combustible, car il faut primer en tout; il faut être en tout, en bien ou en mal, le plus grand effort de la nature : il faut être dieu!

Quant à moi, je fais peu de cas, je dois l'avouer, de la glorification que Rousseau fait de la combustibilité de son tempérament. Est-ce de ma part dédain des sens? est-ce audace de spiritualisme? Eh mon Dieu non! Si je fais fi de cette combustibilité, c'est que je la trouve fort commune; c'est que le chapitre d'histoire naturelle que Rousseau intercale si malheureusement dans le récit de son amour pour Mme d'Houdetot est un lieu commun, si je puis parler ainsi, au lieu d'être un paradoxe; c'est que ce chapitre a plus ou moins sa place dans toutes les confessions des jeunes gens, et que ce que Rousseau prend pour une originalité et une supériorité de tempérament n'est au contraire qu'une banalité.

Est-ce à dire pourtant que dans le récit que fait Rousseau de son amour pour Mme d'Houdetot, il n'y ait rien qui soit gracieux et intéres-

(1) *Confessions*, livre IXe.

sant? Je me souviens que, dans ma jeunesse, les dévots de Rousseau vantaient beaucoup la scène du bosquet d'Eaubonne. Voyons cette scène que Rousseau a deux fois racontée, une fois dans ses *Confessions* et l'autre dans sa *Correspondance*. « Un soir, dit Rousseau dans les *Confessions*, après avoir soupé tête à tête, nous allâmes nous promener au jardin par un très beau clair de lune. Au fond de ce jardin était un assez grand taillis, par où nous fûmes chercher un joli bosquet, orné d'une cascade dont je lui avais donné l'idée et qu'elle avait fait exécuter. Souvenir immortel d'innocence et de jouissance! Ce fut dans ce bosquet qu'assis avec elle, sur un banc de gazon, sous un acacia tout chargé de fleurs, je trouvai, pour rendre les mouvemens de mon cœur, un langage vraiment digne d'eux. Ce fut la première, l'unique fois de ma vie; mais je fus sublime, si l'on peut nommer ainsi tout ce que l'amour le plus tendre et le plus ardent peut porter d'aimable et de séduisant dans un cœur d'homme. Que d'enivrantes larmes je versai sur ses genoux! Que je lui en fis verser malgré elle! Enfin, dans un transport involontaire, elle s'écria : « Non, jamais homme ne fut si aimable et jamais amant n'aima comme vous! Mais votre ami Saint-Lambert nous écoute, et mon cœur ne saurait aimer deux fois. » Je me tus en soupirant; je l'embrassai... Quel embrassement! mais ce fut tout. Il y avait six mois qu'elle vivait seule, c'est-à-dire loin de son amant et de son mari; il y en avait trois que je la voyais presque tous les jours, et toujours l'amour en tiers entre elle et moi! Nous avions soupé tête à tête; nous étions seuls, dans un bosquet, au clair de la lune, et après deux heures de l'entretien le plus vif et le plus tendre, elle sortit au milieu de la nuit, de ce bosquet et des bras de son ami, aussi intacte, aussi pure de corps et de cœur qu'elle y était entrée. » Cette scène n'est pas tout à fait racontée de même dans la *Correspondance*. « Rappelle-toi, dit Rousseau à Mme d'Houdetot dans une ces lettres qui semblent composées pour un roman, rappelle-toi ces temps de félicité qui pour mon tourment ne sortiront jamais de ma mémoire. Cette flamme invisible dont je reçus une seconde vie, plus précieuse que la première, rendait à mon âme, ainsi qu'à mes sens, toute la vigueur de la jeunesse. L'ardeur de mes sentimens m'élevait jusqu'à toi. Combien de fois ton cœur, plein d'un autre amour, fut-il ému des transports du mien! Combien de fois m'as-tu dit dans le bosquet de la cascade : « Vous êtes l'amant le plus tendre dont j'eusse l'idée; non, jamais homme n'aima comme vous! » Quel triomphe pour moi que cet aveu dans ta bouche! Assurément, il n'était pas suspect (1). » Entre cette version et celle des *Confessions*, la différence est notable. Dans les *Confessions*, c'est une

(1) Rousseau, édition Furne, tome IV. *Correspondance*, p. 263.

seule fois, un soir, dans un bosquet charmant, que Rousseau a été *sublime* en peignant son amour, et que Mme d'Houdetot a été émue jusqu'à avoir besoin de se souvenir de Saint-Lambert, et jusqu'à dire qu'elle ne pouvait aimer deux fois, tant elle était près de le faire. Ici, ce qui est fort différent, c'est dans plusieurs soirées que Mme d'Houdetot a dit à Rousseau qu'il était l'amant le plus tendre dont elle eût l'idée, car Rousseau n'était pour elle que l'idée d'un amant, et cet aveu, qui était fort impartial dans la bouche de Mme d'Houdetot, est un triomphe pour Rousseau, qui a l'air de se contenter de cette admiration purement littéraire. On dirait qu'il lui suffit de bien exprimer l'amour, sans se soucier beaucoup de le ressentir ou de l'inspirer. La scène des *Confessions,* scène unique et où Rousseau a rassemblé en une seule fois toutes ses émotions et toutes les sympathies de Mme d'Houdetot pour rendre le tableau plus vif et plus touchant, la scène des *Confessions* ressemble un peu à celle des rochers de Meillerie dans *la Nouvelle Héloïse ;* elle ne m'inquiète pourtant pas pour Mme d'Houdetot, dût-elle même se renouveler plusieurs fois; car Mme d'Houdetot n'aime pas Rousseau. En effet, à prendre le récit de la *Correspondance,* la scène s'est renouvelée plusieurs fois, et par conséquent fort tempérée. Ce que Rousseau arrange en scène de drame n'était qu'une conversation prolongée et reprise, un sujet d'entretien, un exercice d'éloquence pour Rousseau et une distraction pour Mme d'Houdetot pendant l'absence de Saint-Lambert.

Le récit de la *Correspondance* fait partie des lettres que Rousseau avait écrites à Mme d'Houdetot et qu'il lui redemanda après leur rupture, quand Mme d'Houdetot voulut qu'il lui rendît les siennes. « Elle me dit qu'elle les avait brûlées, dit Rousseau dans ses *Confessions;* j'en osai douter et j'en doute encore. Non! on ne met point au feu de pareilles lettres. On a trouvé brûlantes celles de la Julie; eh Dieu! qu'aurait-on donc dit de celles-là! Non, non, jamais celle qui peut inspirer une pareille passion n'aura le courage d'en brûler les preuves; mais je ne crains pas non plus qu'elle en ait abusé : je ne l'en crois pas capable, et de plus j'y avais mis bon ordre. La folle, mais vive crainte d'être persiflé m'avait fait commencer cette correspondance sur un ton qui mît mes lettres à l'abri des communications. Je portai jusqu'à la tutoyer la familiarité que j'y pris dans mon ivresse. Mais quel tutoyement! elle n'en devait sûrement pas être offensée. » Si ces lettres, où Rousseau tutoyait Mme d'Houdetot par défiance, dit-il, et afin qu'elles ne fussent pas montrées, mais un peu aussi, selon moi, par fantaisie littéraire et pour s'exercer aux lettres de *la Nouvelle Héloïse*, si ces lettres ont été brûlées par Mme d'Houdetot, d'où vient donc celle qui est dans la *Correspondance* et d'où j'ai tiré le second récit de la scène du bosquet? D'un brouillon de Jean-Jac-

ques Rousseau. Oui, Jean-Jacques Rousseau faisait des brouillons de ces lettres brûlantes qu'il écrivait à Mme d'Houdetot. Rousseau ne peut pas croire que Mme d'Houdetot ait pu brûler ces lettres si bien composées. L'étonnement est naïf et dénote l'auteur. Les dévots de Rousseau non plus n'ont pas voulu croire que ces lettres aient été brûlées, et nous voyons, dans les *Anecdotes* de Mme la vicomtesse d'Allard, que « Mme Broutain, qui demeurait dans le voisinage d'Eaubonne, voulant connaître la vérité sur le sort de ces lettres, interrogea un jour sur ce sujet Mme d'Houdetot, qui lui répondit qu'effectivement elle les avait brûlées, à l'exception d'une seule qu'elle n'eut pas le courage de détruire, parce que c'était un chef-d'œuvre d'éloquence et de passion, et qu'elle l'avait remise à M. de Saint-Lambert. Mme Broutain saisit la première occasion pour s'informer auprès du poète du sort de cette lettre : elle s'était égarée dans un déménagement, il ne savait pas ce qu'elle était devenue, — telles furent ses réponses. » Faites donc des lettres brûlantes pour qu'elles s'égarent dans un déménagement! Quant à moi, la version que je tiens de M. Hochet sur ces lettres est un peu moins désolante pour la vanité des sentimens humains. Je lui parlais un jour de la scène du bosquet. « Je connais bien ce bosquet d'Eaubonne, et j'y ai bien souvent causé avec Mme d'Houdetot vieille, mais toujours aimable, et avec M. de Saint-Lambert, vieux aussi et un peu grondeur. Un jour je parlai de ces lettres, et Mme d'Houdetot me répondit fort simplement qu'elle les avait brûlées, excepté quatre qu'elle avait remises à M. de Saint-Lambert; je me tournai vivement vers celui-ci en lui demandant ce qu'il en avait fait? — Brûlées aussi, me répondit le vieux philosophe avec un sourire et une grimace. Je me tus malgré ma curiosité, qui me poussait à lui demander s'il les avait lues et si elles étaient bien ardentes; car il était facile de voir que tout le bruit que Rousseau avait fait de son amour pour Mme d'Houdetot et des belles lettres qu'il lui avait adressées leur semblait ridicule et leur était désagréable, en quoi je les approuvais fort. Les gens qui sont vraiment du monde n'aiment pas à passer dans le roman. » Voilà ce qu'il y a déjà plus de quarante ans racontaient à M. Hochet Mme d'Houdetot et M. de Saint-Lambert, vieux tous deux, et quarante ans après Rousseau, dans le même bosquet où Rousseau met la scène de son amour. Pour enseigner la vanité des choses humaines, le bosquet d'Eaubonne ce jour-là valait la vue des ruines de Rome.

Nous avons vu comment Rousseau raconte son amour pour Mme d'Houdetot; c'est un roman, et quoique nous ayons souvent contredit le roman, cependant il est impossible que ce récit, où Rousseau, fasciné par son imagination, donne souvent ses rêves pour ses souvenirs, n'ait pas fait quelque effet sur nous. Voyons maintenant

dans les *Mémoires de Mme d'Épinay* ce que fut cette fantaisie amoureuse que Rousseau eut pour Mme d'Houdetot, comment Mme d'Houdetot elle-même la prenait, ce qu'en pensait Mme d'Épinay, et achevons de réduire à sa juste expression cet amour dont Rousseau fait un roman qui n'est guère plus vrai que *la Nouvelle Héloïse*.

«Pourquoi donc, dit Grimm dans une lettre à Mme d'Épinay, ne me parlez-vous plus des amours de Rousseau? est-ce que vous n'en avez plus de nouvelles depuis l'arrivée du marquis (1)? vous avez de bons yeux; mandez-moi, je vous prie, ce que vous pensez de la comtesse dans cette occasion. Il me semble que vous ne lui supposez aucun tort. Je suis porté à la juger comme vous; mais encore faut-il savoir à qui l'on a affaire. Il y a quelque temps qu'elle mandait à Saint-Lambert que Rousseau était fou. Il faut que cela soit bien fort, disait-il, puisqu'elle s'en aperçoit (2). » Ainsi, d'après les témoignages de Saint-Lambert, Rousseau put pendant quelque temps être fou auprès de Mme d'Houdetot sans que Mme d'Houdetot s'en aperçût. Elle avait les yeux ailleurs. Elle n'a vu la folie de Rousseau que lorsque cette folie est arrivée à son plus haut point.

Mme d'Épinay répond à Grimm : « Certainement, si je l'avais voulu, je serais très fort au courant des amours de Rousseau, ou du moins au courant du bavardage de Thérèse. Elle est même venue plusieurs fois pour me porter ses plaintes, mais je l'ai toujours fait taire. » Ne pouvant pas se faire écouter de Mme d'Épinay, Thérèse allait bavarder avec les hôtes oisifs de La Chevrette, et fournir des sujets d'entretien à leur médisance. Mme d'Épinay était même souvent obligée de rappeler à ces médisans qu'ils devaient ménager sa belle-sœur, surtout quand elle ne méritait pas qu'on la déchirât. « En effet, sur quel fondement? Sur le rapport d'une fille jalouse, bête, bavarde et menteuse, qui accuse une femme qui nous est connue pour étourdie, confiante, inconsidérée à la vérité, mais franche, honnête et très honnête, sincère et bonne au suprême degré de la bonté. J'aime mille fois mieux croire que Rousseau s'est tourné la tête tout seul, sans être aidé de personne, que de supposer que Mme d'Houdetot s'est réveillée un beau matin coquette et corrompue..... Leurs promenades solitaires n'avaient sûrement pas d'autre but, de la part de la comtesse, que de métaphysiquer sur la morale, la vertu, l'amour, l'amitié et tout ce qui s'ensuit. Si l'ermite avait un but plus physique, je n'en sais rien; mais la comtesse n'en aura rien vu : s'il l'a expliqué de manière à n'en pouvoir douter, elle sera tombée des nues (3). »

(1) Saint-Lambert.
(2) *Mémoires de Mme d'Épinay*, . III, p. 68.
(3) *Ibid.*, p. 71-72.

Le témoignage de Mme d'Épinay se rapporte ici d'une manière curieuse à celui de Saint-Lambert. Comme Saint-Lambert, Mme d'Épinay croit que pendant longtemps Mme d'Houdetot, préoccupée ailleurs, n'a pas vu la folie de Rousseau, et lorsqu'elle s'en est aperçue, elle est tombée des nues. Plus loin, Mme d'Épinay ajoute : « Eh bien! j'avais raison, lorsque je soutenais que les amours de Rousseau n'étaient qu'un bavardage. Il n'y a pas un mot de vrai dans tous les propos de Thérèse. Que je me sais de gré de n'avoir jamais voulu y prêter l'oreille! Le marquis de Croismare a fait une promenade tête-à-tête avec la comtesse, qui n'a fait que l'entretenir, à mots couverts plus clairs que le jour, de sa passion pour le marquis de Saint-Lambert. M. de Croismare l'a mise fort à son aise, et au bout d'un quart d'heure elle lui a confié que Rousseau avait pensé se brouiller avec elle, dès l'instant qu'elle lui avait parlé sans détour de ses sentimens pour Saint-Lambert... Il a épuisé toute son éloquence pour lui faire naître des scrupules sur cette liaison, qu'il nomme criminelle; elle est très loin de l'envisager ainsi. Quoi qu'il en soit, voilà, ce me semble, l'énigme expliquée des fréquentes conférences de Rousseau et de la comtesse (1). » Et voilà aussi le roman de Rousseau réduit à sa juste expression. Mme d'Houdetot, pleine de son amour pour Saint-Lambert, en parlait volontiers à tout le monde; elle en a parlé à Rousseau, qu'elle a pris pour confident. Le confident a voulu devenir un amant, et il a commencé par prêcher à Mme d'Houdetot de renoncer à Saint-Lambert au nom de la vertu. Mme d'Houdetot a résisté; peu à peu le moraliste s'est changé en amoureux passionné, et même il a avoué son amour : c'est à peine si Mme d'Houdetot s'en est aperçue. Ce n'est qu'à la fin qu'elle a compris que Rousseau l'aimait; sans se fâcher, elle a tâché de le guérir de cet amour, elle n'en a même point alors parlé à Saint-Lambert par discrétion ou par insouciance. C'est une lettre anonyme qui instruisit Saint-Lambert des fréquentes visites de Rousseau à Eaubonne.

Qui avait écrit cette lettre anonyme? — Mme d'Épinay, dit Rousseau dans ses *Confessions*, et ici nous arrivons à la rupture de Rousseau avec Mme d'Épinay et à son départ de l'Ermitage.

Dans le récit romanesque que Rousseau fait de son amour pour Mme d'Houdetot, Mme d'Épinay joue le rôle d'une rivale dédaignée et furieuse. Il se représente à La Chevrette causant avec Mme d'Houdetot, dans le parc, vis-à-vis l'appartement de Mme d'Épinay, sous ses fenêtres, « d'où, ne cessant de nous examiner et se croyant bravée, elle assouvissait son cœur de rage et d'indignation (2). »

(1) *Mémoires de Mme d'Épinay*, p. 82.
(2) *Confessions*, livre IXe.

C'est dans un de ces momens de rage que Mme d'Épinay, selon Rousseau, écrivit à M. de Saint-Lambert. L'orgueil de Rousseau s'accommodait de l'idée que Mme d'Épinay était près de l'aimer et qu'elle était jalouse de l'amour qu'il avait pour Mme d'Hòudetot. Hélas! la rivale de Mme d'Houdetot, celle que l'amour de Rousseau pour Mme d'Houdetot rendait furieuse et désespérée, c'était Thérèse; c'était cette fille sotte, bavarde et jalouse, qu'il avait prise à la fois pour servante et pour femme, qu'il oubliait complétement pendant son amour pour Mme d'Houdetot, qu'il ne croyait pas même capable d'être jalouse, et qui l'était, ce qui me semble après tout fort naturel. Rousseau prétend que Mme d'Épinay pressait Thérèse de lui livrer les lettres que Mme d'Houdetot écrivait à Rousseau, et c'est Thérèse au contraire qui guettait ces lettres et qui les portait à Mme d'Épinay pour se plaindre de Rousseau. Ces deux femmes que Rousseau avait si malheureusement associées à son sort, Thérèse et la mère Levasseur, plus bavarde encore et plus menteuse que sa fille Thérèse, allaient sans cesse faire leurs confidences à Mme d'Épinay, qui les repoussait. « J'ai été obligée, dit Mme d'Épinay, de mettre fin à leur confidence, qui devient très scandaleuse. Elles ont trouvé une lettre; je ne sais trop ce que c'est, n'ayant voulu leur permettre d'entrer dans aucun détail; j'ai dit à Thérèse : Mon enfant, il faut jeter au feu les lettres qu'on trouve, sans les lire, ou les rendre à qui elles appartiennent (1). »

Cette morale de bonne compagnie n'était pas à l'usage de Thérèse. Elle avait la curiosité et le bavardage des petites gens; de plus, sa mère et elle s'étaient aperçues, avec la finesse que les gens d'en bas ont pour découvrir dans les gens d'en haut les défauts qui peuvent leur être profitables, que tout le monde à La Chevrette ne repoussait pas leurs confidences comme Mme d'Épinay, qu'il y avait là des oisifs et des curieux qui n'étaient pas fâchés d'entendre tous ces commérages d'antichambre, dont ils faisaient des médisances de salon. Elles bavardaient donc contre Rousseau et contre Mme d'Houdetot par tempérament, par dépit jaloux, et je ne puis pas en vouloir beaucoup à Thérèse de ce dépit, quoique je la déteste et la méprise fort à cause de sa conduite pendant la vie de Rousseau et après sa mort. Sa jalousie était sa moins mauvaise qualité. N'ayant de la femme que l'instinct et point les vertus, c'est par cet instinct qu'elle avait autrefois résisté à Rousseau, quand Rousseau voulait mettre ses enfans à l'hôpital, et c'est par cet instinct encore qu'elle s'irritait de l'affection que Rousseau laissait éclater pour Mme d'Houdetot. Thérèse et la mère Levasseur bavardaient aussi par intérêt, pour se faire

(1) *Mémoires de Mme d'Épinay*, t. III, p. 55.

plaindre et même aussi pour se faire payer. « Ah! si madame savait! disait la vieille Levasseur à Mme d'Épinay. On ne nous donne rien; nous sommes endettées d'un louis. » Mme d'Épinay donnait le louis; mais la vieille allait encore se plaindre aux autres commensaux de La Chevrette. Elle avait compris que, Rousseau étant un peu regardé par tout ce beau monde comme une bête curieuse et extraordinaire, les détails que ses gardiennes donnaient sur ses allures amusaient ce monde à la fois dupe et moqueur. Il y avait là, pour ainsi dire, deux sociétés en présence l'une de l'autre, — la société des petites gens, besoigneuse et mendiante, et la société du monde, frivole et curieuse. Dans cette rencontre, les petits, comme c'est l'ordinaire, attrapaient les grands. Puis venait Rousseau, qui, tiraillé entre ces deux sociétés, l'une qui était celle que lui faisait son talent, et l'autre qui était celle que lui faisaient ses habitudes et son caractère, allant sans cesse de bas en haut et de haut en bas, sans pouvoir jamais trouver sa vraie place et son vrai milieu, tantôt livré aux chimères de son imagination qui l'élevaient, et tantôt livré aux tracasseries et aux misères de son intérieur qui l'abaissaient, n'avait d'autre ressource que de jeter dans ses *Confessions* le vernis du roman sur les riens dont il faisait des scènes dramatiques, comme la scène du bosquet d'Eaubonne, sur les commérages de ses gouvernantes dont il faisait des complots pour les grandir : dupe à la fois de son imagination, qui transformait ses rêves en réalités, et de son orgueil, qui ne consentait pas à être la victime de caquets de cuisine. Essayez par exemple de persuader à Rousseau que la rivale de Mme d'Houdetot, que l'auteur de la lettre anonyme, celle qui l'a écrite ou qui l'a dictée, c'est Thérèse : quelle chute pour son orgueil! Aussi aime-t-il mieux accuser tout le monde que Thérèse, pour ne pas réduire son roman à la proportion d'une querelle de ménage, et de quel ménage!

C'est ici que commence, à vrai dire, la rupture de Rousseau avec Mme d'Épinay. Comme cette rupture est également racontée dans les *Mémoires de Mme d'Épinay,* nous pouvons encore ici comparer les deux récits et faire une sorte d'enquête. Je ne fais pas seulement cette enquête pour arriver à la vérité, je la fais surtout pour arriver à bien comprendre le caractère et j'allais presque dire la maladie de Rousseau, bizarre réunion d'orgueil, d'inquiétude, d'illusion et de fausseté. Quand les récits de Rousseau sont contraires à la vérité, ce n'est pas toujours qu'il mente, et ce n'est pas non plus toujours qu'il soit trompé par son imagination. Il y a en lui les deux choses : il croit voir des complots qui n'existent pas, et il a des soupçons qui sont des illusions; mais, quand ses illusions commencent à se dissiper, son orgueil les continue par une sorte de parti pris : il a com-

mencé par être dupe, il finit par être menteur, et le maniaque se change en calomniateur effronté, le tout avec un tel mélange de maladie et de perversité, qu'il est impossible de l'absoudre tout à fait comme un insensé et de le condamner tout à fait comme un méchant.

S'étant persuadé que Mme d'Épinay avait écrit la lettre anonyme, Rousseau n'allait plus à La Chevrette. Mme d'Épinay, qui ne le voyait plus depuis quelques jours, lui écrivit : « Je suis en peine de vous, mon ours; vous m'aviez promis, il y a cinq jours, que je vous verrais le lendemain; vous n'êtes pas venu et vous ne m'avez rien fait dire : vous n'êtes point accoutumé à me manquer de parole, vous n'avez sûrement pas d'affaires; si vous aviez du chagrin, mon amitié s'offenserait que vous m'en fassiez mystère. Vous êtes donc malade? Tirez-moi de mon inquiétude, mon bon ami; elle est proportionnée aux sentimens que vous me connaissez pour vous (1). » Cette lettre est affectueuse et bonne; elle est de plus fort naturelle de la part de quelqu'un qui, habitué à voir Rousseau presque tous les jours, s'étonnait de son absence. Voici la réponse de Rousseau : « Je ne puis rien vous dire encore. J'attends d'être mieux instruit et je le serai tôt ou tard. En attendant, soyez sûre que l'innocence accusée trouvera un défenseur assez ardent pour donner quelque repentir aux calomniateurs, quels qu'ils soient. » — « Je fus si étonnée de cette lettre, dit Mme d'Épinay dans ses *Mémoires*, elle me parut si inintelligible, que je questionnai Thérèse sur l'état de Rousseau et sur sa tête. Elle me dit qu'il était dans une agitation extrême. Au reçu de ma lettre, il s'était écrié : — N'est-ce pas ajouter l'ironie à l'injure que de vouloir que j'aille me consoler chez elle? On se moque de moi; mais patience (2)! »

Ces lettres injurieuses et violentes qui tout à coup rompaient avec un ami ne sont pas rares dans la vie de Rousseau; mais celle-ci était

(1) Les lettres de Mme d'Épinay, telles qu'elles sont dans les *Mémoires*, diffèrent de celles que Rousseau rapporte dans ses *Confessions*. C'est le même fonds d'idées et de sentimens, ce ne sont pas les mêmes phrases. La seule différence qu'on puisse noter, c'est que les lettres de Mme d'Épinay, dans les *Confessions*, ont un ton plus affectueux que celles de ses *Mémoires*, de telle sorte que le récit de Rousseau est encore plus favorable à Mme d'Épinay que celui qu'elle fait elle-même. Je ne puis m'expliquer cette différence, qui du reste n'a aucune importance, que d'une seule manière : Mme d'Épinay faisait son récit pour Grimm, son amant, alors absent, qui l'avait souvent blâmée de l'affection inconsidérée qu'elle témoignait à Rousseau, lui prédisant qu'elle en serait dupe quelque jour. Elle affaiblissait donc, en écrivant à Grimm, les marques d'amitié qu'elle donnait à Rousseau, afin d'éviter les reproches de Grimm. Le ton affectueux de ses billets à Rousseau, tels qu'ils sont rapportés dans les *Confessions*, n'en témoigne que mieux de sa bonté et de sa sincérité à l'égard de Rousseau.

(2) *Mémoires de Mme d'Épinay*, t. III, p. 87.

la première; c'était aussi son premier accès de défiance maladive. Bientôt Rousseau déclare à Mme d'Épinay qu'il la soupçonne d'avoir écrit la lettre anonyme à Saint-Lambert, et il termine sa lettre par des paroles qui ne sont plus du malade, mais du méchant. S'il parvient, dit-il, à découvrir que Mme d'Épinay est l'auteur de la lettre anonyme, il deviendra son irréconciliable ennemi. « Vos secrets seuls seront respectés, car je ne serai jamais un homme sans foi. Je n'imagine pas que les perplexités où je suis puissent durer bien longtemps. Je ne tarderai pas à savoir si je me suis trompé. Alors j'aurai peut-être de grands torts à réparer, et je n'aurai jamais rien fait en ma vie de si bon cœur. Mais savez-vous comment je rachèterai mes fautes durant le peu de temps qui me reste à passer près de vous? En faisant ce que nul autre ne fera que moi, en vous disant franchement ce qu'on pense de vous dans le monde et *les brèches que vous avez à réparer à votre réputation*. Malgré tous les prétendus amis qui vous entourent, quand vous m'aurez vu partir, vous pourrez dire adieu à la vérité : vous ne trouverez plus personne qui vous la dise. »

Que penserons-nous de ce projet de repentir, qui n'est qu'une occasion de plus d'insulter Mme d'Épinay? Il y avait de quoi blesser la femme la meilleure et la plus indulgente. Mme d'Épinay fut blessée, et sa réponse exprime ce sentiment. Ici cependant encore elle est plus blessée dans le billet qu'elle rapporte à Grimm, et plus affligée, plus émue dans la lettre des *Confessions*. Je cite les deux billets en regard :

LETTRE DANS LES CONFESSIONS.	LETTRE DANS LES MÉMOIRES DE MADAME D'ÉPINAY.
« Je n'entendais pas votre lettre de ce matin. Je vous l'ai dit parce que cela était. J'entends celle de ce soir. N'ayez pas peur que j'y réponde jamais; je suis trop pressée de l'oublier, et quoique vous me fassiez pitié, je n'ai pu me défendre de l'amertume dont elle me remplit l'âme. Moi! user de ruses, de finesses avec vous! Moi, accusée de la plus noire des infamies! Adieu! Je regrette que vous ayez la... Adieu! je ne sais ce que je dis... Adieu! je serai bien pressée de vous pardonner. Vous viendrez quand vous voudrez; vous serez mieux reçu que ne l'exigeraient vos soupçons. Dispensez-moi seulement de vous mettre	« Sans doute vous avez des preuves incontestables de ce que vous osez m'écrire, car il ne suffit pas du soupçon pour accuser une amie de dix ans. Vous me faites pitié, Rousseau. Si je ne vous croyais pas fou, ou sur le point de l'être, je vous jure que je ne me donnerais pas la peine de vous répondre, et je ne vous reverrais de ma vie. Vous voyez bien que votre lettre ne peut pas m'offenser; elle ne saurait me concerner; elle ne m'approche seulement pas. Il ne vous faudra pas de grands efforts pour vous avouer que vous ne pensez pas un mot de toutes ces infamies. Je suis cependant bien aise de vous dire que cette extravagance ne vous réussira pas avec moi. Si vous êtes d'humeur à changer de ton et à réparer l'injure que vous me faites, vous pouvez venir à cette condition; mais ce n'est qu'avec elle que je vous recevrai. Gardez-

en peine de ma réputation. Peu m'importe celle qu'on me donne. Ma conduite est bonne, et cela me suffit. Au surplus, j'ignorais absolument ce qui est arrivé aux deux personnes qui me sont aussi chères qu'à vous. »

vous de me parler de ma prétendue réputation. Loin de me donner par là une preuve d'amitié, donnez-m'en une du respect et de l'estime que vous me devez, en ne tenant que des propos que je puisse me permettre d'entendre. Sachez au reste que peu m'importe la réputation qu'on me donne; ma conduite est bonne, et cela me suffit. Je vous délierai, quand il vous plaira, sur mes secrets, pour peu qu'ils vous coûtent à garder. Vous savez mieux que personne que je n'en ai point qui ne me fissent honneur à divulguer. »

Ces deux lettres sont différentes. Celle des *Confessions* est d'une amie affligée; celle des *Mémoires* est d'une bienfaitrice offensée. Quelle est la vraie? Je crois plutôt à la lettre des *Confessions*, à celle où Mme d'Épinay se récrie si vivement contre l'accusation de Rousseau, et où elle le croit encore plus fou que méchant, plus digne de pitié que de haine, quoiqu'elle lui dise en même temps de quelle amertume il a rempli son âme : j'y retrouve plus l'émotion et l'idée du moment. Dans la lettre des *Mémoires*, au contraire, Rousseau est traité plus en méchant qu'en fou, et c'est là l'idée que les amis qu'il avait quittés et insultés avaient fini par prendre de lui; mais cette idée-là n'était pas encore celle qui prévalait en 1757. Déjà on le croyait malade; on ne le croyait pas encore méchant. Au reste, sans chercher davantage quelle est la vraie de ces deux lettres, ne témoignent-elles pas toutes deux de la sincérité de Mme d'Épinay? Y a-t-il là rien qui sente la femme jalouse, méchante et perfide que Rousseau s'imaginait en Mme d'Épinay?

Quel effet firent sur Rousseau les lettres de Mme d'Épinay? Loin d'en être touché, il prit cette bonté pour de la finesse et de l'habileté; que sais-je même? pour l'aveu d'une conscience embarrassée. Rompit-il dès ce moment avec Mme d'Épinay et quitta-t-il l'Ermitage? Non, et c'est ici que nous allons voir plus clairement que partout ailleurs ce qu'il y avait dans l'âme de Rousseau de faible et de tortueux; comme l'orgueil s'ajoutait à toutes ces faiblesses pour les couvrir et non pour les corriger, comme sa vanité ne voulait jamais rougir, alors ses faiblesses tournaient en effronteries, ses timidités en mensonges impudens, sans perdre pourtant leur air gauche et embarrassé. Rompre avec Mme d'Épinay sur un soupçon, quoique le soupçon fût injuste, c'était une conduite folle, mais honnête et franche. Ne point soupçonner au hasard et à tort, c'eût été une conduite sage. Rousseau ne tint aucune de ces conduites honnêtes et raisonnables. Il soupçonna, il accusa, et puis il se mit à craindre que Mme d'Épinay, indignement accusée, ne lui fît une réponse qui

le forçât à quitter l'Ermitage; puis Mme d'Épinay lui ayant répondu avec la bonté que nous avons vue, toute blessée qu'elle était, Rousseau prétend qu'il prit sa réponse pour une finesse. « Elle évita, dit-il, par sa réponse de me réduire à l'extrémité de quitter aussitôt l'Ermitage; mais il fallait ou sortir ou l'aller voir sur-le-champ, fort embarrassé de ma contenance dans l'explication que je prévoyais (1). » Quelle bizarre complication de vanité et de mensonges! Eh non! ce n'est point pour ne pas sortir de l'Ermitage, ce n'est point pour ne pas compromettre le nom de Mme d'Houdetot dans l'éclat de sa rupture avec Mme d'Épinay, ce n'est pas par ces raisons compliquées qu'il sent qu'il faut qu'il aille sur-le-champ voir Mme d'Épinay. C'est, j'ose le dire, par une raison meilleure et plus simple. Il a compris déjà l'erreur et l'injustice de ses soupçons contre Mme d'Épinay, et il va lui en demander pardon. Voilà la cause de sa visite. Oui, il fallait sortir de l'Ermitage ou avouer ses torts. Comme Rousseau alors les reconnaissait, comme il savait déjà qu'il avait bien injustement accusé Mme d'Épinay, il allait à La Chevrette avouer sa faute. Voilà Rousseau dans l'histoire; mais dans ses *Confessions*, dans ce roman de son orgueil, comment avouer qu'il a fait une faute, et surtout comment avouer qu'il a demandé pardon? Il aime mieux se calomnier à la fois lui-même et Mme d'Épinay; il calomnie Mme d'Épinay en expliquant sa bonté par l'habileté d'une femme rompue au monde, et il se calomnie lui-même par les airs de fausse politique qu'il se donne.

J'avais besoin de faire ces réflexions avant d'arriver à cette explication tant redoutée par Rousseau. Ici encore il y a deux récits de la scène : celui de Rousseau et celui de Mme d'Épinay. Citons-en d'abord les traits principaux. Le lecteur verra aisément quel est des deux récits le plus vraisemblable. Selon Rousseau, dans cette explication qu'il craignait tant, il en fut quitte pour la peur. « A son abord, dit-il, Mme d'Épinay lui sauta au cou en fondant en larmes. Cet accueil inattendu et de la part d'une ancienne amie l'émut extrêmement. Il pleura beaucoup aussi. Je lui dis quelques mots qui n'avaient pas grand sens; elle m'en dit quelques-uns qui en avaient encore moins, et tout finit là... Mon air embarrassé, continue Rousseau, devait lui donner du courage; cependant elle ne risqua point l'aventure : il n'y eut pas plus d'explication après le souper qu'avant. Il n'y en eut pas plus le lendemain... Puisqu'elle était seule offensée, au moins dans la forme, il me parut que ce n'était pas à moi de chercher un éclaircissement qu'elle ne cherchait pas elle-même, et je m'en retournai

(1) *Confessions*, livre IXe.

comme j'étais venu (1). » Quel lecteur, en lisant ce récit artificieux, ne serait tenté de croire que Mme d'Épinay, étant coupable, n'ose pas s'expliquer avec Rousseau? Qui ne prendrait son silence pour l'embarras que laisse une faute? Qui surtout ne prendrait ses pleurs pour un aveu? Quant à ceux de Rousseau, c'est pure émotion et faiblesse de cœur; ils ne témoignent pas contre lui. Voyons maintenant le récit de Mme d'Épinay : « Rousseau est arrivé l'après-dîner; nous étions tous à la promenade. Voyant qu'il ne pouvait me parler, il me demanda à me dire un mot. Je restai à quelque distance de la compagnie. Je ne veux point, lui dis-je, par égard pour vous, faire de ceci une scène publique, à moins que vous ne m'y forciez. Remettons notre conversation après la promenade, supposé que vous soyez venu avec les dispositions dans lesquelles je puis me permettre de vous entendre. Sinon, je n'ai rien à vous dire; vous pouvez repartir... Lorsque nous fûmes rentrés, j'allai dans mon appartement et je dis à Rousseau de me suivre. — Quittez, me dit-il, lorsque nous fûmes seuls, cet air froid et imposant avec lequel vous m'avez reçu; il me glace : en vérité, c'est me battre à terre. — N'êtes-vous pas trop heureux, lui dis-je, que je veuille bien vous recevoir et vous entendre après un procédé aussi indigne qu'absurde? — Je ne saurais vous rendre le détail de cette explication : il s'est jeté à mes genoux avec toutes les marques du plus violent désespoir; il n'a pas hésité à convenir de ses torts; *sa vie, m'a-t-il juré, ne suffira pas à son gré pour les réparer* (2)... Le résultat de notre conversation a été de lui promettre d'oublier les torts qu'il venait d'avoir avec moi, si je le voyais à l'avenir s'en souvenir assez pour ne plus faire injure à tous ses amis (3). »

Je crois que, dans ce récit fait à Grimm, Mme d'Épinay a cherché à se montrer plus fière et plus majestueuse que ne le lui ont permis sa bonté et l'idée surtout qu'elle avait que Rousseau était un malade encore plus qu'un méchant; mais je ne doute pas du fond du récit; je ne doute pas des pleurs de Rousseau et de ses aveux. « J'oubliai bientôt presque entièrement cette querelle, dit Rousseau en finissant le récit de son explication avec Mme d'Épinay,

(1) *Confessions*, livre IXe.

(2) Je recueille ici un morceau de vérité que je retrouve dans le récit des *Confessions* et qui se rapporte à la phrase de Mme d'Épinay : « Nos silencieux tête-à-tête ne furent remplis que de choses indifférentes ou de quelques propos honnêtes de ma part, par lesquels, lui témoignant ne pouvoir encore rien prononcer sur le fondement de mes soupçons, je lui protestais avec bien de la vérité que, s'ils se trouvaient mal fondés, *ma vie entière serait employée à réparer leur injustice.* »

(3) *Mémoires de Mme d'Épinay*, t. III, p. 92, 93.

et je crus bêtement qu'elle l'oubliait elle-même, parce qu'elle paraissait ne s'en plus souvenir. » La bête ici, selon moi, ce n'est pas Rousseau, qui se souvient bien plus qu'il ne le dit de la querelle, parce que c'est lui qui a fait l'injure, et qu'on oublie plus aisément les injures qu'on a reçues que celles qu'on a faites; la bête, et la bonne, est Mme d'Épinay, qui fait de la morale à Rousseau, et qui croit qu'elle le convertira à la reconnaissance.

Ce n'est pas que Mme d'Épinay ne commençât à s'éclairer sur le caractère de Rousseau. Ç'a été le sort de tous les dévots, et encore plus de toutes les dévotes de Rousseau, de finir par le détester; elles commençaient par le fétichisme, elles aboutissaient à l'antipathie, en voyant que le dieu n'était qu'un homme et moins qu'un homme. Son génie et son éloquence attiraient à lui tous ceux qui croyaient que derrière l'auteur il y avait un homme, tous ceux surtout qui prenaient au mot les prétentions que Rousseau avait à la vertu et à la sensibilité. Ne nous étonnons pas de l'illusion que faisait Rousseau; elle est fort naturelle : comment croire que dans un auteur il n'y a pas un homme, et l'homme que montre l'auteur? Comment ne pas se laisser aller du roman au romancier? Les femmes surtout, et cela fait honneur à leur nature, ayant plus besoin d'idéal que les hommes, sont fort disposées à cette duperie involontaire qui d'une lectrice fait d'abord une complice et ensuite une victime.

Deux choses avaient peu à peu guéri Mme d'Épinay de son enthousiasme pour Rousseau : ses observations et les avertissemens de Grimm. « On ne pouvait guère avoir plus de pénétration que Mme d'Épinay, dit Grimm dans sa *Correspondance,* un tact plus juste, de meilleures vues avec un esprit de conduite plus ferme et plus adroit. » Ayant à ce degré l'esprit d'observation, Mme d'Épinay, après le premier engouement, vit bien vite ce qu'il y avait de vide et de gonflé, par conséquent de faux dans Rousseau, ou plutôt le contraste malheureux qu'il y avait entre son génie et son caractère. Grimm, amant de Mme d'Épinay, et qui avait aussi l'esprit fin et juste, l'aida par ses avis à découvrir les défauts de Rousseau. Il est curieux de voir, dans les *Mémoires de Mme d'Épinay,* les progrès de ce désenchantement. « Ce que vous m'avez dit de cet homme, écrit Mme d'Épinay à Grimm, me l'a fait examiner de plus près : je ne sais si c'est prévention, ou si je le vois mieux que je ne le voyais; mais cet homme n'est pas vrai : lorsqu'il ouvre la bouche et qu'il en sort un propos dont je ne puis me dissimuler la fausseté, il se répand en moi un certain froid que je ne saurais bien rendre, mais qui me coupe la parole si décidément, qu'on me tuerait plutôt que de me faire trouver deux mots à lui dire. Il y a sûrement quelque cause

étrangère à sa conduite que je ne connais pas, et qui lui donne à mes yeux cet air faux (1). »

Je sais qu'observer, c'est déjà ne plus aimer; je sais de plus qu'un homme observé paraît aisément embarrassé et faux. Cependant il m'est impossible de ne pas remarquer avec quelle sagacité Mme d'Épinay a mis ici le doigt sur la plaie de Rousseau, la fausseté; et de tous les défauts qui nuisent au commerce de l'amitié, c'est là assurément le plus grand. Nos amis peuvent avoir beaucoup de travers; mais ce que je leur demande avant tout, c'est d'être vrais; ce que je veux, c'est qu'en les aimant, j'aime un homme et non un mannequin, c'est que leur parole soit un sentiment et non une phrase, c'est que leur poignée de main soit une bonne étreinte et non un beau geste. Or en Rousseau le geste dominait; le personnage avait détruit l'individu. Cette façon d'être toujours en scène devient insupportable aussitôt qu'elle est aperçue, et Mme d'Épinay l'apercevait chaque jour davantage dans Rousseau. Ainsi un matin Rousseau vient voir Mme d'Épinay; il lui annonce qu'il veut aller à Paris : « A Paris? — Oui, à Paris. — Et pourquoi? — Pour voir Diderot, se jeter à son cou, lui demander pardon de je ne sais quelle lettre trop vive qu'il lui a écrite... Quoiqu'il n'ait pas tort, dit-il, il veut lui aller jurer une amitié éternelle. — Si cette démarche était sincère, elle serait fort belle; mais il ne faut pas avoir de distractions, lorsque l'on veut en imposer. Rousseau *n'est plus à mes yeux qu'un nain moral, monté sur des échasses*... J'avais entamé un fort beau discours, très touchant, à ce qu'il me semblait, lorsque tout à coup il m'interrompit pour me demander si je n'avais pas un portefeuille à lui prêter pour emporter sous son bras. Cette demande me parut étrange. — Eh pourquoi donc faire? lui dis-je. — C'est pour mon roman, me répondit-il un peu embarrassé. Je compris alors le motif de son grand empressement à voir Diderot. — Tenez, lui dis-je sèchement, voilà un portefeuille; mais il est de trop dans votre voyage, il vous en fait perdre tout le fruit. Il rougit et entra dans une fureur inconcevable : je lui dis les choses les plus fortes sur les sophismes absurdes qu'il me débitait pour justifier une démarche que j'aurais pu trouver toute simple, s'il n'avait pas voulu la colorer d'un motif qui n'était pas le véritable. Je lui dis, entre autres choses, qu'à force de vouloir soutenir le rôle d'homme singulier, qui ne lui était jamais dicté par son cœur, mais seulement par je ne sais quel système de vanité et d'amour-propre, il deviendrait faux par habitude... Ce matin il est entré chez moi à six heures, comme je venais de me lever. Il a longtemps fixé les yeux sur moi,

(1) *Mémoires*, t. III, p. 35.

sans me parler; puis tout à coup je l'ai entendu sangloter. — Mon pauvre ami, lui ai-je dit, vous me faites pitié. — Vous êtes une femme bien singulière! s'est-il écrié, il faut que vous m'ayez ensorcelé, pour que je souffre patiemment tout ce que vous me dites. Quel art avez-vous donc de dire les vérités les plus dures et les plus offensantes sans qu'on pense vous en savoir mauvais gré? — Mon ami, ai-je répondu, c'est que vos torts ne sont qu'une erreur de votre esprit, et que votre cœur n'y a pas de part. — Où diable avez-vous pris cela? reprit-il avec la plus grande violence; sachez, madame, une fois pour toutes, que je suis vicieux, que je suis né tel, et que... et que vous ne sauriez croire, mordieu! la peine que j'ai de faire le bien, et combien peu le mal me coûte. Vous riez? Pour vous prouver à quel point ce que je vous dis est vrai, apprenez que je ne saurais m'empêcher de haïr les gens qui me font du bien. — Mon ami, lui dis-je, je n'en crois pas un mot, car c'est comme si vous me disiez que vous ne pouvez pas vous empêcher d'aimer ceux qui vous font du mal... Nous nous sommes quittés fort bons amis; il n'a pas pris le portefeuille; mais par ce qu'il m'a dit, je crains bien qu'il ne me pardonne pas le moment de franchise que je lui ai arraché (1). »

Mme d'Épinay avait raison. Ce que les gens qui se font un rôle pardonnent le moins, c'est d'être pénétrés, et en même temps leur grimace est si visible au bout de quelque temps, que tout le monde la connaît. C'est là ce qui arrivait à Rousseau et c'est là aussi ce qui le forçait, outre sa manie inquiète, de changer de temps en temps d'amis et de société, c'est-à-dire de théâtre. Dans la société de Mme d'Épinay, de Grimm, de Diderot, tout le monde savait que Rousseau jouait la comédie, un peu par caractère, un peu par manie, à la fois charlatan et dupe, comme on finit toujours par l'être. « Vous avez parlé comme un ange à Rousseau le jour de son départ pour Paris, répond Grimm à Mme d'Épinay; sa conversation est à imprimer. Si vous lui eussiez toujours parlé sur ce ton-là, vous lui auriez épargné bien des chagrins; mais je crains que sa folie ne soit trop avancée pour qu'on puisse espérer de le revoir jamais heureux et tranquille. La demande du portefeuille m'a fait sauter jusqu'aux nues. Il faut être bien sot pour être faux et vouloir faire des dupes (2). » Diderot, de son côté, voyait mieux aussi chaque jour le fond du caractère de Rousseau, et cela à propos même de cette lecture que Rousseau lui faisait de son roman. Rousseau, en effet, sur le sermon que lui avait fait Mme d'Épinay, n'avait renoncé qu'au por-

(1) *Mémoires*, t. III, p. 60, etc.
(2) *Ibid.*, p. 69.

tefeuille et point à la consultation qu'il voulait avoir de Diderot. « J'ai reçu hier une lettre de Diderot, dit Grimm à Mme d'Épinay, qui peint votre ermite comme si je le voyais. Il est venu s'établir chez Diderot, sans l'avoir prévenu, le tout pour faire avec lui la révision de son ouvrage... Rousseau l'a tenu impitoyablement à l'ouvrage depuis le samedi dix heures du matin jusqu'au lundi onze heures du soir, sans lui donner à peine le temps de boire et de manger. La révision finie, Diderot cause avec lui d'un plan qu'il a dans la tête et prie Rousseau de l'aider à arranger un incident qui n'est pas encore trouvé à sa fantaisie. — Cela est trop difficile, répond froidement l'ermite; il est tard, je ne suis point accoutumé à veiller. Bonsoir, je pars demain à six heures du matin. Il est temps de dormir. Il se lève, va se coucher, et laisse Diderot pétrifié de son procédé (1). »

C'est surtout pendant la querelle que Rousseau fait à Mme d'Épinay que Grimm multiplie ses avertissemens et ses prédictions sur le caractère de Rousseau, la blâmant d'avoir voulu garder encore les égards de l'amitié avec un homme qu'il ne fallait traiter que comme un fou ou un méchant. Mme d'Épinay défend la conduite qu'elle a tenue, juge à son tour Rousseau, et cette correspondance devient ainsi une sorte d'enquête sur le caractère et l'humeur de Rousseau. « Je vous en prie, dit Grimm à Mme d'Épinay, jouez dans tout ceci le rôle qui vous convient. Vous savez que les fous sont dangereux, surtout quand on biaise avec eux, comme vous avez fait quelquefois avec ce pauvre diable, par des égards malentendus pour ses folies : on en attrape toujours quelques éclaboussures. » Une fois informé de toute l'aventure, voici comment Grimm juge la conduite de Mme d'Épinay, lui reprochant toujours d'avoir été trop bonne et trop indulgente : « L'histoire de Rousseau m'afflige, dit-il; cet homme finira par être fou. Nous le prévoyons depuis longtemps; mais ce qu'il faut considérer, c'est que ce sera son séjour à l'Ermitage qui en sera cause. Il est impossible qu'une tête aussi chaude et aussi mal organisée supporte la solitude. Le mal est fait; vous l'avez voulu, ma pauvre amie, quoique je vous aie toujours dit que vous en auriez du chagrin. Je prends aisément mon parti sur lui : il ne mérite pas qu'on s'y intéresse, parce qu'il ne connaît ni les droits ni les douceurs de l'amitié; mais je voudrais vous garantir de tous les dangers, et voilà ce que je ne trouve pas facile; il est certain que cela finira par quelque diable d'aventure qu'on ne peut prévoir... Vous n'êtes pas assez sensible aux injures, je vous l'ai souvent dit : il faut les ressentir et ne s'en point venger; voilà ma morale. »

(1) *Mémoires*, p. 75.

Mme d'Épinay se défend. — « Si elle n'a pas témoigné plus de ressentiment contre Rousseau après l'injure qu'il lui faisait, c'est qu'elle n'a vraiment, dit-elle, aucun ressentiment contre lui, « attendu qu'il n'a pas eu un instant de soupçon réel contre moi. Cela ne se peut pas, j'en suis sûre, et je suis également certaine qu'il ne se serait pas permis de m'accuser auprès de personne. C'est une fausseté de sa part, à la vérité, mais une fausseté que lui a sans doute suggérée sa folie pour se brouiller, et par conséquent être quitte de la reconnaissance avec moi et partir pour son pays, afin d'y publier que tous ses amis l'ont chassé de celui-ci à force de mauvais procédés; c'est un moyen presque sûr d'être bien accueilli des hommes que d'avoir à se plaindre de leurs semblables (1). La folie de celui-ci me fait pitié, et sa fausseté m'inspire le plus profond mépris. Vous voyez que je le traite plus mal que vous ne me le conseillez, car vous croyez bien que je ne saurais marquer de l'amitié à celui que je méprise; mais je ne saurais davantage marquer du ressentiment à un fou : je m'en tiens donc à l'indifférence (2). »

Ainsi, tandis que Rousseau prenait Mme d'Épinay pour objet de sa manie soupçonneuse, Mme d'Épinay prenait elle-même pour Rousseau de la pitié et de l'indifférence. Avec ces sentimens des deux côtés, la rupture ne pouvait pas beaucoup tarder; mais cette rupture avec Mme d'Épinay devait être accompagnée de la rupture que fit Rousseau avec Grimm et avec Diderot, avec tous ses anciens amis. C'est cette rupture maintenant que je dois raconter : je le ferai le plus brièvement que je pourrai. Si pourtant je me laisse aller malgré moi à quelque détail, voici mon excuse. La rupture de Rousseau et de Diderot fut un événement à Paris, et pendant quelque temps cette rupture fut l'unique entretien de la société. Chamfort nous apprend que M. le duc de Castries en témoignait un jour son étonnement : « Mon Dieu ! disait-il, partout où je vais, je n'entends parler que de ce Rousseau et de ce Diderot ! Conçoit-on cela? Des gens de rien, des gens qui n'ont pas de maison, qui sont logés à un troisième étage ! En vérité, on ne peut pas se faire à ces choses-là. »

Il est donc important pour bien comprendre le XVIIIe siècle d'étudier *ces choses-là*.

SAINT-MARC GIRARDIN.

(1) Observation profonde et juste, qui explique l'intérêt que Rousseau a obtenu par ses *Confessions* auprès de la postérité.

(2) *Mémoires*, p. 112.

BOLINGBROKE

SA VIE ET SON TEMPS.

QUATRIÈME PARTIE.[1]

XVIII.

Bolingbroke, dont le père vivait, n'était riche que de la fortune de sa femme. Atteinte d'abord dans ses revenus par la confiscation, elle obtint bientôt une provision convenable. Elle paraît avoir ressenti noblement les malheurs d'un mari qui la regrettait peu, et rien ne prouve qu'elle méritât ses dédains. Swift parle d'elle avec estime, avec goût, et deux lettres d'elle qu'il nous a laissées ne sont pas d'une femme sans esprit. Il était tout simple d'ailleurs qu'elle restât en Angleterre, en s'occupant plutôt des intérêts que du bonheur de son mari. Quant à lui, il n'emporta dans son exil qu'une somme de 13,000 livres sterling; mais ce ne sont ni les pertes d'argent, ni les liens de famille, encore moins les peines de cœur, qui lui rendaient la proscription cruelle. Le sentiment de sa chute était sa vraie douleur, qui l'irritait pourtant et ne l'abattait pas. Son esprit n'était pas fait pour languir dans le découragement. Ce n'est pas au lendemain d'un revers qu'on en mesure la grandeur : ce qui est tout nouveau paraît rarement durable, et dans les premiers momens le triomphe d'un adversaire frappe comme un accident passager. Bolingbroke a écrit plusieurs fois qu'il avait de bonne heure regardé l'avénement

(1) Voyez les livraisons du 1er et 15 août, et du 1er septembre.

de George Ier comme un fait irrévocable, qu'en quittant l'Angleterre il ne formait ni dessein ni espérance du côté des Stuarts, et que les premières propositions qui lui vinrent de leur part n'avaient obtenu aucune réponse. S'il faut l'en croire, ce n'est que trois mois plus tard qu'il consentit à s'engager. Admettons, en effet, qu'il n'apportât pas avec lui la pensée que l'Angleterre fût prête à se révolter; cette pensée, il la trouva en France. Une émigration d'outre-mer l'accréditait à Bar-le-Duc, où résidait alors le prétendant, dont les agens venaient à leur tour la propager à Versailles. C'était le sujet des correspondances du duc d'Ormond et du maréchal de Berwick. Louis XIV se ranimait à l'idée de renverser, avant de mourir, l'ouvrage de Guillaume III, et trouvait digne de sa grandeur de préparer, au mépris de la foi jurée, un armement pour la cause d'une dynastie fugitive. Torcy entrait dans ce projet, l'arrière-pensée de sa politique depuis longues années. Bolingbroke trouva sans doute qu'on était trop confiant ou trop pressé. Il pensa que toute imprudence de sa part pourrait aggraver en Angleterre son sort et celui de ses amis, car le parlement n'avait pas encore statué. Il résolut donc de quitter Paris; mais auparavant il vit lord Stair, qui représentait en France son gouvernement, et voici ce qu'il dit en propres termes de cette entrevue dans sa lettre à sir William Wyndham : « Je lui promis de n'entrer dans aucun engagement jacobite, et je lui ai tenu parole. J'écrivis à M. le secrétaire Stanhope une lettre propre à écarter toute imputation de négliger le gouvernement, et puis me retirai en Dauphiné, pour parer à toute objection prise de ma résidence près la cour de France. » Voilà qui est positif; cependant le maréchal de Berwick ne l'est pas moins, quand il dit dans ses *Mémoires :* « Au commencement de l'année 1715, milord Bolingbroke... se sauva en France. A son arrivée à Paris, je le vis en secret, et il me confirma la bonne disposition des affaires en Angleterre; mais, ne croyant pas qu'il convînt encore qu'il se mêlât publiquement des affaires du jeune roi, il se retira à Lyon, d'où, après quelques mois, nos amis lui mandèrent qu'il eût à revenir à Paris, ce qu'il fit, et alors nous agîmes de concert en toutes choses. »

Tout s'explique. A l'époque du passage de Bolingbroke à Paris, le bill d'*attainder* n'était pas rendu. Ce n'est que dans les premiers jours d'août que Walpole vint, au nom du comité d'enquête, porter devant la chambre des lords ses redoutables accusations. On conçoit la prudence de Bolingbroke et pourquoi il se retira à Saint-Clair, près de Vienne, sur la rive gauche du Rhône. Peut-être le choix de cette retraite fut-il déterminé par d'anciennes relations avec Mme de Tencin, qu'il avait revue, et qu'il appelait la reine des cœurs. Lord Stair croyait même qu'il l'avait rencontrée sur sa route de Calais à

Paris et qu'elle avait dès lors surpris les secrets de sa politique, peut-être dans l'intérêt du gouvernement français (1). Retiré dans la province où elle était née, il reçut à la campagne son frère, depuis évêque et cardinal, et Pont-de-Veyle, fils de sa sœur, Mme de Ferriol. Cette solitude avait peu de charme pour lui. De là il tournait vers Paris et Londres des yeux inquiets. Il n'attendait de nouvelles heureuses que celles qui le rappelleraient vers le nord, et au commencement de juillet il vit arriver un messager qui lui fit de l'Angleterre la peinture la plus encourageante, et finit par lui remettre une pressante lettre du prétendant, qu'il avait vu en passant à Commercy. Bolingbroke était au lit avec la fièvre. Il délibéra quelques instans. On lui assurait que tous ses amis étaient engagés. Il dit que le point d'honneur, le ressentiment, la curiosité, le décidèrent, et il partit sans délai pour Commercy.

Il se croyait de l'expérience, il ne se savait pas d'illusions. Jamais il n'avait attendu des merveilles de la cour exilée. Il la vit... « Mes premières conversations avec le chevalier, écrit-il à Wyndham, ne répondirent nullement à mon attente, et je vous assure en toute vérité que je commençai dès lors, sinon à me repentir de mon imprudence, du moins à être convaincu de la vôtre et de la mienne. » Que lui dit le petit-fils de Charles Ier? « Il me parla comme un homme qui n'attendait que le moment de partir pour l'Angleterre ou l'Écosse, mais qui ne savait pas très bien ce qu'il y allait faire. » Le besoin de tenter quelque chose et la crainte de paraître timide suffisent parfois pour conduire un homme sage à des imprudences. Le duc d'Ormond, encore en Angleterre, où il tenait fièrement maison ouverte, s'était mis à la tête du parti jacobite, et prétendait avoir un plan. Ce plan comprenait une insurrection dans le nord de l'Écosse, promise à grand bruit, mais sur laquelle on pouvait compter, un mouvement beaucoup plus douteux dans le sud de l'île, et enfin un débarquement du prétendant, aidé par la France en navires, en hommes, en armes, en argent. Tout cela devait être simultané : c'est du moins l'opinion très juste que fit prévaloir Bolingbroke; mais rien n'était prêt ni assuré, et moins qu'aucune chose, la plus importante, le secours de l'étranger. Bolingbroke se chargea de l'obtenir en négociant avec la cour de France, et il accepta en conséquence les sceaux de secrétaire d'état du roi Jacques III; il partit comme son plénipotentiaire pour Paris. Singulière façon de convaincre d'imposture l'*attainder* qui n'était pas encore rendu, l'accusation qui n'était pas encore portée! Quelle explication d'une telle conduite serait compa-

(1) Des écrivains placent cette entrevue à l'époque du premier voyage de Bolingbroke; mais il est peu probable que Torcy eût ainsi aposté Mme de Tencin sur la route de l'ambassadeur de la reine Anne.

tible avec l'innocence et l'honneur? Dans ses apologies, il n'en essaie aucune. Il affirme seulement qu'il n'a jamais trahi, et raconte comme la chose la plus simple du monde que, défenseur officiel, dix mois avant, de la royauté protestante, il l'ait, dix mois plus tard, menacée de guerre civile. Il semble ne s'absoudre d'avoir conspiré qu'en montrant complaisamment à quel point la conspiration était ridicule.

Dans les premiers temps de son séjour à Paris, il prit un ton de confiance et de colère. Il ferait repentir le gouvernement qui l'avait proscrit : il était plus puissant en France qu'en Angleterre, il n'avait rien à ménager; c'était aux whigs de craindre. Cependant de nombreux mécomptes l'attendaient. Le roi de France se mourait. Un appui public n'avait jamais pu être espéré. Même en secret, on ne voulait point donner de troupes régulières. On avait avancé un peu d'argent, on en promettait encore ainsi que des munitions; mais l'affaire demeurait en suspens, comme toutes les affaires. Il était probable que le futur régent changerait la politique du cabinet. Tout le trésor de Saint-Germain, où la veuve de Jacques II continuait de tenir sa cour, avait été épuisé pour préparer au Havre un petit armement. Cela n'empêchait pas que des fanatiques, des aventuriers et des intrigans ne formassent mille projets, en annonçant des prodiges. Tout ce monde parlait, se remuait, dirigeait; c'était une cohue de ministres (*mob ministry*). Bolingbroke, qui l'appelle ainsi, eut beaucoup de peine à prendre un peu d'autorité. Il ne doutait pas que lord Stair, dont il connaissait la vigilance et la pénétration, ne fût parfaitement au courant de ces menées et de ces préparatifs. Lord Stair effectivement savait tout cela et autre chose; nous avons des fragmens de son journal, et voici ce qu'il y écrit : « Mercredi 24 juillet. — J'aposte un homme pour observer lord Bolingbroke. — Samedi 27. — Saladin, un Genevois, m'a dit l'histoire de l'amour de Bolingbroke avec Mme Tencin, et sa rencontre avec le prétendant sur la route. » On lit, dans la correspondance d'un successeur de lord Stair, que cette femme intrigante livrait à Torcy les secrets de son amant; mais cet amant n'était pas aisé à tromper. « J'ai eu des relations il y a quelque temps, écrivait-il au roi Jacques, avec une femme qui a autant d'ambition et de ruse qu'aucune femme, peut-être qu'aucun homme que j'aie connu. Depuis mon retour à Paris, sous prétexte d'intérêt pour ma personne, elle a souvent tâché de découvrir à quel point j'étais engagé à votre service, et si quelque entreprise se préparait... Ces jours derniers, elle est revenue à la charge avec toute la dextérité possible, et elle a usé de tous les avantages que son sexe lui donne. J'ai feint de lui ouvrir mon cœur, et, suivant ce que j'ai écrit à votre majesté de mes conventions avec *Talon* (Torcy), je lui ai fait entrevoir l'impossibilité de rien tenter pour votre ser-

vice. Là-dessus elle est entrée dans une peinture qui m'a paru préparée de l'état présent des affaires; elle est convenue qu'avec l'âge et la santé de *Harry* (Louis XIV), on ne pouvait compter sur aucune résolution vigoureuse; mais elle a ajouté que le neveu de *Harry*, lorsqu'une fois sa 29 (régence) serait consolidée, serait indubitablement disposé à concourir à une si grande entreprise, et qu'elle ne voyait pas pourquoi un mariage entre vous et une de ses filles ne pourrait pas devenir pour lui un motif additionnel de détermination et un lien d'union entre vous. J'ai pris la chose en plaisantant et comme une saillie de son imagination; mais il doit y avoir quelque chose de plus, à raison de son caractère, de son intimité avec... (des chiffres), et du commerce particulier, mais étroit, que je sais qu'elle conserve avec un de ses confidens (1), et de son influence sur cet homme. » Bolingbroke termine sa lettre en conseillant de ne pas repousser cette ouverture, quoiqu'il avoue qu'une telle union pourrait déplaire en France et en Angleterre.

Il fallait en effet ménager l'Angleterre, qui commençait à s'agiter. Des réunions de non-conformistes avaient été troublées par le peuple. Quand Oxford s'était défendu dans la chambre haute, des rassemblemens avaient proféré le cri : « Haute église, Oxford et Ormond pour toujours! » On n'avait pas conduit l'accusé à la Tour sans émouvoir la Cité. Des désordres éclataient dans divers comtés; c'en était assez pour exalter les jacobites, et ils envoyèrent en France le plan tant annoncé par le duc d'Ormond; ils demandaient un corps de troupes réglées, ou tout au moins des armes pour vingt mille hommes, de l'artillerie, cinq cents officiers et de l'argent. Par les soins de Bolingbroke, le projet fut aussitôt mis sous les yeux du roi. Il ne pouvait être question de fournir des troupes, mais on fit espérer le reste. Un bâtiment fut aux frais de l'état disposé par un armateur pour le prétendant. Bolingbroke pensait que ces premiers secours en amèneraient d'autres, qu'ils suffiraient pour compromettre la France, que la défiance et l'irritabilité d'un gouvernement whig feraient le reste, et il accueillait une vague espérance de voir la paix d'Utrecht foulée aux pieds et une révolution opérée dans sa patrie par la main de l'étranger; mais deux événemens vinrent dissiper ces belles illusions. Un moine, qui se disait envoyé par Ormond, vint de sa part réclamer un débarquement immédiat en Angleterre. Accueilli avec empressement à Bar, il parut à Paris suspect à Bolingbroke, qui le força de confesser qu'il était sans mission, et tout à coup on apprit qu'Ormond venait d'arriver. Nous nous rappelons qu'après avoir fait une assez grande figure, il vit Oxford en prison et prit la fuite. Tous les

(1) Un des confidens du duc d'Orléans, probablement l'abbé Dubois.

projets reposaient sur lui; il était le chef désigné du mouvement. On avait vanté à Versailles sa valeur et son ascendant, et il débarquait en fugitif sans asile dans les trois royaumes. On le vit alors de près; on reconnut un homme brave et loyal, mais faible, vain, léger, à qui Berwick trouva *fort peu de connaissance du métier de la guerre.* Bolingbroke avait du malheur. Si la reine Anne eût vécu, il aurait rappelé peut-être les Stuarts; il espérait les ramener avec lui, si Louis XIV vivait. Louis XIV mourut le 1er septembre. « Mes espérances, dit-il, baissaient à mesure qu'il déclinait, et elles périrent quand il expira. »

Il se trouva un peu dépaysé dans la nouvelle cour. Des ministres de la régence ou de ceux qui tenaient la place des ministres, il ne connaissait que le duc de Noailles, qui ne le reconnut plus, et le maréchal d'Huxelles, qui remplaça Torcy dans la direction des affaires étrangères, et qui du moins agit loyalement, ne lui promettant rien qui excédât la politique d'un cabinet au fond défavorable au prétendant. Le régent était naturellement porté à l'entente, même à l'alliance avec le gouvernement anglais, non-seulement parce que le penchant inévitable du nouveau régime était de se séparer en tout de l'ancien, non-seulement parce que je ne sais quel instinct de réforme après soixante ans de monarchie absolue portait les esprits à quelque intelligence des principes de la révolution anglaise, mais encore et surtout parce que, séparé du trône par la vie d'un enfant, le duc d'Orléans avait un grand et légitime intérêt à s'appuyer sur le gouvernement gardien le plus jaloux de la validité des renonciations des Bourbons d'Espagne à la couronne de France. Si Bolingbroke et les Stuarts obtinrent de lui quelques promesses rarement réalisées et des secours toujours désavoués et bientôt retirés, c'est par suite de cette détestable habitude des gouvernemens d'entrer dans tous les systèmes à la fois et d'intriguer contre leur propre politique. Avant même que le roi rendît le dernier soupir, lord Stair avait vu le duc d'Orléans et promis à la régence l'appui de l'Angleterre, moyennant l'expulsion du prétendant, d'Ormond et de Bolingbroke. On n'alla pas jusque-là : on n'était pas assez sûr de la solidité de la royauté hanovrienne; mais on ne servit pas ses ennemis. Bolingbroke, habitué aux formes de la politique régulière, voulait traiter les affaires directement et sérieusement. Il s'entendait parfaitement avec le maréchal de Berwick, donné comme le vrai chef du parti et de l'armée du prétendant, et qui l'eût été en effet, s'il s'était agi d'une diplomatie et d'une guerre véritables. Alors aussi Bolingbroke aurait été vraiment secrétaire d'état; mais il n'y eut jamais que des menées d'intrigans et des coups de main d'aventuriers. Avant de compromettre la personne du prétendant, son mi-

nistre aurait voulu des assurances formelles de la part de la France, des renseignemens positifs sur les moyens de succès dans la Grande-Bretagne; mais, à la première sommation de l'ambassade anglaise, le régent faisait désarmer les bâtimens préparés dans le port du Havre, et l'on n'écrivait rien d'Angleterre, sinon qu'il fallait que l'héritier des Stuarts se pressât d'agir et de paraître. Dénués de ressources et pleins d'espérances, les jacobites prenaient sa présence pour une force magique, et comptaient sur elle pour accomplir ce qu'ils ne savaient comment entreprendre. Cependant le comte de Mar, plus résolu et mieux assuré de l'appui des fidèles Écossais, était parti pour les hautes terres le lendemain d'un jour où il avait assisté au lever de George Ier, et il commençait à tenir la campagne, quand le ministère, qui se défendait avec énergie et qui avait fait suspendre l'*habeas corpus*, demanda à la chambre des communes d'autoriser, avant sa prorogation, l'arrestation de six membres, parmi lesquels on comptait sir William Wyndham. C'était l'ami de Bolingbroke, et après lord Lansdowne, également arrêté, le correspondant peut-être sur lequel il eût le plus compté. Ainsi donc en Écosse une tentative avant le temps, en Angleterre rien de prêt; cette situation n'était pas encourageante. Bolingbroke soupçonnait que le plus sage eût été de tout ajourner; mais cette sagesse n'allait nullement à son parti : on faisait au prétendant un point d'honneur de s'engager dans l'action. L'humeur du duc d'Ormond était d'entreprendre. Il avait de la bravoure sans fermeté ni constance, et du mouvement d'esprit sans solidité ni coup d'œil. Quoiqu'il logeât avec Bolingbroke et qu'ils se vissent sans cesse, il se concertait peu avec lui; il se défiait des procédés diplomatiques et peut-être des intentions de l'ancien ministre; il voyait, et rien n'était plus visible, que le régent avait plus de goût pour les plaisirs que pour les affaires, et il concluait, ce qui était moins vrai, que l'on pouvait par les plaisirs influer sur les affaires, et que la plus puissante des négociations serait celle que dirigerait une main de femme. Dans cette multitude empressée qui se mêlait des affaires des Stuarts, les femmes avaient toujours joué un rôle. Le nom compromis de Fanny Oglethorp était souvent cité. Il y avait une certaine Olive Trant, qui, se destinant à être carmélite, cherchait à se détacher par la satiété des soins et des joies du monde. Elle avait, du vivant de la reine Anne, passé en Angleterre avec quelque mission du prétendant, s'y était liée avec le duc d'Ormond et en avait ramené une personne dont la beauté répondait apparemment à ses projets. Elle parvint à la faire connaître au régent, et entra ainsi en correspondance et même dans une certaine familiarité avec lui. Il la logea à Madrid, dans le bois de Boulogne, chez une vieille demoiselle La Chausseraye, qui avait été fille d'hon-

neur chez Madame, et qui jusque dans sa retraite vivait d'intrigues. L'abbé de Thésut, secrétaire du régent, visitait les deux associées, et c'est avec elles qu'Ormond négociait, trahi par l'une d'elles, peut-être par toutes deux, persuadé qu'il avait le secret du régent, à qui sans doute il livrait le sien. Encouragé on ne sait comment, pressé par les jacobites de l'Angleterre, lui-même prit les devans et s'embarqua dans un port de Normandie, tandis que le prétendant se rendait en Bretagne. Il descendit en Devonshire avec une quarantaine d'hommes, et n'y trouva ni un combattant ni un asile. Quelques arrestations avaient suffi pour réduire à l'impuissance tout son parti. Ormond se rembarqua précipitamment et vint rejoindre le prétendant à Saint-Malo. Une tempête fit échouer une seconde tentative; mais quoique les nouvelles de l'Écosse même fussent peu encourageantes, on jugeait qu'il était de l'honneur du prince d'entreprendre quelque chose. Olive Trant, qui avait accompagné Ormond jusqu'à la mer, était revenue à Paris, et elle fit alors prier Bolingbroke de se rendre à la maison de Madrid. Il l'y trouva avec Mlle de La Chausseraye, apprit d'elles une partie de leurs secrets, et fatigué de ne rien obtenir du cabinet par les voies officielles, il résolut d'user de la voie détournée qui s'offrait à lui. Il obtint dès l'abord de meilleures paroles, et même un billet signé du régent, en apparence écrit pour une femme, et qui, moyennant interprétation, pouvait être envoyé au comte de Mar. Le prince consentit même à une entrevue avec un gentilhomme venu d'Angleterre, à qui l'on promit des armes, et qui n'emporta rien qu'un peu d'argent fourni par l'Espagne; car l'Espagne, fidèle à la politique de Louis XIV, paraît seule avoir prêté aux Stuarts une assistance sincère, mais plus sincère qu'efficace. Aux plaintes de Bolingbroke, on répondait à Paris qu'il était soupçonné de voir secrètement lord Stair. Il voulut savoir à quoi s'en tenir, et il pria Berwick de s'en expliquer avec le régent. Le maréchal pensait comme lui, il jugeait Ormond comme lui, il avait même allégué sa qualité de sujet du roi de France pour décliner obéissance à l'ordre de se rendre en Écosse que le prétendant lui avait donné. Il vit le régent, qui convint que Bolingbroke lui avait été dénoncé, ajoutant qu'il ne croyait point à ce qu'on lui avait dit, mais qu'il lui en voulait seulement de choisir pour arriver à lui l'intermédiaire de certaines intrigantes qu'il qualifia avec sa liberté ordinaire de langage. Peu après, il consentit à voir Bolingbroke; il lui parla du même ton, ne laissa rien percer de ses intentions à l'égard des Stuarts, et lui défendit d'avoir aucun rapport avec les dames du bois de Boulogne. Cependant plus tard Ormond affirma à Bolingbroke qu'il ne lui avait caché toute cette intrigue que par l'ordre du régent; c'est probablement aussi par l'ordre du régent qu'elles s'étaient mises en rap-

port avec lui; puis enfin le régent sut mauvais gré à Bolingbroke de les avoir connues et employées. Ces contradictions n'ont rien que de conforme à la manière de gouverner de l'ancien régime. Le duc d'Orléans ne voulut jamais au fond rien faire pour les Stuarts; mais il voulait tout savoir et pratiquait la grande maxime d'avoir des intelligences avec tout le monde. Plus réservé à l'égard de Bolingbroke, d'un ancien ministre avec lequel tout engagement était sérieux, il se tint toujours sur un pied de défiance, tout en lui faisant proposer par le maréchal d'Huxelles et par le marquis d'Effiat de s'attacher à sa personne, d'accepter ses bienfaits, de s'en remettre à lui pour faire sa paix avec l'Angleterre. Bolingbroke dit qu'on lui offrit jusqu'à 500,000 francs, mais qu'il n'eut pas l'air d'entendre, et qu'on n'y revint plus; seulement il resta en froideur avec le régent.

Cette froideur s'accrut lorsqu'on apprit le mauvais succès de l'insurrection écossaise. Le 12 novembre, un corps de jacobites du nord de l'Angleterre fut battu à Preston, et le lendemain le duc d'Argyle arrêtait dans le Perth, à la bataille de Sheriffmuir, l'armée jusque-là victorieuse du comte de Mar. On avait cru quelques jours à Paris que Jacques III était roi de la Grande-Bretagne. « Personne, dit lord Stair, ne mettait plus le pied chez moi. » A dater de ces nouvelles, Jacques III ne fut plus qu'un prétendant; l'insurrection de l'Écosse ne fit que décliner, et tout était désespéré à la fin de décembre. C'est le moment que Jacques choisit pour s'embarquer à Dunkerque, et le 22 décembre il était à Peterhead. Bolingbroke convient que cette entreprise était devenue nécessaire à la réputation du prince, mais il ne dit pas qu'elle fût le moins du monde utile à ses affaires.

Resté en France pour y veiller, il remplit son office avec zèle. Il obtint de l'Espagne un nouvel à-compte sur les quatre cent mille écus qu'elle avait promis. Il enrôla quelques-uns des officiers irlandais qu'elle avait à son service; il reprit des négociations un peu romanesques pour décider le roi de Suède Charles XII, ennemi de l'électeur de Hanovre, à opérer une descente en Écosse. Il essaya d'embaucher des corsaires français; mais pour tout cela il avait besoin de l'appui de la France, et il n'obtenait d'elle que les vagues témoignages d'une stérile bienveillance. Avec lui, avec lord Stair, on tenait les langages les plus divers. Évidemment on attendait les événemens pour se décider; on voulait savoir quel serait l'effet de la présence d'un Stuart dans un pays que l'on connaissait, dit-il, comme le Japon. Las de ses efforts inutiles, il eut une conférence définitive avec le maréchal d'Huxelles, qui lui parla franchement, et ses derniers doutes étant dissipés, il résolut d'écrire au prétendant qu'il ne devait rien espérer, s'il ne pouvait réussir par lui-même, et il lui envoya un des rares navires qu'il eût à sa disposition pour le ramener en France

avec le comte de Mar et ses compagnons; mais quand son messager toucha l'Écosse, Jacques l'avait déjà quittée après une oisive et déplorable campagne, et il débarquait à Gravelines.

A la fin de février, il était à Saint-Germain. Dès le matin de son arrivée, il vit Bolingbroke qu'il reçut à bras ouverts. En apprenant son retour, ce dernier avait prévenu la cour de France, qui demanda que le chevalier se retirât sur-le-champ à Bar ou à Commercy. Il était de son intérêt de s'y rendre avant que le duc de Lorraine eût le temps de s'engager à ne le pas recevoir. On parlait de l'envoyer en Italie, ou du moins à Avignon, en terre papale, le pire des refuges pour un candidat à la couronne d'Angleterre. Bolingbroke porta donc le conseil d'un prompt départ à son prince, qui le renvoya demander à Paris la permission de rester à Saint-Germain et une entrevue avec le régent. Le maréchal d'Huxelles eut ordre de répondre par un refus. Bolingbroke revint auprès du prince, demeura avec lui jusqu'à deux heures du matin, et Jacques, dont les malles étaient faites et qui devait partir à cinq heures, le chargea, en le quittant, d'aller annoncer aux ministres son départ; il lui donna plusieurs ordres, lui demanda quand il pourrait le rejoindre, et lui dit adieu avec mille marques d'affection et de confiance.

Jacques partit en effet, mais pour la maison du bois de Boulogne. Il y resta caché quelques jours, y vit les ministres d'Espagne et de Suède et peut-être le duc d'Orléans, puis de là il envoya Ormond à Bolingbroke avec deux billets antidatés, pour qu'ils parussent écrits de la route. Ormond commença par dire dans la conversation tout ce qui pouvait persuader du départ du prétendant un homme parfaitement informé du contraire; puis il lui remit les deux écrits, tous deux de la main royale. L'un, adressé à Bolingbroke, lui signifiait laconiquement qu'on n'avait plus besoin de ses services; l'autre, au duc d'Ormond, le chargeait de recevoir tous les papiers de la prétendue secrétairerie d'état. Bolingbroke les lui remit sur-le-champ en lui rendant les sceaux, et déclara qu'il ne voulait plus avoir rien à démêler avec le prétendant et avec sa cause. Il tint parole cette fois, car peu après, la reine douairière l'ayant prié de ne pas se retirer, il refusa, disant qu'il était libre maintenant et qu'il aimerait mieux se brûler la main que prendre la plume ou l'épée à leur service. Il ne les revit plus en effet, et peu de jours après leur dernière séparation le chevalier de Saint-George était sur la route d'Avignon, c'est-à-dire qu'il abandonnait la partie. Le régent ne tardait pas à envoyer Dubois à Stanhope pour négocier un rapprochement entre les deux royaumes, et au commencement de 1717 le traité de la triple alliance entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande apprenait à l'Europe qu'une nouvelle politique commençait.

Dans les premiers jours de sa disgrâce, Bolingbroke évita de se montrer. Il fit connaître à quelques amis ce qui s'était passé et resta renfermé chez lui. Le maréchal de Berwick le vint bientôt trouver et lui parla des bruits qui couraient sur son compte. Il n'y avait dans toute l'émigration anglaise qu'un cri contre lui. Ormond et Mar ne le ménageaient pas; les moins malveillans disaient qu'il lui était échappé dans l'ivresse des paroles moqueuses ou blessantes pour le prétendant, et nous ne pouvons ici objecter l'invraisemblance. Quant au reproche de négligence ou d'incapacité qui donna lieu plus tard à des correspondances rendues publiques, et auquel il fallut que Bolingbroke répondît ou fît répondre par son secrétaire, nous n'y insisterons pas, et l'analyse des griefs serait fastidieuse. Ce sont récriminations de conspirateurs malheureux ou d'intrigans désappointés. Le désaccord est inévitable entre des exilés ardens, crédules, impatiens et un homme d'état judicieux, discret, sans empressement inutile, sans charlatanisme de parti, qui voit les choses comme elles sont, ne parle et n'écrit qu'à bon escient, et n'agit qu'autant qu'il aperçoit chance de réussir. La malveillance ou plutôt la calomnie osa même accuser Bolingbroke d'avoir détourné quelque partie des faibles ressources du trésor du prétendant et traîtreusement livré ses secrets à l'ambassadeur d'Angleterre. Lord Stair raconte en effet que des questions pressantes lui furent adressées, et qu'on voulait à toute force qu'il sût tout par cette voie; « mais, écrit-il à Walpole, je crois que tout le crime du pauvre Harry a été de ne pouvoir jouer son rôle avec un visage assez sérieux, ni s'empêcher de rire par-ci par-là de pareils rois et de pareilles reines. Il avait une maîtresse ici à Paris, s'enivrait de temps en temps, et dépensait pour elle l'argent avec lequel il aurait dû acheter de la poudre. » Bolingbroke se présente devant l'histoire mieux justifié par un imposant témoignage, celui du maréchal de Berwick, qui a tout vu, tout suivi, qui lui donne raison en tout, juge comme lui Jacques, Ormond, Mar et tout le parti; pour la droiture du cœur et de l'esprit, le maréchal ne le cédait à personne. Bolingbroke pensait de Berwick tout le bien qu'en a écrit Montesquieu, et c'est de lui qu'il a dit ce joli mot, que c'était le meilleur grand homme qu'il eût connu.

Quelle apparence d'ailleurs que Bolingbroke se fût engagé par ressentiment et par vengeance dans le parti de la restauration, pour le trahir et le perdre? Ce n'est pas sa faute s'il le servait autrement que ne l'entendaient les Irlandais, les courtisans, les jésuites, les femmes, tous les insensés qui composaient la coterie jacobite française; ce n'est pas sa faute s'il ne partageait pas toutes les illusions, s'il ne suivait pas toutes les fantaisies d'un parti bigot et frivole, condamné à une éternelle adversité. Sa faute était d'avoir cru

possible de le servir raisonnablement. Sincère dans ses intentions, il avait dû de bonne heure cesser de l'être dans ses espérances. Peu de momens avaient suffi pour lui révéler la vanité de l'entreprise. Il était embarrassé, peut-être honteux de son rôle, et se sentait déplacé et comme abaissé dans de telles affaires. Il convient qu'il lui tardait d'en sortir, et que son projet était, après que le prétendant serait rentré dans le repos, d'aller lui redemander sa liberté. Avec de telles dispositions, il ne pouvait éviter de montrer par ses discours, et même par sa conduite, une froideur suspecte. Il ne faut pas y voir trop clair pour conspirer. Embrasser sans enthousiasme une cause perdue est insensé, et celui qui sait discerner l'impossible du possible doit se garder de servir un parti qui n'a que du zèle.

Bolingbroke dit que dès son premier entretien avec le prétendant, il comprit son imprudence; mais qui l'obligeait à être imprudent? Il ajoute qu'un malentendu perpétuel séparait les jacobites d'Angleterre des jacobites de France. Les premiers ne voulaient qu'opposer à un roi whig un roi tory, et lui faire leurs conditions; les seconds avaient respiré l'air de Versailles, et ne songeaient qu'à restaurer un roi sans conditions. Comment Bolingbroke, que cette contradiction choquait, l'acceptait-il sans mot dire? Ainsi qu'il arrive souvent, il s'engageait contre sa raison, comptant sur le hasard, espérant l'imprévu, confiant dans son esprit, voulant enfin satisfaire sa passion et occuper son temps.

Pouvait-il ignorer enfin qu'il y avait entre le descendant des Stuarts et lui une dissidence fondamentale qui devait tôt ou tard éclater? Le prince était le fils de ce Jacques II dont un archevêque de Reims disait en le voyant sortir de sa chapelle à Saint-Germain : « Voilà un fort bon homme; il a quitté trois royaumes pour une messe. » Et Bolingbroke, qui aux opinions des libertins du siècle joignait un protestantisme tout politique, avait au fond toujours regardé l'abjuration de la religion catholique comme une condition de la restauration. L'entraînement des affaires et l'envie de se venger le lui faisaient oublier quelquefois, ou lui fermaient les yeux sur l'invincible opiniâtreté d'une foi supérieure à la tentation même d'une couronne. Il ne pouvait lui échapper que ce pauvre prince unissait à cette foi digne de respect tous les préjugés qui ne le sont pas, et que de puérils scrupules ne lui permettraient jamais le langage et la conduite nécessaires pour rendre au moins sa présence supportable au peuple anglais. Les jacobites protestans essayaient de se faire des illusions à cet égard. On racontait qu'il avait permis au docteur Leslie de l'entretenir de religion, et de célébrer l'office anglican dans sa maison. Bolingbroke, pour excuser la légèreté avec laquelle il négligea d'approfondir la question, prétend qu'il supposa que ses amis

d'Angleterre, dont il connaissait les sentimens et qui se montraient si pressés d'entreprendre, avaient obtenu satisfaction préalable sur l'article de la religion. Peut-être aussi se jugeait-il lui-même, comme on le lui fit sentir, peu propre à traiter ce sujet. Il avait beau avoir sans cesse à la pensée l'exemple de Henri IV; on aurait pu le défier, avec toute son éloquence, de le faire comprendre à celui qui aurait eu tant besoin de l'imiter. Quand il fallut que Jacques se fît précéder en Angleterre de déclarations où l'église nationale trouvât des garanties, il fit mille difficultés; il garda les projets qu'on lui présenta pour les revoir, les envoya de Bar à Saint-Germain pour les soumettre à la reine et à son conseil de conscience; puis, après les avoir retouchés à sa guise, il les fit imprimer avec le contre-seing de Bolingbroke, qui n'avait signé que la première rédaction. Bolingbroke réclama, et on en tira de nouveaux exemplaires sans sa signature. Les corrections royales étaient de ces subtilités qui présagent la mauvaise foi. Ainsi, dans une phrase où il devait exprimer sa sollicitude pour la prospérité de l'église anglicane, il avait rayé le mot *prospérité*. Il refusait de *protéger cette église*, et n'entendait s'engager qu'à en *protéger tous les membres*. Il ne voulait pas conserver à Charles Ier l'épithète de *martyr*, et quand on lui proposait de parler de sa sœur de *glorieuse et heureuse mémoire*, il n'admettait pas que cette mémoire fût *heureuse*, et ne consentait à louer en elle, au lieu de *sa justice éminente* et de *sa piété exemplaire*, que *son inclination pour la justice*. La portée de ces niaiseries n'était que trop évidente, et je ne m'étonne pas que Bolingbroke ait vu partir son nouveau maître pour l'Écosse sans la moindre espérance et sans beaucoup de sympathie. C'était assez pour qu'il fût un traître aux yeux du parti.

XIX.

On peut en croire Bolingbroke lorsqu'il dit que sa disgrâce lui rendit service en facilitant une rupture dont il aurait été obligé de prendre l'initiative. Il consomma cette rupture en répandant de par le monde ses réponses aux critiques et aux calomnies dirigées contre lui. Il était piquant, on doit en convenir, d'encourir, après moins d'une année, une nouvelle et contraire accusation de trahison (car il eut à répondre sur sept articles en forme), intentée au nom de celui pour lequel il venait d'être accusé d'avoir trahi son pays, et l'on conçoit quels sentimens durent s'élever dans cette âme orgueilleuse et vindicative. Non content de dire un éternel adieu au parti auquel il n'aurait dû jamais s'unir, il ne se fit point scrupule de dévoiler dans ses écrits et ses discours le néant de ce parti et de son chef, et la mémoire des Stuarts n'a pas eu de plus dangereux ennemi. Son ca-

ractère avait peu de nuances, et de certaines délicatesses lui étaient inconnues. Comme on le jugeait à Londres plus sévèrement qu'il ne méritait, on avait, du temps même qu'il était ministre de la cour de Saint-Germain, autorisé lord Stair à traiter avec lui. Ce dernier, qui le connaissait mieux, attendit sa disgrâce pour lui envoyer Saladin de Genève. Il s'ensuivit une entrevue où Bolingbroke déclara à l'ambassadeur qu'il se croyait obligé en honneur et en conscience de désabuser ses amis d'Angleterre sur la conduite du parti jacobite à l'étranger, et sur la valeur de tous ceux qui le composaient; que, dût-il demeurer à jamais en exil, il n'aurait plus rien de commun avec le prétendant; que si sa position dans sa patrie lui était rendue, il pourrait, en expliquant sa conduite, porter à la cause des Stuarts un coup mortel, et contribuer ainsi à mieux affermir l'autorité du roi et à lui rallier tous ses sujets. Il ajouta qu'il était prêt à rendre à son gouvernement tous les services, excepté ceux d'un délateur, et qu'il espérait que l'on croirait ses protestations sincères, sans exiger des gages qu'il refuserait de donner, ni risquer, en lui demandant trop, d'empêcher l'effet de ses promesses. Ces offres, dont lord Stair admit pleinement la sincérité, furent transmises à Londres, et même renouvelées au secrétaire d'état Craggs, qui vint peu après en France; et comme pour préparer le retour du fils dans son pays, le roi créa le père, qui vivait encore, vicomte Saint-John et baron de Battersea. En même temps Bolingbroke constata sa situation nouvelle en écrivant une longue lettre à sir William Wyndham, qu'il data du 13 septembre 1716, et qu'il envoya non-cachetée au maître général des postes, pour la mettre sous les yeux du gouvernement et la faire arriver ensuite à sa destination. Cette lettre, que M. Hallam regarde comme son ouvrage le plus achevé, est une apologie générale de sa conduite, qu'il faut lire avec défiance, mais d'où nous avons tiré bien des détails de notre récit. Quand elle parut, en 1753, et que Favier la traduisit sous le titre de *Mémoires secrets de milord Bolingbroke,* Voltaire trouva l'ouvrage peu digne de l'auteur qui n'était plus, et se plaignit de n'y rien apprendre. C'est qu'il savait assez bien cette partie de l'histoire contemporaine. L'ouvrage, en tout cas, offrait une peinture sérieusement satirique et malheureusement vraisemblable du prétendant et de son parti. Quoiqu'il ne dût pas être imprimé, il était fait pour être lu, et bien calculé pour nuire aux Stuarts et rendre Bolingbroke agréable au roi régnant. George le fit assurer de sa bienveillance, et le proscrit, plus confiant dans l'avenir, s'occupa de se créer une philosophie de l'exil au moment où il croyait entrevoir le terme du sien. L'ouvrage qu'il a intitulé *Réflexions sur l'exil* est une consolation philosophique, où il emprunte beaucoup à Sénèque et aux anciens. Ce lieu commun de morale stoïcienne est d'un esprit élevé,

médiocrement riche en idées, qui s'est fait un bon style d'académie, correct et soutenu, orné, élégant, mais sans aucunes qualités supérieures. Ainsi que beaucoup d'esprits cultivés de ce temps, presque toutes ses pensées lui viennent de l'antiquité. Dès qu'il écrit, il raisonne et paraît sentir comme un Romain; mais quand il agit, c'est autre chose. Lord Mahon a dit avec sévérité qu'en parlant comme Cicéron, il se conduisait comme Clodius. On pourrait ajouter, sous un autre rapport, qu'aux pensées de Sénèque il unissait la vie de Pétrone. On entrevoit dans ses lettres que, s'il se consolait de l'exil par le stoïcisme, il ne négligeait pas de s'en distraire par le plaisir.

Les mémoires du temps parlent à peine de son séjour en France. On sait seulement qu'il avait des relations intimes avec les Tencins et leur société. La plupart de ses lettres françaises sont adressées à Mme de Ferriol, la mère de D'Argental. On n'a aucune de celles qu'il dut écrire à sa sœur, Mme de Tencin. Il connut cette aimable Aïssé qu'une fantaisie tout orientale d'un frère de M. de Ferriol avait élevée pour une étrange destination. On ne voit pas qu'avant 1722 il eût connu Voltaire, qui était lié dès le collége avec D'Argental, et dans une lettre écrite peu après le succès d'*Œdipe* (1719), il en parle comme un indifférent : « Je vous serai très obligé, ma chère madame (de Ferriol), de la lecture que vous voulez bien me procurer de la tragédie de M. Arouet. Si je n'avais pas entendu parler avec éloge de cette pièce, je ne laisserais pas d'avoir une grande impatience de la lire. Celui qui débute, en chaussant le cothurne, par jouter contre un tel original que M. Corneille fait une entreprise fort hardie, et peut-être plus sensée qu'on ne le pense communément. Je ne doute pas qu'on n'ait appliqué à M. Arouet ce que M. Corneille met dans la bouche du Cid. » A défaut de Voltaire, il fit connaissance avec l'abbé Alary, un homme instruit, d'une conversation agréable, qui, après avoir été attaché à l'éducation de Louis XV, entra à l'Académie française (1723), et n'en forma pas moins, un an après, une autre sorte d'académie, plus politique que littéraire, connue sous le nom de l'*Entresol*. Celle-ci tenait en effet ses séances chez lui, dans un entresol de la place Vendôme. C'était à la fois un club où l'on trouvait des rafraîchissemens et des journaux, et une société de droit public dont les membres composaient des mémoires, faisaient des lectures, discutaient des questions. Il s'y rencontrait des écrivains, des magistrats, jusqu'à des grands seigneurs : le marquis d'Argenson, qui a été ministre, l'abbé de Saint-Pierre, dont le nom est si connu. Cette réunion dura jusqu'en 1731, quoiqu'elle donnât un peu d'ombrage au cardinal de Fleury. Bolingbroke, qui y était admis sans en être membre, avait été pour quelque chose dans la fondation d'un établissement conçu, disait-on, dans les idées anglaises. On ajoute qu'il composa en fran-

çais, pour cette société, un essai qu'elle fit imprimer : ce sont des réflexions d'après Locke sur les idées innées; mais l'authenticité de cet écrit est contestée, et aucun des éditeurs de Bolingbroke ne l'a compris dans ses œuvres complètes.

Un de ses meilleurs amis, un des fondateurs du club de l'Entresol, le marquis de Matignon, était, comme l'abbé Alary, de la société de la marquise de Villette, avec laquelle Bolingbroke se lia en 1717. Marie-Claire Deschamps de Marsilly (1), d'une famille noble, avait été élevée à Saint-Cyr, et c'est elle qui jouait Zarès sous les yeux de Racine, quand *Esther* fut représentée devant Louis XIV. Elle était entrée chez les filles de Sainte-Geneviève, dirigées par Mme de Miramion, lorsqu'elle plut au chevalier de Villette de Mursay, petit-fils d'une fille d'Agrippa d'Aubigné et frère de Mme de Caylus, que Mme de Maintenon appelait sa nièce. Ce jeune homme, voulant épouser Mlle de Marsilly, la fit voir à son père, Philippe Le Valois, marquis de Villette, officier de marine distingué, de qui nous avons des mémoires. C'était un protestant converti par la cour depuis 1687. Il trouva sa bru future à son gré, et il l'épousa en 1695, quoiqu'il eût quarante-trois ans de plus qu'elle. « Elle est fort jolie, dit Dangeau, et n'a nul bien. M. de Villette a attendu que M. de Mursay, son fils, fût marié, pour conclure cette affaire. » Restée veuve en 1707, avec de la fortune, Mme de Villette avait, dix ans après, conservé sa beauté. On citait son esprit et sa conversation, et à quarante-deux ans elle inspira un goût assez vif à Bolingbroke pour qu'il formât une liaison très intime avec elle et ne la quittât presque plus. Jusque-là peu retenu, peu délicat dans ses amours, un attrait bien différent de ceux qui l'avaient séduit le captiva cette fois au point d'enchaîner sa destinée. On dit qu'il continua d'être infidèle, ce qui ne le dispensa pas d'être jaloux, car un jour qu'il dînait chez Mme de Villette avec un Écossais fort beau qui parut lui plaire, il renversa la table et tout ce qui la couvrait. Il fallut que le marquis de Matignon les raccommodât. Ce qui est certain, c'est qu'il alla faire avec sa nouvelle amie de longs séjours à la terre de Marsilly en Champagne, sous prétexte qu'il se connaissait en bâtimens et qu'elle reconstruisait son château. « *M. York* (Bolingbroke) part avec Mme de Villette, miss... est dans un couvent, » écrit lord Stair à son ministre (1717).

Il ne négligeait pas cependant de plus grandes affaires. Ses amis d'Angleterre, bien que parfois inquiets de ce qui se disait sur son compte, ne l'oubliaient pas. Swift, dans une de ses lettres, réfute,

(1) On écrit aussi Marcilly. Dans l'épitaphe que fit graver Bolingbroke, on lit Mary Clara des Champs *de Marcelly*. Nous suivons l'orthographe de M. Monmerqué.

auprès de l'archevêque de Dublin, le bruit qui courait que Bolingbroke allait revenir en achetant son pardon par des révélations : il dit avec raison qu'il n'en aurait pas à faire. Cependant sa haine persistante pour lord Oxford, et qu'il ne peut contenir même en écrivant à Swift, était loin de le servir, et l'empêchait de profiter de l'acquittement de son ancien complice et de la popularité relative qui l'entourait. Sa femme luttait pour lui, elle le dit du moins; on a d'elle deux lettres à Swift qui ne sont pas sans quelque grâce, et qui justifiaient le goût bienveillant du docteur pour elle. « Quant à mon humeur, écrit-elle le 5 mai 1716, je suis, s'il est possible, encore plus insipide et plus ennuyeuse (*dull*) que jamais, excepté dans quelques momens, et alors je suis une petite furie, surtout quand on ose parler de mon cher lord sans respect, ce qui arrive quelquefois. » Elle s'occupait activement de l'affaire de *son cher lord*. Elle trouva faveur auprès du roi, qui lui accorda main-levée de la confiscation des biens mobiliers; mais elle mourut un an après (novembre 1718), et, à en croire son mari, cette restitution partielle devint une perte pour lui. Apparemment faute de formalités et de précautions, ces valeurs se confondirent avec celles qu'elle possédait à sa mort et ne purent être retirées de sa succession. Il se dit appauvri d'autant, et il s'en prend, on ne sait trop pourquoi, à la dévotion de lady Bolingbroke. Il vivait sur le capital qu'il avait apporté en exil et augmenté du produit de quelques spéculations heureuses en ce temps où Law devançait le nôtre. On ne voit pas qu'il ait jamais éprouvé la gêne. Des considérations de fortune peuvent toutefois avoir contribué au singulier établissement qu'il forma quand il se vit tout à fait libre. Il vécut auprès de Mme de Villette, et l'emmena aux eaux d'Aix-la-Chapelle, où il paraît l'avoir épousée en mai 1720. On a prétendu qu'elle embrassa la religion protestante, puis on l'a nié et l'on a même contesté le mariage. Il est certain qu'en France Bolingbroke ne lui fit pas changer de nom; mais tous deux voulaient qu'on les tînt pour légitimement unis. Ils le déclarèrent même en 1722, et dans le caveau des Saint-John de l'église de Battersea, où la marquise est ensevelie, il fit graver une épitaphe qui lui donne le titre de vicomtesse Bolingbroke.

Au printemps de 1720, tous deux avaient, en se mariant, quitté Marsilly, qu'ils cessèrent d'habiter. Un an auparavant, Bolingbroke avait fait l'acquisition de la terre de La Source, ainsi nommée parce que le Loiret prend sa source dans le parc et y forme en naissant une vraie rivière, dont les eaux reproduisent un moment le beau phénomène de celles du Rhône à Genève. C'est dans ce lieu que Bolingbroke fixa sa retraite; il sut l'animer par les plaisirs de la société et de l'étude. Suivant toute apparence, ses longs séjours à la

campagne donnèrent naissance à ces recherches historiques où, pratiquant le libre examen à la manière de Bayle, il en vint à poser les fondemens de l'incrédulité systématique qu'on devait appeler bientôt philosophie. Vers le même temps, nous rencontrons enfin Voltaire. Il écrit de Blois à Thiriot (2 janvier 1722) : « Il faut que je vous fasse part de l'enchantement où je suis du voyage que j'ai fait à La Source chez milord Bolingbroke et chez Mme de Villette. J'ai trouvé dans cet illustre Anglais toute l'érudition de son pays et toute la politesse du nôtre. Je n'ai jamais entendu parler notre langue avec plus d'énergie et de justesse. Cet homme, qui a passé toute sa vie dans les plaisirs et dans les affaires, a trouvé pourtant le moyen de tout apprendre et de tout retenir. Il sait l'histoire des anciens Égyptiens comme celle d'Angleterre; il possède Virgile comme Milton, il aime la poésie anglaise, la française et l'italienne, mais il les aime différemment parce qu'il discerne parfaitement leurs différens génies. Après ce portrait que je vous fais de milord Bolingbroke, il me siéra peut-être mal de vous dire que Mme de Villette et lui ont été infiniment satisfaits de mon poème (*la Henriade*). Dans l'enthousiasme de leur admiration, ils le mettaient au-dessus de tous les ouvrages de poésie qui ont paru en France; mais je sais ce que je dois rabattre de ces louanges outrées. »

Bolingbroke ne quittait La Source que pour quelques voyages à Paris. Il ornait son nouveau séjour selon le goût de son temps, et de là il envoyait à ses amis d'Angleterre des épîtres empreintes d'une philosophie quelque peu affectée : « Je vis dans un plus petit cercle, écrivait-il à Swift, mais je pense dans un plus grand. » Il traduisait avec assez de facilité en vers anglais un fragment de la première épître d'Horace; il multipliait les citations de toutes sortes pour démontrer qu'il était ferme et serein, décrivait le lieu de sa résidence, son habitation; qui tenait le milieu *entre le château et la maison bourgeoise,* les embellissemens qu'il projetait d'y faire, et consultait sur les inscriptions latines en son propre honneur qu'il voulait y graver sur le marbre. Cependant, les yeux toujours fixés vers sa patrie, il finit par y envoyer sa femme. Elle y trouva Walpole premier ministre (1723).

A ce moment, les jacobites, habitués à s'exalter pour des causes frivoles, avaient conçu une telle joie de la naissance d'un fils du prétendant, qui fut appelé Charles-Édouard, qu'un comité de direction s'était formé dans leur sein, et qu'il y fermentait des projets qualifiés par la loi de haute trahison. Le roi George n'avait aucune popularité. Des rassemblemens à Londres avaient fait entendre le cri : « Haute église et Stuarts! » Le gouvernement s'était vu forcé de dénoncer et de poursuivre la conspiration. Atterbury, l'évêque de Ro-

chester et l'ancien ami de Bolingbroke, était, avec les autres membres de la junte secrète, traduit devant les deux chambres. Aux premières ouvertures qui lui furent faites en faveur de Bolingbroke, Walpole répondit avec sévérité; il s'écria même dans le conseil : « Puissent l'*attainder* n'être jamais aboli et les crimes jamais oubliés! » Tout espoir semblait perdu, si lord Harcourt, qui, plus fidèle à d'anciennes amitiés qu'à son ancienne politique, s'était rapproché du gouvernement, n'eût fait arriver Mme de Villette (elle ne prenait pas d'autre nom) jusqu'à la duchesse de Kendal. Erengarde Mélusine de Schulenbourg était une Allemande laide et vénale, maîtresse en titre de George Ier. On dit que ses bontés pour Bolingbroke ne furent pas payées moins de 11,000 livres sterling. Elle obtint une promesse du roi, que Walpole n'osa ou ne put faire rétracter, et il se borna à en réduire l'effet à la remise de la peine capitale. Il fut convenu que Bolingbroke pourrait résider en Angleterre, mais sans recouvrer ni ses droits, ni ses titres, ni sa fortune

Voltaire venait d'avoir la petite-vérole, et dans une épître assez faible où il remercie son médecin de l'avoir sauvé, heureux à la pensée qu'il reverrait ses amis, il s'écriait :

Et toi, cher Bolingbroke, héros qui d'Apollon
As reçu plus d'une couronne,
Qui réunis en ta personne
L'éloquence de Cicéron,
L'intrépidité de Caton,
L'esprit de Mécénas, l'agrément de Pétrone,
Enfin donc je respire, et respire pour toi;
Je pourrai désormais te parler et t'entendre (1).

Mais cette joie, exprimée en vers si singuliers aujourd'hui, ne fut pas de longue durée, et bientôt Voltaire écrivait à son amie la présidente de Bernières : « Une chose qui m'intéresse, c'est le rappel de milord Bolingbroke en Angleterre. Il sera aujourd'hui à Paris, et j'aurai la douleur de lui dire adieu, peut-être pour toujours (avril 1723). » Il partit en effet quelque temps après, et le 11 juin il arrivait à Calais, quand il vit avec surprise débarquer l'évêque Atterbury, qu'un bill d'*attainder* venait de condamner au bannissement. « Je suis donc échangé! » s'écria le prélat en apprenant que Bolingbroke était là, prêt à passer le détroit.

En Angleterre, Bolingbroke trouva le roi parti pour le Hanovre, et il dut se borner à lui écrire une lettre de remerciemens, ainsi qu'à la

(1) Dans une première rédaction où il ajoutait aux autres dons de Bolingbroke *la science de Varron,* Voltaire le remerciait de s'être intéressé à lui pendant sa maladie :

Bolingbroke, à ma gloire, il faut que je publie, etc.

duchesse de Kendal et à lord Townshend, qui étaient du voyage. Il revit Harcourt et Wyndham, apprit d'eux beaucoup de choses sur l'intérieur de leur parti, et bientôt il eut un entretien avec Walpole. Il lui peignit les chefs des partis tory et jacobite comme fort découragés et disposés à imiter l'exemple de Harcourt. C'était s'offrir indirectement pour intermédiaire d'un rapprochement qui semblait désirable; mais Walpole craignait plus les rivaux que les adversaires. Il fit rarement des sacrifices pour regagner ses ennemis, et, jaloux de son pouvoir, il aimait mieux reléguer les ambitieux dans l'opposition que les introduire dans son parti. Il ne se souciait pas de rendre de l'importance à Bolingbroke. Il l'écouta froidement et lui conseilla, puisque sa réhabilitation dépendait d'un parlement whig, de ne pas renouer avec les tories.

Bolingbroke vit bien que pour cette fois il n'avait rien à gagner du côté de la politique. Il jouit quelques jours de l'accueil des amis que la littérature lui avait donnés. Il ne vit pourtant pas Swift, qui ne sortait pas de l'Irlande, et Prior était mort; mais Gay lui dédia ses églogues. Pope, qui l'avait connu peu de temps avant son départ, fut heureux de le revoir au moment où il perdait Atterbury, et de le retrouver *devenu philosophe sur les affaires de ce monde.* Le docteur Arbuthnot prononça qu'il avait gagné en instruction, en manières, en toute chose. Peu curieux cependant de rester dans un pays où il ne retrouvait qu'une position précaire et diminuée, Bolingbroke repartit pour aller se guérir de la goutte aux eaux d'Aix-la-Chapelle.

On dit qu'il voulait de là pousser jusqu'en Hanovre. Il en demanda la permission, mais ne l'obtint pas. Il tourna donc ses vues d'un autre côté. La mort du régent amenait au pouvoir *M. le Duc*, avec le titre de premier ministre, et Mme de Prie était toute-puissante sur cet héritier des Condé. Bolingbroke les connaissait l'un et l'autre et prétendait à quelque crédit. Dans ce moment, une lutte secrète opposait dans le cabinet anglais les deux secrétaires d'état l'un à l'autre, lord Carteret à lord Townshend. Walpole soutenait Townshend, son beau-frère, et, par suite de quelques intrigues dont le détail est sans intérêt, Carteret et Townshend étaient représentés tous deux à la cour de France, l'un par sir Luke Schaub, l'autre par Horace Walpole. Bolingbroke, qui vit bien où était la force, offrit à ce dernier son crédit, ses relations, ses moyens d'intrigue. Il offrit d'entretenir avec le cabinet de Saint-James une correspondance secrète, fit valoir son zèle et sa dextérité, enfin se rendit utile. Horace, qui ne l'aimait pas, se servit de lui et le servit peu, mais finit par triompher et devint ambassadeur en France, tandis que Carteret allait gouverner l'Irlande et faisait place au duc de Newcastle (1724). Persuadé qu'il devait être mieux en cour, Bolingbroke fit alors repartir pour Londres celle qu'il

appelait indifféremment Mme de Bolingbroke et la marquise de Villette. A ce voyage se rattache une anecdote du temps. La marquise demanda à Mme de Ferriol, restée, par la mort de son beau-frère du même nom, la protectrice peu généreuse de Mlle Aïssé, la permission d'emmener avec elle la pauvre affranchie. C'était le temps de la passion du chevalier d'Aydie. On partit en apparence pour l'Angleterre; mais Aïssé fut laissée secrètement dans une maison des faubourgs, et bientôt une petite fille fut transportée en Angleterre, et plus tard au couvent de Notre-Dame de Sens, pour y être élevée, sous le nom de miss Black, comme une nièce de Bolingbroke, près d'une fille de Mme de Villette. C'est l'enfant dont Aïssé parle d'une manière touchante dans ses charmantes lettres, et que le chevalier d'Aydie n'abandonna pas après la mort de sa mère. Lady Bolingbroke poursuivit son voyage, et pour mieux cacher le secret du service que rendait leur amitié, son mari écrivait de La Source à Mme de Ferriol : « Avez-vous eu des nouvelles d'Aïssé? La marquise m'écrit de Douvres. Elle y est arrivée le vendredi au soir après le passage du monde le plus favorable. La mer ne lui a causé qu'un peu de tournement de tête; mais pour sa compagne de voyage, elle a rendu son dîner aux poissons. »

Lady Bolingbroke était amenée à Londres par l'infidélité d'un banquier qui, chargé par elle de placer 50,000 livres sterling dans les fonds publics, lui cherchait querelle sur son état, exigeait qu'elle se fît autoriser par son mari, et menaçait de révéler le fait comme une violation de la loi de confiscation. Lord Townshend, indigné de cet abus de confiance, rendit la dénonciation vaine. La marquise de Villette, qui garda prudemment ce nom, put donner ses soins aux intérêts de son mari; et quoique le roi, dans ses idées allemandes, la trouvât bavarde et peu respectueuse, elle savait si bien les moyens de gagner la duchesse de Kendal, qu'une satisfaction entière lui fut promise. Il fallut cependant attendre encore pendant près d'une année. Bolingbroke prit patience, grâce aux lettres, aux champs, à quelques amis. Il continua de s'intéresser aux travaux de la société de l'Entresol, qu'il se permettait d'égaler à l'Académie française. On voit par une lettre à Pope qu'il traça le plan d'une histoire politique de l'Europe, et de là prit naissance l'ouvrage intitulé : *Lettres sur l'étude de l'histoire*. La physique et la métaphysique occupaient son temps à la campagne, où il retenait Lévêque de Pouilly, homme instruit qui l'avait initié aux mathématiques et aux sciences, et qui devint un des confidens de ses idées sur la religion. C'est à lui qu'il écrivait un jour qu'il était, avec Swift et lui-même, une des trois seules personnes dignes qu'on leur confiât le gouvernement des hommes. On trouve dans ses œuvres une lettre intéressante, rédigée entre 1720

et 1725, où il rappelle à Lévêque de Pouilly comment, à quarante ans, il est devenu philosophe en l'écoutant à Paris. Il lui rend compte d'une discussion dans laquelle il a soutenu contre un athée que Dieu existe et que le monde a eu un commencement. Le premier point est établi par la démonstration, le second par la tradition, quoique l'auteur rejette fort dédaigneusement le récit biblique. Le fond de toute religion cependant se trouve dans cet opuscule, où ne manque ni l'esprit, ni la logique, ni même une sorte d'érudition. C'est le premier essai philosophique de l'auteur. Il paraît que le bruit de ses nouvelles études se répandit. Les opinions auxquelles elles l'avaient conduit inquiétaient Swift, qui voulait l'effrayer de l'exemple de Spinoza, et Bolingbroke lui répondait qu'il trouvait Spinoza absurde, et qu'il n'était un *esprit fort* ou *free-thinker* que si l'on entendait par là « un homme qui fait un libre usage de sa raison, cherche la vérité sans passion ni préjugé, et s'y attache invariablement, et non pas un de ces fléaux de la société qui s'efforcent d'en relâcher les liens et d'ôter un frein de la bouche de l'homme, cet animal sauvage qu'il serait bon de contenir par une demi-douzaine d'autres freins. »

On raconte que l'abbé Alary visita l'Angleterre en 1725. Il avait connu Horace Walpole chez l'évêque de Fréjus, et fut mené par lui chez son frère. Il s'employa utilement, dit-on, pour Bolingbroke. Toujours est-il que le 25 mai 1725 lord Finch, fils de lord Nottingham, présenta une pétition par laquelle Henri Saint-John, ci-devant vicomte Bolingbroke, demandait que l'exécution de la loi rendue contre lui fût suspendue quant aux condamnations civiles, comme elle l'était déjà quant à la peine capitale. Walpole se leva aussitôt, et dit que le roi avait depuis sept ans reçu la soumission du pétitionnaire, et que, convaincue de ses intentions de loyauté, sa majesté consentait à l'admission de la pétition. On la reçut en effet, et comme il fut établi par les jurisconsultes de la couronne que le pardon royal ne pouvait abolir toutes les conséquences encourues par l'*attainder*, lord Finch proposa un bill que Walpole appuya, et qui autorisait Bolingbroke à rentrer dans son patrimoine et à posséder ou acquérir dans le royaume toute espèce de propriétés. Le bill fut vivement combattu par Methuen, qui, étant contrôleur de la maison du roi, s'excusa de son opposition aux intentions généreuses de sa majesté. Il fit impression sur l'assemblée, et fut soutenu par d'autres whigs, Arthur Onslow, lord William Powlett. Les tories se divisèrent. La plupart, guidés par lord Bathurst et par Wyndham, votèrent en faveur de leur ancien chef; mais les plus fidèles jacobites, obéissant à la consigne venue d'Avignon, refusèrent de le relever des déchéances d'un *attainder* encouru pour leur cause. Cependant la motion passa à 231 voix contre 113, et Walpole fit écarter une clause qui eût rendu

Bolingbroke incapable de siéger au parlement et de remplir aucun office à la nomination du roi. On dit, au reste, qu'il avait la parole de George Ier que jamais Bolingbroke ne recouvrerait aucune situation politique, et que rien ne lui serait accordé au-delà des droits de la vie civile. En effet, l'amnistié n'obtint jamais plus que ce qui lui fut en ce moment rendu, c'est-à-dire 120,000 francs de rentes et la faculté de recueillir la succession de son père, sans même en pouvoir disposer, les biens devant tous, après ce dernier, passer à ses héritiers naturels. Ces restrictions le blessèrent profondément, et la situation équivoque qui lui fut faite jeta beaucoup d'amertume dans toute sa vie. Il se crut dégagé de toute reconnaissance envers Walpole, et il ne tarda pas beaucoup à lui en donner la preuve. La conduite du puissant ministre paraîtra peu généreuse; il avait longtemps résisté; cependant nous savons par son fils que c'est contre le vœu de son parti, contre les instances de sa famille et de ses amis, qu'il consentit au rappel de Bolingbroke, aimant mieux transiger que rompre avec la duchesse de Kendal. Il n'était ni cruel, ni persécuteur, ni même vindicatif; mais il ne se piquait pas d'une magnanimité chevaleresque, et jamais, pour obtenir des louanges qu'il trouvait frivoles, il ne se serait de gaieté de cœur créé un obstacle de plus dans la carrière du pouvoir. Il eût regardé comme une duperie de retirer ses ennemis du néant.

XX.

De retour dans sa patrie, Bolingbroke songea à s'arranger une nouvelle existence dans les conditions qui lui étaient imposées. « Je suis aux deux tiers restauré, » écrivait-il à Swift. Comme son père vivait, il n'avait point de domaine et d'habitation; il acheta de lord Tankerville le domaine de Dawley, près d'Uxbridge en Middlesex, et s'y établit. Il renoua toutes ses relations littéraires, se lia plus étroitement avec Pope, et répéta qu'il ne se mêlerait pas des affaires du gouvernement. On rapporte pourtant que peu de jours avant le départ de l'abbé Alary pour la France, il lui confia qu'il ne pouvait refuser ses conseils aux instances des tories. « Adieu donc, monsieur, lui dit l'abbé, car vous pouvez vous perdre. » Il paraît qu'à dater de cette époque leurs relations languirent et cessèrent bientôt tout à fait, quoique l'abbé ne soit mort qu'en 1770.

Le premier mouvement de Bolingbroke fut de s'ensevelir dans la retraite, il en affecta du moins le projet. Il disposa son nouveau manoir comme une ferme ornée, s'entoura d'animaux domestiques, d'instrumens d'agriculture, suivit des chasses à cheval, se refit enfin

un parfait *country gentleman*. C'était une tradition de famille. Il ne semblait relever cette vie rustique que par le goût de l'esprit et des lettres. Pope, Gay, Arbuthnot, le venaient voir à Dawley, et au printemps de 1726 le docteur Swift, qui avait passé douze ans sans remettre le pied en Angleterre, reparut au milieu des débris de cette *Société des Frères* qu'il avait tant aimée. Sa réputation s'était encore augmentée en Irlande, grâce à l'heureuse part qu'il avait prise aux débats de la politique locale. Rien n'y était plus populaire que les *Lettres d'un Drapier*. Par ce pamphlet excellent, il avait à tort ou à raison délivré le pays d'une monnaie de billon qu'un spéculateur avait obtenu le singulier privilége de mettre en circulation. En Angleterre, Swift se montra fidèle à ses vieilles amitiés; mais l'expérience l'avait rendu circonspect, il se mêla peu des affaires publiques. Il fut partout accueilli avec une curiosité bienveillante. La princesse de Galles était une femme distinguée, qui correspondait avec Leibnitz et témoignait pour les lettres un goût légèrement pédantesque. Elle voulut voir Swift et lui promit ses bontés. Sa première dame du palais, Henriette Howard, qui préludait pour le moins au rôle plus important qu'elle devait jouer auprès du prince sous le titre de comtesse de Suffolk, devint l'intermédiaire entre sa maîtresse et Swift, qui entra avec elle en correspondance régulière, et même elle intercepta pour son compte les hommages de la coterie littéraire que dirigeait la politique de Bolingbroke. Le prudent doyen n'en rechercha pas moins les bonnes grâces de Walpole, qui le reçut à Chelsea, lui donna à dîner, le laissa parler sur les affaires d'Irlande et ne l'écouta guère. Cependant Swift trouva son voyage très agréable. La conversation était pour lui un plaisir passionné. Il se partageait entre Twickenham avec Pope et Dawley avec Bolingbroke, et se pressait médiocrement d'aller rejoindre Stella, quoiqu'elle fût tombée malade et commençât un état de langueur qui ne devait finir qu'avec sa vie (1728). Enfin il repartit pour l'Irlande au mois d'août, laissant à son imprimeur un manuscrit fort secret, et deux mois après Gay lui écrivait : « Il y a environ dix jours qu'il a paru un livre, les voyages d'un certain Gulliver, et ce livre a été depuis lors l'unique conversation de toute la ville. » — « Ouvrage merveilleux, écrit de son côté Pope, qui est à présent *publica trita manu*, et je prophétise qu'il sera un jour l'admiration du monde. » A partir de ce moment, toutes les correspondances de Swift sont remplies d'allusions à ce *Gulliver* que Swift n'avouait pas, et, nous permettra-t-on de le dire? si les lecteurs de ces pages rouvraient en ce moment ce livre célèbre, ils regretteraient moins peut-être, en trouvant qu'ils en ont la clé, le temps qu'ils ont pu perdre à nous lire. On devine quel dut être à Londres le succès d'une composition si originale par

celui qu'elle obtint à Paris, où très certainement on y comprit peu de choses. Les lettres de Mme Howard et de lady Bolingbroke à l'auteur montrent assez que ces fictions étaient devenues le divertissement de tous les esprits. Dans ce coin du monde où *le fermier* de Dawley réunissait ceux qu'il appelait *professeurs en une divine science, la bagatelle* (1), *Gulliver* devait être le sujet de tous les entretiens; mais un nouveau-venu y dut aussi, vers le même temps, montrer quelquefois un visage étincelant d'un malin génie. C'est au milieu de l'année 1726 qu'un odieux affront, alors impuni selon les lois et les mœurs de notre France, força Voltaire à chercher un asile dans *un pays où on pensait librement et noblement sans être retenu par aucune crainte servile.* Nous avons vu comment Voltaire appréciait Bolingbroke. Il avait voulu lui dédier *la Henriade.* Or en Angleterre le temps n'était pas encore passé où un tel hommage eût obligé à une coûteuse protection, et Bolingbroke, qui craignait *le ridicule des louanges,* pria Mme de Ferriol de savoir si l'intention du poète était sérieuse. Il paraît que celui-ci s'en tira par des complimens dont l'Anglais se montra touché sans en être dupe. Cependant il ne put manquer d'accueillir gracieusement l'hôte inattendu que l'exil lui envoyait. Wandsworth, où résida Voltaire chez M. Falkener, à qui il devait dédier *Zaïre,* est un village du Surrey, entre Londres et Twickenham, où s'étaient établis quelques protestans français. De là, Voltaire pouvait aisément se lier avec les amis de Bolingbroke. Ses écrits portent mille traces des souvenirs que lui avaient laissés les lieux et les hommes. Il y fait de nombreuses allusions aux conversations solides ou piquantes du monde d'élite où il avait vécu. Il ne cache pas l'impression profonde que produisit sur son esprit toute cette société si nouvelle par les institutions et par les idées. C'est d'Angleterre qu'il rapporta *Brutus*, et quand il l'imprima (1730), il le dédia à lord Bolingbroke. « Souffrez que je vous présente *Brutus*, quoique écrit dans une autre langue, *docte sermonis utriusque linguæ*, à vous qui me donneriez des leçons de français aussi bien que d'anglais, à vous qui m'apprendriez du moins à rendre à ma langue cette force et cette énergie qu'inspire la noble liberté de penser, car les sentimens vigoureux de l'âme passent toujours dans le langage, et qui pense fortement parle de même. » Cette dédicace est un discours sur la tragédie. Voltaire s'y montre encore tout rempli du génie de la littérature anglaise : elle a enhardi son goût et sa raison.

(1) Lettre de Bolingbroke à Swift, Gay et Pope, 23 juillet 1725. *Vive la bagatelle* était un mot de lord Oxford. On appelait dans cette société *bagatelle* les amusemens de l'esprit. De là ce vers de Pope :

And Swift cry wisely : *Vive la bagatelle!*

Ce voyage eut en effet sur lui une grande influence; mais peut-être doit-on regretter qu'il ait autant connu Bolingbroke. Peut-être l'exemple d'un homme si considérable, d'un homme d'état et de tribune qu'il comparait aux orateurs de l'antiquité, dut-il ajouter à l'audace de cette verve anti-chrétienne qu'il crut autorisée par l'opinion de l'Angleterre. Il prit à tort Bolingbroke pour un modèle destiné à faire école, et il s'enhardit par son exemple. Lui-même, à son tour, quel effet produisit-il sur les Anglais? Il faut convenir qu'on n'en sait rien. On ne rencontre dans leurs écrits de ce temps-là que de bien faibles traces du passage de Voltaire. Il resta chez eux plus de deux ans; il chercha beaucoup à voir, à entendre; il travailla beaucoup. Depuis lors, dans les sciences, dans la philosophie, dans la politique et même quelquefois dans l'art du théâtre, il s'est donné pour le disciple des Anglais. Ayant appris d'eux les noms de Newton, de Locke, de Shakspeare, il revint les révéler à la France. Ses *Lettres sur les Anglais,* son ouvrage le plus neuf peut-être et où se rencontrent presque toutes ses idées encore dans leur première fleur, firent pour un demi-siècle l'éducation de la société de Paris. Il écrivit deux essais en anglais, l'un sur la poésie épique, l'autre sur les guerres civiles de France. Il adressa celui-ci à Swift, en lui disant qu'il rougissait de ses ouvrages quand il lisait les *Miscellanées de Martinus Scriblerus.* Déjà il était assez lié avec lui pour le recommander à Versailles. Swift avait projeté un voyage en France qu'il ne fit jamais, et Voltaire écrivait à notre ministre des affaires étrangères de lui donner à dîner avec le président Hénault. En échange, il priait Swift de faire souscrire en Irlande à sa *Henriade,* dont il publiait à Londres la première édition complète, et qu'il dédiait en anglais à la reine, femme de George II (1727).

Cependant on ignore à peu près quelle fut sa vie en Angleterre. Ces deux années sont une lacune dans son histoire. Les mémoires et les correspondances le nomment à peine, la sienne même est presque muette. C'est un point de sa biographie ou plutôt un épisode de l'histoire de la littérature qui mériterait des recherches, et nous indiquons ce sujet aux curieux des choses de l'esprit. Le récit du voyage de Voltaire conduirait bien près du voyage de Montesquieu. L'observateur des gouvernemens vint à Londres, je crois, en 1729, amené de La Haye par lord Chesterfield; mais de qui fut-il vu en Angleterre? Qui se doutait dans le gouvernement que ce grand modèle politique posât devant son peintre? Quant à Montesquieu, ce qu'il vit, le voici : « A Londres, liberté et égalité! » On lit cela dans ses notes de voyage. Liberté, égalité, cent ans avant 1830, Montesquieu écrivait ces mots! Que le mal a déjà des racines profondes!

Voltaire et Montesquieu ont pu voir de leurs yeux marcher régu-

lièrement le système représentatif. L'époque où ils ont visité l'Angleterre n'était pas un temps de crise, et sans peut-être s'en rendre bien compte, la nation, sortant définitivement des révolutions, entrait alors en possession pleine et entière des institutions qu'elle tient de sa propre sagesse. L'ordre constitutionnel se fixait; mais combien cette stabilité naissante ressemblait peu à la tranquillité froide et silencieuse, recherchée par les peuples faibles comme leur souverain bien! La liberté politique jouait tout son jeu, et le mouvement des esprits était tel que Bolingbroke se repentit bientôt d'avoir écrit sur la porte de sa maison des champs : *Satis beatus ruris honoribus;* ou plutôt il sourit d'avoir si bien persuadé à Pope et aux autres qu'il était devenu fermier, planteur et philosophe. Il n'avait pas oublié qu'il était un écrivain. C'est dire qu'il rentra dans la politique.

XXI.

Walpole avait été servi par les événemens. Après avoir fait partie du premier ministère de George Ier, il l'avait hostilement quitté avec Townshend et Pulteney (1717). Son opposition violente n'aboutit qu'à le faire rentrer trois ans après, à des conditions moins bonnes que celles qu'il avait dédaignées; mais bientôt ses grands services accrurent son pouvoir, et en peu d'années la mort le délivra de tous les rivaux qui pouvaient le lui ravir. En 1722, elle avait fait disparaître l'ancienne junte des lords whigs; Marlborough, Somers, Halifax, Wharton, Sunderland, Stanhope, Shrewsbury, n'étaient plus. Walpole était de fait comme de droit premier ministre, bien secondé par lord Townshend, secrétaire d'état, qui s'étonnait seulement de servir sous Walpole après avoir été servi par Walpole. L'autre secrétaire d'état, lord Carteret, ayant prétendu à la domination, avait été relégué au gouvernement d'Irlande (1724), et le lord chambellan, Thomas Pelham, duc de Newcastle, avait, en prenant sa place, commencé son insignifiante carrière de quarante ans consécutifs de ministère. La politique de ce cabinet, la politique de Walpole était fort simple : c'était une politique de conservation et de paix. Au dedans, les institutions, plus d'une fois retouchées depuis 1688, semblaient avoir atteint une assez grande perfection pour qu'on se bornât à les éprouver paisiblement, sans essayer d'aucunes nouveautés. Le gouvernement parlementaire enfin établi était une nouveauté suffisante. Le temps des réformes ne semblait pas venu, et Walpole au pouvoir se souciait peu des réformes. Au dehors, la paix d'Utrecht, acceptée comme un fait irrévocable, avait amené un nouvel état de l'Europe que l'Angleterre devait tenter de développer à son profit,

dispensée qu'elle était, par une gloire récemment acquise, de le troubler par de nouvelles batailles. Elle n'avait d'ennemi que l'Espagne, qui montrait encore dans ce temps des prétentions de commerce maritime, qui rêvait la reprise de Gibraltar et de Minorque, et dont le roi se tenait pour dépouillé, par les derniers traités, de ses droits éventuels sur la France, comme les Stuarts de leurs droits à la couronne de la Grande-Bretagne. Toutefois, par leur position respective, l'Angleterre et l'Espagne pouvaient être sur un pied d'hostilités sans bouleverser le monde, et la première, soutenue désormais par la France, se fût peu inquiétée de cette rupture, si la seconde, par un singulier retour, n'eût regagné l'appui de l'Autriche. L'alliance défensive qui les avait unies allait encore compromettre la paix générale, quand la France réussit à faire prévaloir à Vienne des conseils de modération, et, par sa médiation, un armistice de sept années fut signé à Paris le 31 mai 1727. Cette trève peut être regardée comme un des premiers effets de l'union pacifique du cardinal de Fleury et de sir Robert Walpole; consolidée par des traités successifs, elle ouvrit à l'Europe une période de tranquillité qui, pour la Grande-Bretagne, se prolongea douze ans.

La nation anglaise semblait donc en voie de prospérité; mais ces résultats précieux n'avaient pu être obtenus que par la pratique d'une politique plus soucieuse d'assurer les intérêts que de chercher la gloire. Walpole gouvernait sans éclat. A l'intérieur, il conduisait les affaires avec sagesse, il les discutait en maître; mais il ne donnait rien à l'imagination des peuples, et, peu jaloux d'honorer les hommes, pourvu qu'il les dominât, il pesait tout au poids de l'utilité, ne dissimulant guère qu'il songeait seulement à mettre d'accord la leur avec la sienne : c'est ce qui donnait à son administration un caractère corrupteur. En effet, il ne s'interdisait pas la corruption, surtout il payait bien le zèle de ses amis plutôt qu'il n'achetait le désarmement de ses ennemis; mais ce qui aggravait à tous les yeux ces procédés trop usités de gouvernement, c'est qu'il ne cherchait ni à les déguiser ni à les relever, c'est qu'il affichait avec hardiesse ce principe général de sa politique, l'intérêt. A l'extérieur, la paix maintenue ou rétablie par la prudence et la modération suppose presque toujours beaucoup de négociations oiseuses ou mesquines, des changemens d'attitude ou de langage, de fausses démarches, des tâtonnemens enfin qui prêtent à la critique, et que le vulgaire juge sévèrement, parce qu'il croit toujours qu'on peut tout ce qu'on veut. Le ministère, quoique puissant et solide, était loin d'être respecté, et il essuyait, sans les redouter, les attaques d'une vive opposition. Ce n'est pas quand le public est tranquille qu'il est le plus indulgent.

Bolingbroke était un peu embarrassé. Comment approuver Wal-

pole? C'eût été déposer toutes ses passions. Cependant il était pour la paix, celle d'Utrecht était son ouvrage : les efforts dirigés contre elle sur le continent semblaient favoriser les Stuarts, désormais l'objet de son aversion; mais il trouvait un malicieux plaisir à voir des whigs encourir une certaine impopularité pour leur esprit pacifique, et il faisait des rapprochemens sévères sans tenir compte, bien entendu, du changement des intérêts et des circonstances. A défaut du but, il pouvait critiquer les moyens, et même on sait aujourd'hui que dans la conduite des affaires étrangères Walpole n'avait pas tout approuvé. Mais ce qui intéressait le plus Bolingbroke, c'était l'état des partis en Angleterre. Les questions politiques n'avaient pour lui de valeur qu'autant qu'il y trouvait des points d'attaque et les moyens d'aigrir de nouveau les esprits, car il jugeait que les anciennes divisions avaient fait leur temps.

Les jacobites purs étaient inébranlables; tout accès auprès d'eux lui était fermé. Heureusement il s'en trouvait de moins fervens et de moins opiniâtres. Convertis ou fatigués, ceux-ci pouvaient garder au fond de l'âme, comme ressource éventuelle, un jacobitisme spéculatif; mais ils l'ajournaient prudemment, et prenaient conseil des circonstances. Les tories grossissaient leurs rangs en ralliant ces jacobites sur leur droite, et les hanovriens sur leur gauche, ou plutôt ces deux fractions composaient presque tout le parti tory. Ce nom d'ailleurs ne désignait plus un parti ayant de certains principes à faire triompher. Les questions de prérogative, de droits populaires, de révolution, avaient été résolues par les événemens. L'esprit whig avait gagné presque toutes les positions constitutionnelles. Les tories ne pouvaient songer à réagir contre les faits accomplis. Ils formaient toujours un parti conservateur, puisque ce parti s'appuyait principalement sur les classes de la société dont l'esprit et l'intérêt est le plus stable; seulement, sous le coup d'un pouvoir manié avec vigueur par d'anciens adversaires, ils ne pouvaient songer qu'à se défendre, et toute opposition est tôt ou tard forcée d'invoquer des principes de liberté.

Sir William Wyndham était à tous les titres, dans la chambre des communes, le premier de ces hommes qui, faisant taire leurs sympathies ou les réservant pour des temps meilleurs, concevaient à la manière de Bolingbroke la possibilité de reprendre constitutionnellement dans le nouveau régime leur part de crédit et d'influence. Riche, noble, gendre du duc de Somerset, recommandable par son caractère moral, par sa constance politique, on ne lui reprochait qu'un peu de raideur et d'orgueil; mais l'expérience des hommes avait atténué ses défauts et développé des talens auxquels les meilleurs juges ont rendu hommage. Il avait moins ces qualités natu-

relles qui séduisent dès le premier jour que ces qualités solides que le temps mûrit et perfectionne. Il ne donnait rien à l'éclat, au succès du moment; il ne cherchait pas les journées brillantes, mais il était en toute occasion égal à lui-même, et chaque jour ajoutait à son influence et à sa réputation.

Guerroyer contre le pouvoir et la cour était un métier qui, mieux encore qu'aux tories, convenait à ceux des whigs que des convictions particulières ou des mécontentemens personnels avaient détachés. Dans un parti libéral, il y a toujours des radicaux. L'esprit franchement constitutionnel est sur la voie de l'esprit républicain. De la politique, les hommes défians, sévères ou satiriques, ne conçoivent que l'opposition. Enfin Walpole montrait, sous des formes modérées, une intolérance qui souffrait peu les amitiés douteuses, les opinions flottantes, et finissait par éloigner de lui tout ce qui ne s'enchaînait pas à lui. Il s'était donc formé une défection whig à la tête de laquelle brillait William Pulteney.

C'est une des fautes graves de Walpole que sa conduite à l'égard de Pulteney. Rien n'atteste mieux cette jalousie du pouvoir qui lui fit parfois oublier justice et prudence, et le rendit moins généreux envers ses émules qu'envers ses ennemis. Sous la reine Anne et au commencement du règne, Pulteney s'était conduit comme Walpole. Il l'avait défendu contre l'accusation de 1711; il s'était avec lui séparé, en 1717, de lord Sunderland. Cependant Walpole, revenu au pouvoir, avait cru s'acquitter en lui donnant le titre de caissier de la maison du roi, sinécure lucrative dont Pulteney s'était d'abord contenté, car il était intéressé malgré son immense fortune : c'était son plus grand défaut, et il nuisit à son ambition. Par sa naissance, par sa position, par son caractère, Pulteney semblait appelé à jouer dans le gouvernement le rôle dont ses moyens le rendaient digne. Son esprit était vif, élégant, orné, son éloquence facile et populaire, prodigue de traits acérés et piquans, toujours prompte, toujours vive à l'attaque et à la riposte. C'était un éminent talent d'opposition. Il portait alors ce titre de grand *commoner* qu'on avait un moment donné à Walpole, et qui allait bientôt passer à William Pitt. Fidèle aux principes généraux de son parti, il ne montrait pas dans ses opinions de détail une grande rigidité, ni, pour combattre, un grand scrupule dans le choix des armes. Il était aimé cependant, parce qu'il savait plaire au parlement et au public. A son intelligence vive et pénétrante il manquait une certaine solidité de jugement. Adroit, hardi, mais léger, il n'avait pas la suite et la fermeté qui caractérisent l'homme fait pour gouverner. Il aimait plus le combat que le succès, et le succès que le pouvoir. Walpole aurait pu, s'il eût voulu s'en donner la peine, dominer un tel personnage et le placer au premier

rang de ses défenseurs; mais il était sujet à trop dédaigner les défauts, à trop craindre les qualités des hommes supérieurs. Il trouva chez Pulteney trop de prétention ou trop de mobilité, je ne sais; il le négligea, le délaissa, et s'en fit un ennemi d'abord secret, puis déclaré, qui toutefois dut attendre vingt ans sa vengeance.

Deux hommes tels que Wyndham et Pulteney étaient bien capables, si leurs intérêts les rapprochaient, de concerter leurs attaques et de coaliser leurs partis; mais Bolingbroke avait une grande réputation de talent et d'intrigue. On recherchait ses conseils, on souhaitait son concours. Qui mieux que lui saurait comment on manie la presse, on se concilie la cour, on divise une majorité? Il était resté l'ami de Wyndham après avoir été son guide. Si la chevalerie jacobite se déchaînait contre lui, elle ne pouvait l'empêcher d'être l'avocat consultant du torysme, dont il avait été le martyr. On le savait en crédit parmi les gens de lettres; on soupçonnait sa faveur auprès de la duchesse de Kendal. Son esprit devait plaire à Pulteney, qui devait lui plaire à son tour, et une vieille prétention à réunir dans sa race et dans sa personne les traditions monarchiques et parlementaires le rendait singulièrement propre à pratiquer la fusion des deux oppositions.

Au mois de décembre 1726, Pulteney avait fondé un journal qui se publiait deux fois par semaine, *the Craftsman* (*l'Artisan*). Ce recueil, qui parut pendant dix ans, était dirigé par un certain Amherst, sous le pseudonyme de Caleb d'Anvers. Pulteney y semait à pleines mains l'outrage et le ridicule contre Walpole. C'était en quelque sorte un libelle périodique contre un seul homme. Les allusions les plus claires y étaient admises, les désignations les plus reconnaissables y étaient souffertes; mais, selon l'usage et la loi, jamais le nom de Walpole n'y était écrit. A peine quelquefois une ou deux initiales le rappelaient-elles dans les passages où il était parlé de lui sans injure. Ailleurs, on se bornait à signaler à la haine publique la *robinocratie* (1). C'était une exécution publique où le bourreau et le patient restaient masqués, mais ni l'un ni l'autre ne restait inconnu. Ce journal, qui sans doute est spirituellement écrit, mais qui contient assez peu d'articles sérieusement remarquables, a beaucoup contribué à diffamer Walpole et son gouvernement jusque dans l'opinion de la postérité.

Le concours de Bolingbroke était assuré au *Craftsman*, et ce que la rédaction contient de meilleur vient de lui. Cependant il dissimulait à son entourage cette reprise d'hostilité. Dans un billet à Swift, qui fit au printemps de 1727 son dernier voyage en Angleterre, il

(1) *Robin*, diminutif de Robert.

prétend, avec son affectation ordinaire, qu'il voudrait donner deux tiers de sa vie à l'amitié, en garder un tiers pour lui-même, et rien pour le monde. Il fait plus, il se plaint de Walpole, qui, sur la foi d'un espion, lui attribue de certains écrits. Or ces écrits, c'étaient trois lettres qu'il avait bien réellement, au commencement de l'hiver, publiées et signées *l'Écrivain d'occasion, the occasional Writer* (janvier-février 1727). Elles étaient adressées *à la seule personne à laquelle elles pussent appartenir*. Un auteur famélique possédé du besoin d'écrire, ayant tâté de tous les sujets, n'ayant réussi dans aucun, s'offrait pour tout défendre à celui qui voudrait acheter son zèle; puis, sous le prétexte que ses offres n'étaient pas accueillies, il entamait une critique sévère de la politique suivie à l'égard de l'Espagne, avec laquelle aucun accommodement n'était encore fait, et des épigrammes assez vives étaient opposées aux insinuations blessantes des journaux ministériels. En même temps, sous la forme d'une vision orientale, un article, inséré dans un des premiers numéros du *Craftsman*, représentait un roi prisonnier d'un seul homme, une assemblée tremblante au bruit des chaînes, tant que la bourse de cet homme était remplie. La bourse se vidait, et tout changeait de face. C'était une exhortation à refuser le budget. L'idée de la captivité du roi par la vénalité du parlement était en effet la thèse qu'affectionnait Bolingbroke, thèse qu'il pouvait, sans trop d'embarras, présenter au roi lui-même, et que probablement il ramenait souvent dans ses entretiens secrets avec la duchesse de Kendal. Cette femme, gagnée par son esprit et son argent, aurait bien voulu joindre aux grosses pensions qu'elle touchait sur les deniers de l'état une véritable influence politique, et Walpole n'avait pour elle que des ménagemens. Elle s'était donc chargée de donner au roi un mémoire où Bolingbroke exposait tous les dangers que le ministère faisait courir à l'état, et finissait par une demande d'audience. Le roi remit tout simplement le mémoire à Walpole, qui soupçonna par quelles mains il avait passé, et en obtint l'aveu de la bouche même de la duchesse. Pour toute réponse, il la pria de s'unir à lui afin de résoudre le roi à donner l'audience ainsi demandée. Soit embarras, soit défiance, le roi résista longtemps. Comme tous les princes, il n'aimait pas les conversations difficiles. Il ne parlait pas anglais et ne communiquait avec Walpole lui-même qu'en mauvais latin; mais il entendait le français, et Bolingbroke fut enfin reçu dans son cabinet. Il lui rappela ses promeses bienveillantes. Le roi lui dit qu'il lui accorderait volontiers une entière réhabilitation, mais que ses ministres assuraient qu'il régnait au parlement, surtout à la chambre des lords, tant de préventions contre lui, que la majorité n'y consentirait jamais. Bolingbroke répondit que sa majesté était trompée, que, pour que l'affaire se fît, il suffisait

que sir Robert Walpole le voulût, et qu'il le voudrait, si le roi lui disait qu'il le fallait. « Sir Robert est là, ajouta-t-il, à deux ou trois pièces seulement de ce cabinet; ordonnez qu'on l'appelle, et je répéterai tout en sa présence, et le convaincrai, devant votre majesté, que la chose peut se faire. — Non, non, dit vivement le roi, ne l'appelez pas. » Walpole en effet attendait dans un salon voisin. Lechmere survint; il avait, comme chancelier du duché de Cornouailles, à demander au roi quelques signatures. Il était mal avec Walpole depuis que ce dernier lui avait refusé l'héritage du chancelier Macclesfield. Il apprit avec étonnement quel personnage avait une audience en ce moment, et, dès qu'il le vit sortir, il entra brusquement dans le cabinet du roi, et sans excuse ni préambule il éclata violemment contre Walpole, qui, non content du mal qu'il faisait lui-même, introduisait à la cour un homme pire encore que lui, pour lui servir d'assistant; puis il partit outré, sans avoir songé à parler d'autre chose. Quand Walpole entra à son tour, il trouva le roi, que cette scène avait tellement amusé, qu'on n'en pouvait rien tirer de sérieux, et qu'à toutes les questions sur ce que Bolingbroke avait dit, il répondait ces mots français : « Bagatelles, bagatelles ! »

Le ministre, malgré le peu de succès de cette première tentative, n'était pas sans inquiétude. Il voyait grossir le nuage de l'opposition; il craignait que la duchesse de Kendal, conduite par un homme artificieux et persévérant, ne fît à la longue quelques progrès dans l'esprit du roi. Que seulement Bolingbroke obtînt ce qu'il réclamait à titre de promesse, sa rentrée à la chambre des pairs, et il y pouvait conclure avec lord Carteret l'alliance formée par Wyndham à la chambre des communes avec Pulteney. Une coalition formidable était aussitôt sur pied. On a dit même que Walpole s'était vraiment cru en péril; mais il fut sauvé ou plutôt raffermi par un événement qui parut d'abord décider sa perte.

Le roi mourut subitement dans un voyage en Hanovre (juin 1727). Son fils avait depuis longtemps perdu toute sa bienveillance, et quoique dans leurs différends le ministre eût ménagé et quelquefois servi le prince de Galles, un nouveau monarque pouvait vouloir un nouveau gouvernement et prendre ses conseillers hors du cercle des serviteurs de son père. Telle fut en effet sa première pensée, et Walpole fut un instant remplacé; mais auprès de George II veillait une femme d'un esprit remarquable et d'un caractère supérieur encore à son esprit. Caroline d'Anspach était le bon génie du roi, son mari. Elle avait reconnu tout le prix d'un ministre tel que Walpole, et elle demeura sa constante protectrice. C'est par elle qu'il sut diriger, sans qu'elle se laissât apercevoir, les volontés incertaines d'un prince médiocre, mais droit et sensé. En tout, le règne de George II, qui

commence par Walpole et finit par Chatham, fut un grand règne. Sa grandeur ne vint pas du roi, mais le roi n'y fit pas obstacle, et George II est sans comparaison le premier des princes que l'Angleterre ait eus dans tout le cours du XVIIIe siècle.

Walpole avait aperçu de bonne heure le mérite de la reine et son crédit sur son époux. Bolingbroke ne pouvait manquer de s'y tromper et de croire que l'influence était ailleurs, puisque le roi avait une maîtresse. Henriette Howard ou lady Suffolk était belle; elle avait de la bonté, un caractère doux, le goût de l'esprit avec peu d'esprit et de la conversation, quoiqu'elle fût sourde. Tous les poètes de l'opposition la célébraient à l'envi, et Swift lui écrivait. On le retint même en Angleterre au moment où il voulait faire le voyage de Paris. Sa présence pouvait être nécessaire pour ce qui se préparait. « On n'a pas été aussi inactif que vous l'imaginez, lui dit Bolingbroke dans un billet. Partir en ce moment pour Paris n'aurait pas le sens commun. » — « Il y a ici mille projets dans lesquels on voudrait m'engager et que j'embrasse froidement parce qu'aucun ne me plaît, » écrivait le doyen à un de ses amis d'Irlande. Bolingbroke avait repris auprès de lady Suffolk le manége commencé avec la duchesse de Kendal. Lord Chesterfield, qui s'était de longue main ménagé la faveur de la petite cour de Leicester-House pour être secrétaire d'état lorsqu'elle serait la cour de Saint-James, fit comme lui fausse route, et crut la protection de la favorite meilleure que celle de la reine. Ces deux hommes, faits pour s'entendre et pour se plaire par l'esprit, se rapprochèrent alors, et tous deux se mirent à ourdir la trame que détruisait à mesure une Pénélope qui ne l'avait pas tissée. D'échec en échec, cette cabale de gens habiles finit par réduire ses prétentions à un titre de comte pour un ami, lord Bathurst. Lady Suffolk n'eut pas même la puissance d'arracher cette faveur, et il fallut bien s'avouer qu'on n'avait rien gagné au nouveau règne. Bolingbroke retourna philosopher à la campagne; mais il n'était point las d'intriguer ni d'écrire, et il employa huit longues années à perdre encore une fois la partie.

Le *Craftsman* était sa ressource. Sa collaboration fut active, et elle eut un grand succès. N'en déplaise à son talent, nous ne pouvons le suivre dans un journal. La presse périodique décrit et juge dans leur formation successive les événemens que l'histoire considère surtout dans leurs résultats, et elle compose ainsi des éphémérides de la politique courante qui avec le temps deviennent obscures et fastidieuses. Du moins ne peuvent-ils reprendre leur intérêt, si l'on ne se replace jour par jour dans les idées, dans les passions et, pour tout dire, dans les erreurs des contemporains. Ce serait demander au

lecteur trop de complaisance. Aussi les chefs-d'œuvre de la presse politique obtiennent-ils rarement un succès durable et sont-ils souvent condamnés à l'oubli. Les anciens seuls ont assuré l'immortalité à leurs pensées d'un jour.

Les écrits politiques de Bolingbroke, sans être des chefs-d'œuvre, ont pourtant un vrai mérite. On y trouve de l'esprit et des idées, un style élégant et animé. La verve de l'écrivain rappelle celle de l'orateur, et les traits satiriques, sans être du premier choix, se distinguent par une facilité piquante et dédaigneuse qui sent l'homme du grand monde. L'auteur montre une connaissance assez étendue de l'histoire politique, et sur tous les sujets un fond de réflexions qui se placent à propos et ne semblent pas improvisées pour les besoins de la cause; mais une droiture de sens et une clarté d'exposition, une vigueur et une suite dans le raisonnement, une manière saisissante et concluante de penser et de dire qui fait les pamphlets du premier ordre, voilà ce qui ne se retrouve pas toujours dans les siens. Sa raison est comme lui-même, elle manque de conscience, et s'il est assez adroit pour troubler la conviction, il est rarement assez fort pour l'imposer.

Les moins remarquables de ses articles, on s'en étonnera peut-être, me paraissent ceux où il traite des affaires étrangères. De 1727 à 1730, la question principale fut de savoir comment on viendrait à bout de soumettre au joug de la paix générale les ressentimens et les prétentions de l'Espagne. A l'alliance offensive qu'elle était parvenue à former à Vienne en 1725, on avait répondu par le traité de Hanovre, qui associait la France, l'Angleterre, la Prusse et la Hollande. Cette ligue intimida l'Autriche, qui se détacha en mai 1727; une trève fut souscrite, et l'année suivante Philippe V signa les préliminaires d'une paix dont il renvoya la conclusion au congrès général. Ce congrès, qui se tint à Soissons, n'aurait peut-être rien fini, si William Stanhope n'eût réussi à négocier en Espagne le traité de Séville, qui termina le différend à la satisfaction de l'Angleterre (novembre 1729). Cette succession de négociations partielles et provisoires prête bien aux critiques de Bolingbroke; mais comme au fond il n'oppose pas la guerre à la paix ni système à système, il attaque plutôt les épisodes que l'ensemble, plutôt les argumens ministériels que les ministres. Il cherche plutôt à diminuer leur mérite qu'à contester l'utilité de leurs œuvres. Il paraît même que, par une lettre à demi publique aux tories, il avait défendu la trève de 1727, et les dissertations que sous le nom de John Trot ou d'autres noms il inséra dans le *Craftsman* contiennent plutôt des observations de détail que de nouvelles solutions diplomatiques. Une rédaction heureuse et

quelques aperçus justes ou spirituels ne suffisent point pour donner de l'intérêt à une polémique qui ne conclut pas.

Il en est autrement d'une suite de vingt-quatre lettres réunies plus tard sous le titre de *Remarques sur l'histoire d'Angleterre,* par Humfrey Old Castle. C'est un ouvrage qu'admiraient Chatham et Chesterfield, et, quoiqu'il ait valu à son auteur le titre de *démagogue* que lui donne Disraëli, il mérite une véritable estime comme tableau historique de la constitution anglaise. On conçoit, en le lisant aujourd'hui, que tant que le *Craftsman* publia ces lettres, son succès ait dépassé celui même qu'avait obtenu *le Spectateur*. Ce journal paraissait dans un moment où la force de l'administration et la popularité de sa cause, sinon de ses membres, avaient découragé, attiédi du moins l'esprit d'opposition. En le réveillant par la hardiesse et quelquefois par le talent de ses écrivains, le *Craftsman* avait provoqué la colère du pouvoir et de son parti. L'opposition était factieuse; la licence de la presse était à son comble; l'état était en danger, la constitution subvertie. On connaît ces déclamations obligées des gouvernemens. Bolingbroke répliquait : « L'esprit de liberté n'est pas l'esprit de faction; c'est l'esprit de liberté que le nouveau journal a ranimé. Lui seul est l'âme de la constitution. L'histoire entière de l'Angleterre le montre toujours présent, toujours en progrès, et ce n'est que lorsqu'il s'éclipse que l'esprit de faction l'emporte. » Tel est le thème vrai et libéral que Bolingbroke développa par les argumens connus. On est surpris de voir l'ancien chef tory, l'ancien ministre du prétendant, plaider avec force et clarté les principes de la franche liberté, et, reprenant les traditions nationales au temps des Saxons, au temps des Bretons même, descendre jusqu'aux Stuarts pour combattre à fond les doctrines inaugurées par Jacques Ier et pour leur imputer les fautes et la perte de Charles Ier. L'écrivain s'arrête à la première révolution, mais sa thèse est suffisamment établie. On trouvera dans cette composition la suite et l'unité, l'intelligence de l'histoire, une idée générale largement développée, une fierté de langage qui plaît. Sans doute c'est un lieu commun de la politique libérale, mais il venait à propos, et nous-mêmes, nous écrivons dans un temps où ces sortes de lieux communs ont tout le piquant des paradoxes.

Les temps qui s'étaient écoulés depuis la première révolution furent étudiés dans la *Dissertation sur les Partis*. C'est, selon Goldsmith, le plus estimé des ouvrages de Bolingbroke, le plus travaillé et le plus admirablement écrit selon lord Brougham. Publié par lettres dans le journal, il fut réimprimé avec son nouveau titre en 1735. Une longue et habile dédicace à Walpole servit d'introduction. Dans

un langage digne et amer, l'idée générale de l'ouvrage lui était sévèrement appliquée. Cette idée, la voici : les anciens partis, dont la formation et la conduite devaient être cherchées dans l'histoire, n'existent plus, car ils n'ont plus de raisons d'être; leur nom même n'a plus de sens. S'ils semblent subsister encore, leur existence, fondée sur des intérêts, non sur des principes, est tout artificielle; elle est l'ouvrage d'une politique qui divise pour dominer et qui corrompt pour diviser, et comme la corruption asservit ceux qu'elle atteint, les garanties de la liberté sont anéanties, la constitution menace de s'écrouler. Ces considérations, où le mauvais côté de l'administration de Walpole est décrit avec vérité, mais avec grande exagération, s'appliqueraient dans une certaine mesure à toutes les administrations anglaises. On peut toujours soutenir que la division des partis a quelque chose de factice, que l'intérêt y joue un trop grand rôle, et que les engagemens qui unissent la majorité au pouvoir affaiblissent la puissance du contrôle parlementaire. Il y a de cela, mais il y a autre chose; voilà le mal, mais il y a le bien. Sur la proposition des deux élémens roule la controverse qui fait le fond permanent d'un régime de liberté. Corrupteur qui abuse de l'un, réformateur qui fortifie l'autre : entre ces deux caractères oscillent tous les cabinets; mais la vertu profonde du gouvernement représentatif, c'est qu'il institue une lutte dans laquelle le bien, après un peu de temps, doit dominer le mal, et que les passions et les intérêts auxquels il fait leur place ne sont pas seulement des causes de corruption, mais deviennent aussi des moyens de gouvernement et des moyens de résistance. Walpole sans doute pencha dans le sens de la corruption, il contribua à établir, à outrer même cet esprit de parti systématique, tolérable seulement jusqu'à un certain point, et qu'en Angleterre on a pourtant exagéré moins qu'en France. Ainsi, toute déduction faite du faux que la partialité mêle au vrai, les réflexions de Bolingbroke ont un fond de justesse; elles sont un préservatif contre les abus du gouvernement constitutionnel. Il y aurait plus à dire contre la conclusion pratique qu'il en voulait tirer. Toute sa polémique n'avait qu'un objet, la fusion des partis indépendans : jacobites, tories, whigs détachés, républicains, tous devaient oublier leurs origines et leurs querelles pour s'unir dans une opposition commune avec ce mot d'ordre, — la pureté de la constitution.

Le mot était beau, seulement l'armée ne valait pas le drapeau. La coalition que la pensée de Bolingbroke avait formée prétendait n'avoir plus qu'un principe, le bien public. Ceux qui la composaient n'acceptaient plus qu'un nom, celui de patriotes. Sous ce pavillon neutre et honoré, tout le monde pouvait se rallier. Les

hommes jeunes ou nouveaux, ceux à qui l'inexpérience, l'hésitation ou l'ambition font redouter la contrainte des engagemens politiques, pouvaient être attirés par l'appât d'une association qui posait en principe l'indépendance de ses membres. Naturellement privée des faveurs du pouvoir, elle avait beau jeu à parler désintéressement, dévouement, conscience, et à ne voir en dehors d'elle que corruption et servilité. L'opposition a ce privilége de pouvoir presque toujours prendre l'attitude favorable de la vertu dans l'adversité.

Mais dans cette œuvre de coalition il y avait une combinaison d'artifice et de déclamation qui indignait Walpole. Il trouvait l'un odieux et l'autre ridicule. C'était à la fois un homme de pouvoir et un homme de parti. La théorie de ses adversaires lui paraissait une métaphysique absurde autant qu'hypocrite. Dissoudre les partis et gouverner dans un pays libre comme s'il n'y en avait pas, c'était insensé; donner aux hommes pour unique mobile le bien public, c'était chimère ou mensonge. Les patriotes étaient des niais, s'ils n'étaient des charlatans; quant aux habiles qui les avaient enrégimentés, il leur avait fallu diffamer le gouvernement, au risque de soulever la colère du peuple. Sédition et diffamation, telle était donc leur devise, et tel était aussi le titre des pamphlets que ses partisans jetaient à ses adversaires. Il y eut alors un combat de plumes à outrance, et les deux patrons du *Craftsman*, Bolingbroke et Pulteney, ne furent pas épargnés. Leur défense fut vaillante, chacun d'eux écrivit; mais tandis que Pulteney poussait l'attaque jusqu'à la dénonciation personnelle et se compromettait au point d'être obligé de répondre l'épée à la main, Bolingbroke, se couvrant davantage, conservant un langage plus général et plus élevé, atteignait la personne à travers la politique et frappait de plus haut son ennemi.

A ces manœuvres de la presse répondirent les manœuvres parlementaires. Les plans de campagne étaient dressés par Bolingbroke. C'est lui qui, se souvenant du traité d'Utrecht, imagina de reprocher au ministère que le port de Dunkerque ne fût pas démoli. Il envoya son secrétaire Brinsden inspecter l'état des ouvrages, et, fort de son rapport, Wyndham fit une motion accusatrice contre le cabinet. La France n'avait pas bien littéralement exécuté la stipulation du traité; mais elle en avait fait assez, et le ministère avait assez insisté pour que la proposition d'une adresse de remerciemens au roi parût soutenable à la majorité. Walpole, faisant appel aux vieilles haines du parti whig, démasqua hardiment l'instigateur secret d'une tentative conçue dans l'intérêt d'un homme et non de la nation. Bolingbroke, attaqué directement, fut défendu par Wyndham, qui, le comparant à Walpole, exalta son caractère et ses talens; mais l'agression fut vive-

ment relevée par Henry Pelham, secrétaire de la guerre, et l'adresse votée à 125 voix de majorité (1). Pendant deux ou trois sessions consécutives, l'opposition, avec un acharnement systématique, harcela le cabinet de ses motions combinées. Le bruit se répandit jusque sur le continent que le ministère n'irait pas loin. Ce filet, si habilement tissu, devait enfin rapporter la majorité à ces pêcheurs d'hommes qui le jetaient avec tant de persévérance. On crut le moment venu en 1733. Chargé des iniquités vraies ou prétendues de douze ou treize ans d'administration, Walpole avait proposé un nouveau plan d'excise. On sait qu'il faut entendre sous ce nom toute contribution indirecte perçue à l'intérieur sur les objets de consommation. Ces sortes de taxes existaient dès longtemps, elles portaient sur le sel, la drèche et les distilleries; mais la perception en avait donné lieu à tant de fraudes et d'abus, qu'une réforme parut nécessaire. Cette réforme, Walpole l'avait entreprise; mais il fut accueilli par une telle explosion de mécontentement public, qu'il réduisit son plan à des mesures concernant le trafic du tabac. Il les fit adopter péniblement, à travers les débats les plus violens, par des majorités décroissantes, et jugeant que la victoire définitive coûterait trop cher, il s'arrêta à moitié route et laissa tomber son projet. Seulement, irrité contre les faibles ou les traîtres qui l'avaient déserté dans une épreuve décisive, il se dédommagea en les frappant. Avec l'intolérance qu'il avait toujours montrée pour les fantaisies d'opposition des gens d'esprit, avec cette jalousie de dominateur qui l'avait successivement privé de l'appui de Pulteney, de Carteret, de Townshend lui-même, il dépouilla lord Chesterfield du titre de grand-maître de la maison royale, et bon nombre de seigneurs, perdant leurs sinécures de cour ou même leurs commandemens militaires, allèrent à l'école des patriotes apprendre le métier du désintéressement.

Ce mélange de concessions et de rigueurs semblait avoir ébranlé le pouvoir de Walpole. A la session suivante, on demanda la réduc-

(1) Montesquieu assistait à cette séance. Voici comme il en rend compte : « J'allai avant-hier au parlement, à la chambre basse; on y traita l'affaire de Dunkerque. Je n'ai jamais vu un si grand feu : la séance dura depuis une heure après midi jusqu'à trois heures après minuit. Là, les Français furent bien mal menés; je remarquai jusqu'où va l'affreuse jalousie qui est entre les deux nations. M. Walpole attaqua Bolingbroke de la façon la plus cruelle, et disait qu'il avait mené toute cette intrigue. Le chevalier Windham le défendit. M. Walpole raconta en faveur (*sic*) de Bolingbroke l'histoire du paysan qui, passant avec sa femme sous un arbre, trouva qu'un homme pendu respirait encore. Il le détacha et le porta chez lui; il revint. Ils trouvèrent le lendemain que cet homme leur avait volé leurs fourchettes. Ils dirent : « Il ne faut pas « s'opposer au cours de la justice; il le faut rapporter où nous l'avons pris. » (*Notes sur l'Angleterre*). Cette historiette était pour Bolingbroke la menace d'un nouvel exil.

tion à trois ans de la durée septennale des parlemens. La proposition était populaire. Bolingbroke, qui dirigeait secrètement l'attaque, l'avait commencée dans la presse. Une forte discussion s'éleva, dans laquelle Wyndham, avec une véritable éloquence, lança contre Walpole une invective mémorable. Par une figure de rhétorique connue, il supposa un roi dominé par un ministre et une chambre qu'il peignait des plus noires couleurs, et il terminait ainsi : « C'est, je l'espère, ce qui ne doit jamais exister; mais enfin, comme il est possible que telle chose existe, plus grande malédiction peut-elle tomber sur une nation qu'un tel roi sur le trône, uniquement conseillé par un tel ministre, et ce ministre soutenu par un tel parlement? » Ce mouvement produisit un grand effet; Walpole fut ému. — Il a entendu le langage de la postérité, s'écriait déjà Bolingbroke; mais Walpole, reprenant une énergique offensive, passant par-dessus son adversaire apparent, s'attaqua à son invisible ennemi, et supposant à son tour un *anti-ministre* ingrat, factieux et traître, il dénonça Bolingbroke sans le nommer, et le menaça du ton d'un pouvoir tout prêt à se venger. 247 voix contre 184 sauvèrent le ministre. C'étaient là de fortes minorités auxquelles il n'était pas habitué. L'opinion du dehors semblait agitée, et le terme légal de la durée du parlement était venu. On pouvait espérer ou craindre de la prochaine dissolution un changement de majorité; la presse, souvent dupe du bruit qu'elle se fait à elle-même, commençait à prédire le triomphe de l'opposition. Cet espoir fut déçu encore une fois : l'élection générale donna à la cour une majorité un peu réduite, mais assurée, et à l'ouverture de la session (janvier 1735), la première division déclara la victoire du gouvernement.

CHARLES DE RÉMUSAT.

(*La cinquième partie au prochain n°.*)

VOYAGES

ET

PENSÉES MILITAIRES.

Sous l'impression d'une lutte qui durait encore, j'écrivais, il y a quelques années, des pages qui ont été accueillies avec bonté (1). C'était le plus sinistre épisode de nos guerres civiles que je cherchais à peindre, et presqu'à mon insu, entre les fantômes sanglans qu'évoquait mon souvenir, je ne m'attachais qu'à une seule image : j'essayais de montrer dans sa force que rien n'abat, dans son éclat que rien n'altère, le génie guerrier de notre pays. Je venais d'assister à un des plus étranges miracles de cette invincible puissance. Une troupe formée d'élémens tumultueux que le souffle des révolutions avait au hasard amoncelés était devenue en quelques jours l'armée des lois, de l'ordre, de la société. L'esprit militaire avait changé en ardens et ingénieux ennemis de la révolte les fils les plus turbulens de l'insurrection. Le corps dont j'ai raconté l'histoire si courte et si remplie a maintenant cessé d'exister; mais l'armée a reçu dans ses rangs plus d'un de ceux qui en faisaient partie : c'est aujourd'hui du sein de cette grande famille que je poursuis des tableaux devenus également chers à mes yeux et à mon cœur.

Je sais qu'on ne me demandera point la perfection de la peinture. Je n'ai fait et n'ai pu faire que des ébauches où j'ai essayé seulement de fixer un peu de la vie, tantôt imposante, tantôt passionnée, dont

(1) Voyez *la Garde mobile, souvenirs de la révolution de février,* dans la *Revue* du 1er novembre 1849.

étaient remplis les multiples objets que je me proposais tour à tour d'esquisser. Quand je parlerai de moi, qu'on me le pardonne, ce ne sera qu'une nécessité de mon récit. J'ai compris depuis plusieurs années, mieux qu'en aucun temps, ce que le moi a d'importun et de malsonnant. Mais les choses qui nous ont vraiment touchés nous reviennent, quand nous cherchons à nous les rappeler, tout imprégnées de la vie qu'elles ont tirée de notre âme, et peut-être serait-ce un tort de leur ôter cette irrécusable trace de nos émotions. On s'indignerait contre qui voudrait faire disparaître des taches de sang d'une lame suspendue dans un musée. Je n'essuierai donc nulle part la place où une larme, soit d'enthousiasme, soit de tristesse, a pu tomber. Qu'on ne redoute rien d'intime toutefois. Je n'érigerai jamais en faits qui puissent intéresser des curiosités étrangères ni les phénomènes de mon cœur, ni les accidens de ma destinée. Pour mettre tout de suite ce propos en pratique, je passerai rapidement sur les événemens dont le récit, fait déjà maintes fois par d'autres, ne pourrait emprunter quelque intérêt qu'à la vivacité de mes impressions.

Ce fut un dimanche d'avril qu'à midi j'aperçus entre un ciel sans nuages et une mer sans rides l'amphithéâtre où s'étalent au soleil, blanches comme des bernous de fête, les riantes maisons d'Alger. Je venais à peine de faire quelques pas sur le port, quand je vis, à l'entrée d'une rue inondée de lumière et âpre à monter comme un rocher, une compagnie de voltigeurs précédée par un clairon qui sonnait de tous ses poumons la marche. J'oubliai sur-le-champ tous les spectacles nouveaux, tous les personnages insolites dont mes regards venaient d'être frappés, ce tumulte de Maures et de Maltais qui vous arrachent votre valise, ces femmes vêtues comme des spectres, mais dont les suaires laissent voir un bout de jasmin et deux yeux noirs. J'étais tombé du premier coup sur les gens que je cherchais. J'avais devant moi ceux dont j'avais tant de fois désiré partager le pain et les cartouches. C'étaient bien eux. Je reconnaissais ces figures que d'habiles pinceaux ont déjà rendues populaires, car l'armée d'Afrique a maintenant ses types comme la vieille garde. J'éprouvais cette émotion dont nous remplit toujours la vue des êtres attendus. Voilà donc comme ils sont vêtus, comme ils marchent! Cette capote grise, humble et généreux vêtement qui brave la poussière et la bise, qui rit avec la pauvreté et se présente fièrement devant la gloire, ces guêtres blanches qui ont marché dans tant de chemins, et ces épaulettes de laine, ces épaulettes qui sont de saintes choses, tout dans cette troupe me parlait et me remuait. Que ceux qui riront songent à la tendresse de Werther pour son habit bleu et sa veste jaune. Il est vrai que cette veste et cet habit lui rappelaient Charlotte; mais cette capote et ces guêtres me rappelaient la France.

Comme tous ceux qui ont vécu en Afrique, je me suis bien vite familiarisé avec les pics sombres, les plaines brûlées, et ce ciel mobile où l'on dirait tantôt que l'on célèbre les noces du soleil, tantôt que l'on pleure la mort du Sauveur. Cependant, aux premiers jours de ma vie dans des régions toutes nouvelles, l'image de la patrie me traversait souvent le cerveau. Je me rappelle une matinée entre autres, où, au pied d'un de ces aloës que je ne sais quel régiment de ligne prit pour de gigantesques asperges, je sentis sous mon front tout rempli de cette maladive tendresse ce regard du pays qui me semblait rayonner d'une prunelle bleu-pâle comme le ciel de la Champagne ou de la Brie. J'avais devant moi les collines de Mustapha. J'étais dans ces environs d'Alger où je comprends que se soit amollie la race mauresque. Ces mystérieuses maisons de l'Orient, qui ont toutes l'air de cacher un paradis, me souriaient à travers des arbres dont je ne savais point les noms. Toutes ces grâces de la nature et des hommes étaient pour moi choses perdues. J'étais envahi par cette tristesse des contrées étrangères qu'on sent courir à certaines heures sur les terres les plus parées comme le vent sur les bruyères. Heureusement, ce qui m'avait soutenu était toujours là. Ce fut dans ce paysage aux chagrines rêveries que je vis passer pour la première fois un cavalier du régiment où j'allais entrer. Un mois après mon arrivée à Alger, j'étais brigadier de spahis, et j'espère n'avoir pas donné au ciel d'Afrique ce spectacle insolite pour tous les cieux, d'un mélancolique brigadier.

J'ai promis de laisser de côté tout ce qui n'avait trait qu'à mon cœur; j'ai donc beaucoup à laisser. Les plus récens de mes souvenirs sont ceux sur lesquels j'insisterai le plus. Je ne raconterai point les courses en pays connus que j'ai faites dans la province d'Alger et dans celle de Constantine. Constantine cependant, quoiqu'on l'ait peinte maintes fois, est un bien attrayant sujet de tableau. De ses rochers où elle est assise comme une forteresse féodale, elle frappe au loin l'imagination des voyageurs. Il semble que derrière ses murailles il y ait quelque *emprinse* à accomplir, comme on disait aux temps chevaleresques. L'armée française l'a faite du reste, la tâche héroïque à laquelle Constantine nous conviait. Devant la porte Valée, à l'entrée d'un ravin, quatre murs de briques, dépassés, je crois, par quelques têtes de figuier, enferment de modestes tombes. Là reposent ceux qui donnèrent, il y a quelques années, une ville de plus à la France. Le sol de Constantine me semble devoir particulièrement convenir au sommeil des morts. Il y a quelque chose de solennel dans cette terre; c'est par excellence la région biblique.

Je me rappelle un âne gravissant à quatre heures un petit sentier le long d'une côte pierreuse, non loin d'un de ces abîmes où les eaux

du Rummel coulent sous des arbres désordonnés qui se penchent vers elles comme pris de vertige. L'âne était suivi par un homme vêtu à la manière de Jacob et d'Abraham. Je croyais que ce rêve fait si souvent par chacun de nous d'être transporté au sein d'une de ces époques où vit continuellement notre pensée venait de s'accomplir pour moi. Je respirais le parfum des œuvres sacrées, remplissant toute l'étendue d'une vaste contrée et non plus les pages d'un livre. Constantine m'a toujours paru une ville sainte, en comparaison surtout d'Alger, où l'on sentira éternellement comme le souvenir d'une volupté de pirate. Constantine se tient, comme un anachorète, sur un de ces rochers dont l'idée se lie, je ne sais trop pourquoi, à celle de la prière. Les souffles des mers ne font point circuler dans ses campagnes les molles langueurs. Le sol dépouillé qui l'entoure ne doit sa splendeur qu'à la pourpre dont il se revêt chaque soir et à la majesté de ses lignes. Mais tout récemment notre conquête s'est accrue d'une ville entourée d'un pays plus austère encore et moins souvent exploré que les campagnes de Constantine. J'ai hâte d'arriver à Lagouath.

La première pensée dont on est agité quand on met le pied sur le sol d'Afrique, c'est la pensée du désert. Peu de gens meurent sans avoir contemplé la mer ou les montagnes, mais il n'est donné qu'à un petit nombre d'aller saluer le désert, et il n'est pas d'imagination qui ne soit tourmentée par ce suprême mystère de la création. Notre esprit n'admet point de vastes espaces où rien ne se meut. Dans ces solitudes apparentes qui semblent repousser notre vie, où l'on dirait que l'homme et la terre ont divorcé, notre âme cherche une vie surhumaine. On se représente le désert comme le palais d'un hôte invisible, comme une région qui nous prépare aux pays où la mort doit nous conduire. C'était ainsi du moins que je voyais avec le regard du rêve la contrée que mes yeux ont entrevue, et j'ai trouvé que mes songes ne m'avaient point trompé.

L'automne dernier, une colonne commandée dans le sud par le général Yusuf eut de brillans combats qui l'amenèrent jusque sous les murs de Lagouath. Là nos troupes s'arrêtèrent. Toute une population fanatique était enfermée dans des murailles entourées presque sur tous les points de palmiers. Un siége était devenu nécessaire, et l'exemple encore récent de Zaatcha montrait ce qu'à certaines heures les milices musulmanes, défendues par les pierres de leurs maisons et par les arbres de leurs jardins, exaltées par le cri du sol, inspirées par le démon du foyer, peuvent opposer de résistance désespérée à la valeur même de nos soldats. Un corps d'armée conduit par le général Pélissier venait rejoindre la colonne du général Yusuf. Le gouverneur de l'Algérie, le général Randon, voulut ôter à une victoire

dont il ne doutait point toute possibilité d'être achetée par une de ces luttes qui sont pour nos ennemis de sanglantes consolations, et en apprenant que Lagouath était assiégée, lui-même se mit en route. J'avais l'honneur de l'accompagner.

I.

Vers les derniers jours du mois de novembre, je fis mes adieux à Alger; je montai à cheval et partis joyeux, comme ces pèlerins armés qui s'acheminaient vers Jérusalem. Les cœurs tressaillent des mêmes allégresses sous le spencer que sous la cuirasse. Chaque génération éprouve à son tour les mêmes attractions pour les horizons lointains, les cités inconnues, et ce jardin idéal aux fruits étincelans que crée la toute-puissante magie du danger.

La réalité cependant nous éprouva cruellement à nos débuts. Il y a des jours où ce ciel d'Afrique, d'ordinaire si éblouissant, se couvre d'une lugubre obscurité. Cette immense coupole d'azur se change en une voûte sombre et basse, ce réservoir de lumière devient un réceptacle d'ondes torrentueuses dont la terre est inondée. On craint, en dépit de l'arc-en-ciel, que la pensée du déluge n'ait traversé de nouveau l'esprit de Dieu, et l'on se mettrait volontiers à construire une arche. Le lendemain même du jour où nous avions quitté Alger, le ciel fit fondre sur nous une de ces pluies incessantes qui semblent à la fois les traits d'une inépuisable colère et les larmes d'une intarissable douleur.

Ce fut dans les gorges de la Chiffa, où je me trouvais avec un détachement peu nombreux, que cet orage d'hiver me parut se montrer dans toute sa désolation et atteindre toute sa force. Ce paysage, qui, par des journées de printemps, rappelle les beaux sites de la Suisse, dont la verdure éclatante et les eaux diamantées invitent l'âme aux rêveries radieuses, paraissait en ce moment possédé par toutes les puissances du désespoir. Le torrent avait l'air de s'enfuir en hurlant, les arbres secouaient leurs chevelures éplorées; quant aux montagnes, elles semblaient des murailles d'enfer. Un bruit sinistre sortait de leurs entrailles, et par instans, comme s'ils eussent été lancés par quelque puissance malfaisante, on voyait des quartiers de roche rouler sur leurs flancs, où se tordaient les arbustes fracassés. Encore si nous en avions été quittes pour ces affligeantes images; mais un fléau qui s'adressait à la vie même du corps, non plus à celle de la pensée, vint à se déchaîner sur nous.

Un vent glacé courut tout à coup dans un ciel morne d'où jusqu'alors la pluie seule était tombée, et quelques flocons de neige s'accrochèrent à la crinière de nos chevaux. Au bout de quelques heures, le

paysage avait changé d'aspect. La nature ressemblait à ces cadavres récemment abandonnés à la mort, dont les formes ne se trahissent plus que sous les plis du suaire : un même linceul recouvrait montagnes et vallées. Les voiles gris du ciel s'abaissaient sur ce drap mortuaire et nous enserraient dans une région de monotone horreur. Soudain je vis, avec une surprise dont je garde encore l'impression, quelques hommes du détachement que je commandais pencher leurs têtes sur leurs poitrines. Je leur parlai. Les mots tremblaient sur leurs lèvres, et le délire mettait ses clartés agonisantes dans leurs yeux. Je fus quelque temps avant de comprendre que c'étaient des gens qui allaient peut-être mourir. La plupart des catastrophes humaines sont des apparitions qui, au moment même où elles se montrent, nous trouvent incrédules. « Mon lieutenant, me dit en son langage un soldat qui me semblait particulièrement frappé, je suis *empoigné* par *la* froid. » Ce mot me fut répété par plusieurs bouches. Le froid était comme ce roi des aulnes que chante la ballade, un ennemi occulte, un invisible démon qui tirait à lui l'âme de ces malheureux.

Eh bien ! j'en demande pardon à Dieu, car c'était, je le crains, un mouvement d'orgueil, ce spectacle douloureux me donna presque un élan de joie. Je pensai que notre armée d'Afrique était heureuse des épreuves de toute sorte qu'elle est appelée à subir. Aujourd'hui c'est le soleil, demain c'est la neige qui luttent contre elle. Il faut qu'elle triomphe à la fois d'une race énergique et d'une nature passionnée, violente, qui semble avoir pris à tâche de secouer la domination des hommes. Je sais certainement, on nous l'a répété assez, que nous ne tombons pas sous les coups de la mort comme nos devanciers de la république et de l'empire : le soir, un seul de mes compagnons avait expiré sur la route, et nul de nous ne croyait avoir fait la campagne de Moscou; mais on nous apprend que le denier du pauvre a sa place dans les coffres-forts de Dieu; quelques souffrances obscures avaient fait tomber une obole dans le trésor de la patrie.

J'étais parti de Blidah avant le lever du soleil. La nuit régnait depuis longtemps quand j'arrivai à Médéah. Des troupes nombreuses faisaient de cette petite ville une véritable place de guerre : toutes les maisons regorgeaient de soldats. Je me couchai sur le plancher d'une salle d'auberge, devant un foyer où un grand chien allongeait vers des cendres brûlantes sa tête assoupie, et je m'endormis d'un de ces sommeils qui sont des trèves entre nous et les épreuves de cette vie.

Le lendemain, j'eus besoin de tout mon courage, car je pressentis un événement dont je ne pouvais pas avoir l'héroïsme de me réjouir : Lagouath allait être prise sans nous. Fidèle aux ordres qu'il avait reçus du gouverneur, le général Pélissier avait opéré sa jonction

avec le général Yusuf, et commandait maintenant toutes les troupes campées devant Lagouath. Dès le jour de son arrivée, il avait vigoureusement conduit une reconnaissance jusque sous les murs de la ville. Une hauteur où l'on devait établir la batterie de brèche avait été enlevée. Cette action nous avait coûté quelques braves soldats, entre autres le capitaine Franz, qui fut tué d'une balle au front, et le capitaine Bessière, officier intrépide qui s'efforçait chaque jour, par son intelligente et enthousiaste valeur, de jeter sur un nom illustre un nouvel éclat. La lettre qui nous annonçait nos pertes et notre succès nous apprenait que le général Pélissier était décidé à donner l'assaut. L'issue de cette entreprise ne pouvait pas être douteuse. Il y a des buts qu'on ne montre pas vainement à des troupes comme les nôtres. Je commençai à prendre le deuil de la fête dont j'avais cru avoir ma part.

La colonne qui se rassemblait à Médéah allait toutefois se mettre en route, quand un soir, — je vois encore le courrier qui apporta cette nouvelle, — un Arabe arrive essoufflé et nous apprend que Lagouath appartient aux Français. Des officiers entouraient ce cavalier en haillons qui, des plis de son bernous usé, jetait sur nous une nouvelle victoire. Pour indiquer le sort de la ville assiégée et de ses défenseurs, il étendait sur le sol sa longue main aux doigts noircis, et il répétait de sa voix gutturale : *Morto!* Ce geste et cette parole lugubres évoquaient pour moi une ville détruite, ensevelissant sous ses décombres une population vaincue et le chœur tout entier de mes espérances.

Je devais voir Lagouath cependant; *c'était écrit chez Dieu*, comme disent les Arabes. Le gouverneur décida que deux de ses officiers accompagneraient le général Rivet, qui partait avec un escadron de chasseurs pour le théâtre de l'action. On tira au sort, et je fus désigné pour cette course. Certes, le même but ne rayonnait point au bout du lointain voyage que j'avais entrepris avec tant de plaisir et que j'avais cru interrompre pour toujours; mais pour qui n'est étranger, comme dit Térence, à rien de ce qui est humain, chacun des grands spectacles de la vie a sa valeur et son attrait. J'allais voir un lendemain de combat, c'est-à-dire l'heure philosophique de la guerre, le moment où ceux qui survivent se jugent eux-mêmes et jugent les morts; puis j'allais visiter une de ces contrées où l'on est heureux d'avoir conduit son odyssée, parce qu'on voit apparaître sans cesse ensuite, parés d'une lumière chère à l'esprit et douce au cœur, les fantômes des jours qu'on y a laissés.

A notre départ de Médeah, ce ciel qui venait de nous traiter avec tant d'inclémence avait repris sa sérénité. Rien de plus charmant que la soirée de notre premier bivouac. Nous avions placé nos tentes

au milieu d'un bois de chênes et d'oliviers. Une véritable nuit africaine, une de ces nuits qui rappellent les mages, étendait au-dessus de nous des ombres bleues que des étoiles doucement curieuses semblaient chercher à percer avec le long regard de leurs yeux d'or. De loin en loin, des voix d'Arabes s'appelaient avec cet accent prolongé, particulier aux nomades du sud, qui semble chercher à se modeler sur l'étendue des longues plaines. Notre camp fut bientôt éclairé de feux pétillans et clairs rappelant dans cette solitude les joies babillardes du foyer. Cette soirée, qu'aucun événement n'a marquée, gardera pourtant une place dans mes souvenirs. Il y a des heures qui ressemblent à ces amis que nous chérissons souvent entre tous les autres, quoiqu'ils ne nous aient rendu aucun service : elles nous ont conquis d'un sourire, et, quel que soit le souci qui nous occupe, quand elles se présentent à notre pensée, elles trouvent toujours leur bienvenue.

C'était la route de Boghar que le général Rivet avait choisie pour nous conduire à Laghouat. Boghar est sur la frontière du Tell : du rocher où il s'élève, le regard embrasse tout le désert des Angades. Ce fut à quatre heures que j'abordai cette région nouvelle, qui n'est pas encore le vrai désert, mais qui porte déjà un autre caractère que le pays où jaunissent les épis. Je commençai à apercevoir ces grandes flaques de sable qui semblent pleurer l'océan, ces fragmens de rochers répandus au hasard, comme les débris d'une gigantesque bataille, et ces mornes espaces couverts d'une herbe rare et brûlée d'où ne s'élève aucun chant d'oiseau. Cette contrée, hostile à toute existence terrestre, est comme une lice où la lumière se livre avec emportement à ses ébats. On dirait, pour employer une comparaison classique, que là bondissent à leur gré, en faisant tomber des étincelles de leurs chevelures, tous les coursiers du Soleil. Rien de plus favorable d'ailleurs à ce pays que l'heure à laquelle il m'apparaissait. Quelque immense et mystérieuse ville, une Thèbes, une Babylone, une Palmyre, semblait brûler à l'horizon, où un éblouissant amas de formes confuses nageait dans des clartés d'incendie. Le sol uni et lumineux me faisait songer aux miroirs magiques. Nos ombres et celles de nos chevaux prenaient quelque chose de cabalistique en s'y projetant. De grands troupeaux d'êtres bizarres, dessinant leurs étranges silhouettes sur le fond de cet éclatant tableau, s'offrirent à nos yeux : c'étaient les chameaux destinés aux besoins de notre convoi. Notre bivouac au désert des Angades ne rappela guère notre bivouac de la forêt. Nous avions franchi en quelques heures les limites de deux mondes; nous avions quitté le Tell pour le désert.

Je suis étonné que les anciens, qui taillaient dans l'univers entier des fiefs pour leurs dieux, n'aient placé sous aucune royauté ces so-

litudes où aurait pu errer un souverain plus formidable encore que l'Océan. Peut-être avaient-ils réservé l'univers à ce Dieu inconnu qui, du fond de la conscience humaine, soulevait alors la surface du vieux monde comme le couvercle d'un sépulcre. Le fait est que le désert est chrétien. L'esprit y triomphe comme la lumière. Il y opprime la matière, dépouillée et stérile. Ariel s'y joue de Caliban. Il force le monstre vaincu à écouter dans un silence humilié le concert incessant des célestes harmonies.

Le désert, tel que je l'ai vu du moins, n'est pas cependant livré partout à une implacable aridité. Sans parler de ces oasis qui sont toujours pour l'âme et pour le regard de nouvelles surprises, on rencontre quelquefois de vastes plaines couvertes d'une délicate verdure où se joue un air parfumé ; ce sont des champs de térébinthe et de thym. Que font là ces immenses parterres? Je n'en sais rien ; mais on ne peut s'empêcher de croire que le vent qui les traverse doit aller porter leur encens dans quelque invisible palais. J'ai passé dans ces libres espaces d'heureux momens. Je me rappelle certaines matinées où, en dépit du mois de décembre, un véritable ciel de printemps, pur, léger, transparent, nous enfermait dans une demeure de fée, en faisant descendre sur tous les points de l'horizon ses voiles d'un azur vif et doux. Je songeais à cette expression germanique : *voyager dans le bleu;* et, quand, poussant mon cheval au loin sur le flanc de la colonne, je me trouvais perdu dans un lumineux isolement, je croyais avoir fait le rêve de Virgile dans la divine églogue de ce berger emporté sous l'onde des fontaines. Je sentais mon âme comme envahie peu à peu par une surhumaine sérénité.

Quoique je sois bien près du temps dont je cherche à me souvenir, nombre d'images se sont déjà confondues dans mon esprit. Maintes lignes se mêlent, maints détails disparaissent dans cet éblouissement d'une constante lumière enveloppant de changeans paysages. Deux sites entre tous se sont gravés dans mon esprit. Un matin, on nous avertit que nous étions à quelques pas d'un phénomène, d'une montagne en sel; c'était là que devait avoir lieu la grande halte. Jamais je n'ai vu montagne aux contours plus arrêtés, à la cime plus aiguë, aux flancs mieux ombrés, que cette singulière hauteur. Elle s'élevait seule, comme un spectre gigantesque, sous un ciel où rayonnait un soleil que semblait braver son blanc linceul. Cette étrange apparition fut une joie pour toute la colonne. Nos chasseurs mettent pied à terre, s'arment de leurs haches, et courent à l'envi sur ce roc, dont chacun essaie de détacher un morceau. Les fragmens que l'on parvenait à arracher avaient le goût d'un sel excellent. Cette merveille me ramenait à la fois dans les régions de mon enfance, dans ces contes de fée où l'on trouve des villes construites

en substances appétissantes, et dans des régions plus élevées. Je pensais aux miracles dont parle la Genèse, à cette chair réprouvée, qui, sous la colère de Dieu, devint sel comme ce rocher. Le désert est un continuel commentaire de la Bible. C'est là que sont entassées ses splendeurs et ses épouvantes. Quelques Arabes aussi avaient gravi la montagne de sel, mais ils n'imitaient pas le travail de nos chasseurs. Assis ou debout sur les escarpemens les plus élevés, ils se tenaient dans cette immobilité solennelle qui imprime à cette race tout entière un caractère si mystérieux. On est toujours tenté de prendre ces hommes pour les témoins des âges que leurs costumes et leurs attitudes rappellent. Seuls, entre tous les peuples, ils semblent s'être éternellement passé, sans jamais le laisser éteindre, ce flambeau dont parle Lucrèce. La tradition est restée chez eux sacrée comme la lampe d'un temple. Rien n'a altéré la clarté séculaire qu'elle projette tour à tour sur chaque génération.

L'autre site qui est resté dans mon esprit en traits d'un énergique dessin et d'un ardent coloris est un paysage que je désespère de rendre. Sur un monticule rocailleux comme celui où put s'asseoir le Christ quand il fit le miracle des pains, s'élevait un marabout qu'on appelait, je crois, le marabout de Sidi-Maclouf. Autour de ce monument funéraire régnait partout une solitude infinie, mais qui n'avait rien de désolé. Quoique nous fussions à l'heure du jour qui est en Afrique la moins favorable à l'illusion, c'est-à-dire à midi, toute cette étendue de terres arides était enveloppée d'une sorte de charme. Cet immense horizon, au lieu de décourager la pensée, avait pour l'âme un religieux attrait, et de ces pierres ardentes, de cette terre brûlée, de ces sables où les rayons du soleil s'ensevelissaient comme au sein des mers, il sortait un parfum de recueillement. Je crus respirer la vie des anachorètes, et je songeai sans effroi à une existence qui s'écoulerait tout entière dans ces lieux, roulant, comme un fleuve, ses ondes profondes dans un cours lent et monotone, jusqu'à l'océan où tout s'abîme. La trompette m'arracha à ces rêveries. Nous n'étions plus qu'à quelques lieues de Lagouath.

Je crois que mon cheval était un enfant de cette oasis. Je le vis, quand nos yeux ne pouvaient pas distinguer encore le terme de notre voyage, pris d'une joie singulière qui s'exprimait par de longs hennissemens. Ses narines semblaient s'ouvrir à des souffles retrouvés, à des émanations aimées et connues. Quoiqu'il eût fait en huit heures près de vingt lieues, il paraissait avoir jeté au vent la fatigue et ne demandait qu'à s'élancer sur la trace de fantômes visibles pour ses yeux. Je suis de ceux qui croient au cœur et à l'esprit des bêtes; le chien de Jocelyn est de tous les personnages de M. de Lamartine celui qui me touche le plus. Je savais gré à mon cheval de son allé-

gresse. Moi aussi, je sentais des tressaillemens de joie, une attente émue de la patrie. J'allais voir une ville que le sang de nos soldats avait baptisée française. A une journée de Lagouath, notre voyage avait été marqué par un incident touchant. Nous avions distingué tout à coup à l'horizon, au milieu d'un groupe de cavaliers, l'uniforme de notre pays. Bientôt nous avions reconnu un des officiers qui venaient de contribuer le plus brillamment à notre récente victoire, le commandant Ranson, que le général Pélissier envoyait porter au gouverneur les drapeaux pris à l'ennemi. On avait mis pied à terre, on s'était embrassé, et chacun avait respiré l'ardente senteur de cet instant rapide. Ce royaume des apparitions bibliques était traversé par nos visions les plus chères; ce qui passait devant nous à travers ces plaines de sable, c'était l'ombre de la France et l'image de l'armée.

Lagouath est bâtie sur deux hauteurs unies entre elles comme les collines de Rome. Des jardins peuplés de palmiers s'étendent devant ses murs. Une seule de ses entrées est découverte, c'est celle qui regarde le mamelon où s'établit notre batterie. Sur ce mamelon s'élève un marabout que les boulets ont rudement traité, mais qui cependant portera longtemps encore le témoignage de sa pieuse origine et de ses orageuses destinées. Certes, si on applique à Lagouath les règles d'une science européenne, ce n'est qu'un amas de constructions misérables. La plupart de ses maisons ne sont que des huttes presque aussi sauvages que les *gourbis* des Kabyles, ses murs sont des monceaux de terre usés par le soleil, qui les bat éternellement de ses rayons, comme la mer bat nos falaises de ses vagues. Eh bien! est-ce l'effet d'un mirage? est-ce l'effet de multiples harmonies qui se combinent merveilleusement? tout cela est une féerie. Lagouath, à certaines heures, semble une apparition de ville antique. Ses murailles dentelées, ses toits étagés, projetant sur le fond d'un ciel oriental un net et vigoureux dessin, lui donnent un aspect de cité judaïque. On se demande si, derrière ses remparts, on ne retrouvera point les Macchabées. Une tour que nos boulets ont détruite augmentait la magie de cet aspect. « Quand nous avons vu Lagouath le matin de l'assaut, m'a dit un officier, élevant dans un ciel où le soleil se montrait déjà ses murs garnis de défenseurs, nous avons tous senti une profonde émotion. Il nous semblait que nous allions enlever la capitale d'un pays inconnu. » Certes le théâtre d'un fait d'armes est pour beaucoup dans le souvenir qu'en gardent les troupes. Toutes les circonstances où le siége de Lagouath s'est accompli, les séduisantes et formidables nouveautés que rencontraient à chaque instant les yeux, avaient produit sur l'esprit de l'armée une légitime exaltation. Toutefois il y avait dans cette action guerrière autre chose que

de l'héroïque poésie : le siége de Lagouath est destiné à marquer dans l'histoire militaire de l'Algérie.

Ma première soirée à Lagouath ne se passa point dans la ville même. Les blessés seuls occupaient les demeures que leur sang nous avait données. Le camp existait comme avant le siége. Seulement, devant la tente du général Pélissier, on voyait une pièce d'artillerie d'une forme bizarre : c'était un canon hollandais d'une époque déjà ancienne, qui, par je ne sais quel étrange destin, était venu des Pays-Bas défendre les remparts de Lagouath contre notre armée. Deux palmes cueillies sur le théâtre même de notre victoire dans les jardins de la ville assiégée ornaient cette pièce, devenue entre nos mains un trophée. Tout près de ce signe triomphal brûlait un vaste feu de bivouac. Là, sous un ciel où les étoiles se pressaient comme un immense peuple dans une cité en fête, quelques officiers devisaient sur leurs récens combats. Un des aides de camp du général Pélissier, le commandant Cassaigne, dont toute l'armée d'Afrique apprécie la belle intelligence et le noble cœur, me racontait les épisodes de l'assaut. Ce que je ne me lassais point de me faire redire, c'était tout ce qui touche un homme dont il ne reste plus que le souvenir aujourd'hui, le général Bouscaren.

J'ai servi sous les ordres du général Bouscaren, lorsqu'il commandait le 3e spahis, et j'ai conservé pour sa mémoire la respectueuse affection que sa personne avait le don d'inspirer. Ceux qui ne croient plus aux âmes chevaleresques ne l'ont point connu. La bravoure et la bonté marchaient enlacées dans sa vie comme deux sœurs. Quoique plus d'un genre de poignante tristesse ne lui fût point étranger, son visage avait toujours un sourire pour fêter la bienvenue de ceux qui le visitaient. On le trouvait gai ; je lui trouvais, moi, une de ces gaietés qui attendrissent, où l'on sent une nature dure à elle-même et douce envers le destin. Quand il reçut, devant Lagouath, la balle qui lui fracassa le genou, il dit à ceux qui l'entouraient : « Je n'ai qu'un regret, c'est de ne pas monter à l'assaut avec vous. » On l'appuya contre le marabout qui était derrière notre batterie de brèche; on l'assit sur un amas de gargousses dont se servait notre artillerie. Alors, avec un sourire : « J'aimerais, fit-il, à fumer ma vieille chibouque; mais ce n'est pas le moment d'imiter Jean-Bart : je ne veux pas mettre le feu aux poudres. » Plus tard, lorsqu'on le transporta devant le front des troupes, sur une litière improvisée, des bataillons tout entiers, saisis par un de ces mouvemens d'enthousiasme qu'éveillent au cœur des soldats les puissans spectacles de la guerre, présentèrent spontanément les armes en s'écriant : « Vive le général Bouscaren ! » Lui, se soulevant sur sa couche ambulante : « Mes amis, dit-il, ce qu'il faut crier, c'est vive la France ! » Malheur à qui verrait

dans ces paroles matière aux sarcasmes usés, à la raillerie vulgaire dont certains esprits poursuivent le sentiment national! Qu'on se reporte d'ailleurs à l'instant, au lieu où fut prononcée la phrase que nous écrivons aujourd'hui. On sentira tout simplement ce que sentirent les braves gens à qui le général Bouscaren s'adressait; on éprouvera une des émotions qui étaient toute la vie du cœur d'où ce cri est parti.

Bien des noms, qui sans doute ne seront pas environnés de gloire, mais qui brilleront d'un éclat sacré au fond de mémoires amies, revenaient sur la bouche du commandant Cassaigne. J'apprenais comment Morand, Bessière, Staël, Costa, avaient reçu les blessures dont ils sont morts. Le commandant Morand fut frappé dans les rues de Lagouath; il avait pris un clairon, et sonnait lui-même la charge aux zouaves, que sa bravoure entraînait. Il était enseveli déjà. Le capitaine de Staël était encore sur son lit de douleur. Sa blessure, à lui, rappelait d'autres souvenirs que ceux de l'assaut. Il avait eu l'épaule brisée dans une des brillantes actions de cavalerie que dirigea le général Yusuf quelques jours avant le siége. C'était un de ces soldats qui pratiquent la religion du devoir avec une rigoureuse exactitude et une enthousiaste ferveur. Une maladie, dont l'air natal aurait seul pu le guérir, l'avait atteint depuis quelques mois, quand survint l'expédition de Lagouath. Il venait d'obtenir un congé, lorsque son escadron se mit en marche. On le pressa en vain de partir pour la France. Il était de ceux qui refusent à la vie le nécessaire pour accorder le luxe à l'honneur. Il se mit en route pour Lagouath; au premier combat que livra le général Yusuf, il fut atteint d'un coup de feu en chargeant à la tête de cet escadron qu'il n'avait point voulu quitter. Toute blessure devait être mortelle pour un corps affaibli comme le sien. Aussi vit-il tout de suite l'issue de la lutte qu'il avait à soutenir contre la douleur. La mort du capitaine de Staël a eu un caractère doublement religieux; c'est en même temps la mort du champ de bataille et cet autre trépas si commun en Afrique, qui, au lieu d'être radieux comme la gloire, est humble comme le dévouement et ignoré comme la vertu.

Je me couchai, l'âme toute remplie des héroïques récits que j'avais recueillis d'une bouche complaisante. Ce qui devait me parler le lendemain, c'était le sol, c'étaient les pierres, c'était la chair encore vivante où la mort allait pénétrer.

II.

Ce fut par une admirable journée de novembre, vers deux heures, que je pénétrai pour la première fois dans l'enceinte même de La-

gouath. Le général Pélissier était monté à cheval pour aller visiter les ambulances, et il m'avait permis de me joindre à son cortége. Je passai devant le marabout qui dominait la colline où l'action s'était si vivement engagée. Je regardai avec une curiosité pieuse ces murailles qui me semblaient devoir frémir encore de la vie passionnée que la guerre avait déchaînée autour d'elles. Un lourd soleil tombait sur ces pierres qui n'avaient gardé que l'inerte empreinte des balles. Parfois, à certaines heures, des objets inanimés se dressent impassibles dans le tourbillon des existences humaines, et prennent alors une sorte de mystérieuse grandeur. Un officier m'a raconté une profonde et bien naturelle émotion qu'il avait eue dans ce marabout, devenu, en un instant, le théâtre de scènes dont on garde à jamais le souvenir. Ses yeux avaient rencontré, sur un de ces murs auxquels s'est adossé plus d'un mourant, une inscription musulmane rappelant aux hommes la vanité de leurs efforts et la brièveté de leurs jours. J'ai lu moi-même cette inscription, que je regrette de ne pouvoir transcrire; elle s'est effacée de mon esprit comme bien d'autres leçons du destin.

Devant le marabout s'étendait la brèche, vaste plaie encore béante, voie où l'on avait effacé le sang, mais qui avait gardé l'empreinte de la mort. Au milieu de ces débris faits par le canon se montrait une ouverture fermée par une grosse pierre, où tombait une lumière ardente. Dans ce trou étaient ensevelis quatre de nos morts. L'armée avait assisté toute entière à l'héroïque sépulture pratiquée sur cette route lugubre et triomphale. Jamais tombe ne m'a plus ému que ce sépulcre guerrier perdu sous le ciel du désert. J'ai presque envié ceux qui gisaient dans cette fosse si humble et si glorieuse, si touchante et si grossière. J'ai souvent revu, dans ma pensée, ce tombeau de la brèche, toujours en joignant son image à des idées de calme intrépide et de paix bienheureuse.

Mais bientôt la brèche est franchie, nous voici dans la ville même. Nous pénétrons dans des rues étroites, bordées de maisons qui ont toutes souffert. Parfois, sur des seuils dévastés, nous apercevons de vrais fantômes. Ce sont des femmes, qui lancent sur nous, de leurs yeux où l'épouvante a tari les larmes, des regards maintenant sans espoir comme sans terreur; ce sont quelques enfans étonnés qui se croient peut-être les jouets de songes funestes; ce sont des vieillards qui, suivant l'expression judaïque, ont l'air de chercher leurs tombes; ce sont enfin, çà et là, quelques hommes accroupis, couverts de sordides haillons, qui paraissent avoir abdiqué en même temps leur raison et leur énergie. C'est bien là un peuple vaincu aux premiers jours de sa défaite. On sent des gens que vient de frapper le glaive des colères divines. Ils n'appartiennent plus à cette terre d'où

la moitié de leurs frères a disparu, où leurs foyers se sont écroulés, où la place manquera peut-être pour leurs os : ils appartiennent déjà au monde où nous devons tous entrer. Là, comme dans ces étranges régions où Goethe a promené son Faust, les vivans se mêlent aux morts. A travers ces ombres apparaissent, dans leur gaîté inaltérable et dans leur perpétuelle activité, toutes les variétés du soldat français. Chasseurs, zouaves, voltigeurs, grenadiers, se coudoient, se reconnaissent, s'interpellent. Nous apercevons un endroit surtout où la foule des uniformes est pressée : c'est l'espace étroit où s'élève la demeure naguère habitée par les anciens chefs de Lagouath; cette demeure est devenue un hôpital.

C'est une de ces maisons arabes dont on retrouve le modèle sur presque tous les points de l'Afrique. Autour d'une cour claustrale s'étendent de longues galeries d'où l'on pénètre dans des chambres étroites et sombres. Ces chambres sont encombrées de blessés. On s'avance avec précaution à travers des salles pleines d'ombre où l'on sent que la douleur réside; on craint de heurter un membre saignant, de frôler la plaie d'un amputé. Côte à côte gisent des hommes dont les traits expriment tous la souffrance, mais une souffrance qui se révèle, chez chacun, par différentes expressions d'énergie. Quelques têtes jeunes appartiennent à la région de l'idéal: çà et là une bouche, un front, un regard, expriment les tristesses immortelles, les hautes et mystérieuses mélancolies. Nombre de visages portent l'empreinte d'une réalité qui en ce moment et en ce lieu a aussi son côté touchant. Ainsi un vieux zouave aspire encore d'une bouche mourante les dernières bouffées d'une pipe que serrent ses dents crispées. Cette pipe courte, usée, noircie, qui a quelque chose de guerrier et de populaire, qui fait songer du cabaret et du camp, de la bouteille et du tambour, me cause un genre singulier d'émotion. Près de ce fumeur agonisant, un tirailleur indigène montre des dents blanches qui rappellent les dents de la panthère, et nous regarde avec des yeux où l'on sent le silencieux courage de la bête mortellement frappée. Du reste, on comprend que l'on est bien au milieu de soldats : point de cris, point de soupirs. La mort commencera son appel quand elle voudra dans ce lugubre dortoir; tous lui répondront avec le même calme. Aussi cette ambulance ne m'a-t-elle pas inspiré les pensées qu'une gémissante philosophie exprime souvent à propos des champs de bataille. Je n'ai vu là qu'un grand spectacle après tout, celui d'âmes fort tranquillement assises sur les débris de leurs corps.

Je devais voir un spectacle encore plus grand. En sortant de cet hospice improvisé, je montai sur une terrasse qui conduisait à des chambres où pénétrait un peu de l'air et de la lumière du désert. Une de ces chambres était occupée par le général Bouscaren. C'é-

tait, comme tous les appartemens mauresques, une pièce étroite et longue. Un rideau la séparait en deux parties. Derrière ce rideau, entr'ouvert au moment où j'entrai, était un lit large et carré, recouvert de tapis orientaux, qui ressemblait aux lits du moyen âge. Sur cette couche se tenait, tel que l'avaient fait déjà les approches de la mort, celui que j'allais visiter. Le général Bouscaren était enveloppé dans un caban rouge, à broderies d'or, souvenir de l'époque où il commandait ce régiment qu'il aimait comme le prince de Ligne aimait ses trabans, — le 3e spahis. Ses lèvres pressaient le bout d'une pipe turque, qui l'avait accompagné dans bien des expéditions. Son regard, qui était fixé droit devant lui, comme s'il eût aperçu déjà le but inconnu vers lequel allait se diriger son âme intrépide, s'anima d'un éclair de joie, lorsque je parus. Tous ceux que nous voyons arriver tout à coup à des heures suprêmes semblent avoir reçu une mission particulière de la Providence auprès de nous. « Soyez le bienvenu, » me dit-il en me tendant la main, et je m'assis au pied de son lit. Je craignais la fatigue que causent aux blessés tous les épanchemens du cœur, et je désirais pourtant l'entendre parler. Je le laissai me raconter lui-même ce qu'on m'avait raconté la veille, la manière dont il avait été frappé, ses héroïques regrets en tombant au début de l'assaut, l'élan de religieux enthousiasme qui avait saisi la troupe à l'aspect de sa civière, le cri qui l'avait salué et la parole toute rayonnante d'un patriotisme ardent comme la poudre, sacré comme la mort et le sang, que cette acclamation lui avait arrachée. Il repassa dans sa mémoire tous les hommages qui depuis quelques jours s'adressaient à son lit de douleur comme à un trône, toutes les marques de chaude et vraie sympathie que chacun donnait à une carrière où la vertu militaire avait eu constamment un de ses plus purs, un de ses plus éclatans foyers; puis d'une voix émue : « Je paierai bien peu, me dit-il, de pareilles joies en les payant de ma vie. »

Il avait parlé longtemps, il s'arrêta. Sa pipe était éteinte, il en demanda une autre et voulut me faire fumer aussi. Quand nous fûmes enveloppés tous deux dans la tiède fumée des chibouques, il se rappela son salon de Constantine, où souvent j'étais allé deviser avec lui. Il reprit en souriant quelques-uns des propos qui nous étaient le plus familiers; il me nomma des gens que nous aimions et des lieux qui nous étaient chers. Il me fit un éloge passionné de cette Afrique où il allait mourir. Cette terre, où il avait toujours suivi le drapeau de la France, était devenue pour lui une véritable patrie. Il l'aimait de toute la chaleur du sang qu'il y avait versé. « Si je dois rester en ce monde, » dit-il, — c'est le seul mouvement d'espoir que j'aie entrevu dans son esprit, — « je veux revoir les eaux de Mamescoutin. » Puis, comme s'il eût regretté ce fugitif élan de désir terrestre,

après un instant de silence, il reprit d'une voix ferme : « Mais ma vie a été tout ce qu'elle devait être, et je suis prêt à mourir ici. »

Au bout de sa chambre était pratiquée une fenêtre d'où l'œil découvrait un paysage qui est lié pour moi intimement aux derniers souvenirs de cette vie. Je me rappelle surtout un palmier qui se dessinait sur le ciel, mystérieux, solitaire, semblable à un arbre sauvé de la ruine du paradis terrestre. L'horizon de l'étrange tableau que cette étroite fenêtre encadrait m'apparaissait dans un lointain infini; il se perdait dans cette partie du désert qui à certaines heures prend l'aspect d'une mer aux ondes dorées. Depuis quelques instans, pendant que le général me parlait, mes regards étaient attirés par ces éblouissantes images, et j'étais saisi d'une émotion que je n'ai pas l'espoir d'exprimer, mais que je suis sûr de faire comprendre. Je cherchais à recueillir pour toujours dans ma pensée tous les détails de cette scène, cette chambre bizarre ayant à ses deux extrémités les deux plus grands spectacles du monde : ce lit où mourait un héros, et cette fenêtre où se montrait l'apparition lumineuse d'une nature inconnue. Jamais je n'avais senti plus vivement, à une même heure, la double présence sur cette terre de l'âme divine et de l'âme humaine. Je quittai le général Bouscaren avec un sentiment de tristesse profonde, mais mêlée cependant de consolation puissante et sereine. Ce mystère de la mort, que si souvent j'ai vu environné d'ombres sinistres, me paraissait transparent cette fois comme le ciel sous lequel il s'accomplissait.

Je revins seul au camp, et je m'engageai, en sortant de Lagouath, dans les jardins qui environnent la ville. On sentait que la guerre avait passé dans ces verdoyantes enceintes. De temps en temps, mon cheval était obligé de franchir le tronc d'un palmier gisant sur le sol comme la colonne d'un temple abattu. Cependant ces lieux avaient gardé quelque chose de frais, de doux, de paré, une secrète magie d'oasis qui se mêlait étrangement au deuil dont ils étaient voilés. Quelques cadavres qui n'avaient point pu être ensevelis encore reposaient sur une herbe brillante, parmi des plantes en fleurs. Parfois, dans ces instans où l'on demande à son âme un redoublement d'attention, à ses sens un redoublement d'énergie, comme si l'on espérait percevoir quelque forme ou quelque son du monde invisible, j'entendais dans un coin obscur le monotone murmure d'une source. Jamais je n'ai connu de jardins plus propices à la rêverie que les jardins de Lagouath, surtout au moment où je les ai visités. J'aurais voulu y rester de longues heures, car il me semblait toujours que j'allais y apprendre quelque secret. Tant de puissances étaient réunies là : les enchantemens de la nature, les formidables souvenirs de la guerre, l'attrait du gazon et des arbres, la pensée des morts. Près

de cette solitude si peuplée, une autre solitude allait m'apporter une nouvelle sorte d'émotions.

Les jardins de Lagouath étaient séparés de notre camp par les sables du désert. En les quittant, on pouvait, grâce aux inégalités du sol, pour peu qu'on s'écartât de sa route, se placer de manière à ce que nos tentes disparussent derrière des mamelons. C'est ce que je me complus à faire. Après quelques instans de galop, je me trouvai en pleine aridité, en plein silence, seul entre un ciel et une terre qui luttaient de morne étendue. Je sentis au cœur des frémissemens de joie, car évidemment cette terre est une geôle, nous sommes les fils des libres espaces, et les océans d'eau ou de sable nous attendrissent, parce qu'ils nous rappellent notre patrie.

Quelques jours après cette visite aux blessés de Lagouath, j'étais de nouveau en route. Un matin, avant la première halte, au moment où, le corps affaissé sur son cheval, on poursuit les songes de la nuit, un courrier vint à nous et tira un billet de son bernous. On nous apprenait que le général Bouscaren était mort. Pendant une opération chirurgicale, son âme avait quitté l'asile de douleur où Dieu ne voulait plus la faire vivre. Notre route fut interrompue, et puis silencieusement reprise. Je repassais dans ma mémoire les paroles que j'ai répétées, bien d'autres qui resteront enfouies au fond de moi, et tant de choses qui n'appartiennent qu'à la pensée, qui défient le plus subtil langage, un regard, un son de voix, ces jeux de la lumière spirituelle sur nos traits qu'on appelle les expressions du visage. Je me disais en contemplant avec un esprit en même temps ému et apaisé les magnificences dont j'étais alors environné : « Il voit celui dont il nous est permis uniquement en ce monde de baiser le glorieux manteau. »

L'épisode le plus intéressant de notre retour fut notre visite à Aïn-Maidi. A sept ou huit lieues de Lagouath, en s'enfonçant dans le désert, vers l'ouest, on rencontre une ville entourée d'une muraille dentelée comme les murailles du moyen âge : c'est Aïn-Maidi. Aucun jardin n'environne cet amas de maisons. Sous ces pierres sont blottis des hommes qui vivent comme des lézards, sans végétation, sans eau, se baignant dans l'éternelle lumière du soleil. Il pouvait être onze heures quand la petite colonne dont je faisais partie arriva aux portes de cette étrange cité. Nous n'étions pas encore descendus de cheval, qu'une longue procession de personnages en bernous blanc accourait à notre rencontre. C'étaient les notables du lieu qui venaient nous saluer, ayant à leur tête leur chef, le marabout Tagini. Aujourd'hui Tagini est mort; le tribunal mystérieux de l'autre monde avait porté contre lui un décret qui a eu son exécution. C'était alors un être plein de vie. Je ne saurais mieux le comparer qu'à un de ces moines

qui allumèrent les implacables colères des réformateurs du XVIe siècle. Seulement c'était un moine comme ceux dont parle Mme de Sévigné, qui pouvaient se passer de soutane pour dire la messe. Il était à peu près nègre. Du reste, il ne lui manquait aucun des traits que Walter Scott a illustrés dans sa création de frère Tuck. Il avait le ventre rebondi, les lèvres sensuelles; il semblait ne connaître qu'un seul souci, celui des joies terrestres. Tagini était cependant un homme renommé par sa piété. Ses richesses, que maintenant des héritiers se sont partagées, étaient dues aux continuelles offrandes qu'il recevait de tous les croyans du désert. Je ne sais trop par quel moyen il était parvenu à maintenir sa productive popularité. Ce n'était point à coup sûr par des prédications belliqueuses. Il ne jugeait point la guerre comme Mahomet : il la considérait comme un jeu dangereux, dont on ne saurait trop s'abstenir. Les cris d'enthousiasme et de désespoir poussés récemment encore si près de lui n'avaient éveillé dans son âme aucun écho. C'était le sourire sur les lèvres qu'il s'offrait aux vainqueurs de Lagouath. Il avait seul profité de sa prudence. Son peuple était dans le plus misérable état; sa maison élégante et spacieuse dominait des huttes délabrées où notre intelligence se refusait à placer des existences humaines. Chacun de nous eut la même impression. A coup sûr, il y avait là quelque secret d'iniquité. Je dois rendre cependant cette justice à Tagini, qu'il nous donna le plus succulent des déjeuners.

J'étais resté un peu en arrière pour m'occuper de mes chevaux; le général que j'accompagnais et tout son état-major étaient entrés déjà dans Aïn-Maidi. Je pénètre à mon tour dans la ville, et l'on m'indique la demeure du marabout. Je m'engage dans des escaliers obscurs, aux lignes abruptes, et tout à coup je débouche dans une pièce qui était faite pour frapper la plus insensible des imaginations. C'était une sorte de galerie dont les ornemens rappelaient tous les âges, tous les goûts et tous les pays. Quelques grandes armoires coloriées, ressemblant à des meubles du temps de Louis XV, garnissaient un côté de la pièce. De l'autre côté, c'était une pendule gigantesque qui me fit songer, par ses formes primitives, au présent que Charlemagne reçut d'Aroun-al-Raschid. Des armes curieuses, de volumineux manuscrits, se montraient çà et là; enfin, dans un coin de cette chambre, près d'un rideau à demi soulevé qui laissait entrevoir un immense lit, se dressait un petit meuble d'un exécrable style, appartenant aux créations les plus modernes et les plus vulgaires de l'ébénisterie parisienne. Cette réunion d'objets disparates était éclairée par une fenêtre donnant sur le désert. Jamais la vie ne m'avait semblé affecter davantage l'aspect des songes.

Le logis renfermait des hôtes tout à fait en accord avec ses meu-

bles. Sur un tapis paré de ces éclatantes couleurs qu'on ne trouve qu'au pays de la lumière, le général Rivet était couché à côté de Tagini. Tout autour de l'appartement se tenaient assis ou accroupis, pour mieux dire, des officiers français à qui des serviteurs arabes offraient d'innombrables tasses de thé et de café. C'est du thé surtout que j'ai conservé la mémoire. Une sorte d'échanson coiffé d'un turban blanc et vêtu d'une tunique rouge-pâle me présentait à chaque instant une nouvelle coupe de ce breuvage, et semblait éprouver une indignation mêlée de tristesse, si je me refusais à vider son calice. Je me résignais, et je crois pourtant qu'il me faisait avaler un philtre diabolique, car je n'ai jamais bu un thé qui m'ait paru d'une fabrication plus compliquée; des plantes de toute nature confondaient leurs aromes dans cette bizarre décoction. Mais on devait bientôt nous servir une série de plats propres à faire disparaître de nos gosiers la plus violente espèce de goûts. La cuisine indienne ne peut pas renfermer plus d'élémens incendiaires que n'en avait entassés dans ses mets le maître d'hôtel du marabout. L'eau qu'on nous présentait dans des tasses d'argent à fleurs ciselées, ou dans des carafes de cristal au col élancé et délicat, ne suffisait pas à éteindre la soif inextinguible dont nous étions dévorés, et cependant nous ne pouvions nous rassasier de ces brûlans ragoûts. On aura beau faire, *Manon Lescaut* nous plaira toujours mille fois plus que *Paul et Virginie*. Il y a dans les choses ardentes une attraction qu'il faut se résigner à subir. Il n'est pas un de nous que n'ait séduit la cuisine passionnée de Tagini.

Quand le repas fut fini, notre hôte se leva et se fit apporter de merveilleux tissus qu'il déroula complaisamment devant nous : c'étaient des tapis qu'il offrait au général Rivet. Il accompagna son présent de ces paroles où se déploie dans toute sa grâce la politesse arabe. Il parla de sa tendresse pour ses hôtes, de son amour pour la France, de son désir d'avoir encore un jour le bonheur de nous posséder dans son logis. Nous ne reverrons plus maintenant cette créature humaine avec qui nous avons échangé d'affectueux sourires, et je dois dire que cette pensée ne m'inspire pas une bien profonde mélancolie. J'aime assez à voir procéder la vie comme les drames de Shakspeare. A côté de ces personnages dont le rôle, si long qu'il soit, ne me lassera jamais, je ne hais point ces personnages épisodiques qui disent quelques mots et se retirent. Je suis fort content d'avoir vu et très résigné à ne plus revoir le marabout d'Aïn-Maidi.

Malgré le soleil, qui dardait sur nos cervelles ses traits les plus enflammés, je voulus, avant de me mettre en route, visiter la ville où le hasard des voyages m'avait conduit. Je me promenai dans des rues désertes bordées de maisons presque aussi ruinées que celles

de Lagouath. Aïn-Maidi a été prise autrefois par Abd-el-Kader, et ne s'est pas relevée des coups que l'émir lui a portés. Cependant des hommes naissent et meurent dans ces trous embrasés où le ciel n'envoie pas assez d'air pour faire vivre un liseron ou une marguerite. A certaine heure, des fusils pourraient encore sortir de ces décombres; il y a des gens pour qui cet îlot de pierres blanches perdu dans un océan de sables est une patrie.

Douze jours après notre pèlerinage d'Aïn-Maidi, nous rentrions dans le Tell. Nous retrouvions les rivières, les ombrages, le pays qu'habitent les esprits de la terre. Nos dernières journées de désert furent consacrées à la chasse aux gazelles. C'est un grand plaisir de lancer les chevaux dans des courses éperdues, à la poursuite de ces êtres aériens qui semblent possédés par des âmes de fée. La chair des gazelles est excellente, et les Arabes prétendent qu'elle fait rêver. Peut-être ont-ils raison; ces charmantes bêtes ont des yeux pleins de mystères comme les songes. Il est fâcheux qu'elles éveillent dans les cœurs le démon de la chasse, car il y a quelque chose qui s'afflige en nous quand ces tendres regards s'éteignent, quand le sang coule de ces corps gracieux et légers.

Dans le Tell, plus de gazelles, plus de chameaux, plus d'espaces démesurés et de courses sans frein; on rentre dans le domaine ordinaire de la vie. Cependant, même après les enchantemens du désert, je vis avec bonheur les attraits de certains paysages. Cette forêt de cèdres qui entoure Teniet-el-Had était parée, au moment où je la traversai, d'un charme incroyable de printemps. Nous étions aux derniers jours de décembre, et un ciel bleu, illuminé d'un sourire clément, se montrait à travers la chevelure des arbres. Je me rappelle l'ombre de mon cheval se projetant sur un sentier couvert d'un voluptueux gazon; je songeais à ces scènes moscovites de notre campagne à son début, à cette neige meurtrière comme du plomb, à ces nuages lugubres comme des suaires, à ces vents furieux, à cette terre glacée, et je me sentais pénétré de reconnaissance pour celui qui nous avait rendu cette lumière, cette fraîcheur, toutes les douces merveilles de cet Éden.

Le 1er janvier commença pour nous au camp. Ce fut au bivouac que notre petite troupe fêta les premières heures de la nouvelle année. Le soir, après une longue journée de marche, nous sentions la brise de la mer et nous apercevions une ville, une vraie ville, d'où sortait un bruit de voitures, où rayonnaient des lumières, où circulait la vie européenne : nous voyions apparaître Alger. Peut-être aurais-je mieux aimé une autre apparition en revenant de Lagouath; mais il ne faut pas médire d'Alger dans l'armée d'Afrique, car ces lieux, où plusieurs générations françaises se sont déjà suc-

cédé, renferment pour nombre de gens aujourd'hui les souvenirs, les illusions, les tendresses, tout ce qui compose enfin le vrai trésor des grandes cités.

III.

Je devais du reste revoir la France. Je retrouvai Paris dans sa floraison de tous les hivers. Je découvris à cette passion de ma jeunesse, à cette reine de mes souvenirs mille charmes secrets et nouveaux : rien d'étonnant à cela. René lui-même eût déposé dans cette ville, qu'il a si durement traitée, l'éternel fardeau de son ennui, si, au lieu de ces courses désordonnées à travers ce monde, il eût fait quelques campagnes régulières dans les rangs d'un honnête régiment. Toutefois, après quelques semaines données au foyer, je repris d'un cœur résigné le chemin de l'Afrique. Si Paris est le pays de l'hiver, l'Afrique est le pays du printemps. La guerre y renaît avec la verdure. « La riante aurore est déjà debout sur la cime des montagnes, » dit Shakspeare dans son *Roméo*. Mettez la guerre à la place de l'aurore, et vous aurez une phrase que tous les printemps on peut répéter en Algérie. C'était bien dans les montagnes que nos armes devaient se porter; seulement, au lieu de nous diriger vers ce qu'on appelle la Grande-Kabylie, nous allions chez des tribus qui pour la plupart n'avaient pas encore aperçu l'uniforme français. Peu m'importe, je l'avoue, l'endroit où l'on me conduit. Je me mis en route avec bonheur, persuadé qu'on ne peut faire qu'un noble et profitable voyage, quand on marche en compagnie de notre drapeau.

Ce fut le 1er mai que je m'acheminai vers Sétif, où le gouverneur avait fixé la réunion des troupes expéditionnaires. Le général Randon et une partie de son état-major devaient s'embarquer et gagner Sétif par Bougie. Quelques officiers, entre lesquels j'étais, avaient reçu l'ordre de prendre la route de terre avec les chevaux et les bagages. Je ne hais point ces sortes de corvées. Au début des expéditions surtout, il n'est pas de route qui ne soit joyeuse. Je partis donc, aussi content à peu près qu'on puisse l'être en ce monde. J'avais d'aimables compagnons et un ciel propice, mes chevaux étaient en bonne santé. J'étais pénétré de cette pensée, que je savourais une heure agréable de ma vie. Dès le soir, nous couchions sous la tente. Quant on se met en route, il faut dire adieu aux toits le plus tôt possible; c'est, du reste, ce que l'on a hâte de faire. La tente est certainement un des asiles les plus commodes et les plus naturels de l'homme; elle n'insulte point par sa durée à la brièveté de nos jours; elle est en harmonie avec ce que nos destins ont d'errant et de passager; elle ne nous prêche pas, comme les lourdes demeures bâties

à chaux et à mortier, une morale sédentaire. Libre, voyageuse, guerrière, elle vous dit : « Pars, je te suis. »

Notre premier bivouac fut à Larba, qui est un riant village européen construit au pied de hautes et graves montagnes. L'emplacement où s'élevèrent nos tentes est une sorte de prairie que parfumaient çà et là quelques bouquets de fleurs printanières. Le 1er mai était un dimanche. Des colons vêtus de leurs plus beaux habits passaient à quelques pas de nous sur la route. Des cris d'enfans et des chants de buveurs arrivaient à nos oreilles. Une journée qui avait été brûlante touchait à son terme. J'écoutais ces bruits tout en regardant un soleil qui se retirait pour laisser régner à sa place une charmante nuit que, depuis la prairie jusqu'aux montagnes, toute la nature semblait saluer comme une aimable souveraine. Peut-être une légère mélancolie m'aurait-elle envahi sans l'heure du dîner qui réunit autour d'une table d'auberge une des meilleures compagnies où je me sois jamais trouvé. Quelques-uns de ces officiers étrangers, qui viennent tous les ans nous demander l'hospitalité du bivouac, s'étaient joints à nous et mêlaient à notre gaieté l'enjouement plus contenu de leur pays. Notre repas se prolongea sans que l'ennui vînt un seul instant effaroucher les légères pensées qui voltigeaient à travers la fumée de nos pipes. Vers dix heures, nous rentrions sous la tente, et le lendemain, aux premières lueurs du jour, nous poursuivions notre route.

Jusqu'à Aumale, ce fut une série de gracieux paysages. Nous cheminions sur des crêtes d'où par momens nous apercevions Alger, qui semblait nous poursuivre de sa blanche apparition. A Aumale, nos plaisirs devaient changer de nature. La campagne dépouillée qui entoure cette ville aux maisons uniformes et correctement alignées rappelle certaines parties fort durement qualifiées de la Champagne bien plutôt que les merveilles du Sahara. Elle ne dit rien à l'imagination; mais là où se taisait le langage qui jusqu'alors nous avait charmés, nous allions entendre de nouveaux accens. Nous devions rencontrer à Aumale un de ces régimens que nous avions hâte de joindre. Depuis deux jours, le 11e léger, commandé par le colonel Thomas, était campé dans ces lieux, où notre course allait prendre avec l'allure de l'expédition son véritable caractère.

Je ne puis pas dire avec quel plaisir j'entendis la marche du 11e léger le jour où je quittai Aumale. On avait abattu les tentes à trois heures et demie du matin; on se mettait en route avant même que l'aurore eût achevé sa riante toilette. Un air un peu vif, un vent presque piquant aiguillonnaient dans notre cervelle la troupe allègre des pensées matinales. Rien ne pouvait mieux répondre aux mouvemens joyeux de nos cœurs que le bruit de fanfares et de tambours

qui accompagnait notre départ. Puis je me sentais avec bonheur repris par le charme, je pourrais presque dire par l'empire de la musique militaire : ces instrumens de cuivre et de peau, qui nous font éprouver en tout temps des frémissemens si étranges, deviennent en campagne les régulateurs et comme les maîtres de notre vie. Le matin, c'est la diane qui fait entendre le déluge de ses sons précipités; le soir, c'est la retraite qui nous annonce un repos dont la vigilance ne doit pas être bannie, par une cadence adoucie, mais toujours animée et fière. Ces voix semblent celles des génies mâles et bienfaisans du bivouac; elles ont des consolations toutes puissantes sans pernicieux attendrissemens; elles nous disposent aux devoirs qu'elles nous dictent; elles rendent attrayantes toutes les routes où elles nous poussent. Je saluai donc d'une âme affectueuse ces accens bien connus auxquels j'ai promis une obéissance qui, je l'espère, ne me coûtera jamais.

Notre marche se passa sans incidens; nous traversions un pays que nos colonnes avaient souvent sillonné. J'eus le regret d'apercevoir dans le lointain seulement le formidable passage des Portes-de-Fer. J'aurais aimé m'engager dans ces défilés où notre armée se jeta hardiment aux premières années de notre conquête. Je m'arrêtai un instant sur une hauteur pour les contempler. Je me consolai en pensant que nous aussi nous allions, comme nos devanciers, parcourir des montagnes inconnues. Je songeais que j'étais encore entre les privilégiés, car dans peu il n'y aura plus d'espace blanc sur les cartes que nous traçons chaque année de nos possessions africaines. L'Algérie nous aura dit tous ses secrets. Malgré mon horreur pour les itinéraires en pays connus, je ne veux point cependant passer sous silence, avant notre arrivée à Bordj-Bou-Areridj, notre bivouac de Mansoura.

Je crois d'ailleurs que Mansoura peut avoir encore, pour nombre de gens, le mérite de la nouveauté. Il y a dans ce site un grand charme de fraîcheur et de verdure. L'emplacement de nos tentes était un véritable jardin qui semblait disposé pour une fête champêtre. Aussi le colonel du 11e léger eut-il la pensée toute française de donner dans ces lieux une soirée que peu de *raouts* militaires surpasseront certainement en piquante originalité. Des lanternes en papier de couleur, qui rappelaient les illuminations parisiennes, avaient été suspendues à des branches d'arbres dans une vaste clairière où des bols de punch flamboyaient au milieu d'un cercle d'officiers. Je crois qu'Hoffmann lui-même eût préféré notre punch à celui qu'il prenait tous les soirs en compagnie des frères Sérapion. Je ne veux médire de rien cependant, car c'est bien au domaine de la poésie qu'on peut appliquer les paroles du Christ à propos d'un autre

domaine : « Il y a plus d'une demeure dans la maison de mon père. » A coup sûr, toutefois, cette grande chambre que j'ai bien souvent entrevue dans ma pensée, où le violon de maître Kreissler était suspendu entre une chauve-souris et une pipe, où dans un coin obscur quelque clavecin effleuré par des doigts distraits résonnait d'une mélodie de Palestrina, la chambre de *Don Juan*, du *Petit Zacharie* et du *Chat Murr*, n'était pas un meilleur théâtre pour les songeries que ce bosquet éclairé par les étoiles d'un ciel africain, où des hommes séparés de leur patrie buvaient aux belliqueuses aventures.

Un personnage, entre autres, donnait au punch de Mansoura un caractère tout particulier : c'était un caïd du voisinage que le colonel Thomas avait convié. Peu à peu ce magistrat kabyle s'était engagé dans les régions de l'ivresse. Il avait oublié le prophète d'abord en vidant un premier verre de punch, puis toute la race des croyans en remplissant son verre de nouveau pour le vider encore. Il ne voyait plus que des Français dans l'univers; il l'affirmait à un capitaine de voltigeurs en mettant sa main sur sa poitrine. Cette bizarre figure me rappela je ne sais quel opéra bouffe dont les notes moqueuses et touchantes pourtant se mirent à voltiger, pour moi, entre les branches des arbres, sur le vent de la nuit.

Ce vent, je ne veux pas l'oublier du reste, puisqu'il vient de revenir à ma pensée. Des souffles qui d'abord avaient été caressans devinrent violens et oppresseurs. Quand, la soirée finie, chacun se fut retiré sous sa tente, notre camp fut assailli par une vraie tempête. Les frêles abris dont je faisais tout à l'heure l'éloge furent renversés. Ma demeure, à laquelle je sus gré de ne pas être en pierre, s'abattit une des premières, et, pour me servir d'une bien simple expression qui m'a toujours semblé charmante, je me trouvai à la belle étoile. Ce fut le regard fixé sur cette belle étoile que je m'endormis, après avoir mis sous ma tête l'oreiller de Jacob, c'est-à-dire un énorme caillou. Je crois cet oreiller béni, car mon sommeil ne se dissipa qu'aux accens de la diane. Je me séparai de mon honnête couche avec une certaine mélancolie; je souhaite à d'autres d'y trouver la paix que Dieu m'y a accordée cette nuit-là.

En quittant Mansoura, nous nous engageons dans la Medjana, immense plaine que sillonnaient autrefois des partis nombreux de cavaliers. Un soir, vers trois heures, nous arrivons à Bordj-bou-Areridj. Là s'élèvent quelques maisons isolées qu'entourent de vastes horizons. Une sorte de forteresse rappelle les châteaux du moyen âge; c'est la demeure du colonel D'Argent. Voilà je ne sais combien d'années que cet intelligent et intrépide officier est confiné dans cette solitude. Il ne connaît pas l'ennui. Le mot de César aurait fait fortune dans l'armée d'Afrique. On y aime avant tout le commande-

ment, puis on y est subjugué, sans même s'en apercevoir, par le charme d'une vie mêlée d'un repos infini et d'une ardente activité. Dans une de ses poétiques comédies, Alfred de Musset parle d'une coupe avide que l'homme tend sans cesse à la nature, et que la nature, dit-il, ne parvient pas à remplir. Le ciel d'Afrique verse dans cette coupe le plus précieux des philtres, il y fait couler l'oubli. D'abord dans ces lumineux lointains qui charment et fatiguent la vue, on cherche l'image de la patrie, on croit voir des formes connues, des fantômes adorés; peu à peu on n'y voit plus rien que ces vagues attraits dont se revêt pour nous à certaines heures le ciel de tous les pays. On s'abandonne à une existence pleine en même temps de monotonie et d'imprévu. Quand tout à coup des cheveux blancs et des rides vous avertissent que dans ces lieux où vous ne vous êtes pas senti vivre, vous avez laissé nombre de vos jours, vous croyez avoir dormi d'un sommeil magique. Bordj-bou-Areridj a été un de ces points du sol africain d'où il m'a semblé que ma tente se détachait avec le plus de peine. J'ai été heureux cependant quand j'ai aperçu les murs de Sétif.

Toutes les troupes expéditionnaires y étaient rassemblées. L'armée devait se diviser en deux corps conduits, sous les ordres du gouverneur, l'un par le général Bosquet, l'autre par le général Mac-Mahon. Ces deux corps étaient réunis devant Sétif; ils occupaient un camp rempli d'espace, où les bataillons pouvaient manœuvrer, et où les chevaux pouvaient fournir de longues courses. A une des extrémités de notre horizon, nous apercevions les montagnes que nous devions parcourir, ces sommets abrupts des Babors, qui semblaient des régions inhumaines où les aigles, les vents et les nuages, pouvaient seuls errer. Sétif, qui longeait une des faces de notre camp, est une ville d'une construction toute moderne et toute française, mais où s'élèvent quelques ruines romaines d'une incontestable grandeur. Ainsi, près d'une porte, on aperçoit une de ces tours carrées qui font rêver des siéges antiques, des machines de guerre, des échelles pliant sous les soldats, de ces combats où les âmes et les corps faisaient, avant l'invention de la poudre, des efforts si désespérés. Un jardin situé à l'entrée de la ville est devenu un véritable musée. On a disposé entre des arbres tous les objets que d'habitude nous voyons dans d'obscures galeries, ces pierres, ces bas-reliefs, ces colonnes dont les antiquaires se servent pour reconstruire, en leurs savantes rêveries, les mondes disparus. Je n'ai aperçu du reste ce musée que de loin; je ne l'ai pas visité, quoique son aspect pittoresque, sa physionomie pensive m'eussent prévenu en sa faveur; mais je ne sais pourquoi la science me glace. Dès que je découvre quelque part ses traces, je m'enfuis. Une étiquette me gâte la plus odorante et la plus

éclatante des fleurs. Je ne défends pas cet instinct; je me contente de m'y livrer.

Je ne crois pas que Sétif soit d'habitude le séjour de la gaieté; mais le camp y faisait circuler une vie dont toutes ses rues, toutes ses maisons étaient animées. Les cabarets y regorgeaient de buveurs; les marchandes de tabac y débitaient derrière leurs comptoirs toutes leurs provisions d'œillades et de cigares. Les plus chétifs restaurans renfermaient autant de tables que Véfour ou le Café de Paris. Au milieu de cette joyeuse agitation, de cette foule, de ce bruit, flottait je ne sais quoi qui sentait la guerre. Des soldats du train passaient escortant des caisses à cartouches, des Arabes chevauchaient en attirail d'expédition, leurs fusils en travers de leurs selles. Il y eut une heure surtout où ce sentiment de la lutte prochaine me monta au cœur comme un parfum de printemps. Je songeai à d'autres combats que je ne pourrai jamais me résoudre à haïr, malgré ce qu'ils avaient de douloureux et de sinistre, parce qu'ils resteront mêlés en définitive aux plus vifs souvenirs de ma jeunesse. J'ai respiré dans les rues de Paris, j'ai senti sur la dalle des quais, entre les arbres des boulevards, cette sorte d'émanation belliqueuse qui s'échappe des lieux où vont se déchaîner les énergiques instincts des âmes humaines. Je retrouvais cette odeur avec joie.

On s'amusait à Sétif comme s'amuse une armée qui entre en campagne. On n'y traitait avec superbe aucun plaisir, on y fêtait tout ce qui hâte la marche des heures. Outre les cigares, le vin et l'absinthe, Sétif nous offrit un théâtre, où, pour ma part, j'ai passé de gais et rapides momens. Les acteurs de ce théâtre étaient des *zéphyrs*. Je n'ai pas besoin, j'espère, de décrire l'espèce de gens que ce nom désigne. Je crois que les zéphyrs sont connus depuis longtemps en France. Ce sont des soldats dont on a peut-être un peu trop exalté l'humeur excentrique et les allures bohémiennes. Ces hommes, que la loi militaire a l'intention de punir, trouvent le moyen de transformer une vie d'expiation en vie d'une folle insouciance. On les appelle indifféremment les *zéphyrs* ou les *joyeux*. Ce dernier nom est même celui qui maintenant sert le plus souvent à les désigner. En dépit d'une série tout entière de vieilles et banales maximes, qui attribuent une particulière énergie aux cœurs où le vice prend ses ébats, je préférerai toujours aux zéphyrs, quand il s'agira d'aller au feu, ceux de nos soldats que l'honneur n'a jamais rayés de sa noblesse; mais je ne puis nier qu'ils n'aient parfois une verve amusante et que leur entrain même ne rende des services, car, ainsi que je l'ai entendu répéter souvent à un des généraux les plus expérimentés de l'armée d'Afrique, la gaieté est un élément essentiel de l'existence militaire.

Quoi qu'il en soit, les zéphyrs nous donnaient la comédie à Sétif. Le théâtre n'avait pas trop un air de grange. C'était une pièce assez vaste, avec un parterre, une galerie et deux loges d'avant-scène. Toutes ces places étaient occupées d'habitude par des soldats et des officiers, excepté les loges, où je me rappelle avoir vu un soir deux femmes en toilette parisienne, qui un instant emportèrent ma pensée dans de bien lointains pays. Les pièces qu'on nous donna appartenaient pour la plupart au répertoire du Palais-Royal. Elles étaient vraiment jouées avec beaucoup d'entrain, de bonne humeur et de malicieux esprit. Le jeune premier, qui s'occupait, je crois, d'art culinaire pendant le jour, avait de la sensibilité, de la grâce, et portait fort bien la perruque poudrée. Les comiques avaient toutes sortes d'expressions imprévues, de grimaces triomphantes, qui auraient été de l'effet le plus divertissant sur nos meilleures scènes. Les femmes n'étaient pas nombreuses. C'étaient deux aimables personnes fort connues de l'armée d'Afrique, qu'elles avaient visitée dans ses postes les plus isolés. Une de ces méritantes *gitanas* avait de jolis yeux, une voix agréable, et, en dépit de l'ardente contrée où s'était promenée sa jeunesse, une apparence de fraîcheur. Toute cette troupe déployait un zèle dont il aurait été bien injuste de ne pas lui savoir gré. Puis, ce qui devait nous rendre avant tout indulgens pour ce théâtre, c'est qu'il nous rappelait la patrie. Ces airs de vaudeville étaient écoutés par le public de Sétif avec le cœur bien plus qu'avec les oreilles. De là le plaisir qu'ils m'ont causé, de là le souvenir que je leur consacrerais même dans des pages qui n'auraient pas la familiarité de ce récit; car, suivant moi, tout ce que n'a point dédaigné le cœur a le droit de dire à la pensée : « Cherche à me sauver de l'oubli. »

Il y avait huit jours à peine que le camp de Sétif était formé quand le gouverneur vint prendre le commandement des troupes. Le général Randon arriva par une radieuse matinée, et je crois vraiment pouvoir dire, sans tomber dans un style officiel qui ne serait guère à sa place ici, que soldats et colons lui firent un accueil dont il dut être profondément touché. Il y a des popularités semblables au trésor que Dieu permet quelquefois à l'honnête homme d'amasser : elles ont été lentes à se construire, mais il arrive une heure où elles se montrent dans un éclat qui est salué de tous, parce que chacun sait de quels élémens elles sont composées. Le général Randon jouit en Afrique d'une popularité de cette nature. Le hasard n'a point dirigé l'affection qui s'est attachée à lui. Le pays qu'il gouverne maintenant l'a vu suivre une loi invariable dans des situations qui ont changé. Cette vie consacrée au devoir a éveillé dans l'âme des populations de l'Algérie un sentiment de sérieuse sympathie dont le

gouverneur trouvait l'expression sur tous les visages qu'il rencontrait.

Avant son entrée à Sétif, sa venue avait été célébrée par une des plus éclatantes *fantasias* que j'aie encore vues. J'ai assisté à un bien grand nombre de ces fêtes sans en être fatigué, car on ne se fatigue pas de la poudre et des chevaux, mais je puis dire que j'ai perdu depuis longtemps l'habitude d'en être ému : eh bien! je me sentis remué par la *fantasia* de Sétif. Tout ce que la province de Constantine renferme de plus hardis et de plus brillans cavaliers était là. Cette race guerrière des Mokrani, à qui les traditions assignent une héroïque et romanesque origine, avait voulu se produire dans toute sa magnificence. On voyait, comme aux courses d'Alger, les selles étincelantes, les caparaçons aux riches couleurs, les splendides costumes faisant des apparitions subites sous les bernous qu'agite le vent; seulement, par un effet de l'imagination peut-être, tout cela avait, sur le plateau de Sétif, un aspect plus imposant que sur le terrain de Mustapha. On sentait un autre appareil que celui des carrousels ; puis le théâtre de ces pompes n'était plus le même : il n'y avait là ni arène ni spectateurs, mais un pays sur lequel planait la guerre, et des hommes prêts au combat.

Le gouverneur employa les rapides journées qu'il passa sous les murs de Sétif à préparer ses opérations militaires et à inspecter ses troupes. On peut dire que le camp offrait une admirable réunion de toutes les armes. Les trois régimens de zouaves avaient là leurs colonels et leurs drapeaux. A cette vaillante infanterie, où sont en vigueur toutes les traditions de la guerre africaine, se joignaient des régimens de ligne éprouvés déjà par plus d'un combat, par de rudes travaux, par de longues marches, et un bataillon de tirailleurs indigènes, le bataillon de Constantine, où l'on retrouvait, sous des traits étrangers d'une originalité piquante et vive, le courage, l'entrain, la discipline de nos soldats. La cavalerie, moins nombreuse que les autres corps, parce que l'expédition devait se passer tout entière dans les montagnes, était représentée par deux escadrons de chasseurs d'Afrique et un escadron de spahis, sous les ordres du prince de la Moskowa. Le génie, appelé à jouer un rôle important dans un pays difficile, inconnu, où l'on allait marcher avec la sape et la mine, avait fourni un nombreux état-major que dirigeait le général de Chabaud-Latour. Rien n'avait été négligé de ce qui peut rendre d'avance une armée maîtresse de son champ de bataille et de ses ennemis.

Le gouverneur, avant de quitter Sétif, adressa aux troupes un ordre du jour qui traduisait les pensées dont tous étaient animés. Il montrait aux soldats ces montagnes qui se dressaient à l'horizon de notre camp; il leur disait que bientôt leurs cris de victoire retenti-

raient sur ces cimes sombres et muettes. Dans ce langage qui ne peut, je crois, s'adresser qu'à une armée française, il s'écriait : « Je ne vous retiens plus. » Le 17 mai, cet ordre du jour était lu dans chaque corps; le 18, le camp était levé.

A trois heures et demie, le canon, les tambours et les clairons sonnaient le réveil; à quatre heures, toutes les tentes étaient abattues. Cette ville de toile avait quitté le sol et s'en allait sur le dos des mulets. Avant cinq heures, toutes les troupes étaient en mouvement. L'armée expéditionnaire se divisait en deux colonnes qui se séparaient immédiatement pour se rejoindre dans un prochain avenir, après avoir toutes deux combattu. Le gouverneur voulut voir défiler devant lui tout entière la colonne du général Mac-Mahon. Les officiers qui se quittaient se saluaient du sourire et du sabre; on entendait les mêmes mots de tous les côtés : « Adieu et bonne chance ! » C'était un de ces momens, comme en présente si souvent la vie militaire, où une petite pointe de mélancolie qui se produit presque insensiblement sous des pensées résolues, souriantes et calmes, procure à l'esprit un état des plus agréables. Quand les derniers bataillons du général Mac-Mahon se furent éloignés de nous, le gouverneur, par un temps de galop, rejoignit la tête de la colonne avec laquelle il marchait, et nous voilà en route à notre tour. Chacun allume son cigare, s'abandonne au mouvement de son cheval et s'établit dans ses songeries.

Le soir, nous bivouaquions devant les montagnes où nous devions pénétrer le lendemain. Les cimes des Babors sont tellement abruptes, qu'on arrive à leur pied sans que rien s'évanouisse de leur grandeur. Elles s'élevaient devant nous dans un ciel pur, parées de mystère, attrayantes de péril. L'une d'elles surtout me plaisait dans sa formidable apparence : c'était une hauteur droite et sombre, découpée en trois grandes dents, qui avait vraiment quelque chose de cabalistique. Ainsi pouvait être la montagne où Faust et son infernal compagnon assistaient aux fêtes des ombres. — Vous n'avez plus qu'un jour, pensais-je en apostrophant au fond de moi-même ces sommets superbes et rêveurs, à garder le secret de vos arrogantes solitudes; demain, nos chevaux et nos mulets passeront dans vos sentiers. Vos échos seront forcés de répéter le bruit de nos coups de fusil et de nos clairons. Les hommes que vous protégez, parce que leur esprit comme le vôtre est silencieux et farouche, vous demanderont vainement secours. Nos balles les atteindront sur les plus inaccessibles de vos pentes. Les aigles même et les vautours vous maudiront pour ne leur avoir pas donné un sûr abri. Il n'est pas de lieu en ce monde où la France ne puisse pénétrer, et ce n'est pas la nuit qu'elle choisit pour accomplir ses entreprises : l'heure où elle est

dans toute sa puissance est celle où le soleil est dans tout son éclat. Demain, au grand jour, nos soldats fouleront vos bruyères et pendront à vos flancs leurs tentes : vous ne serez plus le royaume de l'inconnu, vous serez une partie du domaine de la France.

Le 19 mai, nous entrions dans ce pays que nos regards cherchaient à pénétrer la veille. J'étais à l'arrière-garde ; j'avais sous les yeux le spectacle de cette énergie quotidienne que déploie notre infanterie. Dès huit heures du matin, le ciel devint un brasier ; quelques brises soufflaient sur les cimes, mais un air lourd et enflammé remplissait les ravins. Nos soldats poursuivaient gaiement leur âpre chemin ; ils semblaient porter sans y songer le sac, le fusil, le bâton de tente, le bidon, la gamelle, tout le fardeau que les expéditions leur imposent. A chaque halte, on entendait de joyeux propos. Certainement je sais qu'on est disposé à une particulière indulgence pour la plaisanterie qui sort de la martiale et honnête bouche du troupier; toutefois je me rappelle bien des mots que n'auraient pas dédaignés les gens qu'on est convenu d'appeler les gens d'esprit. Voltigeurs, sapeurs, grenadiers, dans ces attitudes que nos peintres militaires ont rendues célèbres, lâchaient des lazzis consolateurs entre deux bouffées de pipe. Il y avait un contraste singulier entre la gaieté de nos hommes et la solennité des pays qu'ils parcouraient. Ainsi je me souviens d'une profonde vallée où un ruisseau courait sur des pierres sombres, entre deux montagnes austères qui semblaient tout indignées de ce qu'on violait leurs secrets. Quelques-uns de ces chiens qui suivent les régimens, partageant le pain, la fatigue et le danger du soldat, se mirent à hurler en s'engageant dans ces lieux lugubres. — « Eh bien ! *cadet,* dit un sapeur à son caniche, il paraît que le pays ne te convient pas ! » Pour moi, j'avoue que le pays me convenait. Ces sites à la Salvator Rosa, où toutes les montagnes semblaient faites pour cacher des nids de brigands, où tous les arbres affectaient, les uns une majesté de druide, les autres une superbe de gladiateur, cette campagne à la fois passionnée et grave me remplissait le cœur de joie. L'étape me parut courte. Quand l'arrière-garde arriva, le camp était déjà établi. Il s'élevait au milieu de champs assez vastes, dont la surface verte et unie interrompait les accidens de ce sol tourmenté. Il pouvait être deux heures quand je gagnai ma tente. On m'apprit qu'à trois heures le gouverneur montait à cheval pour faire une pointe en territoire ennemi.

A trois heures, tambours et clairons sonnent l'assemblée. Toutes les troupes destinées à sortir se réunissent. L'infanterie est fraîche et alerte. Les hommes ont laissé leurs sacs; ils n'ont que leurs cartouches et leurs fusils. Les cavaliers se mettent en selle. L'aumônier arrive sur sa mule. Le train amène ces fauteuils de cuir et de bois, si

souvent ensanglantés, qui rappellent l'agonie de plus d'un brave, les cacollets. La guerre se montre dans son sérieux appareil, escortée par ses saintes et glorieuses souffrances, qui, au lieu de voiler son attrait, ne font que le rehausser. La colonne se forme sur une des faces du camp. C'est là que les bataillons sont massés. On ordonne à la troupe de charger les armes. Un petit bruit, clair, net, distinct, qui court dans chaque rang, annonce qu'on flambe les fusils. En ce moment, un de ces brillans et aimables officiers dont la race ne se perdra jamais en France me jette un regard d'une amicale gaieté : « Voici, comme dit le *Cantique des Cantiques*, l'instant où va venir la fiancée. »

Enfin le signal est donné; les fanfares résonnent, la troupe est en marche. Autour de nous voltigent des cavaliers arabes, tenant leurs fusils comme des lances : ce sont les cavaliers du *goum*. A leurs *haïcks* sont attachés des rameaux qui annoncent une journée de fête guerrière. On entend cette musique indigène, composée de flûtes et de tambours, dont les sons, tantôt aigus comme le sifflement des balles, tantôt pleins comme l'explosion de la poudre, s'allient si bien au bruit des combats. A l'instant où notre marche commence, il est près de trois heures et demie; c'est une heure que j'aime partout, mais qui prend pour moi, en Afrique, un charme particulier. La chaleur du matin est tombée, l'air n'a plus rien d'oppresseur; la vie de l'âme peut librement y circuler. La lourde et uniforme lumière du jour fait place aux clartés légères et bigarrées du soir. Le pays que nous traversons est inconnu; nous ne savons pas quel accueil nous y est réservé : chaque rocher peut cacher des fusils. Nous apercevons çà et là, au flanc des hauteurs, quelques villages entourés d'arbres qui semblent plongés dans une paix champêtre; des coups de feu vont peut-être en partir. On attend.

D'abord nous croyons que nos espérances vont être trompées. Des premiers *gourbis* que nous rencontrons, sortent des hommes et des femmes qui s'avancent jusqu'au cheval du gouverneur. Ce sont des supplians : ils ont mis leurs habits de fête. Les femmes poussent ce long cri dont elles saluent ceux qu'elles veulent réjouir et honorer. Une d'elles, qui est d'une singulière beauté, tient à la main une branche fleurie. Dans la Kabylie, heureusement l'harmonie n'a jamais régné. Auprès d'une tribu qui veut la paix vit une tribu qui veut la guerre. Un pâtre kabyle regarde brûler, en faisant paître son troupeau, le champ et la maison de son voisin. A quelques pas de ces populations empressées, nous entrons dans un pays morne et désert; en face de nous, entre des rochers, nous apercevons des villages muets, d'où personne ne vient à notre rencontre. La colonne s'arrête; un coup va être frappé. On voit soudain les *goums* qui s'élancent; puis

on entend, dans l'air sonore, le bruit attendu si impatiemment par toutes les oreilles. La fusillade a commencé.

Nos *goums* sont établis sur une hauteur; de là, ils dominent ces villages silencieux tout à l'heure, où maintenant retentissent les coups de feu. Ils ont mis pied à terre. Tandis que leurs chevaux broutent paisiblement, ils chargent et déchargent leurs armes; on voit se dessiner sur le ciel leurs silhouettes et celles de leurs fusils. Le gouverneur s'élance au galop jusqu'au lieu de l'action. Quand il est près des villages où l'on se bat, il fait avancer deux bataillons de zouaves et un bataillon du 20e de ligne. Nos fantassins se jouent de tous les obstacles du terrain; ils disparaissent dans un ravin profond et reparaissent sur une pente rapide qu'ils gravissent au milieu des balles et des pierres. Bientôt une épaisse fumée, suivie d'une lueur ardente, annonce le châtiment de nos ennemis. Pendant quelques heures, la fusillade continue. On entend le duo du fusil français et du fusil kabyle. L'un rend un bruit sec et vif, l'autre un son lourd et prolongé. Peu à peu le fusil kabyle parle moins souvent. Enfin le combat cesse tout à fait; le clairon sonne le ralliement des tirailleurs. Tandis que la colonne se reforme pour rentrer au camp, je promène mes regards sur le paysage où le hasard des guerres m'a conduit. C'est un lieu charmant, qui se laisse gracieusement envahir par la paix voluptueuse du soir. Un chêne est auprès de moi, qui étend sur un gazon dont mon cheval me semble tendrement épris, une ombre protectrice du repos et amie de la rêverie. Un caprice de ma pensée me rappelle une célèbre élégie de M. de Lamartine en sa jeunesse, et j'adresse mentalement sur un champ de bataille à l'auteur du *Soir* ces vers que d'un autre endroit Alfred de Musset adressait à l'auteur du *Lac :*

> C'est là, le croirais-tu? chaste et noble poète,
> Que de tes chants divins je me suis souvenu.

Je crois qu'on peut toujours s'abandonner consciencieusement, en tout temps, en tout lieu, aux jouissances que veulent bien nous donner soit les génies impérieux de l'inspiration, soit les douces fées de la mémoire. L'action ne s'indigne pas de ces plaisirs qui ne la rendent ni moins obéie, ni moins aimée de ceux dont elle dirige la vie : si j'avais eu des doutes à ce sujet, notre armée me les aurait enlevés.

Dans l'état-major qui entourait le gouverneur, à cette journée du 19 mai, était le colonel de La Tour du Pin, venu tout exprès en Afrique, où le ramène régulièrement la saison des coups de fusil, pour occuper un esprit qu'envierait le plus goûté des écrivains et complaire à un cœur qui se fait aimer du plus obscur de nos soldats. M. le marquis de La Tour du Pin dira un jour, je l'espère, et dira mieux

que moi quelle union la vie pratique et une autre vie peuvent contracter dans une existence militaire; mais je reviens à mon récit.

Voici donc la colonne qui se dispose à regagner le camp. Cette fois tous nos cacollets ne sont plus vides. Quelques mulets portent des fardeaux sanglans. Un de nos blessés a voulu rester à cheval : c'est Wagner, un maréchal des logis de spahis, dont l'épaule vient d'être brisée par une balle. Il a le regard rempli de douceur et de calme. Dieu nous permet quelquefois d'acheter avec un peu de sang des instans d'une paix inconnue à ceux dont les veines ne se sont jamais ouvertes. Depuis que la croix s'est levée sur le monde, tout être qui souffre, s'il supporte avec résignation sa douleur, sent qu'il marche dans une voie bénie. Il éprouve dans toute son âme un apaisement subit, un bien-être secret et profond. Je crois qu'il reçoit la visite de celui qui n'a oublié aucune des angoisses de la chair.

Notre retour nous fait traverser des sentiers que nous n'avions point parcourus ou que je n'avais pas remarqués. Un chemin où nos chevaux bondissent serpente entre des haies fleuries et de rians arbustes, comme une allée de parc anglais. C'est un de ces chemins que les Kabyles pratiquent dans leurs villages. Sur le seuil des *gourbis* à demi cachés par la verdure, quelques femmes nous regardent passer. La musique des *goums* fait retentir dans l'air du soir ses notes les plus vibrantes. Bientôt nos fanfares éclatent aussi; nous rentrons au camp. Les soldats qui n'ont point pris part à la sortie sont rangés sur les pas du gouverneur; ils saluent leurs camarades d'un cordial sourire; demain ils auront leur tour. On descend de cheval, on dîne, puis chacun va chercher sous sa tente un repos qui ne lui manquera pas. Si j'avais la folie de croire au bonheur, comme dit René, je le chercherais dans une vie où se succéderaient des journées semblables à celle-là.

IV.

Le 20 mai, nous restons chez les Djermouna; ainsi s'appelaient les gens que nous avions châtiés la veille. Le général Bosquet dirige une sortie sur les villages que les approches de la nuit n'ont pas permis aux *goums* de visiter. Le 21, nous poursuivons notre route. Nous n'avions pas foulé encore un sol aussi accidenté. C'était une succession perpétuelle de ravins et de montagnes. A chaque instant, des arbres déracinés, des eaux torrentueuses, des blocs de granit, arrêtaient la marche de la colonne. Il fallait avoir recours au génie; sur-le-champ les sapeurs se mettaient à l'œuvre, et les obstacles disparaissaient sous leurs vigoureux efforts. On jetait aux torrens des pelletées de terre et des branches d'arbres; on brisait les angles des rochers.

Chacun de nos pas était une conquête; mais rien de plus charmant que la nature qui nous obligeait à ces luttes. Je vois encore certains sites d'une fraîcheur que ne surpasse point à coup sûr le pays même où Obermann promena ses rêveries.

Ainsi, à notre gauche, au pied d'une montagne, un petit village était blotti entre des ruisseaux et des arbres, qui appelait à lui, du fond de notre âme, ces essaims de pensées que la verdure attire comme des bandes d'oiseaux. Les habitans de cette retraite avaient prudemment suspendu à leurs maisons des drapeaux et des branches garnies de feuillage, pour témoigner de leurs sentimens pacifiques. Le gouverneur craignit que ces signes ne fussent un langage méconnu des zouaves; il mit ces aimables lieux sous la protection de son porte-fanon. Je me suis arrêté là un instant, pendant que la sape et la pioche étaient aux prises avec les difficultés de la route. La demeure devant laquelle était planté le fanon du gouverneur ressemblait plutôt à une maison mauresque qu'à un *gourbi*. C'était une habitation blanche, recouverte en tuiles luisantes et soigneusement façonnées. Un mur qui offrait quelques vestiges de dessins coloriés semblait recevoir avec plaisir l'amoureuse caresse d'un rayon de soleil. Toute une famille était devant la porte. Un grand garçon de dix-huit ans cherchait à se faire comprendre de nos soldats auxquels il offrait du lait; un vieillard attachait sur nous un regard qui n'était ni étonné, ni triste, mais résigné et bienveillant; une femme tenait un enfant sur son sein. Ce coin du monde renfermait tout ce qui redouble l'indignation de certaines âmes contre la guerre et ce qu'on nomme ses fléaux : pour moi, j'y voyais un tableau qui ne me troublait point dans l'ordre habituel de mes sentimens et de mes idées. Ces objets gracieux, ces êtres tranquilles ne me rendaient que plus chère la région ardente où j'allais vivre dans quelques instans. Le Tasse a saisi une des lois les plus impérieuses de l'art en jetant au milieu de ses récits guerriers son épisode des pasteurs. Je sais toujours gré à la vie de ressembler aux œuvres des grands poètes.

C'est au milieu de ces pensées que vinrent me surprendre quelques coups de fusil tirés à l'avant-garde. Un combat commençait. L'ennemi nous avait attendus à un col que l'on appelle Tisi-Sekkat. Un passage étroit conduit à un plateau entouré de cimes escarpées où le gouverneur avait résolu d'établir son camp. Les Kabyles étaient décidés à défendre ce passage; ils s'étaient postés sur les hauteurs qui dominaient l'entrée et déterminaient l'enceinte de notre futur bivouac. La place qu'on m'avait assignée ce jour-là dans la marche m'éloignait du lieu où s'engageait l'action; toutefois, malgré les difficultés du terrain et la longueur de la colonne, je pus, en éperonnant mon cheval, gagner rapidement l'endroit où retentissait la

fusillade, et j'arrivai à temps pour jouir d'un admirable spectacle. Nos ennemis abandonnaient les montagnes qu'escaladait notre infanterie. Un bataillon du 2me zouaves, commandé par le colonel Vinoy, avait enlevé la plus haute des cimes qui entouraient notre camp. Le colonel La Tour du Pin avait suivi ces intrépides fantassins dans cette ascension guerrière. La résistance vaincue sur les montagnes se réfugiait dans les ravins. A l'entrée du camp s'ouvrait une vallée profonde où retentissaient des coups de feu que multipliaient à l'infini des échos d'une prodigieuse sonorité. Une fumée épaisse flottait dans cette vallée, laissant voir nos soldats aux prises avec des tirailleurs abrités par des arbres et des pierres. Cette sorte de gouffre, rempli de fracas et d'obscurité, où se passaient les péripéties d'un combat, offrait un aspect d'un farouche attrait. Tout à coup j'aperçus le gouverneur, qui, accompagné d'un seul officier, mon ami Fernand de Lagny, entrait dans cette gorge bruyante. Un temps de galop me porte auprès de lui, et me voici engagé sur ses traces dans des chemins où ma pensée avait devancé mes pas.

J'ai vu dans nos guerres civiles de longues rues au pavé désert qu'éclairait un soleil sinistre. Le souvenir de ces voies parisiennes m'est revenu au moment où je pénétrais dans le ravin kabyle, et j'ai remercié Dieu d'avoir conduit ma vie dans des routes si dissemblables, où cependant j'ai senti passer les mêmes souffles. A l'entrée de la vallée était couché un spahi qui venait d'être traversé par une balle. Son corps avait, sous les plis du bernous rouge, une de ces attitudes dont Géricault a dérobé à la mort elle-même la formidable grandeur. Près de ce spectacle, qui avait quelque chose d'héroïque, une image d'une nature plus simplement, plus doucement triste s'offrit à nos yeux. On asseyait sur un cacollet un chasseur à pied qui venait d'être frappé mortellement par une balle. Ce blessé était un de ces jeunes soldats qui paient avec probité leur dette à la patrie, qui *vont au feu comme les camarades*, suivant une touchante expression des camps. Il mourait honnêtement sans faire entendre une plainte; il avait enfoncé son képi sur ses yeux pour empêcher peut-être qu'on ne lût dans son regard une trop vive expression de souffrance. Le sang coulait sur son pantalon de couleur sombre, inondait ses guêtres, marquait au flanc le mulet qui le portait, et tombait enfin sur l'herbe que foulait le pas de nos chevaux. D'autres blessés étaient auprès de nous; mais, je ne sais pourquoi, celui-là attira particulièrement ma vue. Il y avait quelque chose d'une singulière mélancolie dans ce sang qui venait se perdre au sein du gazon, en laissant une trace le long de ces pauvres habits. Le gouverneur dit quelques mots à ce brave homme, et cette figure, qui semblait ne devoir plus exprimer

que les douleurs suprêmes de l'agonie, essaya encore de trouver une expression de reconnaissance.

Cependant la fusillade continuait, et notre course continuait aussi. La vallée nous découvrait à chaque instant de nouveaux trésors pour l'imagination et pour le regard. C'était une scène à mille jeux dramatiques et à mille effets pittoresques. Ainsi, au détour d'un âpre sentier, un torrent jaillissait d'une roche sombre et droite, pareille à ces fantômes alpestres qu'interrogeait l'âme désespérée de Manfred. Une onde sauvage, que semblaient faire bouillonner les génies de la violence et de l'inquiétude, venait couler à nos pieds et se mêler à l'écume qui baignait le poitrail de nos chevaux. Le gouverneur avançait toujours, suivi par des zouaves et par des voltigeurs du 68e qui avaient pris le pas de course. Il s'arrêta sur un petit plateau qui dominait une vallée nouvelle, mais une vallée verdoyante et fleurie, où étaient répandus des villages kabyles. Là, je compris ce qui se passait : une compagnie, entraînée par cet irrésistible élan que le péril inspire à nos troupes, s'était jetée sous cette feuillée tout imprégnée de poudre et retentissante de coups de fusil. Il s'agissait de rallier nos hommes pour empêcher un de ces désastres isolés qui attristent trop souvent nos victoires africaines. Le gouverneur n'avait voulu confier ce soin à personne. Il venait remplir lui-même les fonctions d'un capitaine, mettant en pratique cette belle maxime du maréchal Marmont, que, dans toute campagne, un général doit donner une heure de sa vie au péril du simple soldat. Un de ses officiers, le capitaine Galinier, qui l'avait aperçu du haut d'un rocher, le rejoignit là tout haletant d'une longue course pédestre. Au camp, on ne savait même point que le général en chef était dans le coin d'une vallée, s'acquittant sans appareil, sans faste, pour obéir à une loi de sa conscience militaire, d'un devoir obscur et sacré.

Le gouverneur appela un clairon : il n'y avait pas de clairon auprès de lui; il fit signe alors à un tambour appartenant à une des compagnies du 68e, que dirigeait le commandant Archinard, de se mettre auprès de son cheval. Là, le tambour battit le ralliement des tirailleurs. Bientôt un son partit de la vallée en réponse à cette batterie. Le clairon de la compagnie qui s'était aventurée nous avait entendus. Au bout de quelques instans, les nôtres reviennent le visage animé, les fusils fumans, les cartouchières épuisées. Un soldat raconta au gouverneur qu'il avait failli tomber dans un groupe de Kabyles; une excavation du sol lui avait servi d'abri; il avait entendu les ennemis parler et charger leurs armes au-dessus de sa tête. Un sergent-major, qui avait une belle et martiale figure, offrit au général Randon un *flitta*, c'est-à-dire un long coutelas qu'il venait de

prendre à l'instant. « Je viens, dit-il, de l'arracher à un sauvage qui avait la vie dure; il a fallu deux coups de fusil pour tuer ce gredin-là. »

Quelques heures après cet épisode, le gouverneur était au camp, et nous déjeunions sous la tente. Après le repas, j'allai parcourir du regard les lieux que j'avais entrevus à travers les bruits et la fumée du combat. Un soleil de midi éclairait de son implacable lumière toutes les anfractuosités des montagnes, toutes les profondeurs des vallées, tous les replis du sol, que le mystère et le danger animaient le matin. Le paysage muet semblait avoir subi une funeste métamorphose. Je me rappelai ces salles de fête que leurs hôtes viennent de quitter : l'orchestre a disparu, les danseuses se sont envolées, la solitude a envahi l'espace où couraient les sons des instrumens, le babil des lèvres souriantes, les rêveries légères et les tendres pensées; les lustres seuls sont restés et versent une lumière devenue lugubre sur les banquettes inoccupées que recouvraient les robes de gaze. Toutefois ce site, dépouillé du charme que son premier aspect m'avait offert, me plaisait encore : j'y retrouvais plus d'un souvenir qui, malgré son aride éclat, ne l'avait pas abandonné. Je sentais d'ailleurs que Tisi-Sekkat est un de ces lieux à la physionomie changeante comme celle des êtres humains, qu'il ne faut point juger en une heure.

A cette mobilité de tous les sites africains, où les jeux du soleil multiplient les phases les plus diverses, cette région de montagnes joint une mobilité particulière. Pendant les huit jours que j'y ai passés, j'y ai vu se succéder constamment une clarté offensante qui effarouchait les fantômes du cœur, et une lumière voilée qui ramenait la bande des rêves. Quelquefois les nuages s'amoncelaient sur ce plateau et semblaient en déborder comme d'une coupe. Jamais contrée n'a été hantée par de plus romantiques orages; le tonnerre, répété par d'innombrables échos, portait aux oreilles un bruit prolongé et mystérieux comme celui de quelque chute surhumaine d'un dieu précipité du ciel et roulant d'abîme en abîme jusqu'au fond de la terre. Les éclairs, en déchirant les nuées, découvraient d'incroyables spectacles. Ce chaos de montagnes, un moment caché à notre vue, se remontrait au milieu de la pompe des tempêtes, dans une éclatante horreur, et la nuit, quand par un ciel transparent la lune se levait sur cet amas de cimes désordonnées qui semblaient s'élancer vers elle, de quelle vie étrange et inconnue on sentait toute cette nature remplie! C'est sous de pareils cieux qu'on ne peut pas s'écrier : « Le monde est vide! » J'ai vu une fois à minuit entre des rochers, près d'une fontaine, mon cheval, qui avait senti la présence d'un lion, s'arrêter et me dire par tout le tremblement de son corps : « Il est là. » Ainsi fait notre âme à certaines heures, devant certains

aspects; elle aussi suspend tout mouvement, et s'arrête haletante, éperdue. Ne lui dites point : « Il n'est pas là; » elle vous répondra en aspirant le redoutable souffle de l'existence qu'elle vient de sentir.

Quoique à Tisi-Sekkat je me sois complu dans bien des rêveries, je n'ai pas assurément consacré tout le temps que j'ai passé en ce lieu à la vie contemplative. Ainsi le 22 mai fut encore une journée de poudre. Le gouverneur me permit d'accompagner le général Bosquet, qui allait achever la soumission d'une grande tribu, les Beni-Tisi, et me voilà pénétrant de nouveau dans la gorge où le jour de notre arrivée s'étaient lancés nos tirailleurs. Il s'agissait cette fois d'opérer méthodiquement dans le pays que nos soldats avaient envahi du premier coup. Le général Bosquet avait divisé ses troupes en deux colonnes, qui devaient, après avoir longé deux lignes parallèles de crêtes, se rejoindre à l'extrémité de la vallée, où les Beni-Tisi avaient la plus grande partie de leurs oliviers et de leurs maisons. A l'heure dite et au point désigné, les deux colonnes firent leur jonction. Cette journée m'a montré à quel degré de perfection des officiers intelligens peuvent amener une guerre qu'ils pratiquent depuis longtemps. Nos ennemis, toujours dominés, essayèrent en vain de se défendre. Nos balles les atteignaient de tous les côtés; s'ils essayaient de se porter en avant, leurs *gourbis* brûlaient derrière eux. Les accidens de leur terrain, éclairés par nos tirailleurs, ne leur offraient que des asiles funestes. Soixante Kabyles, embusqués dans un ravin, furent tués par les zouaves du colonel Vinoy. Les troupes étaient sorties du camp à midi; à cinq heures, le mouvement de retraite commença. Les sentiers que nous avions parcourus dans la matinée offraient le soir des traces irrécusables de notre passage. Aussi le lendemain les soumissions arrivaient au camp, empressées et nombreuses. Les peuples primitifs disent à ceux qui veulent les soumettre : « Montrez-nous qui vous êtes. » Ils se prosternent avec une sorte de sentiment religieux devant la force qui s'est manifestée à eux par des signes certains. Je crois qu'en cela du reste ils ressemblent à la race humaine tout entière. Un Dieu seul peut fonder sa domination en refusant à ceux qui veulent le tenter toute marque visible de sa grandeur. Cette hauteur divine n'est point permise à la puissance terrestre.

Le 30 au matin, j'eus un des plaisirs les plus rares de ce monde, c'est-à-dire un réveil plein de charme. Nous étions arrivés la veille dans un lieu où l'on devait faire séjour. Aussi j'avais laissé passer au-dessus de mon sommeil les allègres accens de la diane. Vers sept heures, mon spahi soulève un des pans de ma tente, et je vois, en ouvrant mes yeux au jour, un paysage paré d'un attrait de soudaineté, d'un éclat imprévu, comme la décoration que découvre brus-

quement le rideau d'un théâtre. Semblable au dormeur éveillé, je me trouve, sans quitter mon lit, sur une scène pleine de mouvement et de lumière : autour de moi, toute la vie du camp, — les cavaliers qui conversent avec leurs chevaux en les étrillant, les fantassins qui s'en vont, le bâton à la main, fureter partout où l'on peut s'avancer sous la protection des grand'gardes, les officiers qui fument sur le seuil de leur logis, enfin l'activité et les loisirs d'une armée en campagne; à l'horizon, des montagnes qui portent encore les couleurs galantes de l'aurore, qui sont nuancées de rose, de lilas et de vert tendre. Je me rappelle, je ne sais trop pourquoi, Xavier de Maistre, car mon voyage ne ressemble guère au *Voyage autour de ma chambre;* mais j'éprouve une sorte de rêverie béate, et, avec une compassion mêlée d'une joie un peu égoïste, je plains tous ceux qui n'ont pas approché leurs lèvres de la coupe où je bois à longs traits.

Le pays où je suis, qui se nomme, je crois, Bou-Leaf, est rempli de discrets agrémens. Il n'a pas la sombre majesté de Tisi-Sekkat. Ce n'est pas une salle mystérieuse pour le sabbat des vents, de la foudre et des nuages; c'est une contrée humaine. On y voit çà et là quelques arbres d'une taille gracieuse et d'un feuillage arrondi qui lui donnent une fraîcheur normande, et, tout en retrouvant une lointaine image de la patrie, on peut se dire avec une volupté secrète qu'on est perdu au sein d'une solitude profonde. On sait que l'on n'entendra point parler de tout ce qui donne au cœur des émotions presque douloureuses, et à l'esprit d'indicibles irritations. Dans la vie des courses au grand air, à travers les régions inconnues, l'intelligence se reprend aux choses simples. On s'entretient de la chasse, des chevaux, du temps que l'on désire ou que l'on redoute : quand par hasard la pensée veut s'élever de terre, elle gagne tout naturellement des régions hautes et sereines, où elle plane sans effort et d'où elle retombe sans douleur.

J'ai fait, aux environs de Bou-Leaf, une promenade dont je veux dire quelques mots. Il s'agissait d'aller reconnaître la route que nous devions parcourir le lendemain. Vers trois heures, nous montons à cheval et nous nous engageons dans une vallée d'un aspect plus sauvage que notre bivouac, mais où est répandu partout cependant un air de tristesse et de douceur. Une senteur enivrante nous arrive : c'est le parfum d'un bois d'orangers que l'on ne voit pas, et dont pourtant on ne peut nier la présence. Il semble que la nature, dont nous trahissons les secrets, dont nous violons l'asile, s'enfuit en nous jetant son bouquet. Un de mes compagnons me montre des rochers où Gelimer, dit-il, a cherché un refuge, après avoir été battu par les Romains. « C'est du reste, ajoute-t-il, un fait que tous les savans n'admettent pas. » Je sais à peine ce qu'était Gelimer; je

sais seulement que le pays qui est sous mes yeux serait une merveilleuse retraite pour une irréparable infortune, et qu'il s'accommode on ne peut mieux d'un mélancolique souvenir. Si on ne m'avait point parlé de Gelimer, j'aurais songé au roi Lear. C'est bien en de semblables lieux qu'ont dû être versées ces larmes dont Shakspeare a fait des joyaux immortels. On dirait que là un cœur s'est brisé comme un vase d'encens, laissant à tout un paysage le parfum d'une impérissable douleur.

Le 31 mai, nous quittons Bou-Leaf. A l'entrée de la route que nous devions suivre s'élevait une montagne qu'il était impossible de tourner. Depuis vingt-quatre heures, le génie pratiquait un chemin qu'aucun effort humain ne pouvait empêcher d'être âpre, étroit et suspendu sur des abîmes. C'est ce sentier que prend notre armée. Le général Bosquet s'était établi au passage le plus difficile. Debout sur un quartier de rocher, il dirigeait le convoi, dont le défilé dura presque autant que le jour. « Va, Marie, s'écriait le soir un homme du train en s'adressant à sa mule, tu peux dire qu'il y a eu un bon Dieu pour toi aujourd'hui. » Il y a deux noms que portent invariablement toutes les mules, ce sont les noms de Marie et de Jeanne. Les soldats semblent prendre plaisir à prononcer ces mots qui leur rappellent sans doute la terre natale et les tendresses du village. Le fait est que la Marie dont il était question avait couru de grands dangers : elle avait roulé quelques instans sur le flanc de la montagne; je ne sais quel accident de terrain l'avait retenue et lui avait permis de se relever. Elle avait repris sa marche adroite et patiente avec ce doux regard que j'ai rencontré chez toutes les mules africaines. Je ne vois point pourquoi la Providence ne se serait pas intéressée à cette humble et utile créature. Oui, Marie, je crois qu'il y a un bon Dieu pour toi : si tu te mettais à parler comme l'ânesse de la Bible, tu pourrais le dire suivant l'expression de ton guide, de ton guide qui te doit une profonde reconnaissance; car tu as mieux fait que de porter son bidon et sa gamelle, tu lui as inspiré une parole touchante et une bonne pensée.

Après cette difficile ascension, nous descendons une rampe boisée, qui côtoie des précipices verdoyans d'où s'échappe par instans un murmure de ruisseau. Tout à coup, à travers les arbres, nous sentons une brise singulière qui nous porte une fraîcheur dont nous sommes étonnés et ravis. J'entends à quelques pas de moi une voix qui crie : « C'est la mer! » et bientôt j'aperçois de grands espaces d'un bleu changeant. La Méditerranée est devant nous. Je ne sais pas si la France elle-même, s'offrant à moi tout à coup, m'aurait plus charmé que cette apparition. La mer est, comme le ciel, une patrie universelle où toutes les âmes aspirent des souffles qu'elles connais-

sent, où toutes les rêveries retrouvent des chemins qu'elles ont parcourus. Puis, au sortir des montagnes kabyles, cette région aimée des poètes semble nous rendre la grâce attique; elle nous rappelle mille tendres souvenirs, elle nous dit mille noms chéris. Notre bivouac est près de la plage; il s'appelle *Sidi-Rhean,* ce qui veut dire, je crois, « le seigneur des myrtes. » Ainsi s'appelait un marabout qui a son tombeau entre les montagnes et les vagues. Ce lieu est peuplé de myrtes en effet, qui se mêlent à des lauriers-roses, à des orangers et à des grenadiers. Des eaux vives sillonnent cette terre ombragée. Quoique la nuit soit encore loin de nous, le ciel est voilé. Le paysage me semble gagner à la lumière attendrie où se noient tous ses contours; il a quelque chose en même temps de païen et de mystique. Presque toujours les lieux évoquent pour moi un souvenir humain. C'est à Fénelon que me fait songer cette belle et rêveuse campagne. — Ainsi se confondent les grâces de deux mondes dans les pages où ce divin esprit a laissé sa plus vive empreinte. Je croyais avoir trouvé à Sidi-Rhean le pays que tous les voyageurs attendent, et attendent en vain bien souvent, pour dire : « Voilà ce que je cherchais! » Mais je devais voir l'Oued-Agrioun.

L'Oued-Agrioun est une sorte de fleuve qui se jette dans la Méditerranée. C'est sur ses rives que nous allons camper au sortir de Sidi-Rhean. On peut dire que notre nouveau bivouac nous offre tout ce que peuvent souhaiter les yeux. D'un côté la mer nous apparaît entre deux collines, de l'autre s'étend devant nous une vallée qui est une véritable Tempé. C'est bien un de ces paysages qu'évoquait Poussin dans les grandioses rêveries de son pinceau. A travers des prairies d'un vert sombre coule une onde que bordent des touffes de laurier-rose, et qu'ombragent çà et là quelques bouquets d'arbres à l'opaque feuillée. Le sol présente partout des effets semblables à ceux que l'art produit à grand' peine dans nos parcs. Des rochers couverts d'une végétation épaisse forment des grottes où l'imagination place des scènes tendres et merveilleuses. Des orangers, des citronniers et des myrtes composent des bosquets où l'Albane pourrait loger tous ses Amours. De distance en distance, des chênes déploient la pompe de leur grande taille et de leur opulente chevelure. Parfois quelques trembles, qui ressemblent à d'ascétiques rêveurs égarés dans des régions voluptueuses, élèvent au-dessus des plantes odorantes leur front pâle et élancé. Le regard va se perdre à l'horizon sur une chaîne de hauteurs boisées qui ont une douceur de colline et une majesté de montagne. Je ne sais pas comment est la véritable Grèce; mais ce pays-là est à coup sûr la Grèce de nos esprits, la Grèce des poètes. De pareils lieux inspirent, suivant moi, comme toutes les apparitions dans

notre vie de la félicité humaine, une sorte de tristesse qui est bien loin d'être amère toutefois. S'ils ne ressemblent pas à la couche des déesses antiques, s'ils ne rendent pas immortel celui qui les a aimés, — qu'ils ont aimé, on pourrait presque le dire, tant ils exhalent de vivante tendresse, — ils lui permettent du moins de laisser à sa tombe cette épitaphe où les regrets terrestres ont trouvé la plus touchante de leurs expressions : « Et moi aussi, j'ai vécu en Arcadie. »

C'est au camp de l'Oued-Agrioun que nous rejoignirent deux visiteurs qui furent les bienvenus : le prieur de la Trappe, le révérend père Régis, et le peintre ordinaire de l'armée française, Horace Vernet. Le moine et l'artiste arrivaient de compagnie, couchant sous la même tente, ayant une mule et un cheval à eux deux. Je vis avec plaisir ces hôtes nouveaux de notre bivouac. Le père Régis me rappelait ce couvent de Staouéli que j'ai voulu visiter aux premiers jours de mon arrivée en Afrique, ce mystérieux réservoir de pieuses tristesses dont je désirais sonder les profondeurs. Horace Vernet évoquait pour moi un ordre de souvenirs bien différens, mais qui me remuaient aussi : je songeais, en le voyant, qu'à cette heure même où nous cheminions dans la Kabylie, Paris goûtait ses jouissances intellectuelles de tous les ans, regardait, jugeait, louait, blâmait et oubliait les pensées humaines, devenues dessin et couleur, que lui offraient des artistes tremblans. Puis, qu'il vienne de Paris ou de Pékin, Horace Vernet est un hôte que je serai toujours heureux d'accueillir, surtout sous la tente où depuis longtemps sa place est marquée. Lui aussi, il a fait de la peinture sacrée, car le souffle du drapeau a passé devant sa face. S'il n'a pas été soulevé du sol par la prière, il a été enlevé de terre plus d'une fois par la trompette et par le tambour. Il a peint des batteries prises, des villes forcées, des tirailleurs sabrés. Il a saisi la furie française et l'a jetée sur la toile. Ses tableaux attestent que de notre temps il existe, tout comme avant nous, une espèce de soldats leste, hardie, résolue, qui accomplit en se jouant les plus austères devoirs du patriotisme et de l'honneur.

Vernet arriva au moment même où s'opérait un mouvement qui fut pour chacun de nous une vraie fête : la jonction des deux corps d'armée qui s'étaient séparés aux débuts de l'expédition. Un soir, nous apprenons que le général Mac-Mahon est campé à quelques lieues de nous. Le gouverneur fait tirer un coup de canon, et nous entendons, à travers les montagnes, un canon ami qui nous répond. Le lendemain, c'était le 4 juin, le camp de Sétif était reformé sur l'Oued-Agrioun. Les troupes du général Mac-Mahon avaient, comme les nôtres, triomphé de tous les obstacles qu'elles avaient rencontrés; elles avaient eu de vifs engagemens et de pénibles marches. Officiers

et soldats disaient qu'ils n'avaient jamais parcouru sentiers plus âpres, plus étroits, plus brisés par toutes les natures d'accidens. On peut s'imaginer l'effet que produisaient l'Oued-Agrioun et ses rives parfumées sur des gens qui sortaient de ce labyrinthe insensé de montagnes. Pendant quelques heures, ce ne fut au camp que réjouissances. Chaque soldat de notre colonne cherchait dans la colonne qui arrivait un hôte qu'il festoyait de son mieux. Un ravitaillement récent avait permis aux cantines de se garnir. Aussi aurait-on pu craindre un moment que Bacchus ne se déchaînât dans ce beau paysage arcadien; mais nous étions heureusement dans une nature en état de siége. La discipline, qui ne perd jamais ses droits là où nos soldats sont rassemblés, fit régner l'ordre sous l'ombrage des myrtes et des lauriers-roses. Le soir, après la retraite, aucun écho ne répétait les accens d'une voix avinée.

Le 5 juin, le gouverneur voulut que ce camp, où se trouvait réunie l'armée expéditionnaire, fût le théâtre d'une solennité qui devait terminer une partie de la campagne. Il fit venir devant sa tente les chefs de toutes les tribus des Babors; là, après leur avoir adressé des paroles dignes, énergiques et simples, il leur donna le bernous d'investiture. Cette cérémonie eut un caractère d'une incontestable grandeur. Je ne suis certes pas porté à m'exagérer l'éclat des fêtes, je crois que les hommes, lorsqu'ils veulent, par des cérémonies extérieures, glorifier eux-mêmes leurs œuvres, les fins humaines de leur vie, se trouvent réduits d'ordinaire à une visible impuissance, qui est le châtiment de leur orgueil; mais cette fois maintes circonstances se réunissaient pour empêcher cet effet habituel de se produire. Un pays d'un aspect nouveau et d'une beauté incomparable, un ciel lumineux et doux, des hommes aux poses et aux costumes exempts de toute apparence vulgaire, voilà ce qu'offrait le camp de l'Oued-Agrioun. Les chefs kabyles formaient un grand cercle autour du gouverneur, entre deux haies de soldats sous les armes. Chacun d'eux était appelé tour à tour et recevait le bernous, double signe de son autorité et de sa soumission. Il jurait fidélité à la France, puis retournait à sa place, paré de son manteau écarlate, avec cette dignité des sauvages que rien n'embarrasse, rien n'étonne, qui prennent tous les accidens de leur existence comme nous prenons les caprices du sommeil. Ces gens-là, je le veux bien, sont inférieurs aux habitans des villes; mais on ne peut nier qu'ils ne participent à cette splendeur mystérieuse que Dieu donne aux arbres, aux plantes, à tout ce qui vit sous le regard du ciel.

Le 5 juin était un dimanche. Quand l'investiture fut terminée, le gouverneur, après avoir congédié les Arabes, se dirigea vers un en-

droit du camp où l'on avait élevé un autel. On célébra le sacrifice de la messe. Le père Régis officiait. Il avait placé derrière le tabernacle une croix dont toutes les imaginations furent frappées. C'étaient deux branches d'arbre à peine dépouillées de leurs feuilles, et noueuses, tordues, sauvages. Cette croix rappelait la Trappe, ses agrestes solitudes et son âpre piété. Il y avait, dans ce bois étrangement contourné qui se détachait sur un ciel d'un bleu ardent, une sorte de violence mystique comme celle d'une âme qui se tord dans le brasier de la prière. Je ne suis pas très partisan des messes en plein air, d'abord parce que cela me fait involontairement penser à de fades descriptions dont mon enfance a été ennuyée, puis parce que j'ai en horreur cette opinion philosophique, que la nature est le seul temple qui convienne à l'Être suprême. Jamais la religion ne murmure à mes oreilles de plus frémissantes paroles que sous la voûte des églises; le souffle divin, quand il s'enferme dans une habitation terrestre, y produit une atmosphère où les âmes se sentent soulevées. Toutefois j'assistai avec joie à la messe du père Régis; j'étais heureux que la prière eût sa place dans une journée qui, sans elle, n'aurait était consacrée qu'à la gloire humaine; car « la gloire humaine, dit un saint livre, est toujours accompagnée de tristesse. »

Au sortir de l'Oued-Agrioun, nous allâmes passer huit jours dans un lieu qu'on appelle Ziama. C'est une région montagneuse qui s'étend au bord de la mer. Dans la partie la plus voisine de la grève, on retrouve les ruines fort apparentes d'une ville romaine. Si l'un des groupes de maisons que nous répandons à travers l'Afrique venait à être détruit maintenant par quelque action violente soit de la nature, soit des hommes, il n'en resterait dans bien peu d'années que d'informes décombres, des tuiles, du bois, des plâtres; le souffle d'un seul siècle suffirait pour balayer cette poussière. Les Romains semblaient songer à autre chose qu'à se construire des abris. Comme toutes les nations antiques, ils voulaient laisser après eux sur cette terre, l'unique domaine de leur vie, des fantômes de pierre et de marbre. La cité dont j'ai visité les débris était assurément une ville bien obscure, où ne vivaient que des Romains ignorés de Rome; eh bien! son existence est attestée par des portiques qui ont de la grâce et de la majesté. La nature en a pour longtemps encore avant de dévorer ces ruines avec lesquelles aujourd'hui elle semble prendre plaisir à se jouer. Des liserons s'enroulent autour de sombres arcades, et de pâles bluets se serrent contre des colonnes brisées. Je me suis arrêté près d'un sépulcre rempli d'une eau où des oiseaux se désaltéraient. J'ai retrouvé sur cette tombe des sculptures qui continuent, malgré les altérations qu'elles ont subies, à rendre la pensée qu'on

leur a confiée autrefois : elles représentent un lit nuptial que la mort a rendu solitaire. D'un côté de cette couche est un groupe de pleureuses, de l'autre une figure qui doit être celle d'un funèbre génie tenant un flambeau renversé. Pendant une bien longue suite d'années, ce langage séculaire d'une joie et d'une douleur d'un jour n'a été recueilli par personne. Je crois que les Kabyles ont peu de souci des ruines; toutefois ils ne les persécutent point : comme les liserons, ils se suspendent à leurs faîtes. J'ai vu accroupis sur une sorte d'aqueduc des pâtres long-vêtus qui tantôt abaissaient leurs yeux vers leurs troupeaux, tantôt dirigeaient devant eux à travers l'espace leur regard aux muettes et insondables profondeurs.

Le ciel, qui, au camp de l'Oued-Agrioun, avait un moment revêtu sa plus éclatante parure, se couvrit à Ziama d'une effroyable obscurité, et une de ces pluies africaines dont j'ai parlé déjà nous emprisonna dans nos tentes. Je me rappelle sans déplaisir ces instans de captivité. Tandis que les eaux du ciel martelaient la toile qui me servait d'abri, je m'abandonnais à ces complets loisirs, malheureusement trop rares dans notre vie, où se trouvent réunis tous les repos. Je vis presque avec chagrin la renaissance du beau temps; je me trouvais bien dans ma tombe; j'aurais dit volontiers avec un personnage de Shakspeare : « Par pitié, ne m'étendez pas de nouveau sur la roue de la vie. »

Pourtant notre départ de Ziama fut marqué, pour moi, par un spectacle d'une vive et originale beauté : ce fut un lever du soleil au bord de la mer, dans les plus étranges conditions. Tandis que la nature de droite était toute chrétienne, celle de gauche était toute païenne. A droite, ce sont des montagnes ascétiques, des profils de granit effilés, des élévations solitaires qui semblent attendre des demeures d'anachorète. Au-dessus d'une de ces hauteurs s'élevait en ligne directe, d'une correction inflexible, une étoile isolée qui rappelait l'hostie soulevée par un miracle au-dessus du calice. A gauche, c'est la Méditerranée qui regarde l'aurore de l'ancien monde, prête à jeter son sourire aux humains. On sent que l'aimable déesse est à demi sortie de la couche où dort son vieil époux. Comme des draperies qu'elle n'a pas fixées encore sur ses membres charmans, des voiles teints de roses, de safran et de pourpre flottent à l'horizon. Tout à fait au-dessus des flots, dans une région qu'envahit déjà la lumière, tremblent des étoiles prêtes à s'évanouir, qui ressemblent à des danseuses surprises dans une salle de fête par la clarté du jour. D'un côté je lis l'Évangile, et de l'autre je lis Homère.

Du reste, l'Afrique nous offre les beautés de toutes les contrées et de tous les livres. Ainsi le 11 juin nous traversons une forêt où au-

raient pu se perdre Chactas et Atala. J'aperçois ces lianes mystérieuses qui éveillent, en se pendant aux rameaux vigoureux des chênes dont elles semblent aspirer la vie, des idées d'impérieuses et sensuelles amours. Nous pénétrons dans un vrai chaos de verdure. Tout à coup le sol se rétrécit sous nos pieds; peu à peu il devient un sentier qui, d'un côté, est dominé par des rochers couverts d'une inextricable végétation, et qui, de l'autre, domine un ravin où les eaux d'un torrent coulent entre des troncs d'arbres et des bruyères.

C'est à travers ces aspects changeans que nous arrivons aux lieux où l'expédition doit finir, dans le pays des deux tribus qui ne sont point venues se soumettre encore, les Beni-Affeur et les Beni-Zdeur. Nous avions rêvé dans ces contrées des combats que nous ne trouvons point. La décision de notre marche, la promptitude de nos succès, ont jeté le découragement chez les Kabyles. Beni-Affeur et Beni-Zdeur accourent à notre camp; tous ont compris qu'il n'y avait pas à lutter contre des gens qui tombaient sur eux des sommets mêmes de leurs montagnes. On reçoit leurs moutons, leurs bœufs, leurs poules, et on leur accorde l'*aman;* mais on veut que leur pays conserve une trace ineffaçable de notre passage. Sur un ordre du gouverneur, nos bataillons quittent le fusil, prennent la pioche, et entreprennent avec un incroyable élan une œuvre immense qui est accomplie en quelques jours. A travers une véritable confusion de bois, de rochers et de montagnes, ils pratiquent une route où des voitures pourraient s'engager. Je n'oublierai jamais ce qu'ont été nos soldats dans cette tâche, qui exigeait d'eux la plus difficile espèce de dévouement. Je ne veux insulter à aucun temps, à aucune pensée, à aucun homme, car je désire qu'on respire dans ces pages une seule passion; mais je n'ai pu m'empêcher pourtant, à l'aspect de ces travailleurs, de songer aux travailleurs d'une si différente espèce que j'ai vus à une époque récente. Ce travail qui mérite vraiment d'être glorifié, ce travail que depuis bien longtemps la religion elle-même a élevé à la dignité de la prière, je l'avais enfin sous les yeux : il m'apparaissait avec ses purifiantes ardeurs, avec son courage sacré, avec sa patience bénie.

Le jour où la route qui relie maintenant Constantine à Djigelli fut praticable, le gouverneur voulut juger par lui-même de cette voie presque en même temps ébauchée et finie. Zouaves, chasseurs à pied, soldats de tous les régimens, se tenaient sur son passage, la pioche à la main, la tête découverte, offrant avec insouciance au soleil leurs fronts où ruisselait la sueur. Sur cette longue ligne où résonnait l'accent du clairon, on rencontrait un même entrain, une même gaieté, un même sourire. Pas un visage où ne fût empreinte

une joyeuse résignation. Il y avait dans cette singulière revue d'une armée victorieuse du sol, tenant à ses pieds, sous les instrumens de son travail, son ennemi dompté et transfiguré, un entraînement qu'il était impossible de ne pas subir. A l'entrée d'un pont élégant et hardi qui faisait passer la route au-dessus d'un torrent, le gouverteur tendit tout à coup la main aux deux officiers du génie qui avaient eu dans ces travaux la plus grande part. Toute une chaîne humaine sentit l'émotion électrique de ce mouvement.

Quelques jours après cet épisode, nous nous embarquions à Djigelli. Le 1er juillet, nous entrions dans le port d'Alger. Heureusement nous n'avons pas dit de longs adieux aux bois, aux rochers, aux montagnes, au sommeil de la tente, au réveil des clairons, à la recherche des coups de fusil. Quand on a connu la vie de l'expédition, c'est avec une étrange tristesse qu'on la quitte. On se demande comment on pourra remplacer tant de biens dont on aurait cru la réunion impossible : — une activité sans inquiétude, une oisiveté sans remords, des élans passionnés, des espérances placides, de pieux souvenirs et de philosophiques oublis. On rentre avec angoisse dans un monde qu'on n'était pas sûr de n'avoir point abandonné pour toujours. N'exagérons rien cependant, car si la vérité doit être quelque part, c'est ici. Il y a des jouissances qu'au sortir de toute campagne on retrouve avec une profonde émotion. La tente ne fait pas oublier le foyer, la nature ne fait pas oublier la patrie, et tous les cœurs où se glisse encore, suivant l'expression d'un grand poète, *le seul rayon dont s'illumine la vie* savent ce que ne fait pas oublier le danger.

PAUL DE MOLÈNES.

LA POÉSIE

EN 1853.

La passion des poètes pour le moyen âge paraît s'attiédir. Quelques disciples attardés des doctrines prêchées sous la restauration poursuivent encore la rénovation de l'art gothique; mais leurs œuvres, si tant est qu'elles méritent ce nom, ne valent pas la peine d'être mentionnées. La croisade entreprise pour la forme réduite à elle-même, vivant par elle-même, se suffisant à elle-même, semble aujourd'hui terminée; le bon sens public a fait justice des folles espérances proclamées à son de trompe. Chacun comprend aujourd'hui que la forme sans idée n'est qu'un passe-temps puéril, un hochet, et rien de plus. Le moyen âge, comme tous les âges de l'histoire, avait et garde encore son droit de cité en poésie; mais pour réhabiliter poétiquement le moyen âge selon le programme de la restauration, il fallait quelque chose de plus que l'imitation matérielle des ballades chantées en-deçà et au-delà de la Loire du XIIe au XVe siècle. Réduire la réhabilitation poétique du moyen âge à la peinture de la vie extérieure et négliger la partie humaine, c'est-à-dire la substance éternelle de toute poésie, c'était se condamner d'avance et marcher au-devant d'un échec. Que reste-t-il aujourd'hui de l'école gothique? Quelques préfaces ingénieuses, quelques pièces lyriques, où la richesse de la rime dissimule aux yeux de la foule l'absence de la pensée. Quand je parle de l'absence de la pensée, je me place au point de vue des esprits vulgaires qui ne sont pas initiés aux secrets de l'école gothique. Je me souviens en effet d'avoir recueilli avec éton-

nement, il y a quelques années, l'explication et la défense des ballades enfantines applaudies dans les salons de la restauration. Un disciple fervent et convaincu de l'école gothique me disait très sérieusement : Que nous reprochez-vous ? De négliger le sentiment et la pensée ? C'est une étrange accusation. L'art, tel que nous le comprenons, est par lui-même une chose si parfaite, qu'il se passe tout à son aise du sentiment et de la pensée. L'émotion et la réflexion sont la substance ordinaire de la poésie, je ne le nie pas; mais un art qui n'appelle pas à son secours ces deux élémens appartient à un ordre bien plus élevé. A l'aide du sentiment et de la pensée, le premier venu, habile ou inhabile, peut émouvoir et intéresser; nous autres partisans de l'art pour l'art, nous procédons autrement. Nous abandonnons le sentiment à la foule, la pensée au solitaire, et nous voulons, par la combinaison des images, par la variété du rhythme, par la richesse de la rime, remplacer le sentiment et la pensée. — Je prenais d'abord cette définition de l'école gothique pour une ingénieuse ironie; mais la suite de l'entretien me prouva que je m'étais trompé, et en effet toutes les œuvres de l'école gothique s'expliquent par la domination de la forme sur la pensée, ou plutôt par l'effacement de la pensée devant la forme. Le disciple indiscret et imprudent m'avait livré tout entier le secret de ses maîtres.

La cause de l'art gothique est aujourd'hui perdue. Entendons-nous pourtant : je ne veux pas dire que le moyen âge soit interdit sans retour à la poésie. Voici à quels termes se réduit ma pensée. Le moyen âge, comme toutes les époques de l'histoire humaine, est soumis aux conditions qui dominent toute poésie. La forme sans l'idée se traduira toujours en œuvres puériles. Aujourd'hui les poètes abandonnent le moyen âge et se retournent vers l'antiquité. La solitude qui s'est faite autour de l'art gothique, le silence dédaigneux et légitime qui accueille les derniers échos de cette école, ont suggéré à quelques esprits amoureux de la renommée le désir de sonder la Grèce antique, et de chercher dans cette mine féconde quelques filons oubliés. Malgré l'anathème lancé par Berchoux contre les Grecs et les Romains, cette tentative mérite d'être prise en sérieuse considération. Reste à savoir si cette pensée, très acceptable en elle-même, sera poursuivie avec persévérance, si les poètes de notre temps étudieront l'antiquité plus sincèrement et plus profondément qu'ils n'ont étudié le moyen âge. Si nous devons avoir la chlamyde et le *peplum* au lieu du surcot et du tabard, ce n'était vraiment pas la peine de changer de thème. Si le chapiteau roman et l'ogive gothique doivent céder la place au chapiteau dorique ou corinthien, sans que la nature hu maine tienne plus de place dans cette rénovation que dans la précédente, la tentative d'aujourd'hui ne vaut pas mieux que la tentative d'hier. Exa-

minons pourtant les pièces du procès et ne prononçons pas légèrement. Voici MM. Ponsard et Leconte de Lisle qui prétendent, chacun à sa manière, réveiller en nous le sentiment et l'intelligence de l'antiquité. Qu'ils soient les bienvenus, s'ils ont compris la supériorité de la pensée sur la forme, s'ils n'ont pas confondu l'écorce avec l'aubier.

Les mystères de la religion chrétienne, déclarés à tout jamais rebelles à la poésie par un esprit ingénieux, dont les arrêts étaient acceptés par les contemporains de Racine et de Molière comme des vérités à l'abri de toute discussion, ont tenté parmi nous plus d'une âme fervente, où la religion se concilie avec le culte de l'art. Les dangers signalés se sont évanouis devant le désir de rallier la foule à la foi par le charme de l'imagination. M. Victor de Laprade est entré dans cette voie nouvelle, et ses efforts ont droit à toute notre attention. Il essaie dans le domaine poétique pour la tradition chrétienne ce que MM. Ponsard et Leconte de Lisle ont essayé pour la tradition païenne. Pour juger avec impartialité cette périlleuse entreprise, il convient, je crois, de l'envisager sous l'aspect purement littéraire. Si nous abordions l'autre côté de la question, l'impartialité serait trop difficile. Nous risquerions de mécontenter, d'irriter peut-être les esprits chez qui la foi domine tous les problèmes philosophiques et littéraires, et de paraître injuste à ceux qui, tout en acceptant la tradition chrétienne, n'ont pas renoncé à l'exercice de la raison et du goût. J'essaierai donc de parler librement de M. Victor de Laprade.

Enfin la poésie personnelle, qui a tenu sous la restauration une si large place dans notre littérature, se métamorphose aujourd'hui. Au lieu de nous entretenir sans relâche de l'isolement des âmes d'élite, du néant des affections humaines, de la nature sourde à nos plaintes et à nos questions, elle consent à célébrer les joies de la famille, le calme du foyer domestique, la sérénité de la vie champêtre, les consolations de l'amitié. Nous saluons avec bonheur cette transformation. Sans prétendre au don de prophétie, nous avions prévu depuis longtemps que la poésie personnelle épuiserait bientôt le thème qu'elle avait choisi, et s'il nous est permis de citer une preuve à l'appui de notre affirmation, nous rappellerons que nous avions deviné le caractère poétique de *Jocelyn* avant d'en avoir lu le premier vers, avant même que le premier vers fût imprimé. Pour prévoir la signification de ce poème, il ne fallait pas une grande pénétration; aussi croyons-nous pouvoir invoquer ce souvenir sans manquer aux lois de la modestie : il suffisait, pour me servir d'une expression vulgaire, d'avoir tâté le pouls de l'opinion publique. La foule témoignait chaque jour une indifférence de plus en plus marquée pour la poé-

sie égoïste, pour l'analyse et la peinture des souffrances enfantées par la solitude et que la solitude ne peut consoler. Pressentir que la foule passerait bientôt de l'indifférence au dégoût, du dégoût à l'aversion, était chose trop facile; la connaissance du présent révélait l'avenir à tous les esprits attentifs, et l'attention n'est pas un mérite dont on puisse se vanter : c'est un devoir, et rien de plus.

La transformation de la poésie personnelle n'est pas moins importante à nos yeux que le retour vers l'antiquité, vers la tradition chrétienne. Quoique cette transformation n'ait pas encore porté tous ses fruits, je m'efforcerai d'en parler avec indulgence. Je ne demanderai pas à l'idée naissante les œuvres qui n'appartiennent qu'à l'idée mûrie par une longue réflexion. Je tâcherai d'apprécier les faits accomplis, non pas en eux-mêmes, mais d'après l'intention dont ils relèvent. Si je me trompe, j'espère au moins ne pas pécher par excès de sévérité. Je sens et je professe une vive sympathie pour tous les esprits qui comprennent la nécessité des affections et ne cherchent pas dans la passion pour la solitude un signe de royauté intellectuelle. J'accepte sans réserve ce verset de l'*Ecclésiaste :* « Il n'est pas bon que l'homme soit seul. »

Avant d'examiner les *Études antiques* de M. Ponsard, je dois parler de la préface. M. Ponsard n'entend pas raillerie sur la critique. J'avais cru pouvoir lui dire qu'il se méprenait sur le caractère des bacchantes, et je m'étais modestement abrité derrière Virgile et Euripide. L'auteur d'*Ulysse* s'est bien gardé de répondre directement à mon objection, et en effet la tâche eût été plus que difficile. De quelque manière qu'on envisage la tragédie des *Bacchantes,* il est impossible d'y découvrir l'apologie de M. Ponsard. Aussi le poète, indigné du reproche que je lui adressais, n'a rien trouvé de mieux que de me comparer à Tityre, en parodiant les deux premiers vers de la première églogue pour me prouver qu'il sait Virgile par cœur. J'admire avec tout le monde, comme je le dois, l'exquise finesse de cette ingénieuse plaisanterie; je reconnais, sans me faire prier, que j'écris avec une plume de mince valeur. Malheureusement pour M. Ponsard, ma plume valût-elle cent fois moins encore, la tragédie d'Euripide, la vingt-sixième idylle de Théocrite et le troisième livre des *Métamorphoses* d'Ovide seraient encore là pour me donner raison : le poète athénien, le poète sicilien et le poète romain racontent de la même manière la mort de Penthée. Je ne croyais pas devoir répondre à ces aimables gausseries. Ceux qui connaissent l'antiquité partagent mon avis, je devais naturellement me contenter de leurs suffrages : quant à ceux qui ne la connaissent pas, je n'ai pas à m'inquiéter de leur opinion; mais on m'assure que les gens du monde, brouillés depuis longtemps avec les études de leur jeunesse, donnent

raison à M. Ponsard, parce qu'il a parlé le dernier. Je suis donc forcé de rompre le silence et de rétablir en quelques mots les vrais termes de la question. Que M. Ponsard ait traduit pour sa tragédie d'*Ulysse* plusieurs chœurs d'Euripide, c'est ce qui importe peu; il s'agit de savoir si un poète grec s'est jamais permis de comparer aux bacchantes les filles folles de leur corps; tant que M. Ponsard n'aura pas établi l'affirmative, les traits les plus acérés de sa puissante ironie viendront s'émousser contre l'évidence. Il est très vrai, et je n'ai jamais songé à le contester, que deux siècles avant l'ère chrétienne le sénat romain fut obligé de rendre un décret contre la licence des bacchanales, où les hommes s'étaient introduits; mais quoi! dans la tragédie d'*Ulysse* il s'agit des bacchantes de la Grèce héroïque. Or, d'après les marbres de Paros, le siége de Troie remonte à douze siècles avant l'ère chrétienne; Homère écrivait trois siècles après le siége de Troie : un enfant tirerait la conclusion. M. Ponsard, qui croit posséder une pleine connaissance de l'antiquité, parce qu'il a mis au théâtre avec succès quelques pages de Tite-Live, a commis tout simplement une erreur de mille années. Vouloir assimiler les bacchantes de la Grèce héroïque aux bacchanales romaines — deux siècles avant l'ère chrétienne — est une prétention plus qu'étrange : autant vaudrait, à mon avis, chercher dans l'Évangile l'apologie de l'inquisition. Les bûchers allumés en Europe au nom de la foi catholique ne rendent pas l'Évangile responsable d'un tel crime; les dogmes prêchés par les apôtres n'ont rien à voir dans la Saint-Barthélemy. Les bacchantes de la Grèce héroïque n'ont rien à démêler non plus avec la licence des bacchanales romaines. J'espère que M. Ponsard se contentera de ma réponse, et n'obligera pas une plume de si mince valeur à soutenir plus longtemps une si terrible discussion. Si mon adversaire ne joignait pas la clémence au génie, je me verrais forcé d'abandonner la partie, car je ne suis pas en mesure de lui rendre flèche pour flèche, et j'aurais beau relire Virgile : inhabile à le parodier, je serais accablé.

Après avoir défendu assez maladroitement sa tragédie, M. Ponsard entreprend de démontrer que la France a perdu l'intelligence et le sentiment de l'antiquité. André Chénier lui-même ne trouve pas grâce devant ce juge impitoyable. André Chénier, qui depuis trente ans passait pour avoir retrouvé la grâce et la simplicité du génie attique, n'est, aux yeux de M. Ponsard, qu'un poète tout au plus virgilien. Quant au génie grec, il n'en faut pas parler après avoir lu *l'Aveugle* et *la Jeune Captive*. Tout au plus virgilien! l'expression est dure, et pourtant M. Ponsard semble vouloir user d'indulgence envers ce pauvre Chénier. Voyez pourtant où peut nous conduire l'ignorance. Toute la France lettrée croyait en paix, depuis trente ans, que Chénier avait

compris la Grèce; toute la France s'était trompée. M. Ponsard, qui possède l'intelligence de Tite-Live, ne devine pas moins sûrement le vrai sens d'Homère par droit de parenté. Nourri du miel de l'Hymète, il parle sans effort la langue de Patrocle et d'Agamemnon. Aussi généreux que savant, il n'a pas voulu garder pour lui seul un si précieux secret; il nous associe à son opulence avec une libéralité que je ne saurais trop louer. Pour nous montrer comment il faut s'y prendre pour peindre l'antiquité, il vient de traduire à sa manière un chant de l'*Odyssée,* la rencontre d'Ulysse et de Nausicaa, et de l'encadrer dans un récit de son invention; mais avant d'apprécier cette hardie tentative, il nous faut parler en quelques mots des principes exposés par M. Ponsard. S'il se fût contenté de dédaigner André Chénier, nous ne connaîtrions pas à fond ses doctrines littéraires; il a bien voulu nous les révéler, et cet enseignement a été accueilli partout avec une reconnaissance unanime. Nous savons maintenant, à n'en pouvoir douter, qu'il procède à la fois de Corneille, de Racine et de Molière; avec de tels aïeux, on peut à bon droit défier toutes les atteintes de la critique. Il est vrai que ses trois illustres ancêtres ont chacun un style qui leur appartient et qui ne peut être confondu avec le style des deux autres; il est vrai que *le Cid, Athalie* et *le Misanthrope,* bien qu'écrits dans le même siècle, ne sont pas écrits dans la même langue; il est vrai que la simplicité familière de Molière n'a pas grand' chose à démêler avec la période nombreuse de Racine ou la phrase énergique de Corneille; mais leurs disciples et leurs descendans ne s'arrêtent pas à de pareilles vétilles. De toutes parts, on demandait à l'auteur d'*Ulysse* quels étaient ses principes, il fallait bien répondre à la curiosité universelle. Dieu merci, notre attente n'a pas été trompée; nous connaissons maintenant la généalogie littéraire de M. Ponsard. A la rigueur, il aurait pu se dispenser de nous exposer ses opinions, il suffisait de nommer ses aïeux. Sachons-lui gré pourtant de ne s'être pas tenu dans une réserve majestueuse; il a poussé la condescendance jusqu'à nous expliquer par quels liens mystérieux il se rattache aux chefs de sa famille. Le génie seul possède le secret de ces merveilleuses causeries.

Voyons maintenant le vrai sens d'*Homère.* Un poète moins hardi que M. Ponsard eût hésité peut-être à mettre Homère en scène. Au premier aspect en effet, une telle entreprise a quelque chose de dangereux; mais une victoire sans péril ne saurait tenter que les âmes vulgaires. Quand on a cueilli le laurier-rose sur les bords de l'Eurotas, on trouve sans peine sur ses lèvres des paroles dignes d'Homère. La fable inventée par M. Ponsard est d'une naïveté charmante, et prouvera aux plus incrédules que l'auteur d'*Ulysse* entend l'antiquité bien autrement qu'André Chénier. Voyez plutôt. Homère, re-

cueilli par un armurier de Cumes, le charme et l'intéresse par l'éclat et la variété de ses récits. Malgré les instances de son hôte, il ne veut pas s'asseoir à sa table sans payer son écot. Il espère que les notables de la ville, après avoir entendu un chant de l'*Odyssée*, n'hésiteront pas à lui assigner une pension sur le trésor public. Vaine espérance! les notables de Cumes écoutent sans émotion l'entretien d'Ulysse et de Nausicaa. Ignorans, égoïstes, sourds aux accens du génie, ils demandent à quoi sert la poésie. Un bourgeois du Marais ne parlerait pas autrement. Après une délibération de quelques instans, les notables de Cumes décident à l'unanimité qu'ils ne prendront pas à leur charge l'aveugle mendiant. Il paraît que dans cette ville maudite, au dire du moins de M. Ponsard, l'avarice et l'ignorance ne régnaient pas seules; il y avait parmi ces boutiquiers sans entrailles, sans lettres et sans goût, des critiques envieux, comme dans notre malheureux pays, qui se plaisaient à dénigrer le génie. En traçant le portrait de ces critiques de Cumes, l'héritier de Corneille, de Molière et de Racine s'en est donné à cœur-joie. En lisant cette page écrite sur l'airain avec un stylet d'acier, tout homme habitué à dire son avis sur les poètes de son temps sent ses cheveux se dresser sur sa tête, un frisson d'épouvante glace le sang dans ses veines. En présence de son image, il reconnaît toute son indignité, et comprend, mais trop tard, hélas! que les poètes sont infaillibles, et que la discussion la plus modeste est une atteinte portée à leur inviolabilité.

Il faut pourtant bien parler du chant de l'*Odyssée* traduit par M. Ponsard. Je n'aborde qu'en tremblant cette tâche difficile. Quand l'auteur d'*Ulysse* parle en son nom, quand il nous raconte l'entretien d'Homère et de Tychius l'armurier, il parle une langue qui n'est pas celle d'André Chénier, je le reconnais volontiers. Les images ne sont pas toujours bien choisies; parfois la rime amène des idées quelque peu puériles, dont la vile prose ne s'accommoderait pas. L'imitation de la période homérique, toujours évidente, est bien rarement heureuse. Lorsque Homère parle à son tour par la bouche de M. Ponsard, hélas! nous avons grand' peine à le reconnaître. André Chénier, ce poète si maladroit, tout au plus virgilien, ne trouvant pas dans notre langue l'équivalent précis de l'expression homérique, s'est laissé plus d'une fois séduire par le charme d'une périphrase élégante; ce n'est pas moi qui entreprendrai de le défendre. Il rappelle, sans les égaler, la finesse attique, la mollesse ionienne. M. Ponsard dédaigne résolument la périphrase; par malheur, il confond la trivialité avec la simplicité. Au risque de me voir confondu avec les critiques de Cumes, j'oserai dire que je préfère le style à peine virgilien d'André Chénier au style homérique de M. Ponsard. Je n'aime pas la périphrase, et j'aime encore moins les expressions crues et tri-

viales. Ulysse et Nausicaa parlent dans le poème de M. Ponsard, je veux dire dans le chant de l'*Odyssée* qu'il a traduit, un langage sans grâce et sans élévation. C'est une manière toute nouvelle de comprendre l'antiquité, très nouvelle assurément, qui ne séduira pas les gens du monde guidés par les seules lumières du goût, et qui étonnera fort les érudits, car les passages les plus familiers, les plus naïfs de l'*Odyssée* n'ont jamais rien de trivial. Les choses sont appelées par leur nom; mais la précision des termes n'exclut ni l'énergie, ni l'élévation. Il y a d'ailleurs dans le style d'Homère une qualité précieuse et constante que M. Ponsard oublie complétement, je veux dire l'unité. Les expressions les plus franches n'ont jamais rien d'inattendu, parce qu'elles sont préparées par le ton général de la pensée. Dans la traduction de M. Ponsard, les couleurs les plus vraies prennent un accent criard et discordant. Pourquoi? C'est qu'il n'a pas tenu compte de l'unité; dans son horreur pour la périphrase, que je suis loin de lui reprocher, il ne garde aucune mesure. Pour mieux prouver qu'il tient à nommer les choses par leur nom, ayant à choisir entre deux termes, il choisit presque toujours le plus vulgaire et le plus bas. C'est là ce qu'il appelle retrouver la simplicité homérique. Cette prétendue fidélité n'est, aux yeux des hellénistes, qu'une infidélité flagrante. Cette interprétation, qui se donne pour littérale, défigure Homère qu'elle prétend copier.

Qu'ai-je dit, mon Dieu? M. Ponsard va me trouver bien hardi, bien téméraire. Après avoir mis en question la vérité de son *Ulysse*, j'ose révoquer en doute l'exactitude de sa traduction. Je n'ignore pas les périls de ma franchise : la rude leçon qu'il m'a donnée dans sa préface aurait dû me rendre plus prudent et plus modeste. Cependant une pensée me rassure. Après m'avoir comparé à Tityre, quel plus terrible anathème M. Ponsard peut-il lancer contre moi? Le pire qui puisse m'arriver, c'est d'être baptisé du nom de Zoïle, et je m'en consolerai facilement en pensant que M. Ponsard n'avait pas d'autre moyen de se mettre sur la même ligne qu'Homère. Les poètes de nos jours ont l'humeur quinteuse et s'appliquent à justifier de plus en plus l'opinion exprimée par l'ami de Virgile et de Mécène. Ils forment une race plus que jamais irritable. Discuter leur savoir, refuser de croire qu'ils ont tout deviné, qu'ils n'ont besoin de rien apprendre, c'est leur manquer de respect. Vouloir les soumettre aux conditions vulgaires de l'étude et de la réflexion, c'est nier l'auréole lumineuse suspendue au-dessus de leurs têtes. Quelque durs que soient de tels reproches, il faut bien les subir avec résignation. J'ai le malheur de penser, malgré ma profonde sympathie pour l'imagination, que l'étude n'a jamais rien gâté, que les plus heureux dons du génie ne sauraient suppléer la connaissance de l'histoire. Les poètes sont à

mes yeux des êtres supérieurs, privilégiés, mais ils ne cessent pourtant pas d'être hommes. Corneille, un des aïeux de M. Ponsard, a consumé sa vie dans l'étude, et son génie ne s'en est pas mal trouvé. Dante, Goethe et Milton savaient toute la science de leur temps, et je ne vois pas que cette science laborieusement amassée ait attiédi l'ardeur de leur imagination. Aujourd'hui, les choses sont bien changées. La plupart des hommes qui inventent se croient dispensés d'étudier. La poésie est une création, donc elle est divine, donc elle n'a rien à démêler avec les procédés vulgaires de l'intelligence. Étudier, fi donc! cela est bon tout au plus pour les petits esprits. Les esprits de haut lignage, les inventeurs, les poètes, ne sont pas soumis à cette cruelle nécessité. Que poésie et création soient synonymes, je le veux bien; mais je renvoie les poètes aux premiers versets de la Genèse. Moïse ne dit pas que Dieu ait tiré le monde du néant; la volonté divine a mis l'ordre dans le chaos, c'est une part assez belle, ce me semble, et dont les poètes devraient se contenter. Qu'ils traitent comme une fange immonde, comme une argile impure, toutes les connaissances amassées lentement dans la mémoire des hommes, ce dédain puéril n'excitera pas ma colère; mais qu'ils descendent au moins jusqu'à feuilleter l'histoire, s'ils veulent en parler. M. Ponsard, qui a prouvé son amour pour l'antiquité, n'a pas établi aussi victorieusement ses droits au titre d'érudit. Les applaudissemens très légitimes prodigués à *Lucrèce* ne détruisent pas la différence qui sépare la Rome des Tarquins de la Rome républicaine et de la Rome impériale. Or, dans cette tragédie, émouvante assurément, moins émouvante pourtant que le récit de l'historien romain, plus d'une fois les mœurs de ces trois époques si diverses sont mêlées et confondues. C'en est assez pour montrer que le savoir de M. Ponsard n'est pas à l'abri de toute objection. Assurément la pleine connaissance des détails recueillis par l'érudition sur la Grèce et l'Italie antiques n'est pas indispensable aux poètes, mais il faut au moins confesser qu'elle leur rendrait plus d'un service. M. Ponsard n'est pas de cet avis : il trouve très mal avisés tous ceux qui se permettent de relever ses bévues. Les faits les plus constans, les mieux avérés, lorsqu'il les a oubliés ou qu'il les ignore, sont à ses yeux comme non avenus, et si la critique, dans les termes les plus modestes, sans afficher l'érudition, prend la peine de les rappeler, il s'étonne et s'indigne. Il ferait beaucoup mieux de suivre l'exemple de son aïeul Corneille, et de corriger sans dépit les erreurs qu'on veut bien lui signaler.

Les *Poèmes antiques* de M. Leconte de Lisle méritent une attention sérieuse. Il y a dans ce livre un ensemble de pensées constamment élevées. Je regrette que l'auteur, au lieu de présenter son œuvre seule et nue, ait cru devoir lui donner pour cuirasse une préface très

malencontreuse. Les poètes qui entrent dans la carrière ont toujours mauvaise grâce à traiter de haut en bas ceux qui les ont précédés. M. Leconte de Lisle ne paraît pas même avoir entrevu cette vérité si vulgaire. Il parle avec un dédain superlatif de tous les hommes qui depuis cinquante ans, soit en France, soit dans le reste de l'Europe, ont mis leur parole au service de leur fantaisie. Il exagère jusqu'au ridicule une pensée très vraie dans son principe, à savoir que la poésie purement personnelle de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre a obscurci et presque effacé l'intelligence du passé. Il est hors de doute que la poésie lyrique des cinquante dernières années n'a rien à démêler avec le savoir historique, ce n'est pas une raison pour la maudire; c'est une forme nouvelle de l'imagination, que l'antiquité n'a pas connue, qui relève directement du développement religieux des nations modernes, et qu'un esprit attentif ne traitera jamais avec indifférence. Byron et Lamartine, poètes très personnels, sont pour nous et seront pour la postérité, je le crois, des hommes de premier ordre. La peinture de leurs sentimens nous offre un intérêt aussi puissant que le tableau du passé. Je n'ignore pas, et j'ai signalé plus d'une fois les dangers que présente cette poésie égoïste; je sais tout ce qu'il y a d'énervant dans cette analyse de la souffrance : cependant, quoi que puissent penser les moralistes, il faut bien reconnaître que Lamartine et Byron sont au premier rang parmi les poètes de la génération présente. La préface de M. Leconte de Lisle prouve jusqu'à la dernière évidence que le maniement de la mesure et de la rime n'enseigne pas les lois les plus élémentaires de la prose. Les idées les plus justes ont besoin d'être présentées sous une forme claire et précise; or M. Leconte de Lisle paraît dédaigner résolument la précision et la clarté. Ses idées ne s'enchaînent pas, et s'offrent à nous sous une forme vague et confuse. Habitué à parler la langue des dieux, il bégaie la langue des hommes, et nous sommes réduits à deviner sa pensée. Oublions donc cette préface malencontreuse, et parlons des *Poèmes antiques*.

Il y a dans le recueil de M. Leconte de Lisle un sentiment très vrai de l'antiquité que je me plais à louer sans réserve; par malheur ce sentiment, qui promettait les plus beaux fruits, est contrarié par des velléités d'érudition. *Hélène, le Centaure* et *Niobé* révèlent chez l'auteur l'intelligence intime de la Grèce antique. Personne depuis André Chénier n'avait sondé le passé avec autant d'attention et de vigilance, et certes ce n'est pas un mince éloge. Pourquoi faut-il que l'auteur, oubliant l'arrêt prononcé par Boileau sur Ronsard, ait voulu parler grec en français? Je reconnais volontiers que la mythologie païenne, en passant de la Grèce à l'Italie, a subi des altérations nombreuses; l'altération des noms n'est pas la moins importante :

cependant, comme il s'agit avant tout de se faire comprendre, il est très dangereux de substituer les dénominations grecques aux dénominations latines qui sont entrées dans notre langue. L'érudition peut réclamer tout à son aise; mais à moins d'écrire pour les érudits dans la langue d'Homère, il faut accepter les dénominations latines. Jupiter et Junon sont deux noms que tout le monde comprend, *Zeus* et *Héré* sont deux énigmes pour la plupart des lecteurs. La poésie n'a rien à gagner à ces restitutions purement philologiques; j'ajouterai que ces restitutions, énigmatiques pour la foule, sont trop souvent insuffisantes pour les érudits. Ainsi, par exemple, Junon, que M. Leconte de Lisle baptise du nom d'*Héré*, ne s'est jamais appelée de ce nom, ni parmi les contemporains de Périclès, ni parmi les contemporains de Canaris. Il suffit d'ouvrir Homère pour voir qu'*Héré* est une pure invention, et que Junon chez les Grecs s'appelait *Hêré*. La confusion de l'*epsilon* et de l'*éta* est une étourderie difficile à concevoir chez un poète qui se donne comme érudit et reproche aux hommes de son temps d'ignorer l'antiquité. Je suis forcé d'en dire autant d'*Athéné* substituée à Minerve; les écoliers de douze ans, assis sur les bancs de nos colléges, savent très bien que Minerve, dans l'*Iliade* et dans l'*Odyssée*, s'appelle *Athênê*, et non pas *Athéné*. Cette remarque toute philologique pourra sembler puérile aux esprits frivoles, je crois cependant qu'elle n'est pas sans importance. Lorsqu'il s'agit, en effet, d'un poète modeste qui produit sa pensée sans afficher l'érudition, il est permis de lui témoigner de l'indulgence; mais lorsque le poète jette à la face de son temps le reproche d'ignorance, la sévérité devient un droit et un devoir. *Hélios* n'est pas une monstruosité moins étrange qu'*Athéné* et *Héré*. Tous les écoliers savent que le soleil s'appelle, dans la langue d'Homère, *Hêlios* et non pas *Hélios*. Ce n'est pas d'ailleurs la seule bévue commise par M. Leconte de Lisle, car il dit à plusieurs reprises « le jeune Hélios : » or, dans la langue d'Homère, on peut dire « le jeune, le blond *Phoibos;* » quant au *jeune Hêlios*, c'est une locution parfaitement inconnue. *Hêlios* est la dénomination d'une chose; *Phoibos* est la dénomination d'un dieu. Plût à Dieu que cette erreur si évidente fût la seule à relever, car il ne s'agirait après tout que de la confusion d'une brève avec une longue, bévue prosodique sans excuse aux yeux des hellénistes, mais facilement pardonnée par ceux qui n'ont pas vécu dans le commerce familier de Sophocle et de Démosthènes. Les erreurs de M. Leconte de Lisle vont beaucoup plus loin; il confond parfois les substantifs avec les adjectifs. Je prévois le sourire des gens du monde, mais je n'en veux tenir aucun compte, car il s'agit d'une vérité élémentaire bonne à rappeler. Homère appelle les Grecs en maint endroit, soit dans l'*Iliade*, soit dans l'*Odyssée*,

Eüknémides, et le tréma n'est mis là que pour avoir un pied de plus, car, sans les exigences de la versification, les Grecs s'appelleraient *Euknémides*. M. Leconte de Lisle, dans un accès d'étourderie que j'ai peine à concevoir, confond les *knémides*, c'est-à-dire les hommes chaussés, avec les *knémes*, c'est-à-dire les chaussures. Une pareille bévue suffit pour ruiner l'édifice entier de son érudition. Après une telle méprise, il n'est plus permis de reprocher aux poètes de notre nation de substituer Jupiter à Zeus, sous peine de se voir appliquer la parabole de l'Évangile sur la poutre et le fêtu. L'érudition est chose fort salutaire, mais à la condition d'être complète. Toute érudition superficielle est plutôt un danger qu'un secours. Les poèmes de M. Leconte de Lisle, trop souvent énigmatiques pour les gens du monde, étonnent et blessent les érudits, et quand je m'exprime ainsi, je ne veux pas parler seulement de la philologie, j'entends parler aussi des sciences naturelles. Les citations botaniques portent malheur au poète aussi bien que les citations helléniques. Il lui arrive de confondre le calice avec la corolle; comme rien ne l'obligeait à employer cette dénomination purement scientifique, il fallait au moins l'employer à propos.

Mes réserves une fois faites contre l'érudition très incomplète de M. Leconte de Lisle, je me plais à reconnaître qu'il y a dans son recueil plusieurs pièces très dignes d'attention. *Helène*, *Niobé*, *le Centaure*, révèlent chez l'auteur une connaissance approfondie, sinon de la langue, au moins de la tradition grecque. Son vers n'est pas toujours d'une irréprochable correction. Parfois, pour obéir à la rime, il donne plus d'une entorse à notre idiome; mais, à tout prendre, sa pensée ne manque ni de grandeur ni de sérénité. C'est une âme vraiment poétique, capable de comprendre et d'exprimer le sens intime de toute chose; mais cette âme si intelligente ne tient compte ni des temps ni des lieux. *Hélène*, *le Centaure* et *Niobé*, interprétés par M. Leconte de Lisle, seraient pour Eschyle et Sophocle de véritables énigmes, car le poète français, au lieu de s'en tenir à la tradition grecque, encadre cette tradition dans sa pensée personnelle et lui prête un sens qu'elle n'a jamais eu pour les païens. Je ne dis pas que la philosophie répudie le sens qu'il prête à cette tradition; mais j'affirme que la poésie ne peut s'en accommoder. Il nous dit qu'il raconte l'enlèvement d'Hélène d'après une tradition dorienne, je le veux bien; mais jamais aucune tradition hellénique n'a fait jouer au Destin un rôle aussi important dans la chute d'Hélène. Pour les Grecs comme pour nous, Ménélas est un mari trompé, Pâris un amant hardi et entreprenant. Le Destin n'a rien à voir dans la mésaventure de Ménélas. *Le Centaure* et *Niobé* donnent lieu à des remarques du même genre. *Le Centaure*, dans le recueil de

M. Leconte de Lisle, parle comme un homme qui aurait lu Herder et Spinoza. Il est permis aux générations modernes d'interpréter les traditions grecques, mais il est défendu aux poètes de prêter aux personnages de ces traditions les pensées qu'une longue série de siècles a pu seule développer. Niobé vantant sa fécondité, excitant la jalousie de Latone et voyant périr toute sa famille sous les flèches d'Apollon, est assurément un sujet très pathétique. M. Leconte de Lisle ne s'est pas contenté de la donnée fournie par la mythologie, il a prêté à Niobé des sentimens que la Grèce n'a jamais connus. S'il faut dire en un mot toute ma pensée, il défigure l'antiquité, quoiqu'il la connaisse. Il a le sentiment du passé, et cependant les poèmes qu'il vient de publier sont entachés d'un perpétuel anachronisme. Il met sous des noms grecs des pensées qui n'ont pu éclore que parmi nous, sous le ciel brumeux qui nous abrite.

Parlerai-je du *Baghavat?* C'est une tentative que le goût français ne peut accepter. L'épopée indienne, où les plus hautes questions métaphysiques se mêlent au récit des combats et à la poésie descriptive, ne sera jamais pour nous qu'un sujet d'étude. Vouloir l'imiter, c'est méconnaître le génie de notre nation. Il y a certainement dans le *Baghavat* de M. Leconte de Lisle des parties très dignes d'éloges, empreintes d'une véritable élévation; par malheur cette qualité, si recommandable d'ailleurs, ne saurait racheter tout ce qu'il y a d'énigmatique et de confus dans le récit. Tous ceux qui, sans avoir étudié le sanscrit, ont pu lire le *Ramayana* dans la traduction anglaise de Marshman accueilleront avec un sourire d'étonnement le récit inventé par M. Leconte de Lisle. L'épopée indienne, qu'il croit avoir naturalisée parmi nous, ne procède pas par des moyens aussi puérils. Elle nous étonne par l'image de l'infini; mais en face de cette terrible image elle ne place jamais des chagrins vulgaires. Les poètes français peuvent et doivent consulter l'Orient; seulement, toutes les fois qu'ils entreprendront de le calquer, ils peuvent être sûrs de rencontrer l'indifférence ou la surprise. Le génie de l'Inde et le génie de la France ne sont pas faits pour se concilier. L'Inde chérit le mystère; la France aime la clarté. Kalidasi et Valmiki ne seront jamais lus avec une sympathie empressée dans la patrie de Molière et de Voltaire. Le *Baghavat* de M. Leconte de Lisle, objet de curiosité pour les érudits, ne sera pour la foule qu'une énigme impénétrable, une sorte de défi porté à l'esprit de notre nation. Il y a pourtant dans le recueil de M. Leconte de Lisle un sentiment poétique très vrai, très élevé, que je ne veux pas méconnaître. En renonçant à l'érudition qui lui porte malheur, il pourra, je n'en doute pas, révéler toute la puissance de ses facultés.

J'aime à reconnaître dans M. Victor de Laprade un poëte sincère

et convaincu. Il y a dans ses *Poèmes évangéliques* plus d'une page qui serait avouée par les esprits les plus élevés de notre temps. L'art n'est pas pour lui un pur délassement, mais un besoin impérieux. Le dirai-je cependant? M. de Laprade ne me paraît pas comprendre assez nettement l'intervalle qui sépare la poésie de la philosophie. Animé de sentimens généreux, ému comme toutes les âmes délicates en présence de la nature, initié à toutes les grandes pensées que la philosophie a mises en circulation depuis cinquante ans, il confond trop souvent l'enseignement avec l'inspiration. Je proclamerai en toute occasion les relations étroites du beau et du vrai, mais je n'affirmerai jamais avec un accent moins résolu la distinction profonde de la philosophie et de la poésie. La poésie la plus haute ne doit renfermer qu'un enseignement implicite. Dégagez la vérité, présentez-la sous une forme explicite, et vous détournez la poésie de sa vraie mission. La leçon, une fois offerte au lecteur dans toute sa nudité, appartient à la philosophie. Voilà précisément ce que M. de Laprade me paraît ignorer, ou du moins avoir oublié. Voué à l'expression du sentiment religieux, acceptant sans réserve tous les dogmes chrétiens, il les métamorphose à son insu, en les interprétant, pour les appliquer comme un baume salutaire aux plaies de notre âge. L'intention est excellente, mais l'Évangile soumis à cette épreuve perd bientôt son caractère primitif. Le poète a beau croire de toutes les forces de son âme aux vérités révélées, il en altère la simplicité par le travail de la réflexion.

Je ne m'arrêterai pas à discuter si le Nouveau Testament est une matière poétique; l'arrêt prononcé en France au XVIIe siècle a été réfuté victorieusement par Klopstock. Ce qu'il m'importe de signaler dans les *Poèmes évangéliques* de M. Victor de Laprade, c'est le caractère didactique. *Le Précurseur* et *la Tentation* sont à coup sûr l'œuvre d'une imagination très heureusement inspirée; mais ces deux poèmes, dont je me plais d'ailleurs à louer l'élégance et l'austérité, agiraient plus sûrement sur la foule, si l'intention de l'auteur était indiquée, au lieu d'être formulée. La confusion de la poésie et de la philosophie, que la raison ne saurait accepter, amène dans la trame du style une diversité de couleurs que le goût ne peut avouer. Tour à tour poétique et philosophique, le langage de M. de Laprade ne contente que d'une manière incomplète les philosophes et les poètes. Oui, je crois que le Nouveau Testament est une mine féconde pour les âmes initiées à la foi chrétienne et soumises sans réserve aux prescriptions de la loi nouvelle; mais à quelle condition cette mine peut-elle être exploitée? Il me semble qu'à cet égard les avis ne sauraient être divisés. Il suffit de lire l'Évangile pour comprendre que les récits de saint Luc et de saint Matthieu, de saint

Marc et de saint Jean ne peuvent, sans se dénaturer, servir à l'exposition des idées modernes. Je ne dis pas que la philosophie contredise ou même contrarie seulement la doctrine évangélique, telle n'est pas ma pensée. Quand l'Évangile n'enseignerait que la charité, il faudrait le considérer comme un des livres les plus précieux offerts à l'intelligence humaine. Ce que je tiens à établir, ce que personne, je crois, ne voudra contester, c'est que la doctrine prêchée en Judée il y a dix-huit siècles offre un caractère constamment poétique, et que ce caractère ne peut être méconnu, oublié un seul instant sans que l'Évangile ne soit aussitôt dénaturé. Le Christ, dans les leçons qu'il donne à la foule, ne procède ni par syllogismes, ni par enthymêmes, ni par sôrites, et pourtant bien avant que le précepteur d'Alexandre eût défini et classé ces instrumens dialectiques, les hommes les plus illettrés les possédaient et les maniaient à leur insu. Le Christ procédait par paraboles, M. Victor de Laprade ne l'ignore pas, et il encadre habilement dans ses récits les paraboles du Christ; mais, au lieu de les accepter dans toute leur simplicité, il cède au besoin de les commenter, et cette tentative, très légitime dans le domaine philosophique, ralentit singulièrement la marche de la narration. C'est pourquoi je conseille à M. de Laprade de surveiller sévèrement, avec une vigilance assidue, le développement de sa pensée; il faut qu'il choisisse sans plus tarder entre la philosophie et la poésie. Qu'il émeuve ou qu'il enseigne, qu'il charme ou qu'il instruise; mais qu'il n'espère pas identifier l'émotion et l'enseignement, qu'il n'essaie pas de concilier ces deux tâches si diverses et de les accomplir toutes deux en même temps. Il me répondra peut-être, ou ses amis me répondront pour lui, qu'il cède à sa double nature et qu'il trouve en lui-même l'instinct du poète et l'instinct du moraliste. Lors même qu'il sentirait au fond de sa conscience une propension égale pour l'enseignement et pour l'invention, il ne serait pas dispensé de faire un choix. Qu'il prenne garde, malgré ses facultés éminentes, de manquer le but qu'il veut atteindre. La double tendance que je signale se retrouve dans les pièces purement lyriques, et même dans la *Dédicace* et la *Consécration* adressées par l'auteur à sa mère. J'admire dans ces deux morceaux l'expression de la piété filiale, l'accent d'une âme profondément attendrie par le spectacle de la souffrance et le souvenir d'une mort résignée; mais dans la révélation même de ces sentimens tout personnels, M. Victor de Laprade manifeste encore sa double nature : parfois trop prosaïque pour les poètes, parfois aussi trop poétique pour les philosophes, il ne satisfait pleinement ni la réflexion ni l'imagination.

Je ne voudrais pas laisser croire que M. Victor de Laprade n'est à mes yeux qu'une intelligence fourvoyée cheminant à tâtons sur une

route inconnue; loin de là, ses œuvres m'inspirent une vive sympathie : seulement, je voudrais le voir marcher d'un pas plus résolu vers un but mieux défini. Il possède le sentiment du paysage. Depuis le chuchotement des ruisseaux jusqu'au murmure des chênes séculaires, il n'y a pas un accent de la nature qui le trouve inattentif. Souvent il exprime son émotion sous une forme éloquente, mais je voudrais qu'il tînt compte des temps et des lieux et ne prêtât pas au Christ et aux apôtres des pensées dont le germe est sans doute contenu dans l'Évangile, mais dont l'entière éclosion ne s'est accomplie que sous nos yeux. Cet oubli du temps s'explique par la confusion que je signalais tout à l'heure entre la philosophie et la poésie. Si l'auteur, en effet, ne se fût proposé que l'émotion, au lieu de se proposer en même temps l'enseignement, il n'eût pas mis dans la bouche des apôtres des vérités qui par le fond ne contredisent pas la doctrine chrétienne, mais dont la forme est toute moderne.

Si M. de Laprade était à mes yeux un esprit secondaire, je me garderais bien de discuter les procédés de son intelligence. C'est précisément parce que j'attribue à ses œuvres une véritable importance que je crois devoir les juger avec une sévérité qui pourra paraître excessive. Les objections que je lui soumets ne m'appartiennent pas tout entières. Plus d'une fois j'ai entendu exprimer l'opinion que j'exprime aujourd'hui, plus d'une fois j'ai vu les plus belles pièces signées de son nom émouvoir au début, et ne laisser pourtant dans la mémoire des lecteurs éclairés qu'une trace bientôt effacée. J'ai voulu savoir la cause de cette mésaventure, et j'ai reconnu qu'elle se trouvait dans la confusion à peu près constante de la philosophie et de la poésie. En nous racontant la fable de Psyché, M. Victor de Laprade avait déjà succombé à la tentation que j'ai tâché de caractériser. Au lieu de rester païen dans un sujet païen, il avait interprété cette tradition ingénieuse à l'aide des idées de notre temps. En nous racontant les travaux et la mort de saint Jean-Baptiste, il n'a pas su demeurer purement chrétien. C'est donc chez lui une habitude invétérée d'outrepasser les limites de son sujet. Tous ceux qui aiment la poésie vraiment élevée, qui en suivent les développemens avec une attention sympathique, doivent souhaiter que M. de Laprade combatte énergiquement ses instincts philosophiques. La tâche du poète est assez belle, assez grande pour qu'un esprit élevé s'en contente. Païen ou chrétien, le sujet une fois choisi, il faut le traiter selon sa nature, et ne pas le détourner du sens légitime qu'il présente. La vérité poétique est à ce prix.

J'arrive à M. Charles Reynaud, que la mort vient d'enlever. C'était un des heureux de ce monde; tout lui souriait : loisir, affections de famille, amitiés sincères, rien ne lui manquait. Après avoir voyagé

librement pendant quelques années, il revenait en France et publiait dans un style simple et familier le récit de ses impressions, et c'est au moment où il se préparait à recueillir le fruit de son travail que la mort est venue le frapper. Doué d'un caractère bienveillant, il n'a pas eu un seul jour d'amertume et de dégoût. Tous ceux qui l'ont connu le regrettent, car il s'intéressait aux succès de ses amis beaucoup plus vivement qu'à lui-même. Il ne se contentait pas de les applaudir; il recrutait pour eux des applaudissemens. Au théâtre, quand il voyait la soirée compromise, il réchauffait les tièdes, soutenait les pusillanimes, et, la bataille gagnée, se sentait plus heureux que le vainqueur. Cette nature généreuse se réfléchit tout entière dans les deux livres qu'il a laissés. Dans son voyage d'*Athènes à Baalbek* comme dans son volume de poésies, le souvenir de ses amis occupe toujours la première place. Son talent n'avait pas encore atteint une maturité complète; il y a pourtant dans ses épîtres familières plus d'une page qui mérite d'être citée. La meilleure, à mon avis, de toutes ces épîtres s'adresse à un compagnon de voyage dont M. Charles Reynaud ne dit pas le nom. C'est avec ce compagnon, ce camarade de jeunesse, qu'il a visité l'Orient. Il y a dans cette pièce un sentiment très vrai de la nature et de la vie nomade qui se traduit en vers simples et ingénieux; mais le poète ne s'en tient pas là. Après avoir rappelé les émotions du voyage, les rêves de ses nuits passées à la belle étoile, il fait un retour sur lui-même et songe à la fuite des années; puis, comparant ses visions de vingt ans et la réalité qui s'offre à lui dix ans plus tard, au lieu de gémir sur les illusions qui s'envolent, il se console du présent en ressuscitant le passé. Le temps n'est plus où, couché sur l'herbe, enveloppé dans son bernous, entre le chameau accroupi et les chevaux entravés, il voyait passer dans son imagination ardente des femmes demi-voilées qui s'offraient à ses caresses. L'ébène de ses cheveux est déjà semé de fils d'argent; la raison succède à la rêverie. Le poète, au lieu de s'affliger, prend bravement son parti; il possède dans ses souvenirs un trésor que personne ne saurait lui disputer. Accoudé sur le bras de son fauteuil, tête-à-tête avec un ami, en face d'un feu de genêts, il se met à revivre les jours évanouis et nargue joyeusement la fuite des années. Les amis de M. Charles Reynaud ont cité avec raison *la Ferme à midi*. Il y a en effet dans cette petite pièce si courte plusieurs traits d'une vérité précieuse; c'est la vie des champs finement observée, rendue avec un rare bonheur. Je regrette seulement que l'auteur, au lieu de s'en tenir à la peinture de ses impressions personnelles, ait mêlé à ce tableau si frais, d'un effet si salutaire, la pensée de nos discordes civiles. Les chevaux dételés, les bergers endormis près des laboureurs, la chèvre broutant

le cytise et le thym, et la poule, perchée sur le toit, chantant comme au lever du soleil, suffisaient à composer un poème dans le goût de Ruysdael ou de Teniers. A quoi bon mêler à ces épisodes de la vie champêtre le bruit du canon qui gronde dans les rues de Paris? Le souvenir du sang versé n'est que trop vivant dans toutes les mémoires. L'intention de M. Charles Reynaud était excellente, j'en suis convaincu : il voulait opposer le calme des champs aux agitations de la ville; peut-être eût-il agi plus sûrement en nous offrant le tableau fidèle de ce qu'il avait vu. L'esprit du lecteur eût tiré sans effort la moralité de cette peinture.

Les pièces adressées à M. Ponsard, à M. Émile Augier, à M. Meissonnier, écrites dans une langue limpide, nous offrent l'expression d'une amitié sincère. Heureux, trois fois heureux ceux qui ont inspiré et savent garder une telle amitié! La pièce adressée à M. Émile Augier se distingue par un accent particulier. M. Charles Reynaud remercie son ami de lui avoir enseigné l'art des vers. Je ne m'étonne pas qu'il juge son maître avec une extrême indulgence, qu'il le félicite d'avoir associé dans une harmonieuse unité la franchise de Regnier à l'élégance d'André Chénier. Si tel est le but que se propose M. Émile Augier, et je le crois volontiers, ses amis doivent lui dire qu'il ne l'a pas encore touché. Et d'ailleurs, en supposant même qu'il eût résolu ce problème difficile, il resterait à savoir si la solution de ce problème importe vraiment à la comédie. Pour ma part, je me permets d'en douter. Certes, et Molière nous en offre des preuves nombreuses, dans l'action comique engagée de la manière la plus vive, il y a des momens où les personnages sont amenés à expliquer leur pensée intime sans avoir devant eux aucun interlocuteur : c'est ce qu'on appelle penser tout haut; mais dans ces momens mêmes il n'est pas bon, à mon avis du moins, que ce personnage parle comme un poète de profession. Molière a fait plus d'un emprunt à Regnier, et je crois qu'il a très sagement agi; quant à Chénier, je ne pense pas qu'il ait droit de bourgeoisie dans le style comique. Lors même qu'il s'agit de l'expression de la passion, il n'est pas sage d'emprunter le langage des poètes lyriques, et chacun sait que la passion n'occupe jamais qu'un rang secondaire dans une action destinée à la peinture du ridicule; mais c'est insister trop longtemps sur une erreur de goût excusée par l'amitié.

Ce que je voudrais pouvoir caractériser, c'est le sentiment de bienveillance universelle qui respire dans le dernier volume de M. Charles Reynaud. Il saisit le meilleur côté de tout homme et de toute chose. Il n'a pas pu parvenir à l'âge de trente-cinq ans sans subir plus d'un mécompte, sans voir s'attiédir bien des amitiés qui promettaient de demeurer ferventes et fidèles; mais il garde pour lui seul les mé-

comptes et les trahisons. Il célèbre avec bonheur les amitiés demeurées fidèles, il pardonne sans effort aux amitiés défaillantes, et ne songe pas même à les rappeler. C'est pourquoi je ne crains pas de dire que M. Charles Reynaud, envisagé sous l'aspect moral, nous offre une nature d'élite. Mêlé depuis longtemps à la vie littéraire par ses relations de chaque jour, il avait su se défendre contre la contagion. Son âme calme et sereine n'a jamais connu la vanité jalouse. Il s'efforçait de bien faire, et, tout en faisant de son mieux, ne courait pas après les louanges. Il voyait dans les œuvres applaudies un sujet d'émulation, et ne reprochait à personne de lui avoir pris sa place au soleil. MM. Ponsard et Augier n'ont pas oublié et n'oublieront sans doute jamais avec quelle ardeur il a combattu pour eux. Il s'associait à toutes les souffrances avec une tendre sympathie. Je trouve dans son dernier volume une pièce qui suffirait seule à établir toute l'excellence de sa nature : *la Mort de Juliette*. L'histoire de cette pauvre fille enivrée d'applaudissemens, entourée d'hommages et de flatteries, aimée pendant quelques mois, crédule un jour et bientôt abandonnée, élevant avec amour le fruit de sa faiblesse et se réfugiant dans la mort comme dans un dernier asile, est à coup sûr un des récits les plus touchans qui puissent être offerts à l'esprit blasé de notre temps. M. Charles Reynaud a recueilli avec un soin pieux tous les épisodes de cette tragique histoire, et les cœurs les plus endurcis ne pourront la lire sans attendrissement. Pour peindre en traits si poignans l'abandon et le désespoir, il faut posséder une sensibilité profonde et en même temps une grande simplicité de langage, car *la Mort de Juliette* offrait un écueil dangereux. Le mélange des émotions vraies et des émotions factices exposait le poète à plus d'un faux pas. Les comédiennes, lors même qu'elles pleurent des larmes sincères, gardent trop souvent dans leur désespoir le souvenir de leur profession. M. Charles Reynaud a compris le danger, et son récit n'a rien de théâtral. Juliette, couchée dans son tombeau, oublie en face de Roméo la douleur feinte que son rôle lui commande pour sa douleur réelle, sa douleur de chaque jour, et se dérobe à ses angoisses par une mort volontaire.

J'aurais à noter bien d'autres pièces qui attestent chez l'auteur un goût délicat, un sentiment exquis de la forme; mais je croirais manquer à mon devoir, si je ne mettais pas ses qualités morales bien au-dessus de ses qualités littéraires. *La Fleur du blé, la Haie,* sont des modèles de naïveté qui réuniront tous les suffrages. Ce qui domine pour moi dans le recueil de M. Charles Reynaud, c'est la bienveillance, la générosité. Je ne pousserai pas l'ingénuité jusqu'à le louer du bonheur qu'il ressentait; je ne dirai pas, comme un ami imprudent et maladroit, qu'ayant à choisir entre l'affliction et le contentement,

entre l'affliction qui est à la mode et le contentement qui est à peu près hors d'usage, il avait choisi le contentement. Ce sont là des flatteries qui ne sortiront jamais de ma bouche. J'ai rencontré plus d'une fois M. Charles Reynaud, j'ai pu l'étudier tout à mon aise, et je dois dire que son bonheur n'était pas un masque officiel, un parti pris. Il était heureux par nature; les souffrances qu'il avait éprouvées, comme toutes les âmes généreuses, il les cachait avec soin, dans la crainte d'affliger ses amis. Il s'efforçait de répandre autour de lui le contentement intérieur qui formait le fond de sa vie. D'après les pages qu'il a laissées, il n'est pas permis d'affirmer qu'il possédât des facultés éminentes, je ne crois pas qu'il fût destiné à conquérir une éclatante renommée; mais je pense qu'un rang très honoré lui était promis dans notre littérature, et quoique la mort l'ait enlevé à trente-cinq ans, il a donné des gages assez nombreux pour que la durée de son nom ne soit pas menacée. Le recueil de ses poésies contraste en effet d'une manière trop frappante avec les recueils publiés chaque jour pour qu'on ne lui assigne pas une place à part. La plupart des poètes qui ont élevé la voix depuis trente ans n'entretiennent la foule que de leurs souffrances, et se prennent trop volontiers pour le centre du monde. M. Charles Reynaud, guidé par la générosité de ses instincts, s'efface toujours devant ses amis. Il croit au bonheur, à la sincérité des affections, et nous entretient de ses espérances. Lors même que son talent aurait moins de finesse, son langage moins d'élégance et de clarté, il serait encore assuré de laisser une trace durable dans les esprits sérieux. La bienveillance, dans une âme façonnée à la pénétration par ses facultés natives et par la pratique de la vie, a quelque chose de touchant qui excite et enchaîne la sympathie. M. Charles Reynaud ne croyait pas à la bonté universelle, mais il voyait dans le nombre des âmes fausses et perverses une raison de plus pour aimer les âmes sincères. Que fût-il devenu si le temps ne lui eût pas manqué pour réaliser ses rêves? Je n'ai pas la prétention de le deviner; mais, avec le loisir qu'il tenait de sa naissance, il est probable qu'il eût trouvé moyen de produire des œuvres, sinon puissantes, au moins délicates et pures. La nature de son talent ne semblait l'appeler ni au roman ni au théâtre. La poésie lyrique allait mieux à ses facultés, bien qu'il n'eût pas à sa disposition une grande richesse, une grande variété d'images. L'épître familière convenait merveilleusement à son caractère et à son esprit, c'est dans ce champ si aride en apparence qu'il se déployait en toute liberté. Il savait le féconder par les souvenirs de sa jeunesse; il associait avec bonheur à l'expression de ses sentimens personnels le tableau de la nature qu'il avait sous les yeux. En parlant de son verger, de ses champs et de ses bois, il trouvait des accens d'une vérité pénétrante. Il disait

ce qu'il avait senti mieux encore que ce qu'il avait rêvé. Son émotion n'avait rien de factice. Chez lui, la rime n'appelait jamais la pensée rebelle ou absente. Sans attacher une grande importance aux doctrines littéraires, il avait choisi presque à son insu la meilleure et la plus sûre de toutes les doctrines : il ne cherchait dans la parole que l'écho de ses sentimens.

C'est pourquoi nous devons le regretter, car les âmes de cette trempe ne sont pas nombreuses de nos jours. Les talens ne manquent pas; toutes les formes de la pensée trouvent parmi nous d'habiles interprètes; ce qui fait trop souvent défaut, c'est la sincérité de l'émotion : le maniement du langage s'est tellement perfectionné, que l'homme disparaît sous l'ouvrier. Les ruses inventées pour tromper la foule sont tellement savantes, tellement multipliées, qu'il faut une rare pénétration pour distinguer le mensonge de la vérité. En lisant les vers de M. Charles Reynaud, l'hésitation n'est pas permise; si le poète ne possède pas encore une habileté consommée, nous sommes du moins en présence d'un homme sincère. Il y a dans sa voix un accent qui ne saurait tromper. Les sentimens qu'il exprime ne sont pas nés de la combinaison des mots. Il s'adresse au cœur, et le cœur lui répond. Le temps et le travail auraient pu lui révéler bien des secrets qu'il ignorait encore; mais il possédait un trésor que le travail le plus persévérant ne suffira jamais à conquérir. Il avait en lui-même une mine féconde dont l'art eût dégagé peu à peu tous les filons. Ne parlant qu'à son heure, il n'était pas exposé à balbutier des paroles sonores et vides. Aussi le recueil de ses poésies, quoique imparfait dans la forme, mérite par son caractère substantiel notre attention et notre sympathie. Bien des poèmes écrits dans une langue plus pure et plus harmonieuse, enrichis d'images plus éclatantes et plus variées, ne laisseront dans la mémoire qu'une trace passagère. M. Charles Reynaud, chez qui le cœur dominait l'esprit, gardera longtemps la faveur qu'il avait conquise en quelques mois, parce que cette faveur ne dépend pas des caprices de la mode.

La tâche de l'analyse est maintenant achevée; il s'agit de formuler les conclusions auxquelles l'analyse nous a conduit. Et d'abord parlons de l'antiquité. La tentative de M. Ponsard ne mérite pas une attention sérieuse, car elle se réduit au pastiche, au pastiche maladroit et infidèle. Mettre en vers la traduction de Mme Dacier et substituer au mot naïf le mot vulgaire, ce n'est pas, quoi qu'on puisse dire, réhabiliter poétiquement l'antiquité, c'est un caprice, et rien de plus. De pareilles tentatives peuvent se multiplier pendant plusieurs années sans rien changer à l'état de notre poésie. Les érudits n'ont rien à y voir, car ils n'y trouveraient pas le souvenir de leurs études; quant aux gens du monde, ils n'ont aucun profit à en tirer, car ils

n'y apprendraient pas ce qu'ils se vantent d'avoir oublié pour se dispenser d'avouer qu'ils ne l'ont jamais su. Avec la meilleure volonté du monde, il me paraît difficile de découvrir dans les *Études antiques* de M. Ponsard quelque chose qui ressemble à une pensée personnelle, éclose de nos jours, ayant une date certaine. Les amis du poète auront beau répéter qu'il a retrouvé la naïveté homérique, c'est une flatterie qui ne mérite pas d'être discutée. Non-seulement en effet M. Ponsard, — malgré le secours de Mme Dacier, qu'il vante à bon droit, puisqu'elle rappelle souvent Homère plus heureusement que Dugas-Montbel, — interprète infidèlement les sentimens et les pensées de l'*Odyssée*, mais encore il resterait à établir la naïveté homérique, dont on fait tant de bruit. Si on entend par naïveté vérité, simplicité, Homère est à coup sûr un poète très naïf; mais si l'on entend par naïveté rudesse primitive, l'erreur est manifeste et démontrée depuis longtemps. Quelle que soit l'opinion que l'on adopte sur l'origine des poèmes homériques, qu'on y voie, comme Wolf, un recueil de chants populaires réunis par une main habile sous la domination de Pisistrate, écrits par des auteurs inconnus, comme les romances espagnoles ou les ballades écossaises, ou qu'on y cherche l'œuvre puissante d'un esprit unique, peu importe. Ce qu'il y a de certain, c'est que les poèmes homériques appartiennent à une civilisation très avancée et ne portent pas l'empreinte des générations primitives. Mais passons, car cette distinction nous entraînerait trop loin. Les *homéristes* et les *polyhoméristes* accueilleront avec un égal étonnement les *Études antiques* de M. Ponsard. Je regrette, pour ma part, que l'auteur de *Lucrèce* et de *Charlotte Corday*, après avoir obtenu des applaudissemens très légitimes, ait compromis par cette tentative imprudente la réputation d'érudit que ses amis avaient bien voulu lui faire.

Les *Poèmes antiques* de M. Leconte de Lisle ont sans doute une autre importance; mais toutes les âmes qui ne demandent à la poésie que l'émotion ne peuvent manquer d'accueillir avec défiance cet essai purement archéologique. J'ai démontré surabondamment que M. Leconte de Lisle n'a pas contenté les archéologues; ses erreurs philologiques sur plusieurs points très élémentaires prouvent tout ce qu'il y a d'incomplet dans ses investigations. Quant à l'esprit même qui anime ses poèmes, je l'ai caractérisé assez nettement. Qu'il s'agisse d'Hélène ou de Niobé, du Centaure ou de Baghavat, il oublie constamment la date des personnages qu'il met en scène; il met dans leur bouche des pensées toutes modernes, ou qui du moins ne sont que l'interprétation moderne des pensées antiques. Ce perpétuel anachronisme, trop facile à démontrer, diminue singuliè-

rement la valeur de ces poèmes. Parfois le paysage rappelle la couleur de l'antiquité, l'esprit s'attend à retrouver dans ce paysage un héros de la même date que le cadre où il figure : illusion passagère, espérance bientôt déçue! Sous les chênes fatidiques de Dodone, dans les montagnes de la Thrace, nous trouvons des personnages animés des sentimens qui dirigent notre vie de chaque jour. S'il me fallait caractériser en quelques mots la pensée qui a dicté ces *Poèmes antiques,* je n'hésiterais pas à dire qu'ils expriment tout simplement un dégoût profond pour la place faite au poète dans la civilisation moderne. Et qu'on ne m'accuse pas d'injustice envers un esprit laborieux que je suis bien loin de vouloir décourager. Je sens aussi bien que personne tout ce qu'il y a d'élevé dans les *Poèmes antiques* de M. Leconte de Lisle, et je me plais à le reconnaître, mais je ne puis renoncer à signaler la pensée qui domine toutes les pages de son livre : or cette pensée, interprétée avec soin, signifie bien plutôt le dégoût de la vie moderne que l'intelligence de la vie antique. C'est avec tristesse que je constate cette vérité trop évidente : je ne puis trouver un autre sens à la pièce intitulée *Dies iræ.* Si les poètes ne sont pas aujourd'hui bannis par la volonté du législateur, comme dans la république de Platon, il est trop certain que la poésie, aujourd'hui comme au temps de Périclès, n'est pas une profession. Les charpentiers et les tisserands sont assurés de vivre, pourvu qu'ils soient vigoureux et que la santé ne leur manque pas. Les poètes vivent au hasard, car l'imagination défie tous les calculs; c'est un malheur sans doute, un malheur dont tous les esprits généreux doivent s'affliger, et je crains bien que ce ne soit un malheur sans remède. Toute l'histoire littéraire est là pour montrer que l'imagination qui enchante la foule, qui l'enlève au sentiment de ses misères, ne peut jamais compter sur un salaire assuré. Soyez poète, peintre ou statuaire : si le succès vient couronner vos efforts, si la popularité accepte ou exagère la valeur de vos œuvres, vous serez riche, applaudi, honoré, envié; mais si vous n'avez pour vous que votre seul mérite, vos études, votre savoir, votre persévérance, si les prôneurs vous manquent, votre vie sera toujours plus incertaine et plus menacée que celle du tisserand et du laboureur, car le besoin que vous contentez n'est qu'un besoin que les hommes de loisir appellent un besoin de luxe, bien qu'il soit aussi incontestable que les besoins de la vie matérielle. L'Évangile a dit : « L'homme ne vit pas seulement de pain, » et l'Évangile a eu raison, car l'intelligence n'est pas moins avide que le corps. Si le cœur a besoin de croire, l'imagination a besoin d'être charmée; mais la foule n'a pas le temps de songer aux plaisirs de l'imagination, ou, lorsqu'elle s'y livre, c'est d'une manière

toute passagère. C'est pourquoi les poètes qui rêvent la gloire et qui la méritent doivent accepter leur isolement, comme la condition même de leur supériorité.

Je n'ai pas à résumer ce que j'ai dit de MM. Victor de Laprade et Charles Reynaud : je crois n'avoir laissé aucun doute sur le fond de ma pensée. M. Victor de Laprade a traité la tradition chrétienne avec le zèle d'un disciple fervent, seulement il a dépassé plus d'une fois le but qu'il se proposait. Quant à M. Charles Reynaud, s'il n'a pas réalisé complétement sa pensée, il y a certainement dans les essais qu'il nous a laissés plus d'une page très digne de louange. Aussi je suis loin de m'associer aux plaintes que j'entends répéter chaque jour : malgré les paroles attristées que j'ai prononcées tout à l'heure, je ne crois pas que la poésie soit destinée parmi nous à périr d'une mort prochaine. Applaudie ou négligée, encouragée par des esprits pénétrans et généreux ou affligée par l'indifférence de la foule, sa vie n'est pas moins certaine que la vie de l'industrie. Il n'est pas au pouvoir du veau d'or, qui menace de devenir le seul dieu des sociétés modernes, de supprimer une de nos facultés. La richesse, qui nous donne le bien-être, ne suffit pas à contenter tous nos besoins. La poésie vivra aussi longtemps que l'humanité; elle compte encore parmi nous des apôtres dont la ferveur égale l'éloquence. Les aberrations que j'ai signalées n'attiédissent pas ma sympathie pour les hommes qui se vouent à l'étude et à l'expression de la beauté. A l'heure où je parle, nous attendons encore un génie nouveau, qui se révèle par une œuvre puissante et nous commande une admiration sans réserve. Est-ce à dire que nous ayons le droit de nous plaindre et de nous étonner? Si le talent est la monnaie du génie, Dieu merci le talent ne manque pas, et nous sommes encore loin de la pauvreté. Acceptons sans dédain et sans dépit le lot qui nous est échu, et attendons sans impatience un génie nouveau. Notre siècle, malgré ses agitations, occupera certainement un rang élevé dans l'histoire littéraire, car s'il manque de discipline, il ne manque pas d'énergie, et je nourris la ferme confiance que l'imagination poursuivra son œuvre aussi activement, aussi glorieusement que l'industrie.

GUSTAVE PLANCHE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 septembre 1853.

Faut-il croire que la crise d'Orient est arrivée à son terme, ainsi qu'on le disait il y a quelques jours encore? Doit-on penser plutôt qu'elle n'est rien moins que terminée, qu'elle ne fait au contraire qu'entrer dans une phase nouvelle et prendre un tour plus décisif en changeant d'aspect? Elle serait terminée, si on consultait les penchans de l'opinion, les vœux des gouvernemens, une sorte d'impatience universelle d'en finir avec cette éternelle question, posée devant l'Europe comme une énigme périlleuse et irritante. Elle n'est point au bout des surprises qu'elle nous réserve, si on observe les faits. D'un côté, les efforts continuent pour favoriser un accommodement, les cabinets agissent, la diplomatie redouble de zèle et de persistance dans la recherche d'une issue pacifique; de l'autre, les incidens se succèdent chaque jour et échappent à toutes les prévisions. On n'a point oublié où en étaient assez récemment les affaires d'Orient. La conférence de Vienne avait mis toute son habileté dans la rédaction d'une note destinée à tout concilier, — l'indépendance de l'empire ottoman, les griefs de la Russie et l'intérêt européen engagé dans ce conflit. On sait aussi que cette note, après avoir obtenu l'adhésion du tsar, allait à Constantinople, où le divan ne l'acceptait pas sans lui faire subir quelques modifications. Au premier abord, ces modifications n'étaient rien, disait-on; bientôt on y apercevait quelque importance, et aujourd'hui enfin l'acceptation par l'empereur Nicolas de la note modifiée est devenue plus que douteuse. S'il en était ainsi, le but de la conférence de Vienne se trouverait manqué, et ce qu'il y a de plus grave, c'est qu'il serait manqué non par le fait de la Russie, mais par le fait de la Turquie. Expliquons-nous rapidement sur cette situation nouvelle, qui peut encore se dénouer heureusement par l'acquiescement du cabinet russe aux modifications proposées, mais qui peut devenir aussi, dans le cas d'un refus, le point de départ de complications d'un autre genre.

Quel était le but de la note préparée par la conférence de Vienne pour ser-

vir de moyen d'arrangement entre l'empire ottoman et la Russie? C'était de maintenir autant que possible l'état actuel des choses. Le divan se déclarait prêt à observer dans leur esprit et dans leur lettre les traités de Kaïnardgi et d'Andrinople; il assurait aux Grecs la participation dans une mesure équitable, aux avantages dont jouissent les autres chrétiens; il parlait avec déférence de la sollicitude de la Russie pour l'église grecque, sans rien spécifier d'où on pût inférer un droit formel de protectorat. La première condition de succès pour la note de Vienne, il faut le dire, c'était qu'on n'insistât pas trop sur ses termes, et que de part et d'autre on ne cherchât pas trop à en accuser le sens. Il est parfaitement clair que du moment où chacun prétendrait mettre sous les paroles de cette déclaration un sens entièrement conforme à sa propre politique, il n'y avait plus d'accord possible. C'est l'habileté de la Russie de n'avoir rien discuté dans la note de Vienne, d'avoir tout accepté, soit qu'elle se tînt pour satisfaite des assurances nouvelles qui lui étaient offertes, soit que, dans sa situation actuelle en Europe, elle ne se crût point en mesure de pousser plus loin l'accomplissement de ses desseins sur l'Orient. La Turquie en a jugé autrement; elle a cru de son honneur de faire des modifications qui sont aujourd'hui connues par la publication de la note de Vienne elle-même et du mémorandum de Rechid-Pacha qui accompagne et explique les changemens opérés par le divan. Ces changemens, on le sait, tendent à préciser la portée réelle des traités de Kaïnardgi et d'Andrinople; ils font la distinction entre les chrétiens relevant des gouvernemens étrangers, en vertu de dispositions particulières, et les chrétiens grecs sujets ottomans; quant à ceux-ci, la sollicitude de la Russie est écartée pour ne laisser debout que la sollicitude et la protection des sultans. Avec toute la bonne volonté possible, ces modifications ne sauraient être considérées comme absolument dénuées de signification. Elles sont même si essentielles, qu'elles déplacent la question telle qu'elle avait été posée à la conférence de Vienne, ou plutôt qu'elles la replacent, après trois mois de négociations et d'efforts, dans les termes où elle se trouvait au moment où le prince Menchikof quittait Constantinople. Il y a seulement une différence considérable. A l'origine de cette triste querelle, la Porte ottomane avait pour elle les puissances de l'Occident, l'appui de leur diplomatie, de leurs conseils et de leurs flottes. Depuis, ces puissances ont interposé leur médiation et négocié un arrangement. Or, en présence des modifications introduites par la Turquie dans cet arrangement, que pourraient-elles répondre à la Russie, si celle-ci venait dire aux cabinets : — Vous avez proposé un moyen de pacification, vous avez rédigé une note, j'ai accepté cette note sans y changer un mot; c'est la Turquie qui refuse de souscrire à l'œuvre de votre médiation. Maintenant c'est à vous de faire accepter par la Porte ce que vous avez proposé, ou laissez-moi vider seule ma querelle! — Sans doute le meilleur moyen serait que la Russie acceptât la note de Vienne, même avec les modifications du divan; sans doute aussi l'intérêt européen reste le même, et n'en est pas moins opposé aux tendances de la politique russe; il est vrai encore qu'en tout ceci l'attitude de la Turquie n'est point sans dignité. Cela veut dire seulement que la situation n'est devenue facile pour personne. Il y a un autre inconvénient à signaler.

Lorsque la question d'Orient a éclaté, la politique de l'Europe, de la Franc et de l'Angleterre en particulier semblait s'identifier avec celle de l'empire ottoman. Cette identité n'était point réelle au fond évidemment, ou du moins elle n'était que transitoire; mais enfin les circonstances l'avaient créée, les circonstances avaient un moment confondu les deux intérêts, celui de l'Europe et celui de la Turquie. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui; il est évident qu'il y a un intérêt européen qui parle à Vienne et un intérêt turc qui parle à Constantinople. L'intérêt turc a ses réserves et ses susceptibilités; il stipule pour lui-même, pour l'honneur musulman, pour son présent et pour son avenir. L'Europe n'est point aussi ambitieuse peut-être ou aussi soigneuse de l'avenir de la domination musulmane. Elle défend l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman, moins pour le bien de la Turquie elle-même que parce que cette intégrité et cette indépendance sont aujourd'hui un des élémens de l'équilibre continental. Ce n'est pas le pouvoir musulman qu'elle soutient, c'est le gouvernement neutre qui occupe Constantinople. Enfin l'intérêt européen, c'est surtout la paix, même au prix de quelques sacrifices. N'eût-il pas été plus sage pour la Turquie de ne point laisser éclater ces différences, et de remettre le soin d'interpréter la note de Vienne aux puissances qui l'avaient préparée, et qui ne cessaient de conserver un intérêt opposé aux progrès de la Russie en Orient? Oui, il faut l'avouer, c'est une faute de la part du divan, et elle est d'autant plus grave, que deux fois en peu de temps la Turquie a eu l'occasion d'identifier sa politique avec celle de l'Europe, et deux fois elle l'a manquée. La première occasion a été l'affaire de l'emprunt turc. Certes rien n'était plus propre à créer une puissante solidarité d'intérêts entre la Porte et les états européens. La Turquie a cédé à d'étroits et aveugles préjugés. La seconde occasion, c'est la conférence même de Vienne, par où l'empire ottoman pouvait entrer dans le concert européen et arriver à voir son indépendance de nouveau garantie par les cabinets. Ici surviennent encore des difficultés nouvelles tendant à créer une sorte de séparation avec l'Europe. Mais si la Turquie nous semble avoir mal calculé ses résolutions et ses intérêts, cela veut-il dire que la Russie, malgré les apparences, soit fondée à repousser absolument les modifications proposées? L'empereur Nicolas aurait, ce nous semble, un rôle beaucoup plus élevé et plus généreux à remplir : ce serait de faire cesser l'état violent qui dure depuis six mois, en acceptant la note de Vienne telle qu'elle est revenue de Constantinople, ce qui aurait en outre l'avantage d'effacer les impressions pénibles qu'a dû susciter l'attitude de la Russie dans les commencemens de cette crise. Malheureusement il n'est point certain qu'une pensée de ce genre domine en ce moment le gouvernement russe. Quant à l'Europe, lors même que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'accepterait pas les modifications proposées par le divan, il n'est point dit certainement qu'elle dût renoncer à l'emploi de tout moyen diplomatique, ou qu'elle pût laisser longtemps se poursuivre une guerre inégale entre la Russie et la Turquie, si elle venait à éclater définitivement. L'Europe, après tout, aurait toujours à sauvegarder l'intérêt de l'Occident; mais pour cela, qu'on nous permette de le dire, il faudrait une unité d'efforts qui n'est point aussi réelle au fond peut-être qu'il l'a paru jusqu'ici. Il est possible que la situation actuelle eût été évitée, si

l'Angleterre n'eût refusé pour sa part de laisser s'accomplir, il y a quelque temps, le passage projeté des Dardanelles par les flottes combinées, — passage que le cabinet de Saint-Pétersbourg, au reste, a cru un moment réalisé. Cela indique assez toutes les transformations, toutes les crises par lesquelles peut avoir encore à passer cette éternelle et énigmatique question d'Orient.

Si les difficultés s'élèvent aujourd'hui en Europe, ce n'est point certes qu'on les appelle et qu'on se plaise à les rechercher : elles naissent souvent de causes plus fortes que les volontés; elles sont le produit du choc inévitable des intérêts et des tendances nationales, et c'est ce qui crée parfois un si singulier contraste entre le mouvement des choses extérieures et l'existence intérieure de chaque pays. Ici, après l'excès des agitations passées, tout est redevenu calme. La lassitude et le déplacement de toutes les conditions politiques ont amené cet état si difficile à décrire, et qui ne s'explique que par le besoin du repos. Qu'on observe la France : quelques élections de membres du corps législatif viennent de se faire, et c'est à peine si on y a songé. Du reste, les candidats du gouvernement étaient à peu près sans concurrens. Autrefois une élection devenait facilement un champ de bataille : c'était tout simple, il s'agissait de soutenir ou d'attaquer une politique, d'envoyer un auxiliaire ou un antagoniste à un ministère; aujourd'hui ce n'est point un député, on le sait, qui peut changer une politique ni même un cabinet. Les conseils généraux viennent aussi d'avoir leur session annuelle, et le bruit de leurs travaux n'a guère dépassé l'enceinte locale. L'un d'eux, celui de l'Hérault, a renouvelé son vote habituel en faveur de la liberté commerciale, et il y a joint cette année un vœu pour l'abolition de l'échelle mobile qui règle le commerce des céréales : vœu de circonstance, car en définitive, au milieu de la stagnation politique, dans l'absence d'événemens intérieurs propres à émouvoir fortement l'attention, quel est le fait plus capable d'exciter un intérêt réel et sérieux que cette question des subsistances qui s'est réveillée récemment?

Ce n'est point d'aujourd'hui qu'on s'est inquiété de l'insuffisance des dernières récoltes en France; voici quelque temps que l'incertitude se prolonge. Dans ces derniers jours, la préoccupation a redoublé, et il n'est point même impossible que, l'exagération s'en mêlant, les calculs du déficit probable dans la production des céréales n'aient dépassé la réalité. Toujours est-il que le pays s'est senti menacé, que le prix des grains a haussé partout, et que la sollicitude du gouvernement a dû naturellement se porter sur une telle situation. Le gouvernement a fait la seule chose qu'il pût faire : il a rendu divers décrets abolissant certaines prohibitions, réduisant les droits d'entrée, provoquant l'abaissement du prix de transport des grains, farines et légumes sur les chemins de fer, affranchissant de tout droit de navigation intérieure sur les rivières et sur les canaux les bateaux chargés de ces mêmes produits. On sait bien qu'en tout le reste il serait trop périlleux pour un gouvernement de se substituer à l'action libre du commerce, — et des déclarations officielles réitérées n'ont fait que confirmer cette vérité. Le gouvernement en effet a cru devoir démentir des bruits qui avaient pu se propager sur des achats de grains faits par lui au dehors; il s'est borné à demander à l'étranger les approvisionnemens pour l'armée et pour la marine. On peut rechercher

et imaginer bien des procédés pour suffire à ces crises alimentaires ou pour les prévenir; le plus simple et le plus efficace encore aujourd'hui, c'est la liberté de l'industrie privée et du commerce : il n'en est point qui remplace celui-là. Tout autre moyen qui tendrait à transformer l'état en pourvoyeur général, outre qu'il aurait l'inconvénient d'être entaché d'un esprit peu en faveur auprès du pays, aurait pour effet de suspendre et de paralyser toutes les transactions. Quant à la mesure prise pour maintenir à Paris le prix du pain à un taux inférieur aux indications des mercuriales, ce qu'on en peut dire, c'est que ce n'est là qu'une mesure spéciale à Paris. Il n'est point probable que le gouvernement, au moment où il déclarait vouloir laisser toute liberté au commerce sous une de ses formes, eût la pensée de le gêner sous une autre forme.

Il y a quelques mois déjà, il paraissait un *Mémoire*, qui n'est point sans intérêt, sur ces périodes de disette en France. En décomposant les chiffres des importations et des exportations de grains, l'auteur, M. A. Hugo, est arrivé à découvrir que la disette et l'abondance alternaient par périodes de cinq ou six années : c'est l'éternelle histoire des sept vaches grasses et des sept vaches maigres. Il en est ainsi en France depuis 1816. Sept périodes alternatives se sont succédé. Nous touchons à la huitième marquée pour la disette. Seulement, en comparant dans ces trente-six dernières années le chiffre général des importations et des exportations, il se trouve qu'il y a pour la France un déficit en froment de plus de vingt et un millions d'hectolitres : d'où il résulterait que l'abondance ne compense pas la disette, et qu'en établissant une moyenne de production, la France ne se suffit pas à elle-même. S'il en est ainsi, n'est-ce point à l'état d'infériorité où est l'agriculture française qu'il faut l'attribuer? Quant à l'influence que la disette peut exercer sur les grands événemens publics, l'auteur du *Mémoire* en cite un exemple curieux : il rappelle que la campagne de Russie ne manqua peut-être en 1812 que par suite de la disette de cette époque, la nécessité d'assurer l'approvisionnement de Paris ayant retenu l'empereur du 10 mars au 9 mai. Il se peut qu'il en soit ainsi. Convenons cependant qu'il y a d'autres explications plus élevées, et que cela prouve seulement combien les causes secondes viennent concourir parfois aux grands résultats de l'histoire.

Un des caractères de la crise qui nous menace, c'est de se produire au milieu d'un mouvement immense d'industrie et de travaux qui peuvent être certainement une source de richesse, mais qui pour l'instant malheureusement absorbent les capitaux et les détournent du commerce ordinaire. Partout en effet les plus vastes entreprises se poursuivent et sont en voie d'exécution. La ville de Paris elle-même, au premier rang, a assumé la charge de se transformer matériellement. On a chaque jour le témoignage de ce qui peut s'accomplir en quelque sorte à vue d'œil. Ce n'est pas seulement le Louvre qui s'élève, — ce Louvre qu'on avait eu la si étrange idée de baptiser le palais du peuple; — des voies nouvelles sont percées sur tous les points, des boulevards s'ouvrent presque à l'improviste, la grande artère de la rue de Rivoli traverse déjà Paris, des quartiers entiers disparaissent pour faire place à des quartiers nouveaux. Sait-on combien de maisons sont tombées sous le marteau dans ces derniers temps? M. le préfet de la Seine, dans un mémoire récent, en donnait le chiffre,

qui est de 637, — 637 maisons occupant une surface de 76,841 mètres. L'expropriation de ces 637 maisons a été nécessaire pour la création des halles et de la rue de Rivoli seulement. Ces dépenses, qui forment un budget à part pour la ville de Paris, sont couvertes à l'aide d'un emprunt qui a produit un peu plus de 61 millions. Cependant, en supposant même que les dépenses réelles ne dépassent pas les prévisions, il restera un déficit de 5 millions; mais ce déficit devra être imputé par année sur le budget municipal ordinaire à dater de 1855, époque probable de l'achèvement des halles. Ce n'est pas par un stérile besoin de supputer des chiffres, des maisons abattues, des quartiers qui disparaissent, des constructions qui s'élèvent, que nous constatons les travaux qui s'accomplissent dans Paris et en changent presque entièrement la face, — c'est parce qu'ils ont leur place dans le mouvement actuel, et ensuite parce qu'il y a quelque chose de curieux dans ce labeur d'une ville occupée à briser sa vieille enveloppe pour paraître sous une forme nouvelle. Dans ces maisons qui croulent de vétusté avant que le marteau vienne les achever, c'est un passé qui s'en va. On assainit la ville, un air plus salubre pénètre là où on ne respirait pas, les architectes tracent des voies droites, régulières et élégantes, on s'entend merveilleusement à tout ce qui constitue la vie extérieure; en même temps aussi il y a un sens moral des choses anciennes qui s'évanouit, il y a un caractère qui s'efface dans les monumens restés debout, isolés et dépaysés en quelque sorte au milieu des splendeurs des voies et des constructions modernes. On en a un exemple par cette tour Saint-Jacques-la-Boucherie, demeurée intacte dans la rue de Rivoli, et qui doit, à ce qu'il paraît, être entourée d'une balustrade, d'une plantation d'ormes et d'acacias. Le monument n'a pas changé, c'est sa destination qui n'existe plus. Autrefois il avait un sens historique, aujourd'hui il n'est plus qu'une curiosité d'art appelée à figurer au milieu d'un square. Il en sera de même de l'Hôtel-Dieu, qui doit, dit-on, être déplacé et reconstruit. On bâtira un plus bel hospice; ce ne sera plus la maison hospitalière adossée à l'église, mettant les pauvres à côté du temple et résumant la vieille idée religieuse dans ce qu'elle avait à la fois de plus élevé et de plus touchant. C'est ainsi que, dans les transformations matérielles d'une ville, on peut voir partout les signes multipliés des transformations qui s'accomplissent dans le monde moral et dans le monde intellectuel.

Ces transformations du monde intellectuel, il serait facile aussi d'aller les rechercher directement dans les œuvres de l'esprit. Là les signes n'abonderaient pas moins; on pourrait voir comment les goûts varient, comment les tendances se succèdent et se renouvellent, comment les mots eux-mêmes changent de sens fréquemment : ce serait une étude comparative à faire de l'esprit et des procédés intellectuels des divers siècles de notre littérature, et, après tout, notre temps ne serait point sans avoir encore dans ce large tableau une part suffisante à côté des tristes et violens excès qui ont pris trop souvent le nom d'inspiration. Pour aujourd'hui malheureusement, il n'y a pas beaucoup d'œuvres tout à fait actuelles qui pussent rentrer dans ce tableau, et en supposant que l'école réaliste y eût sa place, — une place toujours fort restreinte, — ce ne serait point par les *Contes d'été*, que M. Champfleury vient de publier. Ce n'est pas que M. Champfleury n'ait

à certains points de vue un talent remarquable; mais, — l'auteur lui-même l'avoue et ses ouvrages le disent assez, — c'est un réaliste, et ce qu'il est véritablement, il affecte encore plus de l'être en poussant jusqu'à l'abus la minutieuse anatomie des choses qu'il entreprend de peindre et de décrire. Nous ne parlons pas des étranges licences d'expressions qui représentent peut-être aux yeux de l'auteur le plus beau triomphe du réalisme. Que disent donc ces *Souffrances de M. le professeur Delteil* et ce *Trio des Chenizelles*, qui sont les principaux morceaux des *Contes d'été*? Le pauvre professeur Delteil est une victime de l'amour du grec; il travaille à un dictionnaire depuis sa jeunesse, et il vit de rien pour pouvoir le faire imprimer. Il transporte son œuvre de collége en collége, et il tombe au lycée de Laon, où il est en butte à toute sorte de méfaits d'écoliers sans pitié qui le torturent et passent leur temps à élever des vers à soie. Le malheureux Delteil a un autre amour cependant que celui du grec : il est amoureux d'une modiste chez laquelle il loge, et qui a eu des infortunes dans sa jeunesse; mais il ne s'en aperçoit que quand la modiste va se marier avec un gros docteur apoplectique, — et alors, chassé de son collége pour n'avoir pas su réprimer l'indiscipline de ses écoliers, il n'a d'autre ressource que d'entrer dans le nouveau ménage comme précepteur de l'enfant que la modiste a eu dans ses malheurs de jeunesse. — Quant au *Trio des Chenizelles*, il serait encore plus difficile de donner une idée de cette aventure singulière, où le principal rôle appartient à un pauvre diable de musicien amoureux d'une jeune femme, laquelle finit par se donner quelque peu à lui pour punir son mari de sa tyrannie et de ses injustes soupçons.

Ces histoires ne sont rien en elles-mêmes : le sujet n'existe pas; ce qui est quelque chose, c'est le talent d'observation de l'auteur, qui peint certaines souffrances obscures, certains côtés vulgaires de la vie provinciale avec une sagacité singulière parfois; seulement l'auteur est atteint d'une maladie très difficile à guérir, parce qu'elle est le résultat d'un système. Il croit qu'il suffit d'observer, quelle que soit la chose qu'on observe, pourvu qu'elle ait un caractère réel. L'art cependant ne consiste pas exclusivement à observer, il consiste à observer des choses qui intéressent; il consiste à choisir, à combiner, et à faire d'une fiction l'image idéale de la réalité. M. Champfleury croit que l'intérêt d'un roman ou d'un conte réside dans la reproduction minutieuse des vulgarités les plus crues, et voici l'auteur inconnu d'un recueil publié sous le titre de *Six Nouvelles contemporaines*, qui trace d'une main rapide quelques esquisses d'une vie plus relevée. Le livre vient de Genève, et c'est sans doute une plume mondaine qui l'a écrit. Là peut-être est le trait le plus distinctif de ces récits sans prétention, qui ne manquent parfois ni de facilité ni d'élégance. L'auteur peint un peu les mœurs sociales contemporaines; il mêle même à quelques-unes des aventures qu'il raconte nos soldats de Rome et d'Afrique. *Valentine de Trèves* et *Louise* sont les meilleures de ces nouvelles; mais quoi! n'y a-t-il point quelque monotonie dans l'invention? Ici, dans le premier de ces contes, c'est un mari embarrassant qui meurt fort à point pour permettre à sa femme de voler à un second mariage; là, dans *Louise*, c'est une femme qui disparaît à propos pour permettre à son mari de se rapprocher d'une jeune fille du peuple qu'il a aimée, et qui avait eu la

fortune d'épouser un amiral anglais. Heureusement un certain voile de distinction recouvre ces ressorts assez pauvres, et on lit les *Nouvelles contemporaines* sans ennui, comme aussi sans y attacher un trop grand intérêt littéraire, et sans se demander ce qu'elles prouvent. C'est au contraire le caractère d'un des premiers romanciers de la Suisse contemporaine, de Jeremias Gotthelf, de laisser une profonde empreinte morale dans chacun de ses récits. On n'a point oublié certainement *Ulrich le valet de ferme*, ce simple et saisissant tableau de la vie bernoise.

Politiquement aussi bien que littérairement, la France en est donc à traverser une période peu féconde en œuvres et en événemens de premier ordre. La saison vient contribuer à une stagnation qui s'explique aussi par la nature des temps; les seuls faits significatifs sont ceux par lesquels le mouvement politique de la France se rattache à la situation générale de l'Europe. Or, en observant cette situation dans son ensemble, qu'aperçoit-on? quels symptômes se manifestent? quelles affaires se poursuivent? Il y a d'abord sans doute la crise orientale, la première de toutes les préoccupations dans ces derniers mois, la première de toutes les affaires pour la France comme pour l'Autriche, pour la Prusse comme pour l'Angleterre, sans compter même les deux puissances le plus directement en lutte, la Russie et la Turquie? N'y a-t-il point en outre cependant un certain nombre de questions faites pour ramener l'Europe au sentiment de sa situation intérieure, ou qui peuvent, dans un temps donné et dans une mesure différente, exercer leur influence sur la politique générale? Il ne serait peut-être point impossible qu'après s'être beaucoup occupée de l'Orient, la diplomatie n'eût profité de ses réunions récentes pour s'occuper un peu de l'Occident et de quelques-unes de ces questions dont nous parlons, — du travail des sectes révolutionnaires, des relations très refroidies de l'Autriche et du Piémont, des difficultés survenues à Smyrne entre l'Autriche et les États-Unis au sujet d'un réfugié hongrois. L'état de l'Europe est resté tel après les dernières commotions, qu'il suffit de la moindre crise pour réveiller les espérances de tous les agitateurs révolutionnaires; aussitôt les congrès occultes sont convoqués, les tronçons dispersés des sociétés secrètes cherchent à se rejoindre, l'effervescence se ranime au premier bruit de guerre qui éclate sur un point quelconque. On vient d'en avoir un exemple par une réunion dont on parlait récemment, et qui a eu lieu, dit-on, en Suisse : c'était, à ce qu'il paraît, *la Jeune Allemagne* qui cherchait à se réorganiser sur le modèle de *la Jeune Italie*. La création primitive de *la Jeune Allemagne* est déjà ancienne, elle est antérieure à 1848; mais ces derniers temps ne lui avaient point été favorables : il lui a toujours un peu manqué ce que *la Jeune Italie* sait si bien trouver, — les ressources financières. Ce ne sont pas les adhérens qui font défaut, seulement à l'article de la contribution pécuniaire l'enthousiasme perd visiblement de son intensité; il n'en reste pas moins un contingent suffisant et fanatisé que les chefs de *la Jeune Allemagne* semblent se proposer d'organiser et d'accroître pour être en mesure d'agir à l'heure voulue. En dehors même des répugnances qu'inspirent les idées et les pratiques révolutionnaires à un point de vue général, n'est-ce point une chose étrange que ce travail occulte d'hommes à qui la grande et vraie société ne suffit pas pour vivre, pour agir, pour produire

leurs pensées, — qui ont besoin de l'ombre des conciliabules, du mystère des organisations ténébreuses, et qui passent leur temps à créer une autre société invisible et souterraine entièrement fondée sur l'esprit de destruction? Que les gouvernemens cherchent à se préserver de ces armées secrètes, formidables en certains momens par leur organisation même, qu'y a-t-il de surprenant? C'est là au surplus un fait général tenant aux conditions politiques dans lesquelles se trouvent placés tous les pays secoués par les révolutions des dernières années.

Mais à côté, comme nous l'indiquons, il est des questions internationales qui ne sont pas moins graves pour l'Europe. Nous passons le différend austro-suisse, bien qu'il ne soit point terminé, et qu'il semble même faire peu de chemin vers une solution. Il reste toujours le démêlé qui est venu, il y a quelques mois, réveiller les difficultés les plus épineuses entre l'Autriche et le Piémont. On sait quelle a été l'origine de ce démêlé; c'est le décret de séquestre rendu par le gouvernement autrichien sur les biens des émigrés de la Lombardie. Un certain nombre de ces réfugiés étant devenus sujets piémontais, le gouvernement sarde s'est vu dans l'obligation de réclamer d'abord, de protester ensuite et enfin de rappeler son ministre à Vienne, M. de Revel, en déguisant ce rappel sous la forme d'un congé. Le représentant de l'Autriche dans le Piémont, M. le comte Appony, n'avait point cependant jusqu'ici quitté Turin; les relations officielles des deux pays restaient donc dans des conditions à demi régulières, des négociations étaient possibles encore, lorsqu'une circonstance particulière est venue jeter un élément nouveau de froideur dans des rapports devenus déjà assez difficiles. L'Autriche avait demandé l'extradition d'un sujet lombard qui avait assassiné le docteur Vandoni à Milan. Le gouvernement piémontais mettait-il tout le zèle possible à accueillir la réclamation de l'Autriche? Est-il vrai au contraire, comme on l'a dit, qu'il ait favorisé le départ du coupable revendiqué par le ministre autrichien? Quoi qu'il en soit, la demande d'extradition n'a point eu de suites, et il en résulte aujourd'hui que M. le comte Appony quitte Turin à son tour par voie de congé. Quant à l'époque du retour du représentant de l'Autriche, elle est d'autant plus incertaine, que M. le comte Appony est, dit-on, désigné pour le poste de ministre à Rome. Ainsi, bien loin de marcher vers un arrangement, les difficultés entre l'Autriche et le Piémont n'ont fait que s'envenimer, au point de devenir une rupture à peine déguisée, qui peut laisser place aux plus sérieuses complications.

Ces faits prennent un caractère plus grave encore quand on considère l'état général de la péninsule italienne, le malaise profond de ce pays si cruellement éprouvé, les symptômes presque permanens d'agitation, le travail obstiné des propagandes révolutionnaires, auquel viennent répondre périodiquement les répressions des gouvernemens. En ce moment même, à Milan, soixante-quatre condamnations viennent d'être prononcées par les commissions militaires pour des faits relatifs à la tentative insurrectionnelle du 6 février dernier. Dans les états pontificaux, à Rome, à Bologne, les arrestations continuent à la suite du complot récemment découvert, et prennent chaque jour des proportions plus considérables. Enfin, à Naples, le dernier procès sur l'insurrection du 15 mai 1848 vient de se dé-

nouer par vingt sentences de mort, quinze condamnations aux fers et trois au bannissement perpétuel. Parmi les condamnés à mort se trouvent d'anciens ministres, d'anciens députés, des prêtres, des écrivains, le duc Cirelli, le baron de Dominicis, M. La Cecilia, M. Salicetti, M. Paolo Ruggiero. On a certainement quelque droit de croire que le roi de Naples ne laissera pas s'exécuter ces sentences terribles. Ce qui fait, disons-nous, que la situation du Piémont est d'autant plus grave dans ces conditions difficiles où se trouve l'Italie, c'est que le sol piémontais sert d'asile à beaucoup de ces réfugiés atteints par les autres gouvernemens, par l'Autriche en particulier. Le Piémont doit aux émigrés italiens la sécurité de l'asile qu'il leur offre, et il doit aussi à son propre intérêt, à la sûreté de ses institutions, de vivre le plus possible en bonne intelligence avec les autres gouvernemens de la péninsule. Si le prestige du droit a fait sa force au commencement de son démêlé avec l'Autriche, c'est sa modération et sa prudence qui doivent maintenir ces avantages.

Une autre question assurément aussi délicate et qui se rattache à un ordre de conflits politiques dont l'importance doit inévitablement s'accroître dans un avenir plus ou moins lointain, c'est un incident survenu dans le port de Smyrne et qui a mis en présence l'Autriche et les États-Unis. De quoi s'agissait-il? Un réfugié hongrois du nom de Martin Costa se trouvait à Smyrne. Le consul d'Autriche a eu la malheureuse pensée de vouloir s'emparer de ce réfugié; il l'a fait enlever, à l'aide de quelques hommes armés, dans un café turc, et il l'a remis au brick autrichien *le Hussard*. Aussitôt le capitaine américain Ingraham, commandant le vaisseau *le Saint-Louis*, a préparé ses batteries et a menacé d'ouvrir le feu sur le navire autrichien, si on ne lui livrait le réfugié prisonnier, en se fondant sur ce que Costa avait fait aux États-Unis les démarches nécessaires pour devenir citoyen américain, et avait acquis ainsi des droits à la protection du pavillon de l'Union. Heureusement le conflit matériel s'est arrêté là, et le réfugié Costa a été en fin de compte remis à la garde du consul de France, qui ne doit le livrer que sur la demande collective des consuls d'Autriche et des États-Unis. Quand cette demande viendra-t-elle? Elle ne peut évidemment se produire que quand la question sera diplomatiquement vidée entre les deux pays. Or cette question ne se présente pas dans des conditions très propres à favoriser un prompt et surtout un amiable dénoûment. Le gouvernement autrichien, pour sa part, a récompensé le commandant du brick *le Hussard* et son consul à Smyrne pour leur conduite énergique; il a adressé au cabinet de Washington et aux autres gouvernemens un *memorandum* où, d'après le droit des gens, il repousse les prétentions des États-Unis et appelle la condamnation sur la conduite du capitaine Ingraham. De son côté, le cabinet de Washington paraît approuver entièrement l'acte du commandant du *Saint-Louis*. Dans les villes américaines, le nom du capitaine Ingraham est salué par des applaudissemens enthousiastes. Si on se souvient qu'il y a deux ans les ovations décernées à M. Kossuth amenaient une sorte de rupture entre l'Autriche et les États-Unis, on comprendra que des incidens comme celui de Smyrne soient assez propres à réchauffer ce vieux levain. Le malheur est que, des deux côtés, il y a eu des actes également injustifiables. Il est évident que le consul d'Autriche ne pou-

vait sérieusement se prévaloir d'aucun privilége pour mettre la main de sa propre autorité sur un homme résidant en pays neutre : en usant de violence, il s'exposait à provoquer l'emploi d'un moyen semblable; mais en même temps comment admettre que, sans déclaration de guerre, le commandant d'un vaisseau puisse ouvrir le feu sur un autre navire dans un port neutre? Et en outre, le réfugié Costa eût-il fait les démarches préliminaires pour acquérir le titre de citoyen américain, il n'avait pas encore ce titre, d'après la législation américaine elle-même. Il y a donc eu des deux côtés excès de prétentions et abus de la force. Ce qui est le plus caractéristique et le plus grave dans ce fait, c'est la tendance qu'il révèle, c'est la politique qu'il annonce une fois de plus de la part des États-Unis vis-à-vis de l'Europe. On a vu récemment les protestations de M. Soulé en faveur de tous les opprimés, selon son langage; l'acte du capitaine Ingraham est la mise en pratique des paroles du ministre de l'Union à Madrid, c'est la protection des États-Unis étendue et assurée à tous ceux qui sont en lutte avec leur gouvernement. Et dans ces termes, on en conviendra, il est difficile que l'Europe reconnaisse ce droit singulier d'intervention en faveur de tous les révolutionnaires à qui il peut plaire d'invoquer le nom américain. Aussi ne serait-il pas surprenant que les gouvernemens européens se concertassent pour repousser ces prétentions. Déjà, dit-on, les cabinets s'en sont occupés En attendant, le fait de Smyrne subsiste avec les conséquences qu'il peut avoir, et le réfugié Costa nous semble fort devoir prolonger son séjour au consulat de France, s'il faut, pour le rendre complétement à la liberté, une demande collective de l'Autriche et des États-Unis.

A ces incidens divers, dont l'ensemble forme la situation actuelle de l'Europe dans ce qu'elle a de plus de saillant, se rattachent, on le voit, bien des questions délicates et graves touchant à la sécurité générale du continent, aux relations internationales, aux rapports qui tendent sans cesse à s'accroître en se compliquant entre l'ancien monde et l'audacieuse race américaine. Il y a aussi les faits purement domestiques pour chaque pays. Sans doute, même dans un événement comme celui qui vient de s'accomplir en Belgique, — le mariage du prince royal avec une archiduchesse d'Autriche, — même dans les efforts que ne cesse de faire l'Espagne pour savoir dans quel sens elle doit marcher, à quelle influence elle doit obéir, — sans doute dans ces faits il y a un intérêt général; mais ici les considérations intérieures prédominent. Dans cet ordre de faits suffisamment graves, mais qui ne perdent pas entièrement le caractère domestique, la Hollande a sa part comme les autres pays. Les questions religieuses suscitées il y a quelques mois viennent de trouver leur solution. La loi proposée par le cabinet hollandais pour régler la surveillance de l'état sur les communions religieuses a reçu aujourd'hui la sanction des deux chambres de La Haye.

C'est après quinze jours de débats remarquables que ces difficultés ont été tranchées par le vote des états-généraux. Dans cette lutte parlementaire, le gouvernement était appuyé par le parti réformé historique, par la fraction modérée du parti libéral qui s'est rattachée au nouveau ministère; de l'autre côté étaient naturellement au premier rang les catholiques et les libéraux plus avancés qui avaient soutenu l'ancien cabinet, dirigé par M. Thorbecke.

Or que résulte-t-il des débats qui viennent d'avoir lieu à La Haye? Sans parler des points secondaires ou spéciaux de cette discussion consistant à savoir si la loi française de germinal an x conservait sa force en Hollande et dans quelle mesure elle était appliquée, si le concordat de 1827 existait légalement ou s'il n'était qu'une lettre morte, le projet du gouvernement hollandais soulevait plusieurs questions des plus sérieuses qui peuvent se résumer en ceci : — La loi était-elle constitutionnelle d'abord? Secondement, était-elle nécessaire? Quant au caractère constitutionnel de la loi, le gouvernement et ses partisans ne le mettaient point en doute; ils maintenaient le droit inhérent à l'autorité publique d'intervenir par sa surveillance dans l'organisation et dans l'exercice des divers cultes. Ce droit, les adversaires du projet ne l'eussent point nié peut-être absolument en principe; mais, à leurs yeux, ce qui était dans la loi fondamentale, c'était le droit d'intervention de l'état par voie répressive, et non par voie de prévention, comme l'établissait la législation nouvelle. Prétendre s'immiscer à un titre quelconque dans l'organisation des divers cultes en présence de la constitution, qui proclame la liberté religieuse, c'était se mettre en contradiction avec le droit public inauguré en 1848. C'est toujours, comme on voit, l'éternel et insoluble problème de la réglementation de la liberté, — problème insoluble, disons-nous, tant qu'on se débat avec des théories, et qui n'est susceptible de solutions pratiques que dans les faits, à la lumière de l'expérience. Quant à la nécessité et à l'opportunité de la loi, c'était peut-être le point le plus grave.

Le gouvernement, pour sa part, n'hésitait pas à considérer cette nécessité comme pleinement démontrée par les faits mêmes qui s'étaient produits, par l'agitation qui s'était propagée soudainement en Hollande à la suite de l'organisation du culte catholique. Seulement ici encore les partisans et les adversaires de la loi ne pouvaient pas s'accorder davantage. Là où les premiers avaient vu une agitation sérieuse et profonde, les seconds voyaient une émotion réelle sans doute, mais singulièrement exagérée dans un intérêt politique, afin d'arriver à un changement dans la direction des affaires générales du pays, ce qui s'était réalisé en effet par l'avénement d'un nouveau ministère. La loi nouvelle était donc une loi de tendance, de parti; pour un avantage douteux, pour donner satisfaction aux susceptibilités d'une fraction de l'opinion, elle risquait de froisser une autre fraction considérable de la population, et de plus la mesure prise aujourd'hui en vue des catholiques se retournerait demain infailliblement contre toutes les communions. C'était justement ce caractère de loi de tendance que repoussait le gouvernement, en ajoutant qu'il n'avait fait que s'interposer dans la crise religieuse en conciliateur, afin de prévenir le retour d'agitations de ce genre. Il faut dire du reste que, sans abandonner le principe de la loi, le gouvernement s'appliquait à en atténuer la portée dans l'application, en désavouant toute pensée d'immixtion dans l'organisation intérieure des cultes. Ce sont là quelques-uns des traits principaux de cette grande discussion, qui tenait en suspens de si sérieux intérêts, et à laquelle prenaient part, — d'un côté, le ministre des affaires étrangères, M. van Hall, le ministre de la justice, M. Donker Curtius, MM. Groen, van Lynden, Mackay, — de l'autre, les anciens ministres, MM. Thorbecke, van Bosse, Strens, et les députés catholiques, MM. Luyben, van Nyspen, Meeussen.

Le même caractère se retrouvait à peu près dans les débats plus récens de la première chambre, sauf les explications particulières de M. de Lightenvelt, ministre des affaires catholiques dans le cabinet de La Haye. M. de Lightenvelt avait à éclaircir une situation personnelle assez délicate, puisqu'on l'avait dit opposé à la présentation de la loi, et que depuis il avait fait un voyage à Rome qui avait été l'objet de plus d'un commentaire dans la seconde chambre des états-généraux. La vérité est que le ministre des affaires catholiques était opposé à la loi, et qu'il n'a point cru pour cela devoir déposer son portefeuille, sacrifiant son goût à un intérêt plus élevé et pensant mieux servir son culte religieux par sa présence dans le conseil que par sa retraite. Ce qu'il y a à remarquer au reste, et ce qui se rattache essentiellement à la mission de M. de Lightenvelt à Rome, c'est qu'au milieu des vives inquiétudes nées de la dernière crise, — inquiétudes qui se sont traduites et se traduisent encore en pétitions de tout genre, — l'esprit de conciliation tend évidemment à dominer tous les conseils et à mettre fin au différend survenu entre le gouvernement néerlandais et la cour de Rome. Quel autre sens pourraient avoir quelques-uns des derniers actes du saint-siége vis-à-vis de la Hollande? Non-seulement le souverain pontife a consenti à ne point laisser l'archevêque d'Utrecht et l'évêque de Harlem s'établir dans ces deux villes, où le gouvernement de La Haye considérait leur présence comme pouvant offrir quelques inconvéniens, mais encore il accédait récemment à des modifications dans la formule du serment canonique par une addition qui réserve la fidélité au roi et à ses successeurs. En outre, les sermens déjà prêtés par les évêques néerlandais doivent être interprétés dans le sens de l'addition récente. Enfin les évêques sont autorisés par le pape à prêter le serment civil de fidélité aux lois du royaume. La mission de M. de Lightenvelt n'est point indubitablement étrangère à ces résultats, qui témoignent des dispositions du saint-siége à faire tout ce qui est en son pouvoir pour désarmer les susceptibilités hollandaises.

C'est donc sous le bénéfice de ces rapprochemens et de ces tendances conciliantes que la loi destinée à régler la surveillance de l'état sur les cultes vient d'être votée, — dans la seconde chambre des états-généraux, par 41 voix contre 27, — dans la première chambre, par 21 voix contre 16. Le chiffre même de la majorité indique assez les divisions profondes de l'opinion publique. Maintenant le gouvernement a dans la main l'arme qu'il demandait; c'est à lui d'en user dans des vues libérales et tolérantes, de corriger en quelque sorte le principe par l'application. De quelque manière qu'on juge sous d'autres rapports la loi nouvelle, il est bien clair que ce n'est point la liberté religieuse, au moins complète et telle qu'elle semblait exister; il est bien évident qu'il peut surgir des difficultés imprévues. Ces difficultés, il est au pouvoir du gouvernement néerlandais de les rendre moins possibles et moins graves, en ne laissant place à aucune considération étroite et exclusive dans l'organisation des cultes qui devra suivre probablement la promulgation de la législation nouvelle. Ce n'est pas seulement l'intérêt des communions religieuses, c'est l'intérêt de la Hollande, qui s'est souvent fait un juste titre de son renom de tolérance.

La crise que traverse l'empire ottoman continue d'être l'objet, au sein des

diverses populations chrétiennes de la Turquie, de publications nombreuses; il est curieux d'y rechercher l'effet produit sur les chrétiens d'Orient par l'attitude du gouvernement russe. En définitive, la stabilité du pays dépend de l'obéissance de ces populations. Le jour où elles auraient pris le parti de repousser la domination turque les armes à la main, la tâche à laquelle on soupçonne la Russie de viser serait singulièrement simplifiée. La Turquie d'Europe, on le sait, est habitée presque exclusivement par des chrétiens; les musulmans ne sont que dans la proportion de 1 contre 6; dans quelques provinces même, comme la Serbie, ils sont presque imperceptibles, et en Moldavie ainsi qu'en Valachie l'on n'en rencontre pas un seul. Une insurrection des chrétiens sur un point quelconque de la Turquie d'Europe causerait donc aux Osmanlis de terribles embarras, et si une pareille tentative se généralisait, elle mettrait leur existence politique en péril. S'ils n'ont pas jusqu'à ce jour couru de plus grands dangers, c'est qu'à aucune époque les chrétiens n'ont su agir de concert dans leurs insurrections, et qu'au lieu de s'entr'aider dans ces momens de crise, ils ne songeaient qu'à se contrecarrer. C'est ainsi, pour ne rappeler qu'un seul exemple, que les Serbes sont restés absolument indifférens pour le soulèvement de la Grèce en 1821, et que les Valaques l'ont combattu de toutes leurs forces à l'heure même où Ypsilanti essayait de se former une armée sur leur territoire. Les dispositions des chrétiens sont-elles aujourd'hui ce qu'elles étaient alors? Comment envisagent-ils les événemens qui depuis six mois se passent sous leurs yeux, et dont ils sont le prétexte? Sont-ils animés d'un vif désir de rompre tout lien avec la Turquie, et sont-ils aussi jaloux de leurs priviléges et de leurs immunités religieuses qu'une grande puissance voisine affecte de l'être pour eux?

Nous n'hésiterons pas à répondre négativement. A plusieurs reprises, nous avons montré, par des écrits publiés en Orient que les chrétiens ne songent pas à la destruction de l'empire ottoman, parce qu'ils comprennent admirablement que, si une pareille catastrophe arrivait aujourd'hui, ils pourraient bien en être les premières victimes. Les Serbes, les Bosniaques, les Albanais, les Bulgares eux-mêmes, quoiqu'ils aient plus à se plaindre que les autres de l'administration ottomane, trop peu intelligente à leur égard, pensent comme que les Grecs sur les conséquences éventuelles d'une chute précipitée de l'empire turc. Les Moldo-Valaques seraient-ils plus désireux de s'affranchir de la domination ottomane? Plus rapprochés de la Russie, auraient-ils plus de penchant à seconder ses vues? Ce serait une erreur de le penser. Bien qu'il y ait dans les principautés quelques familles puissantes, les phanariotes en particulier, pour qui l'annexion à la Russie est un but depuis longtemps poursuivi, la masse des boyards, du clergé, de la bourgeoisie et du peuple redoute une pareille éventualité. C'est ce sentiment qui perce dans un écrit publié récemment sous le titre de *Dernière Occupation des principautés danubiennes par la Russie*, et qui sort évidemment d'une plume valaque. Cet écrit renferme des considérations pleines d'intérêt sur la situation des principautés et sur leur attitude vis-à-vis du protectorat que la Russie présente aux autres populations chrétiennes comme le bonheur qu'elle a rêvé et préparé pour elles. L'écrivain valaque prouve sans peine que le droit peut fournir des argumens irréfragables à ses concitoyens contre toute prétention

au protectorat; malheureusement il oublie que la question de droit disparaît ici devant la question de force, et que l'on aura vainement démontré que la justice est du côté des Valaques, si en même temps ils n'ont pour eux le nombre des baïonnettes. Ce qu'il y a d'important à relever dans ce travail, c'est le sentiment qui l'inspire plutôt encore que la conclusion à laquelle il arrive; c'est le désir qu'il révèle du maintien de la suzeraineté ottomane et de l'intégrité de l'empire. Si, parmi les populations de cet empire, il en est une pourtant qui semble avoir, par l'état avancé de ses mœurs et de ses lois civiles, des raisons de cesser de faire partie d'une société où la religion et les usages sont si éloignés de ceux de l'Occident, ce sont les Moldo-Valaques. Que l'on juge par là des tendances des Slaves, qui, sous l'influence du génie de l'Orient, ont pris la plupart des habitudes des Ottomans et ne sont séparés d'eux que par la religion.

CH. DE MAZADE.

LA BOURSE ET LA BANQUE D'ANGLETERRE.

Il y a de l'inquiétude et du malaise à la Bourse. Depuis une quinzaine de jours, le fonds régulateur, le 3 pour 100, a rétrogadé par petites secousses, de 80 fr. à 77 francs. Peu de valeurs ont résisté à ce mouvement restrictif. Le bénéfice produit par les espérances de pacification se trouve à moitié dévoré. On ne saurait dire précisément à quoi tient cette défaveur. Parmi les spéculateurs au jour le jour, qui veulent savoir chaque soir le motif de la hausse ou de la baisse, on échange des conjectures plus ou moins sombres sur la querelle turco-russe ou sur l'insuffisance des céréales; mais des faits positifs, des appréhensions suffisamment justifiées, on n'en articule point. Il y a même des optimistes qui expliquent la pesanteur des fonds et l'inertie des affaires, par l'absence des princes de la finance, et qui affirment que le retour des vacances sera le signal d'une brillante reprise. L'explication la plus naturelle à nos yeux est l'état de la place de Londres, où se manifestent, en pleine prospérité, les symptômes précurseurs d'une crise monétaire. Londres étant aujourd'hui ce qu'était Amsterdam au siècle dernier, le grand marché des espèces métalliques, les influences que subit sur cette place le commerce de l'or et de l'argent sont ressenties dans le monde entier, et à cet égard les mesures récemment prises par la Banque d'Angleterre méritent d'être étudiées avec la plus vigilante attention.

Représentons-nous d'abord le mécanisme interne d'une banque privilégiée, afin de nous rendre compte de ces alternatives d'abondance et de pénurie monétaires qu'on appelle en termes du métier *expansion* et *contraction*.

Nous supposons, par exemple, une banque possédant à son point de départ un fonds de 100 millions en valeurs métalliques. La portée naturelle de ses affaires autorise une émission de 200 millions en papier. En même temps, des capitalistes détenteurs d'une somme de 200 millions dont ils n'ont pas l'emploi immédiat la confient provisoirement à la banque à titre de *dépôt* gratuit. Voilà donc l'établissement privilégié en possession d'un encaisse de

300 millions. Résistera-t-il à la tentation de le faire valoir? Non, sans doute: il pourra sans inconvéniens élever la somme des avances qu'il fait au commerce; il sera modéré s'il ne la porte qu'à 600 millions. Ce n'est pas tout : les 200 millions déposés dans les coffres de la banque ne servent pas moins aux transactions; ils y sont représentés par des *mandats* que les propriétaires tirent sur la banque, mandats transmissibles de mains en mains et payables à vue, comme les billets au porteur. Ainsi, dans l'hypothèse où nous nous plaçons, la *circulation*, c'est-à-dire l'ensemble des facilités offertes au commerce, comprend d'une part 600 millions en billets de banque et d'autre part 200 millions en mandats ou récépissés fonctionnant comme des billets; total : 800 millions. En pareil cas, l'argent surabonde. On surexcite l'industrie en la commanditant, le commerce en abaissant le taux des escomptes, les affaires de bourse en prêtant sur nantissemens de valeurs; en un mot, il y a *expansion*. Mais survient une circonstance telle que les capitalistes ont intérêt à reprendre les fonds déposés gratuitement, soit en vue d'un placement lucratif à l'intérieur, soit pour les faire valoir à l'étranger. 100 millions en espèces sont ainsi retirés et exportés. La banque, dont l'encaisse disponible se trouve réduit à 200 millions, est obligée de restreindre proportionnellement les émissions de son papier : elle les abaisse à 400 millions. Ainsi les moyens de crédit, amoindris par le retranchement de 200 millions en billets et 100 millions en mandats, tombent tout à coup de 800 millions à 500. Alors il faut élever le taux des escomptes afin de les restreindre : il faut même parfois créer des embarras au commerce, afin de modérer cet essor qui l'emporte à l'étranger avec les capitaux d'emprunt : il y a *contraction;* quand la contraction est trop brusque et trop violente, elle dégénère aisément en crise commerciale.

La théorie que nous venons de résumer va nous faire comprendre ce qui se passe en Angleterre, et comment l'état du *money-market* réagit actuellement sur la place de Paris.

Au commencement de l'année dernière, l'or arrivait abondamment de l'Australie et de la Californie, au moment même où l'appréhension d'une guerre générale suspendait en Europe les opérations à longs termes. Inactif et craintif, il alla comme d'habitude se réfugier provisoirement dans les coffres de la Banque d'Angleterre. Du mois de mars au mois d'août 1852, les dépôts, tant publics que particuliers, s'élevèrent communément à 460 millions de francs. En même temps, la somme des billets émis par la banque était rarement inférieure à 750 millions. Les réservoirs du crédit étaient donc riches à plus de 1,200 millions, ressources bien supérieures aux besoins réels du moment. Il y eut engorgement de capitaux : l'argent fut offert à bon marché. Provoquée par la concurrence que lui faisaient les autres capitalistes, la banque fut forcée d'abaisser à 2 pour 100 le taux de ses avances. Cette libéralité, coïncidant avec les assurances solennelles données en France pour le maintien de la paix, surexcita au plus haut degré le génie entreprenant de nos voisins. La spéculation britannique ne se contenta pas d'accélérer le mouvement industriel à l'intérieur; elle déborda de toutes parts; elle communiqua sa propre fièvre à d'autres nations fort disposées d'ailleurs à la contracter. Jalouse des résultats obtenus par les Américains en Californie,

elle se précipita sur l'Australie, non pas seulement pour y déterrer de l'or, mais avec la généreuse impatience d'y improviser un monde nouveau. Sur le continent européen, elle entra dans la plupart des grandes affaires, mais de manière à y fomenter cet agiotage qui sévit contagieusement depuis une année. Le concours des *capitaux anglais* n'est-il pas devenu en France une phrase banale de prospectus?

A force de se disséminer au loin, les capitaux disponibles se raréfièrent sur le grand marché. La Banque d'Angleterre jugea prudent de comprimer cet essor désordonné de la spéculation, en restreignant peu à peu les facilités offertes au commerce. Par une décision du 6 janvier dernier, elle éleva le taux de l'escompte à 2 1/2 pour 100. Quinze jours après, elle se mit au niveau de la Banque de France, en portant l'intérêt à 3 pour 100. Au commencement de juin, il fallut monter jusqu'à 3 1/2. On augmentait peu à peu la dose du calmant dans l'espoir de couper la fièvre : on n'y réussit pas.

A partir du mois de juin, des besoins d'argent plus multipliés, plus impérieux que jamais se manifestèrent. L'orage qui se formait du côté de l'Orient obligea l'état à des armemens dispendieux. Prévoyant l'insuffisance des récoltes, les négocians anglais, qui ont sur les nôtres l'avantage de la liberté commerciale, prirent l'avance pour faire au loin de grands achats de blés payables en argent. L'impulsion donnée aux manufactures coïncidant avec une émigration nombreuse, et le droit de se concerter étant acquis aux ouvriers anglais, il en est résulté une hausse notable dans les salaires, de sorte qu'il faut envoyer dans les comtés industriels beaucoup plus de monnaie pour le service quotidien. Un singulier engouement pour l'Australie s'est déclaré depuis six mois, de façon que ce pays, où tout est à faire, absorbe actuellement plus d'or monnayé qu'il n'en renvoie à sa métropole sous forme de lingots. Un autre genre de spéculation, fort lucratif sans doute, trouble momentanément le marché monétaire. On envoie sur le continent de l'or pour y acheter de l'argent (1), qui est relativement plus cher, et cet argent ne rentre probablement en Angleterre que sous forme de denrées ou de marchandises. Pour nombre de spéculateurs qui sont entrés comme actionnaires ou commanditaires dans les grandes compagnies, surtout en France et en Espagne, l'instant est venu de répondre aux appels de fonds qui sont faits. Enfin une telle rage d'affaires s'est développée en Amérique, qu'on y emprunte à tous prix pour se jeter dans toutes sortes d'aventures industrielles, et qu'en ce moment, sur la place de New-York, on peut faire des placemens suffisamment garantis à 12 pour 100 d'intérêt : c'est une tentation à laquelle succombent beaucoup de capitalistes anglais.

Voici donc l'argent sollicité de dix côtés en même temps, sollicité surtout pour l'exportation. La possibilité d'utiliser très avantageusement des fonds auxquels la banque n'accorde aucun intérêt produit son effet ordinaire, le retrait des dépôts. Dans la première quinzaine du mois de juillet, les *dépôts*

(1) Par exemple, la loi française déclare qu'un poids d'or vaut quinze fois et demi un poids égal d'argent. Si, par suite des trouvailles faites en Californie et en Australie, l'or perdait dans le commerce de sa valeur relative, c'est-à-dire, si au lieu de quinze fois et demi, il ne valait plus sur le marché que quinze fois son poids d'argent, il y aurait un bénéfice évident à échanger l'or anglais contre l'argent français.

particuliers dépassaient encore la somme de 335 millions de francs (1). Depuis cette époque, ils ont subi de semaine en semaine une décroissance qu'on va apprécier :

Diminution des dépôts particuliers pendant la semaine

finissant le	16 juillet	1853.	915,475 fr.
—	23	id.	6,054,150
—	30	id.	10,620,000
—	6 août	id.	6,987,750
—	13	id.	7,137,700
—	20	id.	14,160,925
—	27	id.	12,255,675
—	3 sept.	id. (2).	2,901,075
		Total des retraits en huit semaines.	61,042,750 fr.

Le mouvement du marché monétaire démontre en même temps que les retraits de dépôts sont occasionnés en grande partie par des exportations d'espèces métalliques. Par exemple, pendant la semaine finissant le 27 août, il est arrivé de l'Amérique et de Hambourg une somme de 13,510,000 francs en argent, plus 400,000 francs en or venant de l'Australie et du Portugal. Pendant la même période hebdomadaire, il a été expédié 25,750,000 francs en or, somme sur laquelle la Russie a reçu 3,750,000 francs, et la France 17,500,000 francs. Hier encore, nous lisions dans des journaux postérieurs aux derniers bilans : « Des sommes considérables en or viennent d'être retirées de la banque, à destination de la Russie. Les envois d'or en France continuent également. »

C'est pour opposer un frein à cette tendance que la Banque d'Angleterre a élevé tout récemment son escompte à 4 pour 100; mais on ne s'abuse pas à Londres sur l'efficacité de cette mesure. Les besoins sont trop grands et trop urgens pour qu'elle suspende le retrait des dépôts et l'exportation des métaux précieux. Aussi s'attend-on généralement, dans le monde commercial, à un nouveau mouvement de contraction, c'est-à-dire à un resserrement des escomptes et à une élévation de l'intérêt au-dessus de 4 pour 100. La bourse de Londres a baissé avant-hier sur cette nouvelle. A Paris, une rumeur annonçant que l'escompte allait être élevé à 4 1/2 et même à 5 pour 100 n'a pas été sans influence sur la baisse des derniers jours.

A ne considérer que l'état actuel de la Banque d'Angleterre, les alarmes qui se répandent seraient bien prématurées. Le dernier bilan qui nous soit parvenu, en date du 3 septembre, accuse encore une situation normale et tout à fait rassurante. La dette instantanément exigible approche d'un milliard de francs, somme qui se décompose ainsi :

Billets au porteur, ou à moins de sept jours.	597,875,100 fr.
Dépôts publics (fonds du trésor, caisses d'épargne, etc.).	117,539,950
Dépôts particuliers (comptes courans).	275,932,825
Total du passif exigible. . .	991,347,875 fr.

(1) Nous traduisons les chiffres au change de 25 francs la livre sterling.

(2) Après la dernière élévation de l'escompte.

Pour faire face à ces engagemens, il y a un encaisse métallique de 412,501,700 francs, plus un portefeuille commercial d'environ 364 millions. Le reste de la garantie consiste dans la créance non remboursable de la banque sur le gouvernement britannique.

Si les choses se maintenaient dans cet état, les inquiétudes qui existent dans les hautes régions de la finance européenne ne tarderaient pas à se dissiper, et la spéculation retrouverait cet entrain communicatif qui depuis un an a fait la fortune de tant d'entreprises. Mais si, comme beaucoup de gens le craignent, les dernières mesures sont insuffisantes; si, pour rappeler l'argent sur le marché de Londres, la Banque d'Angleterre est obligée d'opérer une nouvelle contraction, les financiers influens, les grands industriels, craindront que la crise monétaire ne dégénère, comme en 1839, en crise commerciale : on se tiendra sur la réserve; on hésitera à s'engager dans des opérations nouvelles, et les valeurs anciennes, faiblement soutenues, auront à traverser une phase de décroissance.

Les personnes qui n'ont pas coutume d'envisager par ce côté les affaires de bourse penseront sans doute que nous attribuons une importance exagérée aux embarras de la place de Londres. Ne l'oublions pas : si les grands résultats arrivent par de petites causes, c'est surtout en matière de banque et de crédit. Que font les banques pour rappeler les espèces quand l'exportation des métaux précieux tend à rompre l'équilibre nécessaire entre la monnaie métallique et la somme des engagemens? Les directeurs de la Banque d'Angleterre l'ont dit eux-mêmes dans un mémoire présenté en 1832 à la chambre des communes : « L'or ne peut être ramené de l'étranger que par l'abaissement du prix de toutes les marchandises. » Voici comment ce remède héroïque est pratiqué. On limite les crédits qui alimentaient les spéculations, et on élève le taux de l'intérêt. Les négocians et les entrepreneurs, privés tout à coup des ressources sur lesquelles ils comptaient, en arrivent bientôt aux expédiens pour réaliser les fonds dont ils ont le plus urgent besoin : ils offrent au rabais les marchandises et les titres qu'ils possèdent. Une baisse générale, se déclarant sur toutes les valeurs, offre matière à un nouveau genre de spéculation. Il devient plus avantageux et plus sûr d'acheter à l'intérieur des marchandises au-dessous du cours que de risquer son argent dans des opérations lointaines et chanceuses. Les capitalistes se hâtent donc de retirer les fonds qu'ils ont engagés à l'étranger. En même temps les négocians importateurs, qui avaient donné des ordres en temps de hausse, craignent d'acheter au-dessus des nouveaux cours, et se hâtent d'envoyer contre-ordre à leurs agens. Au lieu de se couvrir des marchandises exportées par des achats de matières exotiques, on fait les retours en métaux précieux. Par l'effet de ces manœuvres, l'or et l'argent disséminés au loin rentrent de toutes parts. La circulation monétaire redevient surabondante, la banque reçoit des dépôts comme par le passé, relève son encaisse à un chiffre normal, et reprend majestueusement le cours de ses opérations; mais le commerce et l'industrie ont subi des pertes écrasantes.

Ce n'est pas de la théorie pure que nous faisons ici. Nous racontons l'histoire de la crise qui a désolé l'Angleterre de 1837 à 1839, crise dont la chambre de commerce de Manchester a consacré le souvenir dans un document des

plus instructifs. En possession d'une grande quantité d'or appartenant à la Compagnie des Indes, la Banque d'Angleterre avait surexcité la spéculation en lui offrant des facilités trop étendues : elle avait abaissé le taux des escomptes au-dessous de 3 pour 100. « Dès le commencement de l'année 1836, disent dans leur manifeste les membres de la chambre du commerce de Manchester, la fureur des spéculations sur les valeurs industrielles, et la formation d'innombrables sociétés par actions avertirent ceux qui avaient conservé le souvenir de 1825 que le monde commercial marchait rapidement à des scènes analogues à celles qui avaient caractérisé cette fatale année. » Pour mettre un terme au retrait des espèces et à la tendance qu'avaient les capitaux à s'engager au loin, les directeurs de la banque élevèrent successivement le taux des escomptes de 4 à 4 1/2 et enfin à 5 pour 100. « Tout le corps du commerce, disent les négocians de Manchester, sur lequel le moindre mouvement restrictif de la banque d'Angleterre agit avec une rapidité électrique, prit l'alarme : chacun s'empressa de réaliser ses valeurs, afin de se garantir autant que possible de l'imminente baisse des prix. Ainsi le but que se proposait la banque se trouva atteint. Pendant le printemps et l'été de 1837, le prix de toutes les marchandises qui avaient particulièrement servi de matière aux spéculations tombèrent à des prix inférieurs à ceux où on les avait vus descendre depuis un grand nombre d'années. » L'effet désiré fut obtenu. L'argent rentra en Angleterre. La banque refit largement sa réserve métallique. L'année suivante, reprise des escomptes à bon marché, nouvelle expansion des affaires. Au commencement de 1839, les capitalistes se trouvaient encore une fois engagés pour des sommes considérables dans les spéculations extérieures. Une mauvaise récolte nécessitait des achats de blés au comptant. Recourant au remède ordinaire, la banque releva brusquement le taux des escomptes à 5, à 5 1/2 et jusqu'à 6 pour 100; les négociations du papier de commerce devinrent tellement difficiles, que, par suite des ventes forcées, on estima à 25 pour 100, au minimum, la dépréciation de toutes les marchandises. Dans les pièces à l'appui du manifeste de Manchester se trouvent les factures d'un négociant importateur qui, sur un ensemble d'articles achetés par lui 2,854,900 fr., a perdu, en raison de la baisse foudroyante, 1,068,975, c'est-à-dire 37 1/2 pour 100.

Il n'est pas étonnant que le commerce anglais, où les souvenirs de 1839 sont encore cuisans, suive avec anxiété les opérations de sa banque. Au point de vue spécial de la Bourse de Paris, ces oscillations du marché monétaire sont également dignes d'intérêt. Il est évident que si les capitaux anglais engagés au loin étaient rappelés à Londres par les manœuvres que nous venons de décrire, il y aurait une tendance irrésistible à la baisse sur le continent.

Le bruit s'était répandu la semaine dernière que la Banque de France allait aussi relever le taux de ses escomptes. Une pareille mesure n'aurait pas chez nous la même gravité qu'en Angleterre. Ces contractions violentes qui jugulent impitoyablement le commerce ne sont pas dans les traditions des régens de notre banque, c'est justice à leur rendre. Loin de tourmenter la circulation, ils la modèrent avec une prudence qu'on leur a souvent reprochée comme excessive, mais dont on sent le prix dans des circonstances comme celles où nous touchons. S'ils étaient obligés de modifier les conditions actuelles du

crédit, loin de spéculer sur ces rudes secousses qui ébranlent les intérêts commerciaux, ils s'appliqueraient au contraire à en adoucir les effets.

La question importante pour les spéculateurs n'est pas l'élévation possible du taux des escomptes; c'est de savoir jusqu'à quel point la Banque de France, exposée aussi à des retraits de dépôts et à des remboursemens multipliés pour solder les blés de Russie et d'Amérique, pourra continuer les avances qu'elle fait actuellement sur les titres négociables à la Bourse. Examinons à ce point de vue le dernier bilan publié, en date du 8 septembre :

Billets au porteur en circulation	661,015,375 fr.
Billets à ordre payables à court terme	5,228,148
Récépissés payables à vue	15,577,789
Dépôts du trésor	69,801,784
Dépôts particuliers et comptes courans	158,748,174
Total des dettes immédiatement exigibles	910,371,270 fr.

Les ressources provenant de l'encaisse et des valeurs de portefeuille échelonnées suivant la prévision des besoins sont les suivantes :

Monnaies et lingots pour la réserve de Paris et le service des succursales	452,932,370 fr.
Portefeuille : effets de commerce	294,102,841
Avances sur lingots et monnaies	1,875,693
— titres de rentes françaises	46,050,986
— titres de chemins de fer	86,048,996
Total des ressources immédiatement ou prochainement disponibles	881,010,886 fr.

Pour apprécier cette situation au point de vue de la Bourse, il faudrait savoir avec exactitude quelle est l'importance du déficit des récoltes, quelle somme a déjà été exportée pour les achats au comptant, quelle dépense il reste à faire pour compléter les approvisionnemens, et enfin dans quelle mesure les étrangers vendeurs de grains voudront bien se payer en nos propres marchandises. A défaut de renseignemens précis, chacun reste livré à ses propres évaluations. Il est prudent toutefois de se rappeler les faits suivans.

Pendant les derniers mois de 1846, dès que l'insuffisance des récoltes eut été constatée, la Banque de France eut à fournir 172 millions en espèces, destinés aux achats de blés à l'étranger. Les demandes d'argent pour l'exportation continuèrent pendant l'année 1847. La Banque refit péniblement son encaisse en achetant des lingots à très haut prix en Angleterre, et en livrant au gouvernement russe des titres de rentes françaises pour un capital d'environ 50 millions. Elle réussit, malgré l'affaiblissement de ses propres réserves, à aider largement le commerce au moyen des dépôts du trésor, qui furent abondans; mais les dépôts particuliers tombèrent au plus bas. On peut se demander aujourd'hui ce qui arriverait, si l'insuffisance des récoltes nécessitait une aussi large exportation de numéraire qu'en 1847. La Banque trouverait-elle à acheter des lingots en Angleterre, où la pénurie des espèces métalliques se fait sentir beaucoup plus que chez nous? Les négocians russes accepteraient-ils de nou-

veau des rentes françaises en compensation? Les fonds du trésor seraient-ils aussi abondans qu'ils l'étaient en 1847, à la suite d'un gros emprunt en partie encaissé? Et, à défaut de ces ressources, la Banque ne serait-elle pas obligée de limiter sa circulation, et par conséquent de réduire le crédit de 133 millions ouvert actuellement aux spéculateurs sur nantissement de titres de rentes et d'actions de chemins de fer?

Ces incertitudes contribuent, selon nous, d'une manière beaucoup plus immédiate que le différend turco-russe, sur lequel l'opinion est blasée, à suspendre l'essor des valeurs françaises. Les gens bien avisés enraient jusqu'à ce que la perspective soit éclaircie. Ils veulent savoir si la crise monétaire de Londres sera conjurée par les récentes mesures de la Banque d'Angleterre, ou bien si une contraction plus rigoureuse encore, devenue indispensable pour retenir l'argent qui fuit, ne déterminera pas dans le monde britannique une crise commerciale dont le contre-coup nous atteindrait. En ce qui concerne nos propres affaires, il est prudent d'attendre le moment où on sera suffisamment renseigné sur l'étendue des exportations métalliques. Gardons-nous jusque-là de la confiance irréfléchie, comme d'un découragement sans cause réelle. Avec son encaisse actuel de 453 millions, notre Banque peut encore fournir beaucoup de lingots sans être obligée de réduire sa circulation fiduciaire; puis, qui sait si les étrangers vendeurs de grains ne se couvriront pas en achetant de nos produits?

En attendant que la situation se dessine, les esprits spéculatifs sont plus que jamais en effervescence, et comme ils vivent dans la douce persuasion que le capital ne fait jamais défaut au génie, nombre d'affaires dans lesquelles on remue les millions par dizaines sont en voie d'élaboration. On annonce déjà, comme devant figurer prochainement à l'ordre du jour de la Bourse, l'emprunt pour la conversion des dettes communales, l'entreprise de la distribution des eaux dans les grandes villes, l'organisation des docks, la reconstitution de la société des mines de cuivre des Mouzaïas, une entreprise de navigation transatlantique basée sur un nouveau système d'impulsion, diverses compagnies de commerce maritime, d'éclairage, de charriage, etc. Nous parlerons de ces affaires à mesure qu'elles se produiront, si toutefois nous pouvons obtenir des renseignemens réellement instructifs.

ANDRÉ COCHUT.

REVUE LITTÉRAIRE.

DU CANGE, ET SES BIOGRAPHES.

I. *Étude sur la vie et les ouvrages de Du Cange*, par M. Léon Feugère; Paris, 1852, in-8°. — II. *Glossaire de la basse latinité*, cinquième édition, augmentée par MM. Henschel et Adelung; Paris, Didot, 7 vol. in-4°. — III. *Les Principautés d'outre-mer, histoire de Chypre sous les princes de la maison de Lusignan*, par M. de Mas-Latrie; Paris, 1853, tome I, in-4°.

Ce qui distingue particulièrement en France le XVIIe siècle, c'est le caractère initiateur des hommes qui l'ont illustré. Louis XIV fonde le gouvernement,

Colbert l'administration, Turenne et Condé la grande guerre, Molière la comédie, Corneille l'épopée dramatique, Pascal la prose éloquente et simple, Boileau la critique littéraire, Descartes la science d'apprendre et de raisonner. Puis à côté de ces hommes que leur génie a popularisés en les immortalisant se placent des savans ou des écrivains plus spéciaux, et par cela même moins en vue, mais qui, par la nouveauté et l'importance de leurs travaux, sont dignes d'une égale admiration. Au premier rang de ces *vieux illustres*, il faut nommer Du Cange, le créateur de la science du moyen âge, ou pour mieux dire, le père de notre histoire nationale. Consulté sans cesse comme un guide infaillible par tous ceux qui depuis tantôt deux siècles étudient le passé, ce savant que l'Europe nous envie sans lui trouver de rival, et qui a élevé à l'érudition le plus grand monument de l'antiquité et des temps modernes, n'a point eu à attendre de la postérité une réhabilitation tardive. Sans soupçonner lui-même la portée et l'étendue de son œuvre, il a joui vivant de la considération qui s'attachait à sa personne et à ses travaux, et le XVIIe siècle, comme le XVIIIe, lui a rendu pleine justice. « Si l'on veut des recherches historiques, a dit Voltaire, trouvera-t-on quelque chose de plus sagace et de plus profond que celles de Du Cange? De tels hommes méritent notre éternelle reconnaissance. » La reconnaissance n'a point fait défaut; mais aussi longtemps que la science historique est restée concentrée aux mains du clergé, des ordres religieux et de quelques membres des universités et des académies, la renommée de l'auteur du *Glossaire*, toute grande qu'elle fût, dut nécessairement se trouver renfermée dans un cercle assez étroit. Il n'en est plus de même aujourd'hui. La science s'est morcelée comme la propriété féodale, et si les véritables savans sont aussi rares que par le passé, ceux qui s'efforcent de le devenir sont du moins beaucoup plus nombreux. De là la popularité toujours croissante du nom de Du Cange, qui semble, comme ses contemporains du grand siècle, grandir par la distance et surtout par la comparaison.

En 1764, l'académie d'Amiens mit au concours l'éloge du savant que cette vieille capitale de la Picardie s'honore de compter au premier rang de ses illustrations, et quatre-vingts ans après ce premier hommage, la Société des antiquaires de la même ville ouvrait une souscription pour élever une statue à l'auteur du *Glossaire*. La statue, œuvre remarquable d'un Amiénois, M. de Forceville, fut inaugurée le 20 août 1849. Cette circonstance, qui sans doute n'ajoutait rien à la gloire de Du Cange, rappela cependant sur sa personne l'attention publique. Au milieu des graves préoccupations qui en ce moment absorbaient tous les esprits, ce fut comme une surprise de voir l'une de nos villes les plus importantes faire trève à la politique, et se recueillir au milieu de l'agitation générale, pour rendre hommage à l'homme dont la vie tout entière avait été consacrée à l'étude d'un passé dont l'esprit même de la révolution qui venait de s'accomplir semblait nous avoir éloignés brusquement de plusieurs siècles en un jour. Les discours académiques et les médailles sont venus interpréter la statue. M. de Falloux, alors ministre de l'instruction publique, décida que les œuvres de Du Cange les plus importantes, qui étaient restées inédites, seraient publiées aux frais de l'état. Et tout récemment a paru, sous ce titre : *Étude sur la vie et les ouvrages de Du Cange*, une appréciation intéressante, dans laquelle on s'attache à faire connaître à la fois

l'homme et l'érudit : l'homme avec ses goûts simples et modestes, ses vertus de famille, son attachement inviolable aux devoirs qui font le bonheur et la dignité de la vie; l'érudit avec l'immensité de ses travaux, l'universalité de sa science, et cette sagacité divinatrice qui révéla un monde dont personne encore n'avait fait parler les ruines. Déjà l'auteur de cette étude, M. Feugère, avait publié de curieux travaux sur la littérature du XVIe et du XVIIe siècles, entre autres des *Études sur la vie et les ouvrages d'Étienne de La Boëtie*, sur *Étienne Pasquier*, sur *Mlle de Gournay*, ainsi que des éditions annotées de la *Précellence du langage français* et de *sa conformité avec le grec*, de Henri Estienne. C'était là, pour étudier Du Cange, une excellente préparation; mais il est à regretter que M. Feugère, au lieu de mêler l'histoire et l'analyse des ouvrages du savant amiénois à la biographie, n'ait pas fait deux parts distinctes, et surtout qu'il n'ait point rangé en ordre méthodique les écrits de ce savant illustre. Cette simple division eût donné sans aucun doute plus de relief à chaque chose, elle eût fait mieux comprendre en même temps la grandeur de l'ensemble. Il est à regretter aussi qu'au lieu de disséminer çà et là dans son volume, les indications biographiques, il n'ait point dressé le catalogue complet, non-seulement des imprimés, mais encore des manuscrits, en ajoutant à ces derniers les numéros qu'ils portent dans les bibliothèques publiques. Il eût, nous le savons, plus que doublé son travail; mais quand il s'agit du père de notre histoire, rien n'est à négliger, et le formalisme de l'érudition même la plus minutieuse est en quelque sorte obligatoire.

La famille de Du Cange, originaire de Calais, avait pris une part glorieuse à la défense de cette ville contre le roi d'Angleterre Édouard III en 1347. Expulsée par le vainqueur après s'être vue dépouillée de tous ses biens, elle vint se fixer en Picardie, où elle occupa dès le XVe siècle diverses charges de judicature. A la fin du siècle suivant, le père de notre érudit remplissait dans cette même province les fonctions de prévôt et de juge royal, comme le père de Corneille remplissait en Normandie les fonctions d'avocat du roi à la table de marbre; nous ne ferions pas ici ce rapprochement, assez insignifiant en lui-même, si la vie et le caractère de Corneille et de Du Cange n'offraient encore sur d'autres points une conformité singulière. Malgré la sévérité de sa charge et l'aridité de ses études officielles, le père de Du Cange était un homme aimable, instruit, sans pédantisme, chose rare dans tous les temps, qui faisait agréablement des vers, et savait les langues grecque et latine comme on ne les sait plus aujourd'hui lors même qu'on les enseigne, c'est-à-dire assez pour les bien écrire et les bien parler. Du Cange, qui naquit le 18 décembre 1610, se trouva donc placé tout enfant dans un milieu qui dut nécessairement influer sur sa vocation. Par l'ancienneté et les souvenirs de sa famille, il se trouvait personnellement intéressé à l'histoire. La science de son père devait l'initier sans effort à l'antiquité classique, et les fonctions auxquelles il était destiné rendaient pour lui la connaissance de la législation obligatoire. Tout jeune encore, il fit marcher de front l'étude du droit, de l'antiquité classique et de l'histoire. A treize ans, il savait le grec; à dix-huit, il terminait son cours de droit à l'université d'Orléans, et à vingt et un ans, le 11 août 1631, il prêtait devant le parlement de Paris le serment d'avocat, comme Corneille, cinq ans auparavant, en 1627, au même âge et à la faveur

de la même dispense, avait prêté le même serment devant la table de marbre de Rouen. Le savant fit d'ailleurs comme le poète, il oublia de plaider, et tandis que Corneille à Rouen s'occupait de *Mélite*, Du Cange à Amiens s'occupait de chartes, de chronologie, de linguistique et de législation. Isolé dans sa ville natale au milieu des livres et des manuscrits, et fortifié dans le travail par le recueillement de la vie de famille, il avait concentré sur son père, son premier maître et son guide, ses affections les plus vives. Il le perdit en 1638, et pour combler le vide que cette mort avait fait dans son cœur, il épousa la fille d'un trésorier des finances de la ville d'Amiens, Catherine Du Bos, femme aimable et douce, qui sut, ainsi que le dit M. Feugère, se prêter avec autant de grâce que de raison aux habitudes sérieuses de son mari. Plusieurs enfans étant nés de cette union, Du Cange, à qui l'érudition ne faisait point oublier ses devoirs de père, jugea que l'accroissement de sa famille lui imposait des obligations nouvelles, et en 1645 il acheta une charge de général des finances ou trésorier de France dans la généralité d'Amiens. Les soins de cette charge qu'il remplit toujours avec la plus grande exactitude, l'éducation de ses enfans qu'il fit lui-même, et l'étude du moyen âge partagèrent sa vie durant de longues années, sans qu'aucun incident en troublât la grave et calme uniformité, ce qui faisait dire à un savant du XVIIIe siècle, Duval, bibliothécaire de l'empereur d'Autriche, François Ier : — Comment peut-on avoir tant lu, tant pensé, tant écrit, et avoir été cinquante ans marié, et père de dix enfans? — La plupart de ces enfans étant morts, Du Cange, dont les goûts étaient très simples, jugea que son patrimoine serait désormais suffisant, et contrairement à ce qui se passe de notre temps, où tant de gens ne travaillent que pour avoir une place, Du Cange quitta sa place pour travailler. Libre désormais de toute préoccupation étrangère à ses goûts, il vint se fixer à Paris, où des documens beaucoup plus abondans et plus variés donnèrent à son esprit un nouvel essor.

Modeste parce que sa science lui avait appris à douter de lui-même, il ne se préoccupait nullement de la gloire et du bruit de ses œuvres. Il étudiait, parce qu'il voulait savoir, et quand on le pressait de faire part au public du fruit de ses recherches et de ses méditations, il répondait par ce mot de l'antiquité : *Mihi cano et musis*. Tel était même son peu d'empressement à se produire, et sa patience à thésauriser son savoir, que ce fut seulement en 1657, c'est-à-dire à l'âge de quarante-sept ans, qu'il publia son premier ouvrage : *Histoire de Constantinople sous les empereurs français*. Malgré le succès de ce livre, huit ans s'écoulèrent encore avant qu'il fît paraître un nouveau travail; mais bientôt la source jaillit avec une abondance intarissable, et le recueil des immenses matériaux qu'il avait amassés fut pour lui comme cette bourse inépuisable de Fortunatus d'où Pierre Schlemihl retirait sa main toujours pleine. Les publications se succédèrent aussi rapidement que pouvaient le permettre non-seulement l'importance et la nouveauté des sujets, — car il cherchait de préférence ce qui était obscur ou ignoré, — mais même l'importance matérielle des volumes, qui, dans ces temps d'infatigable labeur, se produisaient presque toujours sous la forme d'in-folios compactes. Du Cange, toujours calme, toujours occupé, arriva de la sorte à l'âge de soixante-dix-sept ans, sans avoir amais éprouvé la moindre fatigue d'esprit ou la moindre indisposition, fai-

sant quotidiennement sa promenade à pied, jouant volontiers au jeu de balle, et ne laissant jamais deviner qu'il fût savant quand il se rencontrait avec des gens du monde, lorsque, au mois de juin 1688, une strangurie se déclara tout à coup, et il fut forcé de s'aliter. Au bout de quinze jours environ, il se trouva beaucoup mieux, et se rendit, pour visiter les bénédictins ses amis, à l'abbaye de Saint-Germain des Prés, qui était pour Paris et la France au XVIIe siècle ce que l'abbaye de Saint-Victor avait été dans le moyen âge, l'asile inviolable de l'étude et de la piété. L'amélioration qui avait permis cette visite ne fut pas de longue durée. La maladie se ranima bientôt avec une vivacité nouvelle; de graves accidens se déclarèrent dans les premiers jours de septembre, et Du Cange sentit qu'il fallait mourir. Chrétien comme Mabillon et résigné comme lui au milieu des plus vives souffrances, il mourut avec le même calme et la même piété, consolant ceux qui l'entouraient, exhortant sa famille à vivre avec honneur et à rester unie, et gardant jusqu'au moment suprême un calme et une présence d'esprit inaltérables. Baluze, qui fut son disciple et son ami, a raconté ses derniers instans comme dom Thierry Ruinart a raconté ceux de Mabillon, avec un sentiment profond d'attendrissement et de regrets. On sent, à la sincérité de sa douleur, tout ce que valait Du Cange comme ami et comme homme privé, et en comparant les deux récits on ne peut se défendre d'une sympathie mêlée de respect pour ces hommes simples et forts, si savans et si modestes, que la foi consolait de la mort, comme le travail et l'étude les avaient consolés de la vie.

Le 25 février 1688, Du Cange fut inhumé dans l'église Saint-Gervais au milieu d'un immense concours de savans et de gens de lettres. Sa tombe, ornée d'une épitaphe latine qui rappelait ses travaux et ses vertus, était placée entre deux chapelles auprès de la sacristie. Elle a disparu depuis longtemps, et parmi tous ceux qui fouillent des ruines, personne ne sait aujourd'hui sous quel pavé de la vieille église repose cet homme qui nous a révélé le passé.

M. Feugère, en racontant la vie de Du Cange, est resté fidèle à la méthode suivie par les biographes du XVIIe siècle, c'est-à-dire qu'il a réuni une foule de petits faits qui, pour être parfois un peu minutieux, n'en sont pas moins caractéristiques. Cette manière, qui sent son vieux temps, nous paraît, nous l'avouerons, bien préférable dans sa simplicité à ces considérations prétentieuses dont on surcharge trop souvent aujourd'hui les biographies des hommes célèbres. Les anecdotes, quand l'authenticité n'en est point suspecte, sont une source toujours féconde d'intérêt, et celles qui sont relatives à notre érudit ont l'avantage de le faire connaître et de le faire aimer. Suivant la juste remarque de M. Feugère, Du Cange se rattache à la fois, par ses côtés les plus saillans, au XVIe et au XVIIe siècle : il a l'esprit tenace et investigateur des savans de la renaissance, leur opiniâtreté au travail, leur infatigable curiosité; mais il n'a rien de leur pédantisme, rien de leurs passions politiques et religieuses, et par le calme de son esprit, l'exquise politesse des manières, l'aménité des relations et surtout le bon sens pratique, il appartient tout entier à l'époque de Louis XIV, moins le jansénisme et les souvenirs de la fronde. Sans ambition, sans prétention, étranger, comme le dit Morin, à cette maladie du bel esprit qui fait qu'on se montre partout, il ne cherchait dans l'étude « qu'un passe-temps honnête et agréable, » et il répétait sou-

vent : « Si je travaille, c'est pour le plaisir du travail, et non pour faire peine à personne, non plus qu'à moi-même; » car il savait que la science porte des fruits amers lorsqu'elle absorbe comme une passion toutes les facultés de l'âme, et que par ambition immodérée de la gloire et du bruit elle développe dans l'homme des sentimens jaloux et la douloureuse susceptibilité de l'amour-propre littéraire. Satisfait de sa fortune, toute modeste qu'elle fût, il trouvait qu'un homme d'étude est toujours assez riche, quand, assuré contre les besoins de la vie matérielle, il trouve encore dans ses épargnes le moyen d'acheter des livres. Obligeant autant que désintéressé, il pouvait dire comme La Bruyère : « Je ne suis point farouche, encore moins inaccessible; si vous avez à me parler, venez en assurance, je quitterai volontiers la plume pour vous écouter. » Non-seulement Du Cange quittait la plume, mais il tenait à la disposition de tous ses conseils et ses travaux. C'est ainsi qu'il fit l'abandon à Baluze de notes importantes, et qu'il remit une autre fois à un savant qui le consultait sur un projet d'ouvrage tous les matériaux qu'il avait réunis sur le même sujet. Il répondit à ceux qui s'étonnaient de cette générosité excessive : « Je serai ravi que ce savant profite de mon travail; il m'a paru avoir de bonnes idées, et c'est un point sur lequel je ne reviendrai plus. » Sa modestie égalait son obligeance. Un jour un étranger vient le consulter comme l'homme qui connaissait le mieux l'histoire : « Adressez-vous, lui dit-il, à dom Mabillon. » L'étranger va trouver le bénédictin. « On vous a trompé, dit celui-ci, en me désignant à vous comme pouvant vous donner les renseignemens les plus exacts; allez trouver M. Du Cange. — Mais, dit le visiteur, c'est de sa part que je viens. — Il est mon maître, répondit Mabillon. Toutefois, je n'en suis pas moins prêt à vous communiquer ce que je sais. » Après avoir raconté ces anecdotes et d'autres du même genre, le biographe de Du Cange dit qu'il y a là un salutaire exemple pour notre temps et un grand contraste. La remarque est juste, et si l'exemple est généralement peu suivi, le contraste est trop marqué aux yeux de ceux qui vivent dans ce que l'on appelle le monde savant pour qu'il soit besoin d'y insister.

De même que, pour bien saisir tout ce qu'il y a de puissant et d'initiateur dans le génie de Corneille, il faut lire les écrivains dramatiques auxquels il succède, de même, pour bien comprendre les immenses services rendus par Du Cange aux études historiques et saisir la grandeur de son esprit, il faut se reporter à tout ce qui s'était fait avant lui et au moment de ses débuts, puis à tout ce qui se faisait autour de lui. Nous regrettons que M. Feugère n'ait pas mis en relief ce côté important qui rehausse si bien la gloire de l'homme illustre dont il a heureusement, en d'autres points, fait ressortir l'étonnant mérite. Par cela même qu'elle était une réaction violente contre le moyen âge, la renaissance ne pouvait songer à l'étudier. Éblouie par les splendeurs de la civilisation païenne, elle ne voyait dans l'histoire qu'Athènes et Rome. La réforme elle-même avait contribué à fausser la notion du moyen âge. Les institutions du monde féodal, si profondément modifiées par Louis XI et par Richelieu, étaient restées inexpliquées dans leur origine et incomprises dans leur esprit. A côté de la langue latine profondément altérée et tombée pour ainsi dire à l'état de patois, il s'était formé une langue nouvelle, voisine de son apogée au temps de Du Cange, sans que personne eût

songé jusqu'alors à étudier et à expliquer ces deux idiomes, l'un dans sa décadence, l'autre dans sa formation. Un grand nombre de leurs mots étaient mêmes oubliés, et en cessant de les parler, on avait cessé de les comprendre. La chronologie, la numismatique, l'archéologie, la paléographie, la géographie du moyen âge, n'existaient pas et n'étaient même pas soupçonnées. On avait des mémoires, des chroniques; mais aucun travail de généralisation n'avait été entrepris, et les documens dont l'histoire positive pouvait s'autoriser se trouvaient perdus au milieu des fables. Les légendes frappaient de suspicion les écrits de la plupart des écrivains; en un mot, tout était à créer, les recherches, la mise en œuvre, la critique et la philosophie. Par une de ces illuminations qui n'appartiennent qu'aux hommes vraiment supérieurs, Du Cange, sans se rendre exactement compte de la portée de ses intentions, conçut le projet de chercher pour l'histoire du moyen âge cette méthode, ce *nouvel instrument* que Bacon et Descartes cherchaient pour les sciences et la philosophie. Il les trouva dans l'analyse, comme ces grands penseurs les avaient trouvés dans l'observation, et, comprenant dès l'abord que tout se touche et s'enchaîne dans la vie des peuples, il aborda l'étude du moyen âge dans son ensemble, par les faits, la langue, les lois, les mœurs, les monumens, les croyances, la littérature. Quand on sait par expérience ce qu'il en coûte de temps et d'efforts pour élucider la question la plus simple en apparence, quand on sait combien sont grandes souvent en présence des vieux textes les difficultés de la lecture, et quand on songe au nombre infini de documens que Du Cange a consultés, qu'il a soumis le premier aux vérifications de la critique, on est effrayé de la grandeur d'un tel projet, et l'on a peine à comprendre que la vie d'un seul homme, quelque longue qu'elle soit, ait pu suffire aux détails matériels de cette œuvre immense et à plus forte raison à sa synthèse philosophique.

Les travaux de Du Cange, imprimés ou inédits, peuvent se ranger en quatre classes distinctes : 1° histoire universelle du moyen âge en Europe; 2° histoire générale et particulière de la France; 3° histoire byzantine; 4° miscellanées érudites. La première de ses nombreuses publications fut, en 1657, celle de l'*Histoire de l'empire français de Constantinople*, qui marque le point de départ de ses études sur l'Europe orientale et la Terre-Sainte, études qui se complétèrent successivement par des éditions annotées de divers écrivains byzantins, les *Familles bysantines*, *Constantinople chrétienne*, les *Principautés d'outre-mer*. Ce dernier ouvrage comprend l'histoire des trois royaumes latins de Jérusalem, d'Arménie et de Chypre. C'est cette dernière histoire dont la rédaction définitive et la continuation ont été confiées à M. de Mas-Latrie, et qui se réimprime en ce moment à la Bibliothèque impériale. Le *Glossaire grec* du moyen âge complète cette vaste série de travaux. Tout en se faisant l'éditeur des écrivains originaux, Du Cange supplée comme toujours à leur silence; il les commente, les rectifie, les complète, et, sous les titres les plus modestes, il reconstitue l'histoire des croisades, du royaume de Jérusalem et de ses quatre baronnies, Jérusalem, Tripoli, Édesse, Antioche, — du royaume de Chypre et d'Arménie et de la Syrie sainte. Par le *Familles normandes*, il retrace la conquête de la Pouille, de la Calabre et de la Sicile. Par le *Glossaire*, il reconstitue la langue, les usages, la chrono-

logie, la législation, l'archéologie du bas-empire, et, suivant la juste expression de M. Quicherat, la Grèce lui doit la résurrection des siècles qui rattachent son présent à son immortelle antiquité. Enfin, par *Constantinople chrétienne,* il rebâtit la Byzance des empereurs telle qu'elle était sous les Constantin, les Commène et les Paléologue, avec ses murailles, ses rues innombrables, ses palais, ses ports, ses cinq cents églises. Ce livre, véritable guide du voyageur ou plutôt véritable panorama vivant, peut être considéré comme l'une des reconstructions archéologiques les plus étonnantes qui aient été faites, car l'auteur n'avait point eu, comme tant d'autres l'ont eu pour Rome, le secours des ruines, la ville antique qu'il décrit ayant disparu tout entière sous le niveau de la conquête musulmane. Ce fut par la seule étude des textes qu'il parvint à la rebâtir ainsi, en complétant comme toujours l'histoire des monumens par celle des mœurs et des institutions.

Les études de Du Cange sur notre histoire nationale ne sont ni moins variées ni moins profondes. En abordant cette histoire, il fait table rase des opinions qui avaient cours avant lui, il va droit aux sources directes, et il embrasse, en encyclopédiste, le passé tout entier. Par la *Description de la Gaule* et la *Géographie de la France,* il donne une connaissance parfaite du sol en lui-même depuis les premiers temps connus, et dans ce travail immense, inachevé en quelques points, et par malheur encore inédit et décomplété, on trouve en germe la plupart des notions géographiques qui depuis ont défrayé l'érudition moderne. Cependant ce n'était là que la préface d'un ouvrage bien autrement considérable, et qui devait présenter, divisé en sept époques, le tableau complet de l'organisation sociale et politique de la monarchie française jusqu'à saint Louis. L'origine des Gaulois, leurs migrations, leurs croyances, leurs mœurs, l'ordre nouveau établi par la conquête romaine, le gouvernement des villes, les colonies, les municipes, puis sous la conquête franque l'administration des nouveaux maîtres, les origines et le développement de la féodalité, le servage, la noblesse, la chevalerie, l'état des personnes et des terres, en un mot tout ce qui constitua l'ancienne société dans ses transformations successives jusqu'au XIIIe siècle devait se dérouler dans une longue suite de dissertations. Quelques-unes sont complétement terminées; les autres, en plus grand nombre, ne sont qu'indiquées, mais dans les seules notes qui avaient été réunies pour la rédaction définitive, on trouve encore les renseignemens les plus précieux, et nous connaissons des érudits qui de notre temps même se sont fait un nom en se bornant à mettre en œuvre ces riches matériaux, sans jamais les citer. Le *Nobiliaire,* le *Traité des Armoiries,* l'*Histoire des grandes et des moyennes Dignités,* et dans la belle édition de Joinville les dissertations sur les guerres privées, les comtes palatins, l'oriflamme, la justice rendue par les rois, etc., justifient complétement ce que disait Perrault : « La postérité aura peine à croire qu'un seul homme ait possédé tant de science, et que sa vie ait suffi à tous les travaux qu'il a laissés. » Et pourtant, dans l'œuvre immense de cet homme, ce ne sont là que des morceaux pour ainsi dire accessoires. Esprit profondément analytique, Du Cange sentit la nécessité, pour faire comprendre et populariser cette science du moyen âge qu'il avait découverte, de la résumer dans une *somme,* comme saint Thomas avait résumé la théologie, et de la donner toute faite à ceux qui

viendraient après lui : nous avons nommé le *Glossaire grec* et le *Glossaire latin*. Conçus sur le même plan, exécutés avec la même sagacité divinatrice, ces deux ouvrages, qui n'avaient point de modèles et qui sans doute ne seront jamais surpassés, résument à la fois toute la science de Du Cange et tout le moyen âge. Leur mérite est égal; mais, par sa parenté plus intime avec notre race néo-latine, le *Glossaire latin* devait être et a été en effet plus usuel et plus populaire. Ce glossaire s'ouvre par une préface dans laquelle l'auteur trace à grands traits l'histoire de la langue latine dans sa décadence, tout en côtoyant celle de la langue française dans sa formation. Du Cange, suivant sa méthode habituelle, épuise le sujet, et, s'il laisse quelques recoins obscurs, c'est qu'il est impossible de les éclairer. Les philologues modernes n'ont rien ajouté à cette œuvre, unique et définitive à la fois, et tout ce que l'on a dit depuis sur l'universalité de la langue française et son ascendant en Europe se trouve exprimé là avec une clarté et une abondance de preuves vraiment extraordinaires.

Un catalogue biographique et bibliographique de cinq mille auteurs de la basse latinité s'ajoute à la préface, et enfin dans le glossaire se trouvent réunies cent quarante mille explications diverses de mots pris chacun dans leurs acceptions les plus variées. Au seul point de vue lexicographique, un semblable travail suffirait à la gloire d'un homme, puisqu'il offre la reconstitution d'une langue que sa décadence a pour ainsi dire complétement renouvelée, et sur laquelle aucun travail analogue n'avait été entrepris jusqu'alors; mais ce n'est encore là que le moindre mérite du glossaire, car ce livre ne donne pas seulement le sens des mots, il donne aussi le sens intime des choses. C'est une véritable encyclopédie où l'auteur recueille sur tous les points importans, et toujours en s'appuyant sur l'autorité des documens contemporains eux-mêmes, tous les éclaircissemens désirables. Substituez à l'ordre alphabétique, que l'auteur du reste ne paraît avoir adopté que pour rendre l'usage de son livre plus commode et plus prompt, l'ordre logique des matières, et vous vous trouverez tout à coup posséder sur ce sujet une série de dissertations dont la plupart resteront le dernier mot de la science historique, comme elles en sont aussi la première révélation. Montesquieu disait de Tacite qu'il abrégeait tout, parce qu'il voyait tout. On pourrait dire avec autant de raison de Du Cange qu'il savait tout, parce qu'il avait tout lu, historiens, romanciers, poètes, historiographes, livres liturgiques, lois, coutumes, les textes imprimés comme les textes inédits. Le premier, il fait servir à l'histoire des mœurs et des arts ces registres de comptes dont on a tant usé depuis; le premier, il tire des archives des villes le droit municipal, le droit féodal des alleux et des terriers, le costume des miniatures et des médailles. Au mot *communia*, vous trouverez, avec les noms des villes affranchies dans le grand mouvement d'émancipation du XIIe siècle, la complète exposition de notre ancienne organisation communale. Les mots *fiefs, servage*, suffiront à vous initier à tous les secrets de la féodalité; il en sera de même des mots *monnaie, duel, jugement de Dieu*, etc. Du Cange a tracé toutes les grandes lignes. Il a moissonné; nous glanons, et quand nous avons, sur ses vastes domaines, recueilli notre gerbe, nous oublions trop souvent que c'est à lui que nous la devons. L'industrie, le commerce, l'art militaire, la chevalerie, le costume, les mœurs,

les croyances, les lois, l'agriculture, les hommes, la terre, les monumens, les hérésies, les sciences occultes, la liturgie, les choses matérielles et les choses abstraites, il a tout recueilli, tout exposé. Ce livre immense, comme l'appellent les bénédictins, qui traite de tout et qui est ouvert à tous, *librum amplissimum, omnibus apertum*, avait cependant été fait sans préméditation, pour ainsi dire, sans fatigue et surtout sans vanité. L'auteur ne s'était pas même donné la peine de mettre au net son manuscrit, et ce fut seulement pour céder aux instances de quelques savans, auxquels il avait par hasard parlé de son travail, qu'il se décida enfin à le livrer à l'impression. « Ayant un jour fait venir quelques libraires dans son cabinet, dit un de ses biographes (1), Du Cange leur montra un vieux coffre placé dans un coin, en leur disant qu'ils y pouvaient trouver de quoi faire un livre, et que s'ils voulaient s'en charger, il était prêt à en traiter avec eux. Ils acceptèrent l'offre avec joie; mais, à la place du manuscrit qu'ils cherchaient, ils ne trouvèrent qu'un tas de petits morceaux de papiers, qui semblaient la plupart déchirés et hors d'usage. Du Cange sourit de leur embarras, et les assura de nouveau que le manuscrit était dans le coffre; l'un d'eux jeta pour la seconde fois les yeux sur ces lambeaux, et les trouva chargés de remarques savantes d'autant plus faciles à mettre en ordre que chaque papier contenait le mot particulier dont l'auteur entreprenait de donner l'explication. D'après cette découverte, jointe à la connaissance qu'ils avaient du talent de l'auteur, le marché fut bientôt conclu. » Telle est, dit-on, l'origine du premier glossaire. Malgré l'élévation de son prix, ce glossaire, seul peut-être entre tous les grands recueils d'érudition, a été réimprimé plusieurs fois. Les bénédictins au XVIIIe siècle en ont fait, avec d'importantes additions et un supplément, une fort belle édition en dix volumes in-folio, et de notre temps même MM. Firmin Didot, fidèles aux traditions savantes de l'ancienne librairie française, en ont donné une cinquième édition, dans laquelle MM. Henschel et Adelung ont fait des additions importantes.

Nous n'insisterons pas plus longtemps sur ce livre, car tout ce ce que nous pourrions dire n'en donnerait qu'une idée incomplète à ceux qui ne l'ont point pratiqué, et aux yeux de ceux qui le connaissent, l'éloge resterait toujours au-dessous de son mérite. Ce que nous avons voulu avant tout montrer à l'occasion du travail de M. Feugère, c'est que la gloire intellectuelle du XVIIe siècle n'est pas seulement dans ses œuvres littéraires, et que l'époque qui nous a donné le *Discours de la méthode*, les *Provinciales*, *Cinna*, *Tartufe*, *Athalie* et *le Lutrin*, a donné également par Du Cange la grande critique et la science du moyen âge non pas seulement à la France, mais à l'Europe entière. Ce que les Érasme, les Budé, les Estienne, les Scaliger, les Juste Lipse ont fait dans leurs efforts collectifs pour les dix siècles de l'antiquité grecque et romaine, Du Cange l'a fait à lui seul pour les quinze siècles de la barbarie gréco-latine. Il l'a fait sans effort, sans ambition, sans vanité, simplement, comme les grands hommes font les grandes choses. Nous félicitons vivement M. Feugère d'avoir choisi pour sujet d'étude ce savant si modeste, qui n'a pas moins honoré son pays par sa moralité sévère et ses

(1) Le père Daire, *Histoire littéraire d'Amiens*, p. 583.

vertus privées que par son infatigable labeur. En intéressant à ses travaux, par leur universalité même, tous les peuples dont la civilisation est née du christianisme et de la tradition grecque et latine, Du Cange s'est fait dans l'Europe savante une sorte de royauté solitaire, exceptionnelle, que personne ne conteste, à laquelle on n'oppose aucun prétendant. L'Allemagne elle-même, si fière de sa patience et de son génie polyglotte et critique, reconnaît que sur ce point elle a été devancée; l'Angleterre, à son tour, reconnaît qu'elle a été vaincue, en s'étonnant toutefois « qu'une nation aussi légère que la nôtre ait produit un esprit aussi grave et aussi pénétrant que Du Cange. »

CHARLES LOUANDRE.

La Néerlande et Venise (Nederland en Venetie), par M. de Jonge, archiviste du royaume (1). — La Hollande offre de nombreux traits de ressemblance avec l'ancienne république de l'Adriatique; Amsterdam s'enorgueillit du nom de *Venise du Nord* que les touristes et les poètes lui ont décerné. A Amsterdam, comme à Venise, le touriste est frappé par la quantité et l'étendue des canaux, par la splendeur de ces palais qu'une bourgeoisie opulente a élevés et qui cachent les trésors de plusieurs siècles. Cependant la ressemblance n'est pas purement extérieure. Sorties de la mer, les deux villes y ont grandi et ont tenu pendant quelque temps le sceptre de l'océan. Leur règne à la vérité ne fut pas long. L'ancienne énergie qui avait assuré leur indépendance s'était perdue avec l'éloignement du danger. Oubliant leur élément natal, de puissances maritimes elles s'étaient transformées en puissances territoriales, et s'engagèrent dans les questions qui agitaient le continent. L'esprit étroit et exclusif de l'oligarchie, qui dominait la noblesse vénitienne comme la bourgeoisie hollandaise, provoqua de fréquentes discordes civiles, et, affaiblies au dedans comme au dehors, les deux anciennes républiques furent la proie facile de la république française.

Le tableau des rapports politiques, commerciaux et littéraires de Venise et d'Amsterdam, tel que le retrace M. de Jonge, contient des détails d'un intérêt général. Il y a un moment dans l'histoire de Venise où l'esprit de révolte contre l'autorité papale, qui avait éclaté dans le monde catholique, fut sur le point de prendre possession de cette ville. Le feu mal éteint de révolte qui s'y était manifesté dès le commencement du XVIe siècle, s'y était rallumé avec une nouvelle force en 1606, lors de la mise en interdit prononcée par Paul V contre le pays et ses habitans. Tout le monde y lisait alors avec ardeur la Bible et les écrits des réformés. L'historien Paolo Sarpi atteste que des milliers de familles furent sur le point d'embrasser le protestantisme. Une vaste conspiration s'était organisée qui étendait ses ramifications sur le nord entier de l'Italie, et qui avait pour but l'introduction du culte réformé comme culte de l'état. M. de Jonge ne nous explique point par quelle voie le saint siége prévint ce nouveau danger et conserva la république dans la soumission; mais il nous montre avec quel empressement les états-généraux saisirent cette occasion pour se rapprocher de Venise et lui offrir leur assistance. Les documens tirés des archives d'Oldenbarnevelt, qu'il publie à ce sujet, jettent une vive

(1) Un vol. in-8°; La Haye, Belinfante frères, 1852.

lumière sur les desseins du roi Henri IV pour réunir, dans une ligue contre la puissance de l'Espagne, les états protestans avec le nord de l'Italie, et sur la protection presque paternelle dont il entoura la république naissante des Pays-Bas. Philippe de Mornay joue un rôle important dans les négociations qui ont pour but de resserrer les liens entre les deux pays. Accueillies d'abord par le sénat de Venise avec sa réserve et sa circonspection ordinaires, elles aboutissent, à la fin de 1619, à un traité d'alliance conclu pour quinze ans, par lequel les deux républiques se promettent mutuellement un subside annuel en cas de guerre : le sénat de Venise commençait alors à s'alarmer des armemens du gouverneur de Naples, le duc d'Ossune; mais lorsque plus tard les états-généraux exigèrent le paiement des subsides stipulés, le sénat y mettait d'abord de longs retards, puis le suspendait entièrement.

La conjuration de Venise de 1618 forme un épisode de l'histoire des négociations dont nous venons de parler. M. de Jonge rectifie l'opinion erronée que le comte Daru avait fait prévaloir sur cette conspiration. M. Daru, on le sait, accuse le gouvernement vénitien d'avoir été de connivence dans les projets du duc d'Ossune sur le trône de Naples. Pour dissimuler sa connivence au roi d'Espagne, ce gouvernement n'aurait pas hésité à faire le sacrifice gratuit de quelques centaines de victimes. On le voit au contraire conclure un traité d'alliance avec les Pays-Bas, dont une clause prévoit expressément le cas où quelques galères ou navires de guerre étrangers entreront dans l'Adriatique ou dans le golfe de Venise, et dont il va éluder les dispositions dès que le danger sera passé. Il prend à son service un grand nombre de navires et deux corps néerlandais commandés par les comtes de Nassau et de Leuwensteyn. Déjà les recherches de M. Ranke (1) avaient établi cet important résultat. L'historien allemand soutient que le gouvernement vénitien ignorait entièrement les projets du duc d'Ossune sur le trône de Naples, et traite le récit du comte Daru de fiction romanesque, ce que confirment également les rapports faits par le consul néerlandais aux états-généraux sur la découverte de la conspiration.

La politique commerciale de Venise s'appuyait sur le monopole. La république admettait seulement ses propres navires et ses propres marins. Les marchandises importées sur des navires étrangers étaient d'abord frappées de droits élevés et ensuite entièrement prohibées. Les commerçans étrangers étaient soumis à des vexations de toute espèce. L'histoire de Venise ne contient pas la trace d'un seul traité de commerce conclu avec la France, l'Angleterre, l'Espagne, ni avec les Pays-Bas, dont les propositions fréquentes à ce sujet furent toujours éludées. Avec la Porte seule, Venise se trouvait liée par un traité qui lui garantissait les priviléges du trafic du Levant, le dernier refuge de son commerce. Ce ne fut qu'en 1735, quand Ancône et Trieste furent déclarées ports libres, que le sénat se décida a ouvrir le port aux navires étrangers; mais cette mesure tardive ne pouvait plus le relever de l'état de décadence où il était tombé.

Dans l'intérêt de la navigation nationale, une loi défendait aux Vénitiens l'exportation par la voie de terre tant en Allemagne que dans les contrées

(1) *Ueber die Verschwörung gegen Venedig im Jahre* 1618, pages 31-124.

plus éloignées. Les Hollandais arrivaient alors à Venise par Cologne, Augsbourg et le Tyrol, pour y acheter les produits du Midi. A cause de l'insécurité des routes, ils se réunissaient en grandes caravanes et établissaient, chemin faisant, une espèce de commerce d'escales. Ce commerce leur offrait des profits si considérables, qu'ils continuèrent à suivre la route d'Allemagne jusqu'au milieu du XVIIe siècle. Les navires vénitiens venaient, de leur côté, chercher à Bruges et à Anvers les produits des riches fabriques flamandes et les objets qu'y appportaient les armateurs anséatiques. A la suite de la prise d'Anvers par le duc de Parme, les principaux habitans émigrèrent de cette ville et s'établirent en grand nombre à Amsterdam. Ils y furent précédés par les Juifs chassés d'Espagne et du Portugal. Ce furent ces émigrés, les derniers surtout, qui, ayant gardé de nombreuses relations dans l'Orient, expédièrent les premiers armemens hollandais dans la Méditerranée et jetèrent les fondemens du commerce du Levant, devenu célèbre. Les Juifs portugais d'Amsterdam possédaient une grande partie des fonds publics de Venise et étaient les intermédiaires de toutes les opérations de change entre les deux villes. Ces rapports commerciaux prirent un grand essor depuis la victoire remportée par Heemskerk près de Gibraltar, qui avait fait respecter le pavillon néerlandais dans toute la Méditerranée. Ils atteignirent leur apogée lors du traité de paix de Munster; la guerre de trente ans, qui désolait l'Allemagne, en favorisait beaucoup le progrès. Les navires hollandais apportaient à Venise les blés, les toiles, les matériaux de constructions navales et les produits des Indes. Après avoir déchargé leurs cargaisons, ils s'y affrétaient souvent au gouvernement ou aux particuliers, et se rendaient à Alexandrie et dans d'autres ports du Levant, protégés par leur pavillon contre les attaques des corsaires turcs et barbaresques. Les navires des Vénitiens avaient cessé alors presque entièrement de franchir le détroit de Gibraltar, et leur commerce avec les Pays-Bas était devenu tout à fait passif; ils avaient peu de produits à leur offrir en échange de ceux qu'ils recevaient. Les guerres des Pays-Bas avec la France et l'Angleterre, qui livraient la Méditerranée aux incursions des pirates barbaresques, l'importation des soies de Chine, l'introduction en France de l'industrie des soies, dont Venise avait fait son principal objet, — d'autres causes enfin amenèrent successivement le déclin des relations commerciales et marimes des deux pays.

Le tableau des rapports qui, au point de vue de l'art et des lettres, existaient entre la Hollande et Venise offre plus d'un trait curieux. Une frappante analogie rapproche l'ancienne école hollandaise de l'école vénitienne. L'imitation fidèle de la nature, le goût des scènes simples et journalières de la vie, une grande vérité de coloris, les distinguent au même point. Dès que la renommée de l'école fondée par Titien, Bassano, Tintoret et Paul Véronèse pénétra en Hollande, les peintres hollandais affluèrent en masse à Venise. Titien en recueillit plusieurs chez lui, notamment Dirk Barentsz et Corneille Cort (1). On raconte que ceux-ci et deux autres jeunes peintres hollandais l'aidaient dans la composition de ses plus grandes toiles. Une autre tra-

(1) M. H. Delaborde, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er décembre 1850, fait un juste éloge de Cort comme graveur.

dition raconte que ce fut d'eux qu'il apprit l'art de peindre les paysages. Jean Schorel, « le flambeau de la Hollande, » son élève Martin Heemskerk, Henri Goltzius, plus tard les deux Jordaens, les deux Van Mieris, Karel Dujardin et bien d'autres se sont formés et ont séjourné longtemps à Venise.

Il existe un autre art dans lequel les Hollandais ont excellé longtemps, c'est l'art de l'imprimerie, inventé, suivant un récit populaire, par Coster de Harlem. Des Hollandais publièrent les premiers ouvrages imprimés à Venise et en Italie. Nicolas Pieters de Harlem publia en 1476 un livre à Padoue, et un autre à Vicence l'année suivante. Deux autres imprimeurs néerlandais, Dirk de Rynsboug et Reynold de Nimègues, firent paraître à Venise trentre-quatre ouvrages depuis 1477 jusqu'à 1491. On rencontre encore à la même époque les noms de plusieurs éditeurs hollandais qui imprimaient déjà au XVe siècle les œuvres classiques de l'antiquité : Horace, Virgile, Lucain, Perse, Pline, Josèphe, les Institutes et les Pandectes de Justinien. Les travaux de saint Thomas d'Aquin, d'Albert le Grand et de Pétrarque virent également le jour par leurs soins. Les célèbres bibliothèques de Venise attiraient l'attention des savans néerlandais; Gansfort, Agricola, Erasme, y préparaient la restauration des lettres grecques et latines. Ce fut dans la bibliothèque de Saint-Marc que le chancelier de Philippe II, Viglius ab Aytta, découvrit la paraphrase grecque des Institutes de Justinien.

Lorsque Guillaume le Taciturne, pour récompenser les bourgeois de Leyde de l'héroïque défense de leur ville, la dota d'une université, il y appela Jos. Scaliger, issu d'une des plus nobles familles vénitiennes. C'est à l'école de Padoue que se formèrent les professeurs les plus illustres de la nouvelle université. Bientôt l'éclat de l'école de Leyde se répandait au loin, et la supériorité de l'enseignement, l'affluence des étudians de tous les pays lui assuraient une place à côté de celles de Padoue et de Bologne. Enfin les poètes néerlandais ne se lassaient pas de chanter la ville des doges, ses institutions et ses faits d'armes, tant en latin que dans la langue nationale. Daniel Heinsius, dans ses *Odes latines*, l'appelle la « reine des mers, la foudre de l'Italie, les délices du monde. » Son fils, Nicolas Heinsius, célèbre en vers savans l'alliance des deux républiques; Barlaeus et Scriverius tracent le parallèle de Venise et de Amsterdam; Pierre Francius, dans la langue et le style de Virgile, chante la conquête de la Morée. Les coryphées de la poésie nationale du XVIIe siècle, Hooft, Cats, Hoogstraten et Vondel, avaient les regards fixés sur la reine de l'Adriatique. Vondel surtout, le « divin » Vondel chantait l'illustre domination des Vénitiens, leurs victoires sur les Turcs, et appelait la chrétienté au secours de Candie menacée. En traçant de nos jours le parallèle historique de Venise et d'Amsterdam, M. de Jonge n'a fait, on le voit, que rester fidèle à cette tradition nationale. Son livre est un dernier témoignage des rapports qui unirent les deux républiques, et un document curieux, à plus d'un égard, sur l'histoire générale de l'Europe aux XVIe et XVIIe siècles.

J. BERGSON.

Les Danses des Morts, par M. Kastner (1). — On est bien loin d'avoir étudié tous les aspects de l'art du moyen âge. Le propre de la pensée humaine à cette époque, c'est de se complaire en des manifestations multiples et de tirer du thème le plus simple les modulations les plus variées. On sait sous combien de formes également charmantes les *Minnesinger* du XIIIe siècle ont traduit l'idée de l'amour. Quant au nombre des monumens inspirés par l'enthousiasme religieux, il échappe à tout calcul. A mesure qu'on se rapproche du XVIe siècle cependant, on voit s'augmenter la complication, la prodigalité des traductions plastiques d'une même idée. Ce n'est plus la poésie seule, comme au XIIIe siècle, ce n'est plus la sculpture comme au XIVe, qui suffisent à ce dernier déploiement de la fantaisie des vieux âges : la peinture et la musique arrivent à leur tour. Une récente publication nous montre dans ses phases diverses et trop peu étudiées cet épanouissement graduel des formes de l'art venant se grouper successivement autour d'un motif principal. *Les Danses des Morts*, ce cycle étrange et sombre de poèmes, de chants et de peintures murales, ont fourni à l'auteur de plusieurs travaux intéressans sur l'histoire de l'art musical, M. Kastner, l'occasion d'éclairer quelques-unes des questions les moins connues parmi celles que soulève l'art du moyen âge. En cherchant dans les temps les plus reculés l'idée première de cette étrange comédie de la mort continuée à travers plusieurs siècles, l'auteur a pu indiquer de curieux rapprochemens entre le symbolisme antique et le symbolisme chrétien. C'est à partir du XVe siècle toutefois que des monumens nombreux permettent d'étudier dans ses diverses manifestations le travail de plus en plus actif de la pensée du moyen âge sur le thème funèbre qu'elle transforme en se l'appropriant. A la série d'images et de tableaux qui personnifient la lutte de la vie et de la mort correspond toute une série de poèmes qui en sont le naïf commentaire; mais ces deux formes ne suffisent pas aux imaginations populaires, et la musique, la danse même, reprennent à leur façon le motif indiqué par la peinture et la poésie. De toutes les variations de cet étrange motif, celle-ci est assurément la moins connue. Les rondes funèbres n'ont pas été seulement reproduites en effet sur les murs des couvens et des églises : elles ont été exécutées, elles ont eu leur orchestre, des monumens nombreux le prouvent, et cet orchestre même, M. Kastner en fait l'histoire, qui répand une vive lumière sur l'histoire générale de la musique. Dans l'ensemble de ces instrumens qu'il passe en revue : psaltérions, tympanons, monocordes, rebecs, claquebois, c'est déjà l'instrumentation moderne à son berceau qui se révèle. On voit ce qu'il y a d'utile pour l'histoire de l'art à suivre ainsi la filière qu'a parcourue la pensée des générations d'avant la renaissance : sculpture, peinture, poésie, musique. Tous les moules dans lesquels est venue se jeter plus tard la fantaisie moderne ont été en quelque sorte préparés et façonnés du XIIe au XVe siècle, et le cycle de la *Danse des Morts* est un des plus curieux témoignages de cette merveilleuse élaboration. L'ouvrage de M. Kastner, complété par une composition musicale qui est elle-même une savante étude sur le style mélodique du moyen âge, mérite une place distinguée parmi les récentes publications d'archéologie. V. DE MARS.

(1) Un volume in-4°, avec planches, chez Brandus, rue Richelieu.

OPÉRA-COMIQUE.

LE NABAB.

La fable imaginée par MM. Scribe et Saint-Georges est d'une ingénuité qui défie toute définition. Il est impossible en effet d'imaginer une action plus innocente, plus digne de Florian et de Berquin que l'action qu'ils ont appelée *le Nabab*. Je ne les chicanerai pas sur le titre qu'ils ont donné au héros de la pièce : ce serait me montrer trop difficile. Jusqu'à présent, nous avions cru qu'un nabab était un négociant indien enrichi par le commerce. Vous dire comment un nabab est devenu entre les mains de MM. Scribe et Saint-Georges lord Evandale serait impossible. La reine Victoria peut élever au titre de baronnet ou de lord qui bon lui semble; mais jusqu'à présent la richesse n'a pas été considérée comme un droit suffisant. Donc ce nabab, pourvu ou non du titre de lord, s'ennuie à périr et veut se tuer. Un de ses amis, médecin très intelligent, lui donne contre l'ennui et la tentation du suicide une recette excellente, le travail. Clifford, c'est le nom du médecin, ne demande à son client qu'un sursis d'une année. Si la recette ne le sauve pas, lord Evandale sera libre de se tuer. Il faut savoir que lady Evandale, connue au théâtre sous le nom de Corilla, est le type achevé du caprice et de la rébellion. Il suffit que son mari souhaite une chose pour qu'elle souhaite le contraire. Au moment où lord Evandale se prépare à se tuer, arrive une jeune personne du nom de Dora. Réduite au désespoir par le dénûment, elle vient implorer la bienfaisance de lord Evandale, qui, tout entier à ses projets de suicide, l'envoie à tous les diables. La jeune fille, épouvantée de sa brusquerie, s'évanouit. Lord Evandale, en véritable héros d'opéra-comique, profite de son évanouissement pour déposer sur son tablier un bon de mille livres sterling. Héroïque générosité qui ne restera pas sans récompense! Lord Evandale part pour l'Europe avec la ferme résolution de suivre la recette de Clifford, abandonnant lady Evandale aux soins de sir Arthur, son cousin. Arrivé en Europe, il devient ouvrier, puis contre-maître, dans une manufacture de tabac du comté de Galles. Or maître Toby, le chef de cette manufacture, est précisément l'oncle de Dora. Naturellement Dora devient amoureuse de lord Evandale, qui a déguisé son titre et son nom; plus naturellement encore, elle ignore que son bienfaiteur est marié. J'oubliais de dire que Clifford, en ami dévoué, a résolu de n'envoyer à son client que cent livres sterling par an, environ six francs par jour, et son client avait un revenu de cinquante mille livres sterling; mais il fallait exécuter la recette dans toute sa rigueur. Maître Toby, en apprenant l'amour de sa nièce pour l'ouvrier nouveau-venu, s'emporte à bon droit. Il rend pleine justice aux vertus du nabab déguisé, mais il ne consentira jamais à lui donner la main de sa nièce. Cependant Dora réussit à fléchir son oncle. Elle va épouser son bienfaiteur, lorsqu'arrive lady Evandale : péripétie émouvante qui attendrit tous les spectateurs! Les deux amans seraient condamnés à une infortune éternelle, si Clifford, ange gardien de son client, ne tranchait le nœud gordien, car cette maudite Corilla, dont la vie n'est pas bien connue, était la femme de Clif-

ford avant d'épouser lord Evandale. Allégresse générale, chœur; la toile tombe.

Que pouvait faire M. Halévy de cette donnée? Quel parti pouvait-il en tirer? Sa science n'est mise en doute par personne. Plusieurs fois même, dans *l'Éclair*, dans *le Val d'Andorre*, dans *la Fée aux Roses*, il a fait preuve d'invention; mais, en présence d'une donnée pareille, il ne pouvait que multiplier les prodiges de l'escamotage, et c'est ce qu'il a fait. N'ayant pas de situations dramatiques, il s'est évertué à dissimuler l'absence d'émotion sous l'élégance et la variété des vocalises. L'ouverture semblera peut-être un peu prolixe, étant donné le nombre des thèmes; peut-être les instrumens à anche reprennent-ils avec trop de complaisance les idées exposées par les instrumens à cordes; peut-être les cuivres abusent-ils à leur tour du plaisir de répéter ce que les instrumens à anche ont déjà redit. Cependant il y a dans cette ouverture une délicatesse de style que je ne veux pas contester. Je n'ai guère à noter dans le premier acte qu'un morceau très applaudi, qui rappelle heureusement *Ma Tante Aurore*. Je ne m'arrêterai pas à relever la richesse des rimes accouplées par MM. Scribe et Saint-Georges; *sympathie* et *envie* sont des rimes très suffisantes pour l'Opéra-Comique. Ce souvenir de Boïeldieu a mis en belle humeur tous les habitués du théâtre. Ils se croyaient revenus au temps de Martin et d'Elleviou, et leur bonheur, je le confesse, avait quelque chose d'expansif et de contagieux. A voir leur mine épanouie, je me sentais pénétré d'une douce moiteur. Au second acte, nouvelle surprise, nouveau plaisir. Sir Arthur, en pénétrant dans la manufacture de tabac, ne peut résister aux émanations sternutatoires de la maison; il ne manque pas d'éternuer, et lady Evandale à son tour, en femme qui a fréquenté avec fruit le théâtre du Palais-Royal, ne manque pas de lui répondre : « Dieu vous bénisse! » Le duo de l'éternuement a obtenu un plein succès, je me hâte de le reconnaître. C'est le morceau capital du second acte. Au troisième acte, nous sommes dans une maison de plaisance qui appartenait à lord Melvil, et que lord Evandale vient d'acheter, car lord Melvil s'est ruiné. Craignant de ne pouvoir épouser sa chère Dora, lord Evandale a voulu du moins la mettre à l'abri du besoin, et lui a donné par acte notarié, sur papier vif, le domaine de lord Melvil. Au moment où Dora supplie son oncle Toby de lui apprendre un air de chasse gallois qui jouit dans le pays d'une très grande célébrité, survient pour la seconde fois lady Evandale.

Heureusement Clifford emmène sa femme, et le nabab épouse Dora. Qu'y a-t-il, me direz-vous, dans ce troisième acte pour la musique? Votre question m'étonne, et me semble par trop ingénue. Ne prévoyez-vous pas d'abord un chœur de paysans accueillant le nouveau seigneur? M. Halévy n'a pas négligé cette condition élémentaire du sujet. Mais le morceau capital, c'est l'air de chasse gallois. Il est malheureusement trop vrai que M. Halévy n'a oublié qu'une seule chose : c'est de trouver l'air gallois, car cet air, de l'avis même de ses plus fervens admirateurs, est encore à trouver. Enhardi sans doute par le succès qu'avait obtenu aux répétitions le duo de l'éternuement, il a cru pouvoir masquer la nullité complète de la mélodie, tout à fait imaginaire, dite une première fois par l'oncle Toby et répétée par Dora, sous les jappemens du chœur. Jappemens ou aboiemens, peu importe. Cependant je dois dire que tous les auditeurs habitués aux cris de la meute en

forêt n'ont pas reconnu dans ce chœur applaudi avec tant de frénésie la couleur locale qui devait sans doute, dans la pensée de M. Halévy, assurer le succès de ce morceau auprès des vrais connaisseurs. Pour être juste, je suis forcé d'avouer que le chœur de l'air gallois, si tant est qu'il y ait un air, peut rappeler tour à tour les jappemens des carlins ou les aboiemens des boule-dogues, mais n'a rien à faire avec les cris de la meute. C'est mon avis, c'est celui des chasseurs; mais la foule ne s'est guère inquiétée de notre avis, et a battu des mains. Que reste-t-il donc à louer dans cette partition, écrite avec un incontestable talent? Mon Dieu! j'ai regret à le dire, une science infinie, une connaissance complète de toutes les ressources dont peut disposer l'orchestre, et qui pourtant ne réussit pas à masquer l'absence de pensée. M. Halévy, qui connaît à merveille tout ce que l'étude peut enseigner, n'est pas doué d'une imagination très inventive. Ses œuvres les plus applaudies sont peuplées de souvenirs. *Les Mousquetaires de la Reine* sont quelque peu parens de *Lucie*. Encouragé outre mesure par les applaudissemens qui lui ont été prodigués, il a cru que la facture suffisait. La facture est une grande chose assurément; mais, si habile qu'on soit dans l'art de la parole, il faut avoir quelque chose à dire. Le grammairien le plus savant ne fera jamais un orateur éloquent. C'est la triste condition où se trouvait placé l'auteur du *Nabab*. Les situations imaginées par MM. Scribe et Saint-Georges ne lui suggéraient aucune mélodie; il a pensé que le maniement de l'orchestre, qu'il connaît depuis longtemps, suffirait à déguiser l'indigence de son imagination. Il s'est trompé, et la froideur des loges a dû ne lui laisser aucun doute à cet égard. Les érudits de la musique reprochent à Bellini de n'avoir pas connu à fond le contre-point; c'est un reproche trop facile à justifier; mais Bellini possédait un don précieux que le contre-point ne suppléera jamais, l'invention mélodique. La *Norma*, la *Beatrice*, *la Sonnambula*, sont là pour établir son rang dans l'histoire de son art. M. Halévy sait du contre-point autant qu'homme de France; mais il lui arrive rarement d'inventer quelque chose de vraiment nouveau, et *le Nabab* est une preuve ajoutée à tant d'autres pour démontrer la vérité de ce que j'avance. Les faiseurs dans toutes les branches de l'art sont une plaie que la critique doit signaler au bon sens public. Entre une imagination ardente qui ne sait pas se révéler clairement et une science consommée associée à une imagination tantôt tiède, tantôt stérile, le choix ne me semble pas difficile. Grétry, que M. Adolphe Adam a cru devoir enrichir d'une orchestration imprévue, ne parlait jamais sans avoir quelque chose à dire. M. Halévy parle si bien, qu'il ne prend pas toujours la peine de penser. C'est un abus de la science que le goût ne saurait amnistier. Les chanteurs ont été justement applaudis. M. Couderc, dans le rôle du nabab, s'est montré bon comédien. MM. Mocker et Bussine ont fait de généreux efforts pour animer les rôles ingrats de Clifford et de Toby. Mlle Favel a bien compris et bien rendu l'impertinence de lady Evandale. Quant à Mlle Miolan, elle a réuni tous les suffrages par la grâce et la hardiesse de ses vocalises. La mise en scène fait honneur au goût de M. Perrin.

GUSTAVE PLANCHE.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES DU TROISIÈME VOLUME.

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE. — JUILLET. — AOUT. — SEPTEMBRE.

SOUVENIRS D'UNE STATION DANS LES MERS DE L'INDO-CHINE. — Retour de *la Bayonnaise*. — Le roi George, l'empereur Y-shing et la reine Pomaré, par M. le capitaine de vaisseau E. Jurien de La Gravière. 5

LA HOLLANDE SOUS DEUX RÈGNES, SOUVENIRS HISTORIQUES SUR LE ROI LOUIS ET GUILLAUME Ier, par M. Vivien, de l'Institut. 48

LA DERNIÈRE BOHÉMIENNE, deuxième partie, par Mme Charles Reybaud. . 82

UN HIVER EN CORSE, RÉCITS DE CHASSE ET SCÈNES DE LA VIE DES MAQUIS, par M. Charles Reynaud. 118

DU MOUVEMENT POÉTIQUE EN ANGLETERRE DEPUIS SHELLEY. — Les Poésies de Julian Fane, par M. Arthur Dudley. 147

SAN FRANCESCO A RIPA, par M. de Stendhal (Henri Beyle). 166

LES PROTESTANS FRANÇAIS EN EUROPE. — Recherches nouvelles de M. Weiss sur l'Histoire des Réfugiés, par M. Charles Louandre. . . . 178

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 195

LA DERNIÈRE BOHÉMIENNE, dernière partie, par Mme Charles Reybaud. . 209

REMBRANDT, SA VIE ET SES ŒUVRES, par M. Gustave Planche. 244

LES FRANÇAIS DU CANADA A PROPOS D'UNE HISTOIRE FRANÇAISE DU CANADA PUBLIÉE A QUÉBEC, par M. Th. Pavie. 278

PROMENADE EN AMÉRIQUE. — LES HOMMES ET LES CHOSES AUX ÉTATS-UNIS. — X. — La Havane et l'île de Cuba, par M. J.-J. Ampère. 305

BEAUMARCHAIS, SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS, D'APRÈS DES PAPIERS DE FAMILLE INÉDITS. — IX. — Beaumarchais et sa Flotte dans la guerre de l'indépendance des États-Unis, par M. Louis de Loménie. 331

LES BAINS DE MER, poème, par M. A. Brizeux. 374

SCIENCES. — LE STÉRÉOSCOPE ET DE LA VISION BINOCULAIRE, par M. Babinet, de l'Institut. 383

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 393

BOLINGBROKE, SA VIE ET SON TEMPS, première partie, par M. Charles de Rémusat, de l'Académie Française. 409

LA PRESSE AU XIXe SIÈCLE. — La Presse aux États-Unis. — Origines de la Presse américaine et son Rôle dans la révolution, par M. Cucheval-Clarigny. 451

L'IRLANDE DEPUIS LA DERNIÈRE FAMINE, par M. Jules de Lasteyrie. . 495

LE TIERS-ÉTAT ET SON ROLE POLITIQUE EN FRANCE (*Essai sur l'histoire de la formation du Tiers-État*, de M. Aug. Thierry), par M. L. DE CARNÉ. . 528
MINA DE WANGEL, par M. DE STENDHAL (HENRI BEYLE). 551
LES PIRATES MALAIS, par M. CHARLES LAVOLLÉE. 579
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 599
MŒURS ANGLAISES. — LE MEETING AGRICOLE DE GLOCESTER EN JUILLET 1853, par M. L. DE LAVERGNE.. 612
MOUVEMENT LITTÉRAIRE DE L'ALLEMAGNE. — LA RÉNOVATION PHILOSOPHIQUE ET RELIGIEUSE DEPUIS 1850, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER. 633
BEAUMARCHAIS, SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS, D'APRÈS DES PAPIERS DE FAMILLE INÉDITS. — X. — Beaumarchais créancier d'une république, armateur et éditeur de Voltaire, par M. LOUIS DE LOMÉNIE.. 663
BOLINGBROKE, SA VIE ET SON TEMPS, seconde partie, par M. CHARLES DE RÉMUSAT, de l'Académie Française. 700
SYLVIE, SOUVENIRS DU VALOIS, par M. GÉRARD DE NERVAL. 745
LES POPULATIONS OUVRIÈRES EN FRANCE. — LES OUVRIERS DU MIDI DANS LES CÉVENNES ET L'INDUSTRIE DE LA SOIE, par M. A. AUDIGANE. 772
LE ROMAN BIBLIQUE EN AMÉRIQUE. — LES ROMANS DE MISTRESS WETHERELL, par M. E.-D. FORGUES. 799
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 829
DALILA, par M. OCTAVE FEUILLET. 841
BOLINGBROKE, SA VIE ET SON TEMPS, troisième partie, par M. CHARLES DE RÉMUSAT, de l'Académie Française. 919
HISTOIRE DES SECTES RELIGIEUSES AU XIXe SIÈCLE. — LES IRVINGIENS ET LES SAINTS DU DERNIER JOUR, par M. A. MAURY. 961
LES TOMBEAUX DE CORNETO, par M. DE STENDHAL (HENRI BEYLE). 996
MÉMOIRES D'UNE FAMILLE HUGUENOTE (*Memoirs of a Huguenot family*), par M. PROSPER MÉRIMÉE. 1005
SCIENCES. — DE LA PERSPECTIVE AÉRIENNE, par M. BABINET, de l'Institut. 1015
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 1023
LA BOURSE ET L'INDUSTRIE. — Les Sociétés de Crédit foncier, par M. A. COCHUT. 1037
PROMENADE EN AMÉRIQUE. — LE MEXIQUE. — I. — Vera-Cruz et Mexico, par M. J.-J. AMPÈRE. 1049
JEAN-JACQUES ROUSSEAU, SA VIE ET SES OUVRAGES. — VII. — Rousseau à l'Ermitage, son Amour pour Mme d'Houdetot et ses rapports avec Mme d'Épinay, par M. SAINT-MARC GIRARDIN. 1076
BOLINGBROKE, SA VIE ET SON TEMPS, quatrième partie, par M. CHARLES DE RÉMUSAT. 1104
VOYAGES ET PENSÉES MILITAIRES, par M. PAUL DE MOLÈNES.. 1144
LA POÉSIE ET LES POÈTES EN FRANCE EN 1853, par M. GUSTAVE PLANCHE. 1193
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 1216
LA BOURSE DE PARIS ET LA BANQUE D'ANGLETERRE, par M. A. COCHUT. 1230
REVUE LITTÉRAIRE. — Du Cange et ses Biographes, par M. CH. LOUANDRE. . 1237
THÉATRES. — *Le Nabab*, opéra-comique, de M. HALÉVY. 1252

FIN DE LA TABLE.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00674 8566